

AVERTISSEMENT

Ce document est le fruit d'un long travail approuvé par le jury de soutenance et mis à disposition de l'ensemble de la communauté universitaire élargie.

Il est soumis à la propriété intellectuelle de l'auteur : ceci implique une obligation de citation et de référencement lors de l'utilisation de ce document.

D'autre part, toute contrefaçon, plagiat, reproduction illicite de ce travail expose à des poursuites pénales.

Contact : portail-publi@ut-capitole.fr

LIENS

Code la Propriété Intellectuelle – Articles L. 122-4 et L. 335-1 à L. 335-10

Loi n°92-597 du 1^{er} juillet 1992, publiée au *Journal Officiel* du 2 juillet 1992

<http://www.cfcopies.com/V2/leg/leg-droi.php>

<http://www.culture.gouv.fr/culture/infos-pratiques/droits/protection.htm>



THÈSE



En vue de l'obtention du

DOCTORAT DE L'UNIVERSITÉ DE TOULOUSE

Délivré par l'Université de Toulouse I Capitole

École doctorale : **Sciences Juridiques et Politiques**

Présentée et soutenue par
Michaël DA LOZZO

le 14 octobre 2016

La réalisation de l'accès à la justice dans l'Espace européen de justice
Une contribution à la résolution des litiges commerciaux transfrontières

Discipline : **Droit**

Spécialité : **Droit Privé et Sciences Criminelles**

Unité de recherche : **IRDEIC (EA 4211)**

Thèse dirigée par

Madame Sylvaine POILLOT-PERUZZETTO *Professeur*
Université Toulouse I Capitole

JURY

Rapporteurs

Monsieur Jean-Sylvestre BERGÉ *Professeur*
Université Lyon III Jean Moulin

Monsieur Cyril NOURISSAT *Professeur*
Université Lyon III Jean Moulin

Suffragants

Monsieur Antoine BOTTON *Professeur*
Université Toulouse I Capitole

Madame Hélène GAUDEMET-TALLON *Professeur émérite*
Université Paris II Panthéon-Assas

Madame Laurence SINOPOLI *Professeur*
Université Paris-Ouest – Nanterre La Défense

*L'Université n'entend donner ni approbation, ni improbation aux opinions émises dans cette thèse ;
ces opinions doivent être considérées comme propres à leur auteur.*

Je tiens en premier lieu à exprimer ma reconnaissance et mes plus chaleureux remerciements à Madame le Professeur Sylvaine POILLOT-PERUZZETTO. Sa disponibilité, ses conseils avisés et son soutien indéfectible tout au long de ces années furent assurément les ingrédients ayant permis la réalisation de ce travail.

Qu'il me soit permis de remercier les organisateurs et les participants des ateliers du GDR-ELSJ d'Aix-en-Provence, de Toulouse et de San Sébastian, qui ont été des sources d'inspiration renouvelées pour ma recherche. J'adresse également mes remerciements à Monsieur le Professeur Marc BLANQUET pour sa bienveillance et pour m'avoir donné la possibilité de participer auxdits ateliers.

Qu'il me soit aussi permis de remercier le service des relations internationales de l'Université Toulouse I Capitole et toutes les personnes que j'y ai côtoyé pendant ces années et en particulier Claudine CHAMBERT, Marie-Hélène GOZZI, Agnès TERSOU et Vincent REDAUD. Je les remercie pour leur confiance. Toute l'équipe m'a permis de réaliser des projets aussi fous qu'extraordinaires qui m'ont inmanquablement enrichi professionnellement et personnellement. Il y a, dans ces travaux, un peu de ces séjours en Europe et dans le monde, ainsi que de ces moments passés dans les bureaux du bâtiment J.

Qu'il me soit également permis de remercier mes ami(e)s, particulièrement Marie et François, Marie-Anne et Mathieu, Charles, ainsi qu'Abdelmadjid qui m'ont toujours apporté leur soutien et leur aide dans les bons et surtout les mauvais moments. Sans oublier Julie et Marie qui, fortes de leur expérience, ont eu raison de mes doutes.

Qu'il me soit encore permis d'adresser mes remerciements à ma famille pour sa patience et ses encouragements. Elle n'a jamais cessé de croire en moi et m'a toujours poussé vers la voie de la réussite. À mes parents, à Anthony, Valentin et Léandre, à ma tante Gabrielle, à Maïté, Marine, Benjamin et tous les autres, merci.

Qu'il me soit enfin permis d'adresser mes remerciement les plus sincères à trois personnes qui ont été des piliers durant ces années : à ma sœur, Julie, pour son réconfort précieux, à Aude et Pierre, mes rocs. Ils ont toujours été présents et ces quelques lignes ne sont pas à la hauteur du soutien qu'ils m'ont apporté et de la reconnaissance que j'ai pour eux. Mille mercis.

La thèse est un travail solitaire, mais elle reflète toutefois le parcours de son auteur et de l'aide qu'il a reçu. Tant de personnes ont ainsi contribué, consciemment ou inconsciemment, à ces travaux que toutes ne peuvent malheureusement pas être citées ici. Qu'ils voient là l'expression de ma plus profonde gratitude.

À tous, merci.

TABLE DES ABRÉVIATIONS

I. Abréviations relatives aux publications

AJDA : Actualité juridique. Droit administratif
Anon. : Auteur anonyme
Cah. arb. : Cahiers de l'arbitrage
chron. : Chronique
comm. : Commentaire
contr. : Contribution
coord. : Coordination
D. : Recueil Dalloz
dir. : Sous la direction de
doctr. : Doctrine
doss. : Dossier
éd. : Édition
Éd. : Édité par
et al. : *et alii*, et les autres auteurs
fasc. : Fascicule
Gaz. Pal. : La Gazette du Palais
GDR-ELSJ : Réseau universitaire européen - Droit de l'espace liberté, sécurité & justice
GEDIP : Groupe européen de droit international privé
HS : Hors série
J.-Cl. : JurisClasseur
JCP : La semaine juridique, édition générale
JDI : Journal du Droit international (Clunet)
LGDJ : Librairie Générale de Droit et de Jurisprudence
LPA : Les petites affiches

Mél. : Mélanges en l'honneur de ou Mélanges en hommage à
PUF : Presses universitaires de France
RD aff. int. : Revue de Droit des affaires internationales
RDIDC : Revue de Droit international et de Droit comparé
Rép. : Répertoire
Rev. arb. : Revue de l'arbitrage
Rev. crit. DIP : Revue critique de droit international privé
Rev. soc. : Revue des sociétés
RIDC : Revue internationale de droit comparé
RTD civ. : Revue trimestrielle de droit civil
RTD com. : Revue trimestrielle de droit commercial
RTD eur. : Revue trimestrielle de droit européen
RUE : Revue de l'Union européenne
t. : Tome
vol. : Volume

II. Abréviations relatives aux institutions

AELE : Association européenne de libre-échange
aff. : Affaire
AG : Avocat général
c/ : Contre
Cass. : Cour de cassation
CCBE : Conseil des barreaux européens
CE : Communauté européenne

CECA : Communauté économique du charbon et de l'acier

CEDH : Cour européenne des Droits de l'Homme

CEE : Communauté économique européenne

CEPEJ : Commission européenne pour l'efficacité de la justice

CES : Comité économique et social

CESE : Comité économique et social européen

ch. : Chambre

civ. : Civil(e)

CJ : Cour de justice (à partir du 1^{er} déc. 2009)

CJCE : Cour de justice des Communautés européennes (jusqu'au 1^{er} déc. 2009)

CJUE : Cour de justice de l'Union européenne

CNUDCI : Commission des Nations Unies pour le droit commercial international

CoE : Conseil de l'Europe

com. : Commercial(e)

concl. : Conclusions

crim. : Criminelle

DG : Direction générale

e.a. : Et autres

ECC-Net : European Consumer Centres Network

ECLI : European Case Law Identifier - Identifiant européen de la jurisprudenceⁱ

EEJ : Espace européen de justice

ELSJ : Espace de liberté, de sécurité et de justice

ÉM : État(s) membre(s)

gd. ch. : Grande chambre

JOCE : Journal officiel des Communautés européennes

JORF : Journal officiel de la République française

JOUE : Journal officiel de l'Union européenne

MARL : Méthodes alternatives de résolution des litiges

ONU : Organisation des Nations-Unies

ord. : Ordonnance(s)

plén. : Plénière

rec. : Décision sur la recevabilité

req. : Requête

RJE : Réseau judiciaire européen en matière civile et commerciale

T : Tribunal (ex TPI) (à partir du 1^{er} déc. 2009)

TPI : Tribunal de première instance (jusqu'au 1^{er} déc. 2009)

UE : Union européenne

III. Abréviations relatives aux instruments

Accord européen (1977) : Accord européen sur la transmission des demandes d'assistance judiciaire du 27 janv. 1977

al. : Alinéa(s)

art. : Article

CDFUE : Charte des droits fondamentaux de l'Union européenne

cons. : Considérant

Conv. Apostille (1961) : Convention de La Haye du 5 oct. 1961 supprimant l'exigence de la légalisation des actes publics étrangers

Conv. Bruxelles (1968) : Convention concernant la compétence judiciaire à l'exécution des décisions en matière civile et commerciale signée à Bruxelles le 27 sept. 1968

Conv. Genève (1961) : Convention européenne sur l'arbitrage commercial international du 21 avr. 1961

Conv. La Haye (1954) : Convention de La Haye relative à la procédure civile du 1^{er} mars 1954

Conv. La Haye (1965) : Convention de La Haye relative à la signification et à la notification des actes judiciaires et extrajudiciaires en matière civile et commerciale du 15 nov. 1965

Conv. La Haye (1970) : Convention de La Haye sur l'obtention des preuves à l'étranger en matière civile et commerciale du 18 mars 1970

Conv. La Haye (1980) : Convention de La Haye tendant à faciliter l'accès internationale à la justice du 25 oct. 1980

Conv. La Haye (2005) : Convention de La Haye sur les accords d'élection de *for* du 30 juin 2005

Conv. Lugano (1988) : Convention concernant la compétence judiciaire et l'exécution des décisions en matière civile et commerciale, signée à Lugano le 16 sept. 1988

Conv. Lugano (2007) : Convention concernant la compétence judiciaire, la reconnaissance et l'exécution des décisions en matière civile et commerciale, signée à Lugano le 30 oct. 2007

Conv. New-York (1958) : Convention pour la reconnaissance et l'exécution des sentences arbitrales étrangères signée à New-York le 10 juin 1958

CSDHLF : Convention de sauvegarde des Droits de l'Homme et des Libertés fondamentales

Décision 2001/470/CE : Décision 2001/470/CE relative à la création d'un réseau judiciaire européen en matière civile et commerciale

Décision 2016/414/UE : Décision 2016/414/UE autorisant la République d'Autriche à signer et à ratifier la convention de La Haye du 15 nov. 1965 relative à la signification et à la notification à l'étranger des actes judiciaires et extrajudiciaires en matière

civile et commerciale, et Malte à y adhérer, dans l'intérêt de l'Union européenne

Directive 2003/8/CE : Directive 2003/8/CE visant à améliorer l'accès à la justice dans les affaires transfrontières par l'établissement de règles minimales communes relatives à l'aide judiciaire accordée dans le cadre de telles affaires

Directive 2008/52/CE : Directive 2008/52/CE sur certains aspects de la médiation en matière civile et commerciale

Directive 2013/11/UE : Directive 2013/11/UE relative au règlement extrajudiciaire des litiges de consommation et modifiant le règlement (CE) n°2006/2004 et la directive 2009/22/CE

IPE : Injonction de payer européenne

OESC : Ordonnance européenne de saisie conservatoire

PIDCP : Pacte international relatif aux droits civils et politiques

Recommandation 2013/396/UE : Recommandation 2013/396/UE de la Commission relative à des principes communs applicables aux mécanismes de recours collectif en cessation et en réparation dans les États membres en cas de violation de droits conférés par le droit de l'Union

Règlement Bruxelles I : Règlement n°44/2001 concernant la compétence judiciaire, la reconnaissance et l'exécution des décisions en matière civile et commerciale

Règlement Bruxelles I refondu : Règlement n°1215/2012 concernant la compétence judiciaire, la reconnaissance et l'exécution des décisions en matière civile et commerciale (refonte)

Règlement n°1206/2001 : Règlement n°1206/2001 relatif à la coopération entre les juridictions des États membres dans le domaine de l'obtention des preuves en matière civile ou commerciale

Règlement n°1382/2013 : Règlement n°1382/2013 établissant un programme « Justice » pour la période 2014-2020

Règlement n°1393/2007 : Règlement n°1393/2007 relatif à la signification et à la notification dans les États membres des actes judiciaires et extrajudiciaires en matière civile et commerciale

Règlement n°1896/2006 : Règlement n°1896/2006 instituant une procédure européenne d'injonction de payer

Règlement n°2015/2421 : Règlement n°2015/2421 modifiant le règlement n°861/2007 instituant une procédure européenne de règlement des petits litiges et le règlement n°1896/2006 instituant une procédure européenne d'injonction de payer

Règlement n°524/2013 : Règlement n°524/2013 relatif au règlement en ligne des litiges de consommation et modifiant le règlement (CE) n°2006/2004 et la directive 2009/22/CE

Règlement n°655/2014 : Règlement n°655/2014 portant création d'une procédure d'ordonnance européenne de saisie conservatoire des comptes bancaires

Règlement n°861/2007 : Règlement n°861/2007 instituant une procédure européenne de règlement des petits litiges

REL : Règlement extrajudiciaire des litiges

RLL : Règlement des litiges en ligne

RTNU : Recueil des traités des Nations-Unies

STCE : Série des Traités du Conseil de l'Europe (n°194 et suivantes)

STE : Série des Traités Européens (n°1 à 193)

TEE : Titre exécutoire européen

Traité CE : Traité instituant la Communauté européenne*

Traité CECA : Traité instituant la Communauté économique du charbon et de l'acier

Traité CEE : Traité instituant la Communauté économique européenne

Traité ECE : Traité établissant une Constitution pour l'Europe

Traité FUE : Traité sur le fonctionnement de l'Union européenne

Traité UE : Traité sur l'Union européenne*

vig. : Entrée en vigueur

IV. Abréviations usuelles

§, §§ : Paragraphe(s)

càd. : C'est-à-dire

cf. : Confère

contra : En sens contraire

disp. : Disponible

ég. : Également

et s. : Et suivant(e)s

ex. : Exemple(s)

fig. : Figure(s)

id. : *Idem*, renvoie à la référence précédente

ibid. : *Ibidem*, désigne la référence précédente, mais avec une page ou un paragraphe différent

in : Dans

infra : Ci-dessous

loc. cit. : *Loco citato*, désigne le même auteur, et même ouvrage et la même page que la référence précédente

màj. : Dernière mise à jour

n° : Numéro(s)

ndbp : Note de bas de page

not. : Notamment

op. cit. : *Opere citato*, désigne un ouvrage déjà cité de cet auteur

p., pp. : Page(s)

préc. : Précité

pt : Point(s)

s.v. : *Sub Verbo*, au mot

spéc. : En particulier

supp. : Supplément

supra : Ci-dessus

tabl. : Tableau(s)

trad. : Traduction

V° : Voir

ⁱ Conclusions du Conseil du 29 avr. 2011 préconisant l'introduction d'un identifiant européen de la jurisprudence et un ensemble minimal de

* La ville entre parenthèse permet d'identifier la version du Traité ; l'absence d'indication renvoie à la version actuellement en vigueur.

SOMMAIRE

INTRODUCTION	1
 PREMIÈRE PARTIE. LA RÉALISATION PROGRESSIVE DE L'ACCÈS À LA JUSTICE	 31
Titre Premier. La nature de l'accès à la justice	33
Chapitre 1. L'accès à la justice, un objectif révélé	35
Chapitre 2. L'accès à la justice, un droit fondamental consacré.....	75
Titre Second. La concrétisation de l'accès à la justice	117
Chapitre 1. L'élaboration d'un droit de la coopération judiciaire <i>stricto sensu</i>	119
Chapitre 2. L'élaboration d'un droit de la coopération judiciaire <i>lato sensu</i>	195
 SECONDE PARTIE. LA RÉALISATION PERFECTIBLE DE L'ACCÈS À LA JUSTICE	 265
Titre Premier. Les lacunes dans la réalisation de l'accès à la justice.....	267
Chapitre 1. Les imperfections du droit de la coopération judiciaire <i>stricto sensu</i>	269
Chapitre 2. Les insuffisances du droit de la coopération judiciaire <i>lato sensu</i>	327
Titre Second. Repenser la réalisation de l'accès à la justice	371
Chapitre 1. La nécessité d'une approche unitaire et globale de l'accès à la justice.....	373
Chapitre 2. La réalisation de l'accès à la justice par l'approche unitaire et globale....	411
 CONCLUSION	 446

A mio nonno,

INTRODUCTION

« Un espace européen de justice ne constitue pas seulement un espace dans lequel les décisions judiciaires obtenues dans un État membre sont reconnues et exécutées dans d'autres États membres, mais plutôt un espace dans lequel un accès effectif à la justice est garanti en vue de l'obtention et de l'exécution des décisions judiciaires »¹

1. « L'Union européenne facilite l'accès à la justice ». Ainsi l'article 67 §4 du Traité sur le Fonctionnement de l'Union européenne (ci-après « Traité FUE »)² pose-t-il les bases d'un objectif dépassant largement les considérations économiques qui ont poussées à la création des Communautés par les Traités de Paris et Rome³. Une formule forte, simple, efficace, mais qui, pourtant trop lapidaire, ne peut se suffire à elle seule. En effet, le Marché intérieur représente aujourd'hui un vaste territoire constitué de celui des 28 États membres où les marchandises, les services, les personnes et les capitaux peuvent circuler librement. De ce fait, les rapports juridiques s'étant considérablement multipliés en raison des élargissements successifs de la construction européenne, l'importance de la résolution des litiges commerciaux transfrontières est l'un des enjeux fondamentaux de l'accès à la justice dans l'Espace européen de justice. Dès lors, les Traités prévoient que l'Union, au titre de ses grandes préoccupations, doit agir en faveur d'un accès à la justice facilité.

¹ Communication de la Commission au Conseil et au Parlement européen, Le programme de La Haye : Dix priorités pour les cinq prochaines années – Un partenariat pour le renouveau européen dans le domaine de la liberté, de la sécurité et de la justice, COM(2005) 184 final du 10 mai 2005, spéc. pt. 9.

² Traité sur le Fonctionnement de l'Union européenne (version consolidée), JOUE C 202/47 du 7 juin 2016 (vig. 1^{er} déc. 2009).

³ Traité instituant la Communauté européenne du charbon et de l'acier, Paris, 18 avr. 1951, 261 RTNU 140 (vig. 23 juil. 1952); Traité instituant la Communauté économique européenne, Rome, 25 mars 1957, 298 RTNU 11 (vig. 1^{er} janv. 1958).

2. *Pourquoi faut-il faciliter l'accès à la justice ?* Le Marché intérieur bénéficie aujourd'hui à plus de 500 millions de personnes physiques dans 28 États membres⁴. Cette réalité a bouleversé les équilibres économiques entre ces États comme le démontre l'augmentation très importante du commerce intra-Union européenne dont le montant de ces échanges passant de 800 milliards d'euros en 1992 à 2 800 milliards d'euros en 2011⁵. Ceux-ci sont particulièrement notables dans les opérations économiques réalisées par les consommateurs⁶ : en 2011, ils comptaient pour 56 % du produit intérieur brut de l'Union européenne⁷. De la même manière, les entreprises⁸ peuvent également tirer des avantages du Marché intérieur. Si les plus grandes d'entre elles peuvent s'employer à réaliser des économies d'échelle, les petites et moyennes entreprises (ci-après « PME ») y trouvent le moyen d'étendre leur domaine territorial d'activité et d'accéder à de nouveaux marchés. Il en résulte une multiplication des échanges entre ces opérateurs économiques par l'intensification des rapports transfrontières⁹, conséquence directe de la libre circulation¹⁰. Cette équation complexe engendre des situations juridiques pouvant être qualifiées soit de relations *B2B*, c'est-à-dire *business to business*, entre deux entreprises, soit *B2C*, c'est-à-dire *business to consumer*, entre une entreprise - considérée ici comme le professionnel - et un consommateur. Ces relations commerciales transfrontières sont, à ne pas en douter, un des moteurs de la croissance économique de l'Union européenne. Ils

⁴ Commission européenne, *20 ans de marché unique européen. Ensemble pour une nouvelle croissance*, Office des publications de l'Union européenne, 2012, spéc. p. 9.

⁵ *Ibid.*, spéc. p. 15 ; soit une augmentation de 350% en un peu moins de 20 ans.

⁶ Il faut entendre par "consommateur" "toute personne physique qui, dans les contrats (...), agit à des fins qui n'entrent pas dans le cadre de son activité commerciale, industrielle, artisanale ou libérale" (art. 2 §1 Directive 2011/83/UE du Parlement européen et du Conseil du 25 oct. 2011 relative aux droits des consommateurs, modifiant la directive 93/13/CEE du Conseil et la directive 1999/44/CE du Parlement européen et du Conseil et abrogeant la directive 85/577/CEE du Conseil et la directive 97/7/CE du Parlement européen et du Conseil, JOUE L 304/64 du 22 oct. 2011) ; la définition est similaire à l'art. 17 §1 du Règlement Bruxelles I refondu.

⁷ Commission européenne, *20 ans de marché unique européen...*, préc., spéc. p. 19.

⁸ Il faut entendre par entreprise, "toute entité, indépendamment de sa forme juridique, exerçant une activité économique, y compris notamment les entités exerçant une activité artisanale et d'autres activités à titre individuel ou familial, les sociétés de personnes ou les associations qui exercent régulièrement une activité économique", tel que défini dans : cons. n°3 et Art. 1^{er} de l'Annexe de la Recommandation 2003/361/CE de la Commission du 6 mai 2003 concernant la définition des micro, petites et moyennes entreprises, JOUE L 124/36 du 20 mai 2003.

⁹ Il est préféré le terme "transfrontière" à celui de "transfrontalier" employé dans certains instruments de l'UE. Le second implique certes l'existence d'un élément d'extranéité dans la situation, mais il suppose ég. une proximité desdits éléments autour d'une frontière (comme le confirme la définition du terme "frontalier", lorsqu'il qualifie un substantif, renvoie à quelque chose qui se trouve à une frontière ; *Centre national de ressources textuelles et lexicales* (<<http://www.cnrtl.fr/>>), s.v. « Frontalier »). À l'inverse, le terme "transfrontière" est plus neutre : il concerne ég. les situations dans lesquelles il existe un élément d'extranéité, sans référence à une proximité géographique d'une frontière – il est la *francisation* du terme anglais "cross-border". V° dans le même sens : C. NOURISSAT, « Le règlement (CE) n°1896/2006 du 12 décembre 2006 instituant une procédure européenne d'injonction de payer », *Europe*, mai 2005, n°5, étude 5, spéc. note n°3.

¹⁰ Commission européenne, *20 ans de marché unique européen...*, préc., spéc. p. 35.

doivent alors faire l'objet d'une attention particulière pour pérenniser le développement et la confiance dans une configuration internationale sujette aux crises, notamment dans la résolution des différends. Dans cette perspective, « la justice [doit être] au service de la croissance [pour] contribuer à la croissance économique »¹¹. Son accès facilité, la justice doit permettre de favoriser la mobilité, la croissance et la confiance en s'attellant à réduire les difficultés pratiques et juridiques pour faire valoir ses droits dans un autre État membre et à poursuivre les réformes structurelles pour une justice plus rapide et plus efficace¹².

Cette ambition ne peut toutefois pas se limiter aux relations intra-Union européenne. En effet, le Marché intérieur est loin d'être un vase clos. Outre le développement des échanges dans l'Union européenne, ceux avec les pays tiers ont également connu une forte croissance. En effet, entre 1992 et 2011, la valeur des exportations est passée de 500 milliards d'euros à 1 500 milliards¹³. L'intensification de ces opérations commerciales ne se limite donc pas à des rapports intra-Union européenne, poussant l'Union européenne à se préoccuper de ces relations juridiques que ses citoyens et entreprises nouent avec des opérateurs situés à l'étranger. L'Union ne peut donc pas se limiter à l'amélioration des situations juridiques internes : elle doit aussi améliorer l'accès à la justice dans ses relations extérieures pour offrir une protection à ses opérateurs économiques¹⁴.

3. *L'accès à la justice, en vue de la confiance et de la croissance économique.* Le développement des relations commerciales internes et externes entraînant une hausse du nombre de litiges commerciaux transfrontières¹⁵, l'Union s'est fixée pour objectif de renforcer son « espace européen commun de justice [afin qu'il inspire] confiance et

¹¹ Communication de la Commission au Parlement européen, au Conseil, au Comité économique et social européen et au Comité des régions, L'agenda de l'UE en matière de justice pour 2020 – Améliorer la confiance, la mobilité et la croissance au sein de l'Union, COM(2014) 144 final du 11 mars 2014, spéc. pt. 2.

¹² *Ibid.*, spéc. pt. 3.

¹³ Commission européenne, *20 ans de marché unique européen...*, préc., spéc. p. 14.

¹⁴ DG Justice, Assises de la justice, Document de réflexion 1 : droit civil de l'UE, 2013 (disp. en ligne : <<http://ec.europa.eu/justice/>>, rubrique Événements/Assises de la justice 2013), spéc. p. 4 : “Développer le volet externe du droit civil constitue un corollaire nécessaire du développement du commerce international et de la mobilité. Il est nécessaire de garantir le niveau de base de la sécurité juridique recherchée par les citoyens et entreprises européens lors d'une action hors de l'UE et de l'exportation des normes juridiques européennes au profit des citoyens et entreprises européens” ; Communication de la Commission au Parlement européen, au Conseil, au Comité économique et social européen et au Comité des régions, L'agenda de l'UE en matière de justice pour 2020..., préc., spéc. pt. 4.3.

¹⁵ C'est en tous cas ce qui est déclaré par la DG Justice sur son site internet : aucune donnée statistique n'est cependant disponible pour confirmer ou informer cet effet (V° <<http://ec.europa.eu/justice/>>).

[qu'il] soit pleinement opérationnel »¹⁶. Ces différends soulèvent un certain nombre d'obstacles liés à leur nature transfrontière : les parties au litige peuvent-elles adresser leur différent à n'importe quelle juridiction sans risque de déni de justice ? Quel mode de justice pourra être saisi à l'étranger ? Existe-t-il suffisamment de coopération entre les États auxquels le litige se rattache pour permettre la coopération nécessaire à la résolution du différend, notamment en matière de notification et signification des actes ou encore d'obtention de preuves ? La décision obtenue pourra-t-elle s'appliquer dans chacun des États où les parties ont un intérêt à la voir mise en œuvre ? L'accès à la justice est un élément clef permettant de répondre à ces interrogations. Il est une composante majeure de la réalisation de l'objectif fixé par l'Union puisqu'il est au cœur de la construction de l'Espace européen de justice¹⁷.

4. **Opportunité.** La réalisation de l'accès à la justice s'envisage donc comme un élément central et contemporain de la construction européenne. Le sujet ne manque donc pas d'intérêt et a déjà fait l'objet de plusieurs études. Cependant, il a été traité, soit comme un élément au regard du développement d'autres droits¹⁸, soit de manière sectorielle¹⁹. Il n'a jamais fait l'objet d'une recherche à part entière s'intéressant aux rapports entre personnes. C'est pourtant une question essentielle. Si beaucoup d'instruments existent déjà en la matière et permettent de faciliter l'accès à la justice en matière de résolution de litiges transfrontières²⁰, il existe une marge de progression. Pour s'en convaincre, il suffit de prendre connaissance des rapports de la Commission sur l'application et les effets des mesures déjà adoptées en ce sens. Le dernier compte rendu est relatif à la Directive 2008/52/CE sur certains aspects de la médiation et il fait toujours

¹⁶ Communication de la Commission au Parlement européen, au Conseil, au Comité économique et social européen et au Comité des régions, L'agenda de l'UE en matière de justice pour 2020..., *préc.*, spéc. pt. 5.

¹⁷ Art. 67 §4 Traité FUE.

¹⁸ Pour une approche au regard des droits fondamentaux : L. PAILLER, *Le respect de la Charte des droits fondamentaux de l'Union européenne dans l'espace judiciaire européen en matière civile et commerciale*, thèse dirigée par F. MARCHANDIER, É. GARAUD, Université de Limoges, 2015 ; dans la construction procédurale de l'UE : J. BAUCHY, *L'espace civil européen : d'une structure substantielle à une construction processuelle*, thèse dirigée par M. ATTAL, Université Toulouse 1 Capitole, 2014 ; M.-C. LASSERRE, *Le droit de la procédure civile de l'Union européenne forme-t-il un ordre procédural ?*, *op. cit.* ; dans l'appréhension générale de l'arbitrage : J. CLAVEL, *Le déni de justice économique dans l'arbitrage international. L'effet négatif du principe de compétence-compétence*, thèse dirigée par G. KHAIRALLAH, Université Paris II Panthéon-Assas, 2011.

¹⁹ A. NEDELICHEVA, *Le droit au juge dans l'Union européenne*, thèse dirigée par J. RIDEAU, Université Nice-Sophia Antipolis, 2015 ; V. DONIER, B. LAPÉROU-SCHENEIDER, dir., *L'accès au juge. Recherche sur l'effectivité d'un droit*, Bruylant, 2013 ; E. PUTMAN (dir.), *L'accès à la justice*, Presses Universitaires d'Aix-Marseille, 2007 ; J. RIDEAU (dir.), *Le droit au juge dans l'Union européenne*, LGDJ, 1998.

²⁰ Cf. Annexe I, tabl. 1.1 et 1.2.

état d'effort à fournir pour faciliter l'accès à la justice²¹. Des imperfections et des lacunes dans la réalisation de l'accès à la justice peuvent toujours être identifiées, quelque soit le mode de justice²². Une étude portant sur la réalisation de l'accès à la justice dans ce domaine n'est donc pas déraisonnable, bien au contraire.

Dans cette perspective, plusieurs points doivent être éclaircis. La notion d'accès à la justice doit être définie, les obstacles identifiés et le cadre déterminé.

5. *L'effectivité des droits substantiels, objet de l'accès à la justice.* L'Union européenne « offre » à ses citoyens un Espace de liberté, de sécurité et de justice²³ au sein duquel l'accès à la justice doit être facilité²⁴. Il répond au besoin des personnes, physiques ou morales²⁵, de pouvoir s'adresser à un tiers afin d'obtenir de lui qu'il crée, modifie ou détruise un rapport de droit²⁶ en mettant un terme à une mésentente : le litige. La décision obtenue doit permettre aux parties de se prévaloir des droits substantiels ainsi reconnus. Indépendamment du contexte transfrontière, c'est l'ensemble de la procédure qui se concentre à cette fin : la partie qui l'engage, le demandeur, est en désaccord avec celle qu'elle attaque, le défendeur, et souhaite que la position qu'elle défend soit celle retenue. En somme, l'accès à la justice, dans une perspective téléologique, est un élément central de la résolution des litiges, dont l'objet est la réalisation des droits substantiels des parties²⁷.

6. *Accès à la justice ou accès au juge ?* La notion d'accès à la justice est de plus en plus souvent évoquée²⁸. Cela étant, la doctrine lui préfère encore la notion de droit d'accès au tribunal ou encore de droit au juge²⁹, considéré comme un droit fondamental

²¹ Rapport de la Commission au Parlement européen, au Conseil et au Comité économique et social européen sur l'application de la directive 2008/52/CE du Parlement européen et du Conseil sur certains aspects de la médiation en matière civile et commerciale, COM(2016) 542 final du 26 août 2016, spéc. pt. 3.

²² Cf. *infra*, §§293 et s.

²³ Art. 3 §2 Traité UE : "[l]'Union offre à ses citoyens un espace de liberté, de sécurité et de justice sans frontières intérieures, au sein duquel est assurée la libre circulation des personnes, en liaison avec des mesures appropriées en matière de contrôle des frontières extérieures, d'asile, d'immigration ainsi que de prévention de la criminalité et de lutte contre ce phénomène" (emphasis ajoutée).

²⁴ Art. 67 §4 Traité FUE : "L'Union facilite l'accès à la justice (...)".

²⁵ En l'occurrence, les entreprises et les consommateurs, c.à.d. les opérateurs économiques.

²⁶ E. JEULAND, *Droit processuel général*, Montchrestien, 3^e éd., 2014, spéc. §1.

²⁷ En ce sens, M.-A. FRISON-ROCHE, « La procédure et l'effectivité des droits substantiels », in D. D'AMBRA, F. BENOÎT-ROHMER, C. GREWE, dir., *Procédure(s) et effectivité des droits*, Bruylant, 2003, p. 1, spéc. §§16 et 17.

²⁸ F. FRANCIONI, « The Rights of Access to Justice under Customary International Law » in F. FRANCIONI (dir.), *Access to Justice as a Human Right*, Oxford University Press, 2007, p. 1, spéc. p. 3.

²⁹ Sur la notion de droit d'accès à un tribunal, V° S. GUINCHARD *et al.*, *Droit processuel. Droits fondamentaux du procès*, Dalloz, 8^e éd., 2015, spéc. §§234 et s. ; sur la notion de droit à un tribunal, V° E. JEULAND, *Droit processuel général*, op. cit., spéc. §§165 et s. ; sur la notion de droit d'accès au juge, V° V. DONIER *et al.*,

qui permet à chacun de pouvoir saisir la Justice (entendue comme le droit de pouvoir saisir le juge *étatique*). Cette conception semble limitée puisque le juge n'est plus aujourd'hui le seul acteur permettant de résoudre des différends commerciaux internationaux : d'autres moyens de parvenir à la justice existent³⁰. Ne faudrait-il pas alors étendre la conception classique de l'accès au juge pour qu'il puisse se conjuguer avec les méthodes alternatives de résolution des litiges ? Dans cette perspective, l'accès à la justice dispose d'un sens plus large et correspond davantage aux besoins de la société moderne. Encore faut-il déterminer pleinement ce que recèle la notion, sans se limiter à son objet. Partant du postulat que l'accès à la justice implique une fin et des moyens, il faut alors s'attacher et rappeler le sens des termes « accès » et « justice ».

7. *La justice, une notion à plusieurs facettes.* Étant donné la diversité des sens attachés à la justice³¹, il convient de revenir sur ceux-ci et d'en éclairer le concept ainsi que les moyens qui permettent d'y arriver. Il est possible de dégager deux conceptions principales. La justice peut être comprise soit comme ce qui est juste ou injuste, voire comme un synonyme du *Droit*³² dans une conception morale ; soit comme un moyen permettant la création ou la restauration d'un lien de *droit* entre au moins deux parties qui obtiennent justice après une procédure ou un processus. Dans ce cas, c'est une conception téléologique qui est retenue : la justice n'est plus un prérequis pour permettre aux individus de pouvoir vivre en société, mais un résultat à atteindre lorsque que deux personnes sont opposées par un différend.

8. *La conception morale de la justice.* La conception morale s'accommode mal de l'objet de l'accès à la justice tel qu'il est entendu par les Traités. Cette perspective conceptuelle se comprend comme un ensemble de valeurs de référence et constitue un

« Propos introductifs », in V. DONIER, B. LAPÉROU-SCHNEIDER, dir., *L'accès au juge. Recherche sur l'effectivité d'un droit*, Bruylant, 2013, p. 21, spéc. pp. 33 à 35.

³⁰ C'est l'arbitre qui lui est préféré – il faut par ailleurs noter le fort développement des MARL : V° J.-M. JACQUET, P. DELEBECQUE, S. CORNELOUP, *Droit du commerce international*, Dalloz, 3^e éd., 2015, spéc. §941-1 ; C. SERAGLINI, J. ORTSCHIEDT, *Droit de l'arbitrage interne et international*, Montchrestien, 2013, spéc. §44.

³¹ J.-F. ROBERGE, *La justice participative. Changer le milieu juridique par une culture intégrative du règlement des différends*, Éditions Yvon Blais, 2011, spéc. p. 23 ; J. RAWLS, « On Justice as Fairness » in M. CLAYTON, A. WILLIAMS, Éd., *Social justice*, Blackwell, 2004, p. 50, spéc. p. 50 ; Y. GOBRY, *La philosophie pratique d'Aristote*, Presses Universitaires de Lyon, 1995, spéc. p. 77 ; V° également *Centre national de ressources textuelles et lexicales* (<<http://www.cnrtl.fr/>>), s.v. « Justice », en particulier le sens étymologique selon WACE “vertu morale qui consiste à être juste, à donner à chacun selon son dû”.

³² Association Henri CAPITANT, G. CORNU (dir.), *Vocabulaire juridique*, PUF, 10^e éd., 2014, s.v. « Droit », spéc. sens n°3. Dans sa conception morale, la justice peut s'envisager comme une vertu (V. COUSIN, *Du vrai du beau et du bien*, Didier, 2nd éd., 1854, spéc. pp. 334 et s.) et constitue les fondements de la société, c'est-à-dire l'ensemble de ses ensemble de valeurs et de règles morales qui établissent les rapports entre les personnes et permettent de maintenir l'ordre (F. DE VITORIA, *La justice*, trad. J.-P. COUJOU, Dalloz, 2014, spéc. pp. 3 et s.).

fondement du *Droit*³³ considéré comme l'objet de la justice³⁴. Il s'agit d'ailleurs de la conception partagée par ARISTOTE³⁵. Ce *Droit* doit toutefois être distingué du *droit* (avec un « d » minuscule) qui s'appuie sur lui et le matérialise : chaque société dispose alors de ses propres règles³⁶. Le *droit* constitue la frontière imaginaire qui limite l'arbitraire des citoyens et des tiers jugeant un litige. Il forme des barrages artificiels mis en place pour endiguer la démesure et se concrétise par des lois³⁷. De cette façon, la justice est juste puisque contrairement à la vertu individuelle de la justice, elle est bornée par l'existence de règles extérieures à la volonté d'un seul individu³⁸. Il en découle que les personnes sont encadrées dans leurs relations interpersonnelles. Cette conception de la justice a également un impact sur la justice en tant que finalité d'une procédure ou d'un processus puisqu'elle constitue les références auxquelles doit s'attacher le tiers au litige pour le trancher. Le *Droit* et le *droit* permettent alors aux personnes en conflit de retrouver un équilibre dans le litige qui repose sur des revendications contradictoires³⁹.

9. **La conception téléologique de la justice.** La conception téléologique de la justice se comprend comme le but, la finalité d'une procédure ou d'un processus. Elle est ce que les parties au litige recherchent pour que l'une d'entre elles puisse voir ses droits substantiels se réaliser. C'est la formule « rendre justice » qui est ici la plus à-propos. Le justice dans sa conception téléologique se confond avec la « volonté constante et continue de rendre à chacun ce qui lui revient »⁴⁰, de permettre la réalisation concrète des droits substantiels. C'est cette conception qui est au cœur de l'accès à la justice tel qu'il est ici envisagé.

³³ Faut-il d'ailleurs rappeler que la fille de Zeus et de Thémis, Dike, déesse de la justice, signifie, dans un sens commun (*dikè*), soit “coutume, usage” dans un premier sens, soit “ordre, droit” dans un second. Sur ce point, V° É. SCHEID-TISSINIER, « Jean Rudhardt et la *dikè* », *Kernos*, 2008, n°21, p. 173, spéc. pp. 175, 177 à 182 ; dans le même sens, P.-H. TAVOILLOT, « La justice entre idéalisme et pragmatisme : les débats de la philosophie contemporaine », in M. WIEVIORKA (dir.), *Rendre (la) Justice*, Éditions Sciences Humaines, 2013, p. 265, spéc. p. 286.

³⁴ F. DE VITORIA, *La justice*, op. cit., spéc. pp. 3 et s.

³⁵ ARISTOTE, *Politique*, trad. J. BARTHÉLEMY-SAINT-HILAIRE, Librairie Philosophique de Ladrangue, 13^e éd., 1874, spéc. Livre I, Chapitre premier, §13 : “La justice est une nécessité sociale ; car le droit est la règle de l'association politique, et la décision du juste est ce qui constitue le droit”.

³⁶ J.-L. BERGEL, *Théorie générale du droit*, Dalloz, 2012, spéc. §19.

³⁷ Qu'il faut entendre au sens large : V° S. GUINCHARD, T. DEBARD, dir., *Lexique des termes juridiques 2016/2017*, Dalloz, 24^e éd., 2016, s.v. « Loi », spéc. sens 2.

³⁸ Il faut noter la corrélation entre la création de l'État, permettant aux êtres humains de sortir de l'état de nature, et celui de la justice *équitable*, qui se détache alors de la justice naturelle qui est rendue individuellement, non pas en équité ou par rapport à des lois, mais par rapport à une perception individuelle du juste et selon le rapport de force physique en jeu : V° R. LEFEBVRE sur les théories du contrat social, en particulier celle de Thomas HOBBS in *La justice et le droit*, Dalloz, 5^e éd., 2012, spéc. pp. 23, 24 et 75. V° ég. ARISTOTE, *Politique*, op. cit., spéc. Livre III, Chapitre XI, §6 : “évidemment, quand on ne veut que la justice, il faut prendre un moyen terme ; et ce moyen terme, c'est la loi”.

³⁹ J. RAWLS, « On Justice as Fairness » op. cit., spéc. p. 3.

⁴⁰ J.-L. BERGEL, *Théorie générale du droit*, op. cit., spéc. §24.

Cette assumption est confirmée par l'objet même de cette perspective qui, au delà du rétablissement de l'ordre dans des relations interpersonnelles, permet *in fine* d'atteindre l'effectivité des droits substantiels de l'une des parties au litige. Il faut cependant souligner que cette dimension téléologique de la justice n'est réalisable que par l'intermédiaire des modes de justice.

10. La Justice, un pouvoir régalien. Le terme *Justice*, lorsqu'il est employé avec un « J » majuscule, renvoie à l'autorité judiciaire⁴¹. Il s'agit d'un service public, droit régalien à la charge de l'État⁴². En ce sens, la *Justice* constitue un moyen de *rendre justice* et de rétablir la *justice* entre les parties. Il s'agit du mode le plus classique pour résoudre les différends. Malgré son hégémonie, il faut relever que la *Justice* n'est pas le seul et unique mode de justice. D'autres processus se développent et répondent davantage aux attentes des justiciables⁴³ : les méthodes alternatifs de résolution des litiges (ci-après « MARL »). Il est alors permis de distinguer entre la justice étatique et la justice privée, deux moyens permettant aux parties d'accéder à la justice et de résoudre leur différend.

11. Justice étatique⁴⁴. Associée à l'État, la justice étatique est rendue par la *Justice*. Elle bénéficie aux citoyens et peut même être considérée comme une dette de l'État dont toutes les décisions rendues par elle deviennent nécessairement exécutoires avec le concours de la force publique⁴⁵. L'État est alors un débiteur de justice par sa *Justice* (l'autorité judiciaire) et ses citoyens en sont les créanciers⁴⁶. Dans ce mode de justice, c'est l'État qui organise seul les différentes juridictions et les règles procédurales applicables par la loi. Peu de marge de manœuvre est laissée aux parties au litige.

⁴¹ Càd. un ensemble de tribunaux et de cours organisé par le droit judiciaire d'un pays : V° en ce sens, S. GUINCHARD, T. DEBARD, dir., *Lexique des termes juridiques 2016/2017*, Dalloz, 24^e éd., 2016, s.v. « Justice », spéc. sens 2 ; S. GUINCHARD, A. VARINARD, T. DEBARD, *Institutions juridictionnelles*, Dalloz, 12^e éd., 2015, spéc. §1.

⁴² J.-L. BERGEL, *Théorie générale du droit*, op. cit., spéc. §277 ; J.-C. GAVEN, « Entre exposition et dissimulation. Des figures du procès au récit de la justice » in W. MASTOR, L. MINIATO, dir., *Les figures du procès au delà des frontières*, Dalloz, 2013, p. 1.

⁴³ J.-F. ROBERGE, *La justice participative...*, op. cit., spéc. p. 31.

⁴⁴ Encore appelée justice « instituée » : V° C. ATIAS, *Philosophie du droit*, PUF, 3^e éd., 2012, spéc. §55.

⁴⁵ *Loc. cit.* ; Marie-Anne FRISON-ROCHE y voit la source de l'ensemble des autres droits in « Le droit d'accès à la justice et au droit », op. cit., spéc. §637.

⁴⁶ J.-C. GAVEN, « La dette de justice. Enjeux citoyens d'un héritage européen » in L. CLÉMENT-WILZ, S. POILLOT-PERUZZETTO, dir., *Construire la citoyenneté européenne*, P.I.E. Peter Lang, 2014, p. 125, spéc. p. 125 ; dans le même sens, V° J. DUTHEIL DE LA ROCHÈRE, « Droit au juge, accès à la justice européenne », *Pouvoirs*, 2001, n°96, p. 123, spéc. 124 : l'auteur y concède les mêmes conclusions, mais les droits dont les citoyens sont créanciers procèdent de normes supranationales.

L'instauration de tribunaux permet par ailleurs d'éviter que les particuliers ne se fassent justice eux-mêmes⁴⁷ et permet la réalisation de l'accès à la justice.

À côté de la justice étatique, des modes de justice privée permettent également d'atteindre l'objet de l'accès à la justice. Il est donc nécessaire de les appréhender.

12. Justice privée⁴⁸. Contrairement à la justice naturelle qui se fonde sur le ressenti, l'instinct et les valeurs d'une seule personne⁴⁹, la justice privée est *généralement* admise⁵⁰ et procède soit de la volonté commune des parties opposées dans un litige, soit de celle d'un tiers qui aide, propose ou impose sa solution en vertu de règles déterminées. En d'autres termes, cette justice privée correspond aux MARL – ou *Alternative Dispute Resolution*. Y sont notamment⁵¹ inclus la négociation, la médiation, la conciliation, l'expertise, les *Dispute Boards*, le mini-procès⁵², le droit collaboratif⁵³, les procédures collaboratives⁵⁴ et l'arbitrage⁵⁵. Ces MARL permettent aux litigants de résoudre leur

⁴⁷ B. AUDIT, L. D'AVOUT, *Droit international privé*, Economica, 7^e éd., 2013, spéc. §417.

⁴⁸ Qu'il ne faut pas confondre avec la privatisation de la justice étatique : V° Y. BENHAMOU, « Vers une inexorable privatisation de la justice ? Contribution à une étude critique de l'une des missions régaliennes de l'État », *D.*, 2003, p. 2773 ; CEPEJ, « L'accès à la justice en Europe », *Les études de la CEPEJ*, n°9, spéc. pp. 15 et 118 et s.

⁴⁹ Le terme de justice "naturelle" est choisi en référence à la vision de l'être humain telle qu'analysé par Thomas HOBBS. Pour ce dernier, en l'absence du "Léviathan", l'état de nature permet à chacun de rendre sa propre justice telle qu'il l'entend, et sans être limité dans sa liberté. Il faut donc entendre la "justice naturelle" comme la justice qui émane de la volonté d'un seul individu et qui s'exerce selon sa conception de la justice et du droit (V° R. LEFEBVRE, *La justice et le droit*, op. cit., spéc. pp. 23 et s.). En ce sens, la justice naturelle se confond avec la justice unilatérale reposant sur une volonté unique, c.à.d. la vengeance : V° F. OST, « La justice, ses alternatives et ses symboles. Venger, pardonner ou juger ? Variations littéraires » in W. MASTOR, L. MINIATO, dir., *Les figures du procès au delà des frontières*, Dalloz, 2013, p. 137, spéc. p. 137. La justice naturelle est aujourd'hui prohibée : en effet, "nul ne peut se faire justice à soi-même" ; il semble peu probable qu'un État permette à ses citoyens de pouvoir rendre justice sans considération aucune ni de l'individu objet de la vengeance, ni des autres membres de cette société et de ses lois. Il faut remarquer que l'interdiction de la vengeance est ancienne (Code de Justinien) : S. GUINCHARD, C. CHAINAIS, F. FERRAND, *Procédure civile. Droit interne et droit de l'Union européenne*, Dalloz, 32^e éd., 2014, spéc. §77.

⁵⁰ En France, l'arbitrage et les autres MARL sont autorisés ; le droit procédural français prévoit d'ailleurs une articulation entre la justice privée et la justice étatique (comme par ex. la possibilité de saisir un juge d'appui pour permettre la constitution du tribunal arbitral : art. 1505 Code de procédure civile ; de manière générale, V° art. 1504 et s., Code de procédure civile pour l'arbitrage et art. 1528 et s., Code de procédure civile pour la résolution amiable des différends).

⁵¹ La liste n'est pas exhaustive. Pour une typologie générale des MARL, V° C. JARROSSON, « Les modes alternatifs de règlement des conflits : présentation générale », *RIDC*, 1997, n°2, p. 325, spéc. §§14 à 21.

⁵² Pour une description de chacun des modes énumérés, V° O. CACHARD, *Droit du commerce international*, LGDJ, 2^e éd., 2011, spéc. §§1055 et s.

⁵³ Pour une définition du droit collaboratif, V° N. FRICERO (dir.) et al., *Le guide des modes amiables de résolution des différends (MARD)*, Dalloz, 2014, spéc. §411.11.

⁵⁴ Le terme de procédure collaborative est préféré à celui de participative pour ne pas cibler uniquement sa version française qui est la "procédure participative assistée par avocat", (pour une V° N. FRICERO, H. POIVEY-LECLERCQ, S. SAUPHANOR, *Procédure participative assistée par avocat*, Lamy, 2012, spéc. §§1 et s.).

⁵⁵ Certains y intègrent ég. les obligations contractuelles permettant à une partie d'agir unilatéralement, comme par ex. l'exception d'inexécution, le droit de rétention ou encore la résolution unilatérale du contrat justifiée par la gravité d'un manquement de l'autre partie au contrat ; V° M. JOUEN, *La sanction prononcée par les parties au contrat : étude sur la justice privée dans les rapports contractuels de droit privé*, Economica, 2013 ; E. PUTMAN,

différend en suivant un processus préétabli par la loi, ou établi par eux⁵⁶. Pour y recourir, les parties doivent s'engager mutuellement⁵⁷. La décision est *normalement* adoptée par les deux parties (à l'exclusion de l'arbitrage, qui tient une position particulière notamment en raison de la mission juridictionnelle qui est confiée à l'arbitre : sa solution s'impose aux parties⁵⁸)⁵⁹. Lorsque ces processus sont actionnés, les MARL sont mises en œuvre, soit avec l'aide d'un tiers, soit entre les seules parties au litige. À l'instar des procédures judiciaires, une phase procédurale commence alors. Celle-ci correspond à la période au cours de laquelle est recherchée une solution au litige qui soit conforme à la justice (au droit ou à l'équité⁶⁰) pour rétablir le lien entre les parties et permettre la réalisation des droits substantiels. Ces MARL, qui se développent⁶¹, correspondent à la volonté des citoyens de vouloir participer au processus décisionnel, ce qui permet de légitimer davantage la solution et d'en améliorer l'efficacité⁶². Cette forme de justice est dite

« Justices parallèles », in E. PUTMAN (dir.), *L'accès à la justice*, Presses Universitaires d'Aix-Marseille, 2007, p. 85. Cette conception n'est pas retenue.

⁵⁶ Sur la distinction entre processus et procédure, V° N. FRICERO (dir.) *et al.*, *Le guide des modes amiables de résolution des différends (MARD)*, *op. cit.*, spéc. §421.11 : « Un processus est une série d'actions qui vise à atteindre une fin particulière ou un résultat [...]. Une procédure est une façon particulière de faire quelque chose, une série d'étapes préétablies à suivre ».

⁵⁷ Le recours à une MARL peut être décidé *a priori* ou *a posteriori* de la naissance d'un litige entre les parties, et repose largement sur des conventions entre elles (L. CADIET, « Avant-propos » in L. CADIET (dir.), *Médiation et arbitrage. Alternative dispute resolution. Alternative à la justice ou justice alternative ? Perspectives comparatives*, LexisNexis, 2005, p. 5, spéc. p. 7). Il faut noter que des aménagements peuvent être prévus selon la qualité des parties ou encore l'objet du litige.

⁵⁸ J.-B. RACINE, F. SIIRIAINEN, *Droit du commerce international*, Dalloz, 2^e éd., 2011, spéc. §621 ; J.-M. JACQUET, P. DELEBECQUE, S. CORNELOUP, *Droit du commerce international*, *op. cit.*, spéc. §1048.

⁵⁹ C'est tout du moins le cas en théorie. Certains auteurs relèvent en effet que dans les cas où une partie se trouve dans une situation de supériorité économique, il y a des risques qu'elle impose sa solution à l'autre, la partie faible (tel que le consommateur, comme cela a été reconnu par la Cour de justice : V° CJCE 21 juin 1978, *Bertrand*, aff. 150/77, EU:C:1978:137, spéc. pt. 3). Dans ce cas, si aucun recours n'est ouvert, il subsiste tout de même une possibilité pour la partie lésée d'intenter une action en nullité pour violence (par ex. en droit français, les négociations, médiations et conciliations se concluent par un accord transactionnel lorsque la procédure aboutit (M. DOUCHY-LOUDOT, J. JOLY-HURARD, « Médiation et conciliation », *Rép. procédure civile*, Dalloz, mars 2013 (màj. juin 2016), spéc. §159) ; cet accord peut faire l'objet d'une action en nullité, V° O. FRADIN, H. CROZE, « Transaction », *J.-Cl. Procédures Formulaire*, LexisNexis, fasc. 10, mai 2011 (màj. févr. 2016), spéc. §§76 et s. ; M. DOUCHY-LOUDOT, J. JOLY-HURARD, « Médiation et conciliation », *Rép. procédure civile, préc.*, spéc. §§161 et s.). En l'absence de ces garde-fous, cette forme de justice privée deviendrait une justice naturelle dont le résultat pourrait être homologué par le juge. Seul l'arbitrage échappe, en principe à ce phénomène puisque l'arbitre ne se limite pas à concilier les intérêts des parties, mais impose sa solution au litige : V° J.-B. RACINE, F. SIIRIAINEN, *Droit du commerce international*, *op. cit.*, spéc. §623.

⁶⁰ Dans cette perspective, et en dehors de l'arbitrage, il est possible de parler davantage de régulation sociale que de résolution d'un conflit : les MARL, particulièrement la médiation, favoriseraient la paix sociale : V° M. CASTILLO, « La médiation, un changement de culture juridique ? », in M. WIEVIORKA (dir.), *Rendre (la) Justice*, Éditions Sciences Humaines, 2013, p. 207, spéc. p. 208.

⁶¹ B. DE BELVAL, « Petite réflexion sur le développement des modes alternatifs de règlement des litiges par rapport au droit », *Gaz. Pal.*, 2012, n°129, p. 11.

⁶² N. FRICERO (dir.) *et al.*, *Le guide des modes amiables de résolution des différends (MARD)*, *op. cit.*, spéc. §0.12.

*participative*⁶³ ou encore justice *négociée* puisque les protagonistes du litige participent activement à sa résolution. Tout en garantissant un accès à la justice, ces modes de justice apportent également des solutions qui sont davantage en adéquation avec les attentes des parties, et surtout qu'elles reconnaissent et exécutent, en théorie, de leur plein gré. Il en ressort que les décisions issues de la justice privée sont exécutées de façon spontanée, sans qu'il faille recourir à la force publique.

13. Prévalence de la justice étatique. Si la justice privée permet de rétablir le lien social entre les parties au litige, elle ne peut pas se concevoir dans l'ignorance totale de la justice étatique ou en opposition avec elle⁶⁴. En effet, il existe une véritable synergie entre justice privée et justice étatique⁶⁵. Une coordination d'abord, puisque lorsque les parties s'accordent sur une MARL pour résoudre leur litige, la justice étatique reconnaît en principe à cette volonté les effets essentiels à la pleine efficacité de ce choix⁶⁶. Une collaboration ensuite, puisque la justice étatique peut venir au soutien de la mise en place des MARL (en matière d'arbitrage notamment) ; mais également combler l'absence d'*imperium* des accords transactionnels et sentences arbitrales qui en sont issus⁶⁷ et qui ne peuvent entraîner de mesures coercitives sans un contrôle plus ou moins étendu de la part du juge. Ce dernier peut être appelé en renfort pour assurer le bon déroulement de la justice privée, l'exécution des décisions qui en sont issues ou encore statuer sur un recours en annulation de ces accords transactionnels et sentences arbitrales⁶⁸. Cependant, le recours à la justice étatique n'est qu'accessoire lorsque les parties décident de résoudre leur différend par le biais d'une MARL : aussi bien dans la phase de mise en œuvre, que dans la prise de décision ou encore l'exécution de celle-ci. Si les parties s'entendent tout au long du processus et exécutent la décision d'elles-mêmes, alors le recours à la justice étatique n'est pas nécessaire. Partant, l'accès à la justice est respecté, alors même que le juge n'est pas sollicité : il est donc nécessaire d'appréhender l'accès à la justice au delà d'un simple « droit au juge ».

⁶³ V° *ibid.*, spéc. §412.11 ; sur la justice participative en général, V° J.-F. ROBERGE, *La justice participative...*, *op. cit.*

⁶⁴ L. CADIET, « Avant-propos » *op. cit.*, spéc. p. 8.

⁶⁵ *Loc. cit.*

⁶⁶ J.-M. JACQUET, P. DELEBECQUE, S. CORNELOUP, *Droit du commerce international*, *op. cit.*, spéc. §§1054 à 1057.

⁶⁷ J.-B. RACINE, F. SIIRIAINEN, *Droit du commerce international*, *op. cit.*, spéc. §621 ; J.-M. JACQUET, P. DELEBECQUE, S. CORNELOUP, *Droit du commerce international*, *op. cit.*, spéc. §1028.

⁶⁸ C'est en tous cas une possibilité offerte en droit français pour l'arbitrage commercial international : V° art. 1505 et 1514 à 1527 Code de procédure civile.

Il appartient aux parties de choisir leur mode de justice pour résoudre leurs différends. Plusieurs éléments peuvent être considérés : la célérité, le coût, la souplesse de la procédure ou encore les effets de la décision adoptée⁶⁹. En matière de commerce international, c'est surtout la confidentialité qui intéresse les parties et représente pour elles un atout majeur offert par la justice privée⁷⁰. Peu importe le choix opéré par les parties, ces deux modes de justice visent à mettre fin au litige. Dans la notion d'accès à la justice, le terme « justice » doit ainsi être entendu comme le rétablissement du lien entre des parties en désaccord pouvant être abordé par différentes manières. Les modes de justice étatique ou de justice privée doivent néanmoins être accessibles.

14. L'« accès » dans le langage courant. L'accès est le second terme à définir pour mieux comprendre la notion d'accès à la justice. Dans le langage courant, l'accès se définit comme la possibilité plus ou moins grande « d'approcher quelqu'un, de s'entretenir avec lui, de pénétrer dans un milieu »⁷¹. En agréant cette définition, l'accès à la justice vise la possibilité d'accéder à la justice (dans sa conception téléologique). Cette définition simpliste n'est pas satisfaisante puisqu'elle est imprécise : en se référant à la définition usuelle du terme « accès », il n'est question que de la possibilité de s'entretenir avec la justice ; autrement dit, l'accès à un mode de justice. Est-ce bien suffisant ? La réponse est négative⁷².

15. L'« accès » dans le langage juridique. La définition du terme « accès » est tout aussi laconique dans les dictionnaires juridiques. Il s'agit d'une voie qui permet d'entrer dans un lieu⁷³. En revanche, il est possible de trouver des définitions qui associent la notion d'accès et apportent une nouvelle perspective. Figure ainsi l'« accès au tribunal (ou à la justice) » qui se définit comme « [le] droit pour tout citoyen de s'adresser

⁶⁹ Pour l'arbitrage, V° C. SERAGLINI, J. ORTSCHIEDT, *Droit de l'arbitrage interne et international*, Montchrestien, 2013, spéc. §§45 et s. ; pour les MARL, V° Y. DESDEVISES, « Les recherches sur les MARL : aspects juridiques », p. 55 et P. MILBURN, « Les recherches sur les MARL : aspects économiques et sociologiques », p. 65 in P. CHEVALIER, Y. DESDEVISES, P. MILBURN, dir., *Les modes alternatifs de règlement des litiges : les voies nouvelles d'une autre justice*, La documentation française, 2003.

⁷⁰ La confidentialité permet aux parties de livrer des éléments importants au cours du processus ou de la procédure arbitrale : elle permet aux parties de révéler sans crainte des informations stratégiques. Ces éléments sensibles pourraient être portés à la connaissance de concurrents tiers au litige qui pourraient se délecter de connaître les détails de la situation dudit concurrent, voire se prévaloir de son implication dans un litige comme un argument commercial auprès d'autres partenaires : V° en ce sens, C. SERAGLINI, J. ORTSCHIEDT, *Droit de l'arbitrage interne et international*, op. cit., spéc. §49.

⁷¹ *Dictionnaire Larousse en ligne* (<<http://www.larousse.fr/>>), s.v. « Accès ».

⁷² Pour s'en convaincre, V° CEDH 19 mars 1997, *Hornsby c/ Grèce*, req. n°18357/91, ECLI:CE:ECHR:1997:0319JUD001835791, spéc. pt. 40 : où la Cour démontre que l'absence d'obligation d'exécution d'une décision obtenue porte atteinte au *droit au juge*, qui, privé de cet effet, serait « illusoire ».

⁷³ Association Henri CAPITANT, G. CORNU (dir.), *Vocabulaire juridique*, PUF, 10^e éd., 2014, s.v. « Accès ».

librement à la justice pour la défense de ses intérêts, même si sa demande doit être déclarée irrégulière, irrecevable ou mal fondée »⁷⁴. Cette définition est incomplète puisque qu'elle ne s'intéresse qu'au mode de résolution du différend : l'accès à la justice serait donc limité à la possibilité de porter son litige devant un mode de justice afin d'y défendre ses intérêts. S'il faut bien concéder que cette partie est essentielle, il n'en demeure pas moins qu'elle n'est pas suffisante. Il faut alors remarquer que le Dictionnaire de la Justice consacre un article à l'accès à la justice⁷⁵. Il est appréhendé comme « la possibilité de faire reconnaître ses droits » par le biais de l'obtention et de l'exécution d'une décision de justice⁷⁶. Cette perspective permet d'apporter des éléments de réponses aux questions qui ont été posées. Contrairement à la doctrine, les organisations gouvernementales travaillant sur la justice n'hésitent pas se référer à l'accès à la justice⁷⁷. Pourtant, peu d'instruments juridiques contraignants l'emploient. Dans le cadre de l'Union européenne, l'accès à la justice est employé à trois reprises dans les Traités : aux articles 67 §4 et 81 §2 (e) du Traité FUE ainsi qu'à l'article 47 de la Charte des droits fondamentaux de l'Union européenne⁷⁸. Ceux-ci s'y réfèrent de différentes manières et en

⁷⁴ *Ibid*, spéc. « Accès aux tribunaux (ou à la justice) ». Dans le même sens, V° S. GUINCHARD, T. DEBARD, dir., *Lexique des termes juridiques 2016/2017*, Dalloz, 24^e éd., 2016, s.v. « Accès à un juge (Droit d') ».

⁷⁵ Y. DESDEVISES, s.v. « Accès au droit / Accès à la justice », in L. CADIET, *Dictionnaire de la Justice*, PUF, 2004, p. 1.

⁷⁶ *Ibid.*, spéc. p. 1.

⁷⁷ Par ex. l'Agence des droits fondamentaux de l'Union européenne (<<http://fra.europa.fr/>> : l'accès à la justice y est compris comme (1) le droit à un recours effectif et l'accès à un tribunal impartial, (2) le droit à l'aide juridictionnelle, (3) la possibilité pour les individus de faire valoir leurs droits et de demander réparation s'ils estiment que ces derniers ont été bafoués); la CEPEJ, le *Department of Justice* des États-Unis, (<<http://www.justice.gov/>> : trois objectifs sont inscrits sous la bannière de l'accès à la justice ; il s'agit (1) de l'accessibilité à la justice – qui vise la compréhension de la justice et des droits des citoyens, (2) l'équité – qui s'applique à l'ensemble des parties, aussi bien sur l'accès effectif à un juge par l'octroi d'une aide financière qu'en cours d'instance avec l'application des principes du procès équitable, (3) amélioration de l'efficacité de la justice), le *Attorney-General's Department* en Australie (<<http://www.accesstojustice.gov.au/>> : l'accès à la justice s'y décompose en l'accès à l'information et à un support financier, mais également en la possibilité d'avoir un procès équitable) ou encore le Ministère de la Justice français (<<http://www.justice.gouv.fr/>> : en France, l'accès à la justice est construit sur deux piliers, (1) l'accès à la justice dans un sens classique où ce droit permet d'accéder au juge, de faire entendre sa cause devant un tribunal impartial et indépendant, d'être jugé selon des règles de procédure et de droit applicables à tous, de s'exprimer dans sa langue, et de se faire assister par un défenseur de son choix, (2) l'accès au droit qui couvre des services permettant l'obtention d'informations sur les droits et obligations des personnes, l'orientation vers des organismes, services ou professionnels chargés d'assurer ou faciliter l'exercice de ces droits – cette seconde partie est d'ailleurs mise en avant dans le projet concernant « La Justice du 21^e siècle » : V° Ministère de la Justice, *La justice du 21^e siècle, 15 actions pour la justice du quotidien*, sept. 2014, <<http://www.justice.gouv.fr/>>. L'accès au droit et à la justice sont d'ailleurs simplifiés par le projet Portalis visant la dématérialisation des démarches judiciaires (V° Premier Ministre, 40 nouvelles propositions pour simplifier la vie des Français, doss. de presse, juin 2015, spéc. pp. 7 et 12) : à ce titre, un nouveau portail en ligne a été lancé par le Garde des Sceaux le 12 mai 2016 : <<http://www.justice.fr/>>).

⁷⁸ Il faut noter ici que le terme est utilisé en toute fin d'article et qu'il est employé dans les mêmes lignes que celles qui ont trait à l'aide juridictionnelle.

influencent le développement dans l'Union européenne : une analyse de ces dispositions s'avère ainsi nécessaire⁷⁹.

16. Définition de l'accès à la justice. En prenant en compte les développements précédents, l'accès à la justice s'envisage comme la possibilité d'accéder à un mode de justice étatique ou privée, afin que les parties au litige puissent obtenir justice⁸⁰, c'est-à-dire qu'elles puissent voir leurs droits substantiels se réaliser. La définition est certes succincte, mais elle reprend les principales caractéristiques : il ne suffit pas d'accéder à un mode de justice, il faut aussi que celui-ci puisse jouer son rôle qui est de rétablir le lien social entre les parties au litige pour que leurs droits substantiels soient réalisés.

Cet accès à la justice peut être entravé par des obstacles naissant de l'internationalisation des échanges due au développement du Marché intérieur. En l'absence de mesures prises par l'Union européenne, il devient plus difficile pour les parties d'accéder à un mode de justice et d'obtenir la résolution de leur différend commercial transfrontière.

17. La connaissance du droit. Si l'adage « nul n'est censé ignorer la loi » se comprend dans des situations nationales où les citoyens d'un même État sont sur un pied d'égalité quant à la connaissance de l'étendue de leurs droits et obligations, il semble difficilement envisageable en cas de litige transfrontière. En effet, est-il seulement concevable d'imposer à chacun de connaître les lois de tous les pays qui peuvent venir s'appliquer à leur situation ? Bien évidemment, chaque personne qui se lance dans une aventure transfrontière doit normalement comprendre ce à quoi elle s'engage et donc se renseigner en avance sur l'ensemble des droits qui pourraient lui être applicables. Cela étant, aux vues de la facilitation des échanges induite par le Marché intérieur de l'Union européenne, cela doit-il se traduire par l'obligation pour chaque personne de connaître le droit des 28 États membres ? Plus largement, si un opérateur économique domicilié sur le territoire d'un État membre décide de contracter avec un État tiers il devra en plus s'assurer de sa connaissance de ce droit étranger. En tout état de cause, il est tout simplement impossible qu'un individu puisse connaître l'ensemble des droits de tous les

⁷⁹ Cf. *infra*, §§38 et s.

⁸⁰ V° en ce sens : G. DE PALO, « Mediation as Alternative Dispute Resolution (the functioning of Directive 2008/52/CE on certain aspects of mediation in civil and commercial matters) », Parlement européen, Cross-Border Activities in the EU. Making Life Easier for Citizens, PE 510.003, févr. 2015, p. 280, spéc. p. 285 : "[T]he phrase "access to justice" does currently have a generally understood meaning (...) that broadly refers to claimants' ability to avail themselves of the various institutions through which a claimant might pursue justice".

États – fussent-ils seulement membres de l’Union européenne. Ce constat est d’autant plus notable qu’il s’inscrit dans un phénomène global d’inflation législative rendant la connaissance du droit ardue⁸¹. Outre les considérations portant sur l’étendue des droits subjectifs des parties au litige, s’ajoutent également l’ignorance des systèmes de résolution des litiges offerts à l’étranger ou encore de la possibilité d’utiliser les modes prévus par le droit national pour résoudre un litige transfrontière. Devant quel type de tribunal ou cour le différend doit-il être porté ? Est-il possible de recourir à une MARL ? Le caractère transfrontière des litiges pose donc des difficultés relatives à la connaissance du droit permettant aux parties de prétendre à l’accès à la justice.

18. Le risque de déni de justice. Lorsque le litige est international, des conditions particulières sont fixées par le droit international privé de chaque État pour déterminer si les juridictions nationales ou les processus de droit privé dispose d’une compétence internationale pour entendre du différend transfrontière. Un droit international privé trop restrictif ou une absence d’harmonisation entre les États laisse poindre la possibilité d’un déni de justice. Celui-ci se définit comme « le refus formel du juge de statuer (...) et [le] refus matériel de rendre justice à quelqu’un, de lui accorder son dû (...) »⁸². Cela étant, le litige étant transfrontière, l’impossibilité de pouvoir résoudre son litige dans un État n’exclut pas une résolution dans un autre avec lequel il existe un rattachement. En effet, un juge étranger pourra accepter d’entendre l’affaire⁸³. Dans ce cas, le déni de justice n’est pas constitué puisque le demandeur peut toujours s’adresser aux juridictions d’un autre État. L’obstacle à l’accès à la justice est alors mesuré. Cependant, dans le cas où aucune autre juridiction ne reconnaît sa compétence internationale, le déni de justice devient alors une réalité⁸⁴ du fait de l’absence de coordination du droit international privé des États auxquels le litige est rattaché⁸⁵.

⁸¹ M. MEKKI, « L’accès au droit et l’accès à la justice », in R. CABRILLAC (dir.), *Libertés et droits fondamentaux*, Dalloz, 21^e éd., 2015, p. 587, spéc. §701.

⁸² L. CORBION, *Le déni de justice en droit international privé*, Presses universitaires d’Aix-Marseille, 2004, spéc. §2. En ce qui concerne le recours à une MARL, l’obligation du respect de la législation quant à son accès n’est pas toujours indispensable pour les parties. D’une part, le territoire où la MARL prend place peut être celui d’un État tiers où la reconnaissance et l’exécution de ladite décision extrajudiciaire ne sera jamais recherchée ; d’autre part, la majorité des MARL présentant l’avantage de la confidentialité, les parties n’ont pas grand intérêt à se manifester pour ne pas perdre cet avantage (S. SERAGLINI, J. ORTSCHIEDT, *Droit de l’arbitrage interne et international*, op. cit., spéc. §49). En outre, si la législation nationale ne prévoit qu’un contrôle de ces conditions *a posteriori* (comme c’est le cas en France), alors, en cas de non respect, les parties peuvent toujours essayer de faire reconnaître et exécuter la décision extrajudiciaire sur le territoire d’un autre État où les conditions sont plus souples.

⁸³ B. AUDIT, L. D’AVOUT, *Droit international privé*, op. cit., spéc. §417.

⁸⁴ Il convient d’atténuer cette affirmation puisque certains États membres (not. le Royaume-Uni) reconnaissent la théorie du *forum conveniens* permettant à une juridiction qui n’est normalement pas compétente en vertu de

En matière de justice privée, le déni de justice peut exister mais il n'est constitué que lorsqu'il n'est pas possible pour une partie d'accéder à la MARL et que le droit national réfute toute possibilité de faire appel à la justice étatique. C'est notamment le cas en matière d'arbitrage avec le déni de justice économique qui peut se constituer dans les pays reconnaissant un effet négatif au principe de compétence-compétence (comme c'est le cas en France)⁸⁶. Cette situation peut se répéter d'un État à l'autre en l'absence de coordination au risque que, dans le cas où l'accès à la MARL n'est pas possible, l'accès à la justice étatique soit également barré. Il en résulte un obstacle à l'accès à la justice.

19. Difficultés liées à l'aide judiciaire dans les litiges transfrontières. Lorsqu'une des parties à un litige est impécunieuse, c'est-à-dire qu'elle ne dispose pas de ressources financières suffisantes pour assurer le paiement des coûts relatifs à la justice⁸⁷, elle peut bénéficier, dans le cadre national, d'une aide judiciaire. Ce mécanisme permet, sous certaines conditions de ressources, d'obtenir une remise de frais, une dispense de frais ou une prise en charge partielle ou totale des frais liés à la justice par l'État pour permettre aux personnes aux revenus modestes de pouvoir exercer leurs droits en justice⁸⁸. Le développement des situations transfrontières pose des difficultés relatives à l'attribution de l'aide judiciaire : quel État doit prendre en charge la demande et, au besoin, couvrir les coûts de la justice pour les parties impécunieuses ? Revient-il à l'État où la personne impécunieuse est domiciliée d'assurer le bénéfice de cette aide lorsque le mode de résolution du différend est mis en œuvre en dehors de son territoire ? Inversement, l'État sur le territoire duquel la résolution du litige transfrontière est intentée doit-il pallier l'impécuniosité d'une partie domiciliée sur le territoire d'un autre État ? Dans un cas

son droit national de faire une exception et de recevoir les prétentions des parties. ; V° H. GAUDEMET-TALLON, « Les régimes relatifs au refus d'exercer la compétence juridictionnelle en matière civile et commerciale : *forum non conveniens, lis pendens* », *RIDC*, 1994, n°2, p. 423, spéc. pp. 423 et 424.

⁸⁵ En droit français, il faut toutefois souligner que dans la situation décrite, une forme de *forum conveniens* existe (qui se rapproche davantage de la théorie du *forum necessitatis*), mais uniquement lorsque deux conditions sont remplies : le demandeur doit faire la preuve qu'aucune juridiction étrangère ne peut être saisie, et qu'il existe un lien de rattachement suffisant avec la France pour que l'abstention des tribunaux soit susceptible de provoquer un trouble : B. AUDIT, L. D'AVOUT, *Droit international privé, op. cit.*, spéc. §417. Dans le même sens : H. GAUDEMET-TALLON, « Les régimes relatifs au refus d'exercer la compétence juridictionnelle en matière civile et commerciale : *forum non conveniens, lis pendens* », *préc.*, spéc. p. 424.

⁸⁶ J. CLAVEL, *Le déni de justice économique dans l'arbitrage international...*, *op. cit.*

⁸⁷ Ce terme, certes non juridique, se réfère à une situation de fait : elle n'évoque pas l'impossibilité catégorique de pouvoir intenter une action pour défaut de moyens, mais les difficultés financières d'une partie à supporter ces coûts : V° le très bon résumé de François-Xavier TRAIN in « Impécuniosité et accès à la justice dans l'arbitrage international (à propos de l'arrêt de la Cour d'appel de Paris du 17 nov. 2011 dans l'affaire *LP c/ Pirelli*) », *Rev. arb.*, 2012, n°2, p. 267, spéc. §§1 et 2. V° ég. M. DE FONTMICHEL, *Le faible et l'arbitrage*, Economica, 2013, spéc. §§292 et s.

⁸⁸ Association Henri CAPITANT, G. CORNU (dir.), *Vocabulaire juridique*, PUF, 10^e éd., 2014, s.v. « Aide », spéc. *Aide juridictionnelle*.

comme dans l'autre, les conditions fixées par le droit national peuvent entraîner le refus de la prise en charge des frais pour des procédures intentées à l'étranger ou encore de couvrir les frais de justice d'un étranger sur son territoire. La nature transfrontière du litige remet indéniablement en cause l'accès à la justice des parties les plus modestes⁸⁹.

20. *Notification et signification des actes judiciaires et extrajudiciaires.* La notification et la signification permettent de porter à la connaissance des parties intéressées un acte ou une décision⁹⁰. Le caractère international du litige ne libère pas les parties de l'obligation qui leur est faite de transmettre certains actes. Mais les situations transfrontières posent la question de la coopération entre les ordres judiciaires dès lors que la loi de l'État sur le territoire duquel la procédure se déroule impose une formalité précise ou le passage par un officier public. Comment cette coopération peut-elle se réaliser si l'autre ordre judiciaire prévoit des modes de notification différents ? En l'absence de coopération établie entre deux ordres judiciaires, l'usage renvoie aux relations diplomatiques entre les États concernés, sans garantie quant à la délivrance de l'acte⁹¹. Il en ressort un obstacle à l'accès à la justice puisque cette absence de coopération entraîne soit des ralentissements dans la procédure suivie, soit l'ineffectivité de la décision obtenue si celle-ci ne peut ensuite être exécutée du fait, par exemple, de l'absence de notification de l'acte introductif d'instance.

21. *Obtention des preuves.* Lorsqu'une situation internationale est portée devant une juridiction, il se pose la question de l'obtention des preuves qui peuvent se situer dans un autre État. Si le juge national est en mesure d'émettre un acte d'instruction qui sera exécuté sur le territoire de l'État où il siège, son exécution à l'étranger ne sera pas permise en l'absence d'une coopération avec l'État d'exécution : l'acte d'instruction voit son exécution limitée par la souveraineté étatique⁹². Il est alors nécessaire d'instaurer une coopération entre les ordres judiciaire afin que l'instance en cours puisse arriver à son terme et qu'une décision soit prise. En l'absence de coopération permettant l'obtention

⁸⁹ En ce sens, V^o Livre vert de la Commission sur l'assistance judiciaire en matière civile : problèmes rencontrés par le plaideur transfrontière, COM(2000) 51 final du 9 févr. 2000.

⁹⁰ S. GUINCHARD, T. DEBARD, dir., *Lexique des termes juridiques 2016/2017*, Dalloz, 24^e éd., 2016, s.v. « Notification ».

⁹¹ Puisque qu'il s'agit de "la seule méthode utilisable en l'absence de convention internationale puisque c'est la seule à même de protéger la souveraineté de l'État de destination" : F. CORNETTE, « Entraide judiciaire internationale. Notification des actes à l'étranger », *J.-Cl. Procédure civile*, LexisNexis, fasc. 56, mai 2015, spéc. §160.

⁹² Comme le soulève l'AG N. JÄÄSKINEN dans ses conclusions de l'affaire *Lippens e.a.* (CJ, concl., 24 mai 2012, aff. C-170/11, EU:C:2012:311, spéc. pt. 29).

des preuves à l'étranger, l'instance en cours risque ne pas aboutir ou aboutir dans des conditions plus difficiles. Il en ressort une diminution de l'accès à la justice puisqu'il sera plus difficile pour les parties d'obtenir la résolution de leur différend et de voir leurs droits substantiels se réaliser.

22. *La litispendance et la connexité.* Les procédures parallèles correspondent aux situations de litispendance ou de connexité⁹³. En effet, en l'absence d'harmonisation du droit international privé entre les États, il est possible de voir naître des cas où le demandeur et le défendeur s'adressent à des juridictions ou instances différentes reconnaissant leur compétence internationale pour résoudre le même différend ou une situation similaire. Si aucune coordination n'est prévue entre les différentes instances, alors il est possible d'arriver à une situation dans laquelle il sera impossible de faire reconnaître et exécuter les décisions obtenues là où il est nécessaire de le faire si celles-ci ont des effets contradictoires. En effet, la décision étrangère rendue dans une situation de litispendance ou de connexité entraînerait un refus de reconnaissance et d'exécution au motif d'une inconciliabilité avec une décision nationale. L'accès à la justice s'en trouve alors affecté puisque les droits substantiels reconnus par les juridictions d'un État ne pourront pas faire l'objet d'une reconnaissance et d'une exécution à l'étranger alors même qu'ils seraient nécessaire pour pallier l'inexécution de la décision par le débiteur, affectant de fait l'accès à la justice.

23. *La reconnaissance des décisions étrangères.* La reconnaissance des décisions permet soit de faire reconnaître une situation déjà jugée, soit d'empêcher une nouvelle procédure portant sur la même affaire entre les mêmes parties⁹⁴. Des difficultés peuvent cependant apparaître dans le contexte transfrontière. Elles se rapprochent de celles identifiées en matière de procédures parallèles. La distinction entre les deux tient au fait qu'en matière de reconnaissance, le différend a déjà été résolu sur le territoire d'un autre État. En l'absence de coordination, chaque ordre judiciaire détermine les conditions dans lesquelles une décision (judiciaire ou extrajudiciaire) peut être reconnue. Dans ce cas, il existe un risque d'entrave à l'accès à la justice puisqu'il n'existe aucune certitude quant à l'effectivité de la reconnaissance de la décision pour empêcher la nouvelle procédure d'aboutir. Par conséquent, la personne qui pourrait se prévaloir de la décision ne pourra pas le faire et ses droits substantiels ne seront pas réalisés.

⁹³ Cf. *infra*, §163.

⁹⁴ Cf. *infra*, §171.

24. L'exécution des décisions étrangères. La reconnaissance de la décision n'est pas toujours suffisante. Pour assurer son effectivité, l'accès à la justice étatique est indispensable pour en obtenir l'exécution forcée. Celle-ci passe par une procédure d'*exequatur*⁹⁵. Des difficultés peuvent apparaître puisque les conditions relatives à cette procédure varient d'un État à l'autre. Des craintes légitimes peuvent s'élever. En effet, en l'absence d'harmonisation il n'existe aucune certitude quant à l'obtention de l'*exequatur* dans un autre État, mettant à nouveau à mal l'accès à la justice.

25. L'absence de coordination et de coopération des ordres judiciaires. L'internationalisation des situations nuit à l'accès à la justice lorsqu'il n'existe pas de coordination et de coopération entre les ordres judiciaires auxquels le litige transfrontière se rattache. En effet, chacun des obstacles relevés peut être dépassé si les États se coordonnent pour harmoniser leurs droits et améliorer la coopération entre eux. C'est la raison pour laquelle l'Union européenne « facilite l'accès à la justice »⁹⁶. Elle doit donc s'attacher à coordonner et instaurer une coopération entre les ordres judiciaires pour assurer l'accès à la justice dans les situations transfrontières. C'est à cette fin que l'Espace européen de justice a été progressivement développé.

26. Les prémisses de la coopération. « L'Union constitue un espace de liberté, de sécurité et de justice »⁹⁷. Il est le fruit d'un développement politico-juridique⁹⁸ dont la conceptualisation a été amorcée par le Président de la République française, Valéry GISCARD D'ESTAING lors du Conseil européen de Bruxelles des 5 et 6 octobre 1977⁹⁹. L'ancien chef de l'État y constate que « les Traités de Paris et de Rome ont jeté des bases d'un espace économique : le Marché commun », et que celui-ci appelle une coopération renforcée des neuf États membres pour faire face à un nouveau type de circulation, inhérents aux quatre libertés instituées par les Communautés européennes, celui de la criminalité. Dès lors, le Président de la République française propose une série

⁹⁵ Association Henri CAPITANT, G. CORNU (dir.), *Vocabulaire juridique*, PUF, 10^e éd., 2014, s.v. « Exequatur ». Cette procédure est utilisée pour les décisions judiciaires, les accords transactionnels homologués, les actes authentiques et les sentences arbitrales (sur l'*exequatur* en général, V° D. ALLAND, S. RIALS, dir., *Dictionnaire de la culture juridique*, PUF, 2003, s.v. « Exequatur » ; P. MAYER, V. HEUZÉ, *Droit international privé*, LGDJ, 11^e éd., 2014, spéc. §§414 et s. ; pour les sentences arbitrales, V° C. SERAGLINI, J. ORTSCHIEDT, *Droit de l'arbitrage interne et international*, op. cit., spéc. §§920 et s.).

⁹⁶ Art. 67 §4 Traité FUE.

⁹⁷ Art. 67 §1 Traité FUE.

⁹⁸ Cf. *infra*, §§39 et s.

⁹⁹ « La politique étrangère de la France », *La documentation française*, 1977, 4^e trimestre, p. 65 – Discours prononcé lors de la conférence de presse du Président GISCARD D'ESTAING à l'issue du Conseil européen de Bruxelles, le 5 déc. 1977.

de conventions relatives à la matière pénale qui devraient constituer la base d'un « espace judiciaire »¹⁰⁰. Le dernier adjectif « européen » s'ajoute dans la mesure où le discours a été prononcé dans le cadre des Communautés européennes¹⁰¹. L'objet de l'espace judiciaire européen était en premier lieu la coopération judiciaire en matière pénale¹⁰², mais force est de constater qu'il s'agit d'un échec : les propositions qui ont été présentées n'ont pas été suivies d'effets¹⁰³, laissant l'espace judiciaire imaginé sans réalité concrète au sein des Communautés. Cela étant, l'idée va perdurer et se matérialiser plus tard : la véritable évolution de cet espace va s'opérer au sein de l'Union européenne avec l'entrée en vigueur du Traité de Maastricht¹⁰⁴. « Il faut toutefois rendre à César ce qui appartient à César ». Si l'idée d'un espace judiciaire européen a été formalisée par Valéry GISCARD D'ESTAING, il ne s'agit que d'une appropriation par les Communautés d'un phénomène existant¹⁰⁵. En effet, que ce soit dans le cadre du Conseil de l'Europe, de la Conférence de la Haye de droit international privé¹⁰⁶ en passant par l'Organisation des Nations Unies et les initiatives bilatérales des États membres (entre eux ou avec des États tiers), il ne peut être nié qu'un élan de coopération judiciaire préexistait au discours de l'ancien élu. Dès lors, sans être l'objet d'une quelconque appellation, un espace judiciaire avait déjà cours entre les différents États européens, et avec d'autres non-européens. La conceptualisation de cet espace constitue alors un des apports de 1977, sans être le seul. En effet, ce Conseil européen avait pour objet la simplification des conventions judiciaires pénales alors en vigueur afin d'améliorer l'efficacité de celles-ci et de renforcer les liens judiciaires entre les neuf États Membres de la Communauté

¹⁰⁰ Proposition de Valéry Giscard d'Estaing sur la mise en place d'un espace judiciaire européen, Discours prononcé à l'issue du Conseil européen de Bruxelles, 5 déc. 1977 (disponible en ligne : <http://www.cvce.eu/>) ; M. BLANQUET, G. ISAAC, *Droit général de l'Union européenne*, Sirey, 10^e éd., 2012, spéc. pp. 1 à 6 ; Y. GAUTIER, s.v. « Espace judiciaire européen » in L. CADIET (dir.), *Dictionnaire de la Justice*, PUF, 2004, p. 437, spéc. p. 437 ; A. MARMISSE-D'ABBADIE D'ARRAST, « Espace de liberté, de sécurité et de justice », *Rép. droit européen*, Dalloz, sept. 2010 (mâj. avr. 2016), spéc. §§13 et 14.

¹⁰¹ Faut-il seulement rappeler qu'à cette époque, le Conseil européen n'était pas encore institutionnalisé, V° M. BLANQUET, G. ISAAC, *Droit général de l'Union européenne*, op. cit., spéc. pp. 116 et 117.

¹⁰² R. DE GOUTTES, « L'émergence du concept d'espace judiciaire européen. L'échec du premier projet français » in D. FONTANAUD (dir.), *La coopération judiciaire en Europe*, La documentation française, n°786, 1997, p. 11.

¹⁰³ A. MARMISSE-D'ABBADIE D'ARRAST, « Espace de liberté, de sécurité et de justice », *Rép. droit européen*, Dalloz, sept. 2010 (mâj. avr. 2016), spéc. §16.

¹⁰⁴ Traité sur l'Union européenne, Maastricht, 7 févr. 1992, JOCE C 191/1 du 29 juil. 1992 (vig. 1^{er} nov. 1993), not. la coopération judiciaire en matière civile et pénale aux art. K à K 9.

¹⁰⁵ M.-C. DE LAMBERTY-AUTRAND, « Regard européen sur l'introduction des nouvelles technologies dans le procès civil », *Procédures*, avr. 2010, n°4, doss. 6, spéc. §2 ; M. LUBY, « Obstacles et enjeux de la coopération dans l'espace judiciaire européen », *Droit et Patrimoine*, 2004, n°131, p. 44.

¹⁰⁶ F. PAULINO PEREIRA, « La coopération en matière judiciaire dans l'Union européenne : bilan et perspectives », *Rev. crit. DIP*, 2010, p. 1.

économique européenne¹⁰⁷. Il s'agit en somme d'une intégration judiciaire des États membres à l'image de l'intégration économique sous l'impulsion du Marché commun.

27. *La finalité de l'Espace européen de justice.* Aujourd'hui, l'Espace européen de justice en tant que composante de l'Espace de liberté, de sécurité et de justice « est offert » aux citoyens de l'Union européenne¹⁰⁸. Pour y parvenir, les Traités confèrent à l'Union la possibilité de rapprocher les législations des États membres dans le domaine judiciaire en matière civile et commerciale ainsi que pénale grâce à une compétence partagée basée sur les articles 81 et 82 du Traité FUE¹⁰⁹. Ce faisant, elle apporte une réponse à l'internationalisation des situations et à l'absence de coordination et de coopération entre les ordres judiciaires des États membres. Les frontières judiciaires naturels entre les États membres tendent alors à disparaître pour permettre, en plus de la circulation des biens, des services, des personnes et des capitaux, celle de la justice.

Compte tenu de l'acception de l'accès à la justice retenue, il est préférable d'employer l'expression d'Espace européen de justice plutôt que celle d'Espace judiciaire européen. En effet, l'adjectif « judiciaire » renvoie inmanquablement à la justice étatique qui n'est pas le seul mode de justice permettant de résoudre des litiges. Il faut d'ailleurs constater que l'Union européenne se réfère aussi bien à l'Espace européen de justice qu'à celui d'Espace judiciaire européen¹¹⁰.

L'Espace européen de justice tend ainsi à rapprocher le droit des États membres pour pallier les difficultés rencontrées en matière d'accès à la justice dans la résolution des litiges ayant une incidence transfrontière. L'article 67 §4 du Traité FUE le rappelle d'ailleurs : « [l']Union facilite l'accès à la justice ». Il existe donc une véritable conscience de la part de l'Union quant aux problématiques engendrées par la multiplication des litiges transfrontières. Son action doit alors permettre de diminuer ces obstacles et de créer la synergie nécessaire afin que les citoyens puissent faire valoir leurs droits sans être confrontés aux barrières judiciaires des États membres. Par le biais de

¹⁰⁷ R. DE GOUTTES, « L'émergence du concept d'espace judiciaire européen. L'échec du premier projet français », in D. FONTANAUD (dir.), *La coopération judiciaire en Europe*, La documentation française, 1997, p. 11., spéc. p. 11.

¹⁰⁸ Art. 3 §2 Traité UE.

¹⁰⁹ J.-S. BERGÉ, S. ROBIN-OLIVIER, *Droit européen. Union européenne. Conseil de l'Europe*, PUF, 2^e éd., 2011, spéc. §353.

¹¹⁰ La première référence à l'Espace européen de justice se trouve dans le Livre vert de la Commission des Communautés sur l'accès des consommateurs à la justice et le règlement des litiges de consommation dans le marché unique, COM(93) 576 final du 16 nov. 1993, spéc. p. 104.

l'Espace européen de justice, l'Union a la charge d'assurer la réalisation de l'accès à la justice.

28. *La nature de l'Espace européen de justice.* La nature de l'Espace européen de justice a été questionnée : les avis divergent¹¹¹. Il convient d'appréhender cet espace comme un ordre procédural en formation à l'intérieur de l'ordre juridique européen. L'Union s'attache à la cohérence des procédures par son action intégratrice et interétatique fondée sur l'articulation des ordres judiciaires existants¹¹². Celle-ci repose sur la confiance mutuelle entre les États membres¹¹³. L'Espace européen de justice doit ainsi permettre « [aux] personnes (...) [d']être en mesure de faire valoir leurs droits quel que soit l'endroit où elles se trouvent dans l'Union »¹¹⁴. En tant qu'« espace », les Traités le détachent des considérations territoriales. Il s'envisage davantage comme un ensemble de règles communes en matière de justice¹¹⁵ dont l'application s'effectue par les juridictions des États membres de l'Union. C'est à travers cet Espace que l'Union coordonne et crée la coopération nécessaire pour permettre la réalisation de l'accès à la justice.

29. *Les moyens permettant la réalisation de l'accès à la justice.* L'article 81 du Traité FUE permet à l'Union européenne d'adopter des mesures relatives à la coopération judiciaire en matière civile et commerciale pour autant que les situations réglementées présentent une incidence transfrontière¹¹⁶. Celle-ci implique l'existence d'un élément d'extranéité¹¹⁷. De prime abord, l'Union ne peut pas adopter de mesures ayant vocation à régir des situations judiciaires internes¹¹⁸ : les États membres disposent dans ce cas d'une pleine autonomie procédurale en la matière¹¹⁹. Les instruments adoptés dans le cadre de l'article 81 du Traité FUE doivent permettre la réalisation de l'accès à la justice. Ils

¹¹¹ V° par ex. M.-C. LASSERRE, *Le droit de la procédure civile de l'Union européenne forme-t-il un ordre procédural ?*, op. cit. ; contra, E. JEULAND, *Droit processuel général*, op. cit., spéc. §555.

¹¹² E. JEULAND, *Droit processuel général*, op. cit., spéc. §555.

¹¹³ CJ 16 juil. 2015, *Diageo Brands*, aff. C-681/13, EU:C:2015:471, spéc. pt. 40 ; cf. *infra*, §86.

¹¹⁴ Communication de la Commission au Parlement européen, au Conseil, au Comité économique et social européen et au Comité des régions, *Mettre en place un espace de liberté, de sécurité et de justice au service des citoyens européens – Plan d'action mettant en œuvre le programme de Stockholm*, COM(2010) 171 final du 20 avr. 2010, spéc. p. 4.

¹¹⁵ E. JEULAND, *Droit processuel général*, op. cit., spéc. §557.

¹¹⁶ Art. 81 §1 Traité FUE.

¹¹⁷ Sur la notion d'extranéité : J.-L. ELHOUEISS, « L'élément d'extranéité préalable en Droit international privé », *JDI*, janv. 2003, n°1, doctr. 100002. Sur l'appréhension de la notion d'incidence transfrontière par l'UE : cf. *infra*, §417.

¹¹⁸ L'UE devrait toutefois en avoir la faculté, au moins à titre incident : cf. *infra*, §422.

¹¹⁹ Pouvant toutefois être limitée : cf. *infra*, §§101 et s.

entrent dans la catégorie du « droit de la coopération judiciaire ». L'adjectif « judiciaire » ne semble pas le plus approprié en considération du concept d'accès à la justice retenu. En effet, si l'accès à la justice concerne aussi bien la possibilité d'accéder aux autorités judiciaires qu'aux MARL et à l'arbitrage, alors l'emploi de l'adjectif « judiciaire » semble exclure les deux derniers points. Il faut alors faire une distinction entre le droit de la coopération judiciaire *lato sensu*, englobant toutes les formes de justice, et le droit de la coopération judiciaire *stricto sensu*, limité à la justice étatique.

30. L'objet du droit de la coopération judiciaire. Ce droit a une vocation procédurale. Les mesures adoptées sur le fondement de l'article 81 du Traité FUE permettent d'harmoniser le droit procédural des États membres, c'est-à-dire les procédures¹²⁰. Celles-ci s'entendent de l'ensemble des formalités nécessaires qui doivent être réalisées afin que le litige puisse recevoir une solution¹²¹. Ces règles s'adaptent soit selon la matière en jeu¹²², soit selon la juridiction saisie¹²³. Il n'existe donc pas une procédure, mais des procédures suivant la matière et/ou la juridiction¹²⁴. La juxtaposition de l'ensemble des différentes procédures peut être envisagée comme une seule et même catégorie générale : le droit procédural. Dans cette optique, il n'est pas un droit propre mais une catégorie de droits qui est composée de plusieurs « rameaux »¹²⁵. Entrent dans cette catégorie les procédures qui peuvent être exécutées devant la justice étatique, mais aussi les procédures ou processus relatifs aux MARL¹²⁶, ou aux autorités

¹²⁰ S. GUINCHARD, C. CHAINAIS, F. FERRAND, *Procédure civile...*, *op. cit.*, spéc. §15.

¹²¹ *Ibid.*, spéc. §2.

¹²² Not. la procédure civile se compose des formalités à accomplir dans les procès relevant de la matière civile et la procédure pénale pour les procès relevant de la matière pénale. En ce sens, V° S. GUINCHARD, C. CHAINAIS, F. FERRAND, *Procédure civile...*, *op. cit.*, spéc. §15.

¹²³ Not. la procédure « européenne » devant la Cour européenne des Droits de l'Homme.

¹²⁴ Il existe une diversité d'ouvrages traitant de la question et portant le nom de la matière dans laquelle la procédure est traitée. Par ex. B. BOULOC, *Procédure pénale*, Dalloz, 24^e éd., 2013, spéc. §2 : la procédure pénale vise l'ensemble de la réglementation du procès pénal, de l'organisation à la compétence des juridictions concernées, les règles de forme, les actes qui sont autorisés, ainsi que le déroulement du procès et les effets des jugements répressifs ; S. GUINCHARD, C. CHAINAIS, F. FERRAND, *Procédure civile...*, *op. cit.*, spéc. §17 : la procédure civile vise les questions relatives à l'action, la juridiction et l'instance ; J. GROSCLAUDE, P. MARCHESSOU, *Procédures fiscales*, Dalloz, 7^e éd., 2014, spéc. §§1 et 2 : les procédures fiscales regroupent les règles applicables pour les relations entre l'administration et les contribuables - aussi bien celles qui déterminent les prérogatives de l'administration, que les techniques précontentieuses et contentieuses ; J.-L. SAURON, L. REGUER-PETIT, *Procédures devant les juridictions de l'Union européenne et devant la CEDH*, Gualino, 3^e éd., 2014 : cet ouvrage traite de l'ensemble des procédures applicables devant la Cour de justice et la Cour européenne des Droits de l'Homme.

¹²⁵ S. GUINCHARD, C. CHAINAIS, F. FERRAND, *Procédure civile...*, *op. cit.*, spéc. §8 : le droit procédural correspond à l'étude des différents « rameaux » de la procédure, not. la procédure civile, la procédure pénale et la procédure administrative.

¹²⁶ Not. les procédures de médiation, de conciliation et d'arbitrage. Pour la matière civile et commerciale, V° J.-M. JACQUET, P. DELEBECQUE, S. CORNELOUP, *Droit du commerce international*, *op. cit.*, spéc. §924, et not. J.-C. GOLDSMITH, « Les modes de règlement amiable des différends », *RD aff. int.*, 1996, p. 221.

indépendantes¹²⁷. Le droit procédural constitue alors une catégorisation de droits regroupant l'ensemble des procédures, judiciaires ou extrajudiciaires, qui peuvent être mises en œuvre pour la résolution des litiges. Le droit procédural est le « trait d'union », le lien, entre le litige et la justice¹²⁸. Le droit de la coopération judiciaire s'inscrit dans cette perspective, mais uniquement dans les rapports transfrontières horizontaux¹²⁹, c'est-à-dire les rapports entre personnes privées où il existe des éléments de rattachement dans plusieurs États. Cela étant, le droit de la coopération judiciaire ne vient pas se substituer intégralement au droit procédural des États membres régissant ces questions. Il ne fait qu'harmoniser certains points pour pouvoir assurer la coordination et la coopération des droits procéduraux afin d'éviter les obstacles nés du caractère international des situations litigieuses et préserver l'accès à la justice. Dans certains cas, il peut créer des procédures, mais celles-ci ne sont jamais entièrement régies par le droit de la coopération judiciaire : elles reposent toujours en partie sur le droit procédural des États membres¹³⁰. Le droit de la coopération judiciaire reflète objectivement l'accès à la justice puisqu'il permet de déterminer les conditions dans lesquelles une procédure ou un processus, peuvent être démarrés et portés à leur terme pour résoudre les litiges transfrontières.

31. *L'autorité processuelle de la Charte des droits fondamentaux de l'Union européenne.* Lorsqu'elle agit dans le cadre de l'Espace européen de justice, l'Union européenne se doit de respecter les droits fondamentaux¹³¹. Ceux-ci sont aujourd'hui rassemblés dans la Charte des droits fondamentaux¹³², laquelle a la même valeur que les Traités¹³³. À ce titre, l'article 47 de l'instrument appelle une remarque quant à la notion d'accès à la justice. Cette disposition garantit en effet le droit à un recours effectif et à accéder à un tribunal impartial. Elle fait d'ailleurs référence à l'accès à la justice en

¹²⁷ Not. le Conseil de la Concurrence ou bien la Commission européenne dans ses pouvoirs liés à l'exécution du droit de la concurrence de l'Union européenne.

¹²⁸ L. CADIET, E. JEULAND, *Droit judiciaire privé, op. cit.*, spéc. §7 ; S. GUINCHARD, C. CHAINAIS, F. FERRAND, *Procédure civile...*, *op. cit.*, spéc. §11, not. p. 11. Ce lien peut également être illustré par la théorie des trois plans de Patrick MORVAN (*in Le principe de droit privé*, LGDJ, 1999), en prenant en compte les critiques d'Étienne VERGÈS (*in Les principes directeurs du procès judiciaire. Étude d'une catégorie juridique*, thèse dirigée par S. CIAMAMONTI, Université d'Aix-Marseille, 2000, spéc. §§353 à 355, et Annexe 6 pp. 477 et s.) : le premier plan demeure le droit, le second les faits, où un litige se produit, et la procédure ou le processus fait le lien entre les deux plans pour arriver à la justice.

¹²⁹ En opposition avec les rapports verticaux opposant une personne privée à un État ou une organisation internationale.

¹³⁰ Justifiant la nature d'espace intégrateur plutôt que d'ordre procédural à part entière de l'EEJ : E. JEULAND, *Droit processuel général, op. cit.*, spéc. §555.

¹³¹ Art. 67 §1 Traité FUE et plus généralement, pour l'UE : art. 2 et 6 Traité UE.

¹³² Charte des droits fondamentaux de l'Union européenne, JOUE C 202/389 du 7 juin 2016 (vig. 1^{er} déc. 2009).

¹³³ Art. 6 §1 al. 1 Traité UE.

indiquant qu'une aide judiciaire doit être accordée à ceux qui ne disposent pas de ressources suffisantes¹³⁴. Cette disposition de la Charte des droits fondamentaux a une connotation procédurale et doit être envisagée comme un droit processuel. Des divergences existent sur cette catégorie du droit. Elle peut être envisagée soit comme « la théorie générale de la procédure applicable dans un pays donné »¹³⁵, soit comme un droit d'impulsion, commun à l'ensemble du droit procédural et qui le couvre dans son intégralité¹³⁶. Dans la perspective d'une étude au sein de l'Espace européen de justice, il apparaît plus pertinent de s'attacher à la seconde conception. Celle-ci se distingue de la première puisque son champ d'étude n'est pas la recherche des caractéristiques communes aux procédures existantes dans les États membres, mais vise à préserver des garanties fondamentales aux citoyens dans la mise en œuvre du droit procédural des États membres et du droit de la coopération judiciaire de l'Union européenne. Des conditions sont toutefois posées quant à l'applicabilité de la Charte : elle ne s'applique que lorsque le droit de l'Union est mis en œuvre¹³⁷. Cette condition est vérifiée lorsque le droit de la coopération judiciaire de l'Union est appliqué. Dès lors, la mise en œuvre de ce dernier implique le respect de l'article 47 de la Charte des droits fondamentaux lequel fait donc référence aux droits fondamentaux de la procédure qui inspirent, impulsent, orientent, l'interprétation des règles procédurales existantes¹³⁸. Par les mesures qu'il contient, l'article 47 de la Charte influence également l'accès à la justice, notamment quand des obstacles juridiques se dressent par l'application combinée du droit de la coopération judiciaire de l'Union et du droit procédural des États membres¹³⁹.

32. La vocation internationale de l'Espace européen de justice. Le rapprochement des législations opéré par l'Union européenne s'effectue pour faciliter l'accès à la justice des citoyens dans l'Espace européen de justice. L'internationalisation des situations ne se limite pas aux litiges transfrontières intra-Union européenne : en effet, l'extranéité de la

¹³⁴ Art. 47 al. 3 CDFUE.

¹³⁵ E. JEULAND, *Droit processuel général*, op. cit., spéc. §7, où l'auteur situe dans le mouvement classique de la matière tel qu'initié par Henri MOTULSKY in *Droit processuel. Textes recueillis et mis en corrélation avec la loi relative à la réforme de la procédure civile*, avec la contr. M.-M. CAPEL, Montchrestin, 1973. À noter que certains ne se limitent pas à l'étude des procédures d'un seul pays : dans ce cas, il est préférable de parler de droit comparé des procédures : V° S. GUINCHARD et al., *Droit processuel...*, op. cit., spéc. §2).

¹³⁶ S. GUINCHARD et al., *Droit processuel...*, op. cit., spéc. §§7, 9 et 11 ; S. GUINCHARD, C. CHAINAIS, F. FERRAND, *Procédure civile...*, op. cit., spéc. §15.

¹³⁷ Cf. *infra*, §117.

¹³⁸ S. GUINCHARD et al., *Droit processuel...*, op. cit., spéc. §11 ; L. CADIER, J. NORMAND, S. AMRANI MEKKI, *Théorie générale du procès*, PUF, 2^e éd., 2013, spéc. §4.

¹³⁹ Cf. *infra*, §§294 et s.

situation peut se caractériser par la localisation d'éléments en dehors du territoire des États membres de l'Union européenne¹⁴⁰. Or, la nature de la compétence de l'Union relative à la coopération judiciaire en matière civile et commerciale pose des questions. Il s'agit d'une compétence partagée laquelle implique que les États membres peuvent adopter des mesures relatives à la résolution des litiges transfrontières aussi longtemps que l'Union n'a pas exercé la sienne sous réserve du principe de subsidiarité et de proportionnalité¹⁴¹. Partant, lorsque des mesures sont adoptées par l'Union, les États membres ne peuvent plus exercer la leur. Cette interdiction s'étend à la dimension externe de l'Union européenne, c'est-à-dire aux relations des États membres avec les États tiers. Dans ce domaine, l'Union dispose alors d'une compétence exclusive¹⁴² qui s'exprime par parallélisme de ses compétences internes¹⁴³. Il en résulte une dimension externe de l'Espace européen de justice propre à assurer les mêmes effets sur le plan international que dans les relations intra-Union européenne. Elle consiste au rapprochement des législations des États membres relatives à la coopération judiciaire en matière civile et commerciale pour faciliter l'accès à la justice quant aux litiges transfrontières rattachés à un État tiers. Dans cette tâche, l'Union a un rôle à jouer pour parvenir à la parfaite réalisation de l'accès à la justice.

33. *Droit de la coopération judiciaire de l'Union européenne.* En somme, le droit de la coopération judiciaire s'efforce de rapprocher les procédures nationales applicables en matière de résolution des litiges transfrontières afin que l'accès à la justice puisse se réaliser. L'intérêt pour les justiciables et les litigants n'est pas que ces différends soit résolus dans un ordre judiciaire donné, mais qu'il puisse exister une coordination et une coopération du droit procédural de tous les États membres – c'est-à-dire une articulation – pour assurer la résolution des litiges transfrontières aux opérateurs économiques.

34. *La matière civile et commerciale et la résolution des litiges commerciaux transfrontières.* Afin d'obtenir les résultats les plus probants, le champ matériel doit être défini : celui-ci se limite à l'étude des litiges transfrontières relatifs à des différends commerciaux.

¹⁴⁰ Not. en raison des échanges commerciaux croissants avec les États tiers : cf. *supra*, §2.

¹⁴¹ Art. 2 §2 Traité FUE et art. 4 §2 (j) Traité UE ; V° C. BLUMANN, L. DUBOIS, *Droit institutionnel de l'Union européenne*, LexisNexis, 5^e éd., 2013, spéc. §552.

¹⁴² Art. 3 §2 Traité FUE ; cf. *infra*, §§423 et s.

¹⁴³ C. BLUMANN, L. DUBOIS, *Droit institutionnel de l'Union européenne*, *op. cit.*, spéc. §§559 à 563.

Tout d'abord, il convient d'exclure l'analyse de l'accès à la justice à travers la coopération pénale. Même si l'Union européenne dispose d'une compétence partagée aussi bien en matière civile et commerciale qu'en matière pénale, il faut distinguer entre les deux. Si l'article 81 et 82 du Traité FUE partagent des objectifs communs, notamment celui du rapprochement des législations pour faciliter la coopération judiciaire¹⁴⁴, il n'en demeure pas moins que des différences existent. Les disciplines présentent de telles différences qu'il a pu être souligné qu'« il n'y [a] pas un espace judiciaire européen mais deux »¹⁴⁵. Il n'y a donc pas d'intérêt à s'engager dans l'analyse de l'accès à la justice portant à la fois sur la matière civile et commerciale et sur la matière pénale. Seule la première est retenue, mais en partie seulement en raison du type de litiges étudiés.

Si l'article 81 du Traité FUE permet l'adoption de mesures permettant de régir les litiges transfrontières relevant de la matière civile et commerciale¹⁴⁶. Cela étant, cette notion renvoie à un large champ d'application incluant notamment la possibilité d'un rapprochement des législations dans le domaine familial¹⁴⁷. Contrairement aux litiges commerciaux, ceux relatifs aux questions familiales sont moins *libéraux*¹⁴⁸ : si des aménagements procéduraux sont permis, ils restent cependant très encadrés¹⁴⁹. Cette distinction s'explique par le caractère économique des relations commerciales¹⁵⁰ et la libre disposition des droits qui en découlent, impliquant des dispositions particulières, propres à répondre aux nécessités du commerce international¹⁵¹. Par ailleurs, les besoins en matière de justice sont également différents. Pour s'en convaincre, il suffit de rappeler que l'arbitrage est le mode de résolution des litiges privilégiés du commerce international

¹⁴⁴ F. JAULT-SESEKE, « Les différences d'approche de l'espace judiciaire européen sur les plans civil et pénal », in F. JAULT-SESEKE, J. LELIEUR, C. PIGACHE, dir., *L'espace judiciaire européen civil et pénal : regards croisés*, Dalloz, 2009, p. 3.

¹⁴⁵ *Ibid.*, spéc. p. 4. Pour une étude approfondie sur la coopération judiciaire en matière pénale, V° not. G. TAUPIAC-NOUVEL, *Le principe de la reconnaissance mutuelle des décisions répressives dans l'Union européenne*, LGDJ, 2011.

¹⁴⁶ La définition de la matière civile et commerciale se limite aux situations couvertes par le champ d'application des instruments ici étudiés, not. l'art. 1^{er} Règlement Bruxelles I refondu tel qu'il a été interprété par la CJUE : V° H. GAUDEMET-TALLON, *Compétence et exécution des jugements en Europe. Règlements 44/2001 et 1215/2012, Conventions de Bruxelles (1968) et de Lugano (1988 et 2007)*, LGDJ, 5^e éd., 2015, spéc. §§35 et s.

¹⁴⁷ Lequel est d'ailleurs sujet à une procédure législative particulière : art. 81 §3 Traité FUE.

¹⁴⁸ Qu'il faut entendre dans un sens neutre, c.à.d. "qui reconnaît ou laisse une liberté" : Association Henri CAPITANT, G. CORNU (dir.), *Vocabulaire juridique*, PUF, 10^e éd., 2014, s.v. « Libéral », spéc. sens 2.

¹⁴⁹ Comme par ex. pour les successions, les parties à un litige peuvent proroger la compétence internationale des juridictions de l'EM de l'UE dont la loi a été désignée comme applicable par le défunt (art. 5 Règlement (UE) n°650/2012 du Parlement européen et du Conseil du 4 juil. 2012 relatif à la compétence, la loi applicable, la reconnaissance et l'exécution des actes authentiques en matière de successions et à la création d'un certificat successoral européen, JOUE L 201/107 du 27 juil. 2012) ; contrairement à l'art. 25 du Règlement Bruxelles I refondu qui n'impose pas de condition préalable à la désignation d'une juridiction.

¹⁵⁰ J.-M. JACQUET, P. DELEBECQUE, S. CORNELOUP, *Droit du commerce international*, op. cit., spéc. §§11 à 13.

¹⁵¹ *Ibid.*, spéc. §10.

entre professionnels¹⁵². Il doit donc être appréhendé. Or ce mode de justice est difficilement conciliable avec les enjeux existant en matière familiale. Il convient alors de se cantonner à l'étude d'un type de litige précis pour n'englober qu'une partie des instruments adoptés en la matière. Cette limitation permet de contribuer de manière plus cohérente à la réalisation de l'accès à la justice dans l'Espace européen de justice.

Seuls les litiges commerciaux transfrontières sont donc envisagés. Ils correspondent aux situations contractuelles conclues entre professionnels (*B2B*) ainsi que celles conclues par les consommateurs (*B2C*). Ce choix se justifie au regard de l'indéniable attrait économique existant autour de ces deux types de relations commerciales dans le Marché intérieur. Les contrats individuels de travail, les contrats d'assurance et les délits et quasi-délits ne sont pas retenus puisqu'ils ne contribuent pas au développement de l'activité économique matérielle¹⁵³.

L'analyse s'attache donc à l'accès à la justice des parties à un litige commercial transfrontière de nature contractuelle. Eu égard à la vocation internationale de l'Espace européen de justice, sont envisagés non seulement les litiges commerciaux transfrontières intra-Union européenne, mais aussi ceux qui sont rattachés à l'Union européenne. Enfin, il convient de préciser que seule la dimension procédurale est envisagée¹⁵⁴.

35. La réalisation de l'accès à la justice. L'Union européenne doit faciliter l'accès à la justice¹⁵⁵. Il convient de réfléchir à la véritable nature de l'accès à la justice dans l'Espace européen de justice et d'analyser sa concrétisation¹⁵⁶. Il s'agit alors de déterminer si la réalisation de l'accès à la justice permet de répondre aux attentes des justiciables ou litigants souhaitant résoudre leurs litiges commerciaux transfrontières dans l'Espace européen de justice. L'approche retenue pour aborder cette analyse est systémique. Le système envisagé est bien évidemment celui de l'Union européenne et de son Espace européen de justice. Cette perspective se justifie par la nature même de cet espace qui a une vocation intégratrice et interétatique dans le but d'articuler les ordres juridiques des États membres. Il ne s'agit donc pas d'apporter une réponse à des situations particulières,

¹⁵² S. SERAGLINI, J. ORTSCHIEDT, *Droit de l'arbitrage interne et international*, *op. cit.*, spéc. §3

¹⁵³ V° J.-M. JACQUET, P. DELEBECQUE, S. CORNELOUP, *Droit du commerce international*, *op. cit.*, spéc. §§11 et 12.

¹⁵⁴ Excluant de fait les règles de conflit de lois puisque ces dernières n'ont pas vocation à régir la procédure suivie par l'autorité saisie. Sur ce point, V° B. AUDIT, L. D'AVOUT, *Droit international privé*, *op. cit.*, spéc. §§14 et 472 ; pour une position plus nuancée, V° M.-L. NIBOYET, G. DE GEOUFFRE DE LA PRADELLE, *Droit international privé*, *op. cit.*, spéc. §§653 à 667.

¹⁵⁵ Art. 67 §4 Traité FUE.

¹⁵⁶ Entendu comme "l'action de rendre concret quelque chose" (*Centre national de ressources textuelles et lexicales* (<<http://www.cnrtl.fr/>>), s.v. « Concrétisation », spéc. sens A, 2).

mais de déterminer si, dans sa démarche en la matière, l'Union permet la réalisation de l'accès à la justice.

36. *Réflexion.* Comment l'accès à la justice se réalise-t-il dans l'Espace européen de justice pour permettre la résolution des litiges commerciaux transfrontières ? Dans un premier temps, il faut revenir sur la nature et la concrétisation de l'accès à la justice, piliers de sa réalisation progressive (**Première partie**). Dans un second temps, il convient de souligner que, loin d'être parfaite, la réalisation de l'accès à la justice dans l'Espace européen de justice présente des insuffisances, appelant à une réflexion sur l'approche à adopter pour sa pleine réalisation (**Seconde Partie**).

PREMIÈRE PARTIE

LA RÉALISATION PROGRESSIVE DE L'ACCÈS À LA JUSTICE

37. La réalisation de l'accès à la justice dans l'Espace européen de justice s'est faite de manière progressive, ce qui est tout à fait logique compte tenu des ambitions économiques des Traités constitutifs¹⁵⁷. Petit à petit, l'accès à la justice s'est lentement construit en support du développement du Marché commun. Aujourd'hui, il n'est plus permis de contester l'existence de l'accès à la justice dans la construction européenne puisque l'Union le facilite¹⁵⁸ et qu'il s'inscrit dans le cadre de l'Espace européen de justice. Son droit de la coopération judiciaire, entendu aussi bien dans son sens *stricto sensu* que *lato sensu*, est tourné tout entier vers la réalisation de l'accès à la justice. L'élaboration de ce droit est emprunte de la nature même de l'accès à la justice qui s'est révélé au cours du développement de l'Union européenne.

Afin de cerner véritablement les enjeux de la réalisation de l'accès à la justice dans l'Espace européen de justice, il convient d'abord d'en déterminer la nature (**Titre I**). Il sera alors possible de s'atteler à l'examen du droit de la coopération judiciaire afin de déterminer si l'accès à la justice se réalise (**Titre II**).

¹⁵⁷ Traité instituant la Communauté européenne du charbon et de l'acier, Paris, 18 avr. 1951, 261 RTNU 140 (vig. 23 juil. 1952); Traité instituant la Communauté économique européenne, Rome, 25 mars 1957, 298 RTNU 11 (vig. 1^{er} janv. 1958).

¹⁵⁸ Art. 67 §4 Traité FUE.

TITRE PREMIER

LA NATURE DE L'ACCÈS À LA JUSTICE

38. L'Union européenne a été bâtie sur le développement d'un espace économique intégré entre ses États membres : le Marché intérieur. Il constitue la clef de voûte de la construction européenne et repose sur la libre circulation des biens, des services, des personnes et des capitaux. Cette constatation n'est pas réfutable. Même s'il faut attendre le Traité de Maastricht¹⁵⁹ pour voir la création de l'Union et l'attribution d'une compétence en matière de coopération judiciaire, il ne faut pas pour autant considérer que les questions liées à la justice et la résolution des litiges transfrontières étaient étrangères à la Communauté. Au contraire, il convient de remarquer son développement précoce dans la construction judiciaire européenne, laquelle visait déjà, implicitement, l'accès à la justice. Il faut alors se rendre compte que ce dernier a toujours été un moteur du développement de l'Espace européen de justice.

À l'heure actuelle, trois formules différentes existent dans le droit primaire. L'Union « facilite l'accès à la justice »¹⁶⁰, le Parlement européen et le Conseil peuvent adopter des mesures visant à assurer « un accès effectif à la justice »¹⁶¹ et, enfin, une aide juridictionnelle doit être accordée pour « assurer l'effectivité de l'accès à la justice »¹⁶². Elles sont contenues dans le Traité sur le Fonctionnement de l'Union européenne¹⁶³ et dans la Charte des droits fondamentaux de l'Union européenne¹⁶⁴. De prime abord, une

¹⁵⁹ Traité sur l'Union européenne, Maastricht, 7 févr. 1992, JOCE C 191/1 du 29 juil. 1992 (vig. 1^{er} nov. 1993).

¹⁶⁰ Art. 67 §4 Traité FUE (emphase ajoutée).

¹⁶¹ Art. 81 §2 (e) Traité FUE (emphase ajoutée).

¹⁶² Art. 47 al. 3 CDFUE (emphase ajoutée).

¹⁶³ Traité sur le Fonctionnement de l'Union européenne (version consolidée), JOUE C 202/47 du 7 juin 2016 (vig. 1^{er} déc. 2009).

¹⁶⁴ Charte des droits fondamentaux de l'Union européenne, JOUE C 202/389 du 7 juin 2016 (vig. 1^{er} déc. 2009).

interprétation rapide pourrait distinguer rapidement les trois en leur attribuant des rôles distincts. Le premier est un objectif global puisqu'il est inscrit dans les dispositions générales relatives à l'Espace de liberté, de sécurité et de justice ; le second correspond à une base légale permettant à l'Union d'exercer sa compétence partagée relative à la coopération judiciaire en matière civile et commerciale ; le troisième est une exigence processuelle par excellence puisqu'elle est inscrite dans un instrument ayant vocation à protéger les droits fondamentaux. Au cœur de l'Espace européen de justice, cette constatation pose déjà les bases d'une construction complexe.

Il convient d'analyser ces dispositions pour déterminer la nature de l'accès à la justice dans l'Union européenne. Il faut alors constater qu'il est un objectif qui s'est révélé (**Chapitre 1**), mais également un droit fondamental affirmé (**Chapitre 2**).

Chapitre 1

L'accès à la justice, un objectif révélé

39. En droit primaire, l'accès à la justice est aujourd'hui considéré comme un objectif. Il doit être facilité dans l'Espace de liberté, de sécurité et de justice¹⁶⁵. Cette reconnaissance dans le Traité sur le Fonctionnement de l'Union européenne est une nouveauté apportée par le Traité de Lisbonne¹⁶⁶. Cela étant, l'accès à la justice n'est pas une notion nouvelle. En effet, son introduction dans le droit primaire est le fruit d'une évolution qui prend ses racines dans la Communauté économique européenne. Il faut remarquer qu'elle répondait à des considérations économiques qui, avec le temps, se sont transformées pour se généraliser donnant naissance à l'Espace européen de justice. Afin de mieux cerner les contours de cet objectif non défini par le droit primaire positif, il convient de revenir sur son développement afin d'en déterminer le sens (**Section 1**). Les évolutions successives permettent d'appréhender avec plus de précision les contours de l'objectif d'accès à la justice qui a ainsi été révélé (**Section 2**).

¹⁶⁵ Art. 67 §4 Traité FUE.

¹⁶⁶ Traité de Lisbonne modifiant le traité sur l'Union européenne et le traité instituant la Communauté européenne, Lisbonne, 13 déc. 2007, JOUE C 306/1 du 17 déc. 2007 (vig. 1^{er} déc. 2009).

Section 1. Une évolution : vers un objectif d'accès à la justice

40. *L'accès à la justice, l'inconnu initial de la construction européenne.* La construction du Marché commun a été suivie par un accroissement de situations transfrontières privées¹⁶⁷. Mécaniquement, ces dernières ont entraîné une augmentation du contentieux entre les opérateurs économiques. Si le Marché commun faisait bel et bien tomber les barrières, les obstacles et les discriminations au libre-échange, rien n'avait été initialement mis en œuvre pour favoriser le décloisonnement des systèmes judiciaires des États membres pour permettre la libre circulation de la justice. Or, le cloisonnement des ordres judiciaires constituant la Communauté s'est avéré être une source de difficultés pour la résolution des litiges transfrontières. En effet, dans quelles conditions un opérateur économique peut-il accéder à un tribunal afin de pouvoir porter son litige à l'encontre d'un litigant domicilié sur le territoire d'un autre État membre ? Parallèlement, s'il arrive à obtenir une décision de la part de ses juridictions nationales, pourra-t-il la faire exécuter afin que les droits substantiels qui lui sont reconnus puissent se réaliser ? Il faut noter qu'il existait déjà des conventions bilatérales entre les États membres sur ces questions¹⁶⁸. Cependant, elles étaient toutes différentes, tout comme le droit international privé national de chacun des États¹⁶⁹. La détermination de la juridiction compétente et des conditions de reconnaissance et d'exécution des jugements sur le territoire d'un autre État membre était compliquée en l'absence d'harmonisation. La réalisation des droits substantiels des opérateurs économiques, tirés ou non du droit communautaire relevait du parcours du combattant.

Il faut noter qu'à ses débuts, le droit communautaire ne conférait aucune compétence en la matière à la Communauté. Les solutions à ces difficultés se sont construites autour d'une compétence accessoire prévue par le Traité (§ 1). Ce n'est qu'avec le Traité de Maastricht, puis le Traité d'Amsterdam qu'il y a véritablement eu des changements. En effet, des compétences en matière de coopération judiciaire ont été

¹⁶⁷ Cf. *supra*, §2.

¹⁶⁸ V° Art. 55 Conv. Bruxelles (1968).

¹⁶⁹ Rapport de M. P. JENARD sur la convention concernant la compétence judiciaire et l'exécution des décisions en matière civile et commerciale, JOCE C 59/1 du 5 mars 1979, spéc. pp. 3 à 7.

transmises progressivement aux Communautés et elles ont été le réceptacle d'un objectif d'accès à la justice qui se faisait de plus en plus prégnant (§ 2).

§ 1. Une construction fondée sur une coopération judiciaire accessoire

41. La Communauté économique européenne ne disposait pas véritablement de compétence propre pour harmoniser le droit judiciaire des États membres. Seul l'article 220 du Traité instituant la Communauté économique européenne¹⁷⁰ pouvait être employé à cette fin, mais avec certains inconvénients juridiques (les instruments adoptés sur ce fondement ne sont pas véritablement du droit communautaire¹⁷¹) et politiques (les États membres sont les seuls à pouvoir en prendre l'initiative)¹⁷². De plus, les possibilités offertes par cet article étaient réduites. Elles avaient cependant le mérite d'exister. Selon le 4^e tiret de la disposition, les États membres pouvaient s'engager dans des négociations pour assurer « la simplification des formalités auxquelles sont subordonnées la reconnaissance et l'exécution réciproques des décisions judiciaires ainsi que des sentences arbitrales ». C'est sur cette base juridique que la Convention de Bruxelles concernant la compétence judiciaire et l'exécution des décisions en matière civile et commerciale¹⁷³ a été adoptée. Pour autant, il faut remarquer que les motivations juridiques derrière l'adoption de cet instrument ne sont pas celles de l'accès à la justice *stricto sensu*. L'objectif était de conforter la libre circulation des professionnels (A). Parallèlement, des réflexions ont été engagées autour de l'accès à la justice en matière de consommation sur lesquels il faut revenir étant donné l'importance de ces travaux pour le développement de la coopération judiciaire future dans l'Union européenne (B).

A. La sécurisation judiciaire pour conforter le Marché intérieur

42. ***Le palliatif à l'absence de compétence propre : l'article 220 du Traité CEE.*** Une intégration économique toujours plus poussée entre les États membres implique une

¹⁷⁰ Traité instituant la Communauté économique européenne, *préc.*

¹⁷¹ M. BLANQUET, G. ISAAC, *Droit général de l'Union européenne*, Sirey, 10^e éd., 2012, spéc. pp. 370 et s.

¹⁷² Il convient toutefois de citer les propositions d'Erik JAYME préconisant l'adoption d'instruments relatifs à la coopération judiciaire sur la base de l'art. 100 (A) Traité C(E)E : *in* « L'interaction des règles de conflit dans le droit dérivé de la Communauté européenne et des conventions de Bruxelles et de Rome », *Rev. crit. DIP*, 1995, p. 1.

¹⁷³ Convention concernant la compétence judiciaire à l'exécution des décisions en matière civile et commerciale, Bruxelles, 27 sept. 1968, JOCE L 299/32 du 31 déc. 1972 (vig. 1^{er} févr. 1973).

intégration judiciaire des relations de droit privé¹⁷⁴. Celle-ci était considérée comme primordiale pour permettre l'instauration d'« un véritable marché intérieur »¹⁷⁵. C'est sur cette considération que les États membres, par le biais de l'article 220 du Traité CEE¹⁷⁶, ont décidé d'adopter des règles uniformes de compétence internationale et un régime commun de reconnaissance et d'exécution simplifiée : la Convention de Bruxelles¹⁷⁷. L'ensemble de ces règles permet l'intégration judiciaire des litiges transfrontières commerciaux au sein du Marché commun : elles organisent l'articulation précise des ordres juridiques des États membres¹⁷⁸ afin de permettre l'élaboration d'une confiance et d'une collaboration réciproque des juges¹⁷⁹. Le plaideur sait alors devant quel tribunal il peut porter son litige et quelles seront les conditions et la procédure à suivre pour faire reconnaître ou exécuter la décision obtenue sur l'ensemble des territoires des États contractants¹⁸⁰ (qui correspond au territoire sur lequel s'étend le Marché commun).

43. L'accès à la justice dans la Convention de Bruxelles. Aucune des dispositions de la Convention de Bruxelles, pas plus que son rapport¹⁸¹, ne font référence à l'accès à la justice. Cependant, il convient de constater que la finalité de l'instrument s'accorde avec l'idée de la réalisation des droits substantiels, objet de l'accès à la justice¹⁸². La Convention prévoit des règles uniformes de compétence internationale, de connexité et de litispendance pour assurer l'intégration judiciaire des litiges commerciaux transfrontières dans l'ordre juridique d'un seul État contractant. Ce premier point renvoie inmanquablement à l'idée même d'accès à la justice dans le contexte international : les

¹⁷⁴ H. GAUDEMET-TALLON, *Compétence et exécution des jugements en Europe. Règlements 44/2001 et 1215/2012, Conventions de Bruxelles (1968) et de Lugano (1988 et 2007)*, LGDJ, 5^e éd., 2015, spéc. §1.

¹⁷⁵ P.-E. PARTSCH, *Le droit international privé européen. De Rome à Nice*, Larcier, 2003, spéc. §24 ; CJCE 6 oct. 1976, *Tessili*, aff. 12-76, EU:C:1976:133, spéc. pt. 9 : «aux termes de l'article 220 du traité CEE, les États membres sont tenus d'engager entre eux, en tant que de besoin, des négociations en vue d'assurer, en faveur de leurs ressortissants, l'établissement de règles qui, dans les divers domaines énumérés à cette disposition, sont destinées à faciliter la réalisation du marché commun» (emphase ajoutée) ; Rapport de M. P. JENARD sur la convention concernant la compétence judiciaire et l'exécution des décisions en matière civile et commerciale, *préc.*, spéc. p. 3.

¹⁷⁶ Cet art. ne donne aucune compétence à la Communauté, mais laisse une possibilité aux ÉM de négocier certains instruments. Sur ce point, V° P.-E. PARTSCH, *Le droit international privé européen...*, *op. cit.*, spéc. §§23 à 30, 93 et 94. Sur l'art. 220 Traité CEE, devenu art 293 Traité CE (abrogé par le Traité de Lisbonne), V° ég. J.-L. CLERGERIE, A. GRUBER, P. RAMBAUD, *L'Union européenne*, Dalloz, 10^e éd., 2014, spéc. §§1097, 1098 et 1100.

¹⁷⁷ Convention concernant la compétence judiciaire à l'exécution des décisions en matière civile et commerciale, Bruxelles, 27 sept. 1968, JOCE L 299/32 du 31 déc. 1972 (vig. 1^{er} févr. 1973).

¹⁷⁸ E. JEULAND, *Droit processuel général*, Montchrestien, 3^e éd., 2014, spéc. §561.

¹⁷⁹ G. ISAAC, M. BLANQUET, *Droit général de l'Union européenne*, *op. cit.*, spéc. p. 669.

¹⁸⁰ H. GAUDEMET-TALLON, *Compétence et exécution des jugements en Europe...*, *op. cit.*, spéc. § 1.

¹⁸¹ Rapport de M. P. JENARD sur la convention concernant la compétence judiciaire et l'exécution des décisions en matière civile et commerciale, *préc.*

¹⁸² Cf. *supra*, §5.

opérateurs économiques peuvent déterminer à l'avance quelles juridictions des États contractants pourront résoudre leur litige¹⁸³. Ils peuvent ainsi faire reconnaître leurs droits en justice¹⁸⁴. Par ailleurs, une fois la décision obtenue, la Convention de Bruxelles met en place une procédure uniforme et simplifiée de reconnaissance et d'exequatur des décisions. Il permet l'exécution des décisions sur l'ensemble des territoires des États¹⁸⁵.

Il est donc indéniable que ce premier instrument, adopté afin de sécuriser la résolution des litiges pouvant découler des échanges commerciaux grandissant entre les opérateurs économiques du Marché commun, poursuit indirectement un objectif d'accès à la justice. Il faut d'ailleurs souligner que ces dispositions ne sont pas uniquement réservées aux opérateurs économiques qui sont domiciliés sur le territoire des États contractants, mais s'étendent à l'ensemble des personnes (physiques ou morales) qui y sont présentes, plus particulièrement dans les affaires où le défendeur à l'action est domicilié sur le territoire d'un État contractant à la Convention.

44. La Convention de Bruxelles, embryon de l'Espace européen de justice. Bien que la Convention de Bruxelles de 1968 ne constitue pas *stricto sensu* du droit dérivé¹⁸⁶, il faut tout de même noter que l'idée même d'un Espace européen de justice était déjà ancrée dans le Traité de Rome à l'article 220¹⁸⁷. Selon cet article, les États membres étaient libres de négocier, « en tant que besoin », des instruments internationaux portant sur la reconnaissance et l'exécution de décisions judiciaires et des sentences arbitrales¹⁸⁸, posant les bases d'une coopération judiciaire en matière civile et commerciale. Il en ressort que

¹⁸³ Cette prévisibilité pour la détermination de la compétence internationale des ordres juridiques renvoie davantage à la sécurité juridique qu'à la possibilité pour les parties de recourir à une clause d'*electio fori* (même si, sous certaines réserves, cette technique est reconnue par la Convention).

¹⁸⁴ J.-P. BERAUDO, M.-J. BERAUDO, « Convention de Bruxelles, Convention de Lugano, Règlement (CE) n°44/2001, Règlement (UE) n°1215/2012. Généralités et champ d'application », *J.-Cl. Europe Traité*, LexisNexis, fasc. 3000, mai 2016, spéc. §1.

¹⁸⁵ J.-P. BERAUDO, M.-J. BERAUDO, « Convention de Bruxelles, Convention de Lugano, Règlement (CE) n°44/2001, Règlement (UE) n°1215/2012. Généralités et champ d'application », *J.-Cl. Europe Traité, préc.*, spéc. §1.

¹⁸⁶ Sur ce point, V° M. EKELMANS, « La Convention de Bruxelles et le droit communautaire », in R. FENTIMAN *et al.* (dir.), *L'espace judiciaire européen en matières civile et commerciale*, Bruylant, 1999, p. 185, spéc. § 5. Cependant, au fil du temps la Conv. Bruxelles (1968) a gagné certaines caractéristiques du droit dérivé : H. TAGARAS, « Guidelines for the Round Table Discussion on the Relationship between the Brussels Convention and Community Law », in R. FENTIMAN *et al.* (dir.), *L'espace judiciaire européen en matières civile et commerciale*, Bruylant, 1999, p. 173, spéc. p. 173 ; H. GAUDEMET-TALLON, *Compétence et exécution des jugements en Europe...*, *op. cit.*, spéc. § 3.

¹⁸⁷ S. GUINCHARD, C. CHAINAIS, F. FERRAND, *Procédure civile. Droit interne et droit de l'Union européenne*, Dalloz, 32^e éd., 2014, spéc. §1587. Une position divergente a été défendue par Erik JAYME : selon cet auteur, il aurait été possible pour la C(E)E de mettre en place des instruments de droit international privé en droit communautaire sur le fondement de « l'établissement et le bon fonctionnement du Marché intérieur » (art. 100 (A) Traité C(E)E) : in « L'interaction des règles de conflit dans le droit dérivé de la Communauté européenne et des conventions de Bruxelles et de Rome », *préc.*.

¹⁸⁸ Art. 220 4^e tiret Traité CEE.

la Communauté économique européenne, dont le but principal était l'élaboration et la réalisation des objectifs du Marché commun¹⁸⁹, a réussi à faire adopter sur la base de cette disposition, l'instrument qui s'illustre toujours comme un solide fondement de la coopération judiciaire, ou, pour citer la Commission, « le premier instrument général en matière de coopération judiciaire »¹⁹⁰.

45. *L'incitation du recours au droit conventionnel.* D'autres initiatives ont été entreprises sur la base de l'article 220 Traité CEE, mais elles n'ont pas abouti¹⁹¹. Avant le développement d'une véritable compétence en la matière, la Commission a alors cherché d'autres moyens pour diminuer les obstacles à l'accès à la justice et consolider le Marché commun. Elle s'est alors tournée vers les instruments internationaux de coopération judiciaire existant, tout en faisant le constat de son impuissance. Elle affirme en effet que « dans la mesure où [l'égalité de l'accès à la justice] n'est pas (...) [garantie] par le droit communautaire existant », il est nécessaire d'encourager les États membres à signer et ratifier des conventions internationales¹⁹². C'est dans cette perspective que la Communauté s'est tournée vers la Conférence de La Haye de droit international privé¹⁹³. Évoquant le cloisonnement des mécanismes d'aide judiciaire des États membres, elle invite alors les États membres à signer et ratifier la convention de La Haye du 25 octobre 1980 tendant à faciliter l'accès à la justice¹⁹⁴. Dans ses considérants, la Commission pointe du doigt les « obstacles (...) juridiques s'opposant à la libre circulation des personnes », ici les touristes. L'objectif reste de soutenir l'activité économique qui ne doit pas être entravée par des obstacles financiers qui pourraient empêcher une partie de pouvoir résoudre son litige.

Par ailleurs, il faut noter que, poursuivant le même objectif économique, la Communauté économique européenne entama des négociations avec les États de

¹⁸⁹ J.-P. BERAUDO, M.-J. BERAUDO, « Convention de Bruxelles, Convention de Lugano, Règlement (CE) n°44/2001, Règlement (UE) n°1215/2012. Généralités et champ d'application », *préc.*, spéc. §1.

¹⁹⁰ Communication de la Commission au Conseil et au Parlement européen : « Vers une efficacité accrue dans l'obtention et l'exécution des décisions au sein de l'Union européenne », JOCE C 33/3 du 31 janv. 1998, spéc. §6.

¹⁹¹ Comme par ex. la convention du 29 févr. 1968 sur la reconnaissance mutuelle des sociétés et personnes morales (V° P.-E. PARTSCH, *Le droit international privé européen...*, *op. cit.*, spéc. §§37 à 41) et la convention du 23 nov. 1995 relative aux procédures d'insolvabilité (V° P.-E. PARTSCH, *Le droit international privé européen...*, *op. cit.*, spéc. §§42 à 46).

¹⁹² Proposition de recommandation du Conseil relative à la ratification par les États membres de la convention du 25 oct. 1980 tendant à faciliter l'accès international à la justice, COM(86) 610 final, JOCE C 320/9 du 13 déc. 1986.

¹⁹³ V° <<http://www.hcch.net/>>.

¹⁹⁴ Proposition de recommandation du Conseil relative à la ratification par les États membres de la convention du 25 oct. 1980..., *préc.*

l'Association européenne de libre-échange. L'idée sous-jacente consistait à établir une convention entre les États de l'AELE et les États membres sur le modèle de la Convention de Bruxelles. L'objectif affiché était bien évidemment l'amélioration des échanges économiques européens¹⁹⁵. C'est ainsi qu'est née la Convention de Lugano¹⁹⁶.

46. *Coopération judiciaire civile et bon fonctionnement du Marché intérieur.*

Aujourd'hui, le Traité de Lisbonne s'est émancipé des dispositions relatives au Marché intérieur pour fonder l'ELSJ, et donc l'Espace européen de justice¹⁹⁷. Il faut tout de même souligner l'attachement des institutions politiques à la consolidation des aspects économiques de l'Union par le biais de la coopération judiciaire civile et commerciale¹⁹⁸. Dans cette perspective, il convient de remarquer que la très grande majorité des règlements et des directives ayant trait à la coopération judiciaire civile et commerciale indique toujours, dans leurs considérants, que cet espace en construction impose à l'Union d'adopter des mesures dans ce domaine « notamment lorsque cela est nécessaire au bon fonctionnement du marché intérieur »¹⁹⁹. Le lien créé entre coopération judiciaire et considérations économiques demeure.

47. S'il n'a pas été fait référence à l'accès à la justice dans l'élaboration du premier instrument de coopération judiciaire des Communautés, il faut cependant constater que

¹⁹⁵ Rapport de M. P. JENARD et M. G. MÖLLER sur la convention concernant la compétence judiciaire et l'exécution des décisions en matière civile et commerciale faite à Lugano le 16 sept. 1988, JOCE C 189/57 du 28 juil. 1990, spéc. pt. 10 : "Il a donc paru indiqué de renforcer, par le biais d'une convention relative à la compétence judiciaire et à la reconnaissance et à l'exécution des jugements, cette coopération économique existant entre ces deux groupes d'États européens".

¹⁹⁶ Convention concernant la compétence judiciaire et l'exécution des décisions en matière civile et commerciale, 16 sept. 1988, Lugano, 1659 RTNU 13 (vig. 1^{er} janv. 1992 ;cf. Annexe I, tabl. 1.2).

¹⁹⁷ Dans les objectifs de l'UE il y a une dissociation claire entre ELSJ (art. 3 §2 Traité UE) et Marché intérieur (art. 3 §3 Traité UE) ; l'art. 67 Traité FUE qui prévoit les objectifs de l'ELSJ n'y fait pas allusion ; l'art. 81 §2 Traité FUE, sans en faire un critère essentiel de la mise en œuvre des compétences de l'Union, précise néanmoins que celles-ci peuvent être employée "notamment" (càd. non exclusivement) "lorsque cela est nécessaire au bon fonctionnement du Marché intérieur".

¹⁹⁸ C'est d'ailleurs ce que remarque Robert KOVAR qui souligne à quel point la construction européenne est enracinée dans "les principes d'une économie ouverte où la concurrence est libre" : in « L'intérêt général et le marché concurrentiel », in S. POILLOT-PERUZZETTO (dir.), *Trajectoires de l'Europe, unie dans la diversité depuis 50 ans*, Dalloz, 2008, p. 49. V^o not. Conseil européen de Bruxelles, Conclusions, 27 juin 2014, EUCO 79/14, spéc. §11, où l'institution rappelle que la "justice contribuera à la croissance économique en permettant aux entreprises et aux consommateurs de bénéficier d'un environnement fiable au sein de Marché intérieur".

¹⁹⁹ Cons. n°1 Règlement Bruxelles I ; cons. n°2 Décision 2001/470/CE ; cons. n°1 Règlement n°1206/2001 ; cons. n°1 Règlement (CE) n°743/2002 du Conseil du 25 avr. 2002 établissant un cadre général communautaire d'activité en vue de faciliter la coopération judiciaire en matière civile, JOCE L 115/1 du 1^{er} mai 2002 ; cons. n°1 Directive 2003/8/CE ; cons. n°1 Règlement n°805/2004 ; cons. n°1 Règlement n°1896/2006 ; cons. n°1 Règlement n°861/2007 ; cons. n°1 Règlement n°1393/2007 ; cons. n°1 Directive 2208/52/CE ; cons. n°3 Règlement Bruxelles I refondu ; cons. n°1 Règlement n°655/2014 ; J.-S. BERGE, « Le droit du marché intérieur et le droit international privé communautaire : de l'incomplétude à la cohérence », in V. MICHEL (dir.), *Le droit, les institutions politiques et l'Union européenne face à l'impératif de cohérence*, Presses Universitaires de Strasbourg, 2009, p. 339 : comme le relève l'auteur, si les deux matières sont bien distinctes, des liens forts existent (spéc. §§2, 4 et 7).

ses effets sont bien là. La consolidation des échanges économiques pour le développement du Marché intérieur n'a pas été le seul témoin de l'émergence de l'accès à la justice. En effet, toujours en poursuivant des objectifs économiques, mais en adaptant ses actions, la Communauté a travaillé dans le même sens en ce qui concerne la consommation.

B. La politisation de l'accès à la justice pour soutenir la consommation

48. *L'intérêt croissant pour le consommateur.* Pas plus le Traité instituant la Communauté européenne que la Convention de Bruxelles n'envisageaient pas, initialement, de régime particulier pour le consommateurs²⁰⁰. En ce qui concerne la coopération judiciaire, il faudra attendre l'arrêt *Bertrand*²⁰¹ pour que la Cour de justice des Communautés européennes interprète les « ventes à tempéraments », visées à l'article 13, comme mettant en relation des parties ayant des situations économiques différentes dont la plus faible nécessite une protection particulière²⁰². La Cour indique alors que ne sont « parties faibles » que les « consommateurs finals à caractère privé »²⁰³. Cet arrêt marque un tournant décisif dans l'appréciation de cette disposition : les versions suivantes de la Convention ne manqueront pas de conventionnaliser cette jurisprudence pour la limiter expressément aux « contrats conclus par les consommateurs »²⁰⁴.

En ce qui concerne le Traité, l'intérêt pour le consommateur est concomitant à la nouvelle approche de la Cour de justice sur la Convention de Bruxelles. L'absence de politique de protection des consommateurs a été sujet à discussions et la base d'une réflexion qui s'est ouverte à Paris en 1972. La Commission avait mis en place un Programme préliminaire visant la protection des consommateurs²⁰⁵, lançant les prémisses d'une politique leur étant consacrée jusqu'à son avènement dans le Traité de

²⁰⁰ Sauf quelques dispositions éparses pour le Traité CEE : V. CHRISTIANOS, F. PICOD, « Consommateurs », *Rép. droit européen*, Dalloz, janv. 2003 (mâj. juin. 2016), spéc. §8.

²⁰¹ CJCE 21 juin 1978, *Bertrand*, aff. 150/77, EU:C:1978:137.

²⁰² *Ibid.*, spéc. pt. 13.

²⁰³ *Ibid.*, préc., spéc. pt. 21.

²⁰⁴ Dès la première révision en 1978, le titre de la section passe de « Compétence en matière de vente et prêt à tempérament » à « Compétence en matière de contrats conclus par les consommateurs » : art. 10 Convention relative à l'adhésion du Royaume du Danemark, de l'Irlande et du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord à la convention concernant la compétence judiciaire et l'exécution des décisions en matière civile et commerciale, ainsi qu'au protocole concernant son interprétation par la Cour de justice, Luxembourg, 9 oct. 1978, JOCE L 304/1 du 30 oct. 1978 (vig. 1^{er} nov. 1986 ; cf. Annexe I, tabl. 1.2).

²⁰⁵ Programme préliminaire de la Communauté économique européenne pour une politique de protection et d'information des consommateurs, JOCE C 92/2 du 25 avr. 1975.

Maastricht²⁰⁶. Mais c'est l'Acte unique européen²⁰⁷ qui, le premier, a reconnu une *petite* place à cette nouvelle politique à l'article 100 A du Traité CEE²⁰⁸. C'est dans ce cadre que les Communautés ont commencé à appréhender « l'accès des consommateurs à la justice »²⁰⁹. Dans un mémorandum adressé au Conseil, la Commission indique que la Communauté doit « garantir l'accès à la justice [de ses citoyens], et notamment le droit à un règlement juste et équitable des différends qui surgissent à l'occasion de transactions qu'ils effectuent en tant que consommateurs ordinaires »²¹⁰. Si à ce moment un régime particulier pour les contrats conclus par les consommateurs existaient dans la Convention de Bruxelles et de la Convention de Rome²¹¹, la Commission relève cependant les difficultés existantes pour les consommateurs à accéder à la justice²¹². Elle soulève ainsi plusieurs problèmes : le coût d'une consultation juridique et de la représentation nécessaire qui peut parfois excéder le montant en cause ; la lenteur de certaines juridictions ou encore les règles relatives aux dépens²¹³. Dans le florilège des solutions se retrouvent des éléments permettant de faciliter l'accès à la justice : procédures spécifiques pour les petits litiges (soit accès à davantage de modes de résolution des litiges), aide financière (afin de réduire l'obstacle financier), accès au droit et échange d'informations (pour permettre un meilleur accès au droit)²¹⁴. Même s'il ne s'agit que de prémisses de solutions, il faut remarquer que celles-ci ne sont pas que judiciaires, mais passent aussi par des procédures extrajudiciaires et des dispositifs accessoires permettant d'améliorer la compréhension des consommateurs vis-à-vis de leur droit et de la justice.

49. Les prémisses d'une politique dédiée aux consommateurs en matière d'accès à la justice. Le 25 juin 1987, le Conseil reçoit positivement cette communication²¹⁵. Il appuie sur le fait qu'il faut fournir aux consommateurs, mais aussi aux « autres partenaires

²⁰⁶ V. CHRISTIANOS, F. PICOD, « Consommateurs », *Rép. droit européen, préc.*, spéc. §§16 à 27.

²⁰⁷ Acte unique européen, Luxembourg, 17 févr. 1986, La Haye, 28 févr. 1986, JOCE L 169/1 du 29 juin 1987 (vig. 1^{er} juil. 1987).

²⁰⁸ V. CHRISTIANOS, F. PICOD, « Consommateurs », *Rép. droit européen, préc.*, spéc. §17.

²⁰⁹ Mémorandum de la Commission transmis au Conseil, L'accès des consommateurs à la justice, COM(84) 692 final du 4 janv. 1984.

²¹⁰ *Ibid.*, spéc. p. 5.

²¹¹ Convention sur la loi applicable aux obligations contractuelles, 17 juin 1980, Rome, JOCE L 266/1 du 9 oct. 1980 (vig. 1^{er} avr. 1991) (ci-après 'Convention de Rome').

²¹² Art. 13 à 15 Conv. Bruxelles (1968) ; art. 5 Convention de Rome.

²¹³ Mémorandum de la Commission transmis au Conseil, L'accès des consommateurs à la justice, *préc.*, spéc. p. 6.

²¹⁴ *Ibid.*, *préc.*, spéc. pp. 11 et 12.

²¹⁵ Résolution du Conseil du 25 juin 1987 sur l'accès des consommateurs à la justice, JOCE C 176/2 du 4 juil. 1987.

économiques » des « moyens plus appropriés d'accès à la justice »²¹⁶. Cette résolution est à la fois l'aveu d'un déficit des Communautés en matière d'accès à la justice, mais aussi une promesse d'apporter une réponse politique, non seulement pour les consommateurs, mais aussi pour les autres opérateurs économiques. Force est cependant de constater que cette résolution ne sera pas suivie d'effets. Pour s'en convaincre, il suffit de lire le point 5.4.2 de l'avis du Comité économique et social quant à l'achèvement du Marché intérieur et la protection du consommateur de 1991²¹⁷. Dans ce document, le Comité reste très critique au sujet des actions menées par la Communauté. Il reconnaît que la difficulté provient des États membres, en soulevant qu'« [e]n cas de litige, le Marché unique s'effondre pour donner lieu à douze – ou même plus – systèmes judiciaires jaloux de leur indépendance et souveraineté »²¹⁸. Néanmoins, elle concède à demi-mot l'effet positif de la Convention de Bruxelles sur ce cloisonnement judiciaire de la Communauté. Néanmoins, la Commission va tenter de corriger sa copie. En 1993, elle émet un Livre vert sur l'accès des consommateurs à la justice et le règlement des litiges de consommation dans le Marché unique²¹⁹. Contrairement au champ d'application affiché (*a priori* limité aux consommateurs), cet instrument pose les bases d'une réflexion plus profonde sur la motivation d'un « Espace européen de justice » qui se dessine autour de l'accès à la justice²²⁰. Dans ce document, la Commission indique que l'accès à la justice doit être envisagé comme une finalité afin de créer l'« espace sans frontières intérieures »²²¹ qui ne peut se débarrasser des ordres juridiques nationaux et des procédures sur lesquelles repose le Marché intérieur, tout en rappelant par ailleurs les spécificités de l'ordre juridique communautaire²²². L'accès à la justice doit alors être un moyen permettant l'articulation de l'ensemble de ces procédures pour contribuer au bon fonctionnement du Marché intérieur. Selon la Commission, permettre un accès à la justice

²¹⁶ *Ibid.*, spéc. pt. 2 (emphase ajoutée).

²¹⁷ Avis du CES du 26 sept. 1991 sur l'achèvement du Marché intérieur et la protection des consommateurs, JOCE C 339/16 du 31 déc. 1991.

²¹⁸ *Ibid.*, spéc. pt. 5.4.2.

²¹⁹ Livre vert de la Commission sur l'accès des consommateurs à la justice et le règlement des litiges de consommation dans le Marché unique, COM(93) 576 final du 16 nov. 1993.

²²⁰ *Ibid.*, spéc. p. 6 ; cette constatation a d'ailleurs été relevée par le CES in Avis du 1^{er} juin 1994 sur le Livre vert de la Commission sur l'accès des consommateurs à la justice et le règlement des litiges de consommation dans le marché unique, JOCE C 295/1 du 22 oct. 1994, spéc. pt. 1.3.

²²¹ Livre vert de la Commission sur l'accès des consommateurs à la justice et le règlement des litiges de consommation dans le Marché unique, *préc.*, spéc. p. 8, qui reprend les dispositions introduites par le Traité de Maastricht dans le TCE : art. B 1^{er} tiret et art. 7 A al. 2 TCE (Maastricht).

²²² Livre vert de la Commission sur l'accès des consommateurs à la justice et le règlement des litiges de consommation dans le Marché unique, *préc.*, spéc. pp. 4 et 5 : « [il] se caractérise par la création de normes dont l'application (...) est confiée non pas à une juridiction propre mais aux juridictions existant dans les ordres juridiques nationaux, qui normalement suivront les procédures existantes dans les États membres ».

effectif entraîne une diminution des cas de non-exécution des contrats (du fait de l'existence de recours transfrontières pour y remédier) et favorise alors les échanges commerciaux²²³. *A contrario*, laisser se développer indépendamment les procédures dans chaque État membre conduit inmanquablement à une « “entrave” procédurale »²²⁴ qui limite le fonctionnement du Marché. Dans la vision de la Commission, le Marché intérieur reste donc l'aiguille guidant les actions devant être menées pour parvenir à l'accès à la justice, pour « “rendre justice” aux justiciables »²²⁵.

50. Malgré une absence d'objectif d'accès à la justice au sein de la Communauté économique européenne, il apparaît que celui-ci a fait l'objet de préoccupations, davantage dirigées vers les consommateurs. Loin d'être le sujet principal, il a été envisagé en tant qu'outil permettant de poursuivre et d'atteindre les objectifs économiques du Marché commun. Ce n'est qu'à partir de la création de l'Union européenne que l'objectif d'accès à la justice s'est révélé. L'attribution de compétences plus précises pour l'adoption d'actes visant la coopération judiciaire en matière civile et commerciale va s'avérer décisive pour sa reconnaissance.

§ 2. La coopération judiciaire, réceptacle principal de l'accès à la justice

51. *Évolution du projet européen.* En soutien des ambitions économiques, qui étaient au cœur des Communautés, les premières traces d'un objectif d'accès à la justice ont pu être décelées. L'évolution du projet européen va apporter un nouveau souffle et de nouvelles perspectives en la matière. Elle s'est cependant construite en deux étapes. D'abord, la *politisation* de la construction européenne²²⁶ par la création de l'Union européenne avec le Traité de Maastricht. Si celle-ci a été dotée d'un pilier relatif à la coopération en matière de Justice et Affaires Intérieures, il faut constater son échec. Son apport n'est cependant pas nul puisqu'il fait poindre la naissance d'un droit de la coopération judiciaire de source communautaire (A). Fort heureusement, l'évolution se poursuit et s'accroît avec le Traité d'Amsterdam, le Traité établissant une Constitution

²²³ *Ibid.*, spéc. pp. 7 et 8.

²²⁴ *Ibid.*, spéc. p. 98, ndbp n°61.

²²⁵ *Ibid.*, *préc.*, spéc. p. 4.

²²⁶ V° J.-L. QUERMONNE, *Le système politique de l'Union européenne*, Montchestien, 2002, spéc. p. 105 : le Traité de Maastricht constitue la “matrice d'une Europe politique”.

pour l'Europe et le Traité de Lisbonne où l'accès à la justice prend véritablement la place institutionnelle et politique qui lui revient (B).

A. Justice et Affaires Intérieures : l'échec du troisième pilier

52. Le Traité de Maastricht²²⁷, c'est avant tout l'établissement de l'Union européenne, une structure en trois piliers représentée par le célèbre temple grec. Insuffisante pour certains, excessive pour d'autres²²⁸, cette réforme du projet européen a été timide en matière de coopération judiciaire. De plus, tout comme dans le Traité instituant la Communauté européenne, l'accès à la justice n'est pas reconnu : ni en tant qu'objectif, ni en tant que base légale de compétence. Toutefois, certaines dispositions viennent conforter l'idée d'une construction judiciaire dans l'Union européenne, même si celle-ci est faible, dans la continuité des efforts et des effets de la Convention de Bruxelles.

53. *Les moyens de mettre la coopération judiciaire en avant.* L'Union européenne a pour objectif « de développer une coopération étroite dans le domaine de la justice et des affaires intérieures »²²⁹. Il s'agit du troisième pilier²³⁰, régit par les articles K et suivants du Traité sur l'Union européenne (Maastricht). Même si ce pilier est soumis à l'*intergouvernementalisme*²³¹, il mérite d'être souligné à deux titres. D'abord, l'article K.1 §6 prévoit notamment que les États membres doivent considérer comme un « intérêt commun » la coopération judiciaire en matière civile. L'inconnue provient précisément de l'emploi de la notion de « coopération judiciaire en matière civile », laquelle n'est pas définie²³². Ensuite, la méthode conventionnelle est améliorée d'un point de vue matériel. En effet, contrairement à l'article 220 du Traité CE (Maastricht), l'article K.3 §2 (c) al. 3 du Traité UE (Maastricht) prévoit que les États membres peuvent directement soumettre l'interprétation des conventions ainsi adoptées à la Cour de justice des Communautés européennes. Il s'agit d'une avancée, même si celle-ci était largement

²²⁷ Traité sur l'Union européenne, Maastricht, *préc.*

²²⁸ V° not. J.-C. PIRIS, « Après Maastricht, les institutions communautaires sont-elles plus efficaces, plus démocratiques et plus transparentes ? », *RTD eur.*, 1994, p. 1.

²²⁹ Art. B 4^e tiret Traité UE (Maastricht).

²³⁰ C. BLUMANN, L. DUBOIS, *Droit institutionnel de l'Union européenne*, LexisNexis, 5^e éd., 2013, spéc. §28.

²³¹ J.-C. PIRIS, « Après Maastricht, les institutions communautaires sont-elles plus efficaces, plus démocratiques et plus transparentes ? », *préc.*

²³² Comme d'ailleurs beaucoup d'autres notions utilisées par le Traité de Maastricht : A. MARMISSE D'ABBADIE-D'ARRAST, « Espace de liberté, de sécurité et de justice », *Rép. droit européen*, Dalloz, sept. 2010 (maj. avr. 2016), spéc. §§23 à 25 ; H. LABAYLE, « La coopération européenne en matière de justice et d'affaires intérieures et la Conférence intergouvernementale », *RTD eur.*, 1997, p. 1.

maîtrisée par l'adoption et la ratification de protocoles visant au même effet²³³. L'ensemble de ces nouvelles dispositions doit permettre plus de dynamisme et « mettre fin à un certain immobilisme des États membres »²³⁴, notamment grâce au pouvoir d'initiative accordé à la Commission²³⁵. En outre, le Traité de Maastricht prévoit également que le Conseil peut adopter en la matière des positions ou des actions communes²³⁶. La place politique de l'Union peut, en théorie, s'intensifier²³⁷. En pratique, il faut rappeler que le projet de l'Union est centré sur l'établissement d'une politique monétaire et d'une politique étrangère commune, expliquant en partie l'absence de dispositions plus utiles pour créer un véritable droit de la coopération judiciaire communautaire²³⁸. Par voie de conséquence, la mise en œuvre de ces dispositions n'a pas été une priorité dans le développement de l'Union²³⁹.

54. Une mise en œuvre infructueuse. Entre 1993 et 1999, seulement deux conventions ont été adoptées sur le fondement des articles K.1 §6 et K.3 §2 (c) Traité UE (Maastricht)²⁴⁰, sans qu'aucune d'entre elles ne soit jamais entrée en vigueur. Celle relative à la notification des actes²⁴¹ retient toutefois l'attention puisqu'elle s'applique *ratione materiae* aux litiges commerciaux transfrontières. L'objectif de cet instrument est

²³³ Par ex. Protocole concernant l'interprétation par la Cour de justice de la convention du 27 sept. 1968 concernant la compétence judiciaire et l'exécution des décisions en matière civile et commerciale, 3 juin 1971, Luxembourg, JOCE L 304/97, 30 oct. 1978 (vig. 1^{er} sept. 1975).

²³⁴ A. MARMISSE-D'ABBADIE D'ARRAST, « Espace de liberté, de sécurité et de justice », *Rép. droit européen, préc.*, spéc. §24.

²³⁵ Art. K.3 §2 1^{er} tiret Traité UE (Maastricht) ; D. SORASIO, « Union européenne (Traité de Maastricht) », *Rép. droit européen*, Dalloz, déc. 1992 (maj. mars 2009), spéc. §43.

²³⁶ Dont le Traité s'est bien gardé d'apporter une définition précise et les obligations associées : V° H. LABAYLE, « La coopération européenne en matière de justice et d'affaires intérieures et la Conférence intergouvernementale », *préc.*

²³⁷ En ce sens, V° ég. les propos d'Henri LABAYLE sur les défauts de l'initiative accordée à la Commission en général : *in* « La coopération européenne en matière de justice et d'affaires intérieures et la Conférence intergouvernementale », *préc.*

²³⁸ C'est ce qui ressort du projet présenté par la CEE à la Conférence intergouvernementale en 1990 (Projet de Traité portant révision du Traité instituant la Communauté économique européenne en vue de la mise en place d'une Union économique et monétaire, SEC(90) 2500 du 10 déc. 1990), mais ég. des remarques du Parlement européen eu égard au projet (Résolution du Parlement européen du 10 juil. 1991 sur la réunion du Conseil européen à Luxembourg les 28 et 29 juin 1991, JOCE C 240/132 du 16 sept. 1991). V° ég. M. DONY, *Droit de l'Union européenne*, Éditions de l'Université de Bruxelles, 5^e éd., 2014, spéc. §13.

²³⁹ P.-E. PARTSCH, *Le droit international privé européen...*, *op. cit.*, spéc. § 53 : la coopération judiciaire en matière civile et commerciale est considérée comme périphérique au développement de l'UE.

²⁴⁰ A. MARMISSE-D'ABBADIE D'ARRAST, « Espace de liberté, de sécurité et de justice », *Rép. droit européen, préc.*, spéc. §25 ; J.-L. CLERGERIE, A. GRUBER, P. RAMBAUD, *L'Union européenne, op. cit.*, spéc. §1099.

²⁴¹ Convention établie sur la base de l'article K.3 du traité sur l'Union européenne, relative à la signification et à la notification dans les États membres de l'Union européenne des actes judiciaires et extrajudiciaires en matière civile ou commerciale, 26 mai 1997, Bruxelles, JOCE C 261/2 du 27 août 1997 (non entrée en vig.). La seconde reproduit le même type de dispositions que la Conv. Bruxelles (1968), mais en matière de divorce et de responsabilité parentale ; elle est donc exclue du champ d'analyse de la présente thèse (Convention établie sur la base de l'article K.3 du traité sur l'Union européenne, concernant la compétence, la reconnaissance et l'exécution des décisions en matière matrimoniale, Bruxelles, JOCE C 221/2 du 16 juil. 1998 (non entrée en vig.)).

de contribuer au décloisonnement des ordres juridiques entre les États membres en facilitant la notification transfrontière des actes judiciaires et extrajudiciaires. Elle s'inscrit dans le sillon de la Convention de La Haye de 1965²⁴² ayant le même objet, mais instaure une coopération directe entre les autorités des États membres²⁴³. Dans le rapport explicatif accompagnant la Convention, il est indiqué que l'instrument doit contribuer à « la création d'un espace judiciaire commun au sein duquel les justiciables [peuvent] faire valoir leurs droits »²⁴⁴. Il poursuit néanmoins des objectifs qui sont complémentaires à ceux de la Convention de Bruxelles, en ce qu'elle s'intègre dans les exigences que posent ce dernier, notamment en matière de notification de l'acte introductif d'instance visé aux articles 20 et 27 §2. L'accès à la justice n'est cependant pas mentionné dans la Convention relative à la notification transfrontière des actes. Néanmoins, il faut remarquer que les deux instruments fonctionnent de manière coordonnée et dessinent les premiers signes d'une coopération judiciaire renforcée entre les juridictions des États membres.

55. *Échec de la coopération judiciaire.* Malgré un arsenal législatif plus complet en droit primaire, il faut reconnaître que la coopération judiciaire a été un échec. Elle n'a pas véritablement confirmé ou infirmé l'existence d'un objectif d'accès à la justice puisque la seule convention adoptée n'est jamais entrée en vigueur. Le constat est sans appel : la coopération judiciaire en matière civile telle que prévue par le Traité de Maastricht n'a pas contribué à l'évolution de l'accès à la justice. Fort heureusement, la coopération judiciaire et notamment l'accès à la justice, vont s'accélérer avec leur communautarisation.

²⁴² Convention relative à la signification et à la notification à l'étranger des actes judiciaires et extrajudiciaires en matière civile et commerciale, 15 nov. 1965, La Haye, Recueil des conventions de La Haye, n°14 (vig. 10 févr. 1969 ; cf. Annexe I, tabl. 1.1) ; en 1997, tous les ÉM de l'UE avaient ratifié cette convention (à l'exception de l'Autriche ; aujourd'hui, cet ÉM a l'obligation de ratifier l'instrument avant le 31 déc. 2017 : art. 2 Décision 2016/414/UE).

²⁴³ Rapport explicatif concernant la convention établie sur la base de l'article K.3 du traité sur l'Union européenne, relative à la signification et à la notification dans les États membres de l'Union européenne des actes judiciaires et extrajudiciaires en matière civile et commerciale, JOCE C 261/26 du 27 août 1997, spéc. pt. 3.

²⁴⁴ *Ibid.*, spéc. pt. 1.

B. Le développement de la coopération judiciaire et l'affirmation politique d'un objectif d'accès à la justice

56. Le Traité de Maastricht « [a jeté] les bases d'une coopération plus spécifique dans les domaines de la justice et des affaires intérieures »²⁴⁵. Pour pallier les dysfonctionnements et l'inertie en la matière²⁴⁶, l'Union européenne va muter peu à peu. Elle va accroître ses compétences en matière de coopération judiciaire (1), qui vont être interprétées à l'aune d'un objectif d'accès à la justice (2).

1. Des compétences communautaires pour la coopération judiciaire

57. *Mise en place progressive d'un Espace de Liberté, de Sécurité et de Justice.* Le Traité d'Amsterdam²⁴⁷ vise avant tout la « [mise] en place [progressive d']un espace de liberté, de sécurité et de justice »²⁴⁸. L'objectif est de permettre à tous les citoyens de circuler librement dans l'Union, dans des conditions de sécurité et de justice accessible à tous²⁴⁹. Ce changement de paradigme passe par une modification du troisième pilier, dont la coopération judiciaire civile passe au premier, sous le giron communautaire. Dorénavant, il s'agit d'une compétence de la Communauté européenne laquelle n'obéit *presque* plus à la méthode intergouvernementale²⁵⁰. Devant un constat de multiplication des situations transfrontières et de l'ouverture des frontières, notamment due à l'espace Schengen, l'Union s'engage sur « la voie d'une société intégrée dans laquelle les citoyens de l'Union et ses opérateurs économiques ne souffriraient plus des disparités des législations nationales qui les [affectent] dans leurs relations au delà des frontières »²⁵¹. L'objectif est posé, reste à en définir les moyens. Si le Traité instituant la Communauté européenne précise les compétences en la matière dans son article 61 (c), il faut noter que

²⁴⁵ Communication de la Commission, Vers un Espace de Liberté, de Sécurité et de Justice, COM(1998) 459 final du 14 juil. 1998, spéc. p. 2.

²⁴⁶ *Ibid.*, spéc. p. 2 : la Commission reconnaît que la concrétisation de la dimension politique de l'UE n'est pas allée assez loin ; pour la coopération judiciaire civile, elle admet l'échec des conventions adoptées, mais jamais ratifiées.

²⁴⁷ Traité d'Amsterdam modifiant le traité sur l'Union européenne, les traités instituant les Communautés européennes et certains actes connexes, Amsterdam, 2 oct. 1997, JOCE C 340/1 du 10 nov. 1997 (vig. 1^{er} mai 1999).

²⁴⁸ Art. 27 Traité UE et 61 Traité CE (Amsterdam).

²⁴⁹ C'est ce qu'il ressort de l'art. 2 Traité UE (Amsterdam) et du Conseil européen de Tampere, Conclusions de la Présidence, 15 et 16 oct. 1999 (disp. en ligne : <<http://europarl.europa.eu/>>), spéc. §2.

²⁵⁰ Sur ce point, V° les critiques adressées sur la méthode hybride assignée aux art. 61 et s. Traité CE (Amsterdam) laquelle n'est ni véritablement communautaire, ni intergouvernementale : H. LABAYLE, « Un espace de liberté, de sécurité et de justice », *RTD eur.*, Dalloz, 1997, p. 813 ; C. KOHLER, « Interrogations sur les sources du droit international privé européen après le traité d'Amsterdam », *Rev. crit. DIP*, 1999, p. 1.

²⁵¹ H. LABAYLE, « Un espace de liberté, de sécurité et de justice », *préc.*

la notion de coopération judiciaire civile n'est toujours pas définie. Cependant, force est de constater que l'article 65 vient préciser les domaines couverts par la matière.

58. *Les possibilités offertes en matière de coopération judiciaire.* L'article 65 du Traité CE (Amsterdam) comporte cinq objectifs différents permettant à la Communauté européenne d'adopter des mesures pour la gestion des litiges transfrontières lorsqu'elles sont nécessaires au bon fonctionnement du Marché intérieur.

Le point (a) de l'article 65 est destiné à améliorer et simplifier les procédures judiciaires. Il comporte trois éléments relatifs à la procédure civile internationale, parmi lesquels la notification et la signification des actes, l'obtention des preuves à l'étranger et la reconnaissance et l'exécution des décisions, y compris les décisions extrajudiciaires.

Le point (b) vise l'adoption d'instruments qui permettent d'unifier les règles d'instance directe des juridictions des États membres afin qu'ils puissent établir leur compétence internationale sur un litige transfrontière. Le point (b) est explicite sur ce point puisqu'il vise expressément la compatibilité des règles applicables en matière de compétence.

Enfin, le point (c) vise à l'élimination des obstacles afin de favoriser le bon déroulement des procédures civiles. Cette base légale de compétence précise qu'en cas de besoin, la Communauté européenne peut « favoris[er] la compatibilité des règles de procédure civile applicables dans les États membres ». Comment faut-il entendre cette base de compétence ? L'analyse des instruments adoptés sur le fondement de l'article 65 pourrait contribuer à en dégager le sens. Cependant, la Communauté européenne est restée très vague en la matière. Trois instruments ont été adoptés sur cette base légale. Il s'agit de la Directive 2003/8/CE sur l'aide judiciaire²⁵², du Règlement n°1896/2006 instaurant une injonction de payer européenne²⁵³ et du Règlement n°861/2007 instituant une procédure de règlement des petits litiges²⁵⁴. Seules les procédures européennes unifiées partagent des points communs en créant une procédure supplémentaire qui peut être mis en œuvre par les citoyens de l'Union en plus des possibilités offertes par le droit national pour les mêmes questions. En revanche, la Directive 2003/8/CE vise à

²⁵² Directive 2003/8/CE du Conseil du 27 janv. 2003 visant à améliorer l'accès à la justice dans les affaires transfrontalières par l'établissement de règles minimales communes relatives à l'aide judiciaire accordée dans le cadre de telles affaires, JOCE L 26/41 du 31 janv. 2003.

²⁵³ Règlement (CE) n°1896/2006 du Parlement européen et du Conseil du 12 déc. 2006 instituant une procédure européenne d'injonction de payer, JOUE L 399/1 du 30 déc. 2006.

²⁵⁴ Règlement (CE) n°861/2007 du Parlement européen et du Conseil du 11 juil. 2007 instituant une procédure européenne de règlement des petits litiges, JOUE L 199/1 du 31 juil. 2007.

harmoniser le droit procédural national. À première vue, c'est dans ce sens là qu'il aurait fallu entendre le point (c) de l'article 65 du Traité CE (Amsterdam) : lorsqu'une harmonisation du droit national est nécessaire pour favoriser le bon déroulement des procédures. Cependant, les Règlements contredisent cette approche en ce qu'ils n'ont pas de vocation harmonisatrice, mais instaure une nouvelle procédure qui ne remplace pas celles qui existent sur le même point en droit national. Cette absence de cohérence rend la détermination de l'objectif de la disposition difficile.

En définitive, l'article 65 Traité CE (Amsterdam) offre une coopération judiciaire plurielle qui prend en compte différents aspects des litiges transfrontières.

59. Conditions de mise en œuvre des compétences en matière de coopération judiciaire civile. Avec l'évolution des compétences de la Communauté européenne en matière de coopération judiciaire civile apparaît également une double condition qui doit être satisfaite pour en permettre l'usage. Tout d'abord, les instruments ne peuvent être adoptés que pour régir des situations ayant une « incidence transfrontière ». Ensuite, l'instrument doit être « nécessaire au bon fonctionnement du Marché intérieur »²⁵⁵. Ces deux conditions s'inscrivent clairement dans la continuité du droit de la coopération judiciaire (instituée par la Convention de Bruxelles) tel qu'il avait été initié au sein de la Communauté économique européenne. Puisque l'ouverture des frontières, qui est le fait des Communautés, entrave l'accès à la justice pour les litiges commerciaux transfrontières, la coopération judiciaire civile, n'a de sens que pour pallier les difficultés créées.

60. Passage progressif à la méthode communautaire. Au delà des détails apportés par le Traité d'Amsterdam en matière de coopération judiciaire civile, il faut noter que le passage de la compétence du troisième au premier pilier n'est pas intégralement franchie. Dans un premier temps, le centre de gravité institutionnel se déplace lentement. Entièrement concentré sur le Conseil durant la période transitoire²⁵⁶, c'est ensuite la procédure de codécision qui doit être employée faisant, *enfin*, la part belle au Parlement européen²⁵⁷. Ensuite, l'initiative est progressivement attribuée à la Commission seule²⁵⁸

²⁵⁵ Art. 67 Traité CE (Amsterdam).

²⁵⁶ Art. 67 §1 Traité CE (Amsterdam) : le Conseil est le seul organe, durant la période transitoire de cinq ans à compter de l'entrée en vigueur du Traité d'Amsterdam, à adopter des actes ayant trait à la coopération judiciaire civile ; il faut tout de même souligner que le Parlement européen doit être consulté.

²⁵⁷ Art. 67 §2 et 251 Traité CE (Amsterdam). Sur la procédure de codécision, V° D. SORASIO, « Union européenne (Traité d'Amsterdam) », *Rép. droit européen, préc.*, spéc. §§112 à 116.

(même si elle doit toujours apprécier l'opportunité des demandes des États membres²⁵⁹). La fin de la période transitoire de cinq ans marque une avancée et diminue nettement l'impact de la méthode intergouvernementale en la matière. Mais l'avancé la plus importante reste celle liée au type d'instruments qui peut être adopté. Exit les conventions internationales et bienvenue aux règlements et directives. Les instruments disposent dorénavant d'une nature communautaire et bénéficient à ce titre des attributs de ce droit²⁶⁰ : applicabilité directe, effet direct, primauté et interprétation uniforme par la Cour de justice. Il n'est donc plus nécessaire de recourir à la ratification des instruments adoptés selon les procédures nationales prévues par le droit constitutionnel des États membres. Toutefois, et de manière assez surprenante, les États membres peuvent toujours recourir intégralement à la méthode conventionnelle par le biais de l'article 293 du Traité CE qui reprend encore et toujours l'énoncé de l'article 220 du Traité CEE.

61. L'accroissement des compétences relatives à la coopération judiciaire en matière civile et commerciale ne fait toujours pas état d'un objectif d'accès à la justice. C'est sans compter sur le dynamisme politique qui s'instaure autour de la création d'un Espace de liberté, de sécurité et de justice.

2. Le dynamisme politique relatif à l'Espace de liberté, de sécurité et de justice : un mouvement vers l'accès à la justice

62. *Insuffler un « sentiment commun de justice dans toute l'Union »*²⁶¹. Fort des nouvelles compétences attribuées aux Communautés, un dynamisme politique va se créer autour de la coopération judiciaire en matière civile et commerciale. L'ambition est de créer un « Espace de justice » offrant « aux citoyens un sentiment commun de justice dans toute l'Union »²⁶². La Commission indique, en 1998, que le moyen d'y parvenir « implique l'accès à la justice et une pleine coopération judiciaire entre les États

²⁵⁸ L'art. 67 §1 et §2 Traité CE (Amsterdam) prévoyait, en adéquation avec la progressivité voulue dans l'élaboration de l'ELSJ, que la Commission n'obtienne l'exclusivité de l'initiative en matière de coopération judiciaire civile qu'après une période de 5 ans à compter de l'entrée en vigueur du Traité d'Amsterdam (soit à partir du 1^{er} mai 2004). Avant l'expiration de cette période les ÉM pouvaient toujours initié un nouveau projet.

²⁵⁹ Art. 67 §2 2^e tiret Traité CE (Amsterdam).

²⁶⁰ Il faut cependant noter les limites du recours au renvoi préjudiciel en la matière : art. 68 §1 Traité CE (Amsterdam). Sur ce point, V° D. SORASIO, « Union européenne (Traité d'Amsterdam) », *Rép. droit européen, préc.*, spéc. §98 : l'auteur constate, à juste titre, une « limitation possible de l'accès des juridictions nationales aux recours préjudiciels ».

²⁶¹ Communication de la Commission, Vers un Espace de Liberté, de Sécurité et de Justice, *préc.*, spéc. p. 8.

²⁶² *Id.*

membres »²⁶³. Si le Traité de Maastricht ne permet pas véritablement d’offrir aux institutions les outils nécessaires à l’achèvement d’un tel objectif, l’établissement de l’Espace de liberté, de sécurité et de justice commandé par le Traité d’Amsterdam modifie la donne. Le mouvement vers la reconnaissance d’un objectif d’accès à la justice va avoir lieu en deux temps : celui du constat d’obstacles à l’accès à la justice des citoyens, initié sous l’égide du Traité de Maastricht (a), puis de l’impulsion forte des organes politiques de l’Union visant à les faire disparaître (b).

a. Le constat des obstacles à l’accès à la justice

63. *Obstacles dans les litiges transfrontières.* Afin de cibler les actions nécessaires à la création d’un Espace européen de justice, la Commission va se focaliser sur les obstacles à l’accès à la justice auxquels ce type de litiges est confronté. Elle distingue entre les obstacles normaux (coûts, durée et complexité des procédures ainsi que la réticence psychologique)²⁶⁴, et ceux qui se rapportent spécifiquement à sa nature transfrontière. Six points sont dégagés, parmi lesquels les questions de loi applicable, de juridiction compétente, de notification et signification des actes, de traduction des actes, d’instruction et d’exécution des jugements²⁶⁵. C’est sur la base de ces obstacles à l’accès à la justice que la Commission présente des pistes de solutions qui pourraient être approfondies aussi bien pour les litiges de consommation que pour ceux opposants des professionnels.

64. *Améliorer l’accès à la justice.* La Commission propose de travailler sur l’instauration de procédures simplifiées pour les petits litiges, mais également sur l’utilisation accrue de procédures extrajudiciaires²⁶⁶. Par ailleurs, l’institution envisage également la diminution des obstacles financiers à l’accès à la justice par l’instauration d’une assistance juridictionnelle d’une part²⁶⁷, mais également en réfléchissant à des procédures visant la protection d’intérêts collectifs d’autre part²⁶⁸. Sur ce dernier point, si la Commission n’envisage ces solutions que pour les consommateurs, il faut souligner que ces procédures ne sont pas sans intérêt pour la cessation de pratiques

²⁶³ *Id.*

²⁶⁴ Livre vert de la Commission sur l’accès des consommateurs à la justice et le règlement des litiges de consommation dans le Marché unique, *préc.*, spéc. p. 73.

²⁶⁵ *Ibid.*, spéc. pp. 72 et 73.

²⁶⁶ *Ibid.*, spéc. pp. 66 et s. et 103.

²⁶⁷ *Ibid.*, spéc. pp. 85 et s. et 102.

²⁶⁸ *Ibid.*, spéc. pp. 80 et s.

anticoncurrentielles ou pour l'obtention de dommages et intérêts par des petites ou moyennes entreprises qui en souffriraient²⁶⁹. Enfin, pour l'ensemble des obstacles non adressés par les deux points précédents, la Commission encourage les États membres à signer et ratifier les conventions internationales existantes, notamment celles favorisant l'exécution des décisions, la notification et la signification des actes et l'obtention des preuves²⁷⁰ ; soit la Convention de Bruxelles pour améliorer la circulation des décisions, la Convention de La Haye pour la signification et la notification internationale des actes judiciaires et extrajudiciaires²⁷¹ pour faciliter la coopération judiciaire et permettre aux litiges d'être résolus et, enfin, la Convention de La Haye portant sur l'aide juridictionnelle²⁷² pour faciliter, dans les situations transfrontières, la coopération des autorités en charge de leur attribution. Il s'agit là des premiers signes d'une stratégie internationale en matière d'accès à la justice. La seule ombre au tableau a été signalée par le Comité économique et social en réponse au Livre vert. Il considère notamment que la Commission n'a pas suffisamment souligné l'importance de l'accès au droit dans l'accès à la justice²⁷³.

65. *Un fondement pour le développement futur de l'accès à la justice.* Bien que n'ayant abouti que sur l'adoption d'un seul instrument²⁷⁴, il ne faut pas atténuer l'importance de ce Livre vert sur l'accès des consommateurs à la justice. Si son utilisation concrète est certes limitée, il pose les jalons d'un Espace européen de justice qui vise un véritable

²⁶⁹ Pour s'en convaincre, il suffit de regarder les développements récents en droit de l'UE : Recommandation 2013/396/UE de la Commission du 11 juin 2013 relative à des principes communs applicables aux mécanismes de recours collectifs en cessation et en réparation dans les États membres en cas de violation des droits conférés par le droit de l'Union, JOUE L 201/60 du 26 juin 2013. Cet instrument se justifie not. sur l'instauration d'un meilleur accès à la justice (cons. n°1 et pt. 1) dans le but de réduire les obstacles à la justice (cons. n°9) et s'applique aussi bien pour les consommateurs que pour les opérateurs économiques (la Recommandation ne distinguant pas entre personnes physiques et morales : pt. 3 (b)). V° not. L. IDOT, « Développement des actions en réparation et articulation avec l'action des autorités spécialisées », *RTD eur.*, 2013, p. 849 ; J. BAUCHY, *L'espace civil européen : d'une structure substantielle à une construction processuelle*, thèse dirigée par M. ATTAL, Université Toulouse 1 Capitole, 2014, spéc. §188.

²⁷⁰ Livre vert de la Commission sur l'accès des consommateurs à la justice et le règlement des litiges de consommation dans le Marché unique, *préc.*, spéc. pp. 72 et 73.

²⁷¹ Convention relative à la signification et à la notification à l'étranger des actes judiciaires et extrajudiciaires en matière civile et commerciale, 15 nov. 1965, La Haye, 658 RTNU 163 (vig. 10 févr. 1969).

²⁷² Convention tendant à faciliter l'accès international à la justice, 25 oct. 1980, La Haye, 1510 RTNU 359 (vig. 1^{er} mai 1988).

²⁷³ Avis du CES du 1^{er} juin 1994 sur le Livre vert sur l'accès des consommateurs à la justice et le règlement des litiges de consommation dans le marché unique, *préc.*, spéc. pt. 2.1.

²⁷⁴ Directive 98/27/CE du Parlement européen et du Conseil du 19 mai 1998 relative aux actions en cessation en matière de protection des intérêts des consommateurs, JOCE L 166/51 du 11 juin 1998 (aujourd'hui abrogée par la Directive 2009/22/CE du Parlement européen et du Conseil du 23 avr. 2009 relative aux actions en cessation en matière de protection des intérêts des consommateurs (version codifiée), JOUE L 110/30 du 1^{er} mai 2009).

accès à la justice au sein de l'Union européenne. L'ensemble des aspects qui y sont développés sera repris au sein de l'Espace de liberté, de sécurité et de justice.

b. L'impulsion politique autour de l'accès à la justice

66. *La création d'un « Espace européen de justice »*. Concomitamment à l'accroissement des compétences de coopération judiciaire dévolues à l'Union, les ambitions politiques se révèlent à travers des programmes. Il s'agit d'impulsions politiques à destination de la Commission sur les travaux que celle-ci doit initier pour réaliser l'Espace de liberté, de sécurité et de justice. Ces programmes sont très importants pour comprendre l'objectif d'accès à la justice tel qu'il a été instillé dans les Traités.

67. *Le Plan d'action de Vienne*. Le premier « programme » remonte au Plan d'action de Vienne²⁷⁵, en 1998, juste avant l'entrée en vigueur du Traité d'Amsterdam. Dans sa rubrique consacrée à l'espace de justice, le document reprend mots à mots le Livre vert de la Commission en matière d'accès des consommateurs à la justice et révèle que « [l']ambition est de donner aux citoyens un sentiment commun de justice dans toute l'Union européenne »²⁷⁶. Il précise que pour y arriver il faut développer l'accès à la justice et la coopération judiciaire entre les États membres. Pour la coopération judiciaire en matière civile²⁷⁷, le Plan concède que l'« Espace européen de justice » doit être tangible pour les citoyens. Il insiste sur la nécessité de créer un « environnement judiciaire » qui soit notamment respectueux de l'accès à la justice, qui « [devrait] être un objectif essentiel ». Celui-ci doit être atteint à travers l'adoption de règles permettant l'identification facile de la juridiction compétente et du droit applicable, l'existence de jugements rapides et équitables ainsi que de procédures d'exécution efficaces. Il se dessine alors un véritable lien entre l'accès à la justice et la coopération judiciaire alors même que le Traité d'Amsterdam n'évoque pas cet objectif.

68. *Les conclusions de Tampere*²⁷⁸. Une année plus tard, le Conseil européen va poursuivre les pistes entamées dans le Plan de Vienne. Dans sa partie consacrée à

²⁷⁵ Plan d'action du Conseil et de la Commission du 3 déc. 1998 concernant les modalités optimales de mise en œuvre des dispositions du Traité d'Amsterdam relatives à l'établissement d'un Espace de liberté, de sécurité et de justice, JOCE C 19/1 du 23 janv. 1999.

²⁷⁶ *Ibid.*, spéc. §15.

²⁷⁷ *Ibid.*, spéc. §16.

²⁷⁸ Conseil européen de Tampere, Conclusions de la Présidence, *préc.*

l'Espace européen de justice, le Conseil européen distingue entre l'accès à la justice²⁷⁹ et la reconnaissance et l'exécution des décisions²⁸⁰. Pour ce qui est de l'objectif d'accès à la justice, elle évoque différentes pistes. Il s'agit de faciliter la compréhension de la coopération judiciaire pour les citoyens²⁸¹, mais aussi de créer des normes minimales pour garantir une aide juridictionnelle, de créer des procédures spéciales qui soient plus rapides pour les petits litiges et les créances incontestées. Enfin, le Conseil européen invite les États membres à favoriser les mécanismes extrajudiciaires de résolution des différends²⁸². En outre, l'accès à la justice doit aussi se réaliser à travers la mise en place de formulaires à utiliser dans les procédures transfrontières²⁸³. En matière d'accès à la justice, la feuille de route est plus complète que la précédente. Elle permet d'envisager réellement les projets politiques ouverts sur le fondement de l'article 65 du Traité CE (Amsterdam). Par ailleurs, dans ses directives concernant la reconnaissance et l'exécution des décisions, le Conseil européen va jeter les bases d'une construction reprise par la Commission, puis la Conférence intergouvernementale, dont le choix est critiquable. Elle indique en effet que « le principe de reconnaissance mutuelle (...) devrait devenir la pierre angulaire de la coopération judiciaire (...) au sein de l'Union »²⁸⁴. Sur le modèle de la construction du Marché intérieur, les décisions judiciaires rendues par les juridictions d'un État membre devraient être reconnues et exécutées par les juridictions d'un autre État membre. Si le Conseil préconise la suppression de la procédure d'*exequatur*, il invite la Commission, dans le même temps, à adopter des normes minimales pour certains aspects de la procédure civile, sans préciser de quelles normes il s'agit²⁸⁵.

69. Le programme de La Haye. Le programme de La Haye n'apporte que peu de changements sur les objectifs à atteindre pour la coopération judiciaire en matière civile et commerciale²⁸⁶. Cependant, il porte un regard critique sur l'action de la Communauté en soulignant que « des efforts supplémentaires devraient être consentis pour faciliter l'accès à la justice et la coopération judiciaire »²⁸⁷. Elle insiste aussi sur la confiance

²⁷⁹ *Ibid.*, spéc. §§29 à 32.

²⁸⁰ *Ibid.*, spéc. §§33 à 37.

²⁸¹ *Ibid.*, spéc. §29.

²⁸² *Ibid.*, spéc. §30.

²⁸³ *Ibid.*, spéc. §31.

²⁸⁴ Conseil européen de Tampere, Conclusions de la Présidence, *préc.*, spéc. §33.

²⁸⁵ *Ibid.*, spéc. §34.

²⁸⁶ Conseil européen, Le programme de La Haye : renforcer la liberté, la sécurité et la justice dans l'Union européenne, JOUE C 53/1 du 3 mars 2005, spéc. pt. 3.4.

²⁸⁷ *Ibid.*, spéc. pt. 3.

mutuelle nécessaire à l'Espace européen de justice et qui devrait se développer « en faisant émerger progressivement une culture judiciaire européenne »²⁸⁸.

70. Premier éclairage sur l'objectif d'accès à la justice. En combinant à la fois les directives politiques et les nouvelles compétences attribuées aux Communautés, un premier éclairage peut-être apporté sur l'objectif d'accès à la justice. Tout d'abord, l'accès à la justice et la coopération judiciaire sont envisagés séparément. Les programmes mettent en effet l'accent sur le fait que « l'accès à la justice *et* la coopération judiciaire » sont nécessaires à la mise en place de l'Espace européen de justice. La conjonction de coordination incite à considérer les deux comme distincts. Cependant, cette expression est utilisée lorsqu'il est question de la coopération judiciaire en général, c'est-à-dire aussi bien en matière civile qu'en matière pénale²⁸⁹. Dès lors est-il permis de considérer que l'accès à la justice se conçoit comme un objectif général de l'Espace européen de justice et la coopération judiciaire comme un moyen d'y parvenir. Cette interprétation peut être confortée par des objectifs plus précis assignés à la coopération judiciaire en matière civile, lesquels doivent tous permettre de faciliter l'accès à la justice. Seul le Programme de Tampere fait figure d'exception en la matière puisqu'il différencie entre accès à la justice et reconnaissance et exécution des décisions²⁹⁰. Mais le Programme de La Haye semble s'éloigner de cette conception, reprenant la même structure que le Plan de Vienne. Dans les détails des programmes politiques, des indications sont données à la Commission en ce qui concerne la mise en œuvre de ses compétences liées à la coopération judiciaire, telle qu'elle est présentée à l'article 65 du Traité CE (Amsterdam). Il s'agit en somme des mesures visant à déterminer la compétence internationale des juridictions, à mettre en place les instruments nécessaires à une coopération entre les juridictions et les autorités nationales des États membres pour permettre d'obtenir rapidement et équitablement un jugement et, enfin, à assurer l'exécution de ces derniers sur le territoire des États membres. Parallèlement, des mesures listées par les Programmes semblent extérieures à la coopération judiciaire tout en favorisant l'accès à la justice. C'est notamment le cas de la création d'un environnement

²⁸⁸ *Ibid.*, spéc. pt. 3.2.

²⁸⁹ Plan d'action du Conseil et de la Commission du 3 déc. 1998 concernant les modalités optimales de mise en œuvre des dispositions du Traité d'Amsterdam relatives à l'établissement d'un Espace de liberté, de sécurité et de justice, *préc.*, spéc. §15 ; Conseil européen de Tampere, Conclusions de la Présidence, *préc.*, spéc. §29 ; Conseil européen, Le programme de La Haye : renforcer la liberté, la sécurité et la justice dans l'Union européenne, *préc.*, spéc. pt. 3.

²⁹⁰ Conseil européen de Tampere, Conclusions de la Présidence, *préc.*, spéc. §§29 et s.

juridique commun²⁹¹ (quoi que la coopération judiciaire y contribue largement²⁹²), mais aussi l'adoption de méthodes d'échanges et de communication telles que la traduction ou l'utilisation de formulaires. Enfin, doit également faciliter l'accès à la justice dans l'Espace européen de justice l'instauration de modes alternatifs de règlement des différends. Ces derniers ne sont pas visés par l'article 65 Traité CE (Amsterdam).

71. En définitive, si les Traités ne mentionnent pas l'accès à la justice comme un objectif, ce sont les organes politiques de l'Union européenne qui marquent un lien avec la coopération judiciaire. L'objectif d'accès à la justice se révèle alors dans le Traité d'Amsterdam²⁹³, sans même y apparaître. Il faut souligner l'impact du dynamisme politique autour de l'accès à la justice puisque la notion va être reprise par le Traité établissant une Constitution pour l'Europe et le Traité de Lisbonne.

²⁹¹ Conseil européen, Le programme de La Haye : renforcer la liberté, la sécurité et la justice dans l'Union européenne, *préc.*, spéc. pt. 3.2 : lequel permet ég. d'instaurer la confiance mutuelle nécessaire entre les ÉM.

²⁹² Cf. *infra*, §§245 et s.

²⁹³ Le Traité de Nice (Traité de Nice modifiant le traité sur l'Union européenne, les traités instituant les Communautés européennes et certains actes connexes, Nice, 26 févr. 2001, JOCE C 80/1 du 10 mars 2001 (vig. 1^{er} févr. 2003) n'apportera que des changements dans les procédures d'adoption des instruments portant sur la coopération judiciaire civile : le rôle du Parlement européen est accru avec la mise en place de la procédure de codécision (sauf en matière de droit de la famille) : F. KAUFF-GAZIN, « Union européenne (Traité de Nice) », *Rép. droit européen*, Dalloz, août 2015, spéc. §52.

Section 2. Une consécration : un Espace de liberté, de sécurité et de justice facilitant l'accès à la justice

72. Après une évolution croissante de la place de l'accès à la justice dans le droit de l'Union européenne, il faut remarquer que dorénavant « [l]'Union facilite l'accès à la justice »²⁹⁴. Cette consécration s'est faite non seulement en tant qu'objectif général, mais aussi comme base légale de compétence pour l'adoption de mesures visant la coopération judiciaire en matière civile et commerciale (§ 1). Il faut alors en tirer les conséquences au regard de l'Espace européen de justice (§ 2).

§ 1. L'évolution des compétences de coopération judiciaire

73. Même si le Traité établissant une Constitution pour l'Europe²⁹⁵ n'a pas été adopté par l'ensemble des États membres, il faut remarquer deux choses. D'abord celui-ci introduit la notion d'accès à la justice dans le droit primaire de l'Union européenne. Ensuite, il constitue la base des Traités actuellement en vigueur et qui ont repris, mot pour mot les dispositions relatives à l'accès à la justice (A). Par ailleurs, comme c'est le cas depuis le Traité d'Amsterdam, il faut souligner le dynamisme politique renouvelé et institutionnalisé (B).

A. L'association de l'accès à la justice et de la coopération judiciaire

74. *L'introduction de la notion d'« accès à la justice » en droit primaire : un objectif de l'Espace de liberté, de sécurité et de justice.* Dans le premier projet du Traité ECE présenté par la Conférence intergouvernementale en 2003²⁹⁶, l'accès à la justice devient un objectif de l'Espace de liberté, de sécurité et de justice dans son ensemble puisqu'il est indiqué que : « L'Union *facilite l'accès à la justice*, notamment par le principe de la

²⁹⁴ Art. 67 §4 Traité FUE.

²⁹⁵ Traité établissant une Constitution pour l'Europe, JOUE C 310/1 du 16 déc. 2004 (non entré en vigueur).

²⁹⁶ Sur les raisons et l'échec du projet constitutionnel, V° par. ex. M. DONY, *Droit de l'Union européenne, op. cit.*, spéc. §§22 à 24 ; C. BLUMANN, L. DUBOIS, *Droit institutionnel de l'Union européenne, op. cit.*, spéc. §§34 à 38 ;

reconnaissance mutuelle des décisions judiciaires et extrajudiciaires en matière civile »²⁹⁷. S'il s'agit toujours de la rédaction actuelle dans le Traité sur le Fonctionnement de l'Union européenne, des réticences avaient cependant été soulevées. Il avait été demandé que soit substitué à la notion d'« accès à la justice » celle de « coopération judiciaire dans les matières civiles », plus probante au regard des mesures que l'Union peut adopter²⁹⁸.

Cette observation appelle une remarque. Il semble y avoir une confusion entre la coopération judiciaire en matière civile et commerciale et l'accès à la justice, alors même que les précédents développements politiques autour de la question tendaient à distinguer entre les deux, l'accès à la justice étant un des objectifs de l'Espace de Liberté, de Sécurité et de Justice²⁹⁹. Au contraire, la Convention européenne, chargée de la rédaction du Traité ECE, a justement justifié ce choix en indiquant le rapprochement qui serait établi avec les conclusions de Tampere³⁰⁰. Dans cette perspective, il est rétabli l'interprétation qui a pu être faite : l'ensemble de l'Espace de liberté, de sécurité et de justice doit assurer et faciliter l'accès à la justice, la coopération judiciaire (en matière civile ou pénale) n'en est qu'un moyen.

75. L'« accès à la justice », une base de compétence propre à la coopération judiciaire en matière civile. Ici encore, des hésitations peuvent être observées. Le §2 point (e) de l'article III-170 du projet de Traité ECE relatif à l'objet des mesures pouvant être adoptées pour la construction de la coopération judiciaire en matière civile a d'abord été rédigé comme suit : « un niveau élevé d'accès à la justice »³⁰¹ avant d'être modifié sous l'impulsion des propositions du Conclave ministériel de Naples en la forme actuelle : « un accès effectif à la justice »³⁰². Lors de la rédaction de cet article, la Convention européenne avait précisé comment la première rédaction aurait pu être interprétée une fois adoptée. Il s'agissait par exemple de permettre l'adoption de mesures portant sur les

²⁹⁷ V^o Conférence des représentants des gouvernements des États membres, Observations rédactionnelles et juridiques sur le projet de traité établissant une Constitution pour l'Europe – Document de base, CG 4 2003 INIT du 6 oct. 2003, spéc. p. 312 (emphase ajoutée). Il convient de remarquer qu'il s'agit de la rédaction finalement adoptée au sein du Traité ECE (art. III-257 §4), mais aussi celle de l'actuel art. 67 §4 Traité FUE.

²⁹⁸ Conférence des représentants des gouvernements des États membres, Observations rédactionnelles et juridiques sur le projet de traité établissant une Constitution pour l'Europe – Document de base, CG 4 2003 INIT du 6 oct. 2003, spéc. p. 313 (art. III-158 §4).

²⁹⁹ Cf. *supra*, §§66 et s.

³⁰⁰ Convention européenne, Espace de liberté, de sécurité et de justice – projet d'article 31, partie I – projet d'articles de la partie II, CONV 614/03 du 14 mars 2003, spéc. p. 3.

³⁰¹ Conférence des représentants des gouvernements des États membres, Observations rédactionnelles et juridiques sur le projet de traité établissant une Constitution pour l'Europe..., *préc.*, spéc. p. 322.

³⁰² Conférence des représentants des gouvernements des États membres, Conclave ministériel de Naples : propositions de la présidence, CG 52 2003 ADD 1 du 25 nov. 2003, spéc. Annexe 16, p. 22.

normes minimales relative à l'aide judiciaire³⁰³. Cette interprétation laisse perplexe sur le sens de cette disposition. D'abord, il faut remarquer que dans les conclusions de Tampere, sous la partie consacrée à l'accès à la justice³⁰⁴. En effet, les normes minimales relatives à l'aide juridictionnelle ou encore l'utilisation des formulaires et les mesures de traduction, qui doivent améliorer l'accès à la justice ne sont pas réservées à la coopération judiciaire en matière civile et commerciale : elles sont des lignes directrices pour l'ensemble de l'Espace de justice (incluant la coopération judiciaire en matière pénale). S'il était alors nécessaire d'introduire une base de compétence portant sur l'accès à la justice pour l'adoption de ces mesures, il aurait aussi fallu que la même disposition soit également introduite dans la partie relative à la coopération judiciaire en matière pénale. Or, ce n'est pas le cas. Ensuite, il faut souligner l'adoption de la Directive 2003/8/CE relative à l'établissement de règles minimales communes en matière d'aide judiciaire sous l'égide du Traité d'Amsterdam. Alors même que l'article 65 du Traité CE ne faisait pas référence à l'accès à la justice, les institutions législatives des Communautés ont suivi l'appel des conclusions de Tampere et adopté des mesures relatives auxdites normes minimales en matière d'aide judiciaire. Les considérants de cet instrument précisent qu'il poursuit l'objectif de l'article 65 (c) du Traité CE (Amsterdam), c'est-à-dire, « éliminer les obstacles au bon déroulement des procédures civiles, au besoin en favorisant la compatibilité des règles de procédure civile applicables dans les États membres ». Or, cette base de compétence a été reproduit à l'article III-269 §2 (f) du Traité ECE : quel effet utile faut-il alors lui réserver à l'égard du nouveau point (e) ? Il semble qu'il y ait un doublon entre les deux³⁰⁵.

Le passage à « l'accès effectif à la justice »³⁰⁶ ne semble pas modifier le sens à porter à la disposition. Elle laisse toujours planer le doute quant à la répétition. Quelle distinction faut-il alors tracer avec le point (f) relatif aux obstacles au bon déroulement

³⁰³ Convention européenne, Espace de liberté, de sécurité et de justice – projet d'article 31, partie I – projet d'articles de la partie II, *préc.*, spéc. pp. 19 à 21, not. p. 21 : «Ceci *pourrait* avoir des conséquences pour l'établissement dans l'avenir de normes minimales garantissant un niveau approprié d'aide juridique pour les affaires transfrontalières dans l'ensemble de l'Union, ainsi que des *règles de procédure communes spéciales en vue de simplifier et d'accélérer le règlement des litiges transfrontaliers concernant notamment les demandes de faible importance en matière de droit des consommateurs en matière commerciale, ou enfin pour l'établissement de normes communes minimales pour les formulaires ou les documents multilingues dans les procédures transfrontalières*» (emphases ajoutées).

³⁰⁴ Conseil européen de Tampere, Conclusions de la Présidence, *préc.*, spéc. pt. V.

³⁰⁵ L. PAILLER, *Le respect de la Charte des droits fondamentaux de l'Union européenne dans l'espace judiciaire européen en matière civile et commerciale*, thèse dirigée par F. MARCHANDIER et É. GARAUD, Université de Limoges, 2015, spéc. §308.

³⁰⁶ Conférence des représentants des gouvernements des États membres, Conclave ministériel de Naples..., *préc.*, spéc. Annexe 16, p. 22.

des procédures civiles ? La réponse reste pour le moment en suspend. Il faut simplement préciser qu'ici l'effectivité est mise en avant.

76. *L'accès à la justice selon le Traité de Lisbonne.* Le Traité de Lisbonne apporte enfin les dernières modifications en matière de coopération judiciaire civile. Si le Traité ECE n'a pas été régulièrement ratifié, le Traité de Lisbonne connaît un sort plus heureux et reprend, au mot près³⁰⁷, les dispositions qui introduisent la notion d'« accès à la justice » en droit primaire, devenant un objectif de l'Espace de liberté, de sécurité et de justice³⁰⁸, mais aussi, plus spécifiquement, de l'Espace européen de justice³⁰⁹.

77. *De nouveaux objectifs pour la coopération judiciaire.* Le Traité de Lisbonne permet l'adoption de mesures visant « le soutien à la formation des magistrats et des personnels de justice »³¹⁰. En outre, les méthodes alternatives de résolution des litiges deviennent également un des objectifs de la coopération judiciaire en matière civile et commerciale³¹¹.

78. *Détachement théorique des considérations économiques.* Il faut constater que les conditions de mise en œuvre des compétences en matière de coopération judiciaire ont évoluées. Dorénavant, il n'est plus nécessaire que la mesure contribue au *bon fonctionnement du Marché intérieur*³¹² : le Traité de Lisbonne relègue cette condition au rang de possibilité dans la création d'un droit de la coopération judiciaire de l'Union européenne. En effet, les dispositions peuvent « notamment » contribuer à son bon fonctionnement³¹³. L'emploi de l'adverbe souligne le caractère facultatif de la condition. Il s'agit d'un signe fort, même si celui-ci n'a pas encore été intégré par la Commission.

79. Le cadre institutionnel des Traités a donc évolué pour laisser la place à une véritable compétence en matière de coopération judiciaire avec le Traité de Lisbonne où

³⁰⁷ Sauf pour l'art. 81 Traité FUE qui fait abstraction des "lois" et "lois-cadre" qui sont remplacés par la "procédure législative ordinaire" ou "procédure législative spéciale" pour les initiatives touchant au droit de la famille. Enfin, le principe de subsidiarité est renforcé au §3 avec l'ajout d'un al. 3 prévoyant la transmission des projets en matière de droit de la famille aux parlements nationaux.

³⁰⁸ Art. 67 §4 Traité FUE : "L'Union facilite l'accès à la justice (...)".

³⁰⁹ Art. 81 §2 (e) Traité FUE : l'Union peut adopter des mesures visant à "un accès effectif à la justice".

³¹⁰ Art. 81 §2 (h) Traité FUE.

³¹¹ Art. 81 §2 (g) Traité FUE.

³¹² Comme le souligne le Praesidium : "[e]n effet, cette phrase se trouve à l'article 65 TCE actuel notamment parce que cette disposition se trouve dans les politiques de la Communauté et est liée à la libre circulation des personnes dans le cadre du marché intérieur. À partir du moment où le nouveau traité contient un titre séparé concernant l'espace de liberté, de sécurité et de justice, on peut estimer que la référence au "bon fonctionnement du marché intérieur" ne se justifie plus" in Convention européenne, Espace de liberté, de sécurité et de justice – projet d'article 31, partie I – projet d'articles de la partie II, *préc.*, spéc. p. 20.

³¹³ Art. 81 §1 Traité FUE.

l'accès à la justice est à présent compris comme un objectif et une base légale de compétence. Afin de mieux en cerner le sens, il est nécessaire d'analyser la position politique qui a cours aujourd'hui en la matière.

B. Les nouvelles lignes directrices en matière d'accès à la justice

80. *Les orientations stratégiques législatives et opérationnelles dans le cadre de l'Espace de liberté, de sécurité et de justice.* Le Traité de Lisbonne détaille les compétences relatives à la coopération judiciaire en matière civile et commerciale, lesquelles doivent permettre de « [faciliter] l'accès à la justice »³¹⁴, tout en laissant la possibilité d'adopter spécifiquement des mesures visant « l'accès effectif à la justice »³¹⁵. Par ailleurs, l'article 68 du Traité FUE vient institutionnaliser la pratique déjà observée des *programmes* politiques autour du développement de l'Espace de liberté, de sécurité et de justice. Il revient au Conseil européen d'adopter « les orientations stratégiques de la programmation législative et opérationnelle dans l'Espace de liberté, de sécurité et de justice ». Ces *programmes* viennent préciser les objectifs que la Commission *devrait* poursuivre afin de développer notamment l'Espace européen de justice³¹⁶. Puisqu'ils constituent l'impulsion de l'Union en la matière, il est donc nécessaire de les analyser pour saisir l'ensemble du raisonnement du législateur³¹⁷.

81. *Le programme de Bruxelles : la continuité du programme de Stockholm.* En 2014, le programme de Stockholm³¹⁸ arrivait à son terme. Le 27 juin 2014³¹⁹, le Conseil européen a travaillé à la succession de ce dernier et a adopté des conclusions en ce sens. Contrairement au programme de Stockholm, les orientations stratégiques du nouveau programme pour la période 2015-2020 sont maigres. Les conclusions sont courtes (une

³¹⁴ Art. 67 §4 Traité FUE.

³¹⁵ Art. 81 §2 (e) Traité FUE.

³¹⁶ Les conclusions adoptées par le Conseil européen n'ont pas de valeur juridique : la Commission est simplement invitée à suivre les recommandations émises. En ce sens, V° C. BLUMANN, L. DUBOIS, *Droit institutionnel de l'Union européenne*, op. cit., spéc. §356.

³¹⁷ Même s'il faut constater que le Conseil européen s'inspire largement des travaux de la Commission : c'est not. le cas pour le programme de Stockholm qui reprend une communication de la Commission (Communication de la Commission au Parlement européen et au Conseil, Un espace de liberté, de sécurité et de justice au service des citoyens, COM(2009) 262 final du 10 juin 2009). En ce sens, V° Communication de la Commission au Parlement européen, au Conseil, au Comité économique et social européen et au Comité des régions, Mettre en place un espace de liberté, de sécurité et de justice au service des citoyens européens – Plan d'action mettant en œuvre le programme de Stockholm, COM(2010) 171 final du 20 avr. 2010, spéc. pt. 1.

³¹⁸ Conseil européen, Le programme de Stockholm – une Europe ouverte et sûre qui sert et protège les citoyens, JOUE C 115/1 du 4 mai 2010.

³¹⁹ Conseil européen de Bruxelles, Conclusions et Annexe 1, *préc.*

vingtaine de pages seulement) et très vagues, *trop vagues*³²⁰. En matière de justice civile, seules six orientations sont brièvement établies. Celles-ci correspondent exactement à celles déjà suggérées à la Commission dans le programme de Stockholm : aucune des orientations ne présente d'originalité. La seule évolution qui peut être soulignée provient de la mise en avant des entreprises qui se retrouvent, avec les citoyens qui l'étaient déjà, au centre des préoccupations³²¹. Le programme post-Stockholm n'est donc ni plus ni moins qu'un renouvellement pour cinq années du précédent programme³²², où les entreprises doivent être prises en considération autant que les citoyens... alors même que le bilan du programme de Stockholm n'est pas des plus satisfaisant³²³. Le programme de Stockholm est mort, vive le programme de Stockholm³²⁴ ! Il faut tout de même noter que l'accès à la justice continue d'être une préoccupation dans le programme de Bruxelles³²⁵. Cependant, devant la faiblesse des éléments soulevés par ces dernières conclusions, il est préférable de continuer l'analyse de la politique actuelle de l'Union en la matière sous le prisme des deux derniers programmes, Bruxelles et Stockholm, pour arriver aux conclusions les plus exhaustives possibles.

³²⁰ Il faut remarquer qu'en tout et pour tout, le volet justice de ces conclusions s'étend seulement sur trois pages (non pas qu'il faille adopter une approche quantitative), ce qui limite considérablement le niveau de précision des orientations données : non seulement les précisions sont limitées et vagues, mais elles sont très peu nombreuses (il n'y a donc ni qualité, ni quantité !). En ce sens, V° A. KOWETH-DEEMIN, « Programme Post-Stockholm : les orientations stratégiques, enfin, fixées par le Conseil européen », *EU-Logos Athènes Blog*, 2 nov. 2015. Si la critique a pu être adressée au Programme de Stockholm (Parlement européen, Vers la négociation et l'adoption du programme succédant à Stockholm pour la période 2015-2020, PE 493.015, août 2013, spéc. pp. 9 et 10), force est de constater que le Conseil européen est capable de pire !

³²¹ En effet, dans les conclusions du 27 juin 2014, les entreprises sont toujours citées aux côtés des citoyens ; il faut d'ailleurs remarquer que le développement de l'EEJ "contribuera à la croissance économique en permettant aux entreprises et aux consommateurs de bénéficier d'un environnement fiable au sein du Marché intérieur" (Conseil européen de Bruxelles, Conclusions, 27 juin 2014, EUCO 79/14, spéc. pt. 11, p. 5). Cependant, il ne faut pas non plus éclipser la dimension économique de l'EEJ au sein du programme de Stockholm (Conseil européen, Le programme de Stockholm..., *préc.*, spéc. pt. 3.4.2), même si c'est le citoyen qui doit être au cœur de l'action (spéc. pt. 1.1).

³²² C'est ce que suggère ég. le Centre d'information sur l'Europe à travers son site internet Toute l'Europe sur sa présentation de l'ELSJ : <<http://www.touteleurope.eu/>>.

³²³ Parlement européen, Vers la négociation et l'adoption du programme succédant à Stockholm pour la période 2015-2020, *préc.*, spéc. p. 11 : sous l'impulsion du programme de Stockholm, en matière d'EEJ, 22 propositions législatives ont été faites, mais seuls neuf instruments ont été adoptés. Dans le même sens : Résolution du Parlement européen du 2 avr. 2014 sur l'examen à mi-parcours du programme de Stockholm, (2013/2024(INI)), P7_TA-PROV(2014)0276, spéc. §§37, 39, 40, 43 et 44.

³²⁴ Il faut noter que même la Commission indique vouloir continuer à travailler sur les axes de travail énoncés par le Programme de Stockholm puisqu'ils sont toujours d'actualité : Analyse d'impact accompagnant la Proposition de Règlement du Parlement européen et du Conseil établissant un programme « Justice » pour la période 2014-2020 et la Proposition de Règlement du Parlement européen et du Conseil établissant un programme « Droits, égalité et citoyenneté » pour la période 2014-2020, SEC(2011) 1364 final du 15 nov. 2011, spéc. pt 4 : "Most of these priorities will continue to be relevant beyond this timeframe".

³²⁵ Conseil européen de Bruxelles, Conclusions, *préc.*, spéc. pt. 11, 2^e tiret, p. 5 ; comme l'illustre par ailleurs le dernier Règlement n°2015/2421 relatif aux procédures européennes de règlement des petits litiges et de l'injonction de payer européenne, adopté sous l'égide du Programme de Bruxelles, qui dispose : "Garantir un accès effectif à la justice dans toute l'Union constitue un objectif majeur" (cons. 16).

82. L'accès à la justice, en général, dans le programme du Conseil européen. Puisque les programmes adoptés par le Conseil européen s'étendent à l'ensemble de l'Espace de Liberté, de Sécurité et de Justice, la question est de savoir si l'accès à la justice a été retenu comme une orientation stratégique dans le cadre de l'Espace européen de justice civil. La réponse est assurément positive, poursuivant les objectifs affichés depuis le Plan de Vienne³²⁶. Il faut tout d'abord souligner qu'il s'agit d'une priorité qui doit déboucher sur « la mise en place de mécanismes destinés à faciliter l'accès à la justice afin que les citoyens puissent faire valoir leurs droits partout dans l'Union »³²⁷. La lecture de cette disposition renvoie irrémédiablement à l'objectif général de l'article 67 §4 TFUE.

Une remarque s'impose. Il faut constater que cette approche est confirmée par la finalité affichée de l'accès à la justice qui est de permettre aux citoyens et aux entreprises³²⁸ de voir se réaliser leurs droits subjectifs. Le programme de Stockholm n'hésite pas à le rappeler : « l'espace judiciaire européen doit aussi permettre aux citoyens de faire valoir leurs droits partout dans l'Union (...) »³²⁹. À l'heure actuelle, l'objectif d'accès à la justice est « majeur » dans l'Union, aussi bien en droit primaire qu'en droit dérivé, comme l'affirme le dernier Règlement adopté en matière de coopération judiciaire civile et commerciale et qui modifie la procédure européenne de règlement des petits litiges et des injonctions de payer³³⁰.

83. L'accès à la justice, en détails, dans le programme du Conseil européen. L'ensemble des mesures suggérées renforce le sens et le contenu qu'il faut apporter à l'accès à la justice. Les orientations stratégiques précisent qu'il faut renforcer la formation des professionnels du droit³³¹, mais aussi développer les réseaux³³² et améliorer les outils³³³ pour permettre une mise en œuvre effective de la coopération judiciaire civile. Ces mesures, sans être strictement assimilées à des instruments de coopération

³²⁶ Cf. *supra*, §§66 et s.

³²⁷ Conseil européen, Le programme de Stockholm..., *préc.*, spéc. pt. 1.1, §4 ; Conseil européen de Bruxelles, Conclusions, *préc.*, Annexe 1 « Programme stratégique pour l'Union à l'ère du changement », spéc. pt. 4, 3^e tiret, p. 19.

³²⁸ Conseil européen de Bruxelles, Conclusions, *préc.*, spéc. pt. 11.

³²⁹ Programme de Stockholm, spéc. pt. 3, §3.

³³⁰ Cons. n°16 Règlement n°2015/2421.

³³¹ Conseil européen, Le programme de Stockholm..., *préc.*, spéc. pt. 3.2.1 ; Conseil européen de Bruxelles, Conclusions, *préc.*, spéc. pt. 11, 6^e tiret, p. 6.

³³² Conseil européen, Le programme de Stockholm..., *préc.*, spéc. pt. 3.2.2 ; Conseil européen de Bruxelles, Conclusions, *préc.*, spéc. pt. 11, 7^e tiret, p. 6.

³³³ Conseil européen, Le programme de Stockholm..., *préc.*, spéc. pt. 3.2.4 ; Conseil européen de Bruxelles, Conclusions, *préc.*, spéc. pt. 11, 1^{er} tiret, p. 5, Annexe 1 « Programme stratégique pour l'Union à l'ère du changement », pt. 4, 3^e tiret, p. 19.

judiciaire viennent cependant préciser le sens et la portée à conférer à l'objectif général de l'Espace de liberté, de sécurité et de justice tel qu'il est présenté à l'article 67 §4 du Traité FUE. Il poursuit alors l'élan des précédents programmes en la matière.

Ensuite, « l'accès à la justice doit être facilité, en particulier dans les procédures transfrontières. En parallèle, il faudra continuer à améliorer les modes alternatifs de règlement des litiges (...) »³³⁴. Dès lors, afin de faciliter l'accès à la justice, il est nécessaire de continuer à travailler sur les dispositions permettant aux citoyens et aux entreprises qui doivent leur permettre d'accéder à un tribunal ou de soumettre leur litige à des modes alternatifs de règlement des différends. Il y a bien là une référence directe à l'article 81 §2 (c) et (g) du Traité FUE. Dès lors, les orientations stratégiques visent, pour la résolution des litiges transfrontières, non seulement l'amélioration de l'accès à la justice étatique, mais également à la justice privée³³⁵.

Enfin, les programmes insistent sur l'élimination des obstacles à la résolution des litiges transfrontières. Il s'agit de pallier les obstacles matériels ou juridiques empêchant l'obtention d'une décision ou sa reconnaissance et son exécution sur le territoire d'un autre État membre. Le Conseil européen entend, là encore, fixer des orientations en ce sens. C'est ce qu'il ressort de la lecture de différents points qui tour à tour insistent sur le fait que l'Union devrait, en matière civile, supprimer l'*exequatur*³³⁶ ; se doter de règles minimales communes qui accompagnent ce dernier³³⁷ ; et enfin aider les citoyens à surmonter les barrières à l'accès à la justice, notamment la langue, la distance géographique et les charges excessives³³⁸.

Il en résulte que le programme de Stockholm, repris par celui de Bruxelles, fait la part belle à l'accès à la justice, tout en détaillant ce qui doit être entendu comme tel. Il faut alors se pencher sur la réception de ce programme par les institutions législatives de l'Union, qui sont les seules à pouvoir mettre en œuvre ces orientations.

³³⁴ Conseil européen, Le programme de Stockholm..., *préc.*, spéc. pt. 3.4.1 ; Conseil européen de Bruxelles, Conclusions, *préc.*, spéc. pt. 11, 2^e tiret, p. 5.

³³⁵ Conseil européen, Le programme de Stockholm..., *préc.*, spéc. pt. 3.4.1 ; Conseil européen de Bruxelles, Conclusions, *préc.*, spéc. pt. 11, 2^e tiret, p. 5.

³³⁶ Conseil européen, Le programme de Stockholm..., *préc.*, spéc. pt. 3.1.2 ; Conseil européen de Bruxelles, Conclusions, *préc.*, spéc. pt. 11, 6^e tiret, p. 6.

³³⁷ Conseil européen, Le programme de Stockholm..., *préc.*, spéc. pt. 3.3.2 : not. la signification et la notification des actes qui permettent de "faire en sorte que les frontières entre les États membres ne constituent pas un obstacle au règlement des affaires civiles ni à l'engagement des procédures judiciaires ou à l'exécution des décisions en matière civile".

³³⁸ *Ibid.*, *préc.*, spéc. pt. 3.4.1.

84. *La mise en œuvre des orientations stratégiques.* C'est bien évidemment la Commission qui, la première, réceptionne le programme. Il faut alors noter que dans le Plan d'action établi par elle³³⁹, tout comme dans le programme de Stockholm, l'accès à la justice est omniprésent et correspond aux composantes déjà détaillées. Dans le volet de ce plan consacré à l'Espace européen de justice, il est mis en exergue que « les personnes (...) doivent être en mesure de faire valoir leurs droits quel que soit l'endroit où elles se trouvent dans l'Union »³⁴⁰. La Commission fait alors sienne la finalité de l'accès à la justice qui doit guider ses initiatives législatives, c'est-à-dire la réalisation des droits substantiels. Plus flagrant encore, la liste des actions qui devront être discutées durant la période 2010-2014³⁴¹. Les instruments qui relèvent de l'Espace européen de justice contribuent tous, d'une façon où d'une autre, à l'accès à la justice dans toutes ses composantes³⁴². Il faut d'ailleurs souligner qu'un certain nombre d'instruments qui étaient proposés par la Commission seront adoptés et ces derniers entendent tous contribuer à l'accès à la justice³⁴³.

85. En tenant compte de l'ensemble des modifications apportées aux Traités depuis la création de la Communauté économique européenne, jusqu'à l'Union européenne actuelle, l'accès à la justice s'est révélé puis a été consacré en tant qu'objectif. Cette réalisation a été le fruit d'une évolution législative dynamisée par une volonté politique forte. Ces premières constatations permettent de dresser un premier tableau de l'accès à la justice dans l'Espace européen de justice.

³³⁹ Communication de la Commission au Parlement européen, au Conseil, au Comité économique et social européen et au Comité des régions, Mettre en place un espace de liberté, de sécurité et de justice au service des citoyens européens, *préc.*

³⁴⁰ *Ibid.*, spéc. p. 4.

³⁴¹ *Ibid.*, spéc. Annexe, pp. 11 à 71.

³⁴² *Ibid.*, spéc. pp. 12 et s. ; il faut par ailleurs noter que la Commission recommande de continuer dans la direction initiée par le programme de Stockholm : Communication de la Commission au Parlement européen, au Conseil, au Comité économique et social européen et au Comité des régions, L'agenda de l'UE en matière de justice pour 2020 – Améliorer la confiance, la mobilité et la croissance au sein de l'Union, COM(2014) 144 final du 11 mars 2014.

³⁴³ Cons. n°1 et 3 Règlement Bruxelles I refondu ; cons. n°2 Règlement n°524/2013 ; cons. n°49 et art. 1^{er} Directive 2013/11/UE ; cons. n°1, 3, 8, 12 et art. 4 §1 (c) ; art. 6 §1 (c) Règlement n°1382/2013 ; cons. n°1, 9, 10 et pt. 1 et 41 Recommandation 2013/396/UE ; cons. n°2 Règlement n°655/2014 ; cons. 1 et 16 Règlement n°2015/2421.

§ 2. L'accès à la justice et l'Espace européen de justice

86. *Accès à la justice et confiance mutuelle.* Le développement de l'Espace européen de justice est accompagné par celui de la « confiance »³⁴⁴ et, plus spécifiquement, de la « confiance mutuelle ». Celle-ci a un double sens : elle permet non seulement aux juridictions nationales des États membres d'instaurer un climat de sécurité entre elles³⁴⁵, mais aussi d'assurer la confiance des citoyens envers les autorités et la construction européenne³⁴⁶. Dans les deux cas, l'accès à la justice permet d'arriver à un tel objectif.

D'abord, et comme le souligne le Conseil européen, « le citoyen ne peut jouir de la liberté que dans un véritable espace de justice, où chacun peut s'adresser aux tribunaux et aux autorités de tous les États membres aussi facilement qu'il le ferait dans son propre pays » : l'accès à la justice est une clef permettant d'instaurer la confiance nécessaire au fonctionnement de l'Espace européen de justice³⁴⁷. Ce point sera d'ailleurs clairement rappelé dans le Programme de La Haye³⁴⁸ : il existe donc un lien indissociable entre accès à la justice et confiance mutuelle³⁴⁹.

³⁴⁴ Plan d'action du Conseil et de la Commission du 3 déc. 1998 concernant les modalités optimales de mise en œuvre des dispositions du Traité d'Amsterdam relatives à l'établissement d'un Espace de liberté, de sécurité et de justice, *préc.*, spéc. pt. 5 : qui rappelle que l'élément clef de l'ELSJ est la confiance pour les trois composantes de l'espace ; Communication de la Commission au Parlement européen, au Conseil, au Comité économique et social et au Comité des régions, L'agenda de l'UE en matière de justice pour 2020..., *préc.*, spéc. pt. 2, p. 3 : « La politique de l'UE en matière de justice a pour objectif d'instaurer un espace européen de justice fondé sur la reconnaissance et la confiance mutuelles, en jetant des ponts entre les différents systèmes de justice des États membres ».

³⁴⁵ Comme l'entend M.-L. NIBOYET : « on peut voir [dans le principe de confiance mutuelle] la consécration d'un principe de fongibilité entre les règles et institutions des divers États membres, qui les rendraient équivalentes » in « Le principe de confiance mutuelle et les injonctions *anti-suit* », in P. DE VAREILLES-SOMMIÈRES (Éd.), *Forum shopping in the European Judicial Area*, Hart Publishing, 2007, p. 77, spéc. p. 81. V° ég. CJCE 15 févr. 2007, *Lechouritou e.a.*, aff. C-292/05, EU:C:2007:102, spéc. pt. 44 ; confirmé par CJ 16 juil. 2015, *Diageo Brands*, aff. C-681/13, EU:C:2015:471, spéc. pt. 40 : « le principe de la confiance mutuelle entre les États membres, qui a, dans le droit de l'Union, une importance fondamentale, impose, notamment en ce qui concerne l'espace de liberté, de sécurité et de justice, à chacun de ces États de considérer, sauf dans des circonstances exceptionnelles, que tous les autres États membres respectent le droit de l'Union et, tout particulièrement, les droits fondamentaux reconnus par ce droit ».

³⁴⁶ Conseil européen de Tampere, Conclusions de la Présidence, *préc.*, spéc. §7.

³⁴⁷ Conseil européen de Tampere, Conclusions de la Présidence, *préc.*, spéc. §5.

³⁴⁸ Conseil européen de Bruxelles, Conclusions de la Présidence, 4 et 5 nov. 2004 (14292/1/04 REV 1 du 8 déc. 2004), spéc. p. 36 : « dans une Union européenne élargie, la *confiance mutuelle* doit reposer sur la certitude que *tous les citoyens* européens ont *accès à un système judiciaire satisfaisant aux exigences de qualité les plus élevées* » (emphases ajoutées) ; confirmé par Rapport de la Commission, Rapport d'évaluation intermédiaire sur les résultats obtenus et les aspects qualitatifs et quantitatifs de la mise en œuvre du programme de financement "Justice civile", COM(2011) 351 final du 15 juin 2011, spéc. p. 3 ; V° ég. Conseil européen, Le programme de Stockholm..., *préc.*, spéc. pt. 1.1.1 et 3.2 : le Conseil européen réaffirme que la confiance mutuelle est une clef pour la coopération judiciaire et que celui-ci passe par le renforcement de l'accès à la justice.

³⁴⁹ Ce lien a d'ailleurs été rappelé par la Commission : Document de travail des services de la Commission, Étude d'impact accompagnant la Proposition de Règlement du Parlement européen et du Conseil établissant un programme « Justice » pour la période 2014-2020 et la Proposition de Règlement du Parlement européen et du

Ensuite, la Commission souligne également ce lien puisqu'elle indique que l'Espace européen de justice repose sur la base « d'une confiance mutuelle entre les juges, les autres professionnels du droit, les entreprises et les citoyens. La confiance mutuelle exige des normes minimales communes (...) ». Mais « établir des droits ne suffit pas ». Encore faut-il qu'ils soient accessibles. La Commission fait ainsi la démonstration de l'importance de l'accès au droit dans l'instauration d'un véritable climat de confiance général³⁵⁰. Par ailleurs, il avait déjà été remarqué que l'emploi de règles mettant en œuvre l'accès à la justice, permettent d'instaurer un climat de confiance mutuelle, nécessaire au bon fonctionnement de l'Espace européen de justice³⁵¹ et que celle-ci n'est atteinte que si les conditions procédurales garantissent les droits élémentaires des particuliers à l'accès à la justice³⁵².

Il en ressort que l'accès à la justice a un rôle particulièrement important dans l'instauration d'une confiance mutuelle généralisée – verticale, pour la confiance des citoyens en l'Union et les États membres ; et horizontale, entre les États membres. Elle est l'alpha et l'oméga de l'Espace européen de justice et un lien indissociable avec l'accès à la justice se dessine.

87. Accès à la justice et reconnaissance mutuelle. Il faut néanmoins relever une ombre au tableau. Si l'accès à la justice et la confiance mutuelle travaillent de pair, leurs effets bénéfiques sont phagocytés par la sacro-sainte reconnaissance mutuelle. Considérée comme la « pierre angulaire » de la coopération judiciaire dans l'Union européenne au cours du Conseil européen de Tampere³⁵³, cette technique juridique est aujourd'hui érigée en principe³⁵⁴, alors qu'elle ne constitue véritablement qu'un outil permettant d'atteindre

Conseil établissant un programme « Droits, égalité et citoyenneté » pour la période 2014-2020, *préc.*, spéc. pt. 4.1.1 : « Access to justice should be a reality, as EU citizens *need to have confidence* that the same level of minimum rules will be applied should they travel or live abroad » (emphase ajoutée).

³⁵⁰ Communication de la Commission au Parlement européen, au Conseil, au Comité économique et social européen et au Comité des régions, Mettre en place un espace de liberté, de sécurité et de justice au service des citoyens européens..., *préc.*, spéc. pt. 4. Par ailleurs, il faut ég. souligner l'impact bénéfique de la formation des professionnels du droit sur la confiance mutuelle, comme le souligne : Communication de la Commission au Parlement européen, au Conseil, au Conseil économique et social et au Comité des Régions, Susciter la confiance dans une justice européenne – Donner une dimension nouvelle à la formation judiciaire européenne, COM(2011) 551 final du 13 sept. 2011.

³⁵¹ En ce sens, V° L. D'AVOUT, « La circulation automatique des titres exécutoires imposée par le règlement 805/2004 du 21 avril 2004 », *Rev. crit. DIP*, 2006, p. 1, spéc. §2 : l'auteur souligne l'effet bénéfique que la Convention de Bruxelles a eu sur la confiance mutuelle entre les juridictions nationales des États membres.

³⁵² L. D'AVOUT, « La circulation automatique des titres exécutoires imposée par le règlement 805/2004 du 21 avril 2004 », *préc.*, spéc. §18.

³⁵³ Conseil européen de Tampere, Conclusions de la Présidence, *préc.*, spéc. §§33 à 37.

³⁵⁴ Art. 67 §4 Traité FUE : « L'Union facilite l'accès à la justice, notamment par le principe de reconnaissance mutuelle (...) ».

les objectifs de l'accès à la justice³⁵⁵. Deux points doivent être mis en exergue pour relativiser son importance et remarquer le rôle secondaire de la reconnaissance mutuelle vis-à-vis de l'accès à la justice.

88. *La confiance mutuelle : expression de l'accès à la justice et prérequis nécessaire à la reconnaissance mutuelle.* Tout d'abord, la reconnaissance mutuelle ne peut véritablement avoir lieu, c'est-à-dire produire ses effets attendus en toute mansuétude, que si la confiance mutuelle existe. Celle-là même qui doit se fonder sur l'accès à la justice³⁵⁶. Comme cela a déjà pu être relevé, la confiance « ça se mérite ! »³⁵⁷. Or, si les institutions politiques en ont conscience³⁵⁸, il en va différemment dans sa mise en œuvre. Occultant complètement l'harmonisation procédurale nécessaire au bon fonctionnement de la technique, elles imposent « une obligation absolue de collaboration interétatique inhérente à la confiance mutuelle décrétée, non pas éprouvée à la mesure du rapprochement progressif des législations »³⁵⁹. Il est donc nécessaire de consolider d'abord l'accès à la justice au sein de l'Espace européen de justice pour créer la confiance mutuelle indispensable à la reconnaissance mutuelle. Cette dernière ne peut donc tenir la place que le Traité tente de lui confier : elle n'est que la conséquence d'une confiance mutuelle qui doit être établie. Dans l'ordre, il est donc nécessaire de construire l'accès à la justice dans l'Espace européen de justice pour établir une confiance mutuelle solide et permettre à la reconnaissance mutuelle de produire ses effets.

89. *La reconnaissance mutuelle : une technique visant la circulation des actes et décisions.* Par ailleurs, il faut remarquer que la reconnaissance mutuelle peut être

³⁵⁵ Dans le même sens, V° M. ROCCATI, *Le rôle du juge national dans l'espace judiciaire européen. Du marché intérieur à la coopération civile*, Bruylant, 2013, spéc. §63, où l'auteur relève "que la volonté de favoriser "un meilleur accès à la justice en Europe" passe avant "la reconnaissance mutuelle des décisions judiciaires"" ; le constat est le même pour les Programmes de La Haye et de Stockholm.

³⁵⁶ Cf. *supra*, §86.

³⁵⁷ J.-S. BERGÉ, « La reconnaissance mutuelle en matière civile et commerciale : questionnements de droit international privé européen », *préc.* spéc. p. 5.

³⁵⁸ V° not. Communication de la Commission au Conseil et au Parlement européen, Espace de Liberté, de Sécurité et de Justice : bilan du programme de Tampere et futures orientations, COM(2004) 401 final du 2 juin 2004, spéc. pt. 2.6 ; Conseil européen, Le programme de Stockholm..., *préc.*, spéc. pt. 3.1.2 ; Communication de la Commission au Parlement européen, au Conseil, au Comité économique et social européen et au Comité des régions, Mettre en place un espace de liberté, de sécurité et de justice au service des citoyens européens..., *préc.*, spéc. pt. 4. L'ensemble de ces documents confirment la nécessité d'instaurer des normes minimales communes pour instaurer la confiance mutuelle nécessaire au fonctionnement de la reconnaissance mutuelle. Sur le type de norme à mettre en œuvre : J.-S. BERGÉ, « Les rapports UE et Conv. EDH en matière de coopération judiciaire civile : rétrospective et prospective », *RTD eur.*, 2014, p. 361.

³⁵⁹ L. D'AVOUT, « La circulation automatique des titres exécutoires imposée par le règlement 805/2004 du 21 avril 2004 », *préc.*, spéc. §2. V° ég. V. HEUZÉ, « La Reine Morte : la démocratie à l'épreuve de la conception communautaire de la justice. L'abolition de la démocratie (1^{ère} partie) », *JCP*, 2011, n°13, doctr., p. 359, spéc. §§3, 4 et 12.

employée comme une technique satisfaisante qui contribue à l'exécution des décisions telle que commandée par l'accès à la justice³⁶⁰. Cette perspective renforce sa nature de simple outil, et non celle d'un principe : la reconnaissance mutuelle n'est pas une fin, mais un moyen d'assurer l'accès à la justice. Il est d'ailleurs possible de tirer cette conclusion à la lecture de l'article 67 §4 du Traité FUE puisque « l'Union facilite l'accès à la justice », afin de créer le climat de confiance mutuelle nécessaire au bon fonctionnement de l'Espace européen de justice, « *notamment* par le principe de reconnaissance mutuelle (...) »³⁶¹. L'emploi de cet adverbe indique que si la reconnaissance mutuelle peut être employée pour faciliter l'accès à la justice, elle n'en constitue qu'un moyen parmi d'autres. L'accès à la justice démontre ainsi sa prééminence dans la coopération judiciaire de l'Union. C'est d'ailleurs ce que la Commission constate : « [un] espace européen de justice ne constitue pas seulement un espace dans lequel les décisions judiciaires obtenues dans un État membre sont reconnues et exécutées dans d'autres États membres, mais plutôt un espace dans lequel un accès effectif à la justice est garanti en vue de l'obtention et de l'exécution des décisions judiciaires »³⁶².

90. Accès à la justice et Marché intérieur : un lien indissociable en matière civile et commerciale. Il faut enfin souligner que dans le développement de l'Espace européen de justice³⁶³, l'accès à la justice participe au bon fonctionnement du Marché intérieur³⁶⁴. Puisqu'il vise à diminuer les obstacles judiciaires qui peuvent naître des relations transfrontières entre les opérateurs économiques, l'assurance de pouvoir accéder à la

³⁶⁰ En ce sens, V° les propos sur la Convention de Bruxelles et la procédure simplifiée d'exequatur dans L. D'AVOUT, « La circulation automatique des titres exécutoires imposée par le règlement 805/2004 du 21 avril 2004 », *préc.*, spéc. §1.

³⁶¹ Emphase ajoutée.

³⁶² Communication de la Commission au Conseil et au Parlement européen, Le programme de La Haye : Dix priorités pour les cinq prochaines années – Un partenariat pour le renouveau européen dans le domaine de l'espace de liberté, de sécurité et de justice, COM(2005) 184 final du 10 mai 2005, spéc. pt. 9. Il faut d'ailleurs souligner une réaction similaire de la part du Parlement européen qui place, dans ses objectifs spécifiques pour le programme Justice 2007-2013, l'accès à la justice (art. 3 §1 (a)(i)) avant la reconnaissance mutuelle des décisions en matière civile et commerciale (art. 3 §1 (a)(ii)) in Décision 1149/2007/CE du Parlement européen et du Conseil du 25 sept. 2007 établissant le programme spécifique « Justice civile » dans le cadre du programme général « Droits fondamentaux et justice », JOUE L 257/16 du 3 oct. 2007.

³⁶³ En référence à l'objectif fixé par le Traité d'Amsterdam : art. 2 Traité UE.

³⁶⁴ Cette affirmation se constate dans les considérants des instruments de coopération judiciaire en matière civile. Il est généralement indiqué que la mise en place, puis la consolidation de l'ELSJ, la Communauté, puis l'Union, adopte des mesures dans le domaine de la coopération judiciaire en matière civile et commerciale « qui sont nécessaires au bon fonctionnement du marché intérieur » (V° not. cons. n°1 Règlement Bruxelles I ; cons. n°1 Règlement n°1206/2001 ; cons. n°1 Directive 2003/8/CE ; cons. n°1 Règlement n°805/2004 ; cons. n°1 Règlement n°1896/2006 ; cons. n°1 Règlement n°861/2007 ; cons. n°1 Règlement n°1393/2007 ; cons. n°1 Directive 2008/52/CE ; cons. n°3 Règlement Bruxelles I refondu ; cons. n°1 Règlement n°655/2014). En ce qui concerne les instruments relatifs à la protection des consommateurs, la référence au Marché intérieur n'est pas aussi formellement identifiée que les instruments précédemment cités, mais des justifications qui s'y affèrent sont citées.

justice et de faire valoir ses droits partout dans l'Union européenne renforce la confiance dans le Marché intérieur, favorise les échanges commerciaux³⁶⁵, et avec, la croissance économique³⁶⁶. En ce sens, il faut d'ailleurs noter la proposition doctrinale formulée par le Professeur Erik JAYME, lequel préconisait, avant l'adoption du Traité d'Amsterdam, l'adoption de règles de coopération judiciaire en matière civile et commerciale sur le fondement du rapprochement des législations. Selon lui, la Communauté (économique) européenne aurait pu faire usage de l'article 100 (A) du Traité C(E)E afin d'adopter plus facilement des instruments communautaires plutôt que des conventions internationales³⁶⁷. Cette proposition s'inscrit tout à fait dans la position qui est ici défendue et reprise par la Commission.

Cette justification est cependant contestée par le Comité économique et social européen qui considère que la politique judiciaire de l'Union ne peut pas avoir pour objectif d'assurer un soutien à la croissance économique³⁶⁸. Il ne faut pourtant pas s'y tromper. La Commission dans sa communication n'assigne aucunement des objectifs strictement économiques à la justice, mais la conçoit comme un support efficace pour permettre aux opérateurs économiques d'atteindre la confiance nécessaire dans le système juridique de l'Union, dernier obstacle à un véritable Marché intérieur. Même si elle indique que « la politique de l'UE en matière de justice doit continuer à soutenir la relance économique, la croissance et la lutte contre le chômage »³⁶⁹, les solutions envisagées démontrent qu'il ne s'agit pas d'assujettir la justice à la croissance : elle doit être plus efficace, notamment par le développement de l'accès à la justice³⁷⁰. Dès lors,

³⁶⁵ Déjà présente dans le Livre vert de la Commission sur l'accès des consommateurs à la justice et le règlement des litiges de consommation dans le Marché unique, *préc.*, spéc. pp. 6, 7 et 103 ; V° ég. Livre vert de la Commission sur les recours collectifs pour les consommateurs, COM(2008) 794 final du 27 nov. 2008, spéc. §1 : "l'accès à des mécanismes de recours pour les consommateurs lorsque leurs droits sont violés par des professionnels améliore la confiance dans le marché et les performances de ces derniers". Par ailleurs, les effets bénéfiques de l'accès à la justice sont confirmés en filigrane in Conseil européen, Le programme de Stockholm..., *préc.*, spéc. pt. 3.4.2.

³⁶⁶ Cons. n°3 Règlement n°1382/2013.

³⁶⁷ E. JAYME, « L'interaction des règles de conflit dans le droit dérivé de la Communauté européenne et des conventions de Bruxelles et de Rome », *préc.* : l'auteur remarque d'ailleurs que des instruments visant la protection du consommateur ont d'ailleurs été adoptés sur ce fondement.

³⁶⁸ Avis du CESE du 10 juil. 2014 sur la communication de la Commission au Parlement européen, au Conseil, au Conseil économique et social européen et au Comité des Régions, L'agenda de l'UE en matière de justice pour 2020 – Améliorer la confiance, la mobilité et la croissance au sein de l'UE, JOUE C 452/104 du 16 déc. 2014, spéc. pt. 3.2.2.

³⁶⁹ Communication de la Commission au Parlement européen, au Conseil, au Conseil économique et social européen et au Comité des Régions, L'agenda de l'UE en matière de justice pour 2020..., *préc.*, spéc. pt. 3.

³⁷⁰ *Ibid.*, spéc. pt. 3 : les opérateurs économiques doivent pouvoir faire exécuter leur contrat et "traiter les litiges en justice ou en dehors des tribunaux, partout dans l'Union (...) sans rencontrer les divers obstacles qui se dressent encore aujourd'hui".

l'Espace européen de justice contribue au bon fonctionnement du Marché intérieur dont le but est de devenir « un (authentique) marché national »³⁷¹.

91. Au delà du lien fort existant avec la consolidation du Marché commun (puis intérieur) et la construction de l'Espace européen de justice, l'accès à la justice s'est petit à petit imposé en filigrane par l'action menée par les institutions de l'Union. Il faut remarquer que cette incursion se précise depuis le Traité d'Amsterdam, notamment par l'intervention du Conseil européen et ses programmes adoptés pour le développement de l'Espace de liberté, de sécurité et de justice. Aujourd'hui, l'accès à la justice constitue une pièce maîtresse dans le développement et l'affirmation d'un Espace européen de justice.

³⁷¹ *Ibid.*, spéc. pt. 2.

Conclusion du Chapitre 1

92. L'objectif d'accès à la justice s'est révélé au fil du droit de l'Union européenne. Notion inconnue du Traité instituant la Communauté économique européenne, il occupe aujourd'hui une place centrale dans l'Espace de liberté, de sécurité et de justice et plus particulièrement dans l'Espace européen de justice.

C'est principalement la modification de la nature du projet européen qui a permis son développement. Le dynamisme politique autour de la notion a largement contribué à sa reconnaissance dans le droit primaire. D'abord de manière sectorielle en s'attachant à la protection des consommateurs, l'accès à la justice s'est ensuite généralisé. Son influence rayonne aujourd'hui sur l'ensemble de l'Espace de liberté, de sécurité et de justice. Objectif général dudit espace, il doit notamment se réaliser à travers le droit de la coopération judiciaire en matière civile et commerciale. Il existe donc un lien fort entre ce droit et l'accès à la justice. Ensemble, ils doivent permettre de créer un environnement juridique commun où les citoyens et les entreprises doivent pouvoir identifier la juridiction compétente pour résoudre les différends auxquels ils sont parties, mais aussi améliorer le bon déroulement des procédures et assurer la reconnaissance et l'exécution des décisions. De plus, il constitue un pilier pour la confiance mutuelle entre les États membres, mais aussi entre les citoyens et l'Union européenne.

Par ailleurs, l'accès à la justice n'est pas qu'un objectif ou une base légale de compétence dans le Traité sur le Fonctionnement de l'Union européenne. Il est également présent dans la Charte des droits fondamentaux de l'Union européenne à l'article 47 et plus précisément dans son troisième alinéa. Partant, il convient d'analyser ladite disposition pour déterminer l'influence qu'elle porte sur l'objectif d'accès à la justice reconnu par le Traité.

Chapitre 2

L'accès à la justice, un droit fondamental consacré

93. Dans le droit primaire de l'Union européenne, l'accès à la justice apparaît non seulement dans les dispositions dédiées à l'Espace de liberté, de sécurité et de justice, où il est entendu comme un objectif général³⁷² et une base légale de compétence pour le droit de la coopération judiciaire en matière civile et commerciale³⁷³, mais il a aussi été inséré dans la Charte des droits fondamentaux de l'Union européenne à l'article 47 al. 3. Force est alors de constater la prégnance de la notion en droit de l'Union européenne. Il se pose alors la question de la cohérence générale de la notion d'accès à la justice étant entendue que les Traités d'une part, et la Charte des droits fondamentaux d'autre part, poursuivent des objectifs distincts mais complémentaires. Dans cette perspective, l'article 47 de la Charte doit être analysé. Il est en effet l'expression d'un droit fondamental d'accès à la justice, lequel influence l'Espace de liberté, de sécurité et de justice et, *a fortiori*, le droit de la coopération judiciaire de l'Union européenne. Afin de mieux comprendre le lien entre les deux, il convient de revenir dans un premier temps sur la reconnaissance du droit fondamental d'accès à la justice dans l'Union européenne (**Section 1**), avant d'étudier sa portée et, surtout, le lien qu'entretiennent ce droit fondamental avec l'article 67 §4 du Traité FUE et l'article 81 §2 (e) du Traité FUE qui font référence à l'accès à la justice, objectif de la construction judiciaire européenne (**Section 2**).

³⁷² Art. 67 §4 Traité FUE.

³⁷³ Art. 81 §2 (e) Traité FUE.

Section 1. La reconnaissance d'un droit fondamental d'accès à la justice

94. L'article 47 de la Charte des droits fondamentaux de l'Union européenne est le fruit du développement d'un principe général du droit de l'Union, la protection juridictionnelle effective (§ 2), qui s'est faite concomitamment au développement de la protection des droits fondamentaux dans les Communautés (§ 1).

§ 1. Le développement de la protection des droits fondamentaux

95. *Une lacune congénitale.* Les objectifs économiques des Communautés n'ont pas fait ressentir aux Pères fondateurs de l'Europe³⁷⁴ le besoin d'intégrer dans les Traités des dispositions relatives à la protection et au respect des droits et libertés fondamentales, pas plus qu'un catalogue de ces droits. Sans doute pensaient-ils qu'il reviendrait à la Grande Europe de s'en charger³⁷⁵. En effet, cette dernière avait pour objectif principal la sauvegarde et la protection des droits de l'Homme et des libertés fondamentales³⁷⁶. Sous la pression des États membres, notamment de la Cour constitutionnelle allemande³⁷⁷, les Communautés se sont attelées à corriger ce défaut congénital afin de protéger ces droits³⁷⁸. Étant donné le silence des Traités, la Cour de justice n'a eu d'autre choix que d'envisager la protection des droits fondamentaux que par le biais des *principes généraux du droit*³⁷⁹.

96. *Les principes, un palliatif indispensable.* Il a pu être écrit que les principes sont de « chétifs embryons de règles » qui « prolifèrent dans les branches du droit les plus

³⁷⁴ Sur les Pères fondateurs de l'Europe, V° Commission, *Les pères fondateurs de l'Union européenne*, Office des publications de l'Union européenne, 2013.

³⁷⁵ La "Grande Europe" désigne le Conseil de l'Europe : V° P. MOREAU DEFARGUES, « Conseil de l'Europe », *Rép. droit international*, Dalloz, déc. 1999 (maj. mars 2009).

³⁷⁶ Art. 1^{er} (a) et (b) Statuts du Conseil de l'Europe, 5 mai 1949, Londres, STE n°1 (vig. 3 août 1949).

³⁷⁷ En ce sens, V° C. AUTEXIER, *Introduction au droit public allemand*, PUF, 1997, reprint *Revue générale du droit*, 2015, n°21661, spéc. §137 ; C. BLUMANN, L. DUBOIS, *Droit institutionnel de l'Union européenne*, LexisNexis, 5^e éd., 2013, spéc. §791.

³⁷⁸ J.-S. BERGÉ, S. ROBIN-OLIVIER, *Droit européen. Union européenne. Conseil de l'Europe*, PUF, 2^e éd., 2011, spéc. §§269 et 270.

³⁷⁹ C. BLUMANN, L. DUBOIS, *Droit institutionnel de l'Union européenne*, op. cit., spéc. §790.

immatures »³⁸⁰. À l'heure actuelle, cette métaphore semble inadaptée : si les principes s'apparentent à des embryons, alors le droit en est la finalité, le corps en développement. Dans cette perspective, faut-il seulement rappeler l'engouement sans précédent de la science pour les embryons, ces fameuses, mais non moins mystérieuses, *cellules souches* auxquelles sont prêtées un avenir prometteur dans la guérison des maux ? Si ces embryons sont insuffisants pour constituer eux-mêmes les différentes parties d'un corps, ils peuvent toutefois s'adapter et se transformer pour combler les lacunes d'autres cellules afin de guérir un organe pour la survie de l'être vivant tout entier. Les principes, qui s'apparentent à ces *cellules souches*, disposent d'un potentiel curateur *a priori* infini. Ces possibilités immenses ne font qu'accroître leur intérêt, même s'ils ne sont là que pour consolider des droits lacunaires ou obtenir une direction pour leur donner la meilleure interprétation. Cette analogie, forte de sens, doit cependant être immédiatement relativisée. Si les principes s'annoncent comme un outil fabuleux, il est bien compliqué de pouvoir les définir avec précision. La plupart des auteurs retiennent leur nature polysémique³⁸¹. Cette observation n'est pas sans lien avec leur développement exponentiel : les principes sont omniprésents en droit³⁸². Cette boulimie, aussi bien textuelle que jurisprudentielle³⁸³, n'est pas sans conséquence et rend leur désignation et compréhension difficile tant ils sont différents dans leurs composantes. Il est dès lors bien compliqué d'en trouver une définition claire, de leur donner un sens, une portée et une valeur juridique³⁸⁴.

³⁸⁰ P. MORVAN, s.v. « Principes », in D. ALLAND, S. RIALS, dir., *Dictionnaire de la culture juridique*, PUF, 2003, spéc. p. 1201. Il convient de préciser que Denys SIMON réfute formellement l'emploi du qualificatif "immature" pour désigner le droit de l'UE, in S. CAUDAL (dir.), *Les principes en droit*, Economica, 2008, p. 287, spéc. p. 288.

³⁸¹ B. JASTRZEBSKA, « Le principe de respect de l'identité nationale des États membres - signification incertaine d'une disposition ambitieuse », in S. BESSON, P. PICHONNAZ, Éd., *Les principes en droit européen*, LGDJ, 2011, p. 163, spéc. p. 167 ; J.-P. COSTA, « La Cour européenne des droits de l'homme et les principes », in S. CAUDAL (dir.), *Les principes en droit*, Economica, 2008, p. 367, spéc. p. 367 ; C. BLUMANN, « Objectifs et principes en droit communautaire », in *Le droit de l'Union européenne en principes*, Mél. J. RAUX, Éditions Apogée, 2006, p. 39, spéc. p. 39.

³⁸² C. FLAESCH-MOUGIN, « Typologie des principes de l'Union européenne », in *Le droit de l'Union européenne en principes*, Mél. J. RAUX, Éditions Apogée, 2006, p. 99, spéc. p. 101.

³⁸³ V° not. J. MOLINIER, « Principes généraux », *Rép. droit européen*, Dalloz, mars 2011 (maj. juin 2016), spéc. §§8 et s. ; ou encore D. SIMON, « Les principes en droit communautaire », *op. cit.*, spéc. pp. 288 et s.

³⁸⁴ Sur les différents sens du terme "principe" : M. BOUMGHAR, *Une approche de la notion de principe dans le système de la Convention européenne des droits de l'Homme*, Pedone, 2010, spéc. §§1 et 9 à 13. V° ég. B. JASTRZEBSKA, « Le principe de respect de l'identité nationale des États membres - signification incertaine d'une disposition ambitieuse », *op. cit.*, spéc. p. 167 ; D. SIMON, « Les principes en droit communautaire », *op. cit.*, p. 287, spéc. pp. 287 à 290 ; J.-P. COSTA, « La Cour européenne des droits de l'homme et les principes », in S. CAUDAL (dir.), *Les principes en droit*, Economica, 2008, p. 367, spéc. p. 367.

C'est particulièrement vrai en Europe. Entre les « principes du droit international »³⁸⁵ et les « principes »³⁸⁶ invoqués par la Cour européenne des Droits de l'Homme ; les « principes généraux de/du droit »³⁸⁷, « principes généraux du droit communautaire »³⁸⁸, « principes fondamentaux du droit communautaire », « dispositions juridiques fondamentales » ou encore « exigences fondamentales »³⁸⁹, la Cour de justice ne manque pas, elle aussi, d'ajouter à la confusion. Il faut y ajouter les nombreux « principes »³⁹⁰ reconnus par les Traités, qui incluent notamment les « principes directeurs »³⁹¹, les « principes généraux »³⁹² ou les « principes communs à tous les États membres »³⁹³. En somme, l'Union européenne, comme n'importe quel ordre juridique³⁹⁴, ne fait pas exception à la règle : bien des principes ont été inventés et concrétisés³⁹⁵ ! Leur rôle a été considérable et primordial dans le développement du droit communautaire. Ils permettent aussi bien de caractériser singulièrement ce droit³⁹⁶, que d'en soutenir son bon fonctionnement³⁹⁷.

³⁸⁵ Par ex. CEDH, plén., 21 févr. 1975, *Golder c/ Royaume-Uni*, req. n°4451/70, ECLI:CE:ECHR:1975:0221JUD000445170, spéc. pt. 35.

³⁸⁶ Par ex. CEDH, plén., 6 sept. 1978, *Klass e.a. c/ Allemagne*, req. n°5029/71, ECLI:CE:ECHR:1978:0906JUD000502971, spéc. pt. 32 : où la Cour emploi le terme “principe” en référence à sa jurisprudence antérieure. De manière général en ce qui a trait à la CEDH : M. BOUMGHAR, *Une approche de la notion de principe dans le système de la Convention européenne des Droits de l'Homme*, op. cit., spéc. §13.

³⁸⁷ Pour un ex. récent de “principe général du droit” : CJ 10 avr. 2014, *Acino*, aff. C-269/13 P, EU:C:2014:255, spéc. pt. 108, où la Cour rappelle que le principe de protection juridictionnelle effective est un principe général du droit ; “principe général de droit” : CJ 26 nov. 2013, *Groupe Gascogne*, aff. C-58/12 P, EU:C:2013:770, spéc. pt. 67 et 68, où la Cour rappelle qu'avant d'être consacré à l'art. 47 CDFUE, le principe de protection juridictionnelle effective était reconnu comme un principe général de droit de l'UE.

³⁸⁸ Par ex. récent : CJCE 16 juil. 2009, *Mono Car Styling*, aff. C-12/08, EU:C:2009:466, spéc. pt. 47, où la Cour rappelle que le principe de protection juridictionnelle effective constitue un principe général du droit communautaire.

³⁸⁹ D. SIMON, « Y a-t-il des principes généraux du droit communautaire ? », *Droits*, 1991, n°14, p. 73, spéc. p. 74.

³⁹⁰ Comme par ex. principe de coopération loyale, art. 4 §3 Traité UE ou encore le principe d'attribution des compétences de l'UE, art. 5 Traité UE.

³⁹¹ Par ex. art. 119 §3 Traité FUE.

³⁹² Art. 6 §3 Traité UE.

³⁹³ Art. 223 §1 Traité FUE.

³⁹⁴ Il convient de rappeler que l'UE est un ordre juridique à la fois autonome, mais ég. intégré dans celui des ÉM de l'UE : CJCE 5 févr. 1963, *van Gend & Loos*, aff. 26-62, EU:C:1963:1 ; CJCE 15 juil. 1964, *Costa c/ E.N.E.L.*, aff. 6-64, EU:C:1964:66. V° ég. G. ISAAC, M. BLANQUET, *Droit général de l'Union européenne*, Sirey, 10^e éd., 2012, spéc. pp. 368 et s. qui considèrent que l'UE dispose d'un ordre juridique propre - il convient de se rattacher à cette opinion. Dans le même sens, V° C. BLUMANN, L. DUBOIS, *Droit institutionnel de l'Union européenne*, op. cit., spéc. §688.

³⁹⁵ Le terme “inventer” doit se comprendre dans son sens étymologique : E. MAULIN, « L'invention des principes », in S. CAUDAL (dir.), *Les principes en droit*, Economica, 2008, p. 23, spéc. p. 27 ; D. SIMON, « Y a-t-il des principes généraux du droit communautaire ? », *préc.*, spéc. p. 73. “Concrétiser” s'entend comme la reconnaissance (ici des principes) par le biais d'une inscription dans un texte.

³⁹⁶ Comme par ex. le principe d'effet direct (CJCE 5 févr. 1963, *van Gend & Loos*, aff. 26-62, *préc.*) ou encore le principe de primauté (CJCE 15 juil. 1964, *Costa c/ E.N.E.L.*, aff. 6-64, *préc.*).

³⁹⁷ Comme par ex. le principe de coopération loyale (CJCE 10 févr. 1983, *Luxembourg c/ Parlement européen*, aff. C-230/81, EU:C:1983:32, spéc. pt. 37).

97. Les principes généraux du droit, vecteurs de protection des droits fondamentaux.

Puisque les Traités n'envisageaient pas la protection des droits fondamentaux, la Cour de justice des Communautés européennes a donc développé des principes généraux du droit pour y pallier. Dans son arrêt *Erich Stauder*, la Cour y fait référence pour la première fois³⁹⁸. Selon elle, ces principes « [contribuent] au renforcement de la protection des justiciables par rapport aux autorités, européennes ou nationales, intervenant dans le champ du droit de l'Union »³⁹⁹. Les principes généraux du droit constituent alors, en droit communautaire, l'instrument juridique véhiculant les droits fondamentaux.

Mais quels droits fondamentaux ont-ils été reconnus par l'intermédiaire de ces principes ? Puisque les Traités étaient silencieux sur ce point, la Cour de justice des Communautés européennes s'est inspirée des principes fondamentaux reconnus par les droits nationaux, lesquels constituent « les *ressources nécessaires* pour assurer, en cas de besoin, le respect des droits fondamentaux qui forment le patrimoine commun des États membres »⁴⁰⁰. Dans son arrêt *Nold*, la Cour de justice a reconnu qu'en matière de droits fondamentaux, le droit communautaire doit respecter non seulement les traditions constitutionnelles des États membres, mais également les instruments internationaux concernant la protection des droits de l'homme auxquels les États membres ont coopéré ou adhéré⁴⁰¹. Seuls deux instruments « généraux »⁴⁰² relatifs à la protection des droits civils et politiques étaient en vigueur dans tous les États membres. Il s'agit de la Convention de sauvegarde des Droits de l'Homme et des libertés fondamentales du Conseil de l'Europe⁴⁰³ et du Pacte international relatif aux droits civils et politiques de l'Organisation des Nations-Unies⁴⁰⁴. En ce qui concerne la Convention européenne, la Cour de justice s'en était d'abord inspirée pour déterminer le contenu des droits

³⁹⁸ CJCE 12 nov. 1969, *Erich Stauder*, aff. 29-69, EU:C:1969:57, spéc. pt. 7 : la Cour assure le respect “des *droits fondamentaux* de la personne compris dans les *principes généraux du droit communautaire*” (emphases ajoutée) ; confirmé dans : CJCE 17 déc. 1970, *Internationale Handelsgesellschaft*, aff. 11-70, EU:C:1970:114, spéc. pt. 4.

³⁹⁹ J. MOLINIER, « Principes généraux », *Rép. droit européen, préc.*, spéc. §29.

⁴⁰⁰ CJCE 12 nov. 1969, *Erich Stauder*, aff. 29-69, *préc.*, spéc. pt 7 ; CJCE, concl. AG A. DUTHEILLET DE LAMOTHE, 2 déc. 1970, *Internationale Handelsgesellschaft*, aff. 11-70, EU:C:1970:100, spéc. p. 1149 ; CJCE 14 mai 1974, *Nold*, aff. 4-73, EU:C:1974:51, spéc. pt 13 (emphase ajoutée).

⁴⁰¹ CJCE 14 mai 1974, *Nold*, aff. 4-73, *préc.*, spéc. pt 13 al. 3.

⁴⁰² Par opposition à des conventions internationales “spéciales” protégeant des droits fondamentaux dans des domaines particuliers, comme par ex. la Convention relative aux droits de l'enfant signée à New-York le 26 janv. 1990.

⁴⁰³ Convention de sauvegarde des Droits de l'Homme et des Libertés fondamentales, 4 nov. 1950, Rome, STE n°5 (vig. 3 sept. 1953).

⁴⁰⁴ Pacte international relatif aux droits civils et politiques, 16 déc. 1966, New-York, 999 RTNU 187 (vig. 23 mars 1976).

fondamentaux protégés par le biais des principes généraux du droit⁴⁰⁵. Néanmoins, elle n'avait pas pu y faire vertement référence dans l'arrêt *Nold* puisqu'à cette date, le 14 mai 1974, la France venait tout juste de ratifier l'instrument⁴⁰⁶. Au cours de l'arrêt *Roland Rutili*⁴⁰⁷, la Cour ne prendra plus cette précaution et visera expressément la Convention européenne. Elle a d'ailleurs précisé que cet instrument revêt une « signification particulière » en droit communautaire et que les droits qui y sont garantis « font partie intégrante des principes généraux du droit dont la Cour assure le respect »⁴⁰⁸. L'influence de cet instrument est donc réelle sur les droits fondamentaux protégés par le droit communautaire⁴⁰⁹. En ce qui concerne le Pacte international, l'influence est moindre, mais elle existe tout de même. Ainsi faut-il noter que la Cour de justice s'y réfère dans l'application des principes généraux du droit de l'Union⁴¹⁰. En outre, le législateur de l'Union y a également recours ponctuellement dans différentes matières⁴¹¹.

98. Protection des droits fondamentaux dans l'Union européenne. Deux étapes supplémentaires doivent être soulignées dans la protection et le respect des droits fondamentaux au sein de l'Union européenne par rapport aux Communautés. Tout d'abord, les principes généraux du droit ont été intégrés au Traité de Maastricht :

⁴⁰⁵ CJCE 14 mai 1974, *Nold*, aff. 4-73, *préc.*

⁴⁰⁶ La France a signé la CSDHLE le 4 nov. 1950, mais ne la ratifiée que tardivement : elle n'y est entrée en vigueur que le 3 mai 1974.

⁴⁰⁷ CJCE 28 oct. 1975, *Roland Rutili*, aff. 36-75, EU:C:1975:137, spéc. pt 32

⁴⁰⁸ CJCE 18 juin 1991, *ERT*, aff. C-260/89, EU:C:1991:254, spéc. pt 41 ; CJCE 28 mars 1996, *Avis 2/94*, EU:C:1996:140, spéc. pt. 33 : “[i]l y a lieu de relever ensuite que, selon une jurisprudence constante, les droits fondamentaux font partie intégrante des principes généraux du droit dont la Cour assure le respect. À cet égard, la Cour s’inspire des traditions constitutionnelles communes aux États membres ainsi que des indications fournies par les instruments internationaux concernant la protection des droits de l’homme auxquels les États membres ont coopéré ou adhéré. Dans ce cadre, la Cour a précisé que la [Convention de sauvegarde des Droits de l’Homme et des Libertés fondamentales] revêtait une signification particulière”.

⁴⁰⁹ Il existe toujours puisque “[d]ans la mesure où la [Charte des droits fondamentaux de l’Union européenne] contient des droits correspondant à des droits garantis par la Convention européenne de sauvegarde des droits de l’Homme et des libertés fondamentales, leur sens et leur portée sont les mêmes que ceux que leur confère ladite convention” (art. 52 §3 CDFUE).

⁴¹⁰ CJCE 18 oct. 1989, *Orkem*, aff. 374/87, EU:C:1989:387, spéc. pt. 31 où la CJCE fait pour la première fois référence à l’art. 14 PIDCP pour déterminer l’existence d’un principe général du droit ; CJCE 18 oct. 1990, *Massam Dzodzi*, aff. jointes C-297/88 et C-197/89, EU:C:1990:360, spéc. pt. 68 où la CJCE emploie la CSDHLE et le PIDCP pour interpréter une directive. Enfin, le principe d’une référence au PIDCP pour l’interprétation des principes généraux est confirmé dans l’arrêt *Lisa Jacqueline Grant* : CJCE 17 févr. 1998, aff. C-249/96, EU:C:1998:63, spéc. pt. 43 et 44 : “[Le PIDCP] figure au nombre des instruments internationaux concernant la protection des droits de l’homme dont la Cour tient compte pour l’application des principes généraux du droit communautaire”.

⁴¹¹ V° par ex. : cons. n°1 Directive 2013/48/UE du Parlement européen et du Conseil du 22 oct. 2013 relative au droit d’accès à un avocat dans le cadre des procédures pénales et des procédures relatives au mandat d’arrêt européen, au droit d’informer un tiers dès la privation de liberté et au droit des personnes privées de liberté de communiquer avec des tiers et avec les autorités consulaires, JOUE L 294/1 du 6 nov. 2013 ; cons. n°9 Règlement (UE) n°235/2014 du Parlement européen et du Conseil du 11 mars 2014 instituant un instrument financier pour la démocratie et les droits de l’homme dans le monde, JOUE L 77/85 du 15 mars 2014.

l'article F.2 du Traité UE reconnaît que ces principes visent à assurer la protection des droits fondamentaux. Par ailleurs, cet article consacre également la jurisprudence de la Cour : ces droits sont garantis tels qu'ils résultent de la Convention de sauvegarde des Droits de l'Homme et des Libertés fondamentales et des traditions constitutionnelles des États membres⁴¹² (le silence des Traités ayant poussé la juridiction à faire des emprunts pour caractériser les principes généraux du droit⁴¹³). Aujourd'hui, c'est l'article 6 du Traité UE, tel qu'il a été modifié par le Traité de Lisbonne⁴¹⁴, qui détermine les sources des droits fondamentaux dans l'Union européenne. Ceux-ci reposent d'abord sur la Charte des droits fondamentaux de l'Union européenne⁴¹⁵. Depuis le Traité de Lisbonne, cet instrument constitue désormais la source de prédilection des droits fondamentaux dans le droit de l'Union⁴¹⁶. Elle est la propre déclaration des droits fondamentaux de l'Union⁴¹⁷. Ensuite, la protection des droits fondamentaux est garantie par le biais des principes généraux du droit qui subsistent et continuent à jouer un rôle important. Le contenu de cette protection se fonde aussi bien sur les traditions constitutionnelles communes des États membres de l'Union⁴¹⁸, que sur les « instruments internationaux concernant la protection des droits de l'homme auxquels les États membres ont coopéré ou adhéré »⁴¹⁹, notamment la Convention de sauvegarde des Droits de l'Homme et des

⁴¹² Reprenant ainsi la jurisprudence de la CJCE : pour la référence à la CSDHLF, V° CJCE 14 mai 1974, *Nold*, aff. 4-73, *préc.*, spéc. pt 13 al. 3 et CJCE 28 oct. 1975, *Roland Rutili*, aff. 36-75, *préc.*, spéc. pt 32 (il faut noter que l'arrêt *Nold* l'absence de référence directe à la CSDHLF s'explique par le fait qu'à la date de cet arrêt, le 14 mai 1974, la France venait tout juste de ratifier l'instrument - dans l'arrêt *Roland Rutili* la Cour s'est directement référée à la CSDHLF pour préciser la portée d'un droit fondamental protégé par un principe général du droit communautaire, puisqu'à cette date, l'ensemble des ÉM avaient ratifiés la CSDHLF) ; pour la référence aux traditions constitutionnelles des ÉM : CJCE 14 mai 1974, *Nold*, aff. 4-73, *préc.*, spéc. pt 13 al. 2.

⁴¹³ D. SIMON, « Y a-t-il des principes généraux du droit communautaire ? », *préc.*, spéc. pp. 76 à 78.

⁴¹⁴ Traité de Lisbonne modifiant le traité sur l'Union européenne et le traité instituant la Communauté européenne, Lisbonne, 13 déc. 2007, JOUE C 306/1 du 17 déc. 2007 (vig. 1^{er} déc. 2009).

⁴¹⁵ Charte des droits fondamentaux de l'Union européenne, JOUE C 202/389 du 7 juin 2016.

⁴¹⁶ Art. 6 § 1 Traité UE. Il convient de remarquer que la Cour de justice la perçoit de cette manière en l'utilisant comme l'instrument de prédilection en matière de protection des droits fondamentaux de l'Union, la préférant à d'autres instruments et not. la CSDHLF. Sur l'emploi privilégié de la CDFUE, V° CJ 9 nov. 2010, *Volker und Markus Schecke GbR et Hartmut Eifert c/Land Hessen*, aff. jointes C-92/09 et C-93/09, EU:C:2010:662 ; H. GAUDIN *et al.*, *Les grands arrêts de la Cour de justice de l'Union européenne*, t. 1, Dalloz, 1^{ère} éd., 2014, n°19.

⁴¹⁷ J.-S. BERGÉ, S. ROBIN-OLIVIER, *Droit européen...*, *op. cit.*, spéc. §§275 et 276.

⁴¹⁸ Art. 6 § 3 Traité UE ; CJCE 3 mai 2005, *Berlusconi e.a.*, aff. jointes C-387/02, C-391/02 et C-403/02, EU:C:2005:270, spéc. pt 67 à 69. À noter ég. que les droits fondamentaux tels qu'ils résultent des traditions constitutionnelles communes constituent une source interprétative des droits fondamentaux garantis par la CDFUE (art. 52 § 4 CDFUE), renforçant davantage l'idée que les principes généraux du droit de l'Union constituent un référentiel guidant le juge dans l'interprétation des droits proclamés par la Charte.

⁴¹⁹ CJCE 14 mai 1974, *Nold*, aff. 4-73, *préc.*, spéc. pt 13.

Libertés fondamentales⁴²⁰ qui revêt une « signification particulière »⁴²¹. Cette particularité est d'autant plus renforcée que l'Union doit adhérer à cet instrument⁴²².

99. La protection des droits fondamentaux par les Communautés s'est donc faite de manière prétorienne afin de combler les lacunes d'un droit à vocation économique. Le développement s'est fait sur de longues années. Aujourd'hui, avec l'avènement de l'Union européenne, qui plus est, depuis l'entrée en vigueur du Traité de Lisbonne reconnaissant une valeur juridique à la Charte des droits fondamentaux, les garanties sont *censées* être mieux assurées que jamais aux citoyens. C'est notamment le cas en matière de justice. L'article 47 de la Charte est lui aussi le fruit d'un développement jurisprudentiel qui s'est construit sur la base du principe à une protection juridictionnelle effective.

§ 2. Le droit fondamental à une protection juridictionnelle effective

100. Les Communautés (puis l'Union) sont créateurs de droit (matériel, procédural ou encore institutionnel). Certains bénéficient, directement ou indirectement, aux personnes physiques ou morales. Ces dernières peuvent en tirer des droits substantiels dans leurs relations privées. Dès lors, un litige commercial transfrontière peut viser à la reconnaissance d'un droit tiré du système des Communautés (aujourd'hui de l'Union). L'ensemble de ces droits doit être mis en œuvre par les juridictions des États membres au même titre que le droit national. Il s'agit de leur office *communautaire*⁴²³. Il en ressort que « tout juge national est aussi juge [de l'Union] »⁴²⁴, ou plus précisément, « un juge du droit de l'Union devant les juridictions nationales »⁴²⁵. Afin de garantir cette mise en œuvre devant le juge national, la Cour de justice a développé le concept de protection juridictionnelle effective. Il est aujourd'hui consacré à l'article 47 de la Charte des droits

⁴²⁰ V° aussi art. 52 §3 CDFUE.

⁴²¹ CJCE 18 juin 1991, *ERT*, aff. C-260/89, *préc.*, spéc. pt 41. Il faut noter que la CJ va jusqu'à prendre des décisions en se fondant exclusivement sur l'art. 6 CSDHLF (par ex. CJCE 17 déc. 1998, *Baustahlgewebe*, aff. C-185/95 P, EU:C:1998:608, spéc. pt 20) ; sur la référence à la CSDHLF par la CJUE, V° J. SUDRE, *Droit européen et international des droits de l'homme*, PUF, 12^e éd., 2015, spéc. §100.

⁴²² Art. 6 § 2 Traité UE. Sur ce point, V° CJ 18 déc. 2014, Avis 2/13, EU:C:2014:2454.

⁴²³ S. GUINCHARD *et al.*, *Droit processuel. Droits fondamentaux du procès*, Dalloz, 8^e éd., 2015, spéc. §296 ; dans le même sens : P. GIRERD, « Les principes d'équivalence et d'effectivité. Encadrement ou désencadrement de l'autonomie procédurale des États membres ? », *RTD eur.*, 2002, p. 75.

⁴²⁴ R. LECOURT, *L'Europe des juges*, Bruylant, 1976, spéc. p. 9.

⁴²⁵ S. GUINCHARD *et al.*, *Droit processuel...*, *op. cit.*, spéc. §245.

fondamentaux de l'Union européenne⁴²⁶. Dès lors, en comparaison avec des dispositions similaires dans d'autres instruments de protection de droits fondamentaux, tel que l'article 6 §1 et 13 de la Convention de sauvegarde des Droits de l'Homme et des Libertés fondamentales, l'article 47 se démarque par ses racines, dont le but était de permettre l'effectivité du droit communautaire (A). Cette originalité est source d'une interprétation différente au regard des autres instruments de protection des droits fondamentaux (B).

A. Le développement du principe de protection juridictionnelle effective

101. Les débuts de la protection juridictionnelle effective. Très tôt, la Cour de justice a reconnu que certaines dispositions du droit communautaire pouvaient être directement servir les prétentions juridiques des justiciables. L'arrêt fondateur *van Gend & Loos* en a posé les bases en reconnaissant l'effet direct de certaines dispositions du Traité à l'encontre des États membres pouvant être directement invoquées devant le juge national par les citoyens⁴²⁷. Quelques années plus tard, la Cour de justice va confirmer cette tendance dans l'arrêt *Salgoil*⁴²⁸. Elle indique que les dispositions d'effet direct obligent les « juridictions compétentes des États membres à sauvegarder les intérêts des justiciables affectés par une méconnaissance éventuelle desdites dispositions en leur assurant une *protection* directe et immédiate de leurs intérêts »⁴²⁹. Il s'agit des premiers signes du principe de protection juridictionnelle effective. Deux conséquences peuvent en être tirées. D'abord, les États membres respectent les dispositions de l'acte communautaire qu'ils mettent en œuvre et prévoient, au besoin, une voie de recours pour en garantir l'effectivité devant le juge national⁴³⁰. De surcroît, « en l'absence de réglementation communautaire en la matière, il appartient à l'ordre juridique interne de chaque État membre de désigner les juridictions compétentes et de régler les modalités procédurales des recours en justice destinés à assurer la sauvegarde des droits que les

⁴²⁶ CJ 6 oct. 2015, *Maximilian Schrems*, aff. C-362/14, EU:C:2015:650, spéc. pt. 95 : « une réglementation ne prévoyant aucune possibilité pour le justiciable d'exercer des voies de droit afin d'avoir accès à des données à caractère personnel le concernant ou d'obtenir la rectification ou la suppression de telles données, ne respecte pas le contenu essentiel du *droit fondamental à une protection juridictionnelle effective, tel que consacré à l'article 47 de la Charte* » (emphasis ajoutée).

⁴²⁷ CJCE 5 févr. 1963, *van Gend & Loos*, aff. 26-62, *préc.* ; C. FLAESCH-MOUGIN, « Typologie des principes de l'Union européenne », *op. cit.*, p. 99, spéc. p. 135.

⁴²⁸ CJCE 19 sept. 1968, *Salgoil*, aff. 13-68, EU:C:1968:54.

⁴²⁹ CJCE 19 sept. 1968, *Salgoil*, aff. 13-68, *préc.*, spéc. pt. III.2 (emphasis ajoutée).

⁴³⁰ Par ex. lorsqu'une directive impose l'instauration d'une voie de recours : CJCE 15 mai 1986, *Marguerite Johnston*, aff. 222/84, EU:C:1986:206, spéc. pt. 17 ; ou plus récemment : CJCE 22 mai 2003, *Connect Austria*, aff. C-462/99, EU:C:2003:297, spéc. pt. 42.

justiciables tirent de l'effet direct du droit communautaire »⁴³¹. De cette façon, les parties qui souhaitent se prévaloir d'une disposition du droit communautaire pour se voir reconnaître un droit substantiel dans un litige commercial transfrontière peuvent le faire devant les juridictions nationales en mettant en œuvre des procédures de droit national. Dans ce cas, même en l'absence de dispositions procédurales communautaires, il appartient aux juridictions nationales d'assurer l'accès à la justice des citoyens en leur permettant de recourir à des voies de droit national afin de pouvoir leur reconnaître un droit substantiel tiré du droit communautaire.

102. *Autonomie procédurale des États membres et équivalence des procédures.* Si les États membres ont l'obligation d'admettre devant leurs juridictions nationales des actions fondées sur le droit communautaire pour en garantir son effectivité, ils sont libres, selon le principe d'autonomie procédurale, d'aménager la procédure nationale comme bon leur semble⁴³². Afin d'éviter que ces procédures ne soient moins favorables que celles visant l'effectivité du droit national, la Cour de justice des Communautés européennes a rapidement reconnu que le principe d'autonomie procédurale devait respecter un principe d'équivalence⁴³³. Il s'agit de vérifier que les modalités qui régissent le recours visant la sauvegarde des droits de l'Union sont au moins équivalentes, voire plus favorables, que leur *alter ego* en droit national⁴³⁴. Il revient tout naturellement au juge national d'apprécier l'équivalence des recours puisqu'il dispose des connaissances procédurales internes nécessaires à une telle appréciation. Dans son analyse, il est épaulé par la Cour de justice qui formule, au fur et à mesure de sa jurisprudence, des principes de nature à faciliter l'examen du juge national⁴³⁵.

103. *Autonomie procédurale et effectivité des procédures.* Par ailleurs, il est nécessaire que les modalités prescrites par le droit national pour un tel recours ne « [rendent pas] en pratique impossible l'exercice des droits que les juridictions nationales ont l'obligation de

⁴³¹ CJCE 16 déc. 1976, *Rewe-Zentralfinanz*, aff. 33-76, EU:C:1976:188, spéc. pt. 5 al. 3 ; CJCE 16 déc. 1976, *Comet*, aff. 45-76, EU:C:1976:191, spéc. pt. 13.

⁴³² Sur le principe d'autonomie procédural, V° G. MONTAGNIER, T. DEBARD, « Droit de l'Union européenne et procédure civile », *Rép. procédure civile*, Dalloz, mars 2014, spéc. §§17 à 20.

⁴³³ CJCE 16 déc. 1976, *Rewe-Zentralfinanz*, aff. 33-76, *préc.*, spéc. pt. 5 al. 3 ; CJCE 16 déc. 1976, *Comet*, aff. 45-76, *préc.*, spéc. pt. 13 ; sur le principe d'équivalence, V° S. GUINCHARD *et al.*, *Droit processuel...*, *préc.*, spéc. §297 ; P. GIRERD, « Les principes d'équivalence et d'effectivité. Encadrement ou désencadrement de l'autonomie procédurale des États membres ? », *RTD eur.*, 2002, p. 75.

⁴³⁴ P. GIRERD, « Les principes d'équivalence et d'effectivité. Encadrement ou désencadrement de l'autonomie procédurale des États membres ? », *préc.*

⁴³⁵ *Id.*

sauvegarder »⁴³⁶. Il s'agit du principe d'effectivité, le second à encadrer le principe d'autonomie procédurale⁴³⁷. Celui-ci s'inscrit dans la lignée de l'arrêt *Simmenthal* : les dispositions nationales qui diminuent l'efficacité du droit de l'Union et qui forment un obstacle à sa pleine efficacité doivent être écartées⁴³⁸. Contrairement au principe d'équivalence, il revient à la Cour de justice des Communautés européennes d'apprécier l'effectivité des recours mis en place par les États membres⁴³⁹.

104. Application cumulative du principe d'équivalence et d'effectivité. Le principe d'équivalence et d'effectivité est essentiel pour assurer le principe de protection juridictionnelle effective. Celui-ci est respecté par l'État membre lorsque la procédure nationale permettant la mise en œuvre du droit communautaire respecte non seulement le principe d'équivalence, mais aussi le principe d'effectivité : l'application est cumulative⁴⁴⁰.

105. La reconnaissance d'un principe général du droit. Si ces arrêts fixent les modalités relatives aux procédures nationales devant permettre aux citoyens de se prévaloir d'un droit tiré du système communautaire devant les juridictions des États membres, la Cour de justice va aller plus loin. Elle va en effet consacrer un principe de protection juridictionnelle effective, considéré comme un principe général du droit, dans l'affaire *Marguerite Johnston*⁴⁴¹. Cette nouvelle nature a davantage d'impact que les principes d'équivalence et d'effectivité qui n'en sont pas⁴⁴². Cette audace de la Cour marque un tournant dans la nature du principe⁴⁴³.

⁴³⁶ CJCE 16 déc. 1976, *Rewe-Zentralfinanz*, aff. 33-76, *préc.*, spéc. pt. 5 al. 6 ; CJCE 16 déc. 1976, *Comet*, aff. 45-76, *préc.*, spéc. pt. 16.

⁴³⁷ P. GIRERD, « Les principes d'équivalence et d'effectivité. Encadrement ou désencadrement de l'autonomie procédurale des États membres ? », *préc.*

⁴³⁸ Comme le constate Serge GUINCHARD *et al.* in *Droit processuel...*, *op. cit.*, spéc. §297 ; V° ég. CJCE 9 mars 1978, *Simmenthal*, aff. 106/77, EU:C:1978:49, spéc. pt. 22.

⁴³⁹ P. GIRERD, « Les principes d'équivalence et d'effectivité. Encadrement ou désencadrement de l'autonomie procédurale des États membres ? », *préc.*

⁴⁴⁰ CJCE 9 nov. 1983, *San Giorgio*, aff. 199/82, EU:C:1983:318, spéc. pt. 12.

⁴⁴¹ CJCE 15 mai 1986, *Marguerite Johnston*, aff. 222/84, *préc.*, spéc. pt. 18 et 19 : “Le contrôle juridictionnel (...) est l'expression d'un *principe général de droit*” selon lequel “toute personne a droit à un recours effectif devant une juridiction compétente (...). Il appartient aux États membres d'assurer un *contrôle juridictionnel effectif* sur le respect des dispositions applicables du droit communautaire” (emphases ajoutées). Pour se convaincre du lien existant entre l'autonomie procédurale, le principe d'équivalence et d'effectivité avec le principe général du droit de l'Union consacrant une protection juridictionnelle effective, V° CJCE 13 mars 2007, *Unibet*, aff. C-432/05, EU:C:2007:163, spéc. pt. 37 à 44 (le dernier faisant explicitement le lien entre les modalités procédurales et la garantie d'une protection juridictionnelle effective) ; confirmé par CJ 22 déc. 2010, *DEB*, aff. C-279/09, EU:C:2010:811, spéc. pt. 28 et 29.

⁴⁴² P. GIRERD, « Les principes d'équivalence et d'effectivité. Encadrement ou désencadrement de l'autonomie procédurale des États membres ? », *préc.* Les deux droits ont ég. un objectif diamétralement opposé – les principes d'équivalence et d'effectivité sont “des règles d'administration du droit” alors que le principe de

B. La signification du principe de protection juridictionnelle effective

106. Selon la Cour de justice, le principe de protection juridictionnelle effective correspond aux articles 6 §1 et 13 de la Convention de sauvegarde des Droits de l'Homme et des Libertés fondamentales⁴⁴⁴. Retranscrits à l'article 47 de la Charte des Droits fondamentaux de l'Union européenne, le Praesidium a également admis cette correspondance entre les deux instruments protégeant les droits fondamentaux. Afin de mieux cerner la signification du principe de protection juridictionnelle effective, il est alors nécessaire d'envisager, dans un premier temps, celle des articles 6 §1 et 13 de la Convention (1). Malgré le lien entre ces dispositions, il faut toutefois admettre des distinctions entre les instruments, fruit du développement du principe fondé sur l'effectivité du droit communautaire, entraînant des spécificités dans l'Union européenne (2).

1. L'accès à la justice, droit fondamental européen

107. **Ordre public européen.** Le Conseil de l'Europe, créé au lendemain de la Seconde Guerre mondiale, a pour objectif de « réaliser une union étroite entre ses membres » en promouvant les « idéaux et les principes qui sont leur patrimoine commun et de favoriser leur progrès économique et social », mais également de « [sauvegarder] et [développer] des droits de l'homme et des libertés fondamentales »⁴⁴⁵. Afin de réaliser ce dernier objectif, l'organisation européenne a adopté la Convention de sauvegarde des Droits de l'Homme et des Libertés fondamentales le 4 novembre 1950 et qui est entrée en vigueur le 3 septembre 1953⁴⁴⁶. Aujourd'hui, elle s'applique dans 47 États, au bénéfice de 800 millions de personnes⁴⁴⁷. Il faut souligner le caractère « fortement original » de la protection européenne des droits fondamentaux : la garantie juridictionnelle des droits

protection juridictionnelle effective constitue « un principe de fond du droit », une partie de la « série d'exigences » attachés au droit à un procès équitable.

⁴⁴³ R. VANDERMEEREN, « Permanence et actualité du droit au juge », *AJDA*, 2005, p. 1102.

⁴⁴⁴ CJCE 15 mai 1986, *Marguerite Johnston*, aff. 222/84, *préc.*, spéc. pt. 18 ; CJCE 15 oct. 1987, *Unectef*, aff. 222/86, EU:C:1987:442, spéc. pt. 14 ; et plus récemment : CJ 22 déc. 2010, *DEB*, aff. C-279/09, *préc.*, spéc. pt. 29.

⁴⁴⁵ Art. 1^{er} (a) et (b), *Statuts du Conseil de l'Europe*, *préc.* (emphasis ajoutée). Il faut noter l'emploi de l'article indéfini « des » précédant « droits de l'homme », au lieu de l'article défini « les » ; cette utilisation à dessein peut suggérer une forme de dynamisme ancrée dans les gènes du CoE – mais cette interprétation est propre à la langue française : la version anglaise ne distingue pas entre « des » ou « les » et utilise la préposition « of ».

⁴⁴⁶ Convention de sauvegarde des Droits de l'Homme et des Libertés fondamentales, *préc.* ; F. SUDRE, *Droit européen et international des droits de l'homme*, *op. cit.*, spéc. §95 ; L. FAVOREU *et al.*, *Droit des libertés fondamentales*, 7^e éd., 2015, spéc. §449.

⁴⁴⁷ S. GUINCHARD *et al.*, *Droit processuel. Droits fondamentaux du procès*, Dalloz, 7^e éd., 2013, spéc. §68.

proclamés est assurée par la Cour européenne des Droits de l'Homme⁴⁴⁸. Cette dernière s'emploie à protéger le respect des droits proclamés par la Convention dans la mise en œuvre du droit national des États contractants jusqu'à la qualifier, de manière très audacieuse⁴⁴⁹, d'« instrument constitutionnel d'ordre public européen »⁴⁵⁰, démontrant que son contenu constitue un ensemble de normes fondamentales⁴⁵¹.

108. L'article 6 § 1, droit d'accès au juge. L'article 6 § 1 de la Convention de sauvegarde des Droits de l'Homme et des Libertés fondamentales est d'une importance majeure dans la jurisprudence de la Cour européenne des Droits de l'Homme⁴⁵². Si cette disposition ne prévoit pas *stricto sensu* un droit d'accès aux tribunaux⁴⁵³, la Cour a déduit de l'ensemble des droits qui y sont garantis qu'ils seraient illusoires de considérer que l'article 6 § 1 « ne protège pas d'abord ce qui seul permet d'en bénéficier en réalité : l'accès au juge »⁴⁵⁴. Cette disposition est reine en matière d'accès à la justice puisqu'elle « garantit à chacun le droit à ce qu'un tribunal connaisse de toute contestation relative à ses droits et obligations de caractère civil. Il consacre de la sorte le "droit à un tribunal", dont le droit d'accès, à savoir le droit de saisir le tribunal en matière civile, ne constitue qu'un aspect. À cela s'ajoutent les garanties prescrites par l'article 6 par. 1 (...) quant à l'organisation et à la composition du tribunal et quant au déroulement de l'instance. Le tout forme en bref le droit à un procès équitable »⁴⁵⁵. Ce droit au procès équitable permet d'obtenir une « bonne justice »⁴⁵⁶. Il doit être respecté pour les recours en matière civile, laquelle est entendue largement et de manière autonome⁴⁵⁷. Il faut noter que ces derniers ont une obligation positive de respecter les dispositions de cet article : les États contractants doivent permettre l'accès à leurs juridictions afin que les personnes puissent trouver un *forum* pour résoudre leurs litiges portant sur des obligations civiles. L'article 6 § 1 de la Convention est un droit fondamental (processuel) garanti par

⁴⁴⁸ L. FAVOREU *et al.*, *Droit des libertés fondamentales*, *op. cit.*, spéc. §448.

⁴⁴⁹ *Ibid.*, spéc. §450.

⁴⁵⁰ CEDH 23 mars 1995, *Loizidou c/ Turquie (exceptions préliminaires)*, req. n°15318/89, spéc. pt 75.

⁴⁵¹ F. SUDRE, *Droit européen et international des droits de l'homme*, *op. cit.*, spéc. §95.

⁴⁵² Pour s'en convaincre, il suffit de porter un regard sur les statistiques de la CEDH : en 2015, 24,14 % des violations constatées dans les arrêts de la Cour concernait l'article 6 CSDHLF ; V° Cour européenne des Droits de l'Homme, *La CEDH en faits & chiffres 2015*, mars 2016 (disp. en ligne : <<http://www.echr.coe.int/>>, rubrique «Statistiques»), spéc. p. 7.

⁴⁵³ CEDH, plén., 21 févr. 1975, *Golder c/ Royaume-Uni*, req. n°4451/70, *préc.*, spéc. pt. 28.

⁴⁵⁴ *Ibid.*, spéc. pt. 35.

⁴⁵⁵ *Ibid.*, spéc. pt. 36 ; S. GUINCHARD *et al.*, *Droit processuel...*, *op. cit.*, spéc. §242.

⁴⁵⁶ S. GUINCHARD *et al.*, *Droit processuel...*, *op. cit.*, spéc. §86.

⁴⁵⁷ J.-F. RENUCCI, *Droit européen des droits de l'homme*, LGDJ, 2012, spéc. §§231 s. ; L. FAVOREU *et al.*, *Droit des libertés fondamentales*, *op. cit.*, spéc. §573 ; S. GUINCHARD *et al.*, *Droit processuel...*, *op. cit.*, spéc. §§88 s.

l'instrument, sujet au mécanisme de contrôle devant la Cour européenne des Droits de l'Homme⁴⁵⁸.

Mais l'accès à la justice au sein de la Convention ne se limite pas au droit au juge. Son article 13 reconnaît un droit proche : le droit au recours effectif.

109. L'article 13, droit au recours effectif. Longtemps assimilé à l'article 6 § 1 de la Convention de sauvegarde des Droits de l'Homme et des Libertés fondamentales, il semble que le droit à un recours effectif commence à prendre son envol⁴⁵⁹. Il confère aux individus, personne physique ou morale⁴⁶⁰, le droit à un recours contre l'État contractant dans le but de vérifier les allégations de violation d'un droit fondamental inscrit dans la Convention européenne devant une « instance nationale »⁴⁶¹. Comme l'article 6 §1, l'article 13 impose une obligation positive aux États contractants qui doivent assurer cette garantie procédurale⁴⁶². L'objectif du recours effectif est de pouvoir faire constater une violation des droits garantis dans la Convention devant le juge national⁴⁶³. Par ailleurs, le non respect de cette obligation par les États contractants peut constituer une violation autonome de la Convention⁴⁶⁴. L'article 13 de cet instrument repose sur l'idée sous-jacente que le juge national est, et doit être, le premier juge des droits fondamentaux⁴⁶⁵.

⁴⁵⁸ Sur le mécanisme de contrôle du respect de la CSDHLF par la CEDH, V° F. SUDRE, *Droit européen et international des droits de l'homme*, op. cit., spéc. pp. 178 et s.

⁴⁵⁹ CEDH, gd. ch., 26 oct. 2000, *Kudla c/ Pologne*, req. n°30210/96, ECLI:CE:ECHR:2000:1026JUD003021096. M. SINKONDO, « Le fabuleux destin de l'article 13 de la C.E.D.H. et ses suites heureuses pour les garanties individuelles », *RDIDC*, 2004/4, p. 365, spéc. p. 368 : l'emploi de l'art. 13 CSDHLF n'a pas encore atteint son plein potentiel.

⁴⁶⁰ Contrairement au PIDCP qui ne le permet qu'aux personnes physiques : V° N. RODLEY, « Article 2 », in E. DECAUX (dir.), F. MARTIN (coord.), *Le Pacte international relatif aux droits civils et politiques. Commentaire article par article*, Economica, 2011, p. 115, spéc. p. 124 ; l'art. 13 de la CSDHLF indique que « toute personne » y a le droit. Il faut alors se référer à l'art. 1 de la CSDHLF et qui englobe aussi bien les personnes physiques que morales (V° S. GUINCHARD *et al.*, *Droit processuel...*, op. cit., spéc. §88-1). De manière générale, l'ensemble des droits proclamés par la CSDHLF peuvent, dans la mesure du possible (par ex. les droits relatifs au corps humain ne peuvent pas bénéficier aux personnes morales), s'appliquer aux personnes physiques ou morales (V° J.-F. RENUCCI, *Droit européen des droits de l'homme*, op. cit., spéc. §31 ; avec une attention particulières aux limites posées : Y. GUYON, « Droits fondamentaux et personnes morales de droit privé », *AJDA*, HS juil.-août 1998, p. 136).

⁴⁶¹ Le terme « d'instance nationale » est plus vaste que celui de « tribunal (...) établi par la loi » de l'art. 6 CSDHLF. Le *recours effectif* peut ainsi être opéré devant une autorité, ou autre : V° L. FAVOREU *et al.*, *Droit des libertés fondamentales*, op. cit., spéc. §571 ; S. Guinchard *et al.*, *Droit processuel...*, op. cit., spéc. §236.

⁴⁶² M. SINKONDO, « Le fabuleux destin de l'article 13 de la C.E.D.H. et ses suites heureuses pour les garanties individuelles », *préc.*, spéc. p. 387.

⁴⁶³ CEDH 27 avr. 1988, *Boyle et Rice c/ Royaume-Uni*, req. n°9659/8 et n° 9658/82, spéc. pt 52 ; M. SINKONDO, « Le fabuleux destin de l'article 13 de la C.E.D.H. et ses suites heureuses pour les garanties individuelles », *préc.*, spéc. pp. 387 et 388.

⁴⁶⁴ CEDH 6 sept. 1978, *Klass e.a. c/ Allemagne*, req. n°5029/71, *préc.*, spéc. pt 64.

⁴⁶⁵ J.-F. RENUCCI, *Droit européen des droits de l'homme*, op. cit., spéc. §§31 et 412 ; confirmé par l'approche de la CSDHLF dans son arrêt *Kudla* où elle admet qu'un *recours effectif* (art. 13 CSDHLF) peut être exercé dans la perspective de reconnaître une violation du droit au procès équitable, et plus spécifiquement le droit à un délai raisonnable, plaçant ainsi le juge national en tant que juge principal des droits fondamentaux (CEDH, gd. ch.,

Contrairement à l'article 6 §1 de la Convention, les recours intentés sur le fondement de l'article 13 sont uniquement verticaux. En d'autres termes, cette disposition consacre un véritable « mécanisme de productivité renforcée des droits garantis »⁴⁶⁶ et doit également participer à l'amélioration du nombre de requêtes traitées par la Cour pour assurer l'effectivité de l'instrument⁴⁶⁷.

110. *L'accès à la justice, un droit fondamental dans le système européen.* En définitive, l'accès à la justice dans la Convention de sauvegarde des Droits de l'Homme et des Libertés fondamentales repose sur deux dispositions. D'une part, sur l'article 6 §1 garantissant un accès au juge pour les litiges portant sur des obligations civiles. D'autre part, sur l'article 13 obligeant les États contractant à prévoir un recours effectif devant une instance nationale pour assurer le respect des droits fondamentaux reconnus par la Convention, dont le droit au juge.

2. L'accès à la justice, droit fondamental de l'Union européenne

111. *Droit à un recours effectif.* Le principe de protection juridictionnelle effective s'entend comme le droit à un recours effectif, tel qu'il est reconnu par l'article 47 §1 de la Charte des droits fondamentaux de l'Union européenne⁴⁶⁸. Il s'agit d'un droit processuel,

26 oct. 2000, *Kudla c/ Pologne*, req. n°30210/96, *préc.*); M. SINKONDO, « Le fabuleux destin de l'article 13 de la C.E.D.H. et ses suites heureuses pour les garanties individuelles », *préc.*, spéc. p. 382.

⁴⁶⁶ M. SINKONDO, « Le fabuleux destin de l'article 13 de la C.E.D.H. et ses suites heureuses pour les garanties individuelles », *préc.*, spéc. p. 412.

⁴⁶⁷ L'idée sous-jacente est donc de limiter le nombre de requête présenté à la CEDH. Il participe ainsi à l'effectivité des droits reconnus par la CSDHLF, comme l'ont été le Protocole n°11 à la Convention de sauvegarde des Droits de l'Homme et des Libertés fondamentales, portant restructuration du mécanisme de contrôle établi par la Convention, Strasbourg, 11 mai 1994, STE n°155 (vig. 1^{er} nov. 1998), le Protocole n°14 à la Convention de sauvegarde des Droits de l'Homme et des Libertés fondamentales, amendement le système de contrôle de la Convention, Strasbourg, 13 mai 2004, STCE n°194 (vig. 1^{er} juin 2010). À noter que deux nouveaux Protocole adopté en 2013 devraient ég. avoir un impact sur le traitement des requêtes devant la CEDH : Protocole n°15 portant amendement à la Convention de sauvegarde des Droits de l'Homme et des Libertés fondamentales, Strasbourg, 24 juin 2013, STCE n°213 (non encore entré en vigueur ; au 13 sept. 2016 : 32 ratifications [art. 7 Protocole n°15 : les 47 États contractants de la CSDHLF doivent l'avoir ratifié pour qu'il entre en vigueur] et 10 signatures) ; Protocole n°16 à la Convention de sauvegarde des Droits de l'Homme et des Libertés fondamentales, Strasbourg, 2 oct. 2013, STCE n°214 (non encore entré en vigueur ; au 13 sept. 2016 : 6 ratifications [art. 8 Protocole n°16 : 10 ratifications sont nécessaires] et 10 signatures).

⁴⁶⁸ S. GUINCHARD *et al.*, *Droit processuel...*, *op. cit.*, spéc. §244 ; F. PÉRALDI LENEUF, « Le contrôle de compatibilité des actes de l'Union européenne au regard des droits fondamentaux : *ex ante* ou *ex post* ? », in Mél. J. MOLINIER, LGDJ, 2012, p. 495, spéc. p. 505. D. RITLÉNG, « L'encadrement des procédures devant le juge national par le droit à un procès équitable », in C. PICHERAL (dir.), *Le droit à un procès équitable au sens du droit de l'Union européenne*, Anthemis, 2012, p. 103, spéc. p. 107 ; B. FAVREAU, « La Charte des droits fondamentaux de l'Union européenne : pourquoi et comment ? », in B. FAVREAU (dir.), *La Charte des droits fondamentaux de l'Union européenne après le Traité de Lisbonne*, Bruylant, 2010, p. 3, spéc. pp. 22 et 23.

un « droit-garantie »⁴⁶⁹. Il est un « élément constitutif d'une communauté de droit »⁴⁷⁰. Aujourd'hui, dans l'optique d'une « Union de droits »⁴⁷¹, l'article 19 §1 al. 2 du Traité UE renforce cet aspect en obligeant les États membres à établir « les voies de recours nécessaires pour assurer une protection juridictionnelle effective dans les domaines couverts par le droit de l'Union ».

L'article 47 §1 de la Charte des droits fondamentaux permet aux personnes physiques et morales de faire valoir leurs droits substantiels tirés du droit matériel de l'Union devant une juridiction nationale. La garantie est similaire à celle de l'article 13 de la Convention de sauvegarde des Droits de l'Homme et des Libertés fondamentales. Cependant, elle est plus étendue puisqu'elle assure le recours à un juge, et pas une instance nationale⁴⁷², et qu'elle porte sur le respect de tous les droits tirés du système de l'Union, c'est-à-dire que les recours ne doivent pas se limiter à la protection d'un droit fondamental tel qu'il est reconnu par la Charte. L'influence du développement du principe de protection juridictionnelle effective est ici clairement marquée. Par conséquent, un accès au juge doit être offert à toute personne qui souhaite se prévaloir d'un droit tiré du système du droit de l'Union européenne devant les juridictions nationales. Par ailleurs, la Cour de justice a rappelé qu'aux termes de l'article 19 §1 al. 2 du Traité UE, les États membres doivent prévoir des voies de recours pour assurer le respect des droits fondamentaux lorsque le droit de l'Union est mis en œuvre⁴⁷³.

112. L'article 47 al. 2 de la Charte. Le second alinéa de l'article 47 de la Charte reconnaît toutefois que « [t]oute personne a droit à ce que sa cause soit entendue (...) par un tribunal indépendant et impartial, établi préalablement par la loi ». La Cour de justice a reconnu la correspondance avec l'article 6 §1 de la Convention de sauvegarde des Droits de l'Homme et des Libertés fondamentales⁴⁷⁴. Cela étant, en établissant ce lien, c'est surtout pour s'en référer aux droits processuels substantiels développés par la jurisprudence de la Cour européenne des Droits de l'Homme (bien plus riche en la

⁴⁶⁹ Cäd. "[une prérogative] dont dispose l'individu pour faire valoir et assurer la défense de ses autres droits et libertés, spécialement devant la justice" in L. FAVOREU *et al.*, *Droit des libertés fondamentales*, *op. cit.*, spéc. §654.

⁴⁷⁰ TPI 15 janv. 2003, *Philip Morris International e.a. c/ Commission*, aff. jointes T-377/00, T-379/00, T-380/00, T-260/01 et T-272/01, EU:T:2003:6, spéc. pt. 121.

⁴⁷¹ CJCE 23 oct. 1986, *Les Verts*, aff. 294/83, EU:C:1986:166, spéc. pt. 23 ; actualisé par : CJ 29 juin 2010, *E et F*, aff. C-550/09, EU:C:2010:382, spéc. pt. 44.

⁴⁷² Explications relatives à la Charte des droits fondamentaux, JOUE C 303/17 du 14 déc. 2007, spéc. p. 30.

⁴⁷³ CJ 26 sept. 2013, *Texdata Software*, aff. C-418/11, EU:C:2013:588, spéc. pt. 78.

⁴⁷⁴ CJ 22 déc. 2010, *DEB*, aff. C-279/09, *préc.*, spéc. pt. 32 ; CJ 6 sept. 2012, *Trade Agency*, aff. C-619/10, EU:C:2012:531, spéc. pt. 52.

matière⁴⁷⁵). C'est le cas dans l'arrêt *Trade Agency* où la Cour de justice reconnaît que l'article 47 al. 2 de la Charte doit s'interpréter en se référant aux droits du procès équitable tels qu'ils sont reconnus par l'article 6 §1 de la Convention. Or, il ne s'agissait pas ici de faire prévaloir le droit d'accès au juge, mais un des droits processuels reconnus par la Cour européenne des Droits de l'Homme, l'exigence de motivation des décisions judiciaires⁴⁷⁶. Le même constat peut être posé dans d'autres affaires⁴⁷⁷.

Plus généralement, il faut constater que les exigences du droit au procès équitable étaient plus largement reconnues en tant que principe général du droit⁴⁷⁸, indépendamment du droit d'accès à un tribunal⁴⁷⁹. En effet, la Charte se distingue ici de la Convention européenne. Toutes les fois où l'accès à un tribunal était nécessaire devant les juridictions nationales, c'est l'arrêt *Marguerite Johnston* qui est rappelé, c'est-à-dire le principe de protection juridictionnelle effective⁴⁸⁰. Contrairement à la Convention européenne, la distinction entre l'alinéa 1 et 2 de l'article 47 de la Charte n'est pas aussi franche que celle des articles 6 §1 et 13. Cette spécificité s'explique d'une part par le principe de protection juridictionnelle effective qui doit produire ses effets toutes les fois où un droit de l'Union est mis en œuvre, et, d'autre part, par l'application limitée de la Charte, qui ne peut être mise en œuvre que lorsqu'un droit de l'Union est mis en œuvre. Dès lors, l'un entraîne nécessairement l'autre, expliquant qu'il n'y ait pas de besoin de tracer une distinction nette entre les deux. Récemment, dans un motif, la Cour de justice semble confirmer cette approche. Dans son arrêt *Ordres des barreaux francophones et germanophone e.a.*, elle précise que « [l']article 47 de la Charte consacre le droit à un recours effectif, ce droit comprenant, selon le deuxième alinéa de cet article, notamment, la possibilité pour toute personne de se faire conseiller, défendre et représenter par un avocat. Le troisième alinéa dudit article garantit le droit à un recours effectif par l'octroi

⁴⁷⁵ J.-S. BERGÉ, S. ROBIN-OLIVIER, *Droit européen...*, op. cit., spéc. §294.

⁴⁷⁶ CJ 6 sept. 2012, *Trade Agency*, aff. C-619/10, *préc.*, spéc. pt. 52 à 55.

⁴⁷⁷ V° par ex. : CJ 22 déc. 2010, *DEB*, aff. C-279/09, *préc.*, spéc. pt. 36 ; CJCE 14 déc. 2006, *ASML*, aff. C-283/05, EU:C:2006:787, spéc. 26 et 27.

⁴⁷⁸ CJCE 28 mars 2000, *Krombach*, aff. C-7/98, EU:C:2000:164, spéc. pt. 25 et 26.

⁴⁷⁹ CJCE 17 déc. 1998, *Baustahlgewebe*, aff. C-185/95 P, *préc.*, spéc. pt. 20 et 21 : où la CJCE fait spécifiquement référence au délai raisonnable.

⁴⁸⁰ V° not. CJCE 15 oct. 1987, *Unectef*, aff. 222/86, *préc.*, spéc. pt. 14 et 15 ; CJCE 3 déc. 1992, *Oleificio Borelli*, aff. C-97/91, EU:C:1992:491, spéc. pt. 14 ; CJCE 27 nov. 2001, *Commission c/ Autriche*, aff. C-424/99, EU:C:2001:642, spéc. pt. 45 ; CJCE 25 juil. 2002, *Unión de Pequeños Agricultores*, aff. C-50/00 P, EU:C:2002:462, spéc. pt. 39 ; CJCE 1^{er} avr. 2004, *Commission c/ Jégo-Quéré*, aff. C-263/02 P, EU:C:2004:210, spéc. pt. 29 ; CJCE 13 mars 2007, *Unibet*, aff. C-432/05, *préc.*, spéc. pt. 37 ; CJ 22 déc. 2010, *DEB*, aff. C-279/09, *préc.*, spéc. pt. 29 ; CJ 6 oct. 2015, *Maximilian Schrems*, aff. C-362/14, *préc.*, spéc. pt. 95.

d'une aide juridictionnelle aux justiciables ne disposant pas de ressources suffisantes »⁴⁸¹. Cet *obiter dictum* paraît confirmer l'approche selon laquelle, le droit à un recours effectif, c'est-à-dire l'article 47 al. 1 de la Charte, permet aux justiciables d'accéder à un tribunal, qu'il s'agisse d'un recours vertical ou horizontal, alors que les deux autres alinéas de la même disposition précisent les conditions dans lesquelles cet accès doit s'exercer.

113. En définitive, le principe de protection juridictionnelle effective tel qu'il est reproduit à l'article 47 de la Charte permet à ceux qui mettent en œuvre un droit de l'Union de pouvoir accéder à un tribunal dans chacun des États membres (al. 1), mais aussi à ce que la procédure ainsi engagée soit respectueuse du droit au procès équitable (al. 2) en s'inspirant du contenu de la Convention de sauvegarde des Droits de l'Homme et des Libertés fondamentales. Peu importe que le recours vise à mettre en œuvre la responsabilité d'un État membre ou vise à la reconnaissance d'un droit tiré du système de l'Union, l'accès au juge doit être garanti.

114. La Communauté économique européenne n'avait certes aucune vocation à défendre les droits fondamentaux des citoyens des États membres. Pour autant, par le biais d'une construction prétorienne dynamique, elle a su, petit à petit, corriger ce défaut. D'abord par les principes généraux du droit, puis avec l'avènement d'un instrument dédié à la garantie des droits fondamentaux, la Charte des droits fondamentaux de l'Union européenne. Ce développement s'est accompagné du développement d'un droit d'accès à la justice, dont l'objectif premier était d'abord de permettre l'effectivité des droits de l'Union, indépendamment de leur nature. Aujourd'hui, l'article 47 de la Charte des droits fondamentaux consacre le droit fondamental d'accès au juge qui s'est développé avec le concours de la Convention de sauvegarde des Droits de l'Homme et des Libertés fondamentales et de ses interprétations par la Cour européenne des Droits de l'Homme.

Afin de pouvoir véritablement cerner le droit fondamental d'accès à la justice reconnu par la Charte, il est alors nécessaire d'analyser sa portée au sein de l'Union européenne.

⁴⁸¹ CJ 28 juil. 2016, *Ordres des barreaux francophones et germanophone e.a.*, aff. C-543/14, EU:C:2016:605, spéc. pt. 27.

Section 2. La portée du droit fondamental d'accès à la justice

115. Le droit fondamental d'accès à la justice repose sur les trois alinéas de l'article 47 de la Charte des droits fondamentaux. Avant de pouvoir véritablement déterminer les liens et l'influence de ce droit sur l'Espace de liberté, de sécurité et de justice, renvoyant inmanquablement à l'objectif d'accès à la justice⁴⁸² et à la base juridique posée par l'article 81 §2 (e) du Traité FUE (§ 2), il convient d'abord de revenir sur le régime du droit fondamental d'accès à la justice (§ 1).

§ 1. Le régime du droit fondamental d'accès à la justice

116. Le droit fondamental d'accès à la justice garanti par l'article 47 de la Charte des droits fondamentaux de l'Union européenne apporte un certain nombre de garanties processuelles à l'ensemble du droit de l'Union, pas seulement au droit de la coopération judiciaire. Pour en déterminer véritablement la portée, il convient de revenir sur son champ d'application (A) et sur les garanties protégées par ce droit (B).

A. Le champ d'application du droit fondamental d'accès à la justice

117. *Concordance avec le champ d'application de la Charte.* Puisque le droit fondamental d'accès à la justice est consacré dans la Charte des droits fondamentaux, son champ d'application correspond à celui de l'instrument qui le contient. Or celui-ci semble restreint et sujet à confusion⁴⁸³. Selon son article 51, la Charte des droits fondamentaux s'adresse aux institutions de l'Union et aux États membres lorsqu'ils mettent en œuvre le droit de l'Union⁴⁸⁴. Par ailleurs, celle-ci ne saurait étendre les compétences de l'Union⁴⁸⁵. Les droits fondamentaux qui y sont consacrés ne constituent pas, par essence, une mise en

⁴⁸² Art. 67 §4 Traité FUE.

⁴⁸³ V° en ce sens : L. PAILLER, *Le respect de la Charte des droits fondamentaux de l'Union européenne dans l'espace judiciaire européen en matière civile et commerciale*, thèse dirigée par F. MARCHANDIER et É. GARAUD, Université de Limoges, 2015.

⁴⁸⁴ Art. 51 §1 CDFUE.

⁴⁸⁵ Art. 51 §2 CDFUE ; art. 6 §1 al. 2 Traité UE.

œuvre du droit de l'Union⁴⁸⁶. Par conséquent, il n'est pas possible d'intenter une action pour faire respecter un droit fondamental reconnu par la Charte si celui-ci n'est pas invoqué en complément d'un droit qui est lui-même tiré de système de l'Union. Il en résulte qu'un citoyen ne peut se prévaloir de l'accès à la justice que s'il s'agit de mettre en œuvre un droit de l'Union.

Quant à l'appréciation du critère de mise en œuvre du droit de l'Union, il faut souligner l'acception large retenue par la Cour de justice. Contrairement aux plaidoyers de l'Avocat général Pedro CRUZ VILLALÓN dans l'affaire *Åkerberg Fransson*⁴⁸⁷, la Cour considère que « le champ d'application du droit de l'Union ne coïncide pas nécessairement avec le champ des compétences de l'Union »⁴⁸⁸. Les juges du plateau du Kirchberg considèrent en effet que la Charte doit être respectée, non seulement par l'Union lorsqu'elle légifère, mais aussi par les États membres et les juges nationaux lorsqu'ils adoptent ou mettent en œuvre une réglementation nationale entrant dans le champ d'application du droit de l'Union ou mettant en œuvre celui-ci, s'appliquant *de facto* aussi bien à des situations purement internes que celles présentant des éléments d'extranéités localisés sur le territoire d'un autre État membre de l'Union⁴⁸⁹. Il revient alors au juge national de déterminer les cas où son droit national met en œuvre le droit de l'Union européenne et d'en apprécier la conformité avec les droits fondamentaux⁴⁹⁰, puisque « l'applicabilité du droit de l'Union implique celle des droits fondamentaux garantis par la Charte »⁴⁹¹. Le juge devra, en cas de conflit entre son droit interne et les dispositions de la Charte, « [laisser] au besoin inappliquée, de sa propre autorité, toute disposition contraire de la législation nationale, même postérieure, sans qu'il ait à demander ou à attendre l'élimination préalable de celle-ci par voie législative ou par tout autre procédé constitutionnel »⁴⁹². En dehors d'une situation où le droit de l'Union est mis

⁴⁸⁶ Art. 51 §2 CDFUE ; art. 6 §1 al. 2 Traité UE ; CJ 26 févr. 2013, *Åkerberg Fransson*, aff. C-617/10, EU:C:2013:105, spéc. pt 22.

⁴⁸⁷ CJ, concl. AG. P. CRUZ VILLALÓN, 12 juin 2012, *Åkerberg Fransson*, aff. C-617/10, EU:C:2012:340, spéc. pt. 25 et s. ; L. PAILLER, *Le respect de la Charte des droits fondamentaux de l'Union européenne dans l'espace judiciaire européen en matière civile et commerciale*, op. cit., spéc. §40.

⁴⁸⁸ C. WEISSE-MARCHAL, « L'applicabilité de la Charte des droits fondamentaux dans les ordres juridiques nationaux », *RUE*, déc. 2013, n°573, p. 601, spéc. 602 et s., not. pp. 604 et 605.

⁴⁸⁹ CJ 26 févr. 2013, *Åkerberg Fransson*, aff. C-617/10, *préc.*, pt. 19 à 22 ; H. GAUDIN *et al.*, *Les grands arrêts de la Cour de justice de l'Union européenne*, op. cit., n°16.

⁴⁹⁰ CJ 26 févr. 2013, *Åkerberg Fransson*, aff. C-617/10, *préc.*, spéc. pt. 19.

⁴⁹¹ CJ 26 sept. 2013, *Texdata Software*, aff. C-418/11, *préc.*, spéc. pt. 73.

⁴⁹² CJ 26 févr. 2013, *Åkerberg Fransson*, aff. C-617/10, *préc.*, spéc. pt. 45.

en œuvre, les droits fondamentaux tels qu'ils sont garantis par la Charte ne s'appliquent pas⁴⁹³.

118. *Différence et convergence.* Par conséquent, le droit à un recours effectif doit être ouvert dès lors que le droit de l'Union est mis en œuvre, sans que celui-ci ne soit limité à des litiges portant sur des obligations civiles comme c'est le cas pour l'article 6 §1 de la Convention de sauvegarde des Droits de l'Homme et des Libertés fondamentales⁴⁹⁴.

Néanmoins, ce vaste champ d'application permet à la Charte des droits fondamentaux, donc au principe de protection juridictionnelle effective, d'être mis en œuvre aussi bien dans des litiges domestiques que transfrontières. Il en va de même pour l'article 6 §1 de la Convention.

119. *Respect de la Charte par les institutions de l'Union.* La Charte des droits fondamentaux n'étend pas les compétences attribuées à l'Union européenne. Elle ne peut donc pas délibérément légiférer en matière de droits fondamentaux. Cependant, lorsque l'Union légifère en mettant en œuvre ses compétences, la législation adoptée ne doit pas porter atteinte aux droits fondamentaux tels qu'ils sont protégés par la Charte⁴⁹⁵.

120. *Appréciation du respect des droits fondamentaux par l'Union européenne.* La Cour de justice de l'Union européenne participe également à l'effectivité du principe reconnu à l'article 47 de la Charte et ses compétences d'attribution limitent par ailleurs l'étendue du contrôle opéré par le juge national⁴⁹⁶. Cette restriction ne fait pas obstacle au principe d'une protection juridictionnelle effective. Au contraire, elle y participe puisque « l'Union [étant] une Union de droit dans laquelle ses institutions sont soumises au contrôle de la conformité de leurs actes, notamment, avec le traité FUE et les principes généraux du droit » et, à cette fin, « [le] traité établit un système complet de voies de recours et de procédures destiné à confier à la Cour le contrôle de la légalité des actes des institutions de l'Union »⁴⁹⁷. En effet, si les juridictions nationales sont compétentes pour entendre des recours portant sur le non respect des droits fondamentaux proclamés par la Charte dans la mise en œuvre du droit de l'Union, leur marge de manœuvre est limitée.

⁴⁹³ CJ, ord., 28 nov. 2013, *Sociedade Agricola e Imobiliária da Quinta de S. Paio*, aff. C-258/13, EU:C:2013:810, spéc. pt. 19.

⁴⁹⁴ Sur ce point, V° F. SUDRE, *Droit européen et international des droits de l'homme*, op. cit., spéc. §§360 et s.

⁴⁹⁵ *Ibid.*, spéc. §97.

⁴⁹⁶ G. ISAAC, M. BLANQUET, *Droit général de l'Union européenne*, op. cit., spéc. pp. 531 et s.

⁴⁹⁷ CJ 29 juin 2010, *E et F*, aff. C-550/09, *préc.*, spéc. pt 44 ; CJ 3 oct. 2013, *Inuit Tapiriit Kanatami e.a.*, aff. C-583/11 P, EU:C:2013:625, spéc. pt 90 et 91 ; V° ég. CJCE 23 oct. 1986, *Les Verts*, aff. 294-83, *préc.* V° ég. art. 19 Traité UE.

D'une part, quant à l'interprétation des droits proclamés par la Charte, elles doivent se résoudre à porter devant la Cour de justice un recours préjudiciel en interprétation dans les conditions clairement énoncées de l'article 267 du Traité FUE⁴⁹⁸. D'autre part, elles ne sont compétentes que pour apprécier la validité du droit national mettant en œuvre le droit de l'Union au regard de la Charte⁴⁹⁹. Enfin, les juridictions nationales, bien que juge du droit de l'Union, ne sont pas compétentes pour apprécier la validité des actes de l'Union, que ce soit au regard des compétences de l'Union ou par rapport au respect des garanties de la Charte dans ses actes. La Cour de justice de l'Union européenne dispose seule d'une compétence d'attribution⁵⁰⁰. Deux moyens permettent d'apprécier la validité des actes de l'Union au regard du respect de la Charte : le recours en annulation prévu à l'article 263 Traité FUE, mais aussi le renvoi préjudiciel en appréciation de validité⁵⁰¹. En ce qui concerne le premier, la Cour a interprété strictement les conditions de sa mise en œuvre⁵⁰² : les particuliers ne peuvent intenter un recours en annulation d'un acte de l'Union qu'à la condition qu'ils soient directement affectés par l'acte en cause. La question a été posée de savoir si l'article 47 de la Charte pouvait modifier ces conditions et permettre à tous les particuliers de pouvoir bénéficier de ce recours lorsque l'acte en cause produit des effets à leur égard⁵⁰³. Malgré les critiques de ce système⁵⁰⁴, la Cour reste inflexible et maintient l'interprétation qu'elle a retenu de l'article 263 du

⁴⁹⁸ L'art. 267 Traité FUE dispose que le recours préjudiciel en interprétation s'impose aux juridictions nationales not. lorsque les décisions rendues par celles-ci ne sont susceptibles d'aucun recours ; sur le recours préjudiciel en interprétation, V° G. ISAAC, M. BLANQUET, *Droit général de l'Union européenne*, op. cit., spéc. pp. 635 et s. not. pp. 641 à 643.

⁴⁹⁹ Au besoin, en laissant celui-ci inappliqué : CJ 26 févr. 2013, *Åkerberg Fransson*, aff. C-617/10, *préc.*, pt. 45.

⁵⁰⁰ CJCE 22 oct. 1987, *Foto-Frost*, aff. 314-85, EU:C:1987:452, spéc. pt 17 et 20 ; plus récemment : CJ 3 oct. 2013, *Inuit Tapiriit Kanatami e.a.*, aff. C-583/11 P, *préc.*, spéc. pt 95. Le juge national n'est pas compétent pour apprécier la validité des actes de l'UE, en revanche, il lui revient d'en tirer les conséquences en droit national ; H. GAUDIN et al., *Les grands arrêts de la Cour de justice de l'Union européenne*, op. cit., n°67, spéc. §7.

⁵⁰¹ Art. 267 al. 1^{er} (b) Traité FUE.

⁵⁰² CJCE 15 juil. 1963, *Plaumann*, aff. 25-62, EU:C:1963:17 ; CJCE 25 juil. 2002, *Unión de Pequeños Agricultores*, aff. C-50/00 P, EU:C:2002:462, spéc. pt 36 ; CJ 3 oct. 2013, *Inuit Tapiriit Kanatami e.a.*, aff. C-583/11 P, EU:C:2013:625, spéc. pt 69.

⁵⁰³ C'est not. le moyen avancé dans CJCE 25 juil. 2002, *Unión de Pequeños Agricultores*, aff. C-50/00 P, *préc.*, spéc. pt 33 ; CJCE 1^{er} avr. 2004, *Commission c/ Jégo-Quéré*, aff. C-263/02 P, *préc.*, spéc. pt 12 (poursuivi à l'arrêt TPI 3 mai 2002, *Jégo-Quéré c/ Commission*, aff. T-177/01, EU:T:2002:112, spéc. pt 45 où le Tribunal de première instance admet une lecture différente des conditions de recevabilité du recours en annulation ouvert aux particuliers pour assurer une protection juridictionnelle effective) ; et plus récemment, CJ 3 oct. 2013, *Inuit Tapiriit Kanatami e.a.*, aff. C-583/11 P, *préc.*, où le 3^e moyen vise expressément l'art. 47 CDFUE.

⁵⁰⁴ H. GAUDIN et al., *Les grands arrêts de la Cour de justice de l'Union européenne*, op. cit., n°60 ; G. ISAAC, M. BLANQUET, *Droit général de l'Union européenne*, op. cit., spéc. p. 540.

Traité FUE⁵⁰⁵. Selon elle, l'article 47 de la Charte ne permet pas aux particuliers d'intenter directement un recours en annulation devant elle sans qu'ils soient personnellement affectés par l'acte en cause. Elle explique cette position par deux raisons. D'une part, comme le rappelle son article 51 § 2, la Charte ne permet pas de modifier le champ d'application du droit de l'Union européenne. Selon la Cour de justice, l'application de l'article 47 de la Charte à l'article 263 al. 4 du Traité FUE reviendrait à modifier les conditions prévues par le traité, ce qui n'est pas admis⁵⁰⁶ : seuls les États membres disposent d'une compétence en la matière par la voie de la révision des traités⁵⁰⁷. D'autre part, la Cour insiste sur le fait que même si le recours en annulation n'est pas aussi ouvert que certains pourraient l'espérer, l'Union dispose d'un système de voies de droit complet⁵⁰⁸. Il en résulte que l'individu qui ne satisfait pas aux conditions strictes posées par l'article 263 al. 4 du Traité FUE peut, de manière indirecte, soulever l'exception d'irrégularité de l'acte en cause au regard des droits fondamentaux de la Charte par le biais d'un recours préjudiciel en appréciation de la validité⁵⁰⁹. Il incombe alors aux États membres de prévoir des voies de recours et de procédure pour assurer ladite protection juridictionnelle et permettre l'articulation des recours de l'Union de droit⁵¹⁰ (notamment par le biais du recours préjudiciel en appréciation de validité⁵¹¹)⁵¹².

Si cette solution semble satisfaire la Cour de justice de l'Union européenne, il faut noter des différences dans les effets poursuivis par ces deux recours⁵¹³. Par conséquent,

⁵⁰⁵ CJCE 25 juil. 2002, *Unión de Pequeños Agricultores*, aff. C-50/00 P, *préc.*, spéc. pt 44 ; CJCE 1^{er} avr. 2004, *Commission c/ Jégo-Quéré*, aff. C-263/02 P, *préc.*, spéc. pt 38 ; CJ 3 oct. 2013, *Inuit Tapiriit Kanatami e.a.*, aff. C-583/11 P, *préc.*, spéc. pt 98.

⁵⁰⁶ Art. 6 §1 al. 2 Traité UE et art. 51 §2 CDFUE.

⁵⁰⁷ CJCE 25 juil. 2002, *Unión de Pequeños Agricultores*, aff. C-50/00 P, *préc.*, spéc. §45.

⁵⁰⁸ Art. 19 Traité UE.

⁵⁰⁹ Art. 267 al. 1^{er} (b) Traité FUE ; CJCE 25 juil. 2002, *Unión de Pequeños Agricultores*, aff. C-50/00 P, *préc.*, spéc. pt 40 et 41 ; CJCE 1^{er} avr. 2004, *Commission c/ Jégo-Quéré*, aff. C-263/02 P, *préc.*, spéc. pt 30 et 31 ; CJ 3 oct. 2013, *Inuit Tapiriit Kanatami e.a.*, aff. C-583/11 P, *préc.*, spéc. pts 92 à 95.

⁵¹⁰ CJCE 25 juil. 2002, *Unión de Pequeños Agricultores*, aff. C-50/00 P, *préc.*, spéc. pt 41 ; CJCE 1^{er} avr. 2004, *Commission c/ Jégo-Quéré*, aff. C-263/02 P, *préc.*, spéc. pt 31 ; CJ 3 oct. 2013, *Inuit Tapiriit Kanatami e.a.*, aff. C-583/11 P, *préc.*, spéc. pt 100.

⁵¹¹ Qui constitue, au même titre que le recours en annulation, une modalité de contrôle de la légalité des actes de l'Union (CJCE 21 févr. 1991, *Zuckerfabrik Süderdithmarschen*, aff. jointes C-143/88 et C-92/89, EU:C:1991:65, spéc. pt. 18).

⁵¹² Expliquant ainsi l'importance du droit au juge devant les juridictions nationales tel qu'imposé par le droit de l'UE, puisqu'il est difficile pour les particuliers d'accéder directement à la CJUE (S. GUINCHARD *et al.*, *Droit processuel...*, *op. cit.*, spéc. §245).

⁵¹³ Un acte, dont la légalité est apprécié au regard de l'art. 263 Traité FUE, est rétroactivement annulé s'il ne respecte pas le droit primaire (incluant le respect des droits fondamentaux tels qu'ils sont garantis par la CDFUE) ; lorsque l'appréciation de validité de l'acte s'effectue dans le cadre de l'art. 267 Traité FUE, la CJ ne pourra alors que le déclarer invalide, laissant l'institution qui en est l'auteur prendre les mesures nécessaires pour faire cesser l'irrégularité. Sur la distinction entre les deux recours, V° G. ISAAC, M. BLANQUET, *Droit général de l'Union européenne*, *op. cit.*, spéc. pp. 443 et s. ; sur les conséquences de la déclaration d'invalidité d'un acte,

l'appréciation des actes de l'Union européenne se fonde sur un système de voies de droits complet, propre à l'Union de droit, qui se fonde sur les voies de recours instituées par les États membres pour assurer une protection juridictionnelle effective de l'ensemble des droits et libertés que les bénéficiaires tirent du droit de l'Union⁵¹⁴.

121. Ainsi le champ d'application de l'article 47 coïncide-t-il avec celui de la Charte des droits fondamentaux. Ses prescriptions doivent être respectées par l'Union lorsqu'elle légifère, mais aussi par les États membres et leurs juridictions nationales lorsqu'ils mettent en œuvre le droit de l'Union. En cas d'incompatibilité entre un acte de l'Union et la Charte, il revient à la Cour de justice de juger de la compatibilité de l'acte au regard de l'article 47 de la Charte, soit directement par le biais du recours en annulation, soit indirectement par le biais du renvoi préjudiciel en appréciation de validité. Pour les juridictions nationales, la remise en cause d'un acte national mettant en œuvre le droit de l'Union dépend des pouvoirs confiés à ladite juridiction par le droit national. Cela étant, elles disposent toujours de la possibilité de laisser celui-ci inappliqué au regard du principe de protection juridictionnelle effective.

Le champ d'application de l'article 47 de la Charte éclairé, il convient d'aborder, avec plus de précisions, les garanties que cette disposition entend protéger.

B. Les garanties protégées par le droit fondamental d'accès à la justice

122. *Influence de la Convention de sauvegarde des Droits de l'Homme et des Libertés fondamentales.* Le principe de protection juridictionnelle effective est reconnu et garanti à l'article 47 de la Charte des droits fondamentaux de l'Union européenne. Selon cet article, le droit au recours effectif, les exigences du droit au procès équitable et un droit à une aide juridictionnelle est reconnu aux personnes qui ont des ressources faibles pour garantir l'effectivité de l'accès à la justice. Afin de pouvoir déterminer la portée de ces droits, il est nécessaire de se référer à la Convention de sauvegarde des Droits de l'Homme et des Libertés fondamentales. Puisque cet instrument a une signification

V° F. PICOD, J. RIDEAU, « Renvoi préjudiciel », *Rép. droit européen*, Dalloz, janv. 2006 (maj. oct. 2013), spéc. §249.

⁵¹⁴ Comme le rappelle la CJCE : « il convient de constater que la possibilité, pour les justiciables, de voir leurs droits protégés par le biais d'un recours devant les juridictions nationales, lesquelles ont la faculté de prendre des mesures provisoires et, le cas échéant, d'opérer un renvoi préjudiciel (...), constitue l'essence même du système communautaire de protection juridictionnelle » *in* CJCE, ord., 1^{er} févr. 2001, *Area Cova e.a.*, aff. jointes C-300/99 P et C-388/99 P, EU:C:2001:71, spéc. pt 54.

particulière et fait partie des principes généraux du droit de l'Union européenne⁵¹⁵ et que les droits garantis par la Charte doivent être interprétés à la lumière de la Convention⁵¹⁶, la détermination des garanties protégées par l'article 47 de la Charte passe nécessairement par une analyse combinée de cette disposition avec celles de la Convention européenne.

123. *Le droit au recours effectif : un droit non absolu.* Dans son arrêt *Golder*, la Cour européenne des Droits de l'Homme précise que le droit d'accès au juge n'est pas un droit absolu⁵¹⁷. La Cour aura d'ailleurs l'occasion de préciser ce caractère en admettant les limitations au droit d'accès, « lesquelles ne sauraient cependant restreindre l'accès ouvert à l'individu d'une manière ou à un point [tel] que le droit s'en trouve atteint dans sa substance même »⁵¹⁸. « En outre, [ces limitations] ne se concilient avec l'article 6 par. 1 (...) que si elles poursuivent un but légitime et s'il existe un rapport raisonnable de proportionnalité entre les moyens employés et le but visé »⁵¹⁹. En matière procédurale, il a pu être reconnu que les délais de prescription, les conditions relatives à l'action telles que la capacité d'agir ou l'intérêt à agir, sont légitimes pour limiter le droit d'accès au juge⁵²⁰.

Dans le cadre de l'Union européenne, la Cour de justice tient le même raisonnement. Elle a ainsi reconnu que les droits fondamentaux, notamment les droits de la défense, « n'apparaissent pas comme des prérogatives absolues, mais peuvent comporter des restrictions. Toutefois, celles-ci doivent répondre effectivement à des objectifs d'intérêt général poursuivis par la mesure en cause et ne pas constituer, au regard du but poursuivi, une atteinte manifeste et démesurée aux droits ainsi garantis »⁵²¹. Le raisonnement est similaire et la Cour de justice rappelle d'ailleurs que la notion de droits de la défense résulte notamment de la Convention de sauvegarde des Droits de l'Homme et des Libertés fondamentales⁵²². Dans cet arrêt *Gambazzi*, la Cour de justice a retenu que les sanctions prévues à l'encontre d'une personne dans un procès qui adoptent

⁵¹⁵ Art. 6 §3 Traité UE.

⁵¹⁶ Art. 52 §3 CDFUE.

⁵¹⁷ CEDH, plén., 21 févr. 1975, *Golder c/ Royaume-Uni*, req. n°4451/70, *préc.*, spéc. pt. 38.

⁵¹⁸ CEDH 27 août 1991, *Philis c/ Grèce*, req. n°12750/87, n°13780/88 et n°14003/88, ECLI:CE:ECHR:1991:0827JUD001275087, spéc. pt. 59.

⁵¹⁹ CEDH 28 mai 1985, *Ashingdane c/ Royaume-Uni*, req. n°8225/78, ECLI:CE:ECHR:1985:0528JUD000822578, spéc. pt. 58. V° F. SUDRE, *Droit européen et international des droits de l'homme*, *op. cit.*, spéc. §383 et s.

⁵²⁰ F. SUDRE, *Droit européen et international des droits de l'homme*, *op. cit.*, spéc. §385 et s ; S. GUINCHARD *et al.*, *Droit processuel...*, *op. cit.*, spéc. §285.

⁵²¹ CJCE 2 avr. 2009, *Gambazzi*, aff. C-394/07, EU:C:2009:219, spéc. pt. 29.

⁵²² *Ibid.*, spéc. pt. 28.

des mesures dilatoires constituent un objectif d'intérêt général. Il revient cependant à la juridiction de renvoi d'apprécier, au regard de l'ensemble de la procédure, si la sanction est une atteinte manifeste et démesurée aux droits garantis⁵²³. Par conséquent, comme c'est déjà le cas pour le droit au juge dans la Convention européenne, le droit d'accès au juge dans l'Union européenne n'est pas absolu et peut être limité lorsqu'un intérêt légitime est poursuivi et que celui-ci ne constitue pas une atteinte manifeste et démesurée au droit garanti.

124. L'effectivité du droit d'accès : combattre les obstacles à l'accès à la justice. Que ce soit en droit européen ou en droit de l'Union européenne, le droit au juge doit être effectif. Il doit être réellement accessible aux personnes qui souhaitent s'en prévaloir. C'est ce dont il ressort de l'arrêt *Airey*. La Cour européenne des Droits de l'Homme a reconnu que « [l]a Convention a pour but de protéger des droits non pas théoriques ou illusoires, mais concrets et effectifs »⁵²⁴. « La remarque vaut en particulier pour le droit d'accès aux tribunaux, eu égard à la place éminente que le droit à un procès équitable occupe dans une société démocratique » précise d'ailleurs la Cour. Cette décision révèle l'obligation des États contractants de fournir aux justiciables les moyens de pouvoir surmonter les obstacles à l'effectivité de l'accès au juge, en recourant notamment à un système d'aide judiciaire⁵²⁵. Si la Convention européenne ne prévoit pas expressément une telle aide pour les actions portant sur des obligations civiles, la Charte dispose différemment. Elle reconnaît que l'aide judiciaire doit être accordée si elle est nécessaire pour rendre effectif l'accès à la justice⁵²⁶. La Cour de justice a eu l'occasion de se pencher sur cette disposition de la Charte au cours de son arrêt *DEB* où il était question de savoir si une personne morale pouvait bénéficier d'une aide judiciaire⁵²⁷. Dans son interprétation de la disposition, la Cour de justice renvoie notamment à l'arrêt *Airey*⁵²⁸ et conclut qu'« [i]l incombe (...) au juge national de vérifier si les conditions d'octroi de l'aide judiciaire constituent une limitation du droit d'accès aux tribunaux qui porte atteinte à ce droit dans sa substance même, si elles tendent à un but légitime et s'il existe

⁵²³ L. IDOT, « Contempt of court et refus de reconnaissance pour atteinte à l'ordre public », *Europe*, 2009, n°6, comm. 261 ; G. CUNIBERTI, « La reconnaissance en France des jugements par défaut anglais. À propos de l'affaire *Gambazzi-Stolzenberg* », *Rev. crit. DIP*, 2009, p. 685.

⁵²⁴ CEDH 9 oct. 1979, *Airey c/ Irlande*, req. n°6289/73, ECLI:CE:ECHR:1979:1009JUD000628973, spéc. pt. 24.

⁵²⁵ S. GUINCHARD *et al.*, *Droit processuel...*, *op. cit.*, spéc. §§292 et 293.

⁵²⁶ Art. 47 al. 3 CDFUE.

⁵²⁷ CJ 22 déc. 2010, *DEB*, aff. C-279/09, *préc.* ; cf. *infra*, §§298 et s.

⁵²⁸ CJ 22 déc. 2010, *DEB*, aff. C-279/09, *préc.*, spéc. pt. 36, 45 à 51.

un rapport raisonnable de proportionnalité entre les moyens employés et le but visé »⁵²⁹. La Cour précise ensuite les éléments qui peuvent être pris en compte par le juge national pour apprécier la situation⁵³⁰. Ainsi faut-il admettre que malgré l'existence d'une disposition spécifique relative à l'aide judiciaire, la Charte n'impose pas d'octroyer une aide financière ou autre de manière absolue, mais que c'est l'effectivité du droit au recours tout entier qui doit être apprécié⁵³¹. De manière générale, l'effectivité de l'accès à la justice raisonne particulièrement en droit de l'Union européenne étant donné la construction juridique autour du principe de protection juridictionnelle effective⁵³² : il revient alors aux États membres d'assurer l'existence des voies de droit nécessaire pour permettre aux justiciables de faire valoir leurs droits.

125. *Les exigences tenant au droit à un procès équitable.* L'article 6 §1 de la Convention et l'article 47 al. 2 de la Charte des droits fondamentaux constituent le fondement du droit à un procès équitable. Il n'est pas nécessaire de revenir sur la notion, vaste et large, qui a déjà fait l'objet d'études approfondies⁵³³. Le procès équitable implique un certain nombre de garanties permettant d'arriver à un *équilibre* entre toutes les parties au procès⁵³⁴ et qui participent à une bonne justice⁵³⁵. En plus du droit d'accès à un tribunal, les exigences du procès équitable incluent le droit à un tribunal indépendant et impartial, le droit à un procès public, sur le respect de l'égalité des armes, sur l'obtention d'une décision dans un délai raisonnable⁵³⁶. L'ensemble de ces garanties permet de rendre la justice de la manière la plus satisfaisante possible étant donné que la justice rendue par les êtres humains est par essence relative⁵³⁷. Dans le cadre de l'effectivité de l'accès à la justice, ces exigences restent d'une importance capitale, mais elles n'en sont pas l'objet principal. En effet, seule l'effectivité de l'accès au juge et le combat des obstacles pouvant entraver cet accès sont pris en compte.

⁵²⁹ *Ibid.*, spéc. pt. 60.

⁵³⁰ *Ibid.*, spéc. pt. 61.

⁵³¹ V° en ce sens, CJ 28 juil. 2016, *Ordres des barreaux francophones et germanophone e.a.*, aff. C-543/14, *préc.*

⁵³² V° par ex. : S. GUINCHARD *et al.*, *Droit processuel...*, *op. cit.*, spéc. §§295 et s.

⁵³³ V° par ex. S. GUINCHARD *et al.*, *Droit processuel...*, *op. cit.*

⁵³⁴ S. GUINCHARD, T. DEBARD, dir., *Lexique des termes juridiques 2016/2017*, Dalloz, 24^e éd., 2016, s.v. « Procès équitable » ; cf. *infra*, §§316 et s.

⁵³⁵ S. GUINCHARD *et al.*, *Droit processuel...*, *op. cit.*, spéc. §223 ; J.-F. RENUCCI, *Droit européen des droits de l'homme. Droits et libertés fondamentaux garantis par la CEDH*, LGDJ, 5^e éd., 2013, spéc. §347.

⁵³⁶ S. GUINCHARD, T. DEBARD, dir., *Lexique des termes juridiques 2016/2017*, Dalloz, 24^e éd., 2016, s.v. « Procès équitable ».

⁵³⁷ J.-F. RENUCCI, *Droit européen des droits de l'homme. Droits et libertés fondamentaux garantis par la CEDH*, LGDJ, 6^e éd., 2015, spéc. §345.

126. *L'exécution de la décision : l'effectivité du droit au juge.* Au sein de la Convention de sauvegarde des Droits de l'Homme et des Libertés fondamentale, la Cour européenne des Droits de l'Homme s'est penchée sur l'exécution des décisions obtenues. Pour elle, le droit au procès équitable est illusoire si l'ordre juridique interne permet à une décision judiciaire définitive et obligatoire de rester inopérante au détriment des parties⁵³⁸. Le juge souligne qu'« on ne comprendrait pas que l'article 6 par. 1 (...) décrive en détail les garanties de procédure - équité, publicité et célérité - accordées aux parties et qu'il ne protège pas la mise en œuvre des décisions judiciaires ; si cet article (art. 6-1) devait passer pour concerner exclusivement l'accès au juge et le déroulement de l'instance, cela risquerait de créer des situations incompatibles avec le principe de la prééminence du droit que les États contractants se sont engagés à respecter en ratifiant la Convention (...). L'exécution d'un jugement ou arrêt, de quelque juridiction que ce soit, doit donc être considérée comme faisant partie intégrante du "procès" au sens de l'article 6 (...) »⁵³⁹. La raisonnablement est le même que celui de l'arrêt *Golder*⁵⁴⁰.

En droit de l'Union européenne, le droit à l'exécution des décisions judiciaires n'a pas été formellement reconnu⁵⁴¹. Pour autant, le raisonnement tenant à l'effectivité des droits reconnus (droit à un recours effectif et respect des exigences du procès équitable) pourrait également être tenu en ce qui concerne les droits fondamentaux dans l'Union européenne. Il serait en effet difficilement convenable de voir la Cour de justice refuser l'existence même d'un tel droit sans quoi l'effectivité de l'accès à la justice et des droits processuels qu'il protège, seraient remis en cause. Par ailleurs, il ne faut pas oublier que les droits tels qu'ils sont garantis par la Convention européenne doivent être respectés dans l'Union européenne en tant que principes généraux du droit⁵⁴². De surcroît, l'interprétation des droits protégés par la Charte est équivalente à celles des droits retenus dans la Convention⁵⁴³. Par conséquent, même si la Cour de justice n'a pas encore formellement reconnu le droit à l'exécution des décisions judiciaires, il apparaît logique

⁵³⁸ CEDH 19 mars 1997, *Hornsby c/ Grèce*, req. n°18357/91, ECLI:CE:ECHR:1997:0319JUD001835791, spéc. pt. 40.

⁵³⁹ CEDH 19 mars 1997, *Hornsby c/ Grèce*, req. n°18357/91, préc., spéc. pt. 40.

⁵⁴⁰ CEDH, plén., 21 févr. 1975, *Golder c/ Royaume-Uni*, req. n°4451/70, préc., spéc. pt. 34 à 36.

⁵⁴¹ V° CJCE, concl. AG J. KOKOTT, 18 déc. 2008, *Apostolides*, aff. C-420/07, EU:C:2008:749, spéc. pt. 52. Cependant, il en va différemment en ce qui concerne les décisions de la CJUE : V° en ce sens, S. GUINCHARD *et al.*, *Droit processuel...*, *op. cit.*, spéc. §479.

⁵⁴² Art. 6 §3 Traité UE.

⁵⁴³ Art. 52 §3 CDFUE.

de reconnaître soit en tant que principe général du droit, soit en tant qu'interprétation équivalente, ce droit au sein de l'Union européenne.

127. *Émancipation progressive de la Convention.* Ainsi est-il indiqué que « [d]ans la mesure où la présente Charte reconnaît des droits fondamentaux tels qu'ils résultent des traditions constitutionnelles communes aux États membres, ces droits doivent être interprétés en harmonie avec lesdites traditions »⁵⁴⁴. Néanmoins, il faut noter que la Charte a vocation à devenir la source de prédilection des droits fondamentaux dans le droit de l'Union⁵⁴⁵. Cette hypothèse se vérifie à travers l'arrêt *Trade Agency*⁵⁴⁶ au sujet de l'obligation de motivation des jugements, élément protégé par le droit du procès équitable. Dans cet arrêt la Cour se réfère à une précédente jurisprudence, *ASML*⁵⁴⁷, pour confirmer l'existence de cette obligation. Dans ce dernier, la Cour de justice rappelle que les droits fondamentaux tels qu'ils sont garantis par la Convention font partie intégrante des principes généraux du droit⁵⁴⁸. Elle a ensuite conclu que le défaut de motivation des arrêts constitue une violation de l'article 6 §1 de la Convention et ne permet pas de garantir les droits de la défense en citant directement un arrêt de la Cour européenne des Droits de l'Homme⁵⁴⁹. Dans l'arrêt *Trade Agency*, la Cour de justice, qui établit d'abord le lien existant entre l'article 6 §1 de la Convention et l'article 47 al. 2 de la Charte, pour confirmer l'existence d'une obligation de motivation des arrêts, sans se référer à nouveau à la jurisprudence de la Cour de justice. Il en ressort que petit à petit, la Cour de justice s'émancipe de la jurisprudence de la Cour européenne des Droits de l'Homme et de la Convention européenne, confirmant la vocation de la Charte à devenir l'instrument privilégié de protection des droits fondamentaux dans l'Union européenne. Cette perspective se justifie davantage au regard de l'autonomie du droit de l'Union européenne, notamment au regard de la Convention de sauvegarde des Droits de l'Homme et des Libertés fondamentales⁵⁵⁰.

⁵⁴⁴ Art. 52 §3 CDFUE.

⁵⁴⁵ Sur l'emploi privilégié de la CDFUE, V° CJ 9 nov. 2010, *Volker und Markus Schecke et Eifert*, aff. jointes C-92/09 et C-93/09, *préc.* ; H. GAUDIN *et al.*, *Les grands arrêts de la Cour de justice de l'Union européenne*, *op. cit.*, n°19.

⁵⁴⁶ CJ 6 sept. 2012, *Trade Agency*, aff. C-619/10, *préc.*, spéc. pt. 53.

⁵⁴⁷ CJCE 14 déc. 2006, *ASML*, aff. C-283/05, *préc.*

⁵⁴⁸ *Ibid.*, spéc. 26.

⁵⁴⁹ *Ibid.*, spéc. 28.

⁵⁵⁰ CJ 18 déc. 2014, *Avis 2/13*, *préc.* ; V° ég. Explications relatives à la Charte des droits fondamentaux, *préc.*, spéc. p. 33.

128. Même si le champ d'application de l'article 47 de la Charte des droits fondamentaux de l'Union européenne est conditionné par la mise en œuvre du droit de l'Union, l'interprétation retenue est large. Le droit fondamental d'accès à la justice s'applique donc dans une large mesure au sein de l'Union. Par ailleurs, que ce soit dans la Convention de sauvegarde des Droits de l'Homme et des Libertés fondamentales ou dans la Charte, l'accès à la justice doit être effectif, sans pour autant être absolu. L'effectivité implique que les obstacles à l'accès au tribunal soient appréciés par le juge au regard du droit d'accès à la justice. Ces obstacles peuvent être de plusieurs natures. Lorsqu'ils sont financiers, l'aide juridictionnelle peut constituer une réponse. Si la nature de l'obstacle est juridique, c'est-à-dire le cas où une condition posée par le droit national constitue une atteinte manifeste et démesurée au droit garanti, alors l'effectivité de l'accès à la justice n'est plus assurée. Il revient toujours au juge national d'apprécier la situation *in concreto*. Par ailleurs, le droit fondamental d'accès à la justice implique également le respect du droit au procès équitable, garantie d'une bonne justice et de l'exécution des décisions.

Le champ d'application et le contenu du droit fondamental d'accès à la justice définis, il convient d'appréhender les liens qui peuvent être tissés avec l'Espace de liberté, de sécurité et de justice, notamment le droit de la coopération judiciaire de l'Union européenne.

§ 2. Le lien entre le droit fondamental d'accès à la justice et l'Espace de liberté, de sécurité et de justice

129. Les droits fondamentaux tels qu'ils sont protégés par la Charte des droits fondamentaux de l'Union européenne visent à garantir l'accès à la justice. Ce droit renvoie à l'objectif d'accès à la justice de l'Espace de liberté, de sécurité et de justice, mais aussi à la base légale de compétence prévue à l'article 81 §2 (e) du Traité FUE. Que faut-il en déduire ? C'est la question à laquelle il faut répondre ici. D'abord en recherchant le lien avec l'objectif fixé à l'article 67 §4 du Traité FUE (A), puis, plus spécifiquement en droit de la coopération judiciaire en matière civile et commerciale, avec la base de compétence permettant à l'Union d'adopter des actes pour améliorer l'accès effectif à la justice (B).

A. Accès à la justice, droit fondamental et objectif

130. Immanquablement, un lien entre le droit fondamental d'accès à la justice et l'objectif d'accès à la justice de l'Espace de liberté, de sécurité et de justice doit être envisagé. D'abord parce que le droit adopté en la matière, incluant le droit de la coopération judiciaire en matière civile et commerciale, constitue une mise en œuvre du droit de l'Union. À ce titre, il entraîne le respect des droits fondamentaux, dont le droit fondamental d'accès à la justice. La Cour a déjà eu l'occasion de le rappeler au moins à deux reprises, notamment au sujet du Règlement Bruxelles I que son application est une mise en œuvre du droit de l'Union⁵⁵¹. L'utilisation des instruments du droit de la coopération judiciaire implique donc le respect des droits fondamentaux tels qu'ils sont garantis par la Charte des droits fondamentaux. Par ailleurs, avant même qu'il ne soit conféré à la Charte une valeur juridique contraignante, la Cour de justice avait reconnu que les mécanismes instaurés en droit de la coopération judiciaire ne saurait restreindre les droits de la défense découlant du droit au procès équitable : non seulement parce que l'application des instruments permet l'adoption d'une décision judiciaire⁵⁵², mais aussi parce que les mécanismes de reconnaissance et d'exécution ne sauraient avoir pour effet de restreindre ces droits⁵⁵³.

131. *L'accès à la justice dans l'Espace européen de justice.* L'article 67 §4 du Traité FUE est général et s'applique à tout l'Espace de liberté, de sécurité et de justice dans l'Union européenne. Il doit donc être respecté dans le cadre plus spécifique de

⁵⁵¹ CJ, ord., 13 juin 2012, *GREP*, aff. C-156/12, EU:C:2012:342, spéc. pt. 31 ; CJ 25 mai 2016, *Rüdolfs Meroni*, aff. C-559/14, EU:C:2016:349, spéc. pt. 44 : "[u]ne juridiction nationale mettant en œuvre le droit de l'Union en appliquant le règlement n° 44/2001 doit donc se conformer aux exigences découlant de l'article 47 de la Charte aux termes duquel toute personne dont les droits et les libertés garantis par le droit de l'Union ont été violés a le droit à une protection juridictionnelle effective".

⁵⁵² CJCE 21 mai 1980, *Bernard Denilauler*, aff. 125/79, EU:C:1980:130, spéc. pt. 13 : "L'ensemble des dispositions de la convention [de Bruxelles], (...) relatives à la reconnaissance et à l'exécution, expriment l'intention de veiller à ce que, dans le cadre des objectifs de celle-ci, les procédures menant à l'adoption de décisions judiciaires se déroulent dans le respect des droits de la défense. C'est en raison des garanties qui sont accordées au défendeur dans la procédure d'origine que la convention, en son titre III, se montre très libérale quant à la reconnaissance et à l'exécution" (emphases ajoutées) ; CJ 17 nov. 2011, *Hypoteční banka*, aff. C-327/10, EU:C:2011:745, spéc. pt. 44 : "s'agissant des exigences à respecter lors de la procédure qui s'ensuit, il convient de rappeler que l'ensemble des dispositions du règlement n°44/2001 expriment l'intention de veiller à ce que, dans le cadre des objectifs de celui-ci, les procédures menant à l'adoption de décisions judiciaires se déroulent dans le respect des droits de la défense" (emphases ajoutées).

⁵⁵³ CJCE 11 juin 1985, *Debaecker et Plouvier*, aff. 49/84, EU:C:1985:252, spéc. pt. 10 : "même si le but de la convention [de Bruxelles] est, ainsi qu'il ressort du préambule de celle-ci, d'"assurer la simplification des formalités auxquelles sont subordonnées la reconnaissance et l'exécution réciproques des décisions judiciaires", cet objectif ne saurait toutefois être atteint, comme il ressort de la jurisprudence constante de la Cour, en affaiblissant, de quelque manière que ce soit, les droits de la défense" ; CJCE 14 déc. 2006, *ASML*, aff. C-283/05, *préc.*, spéc. pt. 24.

l'Espace européen de justice, donc le droit de la coopération judiciaire, indépendamment de la nouvelle base légale instituée par le Traité de Lisbonne⁵⁵⁴. Selon les orientations stratégiques émises par le Conseil européen, l'accès à la justice doit permettre d'améliorer l'efficacité des mécanismes prévus pour garantir aux citoyens de faire valoir leurs droits dans le cadre de des litiges transfrontières. Eu égard à l'obligation de l'Union européenne de respecter, dans la mise en œuvre de ses compétences, les droits fondamentaux tels qu'ils sont protégés par la Charte des droits fondamentaux, ces mécanismes doivent donc être respectueux du droit fondamental d'accès à la justice. Ainsi faut-il retenir que l'efficacité des mécanismes créés pour améliorer l'accès à la justice ne devraient pas avoir pour effet de priver d'accès à un tribunal les citoyens de l'Union qui souhaitent faire valoir leur droit. En ce sens, les droits de la défense sont particulièrement prégnants dans cette mise en œuvre de l'objectif d'accès à la justice qui semble suffire à l'Union pour combiner garantie du droit fondamental d'accès à la justice et efficacité des mécanismes en droit de la coopération judiciaire.

132. *Droits de la défense, procès équitable et coopération judiciaire.* La référence aux droits de la défense mérite de s'y attarder. Cette notion est au cœur des mécanismes de coopération judiciaire en matière civile de l'Union, alors que traditionnellement elle correspond davantage à une exigence processuelle en matière pénale tenant du droit au procès équitable⁵⁵⁵. Pourtant la Cour n'hésite pas à en faire usage⁵⁵⁶, sans pour autant la définir clairement. Plusieurs arrêts permettent cependant d'éluder la nature et la portée de ces droits. En ce sens, l'arrêt *Krombach*⁵⁵⁷ est instructif. Dans cette décision, la Cour de justice s'en réfère d'abord, comme elle en a l'habitude en matière de droits fondamentaux, aux protections garantis par la Convention de sauvegarde des Droits de l'Homme et des Libertés fondamentales⁵⁵⁸. Elle reconnaît d'ailleurs pour la première fois, en droit de la coopération judiciaire⁵⁵⁹, que « toute personne a droit à un procès

⁵⁵⁴ Art. 81 §2 (e) Traité FUE.

⁵⁵⁵ F. SUDRE, *Droit européen et international des droits de l'homme*, op. cit., spéc. §§416 et s. Cette approche est d'ailleurs confirmée par la CJCE qui, pour confirmer l'existence des droits de la défense, s'inspire de la jurisprudence de la CEDH en application de l'art. 6 §1 et 3 CSDH : CJCE 14 déc. 2006, *ASML*, aff. C-283/05, *préc.*, spéc. pt. 27 et 28.

⁵⁵⁶ Comme d'ailleurs le législateur qui rappelle qu'il doit être respecté, not. au regard des mécanismes de reconnaissance et d'exécution des décisions : cons. n°18 Règlement Bruxelles I ; cons. n°10 et 12 Règlement n°805/2004 ; cons. n°9 Règlement n°861/2007 ; cons. n°29 Règlement Bruxelles I refondu.

⁵⁵⁷ CJCE 28 mars 2000, *Krombach*, aff. C-7/98, *préc.*

⁵⁵⁸ CJCE 28 mars 2000, *Krombach*, aff. C-7/98, *préc.*, spéc. pt. 25.

⁵⁵⁹ La CJCE avait déjà reconnu que toute personne a droit à un procès équitable dans le cadre d'une affaire touchant à un autre domaine : CJCE 17 déc. 1998, *Baustahlgewebe*, aff. C-185/95 P, *préc.*, spéc. pt. 20 et 21.

équitable » au sens de ladite Convention⁵⁶⁰. Mais surtout, elle constate que les droits de la défense reposent sur le droit au procès équitable et rappelle que la coopération judiciaire ne saurait y faire grief, « même en l'absence de toute réglementation concernant la procédure »⁵⁶¹. Par conséquent, la protection des droits de la défense doit être reconnue comme un droit fondamental découlant des exigences du procès équitable tel que définies à l'article 6 §1 de la Convention européenne. Étant donné l'équivalence avec l'article 47 al. 2 de la Charte des droits fondamentaux, ces droits de la défense doivent également être protégés par cet instrument, ce que la Cour de justice ne manquera pas de confirmer⁵⁶².

Mais la question qui demeure est celle de la signification des droits de la défense découlant du procès équitable. En ce sens, la Cour de justice a su, au fil de sa jurisprudence, en révéler l'objectif et délimiter son contenu qui se sont révélés particulièrement importants au regard de la nature transfrontières des litiges. Le caractère international des affaires auquel le droit de la coopération judiciaire s'applique implique que le défendeur peut être domicilié à l'étranger. Ainsi des dispositions spécifiques sont-elles prévues pour garantir que celui-ci soit bien informé de la procédure à son encontre. Plusieurs systèmes de contrôle sont prévus par les mécanismes du droit de la coopération judiciaire, notamment dans le cadre du contentieux général⁵⁶³. D'abord, le juge de l'État membre d'origine est tenu de surseoir à statuer lorsque le défendeur ne se présente pas afin de vérifier qu'il a reçu l'acte introductif d'instance⁵⁶⁴. Ensuite, par le contrôle exercé par le juge de l'État membre requis dans le cadre de l'exécution d'une décision rendue par défaut⁵⁶⁵. Au regard des objectifs poursuivis, les droits de la défense peuvent donc s'entendre comme la possibilité pour le défendeur d'être mis en condition de pouvoir faire valoir ses intérêts et se défendre⁵⁶⁶. Il doit pouvoir participer à la procédure.

⁵⁶⁰ CJCE 28 mars 2000, *Krombach*, aff. C-7/98, *préc.*, spéc. pt. 26.

⁵⁶¹ *Ibid.*, spéc. pt. 42 et 43.

⁵⁶² CJ 17 nov. 2011, *Hypoteční banka*, aff. C-327/10, *préc.*, spéc. pt. 49 ; CJ 16 sept. 2015, *Alpha Bank Cyprus*, aff. C-519/15, EU:C:2015:603, spéc. pt. 31 ; CJ 25 mai 2016, *Rūdōlfs Meroni*, aff. C-559/14, *préc.*, spéc. pt. 45.

⁵⁶³ CJCE 14 déc. 2006, *ASML*, aff. C-283/05, *préc.*, spéc. pt. 29.

⁵⁶⁴ Art. 28 §2, 3 et 4 Règlement Bruxelles I refondu ; art. 19 §1 Règlement n°1393/2007 ; CJCE 14 déc. 2006, *ASML*, aff. C-283/05, *préc.*, spéc. pt. 30.

⁵⁶⁵ Art. 45 §1 (b) Règlement Bruxelles I refondu ; CJCE 14 déc. 2006, *ASML*, aff. C-283/05, *préc.*, spéc. pt. 31. Complété par le mécanisme de l'art. 19 §4 Règlement n°1393/2007 : V° en ce sens, CJ 7 juil. 2016, *Emmanuel Lebek*, aff. C-70/15, EU:C:2016:524.

⁵⁶⁶ Association Henri CAPITANT, G. CORNU (dir.), *Vocabulaire juridique*, PUF, 10^e éd., 2014, s.v. « Défense (droits de la) », spéc. sens 3.c.b.

133. *Le contenu des droits de la défense.* Cette perspective est confirmée par le législateur, notamment au sein du Règlement n°805/2004 instaurant un titre exécutoire européen⁵⁶⁷. Cet instrument prévoit des normes minimales applicables aux procédures tenant aux décisions pouvant être certifiées, notamment les décisions rendues par défaut⁵⁶⁸. Outre les garanties prévues dans ce Règlement, ce sont surtout ses considérants qui renseignent le mieux sur la signification des droits de la défense. De l'explication prescrite au considérant n°12 de l'instrument, il est possible de déduire que les droits de la défense visent à permettre au défendeur « d'organiser sa défense de l'action intentée contre lui » et « des conditions de sa participation active à la procédure ». Dès lors, les droits de la défense visent, dans le cadre du droit de la coopération judiciaire, la faculté de pouvoir participer activement à la procédure et d'avoir été en mesure de pouvoir présenter sa défense. Cette approche a d'ailleurs été récemment confirmée par la Commission dans son analyse d'impact relative à la proposition de règlement instituant une ordonnance européenne de saisie conservatoire. L'institution précise qu'en matière civile, les droits de la défense s'entendent comme : « *the right to be heard and the right to make known its views on the truth and relevance of the facts, objections and circumstances put forward by the other party* »⁵⁶⁹, c'est-à-dire, le droit d'être entendu et le droit de pouvoir répondre aux prétentions du demandeur. En somme, il s'agit d'assurer l'*accès à la justice du défendeur* : les droits de la défense ne seraient donc que le pendant des droits accordés au demandeur lorsqu'il souhaite accéder à un tribunal.

134. *Les droits de la défense, l'accès à la justice du défendeur.* La même importance doit être portée aux droits de la défense qu'au droit d'accès à un tribunal. Dans l'arrêt *ASML*, la Cour de justice rappelle qu'en tant que droit fondamental découlant du droit à un procès équitable, le respect des droits de la défense « exigent une protection concrète et effective, propre à garantir l'exercice effectif des droits du défendeur »⁵⁷⁰. Ces droits doivent être, tout comme le droit d'accès à un tribunal, effectifs. Ils doivent ainsi pouvoir être mis en œuvre et, au besoin, aménagés par le législateur lui-même pour assurer l'efficacité des procédures transfrontières. Pour autant, comme les autres droits

⁵⁶⁷ Règlement (CE) n°805/2004 du Parlement européen et du Conseil du 21 avr. 2004 portant création d'un titre exécutoire européen pour les créances incontestées, JOUE L 143/15 du 30 avr. 2004.

⁵⁶⁸ Art. 3 §1 (c) et 12 et s. Règlement n°805/2004.

⁵⁶⁹ Analyse d'impact accompagnant la Proposition de Règlement du Parlement européen et du Conseil portant création d'une ordonnance européenne de saisie conservatoire des comptes bancaires, destinée à faciliter le recouvrement transfrontière de créances en matière civile et commerciale, SEC(2011) 937 final du 25 juil. 2011, spéc. pt. 2.5.

⁵⁷⁰ CJCE 14 déc. 2006, *ASML*, aff. C-283/05, *préc.*, spéc. 27.

fondamentaux, « le respect des droits de la défense, qui dérivent du droit à un procès équitable, n'apparaissent pas comme des prérogatives absolues, mais peuvent comporter des restrictions. Toutefois, celles-ci doivent répondre effectivement à des objectifs d'intérêt général poursuivis par la mesure en cause et ne pas constituer, au regard du but poursuivi, une atteinte démesurée auxdits droits »⁵⁷¹. Parmi les objectifs d'intérêt général pouvant limiter les droits de la défense se trouvent justement le respect du droit du demandeur à saisir une juridiction. Il s'agit de trouver un équilibre entre le droit d'accès à la justice des deux parties au litige, comme le rappelle la Cour de justice : « l'exigence du respect des droits de la défense, telle qu'énoncée également à l'article 47 de la charte des droits fondamentaux de l'Union européenne, *doit être mise en œuvre en concomitance avec le respect du droit du demandeur de saisir une juridiction pour statuer sur le bien-fondé de ses prétentions* »⁵⁷². Il s'agit donc de trouver un équilibre pour assurer l'accès à la justice, droit fondamental des deux parties au litige transfrontière procédant tous les deux de l'article 47 de la Charte. Dans l'interprétation du droit de la coopération judiciaire, la Cour de justice doit alors s'assurer « que soit garanti, dans chaque cas concret, un juste équilibre entre les intérêts du requérant et ceux du défendeur, destinataire de l'acte, au moyen d'une conciliation des objectifs » de l'instrument en cause⁵⁷³.

135. *Concordance des objectifs.* Le droit de la coopération judiciaire doit alors, dans l'objectif général de l'accès à la justice de l'Espace de liberté, de sécurité et de justice⁵⁷⁴, adopter des instruments pour faciliter l'efficacité des procédures, donc l'accès à la justice du demandeur, sans pour autant négliger le respect des droits de la défense, l'accès à la justice du défendeur. Dans un cas comme dans l'autre, ces droits ne sont pas absolus et l'intérêt de l'un peut parfois passer au-dessus de l'intérêt de l'autre. Toutefois, l'atteinte créée ne doit pas être démesurée.

Il en résulte que, peu importe le fondement adopté pour un acte pris dans le cadre de la coopération judiciaire en matière civile et commerciale, le mécanisme doit respecter l'accès à la justice tel qu'il est protégé par l'article 47 de la Charte des droits fondamentaux. Reste qu'en matière de coopération judiciaire civile et commerciale, le

⁵⁷¹ CJ 7 juil. 2016, *Emmanuel Lebek*, aff. C-70/15, *préc.*, spéc. pt. 37.

⁵⁷² CJ 17 nov. 2011, *Hypoteční banka*, aff. C-327/10, *préc.*, spéc. pt. 49.

⁵⁷³ CJ 16 sept. 2015, *Alpha Bank Cyprus*, aff. C-519/31, *préc.*, spéc. pt. 33. V° dans le même sens pour le Règlement Bruxelles I : CJ 7 juil. 2016, *Emmanuel Lebek*, aff. C-70/15, *préc.*, spéc. pt. 36.

⁵⁷⁴ Art. 67 §4 Traité FUE.

Traité sur le Fonctionnement de l'Union européenne prévoit une base légale spécifique relative à l'accès à la justice. Il faut donc déterminer sa portée au regard de l'objectif général d'accès à la justice imposant déjà le respect du droit fondamental d'accès à la justice qui, comme tous les droits fondamentaux, doit être effectif.

B. Accès à la justice, droit fondamental et base légale de compétence

136. L'article 81 §2 (e) du Traité FUE. En droit de la coopération judiciaire en matière civile et commerciale, l'Union peut adopter des mesures visant l'accès effectif à la justice⁵⁷⁵. Comme cela a été souligné, la Convention européenne avait précisé que cette base légale de compétence devait permettre « [d'établir] (...) [des] normes minimales garantissant un niveau approprié d'aide juridique pour les affaires transfrontalières dans l'ensemble de l'Union, ainsi que des règles de procédure communes spéciales en vue de simplifier et d'accélérer le règlement des litiges transfrontaliers concernant notamment les demandes de faible importance en matière de droit des consommateurs en matière commerciale, ou enfin pour l'établissement de normes communes minimales pour les formulaires ou les documents multilingues dans les procédures transfrontalières »⁵⁷⁶... l'interprétation laisse toujours aussi perplexe, mais pourrait trouver un autre écho en combinant l'article 81 §2 (e) du Traité FUE avec l'article 47 de la Charte des droits fondamentaux.

D'abord, des instruments visant spécifiquement ces objectifs ont déjà été adoptés sur le fondement de l'article 65 (c) du Traité CE (Amsterdam), lequel vise « [l'élimination des] obstacles au bon déroulement des procédures civiles, au besoin en favorisant la compatibilité des règles de procédure civile applicables dans les États membres », repris au mot près par l'article 81 §2 (f) du Traité FUE. Il faut citer, en étant le plus exhaustif possible – ce qui, au regard du peu d'intérêt que l'Union porte sur la précision des bases légales pour justifier l'adoption de ses instruments, n'est pas une mince affaire – le Règlement n°1348/2000 sur la signification et notification des actes⁵⁷⁷,

⁵⁷⁵ Art. 81 §2 (e) Traité FUE.

⁵⁷⁶ Convention européenne, Espace de liberté, de sécurité et de justice – projet d'article 31, partie I – projet d'articles de la partie II, CONV 614/03 du 14 mars 2003, spéc. pp. 19 à 21, not. p. 21.

⁵⁷⁷ Règlement (CE) n°1348/2000 du Conseil du 22 déc. 2000 relatif à la signification et à la notification dans les États membres des actes judiciaires et extrajudiciaires en matière civile et commerciale, JOCE L 160/37 du 30 juin 2000 ; Proposition de directive du Conseil relative à la signification et à la notification dans les États membres des actes judiciaires et extrajudiciaires en matière civile ou commerciale, COM(99) 219 final du 26 mai 1999, 1999/0102(CNS), JOCE C 247 E/11 du 31 août 1999, spéc. pt. 2.2.

le Règlement Bruxelles I⁵⁷⁸, la Directive 2003/8/CE sur les règles relatives à l'aide juridictionnelle⁵⁷⁹, le Règlement n°1896/2006 instituant une procédure d'injonction de payer européenne⁵⁸⁰ et le Règlement n°861/2007 instituant une procédure pour le règlement des petits litiges⁵⁸¹. Ces instruments entrent tous dans la catégorie visée par les explications de la Convention européenne et, sans que le Traité CE (Amsterdam) ne prévoit expressément une base juridique relative à l'accès effectif à la justice, ont pu être adoptés sur la base de l'élimination des obstacles pour le bon fonctionnement des procédures civiles. Plus intéressante est l'analyse des bases légales des nouveaux instruments pris depuis l'entrée en vigueur du Traité de Lisbonne. En matière civile et commerciale, cinq instruments ont été adoptés⁵⁸² et deux des instruments entrant dans le champ d'étude de cette thèse se fondent notamment sur l'article 81 §2 (e) Traité FUE : le Règlement Bruxelles I refondu et le Règlement n°655/2014 instituant une ordonnance européenne de saisie conservatoire⁵⁸³. En comparaison avec les instruments pris sous l'égide du Traité CE (Amsterdam), il faut remarquer que ceux-ci s'ils font évoluer le droit de la coopération judiciaire, ne sont pas non plus des révolutions juridiques. Les mécanismes qu'ils prévoient existaient déjà dans d'autres instruments pris sur le fondement de l'élimination des obstacles au bon déroulement de la procédure civile. Par ailleurs, il faut même remarquer que la Commission elle-même ne semble pas vraiment savoir à quoi correspond exactement la nouvelle base de compétence introduit à l'article 81 §2 (e) du Traité FUE. En effet, dans son analyse d'impact accompagnant la

⁵⁷⁸ Règlement (CE) n°44/2001 du Conseil du 22 déc. 2000 concernant la compétence judiciaire, la reconnaissance et l'exécution des décisions en matière civile et commerciale, JOCE L 12/1 du 16 janv. 2001 ; Proposition de règlement (CE) du Conseil concernant la compétence judiciaire, la reconnaissance et l'exécution des décisions en matière civile et commerciale, COM(99) 348 final du 7 sept. 1999, 1999/0154(CNS), JOCE C 376 E/1 du 28 déc. 1999, spéc. pt. 2.2.

⁵⁷⁹ Cons. n°2 Directive 2003/8/CE.

⁵⁸⁰ Cons. n°2 Règlement (CE) n°1896/2006.

⁵⁸¹ Cons. n°2 Règlement (CE) n°861/2007.

⁵⁸² Règlement (UE) n°606/2013 du Parlement européen et du Conseil du 12 juin 2013 relatif à la reconnaissance mutuelle des mesures de protection en matière civile, JOUE L 181/4 du 29 juin 2013 (art. 81 §2 (a), (e) et (f) Traité FUE) ; Règlement (UE) n°650/2012 du Parlement européen et du Conseil du 4 juil. 2012 relatif à la compétence, la loi applicable, la reconnaissance et l'exécution des décisions, et l'acceptation et l'exécution des actes authentiques en matière de successions et à la création d'un certificat successoral européen, JOUE L 201/107 du 27 juil. 2012 (art. 81 §2 (c) Traité FUE) ; Règlement (UE) n°542/2014 du Parlement européen et du Conseil du 15 mai 2014 portant modification du règlement (UE) n°1215/2012 en ce qui concerne les règles à appliquer relatives à la juridiction unifiée du brevet et à la Cour de justice Benelux, JOUE L 163/1 du 29 mai 2014 (art. 81 §2 (a), (c) et (e) Traité FUE).

⁵⁸³ Règlement (UE) n°1215/2012 du Parlement européen et du Conseil du 12 déc. 2012 concernant la compétence judiciaire, la reconnaissance et l'exécution des décisions en matière civile et commerciale (refonte), JOUE L 351/1 du 20 déc. 2012 (art. 81 §2 (a), (e) et (f) Traité FUE) ; Règlement (UE) n°655/2014 du Parlement européen et du Conseil du 15 mai 2014 portant création d'une procédure d'ordonnance européenne de saisie conservatoire des comptes bancaires, destinée à faciliter le recouvrement transfrontière de créances en matière civile et commerciale, JOUE L 189/59 du 27 juin 2014 (art. 81 §2 (a), (e) et (f) Traité FUE).

proposition de règlement relatif à l'ordonnance européenne de saisie conservatoire⁵⁸⁴, elle détaille la base légale sur laquelle elle peut agir. Si elle justifie son action au regard des points (a) et (f) de l'article 81 §2 du Traité FUE⁵⁸⁵, elle ne mentionne pas le point (e) alors même qu'il était déjà inscrit au visa de la proposition de règlement⁵⁸⁶. La référence au point (e) ne serait-elle qu'une figure de style pour montrer que l'objectif d'accès à la justice inscrit à l'article 67 §4 du Traité FUE est respecté, tout comme le droit fondamental d'accès à la justice ? C'est en tous cas l'impression que donne le législateur, ce qui n'est pas pour aider à comprendre l'intérêt de la nouvelle base légale de l'article 81 §2, notamment au regard du droit fondamental d'accès à la justice.

Visiblement, cette nouvelle base légale de compétence est difficilement justifiable au regard du contenu des instruments adoptés sur son fondement et s'accorde plus difficilement que l'article 67 §4 du Traité FUE au droit fondamental d'accès à la justice de l'article 47 de la Charte des droits fondamentaux. Mais peut-être faut-il l'envisager comme une base légale permettant d'harmoniser les règles touchant directement au droit du procès équitable ?

137. Une compétence en matière de droits fondamentaux ?. Cette question n'est pas nouvelle⁵⁸⁷, mais suscite vivement l'intérêt. Si l'Union doit respecter la Charte des droits fondamentaux, celle-ci n'étend pas pour autant ses compétences⁵⁸⁸. Dès lors, même s'il n'a pas été envisagé dans ce sens, est-il possible de comprendre l'article 81 §2 (e) du Traité FUE comme un fondement permettant d'harmoniser les droits fondamentaux relatifs à l'accès à la justice dans le droit des États membres ? La réponse apparaît partiellement positive. En effet, puisque les droits fondamentaux doivent être effectifs, l'intérêt de l'article 81 §2 (e) du Traité FUE devrait alors permettre d'assurer l'effectivité de l'accès à un tribunal dans les situations transfrontières. L'Union pourrait alors harmoniser davantage non seulement l'accès *stricto sensu*, mais également organiser le droit du procès équitable et plus particulièrement les droits de la défense. Cela avait

⁵⁸⁴ Analyse d'impact accompagnant la Proposition de Règlement du Parlement européen et du Conseil portant création d'une ordonnance européenne de saisie conservatoire des comptes bancaires..., *préc.*

⁵⁸⁵ *Ibid.*, spéc. pt. 3.6.1.

⁵⁸⁶ Proposition de Règlement du Parlement européen et du Conseil portant création d'une ordonnance européenne de saisie conservatoire des comptes bancaires, destinée à faciliter le recouvrement transfrontière de créances en matière civile et commerciale, COM(2011) 445 final du 25 juil. 2011, 2011/0204(COD), spéc. p. 12.

⁵⁸⁷ V° not. L. PAILLER, *Le respect de la Charte des droits fondamentaux de l'Union européenne dans l'espace judiciaire européen en matière civile et commerciale*, *op. cit.*, spéc. §§309 à 312.

⁵⁸⁸ Art. 6 §1 al. 2 Traité FUE ; art. 51 §2 CDFUE.

d'ailleurs été proposé⁵⁸⁹. Elle permettrait à l'Union d'être active en la matière, plutôt que d'être simplement passive. En effet, même si la Charte n'étend pas les compétences de l'Union, le droit de la coopération judiciaire en matière civile, comme tous les autres instruments qu'elle adopte, doivent respecter les droits fondamentaux qui y sont garantis. Dès lors, même sans base légale spécifique relatif à l'effectivité des droits de la défense, l'Union se doit de ne pas adopter d'instruments qui soient contraires au respect du droit au procès équitable, notamment les droits de la défense. Le point (e) de l'article 81 §2 du Traité FUE doit alors permettre à l'Union d'adopter une démarche active pour harmoniser, sous couvert du principe de subsidiarité, ces droits. Cependant, faut-il vraiment réduire l'accès effectif à la justice au respect des droits de la défense ? Comme cela a été souligné, le droit de la coopération judiciaire doit faciliter l'accès à la justice. Pour autant, les mécanismes mis en place permettent-ils vraiment d'assurer un accès effectif à la justice ? Il faudrait davantage considérer que cette disposition, plutôt que d'être exclusivement dédiée à l'adoption d'instruments permettant d'harmoniser les droits de la défense, devrait plutôt contribuer à garantir l'effectivité de l'accès à la justice non seulement *de juris*, mais aussi *de facto*, tout en respectant les droits de la défense. Il semblerait d'ailleurs que la Cour de justice elle-même le reconnaisse. Au cours d'une affaire récente où la question était de savoir si une augmentation de la TVA sur les services des avocats représentaient ou non une mesure incompatible avec le droit au recours effectif. Dans son arrêt, la Cour répond par la négative. Elle retient que « l'accès à la justice et l'effectivité de la protection juridictionnelle dépendent d'une multitude de facteurs de toute nature »⁵⁹⁰. Cet arrêt retient donc que l'accès à la justice est protéiforme et que plusieurs solutions existent pour assurer son effectivité. Dès lors, le point (e) de l'article 81 §2 du Traité FUE peut aussi s'entendre comme une base légale permettant à l'Union d'adopter des instruments qui, sans être spécifiquement un mécanisme de coopération judiciaire, permet d'améliorer l'accès à la justice, tout en respectant et en contribuant au respect du droit fondamental d'accès à la justice.

⁵⁸⁹ C. PICHERAL, « Rapport introductif. Du maniement du droit au procès équitable par la Cour de justice de l'Union européenne », in C. PICHERAL (dir.), *Le droit à un procès équitable au sens du droit de l'Union européenne*, Nemesis 2012, p. 1, spéc. p. 3.

⁵⁹⁰ CJ 28 juil. 2016, *Ordre des barreaux francophones et germanophones e.a.*, aff. C-543/14, *préc.*, spéc. pt. 30.

138. Puisque le droit fondamental d'accès à la justice est inscrit à la Charte des droits fondamentaux de l'Union, celui-ci doit être respecté non seulement au cours du processus législatif de l'Union, mais aussi quand ce droit est mis en œuvre, que ce soit directement ou indirectement dans la transposition en droit national. Le droit au recours effectif, le droit au procès équitable et l'exécution des décisions judiciaires adoptées dans ce contexte s'en trouve alors garanti.

De fait, un lien se crée automatiquement avec l'Espace de liberté, de sécurité et de justice. D'une part, l'Union mettant en œuvre ses compétences en la matière se doit de respecter ce droit. D'autre part, l'objectif d'accès à la justice inscrit à l'article 67 §4 du Traité FUE renvoie à une réalité différente, celle de l'effectivité des mécanismes, mais toujours dans le respect du droit fondamental d'accès à la justice. Le recours à un juge doit alors toujours être garanti, tout comme le droit du procès équitable dans les mécanismes créés, particulièrement le respect des droits de la défense, correspondant au droit d'accès à la justice du défendeur à l'action.

Enfin, l'article 81 §2 (e) du Traité FUE peut trouver, au regard de cette obligation générale de respect du droit fondamental d'accès à la justice, une interprétation différente et se tourner davantage vers la possibilité pour l'Union d'adopter d'autres mécanismes participant à l'effectivité de l'accès à la justice dans les mécanismes créés.

Conclusion du Chapitre 2

139. En étudiant le développement et la portée du droit fondamental d'accès à la justice tel qu'il est consacré à l'article 47 de la Charte des droits fondamentaux, il est possible de se rendre compte de l'importance de ce droit dans la construction de l'Union européenne et le rôle qu'il joue sur l'effectivité de son droit. Il en ressort qu'en comparaison avec la Convention de sauvegarde des Droits de l'Homme et des Libertés fondamentales, le droit à un juge s'envisage différemment puisqu'il n'est pas attaché à une matière, mais à la mise en œuvre du droit de l'Union. Dans ce cas, un recours effectif doit être ouvert aux citoyens afin qu'ils puissent se prévaloir des avantages qu'ils peuvent tirer du système de l'Union. En outre, l'article 47 de la Charte apporte des garanties processuelles afin qu'ils puissent bénéficier d'une bonne justice, mais aussi, et surtout, d'un accès effectif à la justice étatique.

Force est alors de constater sa prégnance sur le droit de l'Espace de liberté, de sécurité et de justice où l'objectif de l'Union en la matière est de faciliter l'accès à la justice. Dans sa mise en œuvre, le droit fondamental d'accès à la justice doit être respecté : aussi bien lorsque le droit de la coopération judiciaire est adopté, que lorsqu'il est appliqué au sein des États membres de l'Union. L'accès à la justice est d'ailleurs particulièrement important dans les mécanismes de coopération judiciaire mis en place puisqu'il assure un accès aux deux parties : non seulement le demandeur, mais aussi le défendeur à travers les droits de la défense.

CONCLUSION DU TITRE PREMIER

140. La nature de l'accès à la justice s'est progressivement révélée au cours du développement de l'Union européenne.

Dans le cadre de l'article 67 §4 du Traité FUE, l'accès à la justice est un objectif général assigné de l'Espace de liberté, de sécurité et de justice. Il guide le développement du droit de cet espace, particulièrement l'Espace européen de justice comme le démontrent les orientations stratégiques adoptées par le Conseil européen. Il s'agit d'un véritable leitmotiv dans l'adoption de mécanismes de coopération judiciaire en matière civile et commerciale.

Dans le cadre de l'article 47 de la Charte, l'accès à la justice est reconnu en tant que droit fondamental. Il est la résultante du droit à un recours effectif et du droit à un procès équitable (notamment les droits de défense, le droit à une aide juridictionnelle et le droit à l'exécution des décisions judiciaires). Il irrigue le droit de l'Union européenne. En effet, dès que celui-ci est mis en œuvre, un recours effectif dans les conditions du respect des exigences du procès équitable doit être garanti dans l'ordre judiciaire des États membres de l'Union européenne. Ce droit fondamental d'accès à la justice doit être effectif. Il n'est cependant pas absolu.

Combiné à l'objectif assigné à l'Espace européen de justice, il en résulte que le droit de la coopération judiciaire en matière civile et commerciale doit respecter le droit fondamental d'accès à la justice, tout en poursuivant l'objectif d'accès à la justice. Il convient alors d'analyser la manière dont l'Union européenne tend à sa concrétisation.

TITRE SECOND

LA CONCRÉTISATION DE L'ACCÈS À LA JUSTICE

141. L'accès à la justice constitue un objectif pour l'Espace européen de justice. L'Union européenne doit tendre à sa réalisation pour son action législative. À ce titre, l'article 81 du Traité FUE constitue la base légale privilégiée pour la réalisation de cet objectif. Il faut cependant constater que l'Union européenne ne se limite pas à cette disposition pour y arriver.

Au moyen de sa compétence partagée en la matière, l'Union européenne vise notamment la réalisation de l'accès à la justice *stricto sensu*, c'est-à-dire la possibilité d'accéder à la justice étatique pour la résolution des litiges commerciaux transfrontières. Cette approche de la matière peut être qualifiée de judiciaire. C'est dans ce domaine que l'Union est d'ailleurs la plus active (**Chapitre 1**).

Par ailleurs, il faut constater que le droit de la coopération judiciaire s'est aussi développé pour d'autres modes de justice. De surcroît, d'autres outils et méthodes mis en place par l'Union participent aussi à la réalisation de l'accès à la justice sans nécessairement se fonder sur l'article 81 du Traité FUE ou bien pour soutenir l'accès à la justice par des règles qui n'ont pas une vocation procédurale immédiate. L'accès à la justice n'est donc pas une réalisation singulière tendant uniquement de l'harmonisation des règles d'accès au juge : il se réalise également par le biais d'un droit de la coopération judiciaire *lato sensu*. Contrairement à l'approche judiciaire, la concrétisation de l'accès à la justice s'effectue selon une perspective pouvant être qualifiée de plurale (**Chapitre 2**).

Chapitre 1

L'élaboration d'un droit de la coopération judiciaire *stricto sensu*

142. Le droit de la coopération judiciaire *stricto sensu* de l'Union européenne compte plusieurs instruments participant à la réalisation de l'accès à la justice pour les citoyens et les entreprises de l'Union⁵⁹¹. Il faut distinguer entre deux familles de mesures qui se découpent selon le déroulement du procès. Tout d'abord, celles qui facilitent la résolution judiciaire du litige transfrontière. Ces dispositions permettent aux citoyens de pouvoir saisir une juridiction dans le cadre de l'Espace européen de justice afin de pouvoir soumettre le litige à un juge et obtenir une décision. Tous ces éléments sont importants. En effet, il ne s'agit pas seulement de pouvoir présenter ses prétentions : encore faut-il permettre aux parties et au juge compétent de pouvoir mener à bien la procédure commencée afin que l'accès ne soit pas vain (**Section 1**).

La décision obtenue doit ensuite pouvoir circuler dans l'Espace européen de justice afin de pouvoir la faire exécuter, à tout le moins de pouvoir la faire reconnaître dans un autre État pour empêcher que l'affaire ne soit rejugée. Cet aspect est essentiel pour le créancier de la décision : il s'agit de contrer l'inertie du débiteur, c'est-à-dire la partie au litige qui doit exécuter une obligation à raison du jugement obtenu (**Section 2**).

⁵⁹¹ Cf. Annexe I, tabl. 1.2.

Section 1. Les règles facilitant la résolution judiciaire des litiges commerciaux transfrontières

143. Dans un contexte transfrontière, la résolution des litiges pose plusieurs difficultés. La première est celle de pouvoir s'assurer qu'une juridiction d'un État pourra reconnaître sa compétence internationale afin que le juge puisse statuer sur le litige qui lui est soumis. Il s'agit d'éviter le déni de justice, qui peut, en l'absence de coordination, être malheureusement une réalité au regard des différents ordres juridiques et judiciaires concernés par la situation internationale. Dans le contexte de l'Espace européen de justice, l'Union européenne dispose d'une compétence pour légiférer en la matière⁵⁹². Avant même que celle-ci ne soit reconnue, les États membres de la Communauté économique européenne avaient déjà négocié et ratifié la Convention de Bruxelles relative à la compétence judiciaire et à la reconnaissance et l'exécution des décisions en matière civile et commerciale⁵⁹³. Cet instrument constitue « l'instrument originel »⁵⁹⁴ marquant de sa philosophie⁵⁹⁵ ses successeurs⁵⁹⁶. Il est le premier à avoir unifié les règles d'instance directe de ses États contractants dans le contexte de la construction judiciaire européenne. Cet encadrement de l'accès au juge constitue un des aspects des règles permettant la résolution judiciaire des litiges transfrontières dans l'Espace européen de justice et passe principalement par la coordination des règles de compétence internationale (§ 1). Mais il n'est pas suffisant. En effet, afin de pouvoir clore la procédure engagée, il est nécessaire que soient harmonisées les règles des différents ordres judiciaires concernés afin de permettre la transmission d'actes et de demandes pour que le juge et les parties au litige puissent conduire la procédure à son terme. Ces instruments contribuent également à l'effectivité de l'accès à la justice dans le cadre de l'Espace européen de justice pour lesquelles l'Union dispose d'une compétence en la matière (§ 2).

⁵⁹² Art. 81 §2 (c) Traité FUE.

⁵⁹³ Convention concernant la compétence judiciaire à l'exécution des décisions en matière civile et commerciale, Bruxelles, 27 sept. 1968, JOCE L 299/32 du 31 déc. 1972 (vig. 1^{er} févr. 1973).

⁵⁹⁴ M.-L. NIBOYET, G. DE GEOUFFRE DE LA PRADELLE, *Droit international privé*, LGDJ, 4^e éd., 2013, spéc. §494.

⁵⁹⁵ H. GAUDEMET-TALLON, « La refonte du Règlement Bruxelles I », in M. DOUCHY-LOUDOT, E. GUINCHARD, dir., *La justice civile européenne en marche*, Dalloz, 2012, p. 21, spéc. p. 21.

⁵⁹⁶ Règlement Bruxelles I et Règlement Bruxelles I refondu.

§ 1. L'encadrement de l'accès au juge

144. L'accès au juge est fondamental pour que les litigants puissent résoudre leur litige. Dans l'Espace européen de justice, il est encadré. D'une part, le droit de la coopération judiciaire vient aménager les règles de compétence internationale des États membres afin d'éviter le déni de justice et offrir aux citoyens la prévisibilité qu'ils attendent d'un système judiciaire harmonisé (A). Par ailleurs, afin que cet aménagement ne soit pas vain, il est également nécessaire de prévoir des règles pour assurer l'effectivité de l'accès à la justice (B). Le droit de la coopération judiciaire de l'Union européenne s'intéresse aux deux questions et répond ainsi aux préoccupations d'accès à la justice de l'Espace de liberté, de sécurité et de justice, mais aussi du droit processuel de l'Union européenne.

A. L'aménagement de la compétence judiciaire

145. Afin de permettre l'accès à la justice, le droit de la coopération judiciaire unifie les règles d'instance directe dans l'Espace européen de justice (1). Celui-ci ne serait néanmoins être suffisant : il y a également un besoin de coordination des procédures judiciaires engagées sur le territoire des différents États membres de l'Union européenne. Paradoxalement, ce risque naît des règles d'instance directe unifiées qui, sauf pour certaines matières, octroient une compétence internationale pour un même litige à plusieurs tribunaux. Afin de garantir l'accès au juge, mais surtout l'exécution de la décision qu'il adoptera, il est nécessaire de coordonner les procédures judiciaires qui peuvent être engagées au sein de l'Espace européen de justice (2).

1. L'unification des règles d'instance directe

146. *Garantir l'accès à la justice étatique.* L'objectif d'accès à la justice de l'Espace de liberté, de sécurité et de justice se réalise notamment à travers l'accès au juge. Compétence régalienne, il appartient normalement à chaque État membre de définir dans quelles conditions ses juridictions peuvent entendre d'un litige international. Cependant, dans une perspective européenne, il est nécessaire de dépasser ces considérations territorialistes - même si *in fine* une approche territorialise globale se dégage⁵⁹⁷ -. Dès

⁵⁹⁷ La notion de territorialité développé en droit de la coopération judiciaire de l'UE est très classique : les règles qui y sont développées ne distinguent pas selon l'origine ethnique des habitants, mais selon la localisation

lors, l'Union doit veiller à l'articulation des ordres judiciaires des États membres afin de s'assurer de leur coordination eu égard à la résolution des litiges transfrontières. Mais il faut aussi remarquer que son action ne se limite pas à assurer l'accès à la justice uniquement dans le cadre de litiges transfrontières intra-Union européenne⁵⁹⁸. « Régional par définition, le droit international privé de l'Union européenne ne se veut pas pour autant enfermé dans un horizon purement continental »⁵⁹⁹. Par conséquent, les règles d'instance directe adoptées par l'Union appréhendent également l'accès au juge dans une perspective internationale. Pour ce faire, l'Union compte deux fondements. D'une part, l'article 81 §1 du Traité sur le fonctionnement de l'Union européenne se réfère à une « incidence transfrontière », laquelle n'est pas strictement entendue comme se limitant à l'Union européenne : les éléments de rattachement d'un tel litige peuvent se situer sur le territoire d'un État tiers, sans pour autant échapper à la condition posée à cet article. Par conséquent, des mesures sont également adoptées pour réguler l'accès à la justice dans ces litiges transfrontières rattachés à l'Union européenne⁶⁰⁰. D'autre part, cette même compétence peut être mise en œuvre, *en miroir*, pour permettre l'adoption de conventions internationales avec des États tiers⁶⁰¹ afin de mieux garantir l'accès à la justice dans le cadre de la résolution des litiges transfrontières rattachés à l'Union européenne. Ces possibilités entraînent une dichotomie entre *dimension interne* et *dimension externe* de l'Espace européen de justice.

territoriale de l'élément d'extranéité ou de rattachement considéré (sur la notion de territorialité, V° V. HEUZÉ, P. MAYER, *Droit international privé*, LGDJ, 11^e éd., 2014, spéc. §53) ; pour s'en convaincre, V° art. 4 et 6 Règlement Bruxelles I refondu où le critère de la nationalité est rejeté – il ne peut d'ailleurs en être autrement en vertu du principe de non-discrimination en raison de la nationalité (art. 18 Traité FUE).

⁵⁹⁸ Càd. une situation dans laquelle tous les éléments de rattachement sont localisés sur les territoires des ÉM de l'UE.

⁵⁹⁹ P. FRANZINA, « L'universalisation partielle du régime européen de la compétence en matière civile et commerciale dans le règlement Bruxelles I bis : une mise en perspective », in E. GUINCHARD (dir.), *Le nouveau règlement Bruxelles I bis. Règlement n°1215/2012 du 12 décembre 2012 concernant la compétence judiciaire, la reconnaissance et l'exécution des décisions en matière civile et commerciale*, Bruylant, 2014, p. 39, spéc. p. 39.

⁶⁰⁰ Càd. une situation dans laquelle les éléments de rattachements ne sont pas strictement localisés sur les territoires des ÉM de l'UE.

⁶⁰¹ Art. 216 §1 Traité FUE ; V° not. CJCE 7 févr. 2006, Avis 1/03, EU:C:2006:81, spéc. pt. 114 à 133 (confirmé par CJ 14 oct. 2014, Avis 1/13, EU:C:2014:2303, spéc. pt. 67) ; Proposition de Décision du Conseil relative à l'adhésion de la Communauté européenne à la Conférence de La Haye de droit international privé, COM(2005) 639 final du 9 déc. 2005, 2005/0251(AVC), spéc. pt. 1 : « L'adoption de ces *instruments internes* a entraîné dans les domaines qu'ils couvrent un *transfert implicite de compétences externes* des États membres vers la Communauté » (emphases ajoutées) ; Cons. n°3 Décision 2006/719/CE du Conseil du 5 oct. 2006 relative à l'adhésion de la Communauté européenne à la Conférence de La Haye de droit international privé, JOUE L 297/1 du 26 oct. 2006 : « Il est essentiel que la Communauté acquière un statut conforme à son nouveau rôle d'acteur international majeur dans le domaine de la coopération judiciaire civile et qu'elle puisse exercer ses *compétences externes* » (emphase ajoutée). Sur la compétence externe de l'UE en matière de droit international privé, V° I. BARRIÈRE BROUSSE, « Le Traité de Lisbonne et le droit international privé », *JDI*, janv. 2010, n°1, doctr. n°1, spéc. §§13 à 15.

147. Éviter le déni de justice. Peu importe la technique choisie par l'Union, adoption unilatérale d'un acte pour coordonner la compétence internationale des juridictions nationales dans l'Espace européen de justice ou négociation d'une convention internationale, les règles d'instance directe poursuivent le même objectif : permettre aux citoyens, de l'Union ou non, de saisir le juge d'un État membre. En ce sens, l'Union s'inscrit tout à fait dans l'objectif d'accès à la justice inscrit à l'article 67 §4 du Traité FUE. En l'absence d'une coordination des règles d'instance directe, il se profile un *risque* de déni de justice. En effet, chaque État disposant de ses propres règles de droit international privé, il est possible de se retrouver dans une situation où aucun tribunal ne reconnaît sa compétence internationale pour connaître d'un litige transfrontière. Le différend étant précisément rattaché à plusieurs ordres judiciaires, les règles nationales pourraient sans cesse renvoyer aux autres ordres juridiques impliqués, sans qu'aucun ne reconnaisse sa compétence⁶⁰². Or, si le droit de la coopération judiciaire poursuit un objectif d'accès à la justice pour la résolution des litiges transfrontières, c'est pour assurer l'accès au juge et, concomitamment, éviter cette situation. Il faut remarquer que dans l'exercice de sa compétence, l'Union prévoit des règles pour garantir l'accès au juge au sein de l'Union européenne (a), et prévoit également une articulation avec la compétence internationale des États tiers : ce faisant, elle intègre l'Espace européen de justice dans un ordre judiciaire mondial (b).

a. L'accès au juge au sein de l'Espace européen de justice

148. Des règles d'instance directe. L'adoption de règles d'instance directe a été envisagée dès 1968 dans la construction européenne. La Convention de Bruxelles a été le premier instrument à unifier les règles d'instance directe entre les États contractants, tous membres de la Communauté économique européenne. Cette Convention a été reprise dans le giron de l'Union par le Règlement Bruxelles I⁶⁰³ qui a été récemment révisé⁶⁰⁴. Ce dernier constitue aujourd'hui le droit commun de l'Espace européen de justice en la matière puisqu'il est applicable à toutes les actions intentées postérieurement au

⁶⁰² Particulièrement si les ÉM en question reconnaissent les techniques de *forum conveniens* et *forum non conveniens* (comme c'est le cas de l'Irlande et du Royaume-Uni).

⁶⁰³ Règlement (CE) n°44/2001 du Conseil du 22 déc. 2000 concernant la compétence judiciaire, la reconnaissance et l'exécution des décisions en matière civile et commerciale, JOCE L 12/1 du 16 janv. 2001.

⁶⁰⁴ Règlement (UE) n°1215/2012 du Parlement européen et du Conseil du 12 déc. 2012 concernant la compétence judiciaire, la reconnaissance et l'exécution des décisions en matière civile et commerciale (refonte), JOUE L 351/1 du 20 déc. 2012.

10 janvier 2015⁶⁰⁵ (la Convention de Bruxelles reste applicable dans de rares cas⁶⁰⁶). Le Règlement Bruxelles I refondu, comme ses prédécesseurs, met en place un système de règles d'instance directe cohérent visant à garantir aux litigants parties à un litige transfrontière l'accès aux juridictions nationales des États membres. Ces règles d'instance directe permettent non seulement de lutter contre le déni de justice, mais également d'opérer une répartition de compétences qui sont « de nature à garantir une certitude »⁶⁰⁷ pour assurer la protection juridique des personnes établies dans l'Espace européen de justice⁶⁰⁸. L'instrument précise d'ailleurs qu'il a pour objectif de « [faciliter] l'accès à la justice »⁶⁰⁹.

149. Compétence générale fondée sur le domicile du défendeur. Les sections 1 à 7 et 10 du Chapitre II du Règlement Bruxelles I refondu prévoient des règles d'instance directe pouvant justifier la compétence internationale des juridictions des États membres pour les litiges transfrontières⁶¹⁰. L'instrument s'impose à toutes les juridictions des États membres, y compris au Danemark⁶¹¹, au Royaume-Uni et à l'Irlande⁶¹². Il s'agit d'une véritable unification du droit international privé dans l'Union : dès que le litige entre dans le champ de compétence *ratione materiae* du Règlement⁶¹³, seules les règles qu'il prévoit sont applicables. Les dispositions de l'instrument prévoient différents types de compétence. La première, la plus classique, attribue la compétence internationale à la juridiction de l'État membre où le défendeur est domicilié⁶¹⁴. Cette règle *actor sequitur forum rei* est très classique en procédure civile⁶¹⁵. Elle s'applique sans considération de la

⁶⁰⁵ Art. 66 §1 et 81 Règlement Bruxelles I refondu ; en matière de compétence internationale, le Règlement Bruxelles I n'est plus applicable – seule ses dispositions relatives à la reconnaissance et à l'exécution le sont pour les décisions qui viennent clore des instances débutées antérieurement au 10 janv. 2015 (art. 66 §2 et 80 Règlement Bruxelles I refondu).

⁶⁰⁶ H. GAUDEMET-TALLON, *Compétence et exécution des jugements en Europe. Matière civile et commerciale. Règlements 44/2001 et 1215/2012, Conventions de Bruxelles (1968) et de Lugano (1988 et 2007)*, LGDJ, 5^e éd., 2015, spéc. §63 : la Conv. Bruxelles (1968) n'est applicable que devant les juridictions situées sur les parties du territoire des États contractants qui ne sont pas couverts par l'art. 355 Traité FUE.

⁶⁰⁷ CJCE 19 févr. 2002, *Besix*, aff. C-256/00, EU:C:2002:99, spéc. pt. 25.

⁶⁰⁸ V^o not. CJCE 4 mars 1982, *Efffer*, aff. 38/81, EU:C:1982:79, spéc. pt. 6.

⁶⁰⁹ Cons. n°3 Règlement Bruxelles I refondu.

⁶¹⁰ Pour une vision d'ensemble du fonctionnement de ces règles de compétence, V^o H. GAUDEMET-TALLON, *Compétence et exécution des jugements en Europe...*, *op. cit.*, spéc. §§78 et s.

⁶¹¹ Accord entre la Communauté européenne et le Royaume de Danemark sur la compétence judiciaire, la reconnaissance et l'exécution des décisions en matière civile et commerciale, 19 oct. 2005, Bruxelles, JOCE L 299/62 du 16 nov. 2005 (vig. 1^{er} juil. 2007) ; Accord entre la Communauté européenne et le Royaume de Danemark sur la compétence judiciaire, la reconnaissance et l'exécution des décisions en matière civile et commerciale, JOUE L 79/4 du 21 mars 2013.

⁶¹² Cons. n°40 Règlement Bruxelles I refondu.

⁶¹³ Art. 1^{er} Règlement Bruxelles I refondu.

⁶¹⁴ Art. 4 Règlement Bruxelles I refondu.

⁶¹⁵ H. GAUDEMET-TALLON, *Compétence et exécution des jugements en Europe...*, *op. cit.*, spéc. §83.

localisation des autres éléments d'extranéité ou de l'objet du litige⁶¹⁶. Quoiqu'il arrive, le demandeur pourra toujours, *a minima*, attirer le défendeur devant les tribunaux de l'État membre où ce dernier est domicilié. Dans ce cas, l'intégration à l'Espace européen de justice est jugée suffisante, même si le litige transfrontière est uniquement rattaché à l'Union européenne en raison de cet élément⁶¹⁷. L'accès à la justice étatique est alors garanti non seulement au demandeur⁶¹⁸, mais aussi et surtout au défendeur puisqu'il sera entendu par des juridictions « familières »⁶¹⁹.

150. Des règles spéciales. Outre la compétence de la juridiction de l'État membre fondée sur le domicile du défendeur, le Règlement prévoit également d'autres règles d'instance directe prenant en compte d'autres éléments de rattachement comme l'objet du litige⁶²⁰, la volonté des parties⁶²¹ ou encore la qualité des parties⁶²². Dans ce cas, comme pour la règle générale, les juridictions d'un État membre pourront fonder leur compétence si l'élément de rattachement est localisé sur leur territoire. Par conséquent, les litigants partie à un litige sont *a priori* assurés de pouvoir trouver un *forum* qui reconnaîtra sa compétence s'ils s'adressent à une juridiction d'un État membre de l'Union européenne. Dès lors, avec le Règlement Bruxelles I refondu (et la Convention de Bruxelles), l'Union permet aux litigants de pouvoir porter leur cause, devant une juridiction nationale d'un État membre. L'accès au juge, coordonné sur l'ensemble de l'Espace européen de justice, semble être garanti dans ces situations réalisant alors l'objectif d'accès à la justice pour les litiges transfrontières rattachés à l'Union européenne.

⁶¹⁶ À l'exception des cas visés aux art. 17 et 24 Règlement Bruxelles I refondu.

⁶¹⁷ Il faut d'ailleurs relever que la règle de compétence générale vise principalement l'accès à la justice du défendeur dans le Règlement Bruxelles I, ce qui avait poussé la Commission dans son Livre vert sur la refonte de cet instrument, à préciser qu'il serait bon de prévoir "[un] égal accès à la justice sur la base de règles claires et précises (...) non seulement pour les défendeurs, mais aussi pour les demandeurs domiciliés dans la Communauté" (Livre vert de la Commission sur la révision du Règlement (CE) n°44/2001 du Conseil concernant la compétence judiciaire, la reconnaissance et l'exécution des décisions en matière civile et commerciale, COM(2009) 175 final du 21 avr. 2009, spéc. pt 2).

⁶¹⁸ CJ 17 nov. 2011, *Hypoteční banka*, aff. C-327/10, EU:C:2011:745, spéc. pt. 44 et 45 ; comme l'explique Hélène GAUDEMET-TALLON, cet arrêt rappelle not. l'importance de la protection juridique accordée aux personnes établies dans l'Union – qu'il faut entendre comme le droit de bénéficier d'un accès à la justice étatique (la CJ emploie d'ailleurs le terme de *droit à un recours juridictionnel* – in *Compétence et exécution des jugements en Europe*..., *op. cit.*, spéc. §87-1).

⁶¹⁹ CJCE 17 juin 1992, *Jakob Handte*, aff. C-26/91, EU:C:1992:268, spéc. pt. 14 : "Le caractère de principe général que revêt cette règle de compétence s'explique par le fait qu'elle permet au défendeur de se défendre, en principe, plus aisément".

⁶²⁰ Art. 7 et 24 Règlement Bruxelles I refondu.

⁶²¹ Art. 25 et 26 Règlement Bruxelles I refondu.

⁶²² Seules les consommateurs sont envisagés : art. 17 à 19 Règlement Bruxelles I refondu.

151. *L'universalisation des règles d'instance directe.* Le terme d'universalisation désigne les cas où le Règlement Bruxelles I refondu permet aux juridictions d'un État membre de reconnaître leur compétence internationale, donc l'accès au juge, alors même que le défendeur à l'action est domicilié sur le territoire d'un État tiers⁶²³. Lorsque les règles d'instance directe sont universalisées, l'Union européenne agit seule, avec pour unique objectif de garantir un meilleur accès à la justice pour ses citoyens. Pour ce faire, elle utilise sa compétence externe *indirecte*. Cette technique fait référence au droit adopté sur la base d'une compétence dite *interne* produisant des effets non seulement dans l'Union, mais également vis-à-vis des personnes domiciliées sur le territoire d'un États tiers⁶²⁴. Il s'agit ni plus ni moins d'un effet extraterritorial du droit de l'Union. Le droit de la coopération judiciaire n'est pas une exception en la matière. Les États membres, dans leur droit international privé, prévoient aussi des règles octroyant une compétence internationale à leurs juridictions, parfois même en octroyant des privilèges tenant à la nationalité des parties⁶²⁵. Cet effet extraterritorial est le fruit d'un choix législatif opéré quant aux critères de rattachement choisis⁶²⁶, retenant une approche conflictuelle classique dans la lignée de SAVIGNY⁶²⁷. Des débats existent cependant sur le point de savoir si le droit de la coopération judiciaire doit s'universaliser de cette manière, c'est-à-dire unilatéralement⁶²⁸. Certains concèdent qu'il s'agit « d'impérialisme du droit de l'Union européenne »⁶²⁹. Il est vrai qu'en l'absence de coopération avec les États tiers, les règles d'instance directe permettent certes d'assurer l'accès au juge. Cependant, en s'en tenant à l'objectif d'accès à la justice, l'universalisation des règles est la bienvenue puisqu'elle permet de conférer une compétence internationale aux juridictions des États membres pour des litiges rattachés à l'Union européenne. La Cour de justice s'est d'ailleurs prononcée favorablement sur ce point dans son arrêt *Owusu*, où elle souligne

⁶²³ H. GAUDEMET-TALLON, « La refonte du Règlement Bruxelles I », *op. cit.*, spéc. pp. 22 à 26.

⁶²⁴ A. DA FONSECA, M. GARCIA, S. LABAYLE, coord., « Le cadre et les principes présidant au développement de la dimension externe de l'ELSJ », *RTD eur.*, 2014, p. 655.

⁶²⁵ Comme c'est not. le cas en France : art. 14 et 15 Code civil.

⁶²⁶ J. G. CASTEL, « Les approches des systèmes de droit international privé et les conventions internationales », in AHJUCAF, *Internationalisation du droit, internalisation de la justice*, 3^e Congrès, 21-23 juin 2010, Cour Suprême du Canada, Ottawa (disp. en ligne : <<http://www.ahjucaf.org/>>), p. 66, spéc. p. 66.

⁶²⁷ V. HEUZÉ, P. MAYER, *Droit international privé*, *op. cit.*, spéc. §71 ; J. G. CASTEL, « Les approches des systèmes de droit international privé et les conventions internationales », *préc.*, spéc. p. 67.

⁶²⁸ Sur ce point, V^o A. NUYTS, « La refonte du règlement Bruxelles I », *Rev. crit. DIP*, 2013, p. 1, spéc. §3 ; F. CADET, « Le nouveau règlement Bruxelles I ou l'itinéraire d'un enfant gâté », *JDI*, juil. 2013, n^o3, 7, spéc. §33.

⁶²⁹ M.-L. NIBOYET, G. DE GEOUFFRE DE LA PRADELLE, *Droit international privé*, *op. cit.*, spéc. §498.

qu'il faut assurer une protection juridique aux personnes établies dans l'Union⁶³⁰. Elle reconnaît alors l'effet extraterritorial du droit de la coopération judiciaire⁶³¹. Malgré les réticences, il faut toutefois reconnaître qu'en la matière, il est préférable de recourir à des règles unifiées pour gérer ce cas de figure. En effet, des règles unifiées permettent à tous les citoyens de l'Union de saisir, dans les mêmes conditions, les juridictions d'un État membre dans un litige transfrontière international ou rattaché à l'Union (visant alors la dimension externe de l'Espace européen de justice). Malgré les critiques, force est de constater que ces règles sont de nature à contribuer à la réalisation de l'objectif d'accès à la justice.

152. *Effet extraterritorial de la règle acta sequitur forum rei.* Aussi curieux que cela puisse paraître, la règle générale de compétence internationale du Règlement Bruxelles I refondu a une vocation extraterritoriale. Elle s'applique lorsque le défendeur est domicilié sur le territoire d'un État membre, conférant une compétence internationale au juge de cet État, même si le demandeur est domicilié sur le territoire d'un État tiers. La Cour de justice l'a admis dans son arrêt *Group Josi*⁶³². L'argument de l'inapplicabilité des règles d'instance directe unifiées au motif que le demandeur est domicilié en dehors de l'Union est écarté⁶³³. La Cour considère que le domicile du demandeur ne peut influencer sur l'application de la règle générale qu'en vertu des dispositions dérogatoires, d'interprétation stricte, du texte⁶³⁴. De la même manière, lorsqu'il existe plusieurs défendeurs à l'action et que l'un d'entre eux seulement est domicilié sur le territoire d'un État membre, le demandeur dispose également d'un accès au juge en vertu du droit de la coopération judiciaire de l'Union⁶³⁵. L'effet extraterritorial de la règle contribue largement à la réalisation de l'objectif d'accès à la justice en garantissant en priorité l'accès à la justice du défendeur à l'action⁶³⁶.

153. *Les règles de compétence internationale sans référence au domicile des parties.* Dans deux cas de figure, les règles d'instance directe prévues par le Règlement Bruxelles I refondu permet aux juridictions d'un État membre de reconnaître leur

⁶³⁰ CJCE 1^{er} mars 2005, *Andrew Owusu*, aff. C-281/02, EU:C:2005:120, spéc. pt 42.

⁶³¹ CJCE 7 févr. 2006, Avis 1/03, *préc.*, spéc. pt 146 ; *ibid.*, spéc. pt 28.

⁶³² CJCE 13 juil. 2000, *Group Josi*, aff. C-412/98, EU:C:2000:399.

⁶³³ *Ibid.*, spéc. pt. 29.

⁶³⁴ *Ibid.*, EU:C:2000:399, spéc. pt. 61.

⁶³⁵ CJCE 1^{er} mars 2005, *Andrew Owusu*, aff. C-281/02, *préc.*

⁶³⁶ Comme l'avait d'ailleurs rappelé la CJCE (CJCE 13 juil. 2000, *Group Josi*, aff. C-412/98, *préc.*, spéc. pt. 35, faisant référence à l'arrêt *Jakob Handte* [CJCE 17 juin 1992, aff. C-26/91, *préc.*]).

compétence internationale sans aucune considération du domicile des parties. Il existe alors un effet extraterritorial des règles : c'est le cas pour certaines matières dont l'objet est localisé sur le territoire d'un État membre (compétences exclusives)⁶³⁷ ou par l'effet de la volonté des parties (prorogation expresse de compétence)⁶³⁸.

154. Les compétences exclusives. L'article 24 du Règlement Bruxelles I refondu prévoit, comme ses prédécesseurs⁶³⁹, une compétence exclusive lorsque les litiges transfrontières portent sur certaines matières qui « sont empreintes d'une forte territorialité »⁶⁴⁰. Il s'agit des actions portant sur des droits réels immobiliers et des baux d'immeubles ; sur la validité, la nullité, la dissolution des sociétés ; la validité des inscriptions sur les registres publics ; l'inscription ou la validité en matière de propriété intellectuelle ; et sur l'exécution des décisions. Il s'agit de protéger « un lien particulièrement étroit [unissant] le fond du litige à un territoire déterminé »⁶⁴¹ puisque c'est d'abord le droit de l'État membre en question qui reconnaît et assure l'existence de cet objet et, qu'ensuite, le jugement y sera nécessairement exécuté⁶⁴². Cet objectif est assuré par la double caractéristique de cette règle de compétence : elle est impérative⁶⁴³ et exclusive⁶⁴⁴. Par conséquent, le domicile des parties ne joue ici aucun rôle⁶⁴⁵. Dès lors, même si elles sont toutes les deux domiciliées sur le territoire d'un État tiers, le Règlement reconnaît une compétence aux juridictions d'un État membre lorsque l'objet en question y est localisé. La règle s'applique alors non seulement pour les litiges transfrontières intra-Union européenne, mais également à ceux rattachés à l'Union européenne. L'article 24 du Règlement Bruxelles I refondu étend ses effets, de manière incidente, en dehors des

⁶³⁷ Art. 16 Convention Bruxelles (1968) ; art. 24 Règlement Bruxelles I refondu.

⁶³⁸ Art. 17 Convention Bruxelles (1968) ; art. 25 Règlement Bruxelles I refondu.

⁶³⁹ Art. 16 Convention Bruxelles (1968) ; art. 22 Règlement Bruxelles I.

⁶⁴⁰ O. CACHARD, *Droit international privé*, Larcier, 4^e éd., 2015, spéc. §97.

⁶⁴¹ H. GAUDEMET-TALLON, *Compétence et exécution des jugements en Europe...*, *op. cit.*, spéc. §98.

⁶⁴² C'est not. le cas en matière de droit réel immobilier : H. GAUDEMET-TALLON, *Compétence et exécution des jugements en Europe...*, *op. cit.*, spéc. §101. Sur le lien fort entre l'objet de la demande et les effets des jugements pour ce type de règles : V^o P. FRANZINA, « L'universalisation partielle du régime européen de la compétence en matière civile et commerciale dans le règlement Bruxelles I bis... », *op. cit.*, spéc. p. 46.

⁶⁴³ Qui ne permet ni aux parties – que ce soit à la faveur d'une prorogation expresse ou tacite de compétence – ni aux juges – qui doivent d'office se déclarer incompétents si le litige porte sur l'un des objets visé à l'art. 24 et qui serait situé sur le territoire d'un autre ÉM de l'UE (art. 27 Règlement Bruxelles I refondu) – d'y déroger : H. GAUDEMET-TALLON, *Compétence et exécution des jugements en Europe...*, *op. cit.*, spéc. §99.

⁶⁴⁴ Un jugement rendu par les tribunaux d'un ÉM qui n'est pas celui désigné par l'art. 24 Règlement Bruxelles I refondu ne peut être ni reconnu, ni exécuté sur le territoire d'un autre ÉM (art. 45 §1 (e) (ii) et 46 Règlement Bruxelles I refondu ; de même, le régime de la litispendance et de la connexité est inapplicable dès lors que les tribunaux d'un ÉM reçoivent une compétence exclusive en raison de cet article (CJ 4 avr. 2014, *Weber*, aff. C-428/12, EU:C:2014:212 ; H. GAUDEMET-TALLON, *Compétence et exécution des jugements en Europe...*, *op. cit.*, spéc. §99).

⁶⁴⁵ Ainsi que le précise l'art. 24 Règlement Bruxelles I refondu : “(...) sans considération de domicile des parties”.

frontières de l'Espace européen de justice. Force est alors de constater que la règle d'instance directe prévue par cet article assure, dans l'Espace européen de justice, mais aussi, pour tous les litiges transfrontières rattachés à l'Union, un accès au juge, contribuant à la réalisation de l'objectif d'accès à la justice.

155. *Prorogation expresse de compétence d'une juridiction d'un État.* L'article 25 du Règlement Bruxelles I refondu prévoit également une exception au principe général énoncé à l'article 4. Contrairement à ses prédécesseurs⁶⁴⁶, ce Règlement s'émancipe complètement de la condition du domicile d'au moins une des parties sur le territoire d'un État membre de l'Union⁶⁴⁷ qui étend la compétence spatiale de l'Espace européen de justice⁶⁴⁸. En dehors des situations où le litige porte sur un des objets visés par l'article 24 de l'instrument, les parties ont la possibilité de choisir leur *for* compétent⁶⁴⁹. Cette disposition abonde véritablement dans le sens de l'accès à la justice. L'Espace européen de justice se veut ouvert à toutes les parties qui le désirent, même si l'intérêt d'une telle règle a pu être questionné⁶⁵⁰. Certes, l'absence d'un autre élément de rattachement sur le territoire de l'Union est discutable, mais il permet toutefois d'atteindre l'objectif d'accès à la justice. En outre, cette possibilité peut constituer un réel avantage pour les parties, notamment lorsqu'elles souhaitent s'adresser à un *for* neutre ou bien faciliter l'exécution de la décision obtenue dans l'Espace européen de justice si l'une d'entre elles dispose de biens sur le territoire d'un des États membres de l'Union.

156. *L'accès à la justice en raison de la qualité des parties : la protection des consommateurs.* La version initiale de la Convention de Bruxelles était timide sur l'accès

⁶⁴⁶ L'art. 17 §1 Convention Bruxelles (1968) et l'art. 23 §1 Règlement Bruxelles I imposaient que l'une des parties au moins soit domiciliée sur le territoire d'un EM de l'UE ; le §3 de ces deux dispositions envisageait ég. le cas de l'absence de domicile des parties sur le territoire d'un EM de l'UE mais dans des conditions plus strictes V° H. GAUDEMET-TALLON, *Compétence et exécution des jugements en Europe...*, *op. cit.*, spéc. §§125 à 127.

⁶⁴⁷ Art. 25 §1 Règlement Bruxelles I refondu : "Si les parties, *sans considération de leur domicile (...)*" (emphase ajoutée) ; J.-P. BERAUDO, « Regards sur le nouveau règlement Bruxelles I sur la compétence judiciaire, la reconnaissance et l'exécution des décisions en matière civile et commerciale », *JDI*, juil. 2013, n°3, 6, spéc. §17 ; L. D'AVOUT, « La refonte du règlement Bruxelles I », *D.*, 2013, p. 1014, spéc. §18 : l'auteur considère cette renonciation à la condition de l'une des parties sur le territoire d'un EM de l'UE comme "importante".

⁶⁴⁸ S. GUINCHARD, C. CHAINAIS, F. FERRAND, *Procédure civile. Droit interne et droit de l'Union européenne*, Dalloz, 32^e éd., 2014, spéc. §1622.

⁶⁴⁹ Art. 25 §4 Règlement Bruxelles I refondu : "Les conventions attributives de juridiction (...) sont sans effet (...) si les juridictions à la compétence desquelles elles dérogent sont exclusivement compétentes en vertu de l'article 24". Il faut ég. relever les conditions posées lorsque le litige porte sur une relation contractuelle à laquelle une partie considérée comme faible est impliquée (art. 25 §4, 15, 19 et 23 Règlement Bruxelles I refondu).

⁶⁵⁰ Not. dans le cas où aucun élément d'extranéité n'est localisé sur le territoire d'un EM : V° en ce sens, H. GAUDEMET-TALLON, *Compétence et exécution des jugements en Europe...*, *op. cit.*, spéc. §127.

à la justice étatique des consommateurs⁶⁵¹. Seules les cocontractants acheteurs d'une vente ou d'un prêt à tempérament bénéficiaient d'un régime dérogatoire à celui inscrit dans son article 2. Il faudra d'ailleurs attendre une première interprétation de la Cour de justice pour limiter cette règle dérogatoire aux acheteurs considérés comme *des consommateurs finals à caractère privé*⁶⁵². Parallèlement, la Communauté puis l'Union n'ont cessé de faire progresser leur politique de protection des consommateurs. Ces progrès portent sur le droit matériel applicable aux contrats conclus avec un consommateur⁶⁵³. Le droit de la coopération judiciaire a progressivement évolué pour suivre cet élan protecteur⁶⁵⁴. Le régime spécial applicable aux « contrats conclus pas les consommateurs » occupe une section à part entière⁶⁵⁵. Lorsque le contrat répond aux conditions posées par l'article 15 du Règlement Bruxelles I⁶⁵⁶, le consommateur peut bénéficier des règles protectrices de l'article 16 de l'instrument⁶⁵⁷. Deux possibilités s'offrent à lui. D'abord, il peut attirer son cocontractant professionnel devant les juridictions de l'État membre où ce dernier est domicilié. Ensuite, le consommateur bénéficie d'un régime asymétrique⁶⁵⁸, lui permettant de saisir les juridictions de État membre où il est lui-même domicilié, dérogeant à la règle générale *actor sequitur forum*

⁶⁵¹ La version initiale des art. 13 à 15 Conv. Bruxelles (1968) était consacrée aux “ventes et prêts à tempérament”, sans explicitement désigner le consommateur (pour s'en convaincre, il suffit de lire le Rapport JENARD : in Conseil, Rapport de P. JENARD sur la convention concernant la compétence judiciaire et l'exécution des décisions en matière civile et commerciale, JOCE C 59/1 du 5 mars 1979, spéc. pp. 33 et 34) ; il faut cependant noter que très tôt, la CJCE a réservé cette disposition aux consommateurs, lesquels ont “besoin de protection, leur position économique étant caractérisé par leur faiblesse vis-à-vis des vendeurs” : CJCE 21 juin 1978, *Bertrand*, aff. 150/77, EU:C:1978:137, spéc. pt. 21. Cf. *supra*, §48.

⁶⁵² CJCE 21 juin 1978, *Bertrand*, aff. 150/77, *préc.*, spéc. pt. 21.

⁶⁵³ V. CHRISTIANOS, F. PICOD, « Consommateurs », *Rép. droit européen*, Dalloz, janv. 2003 (maj. juin. 2016), spéc. §§7 à 27.

⁶⁵⁴ V° not. Mémoire de la Commission transmis au Conseil, L'accès des consommateurs à la justice, COM(84) 692 final du 12 déc. 1984 ; cf. *supra*, CHAPITRE II, §48.

⁶⁵⁵ Art. 15 à 17 Règlement Bruxelles I ; art. 17 à 19 Règlement Bruxelles I refondu. Il faut néanmoins que le professionnel dirige son activité vers l'ÉM sur le territoire duquel le consommateur est domicilié ; au regard de la jurisprudence récente en la matière, il est permis de considérer que, bien que non absolu, le consommateur est protégé toutes les fois où le professionnel est actif sur le territoire où le premier est domicilié, même si celui-ci n'est pas directement visé où qu'il n'a pas eu connaissance de cette activité – partant, le critère d'*activité* ou de *passivité* du consommateur dans la conclusion du contrat n'est pas pris en compte. Sur ce point, V° CJ 7 déc. 2010, *Pammer et Hotel Alpenhof*, aff. jointes C-585/08 et C-144/09, EU:C:2010:740 ; CJ 6 sept. 2012, *Daniela Mühleitner*, aff. C-190/11, EU:C:2012:542 ; CJ 17 oct. 2013, *Lockman Emrek*, aff. C-218/12, EU:C:2013:666 ; CJ 23 déc. 2015, *Rüdiger Hobohm*, aff. C-297/14, EU:C:2015:844 ; en ce sens, V° O. BOSKOVIC, « Compétence en matière de contrat conclus par les consommateurs », *Rev. crit. DIP*, 2014, p. 630, spéc. §7.

⁶⁵⁶ Sur les conditions relatives au consommateur et au contrat : D. ALEXANDRE, A. HUET, « Compétence européenne, reconnaissance et exécution : matières civile et commerciale », *Rép. droit européen*, Dalloz, janv. 2015 (maj. juin. 2016), spéc. §§119 à 132 ; H. GAUDEMET-TALLON, *Compétence et exécution des jugements en Europe...*, *op. cit.*, spéc. §§282 et s. Les conditions sont similaires à celles déjà existantes à l'art. 13 Conv. Bruxelles (1968) et ont été reprises à l'art. 17 Règlement Bruxelles I refondu.

⁶⁵⁷ Art. 14 Conv. Bruxelles (1968) ; art. 18 Règlement Bruxelles I refondu.

⁶⁵⁸ P. FRANZINA, « L'universalisation partielle du régime européen de la compétence en matière civile et commerciale dans le règlement Bruxelles I bis... », *op. cit.*, spéc. p. 78.

*rei*⁶⁵⁹. Ce « souci de protection à l'égard de certaines catégories d'acheteurs »⁶⁶⁰, les *consommateurs finals à caractère privé*⁶⁶¹, permet à ce dernier de pouvoir bénéficier des avantages procurés par la politique de protection des consommateurs dans l'Union⁶⁶². En l'absence d'une règle de compétence spéciale, les effets de cette politique seraient caducs. L'Union européenne fait alors sienne les préoccupations nationales pour étendre celles-ci à l'ensemble des consommateurs domiciliés sur le territoire d'un État membre⁶⁶³. Cet objectif avait notamment été réaffirmé dans la proposition de refonte du Règlement Bruxelles I⁶⁶⁴. Par conséquent, non seulement le régime asymétrique à la faveur des consommateurs leur garantit un accès au juge privilégié, mais surtout, celui-ci assure l'application des dispositions matérielles protectrices de la partie faible, de source nationale ou de l'Union⁶⁶⁵. Cette approche se confirme également par l'interprétation des règles d'instance directe spéciales de la Cour de justice. Elle précise que la finalité de ces dispositions spécifiques dans une jurisprudence constante. Il s'agit « de protéger le consommateur en tant que partie au contrat réputée économiquement plus faible et juridiquement moins expérimentée que son cocontractant et que, dès lors, cette partie ne

⁶⁵⁹ Art. 14 al. 1 Conv. Bruxelles (1968) ; art. 18 §1 Règlement Bruxelles I refondu ; comme le souligne Emmanuel JEULAND, "[l]'avantage d'agir dans l'État du demandeur est la commodité : le consommateur n'a pas à se déplacer, il connaît le droit, la langue, etc." in *Droit processuel général*, LGDJ, 3^e éd., 2014, spéc. §581, mais l'auteur continue : "[m]ais l'inconvénient, s'agissant des litiges transfrontières, est qu'il est peut être nécessaire d'exécuter le jugement dans le pays du défendeur (indépendamment de la question de la compétence du juge du pays du demandeur)". Sur ce dernier point, cf. *infra*, §§352 et s.

⁶⁶⁰ CJCE 21 juin 1978, *Bertrand*, aff. 150/77, *préc.*, spéc. pt. 18. ; Rapport de P. JENARD sur la convention concernant la compétence judiciaire et l'exécution des décisions en matière civile et commerciale, *préc.*, spéc. p. 33.

⁶⁶¹ Sur la notion autonome de "consommateurs", V° H. GAUDEMET-TALLON, *Compétence et exécution des jugements en Europe...*, *op. cit.*, spéc. §283. V° ég. les arrêts plus récents sur cette notion : CJ 5 déc. 2013, *Vapenik*, aff. C-508/12, EU:C:2013:790, spéc. pt. 26 et 28 ; CJ 23 déc. 2015, *Rüdiger Hobohm*, aff. C-297/14, *préc.*, spéc. pt. 25.

⁶⁶² En combinaison avec les règles de conflit de loi applicables aux contrats conclus par les consommateurs : art. 5 Convention de Rome de 1980 sur la loi applicable aux obligations contractuelles, 17 juin 1980, Rome, JOCE L 266/1 du 9 oct. 1980 (vig. 1^{er} avr. 1991) ; art. 6 Règlement (CE) n°593/2008 du Parlement européen et du Conseil du 17 juin 2008 sur la loi applicable aux obligations contractuelles (Rome I), JOUE L 177/6 du 4 juil. 2008. V° en ce sens, D. BUREAU, H. MUIR WATT, *Droit international privé*, PUF, 3^e éd., t. II, 2014, spéc. §§933 à 934.

⁶⁶³ Rapport du professeur Dr. P. SCHLOSSER sur la convention du 9 oct. 1978 relative à l'adhésion du royaume de Danemark, de l'Irlande et du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord à la convention concernant la compétence judiciaire et l'exécution des décisions en matière civile et commerciale, ainsi qu'au protocole concernant son interprétation par la Cour de justice, JOCE C 59/71 du 5 mars 1979, spéc. §153.

⁶⁶⁴ Proposition de Règlement du Parlement européen et du Conseil concernant la compétence judiciaire, la reconnaissance et l'exécution des décisions en matière civile et commerciale (refonte), COM(2010) 748 final du 14 déc. 2010, 2010/0383(COD), spéc. pt. 1.2.

⁶⁶⁵ Se confortant par la même occasion avec l'art. 38 CDFUE. V° en ce sens, Analyse d'impact accompagnant la Proposition de Règlement du Parlement européen et du Conseil concernant la compétence judiciaire, la reconnaissance et l'exécution des décisions en matière civile et commerciale (refonte), SEC(2010) 1547 final du 14 déc. 2010, spéc. pt. 1.6.6.

doit pas être découragée d'agir en justice en se voyant obligée de porter l'action devant les juridictions de l'État sur le territoire duquel son cocontractant a son domicile »⁶⁶⁶.

Deux dispositions permettent aux consommateurs d'attirer le professionnel domicilié à l'étranger sur le territoire d'un État membre. Premièrement, le Règlement Bruxelles I refondu peut créer une fiction juridique au profit du consommateur⁶⁶⁷. Lorsque le professionnel défendeur à l'action est domicilié en dehors de l'Espace européen de justice, il est réputé avoir un domicile sur le territoire d'un État membre dans le cas où il dispose d'une succursale, d'une agence ou d'un établissement sur le territoire d'un État contractant et que la contestation du consommateur est relative à son exploitation⁶⁶⁸. Par conséquent, même si le professionnel, contre qui l'action est intentée, est domicilié à l'étranger, le consommateur peut l'attirer devant les juridictions de l'État membre où son établissement secondaire est situé. Il s'agit d'une amélioration considérable pour faciliter l'accès au juge du consommateur, même si la règle peut être considérée comme exorbitante⁶⁶⁹. Deuxièmement, la révision du Règlement Bruxelles I a permis une universalisation des règles relatives aux contrats conclus par les consommateurs. L'article 18 §2 dispose dorénavant que quelque soit le lieu du domicile du professionnel, le consommateur peut toujours l'attirer devant les juridictions de l'État membre où ce dernier est domicilié⁶⁷⁰. Cette universalisation directe est bien accueillie⁶⁷¹,

⁶⁶⁶ CJCE 19 janv. 1993, *Shearson Lehmann Hutton*, aff. C-89/91, EU:C:1993:15, spéc. pt. 18 ; CJCE 11 juil. 2002 *Rudolf Gabriel*, aff. C-96/00, EU:C:2002:436, spéc. pt. 39 ; CJCE 20 janv. 2005, *Johann Gruber*, aff. C-464/01, EU:C:2005:32, spéc. pt. 34 ; CJCE 14 mai 2009, *Illsinger*, aff. C-180/06, EU:C:2009:303, spéc. pt. 47 ; CJ 7 déc. 2010, *Pammer et Hotel Alpenhof*, aff. jointes C-585/08 et C-144/09, *préc.*, spéc. pt. 57 ; CJ 14 mars 2013, *Česká spořitelna*, aff. C-419/11, EU:C:2013:165, spéc. pt. 33 ; CJ 5 déc. 2013, *Vapenik*, aff. C-508/12, *préc.*, spéc. pt. 27 ; CJ 23 déc. 2015, *Rüdiger Hobohm*, aff. C-297/14, *préc.*, spéc. pt. 31.

⁶⁶⁷ Art. 13 al. 2 Conv. Bruxelles (1968) ; art. 17 §2 Règlement Bruxelles I refondu.

⁶⁶⁸ D. ALEXANDRE, A. HUET, « Compétence européenne, reconnaissance et exécution : matières civile et commerciale », *Rép. droit européen, préc.*, spéc. §§136 et 207.

⁶⁶⁹ Rapport du professeur Dr. P. SCHLOSSER sur la convention du 9 oct. 1978 relative à l'adhésion du royaume de Danemark, de l'Irlande et du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord à la convention concernant la compétence judiciaire et l'exécution des décisions en matière civile et commerciale, ainsi qu'au protocole concernant son interprétation par la Cour de justice, *préc.*, spéc. §159.

⁶⁷⁰ Art. 18 §1 Règlement Bruxelles I refondu. Cet ajout était d'autant plus important que, en dehors des cas où l'art. 15 §2 Conv. Bruxelles (1968) ou 17 §2 Règlement Bruxelles I pouvaient s'appliquer, le droit national ne reconnaissait pas toujours la possibilité au consommateur de saisir ses juridictions nationales : A. NUYTS, Rapport pour la Commission, Study on Residual Jurisdiction. Review of the Member' Rules concerning the "Residual Jurisdiction" of their courts in Civil and Commercial Matters pursuant to Brussels I and II Regulation, 3 sept. 2007, JLS/C4/2005/07-30-CE/0040309/00-37 (disp. en ligne : <http://ec.europa.eu/civiljustice/news/docs/study_residual_jurisdiction_en.pdf>), spéc. §114. En France, en vertu du principe de transposition à l'international des règles de compétence territoriale, l'art. L. 141-5 Code de consommation permettait déjà au consommateur domicilié en France, au moment de la signature du contrat, d'attirer devant les juridictions françaises le cocontractant domicilié à l'étranger ; sur ce point, V° M.-L. NIBOYET, G. DE GEOUFFRE DE LA PRADELLE, *Droit international privé, op. cit.*, spéc. §§465 et s. ; et spécifiquement sur la question des consommateurs : P. MAYER, V. HEUZÉ, *Droit international privé, op. cit.*, spéc. §297.

même si elle peut mettre en péril l'exécution de la décision obtenue⁶⁷². Partant, les consommateurs domiciliés sur le territoire d'un État membre sont garantis de pouvoir accéder à la justice étatique de ce pays, même si le professionnel est domicilié à l'étranger.

Enfin, en sa qualité de partie faible au contrat, le consommateur est protégé à l'égard des clauses attributives de juridiction, y compris celles désignant une juridiction d'un État tiers. L'article 19 du Règlement Bruxelles I refondu⁶⁷³ protège la partie faible en s'assurant que cette dernière a bien eu connaissance de la clause d'*electio juris*⁶⁷⁴. En l'absence du respect de ces conditions, la clause n'est pas opposable au consommateur et l'article 18 du Règlement s'applique⁶⁷⁵. Par ailleurs, ce point est d'autant plus sensible que le droit matériel de l'Union, notamment celui relatif aux clauses abusives⁶⁷⁶, trouve également à s'appliquer et complète ainsi les dispositions du Règlement. Cette double protection – du droit de la coopération judiciaire et du droit matériel – confirme la volonté de l'Union européenne de protéger le consommateur par le biais du droit de la coopération judiciaire pour s'assurer de l'application de sa politique de protection des consommateurs.

En définitive, le consommateur est donc un litigant privilégié dans l'Union européenne et son accès au juge, sans être absolu⁶⁷⁷, ne sera que difficilement remis en cause⁶⁷⁸. Par ailleurs, le respect de ces dispositions est d'autant plus important qu'il s'agit

⁶⁷¹ Par ex., pour Hélène GAUDEMET-TALLON, "il est heureux que le consommateur soit protégé même si le cocontractant est domicilié dans un État qui n'appartient pas à l'Union européenne" (*in Compétence et exécution des jugements en Europe...*, *op. cit.*, spéc. §289).

⁶⁷² Cf. *infra*, §§353 et s.

⁶⁷³ Art. 15 Conv. Bruxelles (1968).

⁶⁷⁴ Sur ce point, V° H. GAUDEMET-TALLON, *Compétence et exécution des jugements en Europe...*, *op. cit.*, spéc. §§290 à 292.

⁶⁷⁵ Il faut ég. noter qu'en matière de prorogation tacite de la compétence internationale d'une juridiction d'un ÉM de l'UE différente de celle visées par l'art. 18, le Règlement Bruxelles I refondu impose au juge saisi de s'assurer que le consommateur défendeur "est informé de son droit de contester la compétence de la juridiction et des conséquences d'une comparution ou d'une absence de comparution" (art. 26 §2 Règlement Bruxelles I refondu).

⁶⁷⁶ Directive 93/13/CEE du Conseil du 5 avr. 1993 concernant les clauses abusives dans les contrats conclus avec les consommateurs, JOCE L 95/29 du 21 avr. 1993 ; sur ce point, V° H. GAUDEMET-TALLON, *Compétence et exécution des jugements en Europe...*, *op. cit.*, spéc. §291-1.

⁶⁷⁷ CJ 7 déc. 2010, *Pammer et Hotel Alpenhof*, aff. jointes C-585/08 et C-144/09, *préc.*, spéc. pt. 70.

⁶⁷⁸ Seule l'hypothèse d'une clause attributive d'élection de *for* au profit des juridictions de l'ÉM où le consommateur et le professionnel sont domiciliés au moment de la signature du contrat peut faire perdre ses privilèges au consommateur lorsqu'il déménage. Sur ce point, art. 15 §3 Conv. Bruxelles (1968) art. 19 §3 Règlement Bruxelles I refondu ; sur ce point, V° H. GAUDEMET-TALLON, *Compétence et exécution des jugements en Europe...*, *op. cit.*, spéc. §292.

d'une condition *sine qua none* à la circulation de la décision dans l'Espace européen de justice⁶⁷⁹.

b. L'accès au juge et la dimension externe de l'Espace européen de justice

157. Une universalisation négociée. L'effet extraterritorial des règles d'instance directe permet de prendre en compte davantage de litiges transfrontières en octroyant un accès au juge dans l'Espace européen de justice. Cependant, l'utilisation de ce type de règles universelles unilatérales peut entraîner des difficultés en matière d'accès à la justice, notamment quant à l'effectivité des décisions adoptées par la juridiction reconnue compétente sur ce fondement⁶⁸⁰. En effet, le demandeur qui peut attirer dans l'Espace européen de justice le défendeur étranger n'est pas assuré de l'exécution de la décision ainsi obtenue sur le territoire d'un État tiers⁶⁸¹. Pour pallier cette difficulté, il est alors préférable d'envisager des règles d'instance commune entre l'Espace européen de justice et les États tiers – d'autant plus que ce type de convention est toujours assorti de règles relatives à la reconnaissance et l'exécution des décisions –. Il s'agit d'une « démarche relationnelle ou interactive »⁶⁸² qui, contrairement à la « démarche unilatérale »⁶⁸³, permet une coordination entre l'Espace européen de justice et les États tiers. En outre, le droit de la coopération judiciaire de l'Union permet également aux États membres de mettre en œuvre les conventions qu'ils ont régulièrement ratifiées avant l'entrée en vigueur du droit de l'Union ayant le même objet, permettant d'assurer davantage l'accès à la justice avec les États tiers.

158. Un accès à la justice multilatéralisé. L'Union européenne peut conclure des accords avec un ou plusieurs États tiers afin d'unifier ses règles d'instance directe et couvrir plus de situations internationales. L'accès au juge en est alors amélioré : pour les

⁶⁷⁹ Art. 28 al. 1^{er} Conv. Bruxelles (1968) ; art. 45 §1 (e) (i) Règlement Bruxelles I refondu ; cf. *infra*, §355.

⁶⁸⁰ Comme le soulève Michel ATTAL : « il n'est plus possible de ne concevoir que des règles unilatérales, sauf à ne plus permettre de relations transfrontalières dans des conditions satisfaisantes, notamment d'un point de vue économique » in « Union européenne et convention de La Haye de 2005 sur les accords d'élection de for : vers un droit communautaire de source non communautaire », *D.*, 2009, p. 2375 ; ou encore Pietro FRANZINA qui relève que la position unilatérale de l'UE est de nature à affecter les relations avec les États tiers et qu'il est donc préférable d'envisager des relations bilatérales ou multilatérales (in « L'universalisation partielle du régime européen de la compétence en matière civile et commerciale dans le règlement Bruxelles I bis ... », *op. cit.*, spéc. p. 51).

⁶⁸¹ Cf. *infra*, §355.

⁶⁸² P. FRANZINA, « L'universalisation partielle du régime européen de la compétence en matière civile et commerciale dans le règlement Bruxelles I bis... », *op. cit.*, spéc. pp. 47 à 50.

⁶⁸³ *Ibid.*, spéc. pp. 41 à 47.

étrangers, mais aussi pour les citoyens de l'Union qui ont un accès aux juridictions des États tiers. Contrairement à la démarche unilatérale, la démarche relationnelle permet d'apporter une cohérence globale qui est salubre pour l'accès à la justice puisque les distinctions entre litiges transfrontières internes et externes s'amenuisent⁶⁸⁴. Deux instruments doivent ici être pris en exemple : la Convention de Lugano⁶⁸⁵ et la Convention de La Haye sur les accords d'élection de *for*⁶⁸⁶.

Dans un cas comme dans l'autre, des règles communes s'appliquent entre les États membres de l'Union et les autres États de l'AELE (à l'exception du Liechtenstein) pour la Convention de Lugano ou les États membres (à l'exception du Danemark) et le Mexique et Singapour⁶⁸⁷ pour la Convention de La Haye. L'une comme l'autre unifient les règles d'instance directe⁶⁸⁸. Dès lors, que ce soit dans l'Espace européen de justice ou dans les autres pays contractants, les règles étant les mêmes, l'accès à la justice étatique des parties sera donc assuré uniformément sur l'ensemble des territoires considérés : dans l'Espace européen de justice, mais aussi devant les juridictions des États tiers. Il en résulte une assurance pour les litigants de pouvoir accéder à la justice, mais aussi de la prévisibilité et une réciprocité entre l'Union européenne et les autres pays. Mais l'avantage le plus marquant relève surtout des conséquences de cette unification puisque les décisions, adoptées par les tribunaux compétents sur le fondement de ces conventions, seront reconnues et exécutées selon les mêmes conditions dans l'Espace européen de justice et les pays contractants assurant ainsi l'effectivité de l'accès au juge⁶⁸⁹.

159. L'articulation du droit conventionnel de l'Union et du droit de la coopération judiciaire. L'existence de conventions internationales signées par l'Union nécessite une articulation avec son droit de la coopération judiciaire. Dans ses rapports avec la Convention de Lugano, le Règlement Bruxelles I refondu est un exemple. L'articulation est très claire : le Règlement ne doit pas affecter l'application de la Convention⁶⁹⁰.

⁶⁸⁴ *Ibid.*, spéc. p. 50.

⁶⁸⁵ Convention concernant la compétence judiciaire et l'exécution des décisions en matière civile et commerciale, 30 oct. 2007, Lugano, 2658 RTNU 197 (vig. 1^{er} janv. 2010, 1^{er} janv. 2011 et 1^{er} mai 2011 ; cf. Annexe I, tabl. 1.2).

⁶⁸⁶ Convention sur les accords d'élection de *for*, 30 juin 2015, La Haye, Recueil des conventions de La Haye, n°37, (vig. 1^{er} oct. 2015 ; cf. Annexe I, tabl. 1.1).

⁶⁸⁷ Singapour a ratifié la Conv. La Haye (2005) le 2 juin 2016 : elle y entrera en vigueur entre les ÉM (à l'exception du Danemark). Cf. *infra*, Annexe V, tabl. 5.4.

⁶⁸⁸ Avec une vocation générale pour la Conv. Lugano (2007) qui reprend pour grande partie les dispositions du Règlement Bruxelles I ; et une application spécifique aux clauses d'élection de *for* pour la Conv. La Haye (2005).

⁶⁸⁹ Les deux conventions prévoient des conditions de reconnaissance et d'exequatur des décisions qui sont simplifiées.

⁶⁹⁰ Art. 73 §1 Règlement Bruxelles I refondu.

L'article 64 de l'accord international précise les cas dans lesquels il prévaut sur l'instrument de l'Union⁶⁹¹. Il n'appelle pas de commentaire particulier. En revanche, il en va différemment de la Convention de La Haye de 2005. Son article 26 prévoit son articulation avec les autres instruments applicables. Cette disposition se distingue par sa lourdeur et son manque de clarté⁶⁹². Le rapport explicatif ne facilite pas la tâche : d'une longueur excessive avec des exemples peu clairs, l'articulation s'appréhende difficilement⁶⁹³. Le paragraphe 6 s'applique aux relations avec des instruments d'une organisation régionale d'intégration économique ; en d'autres termes, le Règlement Bruxelles I refondu⁶⁹⁴. Il faut souligner la difficulté apportée par la double négation du sous-paragraphe (a) pour déterminer les conditions dans lesquelles la Convention « cède le passage » au Règlement⁶⁹⁵. Il est surprenant de constater que malgré l'absence de référence au domicile dans l'appréciation de la clause attributive de juridiction, c'est l'élément retenu pour distinguer entre l'application de la Convention et du Règlement⁶⁹⁶. Puisque la Convention ne s'applique qu'aux clauses d'*electio fori* désignant les juridictions d'un État contractant, la question de l'articulation ne se pose que lorsque la clause désigne la juridiction d'un État membre. Dans ce cas, si les deux parties à la clause d'élection de *for* sont toutes les deux domiciliées sur le territoire d'un État membre de l'Union européenne ou toutes les deux sur le territoire d'un État tiers, la Convention cède le passage au Règlement. Dès lors que l'une des parties à la clause d'élection de *for* est domiciliée sur le territoire d'un État contractant qui n'est pas un État membre, alors la

⁶⁹¹ En particulier l'article 64 §2 Conv. Lugano (2007) qui précise avec beaucoup de clarté les cas dans lesquels le Règlement est en retrait. V° H. GAUDEMET-TALLON, *Compétence et exécution des jugements en Europe...*, *op. cit.*, spéc. §§513 et 513-1.

⁶⁹² V° en ce sens, M. ATTAL, « Union européenne et convention de La Haye de 2005 sur les accords d'élection de for... », *préc.*, qui qualifie l'articulation entre la Conv. La Haye (2005) et le droit de l'UE de délicate ; L. USUNIER, « La Convention de La Haye du 30 juin 2005 sur les accords d'élection de for. Beaucoup de bruit pour rien ? », *Rev. crit. DIP*, 2010, p. 37, spéc. §15 : affirmant de l'art. 26 Conv. La Haye (2005) qu'il est d'une « extrême complexité ».

⁶⁹³ Rapport explicatif de T. HARTLEY et M. GOGAUCHI sur la convention du 30 juin 2005 sur les accords d'élection de for, 2013 (disp. en ligne : <<http://www.hcch.net/>>), spéc. §§265 à 310.

⁶⁹⁴ Il faut préciser que le Rapport explicatif accompagnant la Conv. La Haye (2005) date de 2013, soit après l'entrée en vigueur du Règlement Bruxelles I refondu. Néanmoins, ledit rapport fait uniquement référence au Règlement Bruxelles I dans les exemples qu'il adopte pour illustrer l'art. 26 §6 Conv. La Haye (2005) : Rapport explicatif de T. HARTLEY et M. GOGAUCHI sur la convention du 30 juin 2005..., *préc.*, spéc. §§291 à 301.

⁶⁹⁵ Remarquant aussi « l'usage abusif (...) de la forme négative » : L. USUNIER, « La Convention de La Haye du 30 juin 2005 sur les accords d'élection de for. Beaucoup de bruit pour rien ? », *préc.*, spéc. §15.

⁶⁹⁶ S. FRANCO, « Les clauses d'élection de for dans le nouveau règlement Bruxelles I bis », in E. GUINCHARD (dir.), *Le nouveau règlement Bruxelles I bis. Règlement n°1215/2012 du 12 décembre 2012 concernant la compétence judiciaire, la reconnaissance et l'exécution des décisions en matière civile et commerciale*, Bruylant, 2014, p. 107, spéc. pp. 121 à 123.

Convention de la Haye de 2005 ne cède pas de passage (cf. Annexe III, tabl. 3.1)⁶⁹⁷. Ces difficultés d'interprétation peuvent être contre-productives à l'égard de l'accès à la justice. Néanmoins, une telle articulation reste rare pour le moment puisqu'elle ne concerne que les cas avec le Mexique et Singapour⁶⁹⁸. L'instrument n'a pas encore atteint l'universalité à laquelle il aspire.

160. *L'articulation du droit conventionnel des États membres et du droit de la coopération judiciaire.* Les États membres ont, depuis de longues années, conclus diverses conventions internationales (bilatérale ou multilatérale) portant unification des règles d'instance directe et apportant un régime commun de reconnaissance et d'exécution des décisions⁶⁹⁹. Comme c'est le cas pour l'Union, ces traités ont vocation à améliorer entre les États contractants l'accès à la justice grâce à la prévisibilité et la réciprocité qui en sont attendues. Le droit de la coopération judiciaire bénéficie cependant de la primauté attachée au droit de l'Union. À ce titre, il prime sur le droit national, peu importe sa source⁷⁰⁰. Le passé des États membres ne peut cependant être ignoré. En effet, les conventions que ces derniers ont conclues et ratifiées ne peuvent pas simplement disparaître au motif que le droit de l'Union légifère sur la même question – à moins, bien sûr, que ladite convention ne liait deux États membres⁷⁰¹ –. Dans le cas contraire, le droit de l'Union pousserait les États membres à ne pas respecter leurs obligations internationales, les mettant au devant de sanctions. Pour éviter cet effet négatif et assurer la bonne coordination du droit de l'Union avec le droit international des États membres, le droit de la coopération judiciaire prévoit leur articulation⁷⁰². Ces dispositions permettent aux litigants portant leur affaire devant les juridictions d'un État membre de se prévaloir d'un accord international conclu par ce dernier. Cette articulation est de nature à améliorer l'accès à la justice : aussi bien dans l'Espace européen de justice, qu'à

⁶⁹⁷ V° en ce sens, Proposition de Décision du Conseil relative à la signature par la Communauté européenne de la convention sur les accords d'élection de for, COM(2008) 538 final du 5 sept. 2008, spéc. §9 : "la convention affecte l'application du règlement Bruxelles I si au moins l'une des parties réside dans un État partie à la convention". *Contra*, S. FRANCO, « Les clauses d'élection de for dans le nouveau règlement Bruxelles I bis », *op. cit.*, spéc. p. 122 ; C. KESSEDJIAN, « Le Règlement "Bruxelles I révisé" : Much ado about... what ? », *Europe*, mars 2013, n°3, étude 3, spéc. §9.

⁶⁹⁸ Il faut ég. signaler la signature de la Conv. par les États-Unis d'Amérique et l'Ukraine, mais qui ne l'ont pas encore ratifié (cf. Annexe V, tabl. 5.4).

⁶⁹⁹ Pour s'en convaincre, il suffit de jeter un œil au sommaire du *Code de droit international privé français 2015-2016* qui rassemble l'ensemble des conventions internationales conclues et ratifiées par la France (M. ATTAL, J. BAUCHY, Bruylant, 3^e éd., spéc. pp. VII et s.).

⁷⁰⁰ CJCE 15 juil. 1964, *Costa c/E.N.E.L.*, aff. 6-64, EU:C:1964:66 ; CJCE 17 déc. 1970, *Internationale Handelsgesellschaft*, aff. 11-70, EU:C:1970:114.

⁷⁰¹ Même si des exceptions peuvent être entreprises, comme c'est not. le cas avec le Benelux.

⁷⁰² Art. 67 à 73 Règlement Bruxelles I refondu.

l'extérieur. Par ailleurs, cette articulation prévue par le droit de la coopération judiciaire permet aux litigants de se prévaloir de l'application des conventions liant les États membres de l'Union. En effet, si en France l'application des conventions internationales signées et régulièrement ratifiées prévalent sur celle des lois par le biais d'une règle de source constitutionnelle⁷⁰³, ce n'est sans doute pas le cas de tous les États membres qui peuvent prévoir une hiérarchie des normes différentes et qui pourrait aussi faire l'objet d'une règle dont la source est de moindre importance. Partant, l'articulation prévue par le droit de la coopération judiciaire permet aux litigants de se prévaloir, sur le fondement du droit de l'Union, de la mise en œuvre par le juge national d'une convention internationale entre l'État membre considéré et l'État tiers⁷⁰⁴, donc d'un meilleur accès au juge. Il convient toutefois de noter que des conditions sont posées à la mise en œuvre d'une convention internationale portant sur un aspect spécifique du champ matériel du Règlement Bruxelles I refondu⁷⁰⁵ et que le juge national ne saurait interpréter la mise en œuvre de la convention internationale d'une manière qui porterait atteinte au Règlement et ses objectifs⁷⁰⁶.

161. En définitive, l'unification des règles d'instance directe par le droit de la coopération judiciaire permet aux litigants d'accéder aux juridictions des États membres pour y régler leurs litiges transfrontières, non seulement ceux qui sont internes à l'Union, mais également ceux qui y sont rattachés ou bien, dans une moindre mesure, ceux qui lui sont totalement extérieurs (par exemple, à travers une prorogation de compétence). Grâce

⁷⁰³ Art. 55 Constitution française du 4 oct. 1958.

⁷⁰⁴ Sous réserve de l'applicabilité de ladite convention qui s'apprécie au regard du droit national et du droit international public.

⁷⁰⁵ CJ 4 mai 2010, *TNT Express Nederland*, aff. C-533/08, EU:C:2010:243 : les conventions spéciales désignées par l'art. 71 Règlement Bruxelles I s'appliquent "à condition qu'elles présentent un haut degré de prévisibilité, facilitent une bonne administration de la justice et permettent de réduire au maximum le risque de procédures concurrentes, et qu'elles assurent, dans des conditions au moins aussi favorables que celles prévues par ledit règlement, la libre circulation des décisions en matière civile et commerciale et la confiance réciproque dans la justice au sein de l'Union (favor executionis)".

⁷⁰⁶ CJ 4 sept. 2014, *Nickel & Goeldner Spedition*, aff. C-157/13, EU:C:2014:2145, spéc. pt. 38 : "(...) [pour] les matières régies par des conventions spéciales, des règles prévues par ces dernières ne saurait porter atteinte aux principes qui sous-tendent la coopération judiciaire en matière civile et commerciale au sein de l'Union européenne, tels que les principes, évoqués aux considérants 6, 11, 12 et 15 à 17 du règlement n°44/2001, de libre circulation des décisions en matière civile et commerciale, de prévisibilité des juridictions compétentes et, partant, de sécurité juridique pour les justiciables, de bonne administration de la justice, de réduction au maximum du risque de procédures concurrentes ainsi que de confiance réciproque dans la justice au sein de l'Union" ; CJ 19 déc. 2013, *Nipponka Insurance (Europe)*, aff. C-452/12, EU:C:2013:858, spéc. pt. 39 : "l'article 71 du règlement n°44/2001 doit être interprété en ce sens qu'il s'oppose à ce qu'une convention internationale soit interprétée d'une manière qui n'assure pas, dans des conditions au moins aussi favorables que celles prévues par ce règlement, le respect des objectifs et des principes qui sous-tendent ledit règlement". Cette jurisprudence a été récemment confirmée : CJ 14 juil. 2016, *Brite Strike Technologies*, C-230/15, EU:C:2016:560, spéc. pt. 51 à 53.

à l'ensemble de ces actions, l'Union permet la réalisation de l'accès à la justice qui n'est plus seulement théorique, mais pratique à travers les règles d'instance directe adoptées.

2. La coordination de la compétence internationale

162. De la nécessité de coordonner la justice dans l'Espace européen de justice. Les règles d'instance directe sont uniformisées dans l'Espace européen de justice. Malgré (ou grâce à) l'uniformisation de ces règles, les parties peuvent entamer une procédure dans différents États membres, avec⁷⁰⁷ ou sans⁷⁰⁸ volonté stratégique. En vertu de ces règles uniformisées, il reste malgré tout possible que chacune des autorités saisies reconnaisse sa compétence. Une coordination de la compétence internationale est alors nécessaire afin d'éviter l'inconciliabilité des solutions apportées aux différends. Il s'agit ni plus ni moins que d'éviter le conflit entre décisions, c'est-à-dire une situation dans laquelle l'exécution n'est pas possible puisqu'elles sont contradictoires, en tout ou partie⁷⁰⁹. Dans ce cas, l'effectivité de l'accès à la justice est clairement entachée puisque seulement une des deux décisions sera exécutée. Afin de garantir la réalisation substantielle des droits dans l'ensemble de l'Espace européen de justice, il convient d'éviter ce cas de figure⁷¹⁰. Partant, il est nécessaire d'adopter des règles procédurales pour éviter ce type de situations⁷¹¹. Comme cela a été soulevé, « [mieux] vaut empêcher le conflit de décisions de naître que de chercher à le résoudre »⁷¹². Deux hypothèses sont envisagées par le droit

⁷⁰⁷ C'est le cas du *forum shopping* : V° D. BUREAU, H. MUIR WATT, *Droit international privé*, PUF, 3^e éd., t. I, 2014, spéc. §207. C'est ég. l'hypothèse de la manipulation du mécanisme de litispendance : pour gagner du temps, le défendeur d'une action qui va être intentée sur le territoire d'un ÉM A décide de saisir, avant l'autre partie, les tribunaux d'un ÉM B alors même que ces dernières ne pourront reconnaître leur compétence internationale en vertu des dispositions du droit de la coopération judiciaire de l'UE – pour une illustration, V° CJCE 9 déc. 2003, *Erich Gasser*, aff. C-116/02, EU:C:2003:657 ; H. MUIR WATT, « Litispendance européenne et clause attributive de juridiction », *Rev. crit. DIP*, 2004, p. 444. La révision du Règlement Bruxelles I a été l'occasion de « contrer les effets de la jurisprudence Gasser » (S. FRANCO, « Les clauses d'élection de for dans le nouveau règlement Bruxelles I bis », *op. cit.*, spéc. p. 107.

⁷⁰⁸ Comme le souligne Pierre MAYER et Vincent HEUZÉ : « Si deux ordres juridictionnels sont également compétents, il est inévitable, et d'ailleurs normal, que les parties effectuent un choix (...) [en] fonction de leurs intérêts. Si elles élisent chacune une juridiction différente, et que l'on désire éviter un conflit de décisions, le choix hâtif doit logiquement être consacré de préférence au choix tardif » in *Droit international privé*, *op. cit.*, spéc. §455.

⁷⁰⁹ H. GAUDEMET-TALLON, *Compétence et exécution des jugements en Europe...*, *op. cit.*, spéc. §419.

⁷¹⁰ Cād. le cas de « deux décisions rendues » : *ibid.*, spéc. §420.

⁷¹¹ V° de manière générale le tableau mis au point dans une note de jurisprudence rédigée par Laurence SINOPOLI reprenant toutes les solutions, sous l'égide du Règlement Bruxelles I et II *bis* en la matière : note sous Cass. (1^{ère} ch. civ.) 17 juin 2009, n°08-12.456 ; 1^{er} juil. 2009, n°08-15.955 ; 16 déc. 2009, n°08-20.305, *JDI*, juil. 2010, n°3, 12.

⁷¹² P. MAYER, V. HEUZÉ, *Droit international privé*, *op. cit.*, spéc. §452 ; sa résolution n'est d'ailleurs pas aisée en aval : il revient aux dispositions relatives à l'inconciliabilité, en tant que motif de refus d'exécution, de s'appliquer et ces dernières font généralement primer la décision du *for* : D. BUREAU, H. MUIR WATT, *Droit international privé*, *op. cit.*, spéc. pp. 216 à 218. ; cf. *infra*, §210.

de la coopération judiciaire de l'Union européenne. D'abord, des règles existent lorsqu'aucune décision n'a encore été adoptée, mais que les parties ont entamé une procédure dans deux ordres judiciaires différents sur un même litige ou des litiges voisins⁷¹³. Il s'agit des règles de litispendance et de connexité applicables à des actions pendantes. Cette coordination permet d'éviter les conflits de procédures : il n'y aura, en principe, qu'une seule décision portant sur un litige entre les mêmes parties, sur le même objet et ayant la même cause **(a)**. Le second cas de figure est celui où une des parties a déjà obtenu une décision dans un espace de justice, mais où l'autre, insatisfaite de cette dernière ou n'ayant pas eu connaissance de la première procédure, introduit une nouvelle action dans un autre espace de justice. La question ne concerne plus la détermination de la compétence internationale de l'une des deux autorités saisies, « mais de déterminer les effets d'une décision déjà rendue » sur une procédure en cours⁷¹⁴. Afin d'éviter ce type de situation, des règles de reconnaissance des décisions sont introduites dans l'Espace européen de justice **(b)**.

a. La coordination des procédures parallèles

163. Lutter contre le phénomène de procédures parallèles. « Lorsque survient un différend, chaque partie s'efforcera de saisir [le mode de justice dans le pays et selon les règles procédurales] en fonction de ses intérêts »⁷¹⁵. Si plusieurs juridictions sont saisies en même temps par les parties sur un litige identique ou voisin, il se produit un phénomène de procédures parallèles⁷¹⁶ ou, autrement dit, de procédures concurrentes⁷¹⁷. Le risque d'inconciliabilité est fort, puisque les décisions peuvent *in fine* être contradictoires en tout ou partie. L'impact sur l'accès à la justice se situe surtout au niveau de l'exécution de la décision puisqu'il sera alors impossible de faire exécuter la décision adoptée dans un autre espace de justice – au moins dans celui où l'autre autorité a été saisie et a rendu une décision –. L'une des deux décisions restera lettre morte et les droits substantiels reconnus ne seront pas réalisés. Différentes solutions existent pour

⁷¹³ B. AUDIT, L. D'AVOUT, *Droit international privé*, Economica, 7^e éd., 2013, spéc. §445.

⁷¹⁴ D. BUREAU, H. MUIR WATT, *Droit international privé*, *op. cit.*, spéc. p. 219.

⁷¹⁵ B. AUDIT, L. D'AVOUT, *Droit international privé*, *op. cit.*, spéc. §445.

⁷¹⁶ D. BUREAU, H. MUIR WATT, *Droit international privé*, *op. cit.*, spéc. §207.

⁷¹⁷ B. AUDIT, L. D'AVOUT, *Droit international privé*, *op. cit.*, spéc. §445.

contrer ce phénomène : *anti-suit injunction*, *forum conveniens*, *forum non conveniens*⁷¹⁸, litispendance ou connexité⁷¹⁹.

164. La règle du prior temporis. Le choix du droit de la coopération judiciaire de l'Union européenne s'est fait à la faveur de la litispendance et de la connexité⁷²⁰, voire, comme il peut l'être affirmé, du *forum non conveniens* depuis l'entrée en vigueur du Règlement Bruxelles I refondu pour les litiges rattachés à l'Union européenne⁷²¹. Dans cet instrument, la règle est simple et vise à « réduire au minimum la possibilité de procédures concurrentes et d'éviter que des décisions inconciliables ne soient rendues dans différents États membres »⁷²². En matière de litispendance, c'est-à-dire lorsque les demandes « ayant le même objet et la même cause sont formées entre les mêmes parties »⁷²³, il revient à la juridiction saisie en premier, dans un ordre chronologique⁷²⁴, de statuer sur sa compétence internationale ; la seconde a l'obligation de surseoir à statuer⁷²⁵. Il s'agit de la règle du *prior temporis*. En matière de connexité, la règle est similaire : le juge secondement saisie n'a pas l'obligation de surseoir à statuer, mais seulement la faculté de le faire puis de se dessaisir sous conditions⁷²⁶. Cette situation s'impose dès lors

⁷¹⁸ Sur la notion de *forum conveniens* et *forum non conveniens*, V° par ex. B. SCHNEIDER, « Le forum conveniens et le forum non conveniens (en droit écossais, anglais et américain) », *RIDC*, 1975, n°3, p. 601, spéc. pp. 601 à 606.

⁷¹⁹ D. BUREAU, H. MUIR WATT, *Droit international privé*, op. cit., spéc. §208.

⁷²⁰ *Loc. cit.*

⁷²¹ C. KESSEDJIAN, « Commentaire de la refonte du règlement n°44/2001 », *RTD eur.*, 2011, p. 117 ; néanmoins, même si le mécanisme de litispendance et connexité internationales ressemble au *forum non conveniens*, « ce nouveau dispositif harmonisé (...) est enserré dans des conditions étroites de mise en œuvre » comme le précise Louis D'AVOUT in « La refonte du règlement Bruxelles I », *préc.*, spéc. §22.

⁷²² Cons. n°21 Règlement Bruxelles I refondu, reprenant la solution de l'arrêt CJCE 9 déc. 1987, *Gubish Maschinenfabrik*, aff. 144/86, EU:C:1987:528, spéc. pt. 8 : les règles relatives à la litispendance et la connexité « [tendent], dans l'intérêt d'une bonne administration de la justice au sein de la Communauté, à éviter des procédures parallèles devant les juridictions de différents États contractants et les contrariétés de décisions qui pourraient en résulter. Ainsi, cette réglementation vise à exclure, dans toute la mesure du possible, dès le départ, une situation telle que celle envisagée par l'article 27, point 3, à savoir la non-reconnaissance d'une décision en raison de son incompatibilité avec une décision rendue entre les mêmes parties dans l'État requis ».

⁷²³ Art. 21 al. 1 Conv. Bruxelles (1968) ; art. 29 §1 Règlement Bruxelles I refondu.

⁷²⁴ La refonte Règlement Bruxelles I (art. 32 §2) a d'ailleurs apporté un perfectionnement technique afin d'éviter les difficultés relatives à la détermination de la date des saisines. V° C. KESSEDJIAN, « Le Règlement "Bruxelles I révisé"... », *préc.*, spéc. §16 ; L. D'AVOUT, « La refonte du règlement Bruxelles I », *préc.*, spéc. §21.

⁷²⁵ Art. 29 §1 Règlement Bruxelles I refondu. Cependant, lorsque la juridiction saisie en second est désignée compétente en vertu d'une clause d'*electio fori*, c'est la juridiction premièrement saisie qui doit surseoir à statuer (art. 31 §2 Règlement Bruxelles I refondu) : il s'agit de la règle *anti-Gasser* permettant de lutter contre la jurisprudence de la CJUE en la matière (CJCE 9 déc. 2003, *Erich Gasser*, aff. C-116/02, *préc.*). Sur ce point, V° V. ÉGÉA, « La résolution des conflits de procédures dans le règlement Bruxelles I bis », in E. GUINCHARD (dir.), *Le nouveau règlement Bruxelles I bis. Règlement n°1215/2012 du 12 décembre 2012 concernant la compétence judiciaire, la reconnaissance et l'exécution des décisions en matière civile et commerciale*, Bruylant, 2014, p. 147, spéc. §§19 à 26.

⁷²⁶ Art. 22 al. 1 et 2 Conv. Bruxelles (1968) ; art. 30 §1 et 2 Règlement Bruxelles I refondu ; sur ce point V° H. GAUDEMET-TALLON, *Compétence et exécution des jugements en Europe...*, op. cit., spéc. §§344 à 347. Sur

qu'il est caractérisé que les demandes sont « liées entre elles par un rapport si étroit qu'il y a un intérêt à les instruire et à les juger en même temps afin d'éviter des solutions qui pourraient être inconciliables si les causes étaient jugées séparément »⁷²⁷. La Cour de justice a cependant nuancé ces propos en retenant qu'il y a connexité lorsque deux instances séparées « comportent le risque d'une contrariété de décisions, sans qu'il soit nécessaire qu'il comporte le risque de conduire à des conséquences juridiques s'excluant mutuellement »⁷²⁸. L'inconciliabilité ici retenue est bien plus large que celle définie en matière d'exécution des décisions de sorte que la connexité englobe davantage de situations⁷²⁹.

165. Une interprétation favorable à l'effectivité de l'accès à la justice. En ce qui concerne l'accès à la justice, ce sont les définitions retenues de la litispendance et de la connexité qui œuvrent le plus pour son effectivité. En effet, la Cour de justice retient dans les deux cas des définitions larges et autonomes⁷³⁰. Malgré cette largesse, il faut relever que les cas de connexité « [peinent] véritablement à trouver [leur] place »⁷³¹. Il en résulte que le régime de la litispendance empiète souvent sur celui de la connexité⁷³². Si certains auteurs appréhendent cette situation comme une difficulté⁷³³, il faut au contraire l'envisager comme un atout garantissant l'effectivité de l'accès à la justice. Puisque la connexité entre deux affaires pendantes n'oblige pas le juge secondement saisi à se dessaisir lorsque le premier reconnaît sa compétence, il subsiste un risque de décisions inconciliables⁷³⁴. Dans ce cas de figure, aucune des parties ne sera assurée de voir ses

l'apport de la refonte du Règlement Bruxelles I en matière de connexité : V° V. ÉGÉA, « La résolution des conflits de procédures dans le règlement Bruxelles I bis », *op. cit.*, spéc. §§7 à 10.

⁷²⁷ Art. 22 al. 3 Conv. Bruxelles (1968) ; art. 30 §3 Règlement Bruxelles I refondu.

⁷²⁸ CJCE 6 déc. 1994, *The Ship Tatry*, aff. C-406/92, EU:C:1994:400, spéc. pt. 58.

⁷²⁹ CJCE 6 déc. 1994, *The Ship Tatry*, aff. C-406/92, EU:C:1994:400, spéc. pt. 54 à 56 ; V° H. GAUDEMET-TALLON, *Compétence et exécution des jugements en Europe...*, *op. cit.*, spéc. §341.

⁷³⁰ Pour la litispendance : CJCE 9 déc. 1987, *Gubish Maschinenfabrik*, aff. 144/86, *préc.*, spéc. pt. 11 ; Pour la connexité (art. 22 al. 3 Conv. Bruxelles (1968) ; art. 28 §3 Conv. Lugano ; art. 30 §3 Règlement Bruxelles I refondu) : CJCE 6 déc. 1994, *The Ship Tatry*, aff. C-406/92, *préc.*, spéc. pt. 52.

⁷³¹ V. ÉGÉA, « La résolution des conflits de procédures dans le règlement Bruxelles I bis », *op. cit.*, spéc. §7.

⁷³² D. BUREAU, H. MUIR WATT, *Droit international privé*, *op. cit.*, spéc. §211.

⁷³³ *Loc. cit.* ; il faut néanmoins concéder que ce système favorise « la course au tribunal » ainsi que le relève Olivier CACHARD in *Droit international privé*, *op. cit.*, spéc. §161.

⁷³⁴ Par ailleurs, le dessaisissement de la juridiction saisie en second ne peut intervenir que si la première juridiction saisie est compétente pour entendre de l'affaire et que le droit national de cette juridiction permette la jonction de ces affaires (art. 30 §2 Règlement Bruxelles I refondu). Cette condition n'est pas nécessaire en matière de litispendance puisqu'il y a triple identité de l'action : dès lors, le demandeur de la juridiction secondement saisie pourra porter ses demandes devant la juridiction de l'ÉM saisie en premier en vertu de l'art. 8 §3 Règlement Bruxelles I refondu. Ces remarques sont ég. valable pour la Conv. Bruxelles (1968) (V° art. 6 §3 et 22 al. 2 ; Rapport de P. JENARD sur la convention concernant la compétence judiciaire et l'exécution des décisions en matière civile et commerciale, *préc.*, spéc. pp. 28 et 41) et pour la Conv. Lugano (art. 6 §3 et 28 §2 ; Rapport explicatif de F. POCAR, sur la Convention concernant la compétence judiciaire, la

droits substantiels se réaliser sur l'ensemble de l'Espace européen de justice, mais seulement et *a minima* sur le territoire de l'État membre de la juridiction d'origine. Cette situation implique peut être l'impossibilité de reconnaître ou d'exécuter la décision. Néanmoins, la large acception de la litispendance est préférable pour limiter le nombre d'actions pendantes devant des juridictions d'États membres différents afin de s'assurer que les parties puissent obtenir une décision de justice qui soit véritablement exécutable dans tout l'Espace européen de justice. Cette interprétation abonde dans le sens de l'effectivité de l'accès à la justice.

166. *La coordination des procédures parallèles pour éviter le déni de justice.* Si l'application des règles visant la résolution du conflit de procédures permet d'assurer l'effectivité de l'accès à la justice, encore faut-il qu'il permette à l'ensemble des parties au litige de pouvoir accéder à la justice. En effet, l'application de ces règles ne doit pas conduire à une situation où la partie à l'initiative de l'action devant la juridiction qui se dessaisit de l'affaire ne peut plus présenter ses prétentions, particulièrement dans le cas d'une connexité. Si tel était le cas, alors cette partie serait victime d'un déni de justice. Il faut alors permettre à cette partie de pouvoir déposer une demande reconventionnelle devant la juridiction compétente. Sans cette coordination, l'une des deux parties au litige serait privée d'un accès au juge, bafouant les droits de la défense. La coordination d'un conflit de procédures ne doit donc pas simplement aboutir à une seule procédure, elle doit permettre aux litigants d'accéder à la justice équitablement devant la même autorité qui traitera de leurs demandes. Le système de Bruxelles tient compte de cet élément et permet d'assurer l'accès à la justice de la partie à l'initiative de l'action devant la juridiction saisie en second et qui se dessaisit. En matière de litispendance, l'identité de litige étant requise pour l'application du régime, le demandeur de la juridiction dessaisie pourra porter sa demande devant les juridictions premières saisies en vertu de l'article 8 §3 du Règlement Bruxelles I refondu⁷³⁵. Cette disposition permet en effet de porter devant une juridiction déjà compétente une demande reconventionnelle si elle porte sur le même contrat ou le même fait⁷³⁶. Cette condition ne pose aucune difficulté dans ce cas de figure. En matière de connexité, des conditions plus strictes sont posées afin d'éviter un déni de

reconnaissance et l'exécution des décisions en matière civile et commerciale signée à Lugano le 30 oct. 2007, JOUE C 319/1 du 23 déc. 2009, spéc. §§41 et 122).

⁷³⁵ Art. 6 al. 3 Conv. Bruxelles (1968).

⁷³⁶ Comme le relève Paul JENARD dans son rapport au sujet de l'art. 6 al. 3 Conv. Bruxelles (1968), *in* Rapport de sur la convention concernant la compétence judiciaire et l'exécution des décisions en matière civile et commerciale, *préc.*, spéc. p. 28.

justice sur un litige voisin. Dans ce cas de figure, l'article 8 §3 du Règlement n'est pas *nécessairement* applicable. Dès lors, la juridiction secondement saisie ne pourra effectivement se dessaisir que si la première juridiction saisie est compétente pour entendre de l'affaire et que le droit national de cette juridiction permet la jonction de ces affaires⁷³⁷. Cette jonction permet ainsi à la partie à l'initiative de la seconde procédure de pouvoir porter ses prétentions devant le premier juge saisi et assure l'effectivité de son accès à la justice.

167. *La coordination des procédures parallèles en dehors de l'Espace européen de justice.* Le droit de la coopération judiciaire de l'Union européenne ne contient pas qu'un seul mécanisme de litispendance ou connexité. À celui intégré dans le Règlement Bruxelles I refondu pour les situations intra-Union européennes⁷³⁸, il faut ajouter le régime dans les situations internationales, c'est-à-dire celles où les juridictions d'un État tiers sont saisies en premier⁷³⁹. L'ajout de ce régime a été critiqué, particulièrement en raison de l'abandon de l'universalisation des règles d'instance directe proposée par la Commission⁷⁴⁰, mais il est légitime puisque le litige est international : les éléments de rattachement peuvent conférer une compétence internationale autant aux juridictions d'un État membre qu'à celles d'un État tiers. La coordination intégrée dans la refonte reste facultative, mais elle est pleine de bon sens et se rapporte à l'objectif d'accès à la justice. En effet, par ce biais, le conflit de procédures, donc le risque de décisions inconciliables où l'exécution de la décision n'est plus garantie, n'est pas que limité dans l'Espace européen de justice, mais s'intègre véritablement dans un espace de justice mondial.

168. *Accès à la justice et procédures parallèles avec les juridictions d'États tiers.* Le régime de litispendance et de connexité internationale du Règlement Bruxelles I refondu vient régir les situations dans lesquelles le juge compétent d'un État membre de l'Union européenne est saisi en second d'un litige identique ou voisin⁷⁴¹. Ce régime, fondé sur les

⁷³⁷ Art. 30 §2 Règlement Bruxelles I refondu ; sur les "affinements" de ce texte en matière de connexité : V. ÉGÉA, « La résolution des conflits de procédures dans le règlement Bruxelles I *bis* », *op. cit.*, spéc. §§7 à 10. V° ég. art. 22 al. 2 Conv. Bruxelles (1968) ; Rapport de P. JENARD sur la convention concernant la compétence judiciaire et l'exécution des décisions en matière civile et commerciale, *préc.*, spéc. p. 41.

⁷³⁸ Art. 29 à 31 Règlement Bruxelles I refondu.

⁷³⁹ Art. 33 et 34 Règlement Bruxelles I refondu.

⁷⁴⁰ V. ÉGÉA, « La résolution des conflits de procédures dans le règlement Bruxelles I *bis* », *op. cit.*, spéc. §§29 à 32.

⁷⁴¹ Les conditions d'existence d'une litispendance ou d'une connexité internationale sont identiques au régime intra-UE : V° D. ALEXANDRE, A. HUET, « Litispendance et connexité dans les relations entre un État membre de l'Union européenne et un État tiers », *D.*, 2013, p. 1499, spéc. §3.

articles 33 et 34 du Règlement Bruxelles I refondu⁷⁴² est facultatif et soumis à la libre appréciation du juge saisi⁷⁴³. Avant de mettre en œuvre ce régime international de litispendance ou connexité, le juge de l'État membre doit s'assurer de plusieurs points relatifs à la juridiction étrangère saisie en premier de l'affaire. Outre la nécessité pour le juge étranger d'instruire les deux affaires ensemble pour éviter des solutions inconciliables en matière de connexité⁷⁴⁴, la décision de la juridiction de l'État tiers doit pouvoir être reconnue et exécutée sur le territoire de l'État membre concerné afin de prononcer un sursis à statuer⁷⁴⁵. De plus, le sursis doit être nécessaire pour « la bonne administration de la justice »⁷⁴⁶. C'est dans ce cadre que le juge peut apprécier la capacité réelle de la partie ayant déposé une demande devant lui à pouvoir se défendre à l'étranger. Par ailleurs, le sursis n'est pas définitif. Des mesures ont été adoptées pour en éviter les possibles effets dilatoires : la juridiction de l'État membre peut, à tout moment, décider de lever la suspension⁷⁴⁷. Cette disposition favorise également l'effectivité de l'accès à la justice : en effet, s'il existe un doute sur l'issue de la procédure intentée à l'étranger, par exemple si celui-ci se dessaisit, ou si l'inconciliabilité future a disparu, la juridiction peut lever la suspension et poursuivre l'examen de l'action qui avait été portée devant elle. *In fine*, ce n'est que lorsqu'une décision est rendue par la juridiction de l'État tiers et seulement si celle-ci peut être reconnue et exécutée sur le territoire de l'État

⁷⁴² Sur la mise en œuvre des articles 33 et 34 Règlement Bruxelles I refondu : V. ÉGÉA, « La résolution des conflits de procédures dans le règlement Bruxelles I *bis* », *op. cit.*, spéc. §§27 et s. ; H. GAUDEMET-TALLON, *Compétence et exécution des jugements en Europe...*, *op. cit.*, spéc. §§339-1 et 347-1 ; D. ALEXANDRE, A. HUET, « Litispendance et connexité dans les relations entre un État membre de l'Union européenne et un État tiers », *préc.*

⁷⁴³ L. D'AVOUT, « La refonte du règlement Bruxelles I », *préc.*, spéc. §22.

⁷⁴⁴ Art. 34 §1 (a) Règlement Bruxelles I refondu. Cette condition a été critiquée : certains auteurs reprochent l'absence d'un renvoi explicite au tribunal de l'État tiers afin de garantir que les deux affaires voisines soient jointes (D. ALEXANDRE, A. HUET, « Litispendance et connexité dans les relations entre un État membre de l'Union européenne et un État tiers », *préc.*, spéc. §11) ; c'est néanmoins oublier que le Règlement Bruxelles I refondu, instrument de droit dérivé de l'UE, ne s'impose qu'aux ÉM et non aux États tiers. Une telle disposition resterait sans effet devant une juridiction étrangère. À l'inverse, la juridiction de l'ÉM saisie en second ne pourra se dessaisir que si une décision est rendue par la juridiction de l'État tiers, impliquant que cette dernière ait non seulement reconnue sa compétence, mais qu'elle ait aussi vérifié que la demande ait été traitée pour garantir l'accès à la justice.

⁷⁴⁵ Art. 33 §1 (a) et 34 §1 (b) Règlement Bruxelles I refondu. Le juge doit être « convaincu » de ce « pronostic » : L. D'AVOUT, « La refonte du règlement Bruxelles I », *préc.*, spéc. §22.

⁷⁴⁶ Art. 33 §1 (b) et 34 §1 (c) Règlement Bruxelles I refondu : pour la connexité, il est fait référence à l'appréciation de cet élément par la juridiction de l'État tiers, mais « il s'agit en réalité de la juridiction de l'État membre saisie en second lieu » : D. ALEXANDRE, A. HUET, « Litispendance et connexité dans les relations entre un État membre de l'Union européenne et un État tiers », *préc.*, spéc. §11. Sur la notion de « bonne administration de la justice » : cons. n°24 Règlement Bruxelles I refondu.

⁷⁴⁷ Art. 33 §2 et 34 §2 Règlement Bruxelles I refondu.

membre concerné que ladite juridiction « met fin à l'instance »⁷⁴⁸. De cette manière, il existe une dernière garantie permettant aux litigants de réellement voir leurs droits substantiels se réaliser : aussi bien sur le territoire de l'État tiers, mais aussi dans l'Espace européen de justice par le truchement de la procédure d'*exequatur* prévue par le droit international privé de l'État membre concerné. Ces dispositions sont de nature à garantir l'accès à la justice. En effet, si le juge de l'État membre pouvait se dessaisir avant, un risque de déni de justice subsisterait, notamment en cas d'absence de décision de la juridiction de l'État tiers puisque la juridiction de l'État membre pourrait rencontrer des difficultés à rouvrir l'action. En tout état de cause, le régime international de litispendance et de connexité présente les garanties abondant dans le sens de l'effectivité de l'accès à la justice.

169. *D'autres régimes à signaler.* En outre, il faut également compter sur le régime de la Convention de Lugano⁷⁴⁹. Il n'est d'ailleurs pas nécessaire de revenir sur ce régime puisqu'il correspond peu ou prou à celui existant pour les procédures parallèles au sein de l'Espace européen de justice. Enfin, il faut signaler l'originalité de la Convention de La Haye de 2005 sur les clauses attributives de juridiction qui ne prévoit pas de mesure spécifique en ce qui concerne les procédures parallèles. Le texte se limite à prévoir des obligations pour les tribunaux qui sont désignés et ceux qui ne le sont pas⁷⁵⁰. Le rapport explicatif de cette Convention prévoit toutefois des situations dans lesquelles le régime de litispendance et de connexité des États contractants, notamment celui du Règlement Bruxelles I refondu et de la Convention de Lugano, peut produire ses effets. La prévisibilité de ce texte est donc largement remise en cause selon l'État contractant saisi⁷⁵¹.

170. Si les règles en cours dans l'Espace européen de justice permettent de garantir un accès effectif à la justice par les règles de litispendance et de connexité en vigueur, elles ne s'appliquent qu'à des procédures pendantes. Or, il peut arriver que l'une des deux

⁷⁴⁸ Art. 33 §3 et 34 §3 Règlement Bruxelles I refondu. Contrairement au régime intra-UE de litispendance et de connexité, le Règlement n'impose pas un "dessaisissement" (V° en ce sens : H. GAUDEMET-TALLON, *Compétence et exécution des jugements en Europe...*, *op. cit.*, spéc. §339-1 ; D. ALEXANDRE, A. HUET, « Litispendance et connexité dans les relations entre un État membre de l'Union européenne et un État tiers », *préc.*, spéc. §§8 et 9).

⁷⁴⁹ Art. 27 à 30 Conv. Lugano (2007) ; mais celui-ci est similaire au régime intra-UE de litispendance et de connexité du Règlement Bruxelles I refondu.

⁷⁵⁰ Art. 5 et 6 Conv. La Haye (2005).

⁷⁵¹ Rapport explicatif de T. HARTLEY et M. GOGAUCHI sur la convention du 30 juin 2005..., *préc.*, spéc. §§124 à 140 et 296 à 301.

procédures soit déjà arrivée à son terme posant la question du conflit impliquant une décision.

b. La coordination des conflits de procédure impliquant une décision

171. *Les conflits impliquant une décision*⁷⁵². Ce type de conflit se présente lorsqu'une procédure est pendante, mais qu'une des parties au litige possède déjà une décision de justice sur un litige identique ou connexe. Dans ce cas, il faut se poser la question des conséquences de la décision adoptée sur la procédure toujours en cours devant une autre autorité. Ici aussi, une coordination est nécessaire. En théorie, lorsque le litige concerne les mêmes parties, le même objet et ont la même cause, la première décision vaut accès à la justice pour les deux parties puisqu'elles ont toutes les deux participé à la procédure. Par conséquent, la décision adoptée doit pouvoir empêcher le juge nouvellement saisi de reconnaître sa compétence internationale et de trancher à nouveau le litige. La coordination doit donc permettre à la décision qui a déjà été adoptée d'être effective sur l'ensemble de l'Espace européen de justice. Il s'agit en somme de permettre la reconnaissance de la décision.

172. *Distinguer entre la reconnaissance et l'exécution*. Traditionnellement, le mécanisme de la reconnaissance permet d'admettre l'insertion d'une décision étrangère dans un ordre juridique distinct⁷⁵³. Le contrôle y associé permet « d'attribuer aux décisions l'*autorité* et l'*efficacité* dont elles jouissent dans l'État où elles ont été rendues »⁷⁵⁴, « à l'exception de la force exécutoire »⁷⁵⁵. Il revient classiquement à la procédure d'*exequatur* de permettre à ladite décision de déployer cette force exécutoire, par l'apposition de l'*imperium*, afin de permettre à la partie qui le demande de « réclamer l'assistance de la force publique »⁷⁵⁶. La reconnaissance et l'exécution ont ainsi des buts distincts : le second doit permettre *in fine* à la décision de produire toutes les

⁷⁵² Reprenant le titre utilisé par Dominique BUREAU et Horatia MUIR WATT in *Droit international privé*, *op. cit.*, spéc. p. 249.

⁷⁵³ H. GAUDEMET-TALLON, *Compétence et exécution des jugements en Europe...*, *op. cit.*, spéc. §373.

⁷⁵⁴ Rapport de P. JENARD sur la convention concernant la compétence judiciaire et l'exécution des décisions en matière civile et commerciale, *préc.*, spéc. p. 43 ; repris à l'identique par la CJCE : 4 févr. 1988, *Hoffmann*, aff. 145/86, EU:C:1988:61, spéc. pt. 10 (emphases ajoutées).

⁷⁵⁵ F. GASCÓN-INCHAUSTI, « La reconnaissance et l'exécution des décisions dans le règlement Bruxelles I bis », in E. GUINCHARD (dir.), *Le nouveau règlement Bruxelles I bis. Règlement n°1215/2012 du 12 décembre 2012 concernant la compétence judiciaire, la reconnaissance et l'exécution des décisions en matière civile et commerciale*, Bruylant, 2014, p. 205, spéc. §2 (emphase ajoutée).

⁷⁵⁶ Y. LOUSSOUARN, P. BOUREL, P. DE VAREILLES-SOMMIÈRES, *Droit international privé*, Dalloz, 10^e éd., 2013, spéc. §856.

conséquences qui lui sont attachées dans son pays d'origine, alors que le premier n'en vise que certains⁷⁵⁷. La distinction entre les deux mécanisme prend alors sa source dans les éléments constituant l'efficacité normative de la décision⁷⁵⁸ qui seront reconnus. Cette efficacité normative se construit autour de trois éléments distincts poursuivant différents objectifs : l'autorité de la chose jugée, l'efficacité substantielle et la force exécutoire. En droit de la coopération judiciaire, la reconnaissance vise les deux premiers éléments⁷⁵⁹, l'exécution intègre également la force exécutoire⁷⁶⁰.

173. L'autorité de la décision : un attribut suffisant pour coordonner les conflits impliquant une procédure. L'autorité de la chose jugée est au cœur de nombreux débats doctrinaux⁷⁶¹. Elle « constitue un attribut (...) protecteur de la vérification juridictionnelle réalisée par un premier juge »⁷⁶². Cette autorité se manifeste par une double fonction, positive et négative.

L'autorité négative de la chose jugée a pour effet de priver l'une des parties de son droit d'agir lorsque celle-ci tente d'introduire, « à l'encontre du même défendeur, une demande identique en sa cause et son objet à la chose jugée »⁷⁶³. L'autorité de la décision empêche alors le second juge saisi de procéder à la vérification juridictionnelle⁷⁶⁴. En d'autres termes, c'est la capacité du nouveau juge à porter une nouvelle appréciation sur l'affaire qui est neutralisée⁷⁶⁵. Au regard de l'accès à la justice, cet effet de l'autorité négative de la chose jugée peut s'envisager comme une limitation de l'accès à la justice du demandeur devant la seconde juridiction. Mais il n'en est rien. En effet, puisqu'en

⁷⁵⁷ V° not. F. GASCÓN-INCHAUSTI, « La reconnaissance et l'exécution des décisions dans le règlement Bruxelles I bis », *op. cit.*, spéc. §§17 et 18.

⁷⁵⁸ La notion de "décision" est définie aux art. 25 Conv. Bruxelles (1968) et art. 2 (a) Règlement Bruxelles I refondu. Elle est une notion autonome du droit de la coopération judiciaire de l'UE. V° CJCE 2 juin 1994, *Solo Kleinmotoren*, aff. C-414/92, EU:C:1994:221, spéc. pt 17 précisant qu'une décision est un "acte [émanant] d'un organe juridictionnel appartenant à un État contractant et statuant sur sa propre autorité sur les points litigieux entre les parties". La Conv. Lugano (2007) reprend la même définition (art. 32). Par ailleurs, la Conv. La Haye (2005) dispose de sa propre définition (utilisation le terme "jugement"), excluant les mesures provisoires et conservatoires (art. 4 §1).

⁷⁵⁹ CJCE 4 févr. 1988, *Hoffmann*, aff. 145/86, *préc.*, spéc. pt. 10.

⁷⁶⁰ Cf. *infra*, §§172 et s.

⁷⁶¹ V° not. A. BOTTON, *Contribution à l'étude de l'autorité de la chose jugée au pénal sur le civil*, LGDJ, 2010, spéc. §§56 à 81 ; H. PÉROZ, *La réception des jugements étrangers dans l'ordre juridique français*, LGDJ, 2005, spéc. §198.

⁷⁶² A. BOTTON, *Contribution à l'étude de l'autorité de la chose jugée au pénal sur le civil*, *op. cit.*, spéc. §58.

⁷⁶³ *Ibid.*, spéc. §72.

⁷⁶⁴ H. PÉROZ, *La réception des jugements étrangers dans l'ordre juridique français*, *op. cit.*, spéc. §§206 à 208 ; A. BOTTON, *Contribution à l'étude de l'autorité de la chose jugée au pénal sur le civil*, *op. cit.*, spéc. §72.

⁷⁶⁵ A. BOTTON, *Contribution à l'étude de l'autorité de la chose jugée au pénal sur le civil*, *op. cit.*, spéc. §78.

théorie il était déjà partie à la décision invoquée, son accès à la justice a déjà été respecté⁷⁶⁶.

L'autorité positive de la chose jugée permet, quant à elle, « d'obtenir de nouvelles conséquences dans un autre procès »⁷⁶⁷. Elle oblige le second juge saisi à se fonder sur une question de droit déjà tranchée dans un précédent procès, sans qu'il puisse effectuer de vérification juridictionnelle sur ce point⁷⁶⁸. Cette fonction de l'autorité de la chose jugée n'impose pas une triple identité. Il convient de considérer cet effet comme une restriction de la capacité du juge saisi, comme c'est le cas pour sa fonction négative. Lorsqu'elle est invoquée, l'autorité positive de chose jugée interdit donc au second juge une vérification juridictionnelle ponctuelle sur l'affaire qui lui est soumise.

En définitive, l'autorité de chose jugée « interdit au juge de revenir sur ce qui a été constaté dans une précédente décision de justice »⁷⁶⁹ en tout ou partie. La distinction entre l'effet positif et négatif ne concerne que le degré de restriction pour le juge nouvellement saisi⁷⁷⁰. En tout état de cause, cet attribut de la décision constitue l'élément clef permettant de mettre fin à un conflit de procédures impliquant une décision. Or, il s'agit précisément de l'un des effets de la reconnaissance telle qu'elle est envisagée par le droit de la coopération judiciaire⁷⁷¹. Il s'en suit que cette technique est appropriée et permet de faire valoir l'effectivité de l'accès à la justice de la partie qui a déjà obtenu une décision dans un autre État.

174. *L'efficacité substantielle et la force exécutoire des décisions.* L'efficacité substantielle s'entend comme « la modification des droits substantiels des parties qui résulte [de la décision] »⁷⁷². Cette modification correspond à une constitution, une transformation, à une extinction ou une simple constatation d'un rapport de droit

⁷⁶⁶ En pratique, le demandeur peut aussi ne pas avoir été informé de la procédure à son encontre à l'étranger (en cas de défaillance de l'acte introductif d'instance par ex.) : dans cette situation, le mécanisme de la reconnaissance prévu par le droit de l'UE lui permet de contester cette reconnaissance, comme c'est le cas dans le Règlement Bruxelles I refondu (art. 45 §1 (b)). Sur ce point, cf. *infra*, §§316 et s.

⁷⁶⁷ H. PÉROZ, *La réception des jugements étrangers dans l'ordre juridique français*, *op. cit.*, spéc. §209.

⁷⁶⁸ A. BOTTON, *Contribution à l'étude de l'autorité de la chose jugée au pénal sur le civil*, *op. cit.*, spéc. §73.

⁷⁶⁹ J. HÉRON, T. LE BARS, *Droit judiciaire privé*, LGDJ, 6^e éd., 2015, spéc. §348.

⁷⁷⁰ Comme le remarque Antoine BOTTON, « puisque intervenant dans des contextes distincts, il apparaît que les formes *négatives* et *positives* de l'autorité de chose jugée se séparent quant au degré d'immutabilité qu'elles garantissent à la vérification juridictionnelle », in *Contribution à l'étude de l'autorité de la chose jugée au pénal sur le civil*, *op. cit.*, spéc. §74.

⁷⁷¹ Rapport de P. JENARD sur la convention concernant la compétence judiciaire et l'exécution des décisions en matière civile et commerciale, *préc.*, spéc. p. 43 : « La reconnaissance doit avoir pour effet d'attribuer aux décisions l'*autorité* et l'efficacité dont elles jouissent dans l'État où elles ont été rendues » (emphase ajoutée) ; CJCE 4 févr. 1988, *Hoffmann*, aff. 145/86, *préc.*, spéc. pt. 10.

⁷⁷² M.-L. NIBOYET, G. DE GEOUFFRE DE LA PRADELLE, *Droit international privé*, *op. cit.*, spéc. §733.

donné⁷⁷³. Cette consécration des droits substantiels met fin au litige et fixe les obligations respectives des parties. À côté, « [la] force exécutoire du jugement est la qualité qui permet de mettre à exécution forcée l'effet substantiel du jugement »⁷⁷⁴. Elle est nécessaire « pour produire les effets coercitifs sur les personnes ou sur les biens »⁷⁷⁵, c'est-à-dire pour demander l'assistance de la force publique et contraindre la partie récalcitrante ou inerte à exécuter la décision⁷⁷⁶. L'efficacité substantielle d'une décision étrangère est reconnue dans un autre pays par le mécanisme de la reconnaissance, au même titre que l'autorité de la chose jugée⁷⁷⁷. En revanche, la force exécutoire n'est admise dans un autre pays qu'à la suite d'une procédure distincte, l'*exequatur*. La reconnaissance et l'exécution participent donc à la réalisation des droits substantiels des litigants dans un autre espace de justice puisqu'ils permettent, à des degrés divers, d'admettre l'efficacité normative d'une décision étrangère. Dans le cadre d'un conflit impliquant une décision, la reconnaissance suffit pour empêcher le juge nouvellement saisi de rejuger l'affaire.

175. Une reconnaissance de plein droit. Le droit de la coopération judiciaire favorise l'effectivité de l'accès à la justice par le mécanisme de reconnaissance qu'il met en place. En effet, selon le Règlement Bruxelles I refondu, « [les] décisions rendues dans un État membre sont reconnues dans les autres États membres *sans qu'il soit nécessaire de recourir à aucune procédure* »⁷⁷⁸. La reconnaissance des décisions est donc de plein droit⁷⁷⁹. Cet automatisme est de nature à assurer l'effectivité de l'accès à la justice, notamment en cas de conflit impliquant une décision. Seule une copie de la décision doit être fournie, accompagnée, pour le Règlement Bruxelles I refondu d'un formulaire⁷⁸⁰. Il

⁷⁷³ *Loc. cit.*

⁷⁷⁴ J. HÉRON, T. LE BARS, *Droit judiciaire privé, op. cit.*, spéc. §349.

⁷⁷⁵ M.-L. NIBOYET, G. DE GEOUFFRE DE LA PRADELLE, *Droit international privé, op. cit.*, spéc. §739.

⁷⁷⁶ D. ALEXANDRE, A. HUET, « Compétence européenne, reconnaissance et exécution : matières civile et commerciale », *Rép. droit européen, préc.*, spéc. §334.

⁷⁷⁷ Rapport de P. JENARD sur la convention concernant la compétence judiciaire et l'exécution des décisions en matière civile et commerciale, *préc.*, spéc. p. 43 ; CJCE 4 févr. 1988, *Hoffmann*, aff. 145/86, *préc.*, spéc. pt. 10.

⁷⁷⁸ Art. 36 §1 Règlement Bruxelles I refondu (emphasis ajoutée). Le mécanisme est identique dans la Conv. Bruxelles (1968) : art. 26 al. 1.

⁷⁷⁹ Sur les décisions concernées par le régime de reconnaissance de plein droit, V° H. GAUDEMET-TALLON, *Compétence et exécution des jugements en Europe...*, *op. cit.*, spéc. §§354 à 371 ; sur l'application dans le temps de la Conv. Bruxelles (1968), du Règlement Bruxelles I et de sa refonte, spéc. §§351 et 351-1. V° ég. sur les critères de la décision au sens de l'art. 25 Conv. Bruxelles (1968), M. NIOCHE, L. SINOPOLI, « La Cour de justice et les jugements par défaut anglais : prudence et ambiguïté », *Gaz. Pal.*, 2009, n°332, p. 22, spéc. §§8 à 33.

⁷⁸⁰ Art. 46 Conv. Bruxelles (1968) : dans le cadre de cette instrument, en cas de décision rendue par défaut, il faut ég. produire « l'original ou une copie certifiée conforme du document établissant que l'acte introductif d'instance ou un acte équivalent a été signifié ou notifié à la partie défaillante » ; art. 53 §1 Conv. Lugano (2007) ; art. 37 §1 Règlement Bruxelles I refondu.

suffit donc à la personne de produire ces documents afin que les juridictions de l'État membre où une nouvelle procédure est engagée se dessaisisse⁷⁸¹. Il revient au juge requis devant laquelle la décision étrangère est produite de s'assurer qu'il existe bien une triple identité, donc une « incompatibilité »⁷⁸². L'objectif d'accès à la justice est ici sauvegardé.

176. *La régularité des décisions : une condition à la reconnaissance.* Néanmoins, pour bénéficier de la reconnaissance, la décision doit être régulière⁷⁸³. Plusieurs motifs de refus de reconnaissance sont prévus par les textes⁷⁸⁴. Le contrôle des éléments ne s'opère qu'à la demande d'une partie, dans une instance directe ou de manière incidente⁷⁸⁵. Au cours de cette appréciation, le juge ne peut pas réviser la décision⁷⁸⁶. Ainsi la reconnaissance automatique permet-elle de faire cesser rapidement un conflit impliquant une procédure et préserve ainsi les droits substantiels reconnus par le premier juge saisi, mais uniquement si la décision est régulière. Le système mis en place contribue ainsi à l'objectif d'accès à la justice.

177. *Reconnaissance des décisions des États tiers.* Si le droit de la coopération judiciaire de l'Union européenne unifie les conditions et le régime de reconnaissance des décisions judiciaires entre États membres, il convient de se poser la question de l'effet des décisions adoptées par les juridictions d'États tiers. Peuvent-elles également être reconnues afin de mettre un terme aux conflits impliquant une décision ? La réponse est assurément positive, mais elle est nettement plus contrastée. Il faut d'abord indiquer qu'il existe un système de reconnaissance de plein droit pour les décisions provenant des États liés par la Convention de Lugano⁷⁸⁷. Les effets et le régime de la reconnaissance sont très proches de celui du Règlement Bruxelles I refondu puisqu'il est calqué sur celui du Règlement Bruxelles I. La question s'oriente alors vers les autres États tiers. Mis à part de rares exceptions⁷⁸⁸, les effets et le régime de la reconnaissance des jugements des États tiers relèvent du droit international privé national de chaque État membre. En effet, le

⁷⁸¹ CJCE 30 nov. 1976, *Jozef de Wolf*, aff. 42-76, EU:C:1976:168, spéc. pt. 10 et 11.

⁷⁸² *Ibid.*, spéc. pt. 10.

⁷⁸³ V° H. GAUDEMET-TALLON, *Compétence et exécution des jugements en Europe...*, *op. cit.*, spéc. §§375 et s.

⁷⁸⁴ Art. 27 et 28 Conv. Bruxelles (1968) ; art. 45 Règlement Bruxelles I refondu. Ces conditions étant les mêmes qu'en matière d'exécution, il seront analysés dans le cadre des dispositions applicables en matière de circulation des décisions : cf. *infra*, §§330 et s. ; Annexe IV, tabl. 4.1.

⁷⁸⁵ H. GAUDEMET-TALLON, *Compétence et exécution des jugements en Europe...*, *op. cit.*, spéc. §436.

⁷⁸⁶ Art. 29 Conv. Bruxelles (1968) ; art. 35 Conv. Lugano (2007) ; art. 52 Règlement Bruxelles I refondu.

⁷⁸⁷ Art. 33 à 37 et 53 à 56 Conv. Lugano (2007).

⁷⁸⁸ Comme par ex. certaines décisions rendues par des juridictions internationales (dont la CJUE ou la Cour de justice Benelux) ou les décisions rendues par les juridictions andorranes (à l'exception de la France) : V° H. GAUDEMET-TALLON, *Compétence et exécution des jugements en Europe...*, *op. cit.*, spéc. §§356 à 361.

Règlement Bruxelles I refondu ne s'applique qu'aux décisions rendues par les juridictions d'un État membre⁷⁸⁹. Pour autant, une décision étrangère reconnue selon le droit interne d'un État membre requis peut faire obstacle à l'introduction d'une nouvelle action fondée sur le Règlement Bruxelles I refondu au soutien de l'exception de chose jugée. Néanmoins, la décision de reconnaissance ou d'*exequatur* d'un jugement étranger rendu dans un État membre ne peut pas être reconnue par les juridictions d'un autre État membre afin d'y faire cesser une action sur un litige identique ou voisin. En la matière, l'adage « *exequatur sur exequatur* ne vaut » s'applique⁷⁹⁰.

178. Le régime de la Convention de La Haye sur les accords d'élection de for. La Convention de La Haye de 2005 ne prévoit pas une reconnaissance de plein droit des décisions obtenues par le tribunal désigné par un accord exclusif d'élection de *for* sur le territoire d'un autre État contractant. En revanche, leur droit national peut admettre une reconnaissance de plein droit pour ces décisions⁷⁹¹. Néanmoins, en cas de contestation, seuls les motifs énoncés par la Convention peuvent motiver un refus de reconnaissance⁷⁹². Les pièces devant être fournies pour permettre la reconnaissance ou l'exécution du jugement sont listées à l'article 13. En matière de conflit impliquant une décision, il faut donc souligner que le régime de la reconnaissance varie d'un État contractant à l'autre, même d'un État membre de l'Union européenne à l'autre. Si ces dispositions doivent permettre l'assurance de l'effectivité de l'accès à la justice, celle-ci se fait au prix de procédures variées, de nature à complexifier l'instrument. Cela étant, les dispositions de la Convention permettent, *a priori*, d'éviter les situations de conflit impliquant une décision. Par exemple, si un tribunal d'un État membre de l'Union est saisi d'une affaire dans laquelle les parties au contrat ont désigné les juridictions d'un autre État contractant et que la Convention est applicable, l'article 6 impose à ce tribunal non élu soit de surseoir à statuer, soit de se dessaisir. Alors même que le rapport élude toute possibilité de litispendance⁷⁹³, force est de constater que l'article 6 n'en porte peut-être pas le titre, mais ses effets sont comparables si le tribunal non élu sursoit à statuer. Cette disposition peut même favoriser le déni de justice puisqu'elle ne donne aucune indication en la

⁷⁸⁹ Art. 2 (a) Règlement Bruxelles I refondu ; art. 25 Conv. Bruxelles (1968).

⁷⁹⁰ H. GAUDEMET-TALLON, *Compétence et exécution des jugements en Europe...*, *op. cit.*, spéc. §365.

⁷⁹¹ Art. 14 Conv. La Haye (2005) ; Rapport explicatif de T. HARTLEY et M. GOGAUCHI sur la convention du 30 juin 2005 sur les accords d'élection de *for*, *préc.*, spéc. §215.

⁷⁹² Art. 8 à 11 Conv. La Haye (2005).

⁷⁹³ Rapport explicatif de T. HARTLEY et M. GOGAUCHI sur la convention du 30 juin 2005..., *préc.*, spéc. §§3 et 134.

matière⁷⁹⁴. Dans ces conditions, il est difficile d'affirmer que l'accès à la justice peut être garanti en vertu de ce seul instrument. De plus, il faut noter que l'article 6 de la Convention de La Haye de 2005 comporte des exceptions permettant au tribunal non élu d'apprécier certaines conditions. Dans un cas de conflit de procédures, il n'est donc pas garanti que seul le tribunal élu puisse reconnaître sa compétence, et ce même si l'accord doit être apprécié selon la loi de l'État du tribunal élu. Par ailleurs, la Convention n'exclut pas le renvoi, de telle sorte que d'un État contractant à l'autre, une loi différente peut être appliquée pour apprécier la validité de l'accord⁷⁹⁵. Il n'est pas nécessaire de poursuivre l'analyse du texte pour démontrer que sa capacité à assurer, en cas de conflit de procédures ou impliquant une décision, ne présente pas le niveau de garanties du droit de la coopération judiciaire de l'Union européenne. Pire, l'effectivité de l'accès à la justice en ressort diminuée. Par exemple, si les parties obtiennent du tribunal non élu d'un État contractant la remise en cause de la validité de l'accord d'élection de *for*, cette décision pourrait-elle faire obstacle la compétence du tribunal désigné si une des parties le saisit ? La Convention suscite, il faut le concéder, beaucoup d'interrogations au regard de l'accès à la justice. Elle ne convainc pas. Cette conclusion pousse d'ailleurs à se demander pourquoi l'Union européenne a décidé d'y prendre part. La Commission expliquait que l'objectif était de « [réduire] l'insécurité juridique pour les entreprises communautaires exerçant des activités en dehors de l'UE, en garantissant que les accords d'élection de *for* inclus dans leurs contrats commerciaux internationaux soient respectés et que les jugements rendus par les juridictions désignées dans ces accords puissent être reconnus dans les autres États parties à la convention »⁷⁹⁶. Au vu des exemples peu convaincants, et du nombre d'États contractants⁷⁹⁷, il est permis d'en douter, et ce d'autant plus au regard des difficultés soulevées par la coordination des ordres judiciaires. Sans doute

⁷⁹⁴ Il est tout de même possible d'imaginer que si le tribunal élu n'est pas saisi, ou que le délai pour obtenir une décision est excessivement long, les parties pourraient faire appel aux droits fondamentaux devant les juridictions d'un ÉM, au regard de l'art. 6 §1 CSDHLF ou de l'art. 47 CDF dans le cas où le Règlement Bruxelles I refondu est applicable pour déterminer la compétence internationale du tribunal non élu, afin d'écarter l'application de la Conv. La Haye (2007) en ce que l'art. 6 de ladite convention est contraire aux exigences du procès équitable ou contraire au principe de protection juridictionnelle effectif selon l'instrument servant de base à la demande. L'argument pourrait é.g. fonctionner dans le cas où le tribunal élu se dessaisit si, par ex., le tribunal élu ne reconnaît pas sa compétence internationale.

⁷⁹⁵ Rapport explicatif de T. HARTLEY et M. GOGAUCHI sur la convention du 30 juin 2005..., *préc.*, spéc. §§3 et 134.

⁷⁹⁶ Proposition de Décision du Conseil relative à la signature par la Communauté européenne de la convention sur les accords d'élection de *for*, *préc.*, spéc. §2.

⁷⁹⁷ Cf. Annexe V, tabl. 5.4 : l'attrait international de l'instrument reste encore à démontrer. V° é.g. L. USUNIER, « La Convention de La Haye du 30 juin 2005 sur les accords d'élection de *for*. Beaucoup de bruit pour rien ? », *préc.*, spéc. §2, qui relève l'échec des précédentes conventions de La Haye relatif aux accords d'élection de *for*.

l'instrument serait-il davantage apprécié par l'œil d'un juriste extérieur à l'Union européenne. Il faut toutefois concéder à la Convention l'encadrement qu'elle opère des conditions relatives aux accords d'élection de *for* et à la reconnaissance et l'exécution des jugements qui en découlent. Ces dispositions permettent *a minima* d'instaurer une forme de sécurité juridique réduisant l'« entrave aux échanges » que l'absence totale de règles peut engendrer⁷⁹⁸. Il s'agit déjà d'un petit pas vers une harmonisation internationale. En conclusion, si la Convention est animée par la volonté « d'accroître la sécurité juridique et la prévisibilité de l'exécution des décisions liées au commerce international », sa mise en œuvre et les problèmes qu'elle soulève ne remporte pas – pour le moment – l'assentiment d'une contribution positive à l'objectif d'accès à la justice.

179. Dans l'ensemble, l'aménagement de la compétence internationale dans l'Espace européen de justice semble satisfaisant au regard de l'objectif d'accès à la justice. Les règles d'instance directe uniformes permettent aux citoyens, dans leurs différends internationaux, de déterminer à l'avance la juridiction compétente pour assurer leur accès au juge. De plus, pour éviter l'inconciliabilité des solutions pouvant naître de saisines multiples, les règles prévoient une coordination des compétences afin d'assurer, le plus souvent possible, qu'une seule décision soit adoptée dans l'ensemble de l'Espace européen de justice. Seul le régime international de la Convention de La Haye de 2005 entache quelque peu le tableau. Mais son faible attrait international tempère, pour le moment, la relativité de l'accès au juge qu'il promet.

B. L'effectivité de l'accès au juge

180. *Les obstacles matériels à l'accès à la justice.* Alors même que l'accès au juge dans un autre État membre peut être garanti par le jeu de l'aménagement de la compétence internationale instaurée par l'Union européenne, l'effectivité de cet accès s'avère parfois difficile pour les justiciables. L'obstacle le plus important reste matériel : les coûts relatifs à la saisine d'un tribunal étranger peut rebuter les impécunieux de porter leur différend devant la juridiction compétente. Il faut garder à l'esprit que le justiciable est avant tout une personne, physique ou morale, et que ces actions sont guidées par des considérations

⁷⁹⁸ Synthèse de l'analyse d'impact accompagnant la Proposition de décision du Conseil relative à la signature par la Communauté européenne de la convention sur les accords d'élection de *for*, SEC(2008) 2390 du 5 sept. 2008, spéc. pt. 2.

économiques. Or des études – et même sans étude, la logique va dans le même sens – démontrent que si les coûts liés à la résolution d'un litige sont plus importants que la créance espérée, alors le justiciable ne portera pas son affaire devant une juridiction. Il est *normalement* un opérateur économique rationnel⁷⁹⁹. Dans les situations transfrontières, ces coûts peuvent être importants : déplacement à l'étranger, traduction, interprétation, honoraires de(s) avocat(s)... En définitive, l'aspect matériel va grandement conditionner la mise en œuvre de l'accès au juge pour les parties. Or, le droit de la coopération judiciaire de l'Union se doit précisément d'adopter des mesures pour permettre la réalisation de l'objectif d'accès à la justice. Pour ce faire, trois solutions ont été mises en œuvre : d'abord, l'aide judiciaire, mécanisme classique pour combattre l'impécuniosité des parties (1), ensuite une procédure européenne relative au règlement des petits litiges a été instaurée (2) et, enfin, une recommandation relative aux recours collectifs a été adoptée (3).

1. L'aide judiciaire

181. L'aide judiciaire constitue le mécanisme par excellence pour pallier l'impécuniosité des parties⁸⁰⁰. Qui plus est, depuis l'entrée en vigueur de la Charte des droits fondamentaux de l'Union européenne, « [u]ne aide juridictionnelle est accordée à ceux qui ne disposent pas de ressources suffisantes, dans la mesure où cette aide serait nécessaire pour assurer l'effectivité de l'accès à la justice »⁸⁰¹. Pour répondre à cet obstacle, le Conseil européen a invité l'Union à adopter « des normes minimales garantissant un niveau approprié d'aide juridique pour les affaires transfrontalières (...) »⁸⁰². Aux termes de deux années de préparation⁸⁰³, la Directive 2003/8/CE visant à

⁷⁹⁹ N. CHAPPE, M. OBIDZINSKI, R. GIRAUD, « Analyse économique de l'accès à la justice », in V. DONIER, B. LAPÉROU-SCHENEIDER, dir., *L'accès au juge. Recherche sur l'effectivité d'un droit*, Bruylant, 2013, p. 379, spéc. p. 379 et s. : les auteurs confirment dans leur analyse que l'aspect financier est un paramètre objectif affectant l'accès à la justice (spéc. p. 380).

⁸⁰⁰ Sur la définition de l'aide judiciaire : cf. *supra*, §19.

⁸⁰¹ Art. 47 al. 3 CDFUE.

⁸⁰² Conseil européen de Tampere, Conclusions de la Présidence, 15 et 16 oct. 1999 (disp. en ligne : <<http://europarl.europa.eu/>>), spéc. pt. 30.

⁸⁰³ Livre vert de la Commission sur l'assistance judiciaire en matière civile : problèmes rencontrés par le plaideur transfrontalier, COM(2000) 51 final du 9 févr. 2000 ; Proposition de Directive du Conseil visant à améliorer l'accès à la justice dans les affaires transfrontalières, par l'établissement de règles minimales communes relatives à l'aide judiciaire et à d'autres aspects financiers des procédures civiles, COM(2002) 13 final du 18 janv. 2002, 2002/0020(CNS), JOCE C 103 E/338 du 30 avr. 2002.

améliorer l'accès à la justice a été adoptée⁸⁰⁴. L'aide judiciaire est un mécanisme qui répond à ces considérations économiques et doit permettre aux plus démunis de faire valoir leurs droits en justice⁸⁰⁵, soit par une prise en charge des frais par l'État, soit par la diminution de ces frais. Cette Directive s'applique dans tous les États membres à l'exception du Danemark⁸⁰⁶. Elle n'est cependant pas le seul instrument prévoyant un mécanisme de coopération entre États pour l'octroi de l'aide judiciaire s'appliquant au sein de l'Espace européen de justice.

182. L'aide judiciaire pour les litiges transfrontières intra-Union européenne. La Directive 2003/8/CE l'affirme : « [le] manque de ressources d'une personne partie à un litige, qu'elle soit demanderesse ou défenderesse, pas plus que les difficultés induites par le caractère transfrontalier d'un litige, ne devraient constituer des obstacles à un accès effectif à la justice »⁸⁰⁷. Dès lors, les « personnes physiques partie à un litige [transfrontière ont] le droit de bénéficier d'une aide judiciaire appropriée destinée à [leur] garantir un accès effectif à la justice (...) »⁸⁰⁸. Cet objectif répond parfaitement à l'effectivité recherchée en matière d'accès à la justice et combat directement les obstacles financiers pouvant se dresser dans la résolution d'un litige transfrontière. Elle s'inscrit directement dans les instruments contribuant à la réalisation de l'objectif d'accès à la justice. L'aide judiciaire accordée vient pallier l'impécuniosité⁸⁰⁹ d'une partie qui, sans l'obtenir, ne pourrait saisir la justice et avoir une chance de voir ses droits substantiels se réaliser. Le mécanisme de la Directive est réservé aux personnes domiciliées sur le territoire d'un État membre et autre que l'État du for ou que l'État dans lequel la décision doit être exécutée⁸¹⁰. L'instrument prévoit deux choses. Tout d'abord, il vient consacrer le principe de l'octroi d'une aide judiciaire pour les justiciables impécunieux et en harmonise dans le droit procédural national des États membres les conditions d'attribution et les frais qui doivent être couverts⁸¹¹. Ensuite, il prévoit un mécanisme de coopération entre les autorités des différents États membres qui sont en charge de

⁸⁰⁴ Directive 2003/8/CE du Conseil du 27 janv. 2003 visant à améliorer l'accès à la justice dans les affaires transfrontalières par l'établissement de règles minimales communes relatives à l'aide judiciaire accordée dans le cadre de telles affaires, JOCE L 26/41 du 31 janv. 2003.

⁸⁰⁵ N. CHAPPE, M. OBIDZINSKI, R. GIRAUD, « Analyse économique de l'accès à la justice », *op. cit.*, spéc. p. 390.

⁸⁰⁶ L'absence de participation du Danemark à l'ELSJ impose une articulation importante en matière d'aide judiciaire: cf. *infra*, §301.

⁸⁰⁷ Cons. n°6 Directive 2003/8/CE.

⁸⁰⁸ Art. 3 §1 Directive 2003/8/CE.

⁸⁰⁹ Cf. *supra*, §19.

⁸¹⁰ Art. 2 Directive 2003/8/CE.

⁸¹¹ Art. 5 à 11 Directive 2003/8/CE.

l'attribution de l'aide⁸¹². Le dispositif mis en place par la Directive repose sur des échanges s'effectuant au moyen de formulaires qui sont, normalement, un gage de simplicité et d'efficacité⁸¹³.

183. La continuité de l'aide judiciaire. Outre la Directive 2003/8/CE, d'autres instruments du droit de la coopération judiciaire prévoyaient déjà des mesures relatives à l'aide judiciaire⁸¹⁴. C'est notamment le cas du Règlement Bruxelles I⁸¹⁵. Les dispositions se limitent toutefois à une reconnaissance du dispositif d'aide accordée par l'État membre d'origine, obligeant l'État membre d'exécution à lui octroyer une aide équivalente⁸¹⁶. Cette continuité de l'aide judiciaire s'applique uniquement en matière de reconnaissance et d'exécution des décisions. Il faut toutefois noter une différence dans le régime applicable entre la Convention de Bruxelles d'une part⁸¹⁷ et le Règlement Bruxelles I d'autre part⁸¹⁸. Le premier se limite à la phase de la requête en *exequatur*, alors que les seconds englobent également la phase des recours⁸¹⁹. La refonte du Règlement Bruxelles I ne reprend pas cette disposition puisque, d'une part celle-ci est dorénavant imposée aux États membres par le biais de l'article 9 de la Directive 2003/8/CE et que, d'autre part, la procédure visant l'*exequatur* des décisions entre États membres a été supprimée par le Règlement. Les coûts importants associés à cette dernière ont notamment motivé cette suppression, comme le souligne les travaux préparatoires de l'instrument⁸²⁰. Cependant, ce choix législatif, apparemment cohérent, appelle une remarque. La reconnaissance de la force exécutoire des décisions judiciaires rendues par les juridictions d'un État membre a beau être automatique en application du Règlement

⁸¹² Art. 12 à 16 Directive 2003/8/CE.

⁸¹³ Cf. *infra*, §230.

⁸¹⁴ Considérées comme insuffisantes : C. NOURISSAT, « Directive 2003/8/CE du Conseil du 27 janvier 2003 visant à améliorer l'accès à la justice dans les affaires transfrontières en matière civile et commerciale », *Procédures*, 2003, n°8-9, chron. 11, spéc. §2.

⁸¹⁵ Art. 50 Règlement Bruxelles I.

⁸¹⁶ Le bénéficiaire dans l'ÉM d'origine doit bénéficier "de l'assistance la plus favorable ou de l'exemption la plus large prévue par le droit de l'État membre requis" (art. 50 Règlement Bruxelles I).

⁸¹⁷ Art. 44 Conv. Bruxelles (1968).

⁸¹⁸ Art. 50 Règlement Bruxelles I.

⁸¹⁹ H. GAUDEMET-TALLON, *Compétence et exécution des jugements en Europe...*, *op. cit.*, spéc. §445.

⁸²⁰ Proposition de Règlement du Parlement européen et du Conseil concernant la compétence judiciaire, la reconnaissance et l'exécution des décisions en matière civile et commerciale (refonte), *préc.*, spéc. pt. 1.2 : "la procédure [d'*exequatur*] (...) demeure un obstacle (...) qui entraîne des coûts inutiles" ; V° ég. Synthèse de l'analyse d'impact accompagnant la Proposition de Règlement du Parlement européen et du Conseil concernant la compétence judiciaire, la reconnaissance et l'exécution des décisions en matière civile et commerciale (refonte), SEC(2010) 1548 final du 14 déc. 2010, spéc. pt. 2.1.1 : en moyenne une procédure d'*exequatur* a un coût moyen de 2 200 €, mais peut monter jusqu'à 12 700 € ; Analyse d'impact accompagnant la Proposition de Règlement du Parlement européen et du Conseil concernant la compétence judiciaire, la reconnaissance et l'exécution des décisions en matière civile et commerciale (refonte), *préc.*, spéc. pt. 2.1.1.3.

Bruxelles I refondu, il n'en demeure pas moins qu'un recours est possible devant les juridictions de l'État membre requis⁸²¹. Dans ce cas, la continuité de l'aide judiciaire est sujette au régime instauré par la Directive 2003/8/CE et perd son caractère automatique. En effet, l'article 9 §3 de cet instrument permet aux États membres de soumettre la continuité de l'aide judiciaire à un nouvel examen des conditions d'octroi de celle-ci. Par conséquent, la continuité de l'aide est plus difficile qu'en vertu du régime du Règlement Bruxelles I⁸²².

184. L'aide judiciaire : un droit à géographie variable. La Directive 2003/8/CE est applicable aux litiges transfrontières tels qu'ils sont définis à l'article 2 §1 de l'instrument. Le caractère transfrontière de la situation s'apprécie à raison du domicile de la personne demandant l'aide, laquelle doit obligatoirement être domiciliée sur le territoire d'un État membre⁸²³. Dès lors, la Directive peut couvrir des litiges transfrontières intra-Union européenne, mais aussi des litiges rattachés à l'Union pour peu que les juridictions d'un autre État membre soient saisies. Cette définition pose la question de la cohérence de l'instrument avec le caractère universel de certaines dispositions des règles d'instance directe du droit de la coopération judiciaire. En effet, ces dernières permettent à une personne domiciliée en dehors de l'Union de bénéficier des règles d'instance directe pour résoudre son litige dans l'Espace européen de justice. Dans un tel cas, la personne domiciliée à l'étranger, même impécunieuse, ne pourra pas se prévaloir de la Directive afin de faciliter l'octroi d'une aide judiciaire ou de bénéficier des normes minimales qu'elle met en place. Néanmoins, il ne faut pas occulter le droit conventionnel des États membres en la matière⁸²⁴, la Directive prévoyant ses relations avec d'autres instruments⁸²⁵. Il s'agit notamment de l'Accord européen sur la transmission des demandes d'assistance judiciaire (et son Protocole additionnel)⁸²⁶ et de

⁸²¹ Art. 46 Règlement Bruxelles I refondu ; cf. *infra*, §340.

⁸²² P. GUEZ *et al.*, « À propos du rapport d'évaluation du Règlement Bruxelles 44/2001 : les prémisses de B1 bis ? », *Gaz. Pal.*, mars 2008, n°82, p. 4, spéc. §37 ; C. NOURISSAT, « Directive 2003/8/CE du Conseil du 27 janvier 2003 visant à améliorer l'accès à la justice dans les affaires transfrontières en matière civile et commerciale », *préc.*, spéc. §14.

⁸²³ Le Danemark ne participe pas à l'ELSJ : la Directive 2003/8/CE n'y produit aucun effet. Par conséquent, une partie impécunieuse domiciliée dans cet ÉM ne peut pas bénéficier du régime d'aide judiciaire accordé par cet instrument (V° art. 1 §3 Directive 2003/8/CE).

⁸²⁴ Seules les conv. multilatérales sont ici étudiées (cf. Annexe I, fig. 1.2). Il ne faut pas oublier l'existence des conv. bilatérales portant sur l'aide judiciaire, V° par ex. pour la France, B. STURLESE, « Accès à la justice », *Rép. droit international*, Dalloz, déc. 1998 (maj. mars 2009), spéc. §52.

⁸²⁵ Art. 20 Directive 2003/8/CE.

⁸²⁶ Accord européen sur la transmission des demandes d'assistance judiciaire, 22 mars 1977, Strasbourg, STE n°92 (vig. 28 févr. 1977 ; cf. Annexe I, tabl. 1.1) ; Protocole additionnel à l'Accord européen sur la

la Convention de La Haye tendant à faciliter l'accès international à la justice⁸²⁷. Par conséquent, même si l'application spatiale de la Directive 2003/8/CE est restreinte, le maillage d'instruments conventionnels des États membres doit permettre aux justiciables de pouvoir se prévaloir d'un des instruments conventionnels⁸²⁸. Cela étant, ces deux conventions ne portent pas sur les mêmes points : il ne s'agit que de mécanismes de transmission des demandes d'un État à l'autre⁸²⁹. C'est le cas de l'Accord européen qui se limite à instaurer un mécanisme de transfert des demandes entre les États contractants pour toutes les personnes domiciliées sur l'un de ces États⁸³⁰. Il n'harmonise ni les conditions d'octroi, ni l'étendue de l'aide apportée. Seul son Protocole additionnel reconnaît que l'aide judiciaire doit couvrir les relations entre l'avocat et la partie qui en fait la demande⁸³¹. Mais son impact est minime étant donné le peu d'États à l'avoir ratifié (dix, dont seulement huit États membres). Il en va sensiblement de même pour la Convention de La Haye de 1980. Celle-ci reste muette sur l'étendue exacte de l'aide, à ceci près qu'elle prévoit que cette dernière doit couvrir la consultation juridique⁸³². Par ailleurs, le mécanisme qu'elle instaure est plus limité que celui de l'Accord européen puisqu'il ne bénéficie qu'aux ressortissants, c'est-à-dire aux nationaux des États contractants. Seule la Directive 2003/8/CE apporte véritablement des garanties harmonisées⁸³³. Malgré le peu d'harmonisation apportée par le droit conventionnel, il faut toutefois saluer la mise en place des mécanismes qui facilitent les démarches des parties impécunieuses.

La Directive 2008/52/CE et les instruments de droit conventionnel mettent en place un maillage de mécanismes d'échanges dans l'Espace européen de justice pour faciliter les demandes d'aide judiciaire des personnes impécunieuses afin qu'elles obtiennent une aide financière. Il faut reconnaître que les mécanismes facilitent les demandes et, dans une moindre proportion, l'accès à la justice. Seule la Directive 2008/52/CE vient véritablement harmoniser, *a minima*, les conditions d'octroi

transmission des demandes d'assistance judiciaire, 4 oct. 2001, Moscou, STE n°179 (vig. 1^{er} sept. 2002 ; cf. Annexe I, tabl. 1.1).

⁸²⁷ Convention tendant à faciliter l'accès international à la justice, 25 oct. 1980, La Haye, Recueil des conventions de La Haye n°29 (vig. 1^{er} mai 1988 ; cf. Annexe I, tabl. 1.1).

⁸²⁸ Cf. Annexe I, fig. 1.2 : cet annexe représente graphiquement l'étendue géographique des différents instruments cités dans l'UE et l'AELE.

⁸²⁹ B. STURLÈSE, « Accès à la justice », *Rép. droit international, préc.*, spéc. §§41 à 51.

⁸³⁰ Art. 1^{er} Accord européen (1977).

⁸³¹ Art. 3 Protocole additionnel à l'Accord européen sur la transmission des demandes d'assistance judiciaire, *préc.*

⁸³² Art. 2 Conv. La Haye (1980).

⁸³³ Art. 7 à 11 Directive 2003/8/CE.

et l'étendue de l'aide dans le droit procédural national des États membres contribuant réellement à l'objectif d'accès à la justice.

2. La procédure de règlement des petits litiges

185. Le Règlement n°861/2007 a instauré une procédure européenne unifiée relative au règlement des petits litiges. Elle vise en effet à résoudre les litiges portant sur des créances de toute nature⁸³⁴ en matière civile et commerciale⁸³⁵ et à la condition que le montant de la demande ne dépasse pas 2 000 €⁸³⁶. Cette procédure vise à accélérer et simplifier le règlement des petits litiges transfrontières⁸³⁷, mais aussi et surtout à en réduire le coût⁸³⁸. De nombreuses dispositions contribuent à cet objectif. Tout d'abord, la procédure est écrite et ne nécessite pas forcément une audience⁸³⁹, écartant les coûts d'un possible déplacement dans un autre État membre. De plus, la représentation par un avocat n'est pas obligatoire et une assistance doit être fournie par les États membres pour aider le demandeur à remplir le formulaire de demande⁸⁴⁰. Enfin, la partie qui succombe supporte les frais de la procédure, mais le remboursement des dépens est limité aux actes indispensables ou proportionnés⁸⁴¹. Dans son rapport sur l'application du Règlement, la Commission a relevé que cet objectif a été partiellement relevé⁸⁴². En effet, elle souligne dans sa proposition de modification de l'instrument que le relèvement du plafond contribuerait encore davantage à la réduction des coûts relatifs aux litiges transfrontières puisque 30 % de ces derniers portent sur des demandes entre 2 000 et 10 000 €⁸⁴³. Le

⁸³⁴ M. NIOCHE, « Règlement (CE) n°861/2007 du 11 juillet 2007 instituant une procédure européenne de règlement des petits litiges », in L. CADIET, E. JEULAND, S. AMNRANI-MEKKI, dir., *Droit processuel civil de l'Union européenne*, LexisNexis, 2011, p. 277, spéc. §749.

⁸³⁵ *Ibid.*, spéc. §748.

⁸³⁶ Art. 2 §1 Règlement n°861/2007.

⁸³⁷ Art. 1^{er} al. 1 Règlement n°861/2007 ; à cette fin, des délais sont prévus. Il faut souligner que cet objectif a été atteint puisqu'en moyenne la résolution de ce type de litiges transfrontières est passée de 2 ans et 5 mois à 5 mois en moyenne : Rapport de la Commission au Parlement européen, au Conseil et au Comité économique et social européen sur l'application du règlement (CE) n°861/2007 du Parlement européen et du Conseil du 11 juillet 2007 instituant une procédure européenne de règlement des petits litiges, COM(2013) 795 final du 19 nov. 2013, spéc. pt. 2.

⁸³⁸ Art. 1^{er} al. 1 Règlement n°861/2007.

⁸³⁹ Art. 5 et 8 Règlement n°861/2007.

⁸⁴⁰ Art. 10 et 11 Règlement n°861/2007.

⁸⁴¹ Art. 16 Règlement n°861/2007.

⁸⁴² Rapport de la Commission au Parlement européen, au Conseil et au Comité économique et social européen sur l'application du règlement (CE) n°861/2007..., *préc.*, spéc. pt. 2.

⁸⁴³ Proposition de Règlement du Parlement européen et du Conseil modifiant le règlement (CE) n°861/2007 du Parlement européen et du Conseil du 11 juillet 2007 instituant une procédure européenne de règlement des petits litiges et le règlement (CE) n°1896/2006 du Parlement européen et du Conseil du 12 décembre 2006 instituant une procédure européenne d'injonction de payer, COM(2013) 794 final du 19 nov. 2013, 2013/0403(COD),

rapport et la proposition de la Commission, ainsi que le Règlement lui-même, démontrent l'intérêt que porte l'Union européenne à tenter de réduire les coûts des procédures transfrontières afin d'améliorer l'accès à la justice. En 2015, le Règlement n°2015/2421 modifiant la procédure de règlement des petits litiges et la procédure européenne d'injonction de payer a été adopté⁸⁴⁴. Ce dernier poursuit l'objectif de réduction des coûts des procédures transfrontières⁸⁴⁵ en relevant le plafond de la procédure de 2 000 à 5 000 €⁸⁴⁶. Par ailleurs, l'aide pratique des États membres pour assister les parties est détaillée : cette aide est gratuite et les États doivent renforcer les informations relatives à cette procédure⁸⁴⁷. Cette accentuation de l'obligation d'informations relatives à la procédure répond à une critique majeure soulignée dans le rapport de la Commission : le manque de notoriété de la procédure⁸⁴⁸. Si l'augmentation du plafond de la demande permettant d'utiliser la procédure de règlement européenne des petits litiges emporte l'approbation, puisqu'elle va permettre à un plus grand nombre de litiges transfrontières de bénéficier de cette procédure, l'effet concret des mesures visant la notoriété de l'instrument ont du mal à convaincre. L'Union et les États membres devraient suivre les recommandations du Parlement européen et opter pour de larges campagnes d'information en utilisant internet et notamment l'ensemble des portails électroniques⁸⁴⁹. Enfin, d'autres mesures visent également la réduction des coûts de procédure, tel qu'un renforcement du caractère écrit de la procédure et l'encouragement de l'usage des TIC⁸⁵⁰. En tout état de cause, l'Union poursuit ses efforts pour diminuer les coûts relatifs aux procédures transfrontières afin d'améliorer l'accès à la justice dans l'Espace européen de justice.

spéc. pt. 1.2 et 3.1.1 ; V° aussi Rapport de la Commission au Parlement européen, au Conseil et au Comité économique et social européen sur l'application du règlement (CE) n°861/2007..., *préc.*, spéc. pt. 3.1 ; cons. n°2 Règlement n°2015/2421.

⁸⁴⁴ Règlement (UE) n°2015/2421 du Parlement européen et du Conseil du 16 déc. 2015 modifiant le règlement (CE) n°861/2007 instituant une procédure européenne de règlement des petits litiges et le règlement (CE) n°1896/2006 instituant une procédure européenne d'injonction de payer, JOUE L 341/1 du 24 déc. 2015. Les modifications apportées seront applicables à partir du 14 juil. 2017 (art. 3 Règlement n°2015/2421).

⁸⁴⁵ Cons. n°3 et 4 Règlement n°2015/2421.

⁸⁴⁶ Art. 1^{er} §1 Règlement n°2015/2421.

⁸⁴⁷ Art. 1^{er} §7 Règlement n°2015/2421.

⁸⁴⁸ Rapport de la Commission au Parlement européen, au Conseil et au Comité économique et social européen sur l'application du règlement (CE) n°861/2007..., *préc.*, spéc. pt. 9 : 86 % des citoyens européens n'ont jamais entendu parler de cette procédure, de même que 50 % des juridictions nationales.

⁸⁴⁹ V° Résolution du Parlement européen du 11 juin 2013 sur l'amélioration de l'accès à la justice : aide judiciaire accordée dans le cadre des litiges civils et commerciaux transfrontaliers (2012/2101(INI)), P7_TA(2013)0240, JOUE C 65/12 du 19 févr. 2016, spéc. pt. 8 à 10.

⁸⁵⁰ Sur ce point, cf. *infra*, §263.

3. Le recours collectif

186. Malgré la possibilité de demander une aide judiciaire ou de se prévaloir de la procédure de règlement des petits litiges, il subsiste des cas dans lesquels une personne subissant un préjudice n'intentera pas d'action en justice. La raison principale repose sur le montant du dommage, souvent très faible⁸⁵¹. Néanmoins, si le préjudice est négligeable pour chaque personne considérée, il peut être important au regard de la taille du marché si le dommage est causé à plusieurs personnes : il faut alors parler d'un *préjudice de masse*⁸⁵². C'est pour répondre à cette préoccupation que la Commission a publié un Livre vert sur les recours collectifs des consommateurs en 2008⁸⁵³. Il vise précisément ces situations et souligne les disparités en la matière dans le droit procédural des États membres⁸⁵⁴. Le recours collectif y est envisagé comme une solution permettant justement d'améliorer l'accès à la justice des consommateurs⁸⁵⁵, sans toutefois être l'unique remède proposé⁸⁵⁶. C'est dans ce contexte qu'en 2013, la Commission a adopté une recommandation relative aux mécanismes de recours collectifs⁸⁵⁷. Cette procédure y est érigée comme la solution la plus efficace pour répondre aux préjudices de masse et doit permettre « [d'améliorer] l'accès à la justice, en particulier lorsque le coût des actions individuelles risque de dissuader les particuliers lésés de saisir la justice »⁸⁵⁸. Contrairement à ce qui était envisagé par le Livre vert, la Recommandation ne limite pas ses effets aux consommateurs, mais a vocation à bénéficier aussi bien aux personnes physiques qu'aux personnes morales⁸⁵⁹. Elle prévoit une série de principes devant être mis en œuvre par les États membres au sujet des recours collectifs.

⁸⁵¹ Par ex., dans une affaire au Portugal où une surfacturation des consommateurs a donné lieu à un recours collectif où le bénéfice moyen tiré par le consommateur était de 32 € (Livre vert de la Commission sur les recours collectifs pour les consommateurs, COM(2008) 794 final du 27 nov. 2008, spéc. §12) : il n'est pas invraisemblable d'imaginer que le montant faible du bénéfice tiré est dissuasif au regard des coûts, même minimes, que peuvent entraîner une procédure.

⁸⁵² Livre vert de la Commission sur les recours collectifs pour les consommateurs, *préc.*, spéc. §15.

⁸⁵³ Livre vert de la Commission sur les recours collectifs pour les consommateurs, *préc.*

⁸⁵⁴ *Ibid.*, spéc. §10.

⁸⁵⁵ *Ibid.*, spéc. §15.

⁸⁵⁶ *Ibid.*, spéc. §§16 et 17, constatant not. que le recours aux MARL peut constituer une solution, certes peu efficace pour permettre la réparation d'un préjudice de masse ; il faut cependant noter que depuis ce Livre vert, le nouveau mécanisme de plateforme RLL est entré en vigueur – il vise not. la réduction des coûts des procédures transfrontières pour les consommateurs et favorise leur accès à la justice : cf. *infra*, §267.

⁸⁵⁷ Recommandation 2013/396/UE de la Commission du 11 juin 2013 relative à des principes communs applicables aux mécanismes de recours collectifs en cessation et en réparation dans les États membres en cas de violation de droits conférés par le droit de l'Union, JOUE L 201/60 du 26 juil. 2013.

⁸⁵⁸ Recommandation 2013/396/UE, spéc. cons. n°9 (emphases ajoutées) et 10 ; confirmé par le §1 de l'instrument qui précise que "la (...) recommandation vise à faciliter l'accès à la justice".

⁸⁵⁹ Recommandation 2013/396/UE, spéc. cons. n°6 et §3 (b).

Si l'adoption de ladite Recommandation doit être saluée en ce qu'elle doit réellement permettre un meilleur accès à la justice, notamment par l'éviction de l'obstacle matériel que représente le coût des procédures transfrontières⁸⁶⁰, il faut regretter sa faible force contraignante. En effet, il ne s'agit que d'une recommandation⁸⁶¹. Néanmoins, la Recommandation 2013/396/UE prévoit que les États membres doivent « mettre en œuvre les principes énoncés (...) d'ici au 26 juillet 2015 »⁸⁶². Cette disposition est peu commode et se retrouve habituellement dans les directives. En tout état de cause, il semble difficile d'obliger les États membres à transposer les principes de cette recommandation avant une date butoir. Elle a cependant le mérite d'inciter avec plus de force l'intégration des mesures en droit national pour améliorer l'accès à la justice en matière de réparation des préjudices de masse.

187. Qu'il s'agisse de l'aide judiciaire, de la procédure européenne unifiée de règlement des petits litiges ou encore de la recommandation visant l'instauration d'un recours collectif, le droit de la coopération judiciaire essaie de trouver des solutions pour pallier les difficultés relatives aux coûts des procédures pour favoriser l'accès au juge.

§ 2. L'encadrement des procédures transfrontières

188. Dans le déroulement d'une procédure portant sur un litige interne, les parties et la juridiction compétente ont besoin d'effectuer un certain nombre d'actes de procédure. Ceux-ci sont nécessaires pour conduire le procès à son terme. En matière de résolution des litiges transfrontières, ces actes n'en sont pas moins nécessaires. Ils se confrontent toutefois à la difficulté de l'extranéité. Comme s'assurer la transmission des actes, tel que l'acte introductif d'instance, dans un autre État membre ou vers un État tiers ? Si la juridiction compétente a besoin d'instruire sur le litige qu'elle doit résoudre, peut-elle demander des actes d'instruction à l'étranger ? Sans coopération entre les différents

⁸⁶⁰ Qui était identifié comme le frein principal aux actions visant la réparation du dommage causé par la violation du droit de l'UE : Livre vert de la Commission sur les actions en dommages et intérêts pour infraction aux règles communautaires sur les ententes et les abus de position dominante, COM(2005) 672 final du 19 déc. 2005, spéc. 2.6 ; Livre blanc de la Commission sur les actions en dommages et intérêts pour infraction aux règles communautaires sur les ententes et les abus de position dominante, COM(2008) 165 final du 2 avr. 2008, spéc. pt. 2.8

⁸⁶¹ Sans doute dû au fait que la Recommandation ne vise pas que les situations transfrontières : sur ce point, V° G. MONTAGNIER, T. DEBARD, « Droit de l'Union européenne et procédure civile », *Rép. procédure civile*, Dalloz, mars 2014, spéc. §6.

⁸⁶² Recommandation 2013/396/UE, spéc. §38.

ordres judiciaires impliqués dans le litige transfrontière, les parties et le juge compétent voient leur possibilité d'effectuer certains actes de procédure réduite. Dès lors, pour assurer effectivement l'accès à la justice, un encadrement des procédures transfrontières est nécessaire pour permettre une coopération judiciaire une fois le juge compétent saisi. Conscient de ces difficultés, le droit de la coopération judiciaire, comme le droit procédural conventionnel avant lui, a mis en place des mécanismes de coopération permettant à ces actes d'être notifiés (**A**) ou exécutés (**B**) dans un autre pays.

A. Faciliter la transmission des actes à l'étranger

189. La transmission des actes dans le contexte transfrontière. « La notification est la formalité par laquelle on porte un acte à la connaissance d'une personne ». La signification est, quant à elle, une forme particulière de notification⁸⁶³. Les deux notions sont ici considérées comme synonymes. Dans les deux cas, il s'agit de contribuer à la réalisation des droits du destinataire de l'acte⁸⁶⁴, mais elles peuvent aussi conditionner les droits de l'émetteur de l'acte⁸⁶⁵. Si l'objectif varie, la difficulté est la même : il faut permettre la transmission transfrontière de ces actes.

Chaque État dispose de son propre système de notification régissant à la fois les situations internes et internationales⁸⁶⁶. Dans le cadre d'une procédure nationale, le droit procédural interne de l'État concerné va s'appliquer à la notification : sa forme, son contenu et son encadrement procédural. Néanmoins, lorsque la situation est internationale, l'extranéité devient un facteur de complexité : la distance entre les parties peut être plus grande, accroissant les délais de la notification ; la langue entre les parties peut être différente, tout comme la législation relative aux notifications entre l'État où est

⁸⁶³ S. GUINCHARD, C. CHAINAIS, F. FERRAND, *Procédure civile...*, *op. cit.*, spéc. §887.

⁸⁶⁴ M. CHARDON *et al.*, *Transmission, signification ou notification des actes*, LexisNexis, 2^e éd., 2014, spéc. §1.

⁸⁶⁵ Par ex. pour l'exécution d'une décision de justice où cette dernière doit avoir été notifiée à celui contre qui elle doit l'être : art. 45 §1 (b) et 46 Règlement Bruxelles I refondu.

⁸⁶⁶ Pour les situations internationales, les règles adoptées peuvent être soit unilatérales, soit bilatérales (par le biais de conventions multilatérales, par ex. : Convention relative à la signification et à la notification à l'étranger des actes judiciaires et extrajudiciaires en matière civile et commerciale, 15 nov. 1965, La Haye, Recueil des conventions de La Haye, n°14 (vig. 10 févr. 1969 ; cf. Annexe I, tabl. 1.1) ; ou de conventions bilatérales, par ex. en France : *Convention entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement des Émirats arabes unis relative à l'entraide judiciaire, la reconnaissance et l'exécution des décisions en matière civile et commerciale*, 9 sept. 1991, Paris, JORF n°70 du 24 mars 1993, p. 4547 (vig. 1^{er} mai 1993)). Sur le système de notification de droit commun français, V°, par ex., S. GUINCHARD, C. CHAINAIS, F. FERRAND, *Procédure civile...*, *op. cit.*, spéc. §§888 à 925.

domicilié l'émetteur de l'acte et celle de l'État où il doit être acheminé⁸⁶⁷. En l'absence de coopération entre les États pour faciliter la transmission des actes, l'accès à la justice est amoindri. Le droit procédural national relatif à la notification des actes peut devenir un obstacle. En effet, si un État refuse de reconnaître la notification en provenance d'un autre, ou refuse *in fine* l'exécution d'une décision étrangère au motif que la notification a suivi les modalités du droit de l'État d'origine, l'effectivité de l'accès à la justice peut être remise en cause. Une coopération est alors indispensable. Celle-ci doit alors permettre la bonne exécution des notifications transfrontières pour préserver le droit des parties, mais doit également diminuer les obstacles matériels qui peuvent affecter ladite procédure.

190. *L'appréhension des notifications transfrontières par le droit de l'Union européenne.* En matière de compétence internationale, l'Union européenne édicte des règles d'instance directes qui doivent être respectées. Elles imposent ou permettent au demandeur de saisir la juridiction de l'État membre qu'elles désignent. Si la règle générale est applicable (*actor sequitur forum rei*), c'est le droit procédural de l'État membre où est domicilié le défendeur qui s'applique et aucune disposition particulière n'est nécessaire pour notifier l'acte introductif d'instance à ce dernier⁸⁶⁸. Cette règle générale facilite non seulement l'accès au juge, mais elle permet également d'assurer l'effectivité de la notification du défendeur, garantissant l'accès à la justice de ce dernier. Néanmoins, une difficulté se pose lorsque le défendeur n'est pas domicilié sur le territoire de l'État membre de la juridiction désignée par le droit de la coopération judiciaire⁸⁶⁹. Un Règlement n°1348/2000 a été adopté à cet effet en 2000⁸⁷⁰. À la suite d'un rapport en demi-teinte⁸⁷¹, il a été révisé en 2007 pour laisser la place au Règlement n°1393/2007 relatif à la signification et à la notification des actes judiciaires et extrajudiciaires en

⁸⁶⁷ M. CHARDON *et al.*, *Transmission, signification ou notification des actes*, *op. cit.*, spéc. §§3 et 4.

⁸⁶⁸ Art. 1^{er} §1 Règlement n°1393/2007 : cet instrument s'applique seulement si l'acte doit être transmis "d'un État membre à un autre". Il en va de même pour le droit conventionnel qui, lorsqu'il existe, s'applique *mutatis mutandis* entre les États contractants (V° art. 1^{er} Conv. La Haye (1954) ; art. 1^{er} Conv. La Haye (1965)).

⁸⁶⁹ Une convention avait été adoptée en la matière dans le cadre du Traité de Maastricht, mais elle n'est jamais entrée en vigueur : Convention établie sur la base de l'article K.3 du traité sur l'Union européenne, relative à la signification et à la notification dans les États membres de l'Union européenne des actes judiciaires et extrajudiciaires en matière civile ou commerciale, JOCE C 261/2 du 27 août 1997.

⁸⁷⁰ Règlement (CE) n°1348/2000 du Conseil du 29 mai 2000 relatif à la signification et à la notification dans les États membres des actes judiciaires et extrajudiciaires en matière civile et commerciale, JOCE L 160/37 du 30 juin 2000 ; le Danemark a conclu un accord avec la CE pour prendre part audit Règlement : Accord entre la Communauté européenne et le Royaume de Danemark sur la signification et la notification des actes judiciaires et extrajudiciaires en matière civile et commerciale, *préc.*

⁸⁷¹ Rapport de la Commission au Conseil, au Parlement européen et au Comité économique et social européen sur l'application du règlement (CE) n°1348/2000 relatif à la signification et à la notification dans les États membres des actes judiciaires et extrajudiciaires en matière civile et commerciale, COM(2004) 603 final du 1^{er} oct. 2004.

matière civile et commerciale⁸⁷². Cet instrument est entièrement dédié à la transmission des actes et aux effets de l'absence de notification de l'acte introductif d'instance pour les litiges transfrontières. Il s'applique dans tous les États membres, y compris au Danemark⁸⁷³. Il n'est cependant pas le seul qui vient réguler la transmission internationale des actes. Il revient aux instruments relatifs aux règles d'instance directe et à la reconnaissance et l'exécution des décisions de préciser le moment, le contenu et les effets de l'acte à notifier, sans pour autant s'intéresser à son mode de transmission⁸⁷⁴. De plus, les procédures européennes unifiées prévoient également des dispositions relatives à la notification des actes : aussi bien sur l'opportunité de la notification d'un acte, que sur son contenu, son mode de transmission et ses effets⁸⁷⁵, jusqu'à obliger indirectement les États membres à modifier leur droit interne en la matière⁸⁷⁶. Le droit de la coopération judiciaire de l'Union européenne en ressort morcelé en matière de notification des actes judiciaires et extrajudiciaires entre les États membres⁸⁷⁷. Malgré tout, le Règlement n°1393/2007 constitue le droit commun de la transmission des actes entre les États membres de l'Union européenne. Il est en effet celui auquel renvoie le Règlement

⁸⁷² Règlement (CE) n°1393/2007 du Parlement européen et du Conseil du 13 nov. 2007 relatif à la signification et à la notification dans les États membres des actes judiciaires et extrajudiciaires en matière civile et commerciale (« signification ou notification des actes »), et abrogeant le règlement (CE) n°1348/2007 du Conseil, JOUE L 324/79 du 10 déc. 2007.

⁸⁷³ Accord entre la Communauté européenne et le Royaume de Danemark sur la signification et la notification des actes judiciaires et extrajudiciaires en matière civile et commerciale, *préc.* Cet accord a été étendu au Règlement n°1393/2007 : Accord entre la Communauté européenne et le Royaume de Danemark sur la signification et la notification des actes judiciaires et extrajudiciaires en matière civile et commerciale, JOUE L 331/21 du 10 déc. 2008.

⁸⁷⁴ C'est not. le cas du Règlement Bruxelles I refondu : il apporte des précisions sur l'absence de notification de l'acte introductif d'instance au stade de la vérification de la compétence et de la recevabilité (art. 28 §2) et en matière de reconnaissance et d'exécution des décisions (art. 45 §1 (b)) ; il impose ég. la notification de certains actes pour permettre l'exécution d'une décision rendues par les juridictions d'un autre ÉM (art. 43). Il en va de même pour la Conv. Bruxelles (1968), la Conv. Lugano (2007) et la Conv. La Haye (2005) qui contiennent le même type de dispositions.

⁸⁷⁵ V° les Règlements n°807/2005, n°1896/2006, n°861/2007 et n°655/2014.

⁸⁷⁶ Le Règlement n°805/2004 prévoit des normes minimales applicables aux procédures (art. 12 et s.) qui peuvent s'appliquer dans des situations internes (par une vérification *ex post*) : en effet, si le TEE vise l'exécution des créances incontestées tirées d'une décision judiciaire dans un autre ÉM, «le règlement ne limite pas son application aux situations qui sont transfrontalières au moment où une décision ou un acte authentique est rendue ou dressé» (A. HUET, « Titre exécutoire européen », *Rép. droit européen*, Dalloz, août 2006, spéc. §5) : le juge saisi d'une demande de certification étant tenu de vérifier *a posteriori* le respect de ces normes (art. 6 §1 (c) Règlement n°805/2004), la procédure nationale doit avoir respecté lesdites conditions de notification du droit de l'UE (art. 13 ou 14 Règlement n°805/2004). Cette application aux procédures internes explique le grand nombre de techniques retenues (M.-L. NIBOYET, G. DE GEOUFFRE DE LA PRADELLE, *Droit international privé*, *op. cit.*, spéc. §812, sauf à ce que le litige ayant donné à la décision contenant une créance incontestée soit internationale : dans ce cas, c'est le Règlement n°1393/2007 qui est applicable si le défendeur est domicilié sur le territoire d'un ÉM de l'UE, ou la Conv. La Haye (1965), s'il est domicilié sur le territoire d'un État contractant, ou encore, le droit national, revu et corrigé par le Règlement n°805/2004, s'il est domicilié sur le territoire d'un État tiers).

⁸⁷⁷ J. BAUCHY, *L'espace civil européen : d'une structure substantielle à une construction processuelle*, thèse dirigée par M. ATTAL, Université Toulouse 1 Capitole, 2014, spéc. §269.

Bruxelles I refondu⁸⁷⁸, mais aussi, de manière subsidiaire, les procédures européennes unifiées (directement⁸⁷⁹ ou indirectement⁸⁸⁰), même si ces dernières énoncent également des règles en la matière. Enfin, il faut souligner le projet d'accord avec les pays de l'AELE envisagé en 2013 à la suite du rapport sur le Règlement n°1393/2007⁸⁸¹. Cette convention d'initiative unioniste viserait à régir la signification et la notification des actes judiciaires et extrajudiciaires entre l'Union européenne, l'Islande, la Norvège et la Suisse pour faciliter le fonctionnement de la Convention de Lugano. À ce jour, le projet n'a toujours pas été concrétisé.

191. *L'appréhension des notifications transfrontières par le droit conventionnel.* Il faut cependant souligner l'existence de mécanismes conventionnels précédant celui posé par le Règlement n°1393/2007⁸⁸². Outre la possibilité pour les États de faciliter les notifications transfrontières par le biais de conventions bilatérales, la Conférence de La Haye de droit international privé s'est saisie très tôt de la question. En 1905 déjà, la Convention relative à la procédure civile mettait en place une procédure transfrontière pour la notification des actes judiciaires et extrajudiciaires pour passer outre les difficultés précédemment décrites⁸⁸³. Remplacée en 1954 par une nouvelle Convention reprenant les mêmes dispositions⁸⁸⁴, la notification transfrontière des actes judiciaires et extrajudiciaires a été modernisée en 1965 avec l'adoption de la Convention relative à la signification et la notification à l'étranger des actes judiciaires et extrajudiciaires en matière civile ou commerciale. En plus de la voie diplomatique et postale, cet instrument facilite la transmission des actes entre États contractants par le biais d'une autorité centrale. Avant l'adoption du Règlement n°1348/2000 et n°1393/2007, les États membres de l'Union européenne (à l'exception de l'Autriche⁸⁸⁵), utilisaient cette convention pour

⁸⁷⁸ Art. 28 §3 Règlement Bruxelles I refondu.

⁸⁷⁹ Art. 28 Règlement n°805/2004 et art. 27 Règlement n°1896/2006 (à lire à la lumière de l'art. 25 §2 Règlement n°1393/2007) ; art. 48 (a) Règlement n°655/2014.

⁸⁸⁰ Par le truchement du renvoi au Règlement n°805/2004 ou au Règlement n°1896/2006 (dans sa nouvelle version ; V° art. 1^{er} §8 Règlement n°2015/2421) inscrit à l'art. 13 Règlement n°861/2007.

⁸⁸¹ Rapport de la Commission au Parlement européen, au Conseil et au Comité économique et social européen sur l'application du règlement (CE) n°1393/2007 du Parlement européen et du Conseil relatif à la signification et à la notification dans les États membres des actes judiciaires et extrajudiciaires en matière civile et commerciale (« signification ou notification des actes »), COM(2013) 858 final du 4 déc. 2013, spéc. pt. 4.3.

⁸⁸² *Ibid.*, spéc. pt. 1

⁸⁸³ Convention relative à la procédure civile, 17 juil. 1905, La Haye (vig. 27 avr. 1909), spéc. art. 1 à 7.

⁸⁸⁴ Convention relative à la procédure civile, 1^{er} mars 1954, La Haye, Recueil des conventions de La Haye, n°2 (vig. 12 avr. 1957 ; cf. Annexe I, tabl. 1.1), spéc. art. 1 à 7.

⁸⁸⁵ L'Autriche doit cependant signer et ratifier la Conv. La Haye (1965) avant le 31 déc. 2017 : art. 2 Décision 2016/414/UE. Pour le moment, dans ses rapports avec les États tiers, c'est donc la

procéder aux notifications transfrontières des actes entre eux. Cet instrument continue de s'appliquer lorsque la notification transfrontière doit être effectuée sur le territoire d'un État contractant tiers. Il complète partiellement – puisque la convention n'est pas universelle⁸⁸⁶ – le droit de l'Union européenne et permet d'assurer la notification transfrontière des actes lorsque le droit de la coopération judiciaire de l'Union européenne s'applique à des litiges rattachés à l'Union européenne⁸⁸⁷.

En définitive, la notification transfrontière des actes judiciaires et extrajudiciaires nécessaire à la résolution des litiges repose donc, dans l'Espace européen de justice, sur le Règlement n°1393/2007 dans sa dimension interne et principalement sur la Convention de La Haye de 1965 dans sa dimension externe.

192. Structuration de la notification transfrontière des actes. Le Règlement n°1393/2007 met en place, en plus des mécanismes classiques en la matière⁸⁸⁸, une procédure de coopération des autorités nationales chargées de la signification et notification des actes⁸⁸⁹. Les échanges directs entre ces entités sont encadrés pour garantir l'efficacité et la célérité de la transmission de l'acte à notifier⁸⁹⁰. Cet encadrement de la transmission est fort. La notification *stricto sensu* s'opère ensuite selon le droit procédural national de l'État membre où elle a lieu, sauf demande contraire de la part de l'entité d'origine⁸⁹¹. À l'inverse, la Convention de La Haye de 1965 ne

Conv. La Haye (1954) qui continue à s'appliquer en Autriche ; c'est not. le cas pour les procédures transfrontières avec l'Islande, la Norvège et la Suisse ; cf. Annexe I, fig. 1.3.

⁸⁸⁶ Il faut tout de même remarquer le succès de l'instrument puisque 71 États ont ratifiés la Conv. La Haye (1965) (au 20 juil. 2016). V° état du texte : <<http://www.hcch.net/>> ; cf. Annexe V, tabl. 5.1.

⁸⁸⁷ Il faut d'ailleurs souligner que l'art. 28 §4 Règlement Bruxelles I refondu et l'art. 26 §3 Conv. Lugano renvoient à la Conv. La Haye (1965) pour la transmission des actes introductifs d'instance lorsque cette dernière s'opère sur le territoire d'un État tiers à l'UE ayant ratifié ladite convention.

⁸⁸⁸ Le Règlement n°1393/2007 permet en effet le recours à la notification et la signification par voie diplomatique ou consulaire (art. 12 et 13) ; J.-P. RELMY, « Règlement (CE) n°1393/2007 du 13 novembre 2007 relatif à la signification et à la notification dans les États Membres des actes judiciaires et extrajudiciaires en matière civile et commerciale et abrogeant le règlement (CE) n°1348/2000 du Conseil », in L. CADIET, E. JEULAND, S. AMRANI-MEKKI, dir., *Droit processuel civil de l'Union européenne*, LexisNexis, 2011, p. 217, spéc. §620.

⁸⁸⁹ Il s'agit d'un système d'entités désignées par les ÉM, lesquelles sont en charge de la transmission des actes et des formulaires associés ; art. 2 et 3 Règlement n°1393/2007. Sur ce point, V° J.-P. RELMY, « Règlement (CE) n°1393/2007 du 13 novembre 2007 relatif à la signification et à la notification dans les États Membres des actes judiciaires et extrajudiciaires en matière civile et commerciale et abrogeant le règlement (CE) n°1348/2000 du Conseil », *op. cit.*, spéc. §§610 à 615. Par ailleurs, il est ég. possible de notifier un acte judiciaire ou extrajudiciaire par la voie postale (art. 14 Règlement n°1393/2007).

⁸⁹⁰ *Ibid.*, spéc. §§616 à 634. Il faut d'ailleurs noter que les Règlements n°1348/2000 et n°1393/2007 ont tous les deux contribué à accélérer les notifications transfrontières grâce aux rapports directs créés entre les entités : Rapport de la Commission au Conseil, au Parlement européen et au Conseil économique et social européen, sur l'application du règlement (CE) n°1348/2000..., *préc.*, spéc. pt. 2.1 ; Rapport de la Commission au Parlement européen, au Conseil et au Comité économique et social européen sur l'application du règlement (CE) n°1393/2007..., *préc.*, spéc. pt. 3.3.

⁸⁹¹ Art. 7 §1 Règlement n°1393/2007.

permet que des transmissions d'actes à notifier semi-directes : une autorité centrale est désignée dans chaque État contractant. Cette entité est chargée de recevoir les demandes de notification d'actes⁸⁹² et de procéder ou de faire procéder à la notification⁸⁹³. Il s'agit de la méthode principale de transmission des actes⁸⁹⁴. Contrairement aux entités désignées par le Règlement n°1393/2007, l'autorité centrale n'est pas nécessairement habilitée à procéder à la notification de l'acte⁸⁹⁵. Par ailleurs, la procédure de notification transfrontière n'est pas enfermée dans des délais précis⁸⁹⁶. Il faut toutefois observer que les échanges sont également standardisés par l'usage de formulaires accompagnant les demandes de notification des actes. En tout état de cause, aussi bien le Règlement n°1393/2007 pour les notifications entre États membres (et les autres instruments y relatifs), que la Convention de La Haye de 1965 pour les notifications avec les États tiers, participent ensemble à la structuration de la coopération judiciaire nécessaire à la notification transfrontière des actes judiciaires ou extrajudiciaires. Cette coopération, plus ou moins encadrée, vise un objectif d'efficacité et de célérité⁸⁹⁷ de la transmission et de la notification transfrontière des actes. Il faut d'ailleurs soulever les progrès réalisés depuis l'entrée en vigueur de ces instruments : il y a une nette réduction de la durée de la transmission des actes dans l'Espace européen de justice, mais aussi vers les États contractants de la Convention de La Haye⁸⁹⁸. Par conséquent, l'accès à la justice est amélioré.

⁸⁹² Art. 2 Conv. La Haye (1965).

⁸⁹³ Art. 5 Conv. La Haye (1965).

⁸⁹⁴ À côté du système de transmission par l'autorité centrale, la Conv. La Haye (1965) permet toujours la transmission par voie consulaire (art. 8 et 9) ou encore par voie postale (art. 10).

⁸⁹⁵ Alors que dans le cadre du Règlement n°1393/2007, les entités d'origine sont "[compétentes] pour transmettre les actes judiciaires ou extrajudiciaires aux fins de signification ou de notification dans un autre État membre" (art. 2 §1) et les entités requises sont "[compétentes] pour recevoir les actes judiciaires ou extrajudiciaires en provenance d'un autre État membre" (art. 2 §2).

⁸⁹⁶ Le Règlement n°1393/2007 prévoit en effet des délais pour les différentes étapes de la procédure de notification transfrontière : la durée totale ne devrait pas excéder un mois à compter de la réception par l'entité requise (cons. n°9).

⁸⁹⁷ Cons. n°9, 10 et 11 Règlement n°1393/2007 : qui rappellent que la coopération mise en place doit permettre une procédure rapide, efficace (délai d'un mois) et efficace (limitant les causes de refus et s'employant à faciliter la communication entre les entités par le biais des formulaires) ; la Conv. La Haye (1965) abonde dans le même sens, précisant dans ses cons. que les États contractants sont "[s]oucieux d'améliorer (...) l'entraide judiciaire mutuelle en simplifiant et en accélérant la procédure".

⁸⁹⁸ Conférence de La Haye de droit international privé, Aperçu Convention notification de La Haye, nov. 2009 (disp. en ligne : <<http://www.hcch.net/>>), spéc. p. 1 : "[le] cadre offert par la Convention est à la fois efficace et effectif – les données statistiques montrent que 66 % des demandes sont exécutées dans un délai de deux mois". Dans le cadre du Règlement n°1393/2007, le délai imparti pour l'exécution de la demande de notification est d'un mois (art. 7 §2) ; cet instrument, tout comme la Conv. La Haye (1965) a permis d'accélérer la signification des actes, même si le délai d'un mois est souvent dépassé : V° Rapport de la Commission au Parlement européen, au Conseil et au Comité économique et social européen sur l'application du règlement (CE) n°1393/2007..., *préc.*, spéc. Annexe I. V° ég. G. MECARELLI, « La signification et la notification transfrontières des actes

193. En matière de transmission des actes, la seule ombre au tableau est relative aux modes de notifications non assortie de la preuve de sa réception par le débiteur ou *via* la voie postale qui sont autorisés par les instruments⁸⁹⁹. Pour les premiers, il n'y a aucun moyen d'avoir la certitude que le destinataire a bien été informé. Ceci pose la question non seulement de l'information de ce dernier, mais aussi des conséquences qu'ils pourraient en tirer en affirmant qu'il n'a jamais réceptionné l'acte alors que c'était le cas. Par ailleurs, les services postaux, même s'ils sont *royaux* dans certains pays comme le souligne Emmanuel GUINCHARD⁹⁰⁰, ne sont pas toujours fiables ; sans parler des envois recommandés qui, comme chacun a déjà pu en faire l'expérience⁹⁰¹, ne sont pas des garanties absolues de livraison⁹⁰². Malgré tout, il faut tout de même admettre l'effet positif de ces mécanismes de transmission des actes pour l'accès à la justice.

B. Faciliter l'obtention des preuves à l'étranger

194. *L'administration de la preuve à l'étranger.* Si les parties doivent produire les éléments de preuve nécessaires pour démontrer le fondement de leurs prétentions, l'autorité compétente doit pouvoir être en mesure de procéder à des actes d'instruction. Ceux-ci doivent permettre au juge « de vérifier la véracité des éléments factuels allégués par les parties, dans la mesure où les pièces et documents communiqués ou produits par les parties lors de l'instruction d'un litige ne suffisent pas à éclairer complètement la religion du tribunal »⁹⁰³. L'autorité compétente pourra adopter une telle mesure qui disposera de l'*imperium* et devra être exécutée sur l'ensemble du territoire national. Dans le cas où la preuve recherchée se situe à l'étranger, ce qui est plus que probable en matière de litiges transfrontières, l'autorité ordonnant l'acte d'instruction sera confrontée

judiciaires et extrajudiciaires en Europe, dix ans après », in M. DOUCHY-LOUDOT, E. GUINCHARD, dir., *La justice civile européenne en marche*, Dalloz, 2012, p. 95, spéc. §2.

⁸⁹⁹ Art. 14 Règlement n°1393/2007 ; art. 14 Règlement n°805/2004 ; art. 14 Règlement n°1896/2006 ; art. 13 §2 Règlement n°861/2007 et art. 13 §4 Règlement n°861/2007 tel que modifié par le Règlement n°2015/2421 ; art. 10 (a) Conv. La Haye (1965).

⁹⁰⁰ E. GUINCHARD, « L'Europe, la procédure civile et le créancier : l'injonction de payer européenne et la procédure européenne de règlement des petits litiges », *RTD com.*, 2008, p. 465, spéc. §25.

⁹⁰¹ Sans compter les difficultés d'identification de la signature sur les avis de réception : M. CHARDON *et al.*, *Transmission, signification ou notification des actes*, *op. cit.*, spéc. §§195 à 199. V° ég. J.-P. RELMY, « Règlement (CE) n°1393/2007 du 13 novembre 2007 relatif à la signification et à la notification dans les États Membres des actes judiciaires et extrajudiciaires en matière civile et commerciale et abrogeant le règlement (CE) n°1348/2000 du Conseil », *op. cit.*, spéc. §621.

⁹⁰² Pour une critique générale sur ce point, V° not. J. BAUCHY, *L'espace civil européen : d'une structure substantielle à une construction processuelle*, *op. cit.*, spéc. §§267 à 272 ;

⁹⁰³ N. FRICERO, P. JULIEN, *Procédure civile*, LGDJ, 5^e éd., 2014, spéc. §611.

aux limites de son pouvoir puisque, « en raison du principe de droit international de la territorialité, lié au principe de la souveraineté étatique, la juridiction ne saurait, normalement, intervenir pour exécuter de telles mesures dans un autre État (...) »⁹⁰⁴. Il est dès lors nécessaire d'instaurer une coopération entre les États pour permettre l'exécution des actes d'instruction à l'étranger. Plusieurs instruments sont applicables dans l'Espace européen de justice. Tout d'abord, l'Union européenne a adopté le Règlement n°1206/2001 relatif à l'obtention des preuves en matière civile et commerciale⁹⁰⁵. Comme elle le souligne, cet instrument « répond ainsi au besoin croissant (...) de pouvoir recueillir des preuves dans un État membre autre que celui où une action judiciaire est engagée ou susceptible de l'être, lorsque le litige comporte un élément d'extranéité »⁹⁰⁶. Il n'est cependant pas le premier instrument en la matière. Il faut également compter sur deux conventions de La Haye : celle de 1954 relative à la procédure civile et celle de 1970 sur l'obtention des preuves⁹⁰⁷ – cette dernière a d'ailleurs servi de modèle au Règlement⁹⁰⁸ –. Avant d'analyser ces instruments, il faut apporter une précision. Il faut distinguer entre les « faits qui doivent être établis et prouvés » et « la procédure d'administration de la preuve »⁹⁰⁹. Dans le cadre des litiges transfrontières, c'est le second qui est harmonisé à travers les instruments présentés. Le premier relève du droit matériel.

195. Objectifs de la coopération judiciaire en matière d'obtention de preuve. Le Règlement n°1206/2001 évoque clairement son objectif. Il s'agit de simplifier, de faciliter et d'accélérer l'obtention des preuves dans un contexte transfrontière et d'écarter les obstacles susceptibles d'apparaître dans ce domaine⁹¹⁰. Il est une pièce maîtresse dans la

⁹⁰⁴ CJ, concl. AG N. JÄÄSKINEN, 24 mai 2012, *Lippens e.a.*, aff. C-170/11, EU:C:2012:311, spéc. pt. 29.

⁹⁰⁵ Règlement (CE) n°1206/2001 du Conseil du 28 mai 2001 relatif à la coopération entre les juridictions des États membres dans le domaine de l'obtention des preuves en matière civile et commerciale, JOCE L 174/1 du 27 juin 2001.

⁹⁰⁶ CJ, concl. AG N. JÄÄSKINEN, 24 mai 2012, *Lippens e.a.*, aff. C-170/11, *préc.*, spéc. pt. 30.

⁹⁰⁷ Convention sur l'obtention des preuves à l'étranger en matière civile et commerciale, 18 mars 1970, La Haye, Recueil des conventions de La Haye, n°20 (vig. 7 oct. 1962 ; cf. Annexe I, tabl. 1.1).

⁹⁰⁸ G. PAYAN, « Quel bilan pour le Règlement (CE) n°1206/2001 du Conseil du 28 mai 2001 sur l'obtention des preuves en matière civile et commerciale ? », in M. DOUCHY-LOUDOT, E. GUINCHARD, dir., *La justice civile européenne en marche*, Dalloz, 2012, p. 107, spéc. p. 108.

⁹⁰⁹ J. SLADIČ, « L'obtention des preuves en matière civile et commerciale : vers la construction d'un droit uniforme », *Journal de droit européen*, 2014, p. 91, spéc. p. 91.

⁹¹⁰ Cons. n°2, 7, 8, 10 et 11 Règlement n°1206/2001 ; V° CJ 17 févr. 2011, *Artur Weryński*, aff. C-283/09, EU:C:2011:85, spéc. pt. 62 : « selon les deuxième, septième, huitième, dixième et onzième considérants du règlement n°1206/2001, celui-ci a pour finalité l'obtention simple, efficace et rapide des preuves dans un contexte transfrontalier. L'obtention, par une juridiction d'un État membre, de preuves dans un autre État membre ne doit pas conduire à un allongement des procédures nationales. C'est pourquoi le règlement n°1206/2001 a instauré un régime qui s'impose à tous les États membres – à l'exception du Royaume de

construction de l'Espace européen de justice⁹¹¹. Il n'est cependant pas le seul instrument à s'appliquer en la matière⁹¹². La Convention de La Haye de 1970 poursuit le même objectif⁹¹³ et continue de produire ses effets, avec la Convention de La Haye de 1954, dans certains cas, notamment à l'égard du Danemark, mais aussi lorsque les éléments de preuve se situent sur un État contractant de la Convention de Lugano ou un État tiers à l'Union participant à l'une de ces deux conventions⁹¹⁴. Que ce soit pour le droit de l'Union ou le droit conventionnel, ces objectifs correspondent avec ceux de l'accès à la justice, particulièrement pour en permettre son effectivité.

196. La structuration de la coopération judiciaire en matière d'obtention de preuve.

Comme pour la transmission des actes à signifier ou notifier, les instruments relatifs à l'obtention des preuves structurent les rapports entre les États afin de permettre aux actes d'instruction de produire des effets à l'étranger. La Convention de La Haye de 1954 repose sur un mécanisme classique où la transmission s'effectue par la voie diplomatique⁹¹⁵. L'instrument permet uniquement la transmission de commissions rogatoires qui doivent être exécutées selon le droit national de l'État contractant requis⁹¹⁶. Ce dernier ne peut refuser d'exécuter la demande que dans des cas limités⁹¹⁷. La

Danemark – pour écarter les obstacles susceptibles d'apparaître dans ce domaine” ; confirmé dans : CJ 6 sept. 2012, *Lippens e.a.*, aff. C-170/11, EU:C:2012:540, spéc. pt. 29 ; CJ 21 févr. 2013, *ProRail*, aff. C-332/11, EU:C:2013:87, spéc. pt. 43. V° ég. J. SLADIČ, « L'obtention des preuves en matière civile et commerciale : vers la construction d'un droit uniforme », *préc.*, spéc. p. 91 ; G. PAYAN, « Quel bilan pour le Règlement (CE) n°1206/2001 du Conseil du 28 mai 2001 sur l'obtention des preuves en matière civile et commerciale ? », *op. cit.*, spéc. p. 109 ; D. LEBEAU, « Règlement (CE) n°1206/2001 du 28 mai 2001 relatif à la coopération entre les juridictions des États membres dans le domaine de l'obtention des preuves en matière civile ou commerciale », in L. CADIET, E. JEULAND, S. AMRANI-MEKKI, dir., *Droit processuel civil de l'Union européenne*, LexisNexis, 2011, p. 189, spéc. §523.

⁹¹¹ Avis du CES du 28 févr. 2001 sur le « Règlement du Conseil relatif à la coopération entre les juridictions des États membres dans le domaine de l'obtention des preuves en matière civile et commerciale », JOCE C 139/10 du 11 mai 2001, spéc. pt. 4.1 et 4.1.1 ; D. LEBEAU, M.-L. NIBOYET, « Regards croisés du processualiste et de l'internationaliste sur le Règlement CE du 28 mai 2001 rel. à l'obtention des preuves civiles à l'étranger », *Gaz. Pal.*, 2003, p. 221 : cet instrument est “une pièce maîtresse du dispositif communautaire visant à faciliter la coopération entre les juridictions des États membres en matière civile”.

⁹¹² Art. 21 Règlement n°1206/2001.

⁹¹³ Préambule Conv. La Haye (1970) : “Désirant faciliter la transmission et l'exécution des commissions rogatoires (...) ; Soucieux d'accroître l'efficacité de la coopération judiciaire mutuelle (...)” (emphases ajoutées) ; V° ég. Rapport explicatif de P. W. AMRAM sur la Convention du 18 mars 1970 sur l'obtention des preuves à l'étranger en matière civile et commerciale, 1970 (disp. en ligne : <<http://www.hcch.net/>>), spéc. §6.

⁹¹⁴ Cf. AnnexeI, fig. 1.4 : La Conv. La Haye (1970) n'est pas ratifiée par l'Autriche, la Belgique et l'Irlande : c'est donc la Conv. La Haye (1954) qui s'applique pour les commissions rogatoires demandées dans les rapports entre ces trois ÉM et le Danemark.

⁹¹⁵ Art. 9 Conv. La Haye (1954).

⁹¹⁶ Art. 8, 11 et 14 Conv. La Haye (1954) ; il faut souligner que l'autorité requérante peut demander une forme spéciale qui peut être acceptée tant qu'elle n'est pas contraire à la législation de l'État requis.

⁹¹⁷ Art. 11 Conv. La Haye (1954) : l'État requis peut refuser l'exécution de la commission rogatoire si l'authenticité de cette dernière n'est pas établie, si son exécution n'entre pas dans le cadre des pouvoirs judiciaires de l'État requis ou si son exécution porte atteinte à la sécurité ou la souveraineté de l'État requis.

Convention de La Haye de 1970 repose sur les mêmes principes, mais vient moderniser et judiciaireiser le processus en prenant exemple sur la Convention de La Haye de 1965, en prévoyant une autorité centrale chargée de recevoir les demandes et de les transférer à l'autorité judiciaire compétente⁹¹⁸. La Convention améliore également la coopération entre les États contractants : elle prévoit davantage de communication près l'autorité requérante⁹¹⁹ et des recours en cas d'incidents⁹²⁰. Tout comme son prédécesseur, l'exécution de la demande est obligatoire et les possibilités de refus sont limitées⁹²¹. Enfin, l'instrument permet également l'obtention des preuves par le biais des agents diplomatiques et consulaires⁹²².

Le Règlement n°1206/2001 s'inspire de cette Convention⁹²³, mais en modernise le contenu. Trois points doivent être soulignés. D'abord, la juridiction requérante transmet sa demande d'acte d'instruction directement à juridiction requise⁹²⁴. Il n'est plus nécessaire de passer par une autorité centrale⁹²⁵. La coopération judiciaire instaurée par ce Règlement est directe. Ensuite, l'instrument prévoit l'usage des nouvelles technologies⁹²⁶. Enfin, et c'est là l'avancée la plus marquante par rapport au droit conventionnel⁹²⁷, la juridiction requérante peut directement exécuter l'acte d'instruction sur le territoire de l'État membre requis avec son autorisation⁹²⁸. Cette dernière possibilité illustre

⁹¹⁸ Art. 2 Conv. La Haye (1970).

⁹¹⁹ Comme par ex. art. 13 Conv. La Haye (1970).

⁹²⁰ Si l'autorité requise est incompétente, cette dernière doit transférer la demande à l'autorité judiciaire de l'État contractant requis (art. 6 Conv. La Haye (1970)).

⁹²¹ Art. 9 à 12 Conv. La Haye (1970).

⁹²² Art. 15 à 22 Conv. La Haye (1970) ; ce système était déjà prévu par l'art. 15 Conv. La Haye (1954).

⁹²³ V. CHAUVEAU, « Le règlement communautaire n°1206/2001 du 28 mai 2001 relatif à la coopération entre les États membres pour l'obtention des preuves en matière civile et commerciale : à la recherche de son efficacité », in F. JAULT-SESEKE, J. LELIEUR, C. PIGACHE, dir., *L'espace judiciaire européen civil et pénal. Regards croisés*, Dalloz, 2009, p. 145, spéc. p. 145.

⁹²⁴ Art. 2 Règlement n°1206/2001 ; D. LEBEAU, « Règlement (CE) n°1206/2001 du 28 mai 2001 relatif à la coopération entre les juridictions des États membres dans le domaine de l'obtention des preuves en matière civile ou commerciale », *op. cit.*, spéc. §§538 à 553.

⁹²⁵ Un organisme central est toutefois désigné par les ÉM et intervient en cas de difficultés : art. 3 Règlement n°1206/2001. Sur le rôle de l'organisme central : D. LEBEAU, « Règlement (CE) n°1206/2001 du 28 mai 2001 relatif à la coopération entre les juridictions des États membres dans le domaine de l'obtention des preuves en matière civile ou commerciale », *op. cit.*, spéc. §§532 à 537.

⁹²⁶ Sur ce point, V° J. SLADIČ, « L'obtention des preuves en matière civile et commerciale : vers la construction d'un droit uniforme », *préc.*, spéc. pp. 93 et 94. Néanmoins, l'utilisation de ces moyens est limitée par la disponibilité de l'équipement nécessaire dans les ÉM : C. NOURISSAT, « Publication du rapport d'application du règlement relatif à l'obtention des preuves en matière civile et commerciale », *Procédures*, avr. 2008, n°4, comm. 109.

⁹²⁷ Rapport de la Commission au Conseil, au Parlement européen et au Comité économique et social européen sur l'application du règlement (CE) n°1206/2001 du Conseil du 28 mai 2001 relatif à la coopération entre les juridictions des États membres dans le domaine de l'obtention des preuves en matière civile et commerciale, COM(2007) 769 final du 5 déc. 2007, spéc. pt. 2.6.

⁹²⁸ Art. 1^{er} §1 (b) et 17 Règlement n°1206/2001. V° J. SLADIČ, « L'obtention des preuves en matière civile et commerciale : vers la construction d'un droit uniforme », *préc.*, spéc. pp. 94 et 95 ; D. LEBEAU, « Règlement

l'intégration forte que le Règlement met en place, permettant l'instauration d'un véritable Espace européen de justice⁹²⁹. Tout comme les Conventions, les motifs de refus d'exécution sont limités⁹³⁰. Par ailleurs, les frais et taxes sont strictement encadrés⁹³¹. En revanche, le texte ne mentionne ni la transmission d'acte d'instruction par voie consulaire, ni l'utilisation des agents consulaires pour l'exécution des actes⁹³².

197. *L'articulation des instruments relatifs à l'obtention des preuves à l'étranger : un modèle pour l'accès à la justice et l'Espace européen de justice.* La multiplication des textes apporte toujours des difficultés et des débats, même si des dispositions prévoient spécifiquement l'articulation des instruments⁹³³. Les arrêts *Lippens e.a.* et *ProRail*⁹³⁴ sont, en ce sens, précieux. S'est posée la question de savoir si le Règlement n°1206/2001 devait être considéré comme exclusif dans l'Espace européen de justice ou si d'autres moyens de preuve, prévus par le droit national ou conventionnel, pouvaient être utilisés. La réponse apportée par la Cour se fonde sur l'objectif de l'instrument⁹³⁵. Elle précise tout d'abord que celui-ci ne doit pas conduire à un allongement de la procédure et doit permettre d'écarter les obstacles susceptibles d'apparaître dans ce domaine⁹³⁶. Rappelant tout d'abord que le Règlement ne contient que deux moyens d'obtention des preuves, elle ajoute qu'aucune disposition n'exclut l'usage d'autres moyens prévus par le droit national ou conventionnel⁹³⁷. Elle conclut que le Règlement n'est applicable que lorsque l'un des deux moyens qu'il prévoit est utilisé par la juridiction nationale⁹³⁸. Elle continue en

(CE) n°1206/2001 du 28 mai 2001 relatif à la coopération entre les juridictions des États membres dans le domaine de l'obtention des preuves en matière civile ou commerciale », *op. cit.*, spéc. §§578 à 586.

⁹²⁹ G. PAYAN, « Quel bilan pour le Règlement (CE) n°1206/2001 du Conseil du 28 mai 2001 sur l'obtention des preuves en matière civile et commerciale ? », *op. cit.*, spéc. p. 107.

⁹³⁰ Art. 14 Règlement n°1206/2001.

⁹³¹ Art. 18 Règlement n°1206/2001 ; les termes "frais" et "taxe" sont des notions autonomes du droit de l'UE : CJ 17 févr. 2011, *Artur Weryński*, aff. C-283/09, *préc.*, spéc. pt. 58 et 59 ; C. NOURISSAT, « Première interprétation du règlement relatif à la coopération entre les juridictions des États membres en matière d'obtention des preuves », *Procédures*, avr. 2011, n°4, comm. 137.

⁹³² Cette absence a suscité de nombreuses réactions de la part de la doctrine, not. sur l'articulation entre le Règlement n°1206/2001 et les Conv. La Haye (1954) et (1970) : D. LEBEAU, « Règlement (CE) n°1206/2001 du 28 mai 2001 relatif à la coopération entre les juridictions des États membres dans le domaine de l'obtention des preuves en matière civile ou commerciale », *op. cit.*, spéc. §530.

⁹³³ Art. 21 Règlement n°1206/2001 ; sur les débats relatifs à l'articulation des instruments : D. LEBEAU, « Règlement (CE) n°1206/2001 du 28 mai 2001 relatif à la coopération entre les juridictions des États membres dans le domaine de l'obtention des preuves en matière civile ou commerciale », *op. cit.*, spéc. §530 ; A. NUYTS, « Le règlement communautaire sur l'obtention des preuves : un instrument exclusif ? », *Rev. crit. DIP*, 2007, p. 53.

⁹³⁴ CJ 6 sept. 2012, *Lippens e.a.*, aff. C-170/11, *préc.* ; CJ 21 févr. 2013, *ProRail*, aff. C-332/11, *préc.*

⁹³⁵ Cf. *supra*, §195.

⁹³⁶ CJ 6 sept. 2012, *Lippens e.a.*, aff. C-170/11, *préc.*, spéc. pt. 29.

⁹³⁷ *Ibid.*, spéc. pt. 26 et 27.

⁹³⁸ *Ibid.*, spéc. pt. 28.

affirmant qu'une interprétation conduisant à interdire l'usage d'un moyen prévu par le droit national est contraire à l'objectif du Règlement⁹³⁹. De plus, même lorsqu'une juridiction d'un État membre désigne un expert pour recueillir une preuve dans un autre État membre, les articles 1^{er} §1 (b) et 17 ne doivent pas systématiquement être mis en œuvre, le Règlement n°1206/2001 n'ayant pas pour objectif de restreindre les possibilités d'obtention de preuve, mais d'en renforcer les possibilités⁹⁴⁰. Dès lors, si le droit national de l'État membre d'exécution de l'acte d'instruction ne limite pas ce type d'intervention, la juridiction requérante n'est pas obligée de mettre en œuvre le Règlement n°1206/2001⁹⁴¹. La mise en œuvre de cet instrument n'est donc pas exclusive : les juridictions requises peuvent faire usage de leur droit procédural national pour l'obtention d'une preuve à l'étranger. Le Règlement ne s'impose que lorsque le droit procédural national de l'État requis pose des obstacles : il permet alors à la juridiction requérante de passer outre ces obstacles pour assurer le bon déroulement de la procédure, donc l'effectivité de l'accès à la justice⁹⁴².

Cet éclairage de la Cour de justice fait preuve de bon sens⁹⁴³ : elle permet au juge national d'employer la technique la plus appropriée pour lui permettre de conduire le litige transfrontière à son terme. Elle est d'autant plus cohérente qu'elle offre plusieurs possibilités au juge, même dans les rapports intra-Union européenne et permet tout à fait d'atteindre les objectifs affichés⁹⁴⁴. Le juge national peut dès lors choisir d'utiliser la Convention de La Haye de 1970 s'il estime que l'obtention de la preuve dans un autre État membre sera plus efficace par le biais de la voie diplomatique (qui n'est pas prévue par le Règlement). L'interprétation de ce Règlement n°1206/2001 reflète tout à fait le principe de subsidiarité et l'autonomie procédurale dont chaque État membre fait preuve. L'obtention des preuves à l'étranger doit être prise en exemple pour le droit de la coopération judiciaire de l'Union. Il faut néanmoins préciser que ce type d'interprétation n'est pas possible pour tous les types d'instruments. En effet, la résolution des litiges

⁹³⁹ *Ibid.*, spéc. pt. 30.

⁹⁴⁰ CJ 21 févr. 2013, *ProRail*, aff. C-332/11, *préc.*, spéc. pt. 44 et 45.

⁹⁴¹ *Ibid.*, spéc. pt. 47 et 48.

⁹⁴² Il faut d'ailleurs préciser que l'arrêt *ProRail* est venu nuancer le dispositif de l'arrêt *St. Paul Dairy Industries* : J. SLADIĆ, « L'obtention des preuves en matière civile et commerciale : vers la construction d'un droit uniforme », *préc.*, spéc. pp. 96 et 97 ; CJCE 28 avr. 2005, *St. Paul Dairy Industries*, aff. C-104/03, EU:C:2005:255 ; CJ 21 févr. 2013, *ProRail*, aff. C-332/11, *préc.*.

⁹⁴³ C. NOURISSAT, « Obtention des preuves en matière civile ou commerciale », *Procédures*, déc. 2012, n°12, comm. 352.

⁹⁴⁴ V° Rapport de la Commission au Conseil, au Parlement européen et au Comité économique et social européen sur l'application du règlement (CE) n°1206/2001..., *préc.*, spéc. pt. 2.1.

transfrontières deviendrait plus difficile si les règles d'instance directe n'étaient pas exclusives.

198. Que ce soit pour les notifications transfrontières ou l'obtention des preuves, les mécanismes mis en place par les instruments applicables dans l'Espace européen de justice instaurent une véritable coopération entre les États impliqués dans un litige transfrontière. Par ailleurs, ces mécanismes sont soutenus par une approche générale et globale dans l'Espace européen de justice facilitant la communication entre les ordres judiciaires.

199. L'Union européenne a su mettre en place, pour son Espace européen de justice, différentes règles relatives aux litiges transfrontières pour en assurer la résolution. D'abord, elle a harmonisé les règles d'instance directe des juridictions des États membres pour assurer aux litigants de pouvoir trouver un *forum* qui puisse reconnaître sa compétence internationale. Une double dimension s'en dégage, interne et externe, puisque ces règles sont applicables aussi bien pour les litiges intra-Union européenne que pour ceux rattachés à l'Union. Que ce soit par le biais de l'universalisation ou celui du droit conventionnel, l'Espace européen de justice se veut coordonné en interne et à l'international pour permettre l'accès au juge de ses citoyens.

Par ailleurs, l'Espace européen de justice comporte différentes règles permettant d'améliorer l'effectivité de l'accès au juge, notamment sur l'octroi de l'aide judiciaire, ou encore en matière de coordination. En la matière, l'Union reste très limitée sur les aspects internationaux où jouent encore le droit conventionnel des États membres permettant d'articuler et d'intégrer, dans cette phase du procès, l'Espace européen de justice dans un espace de judiciaire mondial.

Mais obtenir une décision judiciaire serait vain si l'exécution de celle-ci n'était pas prévue par le droit de la coopération judiciaire.

Section 2. Les règles facilitant la circulation des décisions judiciaires

200. *Le système de Bruxelles : la composante manquante du droit fondamental d'accès à la justice.* Dans l'affaire *Apostolides*, l'avocat général Julianne KOKOTT, citant l'arrêt *Hornsby* de la Cour européenne des droits de l'Homme⁹⁴⁵, affirmait : « (...) le droit à un procès équitable et à une protection juridictionnelle effective, consacré à l'article 6, paragraphe 1, de la CEDH, va jusqu'à commander d'exécuter les décisions du tribunal (...). À ce jour toutefois, la Cour européenne des droits de l'homme n'a reconnu un droit de cette nature – à notre connaissance – que dans le contexte de l'exécution dans l'État du jugement même. Point n'est besoin à ce stade de déterminer si l'article 6, paragraphe 1, de la CEDH impose également de reconnaître et d'exécuter des décisions étrangères, puisque le règlement n°44/2001 est de toute façon applicable pour les raisons exposées plus haut et confère un droit de cet ordre. En tout état de cause, l'article 6, paragraphe 1, de la CEDH ne déboucherait sur rien d'autre qu'une application du règlement n°44/2001 objective et conforme aux droits de l'homme »⁹⁴⁶. Ce commentaire illustre parfaitement l'importance du système de Bruxelles dans l'exécution des décisions sur le territoire des autres États membres de l'Union. Il permet d'assurer l'effectivité de la décision obtenue. En tout état de cause, il faut reconnaître que l'effectivité de l'accès à la justice ne se limite pas au droit au juge et à l'aménagement des procédures transfrontières. Il est également nécessaire que la décision obtenue puisse être reconnue et exécutée sur le territoire des autres États membres pour que l'objectif d'accès à la justice et le droit fondamental d'accès à la justice soient respectés. C'est ce que le droit de la coopération judiciaire s'atèle à faire. D'abord en facilitant le mécanisme d'exécution des décisions étrangères (§ 1), ensuite en limitant les motifs de refus de reconnaissance et d'exécution afin de favoriser l'efficacité du dispositif (§ 2).

⁹⁴⁵ CEDH 19 mars 1997, *Hornsby c/ Grèce*, req. n° 18357/91, ECLI:CE:ECHR:1997:0319JUD001835791.

⁹⁴⁶ CJCE, concl. AG J. KOKOTT, 18 déc. 2008, *Apostolides*, aff. C-420/07, EU:C:2008:749, spéc. pt. 52.

§ 1. L'aménagement des procédures d'exécution des décisions étrangères

201. Le droit de la coopération judiciaire vient harmoniser les mécanismes visant l'exécution des décisions étrangères. Ces aménagements sont de deux ordres. D'abord, certains instruments viennent simplifier et uniformiser les procédures d'*exequatur* des décisions étrangères (A). Ensuite, l'Union européenne est allée plus loin encore puisqu'elle prévoit, dans certains cas, une reconnaissance automatique de la force exécutoire des décisions, sans qu'il ne soit plus nécessaire de procéder à aucun contrôle préalable (B).

A. L'exécution des décisions judiciaires via la procédure d'exequatur

202. Au sein de l'Espace européen de justice, la procédure d'*exequatur* a beaucoup évolué sous l'impulsion du droit de la coopération judiciaire au profit d'une unification des règles et, surtout, d'une simplification. Cela étant, elle n'a pas disparu pour autant. En effet, le droit conventionnel laisse encore la place à ce type de procédures.

203. *Simplification de la procédure d'exequatur.* Dès l'adoption de la Convention de Bruxelles en 1968, la reconnaissance des décisions rendues par un État contractant était de plein droit dans les autres États contractants⁹⁴⁷. Cependant, une procédure d'*exequatur* était toujours nécessaire pour reconnaître la force exécutoire des décisions rendues par les autres États contractants. Lors de la communautarisation du texte, le Règlement Bruxelles I a conservé le même mécanisme, même si la Commission a estimé qu'il avait mal vieilli⁹⁴⁸ – la suppression de l'*exequatur* a été évoquée, mais elle apparaissait prématurée à l'époque⁹⁴⁹ – : seul l'office du juge saisi dans l'État membre requis a été modifié⁹⁵⁰. Pour les deux instruments, c'est la première phase de la procédure qui se démarque du droit international privé national, opérant une véritable simplification. En effet, la partie souhaitant obtenir l'*exequatur* d'une décision dans un autre État doit y

⁹⁴⁷ Art. 26 al. 1 Conv. Bruxelles (1968).

⁹⁴⁸ Communication de la Commission au Conseil et au Parlement européen, Vers une efficacité accrue dans l'obtention et l'exécution des décisions au sein de l'Union européenne, COM(97) 609 final du 26 nov. 1997, JOCE C 33/3 du 31 janv. 1998, spéc. §§4 et 5 : la Commission insiste sur le fait que la procédure d'*exequatur* de la Con. Bruxelles (1968) n'a pas été modifiée depuis 1968 et que l'effet recherché n'est que partiellement atteint puisque de nombreux obstacles matériels subsistent.

⁹⁴⁹ *Ibid.*, spéc. §§16 et 17.

⁹⁵⁰ H. GAUDEMET-TALLON, *Compétence et exécution des jugements en Europe...*, *op. cit.*, spéc. §438.

déposer une requête en ce sens⁹⁵¹. La première phase de cette procédure est unilatérale et non contradictoire⁹⁵² : le débiteur n'est pas entendu et ne peut présenter ses moyens de défense visant à démontrer l'irrégularité de la décision. Il pourra toutefois faire appel de la déclaration constatant la force exécutoire, ouvrant alors une phase contradictoire où il pourra présenter ses arguments⁹⁵³. Seuls les motifs de refus d'exécution prévus par la Convention ou le Règlement Bruxelles I sont recevables⁹⁵⁴. Globalement, il est indéniable de constater la simplification procédurale apportée par ces deux textes. L'harmonisation de la procédure et des motifs de refus fait baisser l'incertitude sur les chances d'*exequatur* dans un autre État contractant ou membre. L'accès à la justice en devient plus effectif. La Commission le rappelle d'ailleurs : « Un régime *prompt* et *efficace* d'exécution des décisions judiciaires constitue un des aspects de *l'accès la justice*. La libre circulation des jugements est d'autre part illusoire si le titre ne se concrétise pas avec une efficacité équivalente dans tous les États membres »⁹⁵⁵. C'est en ce sens que la communautarisation de la Convention de Bruxelles a été envisagée, mais déjà les principaux éléments relatifs à l'accès à la justice étaient présents dans l'instrument de droit conventionnel. D'abord par l'objectif même de cette procédure simplifiée : elle facilite l'exécution de la décision, convergeant vers la réalisation des droits substantiels des parties (en l'occurrence du créancier)⁹⁵⁶. Ensuite, par la procédure qui est mise en place. Celle-ci vise non seulement la réduction des obstacles juridiques, puisqu'elle limite les cas où l'*exequatur* peut être refusé et contient également des dispositions pour limiter les obstacles matériels à la réalisation des droits substantiels. Ainsi faut-il remarquer la prohibition de la caution *judicatum solvi*⁹⁵⁷, mais également un principe d'extension automatique de l'aide juridictionnelle accordée dans l'État membre d'origine à la partie recherchant l'exécution

⁹⁵¹ Art. 31 al. 1 Conv. Bruxelles (1968) ; art. 28 §1 Règlement Bruxelles I.

⁹⁵² Sur la première phase de la procédure d'*exequatur*, V° H. GAUDEMET-TALLON, *Compétence et exécution des jugements en Europe...*, *op. cit.*, spéc. §§439 à 451, not. §447 : il y a une différence de régime entre la Conv. Bruxelles (1968) et le Règlement Bruxelles I : dans la Conv. le juge saisi d'une requête en *exequatur* doit opérer un contrôle formel et un contrôle de régularité (art. 33), alors que seul le contrôle formel est de mise dans le Règlement (art. 41).

⁹⁵³ Art. 36 Conv. Bruxelles (1968) ; art. 43 Règlement Bruxelles I. Sur le caractère contradictoire du recours sur la déclaration constatant la force exécutoire, V° pour la Conv. Bruxelles (1968) : CJCE 27 nov. 1984, *Brennero*, aff. 258/83, EU:C:1984:363, spéc. pt. 10 ; pour le Règlement Bruxelles I : art. 43 §3. Sur la deuxième phase et l'exécution de la décision, V° H. GAUDEMET-TALLON, *Compétence et exécution des jugements en Europe...*, *op. cit.*, spéc. §§452 à 467.

⁹⁵⁴ Art. 27 et 28 Conv. Bruxelles (1968) ; art. 34 et 35 Règlement Bruxelles I ; cf. Annexe IV, tabl. 4.1.

⁹⁵⁵ Communication de la Commission au Conseil et au Parlement européen, Vers une efficacité accrue dans l'obtention et l'exécution des décisions au sein de l'Union européenne, *préc.*, spéc. §42 (emphases ajoutées).

⁹⁵⁶ V° par ex. CJCE 27 nov. 1984, *Brennero*, aff. 258/83, *préc.*, spéc. pt. 10.

⁹⁵⁷ Art. 45 Conv. Bruxelles (1968) ; art. 51 Règlement Bruxelles I.

de la décision⁹⁵⁸. Ces deux mesures participent véritablement à la réduction des obstacles et donc à l'effectivité de l'accès à la justice. Par ailleurs, les deux instruments insistent sur la célérité de la procédure, mais de manière différente dans la première phase, c'est-à-dire la requête. Alors que la Convention de Bruxelles précise que le juge doit statuer « à bref délai »⁹⁵⁹, sans toutefois le définir, le Règlement n'impose qu'un contrôle formel, plus court par nature⁹⁶⁰. Cette mesure a d'ailleurs été jugée plus efficace que celle de la Convention⁹⁶¹. Cette célérité permet au créancier de pouvoir commencer les procédures d'exécution au plus tôt dans l'État membre requis, soumises à la loi interne de cet État, sans que celle-ci ne puisse porter atteinte à l'effet utile de l'*exequatur*⁹⁶². L'exécution ne doit pas se confondre avec l'*exequatur* : *seule la seconde est unifiée avec la Convention et le Règlement*⁹⁶³. Les chiffres sont positifs en ce qui concerne la simplification de la procédure d'*exequatur*. Selon la Commission, dans 93 % des cas, la requête n'est qu'une formalité. Seules 1 à 5 % des décisions relatives à la déclaration constatant la force exécutoire font l'objet d'un appel, qui n'aboutit que rarement⁹⁶⁴. Le bilan semble positif et l'objectif d'accès à la justice atteint.

204. La procédure d'*exequatur* en droit conventionnel. Force est de constater que le régime instauré par le Règlement Bruxelles I et la Convention de Bruxelles se limite dans ses effets à la dimension interne de l'Espace européen de justice. Néanmoins, même si le Règlement Bruxelles I refondu a supprimé la procédure d'*exequatur*⁹⁶⁵, celle-ci n'a pas pour autant disparu dans l'Espace européen de justice. D'abord, elle survit vis-à-vis des décisions judiciaires adoptées par les juridictions d'États tiers qui sont soumises au droit international privé de l'État membre dans lequel l'*exequatur* est demandé. Ensuite, elle

⁹⁵⁸ Art. 44 Conv. Bruxelles (1968) ; art. 50 Règlement Bruxelles I. Pour la Conv. Bruxelles (1968), seule la première phase de l'*exequatur* est concernée : H. GAUDEMET-TALLON, *Compétence et exécution des jugements en Europe...*, op. cit., spéc. §§439 à 451, not. §445.

⁹⁵⁹ Art. 34 Conv. Bruxelles (1968).

⁹⁶⁰ Art. 41 Règlement Bruxelles I ; CJ 13 oct. 2010, *Prism Investments*, aff. C-139/10, EU:C:2011:653, spéc. pt. 30 et 31 : « Le caractère restreint de ce contrôle se justifie par la finalité de ladite procédure qui est non pas de déclencher un nouveau procès, mais plutôt de consentir, sur la base d'une confiance mutuelle dans la justice des États membres, à ce que la décision émise par une juridiction d'un État membre autre que l'État membre requis soit exécutée dans ce dernier au moyen de son insertion dans l'ordre juridique de celui-ci ».

⁹⁶¹ Analyse d'impact accompagnant la Proposition de Règlement du Parlement européen et du Conseil concernant la compétence judiciaire, la reconnaissance et l'exécution des décisions en matière civile et commerciale (refonte), *prés.*, spéc. pt. 2.1.1.1.

⁹⁶² CJCE 4 févr. 1988, *Hoffmann*, aff. 145/86, *prés.*, spéc. pt. 28 et 29.

⁹⁶³ CJCE 2 juil. 1985, *Deutsche Genossenschaftsbank*, aff. 148/84, EU:C:1985:280, spéc. pt. 18.

⁹⁶⁴ Analyse d'impact accompagnant la Proposition de Règlement du Parlement européen et du Conseil concernant la compétence judiciaire, la reconnaissance et l'exécution des décisions en matière civile et commerciale (refonte), *prés.*, spéc. pt. 2.1.1.3.

⁹⁶⁵ Cf. *infra*, §205.

perdre par le biais de l'Union européenne et des conventions européennes auxquelles elle est liée, c'est-à-dire la Convention de Lugano et la Convention de La Haye de 2005. La première reprend le régime du Règlement Bruxelles I et instaure un régime de reconnaissance et d'exécution équivalent à l'instrument de droit dérivé : l'*exequatur* prend également la forme d'une requête puis d'une procédure contradictoire en cas de contestation par le débiteur. Cet effort de simplification contribue à un accès à la justice dépassant le strict cadre de l'Espace européen de justice, à tout le moins avec l'Islande, la Norvège et la Suisse.

La Convention de La Haye sur les accords d'élection de *for* prévoit une procédure d'*exequatur* unifiée où, si elle reste régie par le droit national de l'État requis, elle vient l'encadrer, notamment quant aux motifs de refus d'*exequatur*⁹⁶⁶. Elle n'est cependant pas aussi claire que la Convention de Lugano. En effet, la forme de la procédure d'*exequatur* n'est pas directement dictée par le texte. Surtout, le fait que la Convention ait été ratifiée par l'Union européenne pose des questions : faut-il substituer les mécanismes procéduraux du droit de la coopération judiciaire, c'est-à-dire, en l'état actuel l'exécution de plein droit avec la possibilité de contester celle-ci pour le débiteur ? Ou alors est-elle soumise au droit procédural national des États membres ? L'article 14 précise qu'il s'agit du droit de l'État requis. De plus, l'article 26 prévoyant l'articulation du texte fait clairement référence aux « Organisation régionale d'intégration économique ». Par conséquent, c'est le droit des États membres, plus précisément la procédure habituelle retenue par le droit international privé des États membres de chacun qui va définir la procédure à suivre. Il en résulte automatiquement une diversité dans les procédures retenues. L'instrument n'atteint pas le niveau de la Convention de Lugano et sa contribution à l'Espace européen de justice et à l'accès à la justice reste donc marginale. Une fois encore, l'effet de la Convention est heureusement limité pour le moment.

Si entre les États membres et avec les États de l'AELE (à l'exception du Liechtenstein), la procédure d'*exequatur* demeure, celle-ci est largement simplifiée et accélérée contribuant à l'accès à la justice. Seule la Convention de La Haye de 2005 apparaît comme une régression, même s'il faut bien concéder qu'elle a l'avantage, *a minima*, d'harmoniser les motifs de refus d'*exequatur*, quoi qu'ils soient vastes et largement soumis à l'appréciation du juge de l'État requis⁹⁶⁷.

⁹⁶⁶ Cf. Annexe IV, tabl. 4 .1.

⁹⁶⁷ Cf. *supra*, §§209 et s.

B. La reconnaissance automatique de la force exécutoire

205. *Suppression de la procédure d'exequatur.* Dans l'ensemble, pour la circulation des décisions entre les États membres de l'Union, le Règlement Bruxelles I⁹⁶⁸ a été jugé satisfaisant⁹⁶⁹. Néanmoins, l'exigence d'une procédure, même simplifiée, constitue un obstacle à la libre circulation des décisions. Malgré la rareté des refus de constatation de force exécutoire, la requête, aussi simplifiée soit-elle, continue de freiner l'effectivité de l'accès à la justice. Ces obstacles se manifestent de deux manières : le coût très élevé (entre 1 100 € et 4 000 € pour les cas les plus simples et jusqu'à 12 500 € pour les affaires complexes) et leur variation considérable d'un État membre à l'autre, d'une part ; le délai, lui aussi très varié (la requête pouvant durer de deux jours à quelques mois), d'autre part⁹⁷⁰. Dans sa proposition de révision du Règlement Bruxelles I, la Commission précise que l'objectif, en matière d'exécution, « *is to achieve a genuine free circulation of judgments in all civil and commercial matters* »⁹⁷¹. En pratique, cela doit se traduire par une suppression des obstacles matériels à l'exécution de la décision sur le territoire d'un autre État membre, donc la suppression de la procédure d'*exequatur*. Se rapprochant alors des procédures européennes unifiées et de l'objectif affiché par le Conseil dans le Programme de Stockholm⁹⁷², le Règlement Bruxelles I refondu prévoit que les décisions « [jouissent] de la force exécutoire dans les autres États membres sans qu'une déclaration constatant la force exécutoire soit nécessaire »⁹⁷³. L'effectivité de l'accès à la justice en est ainsi renforcée dans tout l'Espace européen de justice puisque la force exécutoire est, comme l'autorité de la chose jugée et l'efficacité substantielle, reconnue de plein droit. Il en résulte que les obstacles matériels qui pouvaient subsister disparaissent. Le Règlement ne revient pas sur la prohibition de la caution *judicatum solvi*⁹⁷⁴, en revanche il ne dit rien sur l'extension automatique de l'aide juridictionnelle qui a pu être accordée dans l'État membre d'origine au créancier. Celle-ci continue néanmoins de s'appliquer, mais par le

⁹⁶⁸ Proposition de Règlement du Parlement européen et du Conseil concernant la compétence judiciaire, la reconnaissance et l'exécution des décisions en matière civile et commerciale (refonte), *préc.*, spéc. pt. 1.2.

⁹⁶⁹ V° par ex. F. GASCÓN-INCHAUSTI, « La reconnaissance et l'exécution des décisions dans le règlement Bruxelles I bis », *op. cit.*, spéc. §§4 à 6.

⁹⁷⁰ Analyse d'impact accompagnant la Proposition de Règlement du Parlement européen et du Conseil concernant la compétence judiciaire, la reconnaissance et l'exécution des décisions en matière civile et commerciale (refonte), *préc.*, spéc. pt. 2.1.1.1 et 2.1.1.3.

⁹⁷¹ *Ibid.*, spéc. pt. 2.1.2.

⁹⁷² Conseil européen, Le programme de Stockholm – une Europe ouverte et sûre qui sert et protège les citoyens, JOUE C 115/1 du 4 mai 2010, spéc. pt. 3.1.2 et 3.3.2.

⁹⁷³ Art. 39 Règlement Bruxelles I refondu.

⁹⁷⁴ Art. 56 Règlement Bruxelles I refondu.

biais de l'article 9 de la Directive 2003/8/CE Aide judiciaire⁹⁷⁵. Par ailleurs, limitant aussi le nombre de conditions qui pouvaient représenter un obstacle dans le régime précédent, il n'est plus nécessaire d'élire domicile sur le territoire de l'État membre requis⁹⁷⁶. La force exécutoire étant directement reconnue dans tous les États membre, les parties peuvent se prévaloir d'une décision de l'État membre d'origine, « comme si elle avait été rendue dans l'État membre requis »⁹⁷⁷. Dès lors, c'est le droit de cet État qui doit s'appliquer⁹⁷⁸. Néanmoins, il revient au Règlement Bruxelles I refondu de préciser les documents nécessaires à l'exécution de la décision⁹⁷⁹ et pose également deux conditions préalables. Tout d'abord, la décision doit être exécutoire sur le territoire de l'État membre d'origine⁹⁸⁰. Ensuite, il est nécessaire de signifier ou notifier le certificat délivré conformément à l'article 53 au débiteur « avant la première mesure d'exécution »⁹⁸¹. Le considérant n°32 du texte vient préciser qu'il doit s'écouler un délai raisonnable entre la notification de l'annexe I et cette première mesure d'exécution. L'objectif est de permettre au débiteur de pouvoir exercer ses droits de la défense⁹⁸². Par ailleurs, lorsque le débiteur est domicilié dans un État membre différent de celui de la juridiction d'origine, il est en droit d'obtenir une traduction de la décision (pas seulement du certificat) soit dans une langue qu'il comprend, soit dans la ou l'une des langues officielles de l'État membre où il est domicilié. Aucune mesure d'exécution de la décision ne peut être prise avant d'accéder à cette demande. Bien évidemment, le délai raisonnable dont il est question au considérant n°32 devrait à nouveau s'appliquer après la notification de la décision ainsi traduite. Cette mesure fait

⁹⁷⁵ Cf. *supra*, §183.

⁹⁷⁶ Art. 41 §3 Règlement Bruxelles I refondu.

⁹⁷⁷ Cons. n°26 Règlement Bruxelles I refondu. V° aussi, dans le même sens, cons. n°29 Règlement Bruxelles I refondu.

⁹⁷⁸ Art. 41 §1 Règlement Bruxelles I refondu. Sur les conséquences d'une telle approche, V° M. LÓPEZ DE TEJADA, *La disparition de l'exequatur dans l'espace judiciaire européen*, LGDJ, 2013, spéc. §267-2. Cependant, pour ne pas mettre à mal l'effet utile du Règlement Bruxelles I refondu, il semble que l'art. 41 §2 (sujet à discussion : H. GAUDEMET-TALLON, *Compétence et exécution des jugements en Europe...*, *op. cit.*, spéc. §§439 à 451, not. §§467-5 et 467-6) doit être interprété dans le sens de la jurisprudence *Hoffmann* de la CJCE (4 févr. 1988, aff. 145/86, *préc.*, spéc. pt. 29), ce que semble confirmer le cons. n°30 al. 2 Règlement Bruxelles I refondu : "[t]outefois, la reconnaissance d'une décision ne devrait être refusée qu'en présence d'un ou de plusieurs des motifs de refus prévus par le présent règlement". V° en ce sens, A. NUYTS, « La refonte du règlement Bruxelles I », *préc.*, spéc. §16.

⁹⁷⁹ Art. 42 §1 Règlement Bruxelles I refondu : il est nécessaire de fournir une copie de la décision, un certificat (art. 53 ; annexe I) et, au besoin, une traduction ou translittération.

⁹⁸⁰ Art. 41 §1 Règlement Bruxelles I refondu : condition vérifiée à travers le certificat de l'annexe I (art. 53), champ n°4.4.

⁹⁸¹ Art. 43 §1 Règlement Bruxelles I refondu : avec la décision si celle-ci ne lui a pas encore été signifiée ou notifiée.

⁹⁸² Cf. *infra*, §§316 et s.

penser à la possibilité de refus de l'acte notifié en vertu du Règlement n°1393/2007⁹⁸³. Elle est véritablement de nature à permettre au débiteur de comprendre les obligations auxquelles il devra répondre et de sauvegarder ses droits de la défense⁹⁸⁴. Une fois tous les éléments en main, il sera en mesure de s'opposer à l'exécution de la décision⁹⁸⁵.

206. *Amélioration de l'effectivité de l'accès à la justice.* Incontestablement, il y a un pas supplémentaire vers l'effectivité de l'exécution de la décision dans le nouveau système mis en place par le Règlement. Comme le souligne Louis D'AVOUT : « [l]a mise à exécution forcée transfrontière est conçue pour être simple et peu onéreuse pour le créancier poursuivant »⁹⁸⁶. Le droit de la coopération judiciaire poursuit l'objectif de réduction des obstacles matériels pour favoriser l'accès à la justice⁹⁸⁷, même s'il a pu être remarqué que l'article 43 du Règlement Bruxelles I refondu pouvait produire l'effet inverse⁹⁸⁸. Il faut cependant prendre le contre-pied de cette constatation. En effet, un équilibre doit être trouvé entre l'effectivité de l'exécution de l'accès à la justice et les droits de la défense, c'est-à-dire l'effectivité de l'accès à la justice du débiteur. La Cour de justice n'a d'ailleurs pas manqué de rappeler, pour les anciens textes, que cet équilibre est fondamental dans la coopération judiciaire en raison de la nature transfrontière des litiges⁹⁸⁹. Par conséquent le nouveau régime, loin de s'engager sur une voie favorisant uniquement une des parties au litige, instaure un système complet reposant sur l'accès à la justice.

207. *Exécution « de plano » pour les titres obtenus en vertu des procédures européennes unifiées.* En matière de reconnaissance et d'exécution, les procédures européennes unifiées ont été les premières à supprimer totalement toute procédure de

⁹⁸³ Art. 8 Règlement n°1393/2007.

⁹⁸⁴ L. D'AVOUT, « La refonte du règlement Bruxelles I », *D.*, 2013, p. 1014, spéc. §6.

⁹⁸⁵ La protection des droits de la défense a été une préoccupation importante lors des discussions relatives à la révision du Règlement Bruxelles I, expliquant la mise en avant de moyens de défense "préventifs", même si certaines de ces mesures laissent toujours place à des inexactitudes et des interrogations : F. GASCÓN-INCHAUSTI, « La reconnaissance et l'exécution des décisions dans le règlement Bruxelles I bis », in E. GUINCHARD (dir.), *Le nouveau règlement Bruxelles I bis. Règlement n°1215/2012 du 12 décembre 2012 concernant la compétence judiciaire, la reconnaissance et l'exécution des décisions en matière civile et commerciale*, Bruylant, 2014, p. 205, spéc. §§27 à 40.

⁹⁸⁶ L. D'AVOUT, « La refonte du règlement Bruxelles I », *préc.*, spéc. §6.

⁹⁸⁷ Comme le rappelle d'ailleurs le cons. n°26 Règlement Bruxelles I refondu : "En outre, la volonté de réduire la durée et les coûts des litiges transfrontières justifie la suppression de la déclaration constatant la force exécutoire préalable à l'exécution dans l'État membre requis".

⁹⁸⁸ F. GASCÓN-INCHAUSTI, « La reconnaissance et l'exécution des décisions dans le règlement Bruxelles I bis », *op. cit.*, spéc. §50 : "les garanties prévues à l'article 43 peuvent comporter, dans certains cas, de nouveaux coûts : de temps (à cause de l'exigence de notification préalable), économiques (à cause de l'exigence de traduction) et parfois d'efficacité (à cause de la disparition de l'effet de surprise)".

⁹⁸⁹ CJCE 28 avr. 2009, *Apostolides*, aff. C-420/07, EU:C:2009:271, spéc. pt. 73.

reconnaissance⁹⁹⁰ ou d'*exequatur*⁹⁹¹. Ces procédures se fondent sur le principe de confiance mutuelle⁹⁹². « L'*exequatur* disparaît »⁹⁹³. Dès lors, une fois le titre adopté par l'État membre d'origine, celui-ci est reconnu et exécuté, sans aucune procédure, sur le territoire des autres États membres (à l'exception du Danemark). Comme pour le Règlement Bruxelles I refondu, ces procédures sont tournées vers l'effectivité de la réalisation des droits substantiels des litigants. Elles mettent ainsi en avant l'exécution des décisions et des droits y reconnus, avec une seule possibilité de motif de refus de reconnaissance ou d'exécution (l'inconciliabilité⁹⁹⁴). Ce résultat est possible par l'inversion du contentieux qu'elles prévoient, ne permettant au défendeur de contester l'octroi du titre que devant les juridictions de l'État membre d'origine⁹⁹⁵.

208. Pour autant, que l'*exequatur* soit simplifié ou tout simplement supprimée, il est toujours possible de contester la reconnaissance de la force exécutoire. Cette contestation aura lieu soit au cours de la procédure d'*exequatur* empêchant alors l'apposition de l'imperium ; soit elle prendra la forme d'une action en opposition d'exécution de la décision étrangère.

§ 2. L'encadrement du contrôle de la décision étrangère pour favoriser son effectivité

209. Les points de contrôle. Si l'effectivité des décisions de justice étrangères est facilitée par l'adoption de mécanismes simplifiant ou supprimant la procédure d'*exequatur*, il faut remarquer que ces derniers prévoient néanmoins des conditions tenant à la régularité de ces décisions étrangères. Pour ce qui est du système de Bruxelles, mais aussi, dans une certaine mesure pour le régime de la Convention de La Haye sur les

⁹⁹⁰ En ce qui concerne le Règlement n°805/2004 TEE, il semble que ce dernier ne permet la reconnaissance de l'efficacité substantielle du TEE que lorsque ce dernier porte sur une décision judiciaire incluant une créance incontestée : les dispositions des art. 24 et 25 n'attribuent pas cet effet aux créances incontestées reconnues dans une transaction judiciaire ou un acte authentique. Sur ce point, V° L. D'AVOUT, « La circulation automatique des titres exécutoires européens imposée par le règlement 805/2004 du 21 avril 2004 », *Rev. crit. DIP*, 2006, p. 1, spéc. §7.

⁹⁹¹ Art. 1^{er} et 5 Règlement n°805/2004 ; art. 1^{er} §1 (b) et 19 Règlement n°1896/2006 ; art. 20 §1 Règlement n°861/2007 ; art. 22 Règlement n°655/2014.

⁹⁹² Cons. n°18 Règlement n°805/2004 ; cons. n°27 Règlement n°1896/2006.

⁹⁹³ E. GUINCHARD, « De la première saisie conservatoire européenne. Présentation du règlement n°655/2014 instituant une procédure européenne de saisie conservatoire des comptes bancaires », *RTD eur.*, 2014, p. 922.

⁹⁹⁴ Cf. *infra*, §213.

⁹⁹⁵ Cf. *infra*, §336.

accords d'élection de *for*⁹⁹⁶, il faut remarquer que le contrôle opéré facilite d'une part l'effectivité de la décision étrangère (A) et, d'autre part, garantit la compatibilité des décisions (B).

A. Garantir l'effectivité de la décision

210. *Garantir l'effectivité de l'exécution de la décision.* Une première série de contrôles a été supprimée en même temps que les premiers textes qui ont été adoptés en matière de coopération judiciaire. Ces interdictions sont garantes de l'effectivité de l'exécution de la décision puisqu'il s'agit d'autant de motifs dont le contrôle par le juge de l'État requis ne sera pas autorisé. Tout d'abord, il faut relever une interdiction catégorique pour le juge cet État de réviser au fond la décision qui a été adoptée⁹⁹⁷. Cette conséquence est logique puisque l'autorité de la chose jugée reconnue empêche d'opérer une nouvelle vérification juridictionnelle⁹⁹⁸. Ce faisant, l'efficacité substantielle de la décision est également sauvegardée. L'effectivité de l'accès à la justice du créancier est ainsi protégée par cette interdiction générale. Elle est d'ailleurs strictement interprétée par la Cour de justice⁹⁹⁹ qui n'admet pas d'exception en raison d'une appréciation différente des faits ou du droit ou d'une différence de méthode entre le juge d'origine et le juge requis¹⁰⁰⁰. Confirmant le sens de cette interdiction, la jurisprudence semble consacrer un mécanisme de concentration du contentieux qui est également de nature à éloigner les appréciations du juge requis : en limitant les recours possibles devant ce dernier, elle limite également les risques de révision par lui, sauf si l'atteinte constitue une violation manifeste d'une règle de droit considérée comme essentielle pour le juge requis¹⁰⁰¹.

Dans le même sens que l'interdiction de révision au fond, le juge de l'État requis ne saurait remettre en cause ni la compétence internationale, ni la loi appliquée par le juge de l'État d'origine¹⁰⁰². La Convention de La Haye de 2005 diffère sur ce point, puisque le

⁹⁹⁶ Pour un aperçu de l'ensemble des points de contrôle et des restrictions associées, cf. Annexe IV, tabl. 4.1.

⁹⁹⁷ Art. 29 et 34 al. 3 Conv. Bruxelles (1968) ; art. 36 et 45 §2 Conv. Lugano (2007) ; art. 52 Règlement Bruxelles I refondu. V° H. GAUDEMET-TALLON, *Compétence et exécution des jugements en Europe...*, *op. cit.*, spéc. §§376 à 378. V° ég. art. 8 §2 Conv. La Haye (2005).

⁹⁹⁸ Sur l'autorité de la chose jugée, cf. *supra*, §173.

⁹⁹⁹ CJCE 4 oct. 1991, *van Dalen e.a.*, aff. C-183/90, EU:C:1991:379, spéc. pt. 32.

¹⁰⁰⁰ CJCE 11 mai 2000, *Maxicar*, aff. C-38/98, EU:C:2000:225, spéc. pt. 29.

¹⁰⁰¹ CJ 16 juil. 2015, *Diageo Brands*, aff. C-681/13, EU:C:2015:471, spéc. pt. 43 et 44 ; cf. *infra*, §336.

¹⁰⁰² Art. 28 al. 3 Conv. Bruxelles (1968) ; art. 35 §3 Conv. Lugano (2007) ; art. 45 §3 Règlement Bruxelles I refondu. V° H. GAUDEMET-TALLON, *Compétence et exécution des jugements en Europe...*, *op. cit.*, spéc. §§379 à

juge de l'État requis pourra apprécier certains points de la situation permettant de fonder la compétence internationale du juge de l'État d'origine selon son droit¹⁰⁰³. Néanmoins, en ce qui a trait au Règlement Bruxelles I, à la Convention de Bruxelles et de Lugano, le juge de l'État requis est tenu aux constatations et à l'application du droit opéré par le juge de l'État d'origine, même si celles-ci ont été opérées en vertu du droit national. Ici encore, c'est l'effectivité de la décision qui est recherchée sous couvert de l'autorité de la chose jugée et de la confiance que les juges se doivent mutuellement. Dans l'hypothèse où le juge de l'État requis aurait mal mis en œuvre les règles d'instance directe, il revient alors au défendeur de faire appel de cette décision dans l'État d'origine et, *in fine*, d'en appeler à la responsabilité de l'État membre concerné pour mauvaise application du droit de l'Union européenne¹⁰⁰⁴ (convergent avec l'idée d'une concentration des voies de recours¹⁰⁰⁵). Des exceptions sont toutefois prévues par les textes¹⁰⁰⁶, renforçant l'impérativité de certaines règles d'instance directe¹⁰⁰⁷. Elles concernent tout d'abord la règle liée aux compétences exclusives des États membres et à la protection des parties faibles lorsqu'elles sont défenderesses¹⁰⁰⁸. Dans un cas comme dans l'autre, ces dispositions font ressortir le caractère primordial conféré à ces règles d'instance directe pour protéger soit un intérêt particulier de l'État, soit l'accès à la justice de la partie faible au contrat. La disposition au regard des compétences exclusives apparaît pleinement cohérente dans les instruments de l'Union¹⁰⁰⁹. En revanche, celle relative à la protection des parties faibles, qui se conçoit tout à fait, surprend par l'absence d'obligation pour le juge de se déclarer d'office incompetent lorsque s'il est saisi d'une affaire où le défendeur est une partie faible, mais sur un autre fondement que celui relatif aux contrats conclus avec un consommateur. Cela étant, à la différence des compétences exclusives qui ne

386 : soulignant l'existence d'une exception du contrôle de la loi applicable eu égard à l'art. 27 §4 Conv. Bruxelles (1968) (spéc. §§390 à 396-1).

¹⁰⁰³ C'est par ex. le cas pour l'art. 9 (b) Conv. La Haye (2005) où le juge de l'État peut apprécier la validité de la clause selon son droit national eu égard à la capacité des parties.

¹⁰⁰⁴ Pour un rappel de la règle en cas de mauvaise application des règles relatives au renvoi préjudiciel : CJ 16 juil. 2015, *Diageo Brands*, aff. C-681/13, *préc.*, spéc. pt. 65 et 66.

¹⁰⁰⁵ Cf. *infra*, §340.

¹⁰⁰⁶ Art. 28 al. 1 Conv. Bruxelles (1968) ; art. 35 §1 Conv. Lugano (2007) ; art. 45 §1 (e) Règlement Bruxelles I refondu.

¹⁰⁰⁷ En outre, il y a ég. une exception au regard de la bonne application *ratione temporis* des instruments ou lorsque des instruments conventionnels bilatéraux sont applicables : H. GAUDEMET-TALLON, *Compétence et exécution des jugements en Europe...*, *op. cit.*, spéc. §384.

¹⁰⁰⁸ Le Règlement Bruxelles I refondu étend cette protection, en plus des assurés et des consommateurs, aux salariés.

¹⁰⁰⁹ Pour rappel, le juge d'un ÉM saisi pour trancher un litige portant sur une matière exclusive, dont les textes ne lui confèrent pas une compétence, a l'obligation de se déclarer d'office incompetent (art. 19 Conv. Bruxelles (1968) ; art. 25 Conv. Lugano (2007) ; art. 27 Règlement Bruxelles I refondu).

laissent pas de place à la volonté des parties, les consommateurs peuvent faire le choix d'être attirés devant une juridiction différente de leur *for* privilégié, en prorogeant tacitement la compétence de la juridiction saisie¹⁰¹⁰. Fort heureusement, cette possibilité a été encadrée lors de la révision du Règlement Bruxelles I pour s'assurer du consentement de la partie faible dans une telle situation¹⁰¹¹. Pour les parties faibles, la possibilité pour le juge de l'État membre requis de vérifier la compétence du juge de l'État membre d'origine relève de la volonté du législateur de vouloir préserver un accès à la justice facilité. Néanmoins, dans les deux cas, le juge requis est tenu par les constatations opérées par le juge de l'État d'origine¹⁰¹². La vérification se limite alors à l'application de la règle aux faits et non à l'appréciation des faits.

211. *Des contrôles autorisés sous surveillance de la Cour de justice.* Outre les restrictions pour permettre l'efficacité des mécanismes de reconnaissance et d'exécution des décisions dans les autres États membres, il faut également noter que le juge a la possibilité d'opérer des vérifications eu égard au respect de son ordre public international¹⁰¹³, de fond et de procédure, mais aussi quant à la loyauté de l'assignation du défendeur¹⁰¹⁴. Cependant, eu égard à l'objectif d'efficacité des mécanismes instaurés par le système de Bruxelles, l'interprétation et la mise en œuvre de ces motifs de refus de reconnaissance et d'exécution sont strictement encadrées par la Cour de justice¹⁰¹⁵. Cependant, il y a lieu de constater que ces deux dispositions se concentrent principalement sur les droits de la défense. À ce titre, ils doivent faire l'objet d'une analyse plus approfondie lorsque seront examinés les mécanismes associés¹⁰¹⁶.

212. Ces limitations des contrôles permettent à la décision obtenue de pouvoir produire ses effets plus facilement sur le territoire de l'État requis. Elles permettent de faire valoir l'effectivité de l'accès à la justice du créancier. Mais l'Espace européen de justice ne

¹⁰¹⁰ Art. 16 Conv. Bruxelles (1968) ; art. 24 Conv. Lugano (1968) ; art. 26 §1 Règlement Bruxelles I refondu.

¹⁰¹¹ Art. 26 §2 Règlement Bruxelles I refondu.

¹⁰¹² Art. 28 al. 2 Conv. Bruxelles (1968) ; art. 35 §2 Conv. Lugano (2007) ; art. 45 §2 Règlement Bruxelles I refondu.

¹⁰¹³ Art. 27 §1 Conv. Bruxelles (1968) ; art. 34 §1 Conv. Lugano (2007) ; art. 45 §1 (a) Règlement Bruxelles I refondu.

¹⁰¹⁴ Art. 27 §2 Conv. Bruxelles (1968) ; art. 34 §1 Conv. Lugano (2007) ; art. 45 §1 (b) Règlement Bruxelles I refondu.

¹⁰¹⁵ CJ 16 juil. 2015, *Diageo Brands*, aff. C-681/13, *préc.* : "l'article 34 du règlement n°44/2001, qui énonce les motifs pouvant être opposés à la reconnaissance d'une décision, doit recevoir une interprétation stricte en ce qu'il constitue un obstacle à la réalisation de l'un des objectifs fondamentaux dudit règlement" (pt. 41), en l'occurrence, "que les décisions judiciaires rendues dans un État membre soient reconnues de plein droit dans un autre État membre" (pt. 40).

¹⁰¹⁶ Cf. *infra*, §§316 et s.

saurait être aveuglément tourné vers l'une des deux parties au litige : la réalisation des droits substantiels doit être permise pour tous les litigants. Il est ainsi nécessaire de vérifier que les deux ont pu accéder à la justice.

B. Garantir la compatibilité des décisions reconnues et exécutoires

213. *L'inconciliabilité des décisions : faire valoir la réalisation des droits substantiels faisant déjà l'objet d'une décision dans le for requis.* Le dernier point a trait à l'inconciliabilité des décisions étrangères avec celles du *for*. Il s'agit d'« éviter que soit réclamée sur le territoire d'un même État (...) l'exécution de deux décisions contradictoires »¹⁰¹⁷. Les Conventions de Bruxelles et de Lugano, ainsi que le Règlement Bruxelles I refondu, prévoient le même régime en la matière¹⁰¹⁸. Deux cas de figure y sont prévus. Tout d'abord celui où la décision devant être reconnue ou exécutée est inconciliable avec une décision rendue, entre les mêmes parties, dans l'État requis. Le second cas de figure concerne les cas où la décision devant être reconnue ou exécutée est inconciliable avec une décision antérieure d'un autre État membre ou d'un État tiers, entre les mêmes parties dans un litige ayant le même objet et la même cause, et que cette dernière réunit les conditions nécessaires à sa reconnaissance dans l'État requis. Contrairement au régime de litispendance ou de connexité qui vise justement à éviter ce type de situation, les deux décisions contradictoires doivent avoir été rendues. *A priori*, l'Espace européen de justice et ses instruments de droit de la coopération judiciaire doivent permettre d'éviter ces situations. Les deux décisions contradictoires, c'est-à-dire qui « entraînent des conséquences juridiques qui s'excluent mutuellement »¹⁰¹⁹, posent une nouvelle fois le problème de la confrontation de l'effectivité de l'accès à la justice de deux parties qui s'opposent. Dans cette configuration, chacune des parties disposent d'une décision dont elles peuvent se prévaloir et en réclamer l'exécution pour que leurs droits substantiels se réalisent¹⁰²⁰. La résolution de l'inconciliabilité est simple : c'est la décision du *for* qui prévaut, pourvu que les conditions d'inconciliabilité soient remplies. Le plus surprenant tient, dans l'hypothèse de la confrontation d'une décision d'un État

¹⁰¹⁷ H. GAUDEMET-TALLON, *Compétence et exécution des jugements en Europe...*, *op. cit.*, spéc. §419.

¹⁰¹⁸ Art. 27 § 3 et 5 Conv. Bruxelles (1968) ; Art. 34 §3 et 4 Conv. Lugano (2007) ; Art. 45 §1 (c) et (d) Règlement Bruxelles I refondu.

¹⁰¹⁹ CJCE 4 févr. 1988, *Hoffmann*, aff. 145/86, *préc.*, spéc. pt. 22.

¹⁰²⁰ Il est ég. possible d'envisager l'hypothèse d'une partie ayant deux décisions rendues qui lui sont favorables, le débiteur pourrait alors invoquer l'inconciliabilité afin de n'en faire appliquer qu'une seule qui lui soit la plus favorable possible.

membre avec une décision du *for*, que cette dernière prévaut même si elle a été rendue postérieurement à la décision dont la reconnaissance ou l'exécution est demandée ou si elle a été rendue en méconnaissance des règles de compétence internationale. Dans ce cas de figure, l'une des deux juridictions a failli dans la mise en œuvre du droit de la coopération judiciaire, mais aucun des juges ne pourra décider quelle décision pourrait prévaloir sur l'autre puisque les deux sont tenus au principe de la confiance mutuelle qui impose de considérer que les juges doivent tenir pour acquis que les autres États membres respectent le droit de l'Union européenne¹⁰²¹.

214. *Inconciliabilité et procédures européennes unifiées.* Les Règlements TEE, IPE et RPL prévoient également comme unique motif de refus d'exécution l'inconciliabilité dans l'État membre requis. Les critères sont les mêmes pour les trois instruments. Il faut cependant préciser que pour le Règlement n°805/2004, c'est la décision certifiée par l'État membre délivrant le titre qui est visée et non le titre lui-même¹⁰²². Contrairement au régime général du droit de la coopération judiciaire, les conditions posées sont plus strictes. Si l'inconciliabilité s'entend de la même manière, elle suppose, pour être reconnue et empêcher l'exécution du titre, que trois conditions cumulatives soient remplies¹⁰²³. Il faut tout d'abord que le titre porte sur un litige ayant la même cause et entre les mêmes parties qu'une décision antérieure rendue dans l'État membre requis¹⁰²⁴. Cette dernière doit avoir été prononcée par l'État membre d'exécution ou réunir les conditions nécessaires à sa reconnaissance dans cet État¹⁰²⁵ – ciblant les décisions des États tiers –. Enfin, il faut que l'incompatibilité des décisions n'ait jamais été et n'aurait pas pu être invoquée au cours de la procédure judiciaire dans l'État membre d'origine¹⁰²⁶. Cette dernière condition vise clairement à sanctionner un comportement procédural passif visant à ne pas soulever l'inconciliabilité prévisible pour s'en prévaloir en tant que motif

¹⁰²¹ CJ 16 juil. 2015, *Diageo Brands*, aff. C-681/13, *préc.*, spéc. pt. 40.

¹⁰²² Art. 21 §1 Règlement n°805/2004 ; cette distinction doit être gardée à l'esprit pour le reste des développements à ce propos lorsqu'il est question de "titre".

¹⁰²³ M. NIOCHE, « Règlement (CE) n°805/2004 du 21 avril 2004 portant création d'un titre exécutoire européen pour les créances incontestées », p. 161, spéc. §494, S. AMRANI-MEKKI, « Règlement (CE) n°1896/2006 du 12 décembre 2006 instituant une procédure européenne d'injonction de payer », p. 249, spéc. §737, M. NIOCHE, « Règlement (CE) n°861/2007 du 11 juillet 2007 instituant une procédure européenne de règlement des petits litiges », p. 277, spéc. §782, in L. CADIET, E. JEULAND, S. AMRANI-MEKKI, *Droit processuel civil de l'Union européenne*, LexisNexis, 2011.

¹⁰²⁴ Art. 21 §1 (a) Règlement n°805/2004 ; art. 22 §1 (a) Règlement n°1896/2006 ; art. 22 §1 (a) Règlement n°861/2007.

¹⁰²⁵ Art. 21 §1 (b) Règlement n°805/2004 ; art. 22 §1 (b) Règlement n°1896/2006 ; art. 22 §1 (b) Règlement n°861/2007.

¹⁰²⁶ Art. 21 §1 (c) Règlement n°805/2004 ; art. 22 §1 (c) Règlement n°1896/2006 ; art. 22 §1 (c) Règlement n°861/2007.

de refus de reconnaissance ou d'exécution dans l'État membre requis. Les conditions nécessaires pour faire valoir l'incompatibilité entre le titre et une décision antérieure sont beaucoup plus strictes que dans le régime général du droit de la coopération judiciaire. Ces précisions sont salutaires et permettent véritablement l'effectivité de l'accès à la justice pour empêcher notamment l'inertie du défendeur et privilégier l'obtention d'un seul et même titre qui soit exécutoire dans tout l'Espace européen de justice.

215. *Les motifs de refus d'exécution ou de reconnaissance dans la Convention de La Haye de 2005.* Le mécanisme de reconnaissance et d'exécution des décisions, entrant dans le champ d'application de cette Convention, prévoit également un certain nombre de motifs de refus. Ils sont plus nombreux et plus variés que ceux vus précédemment¹⁰²⁷. Si classiquement l'ordre public, la violation des droits du défendeur défaillant et l'inconciliabilité des décisions constituent des motifs de refus de reconnaissance ou d'exécution¹⁰²⁸, d'autres s'ajoutent. Le juge de l'État contractant requis va pouvoir procéder à des vérifications plus étendues, remettant en cause l'idée même d'une coopération entre les États. C'est notamment le cas pour la validité de l'accord d'élection de for, lequel peut être apprécié par le juge de l'État requis, selon le droit de l'État du tribunal élu¹⁰²⁹ ou encore la possibilité du juge de l'*exequatur* d'apprécier la capacité des parties à cet accord selon son droit¹⁰³⁰. Certes, il n'y a pas de confiance mutuelle et celle-ci doit se construire entre les États contractants. Néanmoins, l'intérêt d'une telle convention est largement remis en cause eu égard à l'objectif initial de celle-ci, à savoir la réduction de l'insécurité juridique¹⁰³¹. L'augmentation des motifs de refus de reconnaissance et d'exécution, de même que la large appréciation de ces critères par les juges nationaux, tend à remettre à le remettre en cause.

216. Le contrôle opéré par l'État membre requis est encadré par le droit de la coopération judiciaire. Les interdictions et les limites imposées sont de nature à garantir l'efficacité du dispositif et l'effectivité de la décision étrangère sur le territoire d'un autre État membre. Il en ressort que l'accès à la justice est particulièrement favorable au créancier.

¹⁰²⁷ Cf. Annexe IV, tabl 4.1.

¹⁰²⁸ Art. 9 Conv. La Haye (2005).

¹⁰²⁹ Art. 9 (a) Conv. La Haye (2005).

¹⁰³⁰ Art. 9 (b) Conv. La Haye (2005). D'autres conditions doivent encore être vérifiées : art. 10 et 11.

¹⁰³¹ Proposition de Décision du Conseil relative à la signature par la Communauté européenne de la convention sur les accords d'élection de for, *préc.*, spéc. §2.

217. Dans l'Espace européen de justice, l'exécution des décisions judiciaires est garantie par une série d'instruments qui soit simplifient, soit suppriment les exigences relatives à la procédure d'*exequatur* afin qu'une décision rendue par un État membre puisse être exécutée dans un autre. Le droit en la matière a évolué passant vers une reconnaissance *de plano* de la force exécutoire pour les décisions adoptées dans l'Union européenne. Si un contrôle est toujours possible, celui-ci est encadré par le droit de la coopération judiciaire afin de faire prévaloir l'efficacité du mécanisme et l'effectivité de la décision étrangère. À défaut d'avoir été consacré par la Cour de justice ou la Cour européenne des Droits de l'Homme, le droit à l'exécution de la décision est garanti, pour les litiges transfrontières, par le droit de la coopération judiciaire de l'Union.

Conclusion du Chapitre 1

218. L'accès à la justice dans l'Espace européen de justice se réalise à travers le droit de l'Union européenne, mais pas exclusivement. Le droit conventionnel des États membres continue à jouer un rôle dans certains cas, notamment en ce qui concerne la coopération entre les ordres judiciaires des États membres et ceux des États tiers qu'il faut nécessairement prendre en compte dans la résolution des litiges commerciaux transfrontières. Ce droit conventionnel participe principalement au bon déroulement du procès pour permettre au juge saisi de pouvoir rendre sa décision lorsque l'affaire touche à la dimension externe de l'Espace européen de justice. À l'inverse, dans sa dimension interne, le droit de la coopération judiciaire de l'Union est suffisant pour la réalisation de l'accès à la justice. Outre la coordination des règles d'accès au juge, il coordonne également les procédures intentées. Le risque de déni de justice ou d'inconciliabilité des décisions est ainsi évincé dans l'Espace européen de justice.

L'exécution des décisions judiciaires d'un État membre à l'autre est également facilitée et simplifiée. Le droit de la coopération judiciaire organise une procédure d'*exequatur* harmonisée, voire la supprime. La reconnaissance dans l'Espace européen de justice des décisions judiciaires n'a jamais été aussi simple.

Par conséquent, l'Union européenne, à travers le droit qu'elle adopte pour la résolution des litiges commerciaux transfrontières, permet *a priori* la réalisation de l'objectif d'accès à la justice, tel qu'il est inscrit à l'article 67 §4 du Traité FUE.

Chapitre 2

L'élaboration d'un droit de la coopération judiciaire *lato sensu*

219. Le droit de la coopération judiciaire *stricto sensu* se concentre principalement sur la construction judiciaire de l'Espace européen de justice : un accès à la justice étatique. Cependant, la perspective judiciaire n'est pas la seule à contribuer à l'accès à la justice *lato sensu*. En effet, le champ matériel de l'article 81 du Traité sur le Fonctionnement de l'Union européenne est large : les points (g) et (h) du paragraphe 2 de la disposition permettent au législateur de l'Union d'adopter des actes allant au-delà de l'accès au juge. Il est donc possible d'améliorer l'accès à la justice par d'autres moyens. L'Union n'a d'ailleurs pas hésité à adopter des mesures en ce sens, témoignant d'un dépassement d'une approche strictement judiciaire du développement du droit de la coopération judiciaire.

En effet, l'objectif d'accès à la justice se réalise aussi par l'harmonisation du droit relatif aux modes alternatifs de résolution des différends, notamment la médiation, appréhendée de manière large (**Section 1**). Dans le même sens, il faut remarquer que d'autres politiques contribuent également à la résolution des litiges transfrontières sans être adoptées sur les compétences attribuées à l'Union pour la réalisation de l'Espace européen de justice. L'accès à la justice tend alors à la construction d'un environnement judiciaire commun. Celui-ci a pour objectif de faciliter l'accès à la justice sans pour autant créer de nouvelles procédures ou de permettre l'accès à un autre mode de justice. C'est donc par leur objet que les instruments adoptés dans ces conditions peuvent prétendre à la qualification de droit de la coopération judiciaire *lato sensu* (**Section 2**).

Section 1. La résolution des différends commerciaux transfrontières en dehors du cadre judiciaire

220. L'Espace européen de justice est composé des ordres judiciaires des États membres de l'Union européenne. En ce sens, par sa consécration judiciaire, l'accès à la justice vise la coordination de ces différents ordres afin que demandeurs et défendeurs puissent accéder à la justice et résoudre leurs différends. Si les mécanismes étudiés précédemment répondent strictement à des problématiques liées à l'accès au juge, c'est-à-dire à la justice étatique, il faut remarquer deux choses quant au champ d'application du droit de la coopération judiciaire. Tout d'abord, le droit primaire n'envisage pas exclusivement de coordonner les modes de résolution des litiges à travers l'accès au juge. Il permet également d'appréhender les méthodes alternatives de résolution des différends¹⁰³². La consécration de l'accès à la justice n'est alors plus seulement judiciaire puisque le règlement extrajudiciaire des litiges permet également aux citoyens de résoudre leurs différends et de voir leurs droits substantiels reconnus et réalisés par ce biais. Il convient alors de revenir sur cet aspect afin de déterminer son impact sur la réalisation de l'accès à la justice (§ 1).

Par ailleurs, il faut aussi constater que droit de la coopération judiciaire *lato sensu* s'emploie également à traiter de difficultés qui ne sont pas propres à l'Espace européen de justice. En effet, une série d'outils y est introduite afin d'améliorer l'accès à la justice. Toutefois, ces mécanismes reçoivent un traitement spécial pour faciliter la résolution des litiges transfrontières (§ 2).

§ 1. Le développement des modes alternatifs de résolution des différends

221. En dehors de la justice traditionnelle, c'est-à-dire celle organisée par l'État, les opérateurs économiques disposent également de la possibilité de soumettre la résolution de leur différends à des MARL. Il en existe plusieurs types : arbitrage, conciliation,

¹⁰³² Art. 81 §2 (g) Traité FUE.

médiation ou encore *ombudsman*¹⁰³³. Ils sont souvent désignés comme procédant de la justice privée¹⁰³⁴ par opposition et comme alternative à la justice étatique. Ces modes alternatifs ont en commun que la résolution du litige procède soit de la volonté commune des parties en conflit, soit de celle d'un tiers qui aide, propose ou impose sa solution aux parties en vertu de règles déterminées. Ces MARL, qui se développent¹⁰³⁵, correspondent à la volonté des citoyens à vouloir participer au processus décisionnel, ce qui permet de légitimer davantage la solution et d'en améliorer l'efficacité¹⁰³⁶. Cette forme de justice est appelée participative¹⁰³⁷ ou encore justice négociée puisque les protagonistes du litige participent au règlement de celui-ci. Ils permettent de résoudre le litige opposant les parties en apportant une solution correspondant davantage aux attentes des parties, et surtout qu'elles reconnaissent et exécutent sans rechigner. Il en ressort que les décisions issues de la justice privée sont exécutées de façon spontanée, sans qu'il faille recourir à la force publique, entraînant une réalisation des droits substantiels plus rapide et mieux acceptée.

Bien qu'étant considéré comme une MARL¹⁰³⁸, il convient cependant de distinguer l'arbitrage des autres modes de justice privée. En effet, celui-ci est le seul où le tiers au litige, l'arbitre, reçoit une mission juridictionnelle de la part des parties¹⁰³⁹. À cet égard, il occupe une place spécifique qui le distingue, au sein de la justice privée, des modes de justice pleinement participatifs. Étant donné sa nature particulière, la justice arbitrale n'est pas pleinement appréhendée par le droit de l'Union européenne, ce qui n'est d'ailleurs pas sans poser de difficultés. Il convient de laisser ce mode de justice

¹⁰³³ Pour une typologie des MARL, V° C. JARROSON, « Les modes alternatifs de règlement des conflits : présentation générale », *RIDC*, 1997, n°2, p. 325, spéc. §§14 à 21.

¹⁰³⁴ Qu'il ne faut pas confondre avec la privatisation de la justice étatique : V° Y. BENHAMOU, « Vers une inexorable privatisation de la justice ? Contribution à une étude critique de l'une des missions régaliennes de l'État », *D.*, 2003, p. 2773 ; CEPEJ, « L'accès à la justice en Europe », *Les études de la CEPEJ*, n°9, spéc. pp. 15 et 118 et s.

¹⁰³⁵ B. DE BELVAL, « Petite réflexion sur le développement des modes alternatifs de règlement des litiges par rapport au droit », *Gaz. Pal.*, 2012, n°129, p. 11.

¹⁰³⁶ N. FRICERO (dir.) et al., *Le guide des modes amiables de résolution des différends (MARD)*, Dalloz, 2^e éd., 2015, spéc. §0.12.

¹⁰³⁷ V° *ibid.*, spéc. §412.11 ; sur la justice participative en général, V° J.-F. ROBERGE, *La justice participative : changer le milieu juridique par une culture intégrale active de règlement des différends*, Éditions Yvon Blais, 2011.

¹⁰³⁸ É. LOQUIN, *L'arbitrage du commerce international*, Lextenso, 2015, spéc. §1.

¹⁰³⁹ J.-B. RACINE, F. SIIRIAINEN, *Droit du commerce international*, Dalloz, 2^e éd., 2011, spéc. §621 ; J.-M. JACQUET, P. DELEBECQUE, S. CORNELOUP, *Droit du commerce international*, Dalloz, 3^e éd., 2015, spéc. §1048.

privée de côté pour le moment et de se concentrer sur les réalisations concrètes contribuant à l'accès à la justice¹⁰⁴⁰.

Dans l'Union européenne, les modes alternatifs de résolution des différends ont fait l'objet de deux directives générales : la Directive 2008/52/CE sur certains aspects de la médiation¹⁰⁴¹ et la Directive 2013/11/UE sur le règlement extrajudiciaires des litiges de consommation¹⁰⁴². Ces deux instruments corroborent l'hypothèse selon laquelle l'accès à la justice n'est pas exclusivement appréhendé par une approche judiciaire, puisqu'il s'agit justement d'un mode alternatif de résolution des différends (A) et que les mesures adoptées sur le fondement de l'article 81 du Traité FUE ne sont pas les seules à promouvoir l'accès à la justice dans l'Union (B).

A. L'appréhension de la médiation par le droit de la coopération judiciaire

222. La promotion de l'accès à la justice par le règlement extrajudiciaire des litiges transfrontières. Les modes alternatifs de résolution des différends ont très tôt été encouragés par l'Union européenne. D'abord de manière sectorielle¹⁰⁴³, puis, après dix longues années de gestation, de manière globale avec une directive s'attachant à harmoniser certains aspects de la médiation¹⁰⁴⁴. Cet instrument, bien qu'extérieur à la construction judiciaire *stricto sensu*, contribue également à l'accès à la justice¹⁰⁴⁵. En effet, le constat de base est toujours le même : en matière transfrontière, il existe des

¹⁰⁴⁰ Cf. *infra*, §§367 et s.

¹⁰⁴¹ Directive 2008/52/CE du Parlement européen et du Conseil du 21 mai 2008 sur certains aspects de la médiation en matière civile et commerciale, JOUE L 136/3 du 24 mai 2008.

¹⁰⁴² Directive 2013/11/UE du Parlement européen et du Conseil du 21 mai 2013 relative au règlement extrajudiciaire des litiges de consommation et modifiant le règlement (CE) n°2006/2004 et la directive 2009/22/CE (directive relative au RELC), JOUE L 165/63 du 18 juin 2013.

¹⁰⁴³ En ce sens, V° J.-B. RACINE, « Présentation de la directive 2008/52/CE sur certains aspects de la médiation en matière civile et commerciale », *Europe*, déc. 2008, n°12, étude 10, spéc. §3 ; Proposition de directive du Parlement européen et du Conseil relative au règlement extrajudiciaire des litiges de consommation et portant modification du règlement (CE) n°2006/2004 et de la directive 2009/22/CE (directive relative au RELC), COM(2011) 793 final du 29 nov. 2011, 2011/0373(COD), spéc. pt. 1, p. 2, ndbp n°6 : reprend les différents instruments relatifs au règlement extrajudiciaire des litiges.

¹⁰⁴⁴ Directive 2008/52/CE du Parlement européen et du Conseil du 21 mai 2008 sur certains aspects de la médiation en matière civile et commerciale, *préc.*

¹⁰⁴⁵ Livre vert de la Commission sur les modes alternatifs de résolution des conflits relevant du droit civil et commercial, COM(2002) 196 final du 19 avr. 2002, spéc. §9 : “[I]es ADR s’inscrivent pleinement dans le contexte des politiques sur l’amélioration de l’accès à la justice. [Ils] jouent en effet un rôle complémentaire par rapport aux procédures juridictionnelles, dans la mesure où les méthodes mises en œuvre dans les ADR sont souvent mieux adaptées à la nature des litiges. Les ADR peuvent ainsi permettre aux parties d’engager un dialogue, qui aurait été sans cela impossible, et d’évaluer par elles-mêmes l’opportunité de saisir les tribunaux” (emphase ajoutée).

obstacles à la résolution des différends, qu'ils soient d'ordre matériels¹⁰⁴⁶ ou juridiques¹⁰⁴⁷. Afin de maintenir la confiance nécessaire des opérateurs économiques dans le Marché intérieur, l'Union s'efforce donc de rechercher des solutions différentes pour améliorer l'accès à la justice qui est, pour elle, un objectif. Les modes alternatifs de résolution des litiges apparaissent comme une solution adéquate pour atteindre cet objectif, notamment pour des raisons d'ordre pratique et conjoncturel¹⁰⁴⁸. En effet, ils offrent l'avantage d'une approche consensuelle et leur flexibilité permet une adaptation aux besoins des parties qui pourront trouver ensemble la meilleure solution à leur litige, constituant une véritable garantie de la continuité des relations commerciales¹⁰⁴⁹. La finalité de ces MARL est donc identique à celle de l'accès à la justice en général : la résolution du litige et la réalisation des droits substantiels¹⁰⁵⁰. La Directive 2008/52/CE y fait d'ailleurs référence en indiquant d'abord que la Communauté considère, depuis le Conseil européen de Tampere, que l'accès à la justice est fondamental et que les MARL « [constituent] un pas essentiel pour permettre le développement (...) [du] règlement des conflits en matière civile et commerciale de façon à simplifier et améliorer l'accès à la justice »¹⁰⁵¹. Par ailleurs, l'Union est confortée dans sa démarche : des études ont démontré que la médiation permet également de combattre la lenteur judiciaire et les coûts, parfois importants, que la justice classique peut entraîner¹⁰⁵². Elle apporte, par son fonctionnement – basé sur une approche consensuelle pour la recherche d'une solution adoptée – des bénéfices non-quantifiables : « *specially tailored solutions, greater compliance, win-win outcomes (rather than win-lose), empowerment of the parties,*

¹⁰⁴⁶ Livre vert de la Commission sur l'assistance judiciaire en matière civile : problèmes rencontrés par le plaideur transfrontalier, COM(2000) 51 final du 9 févr. 2000 ; Livre vert de la Commission sur les modes alternatifs de résolution des conflits relevant du droit civil et commercial, *préc.*, spéc. §6 : "la lenteur et le coût des procédures" et les difficultés d'ordre linguistique.

¹⁰⁴⁷ Plusieurs points sont relevés *in* Livre vert de la Commission sur les modes alternatifs de résolution des conflits relevant du droit civil et commercial, *préc.*, spéc. §§5 et 6 : not. "la quantité, la complexité et la technicités des textes législatifs".

¹⁰⁴⁸ V° en ce sens, Livre vert de la Commission sur les modes alternatifs de résolution des conflits relevant du droit civil et commercial, *préc.*, spéc. §5.

¹⁰⁴⁹ *Ibid.*, spéc. §§9 à 11.

¹⁰⁵⁰ Cf. *supra*, §5.

¹⁰⁵¹ Cons. n°2 et 3 Directive 2008/52/CE.

¹⁰⁵² Sur ce point, V° G. DE PALO, « Mediation as Alternative Dispute Resolution (the functioning of Directive 2008/52/CE on certain aspects of mediation in civil and commercial matters) », Parlement européen, Cross-Border Activities in the EU. Making Life Easier for Citizens, PE 510.003, févr. 2015, p. 280, spéc. p. 283, qui, pour démontrer l'avantage économique de la médiation sur la justice étatique, fait référence aux études suivantes : Parlement européen, Quantifying the Cost of Not Using Mediation. A Data Analysis, PE 453.180, avr. 2011 ; Parlement européen, "Rebooting" the Mediation Directive. Assessing the Limited Impact of its Implementation and Proposing Measures to Increase the Number of Mediations in the EU, PE 493.042, janv. 2014.

equalization of weak/strong party imbalances, preservation (or reestablishment) of relationships, and amicable termination of relationships, to name a few »¹⁰⁵³. En ce sens, il n'est pas contestable que le développement des MARL, plus spécifiquement de la médiation, en droit de la coopération judiciaire permet à l'Union de compléter les recours à la justice étatique pour la résolution des différends¹⁰⁵⁴. Dès lors, sans pour autant être rattaché à une démarche purement judiciaire, dans le sens d'un règlement du litige devant une autorité étatique, les MARL contribuent également à l'accès à la justice dans l'Espace européen de justice.

223. Le cadre général de l'accès à la médiation dans l'Espace européen de justice : une harmonisation a minima. La Directive 2008/52/CE a été adoptée pour contribuer à l'Espace européen de justice, notamment son objectif « d'un meilleur accès à la justice »¹⁰⁵⁵. Toutefois, il convient de vérifier que les dispositions adoptées tiennent leurs promesses au regard de l'accès à la justice. Sans obliger la création de ce mode de justice pour la résolution des litiges en droit national¹⁰⁵⁶, la Directive vient inciter les États membres à « favoriser le règlement amiable des litiges en encourageant le recours à la médiation »¹⁰⁵⁷. Son champ d'application correspond à celui du droit de la coopération judiciaire en matière civile et commerciale, tout en précisant que seuls les droits disponibles peuvent faire l'objet d'une médiation. Cette limitation s'entend tout à fait dans la mesure où la résolution du litige repose sur une négociation semblable à la matière contractuelle¹⁰⁵⁸. Des différences peuvent donc apparaître selon l'État membre où celle-ci se tiendra puisque cette matière n'est pas unifiée par le droit matériel de l'Union. Outre les garanties timides et par voie de *soft law* liées au processus de médiation lui-même¹⁰⁵⁹, c'est assurément, lorsqu'il existe, la possibilité d'accéder à ce mode de justice

¹⁰⁵³ G. DE PALO, « Mediation as Alternative Dispute Resolution (the functioning of Directive 2008/52/CE on certain aspects of mediation in civil and commercial matters) », *préc.*, spéc. p. 287.

¹⁰⁵⁴ Livre vert de la Commission sur les modes alternatifs de résolution des conflits relevant du droit civil et commercial, *préc.*, spéc. §9.

¹⁰⁵⁵ Cons. n°3, 5 et 6 Directive 2008/52/CE ; Rapport de la Commission au Parlement européen, au Conseil et au Comité économique et social européen sur l'application de la directive 2008/52/CE du Parlement européen et du Conseil sur certains aspects de la médiation en matière civile et commerciale, COM(2016) 542 final du 26 août 2016, spéc. pt. 1.1.

¹⁰⁵⁶ S. POILLOT-PERUZZETTO, « Médiation », *Rép. droit européen*, Dalloz, juin 2013 (maj. juin 2016), spéc. §34 : la directive « reconnaît la diversité des recours à la médiation existant », mais, *a contrario*, elle n'impose pas aux États membres de créer des recours à la médiation en droit national.

¹⁰⁵⁷ Art. 1^{er} Directive 2008/52/CE.

¹⁰⁵⁸ J.-B. RACINE, « Présentation de la directive 2008/52/CE sur certains aspects de la médiation en matière civile et commerciale », *préc.*, spéc. §6.

¹⁰⁵⁹ Art. 4 et 7 Directive 2008/52/CE ; V° L. CADIET, « Directive n°2008/52/CE du 21 mai 2008 sur certains aspects de la médiation en matière civile et commerciale », in L. CADIET, E. JEULAND, S. AMRANI-MEKKI, dir.,

participative qui est préservé et favorisé par le texte. Plusieurs points abondent en ce sens. Tout d'abord, la notion même de médiation est très largement entendue¹⁰⁶⁰. La lecture de l'article 3 du texte impose une définition autonome de la médiation, qui est plus large que la définition française par exemple. Dans la Directive, est considérée comme médiation, tout processus dans lequel un tiers intervient pour aider les parties à résoudre leur litige¹⁰⁶¹. Cette définition autonome invite « à dépasser les qualifications subtiles de droit national dans une vision *a priori* englobante »¹⁰⁶². Outre la possibilité laissée aux parties de pouvoir recourir à la médiation de leur propre chef, c'est l'invitation du juge d'y recourir et son recours volontaire qui sont garantis et permet ainsi d'améliorer l'accès à ce mode de résolution des différends¹⁰⁶³. Il faut noter l'effet bénéfique de cette incitation : d'une part elle permet le désencombrement des juridictions publiques et, de la même manière, d'accélérer la résolution du litige, palliant ainsi à une remarque générale quant à la lenteur de la résolution des litiges transfrontières¹⁰⁶⁴. Même si l'harmonisation apportée par la Directive est minime, il n'en demeure pas moins qu'elle participe à la concrétisation de l'accès à la justice puisqu'elle donne vie à la médiation dans l'Espace européen de justice¹⁰⁶⁵. Dans son rapport portant sur l'application de la Directive 2008/52/CE, la Commission souligne la valeur ajoutée de l'instrument pour l'Union européenne. Elle précise que tous les États membres l'ont transposée et certains ont même profité de l'occasion pour mettre en place un cadre législatif pour permettre la résolution des litiges transfrontières par la médiation¹⁰⁶⁶. Globalement, la Commission estime que la Directive remplit les objectifs qui lui étaient assignés relativement à l'accès à la justice¹⁰⁶⁷. Elle souligne toutefois qu'il faut continuer à développer une « culture » de

Droit processuel civil de l'Union européenne, LexisNexis, 2011, p. 321, spéc. §§850 et 851 ; C. NOURISSAT, « Directive 2008/52/CE du Parlement européen et du Conseil du 21 mai 2008 sur certains aspects de la médiation en matière civile et commerciale », *Procédures*, nov. 2008, n°11, étude 9, spéc. §7.

¹⁰⁶⁰ S. POILLOT-PERUZZETTO, « Médiation », *Rép. droit européen, préc.*, spéc. §§35 à 37 ; L. CADIER, « Directive n°2008/52/CE du 21 mai 2008 sur certains aspects de la médiation en matière civile et commerciale », *op. cit.*, spéc. §848.

¹⁰⁶¹ Art. 3 Directive 2008/52/CE.

¹⁰⁶² C. NOURISSAT, « Directive 2008/52/CE du Parlement européen et du Conseil du 21 mai 2008 sur certains aspects de la médiation en matière civile et commerciale », *préc.*, spéc. §5.

¹⁰⁶³ Art. 5 Directive 2008/52/CE.

¹⁰⁶⁴ Il s'agit ici d'un effet de vases communicants : puisque le juge peut inviter les parties à recourir à la médiation, il se libère du temps pour traiter d'autres litiges qui ne peuvent recevoir le même traitement.

¹⁰⁶⁵ En ce sens, V° C. NOURISSAT, « Directive n°2008/52/CE du Parlement européen et du Conseil du 21 mai 2008 sur certains aspects de la médiation en matière civile et commerciale », *préc.*, spéc. §10.

¹⁰⁶⁶ Rapport de la Commission au Parlement européen, au Conseil et au Comité économique et social européen sur l'application de la directive 2008/52/CE..., *préc.*, spéc. pt. 2.

¹⁰⁶⁷ *Ibid.*, spéc. pt. 3.

la médiation¹⁰⁶⁸ afin d'encourager davantage un système où « il n'y a ni gagnants ni perdants, mais des partenaires »¹⁰⁶⁹.

B. L'appréhension de la médiation à travers la politique de protection des consommateurs

224. *La médiation pour la résolution des litiges de consommation : promouvoir l'accès à la justice sur le fondement d'une compétence extérieure à l'Espace de liberté, de sécurité et de justice.* Contrairement à l'approche générale de la médiation par la Directive 2008/52/CE, une méthode différente avait d'abord été choisie en matière de litiges transfrontières relatifs à des contrats conclus des consommateurs : la recommandation. Deux instruments de ce type avaient été adoptés. Alors que la première s'adressait principalement « aux procédures qui (...) mènent à un règlement du litige par l'intervention active d'une tierce personne qui propose ou impose une solution »¹⁰⁷⁰, la seconde recommandation englobait toutes les procédures de médiation disponibles en matière de litige de consommation¹⁰⁷¹. Les deux recommandations visaient à l'harmonisation des règles relatives à la médiation, entendue largement, aussi bien sur l'accès à celle-ci, qui doit être assuré¹⁰⁷², que des garanties relatives au processus lui-même¹⁰⁷³. Cependant, ces deux instruments n'ont pas eu l'effet escompté¹⁰⁷⁴, poussant l'Union à revoir sa copie. C'est la raison pour laquelle le législateur de l'Union a adopté une Directive en la matière¹⁰⁷⁵. Contrairement à la Directive 2008/52/CE, l'instrument a

¹⁰⁶⁸ *Ibid.*, spéc. pt. 2.

¹⁰⁶⁹ *Ibid.*, spéc. pt. 3.

¹⁰⁷⁰ Recommandation 98/257/CE de la Commission du 30 mars 1998 concernant les principes applicables aux organes responsables de la résolution extrajudiciaire des litiges de consommation, JOCE L 115/31 du 17 avr. 1998, spéc. cons. p. 32 ; il s'agit, semble-t-il, des procédures faisant appel à un médiateur de type *ombudsman*.

¹⁰⁷¹ Recommandation 2001/310/CE de la Commission du 4 avr. 2001 relative aux principes applicables aux organes extrajudiciaires chargés de la résolution consensuelle des litiges de consommation, JOCE L 109/56 du 19 avr. 2001, spéc. pt. I §1.

¹⁰⁷² Recommandation 98/257/CE, *préc.*, spéc. pt. IV ; Recommandation 2001/310/CE, *préc.*, spéc. pt. II (C).

¹⁰⁷³ Qui doit être impartial, transparent et équitable.

¹⁰⁷⁴ Cons. n°5 Directive 2013/11/UE : « Or, le [règlement extrajudiciaire des litiges] n'est pas encore suffisamment ni systématiquement développé dans l'Union. Il est regrettable que, malgré la recommandation 98/257/CE (...) et la recommandation 2001/310/CE (...), le [règlement extrajudiciaire des litiges] n'ait pas été correctement mis en place et ne fonctionne pas de manière satisfaisante dans l'ensemble des zones géographiques ou des secteurs d'activité de l'Union ».

¹⁰⁷⁵ Directive 2013/11/UE du Parlement européen et du Conseil du 21 mai 2013 relative au règlement extrajudiciaire des litiges de consommation et modifiant le règlement (CE) n°2006/2004 et la directive 2009/22/CE (directive relative au RELC), *préc.* ; qui fonctionne de paire avec le Règlement n°524/2013 (cons. n°12 Directive 2013/11/UE) : sur l'apport de ce règlement en matière d'accès à la justice, cf. *infra*, §263. Il faut noter que la Directive 2013/11/UE s'applique aux contrats de vente de marchandise ou de prestation de

été adopté sur le fondement de l'article 114 du Traité FUE¹⁰⁷⁶. Il vient ouvrir la voie à la médiation afin d'« [a]ssurer un accès à des moyens simples, efficaces, rapides et peu onéreux de résoudre les litiges nationaux et [transfrontières] résultant de la vente de marchandises ou de la prestation de services [devant] profiter aux consommateurs et donc renforcer leur confiance dans le marché »¹⁰⁷⁷ ; en d'autres termes, elle garantit l'accès à la justice *lato sensu* aux consommateurs. Sans doute la Directive, étant le fruit de travaux menés dans le cadre de la politique de protection des consommateurs de l'Union européenne, le législateur n'a pas semblé bon d'inscrire cet instrument, même incidemment, dans le giron de l'Espace européen de justice, alors même que l'effet recherché est similaire : faciliter l'accès à la justice. Ce comportement tend à démontrer que l'accès à la justice peut se concevoir autrement que par le droit de la coopération judiciaire, tel qu'il est prévu à l'article 81 du Traité FUE.

225. Une harmonisation plus audacieuse pour les litiges de consommation. La Directive 2013/11/UE va cependant plus loin que la Directive 2008/52/CE, même si elles ont toutes les deux la même finalité. Tout d'abord, il faut noter que les États membres ont l'obligation de prévoir le recours à une entité REL¹⁰⁷⁸. Lu en combinaison avec l'article 5 §1 Directive 2013/11/UE, force est de constater que non seulement l'accès doit être assuré par le droit national¹⁰⁷⁹, mais qu'un tel mécanisme de médiation doit être offert aux consommateurs pour la résolution des litiges de consommation. Par ailleurs, pour atteindre son objectif d'amélioration et de promotion d'accès à la justice, la Directive 2013/11/UE contient également des mesures visant à informer les consommateurs de l'existence même de ce mécanisme. Cette obligation incombe non seulement aux professionnels, mais également aux États membres¹⁰⁸⁰. Contrairement à la Directive 2008/52/CE, l'Union met tous les moyens dont elle dispose pour permettre aux consommateurs d'accéder à la justice, fût-elle participative¹⁰⁸¹. En outre, et il s'agit là

service conclus entre un consommateur et un professionnel, domiciliés sur le territoire d'un ÉM (litiges transfrontières internes à l'UE) (art. 2).

¹⁰⁷⁶ Cf. *infra*, §§414 et s.

¹⁰⁷⁷ Cons. n°4 Directive 2013/11/UE.

¹⁰⁷⁸ Art. 5 §3 Directive 2013/11/UE.

¹⁰⁷⁹ Comme c'est déjà le cas pour la Directive 2008/52/CE lorsque le recours à ce mécanisme est prévu par le droit procédural national de l'ÉM considéré (art. 5 Directive 2008/52/CE).

¹⁰⁸⁰ Art. 13 Directive 2013/11/UE pour l'obligation faite aux professionnels et art. 15 Directive RELC pour celle relative aux ÉM – il faut ég. souligner l'obligation pour ces derniers de fournir une assistance aux consommateurs pour les orienter vers l'entité REL compétente lorsque le litige est transfrontière (art. 14 Directive 2013/11/UE).

¹⁰⁸¹ Comme le souligne Giuseppe DE PALO, si la Directive 2008/52/CE vise à améliorer l'accès à la justice dans certains ÉM, les résultats dans l'UE restent modestes (*in* « Mediation as Alternative Dispute Resolution (the

d'un point important, la Directive 2013/11/UE reprend et impose des garanties procédurales¹⁰⁸². L'instrument vient *judicialiser* le processus de médiation. Il prévoit notamment des obligations sur les qualités attendues du médiateur – indépendance et impartialité –. Sont ici visés les principaux reproches adressés à la justice participative en comparaison avec la justice étatique¹⁰⁸³. Les dispositions de la Directive permettent de rapprocher le médiateur et le processus de médiation des exigences relatives à la justice étatique : le respect du droit au procès équitable. Seule manque au médiateur, *pour le moment*, une véritable autorité : ce tiers ne peut pas imposer de décision aux parties. L'ensemble de ces dispositions est de nature à créer ou pérenniser un accès à un mode de résolution des différends pour les consommateurs, présentant des garanties semblables à celles attendues de la justice étatique. Il est indéniable que la Directive 2013/11/UE conforte l'objectif de l'accès à la justice dans l'Espace européen de justice alors même qu'institutionnellement parlant, il n'est pas considéré *stricto sensu* comme du droit de la coopération judiciaire puisqu'il n'est pas adopté sur le fondement de l'article 81 du Traité FUE. Par son objet toutefois, il convient tout de même de le considérer comme faisant partie intégrante du droit de la coopération judiciaire *lato sensu*.

226. Une caractéristique commune : l'accès à la justice étatique maintenu. Que ce soit dans le cadre général ou pour les consommateurs, il faut souligner que le recours à la médiation ne peut pas avoir pour effet d'entraver l'accès à la justice étatique des opérateurs économiques¹⁰⁸⁴. Il en résulte que la résolution extrajudiciaire des litiges fait l'objet d'une obligation de moyen pour les parties qui peuvent toujours décider de soumettre leur différend au juge. Afin de ne pas entraver cet accès au juge, les deux instruments prévoient la suspension des délais de prescription prévus par le droit

functioning of Directive 2008/52/CE on certain aspects of mediation in civil and commercial matters », *préc.*, spéc. pp. 305 et s.). Il faut espérer que les dispositions de la Directive 2013/11/UE, combinée avec le Règlement RLLC, permettront d'atteindre plus rapidement et plus largement les effets escomptés (il faudra cependant attendre les premières études sur ce point étant donné que la Directive 2013/11/UE devait être transposée au 9 juil. 2015 (art. 27 Directive 2013/11/UE) et que la plateforme RLL de la Commission n'a été mise en ligne que début 2016).

¹⁰⁸² Art. 6 à 11 Directive 2013/11/UE.

¹⁰⁸³ L. CADIET, J. NORMAND, S. AMRANI-MEKKI, *Théorie générale du procès*, PUF, 2^e éd., 2013, spéc. §50, où la principale critique adressée aux MARL est celle du respect des droits fondamentaux des parties.

¹⁰⁸⁴ Art. 5 §2 Directive 2008/52/CE, applicable aussi bien à la médiation en général que pour le recours à une entité REL pour les litiges de consommation (par le truchement de l'art. 3 §2 Directive 2013/11/UE, rappelé au cons. n°45 de l'instrument ; et rappelé par l'art. 9 §2 Directive 2013/11/UE).

procédural national de telle sorte que le recours à la médiation ne puisse pas constituer un obstacle juridique à la saisine d'une juridiction nationale¹⁰⁸⁵.

227. En définitive, il faut retenir que le droit de la coopération judiciaire *lato sensu* ne limite pas son champ d'application à la coordination de la justice étatique. Il permet également d'envisager une harmonisation, même minime, en matière de modes alternatifs de résolution des différends. Cette constatation confirme le sens large qu'il convient de donner à l'adjectif « judiciaire », lequel se comprend davantage comme *ce qui se rapporte à la justice*, autrement dit à la résolution des litiges, que *ce qui se rapporte à l'autorité judiciaire*, dépassant l'approche processuelle.

§ 2. L'influence du contexte global de l'Espace européen de justice sur le droit de la coopération judiciaire

228. L'objectif de l'Espace européen de justice est de créer un espace sans frontières intérieures offert aux citoyens. Toutefois, cette construction ne peut se faire sans tenir compte de la diversité induite par le rassemblement des ordres juridiques et judiciaires des États membres : ils sont « uni[s] dans la diversité »¹⁰⁸⁶. Cette hétérogénéité doit être respectée¹⁰⁸⁷, mais pose des difficultés, notamment en matière de communication et d'échange entre les États membres et leurs citoyens. Ils s'avèrent difficiles dans un contexte multilingue et de traditions juridiques variées. Sans être spécifique au cadre de l'Espace européen de justice, il est néanmoins nécessaire d'aménager des solutions afin de limiter l'impact de cette richesse culturelle sur la résolution des litiges transfrontières. C'est dans ce contexte que des outils ont été développés en droit de la coopération judiciaire. Ceux-ci contribuent à un meilleur accès à la justice sans toutefois être propre à

¹⁰⁸⁵ Art. 8 Directive 2008/52/CE ; art. 12 Directive 2013/11/UE. Sur ce point, V° L. CADIET, « Directive n°2008/52/CE du 21 mai 2008 sur certains aspects de la médiation en matière civile et commerciale », *op. cit.*, spéc. §849 ; J.-B. RACINE, « Présentation de la directive 2008/52/CE sur certains aspects de la médiation en matière civile et commerciale », *préc.*, spéc. §15 qui “[considère] qu’il s’agit de l’un des articles les plus importants de la directive”.

¹⁰⁸⁶ Déclaration n°52 du Royaume de Belgique, de la République de Bulgarie, de la République fédérale d'Allemagne, de la République hellénique, du Royaume d'Espagne, de la République italienne, de la République de Chypre, de la République de Lituanie, du Grand-Duché de Luxembourg, de la République de Hongrie, de la République de Malte, de la République d'Autriche, de la République portugaise, de la Roumanie, de la République de Slovénie et de la République slovaque relative aux symboles de l'Union européenne, Versions consolidées du traité sur l'Union européenne et du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne, JOUE C 202/355 du 7 juin 2016.

¹⁰⁸⁷ Art. 3 §3 al. 4 Traité UE : l'Union “respecte la richesse de sa diversité culturelle et linguistique, et veille à la sauvegarde et au développement du patrimoine culturel européen”.

la matière. Il s'agit notamment de trouver des solutions pour faciliter les échanges entre les parties et les autorités judiciaires en charge de la résolution du différend (A) mais aussi pour réduire les difficultés en matière d'authenticité des actes publics (B).

A. L'influence du contexte multilingue de l'Union sur le droit de la coopération judiciaire

229. Actuellement, il y a toujours 28 États membres¹⁰⁸⁸. L'Union respecte la « diversité culturelle et linguistique »¹⁰⁸⁹ de ces derniers : 24 langues officielles y sont donc reconnues¹⁰⁹⁰. Par conséquent, il y règne un véritable multilinguisme, notamment au sein des institutions de l'Union. En outre, les États membres fixent, selon leur droit national, la ou les langues officielles de leur pays, qui, à l'instar du luxembourgeois, peuvent avoir cours dans le pays sans toutefois être admise comme langue officielle de l'Union¹⁰⁹¹. L'Espace européen de justice est donc éminemment multilingue. Dans le contexte des litiges transfrontières, cette caractéristique entraîne l'existence d'une forte probabilité pour que l'une des parties au moins parle une langue différente de l'autre¹⁰⁹². Cependant, il ne peut y avoir un litige commercial transfrontière que si les parties ont déjà réussi à s'entendre. En toute logique, elles parlent *normalement* une langue commune, mais néanmoins étrangère pour l'une d'entre elles. Cette première constatation pose la question de la pertinence de l'obstacle linguistique. Est-il vraiment de nature à restreindre l'accès à la justice ? Dans des relations commerciales régulières, la difficulté liée au multilinguisme ne se justifie pas. Cependant, dans le contexte de la résolution d'un litige, il en va différemment. En effet, il est admis que le langage juridique est réservé à des

¹⁰⁸⁸ Même si le résultat du referendum du 24 juin 2016 va conduire le Royaume-Uni à mettre en œuvre la procédure de retrait prévue à l'art. 50 Traité UE, celle-ci n'a, à ce jour, pas encore été officiellement activée par les dirigeants de ce pays. Par conséquent, l'UE reste, pour le moment, composé de 28 États membres. Sur l'anticipation du Brexit, cf. *infra*, §433.

¹⁰⁸⁹ Art. 3 §3 al. 4 Traité UE ; conforté par l'art. 22 CDFUE.

¹⁰⁹⁰ Art. 1^{er} Règlement (CEE) n°1 du Conseil du 15 avr. 1958 portant fixation du régime linguistique de la Communauté Économique Européenne, JOCE 17/385 du 6 oct. 1958 : allemand, anglais, bulgare, croate, danois, espagnol, estonien, finnois, français, grec, hongrois, irlandais, italien, letton, lituanien, maltais, néerlandais, polonais, portugais, roumain, slovaque, slovène, suédois et tchèque.

¹⁰⁹¹ Par ex. au Luxembourg le luxembourgeois est la troisième langue officielle du pays, mais cette langue n'est pas reconnue comme une langue officielle de l'UE puisque l'État n'en a jamais fait la demande, contrairement à l'Irlande et l'irlandais : V^o Commission, La traduction à la Commission européenne : 1958-2010, Étude sur la traduction et le multilinguisme, 2/2009 (disp. en ligne : <<http://ec.europa.eu/dgs/translation/>>, rubrique "Publications/Études"), spéc. p. 12.

¹⁰⁹² Particulièrement au sein de l'UE où au moins 24 langues différentes sont employées (sans compter le luxembourgeois ou d'autres dialectes).

spécialistes et présente technicité et opacité¹⁰⁹³. La maîtrise d'une langue étrangère n'inclut pas nécessairement la compréhension de son volet juridique pourtant nécessaire à la résolution des différends. La barrière linguistique demeure alors, même si les parties parlent une même langue, notamment pour la partie faisant l'effort de parler une langue étrangère. La traduction et l'interprétation s'avèrent alors essentielles. Leur absence est potentiellement attentatoire à l'accès à la justice, ou plus précisément à son effectivité¹⁰⁹⁴. Cependant, cet obstacle n'est pas absolu puisque l'aide d'un traducteur et/ou d'un interprète peut pallier la difficulté. Mais de tels services impliquent des coûts supplémentaires non négligeables pour les litigants pouvant les dissuader d'accéder à la justice. Des questions se posent alors pour apporter des solutions : faut-il retenir celles des institutions de l'Union où tous les actes sont *supposés* être traduits dans toutes les langues officielles de l'institution ? Le recours aux traducteurs et aux interprètes doit-il être généralisé pour assurer la bonne communication et compréhension de tous ? Si la première hypothèse semble impossible à réaliser au regard des coûts et des difficultés déjà rencontrés pour sa réalisation dans l'Union, la seconde apparaît également compliquée à généraliser et pose la question du coût d'une telle mesure. Il faut alors constater que le droit de la coopération judiciaire a su développer ses propres solutions pour répondre au contexte multilingue de l'Espace européen de justice. Ainsi est-il développé la standardisation des échanges, laquelle vise notamment les difficultés liées au contexte multilingue de l'Union (1), mais aussi la prise en charge financière des coûts de traduction et d'interprétation pour ceux bénéficiant de l'aide judiciaire (2) ou encore, indirectement, à travers l'application de certaines règles d'instance directe (3).

1. La standardisation des échanges

230. Le développement d'un droit formulaire. Très tôt, lorsque la Communauté européenne s'est penchée sur l'accès à la justice, elle a remarqué que le droit procédural national des États membres incitent ou obligent les parties à un procès à communiquer

¹⁰⁹³ S. MONTJEAN-DUCAUDIN, *La traduction du droit dans la procédure judiciaire. Contribution à l'étude de la linguistique juridique*, Dalloz, 2012, spéc. §5 ; S. CHATILLON, « Droit et langue », *RIDC*, 2002, n°3, p. 687, spéc. pp. 689 à 691.

¹⁰⁹⁴ Seuls quelques litiges commerciaux transfrontières seront épargnés par cet obstacle : par ex. si le litige oppose un opérateur économique domicilié en Allemagne et un autre domicilié en Autriche, que les juridictions allemandes sont saisies, la langue officielle des deux ÉM étant l'allemand, il n'y aura pas de difficulté de compréhension de la part de la partie autrichienne.

par le biais de formulaires¹⁰⁹⁵. Cet outil a très vite été pris en exemple pour améliorer et faciliter la communication entre les juridictions des États membres, mais également pour formaliser les demandes et les échanges avec et entre les parties. Le Conseil européen l'a également mis en avant dans ses programmes¹⁰⁹⁶. Les formulaires constituent aujourd'hui un signe distinctif du droit de la coopération judiciaire de l'Union. Tous les instruments en prévoient : ils sont d'ailleurs disponible sur le portail e-Justice¹⁰⁹⁷. La Commission souligne leur intérêt dans les litiges transfrontières¹⁰⁹⁸ et les avantages qui en découlent. Elle insiste sur le fait que ceux-ci facilitent l'ouverture des procédures pour les litigants, particulièrement lorsqu'ils ne sont pas assistés d'avocats. En effet, non seulement les formulaires sont accessibles à tous, mais ils jouent indirectement le rôle de « *checklist* » en ce qu'ils énumèrent les informations nécessaires à l'action, de même que la liste des pièces qu'il faut joindre¹⁰⁹⁹. Ils peuvent également éclairer sur les étapes à suivre : comme par exemple le Règlement n°1206/2001 qui prévoit, pour chaque demande, correction ou réponse, un formulaire spécifique¹¹⁰⁰. De l'avis de la Commission, ces formulaires sont considérés comme « l'élément principal ayant permis de simplifier et d'accélérer l'obtention des preuves »¹¹⁰¹. Les citoyens eux-mêmes reconnaissent majoritairement la

¹⁰⁹⁵ Livre vert de la Commission sur l'accès des consommateurs à la justice et le règlement des litiges de consommation dans le marché unique, COM(93) 576 final du 16 nov. 1993, spéc. p. 35 pour l'ex. de la France.

¹⁰⁹⁶ Conseil européen de Tampere, Conclusions de la Présidence, 15 et 16 oct. 1999 (disp. en ligne : <<http://europarl.europa.eu/>>), spéc. pt. 30 ; Conseil européen, Le programme de Stockholm – une Europe ouverte et sûre qui sert et protège les citoyens, JOUE C 115/1 du 4 mai 2010, spéc. pt. 3.4.1.

¹⁰⁹⁷ Une section entière du portail e-Justice est dédiée aux formulaires : V° <<http://e-justice.europa.eu/>>, rubrique « Formulaires dynamiques ».

¹⁰⁹⁸ Communication de la Commission, Vers un Espace de Liberté, de Sécurité et de Justice, COM(1998) 459 final du 14 juil. 1998, spéc. p. 10.

¹⁰⁹⁹ Livre vert de la Commission sur une procédure européenne d'injonction de payer et sur des mesures visant à simplifier et à accélérer le règlement des litiges portant sur des montants de faible importance, COM(2002) 746 final du 20 déc. 2002, spéc. pt. 3.3.4.3.

¹¹⁰⁰ V° Règlement n°1206/2001 où la lecture du titre des formulaires permet de comprendre la procédure : Formulaire A – Demande de procéder à un acte d'instruction ; Formulaire B – Accusé de réception d'une demande de procéder à un acte d'instruction ; Formulaire C – Demande d'informations supplémentaires en vue de procéder à un acte d'instruction ; Formulaire D – Accusé de réception de la consigne ou de l'avance ; Formulaire E – Avis de demande de formes spéciales et/ou de recours aux techniques de communication modernes ; Formulaire F – Notification de la date, de l'heure et du lieu fixés pour procéder à l'acte d'instruction et des conditions de la participation ; Formulaire G – Avis de retard ; Formulaire H – Information concernant la suite réservée à la demande ; Formulaire I – Demande d'exécution directe de l'acte d'instruction ; Formulaire J – Information transmise par l'organisme central/l'autorité compétente

¹¹⁰¹ Rapport de la Commission au Conseil, au Parlement européen et au Conseil économique et social européen sur l'application du règlement (CE) n°1206/2001 du Conseil du 28 mai 2001 relatif à la coopération entre les juridictions des États membres dans le domaine de l'obtention des preuves en matière civile ou commerciale, COM(2007) 769 final du 5 déc. 2007, spéc. pt. 2.3.

facilité d'utilisation des formulaires¹¹⁰². Mais l'intérêt porte aussi sur la traduction, dont les coûts sont réduits grâce à leur usage.

231. *Des régimes linguistiques multilingues encourageant pour faciliter la coopération transfrontière.* Afin de minimiser les difficultés linguistiques - pour les parties, mais aussi pour l'autorité en charge de la résolution du différend -, le droit de la coopération judiciaire de l'Union ouvre, ca et là, la voie à un régime linguistique multilingue¹¹⁰³, facilité par l'usage des formulaires. Dans la plupart des cas, les documents, actes ou décisions devront être traduits dans la ou les langues officielles de l'État membre où siège l'autorité compétente¹¹⁰⁴. Il revient alors au demandeur de produire une traduction ou translittération de l'acte concerné. Il devra par conséquent en supporter les coûts. Ces derniers peuvent d'ailleurs être élevés puisque la traduction ou l'interprétation doivent répondre à des exigences de qualité¹¹⁰⁵. Il revient au droit procédural de chacun des États membres d'en fixer les standards. Néanmoins, dans le contexte multilingue de l'Union européenne, le droit de la coopération judiciaire prévoit la possibilité pour chaque État d'accepter, pour certains documents et notamment les formulaires, une autre langue officielle de l'Union en sus de la ou des langues nationales¹¹⁰⁶. Par exemple, la France accepte de recevoir les titres exécutoires européens émanant d'autres États membres non seulement en français, mais aussi en allemand, en anglais, en espagnol et en italien pour leur exécution. Ce type de mesures facilite alors la circulation de certains actes et réduit les coûts de traduction pour le demandeur. De plus, si ce dernier dispose déjà d'un document dans la langue acceptée, il reviendra à l'autorité saisie de le traduire dans la langue qu'elle comprend et de supporter les coûts de cette traduction.

232. *Formulaires et régime linguistique.* Les formulaires (et les certificats) prévus par le droit de la coopération judiciaire sont disponibles en ligne et dans toutes les langues officielles de l'Union européenne¹¹⁰⁷. Ils peuvent être complétés de façon dynamique, c'est-à-dire être remplis en affichant la langue comprise par celui qui le rédige, mais

¹¹⁰² Rapport de la Commission au Parlement européen, au Conseil et au Comité économique et social européen sur l'application du règlement (CE) n°861/2007 du Parlement européen et du Conseil du 11 juillet 2007 instituant une procédure européenne de règlement des petits litiges, COM(2013) 795 final du 19 nov. 2013, spéc. pt. 4.6.

¹¹⁰³ Pour un aperçu global desdites dispositions : cf. Annexe II, tabl. 2.1 et 2.2.

¹¹⁰⁴ Cf. Annexe II, tabl. 2.1.

¹¹⁰⁵ Comme le précise certains instruments, comme par ex. art. 57 §3 Règlement Bruxelles I refondu : "Toute traduction faite en application du présent règlement l'est par une personne habilitée à effectuer des traductions dans l'un des États membres". En France, les traducteurs doivent être agréés ou assermentés soit par les préfectures, soit par les juridictions.

¹¹⁰⁶ Cf. Annexe II, tabl. 2.2.

¹¹⁰⁷ V° <<http://e-justice.europa.eu/>>, rubrique "Formulaires Dynamiques".

imprimés et envoyés dans la langue requise. Les différentes informations afférant à la demande ou à l'acte qu'il accompagne sont simplifiées afin que le destinataire du formulaire puisse comprendre, au premier coup d'œil, son objet. Seuls les « champs libres », c'est-à-dire les informations ne pouvant pas être standardisées¹¹⁰⁸, doivent être traduites par l'auteur du formulaire et cette traduction reste à sa charge¹¹⁰⁹. Néanmoins, leur utilisation évite d'imposer systématiquement la traduction complète de tous les actes joints à une demande. C'est le cas par exemple pour l'acte introductif d'instance où les documents accompagnant le formulaire utilisé pour sa notification ne doivent pas obligatoirement être traduits tant qu'ils n'ont qu'« une fonction de preuve et ne sont pas indispensables pour comprendre l'objet et la cause de la demande »¹¹¹⁰. Il en va de même pour la juridiction qui ne peut demander une traduction de tous les actes accompagnant la demande, mais seulement « si [elles semblent nécessaires] pour lui permettre de rendre sa décision »¹¹¹¹. En outre, il faut souligner la nouvelle mesure introduite dans la nouvelle version du Règlement n°861/2007 sur les procédures de règlement des petits litiges révisée par le Règlement n°2015/2421. Son article 1^{er} §12 modifie l'article 20 §2 du Règlement n°861/2007. Dans sa nouvelle rédaction, le texte permet toujours de demander un certificat à la juridiction d'origine mais, à partir du 14 juillet 2017, la partie qui le demande pourra obtenir de cette juridiction qu'elle remplisse ledit document dans n'importe quelle langue officielle des institutions de l'Union européenne¹¹¹². La circulation de la décision sera alors facilitée et pourra être directement obtenue par le créancier dans une langue acceptée par l'État membre d'exécution.

2. La prise en charge des frais de traduction et d'interprétation pour les parties impécunieuses

233. La Directive 2003/8/CE intègre à l'aide judiciaire, pour les litiges transfrontières, les coûts d'interprétation et de traduction des documents exigés par « la juridiction ou

¹¹⁰⁸ Comme par ex. les obligations non pécuniaires qui nécessitent une explication textuelle.

¹¹⁰⁹ Cf. Annexe II, tabl. 2.1.

¹¹¹⁰ CJCE 8 mai 2008, *Ingenieurbüro Michael Weiss und Partner*, aff. C-14/07, EU:C:2008:264, spéc. dispositif. Sur les obligations de traduction dans le cadre de l'art. 8 §1 Règlement n°1393/2007, V° S. MONTJEAN-DUCAUDIN, *La traduction du droit dans la procédure judiciaire. Contribution à l'étude de la linguistique juridique*, op. cit., spéc. §§320 et s.

¹¹¹¹ Art. 6 §2 Règlement n°861/2007.

¹¹¹² Il ne s'agit pas pour la juridiction d'origine de traduire la décision, mais de remplir un certificat qui ne correspond pas à sa langue officielle ; V° en ce sens, art. 20 §2 Règlement n°861/2007 tel que modifié par l'art. 1^{er} §12 Règlement n°2015/2421 précisant qu'«[aucune] disposition du présent règlement n'impose à la juridiction de fournir une traduction et/ou une translittération du texte figurant dans les champs de texte libre de ce certificat».

l'autorité compétente »¹¹¹³. Les parties impécunieuses disposent alors d'une garantie procédurale du droit de la coopération judiciaire de l'Union pour pallier les difficultés linguistiques. Cette mesure doit être saluée, mais elle est cependant soumise à des conditions d'octroi. Elle ne bénéficie pas automatiquement à tous les litigants impliqués dans un litige transfrontière¹¹¹⁴. La Directive permet néanmoins de contribuer à l'effectivité de l'accès à la justice.

3. Le bénéfice des règles d'instance directe dans le contexte multilingue

234. Indirectement, il faut noter l'effet de certaines règles d'instance directe au profit de certains litigants. Elles ne visent pas directement l'amélioration de la compréhension de la procédure par les parties ou l'autorité compétente, mais elles allègent cette charge pour une des deux parties, notamment dans ses échanges avec l'autorité compétente. Dans ce domaine, le consommateur est un privilégié. En matière de contrats conclus avec un consommateur, ce dernier peut, sous réserve de remplir les conditions posées¹¹¹⁵ et de l'existence d'une clause attributive de juridiction¹¹¹⁶, saisir la juridiction de l'État membre où il est domicilié¹¹¹⁷. Cette dernière sera aussi compétente lorsque le consommateur est défendeur à l'action¹¹¹⁸. Par conséquent, le tribunal saisi étant celui de l'État membre où le consommateur est domicilié, ce dernier n'aura *a priori* aucune difficulté à comprendre et à se faire comprendre de l'autorité saisie¹¹¹⁹. Sans inclure de disposition spécifique au régime linguistique, la règle d'instance directe améliore l'effectivité de l'accès à la justice des consommateurs participant alors à la réalisation de l'objectif d'accès à la justice.

¹¹¹³ Art. 7 (a) et (b) Directive 2003/8/CE ; l'"autorité compétente" désigne l'organisme chargé des demandes d'aide judiciaire (cons. n°24 Directive 2003/8/CE).

¹¹¹⁴ Sur l'aide judiciaire : cf. *supra*, §§181 et s.

¹¹¹⁵ Art. 13 Conv. Bruxelles (1968) ; art. 15 Conv. Lugano (2007) ; art. 17 Règlement Bruxelles I refondu.

¹¹¹⁶ Art. 15 et 17 Conv. Bruxelles (1968) ; art. 17 et 23 Conv. Lugano (2007) ; art. 19 et 25 Règlement Bruxelles I refondu.

¹¹¹⁷ Art. 14 al. 1 Conv. Bruxelles (1968) ; art. 16 §1 Conv. Lugano (2007) ; art. 18 §1 Règlement Bruxelles I refondu.

¹¹¹⁸ Art. 14 al. 2 Conv. Bruxelles (1968) ; art. 16 §2 Conv. Lugano (2007) ; art. 18 §2 Règlement Bruxelles I refondu.

¹¹¹⁹ Sauf le cas où ledit consommateur ne parle pas la langue de l'ÉM où il est domicilié : cette situation est loin d'être un cas d'école, le libre établissement des citoyens de l'UE n'étant soumis à aucune condition de langue : V° not. art. 20 §2 (a) et 21 (1) Traité FUE ; Directive 2004/38/CE du Parlement européen et du Conseil du 29 avr. 2004 relative au droit des citoyens de l'Union et des membres de leurs familles de circuler et de séjourner librement sur le territoire des États membres, modifiant le règlement (CEE) n°1612/68 et abrogeant les directives 64/221/CEE, 68/360/CEE, 72/194/CEE, 73/148/CEE, 75/34/CEE, 75/35/CEE, 90/364/CEE, 90/365/CEE et 93/96/CEE, JOUE L 158/77 du 30 avr. 2004 : l'exercice du droit à la libre circulation des citoyens et des membres de leur famille n'est soumis à aucune connaissance linguistique de la langue de l'ÉM de séjour ou d'établissement.

Le même effet bénéficie au défendeur à l'action lorsque la juridiction compétente est celle de l'État membre sur le territoire duquel il est domicilié¹¹²⁰

235. Malgré son contexte multilingue, l'Union européenne a su mettre en place des dispositions spécifiques afin de pallier, au mieux, les difficultés relatives à la compréhension et l'échange entre les parties au litige et l'autorité compétente. L'utilisation des formulaires est d'une grande aide en la matière, quoi que non-exclusive. Cependant, il reste un autre obstacle à franchir, qui n'est pas spécifique au droit de la coopération judiciaire, mais qui a dû prendre en compte cet aspect : la légalisation des actes publics étrangers.

B. Le contournement des difficultés relatives à l'authenticité des actes publics

236. *La légalisation des actes étrangers.* L'utilisation des formulaires permet certes une transmission plus rapide des demandes et une standardisation des échanges dans l'Espace européen de justice permettant notamment de réduire les difficultés relatives au contexte multilingue de l'Union. Cela étant, les actes, même sous la forme d'un formulaire standard, provient toujours d'un autre État. Il se pose la question de l'authenticité du document étranger. Afin de passer outre cette difficulté, il existe une procédure dite de « légalisation » qui permet d'attester de la véracité de l'acte, principalement celle de la signature¹¹²¹. La procédure de légalisation est propre à chaque État. En général, « les actes étrangers produits sur leur territoire sont légalisés par les autorités [désignées] à cet effet et qui sont généralement [les] consuls »¹¹²². L'absence de légalisation d'un acte n'a pas de conséquence sur sa validité, mais en son absence, l'acte étranger est inopposable. La légalisation n'est pas propre à la résolution judiciaire. Elle s'applique à tous les actes publics établis par des autorités étrangères, comme par exemple les actes d'état civil. Dans le cadre de l'Union européenne, la légalisation pose la question de la confiance mutuelle entre les États membres puisqu'elle est le signe d'une « méfiance réciproque à l'égard des actes en provenance ou à destination de l'étranger »¹¹²³. Cette hostilité peut notamment affecter l'effectivité de l'accès à la justice si les autorités restent méfiantes à

¹¹²⁰ Art. 2 Conv. Bruxelles (1968) ; art. 2 Conv. Lugano (2007) ; art. 4 Règlement Bruxelles I refondu.

¹¹²¹ Association Henri CAPITANT, G. CORNU (dir.), *Vocabulaire juridique*, PUF, 10^e éd., 2014, s.v. « Légalisation », spéc. sens n°1.

¹¹²² M. REVILLARD, « Légalisation », *Rép. droit international*, Dalloz, janv. 2006 (maj. juin 2016), spéc. §4.

¹¹²³ M. CHARDON *et al.*, *Transmission, signification ou notification des actes*, LexisNexis, 2^e éd., 2014, spéc. §§250 et 251.

l'égard de la véracité des documents étrangers produits devant une juridiction. Les actes sous seing privés étrangers ne sont généralement pas soumis à procédure, mais plutôt à un mécanisme d'attestations¹¹²⁴, sauf pour les déclarations officielles¹¹²⁵.

Dans le cadre de la résolution des litiges transfrontières, l'exigence de légalisation peut impacter l'accès à la justice, soit par la suspension de la procédure puisque l'acte non légalisé est inopposable, soit en raison du coût et de la lenteur du procédé¹¹²⁶.

237. *Entre suppression partielle et apostille.* Eu égard aux difficultés qu'elle entraîne, l'exigence de légalisation des actes publics étrangers a été, très tôt, soit retirée, soit remplacée par la mise en place d'une apostille. À cet égard, il faut constater que de nombreuses conventions de La Haye ont supprimé cette exigence¹¹²⁷, tout comme la Convention de Bruxelles de 1968 et celle de Lugano de 2007 en ce qui concerne les décisions étrangères devant être reconnues et exécutées¹¹²⁸ et l'exécution des actes authentiques étrangers¹¹²⁹. Néanmoins, ces exemptions sont ponctuelles et ne concerne que les actes couverts par ces dispositions. Cela étant, cette lacune est comblée par la mise en place d'une apostille. Il s'agit d'une procédure simplifiée de légalisation qui s'apparente à une auto-certification par le pays émetteur de l'acte¹¹³⁰. La Convention de La Haye supprimant l'exigence de la légalisation des actes publics étrangers¹¹³¹, dite Convention Apostille, constitue l'exemple en la matière¹¹³². Elle s'applique aux actes publics, couvrant notamment les documents nécessaires au déroulement d'une procédure

¹¹²⁴ M. REVILLARD, « Légalisation », *Rép. droit international, préc.*, spéc. §1 ; M. CHARDON *et al.*, *Transmission, signification ou notification des actes*, *op. cit.*, spéc. §253.

¹¹²⁵ V° en ce sens art. 1^{er} al. 2 (d) Conv. Apostille (1961) : est considéré comme un acte public "les déclarations officielles telles que mentions d'enregistrement, visas pour date certaine et certifications de signature, apposées sur un acte sous seing privé".

¹¹²⁶ Livre vert de la Commission, Moins de démarches administratives pour les citoyens : promouvoir la libre circulation des documents publics et la reconnaissance des effets des actes d'état civil, COM(2010) 747 final du 14 déc. 2010, spéc. pt. 3.1.

¹¹²⁷ L'exigence de légalisation est supprimée en matière de notification transfrontière (art. 3 al. 1 Conv. La Haye (1965)), d'obtention des preuves à l'étranger (art. 3 al. 4 Conv. La Haye (1970)), de transmission des demandes d'aide judiciaire (art. 10 Conv. La Haye (1980)) et en application de la Conv. La Haye relative aux clauses d'élection de *for* (art. 18).

¹¹²⁸ Art. 49 Conv. Bruxelles (1968) ; art. 56 Conv. Lugano (2007).

¹¹²⁹ Par le truchement de l'art. 50 al. 3 et 51 Conv. Bruxelles (1968) ; art. 57 §4 et 58 Conv. Lugano (2007).

¹¹³⁰ Livre vert de la Commission, Moins de démarches administratives pour les citoyens : promouvoir la libre circulation des documents publics et la reconnaissance des effets des actes d'état civil, *préc.*, spéc. pt. 3.1 : "L'émission de l'apostille se fait par les seules autorités compétentes de l'État qui délivre le document et l'intervention des autorités de l'État dans lequel le document est présenté n'est plus nécessaire".

¹¹³¹ Convention supprimant l'exigence de la légalisation des actes publics étrangers, 5 oct. 1961, La Haye, Recueil des conventions de La Haye, n°12 (vig. 24 janv. 1965 ; cf. Annexe I, tabl. 1.1).

¹¹³² Sur le fonctionnement de la Conv. Apostille (1961), V° M. CHARDON *et al.*, *Transmission, signification ou notification des actes*, *op. cit.*, spéc. §§254 à 259.

judiciaire transfrontière¹¹³³ et compte 112 instruments de ratification, dont l'ensemble des États membres de l'Union européenne¹¹³⁴.

238. *La légalisation dans l'Espace européen de justice.* Outre l'exception ponctuelle de la Convention de Bruxelles de 1968, une Convention relative à la suppression de la légalisation d'actes dans les États membres des Communautés européennes a été conclue¹¹³⁵, mais celle-ci n'a pas connu un grand succès¹¹³⁶. Cela étant, les instruments du droit de la coopération judiciaire de l'Union européenne prévoyant un échange de documents contiennent tous une dispense de légalisation, mais celle-ci est ponctuelle¹¹³⁷.

Cette constatation appelle deux remarques. Dans un espace judiciaire sans frontières intérieures fondé sur la confiance mutuelle et la technique de la reconnaissance mutuelle, il est surprenant de constater que l'exigence de légalisation n'ait pas totalement disparu sous l'effet même du droit primaire. Il faut alors chercher du côté du droit dérivé où les instruments relatifs aux litiges transfrontières prévoient ponctuellement une exemption limitée à leur champ d'application¹¹³⁸. De fait, il existe dans l'Union « un cadre juridique fragmenté entre plusieurs sources : des droits nationaux très différents les uns des autres ; de nombreuses conventions internationales multilatérales ou bilatérales, qui ont été ratifiées par un nombre à la fois varié et limité de pays et qui sont inaptes à offrir les solutions nécessaires à la libre circulation des citoyens européens ; un droit de l'Union morcelé qui ne traite que de certains aspects limités des questions qui se posent »¹¹³⁹. Ajoutant au caractère fragmenté du cadre juridique relatif à la légalisation dans l'Espace européen de justice, il est plus curieux de constater une absence de dispense dans les procédures européennes unifiées visant le titre exécutoire européen,

¹¹³³ Art. 1^{er} Conv. Apostille (1961) ; M. CHARDON *et al.*, *Transmission, signification ou notification des actes*, *op. cit.*, spéc. §§255 et 256. Seuls les documents émis par des agents diplomatiques et consulaires et ceux ayant trait à une opération commerciale ou douanière sont exclus. Sur ce point, V^o Convention européenne relative à la suppression de la légalisation des actes établis par les agents diplomatiques ou consulaires, 7 juin 1968, Londres, STE n°63 (vig. 14 août 1970) : seuls 23 États l'ont ratifiée, dont 18 ÉM de l'UE.

¹¹³⁴ Cf. Annexe I, tabl. 1.1.

¹¹³⁵ Convention relative à la suppression de la légalisation d'actes dans les États membres des Communautés européennes, 25 mai 1987, Bruxelles, JORF n°84 du 8 avr. 1992, p. 5191 (vig. 12 mars 1992 ; cf. Annexe I, tabl. 1.1).

¹¹³⁶ Seuls sept ÉM de l'UE y participent : Belgique, Danemark, Estonie, France, Italie, Irlande et Lettonie ; cf. Annexe I, tabl. 1.2.

¹¹³⁷ Art. 4 §2 Règlement n°1206/2001 ; art. 4 §4 Règlement n°1393/2007 ; art. 61 Règlement Bruxelles I refondu.

¹¹³⁸ À tout le moins dans les instruments où des documents étrangers sont susceptibles d'être produits : Art. 4 §2 Règlement n°1206/2001 ; art. 4 §4 Règlement n°1393/2007 ; art. 61 Règlement Bruxelles I refondu ; art. 40 Règlement n°655/2014.

¹¹³⁹ Livre vert de la Commission, Moins de démarches administratives pour les citoyens : promouvoir la libre circulation des documents publics et la reconnaissance des effets des actes d'état civil, *préc.*, spéc. pt. 3.2.

l'injonction européenne de payer et le règlement des petits litiges. Ces dernières ne prévoient aucune disposition relative à la légalisation. Peut-être est-ce dû à l'exécution intra-Union européenne des décisions fruits de ces procédures ? Il faut toutefois noter que la notion de litige transfrontière est largement définie et que par conséquent des documents publics étrangers peuvent être produits. Plus surprenant, le Règlement n°655/2014, plus récent, dont l'exécution de l'ordonnance se limite également aux territoires des États membres de l'Union européenne (à l'exception du Danemark), prévoit expressément une dispense de légalisation¹¹⁴⁰. Il en résulte une incompréhension dans l'approche globale des procédures européennes unifiées sur ce point. Toutefois, cette absence n'entraîne pas une légalisation des documents transmis d'un État membre à un autre. En effet, l'Union peut ici se reposer, dans ses relations intra-Union européenne, sur la Convention Apostille puisque celle-ci est applicable dans tous les États membres de l'Union. Cela étant, cette solution est loin d'être parfaite. L'Union européenne n'est pas directement partie à cette Convention, seuls les États membres le sont. Dès lors, ces derniers pourraient la dénoncer entraînant à nouveau une exigence de légalisation. De plus, l'interprétation de l'instrument n'est pas uniforme. Il peut en résulter des divergences dans l'application nationale du texte par les États membres.

239. *Dispense générale de légalisation : une occasion manquée.* Consciente de ce défaut, la Commission a lancé en 2010 un Livre vert sur la question¹¹⁴¹. Le texte envisageait une légalisation large visant la libre circulation des documents publics, incluant les actes judiciaires¹¹⁴². Il était précisé que « [l]e temps est venu de considérer la suppression de la légalisation et de l'apostille pour l'ensemble des documents publics, afin d'assurer leur libre circulation dans l'Union. Cette suppression pourrait couvrir tous les documents publics ; *une approche sectorielle pourrait ne pas donner de résultats suffisamment efficaces*. Non seulement la légalisation *mais aussi l'apostille pourraient être supprimées* »¹¹⁴³. L'impact sur l'effectivité de l'accès à la justice, à tout le moins dans les rapports intra-Union européenne, aurait été bienvenu. Cependant, la Commission n'a pas été suivie et il faut le regretter. Suivant une proposition déjà en-deçà de l'avancée

¹¹⁴⁰ Art. 40 Règlement n°655/2014.

¹¹⁴¹ Livre vert de la Commission, Moins de démarches administratives pour les citoyens : promouvoir la libre circulation des documents publics et la reconnaissance des effets des actes d'état civil, *préc.*

¹¹⁴² *Ibid.*, spéc. pt. 3.1 : « À titre d'exemple, peuvent être cités les documents administratifs tels qu'un diplôme ou un brevet, les actes notariés tels qu'un acte de vente d'un immeuble, un contrat de mariage ; les actes d'état civil tels qu'un acte de naissance, de mariage, de décès ; ou encore les *actes judiciaires*, tels qu'une décision ou un document émis par un tribunal » (emphasis ajoutée).

¹¹⁴³ *Ibid.*, spéc. pt. 3.3 (a) (emphases ajoutées).

qui était envisagée¹¹⁴⁴, le Règlement qui a été adopté¹¹⁴⁵ dispose d'un champ d'application sectoriel et limite son application à des documents publics relatifs à certains faits seulement¹¹⁴⁶. Les actes judiciaires, tel qu'envisagés dans le Livre vert, sont exclus du champ d'application du Règlement. Ce dernier ne présente plus grand intérêt au regard de la matière civile et commerciale. L'effectivité de l'accès à la justice quant à la reconnaissance de l'authenticité des actes dans les procédures transfrontières, lorsqu'elle n'est pas expressément exclue, continue de reposer sur le droit conventionnel.

240. *Preuve de l'authenticité et certificats.* La légalisation et l'apostille sont écartées dans la majorité des instruments du droit de la coopération judiciaire de l'Union européenne. Néanmoins, il faut remarquer qu'en matière de reconnaissance et d'exécution des décisions, deux conditions cumulatives sont nécessaires. Il faut fournir une expédition ou une copie de la décision *réunissant les conditions nécessaires à son authentification* ; mais également un certificat délivré par l'autorité qui a adopté la décision¹¹⁴⁷. Ces mêmes conditions se retrouvent dans les procédures européennes unifiées (lesquelles n'exemptent pas expressément de la procédure de légalisation)¹¹⁴⁸. Deux questions se posent. Premièrement, que faut-il entendre par « conditions nécessaires à son authentification » ? Deuxièmement, quel est le rôle du certificat devant être impérativement joint¹¹⁴⁹ ?

241. *Distinction entre authenticité de la copie de la décision et apostille.* Aucun des instruments imposant à la copie de la décision de réunir les conditions nécessaires à son authentification ne vient préciser ce dont il s'agit. Différentes notions l'accompagnent pouvant donner un indice sur ses effets. La Convention de Bruxelles et la Convention de Lugano font référence à une « expédition », alors que les Règlements du droit de la

¹¹⁴⁴ Proposition de Règlement du Parlement européen et du Conseil visant à favoriser la libre circulation des citoyens et des entreprises en simplifiant l'acceptation de certains documents publics dans l'Union européenne, et modifiant le règlement (CE) n°1024/2012, COM(2013) 228 final du 24 avr. 2013, 2013/0119(COD).

¹¹⁴⁵ Règlement (UE) n°2016/1191 du Parlement européen et du Conseil du 6 juil. 2016 visant à favoriser la libre circulation des citoyens en simplifiant les conditions de présentation de certains documents publics dans l'Union européenne, et modifiant le règlement (UE) n°1024/2012, JOUE L 200/1 du 26 juil. 2016.

¹¹⁴⁶ Art. 2 §1 et 3 §1 Règlement n°2016/1191.

¹¹⁴⁷ Art. 46 al. 1 Conv. Bruxelles (1968) ; art. 53 Conv. Lugano (2007) ; art. 37 §1 et 42 §1 Règlement Bruxelles I refondu. Il faut cependant noter que la Conv. Bruxelles ne nécessite pas de certificat pour la reconnaissance ou l'*exequatur* d'une décision étrangère.

¹¹⁴⁸ Art. 20 §2 Règlement n°805/2004 ; art. 20 §2 Règlement n°1896/2006 ; art. 21 §2 Règlement n°861/2007. L'OESC n'est pas concerné puisque l'exécution de l'ordonnance s'effectue auprès d'une banque où le certificat suffit et est transmis directement par la juridiction ayant adopté l'OESC (art. 22 à 24 Règlement n°655/2014).

¹¹⁴⁹ Seule la Conv. Lugano (2007) permet à l'autorité devant laquelle la reconnaissance est demandée ou le juge saisi pour l'*exequatur* de la décision étrangère, «si [il] s'estime suffisamment [éclairé]», de dispenser de cette obligation (art. 55 Conv. Lugano (2007)).

coopération judiciaire de l'Union utilisent la notion de « copie ». Cela étant, cette distinction ne semble pas pertinente puisque la version anglaise des textes fait référence au terme « *copy* » dans les deux cas. Aucune différence de régime ne peut donc être tirée de la différence de termes employés dans les versions françaises entre les textes.

La lecture du Rapport JENARD sur la Convention de Bruxelles permet cependant d'éclaircir la situation. Il y est indiqué que la condition posée à l'article 46 al. 1 n'apporte aucun commentaire particulier¹¹⁵⁰. Selon lui, « [l']authenticité d'un jugement sera établie conformément à la règle *locus regit actum* ; c'est donc la loi du lieu où le jugement a été rendu qui prescrit les conditions d'après lesquelles l'expédition sera valable »¹¹⁵¹. Sauf si le droit procédural national prévoit une disposition spécifique pour garantir l'authenticité d'une décision devant être produite à l'étranger, il s'agit simplement d'appliquer le droit procédural de l'État d'origine. En pratique, le résultat se rapproche de l'apostille¹¹⁵². Cependant, la finalité attachée à cette formalité et à l'apostille sont différentes. Tandis que cette dernière, comme la légalisation, vise à garantir l'authenticité formelle d'un acte public dans un pays étranger, l'authenticité de la copie de la décision vise à garantir son contenu¹¹⁵³. Il s'agit donc de s'assurer de l'authenticité substantielle de la décision puisque cette dernière doit produire des effets normatifs. Malgré tout une question peut se poser du point de vue de l'effectivité de l'accès à la justice : les différences entre les droits nationaux peuvent-ils l'affecter ? D'un point de vue strictement théorique, la divergence des droits en la matière permet de penser que cette condition peut constituer un obstacle. En effet, il s'agit là d'un élément de droit national qui vient s'appliquer à une procédure régie par le droit de l'Union, mais qui va être différente d'un État membre à l'autre. Cependant, à moins que des délais longs et un coût prohibitifs ne conditionnent l'obtention d'une telle copie dans un État membre, il semble peu probable que la divergence de droit national puisse constituer un véritable obstacle à l'accès à la justice. Il a donc lieu de considérer que l'exigence d'authentification des copies requises dans les

¹¹⁵⁰ Rapport de P. JENARD sur la convention concernant la compétence judiciaire et l'exécution des décisions en matière civile et commerciale, JOCE C 59/1 du 5 mars 1979, spéc. p. 55 ; dans le même sens, il faut remarquer l'absence totale de remarque sur cette condition dans le rapport relatif à la Conv. Lugano : Rapport de F. POCAR sur la convention concernant la compétence judiciaire, la reconnaissance et l'exécution des décisions en matière civile et commerciale signée à Lugano le 30 octobre 2007, JOUE C 319/1 du 23 déc. 2009, spéc. §145.

¹¹⁵¹ Rapport de P. JENARD sur la convention concernant la compétence judiciaire et l'exécution des décisions en matière civile et commerciale, *préc.*, spéc. p. 55.

¹¹⁵² M. REDON, « Copies et reproductions de pièces », *Rép. procédure civile*, Dalloz, juin 2012 (maj. juin 2016), spéc. §14 : sur la dernière page de la copie est apposé «une mention de la conformité avec l'original et, s'il y a lieu, de collationnement, la signature complète de l'officier public et ministériel, ainsi que, s'il s'agit d'un officier public, l'empreinte de son sceau».

¹¹⁵³ V° en ce sens, *ibid.*, spéc. §§19 à 21 et 52 à 54.

instruments relatifs à la reconnaissance et l'exécution des décisions ne constitue pas une apostille simplifiée en raison d'une finalité différente.

242. Distinction entre certification de la décision et apostille. À côté d'une « copie de la décision réunissant les conditions nécessaires pour en établir l'authenticité », doit être produit un certificat (formulaire) sur le modèle des annexes incluses dans les instruments¹¹⁵⁴. Il faut remarquer que les éléments requis dans ces documents comprennent également ceux nécessaires à l'apostille. Cependant, le certificat ne se limite pas à identifier l'auteur de la décision, il reprend des informations clefs de la décision qu'il accompagne. Le rôle de ce document a d'ailleurs été décrit par Fausto POCAR dans son rapport sur la Convention de Lugano. Il explique qu'il répond à des difficultés pratiques. En effet, le juge devant reconnaître ou apposer l'*imperium* sur la décision doit pouvoir la comprendre. Or, « [il] n'est pas rare que la juridiction requise éprouve des difficultés à extraire avec rapidité et fiabilité certaines informations de la décision de la juridiction d'origine, en raison de la langue dans laquelle la décision a été prononcée et des différentes façons de rédiger les actes judiciaires selon le système judiciaire des États liés par la convention »¹¹⁵⁵. Partant, « [le] certificat répond au double objectif consistant à simplifier la position du créancier, qui ne doit produire qu'un seul document, et à permettre à la juridiction requise de trouver rapidement les informations relatives à la décision dont elle a besoin pour délivrer la déclaration constatant la force exécutoire »¹¹⁵⁶. Le certificat vise donc à simplifier la communication et les échanges entre les juridictions des États membres. Ici aussi, la finalité distingue la certification et l'apostille. Le premier vise à favoriser l'effectivité de l'accès à la justice et non l'authentification de la décision¹¹⁵⁷.

243. Force est de constater que même lorsqu'il s'attache à la coopération de la justice étatique entre les États membres de l'Union, le droit de la coopération judiciaire ne se

¹¹⁵⁴ Seule la Conv. Bruxelles (1968) n'exige pas de certificat accompagnant la décision en matière de reconnaissance ou d'*exequatur*.

¹¹⁵⁵ Rapport de F. POCAR sur la convention concernant la compétence judiciaire, la reconnaissance et l'exécution des décisions en matière civile et commerciale signée à Lugano le 30 octobre 2007, *préc.*, spéc. §146.

¹¹⁵⁶ *Ibid.*, spéc. §§146 et 147 ; V° dans le même sens, mais avec une position critique : F. GASCÓN-INCHAUSTI, « La reconnaissance et l'exécution des décisions dans le règlement Bruxelles I bis », in E. GUINCHARD (dir.), *Le nouveau règlement Bruxelles I bis. Règlement n°1215/2012 du 12 décembre 2012 concernant la compétence judiciaire, la reconnaissance et l'exécution des décisions en matière civile et commerciale*, Bruylant, 2014, p. 205, spéc. §18.

¹¹⁵⁷ C'est cependant ce que pense certains auteurs, parmi lesquels : M.-L. NIBOYET, G. DE GEOUFFRE DE LA PRADELLE, *Droit international privé*, LGDJ, 4^e éd. 2013, spéc. §792 : « [un] certificat établi par la juridiction d'origine vient (...) attester l'authenticité et la provenance du jugement ».

limite pas simplement à des considérations strictement processuelles. Il est également emprunt des difficultés plus globales rencontrées dans tous les domaines du droit de l'Union, telles que le contexte multilingue ou la confiance entre les autorités publiques des États membres, mais adapte cependant des solutions spécifiques pour l'Espace européen de justice.

244. Il appert de ces constatations que le champ matériel du droit de la coopération judiciaire ne se focalise donc pas seulement sur la coordination des ordres judiciaires et ne crée pas seulement des solutions singulières pour favoriser l'accès au juge dans l'Espace européen de justice. Au contraire, son champ matériel est plus large : il vise notamment la résolution extrajudiciaire des litiges. Par ailleurs, il a fait preuve d'adaptation pour s'assurer que le contexte global de l'Union et les problématiques qu'il engendre ne viennent pas entraver l'accès à la justice. La concrétisation de l'accès à la justice passe aussi par un droit de la coopération judiciaire *lato sensu*.

Section 2. La construction d'un environnement judiciaire commun

245. « *Unis dans la diversité* » : une devise source de complexité. La devise de l'Union européenne¹¹⁵⁸ fait particulièrement écho à l'Espace européen de justice. En effet, « [l']Union européenne repose sur l'État de droit, par l'association du droit de l'Union et des ordres juridiques nationaux »¹¹⁵⁹. L'imbrication est forte. Elle est à la fois un objectif, mais aussi une contrainte. La construction et la consolidation de cet espace constituent un véritable travail d'équilibriste. D'un côté, il faut apporter l'harmonisation et l'unification nécessaire à un espace sans frontières intérieures où la justice, comme les opérateurs économiques, doit circuler librement. De l'autre, les États membres doivent être en mesure de conserver leur « identité nationale »¹¹⁶⁰. Le défi est double : il s'agit de construire un droit de l'Union européenne, commun, en préservant les droits des États membres, singuliers. C'est dans ce contexte qu'évoluent l'Espace européen de justice et l'accès à la justice. Si le second est un objectif du premier¹¹⁶¹, il ne lui est toutefois pas exclusif. D'autres mesures participent également, directement ou indirectement, à faciliter l'accès à la justice. Il faut d'ailleurs souligner que l'article 67 §4 du Traité sur le Fonctionnement de l'Union européenne précise qu'il appartient à l'Union de faciliter l'accès à la justice et non à l'Espace de liberté, de sécurité et de justice. Faut-il alors considérer que cet objectif dépasse le cadre de l'Espace européen de justice et constitue un objectif général du droit de l'Union européenne ? Après tout, c'est « [l']Union [qui] constitue un espace de liberté, de sécurité et de justice »¹¹⁶² : ce dernier ne saurait être détaché de l'organisation qui lui permet de prendre forme. Dans cette perspective, il n'est pas surprenant d'appréhender l'accès à la justice par le droit de l'Union européenne, en général, plutôt que par le droit de la coopération judiciaire de l'Union européenne, en particulier. En prenant en considération que l'Espace de liberté, de sécurité et de justice

¹¹⁵⁸ Déclaration n°52 ..., Versions consolidées du traité sur l'Union européenne et du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne, *préc.*

¹¹⁵⁹ Communication de la Commission au Parlement européen, au Conseil, au Comité économique et social européen et au comité des régions, *Susciter la confiance dans une justice européenne – Donner une dimension nouvelle à la formation judiciaire européenne*, COM(2011) 551 final du 13 sept. 2011, spéc. pt. 1.

¹¹⁶⁰ Art. 4 §2 Traité UE.

¹¹⁶¹ Art. 67 §4 Traité FUE.

¹¹⁶² Art. 67 §1 Traité FUE (emphase ajoutée).

et, *a fortiori*, l'Espace européen de justice, est offert aux citoyens de l'Union¹¹⁶³, il faut reconnaître que le seul droit de la coopération judiciaire, même entendu largement comme le droit permettant la résolution des différends transfrontières, n'est peut-être pas suffisant pour atteindre cet objectif.

Ce constat s'est imposé au fil du temps à la Commission au travers de différentes communications sur la politique à conduire relativement à l'Espace de liberté, de sécurité et de justice¹¹⁶⁴. L'institution de l'Union y développe sa politique en la matière et particulièrement au regard de la justice, en général. Outre les dispositions relatives à la coopération judiciaire telle qu'elle a déjà été développée, la Commission insiste sur d'autres points comme par exemple la possibilité pour les citoyens et les professionnels du droit de trouver facilement des informations sur la justice¹¹⁶⁵, de faciliter l'accès à la justice par l'utilisation des technologies de l'information et de la communication¹¹⁶⁶ ou encore de faciliter la coopération opérationnelle entre les professionnels du droit¹¹⁶⁷. Comme elle le soulignait déjà en 2009, l'établissement d'une « Europe de la justice » doit dépasser les fragmentations : l'accès à la justice ne peut être facilitée que par l'intervention d'autres politiques¹¹⁶⁸. Cette perspective a été confirmée, la Commission rappelant le caractère dynamique de sa politique en matière de justice¹¹⁶⁹. Au delà même des considérations relatives à l'accès à la justice, la Commission souligne que « [la] création d'une *culture judiciaire européenne* qui respecte pleinement la subsidiarité et l'indépendance des systèmes judiciaires est fondamentale pour le bon fonctionnement

¹¹⁶³ Art. 3 §2 Traité UE.

¹¹⁶⁴ V° not. : Communication de la Commission au Parlement européen et au Conseil, Un espace de liberté, de sécurité et de justice au service des citoyens, COM(2009) 262 final du 10 juin 2009 ; Rapport 2010 de la Commission sur la citoyenneté de l'Union – Lever les obstacles à l'exercice des droits des citoyens de l'Union, COM(2010) 603 final, 27 oct. 2010 ; Communication de la Commission au Parlement européen, au Conseil, au Comité économique et social européen et au Comité des régions, L'agenda de l'UE en matière de justice pour 2020 – Améliorer la confiance, la mobilité et la croissance au sein de l'Union, COM(2014) 144 final du 11 mars 2014.

¹¹⁶⁵ Communication de la Commission au Parlement européen et au Conseil, Un espace de liberté, de sécurité et de justice au service des citoyens, *préc.*, spéc. pt. 3.4.1, not. p. 13 ; Rapport 2010 de la Commission sur la citoyenneté de l'Union..., *préc.*, spéc. p. 28, action n°3.

¹¹⁶⁶ Communication de la Commission au Parlement européen, au Conseil, au Comité économique et social européen et au Comité des régions, L'agenda de l'UE en matière de justice pour 2020, *préc.*, spéc. p. 8.

¹¹⁶⁷ *Id.*

¹¹⁶⁸ Communication de la Commission au Parlement européen et au Conseil, Un espace de liberté, de sécurité et de justice au service des citoyens, *préc.*, spéc. p. 6.

¹¹⁶⁹ Communication de la Commission au Parlement européen, au Conseil, au Comité économique et social européen et au Comité des régions, L'agenda de l'UE en matière de justice pour 2020..., *préc.*, spéc. pt. 4.3, not. p. 9.

d'un espace judiciaire européen »¹¹⁷⁰. Il en résulte que l'accès à la justice ne peut pas simplement se réaliser à travers le droit de la coopération judiciaire. Il apparaît que l'Union souhaite aller plus loin encore pour aider à sa concrétisation, en s'attellant à élaborer ladite culture judiciaire européenne.

246. Créer les conditions d'un environnement judiciaire commun. La stratégie est affichée. Dans le cadre spécifique des litiges transfrontières, la coopération judiciaire a d'ailleurs été très tôt envisagée comme le témoignage d'une « culture juridique largement commune aux États [membres] »¹¹⁷¹. Cependant, la « culture » s'entend comme « un ensemble de connaissances et de valeurs abstraites qui, par une acquisition généralement méthodique, éclaire l'homme sur lui-même et sur le monde, enrichit son esprit et lui permet de progresser »¹¹⁷². Or, à ce jour, force est de constater que l'Union européenne et son droit ressemblent davantage à un environnement¹¹⁷³ judiciaire commun, lequel est toujours extérieur à la culture juridique nationale des États membres¹¹⁷⁴. Néanmoins, il faut remarquer que plusieurs stratégies de l'Union visent à l'élaboration d'une culture judiciaire commune laquelle poursuit notamment l'objectif d'accès à la justice¹¹⁷⁵.

247. Les différentes stratégies de l'Union autour de l'accès à la justice. Plusieurs stratégies ont été mises en œuvre par l'Union. Deux méritent l'attention puisqu'elles

¹¹⁷⁰ Communication de la Commission au Parlement européen, au Conseil, au Comité économique et social européen et au comité des régions, *Susciter la confiance dans une justice européenne...*, *préc.*, spéc. pt. 1 (emphase ajoutée).

¹¹⁷¹ Rapport du professeur Dr. P. SCHLOSSER sur la convention du 9 oct. 1978 relative à l'adhésion du royaume de Danemark, de l'Irlande et du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord à la convention concernant la compétence judiciaire et l'exécution des décisions en matière civile et commerciale, ainsi qu'au protocole concernant son interprétation par la Cour de justice, JOCE C 59/71 du 5 mars 1979, spéc. §16. La question de l'existence d'une culture juridique européenne a d'ailleurs été posée par la doctrine : S. POILLOT-PERUZZETTO, *Vers une culture juridique européenne ?*, LGDJ, 1998 : dans son rapport de synthèse, Robert KOVAR répond par la négative (spéc. pp. 223 et s.).

¹¹⁷² *Centre national de ressources textuelles et lexicales* (<<http://www.cnrtl.fr/>>), s.v. « Culture », spéc. sens II, B, 1.

¹¹⁷³ *Ibid.*, s.v. « Environnement », spéc. sens B.

¹¹⁷⁴ Pour s'en convaincre, il suffit de s'attarder sur les programmes des Facultés de Droit en France où, au delà de la troisième année, le droit de l'UE – *qui est pourtant intégré au système juridique de chaque ÉM* (CJCE 15 juil. 1964, *Costa c/ E.N.E.L.*, aff. 6-64, EU:C:1964:66, spéc. p. 1158) – n'est plus obligatoire et réservé aux formations spécialisées ; il s'agit bien d'une preuve qu'à l'heure actuelle, plus qu'une culture juridique européenne, il est considéré, et c'est regrettable, comme un environnement juridique commun, toujours extérieur aux ÉM (même s'il faut noter une nette progression de l'enseignement du droit de l'UE : cf. *infra*, §§269 et s.). Il faut ég. souligner l'appréhension qui en est faite par les institutions de l'UE, not. le Parlement européen qui indique que l'élaboration d'une stratégie numérique “[favorise] l'émergence d'une culture judiciaire européenne” (in Résolution du Parlement européen du 18 déc. 2008 contenant des recommandations à la Commission sur l'e-Justice, JOUE C 45 E/63 du 23 févr. 2010, spéc. pt 2 (d) ; *emphase ajoutée*) : l'utilisation de la formule “favoriser l'émergence” indique que cette culture n'existe pas encore et qu'il faut œuvrer pour la faire apparaître.

¹¹⁷⁵ Il a d'ailleurs été remarqué que l'“espace judiciaire” est un moteur d'une “culture de la coopération” : V° P. FRANZINA, « Les acteurs de l'espace judiciaire européen en matière civile », in M. DOUCHY-ODOT, E. GUINCHARD, *La justice civile européenne en marche*, Dalloz, 2012, p. 7, spéc. p. 20.

contribuent réellement à l'amélioration de l'accès à la justice pour les citoyens. Elles ne sont pas exclusives, mais complémentaires et s'accordent parfaitement avec les efforts fournis en matière de droit de la coopération judiciaire. La première stratégie à envisager est la numérique. Si elle est la plus récente, elle est sans doute la plus plébiscitée¹¹⁷⁶. Les technologies de l'information et de la communication (ci-après « TIC ») sont devenues un outil incontournable en la matière. Elles permettent de faciliter différents aspects de l'accès à la justice, notamment l'accessibilité du droit et la résolution des litiges transfrontières (§ 1). La seconde stratégie est contextuelle. Elle permet d'améliorer les connaissances relatives à l'Union européenne, en général, et à l'accès à la justice, en particulier, directement au sein des États membres (§ 2).

§ 1. La stratégie numérique : améliorer l'accessibilité du droit et de la résolution des litiges

248. *Le programme e-Justice : les TIC au service de l'accès à la justice.* L'Union européenne s'est appropriée les TIC en mettant en place des sites internet, notamment pour permettre l'accès au droit de l'Union¹¹⁷⁷, ou encore pour pouvoir accéder à l'information autour de l'adoption de la législation, par le biais notamment des sites de l'Union européenne¹¹⁷⁸ ou de ses institutions¹¹⁷⁹ et agences¹¹⁸⁰. En 2006, l'utilisation des TIC a pris une nouvelle tournure sous l'impulsion de la présidence autrichienne du Conseil. Il a en effet été décidé de mettre en place un programme e-Justice¹¹⁸¹, lequel a vite reçu un écho favorable de la part de la Commission¹¹⁸². Véritable stratégie numérique de l'Union, elle a pour ambition d'améliorer l'accès à la justice dans le cadre des litiges

¹¹⁷⁶ V° not. Résolution du Parlement européen du 18 déc. 2008 contenant des recommandations à la Commission sur l'e-Justice, *préc.*, spéc. pt G et 1 (d) où le Parlement salue l'initiative de la création du portail e-Justice qu'il considère comme un instrument pouvant "favoriser l'émergence d'une culture judiciaire européenne".

¹¹⁷⁷ Par le biais d'EUR-Lex : <<http://eur-lex.europa.eu/>>.

¹¹⁷⁸ <<http://www.europa.eu/>>.

¹¹⁷⁹ Not. la Commission : <<http://ec.europa.eu/>> ; le Parlement européen : <<http://europarl.europa.eu/>> ; le Conseil de l'UE et le Conseil européen : <<http://consilium.europa.eu/>> ; ou encore la CJUE : <<http://curia.europa.eu/>>.

¹¹⁸⁰ Comme par ex. l'Agence des droits fondamentaux de l'UE : <<http://fra.europa.eu/>>.

¹¹⁸¹ Conseil, e-Justice, Examen des besoins et de la possibilité d'entamer des travaux dans ce domaine, 3 oct. 2006, ST 13521/06 INIT ; Conseil, e-Justice, Examen des besoins et de la possibilité d'entamer des travaux dans ce domaine, 18 déc. 2006, ST 13521/1/06 REV 1.

¹¹⁸² Communication de la Commission au Conseil, au Parlement européen et au Conseil économique et social européen, Vers une stratégie européenne en matière d'e-Justice, COM(2008) 329 final du 30 mai 2008. Pour un résumé complet de l'historique d'e-Justice : Conseil, Plan d'action pluriannuel 2009-2013 relatif à l'e-Justice européenne, JOUE C 75/1 du 31 mars 2009, spéc. §§1 à 8.

transfrontières¹¹⁸³. Le programme e-Justice s'articule autour de trois axes principaux¹¹⁸⁴ : l'accès à l'information et au droit, la dématérialisation des procédures et la communication entre les autorités. Ces orientations participent activement à l'amélioration de l'accès à la justice¹¹⁸⁵. Il convient de les analyser en distinguant celles qui favorisent l'accès à l'information et au droit (A) et celles visant la simplification de la résolution des litiges. Ils reposent tous les trois sur l'utilisation des TIC (B).

A. L'amélioration de l'accessibilité du droit et de l'information

249. Par son action législative, l'Union européenne a adopté de nombreux actes dans différentes matières, permettant non seulement « la détermination du cadre et du fonctionnement de l'Union (...), [mais aussi] d'autres aspects qui tiennent à la vie quotidienne des citoyens et des entreprises. La question de l'accès au droit est donc essentielle »¹¹⁸⁶. Dans cet environnement judiciaire, l'accès au droit, et notamment le droit de la coopération judiciaire, est indispensable pour permettre aux litigants de déterminer les modes de justice qui s'ouvrent à eux pour résoudre leur litige, mais aussi l'étendu de leurs droits. Mais la question de la réalisation de l'objectif d'accès à la justice se pose : il ne suffit pas de clamer haut et fort que l'accès au droit est essentiel, encore faut-il que des mesures soient adoptées en ce sens. Le Conseil concède que l'objectif est de permettre non seulement d'accéder au droit de l'Union européenne, mais aussi au droit des États membres¹¹⁸⁷, particulièrement dans le cadre de litiges transfrontières où ce dernier peut être rattaché à plusieurs pays en même temps.

Trois aspects entrent dans le champ de l'accès au droit : l'accès au droit *stricto sensu*, c'est-à-dire les règles applicables à la situation (2), mais aussi l'accès à l'information autour de ce droit (1). Celle-ci permet d'obtenir des précisions sur le

¹¹⁸³ Communication de la Commission au Conseil, au Parlement européen et au Conseil économique et social européen, Vers une stratégie européenne en matière d'e-Justice, *préc.*, spéc. §1 ; Conseil, Plan d'action pluriannuel 2009-2013 relatif à l'e-Justice européenne, *préc.*, spéc. §§2 et 24 ; Conseil, Projet de stratégie européenne concernant la justice en ligne pour la période 2014-2018, JOUE C 376/7 du 21 déc. 2013, spéc. §2.

¹¹⁸⁴ Communication de la Commission au Conseil, au Parlement européen et au Conseil économique et social européen, Vers une stratégie européenne en matière d'e-Justice, *préc.*, spéc. §4.1 ; Conseil, Plan d'action pluriannuel 2009-2013 relatif à l'e-Justice européenne, *préc.*, spéc. §§25 à 29 ; Conseil, Projet de stratégie européenne concernant la justice en ligne pour la période 2014-2018, *préc.*, spéc. §§26 à 31 ; Conseil, Plan d'action pluriannuel relatif à la justice en ligne 2014-2018, JOUE C 182/2 du 14 juin 2014, spéc. §§14 à 32.

¹¹⁸⁵ Conseil, Plan d'action pluriannuel 2009-2013 relatif à l'e-Justice européenne, *préc.*, spéc. §2 ; Conseil, Projet de stratégie européenne concernant la justice en ligne pour la période 2014-2018, *préc.*, spéc. §2.

¹¹⁸⁶ Rapport du Conseil sur l'accès au droit, JOUE C 97/2 du 24 mars 2015, spéc. §§1 et 2.

¹¹⁸⁷ *Ibid.*, spéc. §2.

contexte juridique et judiciaire dans lequel la règle de droit a été adoptée afin de mieux la comprendre. Cet aspect est particulièrement important dans le contexte transfrontière, qu'il s'agisse du droit des États membres ou celui de l'Union, puisqu'il est peut être différent de celui dans lequel le litigant évolue. Enfin, il faut également noter que la stratégie numérique de l'Union européenne vise également à la standardisation formelle du droit en général, laquelle présente aussi un intérêt du point de vue de l'accès à la justice (3).

1. De l'accès à l'information

250. *L'accès à l'information, un apport pour la réalisation de l'accès à la justice.* Le programme e-Justice constitue le moyen privilégié mis en œuvre par l'Union pour permettre l'accès aux informations. Il faut noter que dans ce programme, l'accès au droit et l'accès à l'information sont souvent employés comme synonymes¹¹⁸⁸. Pour autant, une distinction s'impose dans un souci de clarté. Il faut entendre par « information » les éléments nécessaires à la compréhension du contexte juridique et judiciaire d'un espace donné : que ce soit l'Union européenne, un État membre ou un État tiers. Celle-ci permet notamment de comprendre le droit de l'espace considéré afin de pouvoir le mettre en œuvre dans les meilleures conditions possibles, particulièrement lorsque la personne qui s'en prévaut est étrangère au système. L'accès à ces éléments facilite la compréhension du droit. Il est alors plus facile de le mettre en œuvre et améliore l'accès à la justice. En définitive, l'accès à l'information aide à la réalisation de l'objectif d'accès à la justice en ce qu'il constitue un préalable nécessaire à la compréhension du droit.

251. *L'accès à l'information, nécessité relevant du principe de transparence.* Si l'accès à l'information s'appréhende sous l'angle de l'accès à la justice, il peut aussi être abordé à travers le principe de transparence¹¹⁸⁹. Ce dernier recouvre plusieurs éléments qui participent, de manière incidente, à l'accès à la justice. D'une part, le principe de transparence impose une qualité formelle des actes et facilite « [la] bonne compréhension

¹¹⁸⁸ C'est not. le cas du Conseil qui utilise l'"information" pour désigner aussi bien le droit en vigueur que les informations nécessaires à sa compréhension ; sur l'accès à l'information comme synonyme d'accès au droit, V° par ex. Conseil, Rapport du Groupe « Informatique juridique » (E-Justice), 5 juin 2007, ST 10393/07, spéc. §44 (où l'accès à l'information renvoie vers les sites EUR-Lex, N-Lex et Atlas) ; ou encore Conseil, Plan d'action pluriannuel 2009-2013 relatif à l'e-Justice européenne, *préc.*, spéc. §§26 et 27.

¹¹⁸⁹ Sur le principe de transparence dans l'UE en général : C. BLUMANN, L. DUBOIS, *Droit institutionnel de l'Union européenne*, LexisNexis, 5^e éd., 2013, spéc. §§251 et s.

de la législation par le public »¹¹⁹⁰. Les institutions sont donc obligées d'effectuer un travail en amont visant l'amélioration du processus législatif¹¹⁹¹ permettant aux parties « *to easily understand their rights and obligations* »¹¹⁹². D'autre part, ce principe permet aux citoyens d'accéder aux *documents* de l'Union¹¹⁹³. Comme pour l'obligation qualitative, l'ouverture met l'accent sur l'accessibilité¹¹⁹⁴. Comme le souligne le Parlement, c'est par les TIC que cet accès répond le mieux aux exigences du principe de transparence¹¹⁹⁵. Par conséquent, ce principe accompagne et renforce l'accès à la justice par l'obligation faite aux institutions de publier les documents mais également de procéder à un travail de fond sur la compréhension de la législation de l'Union.

252. Les outils permettant l'accès à la l'information. L'accès à l'information permet d'appréhender la genèse des instruments législatifs, mais également leur contexte afin de mieux les comprendre. Sa mise en œuvre dépasse les objectifs imposés par le principe de transparence, notamment par la publication de fiches de renseignements sur des points donnés. Ces fiches synthétisent des pans entiers de la législation européenne facilitant sa compréhension par le plus grand nombre¹¹⁹⁶. Les informations n'ont cependant aucune valeur juridique : elles se limitent à éclairer le citoyen, ou tout autre personne intéressée, sur le contexte juridique de l'acte recherché. Il s'agit d'un véritable travail de pédagogie qui s'étend à également à l'ensemble de l'environnement judiciaire des États membres. Dans ce contexte, il s'agit d'obtenir des informations générales sur le système juridique, le droit applicable ou toute autre information utile. L'information sur le droit des États membres est elle aussi publiée uniquement à titre informatif et, de surcroît, sa disponibilité est laissée à la libre appréciation des États membres. En effet, ces publications ne procèdent d'aucune obligation du droit primaire et relèvent de la

¹¹⁹⁰ C. BLUMANN, L. DUBOIS, *Droit institutionnel de l'Union européenne*, op. cit., spéc. §256.

¹¹⁹¹ Accord interinstitutionnel entre le Parlement européen, le Conseil de l'Union européenne et la Commission européenne du 16 déc. 2003 « Mieux légiférer », JOUE C 321/1 du 31 déc. 2003, spéc. §§25 et s.

¹¹⁹² Accord interinstitutionnel entre le Parlement européen, le Conseil de l'Union européenne et la Commission européenne du 13 avr. 2016 « Mieux légiférer », JOUE L 123/1 du 12 mai 2016, spéc. §3.

¹¹⁹³ Art. 15 Traité FUE ; sur la notion de documents, V° C. BLUMANN, L. DUBOIS, *Droit institutionnel de l'Union européenne*, op. cit., spéc. §25 : « peu importe la forme juridique du document (...) [pour autant qu'il] possède un minimum de matérialité ».

¹¹⁹⁴ Cons. n°2 Règlement (CE) n°1049/2001 du Parlement européen et du Conseil du 30 mai 2001 relatif à l'accès du public aux documents du Parlement européen, du Conseil et de la Commission, JOUE L 145/43 du 31 mai 2001. Il faut souligner d'ailleurs que les objectifs sont plus larges : par la transparence, l'UE entend favoriser le caractère démocratique des institutions ; sur ce point, V° M. BLANQUET, G. ISAAC, *Droit général de l'Union européenne*, Sirey, 10^e éd., 2012, spéc. pp. 197 et s.

¹¹⁹⁵ Accord interinstitutionnel entre le Parlement européen, le Conseil de l'Union européenne et la Commission européenne du 16 déc. 2003 « Mieux légiférer », *préc.*, spéc. §§11 et 12.

¹¹⁹⁶ Comme par exemple les « Synthèses de la législation de l'UE » disponibles sur EUR-Lex : elles n'ont aucun caractère normatif, mais permet de comprendre le contexte général d'un instrument.

compétence de coordination de l'Union. Néanmoins, ces derniers jouent globalement le jeu de l'accès à l'information.

253. Les supports numériques de l'accès à l'information. Plusieurs sites internet permettent d'accéder aux informations relatives au(x) droit(s) de l'Espace européen de justice.

Quant à l'information sur le droit de l'Union européenne, les sites institutionnels sont les premiers à en fournir. Il est alors possible de retrouver l'agenda de travail des institutions et leur éclairage sur les mesures qu'elles ont contribuées à faire adopter¹¹⁹⁷. Dans la même lignée, EUR-Lex, le site de l'accès au droit de l'Union européenne, fournit de nombreuses informations¹¹⁹⁸, mais aussi et surtout les documents visés par le principe de transparence¹¹⁹⁹ et des outils de recherche performants¹²⁰⁰. Enfin, il convient de citer le site internet e-Justice, le portail de l'Union relatif aux litiges transfrontières¹²⁰¹. Il constitue en théorie une « porte d'entrée de l'Espace européen de justice »¹²⁰². Il permet non seulement d'accéder aux sites internet de l'Union et des États membres publiant leur droit en vigueur, mais aussi un ensemble d'informations relatives au système juridique de l'Union et celui des États membres¹²⁰³. Le portail e-Justice est particulièrement important pour les actions transfrontières¹²⁰⁴. Il met notamment à disposition des litigants les

¹¹⁹⁷ En matière de droit procédural par ex., il faut citer le site internet de la DG Justice et Consommateurs : <<http://ec.europa.eu/>>, rubrique "Justice civile/Coopération judiciaire". La page fournit des explication sur la coopération judiciaire et renvoie aux instruments actuellement en vigueur.

¹¹⁹⁸ En matière de droit procédural par ex., la synthèse de la législation européenne d'EUR-Lex qui propose 38 résumés en matière de coopération judiciaire – chacun comporte un lien vers l'instrument en vigueur et une synthèse générale sur les objectifs de l'acte.

¹¹⁹⁹ Que le document soit ou non publié au JOUE ; EUR-Lex met à disposition un moteur de recherche puissant permettant d'accéder aux dits documents, not. pour les travaux préparatoires par le biais de l'onglet procédure disponible pour chaque instrument juridique en vigueur (par ex. pour le Règlement n°655/2014 : V° <<http://eur-lex.europa.eu/>>, rubrique "Procédure"). V° Conseil, Plan d'action pluriannuel 2009-2013 relatif à l'e-Justice européenne, *préc.*, spéc. §10.

¹²⁰⁰ Rapport du Conseil sur l'accès au droit, *préc.*, spéc. §§6 et 7.

¹²⁰¹ Le portail e-Justice (<<http://e-justice.europa.eu/>>) a été envisagé concomitamment au programme e-Justice (Conseil, Rapport du Groupe « Informatique juridique » (E-Justice), *préc.*, spéc. §48). Il a été lancé le 16 juil. 2010 (Conseil, Projet de stratégie européenne concernant la justice en ligne pour la période 2014-2018, *préc.*, spéc. §11) et vise à "favoriser la visibilité de l'action européenne et contribuer à améliorer l'accès à la justice en Europe" (Communication de la Commission au Conseil, au Parlement européen et au Conseil économique et social européen, Vers une stratégie européenne en matière d'e-Justice, *préc.*, spéc. §4.1) et "[propose] aux citoyens, aux entreprises, aux praticiens du droit et au personnel judiciaire des informations générales sur la législation et la jurisprudence de l'Union européenne et des États membres, et permettre de consulter EUR-Lex et N-Lex" (Conseil, Plan d'action pluriannuel relatif à la justice en ligne 2014-2018, *préc.*, spéc. §15).

¹²⁰² M.-C. DE LAMBERTY-AUTRAND, « Regard européen sur l'introduction des nouvelles technologies dans le procès civil », *Procédures*, avr. 2010, n°4, doss. 6, spéc. §6.

¹²⁰³ Not. les fiches de renseignement sur la législation des ÉM qui sont préparées par les points de contact du RJE : cf. *infra*, §284.

¹²⁰⁴ V° <<http://e-justice.europa.eu/>>, rubrique "Action en justice".

formulaire annexés aux instruments du droit de la coopération judiciaire. Ces derniers sont accessibles dans toutes les langues officielles de l'Union européenne et sont dynamiques, facilitant un usage multilingue¹²⁰⁵. Particulièrement développé au cours de ces dernières années, le portail e-Justice doit faciliter l'accès à la justice en général¹²⁰⁶. Il a vocation à devenir le pilier de l'accès à la justice dans l'Union¹²⁰⁷ et absorbe petit à petit tous les autres sites ayant vocation à faciliter l'accès au droit (notamment l'Atlas judiciaire européen en matière civile¹²⁰⁸ ou encore le site internet du Réseau judiciaire européen en matière civile et commerciale¹²⁰⁹). En outre, il faut également souligner le développement d'outils permettant d'obtenir une information circonstanciée. Par exemple, en matière de procédures européennes unifiées, un outil permet au litigant de déterminer s'il remplit les conditions de l'une ou l'autre de ces procédures afin en répondant à un set de questions¹²¹⁰. L'intérêt pratique est indéniable pour ces procédures et participent à leur démocratisation. Elles permettent ainsi aux néophytes d'obtenir une information sur les possibilités dont ils bénéficient à travers les instruments de coopération judiciaire pour permettre la réalisation de leurs droits substantiels, donc leur accès à la justice.

Quant à l'information relative au droit des États membres, il faut distinguer entre celle apportée par l'Union européenne et par les États eux-mêmes. En ce qui concerne l'Union, la stratégie e-Justice renvoie au portail e-Justice. L'accès à l'information du droit des États membres y est disponible sur certains points, notamment ceux touchant les litiges transfrontières¹²¹¹. En outre, le portail permet également d'accéder aux sites nationaux¹²¹² où des informations sur le système juridique et judiciaire¹²¹³ sont

¹²⁰⁵ Sur les difficultés liées au contexte multilingue de l'UE dans la résolution des litiges transfrontières : cf. *supra*, §§229 et s.

¹²⁰⁶ Conseil, Plan d'action européen pluriannuel relatif à la justice en ligne 2014-2018, *préc.*, spéc. §6 : "le portail e-Justice européen, qui est hébergé et exploité par la Commission conformément aux orientations du Conseil, est un *élément essentiel de l'accès à la justice en ligne* au niveau européen" (emphase ajoutée).

¹²⁰⁷ V° *ibid.*, spéc. pt. A, B et C : outre l'accès à l'information (spéc. §§14 à 19), le portail e-Justice doit également permettre l'accès aux registres nationaux (spéc. §§20 et 21), faciliter l'accès aux procédures judiciaires et extrajudiciaires (spéc. §§24 à 25), la communication entre professionnels du droit (spéc. §§26 à 30) et celle des autorités judiciaires (spéc. §§31 et 32).

¹²⁰⁸ <http://ec.europa.eu/justice_home/judicialatlascivil/html/index_fr.htm>.

¹²⁰⁹ <<http://ec.europa.eu/civiljustice/>>.

¹²¹⁰ V° <<http://e-justice.europa.eu/>>, rubrique "Formulaire dynamiques".

¹²¹¹ Communication de la Commission au Conseil, au Parlement européen et au Comité économique et social européen, Vers une stratégie européenne en matière d'e-Justice, *préc.*, spéc. §4.1 (a) ; Conseil, Plan d'action pluriannuel 2009-2013 relatif à l'e-Justice européenne, *préc.*, spéc. §26 ; Conseil, Projet de stratégie européenne concernant la justice en ligne pour la période 2014-2018, *préc.*, spéc. §33 ; Conseil, Plan d'action pluriannuel relatif à la justice en ligne 2014-2018, *préc.*, spéc. §15.

¹²¹² V° le portail e-Justice, not. la page dédié au droit des États membres : <<http://e-justice.europa.eu/>>, rubrique "Droit des États membres" ; à la jurisprudence des États membres : <<http://e-justice.europa.eu/>>, rubrique "Jurisprudence des États membres".

disponibles et actualisés directement par les États membres¹²¹⁴. Ces pages permettent au litigant de comprendre le contexte juridique et judiciaire de l'espace étranger avec lequel il est confronté dans ses litiges transfrontières.

2. De l'accès au(x) droit(s)

254. Les différents droits auxquels il faut accéder. L'accès au(x) droit(s), *stricto sensu*, s'appréhende de différentes manières, expliquant l'usage du pluriel entre parenthèses. En effet, plusieurs distinctions s'imposent. D'abord, dans le contexte spécifique de l'Espace européen de justice auquel se mêle l'aspect transfrontière des litiges envisagés, il faut distinguer entre le droit des ordres judiciaires considérés et celui de l'Union européenne. Ensuite, l'accès au(x) droit(s) se réfère au droit objectif et subjectif. Dès lors, il n'est pas suffisant de considérer un accès au droit, mais un accès à différents droits selon les spécificités du litige présenté et les besoins des parties. Contrairement à l'accès aux informations, le litigant doit ici pouvoir accéder à la législation positive¹²¹⁵ et sa jurisprudence¹²¹⁶. Cet accès doit alors lui permettre d'évaluer l'étendue de ses droits (subjectifs) et ses chances d'obtenir gain de cause ; mais aussi de déterminer les moyens juridiques offerts par le droit en vigueur dans l'espace considéré (droit objectif) pour permettre la résolution du litige et la réalisation de ses droits substantiels. Il s'agit véritablement du cœur de l'accès au droit tel qu'il est envisagé par l'objectif d'accès à la justice.

membres” ; au système judiciaire des ÉM : <<http://e-justice.europa.eu/>>, rubrique “Organisation de la justice dans les États membres” ; ou encore sur les professions juridiques dans chaque ÉM : <<http://e-justice.europa.eu/>>, rubrique “Professions juridiques” ; chacune de ces pages comporte un lien vers un résumé du thème par ÉM, mais aussi des liens renvoyant aux pages tenues par les autorités nationales. Il faut ég. noter que des informations similaires étaient autrefois disponibles sur l'Atlas judiciaire européen en matière civile (<http://ec.europa.eu/justice_home/judicialatlascivil/html/index_fr.htm>) : ce site a vocation à disparaître puisque son contenu est progressivement déplacé sur le portail e-Justice (<<http://e-justice.europa.eu/>>, rubrique “Atlas judiciaire en matière civile et commerciale”).

¹²¹³ V° par ex. pour la présentation du droit en France, <<http://e-justice.europa.eu/>>, rubrique “Droit des États membres – France” : cette page décrit sommairement les différentes sources du droit en France, le processus législatif et les différentes bases de données permettant l'accès au droit.

¹²¹⁴ Comme le rappel le Conseil in *Projet de stratégie européenne concernant la justice en ligne pour la période 2014-2018*, *préc.*, spéc. §19.

¹²¹⁵ Comme le rappel le Conseil dans son Rapport sur l'accès au droit (*préc.*, spéc. §2).

¹²¹⁶ L'accès à la jurisprudence est importante, peu importe l'espace considéré : dans les pays de tradition juridique continentale, elle permet d'apprécier l'interprétation positive qui peut être donné à une disposition légale ; dans les pays de *Common law*, elle est indispensable puisqu'elle constitue le droit en vigueur. Sur ce point, V° G. CUNIBERTI, *Grands systèmes de droit contemporains*, LGDJ, 3^e éd., 2015, spéc. §§87 à 94 et 153 à 178.

255. L'accès au(x) droit(s) dans l'Espace européen de justice : le relais offert par le portail e-Justice. Le programme e-Justice a rapidement pris conscience de l'intérêt de l'accès au droit dans le cadre des litiges transfrontières¹²¹⁷. Répondant à cette attente, le portail électronique e-Justice constitue l'outil phare permettant aux citoyens, aux professionnels du droit et aux autorités judiciaires d'accéder au droit des différents ordres judiciaires considérés : celui de l'Union européenne, des États membres et du droit international. Contrairement à l'accès aux informations, il ne s'agit pas seulement de relayer de l'information, mais de renvoyer vers les sites institutionnels permettant l'accès au droit dans les différents ordres judiciaires afin d'en simplifier l'accès¹²¹⁸.

Partant, le portail e-Justice fait le lien avec le site EUR-Lex, « fenêtre incontournable en termes d'accès au droit »¹²¹⁹. Cet outil permet l'accès au droit de l'Union, notamment son Journal officiel, mais aussi vers un portail renvoyant au droit national : N-Lex¹²²⁰. Ce site offre la possibilité d'effectuer des recherches dans le droit national des États membres et d'accéder aux bases de données nationales (aussi bien législatives que jurisprudentielles). En outre, le portail e-Justice renvoie également vers le site de la Cour de justice de l'Union européenne, Curia¹²²¹, lequel offre un accès à sa jurisprudence et à un moteur de recherches. La Cour a d'ailleurs développé un nouvel outil d'accès à sa jurisprudence : une application pour *smartphone* et tablette « CVRIA »¹²²². Celle-ci facilite l'accès au site internet en s'adaptant à de nouveaux supports numériques qui s'inscrivent dans l'air du temps.

Quant au droit de l'Union européenne, il faut souligner les efforts constants visant à en faciliter l'accès par le biais des TIC. À titre d'exemple, il faut citer la publication électronique du Journal officiel de l'Union en ligne¹²²³. En effet, s'il est une condition *sine qua none* de la validité et de l'entrée en vigueur du droit de l'Union, sa version numérique, disponible depuis 1998, n'était publiée qu'à titre d'information sans valeur

¹²¹⁷ Conseil, Rapport du Groupe « Informatique juridique » (e-Justice), *préc.*, spéc. §45 : le Conseil souligne qu'il s'agit d'un des objectifs de l'usage des TIC pour les litiges transfrontières ; le second est relatif à l'accès direct à des procédures en ligne (cf. *infra*, §263).

¹²¹⁸ Il convient aussi de souligner les efforts de certaines ÉM en la matière, not. la France : en effet, un nouveau site internet a été développé et permet notamment, grâce à des infographies, d'accéder au droit et aux informations en matière de coopération judiciaire instaurée par l'UE (<<http://www.justice.fr/>> ; Ministère de la Justice, Ouverture de justice.fr, le portail des justiciables, communiqué de presse du 12 mai 2016).

¹²¹⁹ Rapport du Conseil sur l'accès au droit, *préc.*, spéc. §7 ; <<http://eur-lex.europa.eu/>>.

¹²²⁰ *Ibid.*, spéc. §§32 à 36 ; <<http://n-lex.europa.eu/>>.

¹²²¹ <<http://curia.europa.eu/>>.

¹²²² CJUE, La Cour de justice de l'Union européenne lance sa première application pour *smartphone* et tablette, communiqué de presse n°51/16 du 11 mai 2016.

¹²²³ Rapport du Conseil sur l'accès au droit, *préc.*, spéc. §§11 à 13.

juridique¹²²⁴. Consciente des enjeux, la Commission a proposé de modifier le statut du Journal officiel en ligne afin de faciliter l'accès au droit pour « permettre à tout un chacun (...) d'utiliser l'édition électronique comme une source officielle et authentique »¹²²⁵. C'est désormais chose faite¹²²⁶. L'Union améliore ainsi l'accès à son droit, dans sa version officielle, pour ses citoyens dans le cadre de sa stratégie numérique¹²²⁷, contribuant à la réalisation de l'objectif d'accès à la justice.

256. *Un outil spécifique relatif au droit de la coopération judiciaire de l'Union : JURE.*

Au delà du portail e-Justice et des autres outils électroniques développés pour favoriser l'accès au droit, l'Union a également mis en place une base de donnée spécifique à certains instruments du droit de la coopération judiciaire : JURE¹²²⁸. Mis en œuvre sur le fondement de la Convention de Lugano (2007)¹²²⁹, cet outil regroupe « les décisions pertinentes prises par les tribunaux des États contractants (les États membres de l'UE et, le cas échéant, l'Islande, la Norvège et la Suisse) et par la Cour de justice de l'UE »¹²³⁰. Si l'intention est louable et tout à fait utile pour les praticiens du droit, particulièrement pour les Conventions de Lugano qui ne sont pas soumises à l'interprétation uniforme de la Cour de justice de l'Union européenne, elle n'est que partielle. En effet, seuls certains instruments sont pris en compte : la Convention de Bruxelles, les Conventions de Lugano, le Règlement Bruxelles I et le Règlement Bruxelles II et II bis. Le Règlement Bruxelles I refondu n'est, pour le moment, pas pris en compte. Cette initiative doit malgré tout recevoir un écho favorable puisqu'elle s'inscrit non seulement dans l'accès au droit en général, mais concerne particulièrement celui relatif aux litiges transfrontières.

257. *Comprendre le vocabulaire du droit de la coopération judiciaire : Eurovoc et Legivoc.*

Deux outils doivent encore être cités. Ils favorisent tous les deux l'accès à l'information pour mieux comprendre le droit de l'Union européenne et celui des États membres. Il s'agit respectivement des glossaires Eurovoc¹²³¹ et Legivoc. Si le premier est établi, le second n'en est qu'au stade de projet. Eurovoc rassemble l'ensemble des

¹²²⁴ Proposition de Règlement du Conseil relatif à la publication électronique du Journal officiel de l'Union européenne, COM(2011) 162 final du 4 avr. 2011, spéc. pt. 1.1.

¹²²⁵ *Ibid.*, spéc. §1.2.

¹²²⁶ Règlement (UE) n°216/2013 du Conseil du 7 mars 2013 relatif à la publication électronique du *Journal officiel de l'Union européenne*, JOUE L 69/1 du 13 mars 2013.

¹²²⁷ Cons. n° 6 et 7 Règlement n°216/2013.

¹²²⁸ <<http://eur-lex.europa.eu/collection/n-law/jure.html>>.

¹²²⁹ Art. 3 Protocole n°2 sur l'interprétation uniforme de la convention et sur le comité permanent, Conv. Lugano (2007).

¹²³⁰ <<http://eur-lex.europa.eu/collection/n-law/jure.html>>.

¹²³¹ <<http://eurovoc.europa.eu/>>.

concepts du droit de l'Union européenne. Il en apporte une définition et surtout, ce thésaurus est disponible en ligne et dans toutes les langues de l'Union. L'utilisateur peut alors déterminer le sens du concept rechercher et établir des correspondances dans une autre langue¹²³². Legivoc a l'ambition de collecter le vocabulaire juridique national et de créer des ponts entre les notions équivalentes du droit des États membres¹²³³, sur le modèle d'Eurovoc. Le projet est ambitieux et porté par le Ministère de la Justice français : il vise à « faciliter la compréhension des droits des États membres de l'UE »¹²³⁴. Ces deux outils facilitent la compréhension directe des droits de l'Union européenne et, par la même, l'accès à la justice. En conséquence, ils font immanquablement partie des moyens mis en œuvre pour assurer la réalisation de l'objectif d'accès à la justice.

258. *L'accès au droit de l'Union : une multilinguisme affirmé.* Classiquement, les organisations internationales retiennent quelques langues comme langue officielle ou langue de travail¹²³⁵ parmi celles des pays participants. Ce n'est pas le cas de l'Union. le Traité de Paris¹²³⁶ a retenu un principe d'égalité, faisant de toutes les langues officielles des États membres de la Communauté économique du charbon et de l'acier, les langues officielles et de travail de ses institutions¹²³⁷. Réaffirmée par le Règlement n°1 de la Communauté économique européenne¹²³⁸, cette pratique continue et l'instrument a traversé le temps. En vertu de ce texte, le Journal officiel doit être publié dans toutes les langues officielles de l'Union, tout comme les règlements et autres textes de portée générale¹²³⁹. L'autre principe fondamental instauré par le Règlement n°1 est la règle selon laquelle les communications avec l'Union européenne peuvent être effectuées dans l'une des langues officielles¹²⁴⁰. Par conséquent, le droit de l'Union européenne est disponible

¹²³² Rapport du Conseil sur l'accès au droit, *préc.*, spéc. §§15 et 16.

¹²³³ *Ibid.*, spéc. §§40 à 42.

¹²³⁴ Voir la page dédié au projet Legivoc sur le site du Ministère de la Justice français : <<http://www.justice.gouv.fr/>>, rubrique "Europe et international/La justice européenne/LEGIVOC" ; il faut ég. citer le site internet Legivoc (<<http://www.legivoc.org/>>), lequel n'est pour le moment pas ouvert au public.

¹²³⁵ Comme c'est par ex. le cas pour l'ONU où le français et l'anglais sont retenus comme langue de travail, auxquelles s'ajoutent, pour les résolutions et autres documents importants, le chinois, l'espagnol, le russe et l'arabe : Commission, La traduction à la Commission européenne..., *préc.*, spéc. p. 9.

¹²³⁶ Traité instituant la Communauté européenne du charbon et de l'acier, Paris, 18 avr. 1951, 261 RTNU 140 (vig. 23 juil. 1952).

¹²³⁷ Commission, La traduction à la Commission européenne..., *préc.*, spéc. p. 9.

¹²³⁸ Règlement (CEE) n°1 du Conseil du 15 avr. 1958 portant fixation du régime linguistique de la Communauté Économique Européenne, *préc.*

¹²³⁹ Art. 4 et 5 Règlement n°1.

¹²⁴⁰ Art. 2 Règlement n°1 ; inversement, lorsque l'UE s'adresse à un ÉM ou une personne, elle doit utiliser la langue officielle dont de l'ÉM concerné ou de l'ÉM dont relève la personne (art. 3).

dans toutes les langues officielles par le biais du site internet Eur-Lex¹²⁴¹. Il n'y a donc aucun obstacle pour les litigants, citoyens d'un État membre, à pouvoir consulter le droit de l'Union européenne (règlements et autres textes de portée générale ainsi que toutes les publications au Journal officiel) puisqu'ils sont publiés dans 24 langues différentes¹²⁴². L'accès au droit de l'Union peut, de ce point de vue, être considéré comme effectif¹²⁴³.

259. L'accès au droit des États membres : le développement d'outils de traduction pour en assurer l'effectivité. « Il serait illusoire de penser que le fait de faciliter l'accès d'un citoyen au site e-Justice d'un État membre autre que le sien pourrait constituer une solution suffisante : la barrière linguistique rendrait en effet un tel accès largement inutile »¹²⁴⁴. Contrairement au droit de l'Union européenne, disponible dans toutes les langues officielles, celui des États membres est limité à la ou leurs langues officielles. Certes, il est accessible par le biais d'e-Justice et d'N-Lex¹²⁴⁵. Néanmoins, sa disponibilité dans des versions linguistiques différentes est limitée. Comme le souligne le Conseil, « une information répertoriée n'est véritablement utile que si elle est compréhensible à son utilisateur »¹²⁴⁶. Pour pallier cet obstacle, plusieurs projets ont été lancé par l'Union afin de développer un outil de traduction automatisée, notamment MT@E¹²⁴⁷. Si cet instrument est prometteur, sa disponibilité est restreinte. Seules les « administration[s] publique[s] d'un pays de l'UE, d'Islande ou de Norvège, ou [aux] institution[s] ou agence[s] de l'UE »¹²⁴⁸ peuvent y accéder. Les litigants en sont exclus pour le moment. De plus, son développement est difficile, sa portée pratique critiquée¹²⁴⁹ et son usage est soumis au bon vouloir des États membres. La disponibilité du droit et des informations y relatives font partie des compétences de coordination de l'Union, non obligatoire pour les États membres. Ces derniers doivent alors prendre l'initiative de

¹²⁴¹ Puisque le Journal officiel y est légalement publié (Règlement n°216/2013, *préc.*).

¹²⁴² V° Rapport du Conseil sur l'accès au droit, *préc.*, spéc. §14.

¹²⁴³ Il faut d'ailleurs remarquer que les art. 4 et 5 Règlement n°1 ne font pas référence à une traduction dans l'ensemble des langues officielles de l'UE, mais à une rédaction dans l'ensemble de ces langues, démontrant l'égalité entre elles et la valeur juridique identique de chacune des versions linguistiques des instruments : V° Commission, Lawmaking in the EU multilingual environment, Étude sur la traduction et le multilinguisme, 1/2010 (disp. en ligne : <<http://bookshop.europa.eu/>>), spéc. p. 9

¹²⁴⁴ Conseil, Plan d'action pluriannuel 2009-2013 relatif à l'e-Justice européenne, *préc.*, spéc. §42.

¹²⁴⁵ Cf. *supra*, §254.

¹²⁴⁶ Rapport du Conseil sur l'accès au droit, *préc.*, spéc. §37 ; V° ég. Conseil, Plan d'action pluriannuel 2009-2013 relatif à l'e-Justice européenne, *préc.*, spéc. §§41 à 44.

¹²⁴⁷ Rapport du Conseil sur l'accès au droit, *préc.*, spéc. §39 ; V° ég. Commission, DG Traduction : <<http://ec.europa.eu/dgs/translation/>>, rubrique "Ressources linguistiques/Traduction automatique".

¹²⁴⁸ Commission, DG Traduction : <<http://ec.europa.eu/dgs/translation/>>, rubrique "Ressources linguistiques/Traduction automatique".

¹²⁴⁹ V° par ex. M.-C. DE LAMBERTYE-AUTRAND, « Regard européen sur l'introduction des nouvelles technologies dans le procès civil », *préc.*, spéc. §19.

traduire leur droit, de le publier sur leurs sites institutionnels, puis de le faire référencer sur les sites de l'Union. Par conséquent, l'effectivité de l'accès au droit des États membres dans l'ensemble des langues officielles de l'Union reste un objectif et est en train de se réaliser. Néanmoins, l'outil de traduction est jeune (le projet n'a démarré qu'en juillet 2013¹²⁵⁰), tout comme le développement du programme e-Justice. Ces efforts pour une meilleure effectivité de l'accès au droit des États membres doivent être soulignés et encouragés. Il s'agit d'un bon signe pour les litigants. Même si, à l'heure actuelle, que ce soit sur N-Lex ou e-Justice, les informations sur le droit des États membres et leur droit ne sont généralement disponible que dans leur langue officielle. L'effectivité de l'accès aux droits des États membres est par conséquent plus difficile que pour celui de l'Union.

3. De la standardisation formelle des droits

260. *Faciliter l'interopérabilité des normes juridiques : vers un accès au droit simplifié.*

Afin de favoriser l'établissement d'un environnement judiciaire commun où l'accès au droit est une réalité, l'Union a développé des outils visant la standardisation formelle du droit¹²⁵¹. Il s'agit en somme de développer des normes prescrivant des caractéristiques formelles communes visant la familiarisation et l'interopérabilité du droit. L'Union européenne est en train de franchir ce pas, tardivement certes, par le biais de deux conclusions : l'une préconisant l'adoption d'un identifiant européen pour la jurisprudence nationale et de l'Union (*identifiant européen de la jurisprudence* – ECLI)¹²⁵², l'autre en encourageant l'emploi d'un identifiant européen pour la législation nationale et de l'Union (*identifiant européen de la législation* – ELI)¹²⁵³.

Les deux textes partent d'un même constat. Alors même qu'il est possible d'accéder en ligne au droit de l'Union européenne et des États membres, la recherche dans les différentes bases de données est difficile puisque chacun développe des systèmes

¹²⁵⁰ Rapport du Conseil sur l'accès au droit, *préc.*, spéc. §37.

¹²⁵¹ Sur le sens à accorder au terme "standardisation", V° R. BISMUTH, « Une cartographie de la standardisation internationale privée : tentative d'identification d'objet et de ses enjeux », in R. BISMUTH (dir.), *La standardisation internationale privée. Aspects juridiques*, Larcier, 2013, p. 9, spéc. §§1.13 à 1.16.

¹²⁵² Conclusions du Conseil préconisant l'introduction d'un identifiant européen de la jurisprudence et un ensemble minimal de métadonnées uniformes pour la jurisprudence, JOUE C 127/1 du 29 avr. 2011 ; V° Rapport du Conseil sur l'accès au droit, *préc.*, spéc. §§43 à 49.

¹²⁵³ Conclusions du Conseil préconisant l'introduction d'un identifiant européen de la législation (ELI), JOUE C 325/3 du 26 oct. 2012 ; V° Rapport du Conseil sur l'accès au droit, *préc.*, spéc. §§52 à 59 ; <<http://www.eli.fr/>>.

de métadonnées différents¹²⁵⁴. Par conséquent, la recherche des normes ou des jurisprudences dans les différents ordres judiciaires s'avère difficile, malgré le développement de moteurs de recherche en ligne. Pour faciliter l'interopérabilité de ces données, il est donc nécessaire de pouvoir harmoniser les standards formels. Les systèmes ECLI et ELI permettent ainsi d'attribuer un identifiant unique à une norme ou une jurisprudence de l'Union ou d'un État membre, contribuant à la création d'un web sémantique au bénéfice de toutes les personnes intéressées (comme par exemple les citoyens, les législateurs ou encore les chercheurs)¹²⁵⁵. Même si cette démarche n'est pas obligatoire¹²⁵⁶, elle présente des avantages et contribue à la réalisation de l'objectif d'accès à la justice. En effet, cette normalisation des métadonnées permet d'améliorer la recherche et l'accès au droit. Elle s'apparente alors comme une action de support à la stratégie numérique de l'Union européenne. Par ailleurs, « dans un effort continu pour rendre la justice plus accessible », la Commission a récemment dévoilé un moteur de recherche intégré au portail e-Justice et dédié à la jurisprudence nationale et de l'Union européenne. Les recherches peuvent notamment s'effectuer à l'aide du numéro ECLI¹²⁵⁷.

261. *Vers une extension de la standardisation formelle au droit des pays tiers.*

L'accroissement des compétences de l'Union en matière de coopération judiciaire lui a notamment permis de devenir membre d'organisations internationales telle que la Conférence de La Haye de droit international privé¹²⁵⁸. En outre, l'Union a également pu conclure des conventions avec des États tiers, comme la Convention de Lugano¹²⁵⁹. Comme le souligne le Conseil, ces engagements créent un besoin d'accéder au droit des

¹²⁵⁴ Rapport du Conseil sur l'accès au droit, *préc.*, spéc. §§45 et 55 ; Conclusions du Conseil préconisant l'introduction d'un identifiant européen de la législation (ELI), *préc.*, spéc. §6 ; Conclusions du Conseil préconisant l'introduction d'un identifiant européen de la jurisprudence et un ensemble minimal de métadonnées uniformes pour la jurisprudence, *préc.*, spéc. §§9 et 10.

¹²⁵⁵ En ce sens : Conclusions du Conseil préconisant l'introduction d'un identifiant européen de la législation (ELI), *préc.*, spéc. §10.

¹²⁵⁶ En effet, il s'agit d'incitation pour les ÉM, pas d'une obligation. Il faut cependant relever que la normalisation de ces métadonnées est progressivement adoptée par tous (au premier chef, l'UE qui précise pour toutes les jurisprudences le numéro ECLI (not. sur Curia ; <<http://curia.europa.eu/>>) et pour tous ses instruments législatifs le numéro ELI, not. sur EUR-Lex (<<http://eur-lex.europa.eu/>>), juste en dessous de la référence du JOUE). Il faut à ce titre noter les efforts en France : le site internet Légifrance (<<http://www.legifrance.gouv.fr/>>) fait ainsi état du numéro ELI des actes normatifs adoptés, mais aussi du numéro ECLI pour toutes les décisions de la Cour de cassation, du Conseil d'État et du Conseil constitutionnel.

¹²⁵⁷ V° Commission, Commission makes justice decisions more accessible to citizens, businesses and law professionals, communiqué de presse du 11 mai 2016, MEX/16/1711.

¹²⁵⁸ Décision 2006/719/CE du Conseil du 5 oct. 2006 relative à l'adhésion de la Communauté européenne à la Conférence de La Haye de droit international privé, JOUE L 297/1 du 26 oct. 2006.

¹²⁵⁹ Convention concernant la compétence judiciaire et l'exécution des décisions en matière civile et commerciale, 30 oct. 2007, Lugano, 2658 RTNU 197 (vig. 1^{er} janv. 2010, 1^{er} janv. 2011 et 1^{er} mai 2011 – cf. Annexe I, tabl. 1.2).

États tiers concernés¹²⁶⁰. À ce titre, il faut notamment souligner l'intérêt manifesté par la Suisse, la Norvège et l'Islande sur les travaux en matière de web sémantique (ECLI et ELI)¹²⁶¹. À l'heure actuelle, l'extension de la standardisation formelle du droit de ces pays est à l'étude¹²⁶². Il faut souligner l'intérêt indéniable du ralliement de ces États à ce système en matière d'accès au droit. Les effets du droit de la coopération judiciaire de l'Union dépassant le cadre du territoire des États membres, l'accès au droit des États tiers et la standardisation de ce dernier permettrait d'assurer aux litigants impliqués dans des litiges transfrontières un meilleur accès à la justice.

262. L'accès à l'information et au droit tiennent une place éminente au sein du développement de l'environnement judiciaire commun de l'Union européenne. Ils permettent de faciliter la justice aux litigants par les outils mis à disposition afin que ces derniers puissent trouver l'information et le droit dont ils ont besoin. Mais le programme e-Justice s'intéresse également à la simplification de la résolution des différends par le biais des TIC.

B. La simplification de la résolution des différends

263. *La stratégie numérique de l'Union au service de la réduction des coûts des procédures transfrontières.* Dès 2007, l'objectif du programme e-Justice de l'Union est non seulement de favoriser l'accès au droit des citoyens, mais aussi de « permettre une action directe » en ligne¹²⁶³. L'idée est simple : les TIC peuvent aussi simplifier et accélérer l'échange des communications et bénéficier aux procédures¹²⁶⁴. Deux options s'ouvrent alors. D'un côté, la voie électronique peut être utilisée en remplacement des voies de transmission classique. Il s'agit alors de renforcer le caractère *à distance* de la procédure. De l'autre, les TIC sont envisagées comme les seuls moyens de transmission.

¹²⁶⁰ Rapport du Conseil sur l'accès au droit, *préc.*, spéc. §§75 à 78.

¹²⁶¹ *Ibid.*, spéc. §79.

¹²⁶² Pas seulement pour les pays signataires de la Conv. Lugano (2007), mais aussi pour d'autres : Rapport du Conseil sur l'accès au droit, *préc.*, spéc. §§79 à 83.

¹²⁶³ Conseil, Rapport du Groupe « Informatique juridique » (e-Justice), *préc.*, spéc. §§64 et 69.

¹²⁶⁴ Il s'agit, avec l'accès à l'information, des trois axes qui sont toujours d'actualité dans le plan pluriannuel relatif à la justice en ligne : Conseil, Projet de stratégie européenne concernant la justice en ligne pour la période 2014-2018, *préc.*, spéc. §§26 à 31 ; Conseil, Plan d'action pluriannuel relatif à la justice en ligne 2014-2018, *préc.*, spéc. §§14 à 32. V° not., sur les attentes et les risques liés à l'utilisation des TIC : S. AMRANI-MEKKI, « Efficacité et nouvelles technologies », *Procédures*, 2010, n°4, doss. 5 ; M.-C. DE LAMBERTYE-AUTRAND, « Regard européen sur l'introduction des nouvelles technologies dans le procès civil », *préc.*

Dans ce cas, la procédure est dématérialisée¹²⁶⁵. Les deux possibilités présentent des avantages, notamment une baisse des coûts et un accroissement de la célérité¹²⁶⁶. Néanmoins, ces techniques ne sont pas exsangues de difficultés de mise en œuvre. Les obstacles sont principalement techniques : il s'agit de composer avec l'interopérabilité des services juridiques de chaque État membre, veiller à la sécurisation des échanges de données et à la confidentialité de celles-ci. En effet, chaque État membre a développé sa propre législation et ses propres systèmes informatiques en la matière¹²⁶⁷.

Mais pas à pas, l'Union franchit petit à petit les obstacles.

264. Les procédures uniformes européennes : terreau fertile pour l'emploi des TIC. Dès 2007, le Conseil relevait que la procédure européenne d'injonction de payer était propice à l'utilisation des TIC¹²⁶⁸, d'autant qu'elle peut faire l'objet d'un traitement automatisé¹²⁶⁹. *Rome ne s'est pas faite en un jour*, tout comme la dématérialisation des procédures ; mais le processus est en marche et il faut l'encourager. Entamé en 2002 avec l'usage des voies électronique comme moyen de transmission des formulaires, ce mouvement continue¹²⁷⁰. D'une part, l'Union maintient le développement croissant de

¹²⁶⁵ M.-C. DE LAMBERTYE-AUTRAND, « Regard européen sur l'introduction des nouvelles technologies dans le procès civil », *préc.*, spéc. §13 : c'est ce que décrit l'auteur qui précise que l'utilisation des procédures en ligne (cantonnées à l'introduction de l'action) est la voie vers une dématérialisation complète de la procédure. À l'inverse, il a pu être considéré que les opérations permettant de favoriser, par des TIC des échanges "immatériels", sans support physique, constituent déjà la dématérialisation des procédures : en ce sens, V° E. FOREY, « La dématérialisation de la justice et l'accès au juge », in V. DONIER, B. LAPÉROU-SCHENEIDER, dir., *L'accès au juge. Recherche sur l'effectivité d'un droit*, Bruylant, 2013, p. 456, spéc. p. 456.

¹²⁶⁶ Conseil, Plan d'action pluriannuel 2009-2013 relatif à l'e-Justice européenne, *préc.*, spéc. §2 ; Conseil, Projet de stratégie européenne concernant la justice en ligne pour la période 2014-2018, *préc.*, spéc. §28.

¹²⁶⁷ Ces différences ont été soulignées par l'UE (Conseil, Rapport du Groupe « Informatique juridique » (e-Justice), *préc.*, spéc. §§5 et s. et 84 à 89 : il s'agit d'un point global sur l'utilisation des moyens électroniques dans la justice des différents ÉM qui fait état des technologies employées et des possibilités offertes par la législation nationale) mais aussi par le CoE, not. la CEPEJ (in VELICOGNA (M.), « Utilisation des technologies de l'information et de la communication (TIC) dans les systèmes judiciaires européens », *Les études de la CEPEJ*, n° 7, spéc. pp. 19 et 20). V° ég. Livre vert de la Commission sur une procédure européenne d'injonction de payer et sur les mesures visant à simplifier et à accélérer le règlement des litiges portant sur des montants de faible importance, *préc.*, spéc. pt. 3.3.4.4 : où la Commission souligne ces mêmes difficultés. Par ailleurs, il convient de souligner le travail de l'UE en la matière, que ce soit par l'harmonisation du cadre juridique (comme par ex. : Directive 1999/93/CE du Parlement européen et du Conseil du 13 déc. 1999 sur le cadre communautaire pour les signatures électroniques, JOCE L 13/12 du 19 janv. 2000) ou par le financement de projets (comme par ex. *e-Justice Communication via Online Data EXchange* "e-CODEX" (<<http://www.e-codex.eu/>>) visant à travailler sur un cadre commun permettant de trouver des solutions aux défis techniques de l'usage des TIC, tel que l'identité et la signature électronique.

¹²⁶⁸ Conseil, Rapport du Groupe « Informatique juridique » (e-Justice), *préc.*, spéc. §71. Il faut noter qu'à cette date, le Règlement RPL n'avait pas encore été adopté (tout comme le Règlement n°655/2014) ; le Conseil a par la suite confirmé l'objectif de dématérialisation des procédures européennes : IPE et RPL (V° Conseil, Plan d'action pluriannuel 2009-2013 relatif à l'e-Justice européenne, *préc.*, spéc. §28).

¹²⁶⁹ Art. 8 Règlement n°1896/2006.

¹²⁷⁰ Il est toujours au cœur de la stratégie numérique de l'UE en la matière : Conseil, Plan d'action pluriannuel relatif à la justice en ligne 2014-2018, *préc.*, spéc. §§24 à 30. Il est d'ailleurs mis en exergue dans le cadre des procédures IPE et RPL : Rapport de la Commission au Parlement européen, au Conseil et au Comité économique et social européen sur l'application du règlement (CE) n°1896/2006 du Parlement européen et du Conseil

l'utilisation de la transmission des formulaires par la voie électronique et des projets pilotes employant davantage cette dernière. D'autre part, la nouvelle plateforme de règlement des litiges en ligne¹²⁷¹ innove en utilisant internet comme l'unique possibilité de bénéficier de la procédure européenne de règlement en ligne des litiges de consommation.

265. La transmission des formulaires : vers la systématisation des procédures à distance.

En 2002, la Commission relevait déjà, dans son Livre vert relatif à la procédure d'injonction de payer et au règlement des petits litiges, que l'usage des TIC devrait être *encouragé* pour « favoriser un traitement plus efficace des affaires »¹²⁷². Dans la limite de l'autonomie procédurale des États membres, qui sont libres de faire ou non usage des TIC, il est alors possible de communiquer les différents formulaires de la procédure par voies électroniques¹²⁷³. Bien que réduit à la portion congrue, l'informatique permet un transfert plus rapide et plus efficace des documents. Il ne s'agit pas de remplacer les voies de transmission classiques (comme le courrier), mais d'offrir un moyen supplémentaire qui présente plus d'avantages¹²⁷⁴. En effet, le litigant peut prétendre à un titre exécutoire sans avoir à se déplacer ou à engager des frais postaux, mais aussi et surtout plus rapidement, les communications électroniques étant quasiment instantanées. Il s'agit véritablement de moyens facilitant l'effectivité de l'accès à la justice.

Des évolutions sont toutefois perceptibles. C'est notamment le cas de la procédure européenne unifiée de règlement des petits litiges. Lors de son entrée en vigueur, l'utilisation de la voie électronique était rare¹²⁷⁵, mais néanmoins autorisée par le

instituant une procédure européenne d'injonction de payer, COM(2015) 485 final du 13 nov. 2015, spéc. pt. 3.3.3 ; Rapport de la Commission au Parlement européen, au Conseil et au Comité économique et social européen sur l'application du règlement (CE) n°861/2007..., *préc.*, spéc. pt. 4.3.

¹²⁷¹ V° Règlement n°524/2013 ; <<http://ec.europa.eu/odr>>.

¹²⁷² Livre vert de la Commission sur une procédure européenne d'injonction de payer et sur les mesures visant à simplifier et à accélérer le règlement des litiges portant sur des montants de faible importance, *préc.*, spéc. pt. 3.3.4.4.

¹²⁷³ Art. 7, 13, 14 et 16 Règlement n°1896/2006 (qui encourage d'ailleurs l'utilisation de l'informatique : cons. n°11) ; à noter que le Règlement n°861/2007 permet également d'introduire une demande par le biais d'un courrier électronique pour les ÉM qui l'admette (art. 4 §1).

¹²⁷⁴ Sur les ambitions de l'UE en matière de TIC pour la gestion des procès transfrontières, V° C. NOURISSAT, « La dimension européenne de la problématique des TIC dans le processus judiciaire », in *Les technologies de l'information et de la communication au service de la justice du XXI^e siècle. Actes du colloque organisé du 13 au 15 octobre 2011 à Dijon par l'Association pour l'organisation de la Conférence des Présidents des cours d'appel de l'Union européenne Juritic*, LGDJ, 2013, p. 47, spéc. pp. 52 à 54.

¹²⁷⁵ C'est d'ailleurs un des points qui a été soulevé par la Commission in Proposition de Règlement du Parlement européen et du Conseil modifiant le règlement (CE) n°861/2007 ... et le règlement (CE) n°1896/2006 ..., *préc.*, spéc. pt. 3.1 : « améliorer l'utilisation des moyens de communication électronique, y compris pour la signification ou la notification de certains actes ; imposer aux juridictions l'obligation d'utiliser la vidéoconférence, la téléconférence et d'autres moyens de communication à distance pour les audiences et l'obtention des preuves ».

Règlement sous réserve de l'acceptation de ce moyen par le droit procédural de la juridiction de l'État membre compétent¹²⁷⁶. À compter du 14 juillet 2017, date d'application du Règlement n°2015/2421 modifiant le Règlement n°861/2007¹²⁷⁷, l'usage des TIC est renforcé¹²⁷⁸, répondant aux constatations de la Commission sur la version initiale : « [le] recours insuffisant aux TIC réduit l'attrait de la procédure proposée par le règlement : un cinquième des personnes interrogées au sujet de la procédure européenne (...) ont indiqué qu'elles seraient davantage disposées à utiliser la procédure si tous les actes pouvaient être effectués en ligne »¹²⁷⁹. Le nouvel article 13 du Règlement fait la part belle à la signification et notification par des moyens électroniques¹²⁸⁰. Toutefois, leur mise en œuvre est toujours limitée par le droit procédural des États membres : l'utilisation des TIC n'est admise que si les moyens technologiques sont disponibles et admissibles conformément au droit des États membres concernés et si le destinataire de l'acte a préalablement accepté de manière expresse ce mode de signification ou notification¹²⁸¹. Si l'Union est disposée à mettre en avant les TIC, elle se confronte toujours à l'autonomie procédurale des États membres en la matière. En outre, le Règlement met en avant l'utilisation de la vidéoconférence ou tout autre moyen de télécommunication en cas d'audience pour limiter les déplacements des parties au litige¹²⁸². La volonté du législateur est clairement marquée : dès lors que ce moyen est admis par le droit

Ces modifications font écho au Rapport sur l'application du Règlement RPL, lequel pointait du doigt les inconvénients liés à l'absence de recours aux TIC dans l'efficacité de la procédure (Rapport de la Commission au Parlement européen, au Conseil et au Comité économique et social européen sur l'application du règlement (CE) n°861/2007..., *préc.*, spéc. pt. 4.1 à 4.3).

¹²⁷⁶ Art. 4 §1 Règlement n°861/2007. Il faut d'ailleurs noter que contrairement au Règlement n°1896/2006, l'utilisation des TIC n'était pas encouragée.

¹²⁷⁷ Règlement (UE) n°2015/2421 du Parlement européen et du Conseil du 16 déc. 2015 modifiant le règlement (CE) n°861/2007 instituant une procédure européenne de règlement des petits litiges et le règlement (CE) n°1896/2006 instituant une procédure européenne d'injonction de payer, JOUE L 341/1 du 24 déc. 2015.

¹²⁷⁸ Il faut noter que le Règlement n°2015/2421 insiste sur ce point au cons. n°6 : « La procédure européenne de règlement des petits litiges devrait être encore améliorée en tirant avantage des progrès technologiques dans le domaine de la justice et des nouveaux outils à la disposition des juridictions qui peuvent aider à surmonter les distances géographiques ainsi que leurs conséquences en termes de coûts élevés et de longueur des procédures ». Cela étant, l'usage des TIC est toujours subordonné à la compatibilité des services électroniques avec les règles de procédure nationales de l'État membre concerné (Cons. n°8 à 12 Règlement n°2015/2421).

¹²⁷⁹ Rapport de la Commission au Parlement européen, au Conseil et au Comité économique et social européen sur l'application du règlement (CE) n°861/2007..., *préc.*, spéc. pt. 4.3.

¹²⁸⁰ Nouvel art. 13 Règlement n°861/2007 *in* art. 1^{er} §8 Règlement n°2015/2421.

¹²⁸¹ Nouvel art. 13 §1 (b) Règlement n°861/2007 *in* art. 1^{er} §8 Règlement n°2015/2421 ; le nouvel art. 13 §3 Règlement n°861/2007 précise d'ailleurs que le consentement peut s'effectuer par le biais des formulaires.

¹²⁸² Nouvel art. 8 Règlement n°861/2007 *in* art. 1^{er} §5 Règlement n°2015/2421 ; cette nouvelle version renforce le caractère de procédure écrite (*à distance*) qui prévalait déjà dans la version initiale du Règlement : Commission, Proposition de Règlement du Parlement européen et du Conseil modifiant le règlement (CE) n°861/2007... et le règlement (CE) n°1896/2006..., *préc.*, spéc. pt. 1.2 ; même si la Commission envisageait d'obliger les ÉM à faire usage des TIC pour la tenue des audiences (spéc. pt. 3.1) – cette solution n'a pas été retenue.

procédural de l'État membre concerné, une partie citée à comparaître peut solliciter l'utilisation de technologies de communication à distance. Il s'agit de renforcer cet aspect déjà présent dans la version initiale du texte, mais qui n'est pas suffisamment mis en œuvre, alors même que certains États membres disposent de l'équipement technique nécessaire¹²⁸³. Sans être pleinement dématérialisé, le Règlement permet alors d'utiliser toutes les TIC à disposition pour renforcer le caractère *à distance* de la procédure. Ces nouvelles options facilitent l'accès à la justice en ce qu'elles simplifient l'échange des communications entre les parties et la juridiction et diminuent les coûts d'envoi, mais aussi de déplacement¹²⁸⁴.

266. *e-CODEX et les projets pilotes de dématérialisation.* Si les instruments existants ne font qu'envisager la voie électronique comme un canal supplémentaire pour les procédures européennes unifiées, cela n'empêche pas les États membres de procéder à des essais pour atteindre une véritable dématérialisation¹²⁸⁵. Dans le cadre d'e-CODEX, certains États membres ont participé à des projets pilotes visant cet objectif¹²⁸⁶. Contrairement aux procédures *à distance* où l'outil informatique est utilisé en remplacement des moyens classiques de communication, l'échange s'opère uniquement par le biais de moyens électroniques et d'interfaces spécialement développées pour lesdites procédures européennes unifiées¹²⁸⁷. C'est dans ce cadre qu'une expérimentation sur la dématérialisation de la procédure européenne d'injonction de payer¹²⁸⁸ et du règlement des petits litiges¹²⁸⁹ est en cours. Il est indéniable que le succès de ces essais permettrait de généraliser leur utilisation et d'améliorer davantage l'accès effectif à la justice pour les litigants en diminuant les coûts de ces procédures. Il ne reste qu'à espérer

¹²⁸³ Rapport de la Commission au Parlement européen, au Conseil et au Comité économique et social européen sur l'application du règlement (CE) n°861/2007..., *préc.*, spéc. pt. 4.2.

¹²⁸⁴ Comme le souligne la Commission *in* Proposition de Règlement du Parlement européen et du Conseil modifiant le règlement (CE) n°861/2007... et le règlement (CE) n°1896/2006..., *préc.*, spéc. pt. 3.1.3.

¹²⁸⁵ Il convient de rappeler que les instruments précédemment analysés insistent sur le fait que l'usage des TIC n'est certes pas obligatoire, mais il est "encouragé" : cons. n°10 Règlement n°1896/2006 ; cons. n°6 et 7 Règlement n°2015/2421 (en conformité avec le programme e-Justice : Conseil, Projet de stratégie européenne concernant la justice en ligne pour la période 2014-2018, *préc.*, spéc. §19).

¹²⁸⁶ La liste des projets pilotes est disponible sur le site d'e-Codex : <<http://www.e-codex.eu/>>, rubrique "Pilots" ; le projet e-Codex s'est achevé en mai 2016.

¹²⁸⁷ V° sur ce point : Rapport de la Commission au Parlement européen, au Conseil et au Comité économique et social européen sur l'application du règlement (CE) n°1896/2006..., *préc.*, spéc. pt. 3.3.3.

¹²⁸⁸ <<http://www.e-codex.eu/>>, rubrique "Pilots/European Order for Payment" ; Rapport de la Commission au Parlement européen, au Conseil et au Comité économique et social européen sur l'application du règlement (CE) n°1896/2006..., *préc.*, spéc. pt. 3.3.3.

¹²⁸⁹ <<http://www.e-codex.eu/>>, rubrique "Pilots/Small Claims".

que ces projets pilotes s'avéreront concluant et qu'ils pourront être mis en œuvre lors des prochaines révisions de ces procédures.

267. *La gestion des demandes de règlement en ligne des litiges de consommation : un autre usage des TIC pour limiter les coûts.* En 2013, l'Union européenne a franchi un nouveau cap en matière d'accès dématérialisé aux procédures par l'adoption de deux instruments : la Directive 2013/11/UE relative au règlement extrajudiciaire des litiges de consommation et le Règlement relatif au règlement en ligne des litiges de consommation¹²⁹⁰. C'est le second qui présente ici un intérêt puisqu'il met en place une plateforme de règlement des litiges en ligne¹²⁹¹. Sans remplacer le droit national en la matière¹²⁹², ce site internet dématérialise l'introduction des demandes de règlement en ligne des litiges de consommation¹²⁹³. La voie électronique n'est pas utilisée comme un des outils offerts aux litigants, mais comme le seul moyen de mettre en œuvre le processus. Toutes les parties à un contrat de consommation conclu en ligne peuvent bénéficier de cette plateforme qui va renvoyer les demandes vers des entités de médiation nationales¹²⁹⁴. Cet usage des TIC permet d'accélérer l'introduction des demandes par les parties. Il suffit pour le consommateur de remplir un formulaire en ligne, dans l'une des langues officielles de l'Union, pour lancer la procédure et que son dossier soit assigné à une entité REL. Le Règlement évite également aux consommateurs de se déplacer : ni au sein du territoire de l'État membre où il est domicilié, ni sur celui d'un autre. Par conséquent, les coûts relatifs à la résolution du différend seront réduits. L'effectivité de l'accès à la justice participative des consommateurs devrait ainsi être améliorée. La plateforme RLL ayant ouvert ses portes le 15 février 2016¹²⁹⁵, il faudra attendre un peu pour vérifier empiriquement les bénéfices sur l'accès à la justice des améliorations espérées.

268. La stratégie numérique de l'Union européenne permet de contribuer à l'établissement d'un environnement judiciaire commun. Grâce aux nombreux outils et démarches visant à faciliter l'accès à l'information et au droit, elle améliore l'accès à la

¹²⁹⁰ Règlement (UE) n°524/2013 du Parlement européen et du Conseil du 21 mai 2013 relatif au règlement en ligne des litiges de consommation et modifiant le règlement (CE) n°2006/2004 et la directive 2009/22/CE (règlement relatif au RLLC), JOUE L 165/1 du 18 juin 2013.

¹²⁹¹ Plateforme de règlement des litiges en ligne (<<http://ec.europa.eu/odr>>).

¹²⁹² Cons. n°26 Règlement n°524/2013.

¹²⁹³ Art. 1^{er} Règlement n°524/2013.

¹²⁹⁴ Art. 2 et 5 Règlement n°524/2013.

¹²⁹⁵ Commission européenne, Résolution des litiges en ligne : nouvelle plateforme pour les consommateurs et les commerçants, Communiqué de presse du 15 févr. 2016 (IP/16/297).

justice. De même, l'utilisation des TIC, certes toujours timide, pour la résolution des litiges transfrontières permet d'améliorer et d'accélérer le traitement des demandes tout en réduisant les coûts. L'effet pour un accès à la justice simplifié doit être constaté. Mais il n'est pas le seul : une stratégie contextuelle, mise en place par l'Union, contribue également à l'établissement d'un environnement judiciaire commun et de faciliter l'accès au droit.

§ 2. La stratégie contextuelle : améliorer les connaissances et la mobilité

269. Certes les techniques mis en œuvre par l'Union pour favoriser l'accès au droit aide les litigants à se positionner dans l'Espace européen de justice, mais cette accessibilité directe n'est pas le seul moyen de créer un environnement judiciaire commun. À la stratégie numérique, qui est globale, s'ajoute une stratégie contextuelle favorisant le développement d'actions ciblées. Il s'agit de créer un contexte judiciaire global en s'immisçant dans le contexte judiciaire national. Elle vise la formation (A), la collaboration (B) et la mobilité des professionnels du droit (C) amenés à évoluer dans l'environnement judiciaire commun.

A. De la formation des professionnels du droit

270. *La nécessité d'insuffler le réflexe européen.* Un juriste averti en vaut deux. « Une coopération effective suppose une collaboration des organes judiciaires concernés dans un climat de confiance¹²⁹⁶. Il faut tout d'abord des connaissances suffisantes sur le droit étranger à prendre en compte »¹²⁹⁷... encore faut-il que les professionnels du droit (avocats, notaires ou magistrats) aient le *réflexe européen*¹²⁹⁸. La formation de ces

¹²⁹⁶ La Commission souligne d'ailleurs le lien entre la création d'une culture judiciaire européenne et la formation judiciaire laquelle constitue "un élément clé de ce processus en ce qu'elle renforce la confiance mutuelle entre les États membres, les praticiens et les citoyens" in Communication de la Commission au Parlement européen, au Conseil, au Comité économique et social européen et au comité des régions, *Susciter la confiance dans une justice européenne...*, *préc.*, spéc. pt. 1.

¹²⁹⁷ B. HESS, « Nouvelles techniques de la coopération judiciaire transfrontière en Europe », *Rev. crit. DIP*, 2003, p. 215, spéc. pt. III (2).

¹²⁹⁸ Comme le souligne le CES en faisant référence au "réflexe professionnel" qui doit permettre d'accroître la confiance des citoyens et des entreprises dans la justice puisqu'elle maîtrise alors l'application du droit national, mais aussi celui de l'Union européenne : in Avis du 23 avr. 1997 sur la Proposition de décision du Parlement européen et du Conseil établissant un programme d'action pour l'amélioration de la sensibilisation des professions juridiques au droit communautaire – Action Robert Schuman, JOCE C 206/63 du 7 juil. 1997, spéc. pt. 1.5 (emphase ajoutée).

protagonistes de l'Espace européen de justice devient alors un point crucial¹²⁹⁹. En effet, quand bien même l'accès au droit est possible, il ne sert à rien si les professionnels du droit ne savent pas qu'il existe¹³⁰⁰. L'enjeu de la formation est primordial, comme l'a souligné le Conseil européen dans le programme de Stockholm¹³⁰¹. Elle doit permettre, en amont, de former les acteurs du droit pour « instaurer une "culture judiciaire européenne" et (...) générer un haut niveau de "confiance mutuelle" »¹³⁰². Elle prépare ainsi un terrain propice à la coopération des différents protagonistes en dehors de l'application du droit de la coopération judiciaire et, *in fine*, au moment où ce dernier doit être mis en œuvre. L'accès à la justice n'en est que favorisé : la stratégie de l'Union en matière de formation s'inscrit donc comme un facteur permettant la réalisation de l'objectif d'accès à la justice. Le Parlement européen a d'ailleurs souligné « qu'une formation judiciaire adéquate contribue dans une large mesure à améliorer le fonctionnement du marché intérieur et à faciliter l'exercice de leurs droits par les citoyens »¹³⁰³, c'est-à-dire la réalisation de leurs droits substantiels, donc l'accès à la justice. Depuis le Traité de Lisbonne, la formation des professionnels peut être améliorée par l'Union européenne selon deux types de compétence : complémentaire (1) ou partagée (2).

1. La compétence générale de l'Union pour la formation : une participation indirecte mais efficace pour les professionnels du droit

271. Une compétence complémentaire. Ce n'est qu'avec son troisième pilier institué par le Traité de Maastricht que l'Union européenne se voit conférer une compétence timide lui permettant de coordonner et d'encourager des politiques pour lesquelles elle n'a pas

¹²⁹⁹ Qui, comme le souligne Guillaume PAYAN ont « un rôle central (...) dans l'élaboration d'un véritable espace européen de justice » (*in* « Émergence d'une stratégie européenne en matière de formation judiciaire », *RTD eur.*, 2014, p. 39, spéc. §1).

¹³⁰⁰ Et le chemin est encore long : les rapports commandés par la Commission et le Parlement européen démontrent que les instruments de la coopération judiciaire demeurent encore largement inexploités du fait, not., de leur méconnaissance : V° G. PAYAN, « Émergence d'une stratégie européenne en matière de formation judiciaire », *préc.*, spéc. §§7 à 12 – l'auteur prend pour ex. les rapports sur l'application du Règlement Obtention des preuves et de la Directive Aide judiciaire (Rapport de la Commission au Conseil, au Parlement européen et au Comité économique et social européen sur l'application du règlement (CE) n°1206/2001..., *préc.* ; Résolution du Parlement européen du 11 juin 2013 sur l'amélioration de l'accès à la justice : aide judiciaire accordée dans le cadre des litiges civils et commerciaux transfrontaliers, JOUE C 65/12 du 19 févr. 2016).

¹³⁰¹ Conseil européen, Le programme de Stockholm..., *préc.*, spéc. pt. 1.2.6 : « Pour favoriser l'émergence d'une véritable culture européenne en matière judiciaire et de maintien de l'ordre, il est *essentiel de renforcer la formation sur les questions relatives à l'Union et de la rendre accessible systématiquement à toutes les professions participant à la mise en œuvre de l'espace de liberté, de sécurité et de justice*, notamment les juges, les procureurs, le personnel judiciaire, les policiers, les douaniers et les gardes-frontières » (emphase ajoutée).

¹³⁰² G. PAYAN, « Émergence d'une stratégie européenne en matière de formation judiciaire », *préc.*, spéc. §5.

¹³⁰³ Communication de la Commission au Parlement européen, au Conseil, au Comité économique et social européen et au comité des régions, *Susciter la confiance dans une justice européenne...*, *préc.*, spéc. pt. 1.

de compétence normative. Pour autant, l'Union n'est pas restée les bras croisés et a su développer des programmes visant notamment au financement d'actions dans le domaine de l'éducation et de la formation¹³⁰⁴. Le Traité de Lisbonne confirme ces possibilités en conférant à l'Union la possibilité de « mener des actions pour appuyer, coordonner ou compléter l'action des États membres », particulièrement dans le domaine de « l'éducation [et de] la formation professionnelle »¹³⁰⁵. Les compétences *complémentaires* de l'Union ont cependant une portée réduite puisque qu'elles se limitent à accompagner celles des États membres, sans les remplacer¹³⁰⁶. Il faut toutefois noter le succès fort de l'action de l'Union en matière d'éducation et de formation professionnelle qui, sans être spécifiquement dédié à l'Espace européen de justice et l'accès à la justice, présente indéniablement un avantage pour eux.

272. Erasmus +, véritable soutien à l'établissement d'un environnement judiciaire commun. Le programme *Erasmus +* regroupe différentes actions qui ont été regroupées en 2013 dans un souci de rationalisation et de simplification¹³⁰⁷. Quatre d'entre elles retiennent l'attention. Il s'agit des sous-programmes *Erasmus*, visant l'enseignement supérieur ; *Erasmus Mundus*, visant l'enseignement supérieur international ; *Leonardo da Vinci*, qui vise l'enseignement et la formation professionnels¹³⁰⁸ ; ainsi que des *actions Jean Monnet*, qui s'attachent à la promotion de l'intégration européenne¹³⁰⁹. S'il n'est pas nécessaire de rappeler ici le fonctionnement et l'objectif de ces différents programmes, il convient cependant de démontrer comment ceux-ci peuvent concrètement concrétiser l'accès à la justice dans l'Espace européen de justice. Seul le sous-programme *Erasmus* visant la mobilité des étudiants, des enseignements et du personnel des établissements de l'enseignement supérieur sera pris en exemple. Si cette branche du programme *Erasmus +* n'est pas spécifiquement dédié à la formation des professionnels du droit,

¹³⁰⁴ C. BLUMANN, L. DUBOIS, *Droit institutionnel de l'Union européenne*, op. cit., spéc. §566.

¹³⁰⁵ Art. 6 (e) Traité FUE.

¹³⁰⁶ C. BLUMANN, L. DUBOIS, *Droit institutionnel de l'Union européenne*, op. cit., spéc. §569.

¹³⁰⁷ Cons. n° 42 Règlement (UE) n°1288/2013 du Parlement européen et du Conseil du 11 déc. 2013 établissant "Erasmus +" : le programme de l'Union pour l'éducation, la formation, la jeunesse et le sport et abrogeant les décisions n°1719/2006/CE, n°1720/2006/CE et n°1298/2008/CE, JOUE L 347/50 du 20 déc. 2013.

¹³⁰⁸ Art. 1^{er} §3 (a) Règlement n°1288/2013.

¹³⁰⁹ Art. 10 Règlement n°1288/2013 : l'action Jean Monnet se caractérise not. par l'octroi d'une chaire ou d'un label d'excellence du même nom – l'Université Toulouse 1 Capitole a reçu le label d'excellence Jean Monnet en 2013 not. grâce à l'Institut de Recherche en Droit Européen, International et Comparé (<<http://irdeic.ut-capitole.fr/>>) et les nombreux doubles diplômes offerts aux étudiants qui sont aujourd'hui regroupés au sein de l'École Européenne de Droit, <<http://esl.ut-capitole.fr/>>.

comme toutes les autres, elle constitue néanmoins un outil fort et efficace pour la stratégie contextuelle en matière d'accès au droit.

273. Les apports d'Erasmus : conscience de la diversité juridique, sensibilité interculturelle et approfondissement d'une langue étrangère. Le sous-programme *Erasmus* est un succès indéniable. Depuis 1987, quelques trois millions d'étudiants en ont bénéficiés¹³¹⁰. S'il n'est pas dédié à la formation juridique, en 2013-2014, l'étude du droit aux côtés des sciences sociales et du commerce restent les sujets les plus étudiés par les étudiants en échange¹³¹¹. De manière générale, ce sous-programme vise : « *[to] enhance the skills, including linguistic skills, employability and intercultural awareness of the participants* »¹³¹². Mis à part l'employabilité, il faut relever que l'ensemble des objectifs contribue à la réalisation de la stratégie contextuelle de l'Union en matière d'établissement d'un environnement judiciaire commun. Les bénéfices des échanges universitaires sont d'abord d'ordre académique. Il est incontestable que l'apprentissage du droit dans un autre État membre permet au juriste en herbe de développer des compétences propres. Elles sont de deux ordres : matérielle et formelle. D'un point de vue matériel, il s'agit d'acquérir des connaissances sur le droit étranger du pays d'accueil. D'un point de vue formel, l'échange permet de s'imprégner de nouvelles méthodes de travail et de nouvelles perspectives sur des matières qui ont peut être déjà été étudiées, notamment le droit de l'Union européenne. Cet ensemble va permettre à l'étudiant en droit d'élargir sa vision et ses perspectives sur sa matière : non, le droit n'existe pas seulement à travers le Code Napoléon ou la Constitution de 1958 ! Les fruits de cet échange seront bénéfiques pour le futur professionnel du droit : il aura la connaissance

¹³¹⁰ Commission, *Erasmus – Faits, chiffres et tendances. Le soutien de l'Union européenne aux échanges d'étudiants et de membres du personnel de l'enseignement supérieur et à la coopération universitaire en 2012-13*, Office des publications de l'Union européenne, 2015, spéc. p. 30. Ce document démontre également le succès du programme : en 1987, 3 244 étudiants dans 11 pays y ont participé, en 2013-2014, ils étaient plus de 272 000 étudiants et 57 000 personnels dans 34 pays (spéc. p. 4) ; de fait, l'action Erasmus représente près de deux tiers du budget du programme Erasmus + en 2014 (Commission, DG Éducation et Formation, Erasmus + Programme Annual Report 2014, 2015 REV1 (disp. en ligne : <<http://ec.europa.eu/education/>>, rubrique : "Documentation"), spéc. pt. 4.1).

¹³¹¹ Commission, *Erasmus – Faits, chiffres et tendances. Le soutien de l'Union européenne aux échanges d'étudiants et de membres du personnel de l'enseignement supérieur et à la coopération universitaire en 2012-13*, préc., spéc. p. 9 : Les études des sciences sociales, du commerce et du droit représentent 40,64 % des sujets étudiés par les étudiants en échange en 2013-2014, loin devant les autres matières.

¹³¹² Commission, DG Éducation et Formation, Erasmus + Programme Annual Report 2014, préc., spéc. pt. 4.1 (trad. libre : "[à] améliorer les compétences, y compris les compétences linguistiques, l'employabilité et la conscience interculturelle des participants") : qui confirme le cons. n°8 Règlement n°1288/2013 indiquant que le programme Erasmus + vise not. "[la promotion de] la compréhension entre les peuples et [qui contribue] au développement durable de l'enseignement supérieur dans les pays partenaires ainsi qu'au développement socio-économique au sens large, notamment en stimulant la 'circulation des cerveaux' grâce à des actions en matière de mobilité avec les ressortissants des pays partenaires".

d'un autre espace juridique et judiciaire, même sommaire, qui lui apporteront un avantage certain lorsqu'il sera amené plus tard à traiter des litiges transfrontières. L'apport pour l'Espace européen de justice est certain : les futurs professionnels auront une propension naturelle à mieux comprendre et mieux aborder un autre espace de justice, contribuant directement à la réalisation de l'objectif d'accès à la justice.

Mais l'échange *Erasmus* permet également à l'étudiant d'approfondir une langue étrangère et de se l'approprier. Cet acquis est majeur pour l'Espace européen de justice puisque la barrière de la langue constitue toujours un des obstacles matériels les plus importants dans le cadre des litiges transfrontières¹³¹³. Le futur professionnel du droit ayant bénéficié du programme *Erasmus* aura moins de difficultés en la matière. Le juriste sera alors capable de s'exprimer avec les professionnels du droit d'autres ordres judiciaires et d'effectuer directement des recherches sur le droit applicable dans l'espace concerné, sans besoin de passer par un intermédiaire (humain ou automatique)¹³¹⁴. Puisqu'une barrière tombe, un obstacle à la réalisation de l'Espace européen de justice tombe également. L'attrait linguistique du sous-programme *Erasmus* confirme alors son intérêt et son utilité pour la réalisation de l'objectif d'accès à la justice.

Enfin, l'aspect interculturel joue également à la faveur de l'élaboration d'un environnement judiciaire commun. Bien évidemment, la connaissance juridique de l'espace considéré est importante, cependant il ne faut pas négliger le facteur humain. Étudier dans un autre pays apporte à l'étudiant de nouvelles perspectives culturelles, voire une acculturation¹³¹⁵. Le futur professionnel du droit sera donc au fait des usages et coutumes en vigueur dans un autre espace de justice. Si d'un point de vue strictement juridique cet aspect ne présente qu'un faible avantage, il l'est tout autrement d'un point de vue pratique. En effet, la culture impose parfois des règles non prescrites par la norme

¹³¹³ Comme le soulève Guillaume PAYAN in « Émergence d'une stratégie européenne en matière de formation judiciaire », *préc.*, spéc. §3. Cet aspect a été soulevé très tôt dans le cadre du programme Eurotra du Conseil, lancé en 1982, qui remarquait que "la nature multilingue de la Communauté, tout en représentant une haute valeur culturelle, constitue un obstacle pratique au rapprochement des peuples de la Communauté, aux communications et au développement du commerce intérieur et extérieur" (Décision 82/752/CEE du Conseil du 4 nov. 1982 portant adoption d'un programme de recherche et de développement pour la Communauté économique européenne, relatif à un système de traduction automatique de conception avancée, JOCE L 317/19 du 13 nov. 1982) ; aujourd'hui, les barrières linguistiques sont toujours considérées comme un obstacle à l'accès à la justice qu'il faut surmonter : Conseil européen, Programme de Stockholm..., *préc.*, spéc. pt. 3.4.1). Cf. *supra*, §§229 et s.

¹³¹⁴ L'intermédiaire humain (traducteur, interprète ou professionnel du droit de l'ÉM requis), s'il est sûr, a coût non négligeable ; l'intermédiaire automatique (traducteurs automatiques) est faillible.

¹³¹⁵ Qu'il faut entendre comme "le processus par lequel un individu apprend les modes de comportements, les modèles et les normes d'un groupe de façon à être accepté dans ce groupe et à y participer sans conflit" in *Centre national de ressources textuelles et lexicales* (<<http://www.cnrtl.fr/>>), s.v. « Acculturation », spéc. sens 2.

accessible et qu'il faut respecter. L'échange *Erasmus* va alors permettre à l'étudiant en droit de pouvoir s'approprier ces mœurs. Là encore, ce sous-programme entraîne des effets similaires à ceux envisagés dans la stratégie contextuelle de l'Union pour l'élaboration d'un environnement judiciaire commun, source d'un accès à la justice améliorée.

Au demeurant, les enseignants et le personnel administratif des établissements de l'enseignement supérieur peuvent également bénéficier du sous-programme *Erasmus*¹³¹⁶. Les premiers peuvent notamment tirer des avantages similaires à ceux des échanges des étudiants. La mobilité du corps professoral permet notamment de délivrer un enseignement, juridique ou non, à un plus large public. Les étudiants assistant aux séminaires ou cours ainsi organisés peuvent alors améliorer leurs connaissances et leur conscience interculturelle de manière fréquente. Contrairement à la mobilité étudiante, souvent limitée, la mobilité enseignante peut être plus fréquente et permet alors aux étudiants des établissements d'accueil d'en bénéficier plus souvent au cours de leur cursus. Même si l'effet est plus limité, il n'empêche qu'il permet de réaliser au moins un des objectifs du sous-programme.

274. Les autres sous-programmes Erasmus + : mêmes effets. Que ce soit dans le cadre du sous-programme *Erasmus* ou des autres branches du programme *Erasmus +*, il faut relever les effets positifs *passifs* sur les futurs juristes ou sur la formation des professionnels et des académiques à travers la recherche sur l'intégration européenne¹³¹⁷. Sans être spécifiquement entrepris dans le cadre de la formation des professionnels du droit, ils permettent tout de même, par l'appropriation d'un système juridique différent (par le biais d'échanges, de doubles-diplômes ou de recherches sur l'intégration judiciaire), de mettre en place les conditions contextuelles idéales à l'établissement d'un environnement judiciaire commun dans l'Espace européen de justice.

¹³¹⁶ La mobilité des enseignants et du personnel des établissements de l'enseignement supérieur est d'ailleurs en constante hausse : Commission, *Erasmus – Faits, chiffres et tendances. Le soutien de l'Union européenne aux échanges d'étudiants et de membres du personnel de l'enseignement supérieur et à la coopération universitaire en 2012-13*, préc., spéc. pp. 10 à 13.

¹³¹⁷ Not. par le biais des actions *Jean Monnet* (art. 10 Règlement n°1288/2013).

2. La compétence partagée de l'Union en matière de formation des professionnels du droit : une participation directe à l'élaboration d'une culture juridique et judiciaire de l'Union

275. Une Communauté de droit accessible et connue. Comme le soulignait déjà le Comité économique et social, « la Communauté européenne est, avant tout, une *communauté de droit*. Il est par conséquent essentiel pour celle-ci que les normes juridiques communes soient *accessibles* et *connues* et que, de plus, elles soient appliquées de manière effective et uniforme »¹³¹⁸. Malgré l'existence de programmes généraux contribuant à la réalisation de l'objectif d'accès à la justice et à l'établissement d'un environnement judiciaire commun, il faut noter que depuis le Traité de Lisbonne, l'Union dispose d'une compétence spécifique en matière de formation des professionnels du droit. Il s'agit de l'article 81 §2 (h) du Traité FUE, véritable compétence normative, qui vise « au soutien à la formation des magistrats et des personnels de justice »¹³¹⁹. Pour autant, la question de la formation de cette catégorie d'individus n'est pas nouvelle : elle a débuté concomitamment avec l'adoption du Traité de Maastricht¹³²⁰. Malgré cette compétence législative formelle, l'Union continue toutefois à transposer le modèle général de ses actions visant l'éducation et la formation, par l'adoption de programmes de financement¹³²¹.

276. Nécessité d'une stratégie de formation. Comme le souligne la Commission, en mai 2011, 51 % des magistrats (juges et procureurs) déclaraient n'avoir jamais participé à une formation judiciaire sur le droit de l'Union alors que 74 % des affaires le font intervenir. L'enjeu est crucial puisqu'ils sont chargés de veiller à l'application du droit de l'Union et de le faire respecter¹³²² : il s'agit du pilier de la confiance mutuelle. À la lumière de ce chiffre, force est cependant de constater la nécessité de renforcer cette lacune. À ce titre, la formation de ces professionnels du droit, comme des autres,

¹³¹⁸ Avis du CES du 23 avr. 1997 sur la Proposition de décision du Parlement européen et du Conseil établissant un programme d'action pour l'amélioration de la sensibilisation des professions juridiques au droit communautaire..., *préc.*, spéc. pt. 1.1 (emphases ajoutées).

¹³¹⁹ La même formulation avait déjà été consacrée par le Traité ECE (art. III-269 §2 (h)). Sur la notion de "magistrats et personnels de justice" : G. PAYAN, « Émergence d'une stratégie européenne en matière de formation judiciaire », *préc.*, p. 39, spéc. §28.

¹³²⁰ G. PAYAN, « Émergence d'une stratégie européenne en matière de formation judiciaire », *préc.*, spéc. §1.

¹³²¹ Sur Comme c'est le cas pour le dernier programme Justice adopté pour la période 2014-2020 (V^o Règlement n°1382/2013) ; sur la nature des programmes de l'UE en la matière : G. PAYAN, « Émergence d'une stratégie européenne en matière de formation judiciaire », *préc.*, spéc. §§30 à 33. Sur la compétence normative de l'UE en matière de formation des professionnels du droit et ses limites : G. PAYAN, « Émergence d'une stratégie européenne en matière de formation judiciaire », *préc.*, spéc. §§26 à 29.

¹³²² Communication de la Commission au Parlement européen, au Conseil, au Conseil économique et social et au Comité des Régions, *Susciter la confiance dans une justice européenne...*, *préc.*, spéc. pt. 2.

représente un enjeu majeur et une nécessité pour parvenir à une véritable culture juridique européenne¹³²³. Les professionnels du droit doivent en effet être capable d'intégrer le *réflexe européen* dans leur raisonnement juridique¹³²⁴. Ce réflexe est particulièrement important dans le cadre de l'Espace européen de justice étant donné que la réalisation de l'objectif d'accès à la justice pousse l'Union à adopter des règles, nombreuses, en la matière.

277. La formation des professionnels du droit : des actions visant l'amélioration de la coopération judiciaire. La question est de savoir si ces programmes dédiés contribuent à la réalisation de l'objectif d'accès à la justice dans l'Espace européen de justice. La réponse est assurément positive. En effet, dès le premier programme spécifiquement adopté pour la formation des professionnels du droit, *Grotius*, la couleur est affichée : il s'agit de « réduire les obstacles à la coopération judiciaire entre les États membres »¹³²⁵. La similitude avec l'accès à la justice est indéniable : la diminution des obstacles doit permettre l'établissement d'un Espace européen de justice, lequel favorise la réalisation des droits substantiels des litigants. Cet objectif a ensuite été repris et étayé avec les programmes suivants : l'action *Robert Schuman*¹³²⁶, le programme *Grotius-civil*¹³²⁷ et les programmes Justice qui se succèdent depuis 2002¹³²⁸. Le dernier en date, introduit par le

¹³²³ *Ibid.*, spéc. pt. 6.

¹³²⁴ Malheureusement, ce *réflexe européen* n'est pas encore une réalité connue de tous les professionnels – il ne s'agit pas de savoir que le droit de l'UE et celui des autres EM existent, mais bien de connaître l'étendu de chacun d'entre eux pour pouvoir les articuler (rappelant l'idée de rapport de mise en œuvre, chère à Jean-Sylvestre BERGÉ : in *L'application du droit national, international et européen*, Dalloz, 2013) ; cet absence de *réflexe* est ég. une preuve de l'absence d'une culture juridique de l'UE puisque « si une culture existe, elle passe par l'existence de comportements nouveaux et une représentation juridique nouvelle » (S. POILLOT-PERUZZETTO, « Avant propos », in S. POILLOT-PERUZZETTO (dir.), *Vers une culture juridique européenne ?*, Montchrestien, 1998, p. V, spéc. p. V).

¹³²⁵ Action commune 96/636/JAI du 28 oct. 1996 adoptée par le Conseil sur la base de l'article K.3 du traité sur l'Union européenne, établissant un programme d'encouragement et d'échanges destiné aux praticiens de la justice (*Grotius*), JOCE L 287/3 du 8 nov. 1996, spéc. cons. p. 3.

¹³²⁶ Décision 1496/98/CE du Parlement européen et du Conseil du 22 juin 1998 établissant un programme d'action pour l'amélioration de la sensibilisation des professions juridiques au droit communautaire (action Robert Schuman), JOCE L 196/24 du 14 juil. 1998 : où il est précisé que « l'amélioration de la sensibilisation au droit communautaire des professionnels du droit qui participent à l'administration de la justice dans les États membres est susceptible d'améliorer la coopération (...) » (cons. n°8).

¹³²⁷ Cons. n°2 Règlement (CE) n°290/2001 du Conseil du 12 févr. 2001 portant renouvellement du programme d'encouragement et d'échanges destiné aux praticiens de la justice dans le domaine du droit civil (*Grotius-civil*), JOCE L 43/1 du 14 févr. 2001 : « La mise en place [du programme] (...) est de nature à améliorer la compréhension réciproque des systèmes juridiques et judiciaires des États membres et, par là, à réduire les obstacles à la coopération judiciaire en matière civile entre les États membres » (sur ce point, V° ég. art. 1^{er} §2 Règlement n°290/2001).

¹³²⁸ Cons. n°12 Règlement (CE) n°743/2002 du Conseil du 23 avr. 2002 établissant un cadre général communautaire d'activités en vue de faciliter la coopération judiciaire en matière civile, JOCE L 115/1 du 1^{er} mai 2002 ; cons. n°7 Décision 1149/2007/CE du Parlement européen et du Conseil du 25 sept. 2007 établissant pour la période 2007-2013 le programme spécifique « Justice civile » dans le cadre du programme général « Droits fondamentaux et justice », JOUE L 257/16 du 3 oct. 2007. Il faut d'ailleurs souligner que la

Règlement n°1382/2013 établissant un programme Justice pour la période 2014-2020¹³²⁹, a pour objectif général « la mise en place d'un espace européen de justice fondé sur la reconnaissance et la confiance mutuelles, en particulier en promouvant la coopération judiciaire en matière civile (...) »¹³³⁰. Il convient de revenir brièvement sur ces programmes pour déterminer dans quelle mesure ils contribuent à la réalisation de l'objectif d'accès à la justice.

278. La mobilité pour la formation, un moteur d'accès au droit : Grotius, l'Erasmus des professionnels du droit. L'objectif du programme *Grotius* est simple : « améliorer la compréhension réciproque des systèmes juridiques et judiciaires des États membres, à faire prendre conscience des convergences entre eux et par là réduire les obstacles à la coopération judiciaire entre États membres »¹³³¹. Pour arriver à cette fin, le Conseil met en place une enveloppe budgétaire¹³³² qui vise quatre types de projets¹³³³ : l'encouragement de la connaissance d'une langue, la connaissance des institutions judiciaires et des procédures, l'échange d'expérience entre les formateurs et l'élaboration de programmes de formation. L'ensemble doit être réalisé à travers la mobilité des praticiens de la justice¹³³⁴. Il faut tout de suite remarquer les ressemblances flagrantes avec le programme *Erasmus* qui, bien que n'étant pas spécifique à la formation des professionnels du droit, contribue à proportion équivalente à ces projets¹³³⁵. Il n'est donc plus nécessaire de faire la démonstration de l'intérêt de ces actions pour l'accès à la justice¹³³⁶. Les programmes *Grotius* et *Grotius-civil* ont permis, en finançant des projets spécifiques à la formation des praticiens de la justice, de contribuer à la réalisation de l'objectif d'accès à la justice en travaillant à l'élaboration d'un cadre judiciaire

Commission établit clairement un lien entre “un meilleur accès à la justice” et les programmes précédents in Proposition de règlement du Conseil établissant un cadre général d'activité communautaire destiné à faciliter la mise en œuvre d'un espace judiciaire européen en matière civile, COM(2001) 221 final du 15 mai 2001, 2001/0109(CNS), JOCE C 213 E/271 du 31 juil. 2007.

¹³²⁹ Règlement (UE) n°1382/2013 du Parlement européen et du Conseil du 17 déc. 2013 établissant un programme « Justice » pour la période 2014-2020, JOUE L 354/74 du 28 déc. 2013.

¹³³⁰ Art. 3 Règlement n°1382/2013.

¹³³¹ Action commune 96/636/JAI, spéc. cons. p. 3 ; repris par le programme *Grotius-civil* in art. 1^{er} §2 Règlement n°290/2001 (ce programme reprend d'ailleurs l'essentiel des dispositions du programme *Grotius* (cons. n°9) puisqu'il en est un renouvellement pour une année (cons. n°7)).

¹³³² Art. 2 Action commune 96/636/JAI.

¹³³³ Art. 3 Action commune 96/636/JAI.

¹³³⁴ Art. 1^{er} Action commune 96/636/JAI.

¹³³⁵ Cf. *supra*, §§271 et s.

¹³³⁶ Il convient de rappeler que le programme *Erasmus* vise ég. la mobilité des enseignants, en droit ou non ; et que sous l'égide des d'*Erasmus Mundus* et des actions *Jean Monnet* il est possible de mettre en place des formations et des programmes et événements scientifiques favorisant la coopération entre les étudiants, les enseignants et visant au développement des savoirs et des connaissances sur l'intégration européenne.

commun¹³³⁷. Ces deux programmes sont donc des répliques des actions portées par *Erasmus +*, mais en étant dédié à la justice et à la réduction des obstacles à la coopération judiciaire entre les États membres.

279. L'aménagement des formations nationales pour sensibiliser au droit communautaire : l'action Robert Schuman. Contrairement aux programmes *Grotius*, l'action *Robert Schuman* ne contribue pas à la réduction des obstacles à la coopération judiciaire par la mobilité des professionnels, mais par leur sensibilisation au droit communautaire¹³³⁸. Le principe opératoire est identique à celui de *Grotius* : il passe par le financement de projets¹³³⁹. La méthode pour atteindre l'objectif est différente. Il ne s'agit pas de favoriser la mobilité pour l'appropriation d'un environnement judiciaire différent, mais d'encourager l'apprentissage du droit de l'Union européenne dans les formations juridiques nationales¹³⁴⁰. En d'autres termes, si la méthode *Grotius* est exogène, celle de l'action *Robert Schuman* est endogène. La perspective est différente, comme le soulignait le Comité économique et social. Par une plus grande sensibilisation au droit communautaire des praticiens du droit, c'est l'ensemble des citoyens et des entreprises qui développe davantage de confiance vis-à-vis de la justice grâce à cette familiarisation avec le droit communautaire¹³⁴¹. Sans oublier que l'accès à la justice et la confiance mutuelle sont intimement liés¹³⁴², il faut alors souligner le lien entre cette action et la réalisation de l'objectif d'accès à la justice. L'action est certes plus ciblée que *Grotius* puisqu'elle ne concerne que le droit communautaire, mais pour autant, elle permet des effets comparables : une appropriation du droit de l'Union assurant aux opérateurs économiques l'accès à des professionnels mieux informés qui ont été formés et qui ont acquis le *réflexe européen*¹³⁴³.

¹³³⁷ Il faut d'ailleurs noter le succès de ces deux programmes : V° not. Analyse d'impact accompagnant le Rapport de la Commission au Parlement européen et au Conseil sur la mise en œuvre du programme *Grotius-civil* (exercice 2001), SEC(2002) 320 du 19 mars 2002, spéc. pt. 3 (où la Commission remarque que les conclusions de ce rapport confirment celles des rapports sur le programme *Grotius*).

¹³³⁸ Art. 1^{er} §2 Décision 1496/98/CE.

¹³³⁹ Art. 1^{er} §2 Décision 1496/98/CE.

¹³⁴⁰ Art. 2 §1 (a) Décision 1496/98/CE.

¹³⁴¹ Avis du CES du 23 avr. 1997 sur la Proposition de décision du Parlement européen et du Conseil établissant un programme d'action pour l'amélioration de la sensibilisation des professions juridiques au droit communautaire..., *préc.*, spéc. pt. 1.5.

¹³⁴² Cf. *supra*, §86.

¹³⁴³ Il faut noter qu'à la fin des années 90, ce *réflexe* était loin d'être une évidence : V° Avis du CES du 23 avr. 1997 sur la Proposition de décision du Parlement européen et du Conseil établissant un programme d'action pour l'amélioration de la sensibilisation des professions juridiques au droit communautaire..., *préc.*, spéc. pt. 1.6.

280. *La généralisation du programme Justice.* Le premier programme Justice de 2002¹³⁴⁴ est un véritable changement de paradigme par rapport aux deux axes complémentaires développés par *Grotius* et l'*action Robert Schuman*. L'objectif est élargi, comme en témoigne la liste des projets de l'article 2 du Règlement n°743/2002 qui peuvent faire l'objet d'un financement¹³⁴⁵. Les différents points de cette disposition recouvrent les deux programmes précédents et ajoutent également des objectifs, qui ne sont pas toujours liés à la formation des professionnels du droit. Toujours est-il que l'objectif a peu évolué au cours des programmes successifs et il reste clairement affiché. Les financements doivent « soutenir et promouvoir la formation judiciaire, y compris des formations linguistiques sur la terminologie juridique, dans le but d'encourager une culture juridique et judiciaire commune »¹³⁴⁶ et en continuant le travail de sensibilisation au droit de l'Union¹³⁴⁷. Sans être aussi détaillé que les programmes précédents, le programme Justice actuel maintient donc les moyens et les méthodes mis en place pour contribuer à l'accès à la justice, tout en affichant clairement sa volonté de créer un environnement judiciaire commun¹³⁴⁸. Il faut d'ailleurs noter que le dernier programme souligne clairement l'objectif de mettre en place un « espace européen de justice [et] de veiller au respect des droits fondamentaux ainsi que des principes communs tels que (...) l'accès effectif à la justice pour tous »¹³⁴⁹. Cet objectif est éminemment respecté par les différentes actions entreprises en la matière.

281. *Une nouvelle démarche : l'incitation aux formations thématiques.* L'importance des programmes Justice de l'Union en matière de formation des professionnels n'est pas à minimiser. Cependant, fonctionnant sur la base de programmes de financements, ils ne se réalisent que sur la foi de la bonne volonté des États membres ou de leurs établissements publics ou privés : il n'y a aucune obligation générale de formation à l'heure actuelle.

¹³⁴⁴ Règlement (CE) n°743/2002, *préc.*.

¹³⁴⁵ Aujourd'hui, le Règlement n°1382/2013 a adopté une approche plus large en précisant simplement que l'objectif général du programme est de « mettre en place un espace européen de justice fondé sur la reconnaissance mutuelle et la confiance mutuelle, en particulier en promouvant la coopération judiciaire en matière civile et pénale » (art. 3).

¹³⁴⁶ Art. 4 §1 (b) Règlement n°1382/2013.

¹³⁴⁷ Art. 4 §2 Règlement n°1382/2013 ; il faut d'ailleurs noter que cette sensibilisation au droit de l'UE n'est plus réservée aux professionnels du droit, mais au *public* (spéc. (a)).

¹³⁴⁸ Pour un aperçu complet des différentes actions soutenues par le programme Justice dans l'UE en matière de formation des professionnels du droit, V° G. PAYAN, « Émergence d'une stratégie européenne en matière de formation judiciaire », *préc.*. Pour un aperçu des autres actions financées, V° site internet DG Justice, Programme « Justice » ; Rapport d'évaluation intermédiaire de la Commission sur les résultats obtenus et les aspects qualitatifs et quantitatifs de la mise en œuvre du programme de financement « Justice civile », COM(2011) 351 final du 15 juin 2011.

¹³⁴⁹ Cons. n°1 Règlement n°1382/2013.

Comme pour la stratégie numérique, une certaine relativité doit être constatée. Mais une nouvelle démarche voit le jour et permet une approche globale, touchant tous les États membres et pas seulement les volontaires, sans toutefois être contraignante. Cette démarche est thématique. Elle a commencé avec la Directive n°2008/52/CE sur la médiation. Celle-ci prévoit notamment que les États membres « [promeuvent] la formation initiale et continue des médiateurs »¹³⁵⁰. Si la disposition est large et son étendue un peu floue, elle a toutefois le mérite de s'imposer à tous les États membres (à l'exception du Danemark). Il faut espérer que cette démarche va se généraliser au fil du temps, notamment sous l'effet de l'article 81 §2 (h) du Traité FUE pour permettre une véritable harmonisation de la formation des professionnels du droit. Cette démarche a depuis été reprise en matière de coopération judiciaire pénale. En effet, la Directive établissant des normes minimales pour améliorer la protection des victimes de la criminalité¹³⁵¹ peaufine cette nouvelle approche. L'article 25 de l'instrument prévoit en effet que les États membres doivent demander la mise en place de formations thématiques, en l'espèce sur la sensibilisation des besoins des victimes, aux personnes en charge de la formation des professionnels du droit¹³⁵². Dès lors, loin d'être simplement basé sur le volontariat et de ne concerner que quelques États membres, il y a une tentative d'harmonisation de la formation des professionnels du droit sur l'ensemble de l'Espace européen de justice.

282. Dans le cadre de sa stratégie visant à la formation et à la familiarisation du droit de l'Union dans les États membres, l'Union européenne met doucement en place des fondations plus intégrées d'un environnement judiciaire commun. Beaucoup de travail reste à faire. Il se prolonge d'ailleurs au delà de la formation initiale ou continue à travers

¹³⁵⁰ Art. 4 §2 Directive 2008/52/CE ; il faut noter qu'une disposition similaire est inscrite à l'art. 6 §6 Directive 2013/11/UE, où les ÉM sont simplement "encouragés" à inviter les entités REL à assurer la formation des médiateurs.

¹³⁵¹ Directive 2012/29/UE du Parlement européen et du Conseil du 25 oct. 2012 établissant des normes minimales concernant les droits, le soutien et la protection des victimes de la criminalité et remplaçant la décision-cadre 2001/220/JAI du Conseil, JOUE L 315/57 du 14 nov. 2012.

¹³⁵² Il faut cependant nuancer ce propos en prenant l'ex. de l'art. 25 §2 Directive 2012/29/UE. Ce dernier prévoit une obligation pour les EM de "demander" aux personnes en charge de la formation des magistrats de proposer une formation sensibilisant aux besoins de la victime – il y a, dans cette approche, une double condition : d'une part, l'EM a une obligation de faire la demande, mais rien n'est prévu si la personne en charge refuse cette demande (très certainement sur l'autel de l'indépendance de la justice) ; d'autre part, il ne s'agit que d'une incitation puisque la formation peut être « proposée » aux élèves. L'effet global est alors discutable. Néanmoins, l'obligation de faire la demande est généralisée et s'applique à tous les ÉM, ce qui constitue un changement de paradigme dans le soutien de l'UE à la formation des professionnels du droit (par opposition au système de financement du programme Justice).

la collaboration mise en place par les différents réseaux de professionnels du droit dans l'Union.

B. De l'organisation des ordres judiciaires en réseau

283. *Dépasser le contexte national par la création d'un réseau.* Même si les professionnels du droit peuvent aujourd'hui être formés au système juridique et judiciaire d'un autre État membre, ces connaissances peuvent s'avérer insuffisantes face à une question de droit complexe. L'accès à l'information et au droit par les canaux classiques trouvent leur limites et d'autres techniques doivent être mises en place. Il faut alors envisager des solutions opérationnelles et parfaire davantage l'entraide judiciaire dans l'Espace européen de justice. Il ne s'agit pas ici de discuter des instruments de coopération judiciaire permettant de conduire la procédure à son terme¹³⁵³, mais de répondre à des problématiques liées à l'application du droit procédural national, international ou de l'Union européenne. La mise en œuvre de ces règles peut conduire à l'application d'un droit étranger dans le cadre des litiges transfrontières¹³⁵⁴. C'est dans ce contexte et pour pallier cette difficulté que l'Union européenne a créé un Réseau judiciaire européen en matière civile et commerciale¹³⁵⁵. Il vise principalement à « améliorer, [simplifier] et [accélérer] la coopération judiciaire effective entre les États membres, ainsi que l'accès effectif à la justice des personnes confrontées à des litiges transfrontières »¹³⁵⁶. Il faut d'emblée noter qu'il ne s'agit pas du seul réseau ayant pour vocation l'amélioration de la coopération judiciaire dans l'Espace européen de justice¹³⁵⁷.

¹³⁵³ Sur ce point, cf. *supra*, §§194 et s.

¹³⁵⁴ B. STURLESE, « Entraide judiciaire (matière civile) », *Rép. droit international*, Dalloz, déc. 1998 (mâj. mars 2012), spéc. pt. 2 à 4 et 14. En effet, il ne faut pas oublier que dans le cadre des procédures judiciaires portant sur un litige transfrontière, les règles de conflit de lois peuvent conduire le juge à appliquer le droit d'un autre État (not. en vertu du Règlement (CE) n°593/2008 du Parlement européen et du Conseil du 17 juin 2008 sur la loi applicable aux obligations contractuelles (Rome I), JOUE L 177/6 du 4 juil. 2008).

¹³⁵⁵ Décision 2001/470/CE du Conseil du 28 mai 2001 relative à la création d'un réseau judiciaire européen en matière civile et commerciale, JOCE L 174/25 du 27 juin 2001 ; Décision 568/2009/CE du Parlement européen et du Conseil du 18 juin 2009 modifiant la décision 2001/470/CE du Conseil relative à la création d'un réseau judiciaire européen en matière civile et commerciale, JOUE L 168/35 du 30 juin 2009.

¹³⁵⁶ Cons. n°1 Décision 2001/470/CE (version consolidée).

¹³⁵⁷ Par ex. : Réseau de coopération législative des ministères de la Justice de l'Union européenne (<<http://www.legicoop.eu/>>) (V° G. PAYAN, « Une nouvelle forme de coopération judiciaire entre les États membres », *préc.* ; Rapport du Conseil sur l'accès au droit, *préc.*, spéc. §§50 et 51) ; Conseil des barreaux européens (<<http://www.ccbe.eu/>>) ; Chambre européenne des huissiers de justice (<<http://www.cehj.eu/>>) ; Notaires d'Europe (<<http://www.notaries-of-europe.eu/>>). Il faut noter que ces réseaux sont éligibles à des financements dans le cadre du programme Justice ou encore du programme e-Justice. V° ég. Rapport du Conseil sur l'accès au droit, *préc.*, spéc. §§64 (sur le Réseau des présidents des Cours suprêmes) et 65 à 67 (sur l'Association des Conseils d'État et des juridictions administratives suprêmes de l'Union européenne).

Cependant, il est le seul à viser expressément l'accès à la justice¹³⁵⁸ et à donner des solutions opérationnelles pour des situations concrètes¹³⁵⁹. Les autres réseaux s'attardent davantage à plancher sur les instruments du droit de la coopération judiciaire en général en analysant leur application ou en prenant part au processus législatif de nouveaux instruments¹³⁶⁰. Ils sont assimilables à des lobbies. En 2009, la mission et les moyens du Réseau ont d'ailleurs été élargis¹³⁶¹. Dorénavant, les ordres professionnels des professions juridiques sont également associés et, surtout, il est fait obligation aux États membres d'apporter des « moyens suffisants et appropriés en personnel, en ressources et en moyens modernes de communication »¹³⁶². Il faut également noter une évolution de la mission du Réseau. En 2001, sa mission se cantonnait à trois points classiques :

- 1) *améliorer et faciliter la coopération judiciaire en matière civile et commerciale ;*
- 2) *améliorer l'application effective et concrète des actes communautaires ou des conventions en vigueur ; et*
- 3) *favoriser l'accès effectif à la justice*¹³⁶³.

Aujourd'hui, sans être transcendés, ces objectifs ont évolué. Il faut désormais compter sur :

- 1) *établir des contacts directs et traiter les affaires entre les points de contact nationaux du réseau ;*
- 2) *faciliter l'accès transfrontière à la justice en informant le public et les professionnels au moyen de fiches d'information et d'autres publications disponibles dans toutes les langues de l'Union sur le portail e-Justice ; et*

¹³⁵⁸ Cette dimension est particulièrement mise en avant dans le dernier rapport sur le fonctionnement du RJE, not. sur les questions relatives à l'accès au droit : V^o Rapport de la Commission au Parlement européen, au Conseil et au Comité économique et social européen sur les activités du réseau judiciaire européen en matière civile et commerciale, COM(2016) 129 final du 10 mars 2016, spéc. pt. 4 ; V^o ég. art. 3 §1 (b) Décision 2001/470/CE (version consolidée) : le RJE a pour mission "de faciliter l'accès effectif à la justice, par des actions d'information sur le fonctionnement des actes communautaires et des instruments internationaux relatifs à la coopération judiciaire en matière civile et commerciale".

¹³⁵⁹ Art. 3 §1 (a) et § 2 Décision 2001/470/CE (version consolidée) ; B. STURLÈSE, « Entraide judiciaire (matière civile) », *Rép. droit international, préc.*, spéc. pt. 14.

¹³⁶⁰ Comme l'indique par ex. les Notaires d'Europe : "Le CNUE a pour mission la promotion du notariat et sa contribution active dans tout processus décisionnel des institutions européennes qui touche les domaines intéressant la vie juridique du citoyen et des entreprises, l'accès à la justice ou encore la protection du consommateur" (V^o <<http://www.notaries-of-europe.eu/>>, rubrique "Présentation").

¹³⁶¹ Décision 568/2009/CE du Parlement européen et du Conseil du 18 juin 2009 modifiant la décision 2001/470/CE du Conseil relative à la création d'un réseau judiciaire européen en matière civile et commerciale, JOUE L 168/35 du 30 juin 2009.

¹³⁶² Art. 1^{er} §1 (a) (ii) et (c) Décision 568/2009/CE ; Rapport de la Commission au Parlement européen, au Conseil et au Comité économique et social européen sur les activités du réseau judiciaire européen en matière civile et commerciale, COM(2016) 129 final du 10 mars 2016, spéc. pt. 2.1.1 ; cette mesure répond directement aux dysfonctionnements relevés sur ce point dans le premier rapport sur le RJE : Rapport de la Commission au Parlement européen, au Conseil et au Comité économique et social européen sur l'application de la décision du Conseil n°2001/470/CE..., *préc.*, spéc. pt. 2.1.

¹³⁶³ Rapport de la Commission au Parlement européen, au Conseil et au Comité économique et social européen sur l'application de la décision du Conseil n°2001/470/CE..., *préc.*, spéc. pt. 3.

3) *évaluer et partager les expériences concernant le fonctionnement d'instruments juridiques spécifiques de l'Union en matière civile et commerciale*¹³⁶⁴.

Cette évolution confirme davantage l'objectif d'accès à la justice assigné au Réseau. En effet, le changement de paradigme affiché par la Commission dans son rapport démontre la mise en avant du caractère opérationnel, visant l'effectivité. À l'inverse, le premier rapport semblait plus circonspect, surtout sur l'accès à la justice. Ce dernier était simplement cité. Dans son dernier rapport, la Commission le met en exergue pour marquer l'importance du rôle du Réseau dans l'accès à la justice en général.

284. *L'accès à la justice au sein du Réseau judiciaire européen.* Les différentes missions du Réseau contribuent toutes à l'amélioration de l'accès à la justice. Des outils différents existent pour arriver à cette fin. D'abord, le Réseau se manifeste par ses membres, notamment les points de contact. Ces derniers ont plusieurs missions pouvant être regroupées en deux catégories : promotion et collaboration. Quant à la promotion, il s'agit notamment de promouvoir le droit de la coopération judiciaire dans leur État membre auprès des autorités judiciaires, mais aussi du public. Ils coopèrent également avec le Réseau pour son fonctionnement et pour la diffusion d'informations au sujet de leur droit national. Quant à la collaboration, il s'agit pour les points de contact d'assister les juridictions nationales ou celles des autres États membres dans l'application du droit de la coopération judiciaire ou du droit de leur État membre. Ils s'assurent également du bon fonctionnement des instruments du droit de la coopération judiciaire de l'Union et aident à la gestion des difficultés de mise en œuvre¹³⁶⁵. Il est la clef de voûte, le support, des échanges d'informations et de l'application du droit de la coopération judiciaire entre les États membres. Plus généralement, le développement des interactions entre les membres du Réseau doit permettre de « garantir une coopération judiciaire opérationnelle complète »¹³⁶⁶. Est ici recherché l'effectivité des instruments du droit de la coopération judiciaire. Dès lors, l'accès à la justice en est favorisé et amélioré. Il faut notamment souligner le travail opéré par les membres qui recherchent sans cesse à faire connaître

¹³⁶⁴ *Ibid.*, spéc. pt. 1.

¹³⁶⁵ Art. 5 §2 Décision 2001/470/CE (version consolidée) ; B. HESS, « Nouvelles techniques de coopération judiciaire transfrontière en Europe », *préc.*, spéc. pt. III (2).

¹³⁶⁶ Rapport de la Commission au Parlement européen, au Conseil et au Comité économique et social européen sur les activités du réseau judiciaire européen en matière civile et commerciale, *préc.*, spéc. pt. 2.1.

davantage le Réseau mais aussi à améliorer l'effectivité de la coopération judiciaire entre les États membres¹³⁶⁷.

Ensuite, le Réseau a pour mission d'informer le public (citoyens et professionnels du droit) sur le droit des États membres. Ces informations prennent la forme de fiches qui sont publiées aujourd'hui sur le site e-Justice¹³⁶⁸. Ces fiches traitent notamment de l'accès à la justice dans les États membres. Tous les citoyens peuvent alors y accéder, de même que les professionnels du droit, améliorant l'accès à l'information et au droit. Par ailleurs, les membres du réseau travaillent également sur des guides « visant à promouvoir l'application uniforme du droit de l'Union (...) par les juridictions et les autres professionnels du droit »¹³⁶⁹. Ces guides sont accessibles aux citoyens et praticiens du droit sur le portail e-Justice.

285. Comme le relève la Commission, « le réseau a fourni un appui considérable à la bonne coopération judiciaire entre les États membres en matière civile et commerciale et la pleine participation de ses membres fait partie intégrante de la mise en œuvre quotidienne de l'acquis de l'Union en matière civile »¹³⁷⁰. Même si le Réseau peu être amélioré¹³⁷¹, le bilan est plutôt positif. L'action conduite en son sein permet indéniablement de contribuer à l'accès à la justice, notamment par l'accès à l'information et au droit, que ce soit en amont (par le biais du portail e-Justice), ou en aval (au cours d'une procédure pour obtenir une solution opérationnelle ou encore pour collecter des données à destination de la Commission pour améliorer les instruments du droit de la coopération judiciaire).

C. De la mobilité des professionnels du droit

286. *De l'apport de la libre circulation des avocats à l'accès au droit et à la justice.* La libre circulation constitue le principe cardinal du Marché intérieur. Elle doit notamment permettre aux professionnels de pouvoir se déplacer dans les États membres pour exercer leur profession. Les praticiens de la justice ne sont pas en reste : ils peuvent également

¹³⁶⁷ *Ibid.*, spéc. pt. 2.

¹³⁶⁸ *Ibid.*, spéc. pt. 4.1. Le site internet du RJE (<<http://ec.europa.eu/civiljustice/>>) est en train d'être pleinement intégré au portail e-Justice (l'intégration doit se terminer en 2016).

¹³⁶⁹ *Ibid.*, spéc. pt. 4.2.

¹³⁷⁰ *Ibid.*, spéc. pt. 6.

¹³⁷¹ V° en ce sens, J. BAUCHY, *L'espace civil européen : d'une structure substantielle à une construction processuelle*, thèse dirigée par M. ATTAL, Université Toulouse 1 Capitole, 2014, spéc. §§312 et s.

prétendre à cette mobilité. Elle se distingue de celle offerte dans le cadre de la formation puisqu'elle vise à l'exercice de leur profession. Parmi l'ensemble des professionnels du droit, les avocats sont les plus susceptibles d'exercer ce droit à la libre circulation. Contrairement à d'autres, ces praticiens ne participent pas à l'exercice de l'autorité publique¹³⁷². À l'inverse, l'avocat offre un service en relation avec la justice et défend les intérêts des particuliers. Sa mobilité est non seulement envisageable, mais facilitée¹³⁷³. Par ailleurs, il y a lieu de remarquer que les avocats ne se privent pas d'exercer leur droit à la libre circulation¹³⁷⁴, notamment en matière de formation et d'obtention du titre. Il a d'ailleurs été jugé non-abusif le fait pour des étudiants en droit d'obtenir sur le territoire d'un autre État membre leur qualification professionnelle pour l'exercer dans leur État membre d'origine¹³⁷⁵.

Cela étant, le lien entre la libre circulation de l'avocat (par son libre établissement ou sa liberté de prestation de service) et l'accès à la justice s'envisage à travers les missions du professionnel. Deux retiennent ici l'attention : la consultation juridique et représentation d'une part et la défense d'un client en justice d'autre part¹³⁷⁶. Le propre de la consultation juridique est de permettre au client de s'informer sur ses droits. L'attrait est évident en matière de litige transfrontière et permet au client de s'informer sur le Droit et sur ses droits, encore faut-il que l'avocat ait, au minimum, des connaissances sur l'espace de justice considéré ou, au mieux, une qualification dans cet espace – gage d'une connaissance avérée de ce dernier. Si les outils développés par l'Union permettent à l'avocat d'obtenir des informations sur le droit applicable pour son client, rien ne vaut une immersion dans un espace de justice distinct. En effet, l'avocat ayant acquis une

¹³⁷² L. DEFLAQUE, É. SCHWALLER, « L'apport de la profession d'avocat à la jurisprudence de l'Union européenne », in *L'avocat*, Mél. G.-A. DAL, Larcier, 2013, p. 327, spéc. §3 : les auteurs remarquent ég. que les notaires sont dans la même situation et pourraient ainsi bénéficier de la libre circulation ; V° CJCE 21 juin 1974, *Jean Reyners*, aff. 2-74, EU:C:1974:68.

¹³⁷³ V° Directive 77/249/CEE du Conseil du 22 mars 1977 tendant à faciliter l'exercice effectif de la libre prestation de services par les avocats, JOCE L 78/17 du 26 mars 1977 ; Directive 98/5/CE du Parlement européen et du Conseil du 16 févr. 1998 visant à faciliter l'exercice permanent de la profession d'avocat dans un État membre autre que celui où la qualification a été acquise, JOCE L 77/36 du 14 mars 1998 ; Directive 2005/36/CE du Parlement européen et du Conseil du 7 sept. 2005 relative à la reconnaissance des qualifications professionnelles, JOUE L 255/22 du 30 sept. 2005 (spéc. cons. n°42).

¹³⁷⁴ L. DEFLAQUE, É. SCHWALLER, « L'apport de la profession d'avocat à la jurisprudence de l'Union européenne », *op. cit.*

¹³⁷⁵ CJ 17 juil. 2014, *Torresi*, aff. jointes C-58/13 et C-59/13, EU:C:2014:2088 ; C. NOURISSAT, « L'espace de justice sous héritage du marché intérieur : accès à la profession d'avocat et abus de droit », *GDR-ELSJ*, 8 sept. 2014.

¹³⁷⁶ V° en ce sens, Conseil des barreaux européens, Code de déontologie des avocats européens, 2008 (disp. en ligne : <<http://www.ccbe.eu/>>, rubrique "Documents/Code de déontologie du CCBE"), spéc. art. 1 §1 : "Il est du devoir de l'avocat non seulement de *plaider la cause de son client* mais aussi d'être son *conseil*" (emphases ajoutées).

qualification dans un État membre et s'installant dans un autre¹³⁷⁷ va pouvoir contribuer à l'accès à la justice et, plus spécifiquement, à l'accès au droit pour ses clients. En intervenant en tant qu'expert du droit de son État membre d'origine, l'avocat délivre à son client une opinion éclairée sur ses droits substantiels alors même qu'elle implique un autre espace de justice¹³⁷⁸. Par conséquent, assurer le libre établissement de l'avocat contribue à l'accès au droit dans le cadre des litiges transfrontières. En outre, il faut également souligner que le bénéfice de cette mobilité s'inscrit plus globalement dans la réalisation de l'objectif d'accès à la justice lorsque l'avocat représente et défend son client en justice. Ce dernier en tire clairement un avantage. S'adressant à un avocat disposant d'une qualification dans deux États membres¹³⁷⁹ ou exerçant dans un autre, le client pourra, sans se déplacer, obtenir des conseils avisés sur le droit d'un autre État. L'accès au droit est alors simplifié pour le client. Par ailleurs, le conseil pourra également aller défendre les intérêts de son client devant les autorités judiciaires d'un autre espace de justice. Le bénéfice pour le client est important. En effet, le coût lié aux conseils juridiques et à la représentation s'allège. Dans le cas où il doit se faire représenter devant les autorités judiciaires d'un autre espace de justice, le litigant n'est plus obligé d'avoir plusieurs avocats pour la même affaire. L'accès à la justice s'en voit ainsi facilité.

287. Par sa stratégie contextuelle, l'Union européenne participe à créer un environnement judiciaire commun entre les États membres en touchant directement les professionnels du droit. La formation de ces derniers permet de créer un *réflexe européen* salubre leur permettant d'être plus efficaces face à un litige transfrontière et d'assister au mieux les parties à ce différend. Le Réseau judiciaire européen en matière civile et commerciale pallie les difficultés qui pourraient être rencontrées en permettant à ces derniers d'obtenir une aide concrète soit sur l'application du droit de la coopération judiciaire de l'Union, soit sur le droit d'un État membre. Enfin, la libre circulation des professionnels permet également une assistance plus efficace des parties à un litige transfrontière. L'ensemble permet d'améliorer le traitement des litiges transfrontières en accoutumant les professionnels à l'utilisation du droit de l'Union et, en particulier, du

¹³⁷⁷ Directive 98/5/CE, *préc.* ; cons. n°42 Directive 2005/36/CE, *préc.*

¹³⁷⁸ C'est exactement le cas qui est visé à l'art. 5 §1 Directive 98/5/CE.

¹³⁷⁹ Soit par l'obtention du titre professionnel dans les ÉM considérés, soit par la reconnaissance du titre de son ÉM d'origine (art. 5 §3 Directive 98/5/CE) ou encore par l'acquisition du titre dans l'ÉM d'accueil par le biais de la reconnaissance des diplômes (cons. n°42 Directive 2005/36/CE ; J. PERTEK, « Avocats », *Rép. droit européen*, Dalloz, sept. 2013 (maj. juin 2015), spéc. §§169 et s.).

droit de la coopération judiciaire, facilitant l'accès à la justice pour les citoyens et les entreprises.

288. Afin de faciliter l'accès à la justice, l'Union utilise tous les moyens qui sont à sa disposition, dépassant largement le cadre du droit de la coopération judiciaire (même s'il faut bien admettre que celui-ci évolue pour achever cet objectif, notamment en raison de l'introduction de la nouvelle base de compétence dédiée au soutien de la formation des professionnels du droit¹³⁸⁰). La stratégie numérique, comme la stratégie contextuelle, permettent de créer un environnement judiciaire commun pour garantir aux citoyens et aux entreprises de l'Union de pouvoir résoudre leurs litiges transfrontières dans les meilleures conditions. Ces stratégies semblent gagnantes, même si elles sont encore jeunes. Elles n'ont pas encore atteint leur potentialité maximale. Cela étant, elle contribue déjà à améliorer et à faciliter l'accès à la justice. Il faut alors constater que cet objectif ne saurait être entièrement atteint par l'unique biais du droit de la coopération judiciaire, même *lato sensu*. L'environnement judiciaire commun devient au fil du temps une réalité qui contribue à l'accès à la justice.

¹³⁸⁰ Art. 81 §2 (h) Traité FUE.

Conclusion du Chapitre 2

289. Dans l'Union européenne, la réalisation de l'objectif d'accès à la justice dépasse la perspective judiciaire. En effet, il ne vise pas simplement la résolution judiciaire des litiges commerciaux transfrontières par l'accès au juge, mais s'étend à d'autres modes de justice, comme la médiation. Par ailleurs, le droit de la coopération judiciaire lui-même a un champ matériel plus étendu que celui de la coordination de la justice étatique. Dans le même temps, il faut s'apercevoir que l'Union européenne ne se limite pas uniquement à utiliser le droit de la coopération judiciaire comme outil technique de coordination procédural. D'autres stratégies, fruits de différentes compétences de l'Union, permettent également de faciliter l'accès à la justice, notamment par l'élaboration d'un environnement judiciaire commun. La réalisation de l'objectif d'accès à la justice dans l'Union européenne est donc le fruit de plusieurs approches. L'Espace européen de justice ne se limite donc pas à une construction judiciaire, mais à un accès à la justice compris dans une acception large où tous les éléments pouvant y contribuer doivent être pris en compte.

CONCLUSION DU TITRE SECOND

290. Le droit de la coopération judiciaire dans l'Espace européen de justice permet de créer des ponts entre les différents ordres judiciaires pour faciliter la résolution des litiges et l'exécution des décisions dans un contexte transfrontière : aussi bien en matière judiciaire qu'extrajudiciaire.

Les mécanismes adoptés visent en premier lieu le droit de la coopération judiciaire *stricto sensu*. Celui-ci s'attache d'abord à harmoniser les règles de compétence internationale des États membres. Grâce à celles-ci, les justiciables peuvent déterminer quelle(s) est(sont) la(les) juridiction(s) compétente(s) au sein de l'Espace européen de justice. Les justiciables peuvent alors accéder au juge, résoudre leur litige et bénéficier de dispositifs visant la coordination des procédures entamées. Le droit de la coopération judiciaire permet ensuite d'assurer l'effectivité des droits substantiels conférés aux parties dans la décision obtenue à travers des mécanismes de reconnaissance et d'exécution sur le territoire des autres États membres. L'objectif d'accès à la justice s'en voit ainsi concrétisé dans l'Espace européen de justice dans sa perspective judiciaire.

Par ailleurs, l'Union européenne ne se cantonne pas à poursuivre l'objectif d'accès à la justice par l'unique biais du droit de la coopération judiciaire *stricto sensu*. La concrétisation est plurale en ce qu'elle ne se limite pas ni à l'harmonisation d'un seul mode de règlement des différends, ni à la création de mesures strictement procédurales. En effet, l'Union s'attache à développer des règles relatives à l'accès d'autres modes de résolution des litiges ou encore des politiques de soutien à la réalisation de l'accès à la justice.

Force est alors de constater que la concrétisation de l'objectif d'accès à la justice par le droit de la coopération judiciaire, *stricto sensu* ou *lato sensu* est une réalité. Il offre aux justiciables et aux litigants la possibilité d'accéder à un mode de résolution des différends et celle de faire exécuter la décision ou l'accord transactionnel obtenu dans un environnement judiciaire commun.

CONCLUSION DE LA PREMIÈRE PARTIE

291. Progressivement, un objectif d'accès à la justice s'est révélé dans l'Union européenne pour favoriser la création d'un Espace européen de justice et la résolution des litiges commerciaux transfrontières. Parallèlement l'accès à la justice doit également être entendu comme un droit fondamental. Les deux permettent de souligner les intentions sous-jacentes de la réalisation de l'accès à la justice dans l'Espace européen de justice mêlant à la fois effectivité de la résolution des litiges transfrontières et protection de l'accès au juge pour se faire.

Progressivement, le droit de la coopération judiciaire, pris dans son sens *stricto sensu* et *lato sensu*, permet la concrétisation de l'objectif d'accès à la justice dans l'Espace européen de justice pour permettre la résolution des litiges commerciaux transfrontières à travers le rapprochement des législations des États membres en la matière et la création d'outils pour soutenir les effets dudit rapprochement.

À l'instar de la déclaration de Robert SCHUMAN du 9 mai 1950, lequel affirmait que « [l]'Europe ne se fera pas d'un coup, ni dans une construction d'ensemble : elle se fera par des réalisations concrètes créant d'abord une solidarité de fait »¹³⁸¹, l'accès à la justice se concrétise petit à petit à travers le droit de l'Union européenne pour permettre la réalisation des litiges transfrontières. Cela étant, cette construction judiciaire, entendue dans un sens large, n'est pas terminée. Des imperfections doivent être relevée et appellent à maintenir les efforts afin d'arriver un jour à l'Europe imaginée par les Pères fondateurs.

¹³⁸¹ SCHUMAN (R.), *Déclaration du 9 mai 1950* (disp. en ligne : <<http://www.europa.eu/>>, rubrique Informations générales sur l'Union européenne/Symboles de l'Union européenne/Journée de l'Europe).

SECONDE PARTIE

LA RÉALISATION PERFECTIBLE DE L'ACCÈS À LA JUSTICE

292. La consécration de l'accès à la justice par le droit de la coopération judiciaire pose les bases d'un Espace européen de justice. Celui-ci aborde la résolution judiciaire et extrajudiciaire des différends transfrontières, qu'ils soient intra-Union européenne ou rattachés à l'Union par leurs éléments de rattachement. Des outils sont également développés pour soutenir ce droit.

À ce jour, le droit de la coopération judiciaire présente des imperfections. Certaines situations posent des difficultés de coordination dans l'Espace européen de justice ou lorsqu'elles se rattachent à des États tiers. Si ces insuffisances peuvent être écartées en matière de droit de la coopération judiciaire *stricto sensu* par l'effet du droit fondamental d'accès à la justice, d'autres sont plus difficilement résorbables et appellent à repenser l'approche de l'Union européenne dans l'élaboration du droit de la coopération judiciaire.

Dans un premier temps, il convient donc d'identifier les lacunes de la concrétisation de l'accès à la justice dans l'Espace européen de justice (**Titre I**). Il faudra ensuite poser les bases d'une nouvelle approche pour assurer la réalisation de l'accès à la justice (**Titre II**).

TITRE PREMIER

LES LACUNES DANS LA RÉALISATION DE L'ACCÈS À LA JUSTICE

293. La réalisation du droit de la coopération judiciaire n'est pas parfaite. Le droit de la coopération judiciaire, *stricto sensu* ou *lato sensu*, présente en effet deux types de difficultés.

Dans le premier cas, c'est le droit de la coopération judiciaire *stricto sensu* qui est concerné. S'il permet de coordonner entre les ordres judiciaires des États membres et de créer une coopération entre leurs autorités judiciaires, des imperfections peuvent être relevées dans sa mise en œuvre. Cela étant, il faut ici souligner le rôle essentiel du droit fondamental d'accès à la justice qui permet de corriger les carences pouvant être identifiées : soit *ex post* par l'intervention du juge, soit *ex ante* par celle du législateur de l'Union (**Chapitre 1**).

Dans un second temps, il faut s'intéresser aux autres situations régies par le droit de la coopération judiciaire : d'abord, dans son acception purement judiciaire en ce qui concerne la dimension externe de l'Espace européen de justice ; ensuite, plus largement quant à l'appréhension de l'accès à la justice privée. Dans ce cas, le droit fondamental de la coopération judiciaire ne permet pas au juge de corriger complètement les carences de ce droit : soit parce que la situation implique un État tiers, soit parce que les parties ont décidé d'avoir recours à la justice privée (**Chapitre 2**).

Chapitre 1

Les imperfections du droit de la coopération judiciaire *stricto sensu*

294. Des imperfections peuvent être identifiées dans la mise en œuvre du droit de la coopération judiciaire *stricto sensu*. Dans la dimension interne de l'Espace européen de justice, c'est principalement l'équilibre entre l'accès à la justice du demandeur et du défendeur à l'action qui pose des difficultés : les deux parties au litige doivent en effet pouvoir accéder à la justice pour présenter leurs prétentions ou répondre à celles de l'autre partie. Ces défauts restent toutefois minimes compte tenu de la mise en œuvre du droit fondamental d'accès à la justice qui tend à les faire disparaître. Celle-ci s'exerce soit par le biais du juge chargé de la résolution du différend, soit par le législateur anticipant les situations conflictuelles.

D'abord, lorsque le droit de la coopération judiciaire est mis en œuvre dans le contexte national, le droit fondamental d'accès à la justice permet au juge d'assurer l'effectivité des mécanismes adoptés même lorsque le droit procédural national est source d'obstacles. Dans ce cas, c'est davantage l'efficacité du droit de l'Union qui est protégé, donc l'accès à la justice du demandeur à l'action (**Section 1**).

Ensuite, sous l'impulsion du droit fondamental d'accès à la justice le droit de la coopération judiciaire a intégré des éléments pour garantir les droits de la défense, visant alors l'effectivité de l'accès à la justice du défendeur à l'action (**Section 2**).

Section 1. Combattre les obstacles juridiques du droit national

295. En théorie, le droit de la coopération judiciaire permet aux litigants de pouvoir accéder à la justice, d'obtenir une décision et de la faire exécuter sur le territoire des autres États membres de l'Union européenne. Cependant, ce droit est mis en œuvre dans un contexte national où le droit procédural interne continue de s'appliquer. Il en résulte que certaines dispositions domestiques peuvent nuire à la bonne mise en œuvre du droit de l'Union européenne. Or, afin d'assurer la bonne application de ce dernier, de lui permettre de produire ses effets et d'atteindre ses objectifs, il est nécessaire de combattre les obstacles ainsi créés. Le droit fondamental d'accès à la justice prend alors tout son sens et permet au juge national de les contourner pour assurer l'effectivité du droit de la coopération judiciaire. Deux cas de figure méritent l'attention.

Tout d'abord, lorsque le droit procédural national crée des obstacles pécuniaires. Il faut remarquer que les dispositions du droit de la coopération judiciaire y relatives ne permettent pas de résoudre toutes les situations. Fort heureusement, sous l'effet combinatoire du droit fondamental d'accès à la justice, ces obstacles peuvent être contournés, à tout le moins réduits (§ 1).

Ensuite, les conditions posées par le droit procédural national quant à l'ouverture d'une action en justice peuvent également restreindre l'accès au juge. Dans ce cas, il faut constater que le droit fondamental d'accès à la justice peut aussi réduire, voire éliminer, lesdits obstacles juridiques (§ 2).

§ 1. L'effectivité du droit de la coopération judiciaire à l'épreuve des obstacles pécuniaires

296. L'effectivité de l'accès à la justice impose qu'une aide judiciaire soit accordée aux personnes ayant des ressources limitées afin qu'elles puissent accéder au juge¹³⁸². En ce sens, la Directive 2003/8/CE Aide judiciaire apporte une réponse. Cependant celle-ci n'est qu'imparfaite et d'autres difficultés jaillissent lors de l'analyse de l'effectivité du

¹³⁸² Art. 47 al. 3 CDFUE.

dispositif dans les relations transfrontières (A). Par ailleurs, elle ne couvre pas tous les éléments relatifs aux aspects pécuniaires entourant l'accès au juge (B).

A. Les imperfections de l'aide judiciaire

297. La Directive 2003/8/CE Aide judiciaire vise « à promouvoir l'octroi d'une aide judiciaire pour les litiges transfrontaliers à toute personne qui ne dispose pas de ressources suffisantes lorsque cette aide est nécessaire pour assurer un accès effectif à la justice » et insiste sur le fait que « [l]e manque de ressources d'une personne partie à un litige, qu'elle soit demanderesse ou défenderesse, pas plus que les difficultés induites par le caractère transfrontalier d'un litige, ne devraient constituer des obstacles à un accès effectif à la justice »¹³⁸³. Pour ce faire, elle harmonise le droit national des États membres quant aux coûts devant être couverts par l'aide et instaure un mécanisme de coopération entre eux pour faciliter l'octroi de l'aide. Par ailleurs, cet instrument est complété par le droit conventionnel des États membres permettant de couvrir davantage de situations transfrontières, notamment lorsqu'une des parties au litige est domicilié sur le territoire d'un État tiers. Or, il apparaît des insuffisances : toutes les situations ne sont pas prises en compte. Deux difficultés peuvent être soulevées. D'abord l'exclusion du bénéfice de la Directive aux personnes morales¹³⁸⁴ (1), ensuite le difficile maillage des mécanismes conventionnels qui ne sont pas suffisants, à l'heure actuelle, pour couvrir tout l'Espace européen de justice (2). Fort heureusement, dans les deux cas, les droits fondamentaux apportent des éléments de réponse.

1. L'aide judiciaire pour les personnes morales

298. La Directive 2003/8/CE « Aide judiciaire » exclut de son champ d'application les personnes morales¹³⁸⁵. Or, l'article 47 al. 3 de la Charte des droits fondamentaux de l'Union européenne ne distingue pas entre personnes physiques ou morales : elle s'adresse « à tous ceux qui ne disposent pas de ressources suffisantes ». Or, les personnes physiques n'ont pas le monopole de l'impécuniosité. Les personnes morales peuvent

¹³⁸³ Cons. n°5 et 6 Directive 2003/8/CE.

¹³⁸⁴ Art. 3 Directive 2003/8/CE : « Tout *personne physique* partie à un litige qui relève de la présente directive a le droit de bénéficier d'une aide judiciaire appropriée (...) » (emphase ajoutée) ; CJ 22 déc. 2010, *DEB*, aff. C-279/09, EU:C:2010:811, spéc. pt. 43 : « la directive 2003/8 (...) ne prévoient pas l'octroi de l'aide judiciaire aux personnes morales ».

¹³⁸⁵ *Id.*

aussi rencontrer des difficultés pour pallier le paiement des frais de justice nécessaires à l'effectivité de leur accès à la justice. Deux questions s'en suivent. D'abord, étant donné le champ d'application *ratione personae* restreint de la Directive, faut-il considérer que celle-ci n'est pas conforme au droit fondamental d'accès à la justice et, à ce titre, pourrait risquer l'annulation devant la Cour de justice ? En effet, l'application de la Directive, même par le biais des dispositions transposées du droit national, constitue une mise en œuvre du droit de l'Union impliquant l'application de la Charte¹³⁸⁶. La question peut donc se poser. Cependant, il faut remarquer que la Directive n'interdit pas pour autant aux États membres de prévoir des mécanismes et des conditions relatifs à l'octroi d'une aide judiciaire à une personne morale. Par conséquent, l'hypothèse d'une annulation de l'acte s'éloigne. Cette constatation pose alors une seconde question : dans quelle mesure l'article 47 al. 3 de la Charte peut-il effectivement permettre aux personnes morales de s'en prévaloir afin d'obtenir une aide judiciaire ? La Cour de justice a eu l'occasion de répondre à cette question.

299. La Directive 2003/8/CE, un instrument non exclusif en matière d'aide judiciaire. Dans ses arrêts *DEB* et *GREP*¹³⁸⁷, les juges du plateau du Kirchberg ont pu conclure que les personnes morales peuvent bénéficier d'une aide judiciaire, pouvant prendre des formes variées, sans pour autant que les États membres soient obligés de mettre en œuvre la Directive 2003/8/CE Aide judiciaire. L'Union adopte ici la même position que la Cour européenne des Droits de l'Homme et sa jurisprudence au regard de l'aide judiciaire sur le fondement de l'article 6 §1 de la Convention¹³⁸⁸. Si elle reconnaît l'accès à la justice comme un droit fondamental, ce dernier n'est pas absolu¹³⁸⁹. Des restrictions peuvent exister si elles ne privent pas ce droit de sa substance¹³⁹⁰. Par conséquent, l'octroi d'une aide judiciaire peut être conditionné : aussi bien pour les personnes physiques¹³⁹¹ que pour les personnes morales¹³⁹². Ces dernières peuvent donc, en théorie, faire une demande d'aide judiciaire conformément aux conditions posées par le droit national de l'État

¹³⁸⁶ CJ, ord., 13 juin 2012, *GREP*, aff. C-156/12, EU:C:2012:342, spéc. pt. 31.

¹³⁸⁷ CJ 22 déc. 2010, *DEB*, aff. C-279/09, *préc.* ; CJ, ord., 13 juin 2012, *GREP*, aff. C-156/12, *préc.*.

¹³⁸⁸ La CJ remarque d'ailleurs une équivalence entre les deux : CJ 22 déc. 2010, *DEB*, aff. C-279/09, *préc.*, spéc. pt. 32 et 35.

¹³⁸⁹ *Ibid.*, spéc. pt. 45.

¹³⁹⁰ *Ibid.*, spéc. pt. 46, 52 et 53.

¹³⁹¹ Il faut noter que la Directive 2003/8/CE qui reconnaît le principe d'une aide judiciaire dans les litiges transfrontières permet aux ÉM de poser des conditions de deux sortes : quant aux ressources de la personne qui en fait la demande (art. 5) et quant aux conditions liées au fond du litige (art. 6).

¹³⁹² CJ 22 déc. 2010, *DEB*, aff. C-279/09, *préc.*, spéc. pt. 52 et 59 ; CJ, ord., 13 juin 2012, *GREP*, aff. C-156/12, *préc.*, spéc. pt. 38.

membre où elle est déposée. Néanmoins, la Directive 2003/8/CE ne s'appliquant qu'aux personnes physiques, les garanties minimales et le mécanisme de transfert des demandes entre autorités compétentes qu'elle prévoit ne sont pas applicables dans ce cas de figure. Pour autant, l'article 47 de la Charte reste applicable si la procédure judiciaire implique l'application d'un autre instrument de droit de la coopération judiciaire, comme le Règlement Bruxelles I refondu. Dans ce cas, aussi bien les personnes morales que les personnes domiciliées sur le territoire d'un État tiers doivent pouvoir prétendre à une aide judiciaire auprès de l'État membre dont les juridictions sont compétentes. Pour ce faire, en dehors des mécanismes instaurés par la Charte, elles devront faire une demande conformément au droit procédural en la matière. En tout état de cause, l'aide judiciaire ne peut être refusée, en adéquation avec l'article 47 al. 3 de la Charte, que si « les conditions d'octroi de l'aide judiciaire [ne] constituent [pas] une limitation du droit d'accès aux tribunaux qui [ne] porte [pas] atteinte à ce droit dans sa substance même (...) »¹³⁹³. Il revient alors au juge national d'apprécier ces conditions *in concreto*, comme l'a confirmé la Cour de justice dans l'arrêt *DEB*¹³⁹⁴. Les personnes physiques exclues du dispositif de la Directive et les personnes morales peuvent alors effectuer une demande d'aide judiciaire. Si toutefois, ces personnes estiment que le coût de la procédure est insurmontable ou que la possibilité de saisir le juge est impossible ou excessivement difficile, elles disposent de la possibilité d'intenter une action devant le juge national de l'État membre requis afin que ce dernier analyse soit les conditions d'octroi de l'aide, soit les conditions de saisine de la juridiction afin de vérifier si l'une ou l'autre sont contraires au droit fondamental d'accès à la justice. Il n'est donc pas exclu que ces personnes puissent bénéficier d'une aide judiciaire, mais ce peut être au prix d'une procédure judiciaire qui peut s'avérer longue et difficile. Dernièrement, la Cour de justice a confirmé cette approche¹³⁹⁵.

2. Le recours au droit conventionnel

300. Pour les personnes physiques ou morales domiciliées sur le territoire d'un État tiers, il ne faut pas oublier que les États membres sont également parties à des conventions internationales prévoyant des mécanismes d'échange des demandes d'aide

¹³⁹³ CJ 22 déc. 2010, *DEB*, aff. C-279/09, *préc.*, spéc. pt. 60, *a contrario*.

¹³⁹⁴ *Ibid.*, spéc. pt. 61.

¹³⁹⁵ CJ 28 juil. 2016, *Ordre des barreaux francophones et germanophone e.a.*, aff. C-543/14, EU:C:2016:605, pt. 31.

judiciaire¹³⁹⁶. Cependant, comme cela a été souligné, celles-ci ne prévoient pas de normes minimales quant aux coûts pouvant être couverts par l'aide ou les conditions d'octroi de l'aide. Elles se limitent à organiser la transmission des demandes pour plus d'efficacité. Par ailleurs, le sort des personnes morales reste confus. La Convention de La Haye de 1980 tendant à faciliter l'accès international à la justice, instrument le plus répandu en Europe, s'applique aux « ressortissants » des États contractants¹³⁹⁷. Or, il apparaît, dans les conclusions et recommandations au sujet de cet instrument que les personnes morales sont exclues du mécanisme¹³⁹⁸. L'Accord européen sur la transmission des demandes d'assistance judiciaire est vague sur cette question : il s'applique aux personnes domiciliées sur le territoire d'un État contractant, sans donner de précision¹³⁹⁹. Le rapport explicatif de l'instrument ne donne pas plus d'information à cet égard¹⁴⁰⁰. La question reste en suspens. En tout état de cause, pour les conditions d'octroi, même si la demande est transférée par le biais d'une convention internationale à laquelle l'Union européenne n'est pas partie, il y a lieu de considérer que la jurisprudence de la Cour pourrait toutefois s'appliquer dans les États membres de l'Union si l'accès au juge se fonde sur la base du Règlement Bruxelles I refondu, de la Convention de Bruxelles ou encore de la Convention de Lugano. Si d'aventure ce ne serait pas le cas, il ne faut pas oublier que les États membres étant tous parties à la Convention de sauvegarde des Droits de l'Homme et des Libertés fondamentales, l'article 6 §1 de l'instrument prendrait le relais pour déterminer si oui ou non les conditions d'octroi privent le litigant de la substance même de l'accès au juge¹⁴⁰¹.

301. *L'aide judiciaire dans les situations impliquant le Danemark.* Le Danemark ne participe pas à l'Espace de liberté, de sécurité et de justice¹⁴⁰². Par conséquent, la Directive 2003/8/CE ne lie pas le pays. Dès lors, les normes minimales et les conditions prévues par le droit de l'Union ne s'y appliquent pas. Il revient au droit danois de les

¹³⁹⁶ Cf. Annexe I, fig. 1.2.

¹³⁹⁷ Art. 1^{er} Conv. La Haye (1980).

¹³⁹⁸ Conclusions et recommandations de la Commission spéciale sur le fonctionnement pratique des conventions de La Haye Apostille, Notification, Obtention des preuves et Accès à la justice, 2 au 12 févr. 2009 (disp. en ligne : <<http://www.hcch.net/>>), spéc. §61.

¹³⁹⁹ Art. 1^{er} Accord européen (1977).

¹⁴⁰⁰ Rapport explicatif de l'Accord européen sur la transmission des demandes d'assistance judiciaire, Strasbourg, 27 janv. 1977.

¹⁴⁰¹ CEDH 9 oct. 1979, *Airey c/ Irlande*, req. n°6289/73, ECLI:CE:ECHR:1979:1009JUD000628973 ; sur l'aide judiciaire et l'art. 6 §1 CSDH, V° not. S. GUINCHARD *et al.*, *Droit processuel. Droits fondamentaux du procès*, Dalloz, 8^e éd., 2015, spéc. §306.

¹⁴⁰² Protocole n°22 sur la position du Danemark, Versions consolidées du traité sur l'Union européenne et du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne, JOUE C 202/298 du 7 juin 2016.

déterminer seul. Par ailleurs, toutes les demandes d'aide judiciaire adressées aux autorités danoises doivent passer par les mécanismes du droit conventionnel. Or, il faut s'apercevoir de la difficulté qui peut exister à l'égard de certains États membres¹⁴⁰³. Le Danemark est partie à la Convention de La Haye de 1954 sur la procédure civile¹⁴⁰⁴, à l'Accord européen sur la transmission des demandes d'assistance judiciaire et son Protocole. En revanche, il ne participe pas à la Convention de La Haye de 1980. Si l'Accord européen, son Protocole et la Convention de La Haye de 1980 prévoient des mécanismes relativement efficaces pour l'échange des demandes d'aide judiciaire, il en va différemment de la Convention de La Haye de 1954. Celle-ci ne prévoit pas de mécanisme de transmission des demandes : elle ne fait qu'instaurer un principe de non-discrimination à l'égard des ressortissants des autres États membres¹⁴⁰⁵. Par conséquent, il n'existe aucun mécanisme de transmission pour les ressortissants allemands, croates, hongrois, slovaques et slovènes devant effectuer leur demande au Danemark et *vice versa* pour les ressortissants danois devant accéder à la justice dans ces États membres¹⁴⁰⁶. Par ailleurs, plus préoccupante est la situation dano-malaise. Malte est lié par la Directive 2003/8/CE et est partie à la Convention de La Haye de 1980. Il n'y a donc aucun instrument en commun entre le Danemark et Malte... alors même que les deux États sont membres de l'Union européenne. Par conséquent, il n'existe même pas de garantie conventionnelle permettant aux danois et aux maltais de pouvoir effectuer une demande d'aide judiciaire sur l'un et l'autre territoire. Néanmoins, dans ce cas précis les droits fondamentaux, qu'il s'agisse de l'article 47 al. 3 de la Charte lorsqu'un instrument du droit de la coopération judiciaire est mis en œuvre, ou de l'article 6 §1 de la Convention de sauvegarde des Droits fondamentaux et des Libertés fondamentales (pour autant que le litige porte sur des obligations civiles), permettent *a minima* d'assurer que les ressortissants de ces pays pourront faire une demande d'aide judiciaire. Quand bien même le principe d'une aide judiciaire est garanti par les droits fondamentaux, la demande, dans ce contexte transfrontière, sera moins efficace puisqu'il n'existe pas de mécanismes de transfert direct ou médiat entre les autorités nationales de ces deux États

¹⁴⁰³ Cf. Annexe I, fig. 1.2..

¹⁴⁰⁴ Convention relative à la procédure civile, 1^{er} mars 1954, La Haye, Recueil des conventions de La Haye, n°2 (vig. 12 avr. 1957 ; cf. Annexe I, tabl. 1.1).

¹⁴⁰⁵ Art. 20 à 24 Conv. La Haye (1954).

¹⁴⁰⁶ Le Danemark n'étant pas compris dans les ÉM de l'UE visés par la Directive : art. 1^{er} §3 Directive 2003/8/CE.

membres¹⁴⁰⁷. Cette absence de dispositif institutionnel peut affecter la célérité de l'accès au juge et constitue un obstacle qui, outre une coopération bilatérale directe entre les autorités des deux pays, est difficilement résorbable.

B. Les obstacles pécuniaires à l'accès à la justice

302. L'aide judiciaire constitue une solution aux coûts de la procédure pour les parties impécunieuses. Pour autant, d'autres mécanismes du droit procédural national peuvent atteindre l'accès au juge. C'est notamment le cas de la caution *judicatum solvi* qui est un versement « que [doit] fournir (...) tout étranger demandeur devant une juridiction (...), pour garantir le paiement des frais et dommages-intérêts auxquels il pourrait être condamné »¹⁴⁰⁸. De ce fait, la question de son existence est particulièrement prégnante dans les litiges transfrontières. En droit de la coopération judiciaire de l'Union européenne, seules les actions visant l'exécution de la décision sont expressément exemptées de ladite caution, qu'elle ait été obtenue par le biais de procédures nationales¹⁴⁰⁹ ou par le biais de procédures européennes unifiées¹⁴¹⁰. Dans le cadre de ces procédures ou de l'exécution de ces décisions, ni la nationalité, ni le domicile des parties ne peuvent justifier un quelconque versement préalable. La question reste cependant entière en matière d'instance directe. Certains instruments de droit conventionnel l'excluent expressément, peu importe la procédure (instance directe ou exécution). C'est notamment le cas des conventions de La Haye de 1954 et de 1980¹⁴¹¹. À l'inverse, les autres instruments ayant trait à la coopération judiciaire n'y font pas allusion (c'est le cas

¹⁴⁰⁷ Sous réserve d'une convention bilatérale entre les deux pays portant sur la procédure civile ou les demandes d'aide judiciaire (au 15 août 2016, aucune convention de ce type n'a été trouvée).

¹⁴⁰⁸ Association Henri CAPITANT, G. CORNU (dir.), *Vocabulaire juridique*, PUF, 10^e éd., 2014, s.v. « Caution », spéc. sens n°2. Comme le remarque Bruno STURLÈSE, la caution *judicatum solvi* a été abrogée en France en 1975, mais elle demeure dans d'autres pays : in « Accès à la justice », *Rép. droit international*, Dalloz, déc. 1998 (maj. mars 2009), spéc. §§7 et 8. Sur l'objectif poursuivi par la caution *judicatum solvi*, V° G. DROZ, « Un professionnel établi dans un État membre qui introduit une action devant une des juridictions d'un autre État membre ne peut se voir imposer le versement d'une *caution judicatum solvi* », *Rev. crit. DIP*, 1994, p. 663.

¹⁴⁰⁹ Art. 56 Règlement Bruxelles I refondu interdisant toute « caution ou dépôt, sous quelque dénomination que ce soit » qui serait imposé en raison « soit de la qualité d'étranger, soit du défaut de domicile ou de résidence dans l'État membre requis » en matière d'exécution d'une décision rendue dans un autre État membre : V° ég. art. 45 Conv. Bruxelles et art. 51 et 52 Conv. Lugano ; H. GAUDEMET-TALLON, *Compétence et exécution des jugements en Europe. Matière civile et commerciale. Règlements 44/2001 et 1215/2012, Conventions de Bruxelles (1968) et de Lugano (1988 et 2007)*, LGDJ, 5^e éd., 2015, spéc. §444.

¹⁴¹⁰ Art. 19 §3 Règlement n°805/2004 ; art. 21 §3 Règlement n°1896/2006 ; art. 21 §4 Règlement n°861/2007.

¹⁴¹¹ Art. 17 Conv. La Haye (1954) ; art. 14 Conv. La Haye (1980) ; V° B. STURLÈSE, « Accès à la justice », *Rép. droit international, préc.*, spéc. §§14 et 15.

de l'Accord européen¹⁴¹² et de la Directive 2003/8/CE Aide judiciaire). Cet obstacle matériel à l'accès à la justice n'est donc pas toujours évincé par les instruments visant justement à le faciliter. Au demeurant, il faut préciser que la pratique n'est pas incompatible avec l'article 6 §1 de la Convention de sauvegarde des Droits de l'Homme et des Libertés fondamentales. Dès lors que ladite caution ne vide pas de sa substance l'accès à un tribunal et qu'elle « [poursuit] un but légitime et [qu'il existe] un rapport raisonnable de proportionnalité entre les moyens employés et le but recherché »¹⁴¹³, elle peut être réclamée au demandeur domicilié à l'étranger. Dans cette perspective, l'absence de prohibition par l'Accord européen apparaît logique. Cependant, la question reste ouverte en droit de l'Union européenne puisque ni la Directive 2003/8/CE, ni les autres instruments de ce droit n'y font allusion pour les instances directes.

303. La caution *judicatum solvi* au regard du principe de non-discrimination.

L'absence de dispositions relatives à la caution en matière d'instance directe pose une double difficulté. Non seulement elle laisse la possibilité aux États membres de créer des obstacles matériels à l'accès à la justice, mais en plus il existe un risque de discrimination entre ressortissants nationaux et ressortissants d'autres États membres. Or, le droit de l'Union s'oppose fermement à cette pratique¹⁴¹⁴ : la Cour de justice a déjà eu l'occasion de se prononcer en ce sens dans l'arrêt *Saldanha* sur le fondement du principe de non-discrimination¹⁴¹⁵. Les États membres ne peuvent donc pas conditionner la saisine d'une juridiction nationale par le ressortissant d'un autre État membre au paiement d'une caution *judicatum solvi*. La prohibition se confirme également à la lecture de la Charte des droits fondamentaux. Son article 21 §2 précise que « [dans] le domaine d'application des traités et sans préjudice de leurs dispositions particulières, toute discrimination exercée en raison de la nationalité est interdite ». Lorsqu'une juridiction d'un État membre est saisie en application du droit de la coopération judiciaire, la Charte des droits

¹⁴¹² Accord européen sur la transmission des demandes d'assistance judiciaire, Strasbourg, 27 janv. 1977, STE n°92 (vig. 28 févr. 1977 ; cf. Annexe I, tabl. 1.1).

¹⁴¹³ CEDH 13 juil. 1995, *Tolstoy Miloslavsky c/ Royaume-Uni*, req. n°18139/91, ECLI:CE:ECHR:1995:0713JUD001813991, spéc. pt. 59 ; dans cette affaire, la CEDH a jugé qu'une caution de £124900 n'est pas de nature à vider de sa substance le droit d'accès à un tribunal et est proportionnel et poursuit un but légitime (pt. 61 à 67). *Contra*, V°, dans la même aff., l'opinion partiellement dissidente de M. le juge JAMBREK, qui considère, sur cette question, que ladite caution est disproportionnée et ne poursuit pas un but légitime.

¹⁴¹⁴ Art. 18 al. 1^{er} Traité UE ; art. 21 §2 CDFUE ; sur ce point, V° J. GERKRATH, « Égalité de traitement », *Rép. droit européen*, Dalloz, déc. 2002 (maj. oct. 2015), spéc. §§14 à 37.

¹⁴¹⁵ V° not. CJCE 2 oct. 1997, *Saldanha et MTS Securities Corporation*, aff. C-122/96, EU:C:1997:458, spéc. pt. 30 ; H. GAUDEMET-TALLON, *Compétence et exécution des jugements en Europe...*, *op. cit.*, spéc. §444.

fondamentaux étant applicable¹⁴¹⁶, aucune discrimination fondée sur la nationalité des parties n'est autorisée. Dès lors, la caution *judicatum solvi* ne peut être réclamée à l'égard des ressortissants des autres États membres seulement. Cette analyse rejoint celle déjà suggérée par Georges DROZ qui indiquait que la caution pourrait être proscrite en « se [fondant] sur l'idée d'une non-discrimination dans le libre accès à la justice pour les ressortissant des États membres de l'Union et les personnes établies sur le territoire des États membres, idée qui se baserait sur une interprétation élargie et généreuse de l'article 7 du Traité de Rome »¹⁴¹⁷. Néanmoins, l'utilisation du principe de non-discrimination n'est pas sans présenter de difficultés.

La rédaction de l'article 21 §2 de la Charte est large. Elle ne précise pas les nationalités entre lesquelles la discrimination est interdite. L'est-elle uniquement entre les ressortissants des États membres de l'Union ou bien entre tous ressortissants, quelque soit leur nationalité ? Par exemple, si un ressortissant d'un État tiers saisit les juridictions d'un État membre en vertu du Règlement Bruxelles I refondu, peut-il être soumis au versement d'une caution *judicatum solvi* ? Dans ce cas de figure, la question est de savoir si la discrimination opérée entre les ressortissants des États membres et ceux des États tiers est prohibée ou non au regard du principe de non-discrimination reconnu par la Charte. Récemment, la Cour de justice a soutenu que le principe de non-discrimination ne bénéficie qu'aux ressortissants des États membres¹⁴¹⁸. Même si la Cour se réfère à l'article 18 al. 1^{er} TFUE, il semble peu probable que la réponse eut été différente en application de l'article 21 §2 de la Charte. Les deux retiennent le même énoncé. De plus, les droits fondamentaux ne peuvent pas étendre les compétences de l'Union¹⁴¹⁹. L'article 21 §2 de la Charte ne serait être interprété plus largement que l'article 18 al. 1^{er} TFUE. Par ailleurs, il faut souligner qu'en matière de protection des droits fondamentaux, la Convention de sauvegarde des Droits fondamentaux et des Libertés fondamentales n'est pas plus efficace sur le fondement de l'article 14, c'est-à-dire le principe de non discrimination, que ne l'est la Charte. En effet, ce droit ne dispose pas d'une existence indépendante et doit être rattaché à une garantie de la Convention¹⁴²⁰. Dès lors, dans la

¹⁴¹⁶ V^o not. CJ, ord., 13 juin 2012, *GREP*, aff. C-156/12, *préc.*, spéc. pt. 31.

¹⁴¹⁷ G. DROZ, « Un professionnel établi dans un État membre qui introduit une action devant une des juridictions d'un autre État membre ne peut se voir imposer le versement d'une *caution judicatum solvi* », *Rev. crit. DIP*, 1994, p. 663 ; art. 7 Traité CEE, aujourd'hui art. 18 Traité FUE.

¹⁴¹⁸ CJ 7 avr. 2010, *Francesco Guarnieri*, aff. C-291/09, EU:C:2011:217, spéc. pt. 20.

¹⁴¹⁹ Art. 51 §2 CDFUE.

¹⁴²⁰ F. SUDRE, *Droit européen et international des droits de l'homme*, PUF, 12^e éd., 2015, spéc. §§266 et s.

mesure où le principe même de la caution *judicatum solvi* n'est pas interdit en soit, il semble peu probable de pouvoir employer l'article 14 de la Convention européenne à l'égard de ce type de disposition procédurale nationale.

304. *Caution judicatum solvi et dimension externe de l'Espace européen de justice.* En l'état actuel de la jurisprudence, une application stricte de ce principe de non-discrimination revient à opérer des distinctions dans les situations où la personne qui s'en prévaut possède ou non la nationalité d'un État membre de l'Union. Dès lors, une différence de traitement existe alors entre le national d'un État membre domicilié à l'étranger et le national d'un État tiers domicilié sur le territoire d'un État membre. Le premier peut bénéficier d'une exemption de caution *judicatum solvi* sur le fondement du principe de non-discrimination, alors que le second n'en a pas la possibilité. Néanmoins, une telle interprétation semble contraire à l'esprit du droit de la coopération judiciaire et de l'accès à la justice. En effet, en matière de droit de la coopération judiciaire applicable aux litiges commerciaux transfrontières, la nationalité est loin d'être un élément de rattachement pertinent. L'article 5 du Règlement Bruxelles I refondu¹⁴²¹ soutient cette démonstration. Cette disposition interdit les discriminations fondées sur la nationalité et se réfère au domicile des parties. Si un litigant, même national d'un État tiers, est domicilié en France, cet article lui permet de se prévaloir, comme les nationaux français, des dispositions françaises qui sont normalement réservées à ces derniers¹⁴²². Dès lors, l'étranger domicilié sur le territoire d'un État membre devrait être en mesure d'accéder à la justice dans les mêmes conditions qu'un national d'un État membre afin d'éviter toute discrimination et de lui permettre un accès effectif à la justice. Conditionner le recours à une juridiction nationale au paiement d'une caution reviendrait donc à nier l'esprit du texte et rendre plus difficile l'accès à la justice d'un étranger domicilié sur le territoire d'un État membre de l'Union.

De la même façon, un étranger domicilié en dehors de l'Union peut, en vertu du droit de la coopération judiciaire de l'Union, valablement saisir les juridictions d'un État membre¹⁴²³. Pourtant, il pourra lui être demandé de verser une caution *judicatum solvi*. Le droit de la coopération judiciaire serait-il un droit à deux vitesses ? Un meilleur accès à la

¹⁴²¹ Mais aussi l'art. 3 Conv. Bruxelles (1968) et art. 3 Conv. Lugano (2007).

¹⁴²² Not. art. 14 et 15 Code civil.

¹⁴²³ Que ce soit sur le fondement d'un instrument de droit dérivé de l'UE (comme par ex. Règlement Bruxelles I refondu, not. si le défendeur à l'action est domicilié sur le territoire d'un ÉM – art. 4 §1) ou sur le fondement du droit conventionnel de l'UE (comme par ex. la Conv. de La Haye (2005)).

justice serait ainsi consacré aux nationaux des États membres même si le droit de la coopération judiciaire s'applique aux citoyens de l'Union et aux ressortissants des États tiers. Cette constatation pose la question de la cohérence de ce droit au regard des articles 3 §2 et 21 §1 Traité UE qui impose à l'Union de promouvoir ses valeurs dans ses actions extérieures. Si le droit de la coopération judiciaire de l'Union s'applique différemment aux personnes étrangères qui peuvent pourtant s'en prévaloir dans les mêmes conditions que les ressortissants de l'Union, il est alors permis de se demander si cette application discriminante est conforme aux valeurs promues¹⁴²⁴. Afin de respecter ces dispositions, lorsque le droit de la coopération judiciaire est mis en œuvre par un national d'un État tiers domicilié en dehors de l'Union, il conviendrait de l'exempter d'une caution *judicatum solvi* pour faciliter son accès à la justice et éviter toute discrimination. L'interprétation proposée ici est extensive, mais contribue largement à l'effectivité de l'accès à la justice. Cela étant, même si celle-ci n'est pas retenue, l'obligation préalable pour ces personnes de déposer une caution afin de faire valoir leurs droits en justice pourrait être confrontée à l'article 47 al. 3 de la Charte des droits fondamentaux ou l'article 6 §1 de la Convention de sauvegarde des Droits de l'Homme et des Libertés fondamentales. En effet, le juge serait alors amené à apprécier la caution au regard de la proportionnalité et la légitimité¹⁴²⁵.

305. La caution judiciaire au regard du droit fondamental d'accès à la justice. En revanche, la question peut se poser au regard de l'article 47 de la Charte des droits fondamentaux dans le cas où un mécanisme de caution judiciaire est imposé à toutes parties souhaitant saisir une juridiction ou se défendre. Le paiement d'une telle caution est-il contraire au droit fondamental d'accès à la justice ? La Cour de justice de l'Union européenne ne s'est pas encore prononcée sur cette question. Néanmoins, le raisonnement classique est applicable : la caution poursuit-elle un objectif d'intérêt général ? Si oui, la mise en œuvre est-elle de nature à rendre impossible ou excessivement difficile l'accès au juge ? Il revient au juge de l'État membre d'apprécier ces éléments *in concreto*. À cet égard, deux arrêts sont particulièrement intéressants : l'arrêt *Tolstoy Miloslavsky* de la Cour européenne des Droits de l'Homme¹⁴²⁶ et l'arrêt *Pordéa* de la Cour de cassation

¹⁴²⁴ Not. l'égalité, la non-discrimination et la justice (art. 2 Traité UE).

¹⁴²⁵ CEDH 13 juil. 1995, *Tolstoy Miloslavsky c/ Royaume-Uni*, req. n°18139/91, *préc.*

¹⁴²⁶ *Id.*

française¹⁴²⁷. Quant au premier, il était question de savoir si une caution judiciaire conditionnant l'appel était conforme ou non à l'article 6 §1 de la Convention européenne. Les juges de Strasbourg, reprenant le raisonnement classique indiquent que le droit au juge, sans être absolu, ne doit pas, pour autant, être privé de sa substance. Ils retiennent que le versement d'une caution poursuit un but légitime, lequel peut limiter le droit au juge et qui n'est pas de nature *per se* à atteindre ce droit dans sa substance. La Cour conclut que l'analyse doit se porter sur les effets de la somme demandée : est-elle de nature à créer un déni de justice ? Seule la réponse négative entraîne une violation du droit d'accès au juge¹⁴²⁸.

L'affaire *Pordéa* est assez semblable. Il s'agissait de savoir si une décision rendue par les juridictions d'un État membre pouvait être reconnue en France alors que le défendeur n'avait pas pu présenter sa défense, laquelle était soumise au paiement d'une caution judiciaire. La Cour de cassation, s'appuyant sur l'article 6 §1 de la Convention de sauvegarde des Droits de l'Homme et des Libertés fondamentales, refuse l'*exequatur* au motif que ladite caution « avait été de nature à faire objectivement obstacle [au] libre accès à la justice »¹⁴²⁹. Ainsi faut-il en déduire que dans une situation analogue, sur le fondement de la Charte des droits fondamentaux de l'Union, les juridictions nationales pourraient également arriver à la même conclusion si la caution demandée fait obstacle à l'accès au juge, sans pour autant interdire *per se* ces mécanismes.

306. En définitive, si des obstacles pécuniaires peuvent entraver l'accès au juge, ceux-ci doivent être analysés au regard du droit fondamental d'accès à la justice. Que ce soit en matière d'aide judiciaire ou pour analyser les dispositifs de caution judiciaire, le droit fondamental d'accès à la justice fournit au juge national saisi les moyens d'apprécier la teneur de son droit au regard de l'accès à la justice pour en assurer son effectivité.

Il faut cependant remarquer que les obstacles financiers ne sont pas les seuls : des obstacles juridiques du droit procédural national peuvent également entraver l'accès à la justice tel qu'il est envisagé par le droit de la coopération judiciaire.

¹⁴²⁷ Cass. (1^{ère} Civ.) 16 mars 1999, *Pordéa*, n°97-17.598.

¹⁴²⁸ CEDH 13 juil. 1995, *Tolstoy Miloslavsky c/ Royaume-Uni*, req. n°18139/91, *préc.*, spéc. pt. 59 à 65.

¹⁴²⁹ Cass. (1^{ère} Civ.) 16 mars 1999, *Pordéa*, n°97-17.598 ; L. SINOPOLI, « Droit au procès équitable et exequatur : Strasbourg sonne les cloches à Rome », *Gaz. Pal.*, 2002, n°204, p. 2, spéc. §4.

§ 2. L'influence du droit processuel sur les obstacles juridiques du droit procédural national

307. Même si le droit de la coopération judiciaire de l'Union européenne unifie les règles d'instance directe pour les litiges transfrontière, il n'en reste pas moins que la procédure reste soumise à la *lex fori*. C'est notamment le cas pour les conditions relatives à la recevabilité de l'action qui sont appréciées selon le droit procédural du juge saisi, tout comme le droit d'ester en justice. En droit de l'Union européenne, il est admis que les États membres disposent en la matière d'une autonomie procédurale, sous réserve des principes d'équivalence et d'effectivité¹⁴³⁰. Cela étant, il convient d'étudier l'impact de cette autonomie procédurale au regard de l'accès à la justice. Force est de constater que le droit processuel permet de pallier ces difficultés : aussi bien sur les conditions de recevabilité de l'action (A), que sur la capacité d'ester en justice, notamment au regard des personnes morales (B).

A. Le droit de la coopération judiciaire à l'épreuve des conditions de recevabilité de l'action

308. *L'effet du droit de la coopération judiciaire sur les conditions de recevabilité de l'action*. « On ne saurait confondre compétence du juge et recevabilité de l'action »¹⁴³¹. C'est ce que la Cour de justice a pu rappeler à plusieurs reprises¹⁴³². Il en ressort que l'uniformisation du droit procédural national par le droit de la coopération judiciaire ne serait aller au-delà de ce qu'il prévoit. Dès lors, les règles d'instance directe ne peuvent saurait modifier les conditions de recevabilité des actions portées devant les juridictions nationales en vertu de ces règles unifiées. Toutefois, il y a lieu de considérer qu'une approche aussi stricte peut restreindre l'accès à la justice des litigants. En effet, sans encadrement, des conditions de recevabilité strictes peuvent restreindre et entraver l'accès

¹⁴³⁰ Cf. *supra*, §104.

¹⁴³¹ H. GAUDEMET-TALLON, « De la compétence pour statuer sur un appel en garantie dans le cadre de la convention de Bruxelles », *Rev. crit. DIP*, 1990, p. 564.

¹⁴³² CJCE 15 mai 1990, *Hagen*, aff. C-365/88, EU:C:1990:203, spéc. pt. 17 : « Il convient de souligner que la convention [de Bruxelles] n'a pas pour objet d'unifier les règles de procédure, mais de répartir les compétences judiciaires pour la solution des litiges en matière civile et commerciale dans les relations intracommunautaires, et de faciliter l'exécution des décisions judiciaires. Il y a donc lieu de distinguer nettement la compétence des conditions de recevabilité d'une demande » ; CJCE 26 mai 2005, *GIE Réunion européenne e.a.*, aff. C-77/04, EU:C:2005:327, spéc. pt. 34 ; en matière d'exécution des décisions : CJCE 6 juin 2002, *Italian Leather*, aff. C-80/00, EU:C:2002:342, spéc. pt. 43 ; CJCE 28 avr. 2009, *Apostolides*, aff. C-420/07, EU:C:2009:271, spéc. pt. 69.

au juge. Dans ce cas, le droit procédural national empêche non pas le bénéfice des règles d'instance directe, mais leur effectivité. Il en résulte que le demandeur ne peut pas faire valoir ses droits et est donc privé de son accès effectif à la justice. Or, puisque le droit de la coopération judiciaire limite le nombre de *forum* compétents dans l'Espace européen de justice, il se peut que les juridictions refusant de connaître l'action, à cause de conditions procédurales internes trop strictes, empêchent tout simplement le demandeur de pouvoir accéder au juge dans l'Espace européen de justice. Le demandeur se retrouve alors dans une impasse puisqu'il ne peut pas demander aux juridictions d'un autre État membre de reconnaître leur compétence, laquelle serait déclinée sur l'autel des règles d'instance directe unifiées. En l'absence de *forum necessitatis*¹⁴³³, cette situation conduit indéniablement à un déni de justice.

Fort heureusement, la Cour de justice a su développer des outils pour contrer ce résultat indésirable à travers l'effet utile. Ce dernier constitue une méthode d'interprétation dynamique du droit de l'Union, permettant à la Cour de garantir son effectivité en s'assurant qu'il ne soit pas affaibli ou limité, inutile ou sans effet, par sa mise en œuvre combinée avec le droit national¹⁴³⁴. Il s'agit d'« assurer la plénitude des effets d'une disposition [pour] assurer son application effective »¹⁴³⁵. Par conséquent, si le droit de la coopération judiciaire n'a pas vocation à régir l'ensemble du droit procédural national des États membres, il faut néanmoins qu'il puisse effectivement produire ses effets. La contribution à l'accès effectif à la justice est indéniable. Puisque le droit de la coopération judiciaire permet d'accéder à un tribunal dans les situations internationales, les États membres ne sauraient en réduire injustement les effets. C'est ainsi que la Cour de justice a pu juger, notamment au regard des règles d'instance directe, « que l'application des règles de procédure nationales ne saurait porter atteinte à l'effet utile de la convention [de Bruxelles]. (...) [Le] juge ne saurait appliquer des conditions de recevabilité prévues par le droit national qui auraient pour effet de limiter la mise en œuvre des règles de compétence prévues par la convention »¹⁴³⁶. Dès lors, l'effectivité

¹⁴³³ Cf. *supra*, §147.

¹⁴³⁴ M. BLANQUET, G. ISAAC, *Droit général de l'Union européenne*, Sirey, 10^e éd., 2012, spéc. p. 351 ; J.-S. BERGÉ, S. ROBIN-OLIVIER, *Droit européen. Union européenne. Conseil de l'Europe*, PUF, 2^e éd., 2011, spéc. §566.

¹⁴³⁵ M. ROCCATI, *Le rôle du juge national dans l'espace judiciaire européen. Du marché intérieur à la coopération civile*, Bruylant, 2013, spéc. §141.

¹⁴³⁶ CJCE 15 mai 1990, *Hagen*, aff. C-365/88, *préc.*, spéc. pt. 20. V^o ég. CJCE 27 avr. 2004, *Gregory Paul Turner*, aff. C-159/02, EU:C:2004:228, spéc. pt. 29 ; CJCE 26 mai 2005, *GIE Réunion européenne e.a.*, aff. C-77/04, *préc.*, spéc. pt. 35 ; en matière d'exécution des décisions : CJCE 28 avr. 2009, *Apostolides*,

nécessaire du droit de l'Union européenne permet d'assurer l'effectivité des règles relatives à l'accès à la justice, en limitant notamment l'effet des conditions de recevabilité du droit procédural national de la juridiction de l'État membre saisie. Cette interprétation dynamique et finaliste est tout à fait en accord avec le droit fondamental d'accès à la justice et l'effectivité qu'il commande. En conséquence, même si les États membres bénéficient d'une autonomie procédurale au regard de leur droit procédural national, une limite supplémentaire s'ajoute au principe d'équivalence et d'effectivité : il ne doit pas vider de sa substance le droit de la coopération judiciaire, ce qui, *in fine*, participe à l'effectivité de l'accès à la justice dans l'Espace européen de justice.

Par ailleurs, outre l'effet utile, il est également possible d'envisager l'utilisation directe des droits fondamentaux pour pallier les difficultés en la matière. En effet, en prenant exemple sur la jurisprudence de la Cour européenne des Droits de l'Homme, il y a lieu de constater que les effets de l'article 6 §1 de la Convention de sauvegarde des Droits de l'Homme et des Libertés fondamentales peuvent être limités par la prescription, la capacité d'agir ou l'intérêt à agir¹⁴³⁷. Sur l'exemple du délai de prescription, la Cour retient qu'il s'agit d'un motif légitime permettant d'assurer la sécurité juridique en fixant un terme aux actions. Dès lors, elle s'interroge sur le rapport de proportionnalité du délai offert par le droit procédural national afin de déterminer s'il prive de sa substance le droit d'accès au juge. Le raisonnement est identique pour d'autres obstacles au droit à un tribunal, fussent-ils pécuniaires¹⁴³⁸. Le même raisonnement peut être tenu au regard de la Charte des droits fondamentaux de l'Union européenne et de son article 47, particulièrement en matière de prescription puisque la Cour de justice reconnaît qu'il s'agit d'un objectif d'intérêt général poursuivant le principe de sécurité juridique¹⁴³⁹.

309. Par conséquent, le juge national, lorsqu'il est saisi d'une affaire dont sa compétence internationale est régie par le droit de la coopération judiciaire de l'Union, doit s'assurer que les conditions de recevabilité édictées par son droit procédural national ne viennent ni entraver l'effet utile des instruments de l'Union, ni porter atteinte au droit fondamental d'accès à la justice dans sa substance.

aff. C-420/07, *préc.*, spéc. pt. 69. Pour des ex. dans d'autres instruments du droit de la coopération judiciaire : V° M. ROCCATI, *Le rôle du juge national dans l'espace judiciaire européen...*, *op. cit.*, spéc. §§141 et 142.

¹⁴³⁷ S. GUINCHARD *et al.*, *Droit processuel...*, *op. cit.*, spéc. §285.

¹⁴³⁸ CEDH 22 oct. 1996, *Stubbings e.a. c/Royaume-Uni*, req. n°22083/93 et n°22095/93, ECLI:CE:ECHR:1996:1022JUD002208393, spéc. pt. 50 à 57.

¹⁴³⁹ CJ 7 juil. 2016, *Emmanuel Lebeck*, aff. C-70/15, EU:C:2016:524, spéc. pt. 55 et 57.

B. Le droit de la coopération judiciaire à l'épreuve de la reconnaissance des parties

310. *Le problème de la reconnaissance des personnes morales.* Le droit de la coopération judiciaire permet aux personnes, physiques ou morales, de pouvoir accéder à la justice dans des situations transfrontières. Outre les conditions de recevabilité posées par le droit procédural national tenant à l'action elle-même, les parties doivent également répondre à certaines exigences. Il s'agit notamment de reconnaître leur personnalité juridique et donc leur capacité d'ester en justice. En matière de litige transfrontière, les personnes peuvent être ressortissantes d'un autre État membre ou d'un État tiers au regard de l'État membre où se déroule la procédure. La question est alors de savoir si ces parties étrangères pourront se voir reconnaître la capacité d'ester en justice. Si cette dernière fait défaut, alors la personne ne peut pas se prévaloir des dispositions du droit de la coopération judiciaire, la privant d'accès à la justice. La question est donc celle de la reconnaissance de la personnalité juridique et de la capacité d'ester en justice y associée. En ce qui concerne les personnes physiques, il n'y a pas de difficultés. En effet, plusieurs droits admettent la reconnaissance de la personnalité juridique des étrangers et donc leur capacité d'ester en justice. Cet effet découle notamment du principe de respect de la dignité humaine reconnu à tous les individus¹⁴⁴⁰. Il est admis aussi bien par le droit international, à travers l'article 16 du PIDCP¹⁴⁴¹, que par la Convention de sauvegarde des Droits de l'Homme et des Libertés fondamentales¹⁴⁴² et à l'article 1^{er} de la Charte des droits fondamentaux de l'Union européenne. La reconnaissance des personnes physiques ne présente donc pas de difficultés au sein de l'Union européenne puisque tous les États membres participent à ces trois instruments. La question se pose toutefois pour les personnes morales. Ces dernières n'existent qu'en vertu d'une loi lui conférant des attributs, notamment la personnalité juridique et donc la capacité d'ester en justice. Si une

¹⁴⁴⁰ M. DESHAIES, s.v. « Article 16 », in E. DECAUX (dir.), F. MARTIN (coord.), *Le pacte international relatif aux droits civils et politiques. Commentaires articles par articles*, Economica, 2011, p. 377, spéc. pp. 377 à 379.

¹⁴⁴¹ Art. 16 PIDCH : "Chacun a droit à la reconnaissance en tous lieux de sa personnalité juridique" ; M. DESHAIES, s.v. « Article 16 », in E. DECAUX (dir.), F. MARTIN (coord.), *Le pacte international relatif aux droits civils et politiques. Commentaires articles par articles*, op. cit.

¹⁴⁴² Contrairement au PIDCP, la CSDHFL n'inclut pas de disposition expresse à ce sujet. Cette inclusion avait été jugée inutile puisque la reconnaissance de la personnalité juridique des

de personnes physiques se déduit notamment des articles 4, 6 et 14 CSDHFL : CoE, Rapport du Comité d'experts en matière de droits de l'homme au Comité des Ministres, Problèmes découlant de la coexistence des Pactes des Nations Unies relatifs aux Droits de l'Homme et de la Convention européenne des Droits de l'Homme, Différences quant aux droits garantis, Strasbourg, sept. 1970, H (70) 7, spéc. §§154 à 157 ; V° ég. F. SUDRE, *Droit européen et international des droits de l'homme*, op. cit., spéc. §385 sur le fondement de l'art. 6 §1 CSDHFL.

personne morale a été constituée selon une loi étrangère, il se pose la question de la reconnaissance de ces effets¹⁴⁴³, c'est-à-dire de la personnalité juridique ainsi créée et de sa capacité d'ester en justice, par le droit des États membres mettant en œuvre le droit de la coopération judiciaire. Cette question, bien que présentant un intérêt théorique certain, ne se rencontre que rarement en pratique, notamment dans l'Espace européen de justice. En effet, « la pratique a su résoudre d'elle-même les difficultés. Bien mieux, la diversité des législations offre une palette de montages juridiques très riche et admise par tous » pour contourner la question¹⁴⁴⁴.

311. La solution sous l'angle du Marché intérieur. La Cour de justice des Communautés européennes l'a admis dans son arrêt *Daily Mail* : « contrairement aux personnes physiques, les sociétés sont des entités d'un ordre juridique (...) national. Elles n'ont d'existence qu'à travers les différentes législations nationales qui en déterminent la constitution et le fonctionnement »¹⁴⁴⁵. Pour qu'une personne morale soit reconnue, il est donc nécessaire que les États membres reconnaissent son existence pour que cette dernière puisse exister en dehors de l'État où elle a été créée. Or, le droit communautaire, tout comme le droit de l'Union européenne, ne contient pas de système général de reconnaissance des sociétés et des personnes morales¹⁴⁴⁶. Il revient donc à chaque État membre de déterminer les conditions dans lesquelles une personne morale étrangère doit être reconnue. Pour remédier à cette situation, les États membres avaient conclu une Convention, mais devant l'absence de ratification par les Pays-Bas, celle-ci n'est jamais entrée en vigueur¹⁴⁴⁷.

Le développement du Marché intérieur et du libre établissement des personnes, incluant les personnes morales, a rapidement rattrapé la réalité. La question de la

¹⁴⁴³ Sur la définition de la reconnaissance des personnes morales, V° not. H. SYNDET, « Société », *Rép. droit international*, Dalloz, août 2004 (maj. févr. 2010), spéc. §16.

¹⁴⁴⁴ C. DUCOULOUX-FAVARD, « Droit d'établissement et libre choix de l'ordonnement juridique dans l'Union européenne », *LPA*, 2003, n°39, p. 7.

¹⁴⁴⁵ CJCE 27 sept. 1988, *Daily Mail*, aff. 81/87, EU:C:1988:456, spéc. pt. 19 ; confirmé par : CJCE 5 nov. 2002, *Überseering*, aff. C-208/00, EU:C:2002:632, spéc. pt. 81 ; CJCE 17 mars 2005, *AMI Semiconductor Belgium e.a.*, aff. C-294/02, EU:C:2005:172, spéc. pt. 60.

¹⁴⁴⁶ C. GAVALDA, G. PARLÉANI, A. LECOURT, *Droit des affaires de l'Union européenne*, LexisNexis, 7^e éd., 2015, spéc. §209.

¹⁴⁴⁷ Convention sur la reconnaissance mutuelle des sociétés, Bruxelles, 29 févr. 1968 (non entrée en vig.) ; V° sur ce point : C. GAVALDA, G. PARLÉANI, A. LECOURT, *Droit des affaires de l'Union européenne*, op. cit., spéc. §210. Il faut ég. citer la Convention concernant la reconnaissance de la personnalité juridique des sociétés, associations et fondations étrangères, La Haye, 1^{er} juin 1956 (non entrée en vig.), laquelle prévoyait une règle de conflit de loi à coloration matérielle pour permettre la reconnaissance des personnes morales étrangères ; sur cet instrument, V° M.-L. NIBOYET, G. DE GEOUFFRE DE LA PRADELLE, *Droit international privé*, LGDJ, 4^e éd. 2013, spéc. §1187.

reconnaissance des personnes morales entre les États membres a évolué autour du contentieux lié au libre établissement de ces personnes. C'est dans ce contexte que s'est déroulée l'affaire *Überseering*¹⁴⁴⁸. Il était refusé à la société néerlandaise la capacité d'ester en justice en Allemagne. Pour cet État membre, bien qu'ayant été constituée conformément à la législation du Pays-Bas, la personne morale disposait *de facto*, au regard du droit allemand, de son siège social effectif à Düsseldorf. Par conséquent, sans satisfaire aux règles allemandes de constitution des sociétés, *Überseering* ne pouvait pas prétendre à la personnalité juridique et à la capacité d'ester en justice. Le *Bundesgerichtshof* prit alors la décision de surseoir à statuer et de renvoyer l'affaire à la Cour de justice¹⁴⁴⁹. Sur le fondement des dispositions relatives à la liberté d'établissement, cette dernière retient que les États membres reconnaissent les sociétés créées dans un État et souhaitant s'établir dans un autre, sans qu'il soit nécessaire d'avoir recours à un instrument spécifique en la matière¹⁴⁵⁰. Elle ajoute qu'en l'absence de volonté de ladite société de transférer son siège social sur le territoire d'un autre État membre, le refus de reconnaître une personne morale « légalement constituée selon le droit d'un autre État membre la capacité juridique et la capacité d'ester en justice est constitutif d'une restriction à la liberté d'établissement »¹⁴⁵¹. Par conséquent, un État membre ne peut pas obliger, dans cette situation, lesdites personnes à se *reconstituer* selon le droit de cet État pour être reconnues et ainsi pouvoir ester en justice¹⁴⁵². La capacité juridique et la capacité d'ester en justice doivent être appréciées, dans ce cas, au regard du droit de l'État membre de constitution de la société¹⁴⁵³. Le droit de l'État membre du siège social réel ne doit pas être pris en compte pour cette question¹⁴⁵⁴. Cet arrêt a pu être perçu comme « une obligation de reconnaissance quasi-systématique des personnes morales valablement constituées dans un autre État membre »¹⁴⁵⁵.

¹⁴⁴⁸ CJCE 5 nov. 2002, *Überseering*, aff. C-208/00, *préc.*

¹⁴⁴⁹ *Ibid.*, spéc. pt. 8 à 21.

¹⁴⁵⁰ *Ibid.*, spéc. pt. 57 à 60.

¹⁴⁵¹ *Ibid.*, spéc. pt. 78.

¹⁴⁵² *Ibid.*, spéc. pt. 81 ; cette position a été confirmée : CJCE 17 mars 2005, *AMI Semiconductor Belgium e.a.*, aff. C-294/02, *préc.*, spéc. pt. 60. Cet arrêt précise ég. que la personne morale doit exister selon le droit de l'État membre d'origine au jour de l'introduction de l'instance (spéc. pt. 60).

¹⁴⁵³ CJCE 5 nov. 2002, *Überseering*, aff. C-208/00, *préc.*, spéc. dispositif n°2.

¹⁴⁵⁴ P. LAGARDE, « Liberté d'établissement et reconnaissance mutuelle des sociétés », *Rev. crit. DIP*, 2003, p. 508, spéc. §11. Au contraire, le droit de l'ÉM de destination peut jouer un rôle quant au transfert du siège social de la personne morale : V° not. C. CATHIARD, « Transfert intracommunautaire de siège social », *Rép. droit des sociétés*, Dalloz, juin 2014.

¹⁴⁵⁵ L. PAILLER, *Le respect de la Charte des droits fondamentaux de l'Union européenne dans l'espace judiciaire européen en matière civile et commerciale*, thèse dirigée par F. MARCHANDIER, É. GARAUD, Université de

312. *Les lacunes en cas de procédures transfrontières.* Néanmoins, la question de l'arrêt *Überseering* s'est posée dans le cadre d'une procédure nationale. Comme le soulève Paul LAGARDE, cette décision ne répond pas à toutes les situations pouvant se poser, notamment lorsqu'elles sont transfrontières¹⁴⁵⁶. Par exemple, peut être soulevée le cas où il existe une dissociation entre le siège statutaire et le siège social réel d'une personne morale amenée à comparaître devant les juridictions d'un troisième État membre. Dans ce cas, le litigant peut-il toujours bénéficier des effets de la liberté d'établissement afin que sa personnalité juridique et par extension sa capacité à ester en justice soit prises en compte au regard du droit du siège statutaire alors même que le droit de l'État membre saisi se reporte, en vertu de ses règles de droit international privé, au droit du siège social réel ? Il est alors suggéré à la personne morale de « se présenter sous son meilleur jour », c'est-à-dire en tant que société de droit de l'État membre sur le territoire duquel elle est dûment constituée. Mais la doctrine ne semble pas unanime sur la question¹⁴⁵⁷. Dans cette situation, le droit du Marché intérieur se confronte à ses limites. Il convient alors de se tourner vers le droit de la coopération judiciaire de l'Union européenne afin de déterminer si une solution pérenne peut être trouvée.

Par ailleurs, se pose également la question de la reconnaissance des personnes morales dont le siège statutaire est situé sur le territoire d'un État tiers. Comment la personnalité juridique de ces dernières peut-elle être reconnue ? Ces personnes morales ne peuvent pas prétendre à la liberté d'établissement puisqu'elles ne sont pas considérées comme bénéficiaires¹⁴⁵⁸. Néanmoins, elles peuvent avoir une activité économique sur le territoire d'un État membre et être partie à un litige transfrontière. Le droit du Marché intérieur ne peut pas bénéficier aux personnes morales étrangères¹⁴⁵⁹. Le raisonnement utilisé par la Cour de justice ne peut pas leur bénéficier.

Il faut alors se tourner vers d'autres solutions pour permettre à l'ensemble des personnes morales, même les étrangères, d'être reconnues et de pouvoir ester en justice.

313. *La solution sous l'angle de l'Espace européen de justice.* Dans le cadre d'une procédure transfrontière, le droit de la coopération judiciaire est mis en œuvre. À travers lui, la Charte des droits fondamentaux de l'Union européenne l'est aussi, donc le droit

Limoges, 2015, spéc. §123 : y est not. développé les cas dans lesquelles cette reconnaissance peut être refusée, comme par ex. la fraude.

¹⁴⁵⁶ P. LAGARDE, « Liberté d'établissement et reconnaissance mutuelle des sociétés », *préc.*, spéc. §13.

¹⁴⁵⁷ *Id.*

¹⁴⁵⁸ *Ibid.*, spéc. §14.

¹⁴⁵⁹ *Id.*

fondamental d'accès à la justice. Si l'une des parties à un litige transfrontière est une personne morale étrangère, le droit national peut poser des difficultés si ce dernier refuse de lui reconnaître la personnalité juridique. Le droit de la coopération judiciaire ne distingue pas selon l'origine des personnes parties à la procédure. Dans cette situation, le droit procédural national fait échec à la mise en œuvre du droit procédural de l'Espace européen de justice. Or, ceci va à l'encontre de l'effectivité reconnue de manière générale au droit de l'Union¹⁴⁶⁰, et plus précisément au droit au juge de la personne morale. Dans ce cas, une réponse similaire à celle donnée *supra* sur les conditions nationales relatives à l'action peut être apportée.

En effet, le droit de la coopération judiciaire de l'Union permet aux personnes morales de se prévaloir des règles d'instance directe. Or, si le droit national pose de lourdes conditions pour la reconnaissance de ces dernières, ne s'agit-il pas d'une entrave à l'effet utile du droit de la coopération judiciaire et au droit fondamental d'accès à la justice ? La réponse semble positive. Cette question appelle d'ailleurs une remarque qui avait été soulevée par Paul LAGARDE à la suite de l'arrêt *Überseering*¹⁴⁶¹. Il a en effet constaté que la Cour de justice, contrairement à l'avocat général DÁMASO RUIZ-JARABO COLOMER¹⁴⁶², n'a pas pris en compte les droits fondamentaux pour répondre à la question, alors même que le résultat est identique. Cette possibilité est loin d'être saugrenue et semble s'imposer, à tout le moins aujourd'hui, du fait de l'importance croissante des droits fondamentaux. En France, un tel raisonnement a déjà été suivi. En effet, la Cour de cassation a évincé l'application d'une loi posant des conditions strictes à la reconnaissance des personnes morales étrangères au motif que celle-ci privait notamment ces sociétés des dispositions de l'article 6 §1 de la Convention de sauvegarde des Droits de l'Homme et des Libertés fondamentales¹⁴⁶³, c'est-à-dire du droit à un tribunal. Comme cela a été remarqué, « [cet instrument] protège, aussi, la personne morale, c'est là un aspect de sa fonction que l'on a parfois tendance à

¹⁴⁶⁰ Cf. *supra*, §106.

¹⁴⁶¹ P. LAGARDE, « Liberté d'établissement et reconnaissance mutuelle des sociétés », préc., spéc. §14.

¹⁴⁶² CJCE, concl. AG D. RUIZ-JARABO COLOMER, 4 déc. 2001, *Überseering*, aff. C-208/00, EU:C:2001:655, spéc. pt. 57 à 61.

¹⁴⁶³ Cass. (ch. crim.) 12 nov. 1990, *Société Extraco Anstalt*, n°89-81.851 ; Cass. (1^{ère} ch. civ.) 25 juin 1991, *Société Extraco Anstalt*, n°90-13.849 ; Cass. (ch. com.) 15 nov. 1994, *Société United Arab Shipping*, n°92-20.809 ; dans le même sens, V° CEDH 16 déc. 1997, *Église catholique de la Canée c/ Grèce*, req. n°25528/94, ECLI:CE:ECHR:1997:1216JUD002552894 ; H. SYNDET, « Société », *Rép. droit international*, préc., spéc. §20.

oublier »¹⁴⁶⁴. Dans ces circonstances, la France reconnaît la capacité d’ester en justice des personnes morales étrangères, qu’elles soient ou non créées en vertu du droit d’un État contractant de la Convention européenne. C’est d’ailleurs le texte auquel fait référence l’avocat général dans l’affaire *Überseering*. Il indique que bien que le droit d’accès à un tribunal, tel que reconnu par l’article 6 §1 de la Convention européenne n’est pas absolu, seule une restriction justifiée par une raison impérieuse d’intérêt général pourrait justifier que l’Allemagne ne reconnaisse pas la société néerlandaise¹⁴⁶⁵. Or, aucune n’est ici décelée. De surcroît, il remarque que l’article 47 de la Charte des droits fondamentaux doit aboutir au même résultat en tant qu’il « reflète de manière inestimable le dénominateur commun des valeurs juridiques primordiales dans les États membres, dont émanent à leur tour les principes généraux du droit communautaire »¹⁴⁶⁶. Malgré tout, la Cour de justice ne s’y réfère pas dans son arrêt. L’absence de référence à la Charte peut se comprendre en raison de son absence de valeur juridique contraignante au moment où l’arrêt est prononcé. En revanche, rien n’empêchait la Cour de justifier sa décision au renfort de l’article 6 §1 de la Convention de sauvegarde des Droits de l’Homme et des Libertés fondamentales puisque « l’Union respecte les droits fondamentaux », notamment au regard de cet instrument¹⁴⁶⁷. Dans l’affaire *Überseering*, les faits s’attachaient à la libre circulation et l’absence de reconnaissance de la personnalité juridique de la société constituait une entrave. Puisqu’une réponse a pu être apportée avec le même résultat, la Cour n’a pas été sensible à l’argument tiré des droits fondamentaux¹⁴⁶⁸. Mais dans le cadre d’une affaire transfrontière dont le droit de la coopération judiciaire serait en cause, la réponse pourrait recevoir le soutien de la Charte des droits fondamentaux pour garantir l’effectivité de l’accès à la justice. À ce titre, dans le cadre d’une mise en œuvre du droit de la coopération judiciaire, la reconnaissance de la personnalité juridique et de la capacité d’ester en justice des personnes morales doit s’appuyer sur le droit d’accès à un tribunal tel qu’il est garanti par l’article 47 de la Charte des droits fondamentaux et de

¹⁴⁶⁴ G. ROUJOU DE BOUBÉE, « La capacité d’ester en justice d’une personne morale », *Rev. soc.*, 1992, p. 39, spéc. §7.

¹⁴⁶⁵ CJCE, concl. AG D. RUIZ-JARABO COLOMER, 4 déc. 2001, *Überseering*, aff. C-208/00, *préc.*, spéc. pt. 61.

¹⁴⁶⁶ *Ibid.*, spéc. pt. 59.

¹⁴⁶⁷ Art. 6 §2 Traité UE (Amsterdam).

¹⁴⁶⁸ La CDFUE, sans valeur juridique contraignante jusqu’à l’entrée en vig. du Traité de Lisbonne était principalement considéré comme un “instrument argumentatif ou d’identification des droits fondamentaux” : H. GAUDIN *et al.*, *Les grands arrêts de la Cour de justice de l’Union européenne*, Dalloz, 2014, t. 1, n°19, spéc. §1.

l'article 6 §1 de la Convention de sauvegarde des Droits de l'Homme et des Libertés fondamentales afin que l'accès à la justice de ces personnes soit effectif.

314. Force est de constater la prégnance du droit fondamental d'accès à la justice dans la mise en œuvre du droit de la coopération judiciaire sur les conditions posées par le droit national. Celui-ci ne doit pas porter atteinte à l'effet utile des dispositions du droit de l'Union européenne, que ce soit relativement aux conditions de recevabilité de l'action devant le juge national, ou quant à la reconnaissance de la capacité d'ester des personnes morales créées en vertu du droit d'un autre État.

315. Puisque le droit de la coopération judiciaire de l'Union européenne n'a pas vocation à se substituer au droit procédural national dans son intégralité, ce dernier reste primordial dans la mise en œuvre du premier. Or dans certains cas, il peut entraver l'objectif du droit de la coopération judiciaire en créant des obstacles, soit pécuniaires, soit juridiques, à l'accès au juge. Cependant, dans ces situations, le droit fondamental d'accès à la justice permet d'examiner cet achoppement et, sous réserve des conditions posées par le droit fondamental, de procéder aux ajustements nécessaires pour permettre à toutes les personnes qui souhaitent s'en prévaloir de jouir des bénéfices du droit de la coopération judiciaire et *in fine* d'accéder au juge.

Il faut alors remarquer que cette approche est centrée sur l'efficacité des dispositifs et profite au demandeur à l'action. Les effets de l'impact des droits fondamentaux dans la mise en œuvre du droit de la coopération judiciaire sur le droit procédural national lui sont, en grande partie, favorables.

Section 2. Garantir les droits de la défense dans le droit de la coopération judiciaire

316. Le droit fondamental d'accès à la justice ne se limite pas à préserver l'accès au juge du demandeur. Les droits de la défense, c'est-à-dire l'accès à la justice du défendeur, doivent également être respectés puisqu'ils découlent du droit au procès équitable, protégé à l'article 47 al. 2 de la Charte des droits fondamentaux de l'Union européenne. Force est alors de constater que le droit de la coopération judiciaire n'est pas insensible à la protection de ces droits. En effet, plusieurs dispositions visent précisément à s'assurer du respect des droits de la défense au cours des procédures portant sur un litige transfrontière (§ 1). Ces mécanismes sont complétés par des voies de recours qui visent spécifiquement à vérifier le contrôle du respect de ces droits (§ 2).

§ 1. Les mécanismes visant la protection des droits de la défense

317. Au cours d'une procédure portant sur un litige transfrontière, comme dans toute procédure civile, le défendeur à l'action doit être informé de la procédure afin de pouvoir exercer ses droits et répondre aux prétentions du demandeur. Or, le contexte international de la situation rend compliquée l'information du défendeur qui peut être domicilié sur le territoire d'un autre État que celui qui est saisi. Afin d'assurer l'exercice des droits de la défense, le droit de la coopération judiciaire a mis en place un certain nombre de mécanismes permettant de s'assurer que le défendeur à l'action puisse exercer ses droits et que la procédure soit conforme aux exigences processuelles. Le respect des droits de la défense est principalement protégé par le système de la notification de l'acte introductif d'instance (**A**), mais aussi dans celui de la reconnaissance et de l'exécution des décisions étrangères quant aux points de contrôle de la régularité du jugement (**B**).

A. La protection des droits de la défense au regard de la transmission de l'acte introductif d'instance

318. L'acte introductif d'instance est la « clef de voûte »¹⁴⁶⁹ du procès portant sur un litige international, particulièrement au regard du défendeur à l'action. En effet, cet acte permet d'informer ce dernier qu'une action a été ouverte à son encontre. Ce n'est qu'à réception de ce document que le défendeur va pouvoir organiser sa défense et participer à la procédure. Il est en somme l'acte permettant au défendeur à l'action de pouvoir exercer son accès à la justice. Dans l'Espace européen de justice, plusieurs dispositions sont relatives à transmission des actes judiciaires et extrajudiciaires¹⁴⁷⁰, parmi lesquels l'acte introductif d'instance. Entre les États membres, c'est principalement le Règlement n°1393/2007 relatif à la signification et à la notification des actes qui s'applique. Pour autant, il ne faut pas occulter ni la Convention de La Haye de 1965 relative à la signification et à la notification transfrontière, ainsi que les dispositions y relatives dans les instruments portant sur la compétence judiciaire et à la reconnaissance et l'exécution des décisions¹⁴⁷¹. Trois techniques juridiques apparaissent dans ces textes pour assurer les droits de la défense : le refus de l'acte par le destinataire (1), le sursis à statuer en l'absence de comparution du défendeur (2) et la possibilité pour le défendeur de demander le relevé de la forclusion des délais de recours (3).

1. Le refus de l'acte par le destinataire

319. *Le refus de la réception de l'acte dans le Règlement n°1393/2007 : un droit strictement encadré.* Afin d'assurer la bonne information du destinataire de l'acte - qu'il s'agisse ou non de l'acte introductif d'instance -, ce dernier doit être en mesure de le refuser lorsqu'il ne le comprend pas. Le Règlement n°1393/2007 se distingue en la matière. En effet, le droit commun de la notification transfrontière dans l'Union européenne n'envisage qu'un seul motif de refus considéré comme légitime¹⁴⁷². Selon

¹⁴⁶⁹ Institut de droit international judiciaire privé et de droit de l'exécution (IDJPEX), « L'introduction de l'instance : maillon faible de l'espace judiciaire européen », *Juris-Union*, sept. 2009, n°3, spéc. p. 11, §3 ; J. ISNARD, « Nouvel espace européen de justice : l'assignation clé de voûte du procès », *Droit et procédures*, 2002, n°5, p. 264.

¹⁴⁷⁰ Cf. *supra*, §§188 et s.

¹⁴⁷¹ Art. 20 al. 2 Conv. Bruxelles (1968) ; art. 26 §2 Conv. Lugano (2007) ; art. 28 §2 Règlement Bruxelles I refondu.

¹⁴⁷² Par ailleurs, ce refus n'est clairement envisagé que lorsque la transmission de la notification s'effectue par le biais des entités : un doute plane quant à l'application de l'art. 8 Règlement n°1393/2007 lorsque la notification

l'article 8, lorsque le document transmis n'est pas rédigé dans une langue comprise de la personne qui le reçoit, cette dernière dispose d'un délai d'une semaine pour le refuser. Il s'agit clairement de s'assurer que l'acte reçu soit effectivement compris par son destinataire¹⁴⁷³, la compréhension étant la clef de l'information transmise. Elle permet d'assurer l'effectivité de son accès à la justice. Cet objectif est d'ailleurs renforcé par l'obligation faite à l'agent en charge de la notification d'informer le destinataire de cette possibilité¹⁴⁷⁴. Néanmoins, cette possibilité de refus est strictement encadrée. Le Règlement ne prévoit que deux cas de figure qui sont relatifs à la langue de l'acte et non à son contenu *per se*¹⁴⁷⁵. Le document notifié doit être rédigé ou traduit soit dans une langue que le destinataire comprend, soit dans une des langues officielles de l'État membre où l'acte doit être notifié¹⁴⁷⁶. Ces dispositions visent précisément la compréhension de l'acte transmis par son destinataire. Toutefois, un des autres objectifs principaux de l'instrument étant l'efficacité de la notification transfrontière¹⁴⁷⁷, le refus n'est pas définitif puisque l'émetteur aura la possibilité de remédier à la situation en renvoyant une traduction de l'acte dans une langue comprise par le destinataire¹⁴⁷⁸. Le Règlement n°1393/2007 essaie ici de concilier deux objectifs : d'un côté l'efficacité de la procédure de notification, mais aussi de permettre la compréhension de son destinataire pour que celui-ci puisse prendre part à la procédure. Force est de constater que le premier prime sur le second. Le droit de la coopération judiciaire donne donc, de ce point de vue, la priorité à l'effectivité du mécanisme de transmission de l'acte¹⁴⁷⁹.

transfrontière est opérée par voie diplomatique (art. 13) ou voie postale (art. 14) ; cons. n°12 : indique que le formulaire de refus « devraient » et pas « doivent » être transmis avec l'acte.

¹⁴⁷³ V° CJ 16 sept. 2015, *Alpha Bank Cyprus*, aff. C-519/13, EU:C:2015:603, spéc. pt. 32 : « il importe de veiller non seulement à ce que le destinataire d'un acte reçoive réellement l'acte en cause, mais également à ce qu'il soit mis en mesure de connaître ainsi que de comprendre de façon effective et complète le sens et la portée de l'action engagée contre lui à l'étranger, de telle sorte qu'il puisse utilement faire valoir ses droits dans l'État membre d'origine » (emphasis ajoutée) ; C. NOURISSAT, « Obligation d'information et l'entité requise en cas de signification ou notification transfrontière », *Procédures*, nov. 2015, n°11, comm. 329.

¹⁴⁷⁴ Art. 8 §1 Règlement n°1393/2007 : cette information est opérée au moyen d'un formulaire type.

¹⁴⁷⁵ Il a d'ailleurs été précisé qu'il n'est pas nécessaire d'opérer une traduction des annexes accompagnant l'acte introductif d'instance dans la mesure où ces derniers ne sont pas nécessaires au destinataire pour faire valoir ses droits « mais qui ont uniquement une fonction de preuve et ne sont pas indispensables pour comprendre l'objet et la cause de la demande » : CJCE 8 mai 2008, *Ingenieurbüro Michael Weiss und Partner*, aff. C-14/07, EU:C:2008:264.

¹⁴⁷⁶ Art. 8 §1 (a) et (b) Règlement n°1393/2007.

¹⁴⁷⁷ Cons. n°6 et 10 Règlement n°1393/2007.

¹⁴⁷⁸ Art. 8 §2 et 3 Règlement n°1393/2007 : afin de faciliter cette mesure, le destinataire refusant initialement la notification doit indiquer la ou les langues qu'il comprend ; ici encore, l'efficacité de la notification transfrontière est recherchée.

¹⁴⁷⁹ Sur l'équilibre recherché entre l'accès à la justice du défendeur et l'efficacité de la procédure transfrontière : cf. *infra*, §322.

320. Le refus de la réception de l'acte en dehors du Règlement n°1393/2007 : un encadrement limité. les procédures européennes unifiées prévoient également des modes de notification à travers les normes minimales applicables aux procédures (nationales¹⁴⁸⁰ ou transfrontières¹⁴⁸¹). Contrairement au Règlement n°1393/2007, les règlements en la matière permettent, semble-t-il, au destinataire de l'acte introductif d'instance ou de la décision de refuser la notification dès lors qu'il existe un motif légitime¹⁴⁸². Se pose alors la question de la définition de ce motif. Deux cas de figurent peuvent être envisagés, selon que le Règlement n°1393/2007 est applicable ou non. La distinction tient au domicile du destinataire de l'acte. Lorsque celui-ci est situé sur le territoire d'un autre État membre de l'Union, le Règlement n°1393/2007 doit s'appliquer pour la transmission de l'acte¹⁴⁸³. Dans ce cas, le seul motif légitime de refus admis est relatif à la compréhension de l'acte transmis, c'est-à-dire la langue de la notification¹⁴⁸⁴. Le droit de refuser l'acte notifié reste strictement encadré.

En revanche, la question reste ouverte lorsque le destinataire de l'acte est domicilié sur le territoire d'un État tiers. La Convention de La Haye peut s'appliquer si ce dernier est un État contractant. Dans le cas contraire, il revient au droit procédural national de l'État d'émission et de réception de s'appliquer. Dans l'une ou l'autre situation, la notion de motif légitime perd de sa substance, le Règlement n°1393/2007 n'étant pas applicable¹⁴⁸⁵. La Convention reste beaucoup plus vague que le Règlement puisqu'elle dispose que la notification doit être « acceptée volontairement »¹⁴⁸⁶. Il appartient alors au juge de l'État membre saisi d'apprécier selon son droit national quels

¹⁴⁸⁰ Comme cela peut se présenter dans le cadre du Règlement n°805/2004 puisqu'il s'applique aux créances incontestées fruits d'une décision portant sur un litige national ou transfrontière ; A. HUET, « Titre exécutoire européen », *Rép. droit européen*, Dalloz, août 2006, spéc. §5.

¹⁴⁸¹ Art. 3 Règlement n°1896/2006 ; art. 3 Règlement n°861/2007 ; art. 3 Règlement n°655/2014.

¹⁴⁸² Art. 13 §1 (b) Règlement n°805/2004 ; art. 13 (b) Règlement n°1896/2006 ; art. 13 §2 Règlement n°861/2007 (et nouvel art. 13 §4 Règlement n°861/2007 tel que modifié par l'art. 1^{er} §8 Règlement n°2015/2421).

¹⁴⁸³ Les procédures européennes unifiées précisant qu'elles ne portent pas atteinte à l'application du Règlement n°1393/2007 : Art. 28 Règlement n°805/2004 ; art. 27 Règlement n°1896/2006 ; art. 48 (a) Règlement n°655/2014. Il est ég. permis de penser que l'art. 8 Règlement 1393/2007 est applicable dans le cadre de la procédure de règlement des petits litiges même si le Règlement n°861/2007 n'y fait pas directement référence : il renvoie néanmoins au Règlement n°805/2004 par le biais de son art. 13 §2 (dans le nouvel art. 13 §4 Règlement n°861/2007 tel que modifié par l'art. 1^{er} §8 Règlement n°2015/2421, c'est au Règlement n°1896/2006 qu'il est renvoyé, mais les dispositions concernant les modes de notification sont identiques à celle du Règlement n°805/2004).

¹⁴⁸⁴ Art. 8 Règlement n°1393/2007.

¹⁴⁸⁵ Art. 1^{er} §1 Règlement n°1393/2007 : l'instrument ne s'applique qu'en matière de transmission d'un acte d'un ÉM à un autre. Si la transmission s'effectue sur le territoire national ou sur le territoire d'un État tiers, il reste inapplicable même par le truchement du renvoi opéré par les procédures européennes unifiées.

¹⁴⁸⁶ Art. 5 al. 2 Conv. La Haye (1965).

sont les motifs considérés comme légitimes. L'information du destinataire de l'acte est alors plus délicate : l'émetteur doit s'assurer que l'acte transmis répond aux canons du droit national de l'État dans lequel le défendeur est domicilié. En effet, l'absence de définition commune des motifs sur lesquels le destinataire peut refuser de recevoir l'acte a pour conséquence logique d'augmenter les cas dans lesquels la notification sera refusée.

2. Le sursis à statuer en l'absence de comparution du défendeur

321. *Le sursis à statuer dans les procédures judiciaires soumises au droit national.* Outre la possibilité de refus de l'acte notifié par le destinataire, l'accès à la justice de ce dernier est également protégé par le sursis à statuer. Le juge doit d'office suspendre la procédure si le défendeur ne comparaît pas à l'audience. Le Règlement n°1393/2007 et la Convention de La Haye de 1965 contiennent tous les deux une disposition en ce sens¹⁴⁸⁷. La Commission n'a d'ailleurs pas manqué de souligner, dans son rapport sur l'application du Règlement n°1393/2007, l'importance des mécanismes prévus à l'article 19 eu égard à la protection des droits de la défense¹⁴⁸⁸. En sus, le sursis à statuer en cas d'absence de comparution du défendeur est également inscrit dans les instruments visant la compétence internationale des juridictions¹⁴⁸⁹, démontrant une fois encore l'importance de la notification de cet acte. À ce titre, il convient de souligner l'évolution de la refonte du Règlement Bruxelles I. Dans le texte initial, la disposition reprenait la mesure de la Convention de Bruxelles de 1968. Le juge devait surseoir à statuer lorsque « *ce* défendeur » ne comparaisait pas. L'utilisation du pronom renvoyait alors au premier paragraphe de l'article 26 du Règlement : seul le défendeur domicilié sur le territoire d'un État membre pouvait alors bénéficier de cette mesure¹⁴⁹⁰. La refonte du texte est venue

¹⁴⁸⁷ Art. 19 §1 Règlement n°1393/2007 ; sur ce point, V° J.-P. RELMY, « Règlement (CE) n°1393/2007 du 13 novembre 2007 relatif à la signification et à la notification dans les États Membres des actes judiciaires et extrajudiciaires en matière civile et commerciale et abrogeant le règlement (CE) n°1348/2000 du Conseil », in L. CADIET, E. JEULAND, S. AMRANI-MEKKI, dir., *Droit processuel civil de l'Union européenne*, LexisNexis, 2011, p. 217, spéc. §656. Art. 15 al. 1^{er} Conv. La Haye (1965) ; sur ce point, V° M. Chardon et al., *Transmission, signification ou notification des actes*, LexisNexis, 2^e éd., 2014, spéc. §§882 à 893.

¹⁴⁸⁸ Rapport de la Commission au Parlement européen, au Conseil et au Comité économique et social européen sur l'application du règlement (CE) n°1393/2007 du Parlement européen et du Conseil relatif à la signification et à la notification dans les États membres des actes judiciaires et extrajudiciaires en matière civile et commerciale (« signification ou notification des actes »), COM(2013) 858 final du 4 déc. 2013, spéc. pt. 3.12.

¹⁴⁸⁹ Art. 20 al. 2 Conv. Bruxelles (1968) ; art. 26 §2 Conv. Lugano (2007).

¹⁴⁹⁰ L'interprétation de l'art. 26 §2 Règlement Bruxelles I était par ailleurs compliquée par la différence linguistique existante entre la version anglaise et française : H. GAUDEMET-TALLON, *Compétence et exécution des jugements en Europe...*, op. cit., spéc. §319.

modifier la disposition. Dorénavant c'est « *le défendeur* » qui est visé¹⁴⁹¹. L'effectivité de l'accès à la justice est renforcée pour cette partie au litige puisqu'il n'est plus nécessaire, *a priori*, qu'il soit domicilié sur le territoire d'un État membre pour que le juge sursoit à statuer s'il ne comparaît pas. Il s'agit d'une universalisation qui permet à tous défendeurs, quelque soit l'État sur le territoire duquel ils sont domiciliés, d'en bénéficier, même si les instruments relatifs à la transmission transfrontière de l'acte introductif d'instance ne sont pas applicables. Cette protection démontre le fort intérêt de l'Union européenne de protéger l'accès à la justice du défendeur à l'action. En effet, puisque le destinataire de l'acte n'a pas réagi, il est possible que la notification n'ait pas eu lieu. L'incertitude joue alors à la faveur du défendeur. Puisqu'il existe un doute sur sa connaissance de la procédure, son absence de comparution corrobore la possibilité d'un défaut de notification de l'acte (ou une notification tardive ne lui permettant pas de préparer sa défense en temps utile¹⁴⁹²). Dans ce cas, le défendeur n'a pas été en mesure d'accéder à la justice et de défendre ses intérêts. L'objectif d'information est clairement mis en avant, tout comme les droits de la défense¹⁴⁹³. L'effectivité de l'accès à la justice du défendeur est ainsi assurée au sein de l'Espace européen de justice, que ce dernier soit domicilié ou non sur le territoire d'un État membre.

322. *L'équilibre entre l'accès à la justice du défendeur et du demandeur.* Cependant, la coopération judiciaire visant également l'efficacité des procédures transfrontières, le demandeur à l'action a la possibilité de faire lever la suspension prononcée par le juge. Tous les instruments y relatifs prévoient une porte de sortie pour garantir l'effectivité de la procédure permettant la résolution du litige. En effet, si le demandeur à l'action apporte la preuve que la notification de l'acte introductif d'instance a bien été faite selon le droit applicable¹⁴⁹⁴ et que de surcroît elle s'est faite en temps utiles pour que le défendeur puisse préparer sa défense, alors le juge peut lever la suspension de la procédure. Les conditions semblent suffisantes pour s'assurer que le défendeur a bien été informé de l'action et que son absence de comparution relève d'un choix. De surcroît, le

¹⁴⁹¹ Art. 28 §2 Règlement Bruxelles I refondu.

¹⁴⁹² Art. 19 §1 Règlement n°1393/2007.

¹⁴⁹³ Qui découle not. de l'art. 19 §1 Règlement n°1393/2007 : «pour que le défendeur ait pu se *défendre*» (emphase ajoutée), faisant allusion aux exigences du procès équitable. V° en ce sens : M. CHARDON *et al.*, *Transmission, signification ou notification des actes*, *op. cit.*, spéc. §§333 à 392.

¹⁴⁹⁴ Selon le domicile du défendeur à l'action : art. 19 §1 Règlement n°1393/2007, si le défendeur est domicilié sur le territoire d'un ÉM de l'UE ; art. 15 al. 1^{er} Conv. La Haye (1965), si le défendeur est domicilié sur le territoire d'un État contractant à ladite conv. ; art. 20 al. 2 Conv. Bruxelles (1968), art. 26 §2 Conv. Lugano (2007) ou art. 28 §2 Règlement Bruxelles I refondu dans tous les autres cas selon l'instrument applicable en matière de compétence internationale.

Règlement n°1393/2007 et la Convention de La Haye de 1965 prévoient également que le juge peut lever d'office la suspension si certaines conditions, identiques dans les deux instruments, sont réunies¹⁴⁹⁵. Cette possibilité fragilise l'accès à la justice du défendeur à l'action sur l'autel de l'efficacité de la procédure engagée ou, *a contrario*, elle peut être analysée comme permettant de passer outre un comportement procédural passif du défendeur qui ne comparaît pas par choix. Néanmoins, la levée de la suspension d'office par le juge ne peut être mise en œuvre que si l'État a déclaré cette disposition applicable. En la matière, les États membres de l'Union européenne n'ont pas tous la même position : certains refusant la possibilité aussi bien dans le cadre du droit dérivé que du droit conventionnel, d'autres permettant l'application de la disposition pour l'un ou l'autre¹⁴⁹⁶. Cela étant, si la suspension est levée alors même que le doute sur l'information du défendeur plane toujours, ce dernier bénéficie, selon les cas, de deux recours. Il pourra soit demander le relevé de forclusion des délais de recours dans l'État d'origine pour contester la décision prise par défaut ou alors, soulever la contrariété à l'ordre public processuel dans l'État où l'exécution de la décision est demandée. En matière de notification de l'acte introductif d'instance dans les procédures transfrontières, un fragile équilibre se dessine. Il démontre la complexité de l'équation existant entre protection de l'accès à la justice du défendeur et efficacité de la procédure engagée.

323. *L'incertitude de la notification de l'acte introductif d'instance dans la procédure de règlement des petits litiges.* La procédure relative au règlement des petits litiges est une procédure contradictoire où la demande de règlement d'un petit litige doit être notifiée au défendeur à l'action par la juridiction saisie¹⁴⁹⁷. La notification de la demande s'effectue, à l'heure actuelle¹⁴⁹⁸, soit par voie postale, soit par l'un des modes prévu aux articles 13 ou 14 du Règlement n°805/2004¹⁴⁹⁹. L'absence de réponse du défendeur n'affectera pas la procédure. En effet, l'article 7 §3 du Règlement n°861/2007 prévoit expressément que le juge peut trancher le litige sans avoir obtenu une réponse du défendeur. Néanmoins, si le défendeur est averti tardivement, il peut demander au juge de prolonger le délai de

¹⁴⁹⁵ Art. 19 §2 Règlement n°1393/2007 et art. 15 al. 2 Conv. La Haye (1965).

¹⁴⁹⁶ V° Annexe I, tabl. 1.4.

¹⁴⁹⁷ Art. 5 §2 al. 2 Règlement n°861/2007 ; V° M. NIOCHE, « Règlement (CE) n°861/2007 du 11 juillet 2007 instituant une procédure européenne de règlement des petits litiges », in L. CADIET, E. JEULAND, S. AMRANI-MEKKI, dir., *Droit processuel civil de l'Union européenne*, LexisNexis, 2011, p. 277, spéc. §762.

¹⁴⁹⁸ À partir du 14 juil. 2017, c'est le nouvel art. 13 tel que modifié par l'art. 1^{er} §8 Règlement n°2015/2421 qui s'appliquera : il prévoit l'utilisation de la voie postale, de moyens électroniques ou un des modes prévu aux art. 13 et 14 Règlement n°1896/2006.

¹⁴⁹⁹ Art. 13 Règlement n°861/2007.

réponse du défendeur « si cela se révèle nécessaire pour préserver les droits des parties »¹⁵⁰⁰. Il apparaît que cette procédure met en avant son efficacité au détriment de l'accès à la justice. Qui plus est, les États membres ne sont pas obligés de prévoir une voie de recours contre la décision rendue, même si elle l'est par défaut¹⁵⁰¹. Toutefois, un réexamen exceptionnel est prévu dans des conditions strictement encadrées s'il n'existe pas de certitude quant à la réception de l'acte introductif d'instance ou que le défendeur s'est trouvé dans l'impossibilité de répondre, et dans les deux cas, sans qu'il n'ait commis de faute¹⁵⁰².

324. *L'incertitude de l'acte introductif d'instance pour les titres exécutoires européens portant sur des créances incontestées issues d'une décision de justice.* Le Règlement n°805/2004 ne prévoit pas de notification au débiteur du titre exécutoire européen délivré contre lui. Cette absence s'explique par le fait que le certificat porte sur une créance incontestée, laquelle est, en principe, déjà connue du débiteur et qu'il doit honorer¹⁵⁰³ : il ne s'agit ici que de faciliter son recouvrement en évitant toute procédure d'*exequatur*¹⁵⁰⁴. En d'autres termes, le Règlement « repose sur une créance incontestée, constatée dans un titre exécutoire national qui pourra (...) être exécuté sans réception particulière dans les autres États membres, dès lors qu'il a été certifié en tant que titre exécutoire européen dans son État membre d'origine »¹⁵⁰⁵. Dès lors, le débiteur apprendra l'existence du titre exécutoire européen lorsque celui-ci sera exécuté. Si le système ne semble pas poser de difficultés lorsque la créance incontestée est expressément reconnue dans une transaction¹⁵⁰⁶ ou un acte authentique¹⁵⁰⁷, le doute est permis lorsqu'elle est

¹⁵⁰⁰ Art. 14 §2 Règlement n°861/2007 ; notamment s'il faut plus de temps au défendeur pour préparer sa réponse : V° en ce sens : J.-P. BERAUDO, M.-J. BERAUDO, « Injonction de payer européenne et procédure européenne de règlement des petits litiges », *J.-Cl. Europe Traité*, LexisNexis, fasc. 2820, mars 2009 (maj. déc. 2015), spéc. §93.

¹⁵⁰¹ Art. 17 §1 Règlement n°861/2007 ; pour le moment (11 sept. 2016), l'appel est possible (selon les conditions posées par le droit procédural national), dans tous les ÉM de l'UE à l'exception du Luxembourg, des Pays-Bas et de l'Irlande du Nord (le Règlement n°861/2007 n'est pas applicable au Danemark) : cf. Annexe I, tabl. 1.5.

¹⁵⁰² Cf. *infra*, §336.

¹⁵⁰³ Sur la notion de créance incontestée : M. NIOCHE, « Règlement (CE) n°805/2004 du 21 avril 2004 portant création d'un titre exécutoire européen pour les créances incontestées », in L. CADIET, E. JEULAND, S. AMRANI-MEKKI, dir., *Droit processuel civil de l'Union européenne*, LexisNexis, 2011, p. 161, spéc. §§439 à 448.

¹⁵⁰⁴ Art. 1^{er} Règlement n°805/2004.

¹⁵⁰⁵ C. HUGON, « Le titre exécutoire européen à la lumière de la Convention européenne des droits de l'homme », in M. DOUCHY-ODOT, E. GUINCHARD, dir., *La justice civile européenne en marche*, Dalloz, 2012, p. 133, spéc. p. 137.

¹⁵⁰⁶ Art. 3 §1 (a) Règlement n°805/2004.

¹⁵⁰⁷ Art. 3 §1 (d) Règlement n°805/2004.

déduite d'une décision de justice, particulièrement si celle-ci a été rendue par défaut¹⁵⁰⁸. Dans ce cas, le juge certifiant ladite décision doit s'assurer du respect de normes minimales relatives à la procédure¹⁵⁰⁹, c'est-à-dire, du respect des droits de la défense, donc de la notification de l'acte introductif d'instance auprès du défendeur. En raison de l'applicabilité étendue du Règlement n°805/2004, visant à la fois la certification d'une décision portant sur un litige interne ou transfrontière¹⁵¹⁰, la notification de l'acte introductif d'instance n'a pas nécessairement été régie par le Règlement n°1393/2007¹⁵¹¹. Cette situation explique l'existence des normes minimales applicables aux procédures : elles permettent de protéger l'accès à la justice du défendeur même dans une procédure interne qui ne prévoit pas de dispositions analogues¹⁵¹². Néanmoins, la procédure visant le titre exécutoire européen ne doit pas porter préjudice au Règlement n°1393/2007¹⁵¹³. Il est alors permis de penser que le régime prévu par ce règlement primerait sur celui introduit par le Règlement n°805/2004 lorsque la décision contenant la créance incontestée est le fruit d'une situation transfrontière où le premier s'applique¹⁵¹⁴. Dans un cas comme dans l'autre, le juge appelé à certifier une décision contenant une créance incontestée doit vérifier que la notification de l'acte introductif d'instance a bien été effectuée ou, à défaut, que la décision elle-même ait été notifiée au débiteur¹⁵¹⁵. Le défaut de notification (de l'acte introductif d'instance ou de la décision) peut entraîner un rejet de la demande de certification¹⁵¹⁶. Aucun recours portant sur la certification de la décision n'est ouvert par le Règlement. Seules les demandes de rectification ou de retrait

¹⁵⁰⁸ Art. 3 §1 (b) ou (c) Règlement n°805/2004.

¹⁵⁰⁹ Art. 6 §1 (c) Règlement n°805/2004, renvoyant aux art. 12 à 19 du même instrument.

¹⁵¹⁰ A. HUET, « Titre exécutoire européen », *Rép. droit européen, préc.*, spéc. §5.

¹⁵¹¹ Celui-ci étant uniquement applicable lorsque le défendeur à l'action est domicilié sur le territoire d'un autre ÉM de l'UE (art. 1^{er} §1 Règlement n°1393/2007), c'est-à-dire dans une situation internationale.

¹⁵¹² Néanmoins, cette protection est plus faible que celle apportée par le Règlement n°1393/2007 ; pour un aperçu complet des critiques énoncées à l'encontre de ce système, V° J. BAUCHY, *L'espace civil européen : d'une structure substantielle à une construction processuelle*, thèse dirigée par M. ATTAL, Université Toulouse 1 Capitole, 2014, spéc. §§270 à 272. Si le système de notification sans preuves (art. 14 Règlement n°805/2004) est discutable, il a été intégré pour couvrir tous les modes de transmission des actes autorisés par les ÉM, lesquelles n'ont pas réussi à s'entendre pour les limiter (V° en ce sens : M.-L. NIBOYET, G. DE GEOUFFRE DE LA PRADELLE, *Droit international privé, op. cit.*, spéc. §812) – cependant l'absence de limitation est compréhensible puisque ces modes tendent à couvrir des procédures purement internes.

¹⁵¹³ Art. 28 Règlement n°805/2004.

¹⁵¹⁴ C'est-à-dire, lorsque le défendeur à l'action est domicilié sur le territoire d'un autre ÉM de l'UE. À ce jour, l'art. 28 Règlement n°805/2004 n'a pas encore fait l'objet d'une interprétation par la CJUE.

¹⁵¹⁵ Art. 18 Règlement n°805/2004 ; ici encore, la même articulation avec le Règlement n°1393/2007 relative aux modes de notification peut être admise selon que le litige au principal porte sur une situation transfrontière ou non.

¹⁵¹⁶ Par analogie au Règlement n°1896/2006 qui présente une obligation comparable avant la déclaration de la force exécutoire de l'IPE (art. 18), il est permis de penser que l'absence de preuve de la notification de l'acte introductif d'instance ou de la décision ne permet pas au juge de certifier ladite décision : V° CJ 4 sept. 2014, *eco cosmetics et Raiffeisenbank St. Georgen*, aff. jointes C-119/13 et C-120/13, EU:C:2014:2144, spéc. pt. 48.

sont admises¹⁵¹⁷. Néanmoins, dans les mêmes conditions que le Règlement n°861/2007, le défendeur défaillant pourra demander, sous réserve de circonstances exceptionnelles, un réexamen¹⁵¹⁸. Seule est visée ici la certification de la décision présentant un défaut de notification auprès du défendeur. La décision elle-même survivra au recours contre le titre exécutoire européen émis par la juridiction d'origine. Néanmoins, le défendeur pourra toujours se fonder sur les dispositions du droit procédural commun pour former un recours contre ladite décision.

325. *L'absence d'acte introductif d'instance dans la procédure d'injonction de payer européenne et l'ordonnance européenne de saisie conservatoire.* Les Règlements n°1896/2006 et n°655/2014 instaurent des procédures européennes unifiées non-contradictoires¹⁵¹⁹. Le juge rend sa décision sur présentation de certaines pièces par le demandeur, sans entendre le défendeur. Ce n'est qu'une fois la décision adoptée que cette dernière est lui est notifiée¹⁵²⁰. C'est à ce moment que l'accès à la justice de ce dernier se matérialise : il sera alors en mesure de s'opposer à la décision prise¹⁵²¹. Eu égard à la nature non-contradictoire de la procédure et l'objectif de ce type de procédures, le sursis à statuer n'a pas de sens puisque le défendeur n'a aucun rôle à jouer et ne peut se défendre dans la première phase de la procédure. L'opposition ou le recours prévus permettent cependant au défendeur, après la notification de la décision, d'accéder effectivement à la justice pour contester cette dernière. Il faut souligner que ces Règlements, comme le Règlement n°805/2004, prévoient des modes de transmission et de notification des actes. Ces derniers n'ont de sens que dans la mesure où le défendeur à l'action est domicilié sur le territoire de la juridiction d'origine puisque, dans ce cas, le Règlement n°1393/2007 et la Convention de La Haye de 1965 sont inapplicables¹⁵²².

¹⁵¹⁷ Art. 10 Règlement n°805/2004.

¹⁵¹⁸ Art. 19 Règlement n°805/2004

¹⁵¹⁹ V° Règlement n°805/2004, Règlement n°1896/2006 et Règlement n°655/2014 (spéc. art. 11).

¹⁵²⁰ Art. 12 Règlement n°1896/2006 – ce choix a d'ailleurs été critiqué par la doctrine : M. LÓPEZ DE TEJADA, L. D'AVOUT, « Les non-dits de la procédure européenne d'injonction de payer », *Rev. crit. DIP*, 2007, p. 717 – ; art. 25 Règlement n°655/2014.

¹⁵²¹ Art. 16 Règlement n°1896/2006 (étant précisé à l'art. 17 que l'opposition du débiteur entraîne la fin de la procédure IPE ; sur les effets de l'art. 17, V° CJ 10 mars 2016, *Flight Refund*, aff. C-94/14, EU:C:2016:148) ; art. 33 Règlement n°655/2014.

¹⁵²² Cf. *supra*, §§188 et s.

3. Le relevé de la forclusion des délais des voies de recours

326. Lorsque la notification de l'acte introductif d'instance est défailante ou lorsque le défendeur n'a pas pu prendre part à temps à la procédure, ce dernier peut se prévaloir d'une dernière protection visant à assurer l'effectivité de son accès à la justice. Il s'agit de la possibilité d'introduire une demande visant au relevé de la forclusion des délais de recours. Contrairement au sursis à statuer, cette technique intervient après que la décision ait été adoptée dans l'État d'origine. Le relevé de la forclusion est prévu par le Règlement n°1393/2007 et la Convention de La Haye de 1965¹⁵²³. Il peut être demandé par le défendeur qui n'a pas comparu parce qu'il n'a pas eu connaissance à temps de l'acte introductif d'instance (ou de la décision). Cependant, pour bénéficier de ce mécanisme, le défendeur ne doit pas avoir commis de fautes et ses moyens de défense ne doivent pas être dénués de fondement¹⁵²⁴. La demande doit être formée dans un délai raisonnable à partir du moment où le défendeur a eu connaissance de la décision et dans un délai qui ne peut être inférieur à un an à compter du prononcé de la décision. Ce dernier délai varie d'un État à l'autre, sans qu'il n'existe une véritable cohérence entre le Règlement et la Convention alors même qu'ils visent au même résultat¹⁵²⁵.

En ce qui concerne le Règlement n°1393/2007, ce délai, tel qu'il est communiqué par les États membres en vertu de l'article 23, « exclut l'application des dispositions du droit national relatives au régime des demandes tendant au relevé de la forclusion », même si le droit national est plus favorable. Une fois le délai de l'article 19 §4 communiqué conformément à l'article 23 du Règlement n°1393/2007 par les États membres, celui-ci devient exclusif pour les demandes de relevé de la forclusion des voies de recours¹⁵²⁶. Cette sévérité s'explique par la fonction des délais de prescription, laquelle doit assurer la sécurité juridique¹⁵²⁷. Cela étant, la disposition favorise à la fois l'effectivité de l'accès à la justice du défendeur défailant et du demandeur¹⁵²⁸. En ce qui

¹⁵²³ Art. 19 §4 Règlement n°1393/2007 ; J.-P. RELMY, « Règlement (CE) n°1393/2007 du 13 novembre 2007 relatif à la signification et à la notification dans les États Membres des actes judiciaires et extrajudiciaires en matière civile et commerciale et abrogeant le règlement (CE) n°1348/2000 du Conseil », *op. cit.*, spéc. §659. Art. 16 Conv. La Haye (1965) ; sur ce point, V° M. CHARDON *et al.*, *Transmission, signification ou notification des actes*, *op. cit.*, spéc. §§894 à 902.

¹⁵²⁴ En ce qui concerne l'art. 19 §4 Règlement n°1393/2007 : CJ 7 juil. 2016, *Emmanuel Lebek*, aff. C-70/15, *préc.*, spéc. pt 44.

¹⁵²⁵ Cf. Annexe I, tabl. 1.4.

¹⁵²⁶ CJ 7 juil. 2016, *Emmanuel Lebek*, aff. C-70/15, *préc.*, spéc. pt 58.

¹⁵²⁷ *Ibid.*, spéc. pt 55 et 57.

¹⁵²⁸ Pour le demandeur à l'action, il est plus avantageux de pouvoir faire circuler une décision exempte de toute irrégularité dès le moment à elle est adoptée, plutôt que de devoir se défendre de la régularité internationale de la décision devant les juridictions de tous les ÉM où sa reconnaissance et son exécution peut être demandée –

concerne le défendeur défaillant, la Cour de justice confirme cette hypothèse. En effet, elle a indiqué que le relevé de la forclusion vise « à assurer le respect effectif, à l'égard des défendeurs défaillants, des droits de la défense »¹⁵²⁹. Jugé comme un « recours », au sens de l'article 34 §2 du Règlement Bruxelles I¹⁵³⁰, la Cour de justice impose même au défendeur défaillant d'introduire une demande visant le relevé de la forclusion, lorsque les conditions sont réunies, pour empêcher l'exécution sur le territoire de l'État membre requis d'une décision rendue par défaut¹⁵³¹. Cette perspective se justifie par l'objet même de la demande. Celle-ci vise « à rétablir [le] défendeur défaillant dans son droit d'exercer une action en justice après l'expiration du délai de recours » et « assure le respect effectif des droits de la défense »¹⁵³². Le parallèle avec l'objectif de l'accès à la justice est flagrant. En effet, si le défendeur n'a pas été averti à temps, il n'a pas pu accéder à la justice pour répondre à l'action introduite contre lui. La disposition permettant de *rétablir* le défendeur défaillant dans son droit vise *implicitement* l'effectivité de son accès à la justice, c'est-à-dire à lui permettre d'exercer ses prérogatives tirées des exigences du procès équitable. Par conséquent, la demande visant le relevé de la forclusion des délais de recours s'inscrit bien dans l'objectif d'accès à la justice.

327. Une technique limitée au défendeur domicilié sur le territoire d'un autre État que celui de la juridiction. Le relevé de forclusion est cependant limité par la condition d'application géographique du Règlement n°1393/2007 et de la Convention de La Haye de 1965¹⁵³³. Il ne pourra être demandé que dans la mesure où le défendeur est domicilié sur le territoire d'un État (membre ou contractant) différent de celui de la juridiction d'origine de la décision. Si le défendeur est domicilié sur le territoire de l'État où siège cette juridiction, alors il ne pourra pas demander de relevé de forclusion. Cette demande de recours sera entièrement régie par le droit procédural national.

328. Le réexamen exceptionnel de la décision : pallier la faiblesse des modes de transmission sans preuve. Les procédures européennes unifiées ne permettent pas au défendeur non comparant de faire une demande de relever de la forclusion des délais de

favorisant la réalisation de ses droits substantiels, c.à.d. l'effectivité de l'accès à la justice. V° en ce sens, CJ 16 juil. 2015, *Diageo Brands*, aff. C-681/13, EU:C:2015:471 ; CJ 25 mai 2016, *Rüdolfs Meroni*, aff. C-559/14, EU:C:2016:349. cf. *infra*, §§340 et s.

¹⁵²⁹ CJ 7 juil. 2016, *Emmanuel Lebek*, aff. C-70/15, *préc.*, spéc. pt 43.

¹⁵³⁰ Devenu art. 45 §1 (b) Règlement Bruxelles I refondu.

¹⁵³¹ CJ 7 juil. 2016, *Emmanuel Lebek*, aff. C-70/15, *préc.*, spéc. pt 46 et 49.

¹⁵³² *Ibid.*, spéc. pt 42 et 43.

¹⁵³³ Art. 1^{er} §1 Règlement n°1393/2007 ; art. 1^{er} al. 1 Conv. La Haye (1965).

recours. En revanche, elles permettent à ce dernier de demander un réexamen de la décision sous certaines conditions. Celles-ci viennent pallier la faiblesse des modes de notification de l'acte introductif d'instance sans preuve de réception qui sont admis par les Règlements¹⁵³⁴. Ces insuffisances ont souvent été soulignées par la doctrine¹⁵³⁵. La procédure de réexamen permet d'équilibrer la faiblesse de ces modes de notifications. En effet, lorsque le défendeur a été notifié de l'acte introductif d'instance selon un moyen sans preuve et sans qu'il n'ait eu le temps de préparer sa défense, il peut demander le réexamen de la décision au fond¹⁵³⁶ devant la juridiction d'origine. Cette possibilité est également ouverte si le défendeur a été empêché de comparaître pour des raisons de force majeure. Le réexamen est possible même lorsque le délai au cours duquel une opposition peut être formée par le défendeur est prescrit¹⁵³⁷. L'effectivité de l'accès à la justice du défendeur est ici rétablie par ces mesures.

329. La notification de l'acte introductif d'instance joue un rôle important pour l'effectivité de l'accès à la justice du défendeur à l'action. L'ensemble des mesures y relatives contribuent au respect des droits de la défense afin que les mécanismes de droit de la coopération judiciaire de l'Union européenne soient respectueux des exigences processuelles imposées par les droits fondamentaux.

Les mesures visant la régularité de la notification de l'acte introductif d'instance ne sont pas les seules à promouvoir le respect des droits de la défense. D'autres mesures, rattachées à la régularité des décisions étrangères devant être reconnues ou exécutées, jouent également un rôle important pour garantir l'accès à la justice du défendeur.

¹⁵³⁴ Art. 14 Règlement n°805/2004 ; art. 14 Règlement n°1896/2006 ; art. 13 §2 Règlement n°861/2007 (et nouvel art. 13 §4 Règlement n°861/2007 tel que modifié par l'art. 1^{er} §8 Règlement n°2015/2421). Le Règlement n°655/2014 n'est pas concerné par le réexamen puisqu'il se fonde sur le droit national pour la transmission et la notification de l'OESC.

¹⁵³⁵ M. NIOCHE, « Règlement (CE) n°805/2004 du 21 avril 2004 portant création d'un titre exécutoire européen pour les créances incontestées », *op. cit.*, spéc. §462, S. AMRANI-MEKKI, « Règlement (CE) n°1896/2006 du 12 décembre 2006 instituant une procédure européenne d'injonction de payer », in L. CADIET, E. JEULAND, S. AMRANI-MEKKI, dir., *Droit processuel civil de l'Union européenne*, LexisNexis, 2011, p. 249, spéc. §§714 et 715 ; L. D'AVOUT, « La circulation automatique des titres exécutoires imposée par le règlement 805/2002 du 21 avril 2004 », *Rev. crit. DIP*, 2006, p. 1 ; E. JEULAND, « Le titre exécutoire européen : un château en Espagne ? », *Gaz. Pal.*, 2005, n°148, p. 15 ; C. NOURISSAT, « Le règlement (CE) n°805/2004 du Parlement européen et du Conseil du 21 avril 2004 portant création d'un titre exécutoire européen pour les créances incontestées », *Europe*, août 2005, n°8-9, étude 8, spéc. §§8 et 9.

¹⁵³⁶ C'est particulièrement important dans le cadre du Règlement n°805/2004 puisqu'il s'agit de réexaminer non pas la certification de la créance incontestée, mais bien la décision dans laquelle cette dernière est incluse.

¹⁵³⁷ Il faut cependant distinguer les cas où le défendeur avait été proprement notifié de la procédure européenne unifiée en cours à l'étranger (dans ce cas, les motifs de réexamen sont strictement encadrés puisque le défendeur pouvait former une opposition – V° en ce sens, sur le Règlement n°1896/2006 : CJ 22 oct. 2015, *Thomas Cook Belgium*, aff. C-245/14, EU:C:2015:715 ; F. MÉLIN, « Injonction européenne de payer et contestation de la compétence », *Dalloz actualité*, 4 nov. 2015) et le cas où la notification est défectueuse (dans ce cas, il est permis de penser, *mutatis mutandis*, que tous les points de la procédure européenne unifiée peuvent être contestés).

B. La protection des droits de la défense au regard de la régularité internationale de la décision étrangère

330. Si l'effectivité des décisions de justice étrangères est facilitée par l'adoption de mécanismes simplifiant ou supprimant la procédure d'*exequatur*, elle peut cependant être remise en cause sur l'un des motifs de refus de reconnaissance ou d'exécution prévus par les textes¹⁵³⁸. En matière de droits de la défense, c'est le refus sur le motif de contrariété manifeste avec l'ordre public de l'État membre requis et la loyauté de l'assignation qui permettent de s'assurer du respect des exigences processuelles au cours de la procédure dans l'État membre d'origine. Ces éléments doivent être interprétés strictement¹⁵³⁹. Cette approche se justifie sur « un des objectifs fondamentaux » du système de Bruxelles : la reconnaissance et, depuis le Règlement Bruxelles I refondu, l'exécution « des décisions judiciaires rendues dans un autre État membre »¹⁵⁴⁰. La confiance mutuelle instaurée entre les États membres entraîne un système privilégiant l'accès à la justice du créancier sur celui du défendeur. Néanmoins, la persistance des motifs de non-reconnaissance laisse toutefois la place à la vérification des prérogatives accordées à ce dernier, dont le régime tend à une concentration du contentieux dans l'État membre d'origine¹⁵⁴¹.

331. *L'ordre public de l'État membre requis.* L'ordre public constitue l'un des trois motifs pouvant limiter l'effectivité d'une décision de justice obtenue sur le territoire d'un État membre¹⁵⁴². Il est classique en droit international privé. Il s'agit de vérifier que la décision ne produit pas d'effets incompatibles avec l'ordre juridique de l'État membre requis¹⁵⁴³. Ce motif doit s'entendre aussi bien de l'ordre public au fond que de l'ordre public procédural¹⁵⁴⁴. Cette conception large de l'ordre public tient du bon sens. En effet, le motif de refus relatif au défendeur défaillant concerne sa comparution et la loyauté de

¹⁵³⁸ Cf. Annexe IV, tabl. 4.1..

¹⁵³⁹ CJ 16 juil. 2015, *Diageo Brands*, aff. C-681/13, *préc.* : « l'article 34 du règlement n°44/2001, qui énonce les motifs pouvant être opposés à la reconnaissance d'une décision, doit recevoir une interprétation stricte en ce qu'il constitue un obstacle à la réalisation de l'un des objectifs fondamentaux dudit règlement » (pt. 41), en l'occurrence, « que les décisions judiciaires rendues dans un État membre soient reconnues de plein droit dans un autre État membre » (pt. 40).

¹⁵⁴⁰ CJ 13 oct. 2010, *Prism Investments*, aff. C-139/10, EU:C:2011:653, spéc. pt. 27.

¹⁵⁴¹ Cf. *infra*, §§340 et s.

¹⁵⁴² Art. 27 §1 Conv. Bruxelles (1968) ; art. 34 §1 Conv. Lugano (2007) ; art. 45 §1 (a) Règlement Bruxelles I refondu.

¹⁵⁴³ CJCE 28 mars 2000, *Krombach*, aff. C-7/98, EU:C:2000:164, spéc. pt. 37.

¹⁵⁴⁴ CJCE 11 juin 1985, *Debaecker et Plouvier*, aff. 49/84, EU:C:1985:252, spéc. pt. 10 ; CJCE 28 mars 2000, *Krombach*, aff. C-7/98, *préc.*, spéc. pt. 40.

l'assignation¹⁵⁴⁵. Mais il peut y avoir des situations dans lesquelles l'assignation est régulière et le défendeur a comparu, sans pour autant avoir pu véritablement participer aux débats et faire valoir ses droits de la défense. En démontre l'affaire *Pordéa*, où le défendeur n'avait pu présenter ses moyens de défense à cause d'une caution judiciaire au montant prohibitif. L'*exequatur* avait été demandé en France sur le fondement de la Convention de Bruxelles. Celle-ci a été refusée, la Cour de cassation estimant que ces frais « avait été de nature à faire objectivement obstacle à son libre accès à la justice »¹⁵⁴⁶. Pour se prévaloir de l'ordre public procédural tel qu'il découle de l'article 6 §1 de la Convention de sauvegarde des Droits de l'Homme et des Libertés fondamentales, il est alors nécessaire de considérer que les exigences processuelles peuvent faire l'objet d'un contrôle au titre de l'ordre public de l'État membre requis tel qu'il est prévu par le système de Bruxelles¹⁵⁴⁷. Par ailleurs, dans le cadre des litiges transfrontières commerciaux, il faut remarquer que les contrariétés vis-à-vis de l'ordre public procédural sont beaucoup fréquentes que celles relatives au fond. Dans tous les cas, qu'il concerne le fond ou la procédure, ce motif de refus joue peu¹⁵⁴⁸.

332. *L'eupéanisation partielle du contenu de l'ordre public.* Le motif de refus de reconnaissance ou d'exécution appelle deux questions : d'une part, quel est le contenu de cet ordre public ? D'autre part, quelles sont les modalités de contrôle de ce motif ? Si la seconde question relève plus généralement du régime du contrôle de la décision étrangère¹⁵⁴⁹, la première doit être analysée ici. La Cour de justice a toujours considéré que les États membres restent, *en principe*, libre d'en déterminer le contenu au regard de leurs conceptions nationales¹⁵⁵⁰. Cela étant, le juge de l'État membre requis ne peut opposer le motif d'ordre public à la décision judiciaire d'un autre État membre que dans des cas exceptionnels¹⁵⁵¹. Le législateur a d'ailleurs fait évoluer les instruments en ce sens, passant d'une contrariété *simple*¹⁵⁵² à une contrariété *manifeste* à l'ordre public¹⁵⁵³. Afin

¹⁵⁴⁵ Art. 27 §2 Conv. Bruxelles (1968) ; art. 34 §2 Conv. Lugano (2007) ; art. 45 §1 (b) Règlement Bruxelles I refondu.

¹⁵⁴⁶ Cass. (1^{ère} Civ.) 16 mars 1999, *Pordéa*, n°97-17.598. Sur l'intégration des conceptions de la CSDHLP dans l'ordre public des ÉM dans l'application de la Conv. Bruxelles (1968), V° L. SINOPOLI, « Droit au procès équitable et exequatur : Strasbourg sonne les cloches à Rome », *préc.*, spéc. §§4 et 5.

¹⁵⁴⁷ Art. 27 §1 Conv. Bruxelles (1968) ; art. 34 §1 Conv. Lugano (2007) ; art. 45 §1 (a) Règlement Bruxelles I refondu.

¹⁵⁴⁸ H. GAUDEMET-TALLON, *Compétence et exécution des jugements en Europe...*, *op. cit.*, spéc. §398.

¹⁵⁴⁹ Cf. *infra*, §340.

¹⁵⁵⁰ CJCE 28 mars 2000, *Krombach*, aff. C-7/98, *préc.*, spéc. pt. 22.

¹⁵⁵¹ CJCE 4 févr. 1988, *Hoffmann*, aff. 145/86, EU:C:1988:61, spéc. pt. 21.

¹⁵⁵² Art. 27 §1 Conv. Bruxelles (1968).

de déterminer si celle-ci est véritablement manifeste, la Cour de justice a pu apporter des précisions sur les éléments que le juge national doit prendre en compte dans son analyse¹⁵⁵⁴. Cet encadrement est d'ailleurs tellement précis que la question de la marge d'appréciation du contenu de l'ordre public procédural a été posée¹⁵⁵⁵. Cette question est plus que jamais actuelle. En effet, dans les récents arrêts *Diageo Brands* et *Rūdolf Meroni*, la Cour de justice emploie une nouvelle formule à propos de l'exception d'ordre public. Elle précise que « la clause de l'ordre public ne serait appelée à jouer que dans la mesure où ladite erreur de droit impliquerait que la reconnaissance de la décision concernée dans l'État requis entraînerait la violation manifeste d'une règle de droit essentielle *dans l'ordre juridique de l'Union et donc dudit État membre* »¹⁵⁵⁶. Par cette formulation, les juges du plateau du Kirchberg opèrent un lien entre l'ordre juridique de l'Union et celui des États membres. Y a-t-il une « "absorption" par l'ordre juridique de l'Union européenne de l'ordre public de l'État membre »¹⁵⁵⁷ ? Si une réponse positive ne s'impose pas *a priori*, des éléments vont tout de même en ce sens, particulièrement pour l'ordre public procédural. En effet, puisque l'Union européenne dispose de son propre système de protection des droits fondamentaux, la Charte des droits fondamentaux, protégeant les exigences du procès équitable, par le biais de l'article 47 de ladite Charte, ne faudrait-il pas considérer que ces standards minimums, sur lesquelles les États membres se sont accordés, sont suffisants pour protéger les droits de la défense ? Comme la Cour le souligne, les instruments du droit de la coopération judiciaire mettent en œuvre le droit de l'Union, de sorte que la Charte est applicable¹⁵⁵⁸. De plus, les dispositions du Règlement Bruxelles I (et sa refonte) « expriment l'intention de veiller à ce que, dans le cadre des objectifs de celui-ci, les procédures menant à l'adoption de décisions judiciaires se déroulent dans le respect des droits de la défense consacrés à l'article 47 de la Charte »¹⁵⁵⁹. Dès lors, compte tenu de ce que le droit primaire constitue la source principale des droits fondamentaux, particulièrement à l'égard des exigences du procès

¹⁵⁵³ Art. 34 §1 Conv. Lugano (2007) ; art. 45 §1 (a) Règlement Bruxelles I refondu.

¹⁵⁵⁴ CJCE 2 avr. 2009, *Gambazzi*, aff. C-394/07, EU:C:2009:219, spéc. pt. 39 à 46.

¹⁵⁵⁵ N. NIOCHE, L. SINOPOLI, « La Cour de justice et les jugements par défaut anglais : prudence et ambiguïté », *Gaz. Pal.*, 2009, n°332, p. 22, spéc. §48.

¹⁵⁵⁶ CJ 16 juil. 2015, *Diageo Brands*, aff. C-681/13, *préc.*, spéc. pt. 50 (emphase ajoutée) ; confirmé par CJ 25 mai 2016, *Rūdofs Meroni*, aff. C-559/14, *préc.*, spéc. pt. 46.

¹⁵⁵⁷ C. NOURISSAT, « De l'"encadrement" à la "mise sous tutelle" de l'exception d'ordre public en matière de reconnaissance des décisions civiles ou commerciales... Nouvelle étape sous la plume de la CJUE », *GDR-ELSJ*, 28 nov. 2015.

¹⁵⁵⁸ CJ 25 mai 2016, *Rūdofs Meroni*, aff. C-559/14, *préc.*, spéc. pt. 44.

¹⁵⁵⁹ CJ 11 sept. 2014, *A c/B e.a.*, aff. C-112/13, EU:C:2014:2195, spéc. pt. 51 ; V° ég. cons. n°38 Règlement Bruxelles I refondu.

équitable, est-il toujours possible de penser que les États membres puissent mieux contrôler ceux-ci à travers leur droit national plutôt qu'à la lumière de cet article ? La réponse semble négative de sorte qu'en matière d'exigences relatives au procès équitable, les États membres, en mettant en œuvre un instrument du droit de l'Union, doivent se référer à la Charte des droits fondamentaux. Par conséquent, en matière de protection de ces exigences processuelles, il y a une absorption de l'ordre public des États membres par l'ordre juridique de l'Union. Ainsi est-il possible de considérer que l'exception d'ordre public du système de Bruxelles ne peut être admise que lorsqu'il y a une violation manifeste des dispositions de l'article 47 de la Charte, donc de l'ordre juridique de l'Union et des États membres. Il semble alors qu'en ce qui concerne le contenu de l'ordre public des États membres, ces derniers ne disposent d'une marge d'appréciation que lorsqu'ils se réfèrent au fond et non plus à la procédure.

333. *La loyauté de l'assignation.* Le second motif permettant le refus de la reconnaissance ou de l'exécution d'une décision dans l'État membre requis s'attache à la vérification de la loyauté de l'assignation du défendeur. Celle-ci doit avoir été notifiée « en temps utile et de telle manière [que le défendeur] puisse se défendre »¹⁵⁶⁰. Ce motif de refus de reconnaissance et d'exécution confirme le rôle de « clef de voûte » de la notification de l'acte introductif d'instance dans la résolution des litiges transfrontières. En la matière, il faut cependant souligner une évolution entre la Convention de Bruxelles et ses successeurs. Le texte de 1968 requerrait une notification régulière, dont l'objectif était d'assurer au défendeur une protection effective de ses droits¹⁵⁶¹, en plus de l'obligation de signifier l'assignation en temps utile¹⁵⁶². La condition de régularité a été abandonnée lors de la communautarisation du texte et elle n'a jamais été reprise¹⁵⁶³. De prime abord, cette suppression peut surprendre, d'autant que la Cour de justice relevait que « si seule importait la connaissance en temps utile, les demandeurs seraient tentés d'abandonner les voies prescrites pour une signification régulière (...) [créant] une incertitude considérable quant au point de savoir si les actes ont bien été signifiés (...),

¹⁵⁶⁰ Art. 34 §2 Règlement Bruxelles I ; art. 45 §1 (b) Règlement Bruxelles I refondu ; art. 34 §2 Conv. Lugano (2007). La Conv. Bruxelles (1968) pose la même condition, mais ajoute ég. que la notification de l'acte introductif d'instance doit avoir été régulière (art. 27 §2).

¹⁵⁶¹ CJCE 15 juil. 1982, *Pendy Plastic Products*, aff. 228/81, EU:C:1982:276, spéc. pt. 13.

¹⁵⁶² CJCE 3 juil. 1990, *Isabelle Lancray*, aff. C-305/88, EU:C:1990:275, spéc. pt. 18 : « la régularité de la signification et l'obligation de signifier l'acte en temps utile constituent des garanties *distinctes* et *cumulatives* pour le défendeur défaillant. En conséquence, l'absence de l'une de ces deux garanties suffit pour que la reconnaissance soit refusée à une décision étrangère » (emphasis ajoutée).

¹⁵⁶³ CJCE 14 déc. 2006, *ASML*, aff. C-283/05, EU:C:2006:787, spéc. pt. 20.

faisant échec à l'application uniforme des dispositions de la convention »¹⁵⁶⁴. Néanmoins, il faut garder à l'esprit que l'adoption du Règlement Bruxelles I a suivi celle du Règlement n°1348/2000¹⁵⁶⁵ qui prévoyait une procédure harmonisée de signification des actes judiciaires entre les États membres et qu'à cette date ces derniers étaient tous parties à la Convention de La Haye de 1965 sur la notification des actes à l'étranger¹⁵⁶⁶. Dès lors, la régularité de la signification étant assurée par un autre instrument – prévoyant par ailleurs des recours relatifs à une signification défailante de l'acte introductif d'instance¹⁵⁶⁷ –, elle n'avait plus lieu d'être vérifiée. Par ailleurs, il a été jugé qu'une condition de régularité pouvait entraîner un effet pervers où le défendeur attendrait le stade de la demande de reconnaissance ou d'exécution pour contester l'irrégularité de l'acte, alors qu'il aurait été en mesure de le faire devant la juridiction d'origine¹⁵⁶⁸. Pour éviter ce comportement procédural passif, le Règlement Bruxelles I a ajouté une autre condition, reprise dans les autres instruments¹⁵⁶⁹. Pour se prévaloir du motif de refus de reconnaissance ou d'exécution, le défendeur défaillant ne doit pas avoir été informé en temps utile pour préparer sa défense¹⁵⁷⁰ et ne pas avoir été en mesure d'exercer un recours sur ce point. Confirmant le comportement procédural actif du défendeur défaillant, il s'en suit que dans la mesure où un tel recours a été effectué, le débiteur ne pourra plus se prévaloir du motif de refus devant la juridiction requise¹⁵⁷¹. Cette nouvelle mesure pose deux questions : à partir de quel moment le défendeur défaillant est-il en mesure d'effectuer un recours et à quel type de recours le texte fait-il allusion ? Quant à la première interrogation, la Cour de justice a répondu que, peu importe la régularité de l'assignation, dès que le défendeur a connaissance du contenu de la décision, il est en mesure d'exercer un recours, sans que cela n'exécède la diligence normale attendue d'une partie au procès¹⁵⁷². Quant à la seconde, la Cour de justice a retenu une interprétation

¹⁵⁶⁴ CJCE 3 juil. 1990, *Isabelle Lancray*, aff. C-305/88, *préc.*, spéc. pt. 19.

¹⁵⁶⁵ Règlement (CE) n°1348/2000 du Conseil relatif à la signification et à la notification dans les États membres des actes judiciaires et extrajudiciaires en matière civile et commerciale, JOCE L 160/37 du 30 juin 2000.

¹⁵⁶⁶ Convention relative à la signification et à la notification à l'étranger des actes judiciaires et extrajudiciaires en matière civile et commerciale, 15 nov. 1965, La Haye, Recueil des conventions de La Haye, n°14 (vig. 10 févr. 1969 ; cf. Annexe I, tabl. 1.1).

¹⁵⁶⁷ Art. 19 Règlement n°1348/2000, repris à l'art. 19 Règlement n°1393/2007 : cf. *supra*, §§321 et s.

¹⁵⁶⁸ CJCE 14 déc. 2006, *ASML*, aff. C-283/05, *préc.*, spéc. pt. 38.

¹⁵⁶⁹ Règlement Bruxelles I refondu et Conv. Lugano (2007).

¹⁵⁷⁰ Précision faite que la notion de "temps utile" s'apprécie *in concreto* selon une appréciation de nature factuelle - impliquant que le juge de l'ÉM requis doit s'en tenir aux constatations factuelles retenues par le juge de l'ÉM d'origine pour respecter l'interdiction de la révision au fond de la décision - : CJCE 16 juin 1981, *Peter Klomps*, aff. 166/80, EU:C:1981:137, spéc. pt. 15.

¹⁵⁷¹ CJCE 28 avr. 2009, *Apostolides*, aff. C-420/07, *préc.*, spéc. pt. 78.

¹⁵⁷² CJCE 14 déc. 2006, *ASML*, aff. C-283/05, *préc.*, spéc. pt. 39 à 41.

autonome de la notion de « recours », de telle sorte qu'elle doit inclure la demande tendant à la forclusion des délais de recours devant le juge de l'État membre d'origine prévue à l'article 19 §4 Règlement n°1393/2007¹⁵⁷³. L'ensemble de ces conditions relatives à la loyauté de l'assignation entraîne deux remarques sur l'accès à la justice. D'abord, si l'accès à la justice du défendeur est toujours permis devant les juridictions de l'État membre, alors il incombe au défendeur défaillant d'y introduire tous les recours pour faire valoir ses droits. Ensuite, s'il n'était pas en mesure de le faire, il pourra se prévaloir de son accès à la justice devant les juridictions de l'État membre requis. Comme le souligne la Cour de justice, il s'agit d'une solution équilibrée alliant l'effectivité de la décision, mais aussi la garantie de l'accès à la justice du défendeur défaillant¹⁵⁷⁴.

334. Le droit de la coopération judiciaire prend en compte l'intérêt du défendeur à l'action, plus précisément les droits de la défense. Cette considération s'illustre par un système d'acte introductif d'instance apportant des garanties à la faveur du destinataire de l'acte, des obligations procédurales à l'égard du juge compétent en cas de non comparution du défendeur à l'action ou encore un recours visant au relevé de la forclusion des voies de recours. Par ailleurs, au stade de la reconnaissance et de l'exécution, les exigences processuelles relatives aux droits de la défense entrent dans les points de contrôle relatifs à la régularité internationale de la décision, condition *sine qua non* pour qu'elle puisse être reconnue et exécutée sur le territoire d'un autre État membre.

§ 2. L'exercice des voies de recours garantissant l'effectivité des droits de la défense

335. *Des régimes différents.* Le droit de la coopération judiciaire fait la part belle à l'exécution des décisions en matière transfrontière pour assurer l'effectivité de l'accès à la justice¹⁵⁷⁵. Néanmoins, la libre circulation des décisions dans l'Espace européen de justice ne s'effectue que si la décision est régulière. Comme cela a été évoqué, cette régularité s'opère à travers un nombre restreint de vérifications. Celles-ci portent notamment sur le respect des exigences processuelles tenant au procès équitable, c'est-à-dire l'accès à la justice du débiteur. Ensuite le respect de l'ordre public au fond dans

¹⁵⁷³ CJCE 7 juil. 2016, *Emmanuel Lebek*, aff. C-70/15, *préc.*, spéc. pt. 49.

¹⁵⁷⁴ *Ibid.*, spéc. pt. 48.

¹⁵⁷⁵ Cf. *supra*, §210.

l'État membre requis peut également faire l'objet d'une vérification et, enfin, l'inconciliabilité des décisions peut aussi s'apprécier. Seules les procédures européennes unifiées ne prévoient qu'un seul motif de refus de reconnaissance ou d'exécution, limitant le contrôle de l'État membre requis à l'inconciliabilité du titre ou des décisions avec une décision antérieure. Pour ces dernières, la question d'un réel accès à la justice du débiteur se pose : si l'accès à la justice devant les juridictions de l'État membre d'origine n'a pas été respecté, comment pourra-t-il s'en prévaloir pour empêcher la reconnaissance ou l'exécution ? La réponse se situe dans le régime particulier mis en place par les procédures européennes unifiées. Tous les recours, même ceux liés au respect des droits de la défense doivent être intentés devant la juridiction de l'État membre d'origine. Le droit de la coopération judiciaire a opéré ici une inversion du contentieux en la matière, sur lequel il faut revenir pour s'assurer de l'effectivité de l'accès à la justice (A). Dans le cadre de régime général de la reconnaissance et d'exécution des décisions du système de Bruxelles, il faut remarquer que la jurisprudence tend à converger vers une méthode similaire, privilégiant l'effectivité de la circulation des décisions. Il convient de revenir sur cette technique de concentration du contentieux devant les juridictions de l'État membre d'origine qui se dessine avant de pouvoir faire valoir des motifs de refus de reconnaissance ou d'exécution devant les juridictions de l'État membre requis et de déterminer si cette nouvelle modalité de mise en œuvre permet également d'assurer l'effectivité de l'accès à la justice du débiteur (B).

A. L'inversion du contentieux

336. *Un régime spécifique aux procédures européennes unifiées.* Selon une définition classique, l'« inversion du contentieux » est relative à une procédure non-contradictoire où la décision devient définitive en l'absence d'opposition de la part du défendeur¹⁵⁷⁶. La procédure d'injonction et payer européenne entre dans cette catégorie¹⁵⁷⁷, tout comme la procédure visant à l'obtention d'un titre exécutoire européen¹⁵⁷⁸. À l'inverse, le

¹⁵⁷⁶ S. GUINCHARD, T. DEBARD, dir., *Lexique des termes juridiques 2016/2017*, Dalloz, 24^e éd., 2016, s.v. « Procédure monitoire ».

¹⁵⁷⁷ CJ 13 juin 2013, *Goldbet Sportwetten*, aff. C-144/12, EU:C:2013:393, spéc. pt. 29 ; E. GUINCHARD, « L'Europe, la procédure civile et le créancier : l'injonction de payer européenne et la procédure européenne de règlement des petits litiges », *RTD com.*, 2008, p. 465, spéc. § 7.

¹⁵⁷⁸ E. GUINCHARD, « L'Europe, la procédure civile et le créancier : l'injonction de payer européenne et la procédure européenne de règlement des petits litiges », *RTD com.*, 2008, p. 465, spéc. § 6 : le Règlement n°805/2004 institue un mécanisme similaire à l'injonction de payer européenne, mais ne concerne que

Règlement n°861/2007 n'entre pas à cette catégorie : il ne fait que simplifier une procédure classique d'obtention d'une décision dans un litige transfrontière et reste contradictoire¹⁵⁷⁹. Néanmoins, ces procédures européennes unifiées ont un élément en commun : elles suppriment définitivement toute procédure de reconnaissance et d'exécution de sorte qu'une fois adoptés, le titre (TEE) ou la décision (IPE et RPL) produisent leurs effets sur l'ensemble des territoires des États membres de l'Union européenne (à l'exception du Danemark). Cependant, alors que le système de Bruxelles permet de contester la circulation d'une décision, sur l'un des motifs de refus de reconnaissance ou d'exécution, directement auprès de chacune des juridictions des États membres requis¹⁵⁸⁰, les recours du débiteur d'un titre exécutoire ou d'une décision IPE ou RPL devront être intentés devant les juridictions de l'État membre d'origine. Étant donné la « force exécutoire unioniste » du titre ou des décisions adoptés par le biais d'une procédure européenne unifiée, l'État membre requis n'a d'autre choix que d'exécuter ces derniers. Il ne peut opérer aucun contrôle, sauf à ce qu'il existe une inconciliabilité avec une décision antérieure¹⁵⁸¹. Dès lors, les recours intentés contre la certification ou la décision ne peuvent l'être que devant la juridiction de l'État membre d'origine, que le recours concerne les conditions d'obtention du titre ou de la décision ou encore le respect des droits de la défense dans la procédure ayant mené à leur adoption. Par conséquent, le juge de l'État membre requis ne dispose d'aucune compétence pour apprécier la régularité du titre ou de la décision adoptés. Il en résulte une inversion du contentieux en la matière. C'est en ce sens qu'il faut entendre cette notion.

Selon les instruments instaurant ces procédures européennes unifiées, l'inversion du contentieux participe à l'efficacité de celles-ci, contribuant à la simplification et à la rapidité de la procédure¹⁵⁸², tout en garantissant la protection des droits fondamentaux, notamment les droits de la défense¹⁵⁸³. Toutefois, deux demandes restent soumises à

l'obtention d'un titre, « un passeport », permettant à la créance incontestée de circuler librement dans l'EEJ, alors que le Règlement n°1896/2006 permet d'obtenir véritablement une décision sur la créance et un titre exécutoire libre de circuler dans tout l'EEJ. V° dans le même sens, L. D'AVOUT, « La circulation automatique des titres exécutoires européens imposée par le règlement 805/2004 du 21 avril 2004 », *préc.*, spéc. §6.

¹⁵⁷⁹ E. GUINCHARD, « L'Europe, la procédure civile et le créancier : l'injonction de payer européenne et la procédure européenne de règlement des petits litiges », *préc.*, spéc. §8.

¹⁵⁸⁰ Même si la jurisprudence récente de la CJUE tire du principe de confiance mutuelle entre les ÉM de l'UE un mécanisme de concentration du contentieux : cf. *infra*, §§340 et s.

¹⁵⁸¹ Sur ce point, cf. *supra*, §§213 et s.

¹⁵⁸² Art. 1^{er} Règlement n°805/2004 ; cons. n°9 Règlement n°1896/2006 ; cons. n°8, 25 et 30 Règlement n°861/2007.

¹⁵⁸³ Pour le Règlement n°805/2004 : cons. n°10, 11 et 12 ; CJ 16 juin 2016, *Pebros Servizi*, aff. C-511/14, EU:C:2016:448, spéc. pt. 25 et 44. Pour le Règlement n°1896/2006 : CJ 4 sept. 2014, *eco cosmetics et*

l'appréciation de la juridiction de l'État membre requis : il s'agit des demandes visant la limitation ou la suspension du titre ou de la décision, ainsi que celles relatives à l'inconciliabilité des litiges. Tous les autres recours devront être adressés à la juridiction de l'État membre d'origine.

337. *Les voies de recours devant la juridiction de l'État membre d'origine.* Dans le cadre des procédures européennes unifiées, les décisions certifiées (TEE), les injonctions de payer européennes et les décisions prises sur le fondement de la procédure de règlement des petits litiges bénéficient directement de la force exécutoire dans tous les États membres de l'Union, supprimant ainsi toute procédure de reconnaissance ou d'exécution. L'effet est bénéfique pour le créancier du titre ou de la décision puisque l'effectivité de son accès à la justice est ainsi garantie dans tous les États membres de l'Union. Qu'advient-il cependant du défendeur qui n'a pas été en mesure de s'opposer à la procédure ? Il faut d'abord constater que des normes minimales sont instaurées par les trois Règlements. Celles-ci sont censées permettre un équilibre entre l'efficacité de la procédure et le respect des droits de la défense¹⁵⁸⁴. Elles reposent uniquement sur l'information du défendeur à l'action : dès lors que celui-ci est prévenu en temps utile de façon à ce qu'il puisse préparer sa défense, la certification ou la décision adoptée est réputée respectueuse des droits de la défense. Ces normes minimales se concentrent sur la notification de l'acte introductif d'instance, voire de la décision. Les modes de notification peuvent être assortis ou non de la preuve de la réception par le défendeur¹⁵⁸⁵. Si ces actes sont respectés et que le défendeur ne s'oppose pas à la procédure, alors il ne pourra plus s'opposer au titre ou à la décision adoptée. La seule exception prévue est encadrée par des conditions qui sont d'interprétation stricte¹⁵⁸⁶. Il s'agit soit du cas où la notification a été opérée sans preuve de réception et le défendeur n'a pas été informé en temps utile pour se défendre et sans faute de sa part ; soit la notification a bien eu lieu, mais le défendeur, sans faute de sa part, s'est trouvé dans l'impossibilité de contester la

Raiffeisenbank St. Georgen, aff. jointes C-119/13 et C-120/13, *préc.*, spéc. pt. 37 : les normes minimales imposées aux art. 13 à 15 de l'instrument assurent "l'équilibre entre les objectifs (...) de rapidité et d'efficacité, d'une part, et de respect des droits de la défense, d'autre part" (emphases ajoutées). Pour le Règlement n°861/2007 : cons. n°9.

¹⁵⁸⁴ V° en ce sens : CJ 16 juin 2016, *Pebros Servizi*, aff. C-511/14, *préc.*, spéc. pt. 44 ; CJ 4 sept. 2014, *eco cosmetics et Raiffeisenbank St. Georgen*, aff. jointes C-119/13 et C-120/13, *préc.*, spéc. pt. 37.

¹⁵⁸⁵ Art. 13 à 17 Règlement n°805/2005 ; art. 13 à 15 Règlement n°1896/2006 ; art. 13 Règlement n°861/2007.

¹⁵⁸⁶ Au sujet de l'art. 20 Règlement n°1896/2006 : CJ 22 oct. 2015, *Thomas Cook Belgium*, aff. C-245/14, *préc.*, spéc. pt. 31 ; le bon sens veut que cette interprétation s'étende à la procédure de réexamen dans des cas exceptionnels pour l'art. 19 Règlement n°805/2004 et art. 20 Règlement n°861/2007.

demande¹⁵⁸⁷. Dans tous les cas, ces procédures européennes unifiées font peser sur le défendeur un comportement procédural actif où il ne peut pas simplement contester le certificat adopté à la fin d'une procédure alors qu'il avait connaissance de celle-ci¹⁵⁸⁸. La Cour de justice considère que les normes minimales de procédure sont suffisantes pour garantir les droits de la défense, eu égard à l'objectif d'effectivité, de simplification et de rapidité des procédures européennes unifiées¹⁵⁸⁹. Il s'en suit que le débiteur bénéficie d'un accès à la justice, mais celui-ci est très encadré par les procédures européennes unifiées et fait peser sur lui une importante diligence. Il devrait en effet se rendre devant les juridictions de l'État membre d'origine pour espérer pouvoir contester le certificat ou la décision adoptée.

338. *Les recours devant la juridiction de l'État membre requis.* Seules les demandes relatives à l'inconciliabilité¹⁵⁹⁰ et celles visant la limitation ou la suspension du titre ou de la décision obtenus¹⁵⁹¹ peuvent toujours être adressées devant les juridictions de l'État membre requis. Il y a lieu de constater que pour les demandes visant la limitation ou la suspension de l'exécution, les Règlements font preuve de la même apathie vis-à-vis du créancier puisque le juge de l'État membre requis est limité dans son action. En effet, lorsqu'il est saisi d'une telle demande, le juge de cet État ne peut qu'ordonner soit des mesures provisoires ou conservatoire en remplacement de l'exécution, ou alors subordonner l'exécution du titre à la constitution d'une sûreté. Ce n'est que dans des circonstances exceptionnelles, non définies par les Règlements, que le juge de l'État membre requis pourra véritablement suspendre la procédure d'exécution.

339. *L'encadrement strict de l'accès à la justice du débiteur.* Les voies de recours ouvertes au débiteur en vertu des procédures européennes unifiées sont restreintes et, sauf pour l'inconciliabilité, doivent être intentées devant les juridictions de l'État membre d'origine pour qu'il fasse valoir ses droits de la défense. Même si elles sont strictement encadrées, des voies de recours existent. Les recours sont néanmoins limités à de rares hypothèses qui, malgré une interprétation stricte et au soutien de références constantes

¹⁵⁸⁷ Art. 19 Règlement n°805/2004 ; art. 20 Règlement n°1896/2006 ; art. 20 Règlement n°861/2007.

¹⁵⁸⁸ Comme le rappelle la CJ au sujet du Règlement n°805/2004 : CJ 16 juin 2016, *Pebros Servizi*, aff. C-511/14, *préc.*, spéc. pt. 44.

¹⁵⁸⁹ V° en ce sens : CJ 16 juin 2016, *Pebros Servizi*, aff. C-511/14, *préc.*, spéc. pt. 44 ; CJ 4 sept. 2014, *eco cosmetics et Raiffeisenbank St. Georgen*, aff. jointes C-119/13 et C-120/13, *préc.*, spéc. pt. 37.

¹⁵⁹⁰ Cf. *supra*, §§213 et s.

¹⁵⁹¹ Art. 23 Règlement n°805/2004 ; art. 23 Règlement n°1896/2006 ; art. 23 Règlement n°861/2007.

aux droits de la défense¹⁵⁹², peinent à convaincre¹⁵⁹³. Il s'agit là d'une conséquence de l'inversion du contentieux qui privilégie clairement l'effectivité des titres et décisions obtenues sur l'accès à la justice du défendeur. Malheureusement, ou heureusement, il faut constater une tendance similaire dans le système de Bruxelles : il ne s'agit pas ici d'une inversion du contentieux de la libre circulation des titres, mais d'une concentration de ce dernier.

B. La concentration du contentieux

340. Dans le système de Bruxelles, le régime commun de reconnaissance et d'exécution permet au débiteur de s'opposer à l'exécution de la décision dans l'État membre requis sur l'un des motifs tenant à la régularité de celle-ci (ordre public et droits de la défense)¹⁵⁹⁴ ou sur l'inconciliabilité¹⁵⁹⁵. Les textes précisent que, dans ces cas là, « la décision n'est pas reconnue ». De prime abord, les textes visent une appréciation du seul juge de l'État membre requis pour opérer ces contrôles. Cela étant, il semble que la construction européenne et la Cour de justice appelle à la *concentration du contentieux* sur le fondement du principe de confiance mutuelle. Sous cette appellation est visée l'obligation faite au débiteur de s'adresser d'abord à la juridiction de l'État membre d'origine, afin que la décision soit « purgée » de ses défauts, avant de pouvoir, à titre exceptionnel, s'adresser à la juridiction de l'État membre requis afin que celle-ci refuse de reconnaître ou d'exécuter la décision. À la différence de l'inversion du contentieux, où les recours concernant la régularité de la décision ne peuvent être portés que devant la juridiction de l'État membre d'origine, la concentration du contentieux laisse toujours des voies de recours ouvertes devant les juridictions de l'État membre requis, mais ces possibilités sont réduites à des cas exceptionnels. Il convient de revenir sur cette méthode, fruit de la jurisprudence de la Cour de justice.

¹⁵⁹² V° not. CJ 16 juin 2016, *Pebros Servizi*, aff. C-511/14, *préc.*, spéc. pt. 25 et 44 ; CJ 22 oct. 2015, *Thomas Cook Belgium*, aff. C-245/14, *préc.*, spéc. pt. 41 ; CJ 4 sept. 2014, *eco cosmetics et Raiffeisenbank St. Georgen*, aff. jointes C-119/13 et C-120/13, *préc.*, spéc. pt. 42.

¹⁵⁹³ V° par ex. E. GUINCHARD, « L'Europe, la procédure civile et le créancier : l'injonction de payer européenne et la procédure européenne de règlement des petits litiges », *préc.* ; M. LOPEZ DE TAJADA, L. D'AVOUT, « Les non-dits de la procédure européenne d'injonction de payer », *préc.* ; L. D'AVOUT, « La circulation automatique des titres exécutoires européens imposée par le règlement 805/2004 du 21 avril 2004 », *préc.*

¹⁵⁹⁴ Art. 27 §1 et 2 Conv. Bruxelles (1968) ; art. 34 §1 et 2 Conv. Lugano (2007) ; art. 45 §1 (a) et (b) Règlement Bruxelles I refondu.

¹⁵⁹⁵ Art. 27 §3 et 5 Conv. Bruxelles (1968) ; art. 34 §3 et 4 Conv. Lugano (2007) ; art. 45 §1 (c) et (d) Règlement Bruxelles I refondu.

341. *L'idée fondamentale sous-jacente au principe de confiance mutuelle.* Dans son arrêt *Diageo Brands*¹⁵⁹⁶, la Cour de justice reprend son avis 2/13¹⁵⁹⁷ et rappelle, s'il le fallait encore, l'importance fondamentale de la confiance mutuelle dans l'Espace de liberté, de sécurité et de justice, notamment pour la coopération judiciaire en matière civile et commerciale. La Cour considère que, selon ce principe, « tous les États membres respectent le droit de l'Union européenne et, tout particulièrement, les droits fondamentaux reconnus par ce droit ». Elle réaffirme que la confiance réciproque – employée comme synonyme à la confiance mutuelle – constitue le fondement sur lequel repose la reconnaissance et l'exécution des décisions judiciaires entre les États membres¹⁵⁹⁸. Il appartient donc à l'État membre d'origine de s'assurer du respect des droits fondamentaux, l'État membre requis ne pouvant remettre en cause la présomption tirée du principe de confiance mutuelle par un quelconque contrôle, sauf circonstance exceptionnelle, mais uniquement appréciée *in concreto*¹⁵⁹⁹. La Cour ajoute que « le système des voies de recours mis en place dans chaque État membre (...) fournit aux justiciables une garantie suffisante »¹⁶⁰⁰. Elle conclut alors qu'il revient au défendeur malheureux « d'utiliser toutes les voies de recours ouvertes par le droit de l'État membre d'origine » pour contester la violation d'une garantie processuelle avant de pouvoir renverser la présomption due à la confiance mutuelle en demandant au juge de l'État membre requis d'opérer un tel contrôle¹⁶⁰¹. Cette « idée fondamentale » impose une *concentration* du contrôle de l'application du droit de l'Union européenne et des droits fondamentaux dans l'État membre d'origine, c'est-à-dire en amont de la circulation, pour garantir la libre circulation des jugements dans l'Espace européen de justice. Il semble que cette construction soit loin d'être artificielle¹⁶⁰². Elle laisse d'ailleurs une impression de déjà-vu en instaurant, comme c'est déjà le cas pour les recours en annulation des actes

¹⁵⁹⁶ CJ 16 juil. 2015, *Diageo Brands*, aff. C-681/13, *préc.*.

¹⁵⁹⁷ CJ 18 déc. 2014, Avis 2/13, EU:C:2014:2454, spéc. pt. 191, lequel fait not. référence à l'arrêt *N. S. e.a.* (CJ 21 déc. 2011, aff. jointes C-411/10 et C-493/10, EU:C:2011:865, spéc. pt. 78 à 80).

¹⁵⁹⁸ CJ 16 juil. 2015, *Diageo Brands*, aff. C-681/13, *préc.*, spéc. pt. 40 ; repris au cons. n°26 Règlement Bruxelles I refondu.

¹⁵⁹⁹ CJ 16 juil. 2015, *Diageo Brands*, aff. C-681/13, *préc.*, spéc. pt. 40 et CJ 18 déc. 2014, Avis 2/13, *préc.*, spéc. pt. 192.

¹⁶⁰⁰ CJ 16 juil. 2015, *Diageo Brands*, aff. C-681/13, *préc.*, spéc. pt. 49 et 63.

¹⁶⁰¹ *Ibid.*, spéc. pt. 64 ; confirmé par CJ 25 mai 2016, *Rüdolfs Meroni*, aff. C-559/14, *préc.*, spéc. pt. 48. V° dans le même sens, mais pour le Règlement Bruxelles II *bis* : CJ 19 nov. 2015, *P. c/Q.*, aff. C-455/15 PPU, EU:C:2015:763 ; C. NOURISSAT, « De l'"encadrement" à la "mise sous tutelle" de l'exception d'ordre public en matière de reconnaissance des décisions civiles ou commerciales... », *préc.*

¹⁶⁰² V° en ce sens, M. BARBA, « Casse-tête jurisprudentiel autour de l'exequatur (à propos des arrêts Meroni et Avotins) », *GDR-ELSJ*, 29 mai 2016, spéc. §9.

de l'Union¹⁶⁰³, un véritable système de voies de droits entre les juridictions des États membres pour les litiges transfrontières. Au final, cette interprétation surprend peu à la lumière du principe de confiance mutuelle. Si l'État membre d'origine applique ou, est censé appliquer le droit de l'Union et respecter les droits fondamentaux, alors il n'y a aucune raison pour l'État membre requis de contrôler l'application du droit faite par les juridictions d'origine. Par ailleurs, cette interprétation favoriserait l'effectivité de l'accès à la justice tout en garantissant le respect des droits de la défense, c'est-à-dire l'accès à la justice du défendeur : seules les décisions « purgées » de leurs défauts congénitaux peuvent prétendre à leur reconnaissance et exécution dans tout l'Espace européen de justice.

342. *Concentration du contentieux et droits de l'Union européenne.* En matière de reconnaissance et d'exécution des décisions civiles et commerciales, l'exception d'ordre public joue peu¹⁶⁰⁴. Les tensions se cristallisent principalement autour du respect des exigences du procès équitable, c'est-à-dire l'ordre public *procédural*¹⁶⁰⁵. Or, celui-ci serait, selon toute vraisemblance, le même qu'il s'agisse de l'Union européenne ou de ses États membres. L'ordre public procédural de l'Union européenne se fonde sur l'article 47 de la Charte des droits fondamentaux et garantit aux justiciables le respect des exigences du procès équitable. Cette disposition du droit primaire, comme l'ensemble de la Charte, « s'[adresse] aux États membres uniquement lorsqu'ils mettent en œuvre le droit de l'Union »¹⁶⁰⁶. Or, cette condition est remplie lorsque les juridictions nationales appliquent le droit de la coopération judiciaire¹⁶⁰⁷. Il en résulte des exigences processuelles communes et mises en œuvre de manière équivalente par l'ensemble des États membres de l'Union européenne¹⁶⁰⁸. Dès lors, l'État membre d'origine est tenu de respecter et d'appliquer le droit de l'Union européenne et ses droits fondamentaux, l'État membre requis, en application de la présomption, ne peut remettre en cause ce jugement que dans des circonstances exceptionnelles. Il apparaît alors logique que le litigant insatisfait de la décision utilise d'abord les recours ouverts contre celle-ci dans l'État membre d'origine, plutôt que de forcer les juridictions de l'État membre requis à renverser la présomption

¹⁶⁰³ Cf. *supra*, §§120 et s.

¹⁶⁰⁴ H. GAUDEMET-TALLON, *Compétence et exécution des jugements en Europe...*, *op. cit.*, spéc. §398.

¹⁶⁰⁵ *Ibid.*, spéc. §§402 à 405.

¹⁶⁰⁶ CJ 26 févr. 2013, *Åkerberg Fransson*, aff. C-617/10, EU:C:2013:105, spéc. pt. 17.

¹⁶⁰⁷ CJ 25 mai 2016, *Rüdolfs Meroni*, aff. C-559/14, *préc.*, spéc. pt. 43.

¹⁶⁰⁸ Même lorsque la CDFUE ne s'applique pas puisque dans ce cas, c'est la CSDHLF, voire le PIDCP, qui s'applique et constituent un standard commun des exigences processuelles dans tous les ÉM de l'UE.

due à l'égard de la confiance mutuelle. Par conséquent, et puisque les recours doivent d'abord être intentés dans l'État membre d'origine, il en résulte nécessairement une concentration du contentieux dans cet État avant que la décision ne puisse circuler. L'interprétation de la Cour de justice dans son arrêt *Diageo Brands*, confirmé par l'arrêt *Rūdolfs Meroni*¹⁶⁰⁹, semble alors tout à fait justifiée. L'idée fondamentale doit alors être considérée comme compatible avec le système de Bruxelles.

Deux remarques s'imposent par ailleurs.

343. Une interprétation conforme aux souhaits de la Commission. D'abord, le Règlement Bruxelles I a évolué. Sa refonte se fonde davantage sur la confiance mutuelle puisqu'a été supprimée la procédure visant à obtenir l'*exequatur* des décisions. La Commission brandissait déjà le respect des droits fondamentaux, notamment de l'article 47 de la Charte, relevant que cette suppression ne saurait nuire au défendeur puisqu'il bénéficie des garanties procédurales qui en découlent dans tous les États membres. Plus encore, dans sa proposition de révision et en vertu du « niveau de confiance aujourd'hui atteint », la Commission insistait sur les trois recours, toujours ouverts au défendeur, même après la suppression de la procédure d'*exequatur*. Elle relevait d'abord que le défendeur « [peut] contester le jugement dans l'État membre d'origine s'il n'[est] pas correctement informé de la procédure dans cet État ». Deuxièmement, elle souligne que subsiste des « voies de recours *extraordinaires* », dans l'État membre d'exécution, permettant au défendeur de contester les atteintes à son droit à un procès équitable. Enfin, que l'inconciliabilité avec les décisions du *for* devait continuer de constituer une exception d'inexécution des décisions des autres États membres¹⁶¹⁰. Force est alors de constater la ressemblance entre l'interprétation de la Commission et celle de la Cour sur les effets du principe de confiance mutuelle dans la reconnaissance et l'exécution des décisions dans l'Espace européen de justice. Ainsi la Commission privilégie-t-elle les recours dans l'État membre d'origine et affirme-t-elle le caractère exceptionnel de ceux ouverts dans l'État membre d'exécution. Il s'agit bien d'une concentration du contentieux, dessinée par la Commission et remise en lumière par

¹⁶⁰⁹ CJ 25 mai 2016, *Rūdolfs Meroni*, aff. C-559/14, *préc.*

¹⁶¹⁰ Proposition de Règlement du Parlement européen et du Conseil concernant la compétence judiciaire, la reconnaissance et l'exécution des décisions en matière civile et commerciale (refonte), COM(2010) 748 final du 14 déc. 2010, 2010/0383(COD), spéc. pt. 3.1.1.

la Cour de justice¹⁶¹¹. La proposition de refonte de la Commission a été l'objet d'après débats et le texte finalement adopté s'éloigne des ambitions initiales. En démontre la seule trace du fondement de cette idée fondamentale dans le nouveau Règlement Bruxelles I : son considérant n°26, qui seul se réfère à la confiance mutuelle. Cependant, d'autres dispositions rappellent ce principe et l'idée fondamentale qui en découle. C'est notamment le cas du nouvel article 53 du Règlement Bruxelles I refondu. Ce dernier oblige à opérer une notification du certificat au débiteur, si la décision ne lui a pas encore été notifiée, et ceci « avant la première mesure d'exécution »¹⁶¹². Cette notification est de nature à protéger le droit au recours du débiteur dans l'État membre d'origine¹⁶¹³ : s'il n'était pas encore informé de la décision, le débiteur en est dorénavant averti, « dans un délai raisonnable »¹⁶¹⁴ et avant son exécution dans l'État membre requis. Il dispose alors non seulement de la possibilité d'introduire devant l'État membre d'origine un recours pour contester ladite décision, mais aussi de demander une suspension de l'exécution dans l'État membre d'exécution¹⁶¹⁵. Cependant, cette demande devant les juges de l'État requis est subsidiaire. En effet, l'objectif principal est de permettre au débiteur, non encore informé, de pouvoir exercer un recours devant l'État membre d'origine afin d'empêcher toute exécution future dans tout l'Espace européen de justice. Il s'agit d'un moyen permettant d'empêcher la décision de produire quelques effets que ce soit de manière durable. À l'inverse, la suspension pouvant être prononcée par le juge de l'État requis est temporaire.

344. Une interprétation conforme à l'esprit du Règlement. Ensuite, l'idée fondamentale d'un épuisement des voies de recours dans l'État membre d'origine n'est pas nouvelle et déjà connue du droit de la coopération judiciaire. Elle s'inscrit non seulement dans le sillon des procédures européennes unifiées, lesquelles sont intégralement fondées sur le

¹⁶¹¹ Ou alors peut-il aussi être considéré que la CJ a réécrit le système de Bruxelles en supprimant le contrôle de l'ordre public de l'ÉM requis que la Commission voulait supprimer lorsqu'elle a proposé la première version de la révision du Règlement Bruxelles I. V° en ce sens, C. NOURISSAT, « De l'"encadrement" à la "mise sous tutelle" de l'exception d'ordre public en matière de reconnaissance des décisions civiles ou commerciales... », *préc.*. Sur la suppression avortée de l'ordre public dans la révision du Règlement Bruxelles I, V° par ex. L D'AVOUT, « La refonte du règlement Bruxelles I », *Rev. crit. DIP*, 2013, p. 1014, spéc. pt. 4 à 6.

¹⁶¹² Art. 43 §1 Règlement Bruxelles I refondu.

¹⁶¹³ Cette disposition n'est toutefois pas sans poser de difficultés d'interprétation : V° en ce sens, F. GASCÓN-INCHAUSTI, « La reconnaissance et l'exécution des décisions dans le règlement Bruxelles I bis », in E. GUINCHARD (dir.), *Le nouveau règlement Bruxelles I bis. Règlement n°1215/2012 du 12 décembre 2012 concernant la compétence judiciaire, la reconnaissance et l'exécution des décisions en matière civile et commerciale*, Bruylant, 2014, p. 205, spéc. §§30 à 34.

¹⁶¹⁴ Cons. n°12 Règlement Bruxelles I refondu.

¹⁶¹⁵ Art. 44 Règlement Bruxelles I refondu.

principe de confiance mutuelle, mais aussi dans la concentration déjà imposée par l'actuel article 45 §1 (b) du Règlement prévoyant que l'État membre requis ne peut refuser la reconnaissance et l'exécution que si tous les recours du défendeur ont été intentés devant les juridictions de l'État membre d'origine¹⁶¹⁶. La concentration du contentieux et le principe de l'épuisement des voies de recours ne sont plus si surprenants.

345. *Concentration du contentieux et Convention de sauvegarde des Droits de l'Homme et des Libertés fondamentales.* La concentration du contentieux dans le système de la reconnaissance et de l'exécution des décisions dans l'Espace européen de justice pose la question de sa conformité avec le droit européen, notamment la Convention de sauvegarde des Droits de l'Homme et des Libertés fondamentales. Les États membres de l'Union européenne sont tous des États contractants dudit instrument. Ils se doivent non seulement de respecter le droit de l'Union – et son système de protection des droits fondamentaux –, mais aussi les droits protégés par la Convention. Cette double appartenance n'est pas sans poser de difficultés, en démontre la célèbre affaire *Bosphorus*¹⁶¹⁷. Cette dernière a révélé l'existence d'une présomption simple d'équivalence de protection des droits fondamentaux de la Convention par l'Union européenne¹⁶¹⁸. L'enjeu est ici de déterminer si la concentration du contentieux telle qu'elle découle du principe de confiance mutuelle (imposant lui-même, une présomption simple de respect du droit de l'Union et de ses droits fondamentaux entre les États membres) est conforme aux exigences de la Convention européenne. Autrement dit, est-ce que le mécanisme de coopération judiciaire instauré par le système de Bruxelles, conditionnant la mise en œuvre de l'exception d'ordre public à l'existence de circonstances exceptionnelles, est conforme aux obligations du juge saisi telles qu'elles découlent de la Convention ? Cette question a été posée dans l'affaire *Avotiņš*¹⁶¹⁹. Le requérant contestait l'application faite par le juge letton du Règlement Bruxelles I qui a entraîné la reconnaissance d'un jugement rendu par défaut, ce que Pēteris Avotiņš considérait contraire au droit au procès équitable tel que garanti à l'article 6 §1 de la Convention. Dans son arrêt du 23 mai 2016, la Cour européenne des Droits de l'Homme a

¹⁶¹⁶ V° sur ce point : CJ 7 juil. 2016, *Emmanuel Lebek*, aff. C-70/15, *préc.*

¹⁶¹⁷ CJCE 30 juil. 1996, *Bosphorus*, aff. C-84/95, EU:C:1996:312 ; CEDH, gd. ch., 30 juin 2005, *Bosphorus Hava Yolları Turizm ve Ticaret Anonim Şirketi c/ Irlande*, req. n°45036/98, ECLI:CE:ECHR:2005:0630JUD004503698.

¹⁶¹⁸ CEDH, gd. ch., 30 juin 2005, *Bosphorus Hava Yolları Turizm ve Ticaret Anonim Şirketi c/ Irlande*, req. n°45036/98, *préc.*, spéc. pt. 156.

¹⁶¹⁹ CEDH 25 févr. 2014, *Avotiņš c/ Lettonie*, req. n°17502/07, ECLI:CE:ECHR:2014:0225JUD001750207 ; CEDH, gd. ch., 23 mai 2016, *Avotiņš c/ Lettonie*, req. n°17502/07, ECLI:CE:ECHR:2016:0523JUD001750207.

eu l'occasion de revenir sur la présomption de respect des droits fondamentaux tels qu'ils sont protégés par la Convention par l'Union européenne et d'en affiner l'analyse au regard du mécanisme de reconnaissance mutuelle¹⁶²⁰. Elle pose une double condition à la validité de la présomption. Celle-ci peut être renversée si, tout d'abord, il existe « un grief sérieux et étayé dans le cadre duquel il est allégué que l'on se trouve en présence d'une insuffisance manifeste de protection des droits garanties par la Convention » et, ensuite, « que le droit de l'Union européenne ne permet pas de remédier à cette insuffisance »¹⁶²¹. Dans l'affaire *Avotiņš*, la Cour estime que ces conditions ne sont pas remplies. Elle relève que le défendeur défaillant pouvait exercer un recours dans l'État membre d'origine et, qu'en se privant lui-même de cette possibilité, il s'est placé dans une situation qu'il ne saurait opposer au nom du droit au procès équitable dans l'État membre requis¹⁶²².

À la lumière de cet arrêt, il apparaît que le mécanisme de la concentration du contentieux affirmé dans les arrêts *Diageo Brands* et *Rūdolfs Meroni*, est conforme aux exigences de la Cour européenne des Droits de l'Homme. D'une part, l'épuisement des voies de recours dans l'État membre d'origine permet au débiteur de s'opposer à la décision. Celles-ci, dit la Cour de justice, « complété[es] par le mécanisme du renvoi préjudiciel, fournit aux justiciables une garantie suffisante »¹⁶²³. Cette obligation n'est d'ailleurs pas remise en cause par les juges de Strasbourg¹⁶²⁴. Le droit de l'Union permet ainsi de remédier une première fois à une insuffisance manifeste de protection des droits fondamentaux. D'autre part, si ce recours est « trop difficile ou impossible » dans cet État, alors le débiteur peut y remédier une seconde fois, écartant alors le mécanisme de reconnaissance mutuelle. Par conséquent, la concentration du contentieux n'est pas de nature à faire renverser la présomption d'équivalence de protection des droits fondamentaux. Cela étant, une mise en garde de Strasbourg a pu être décelée à l'encontre du système de Bruxelles¹⁶²⁵. Celle-ci peut toutefois être écartée. En effet, il semble que la Cour européenne des Droits de l'Homme n'ait pas directement fait référence aux mécanismes prévus par le Règlement lorsqu'elle énonce une « défaillance (...) »

¹⁶²⁰ J.-S. BERGÉ, « Avotins ou le calme qui couve la tempête », *GDR-ELSJ*, 26 mai 2016.

¹⁶²¹ CEDH, gd. ch., 23 mai 2016, *Avotiņš c/ Lettonie*, req. n°17502/07, *préc.*, spéc. pt. 116.

¹⁶²² J.-S. BERGÉ, « Avotins ou le calme qui couve la tempête », *préc.*.

¹⁶²³ CJ 16 juil. 2015, *Diageo Brands*, aff. C-681/13, *préc.*, spéc. pt. 49 et 63.

¹⁶²⁴ CEDH, gd. ch., 23 mai 2016, *Avotiņš c/ Lettonie*, req. n°17502/07, *préc.*, spéc. §118 : “[l]a Cour considère que l’obligation d’épuisement des voies de recours (...) n’est pas en elle-même problématique au regard des garanties de l’article 6 §1 de la Convention.”

¹⁶²⁵ M. BARBA, « Casse-tête jurisprudentiel autour de l'exequatur... », *préc.*, spéc. §9 : “[m]ais l’insuffisance manifeste, permettant de renverser la présomption, n’était pas loin (CEDH, 23 mai 2016, §121, faisant état d’une simple « défaillance regrettable »)”.

regrettable »¹⁶²⁶. C'est davantage l'« application littérale et automatique de l'article 34, point 2, du règlement Bruxelles I » qui l'est, c'est-à-dire l'application qui en a été faite par le juge letton. La mise en garde n'est donc pas adressée au système, mais plutôt à la manière dont il est mis en œuvre par les juges nationaux. Ceux-ci devront alors s'employer à bien vérifier et motiver le fait qu'ils ne sont pas dans le cas d'une circonstance exceptionnelle pouvant être rapportée par le débiteur, tout en veillant à ce que ce dernier n'ait pas fait preuve de laxisme dans la procédure à son encontre.

346. Comportement procédural actif : condition du bénéfice des droits de la défense. Par ailleurs, il faut noter que dans l'arrêt *Avotiņš*, la Cour apporte également des précisions sur le rôle du débiteur dans la mise en œuvre des voies de recours dans l'État membre d'origine. Elle précise qu'il appartient à ce dernier, « après qu'il eut pris connaissance du jugement litigieux[,] de s'enquérir lui-même, en s'entourant au besoin de conseils éclairés, des recours disponibles »¹⁶²⁷. Les juges de Strasbourg admettent alors que ce dernier ne peut pas rester passif après avoir eu connaissance de la décision, mais doit, au contraire, mobiliser les moyens dont il dispose pour exercer ses droits processuels devant les tribunaux de l'État membre d'origine¹⁶²⁸. Cette constatation de la Cour renseigne sur le comportement procédural requis du débiteur. La lecture combinée de cet arrêt, ainsi que des arrêts *Diageo Brands* et *Rūdolfš Meroni*, semble condamner la passivité, même si un tel comportement ne correspond pas « en l'état du contentieux transfrontière, à la réalité »¹⁶²⁹. Des progrès doivent encore être fournis, peut être du côté de la formation des professionnels du droit pour attirer l'attention sur ce point. Néanmoins, une question se pose. Un tel comportement procédural actif résulte-t-il d'une diligence normale dans la défense du débiteur ? La Cour européenne des Droits de l'Homme semble l'admettre dans *Avotiņš*. Dans l'Union européenne, l'arrêt de la Cour de justice du 7 juillet 2016, *Emmanuel Lebek*, est très instructif et abonde dans le même sens. Selon cet arrêt, un recours visant au relevé de la forclusion des délais de recours dans l'État membre d'origine « ne saurait être considéré comme une nouvelle démarche allant au delà d'une

¹⁶²⁶ CEDH, gd. ch., 23 mai 2016, *Avotiņš c/ Lettonie*, req. n°17502/07, *préc.*, spéc. §121.

¹⁶²⁷ CEDH, gd. ch., 23 mai 2016, *Avotiņš c/ Lettonie*, req. n°17502/07, *préc.*, spéc. §123.

¹⁶²⁸ Ajoutant par ailleurs que le débiteur "[n]e s'étant pas informé à ce sujet, il a, par son inaction et son manque de diligence, largement contribué à créer la situation dont il se plaint devant la Cour, situation qu'il aurait pu éviter de manière à ne subir aucun préjudice" in CEDH, gd. ch., 23 mai 2016, *Avotiņš c/ Lettonie*, req. n°17502/07, *préc.*, spéc. §124.

¹⁶²⁹ C. NOURISSAT, « Jeu d'exception d'ordre public en matière d'exécution transfrontière : inversion ou perversion du contentieux après Meroni ? », *GDR-ELSJ*, 5 juin 2016.

diligence normale dans la défense des droits du défendeur défaillant »¹⁶³⁰. La Cour semble ici consacrer un comportement procédural actif visant une nouvelle fois à concentrer le contentieux dans l'État membre d'origine¹⁶³¹. Elle concède que le motif de refus d'exécution de l'article 34 §2 du Règlement Bruxelles I¹⁶³² ne saurait être admis devant le juge de l'État membre requis qu'à la condition qu'une demande de recours ait été déposée devant le juge de l'État membre d'origine et rejetée¹⁶³³. La Cour affirme que cette solution constitue un juste équilibre entre la nécessité d'assurer l'exécution des décisions et le respect des droits de la défense¹⁶³⁴, reprenant une jurisprudence antérieure de la Cour européenne des Droits de l'Homme¹⁶³⁵. En définitive, l'idée fondamentale de la Cour de justice sous-jacente au principe de confiance mutuelle semble conforme à la Convention de sauvegarde des Droits de l'Homme et des Libertés fondamentales.

347. *Concentration du contentieux et accès à la justice.* Force est de constater que la concentration du contentieux est un système fondé sur l'efficacité et l'effectivité de la circulation des décisions, conformément à l'objectif d'accès à la justice d'ailleurs rappelé par le Règlement¹⁶³⁶. L'instrument permet de garantir l'exécution des décisions, c'est-à-dire la réalisation des droits substantiels. Néanmoins, celle-ci ne se fait pas au détriment de l'accès à la justice du défendeur, lequel doit être en mesure d'exercer ses recours devant la juridiction d'origine. Deux conséquences peuvent être tirées. D'abord, en amont de la circulation, l'épuisement des voies de droit peut s'envisager comme une garantie de conformité de la décision au droit de l'Union européenne et des droits fondamentaux qu'il protège. De cette façon, la décision adoptée ne souffrira, en vertu de la présomption due au principe de confiance mutuelle, *a priori* d'aucun défaut, lui permettant alors de circuler librement dans l'Espace européen de justice. Un équilibre entre l'accès à la justice du demandeur et du défendeur est alors trouvé. La concentration du contentieux, soumet la circulation de la décision et son exécution d'abord à une purge de ses

¹⁶³⁰ CJ 7 juil. 2016, *Emmanuel Lebek*, aff. C-70/15, *préc.*, spéc. pt 45.

¹⁶³¹ Dans cet arrêt, il faut remarquer l'absence de référence aux jurisprudences *Diageo Brands* et *Rūdolfš Meroni* ; cependant, pour arriver à cette conclusion, la CJ n'a pas eu besoin de se fonder sur le principe de confiance mutuelle, puisque l'art. 34 §2 Règlement Bruxelles I, qui était en cause, prévoit expressément une condition au motif de non-reconnaissance : il faut que le défendeur, s'il était en mesure de le faire, ait exercé un recours devant la juridiction de l'État membre d'origine, étant précisé que la demande visant le relevé de la forclusion de l'art. 19 §4 Règlement n°1393/2007 est un "recours" au sens du Règlement Bruxelles I : CJ 7 juil. 2016, *Emmanuel Lebek*, aff. C-70/15, *préc.*, spéc. pt 46 et 47.

¹⁶³² Art. 45 §1 (b) Règlement Bruxelles I refondu.

¹⁶³³ CJ 7 juil. 2016, *Emmanuel Lebek*, aff. C-70/15, *préc.*, spéc. pt 49.

¹⁶³⁴ *Ibid.*, spéc. pt 48.

¹⁶³⁵ CEDH, gd. ch., 23 mai 2016, *Avotiņš c/ Lettonie*, req. n°17502/07, *préc.*, spéc. §119.

¹⁶³⁶ Cons. n°1 et 3 Règlement Bruxelles I refondu.

irrégularités dans l'État membre d'origine, mais, une fois cette étape franchie, l'exécution de la décision ne doit plus être interrompue, à moins d'établir l'existence de circonstances particulières.

348. Le droit de la coopération judiciaire prévoit des mécanismes efficaces pour faciliter et simplifier la résolution des litiges transfrontières. Cependant, il ne saurait oublier la protection des intérêts du défendeur à l'action. Celle-ci passe principalement par les garanties apportées à travers le système de notification des actes introductif d'instance (principalement le Règlement n°1393/2007 et la Convention de La Haye de 1965 qui apportent des garanties et des voies de recours spéciales au défendeur défaillant). Mais l'accès à la justice du défendeur à l'action passe également par les points de contrôle instaurés par le droit de la coopération judiciaire en ce qui concerne la reconnaissance et l'exécution des décisions. Les vérifications liées à l'ordre public procédural et la loyauté de l'assignation du défendeur permettent de s'assurer du respect des droits de la défense. Enfin, il faut noter l'influence de l'exercice des voies de recours qui ont un rôle déterminant dans la protection des garanties apportées au défendeur. Une différence apparaît cependant selon que la procédure est générale, auquel cas il se produit un phénomène de concentration du contentieux ; ou procède des procédures européennes unifiées et de l'inversion du contentieux limitant très fortement les possibilités de recours dans l'État membre requis.

Conclusion du Chapitre 1

349. La combinaison du droit fondamental d'accès à la justice et du droit de la coopération judiciaire de l'Union européenne protègent tantôt l'efficacité des mécanismes mis en place, au profit majoritairement du demandeur, tantôt les droits de la défense pour garantir au défendeur à l'action son accès à la justice. Il faut alors constater que les intérêts des deux parties sont protégés sous l'effet combinatoire de la protection des droits fondamentaux et des mécanismes du droit de la coopération judiciaire. En somme, il existe dans l'Espace européen de justice un équilibre entre l'efficacité des mesures adoptées pour faciliter l'accès à la justice et la protection des droits de la défense. Cet équilibre permet de pallier les imperfections qui pourraient apparaître de prime abord à la lecture des instruments du droit de la coopération judiciaire *stricto sensu*.

La mise en œuvre du droit de la coopération judiciaire est satisfaisante de ce point de vue dans sa dimension interne. Elle s'attache à mettre en place un compromis qui semble correspondre non seulement aux objectifs du droit de la coopération judiciaire et de l'Espace de liberté, de sécurité et de justice, mais également celui du droit fondamental d'accès à la justice reconnu par la Charte des droits fondamentaux de l'Union européenne.

Chapitre 2

Les insuffisances du droit de la coopération judiciaire *lato sensu*

350. Au sein de l'Espace européen de justice, il existe de nombreuses règles relatives à la résolution des litiges transfrontières permettant au justiciable d'accéder au juge, d'obtenir une décision et de la faire exécuter. De prime abord, ces règles apparaissent cohérentes et permettent la réalisation de l'accès à la justice dans une perspective judiciaire. Néanmoins, certains aspects questionnent. C'est notamment le cas de la dimension externe de l'Espace européen de justice, particulièrement dans l'appréhension des litiges transfrontières rattachés à l'Union organisant une articulation avec les ordres judiciaires des États tiers. Ces questions sont directement en lien avec la diversification des approches adoptées par l'Union européenne afin de réaliser l'accès à la justice. Chacune est, en effet, construite autour d'une politique ou d'un intérêt particulier qui ne prend pas en compte l'ensemble des éléments relatifs à la résolution des différends transfrontières. Il apparaît alors que l'appréhension de la dimension externe de l'Espace européen de justice par l'Union européenne est lacunaire (**Section 1**).

Par ailleurs, en considérant l'accès à la justice privée, d'autres insuffisances se font jour. L'Union européenne se repose en effet sur une harmonisation *a minima* et minimum qui n'est pas sans poser de difficultés quant à la cohérence d'ensemble du droit de la coopération judiciaire et de l'Espace européen de justice. De fait, les modes alternatifs de résolution des différends sont mis en avant depuis des années aussi bien par les orientations stratégiques du Conseil européen, que dernièrement par le Traité sur le Fonctionnement de l'Union européenne. Cependant, leur réalisation manque de cohérence. Des insuffisances apparaissent alors dans l'approche adoptée autour de la

réalisation de l'accès à la justice par le biais de la résolution extrajudiciaires des litiges transfrontières (**Section 2**).

Section 1. L’appréhension lacunaire de la dimension externe de l’Espace européen de justice

351. La dimension externe de l’Espace européen de justice s’aborde de deux manières : indirecte ou directe. Dans le premier cas, il s’agit d’analyser les effets des règles adoptées pour régir la dimension interne de l’Espace européen de justice mais qui a des effets dépassant le cadre de l’Union (§ 1). À l’inverse, il est question de dimension externe directe lorsque l’Union européenne conclue directement des conventions internationales avec des États tiers ou qu’elle participe à des conventions multilatérales eu égard à sa compétence miroir en la matière (§ 2). Dans les deux cas, la réalisation de l’objectif d’accès à la justice souffre des choix et des différentes approches adoptées en la matière pour permettre la résolution des litiges transfrontières.

§ 1. Les lacunes dans la dimension externe indirecte de l’Espace européen de justice

352. Dans la résolution des litiges transfrontières, le droit de la coopération judiciaire prévoit des règles d’instance directes pour permettre aux justiciables d’accéder au juge afin d’éviter le déni de justice¹⁶³⁷. Si la résolution des litiges transfrontières ne pose pas de difficultés dans la dimension interne de l’Espace européen de justice, il en va différemment à l’extérieur de celle-ci. Certes, le Règlement Bruxelles I refondu permet une articulation avec la compétence internationale des États tiers par le biais du nouveau régime de litispendance internationale¹⁶³⁸, mais celui-ci reste insuffisant. En effet, lorsque le droit de la coopération judiciaire permet aux juridictions nationales des États membres de reconnaître leur compétence internationale sur un litige transfrontière rattaché à l’Union européenne, la seule perspective prise en compte pour leur adoption est celle de la protection de certains intérêts : la protection des consommateurs (**A**), la protection de la souveraineté des États membres ou encore la protection du défendeur domicilié sur le territoire d’un État membre (**B**). Si ces règles d’instance directe et leur mise en œuvre

¹⁶³⁷ Cf. *supra*, §§146 et s.

¹⁶³⁸ Cf. *supra*, §§162 et s.

assurent l'accès au juge, elles ne permettent toutefois pas de garantir l'exécution de la décision si celle-ci s'opère à l'étranger. Cette lacune met en lumière les incohérences du droit de la coopération judiciaire en la matière, tourné à la fois vers la protection de certains intérêts, mais aussi l'absence de cohérence entre l'accès au juge et l'exécution de la décision.

A. Les carences tirées de l'universalisation des règles d'instance directe protégeant les consommateurs

353. Le Règlement Bruxelles I refondu prévoit des règles d'instance directe spécifiques pour la protection des consommateurs domiciliés sur le territoire d'un État membre lorsque le contrat conclu avec un professionnel répond aux critères posés à l'article 17. Ce régime dérogatoire permet d'assurer à la partie faible au contrat le bénéfice de la politique de protection des consommateurs de l'Union européenne. Lorsque le litige transfrontière relatif à un contrat conclu par les consommateurs est intra-Union européenne, les dispositions spéciales ne posent pas de difficulté particulière. Au contraire, elles permettent aux consommateurs d'attirer le professionnel devant les juridictions de son État membre, procurant ainsi à la partie faible d'autres avantages, tels que la langue employée ou encore la réduction des coûts de déplacement ; lesquels favorisent leur accès à la justice¹⁶³⁹. Par ailleurs, le système d'exécution des décisions introduit par le Règlement Bruxelles I refondu permet également à ce dernier de pouvoir faire exécuter rapidement la décision dans un autre État membre à moindre coût. Il existe dans ce cas une cohérence entre l'accès au juge, les possibilités d'exécution de la décision et la protection des consommateurs.

Cependant, sauf s'il est domicilié sur le territoire d'un État partie à la Convention de Lugano de 2007 (auquel cas cette dernière sera applicable¹⁶⁴⁰), des difficultés peuvent apparaître lorsque le professionnel est domicilié sur le territoire d'un État tiers. Le Règlement Bruxelles I refondu ayant universalisé les règles de compétence internationale¹⁶⁴¹, le consommateur pourra également attirer ce professionnel devant les

¹⁶³⁹ P. FRANZINA, « L'universalisation partielle du régime européen de la compétence en matière civile et commerciale dans le règlement Bruxelles I bis : une mise en perspective », in E. Guinchard (dir.), *Le nouveau règlement Bruxelles I bis. Règlement n°1215/2012 du 12 décembre 2012 concernant la compétence judiciaire, la reconnaissance et l'exécution des décisions en matière civile et commerciale*, Bruylant, 2014, p. 39, spéc. p. 78.

¹⁶⁴⁰ Art. 64 Conv. Lugano (2007).

¹⁶⁴¹ Art. 18 §1 Règlement Bruxelles I refondu.

juridictions de l'État membre où il est domicilié, lui garantissant un accès au juge. Dans ce cas, la partie faible pourra être confrontée des lacunes du droit de la coopération judiciaire à deux niveaux et dans des proportions différentes : d'abord quant à la l'obtention de la décision et ensuite quant à l'exécution de cette dernière.

354. *Les difficultés relatives à l'obtention d'une décision.* Le juge saisi d'un litige transfrontière, entre un consommateur domicilié sur le territoire d'un État membre et un professionnel domicilié sur le territoire d'un État tiers, doit trancher ce litige. Cependant, plusieurs difficultés *a priori* de faible importance, peuvent se présenter aussi bien pour le consommateur que pour la juridiction compétente.

En premier lieu, si le consommateur doit notifier au professionnel l'acte introductif d'instance, le Règlement n°1393/2007 n'est pas applicable¹⁶⁴². Il revient alors de vérifier l'applicabilité du droit conventionnel de l'État membre requis. En la matière, la Convention de La Haye de 1965 relative à la signification et à la notification des actes peut s'appliquer¹⁶⁴³. Le consommateur pourra ainsi bénéficier d'un mécanisme simplifié pour faire parvenir l'acte introductif d'instance au défendeur et s'assurer que le juge compétent ne surseoira pas à statuer si, le professionnel défendeur à l'action, ne se présente pas¹⁶⁴⁴. Deux remarques s'imposent. D'abord, tous les États membres, à l'exception de l'Autriche pour le moment¹⁶⁴⁵, sont partie à ladite convention. De fait, le même régime est applicable à l'ensemble des consommateurs et des actions intentées par un consommateur contre un professionnel domicilié à l'étranger. La transmission de la notification de l'acte introductif d'instance et des autres actes judiciaires est donc simplifiée, et facilite ainsi l'accès à la justice. Encore faut-il que le professionnel soit domicilié sur le territoire d'un États tiers partie à la Convention¹⁶⁴⁶, ce qui est précisément l'objet de la seconde remarque. Selon les dernières statistiques en matière de commerce international des biens, les principales importations dans l'Union européenne en provenance de pays tiers sont effectuées depuis des États parties à la Convention de La Haye de 1965, soit les États-Unis d'Amérique, le Japon, la Corée du Sud, le Canada,

¹⁶⁴² Art. 1^{er} §1 Règlement n°1393/2007.

¹⁶⁴³ Convention relative à la signification et à la notification à l'étranger des actes judiciaires et extrajudiciaires en matière civile et commerciale, 15 nov. 1965, La Haye, Recueil des conventions de La Haye, n°14 (vig. 10 févr. 1969 ; cf. Annexe I, tabl. 1.1).

¹⁶⁴⁴ Art. 28 §4 Règlement Bruxelles I refondu et art. 15 al. 1^{er} Conv. La Haye (1965).

¹⁶⁴⁵ Art. 2 Décision 2016/414/UE : l'Autriche doit signer et ratifier la Conv. La Haye (1965) avant le 31 déc. 2017.

¹⁶⁴⁶ V° la liste des États contractants : cf. Annexe V, tabl. 5.1.

la Russie, l'Inde, Singapour, le Mexique, le Brésil, la Suisse et la Norvège¹⁶⁴⁷. Dans cette liste, seul le Brésil n'a pas ratifié ladite convention. Aux vues de ces statistiques, il semble que la conclusion d'un contrat de consommation, répondant à la fois aux critères de l'article 17 du Règlement Bruxelles I refondu et conclu avec un professionnel domicilié sur le territoire d'un État qui ne soit pas partie à la Convention de La Haye de 1965, relève davantage d'un cas d'école plutôt que d'une situation probante. Néanmoins, il faut souligner que même si le cas venait à se réaliser, l'État membre sur le territoire duquel le consommateur a son domicile peut être partie une convention bilatérale portant sur la notification des actes avec le pays tiers concerné. Dans ce cas, la transmission de la notification transfrontière pourrait également être simplifiée. Toutefois, en s'en tenant à l'analyse du droit de l'Union européenne, il faut remarquer que cet élément ne représente qu'une imperfection mineure dans la construction de l'Espace européen de justice et de la réalisation de l'accès à la justice.

Le second point mérite davantage d'attention. Dans le cas où le juge de l'État membre requis aurait besoin d'obtenir une preuve sur le territoire de l'État tiers, davantage de difficultés apparaissent. Tout d'abord, il faut noter que dans ce cas le Règlement n°1206/2001 n'est pas applicable¹⁶⁴⁸. La Convention de La Haye de 1970 sur l'obtention des preuves à l'étranger peut alors servir de support pour faciliter la transmission et l'exécution de l'acte d'instruction¹⁶⁴⁹. Contrairement à la Convention sur la notification des actes, cette dernière est moins populaire au niveau international¹⁶⁵⁰. De plus, parmi les principaux partenaires commerciaux de l'Union européenne en matière de commerce des biens, le Japon et le Canada ne sont pas parties à la Convention. Il existe alors un plus grand risque à ce que la transmission et l'exécution de l'acte d'instruction ne puissent aboutir. Cela étant, des conventions bilatérales peuvent exister. La plus grosse lacune est relative à la ratification de la Convention de 1970 par les États membres de l'Union européenne : l'Autriche, la Belgique et l'Irlande n'y participent pas. Il en découle une inégalité entre les consommateurs domiciliés sur le territoire des États membres : ceux résidants dans ces pays rencontreront davantage de difficultés si un acte

¹⁶⁴⁷ Eurostats, Statistics Explained : Commerce international des biens, données de mars 2016, 22 août 2016 (disp. en ligne : <<http://ec.europa.eu/eurostat/statistics-explained/>>), spéc. graphique n°1.

¹⁶⁴⁸ Art. 1^{er} §1 Règlement n°1206/2001.

¹⁶⁴⁹ Convention sur l'obtention des preuves à l'étranger en matière civile et commerciale, 18 mars 1970, La Haye, Recueil des conventions de La Haye, n°20 (vig. 7 oct. 1972 ; cf. Annexe I, tabl. 1.1).

¹⁶⁵⁰ Seulement 59 États ont ratifiés la Conv. La Haye (1970) contre 71 pour la Conv. La Haye (1965) : cf. Annexe V, tabl. 5.2.

d'instruction est nécessaire à la résolution du litige, et que celui-ci doit être exécuté sur le territoire d'un État tiers partie à la Convention. Cette situation est loin d'être un cas d'école : dans leurs relations avec le Danemark, les juridictions autrichiennes, belges et irlandaises ne pourront mettre en œuvre ni le Règlement n°1206/2001 ni la Convention de 1970. Par conséquent, c'est la Convention de La Haye relative à la procédure civile de 1954 qui doit s'appliquer¹⁶⁵¹. Contrairement à la Convention de 1970, celle de 1954 est moins détaillée en matière d'obtention des preuves car elle est plus générale. La position du Danemark par rapport à l'Espace européen de justice peut donc causer un préjudice non seulement aux consommateurs danois, mais aussi aux consommateurs autrichiens, belges et irlandais. Une intervention de l'Union européenne serait sans doute judicieuse pour réparer cette lacune sur le modèle de son intervention pour l'Autriche vis-à-vis de la Convention de La Haye de 1965¹⁶⁵². Cette question touche plus largement le rôle de l'Union européenne dans la dimension externe directe.

Par conséquent, il est possible que l'accès à la justice pour les consommateurs attirant un professionnel domicilié sur le territoire d'un État tiers rencontrent plus de difficultés pour obtenir une décision de la part de la juridiction compétente ; même s'il faut concéder que ces cas seront, en pratique, très peu nombreux. C'est davantage en matière d'exécution des décisions que des difficultés se posent.

355. *Les difficultés relatives à l'exécution des décisions.* Outre les petites difficultés relatives à l'obtention d'une décision, l'obstacle le plus important se situe sans doute au stade de la reconnaissance et de l'exécution de la décision obtenue à la faveur du consommateur¹⁶⁵³. Il y a là une véritable opposition entre la protection du consommateur et l'accès à la justice. En effet, la première motive l'adoption d'un régime spécial assurant au consommateur un accès au juge simplifié et asymétrique¹⁶⁵⁴. Cependant, l'accès au juge suppose également, par le truchement du droit au procès équitable, l'exécution de la décision¹⁶⁵⁵. Or, si le professionnel est domicilié à l'étranger, il n'existe aucune garantie à ce que celui-ci possède des biens saisissables pour faire exécuter la décision de force dans

¹⁶⁵¹ Convention relative à la procédure civile, 1^{er} mars 1954, La Haye, Recueil des conventions de La Haye, n°2 (vig. 12 avr. 1957 ; cf. Annexe I, tabl. 1.1) ;

¹⁶⁵² Cf. *infra*, §§391 et s.

¹⁶⁵³ Dans le cas où le consommateur est le débiteur de la décision, celle-ci pourra, en théorie, directement être exécutée sur l'ÉM qui l'a adoptée puisqu'il est celui où le consommateur est domicilié et où il possède des biens saisissables pour exécuter de force la décision.

¹⁶⁵⁴ P. FRANZINA, « L'universalisation partielle du régime européen de la compétence en matière civile et commerciale dans le règlement Bruxelles I bis : une mise en perspective », *op. cit.*, spéc. p. 78.

¹⁶⁵⁵ Cf. *supra*, §§317 et s.

l'Espace européen de justice. Par conséquent, la décision rendue par les juridictions d'un État membre au profit d'un consommateur peut rester inexécutée si le professionnel-débiteur ne l'exécute pas de son plein gré. L'absence de coordination avec les États tiers en la matière oblige à s'en remettre à la bonne foi du professionnel puisque le droit de la coopération judiciaire ne pourra pas permettre au consommateur de pouvoir faire exécuter sa décision sur le territoire d'un État tiers. En l'absence d'exécution volontaire, il faut alors se retrancher derrière le droit international privé de l'État requis et espérer que celui-ci permettra la reconnaissance et l'exécution de la décision de l'État membre dont la compétence internationale est fondée sur une règle d'instance directe exorbitante¹⁶⁵⁶. C'est précisément pour cette raison que l'universalisme est critiqué¹⁶⁵⁷ : il s'agit d'une méthode unilatérale qui n'apporte pas toutes les garanties aux parties lorsqu'elles bénéficient de ce type de règle, précisément si une exécution forcée est requise. Il y a de forte chance pour que le juge de l'*exequatur* estime que la compétence internationale de la juridiction de l'État membre ne soit pas fondée. Dans le cadre des relations avec le consommateur, quelques exemples peuvent être cités pour démontrer l'incertitude quant à l'efficacité du régime spécial en cas d'exécution forcée. En Chine, la procédure d'*exequatur* n'est ouverte que s'il existe une convention bilatérale ou une « relation de réciprocité » avec l'État membre d'origine¹⁶⁵⁸. Il en va de même en Russie où seule la condition de l'existence d'une convention bilatérale existe¹⁶⁵⁹. Dans d'autres pays, comme le Canada, la procédure d'*exequatur* est possible, mais les conditions à réunir sont sujettes à l'interprétation du juge requis. De manière générale, dans les Provinces canadiennes de *common law*¹⁶⁶⁰, la compétence internationale de la juridiction d'origine est appréciée selon le critère du « lien réel et substantiel »¹⁶⁶¹. À titre d'exemple, la loi du

¹⁶⁵⁶ Sur les difficultés rencontrées en matière d'excès de compétence internationale : V° D. BUREAU, H. MUIR WATT, *Droit international privé*, PUF, 3^e éd., t. I, 2014, spéc. §§62 et 63.

¹⁶⁵⁷ V° par ex. P. FRANZINA, « L'universalisation partielle du régime européen de la compétence en matière civile et commerciale dans le règlement Bruxelles I bis : une mise en perspective », *op. cit.*, spéc. pp. 46 et 47.

¹⁶⁵⁸ B. JIN, « Chine. Droit international privé », *J.-Cl. droit comparé*, fasc. 60, 17 déc. 2012, spéc. §80.

¹⁶⁵⁹ N. BOGDANOVA-PATAUD, « Russie. Droit international privé », *J.-Cl. droit comparé*, fasc. 60, 19 mai 2010, spéc. §44.

¹⁶⁶⁰ Au Québec, la compétence de la juridiction d'origine est appréciée « en miroir » des règles de droit international privé des juridictions québécoises : art. 3155 §1 Code civil du Québec ; en matière de contrat conclu avec un consommateur, le juge québécois peut reconnaître sa compétence internationale lorsque le consommateur réside au Québec (art. 3149 Code civil du Québec) : en cas d'*exequatur* d'une décision contre un professionnel domicilié au Québec, le juge québécois pourra alors valider la condition posée par l'art. 3155 §1 et 3164 et s. du Code civil du Québec puisque le consommateur est domicilié sur le territoire de l'ÉM qui a rendu la décision.

¹⁶⁶¹ G. SAUMIER, « Canada (Provinces de *common law*). Droit international privé », *J.-Cl. droit comparé*, fasc. 62, 1^{er} oct. 2010, spéc. §§54 et 55.

Saskatchewan précise ce qu'il faut entendre par cette notion¹⁶⁶². En cas de jugement rendu par les juridictions d'un États membre portant sur un contrat de consommation, il semble possible de pouvoir établir ce lien sur le fondement de l'exécution contractuelle dans l'État membre – encore faut-il que l'obligation dont il était question s'exécute bien, selon le droit international privé de la Saskatchewan, sur le territoire de l'État membre de l'Union. Si la condition est moins restrictive que pour la Chine ou la Russie, elle laisse toutefois planer une incertitude. Il en résulte une absence d'équilibre entre l'accès au juge et les possibilités d'exécution des décisions prises par une juridiction d'un État membre dont la compétence internationale est fondée sur le régime spécial de l'article 18 §1 du Règlement Bruxelles I refondu. L'objectif d'accès à la justice n'est alors réalisé que partiellement si le consommateur ne dispose pas des moyens juridiques permettant l'exécution forcée de la décision alors même qu'il est une partie faible.

Il faut toutefois relever que la situation est différente lorsque le professionnel défendeur à l'action dispose d'un établissement sur le territoire d'un État membre par le biais duquel le contrat a été conclu¹⁶⁶³. Dans ce cas, l'exécution de la décision dépend entièrement du droit de la coopération judiciaire puisque des biens sont situés sur le territoire d'un État membre.

356. En définitive, des lacunes naissent dans la réalisation de l'accès à la justice en droit de la coopération judiciaire de l'Union européenne, fruit d'une absence de cohérence ou de prise en compte de toutes les finalités de l'objectif de l'Espace européen de justice. Ce décalage illustre déjà les défauts de conception et les embûches nées d'approches différentes et non coordonnées en matière d'accès à la justice. Lorsqu'elle favorise des règles d'instance directe privilégiées au profit des juridictions des États membres, l'Union se repose alors sur le droit international privé de chacun de ces derniers pour assurer l'exécution de la décision sur le territoire d'un État tiers. Par conséquent, les consommateurs, même s'ils bénéficient tous du même régime leur permettant d'attirer leur cocontractant professionnel domicilié sur le territoire d'un État tiers, n'auront pas droit au même accès à la justice si le regard est porté sur l'exécution de la décision à l'étranger. Il sera conditionné à l'existence d'une convention bilatérale entre l'État membre requis et l'État tiers où le professionnel est domicilié. La seule exception

¹⁶⁶² Art. 9 Loi sur l'exécution des jugements étrangers, Chapitre E-9.121 des Lois de la Saskatchewan de 2005 (en vig. à partir du 19 avr. 2006) tel que modifié par les Lois de la Saskatchewan, 2012, ch.12.

¹⁶⁶³ Art. 13 al. 2 Conv. Bruxelles (1968) ; art. 15 §2 Conv. Lugano (2007) ; art. 17 §2 Règlement Bruxelles I refondu.

générale procède de la Convention de Lugano qui assure un accès au juge et l'exécution de la décision à un consommateur domicilié sur le territoire d'un État membre de l'Union et intentant une action à l'encontre d'un professionnel domicilié en Islande, en Norvège ou en Suisse.

357. Ce cas de figure n'est pas le seul à présenter des difficultés et s'illustre également dans d'autres litiges transfrontières. C'est notamment le cas lorsque ces derniers portent sur un objet fortement lié à la souveraineté d'un État tiers ou lorsqu'il existe une clause d'*electio fori* au profit des juridictions d'un État tiers puisque l'« effet réflexe » n'est pas connu du droit de la coopération judiciaire de l'Union européenne.

B. Les carences tirées de l'absence d'« effet réflexe » dans le droit de la coopération judiciaire

358. Dès lors que le litige porte sur une affaire transfrontière dont l'objet est lié à la souveraineté d'un État membre ou si les parties désignent les tribunaux d'un État membre pour entendre de leur différend, alors seules les juridictions de ces États membres peuvent reconnaître leur compétence internationale en vertu des articles 24 et 25 du Règlement Bruxelles I refondu.

359. *L'« effet réflexe » en matière de compétences exclusives.* Dans le cas de l'article 24 de l'instrument, une compétence exclusive est attribuée aux juridictions de l'État membre sur lequel l'objet en question est localisé. Aucune autre juridiction ne peut reconnaître sa compétence internationale sur l'affaire¹⁶⁶⁴. Des questions apparaissent cependant lorsque l'élément de rattachement se situe sur le territoire d'un État tiers¹⁶⁶⁵. L'article 24 du Règlement Bruxelles I refondu n'est applicable que pour l'Espace européen de justice et il ne prévoit pas d'aménagement spécifique dans ce cas précis¹⁶⁶⁶. Dès lors, les juridictions des États membres pourraient alors reconnaître leur compétence internationale sur le fondement de l'article 4 si le défendeur y est domicilié. Mais il existe une divergence d'interprétation sur ce point. En effet, lorsque l'objet du litige soumis à l'article 24 est rattaché au territoire d'un État tiers, les juridictions des États membres pourraient-elles conclure qu'aucune d'entre elles ne peut reconnaître sa compétence

¹⁶⁶⁴ Cf. *supra*, §§144 et s.

¹⁶⁶⁵ Comme par ex., si la situation porte sur les droits réels immobiliers d'un immeuble situé dans un État tiers.

¹⁶⁶⁶ Art. 64 Conv. Lugano (2007) : sauf si l'objet du litige est localisé sur le territoire islandais, norvégien ou suisse, auquel cas la Convention de Lugano est applicable.

internationale ?¹⁶⁶⁷ D'un point de vue de l'accès à la justice, deux points de vue s'opposent. D'abord, dans une telle situation, l'accès au juge peut être privilégié. Dans ce cas, il faut permettre aux litigants de pouvoir saisir les juridictions d'un État membre sur le fondement de la règle générale *actor forum sequitur rei*, afin que le différend puisse être résolu. Le risque est alors que la décision ne soit pas reconnue là où elle doit être exécutée, c'est-à-dire sur le territoire de l'État tiers où l'objet du litige en question est localisé. Dans une situation comparable, le juge français ne reconnaîtrait pas la décision des juridictions d'un État tiers si celles-ci se prononçaient sur un litige portant par exemple sur des droits réels immobiliers dont l'immeuble est situé en France¹⁶⁶⁸. Ce sera également le cas au Québec par exemple où il existe une compétence exclusive des juridictions québécoises sur les actions réelles lorsque l'immeuble est situé dans la Belle Province¹⁶⁶⁹, empêchant la reconnaissance et l'exécution d'une décision d'un autre État portant sur un tel litige¹⁶⁷⁰. À l'inverse, c'est l'exécution de la décision qui peut être privilégiée sur l'accès au juge et dans ce cas, les juridictions d'un État membre saisies d'un litige portant sur un objet couvert par l'article 24 du Règlement Bruxelles I refondu, mais situé sur le territoire d'un État tiers, devraient refuser de se reconnaître compétentes¹⁶⁷¹. Cette décision assure l'exécution de la décision, au risque que les litigants ne remplissent peut-être pas les conditions pour pouvoir accéder aux juridictions de l'État tiers. Paradoxalement, il semble que la première hypothèse soit préférée à la seconde¹⁶⁷².

Le droit de la coopération judiciaire de l'Union européenne ne prévoit pas d'« effet réflexe » pour les compétences exclusives lorsque l'objet du litige se situe sur le territoire d'un État tiers. Cette absence entraîne une très forte probabilité (sinon une certitude) que le jugement adopté par les juridictions d'un État membre ne puisse jamais être exécuté à l'étranger, mais protège, dans le même temps, contre un risque de déni de justice si les juridictions de l'État tiers refusent d'entendre les prétentions des parties.

¹⁶⁶⁷ Il s'agit de l'« effet réflexe » des compétences exclusives : H. GAUDEMET-TALLON, *Compétence et exécution des jugements en Europe. Matière civile et commerciale. Règlements 44/2001 et 1215/2012, Conventions de Bruxelles (1968) et de Lugano (1988 et 2007)*, LGDJ, 5^e éd., 2015, spéc. §100.

¹⁶⁶⁸ V. HEUZÉ, P. MAYER, *Droit international privé*, LGDJ, 11^e éd., 2014, spéc. §391.

¹⁶⁶⁹ Art. 3152 Code civil du Québec.

¹⁶⁷⁰ Art. 3155 §1 et 3164 et s. Code civil du Québec.

¹⁶⁷¹ Cf. *infra*, §§455 et s.

¹⁶⁷² Comme le souligne Georges DROZ révélant le paradoxe existant entre l'impossibilité pour le juge d'un ÉM de s'interroger sur les droits réels immobiliers d'un immeuble situé sur le territoire d'un autre ÉM, mais qui autoriserait ce même juge à se substituer aux juridictions de l'État tiers où l'immeuble serait situé (*in* « La Convention de San Sébastian alignant la Convention de Bruxelles sur la Convention de Lugano », *Rev. crit. DIP*, 1990, p. 1).

360. L'« effet réflexe » en matière de prorogation de compétence. La question de l'« effet réflexe » peut également se poser en ce qui concerne la prorogation de compétence au profit d'une juridiction d'un État tiers, en dehors des juridictions islandaises, norvégiennes et suisses¹⁶⁷³, ainsi que des juridictions mexicaines et singapouriennes¹⁶⁷⁴. En effet, l'article 25 du Règlement Bruxelles I refondu fait preuve d'une universalisation en abandonnant le critère du domicile¹⁶⁷⁵. Lorsque la juridiction désignée par les parties est celle d'un État membre, la disposition est applicable. En revanche, l'article 24 du Règlement ne prévoit rien lorsque les juridictions d'un État tiers sont désignées par une clause attributive de juridiction. La problématique se pose dans les mêmes termes que pour l'article 24 du même instrument. Le Règlement reste désespérément muet¹⁶⁷⁶.

361. La protection des intérêts des États membres et des personnes y domiciliées. L'absence d'« effet réflexe », dans un cas comme dans l'autre, peut se justifier par la crainte de voir les citoyens de l'Union européenne privés d'un accès à la justice si le droit de la coopération judiciaire prévoyait l'incompétence des juridictions des États membres lorsque le critère de rattachement se réalise à l'extérieur de l'Union. Cette position est défendable, mais elle ne permet toutefois pas de concilier accès au juge et exécution de la décision. Ceci d'autant plus que s'ajoutent les mêmes difficultés relatives à la notification des actes et à l'obtention des preuves, que celles rencontrées en matière de litiges avec un consommateur¹⁶⁷⁷. Des solutions existent et il faudra les explorer¹⁶⁷⁸. En l'état actuel du droit de la coopération judiciaire, c'est donc le défendeur domicilié sur le territoire d'un État membre qui est privilégié.

362. En définitive, dans les litiges transfrontières rattachés à l'Union européenne, l'accès à la justice, tel qu'il est envisagé par le droit de la coopération, s'attache davantage à faire prévaloir l'accès au juge sur l'exécution de la décision. Que la solution envisagée vise la protection des consommateurs ou celle du défendeur à l'action

¹⁶⁷³ Dans ce cas, la Conv. Lugano (2007) est applicable (art. 64).

¹⁶⁷⁴ Dans ce cas, la Conv. La Haye (2005) est applicable (il faut souligner que l'instrument n'est applicable à Singapour qu'à partir du 1^{er} oct. 2016 : cf. Annexe V, tabl. 5.4).

¹⁶⁷⁵ Cf. *supra*, §155.

¹⁶⁷⁶ S. FRANCO, « Les clauses d'élection de for dans le nouveau règlement Bruxelles I bis », in E. GUINCHARD (dir.), *Le nouveau règlement Bruxelles I bis. Règlement n°1215/2012 du 12 décembre 2012 concernant la compétence judiciaire, la reconnaissance et l'exécution des décisions en matière civile et commerciale*, Bruylant, 2014, p. 107, spéc. pp. 111 à 113.

¹⁶⁷⁷ Cf. *supra*, §§351 et s.

¹⁶⁷⁸ Cf. *infra*, §§438 et s.

domiciliée sur le territoire d'un État membre, ces justiciables pourront rencontrer des difficultés pour obtenir l'exécution de la créance octroyée par le jugement. Dans les deux cas, c'est l'extraterritorialité des règles conçues pour la dimension interne de l'Espace européen de justice qui engendre des difficultés. Celles-ci pourraient ainsi être résorbées par une meilleure gestion de la dimension externe directe de cet espace, mais force est de constater qu'elle présente également des lacunes.

§ 2. Les lacunes dans la dimension externe directe de l'Espace européen de justice

363. *L'action extérieure de l'Union en matière de coopération judiciaire.* L'Union européenne participe directement à deux conventions facilitant l'accès à la justice applicables en matière civile et commerciale. Il s'agit de la Convention de Lugano concernant la compétence internationale, la reconnaissance et l'exécution des décisions en matière civile et commerciale¹⁶⁷⁹, ainsi que de la Convention de La Haye relative aux accords d'élection de *for*¹⁶⁸⁰. C'est en vertu de ses compétences internes que l'Union est en mesure de participer, par parallélisme¹⁶⁸¹, à des instruments internationaux en vue de réaliser un objectif déterminé et autant qu'il en est nécessaire¹⁶⁸². Cette compétence peut s'avérer exclusive lorsque les engagements internationaux relèvent du domaine d'application des règles communes du droit de l'Union européenne et qui, en l'absence d'un engagement pris par l'Union, entraîne un risque de porter atteintes à celles-ci¹⁶⁸³, même si elles relèvent d'une compétence partagée¹⁶⁸⁴. La Cour de justice a ainsi pris position en ce sens en matière de coopération judiciaire dans son Avis 1/13, confirmant sa

¹⁶⁷⁹ Convention concernant la compétence judiciaire et l'exécution des décisions en matière civile et commerciale, 30 oct. 2007, Lugano, 2658 RTNU 197 (vig. 1^{er} janv. 2010, 1^{er} janv. 2011 et 1^{er} mai 2011 ; cf. Annexe I, tabl. 1.2).

¹⁶⁸⁰ Convention sur les accords d'élection de *for*, 30 juin 2015, La Haye, Recueil des conventions de La Haye, n°37 (vig. 1^{er} oct. 2015).

¹⁶⁸¹ C. BLUMANN, L. DUBOIS, *Droit institutionnel de l'Union européenne*, LexisNexis, 5^e éd., 2013, spéc. §773.

¹⁶⁸² Art. 216 §1 Traité FUE ; CJCE 7 févr. 2006, Avis 1/03, EU:C:2006:81, spéc. pt. 114 et s. ; CJ 14 oct. 2014, Avis 1/13, EU:C:2014:2303, spéc. pt. 67.

¹⁶⁸³ Art. 3 §2 Traité FUE ; CJ 14 oct. 2014, Avis 1/13, *préc.*, spéc. pt. 70 à 74.

¹⁶⁸⁴ CJ 14 oct. 2014, Avis 1/13, *préc.*, spéc. pt. 74 : "Cela étant, l'Union ne disposant que de compétences d'attribution, l'existence d'une compétence, de surcroît de nature exclusive, doit trouver son fondement dans des conclusions tirées d'une *analyse globale et concrète de la relation existant entre l'accord international envisagé et le droit de l'Union en vigueur*. Cette analyse doit prendre en considération les domaines couverts, respectivement, par les règles de l'Union et par les dispositions de l'accord envisagé, leurs perspectives d'évolution prévisibles, ainsi que la nature et le contenu de ces règles et dispositions, afin de vérifier si l'accord en question est susceptible de porter atteinte à l'application uniforme et cohérente des règles de l'Union et au bon fonctionnement du système qu'elles instituent" (emphase ajoutée).

jurisprudence *AETR*¹⁶⁸⁵. Cet arrêt ne couvre certes qu'une partie du droit de la coopération judiciaire de l'Union européenne, mais il est transposable à l'ensemble de ce droit si les deux conditions sont remplies. Dans de telles circonstances, l'Union a la possibilité soit participer de directement à une convention, soit d'adopter des actes pour contraindre les États membres à participer à des accords internationaux lorsque ceux-ci ne permettent pas à une organisation internationale d'y participer directement. C'est notamment le cas pour la Convention de La Haye sur les notification des actes de 1965. Il s'agit précisément de la raison pour laquelle l'Union a *contraint* l'Autriche à signer et ratifier ladite convention, avant le 31 décembre 2017, dans une décision récente¹⁶⁸⁶. Comme elle le rappelle, dans cette dernière, il en va de « l'intérêt » de l'Union¹⁶⁸⁷. Par conséquent, qu'elle y participe directement ou indirectement par le biais de ses États membres, l'Union européenne a la possibilité de mettre en place des actions extérieures permettant de faciliter l'accès à la justice et d'inscrire l'Espace européen de justice dans l'ordre judiciaire mondial.

364. *L'intérêt d'une action extérieure en matière de coopération judiciaire.* Lorsqu'elle exerce cette compétence, l'Union s'assure que l'Espace européen de justice ne reste pas en vase clos, mais qu'au contraire il s'articule avec d'autres ordres judiciaires pour faciliter l'accès à la justice de ces citoyens et des justiciables faisant appel aux juridictions des États membres. L'effet est d'autant plus fort lorsqu'elle participe directement à une convention internationale. Dans ce cas, la convention est considérée comme du droit de l'Union européenne et, à ce titre, bénéficie de ces attributs¹⁶⁸⁸. Il en résulte qu'entre les États membres, l'interprétation et l'application de l'instrument international sera uniforme puisque la Cour de justice peut être saisie d'un recours préjudiciel. Dès lors, tous les justiciables, saisissant les juridictions d'un État membre devant mettre en œuvre une convention internationale à laquelle l'Union est partie sont assurés dans le cadre d'un litige transfrontière rattaché à l'Union de pouvoir bénéficier des mêmes accords facilitant l'accès à la justice. C'est notamment le cas pour la reconnaissance et l'exécution d'une décision adoptée par les juridictions d'un État tiers en

¹⁶⁸⁵ CJ 14 oct. 2014, Avis 1/13, *préc.* ; C. FLAECHE-MOUGIN, « Chronique L'action extérieure de l'Union européenne – Premières décisions relatives à la compétence exclusive de l'Union au titre de l'article 3, paragraphe 2, TFUE : la Cour confirme la pertinence des critères jurisprudentiels issus de l'arrêt *AETR* pour caractériser "l'affectation des règles communes" », *RTD Eur.*, 2015, p. 220-10.

¹⁶⁸⁶ Art. 2 Décision 2016/414/UE.

¹⁶⁸⁷ Art. 1^{er} al. 1 Décision 2016/414/UE.

¹⁶⁸⁸ C. BLUMANN, L. DUBOIS, *Droit institutionnel de l'Union européenne*, *op. cit.*, spéc. §778.

vertu de la Convention de Lugano ou de la Convention de La Haye de 2005. Néanmoins, en la matière, seules deux conventions ont été ratifiées par l'Union. La grande majorité de l'intégration de l'Espace européen de justice dans l'ordre judiciaire mondial repose sur le droit conventionnel des États membres. Dès lors, l'Union dispose d'une marge de progression, à la condition que l'instrument international soit ouvert à la signature d'une organisation internationale. Or, ce n'est pas toujours le cas.

365. *L'intérêt relatif pour le droit conventionnel des États membres.* Pour pallier la difficulté, l'Union européenne dispose d'une possibilité d'*imposer* aux États membres la signature et la ratification d'une convention internationale. Il en résulte un avantage pour l'accès à la justice : les justiciables peuvent alors bénéficier de ces instruments dans tous les États membres de l'Union européenne. Il faut cependant noter que dans ce cas de figure, la convention ainsi ratifiée et signée ne constitue pas du droit de l'Union européenne. Elle est alors considérée comme du droit conventionnel des États membres. Ces conventions, lorsqu'elles couvrent le champ d'application d'un règlement ou d'une directive, sont mises en œuvre par le biais du droit de la coopération judiciaire de l'Union qui prévoit une articulation entre les différentes normes¹⁶⁸⁹. Néanmoins, l'interprétation des dispositions échappe à la compétence de la Cour de justice. Il peut en résulter des divergences entre les États membres.

Par ailleurs, d'autres discordances peuvent apparaître entre les États membres lorsque l'instrument international donne à ses participants la faculté de faire des déclarations ayant un impact sur son application, à l'instar des l'article 15 al. 2 ou 16 al. 3 de la Convention de La Haye de 1965 sur la notification des actes. Ces dispositions sont respectivement relatives à l'office du juge et à l'instauration d'un délai maximal pour demander le relevé de la forclusion des délais de recours. Dans l'Union européenne, tous les États membres n'ont pas effectué les mêmes déclarations vis-à-vis de ces articles¹⁶⁹⁰. Il en découle que selon la juridiction saisie dans l'Espace européen de justice, les justiciables se verront appliquer des modalités ou des conditions d'application différentes. Cela étant, il faut remarquer que les instruments du droit de l'Union européenne laisse aussi, de temps à autre, une marge de manœuvre aux États membres. C'est notamment le cas, pour les mêmes questions, des articles 19 §2 et §4 du Règlement n°1393/2007. Il faut d'ailleurs constater que les États membres ne sont pas toujours cohérents dans la manière

¹⁶⁸⁹ Cf. *supra*, §159.

¹⁶⁹⁰ Cf. Annexe I, tabl. 1.4.

qu'ils ont d'abord ces points identiques. Il existe en effet des divergences entre les déclarations faites sur le Règlement n°1393/2007 et la Convention de La Haye de 1965 relativement à l'office du juge et au délai maximal pour demander le relevé de la forclusion des voies de recours¹⁶⁹¹. Devant ces constatations, il est légitime de se poser la question de l'intervention de l'Union en la matière afin d'harmoniser ces déclarations, puisque d'une part elle pourrait en tirer une compétence exclusive au regard de l'article 3 §2 du Traité FUE, et que d'autre part ces déclarations pourraient être assimilées à un accord international¹⁶⁹². La Commission ne semble pourtant pas encline à les homogénéiser¹⁶⁹³ et il faut le regretter.

Cependant, la difficulté la plus importante en la matière, appelant une intervention de l'Union européenne, tient au fait que tous les États membres ne sont pas parties aux mêmes instruments internationaux facilitant l'accès à la justice¹⁶⁹⁴. En vertu de la jurisprudence et de la position de la Cour de justice sur la question, l'Union dispose pourtant de la possibilité de *contraindre* ses États membres à adhérer à une convention internationale couvrant des règles communes, à l'exception du Danemark qui ne participe pas à l'Espace de liberté, de sécurité et de justice. Les conditions sont réunies : il existe des règles communes et l'absence de participation de certains États membres aux conventions facilitant l'accès à la justice peut affecter l'application et la cohérence générale du droit de la coopération judiciaire. Il semble cependant que l'Union européenne préfère attendre que les États membres expriment leur souhait de participer à un accord international, sur lequel existe déjà des règles communes, pour adopter une décision en ce sens. C'est notamment le cas avec la Décision 2016/414/UE autorisant l'Autriche à signer et ratifier la Convention de La Haye de 1965. L'État membre a manifesté sa volonté d'adhérer à ladite convention et s'en est suivi une intervention de l'Union¹⁶⁹⁵.

¹⁶⁹¹ Cf. Annexe I, tabl. 1.4.

¹⁶⁹² Sur ce point, V° CJ 14 oct. 2014, Avis 1/13, *préc.*, spéc. pt. 37 à 51.

¹⁶⁹³ V° Proposition de décision du Conseil autorisant l'Autriche et Malte à adhérer, dans l'intérêt de l'Union européenne, à la convention de La Haye du 15 novembre 1965 relative à la signification et la notification à l'étranger des actes judiciaires et extrajudiciaires en matière civile et commerciale, COM(2013) 338 final du 6 juin 2013, 2013/0177(NLE), spéc. pt. 3.2.

¹⁶⁹⁴ Pour s'en convaincre, cf. Annexe I, fig. 1.2, 1.3 et 1.4.

¹⁶⁹⁵ Cons. n°2 Décision 2016/414/UE.

366. Sans doutes les réticences de la Commission pour entamer l'harmonisation du droit conventionnel des États membres sont-elles légitimes au regard de la souveraineté de ces derniers. Elles sont d'autant plus compréhensives que l'adoption de ces décisions requiert l'approbation du Conseil où siègent les États membres. L'absence d'harmonisation du droit conventionnel, tout comme l'absence de négociations directes pour l'adoption de conventions internationales par l'Union contribuent néanmoins un obstacle pour la réalisation cohérente et complète de l'accès à la justice dans la dimension externe de l'Espace européen de justice. Dans un cas comme dans l'autre, la dimension externe de cet espace présente des lacunes affectant la réalisation de l'accès à la justice. Il ne s'agit cependant pas des seules insuffisances quant à la résolution des litiges transfrontières. L'accès à la justice privée, qu'elle soit arbitrale ou participative, présente également des insuffisances en droit de la coopération judiciaire *lato sensu*.

Section 2. L'appréhension lacunaire de l'accès à la justice privée

367. Comme l'indiquait la Commission dans sa proposition de directive sur la médiation, « [l]a notion d'accès à la justice devrait couvrir (...) l'encouragement du recours à des procédures adéquates de résolution des litiges pour les particuliers et les entreprises, et non pas uniquement l'accès au système judiciaire »¹⁶⁹⁶. Cette appréhension large de l'accès à la justice a notamment débutée avec le Plan d'action de Vienne encourageant le recours à la médiation¹⁶⁹⁷. Les conclusions du Conseil de Tampere ne manqueront pas de revenir sur ce point, mais en mettant cette réalisation à la charge des États membres¹⁶⁹⁸. Les programmes de La Haye et de Stockholm inciteront la Commission à poursuivre « avec détermination » l'amélioration des modes alternatifs de résolution des litiges¹⁶⁹⁹. Aujourd'hui, l'Union dispose d'une compétence dédiée au développement de la justice privée à l'article 81 §2 (g) du Traité FUE. Si la médiation semble constituer l'objet privilégié des modes de résolution extrajudiciaires des litiges pour faciliter l'accès à la justice, l'arbitrage n'est pas totalement exclu. D'abord, il faut souligner que l'article 220 4^e tiret du Traité instituant la Communauté économique européenne¹⁷⁰⁰ prévoyait la possibilité pour les États membres de s'entendre sur les conditions relatives à la reconnaissance et à l'exécution des sentences arbitrales. Cette disposition n'a pas été mise à profit et la Convention de Bruxelles de 1968 a d'ailleurs exclu l'arbitrage de son champ d'application¹⁷⁰¹. La Commission a d'ailleurs tenté

¹⁶⁹⁶ Proposition de Directive du Parlement européen et du Conseil sur certains aspects de la médiation en matière civile et commerciale, COM(2004) 718 final du 22 oct. 2004, 2004/0251(COD), spéc. pt. 1.1.1.

¹⁶⁹⁷ Conseil justice et affaires intérieures, Plan d'action du 3 déc. 1998 du Conseil et de la Commission concernant les modalités optimales de mise en œuvre des dispositions du Traité d'Amsterdam relatives à l'établissement d'un Espace de liberté, de sécurité et de justice, JOCE C 19/1 du 23 janv. 1999, spéc. §40 (b).

¹⁶⁹⁸ Conseil européen de Tampere, Conclusions de la Présidence, 15 et 16 oct. 1999 (disp. en ligne : <<http://europarl.europa.eu/>>), spéc. §30 : "[l]es États membres devraient également mettre en place des procédures de substitution extrajudiciaires".

¹⁶⁹⁹ Conseil européen, Le programme de La Haye : renforcer la liberté, la sécurité et la justice dans l'Union européenne, JOUE C 53/1 du 3 mars 2005, spéc. pt. 3.4.1 ; Conseil européen, Le programme de Stockholm – une Europe ouverte et sûre qui sert et protège les citoyens, JOUE C 115/1 du 4 mai 2010, spéc. pt. 3.4.1. Il faut par ailleurs noter le silence des dernières orientations stratégiques au sujet du développement des MARL.

¹⁷⁰⁰ Traité instituant la Communauté économique européenne, Rome, 25 mars 1957, 298 RTNU 11 (vig. 1^{er} janv. 1958).

¹⁷⁰¹ Art. 1^{er} al. 2 (4) Conv. Bruxelles (1968) : cette exclusion a été reprise à l'art. 1^{er} §2 (d) Règlement Bruxelles I.

d'améliorer la situation dans sa proposition de révision du Règlement Bruxelles I¹⁷⁰², mais celle-ci s'est heurtée à une levée de boucliers de la part des institutions d'arbitrage, du Parlement européen et de certains États membres¹⁷⁰³. À l'heure actuelle, la position reste quasi-inchangée¹⁷⁰⁴, ce qui n'est pas sans poser de difficultés (§ 2). La situation est similaire en matière de résolution des litiges transfrontières par le biais de la médiation. Son appréhension par le droit de la coopération judiciaire, loin d'être exclue, se matérialise de façon parcellaire, entraînant des incohérences au regard de l'accès à la justice (§ 1).

§ 1. Les lacunes relatives à la médiation

368. La médiation a fait l'objet de deux directives en droit de la coopération judiciaire¹⁷⁰⁵. Celles-ci viennent harmoniser certains points du droit procédural des États membres en la matière, aussi bien quant à la résolution des litiges transfrontières (A) que sur l'effet des accords transactionnels adoptés par ce biais (B). Néanmoins, cette harmonisation est loin d'être satisfaisante et ne poursuit pas, de manière cohérente, l'objectif d'accès à la justice.

A. Des moyens insuffisants pour assurer la résolution des litiges transfrontières

369. La médiation constitue un mode de résolution des différends transfrontières qui doit permettre de faciliter l'accès à la justice des litigants. Les Directives 2008/52/CE et

¹⁷⁰² Proposition de Règlement du Parlement européen et du Conseil concernant la compétence judiciaire, la reconnaissance et l'exécution des décisions en matière civile et commerciale (refonte), COM(2010) 748 final du 14 déc. 2010, 2010/0383(COD), spéc. pt. 3.1.4

¹⁷⁰³ L. D'AVOUT, « La refonte du règlement Bruxelles I », *D.*, 2013, p. 1014, spéc. §11 ; F. CADET, « Le nouveau Règlement Bruxelles I ou l'itinéraire d'un enfant gâté », *JDI*, juil. 2013, n°3, 7, spéc. §§75 à 80 ; A. NUYTS, « La refonte du règlement Bruxelles I », *Rev. crit. DIP*, 2013, p. 1, spéc. §9.

¹⁷⁰⁴ Art. 1^{er} §2 (d) Règlement Bruxelles I refondu. Il faut toutefois noter les précisions apportées par le cons. n°12 et l'art. 73 §2 de cet instrument. Sur ce point, V° L. D'AVOUT, « La refonte du règlement Bruxelles I », *préc.*, spéc. §13 ; F. CADET, « Le nouveau Règlement Bruxelles I ou l'itinéraire d'un enfant gâté », *préc.*, spéc. §§75 à 80 ; A. NUYTS, « La refonte du règlement Bruxelles I », *préc.*, spéc. §10.

¹⁷⁰⁵ Directive 2008/52/CE du Parlement européen et du Conseil du 21 mai 2008 sur certains aspects de la médiation en matière civile et commerciale, JOUE L 136/3 du 24 mai 2008 ; Directive 2013/11/UE du Parlement européen et du Conseil du 21 mai 2013 relative au règlement extrajudiciaire des litiges de consommation et modifiant le règlement (CE) n°2006/2004 et la directive 2009/22/CE (directive relative au RELC), JOUE L 165/63 du 18 juin 2013.

2013/11/UE harmonisent le droit national en la matière¹⁷⁰⁶. Cependant, il a déjà été remarqué une différence d'approche entre les deux instruments : celui relatif au règlement extrajudiciaire des litiges de consommation est plus audacieux¹⁷⁰⁷. Cette disparité est en partie due à la base juridique utilisée pour l'adoption de la Directive 2013/11/UE. Celle-ci a été adoptée sur le fondement de l'article 114 du Traité FUE, conformément à la politique de protection des consommateurs, alors même qu'elle participe à la réalisation de l'objectif d'accès à la justice. Il faut alors relever les lacunes de la Directive 2008/52/CE en comparaison avec sa petite sœur : l'harmonisation est faite *a minima* et n'est pas pleinement satisfaisante (1). De plus, pour la résolution des litiges transfrontières, des questions équivalentes à celles de l'accès au juge se posent, notamment par les obstacles pécuniaires à l'accès au processus de médiation dans de telles circonstances, sans qu'il existe toutefois de certitude sur l'application des instruments adoptés pour les réduire (2).

1. Une différence d'approche source de disparités

370. Le recours à la médiation constitue un moyen de faciliter l'accès à la justice¹⁷⁰⁸. Néanmoins, davantage d'efforts sont fournis pour la résolution extrajudiciaire des litiges de consommation que pour les litiges commerciaux transfrontières en général¹⁷⁰⁹. Il s'agit là d'un paradoxe qui n'est pas justifié d'un point de vue institutionnel. En effet, l'Union dispose d'une compétence générale en matière de droit à la coopération judiciaire et, plus spécifiquement, quant au développement de méthodes alternatives de résolution des litiges¹⁷¹⁰. Pourtant, elle semble plus réfractaire à harmoniser de manière globale la médiation, alors même qu'elle s'y autorise pour favoriser l'accès des consommateurs à la justice et que la Directive 2013/11/UE se fonde sur l'article 114 du Traité FUE relatif au rapprochement des législations. Cette différence d'approche est notable. En effet, la Directive 2008/52/CE s'appuie sur une logique propre à l'Espace de liberté, de sécurité et de justice qui vise à améliorer l'accès à la justice¹⁷¹¹. À l'inverse, la Directive 2013/11/UE s'appuie sur la logique du Marché intérieur, dont l'instrument vise

¹⁷⁰⁶ Cf. *supra*, §§222 et 223.

¹⁷⁰⁷ Cf. *supra*, §§224 et s.

¹⁷⁰⁸ Cons. n°5 Directive 2008/52/CE.

¹⁷⁰⁹ Cf. *supra*, §225.

¹⁷¹⁰ Art. 81 §2 (g) Traité FUE.

¹⁷¹¹ V° les visés de la Directive 2008/52/CE (art. 61 (c) et 67 §5 2nd tiret Traité CE (Amsterdam)) et cons. n°1 et 2.

à achever l'édifice¹⁷¹². L'adoption du texte est notamment justifiée sur la confiance nécessaire des consommateurs dans la construction économique de l'Union pour ne pas freiner les échanges et améliorer la croissance¹⁷¹³. Cette divergence est surprenante. Tout d'abord, rien n'empêche l'Union d'harmoniser le droit procédural national relatif aux litiges transfrontières sur le fondement de l'article 81 du Traité FUE. La Directive 2008/52/CE pourrait alors bénéficier, en ce sens, d'une harmonisation plus large¹⁷¹⁴, en imposant par exemple l'instauration de voies de recours à la médiation dans les États membres et des garanties procédurales plus importantes sur le modèle de celles adoptées par la Directive 2013/11/UE. Et inversement pour ce dernier instrument qui aurait pu être adopté également, pour une grande partie, sur la compétence de l'Union en matière de coopération judiciaire, à tout le moins en ce qui a trait aux litiges transfrontières¹⁷¹⁵. Mais plus encore, elle illustre une certaine schizophrénie de la Commission en matière de droit de la coopération judiciaire au regard de l'identité de l'accès à la justice¹⁷¹⁶ : simple soutien au bon fonctionnement du Marché intérieur ou vecteur du développement d'un Espace européen de justice ? Il convient de rappeler que le Traité lui-même nourrit les maux de l'institution puisque l'adoption d'un instrument portant sur la coopération judiciaire civile et commerciale se justifie « notamment » quant à sa contribution au bon fonctionnement de l'espace économique de l'Union¹⁷¹⁷ ; alors même qu'il convient de « [faciliter] l'accès à la justice »¹⁷¹⁸ ! Sans doute les racines

¹⁷¹² Cons. n°3 Directive 2013/11/UE.

¹⁷¹³ V° not. cons. n°7 Directive 2013/11/UE ; qui reprend les arguments déjà avancés par les Recommandation 98/257/CE de la Commission du 30 mars 1998 concernant les principes applicables aux organes responsables de la résolution extrajudiciaire des litiges de consommation, JOCE L 115/31 du 17 avr. 1998 et Recommandation 2001/310/CE de la Commission du 4 avr. 2001 relative aux principes applicables aux organes extrajudiciaires chargés de la résolution consensuelle des litiges de consommation, JOCE L 109/56 du 19 avr. 2001.

¹⁷¹⁴ Sous réserve du principe de subsidiarité et de proportionnalité. Il faut noter que le Livre vert de la Commission sur les modes alternatifs de résolution des conflits relevant du droit civil et commercial (COM(2002) 196 final du 19 avr. 2002) envisageait une harmonisation plus large et qu'au fur et à mesure des propositions, le texte s'est vidé de sa substance (V° C. NOURISSAT, « Directive n°2008/52/CE du Parlement européen et du Conseil du 21 mai 2008 sur certains aspects de la médiation en matière civile et commerciale », *Procédures*, nov. 2008, n°11, étude 9).

¹⁷¹⁵ C'est ce dernier point qui explique l'emploi de l'art. 114 Traité FUE qui n'est pas limité aux « litiges ayant une incidence transfrontière » (art. 81 §1 Traité FUE ; qui est d'ailleurs limitatif : C. NOURISSAT, « Directive n°2008/52/CE du Parlement européen et du Conseil du 21 mai 2008 sur certains aspects de la médiation en matière civile et commerciale », *préc.*, spéc. §2).

¹⁷¹⁶ Il convient de rappeler que la Commission perçoit toujours la justice comme un moyen d'assurer un soutien économique à la croissance, donc au développement du Marché intérieur : cf. *supra*, §90.

¹⁷¹⁷ Art. 81 §2 Traité FUE : «le Parlement européen et le Conseil (...) adoptent, *notamment lorsque cela est nécessaire au bon fonctionnement du marché intérieur*, des mesures visant à assurer» (emphase ajoutée).

¹⁷¹⁸ Art. 67 §4 Traité FUE.

profondes de l'accès à la justice joue sur son identité propre¹⁷¹⁹ et continuent d'entretenir une distinction qui, si elle existe d'un point de vue juridique, devrait s'effacer pour atteindre les objectifs de l'accès à la justice.

La différence d'approche entre les deux textes est source de disparités pour les litigants souhaitant recourir à la médiation pour résoudre leur litige transfrontière. Les consommateurs sont assurés de pouvoir y accéder alors qu'entre professionnels, l'accès est fonction du droit national et non de la Directive 2008/52/CE qui ne l'impose pas aux États membres. Ce point est toutefois à relativiser puisque tous les États membres ont transposés la Directive et que ceux dans lesquels un système de médiation n'existait pas se sont attelés à en mettre un en place¹⁷²⁰. Par ailleurs, les garanties associées au processus de médiation sont également moins importantes au regard du droit de la coopération judiciaire pour la médiation que pour le règlement extrajudiciaire des litiges de consommation. Une fois encore, la différence d'approche pour atteindre l'objectif d'accès à la justice représente une source de divergences pour un mode de résolution des différends reposant sur un fonctionnement similaire, qu'il s'agisse d'un différend portant sur un contrat conclu avec un consommateur ou un contrat entre professionnels. Il en résulte une lacune dans l'accès à la justice en matière de modes alternatifs de résolution des litiges.

2. Les obstacles matériels au recours à la médiation

371. Les parties qui décident de recourir à la médiation pour résoudre leurs différends sont généralement libres d'aménager le processus pour répondre au mieux à leurs besoins. Il s'agit précisément d'un des avantages recherchés dans le choix de cette méthode pour la résolution du litige¹⁷²¹. Dès lors, la voie choisie doit *normalement* être adaptée aux attentes des parties, notamment quant à l'organisation matérielle du mode de résolution. Cependant, malgré cet aménagement, une des parties peut tout de même rencontrer des difficultés, notamment d'ordre pécuniaire. Encore une fois, il faut noter une différence

¹⁷¹⁹ Sur le développement de l'accès à la justice dans le Marché intérieur, cf. *supra*, §§40 et s.

¹⁷²⁰ Rapport de la Commission au Parlement européen, au Conseil et au Comité économique et social européen sur l'application de la directive 2008/52/CE du Parlement européen et du Conseil sur certains aspects de la médiation en matière civile et commerciale, COM(2016) 542 final du 26 août 2016, spéc. pt. 2.

¹⁷²¹ Livre vert de la Commission sur les modes alternatifs de résolution des conflits relevant du droit civil et commercial, *préc.*, spéc. §9 : "[I]es ADR jouent en effet un rôle complémentaire par rapport aux procédures juridictionnelles, dans la mesure où les méthodes mises en œuvre dans les ADR sont souvent mieux adaptées à la nature des litiges. Les ADR peuvent ainsi permettre aux parties d'engager un dialogue, qui aurait été sans cela impossible, et d'évaluer par elles-mêmes l'opportunité de saisir les tribunaux".

d'approche entre la Directive 2008/52/CE et la Directive 2013/11/UE. Cette dernière fonctionne de concert avec le Règlement n°524/2013 permettant la résolution en ligne du litige de consommation¹⁷²². La mise en œuvre combinée de ces deux instruments permet non seulement l'accès à un mode de résolution des litiges plus adapté, mais les obstacles matériels pouvant être rencontrés dans les litiges transfrontières s'efface par l'utilisation des TIC¹⁷²³, à tout le moins pour lancer le processus. Il faut alors constater que pour la médiation sous couvert de la Directive 2008/52/CE, les parties doivent s'en remettre au droit national pour faire face à une éventuelle impécuniosité. Dans ce cas, les instruments visant à combattre les obstacles matériels de l'accès à la justice étatique semble s'appliquer, mais à des degrés différents.

372. *L'aide judiciaire en matière de médiation.* La Directive 2003/8/CE couvre les procédures extrajudiciaires. Cependant, l'application de cet instrument se limite à couvrir les modes alternatifs de résolution des litiges lorsque « la loi fait obligation d'y recourir ou qu'un tribunal y renvoie les parties »¹⁷²⁴. Dès lors, la partie impécunieuse ne dispose pas d'une garantie lui permettant de réduire l'obstacle pécuniaire que peut représenter le recours à la médiation, à moins que celui-ci ne soit imposé par le droit procédural national ou le juge compétent. *A contrario*, le mécanisme et les garanties minimales seraient inapplicables lorsque les parties décident d'elles-mêmes de recourir à un mode extrajudiciaire de résolution des litiges. Le texte de l'Union n'est cependant pas clair et une interprétation plus favorable semble possible. La Directive 2003/8/CE dispose que l'octroi de l'aide judiciaire ne nécessite par l'ouverture d'une procédure judiciaire¹⁷²⁵. Partant, faut-il comprendre que l'aide judiciaire peut être octroyée même pour les procédures extrajudiciaires non obligatoires ? La rédaction de l'instrument est maladroite¹⁷²⁶. Certains y voient une réelle intention de couvrir les frais relatifs au

¹⁷²² Règlement (UE) n°524/2013 du Parlement européen et du Conseil du 21 mai 2013 relatif au règlement en ligne des litiges de consommation et modifiant le règlement (CE) n°2006/2004 et la directive 2009/22/CE (règlement relatif au RLLC), JOUE L 165/1 du 18 juin 2013.

¹⁷²³ Cf. *supra*, §263.

¹⁷²⁴ Cons. n°22 et art. 10 Directive 2003/8/CE.

¹⁷²⁵ Art. 3 §2 (a) Directive 2003/8/CE.

¹⁷²⁶ Tout comme son application, comme le relève la Commission dans son rapport : “Dans certains États membres, les procédures extrajudiciaires ordonnées par le juge ou rendues obligatoires par la loi peuvent ne pas ouvrir droit à une aide judiciaire” (*in* Rapport de la Commission au Parlement européen, au Conseil et au Comité économique et social européen concernant l'application de la directive 2003/8/CE visant à améliorer l'accès à la justice dans les affaires transfrontalières par l'établissement de règles minimales communes relatives à l'aide judiciaire accordée dans le cadre de telles affaires, COM(2012) 71 final du 23 févr. 2012, spéc. pt. 4.2).

règlement du litige en dehors de toutes procédures judiciaires¹⁷²⁷. Cependant, tous les frais ne seraient pas couverts. *A priori*, seuls les frais de conseils et de traductions le seraient¹⁷²⁸. Par ailleurs, la Directive 2003/8/CE n'est pas exempte de lacunes puisqu'elle ne bénéficie qu'aux personnes physiques¹⁷²⁹. Reste alors le recours à l'article 47 de la Charte des droits fondamentaux pour envisager l'octroi d'une telle aide aux personnes morales, mais celui-ci semble *a priori* limité au domaine judiciaire, conformément à son titre « Droit à un recours effectif et à accéder à un *tribunal* impartial »¹⁷³⁰. La seule exception pourrait tenir au fait que le droit national impose aux parties de recourir à la médiation avant de saisir le juge.

À l'inverse, le règlement en ligne des litiges de consommation¹⁷³¹ permet aux parties de réduire nettement les coûts induits par la résolution du différend puisque le processus s'entame par le biais de la plateforme RLL de la Commission¹⁷³².

Il en résulte une fois encore une lacune dans la résolution des différends transfrontières par le biais de la médiation telle qu'elle est harmonisée par le droit de la coopération judiciaire de l'Union européenne. Il faut d'ailleurs noter que le Parlement européen appelle de ses vœux à une meilleure prise en charge des coûts relatifs à la résolution des litiges par le biais de la médiation¹⁷³³, signe de l'existence d'une lacune réelle en l'espèce. Il faut aussi noter que le droit conventionnel, notamment la Convention de La Haye de 1980 sur l'accès international à la justice ou encore l'Accord européen sur l'aide judiciaire, ne couvrent pas les procédures extrajudiciaires¹⁷³⁴. Des efforts restent donc à fournir en la matière pour s'assurer que le recours à un mode alternatif de résolution des litiges soit tout aussi effectif que peut l'être l'accès à la justice étatique.

¹⁷²⁷ V° par ex. : C. NOURISSAT, « Directive n°2008/52/CE du Parlement européen et du Conseil du 21 mai 2008 sur certains aspects de la médiation en matière civile et commerciale », *préc.*, spéc. §10.

¹⁷²⁸ Art. 7 et 8 Directive 2003/8/CE.

¹⁷²⁹ Art. 3 §1 Directive 2003/8/CE.

¹⁷³⁰ Emphase ajoutée.

¹⁷³¹ Directive 2013/11/UE et Règlement n°524/2013.

¹⁷³² V° <<http://ec.europa.eu/odr>> ; il s'agit d'ailleurs d'un objectif de la plateforme RLL : cons. n°8 Règlement n°524/2013.

¹⁷³³ Résolution du Parlement européen du 11 juin 2013 sur l'amélioration de l'accès à la justice : aide judiciaire accordée dans le cadre des litiges civils et commerciaux transfrontaliers, JOUE C 65/12 du 19 févr. 2016, spéc. pt. 27.

¹⁷³⁴ Ni les Conv. de La Haye (1954 et 1980), ni l'Accord européen (1977) ne reconnaissent cette possibilité.

B. Les difficultés d'articulation entre médiation et justice étatique

373. Lorsque les parties décident de recourir à la médiation pour résoudre leur litige, la question des procédures parallèles se pose si l'une d'entre elle décide finalement de porter le différend devant le juge. Par ailleurs, si elles réussissent à trouver un accord, se posera alors la question de l'exécution de celui-ci.

374. *Procédures parallèles et justice privée.* Le recours à la médiation se fonde sur la volonté commune des parties d'y recourir pour résoudre leur litige. Qu'advient-il lorsque l'une des parties à un processus de médiation décide de saisir les juridictions d'un État ? Comme cela a été souligné¹⁷³⁵, l'accès à la justice étatique ne peut être restreint, même lorsque le recours à la médiation est obligatoire en vertu du droit procédural national¹⁷³⁶. Par conséquent, si une partie saisie le juge, le processus de médiation doit s'arrêter. Un cas de procédure parallèle entre un processus de médiation et une procédure judiciaire n'est donc pas envisageable. Il s'agit d'une conséquence logique puisque la saisine d'une partie d'une juridiction exprime le souhait de celle-ci de ne plus faire appel à la médiation. Or, le recours à ce mode de résolution des différends est fondé sur la volonté de toutes les parties¹⁷³⁷. Dès lors, il ne peut y avoir de conflit et les garanties présentées dans la Directive 2008/52/CE, qui sont rappelées dans la Directive 2013/11/UE (à savoir que la médiation ne saurait priver les parties « d'exercer leur droit d'accès au système judiciaire »¹⁷³⁸), sont de nature à garantir l'effectivité de l'accès à la justice étatique. En ce sens, il existe une articulation claire et prévisible entre justice privée et justice étatique. La réponse est cependant moins évidente lorsque les parties sont parvenues à un accord transactionnel et que l'une d'entre elle, mécontente de ce dernier, décide malgré tout de saisir le juge.

375. *Force exécutoire des accords transactionnels.* Si la circulation des éléments relatifs à l'efficacité normative des décisions rendues par la justice étatique est établie, celle relative aux modes alternatifs de résolution des différends est plus délicate. Il faut d'abord remarquer que la Directive 2008/52/CE ne prévoit pas expressément la reconnaissance

¹⁷³⁵ Cf. *supra*, §226.

¹⁷³⁶ Cons. n°14 et art. 5 §2 Directive 2008/52/CE ; cons. n°45, 60 et art. 1^{er} Directive 2013/11/UE.

¹⁷³⁷ Art. 3 (a) Directive 2008/52/CE.

¹⁷³⁸ Art. 5 §2 Directive 2008/52/CE et art. 1^{er} Directive 2013/11/UE.

des accords transactionnels dans l'Espace européen de justice¹⁷³⁹. Seuls les considérants n°20 et 21 y font référence en indiquant que « [le] contenu d'un accord (...) rendu exécutoire dans un État membre devrait être *reconnu et déclaré exécutoire* dans les autres États membres, conformément au droit communautaire ou national applicable »¹⁷⁴⁰. C'est donc par le truchement des dispositions du Règlement Bruxelles I refondu¹⁷⁴¹ relatives aux transactions que ces accords ont vocation à circuler¹⁷⁴², mais sous conditions¹⁷⁴³. Le même principe s'applique aux décisions issues des procédures RLL ou REL en vertu de la Directive 2013/11/UE, par un renvoi à la Directive 2008/52/CE¹⁷⁴⁴. Une première remarque s'impose : alors que la Directive 2008/52/CE emploie la notion d'« accord » pour désigner la décision adoptée par les parties afin de mettre fin à leur litige¹⁷⁴⁵, il est question de « transaction judiciaire » ou d'« acte authentique » dans le Règlement Bruxelles I refondu¹⁷⁴⁶. Même si, par rapport à ses prédécesseurs¹⁷⁴⁷, ce texte harmonise la notion de « transaction » en incluant celles « approuvées par une juridiction d'un État membre ou conclues devant une juridiction d'un État membre en cours de procédure »¹⁷⁴⁸, il n'est pas directement fait référence à un accord, comme le fait la Directive. Par ailleurs, au delà du mécanisme auquel elle fait référence, la Directive 2008/52/CE affirme que les parties peuvent demander que le contenu de

¹⁷³⁹ Art. 6 Directive 2008/52/CE ; C. NOURISSAT, « Directive n°2008/52/CE du Parlement européen et du Conseil du 21 mai 2008 sur certains aspects de la médiation en matière civile et commerciale », *préc.*, spéc. §9.

¹⁷⁴⁰ Cons. n°20 Directive 2008/52/CE (emphases ajoutée).

¹⁷⁴¹ Ou de la Conv. Bruxelles (1968) lorsque l'exécution est demandée en dehors des limites territoriales inscrites à l'art. 355 Traité FUE. La Conv. Lugano (2007) s'applique lorsque l'exécution est demandée entre les ÉM de l'UE et les autres États liés à ladite convention.

¹⁷⁴² Cet élément peut apporter une réponse à Cyril NOURISSAT qui s'interrogeait sur la notion de transaction en droit de la coopération judiciaire en se demandant, avant l'adoption de la Directive 2008/52/CE Médiation, si les accords issus d'un processus de médiation pouvaient être couverts par les dispositions du Règlement Bruxelles I (« La transaction, regard communautaire », in B. MALLET-BRICOUT, C. NOURISSAT, dir., *La transaction dans toutes ses dimensions*, Dalloz, 2006, p. 175, spéc. p. 182.

¹⁷⁴³ S. POILLOT-PERUZZETTO, « Médiation », *Rép. droit européen*, Dalloz, juin 2013 (maj. juin 2016), spéc. §44 ; C. NOURISSAT, « Directive n°2008/52/CE du Parlement européen et du Conseil du 21 mai 2008 sur certains aspects de la médiation en matière civile et commerciale », *préc.*, spéc. §9.

¹⁷⁴⁴ Art. 3 §2 Directive 2013/11/UE.

¹⁷⁴⁵ Not. art. 6 Directive 2008/52/CE.

¹⁷⁴⁶ Art. 58 et 59 Règlement Bruxelles I refondu. V° ég. art. 50 et 51 Conv. Bruxelles (1968) et art. 57 et 58 Conv. Lugano (2007).

¹⁷⁴⁷ Comme le soulignait Cyril NOURISSAT recherchant une définition autonome de la notion de « transaction », si le Règlement Bruxelles I (art. 58 – art. 51 Conv. Bruxelles (1968) et art. 58 Conv. Lugano (2007)) se référait à la « transaction judiciaire », le Règlement n°805/2004 avait une approche plus large : tantôt à celle de « transaction qui a été approuvée par une juridiction ou conclue devant une juridiction au cours d'une procédure judiciaire » (art. 3 §1 (a)), in « La transaction, regard communautaire », *op. cit.*, spéc. p. 179. L'art. 2 (b) Règlement Bruxelles refondu confirme les conclusions du professeur en reprenant la définition du Règlement n°805/2004.

¹⁷⁴⁸ Art. 2 (b) Règlement Bruxelles I refondu.

l'accord soit rendu exécutoire¹⁷⁴⁹. Il en ressort que la force exécutoire, sur le territoire national de l'État où l'accord est adopté, n'est pas automatiquement attribuée à l'accord transactionnel en vertu du droit de l'Union européenne. Partant, il est nécessaire, pour s'assurer d'une circulation *judiciaire* de l'accord transactionnel¹⁷⁵⁰, que les parties s'emploient à le faire reconnaître devant le juge ou à en constituer un acte authentique¹⁷⁵¹. Il en résulte que pour qu'il puisse produire un effet à l'étranger, un accord strictement extrajudiciaire doit nécessairement faire l'objet d'une *homologation* devant le juge¹⁷⁵² afin qu'il puisse être considéré comme une transaction au sens du Règlement Bruxelles I refondu et que sa force exécutoire puisse circuler¹⁷⁵³. Par conséquent, les accords transactionnels homologués peuvent bénéficier et se voir reconnaître la force exécutoire sur le territoire d'un autre État membre. Ce système, permettant la circulation de la force exécutoire des accords, s'inscrit dans l'objectif d'accès à la justice. Il permet aux parties de se prévaloir de la décision ainsi obtenue dans un autre État membre. L'effectivité de l'accès à la justice est, en ce sens, garantie. Néanmoins, si l'intrication de ces instruments permet de rendre les accords transactionnels exécutoires dans l'Espace européen de justice, les textes restent muets sur deux points : ils ne mentionnent ni la reconnaissance, ni l'autorité de la chose jugée, même si l'accord met fin à un litige posant le problème d'un conflit impliquant un tel accord.

376. L'absence d'autorité de chose jugée des accords transactionnels en droit de la coopération judiciaire. L'autorité de la chose jugée en matière d'accord transactionnel est aux abonnés absents. Ni les directives, ni la Convention de Bruxelles ou le Règlement Bruxelles I ou encore le Règlement n°805/2004 refondu ne s'y réfèrent. D'ailleurs, en comparaison avec les décisions judiciaires, il faut souligner que seule la circulation de la force exécutoire de l'accord est envisagée par les textes¹⁷⁵⁴, que l'accord prenne la forme

¹⁷⁴⁹ Art. 6 §1 Directive 2008/52/CE.

¹⁷⁵⁰ Par opposition à la circulation *en pratique* qui s'opère sans l'intervention d'un juge. Sur ce point, V° C. NOURISSAT, « La transaction, regard communautaire », *op. cit.*, spéc. pp. 179 et 180 : « les transactions circulent certainement aussi dans l'espace judiciaire européen » sans difficultés.

¹⁷⁵¹ S. POILLOT-PERUZZETTO, « Médiation », *préc.*, spéc. §44 ; C. NOURISSAT, « Directive n°2008/52/CE du Parlement européen et du Conseil du 21 mai 2008 sur certains aspects de la médiation en matière civile et commerciale », *préc.*, spéc. §9.

¹⁷⁵² Il faut ici se détacher des conceptions du droit national. L'*homologation* fait ici référence à une transaction approuvée par le juge, peu importe le mécanisme utilisé et le contrôle opéré par le juge : il revient au droit national d'en fixer les modalités. V° en ce sens, S. POILLOT-PERUZZETTO, « Médiation », *Rép. droit européen, préc.*, spéc. §44.

¹⁷⁵³ L'accord transactionnel, s'il porte sur une créance incontestée, pourrait ég. être certifié en tant que TEE et circuler dans l'UE sur le fondement de l'art. 24 Règlement n°805/2004.

¹⁷⁵⁴ H. GAUDEMET-TALLON, *Compétence et exécution des jugements en Europe. Matière civile et commerciale. Règlements 44/2001 et 1215/2012, Conventions de Bruxelles (1968) et de Lugano (1988 et 2007)*, LGDJ, 5^e éd.,

d'un acte authentique¹⁷⁵⁵ ou d'une transaction judiciaire¹⁷⁵⁶. Faut-il en déduire qu'il n'existe pas d'autorité de la chose jugée pour les accords adoptés à la suite d'un processus de médiation ? L'arrêt *Solo Kleinmotoren*¹⁷⁵⁷ est en ce sens très instructif, même s'il ne correspond pas à un cas de conflit impliquant une décision¹⁷⁵⁸. Dans cette affaire, la question se posait de savoir s'il était possible de refuser l'*exequatur* d'une décision judiciaire d'un autre État contractant, au motif que celle-ci serait inconciliable avec une transaction judiciaire adoptée sur le territoire de l'État requis et portant sur la même affaire. La Cour de justice précise tout d'abord qu'une décision est « [un] acte [qui] doit émaner d'un organe juridictionnel appartenant à un État membre et statuant sur sa propre autorité sur les points litigieux entre les parties »¹⁷⁵⁹. Elle précise ensuite que l'article 27 al. 3 de la Convention de Bruxelles de 1968 ne permet le refus pour cause d'inconciliabilité qu'aux seules décisions judiciaires. Or, la transaction judiciaire n'en est pas une au sens de l'article 25, car « [elle revêt] un caractère essentiellement contractuel, en ce sens que leur contenu dépend avant tout de la volonté des parties »¹⁷⁶⁰. Il faut donc en tirer la conclusion que les transactions judiciaires ne disposent pas, en vertu du droit de la coopération judiciaire, de l'autorité de la chose jugée. Dans le cas contraire, la décision provenant d'un autre État contractant n'aurait pas pu recevoir l'*imperium*, ni même être reconnue. Il en résulte que dans le cas où une des parties à l'accord transactionnel homologué n'est pas satisfaite de la décision ainsi obtenue, rien de l'empêche de saisir les juridictions d'un État membre du même litige, entre les mêmes parties, sans que la Directive 2008/52/CE ou le Règlement Bruxelles I refondu ne puisse l'en empêcher. Il y a donc une lacune sérieuse dans l'articulation de la justice étatique et privée au sein de l'Espace européen de justice. Eu égard à la sévérité de l'arrêt *Solo Kleinmotoren*, il est

2015, spéc. §470. La méthode traditionnelle du droit international privé continue alors à s'appliquer pour déterminer les autres effets de la transaction : L. D'AVOUT, « La circulation automatique des titres exécutoires européens imposée par le règlement 805/2004 du 21 avril 2004 », *Rev. crit. DIP*, 2006, p. 1, spéc. §7.

¹⁷⁵⁵ Pour une définition de l'acte authentique, V° C. NOURISSAT, « Les actes authentiques et le règlement Bruxelles I bis », in E. GUINCHARD (dir.), *Le nouveau règlement Bruxelles I bis. Règlement n°1215/2012 concernant la compétence judiciaire, la reconnaissance et l'exécution des décisions en matière civile et commerciale*, Bruylant, 2014, p. 279, spéc. §§5 à 7.

¹⁷⁵⁶ Art. 58 §1 al 1 et 59 Règlement Bruxelles I refondu n'évoquent que "l'exécution" des actes authentiques et des transactions judiciaires. Par ailleurs, l'art. 58 §1 al. 2 Règlement Bruxelles I refondu ne fait référence qu'aux dispositions relatives à l'exécution des décisions de justice étatique, pas celles concernant la reconnaissance. Il en va de même pour la Conv. Bruxelles (1968) et la Conv. Lugano (2007) qui ne se réfèrent qu'à l'exécution des actes authentiques et des transactions.

¹⁷⁵⁷ CJCE 2 juin 1994, *Solo Kleinmotoren*, aff. C-414/92, EU:C:1994:221.

¹⁷⁵⁸ L'affaire concerne en effet l'inconciliabilité en matière d'exécution et non les effets d'une reconnaissance dans le cadre d'une procédure pendante, dont l'effet est différent. V° en ce sens, H. GAUDEMET-TALLON, *Compétence et exécution des jugements en Europe...*, op. cit., spéc. §420.

¹⁷⁵⁹ CJCE 2 juin 1994, *Solo Kleinmotoren*, aff. C-414/92, *préc.*, spéc. pt. 17.

¹⁷⁶⁰ *Ibid.*, spéc. pt. 18.

permis de ce demander dans quelle mesure un droit procédural national, reconnaissant l'autorité de la chose jugée d'un accord transactionnel homologué par les juridictions d'un autre État membre¹⁷⁶¹, pourra limiter cet effet. La Cour de justice réagirait-elle différemment s'il ne s'agissait pas de s'opposer au régime de la reconnaissance et de l'exécution d'une décision déjà adoptée, mais à l'accès au juge ? La réponse n'est pas franche. D'abord en raison de la nature même du droit de la coopération judiciaire qui prime sur les dispositions du droit national. Ensuite, une telle restriction de l'accès au juge sous l'effet du droit national ne pourrait-elle pas être considérée comme un obstacle juridique limitant l'effet utile du Règlement Bruxelles I refondu ? Une clarification s'impose. Le législateur aurait ainsi tout intérêt à intervenir pour éluder cette difficulté, contraire à l'objectif d'accès à la justice. En effet, l'accès à la médiation est assurée, mais pas l'exécution de l'accord qui en découle. Une nouvelle lacune apparaît alors dans le droit de la coopération judiciaire *lato sensu*.

377. Force probante des accords transactionnels homologués. Néanmoins, il faut noter qu'un accord transactionnel homologué pourra tout de même bénéficier de la force probante si d'aventure une des parties à l'accord décide de saisir les juridictions d'un autre État membre. Sans empêcher directement le juge de se prononcer sur l'affaire, ce dernier peut prendre en compte l'efficacité probatoire¹⁷⁶² de l'accord transactionnel ainsi homologué en tant qu'acte public étranger, et ne pourra pas, en vertu des règles relatives à la légalisation¹⁷⁶³, voir son authenticité remise en cause¹⁷⁶⁴. Dans ce cas, il est fort probable que la décision judiciaire qui sera rendu ne sera pas favorable au demandeur de mauvaise foi. Il faut cependant souligner que contrairement aux décisions judiciaires, il plane une incertitude quant aux effets de l'efficacité probatoire de l'accord transactionnel homologué devant le juge d'un autre État membre. Celle-ci n'est pas de nature à garantir l'accès à la justice des parties puisqu'elle pourra être remise en cause en l'absence de dispositions expresses sur ce point par le droit de l'Union européenne.

378. La médiation, bien que considérée comme un mode de résolution des litiges pouvant faciliter l'accès à la justice, présente des lacunes en droit de la coopération

¹⁷⁶¹ Comme c'est le cas en France : art. 1535 Code de procédure civile.

¹⁷⁶² Sur la notion d'efficacité probatoire, V° Y. LOUSSOUARN, P. BOUREL, P. DE VAREILLES-SOMMIÈRES, *Droit international privé*, Dalloz, 10^e éd., 2013, spéc. §§858 à 861.

¹⁷⁶³ Cf. *supra*, §§236 et s.

¹⁷⁶⁴ Pour un raisonnement par analogie avec les autres instruments du droit de la coopération judiciaire, V° J. BAUCHY, *L'espace civil européen : d'une structure substantielle à une construction processuelle*, thèse dirigée par M. ATTAL, Université Toulouse 1 Capitole, 2014, spéc. §§252 et 253.

judiciaire. D'abord quant à la possibilité de recourir à la médiation qui n'est pas pleinement assurée par le droit de l'Union pour un litige entre professionnels ; ensuite quant à l'exécution ou plus précisément la reconnaissance de l'autorité de chose jugée de l'accord transactionnel qui doit, en théorie, mettre fin au différend entre les parties. Des incohérences persistent donc dans ce domaine.

§ 2. Les lacunes relatives à l'arbitrage

379. L'arbitrage est exclu du champ d'application des instruments du droit de la coopération judiciaire de l'Union européenne¹⁷⁶⁵. C'est principalement la Convention de New-York relative à la reconnaissance des sentences arbitrales étrangères qui s'atèle en partie à réguler l'accès, mais surtout la reconnaissance et l'exécution desdites sentences dans l'Espace européen de justice puisque tous les États membres y participent¹⁷⁶⁶. Il faut également noter l'existence de la Convention européenne sur l'arbitrage commercial international qui se concentre davantage sur l'organisation et le fonctionnement des tribunaux arbitraux, mais qui n'est cependant ratifiée que par 17 États membres¹⁷⁶⁷. Si le Règlement Bruxelles I refondu et les autres instruments du droit de la coopération judiciaire excluent l'arbitrage de leur champ d'application, il faut toutefois constater que cette exclusion est poreuse et imparfaite. Elle engendre des situations difficiles au regard de l'articulation entre justice étatique et justice arbitrale. Deux points méritent d'être analysés. Tout d'abord quant à l'effectivité de la convention d'arbitrage et la compétence internationale des juridictions des États membres (**A**). Ensuite, l'effectivité de l'accès à la justice arbitrale et la reconnaissance et l'exécution des sentences entretiennent également des rapports ambigus avec le droit de l'Union (**B**).

¹⁷⁶⁵ La Conv. Bruxelles (1968) avait exclu l'arbitrage par qu'il existait de nombreux instruments internationaux sur ce point ; que par ailleurs, le CoE avait adopté la Convention européenne portant loi uniforme en matière d'arbitrage, Strasbourg, 20 janv. 1966, STC n°56 (non entrée en vig.), qui devait faciliter davantage la reconnaissance et l'exécution des sentences arbitrales étrangères : V° en ce sens, Rapport de P. JENARD sur la convention concernant la compétence judiciaire et l'exécution des décisions en matière civile et commerciale, JOCE C 59/1 du 5 mars 1979, spéc. p. 13.

¹⁷⁶⁶ Convention pour la reconnaissance et l'exécution des sentences arbitrales étrangères, New-York, 10 juin 1958, 330 RTNU 5 (vig. 7 juin 1959 ; cf. Annexe I, tabl. 1.1). V° ég. Analyse d'impact accompagnant la Proposition de Règlement du Parlement européen et du Conseil concernant la compétence judiciaire, la reconnaissance et l'exécution des décisions en matière civile et commerciale (refonte), SEC(2010) 1547 final du 14 déc. 2010, spéc. pt. 2.4.1.1.

¹⁷⁶⁷ Convention européenne sur l'arbitrage commercial international, Genève, 21 avr. 1961, 484 RTNU 349 (vig. 7 janv. 1964 ; cf. Annexe I, tabl. 1.1). Cette instrument a été conclu sous les auspices du comité pour le développement des échanges commerciaux de la Commission économique pour l'Europe des Nations-Unies : V° C. SERAGLINI, J. ORTSCHIEDT, *Droit de l'arbitrage interne et international*, Montchrestien, 2013, spéc. §61.

A. Les difficultés d'articulation entre accès à la justice arbitrale et à la justice étatique

380. L'arbitrage est le parent pauvre de la coopération judiciaire¹⁷⁶⁸, sans doute davantage pour des raisons politiques que juridiques¹⁷⁶⁹. En effet, peu d'instruments viennent le réguler, sinon pour simplement l'exclure, comme c'est le cas dans la Convention de Bruxelles, la Convention de Lugano et le Règlement Bruxelles I refondu¹⁷⁷⁰. Le droit de la coopération judiciaire de l'Union ne s'intéresse donc pas *directement* à la justice arbitrale et son accès dans l'Espace européen de justice. Pour autant, les institutions se rassurent par le fait que l'ensemble des États membres sont parties à la Convention de New-York et qu'une grande majorité d'entre eux, dix-sept, sont également partie à la Convention de Genève sur l'arbitrage commerciale international¹⁷⁷¹. L'accès à la justice arbitrale est par conséquent assuré, dans l'Espace européen de justice, sur le fondement du droit conventionnel des États membres et de leur droit national¹⁷⁷². Si la solution apparaît satisfaisante, il n'empêche qu'elle peut avoir des conséquences hasardeuses eu égard au choix de cette harmonisation indirecte¹⁷⁷³ et des disparités existantes entre les différentes législations nationales¹⁷⁷⁴. Malgré cette

¹⁷⁶⁸ C. SERAGLINI, J. ORTSCHIEDT, *Droit de l'arbitrage interne et international*, op. cit., spéc. §62.

¹⁷⁶⁹ C. KESSEDJIAN, « Le règlement 44/2001 et l'arbitrage », *Rev. arb.*, 2009, n°4, p. 699, spéc. §14 ; il faut d'ailleurs noter que le CESE considère l'arbitrage comme un mode de justice à part entière : Avis du CESE du 30 sept. 2009 sur la Communication au Conseil, au Parlement européen et au Conseil économique et social européen : Vers une stratégie européenne en matière d'e-Justice, JOUE C 318/69 du 23 déc. 2009, spéc. pt. 4.2 : "l'e-Justice' doit être circonscrite aux aspects judiciaires (...) c'est-à-dire aux pratiques et procédures juridictionnelles, y compris la procédure d'arbitrage".

¹⁷⁷⁰ Art. 1^{er} al. 4 Conv. Bruxelles (1968) ; art. 1 §2 (d) Conv. Lugano (2007) ; Art. 1^{er} §2 (d) Règlement Bruxelles I refondu. V° ég. S. BOLLÉE, « Les questions liées à l'appréciation et aux effets de la convention d'arbitrage », in P. MAYER (dir.), *Arbitrage et droit de l'Union européenne*, LexisNexis, 2012, p. 15, spéc. §§2 et 3.

¹⁷⁷¹ Convention européenne sur l'arbitrage commercial international, Genève, 21 avr. 1961, 484 RTNU 349 (vig. 7 janv. 1964) ; cf. Annexe I, tabl. 1.1.

¹⁷⁷² Pour s'en convaincre, V° Résolution du Parlement européen du 7 sept. 2010 sur la mise en œuvre et la révision du règlement (CE) n°44/2001 du Conseil concernant la compétence judiciaire, la reconnaissance et l'exécution des décisions en matière civile et commerciale (2009/2140(INI)), P7_TA(2010)0304, spéc. pt. I ; C. JARROSSON, « Le Parlement européen a adopté le 7 septembre 2010 une résolution tendant à laisser l'arbitrage en dehors du règlement 44/2001 », *Rev. arb.*, 2010, n°3, p. 697.

¹⁷⁷³ En effet, les instruments n'étant pas considérés comme du droit de l'UE, la CJUE n'a aucune compétence pour apporter une interprétation uniforme des dispositions de ces instruments ; elles sont donc laissées à la libre appréciation des juges nationaux, sans aucun mécanisme d'harmonisation.

¹⁷⁷⁴ Tous les droits nationaux des ÉM ont une posture différente quant à l'arbitrage et l'intervention des juridictions nationales dans ce processus, malgré l'existence de l'art. II §3 Conv. New-York (qui ne règle pas toutes les questions : V° C. KESSEDJIAN, « Le règlement 44/2001 et l'arbitrage », *préc.*, spéc. §32) et la non ratification de la Conv. Genève par l'ensemble des ÉM ; mais cette disparité constitue précisément la raison de l'absence d'intégration de l'arbitrage dans le droit de la coopération judiciaire de l'UE (S. MENÉTREY, J.-B. RACINE, « L'arbitrage et le règlement Bruxelles I bis », in E. GUINCHARD (dir.), *Le nouveau règlement Bruxelles I bis. Règlement n°1215/2012 du 12 décembre 2012 concernant la compétence judiciaire, la*

exclusion du droit de la coopération judiciaire, l'arbitrage constitue un point de friction avec les règles d'instance directe et celles relatives à la reconnaissance et l'exécution des décisions¹⁷⁷⁵. Cette situation s'illustre parfaitement au regard de l'arrêt *West Tankers*¹⁷⁷⁶. La doctrine majoritaire reste critique face à la solution dégagée par la Cour de justice, considérant qu'il s'agit là d'une remise en cause du principe de compétence-compétence.

381. *L'accès à la justice étatique garantie en l'absence d'harmonisation en matière d'arbitrage.* Le droit de la coopération judiciaire de l'Union ne s'applique pas à l'arbitrage. Pour autant, même si cette exclusion a été reconduite et *précisée* lors de la refonte du Règlement Bruxelles I¹⁷⁷⁷, il n'en demeure pas moins qu'il ne s'agit pas d'une exclusion pure et simple¹⁷⁷⁸. Ces contours flous s'expliquent par le fait que l'arbitrage est à la fois une matière, mais aussi un type de procédure¹⁷⁷⁹. La Cour de justice avait d'ailleurs admis les questions relatives au déroulement du processus d'arbitrage et à la reconnaissance et l'exécution des sentences arbitrales sont strictement exclues du champ d'application du système de Bruxelles¹⁷⁸⁰. Elle nuance cependant ces propos, lorsque l'action portée devant le juge dans une vise à l'obtention de mesures provisoires et conservatoires et non le fond du litige, alors même qu'il existe une clause d'arbitrage entre les parties¹⁷⁸¹. Ensuite, avec sa jurisprudence *West Tankers*, la Cour de justice rabat les cartes. Dans cet arrêt, la Cour de justice reconnaît qu'un juge peut être saisi en vertu des règles d'instance directe unifiées dans une situation où il existe une clause d'arbitrage dès lors que la question de la validité de ladite clause est accessoire, et que le litige au principal entre dans le champ d'application matériel du Règlement Bruxelles I¹⁷⁸². Si cet

reconnaissance et l'exécution des décisions en matière civile et commerciale, Bruylant, 2014, p. 13, spéc. §§18 et 19).

¹⁷⁷⁵ V° not. S. BOLLÉE, « Les questions liées à l'appréciation et aux effets de la convention d'arbitrage », *op. cit.*, C. NOURISSAT, « Les questions liées à la procédure arbitrale et à l'efficacité de la sentence », in P. MAYER (dir.), *Arbitrage et droit de l'Union européenne*, LexisNexis, 2012, p. 29.

¹⁷⁷⁶ CJCE 10 févr. 2009, *West Tankers*, aff. C-185/07, EU:C:2009:69 ; V° not. S. MENÉTREY, J.-B. RACINE, « L'arbitrage et le règlement Bruxelles I bis », *op. cit.*, spéc. §11 ; A. NUYTS, « La refonte du règlement Bruxelles I », *préc.*, spéc. §9 : qui se demande cette décision n'est pas un "un encouragement au non respect des clauses d'arbitrage" ; dans le même sens, P. THÉRY, « Aux frontières du règlement 44/2001 : arbitrage, injonction et confiance mutuelle », *RTD civ.*, 2009, p. 357 ; C. KESSEDJIAN, « Arbitrage et droit européen : une désunion irrémédiable ? », *D.*, 2009, p. 981.

¹⁷⁷⁷ Cons. n°12 et art. 1 §2 (d) Règlement Bruxelles I refondu.

¹⁷⁷⁸ F. CADET, « Le nouveau règlement Bruxelles I ou l'itinéraire d'un enfant gâté », *préc.*, spéc. §72.

¹⁷⁷⁹ Comme le rappelle Catherine KESSEDJIAN in « Arbitrage et droit européen : une désunion irrémédiable ? », *préc.*, p. 981.

¹⁷⁸⁰ CJCE 25 juil. 1991, *Marc Rich*, aff. C-190/89, EU:C:1991:319 ; S. MENÉTREY, J.-B. RACINE, « L'arbitrage et le règlement Bruxelles I bis », *op. cit.*, spéc. §9.

¹⁷⁸¹ CJCE 17 nov. 1998, *Van Uden Maritime*, aff. C-391/95, EU:C:1998:543 ; S. MENÉTREY, J.-B. RACINE, « L'arbitrage et le règlement Bruxelles I bis », *op. cit.*, spéc. §10.

¹⁷⁸² CJCE 10 févr. 2009, *West Tankers*, aff. C-185/07, *préc.*, spéc. pt. 26 et 27.

arrêt peut s'envisager comme un encouragement au non-respect de la clause d'arbitrage¹⁷⁸³, une autre lecture est possible. Il faut relever que le droit de l'Union n'harmonise pas directement le droit de l'arbitrage international¹⁷⁸⁴. Cette question est dévolue au droit interne de l'État membre saisi qui peut être de source nationale ou internationale¹⁷⁸⁵. Dès lors, la Cour de justice ne dispose pas de compétence pour interpréter ces dispositions. De fait, que le Règlement Bruxelles I refondu soit applicable ou non, sa mise en œuvre ne change pas l'issue de la question posée au juge national quant à la validité de la clause d'arbitrage puisque le Règlement ne pose aucune condition¹⁷⁸⁶. Il revient donc à la juridiction saisie de déterminer si, en vertu de sa *lex fori*, le juge dispose de cette faculté ou non¹⁷⁸⁷. L'appréciation est purement nationale et ne supporte pas l'intervention des juges du plateau du Kirchberg. Compte tenu de ces éléments, la solution adoptée par la Cour de justice dans son arrêt *West Tankers* prend un tout autre sens. Cette décision ne vise pas à remettre en cause les clauses compromissaires entre les parties, mais à garantir l'accès à la justice étatique des litigants dans le cas où ladite clause sera invalidée – non pas en raison de l'application du Règlement, mais bien au regard du droit de l'arbitrage international qui est propre à chaque État membre¹⁷⁸⁸. Dès lors, ce n'est pas pour empêcher les effets de la clause d'arbitrage que la Cour admet l'application, mais bien pour assurer un accès à la justice

¹⁷⁸³ La Commission se réfère même au “sabotage” des effets de la clause d'arbitrage : Analyse d'impact accompagnant la Proposition de Règlement du Parlement européen et du Conseil concernant la compétence judiciaire, la reconnaissance et l'exécution des décisions en matière civile et commerciale (refonte), SEC(2010) 1547 final du 14 déc. 2010, spéc. pt. 2.4.3.

¹⁷⁸⁴ Quant à la validité de la clause compromissoire (il convient de soulever ici que l'art. II §3 Conv. New-York s'applique partiellement à cette question, mais sans régler toutes les difficultés – S. MENÉTREY, J.-B. RACINE, « L'arbitrage et le règlement Bruxelles I *bis* », *op. cit.*, spéc. §§35 à 38 ; C. KESSEDJIAN, « Le règlement 44/2001 et l'arbitrage », *préc.*, spéc. §§28 et s. – de même que la Conv. Genève (1961), dédiée à cette question mais qui n'est entrée en vigueur que dans 17 ÉM ; V° ég. cons. n°12 al. 2 et 3 Règlement Bruxelles I refondu qui retiennent des positions paradoxales), l'assistance au tribunal arbitral (entièrement exclu par CJCE 25 juil. 1991, *Marc Rich*, aff. C-190/89, *préc.* ; cons. n°12 al. 1^{er} Règlement Bruxelles I refondu), les questions de litispendance avec une juridiction étatique ou encore sur la reconnaissance et l'exécution des sentences arbitrales (soumises à la Conv. New-York (1958)).

¹⁷⁸⁵ Dont il a souvent été remarqué la disparité entre les ÉM : V° par ex. P. THÉRY, « Aux frontières du règlement 44/2001 : arbitrage, injonction et confiance mutuelle », *préc.*

¹⁷⁸⁶ Il faut même noter son art. 73 §2 Règlement Bruxelles I refondu qui prévoit que ce dernier n'affecte pas l'application de la Conv. New-York (1958) ; sur ce point : A. NUYTS, « La refonte du règlement Bruxelles I », *préc.*, spéc. §10.

¹⁷⁸⁷ V° en ce sens, CJCE, concl. AG P. LÉGER, 10 juin 1997, *Van Uden Maritime*, C-391/95, EU:C:1997:288, spéc. pt. 33.

¹⁷⁸⁸ Comme le relève l'AG Juliane KOKOTT dans ses conclusions : “S’il était interdit au tribunal d’examiner de telles questions préalables, une partie pourrait se soustraire à la procédure en se bornant à exciper d’une convention d’arbitrage. Le requérant, qui a saisi le tribunal parce qu’il considère que la convention est invalide ou inapplicable, se verrait également fermer l’accès à la juridiction étatique” (CJCE, concl., 4 sept. 2008, *West Tankers*, aff. C-185/07, EU:C:2008:466, spéc. pt. 58 ; emphase ajoutée) ; cette dernière précise même qu’une interprétation différente serait contraire au principe de protection juridictionnelle effective. Ces arguments sont repris, peu ou prou, par la Cour de justice (CJCE 10 févr. 2009, *West Tankers*, aff. C-185/07, *préc.*, spéc. pt. 31).

conforme au droit de la coopération judiciaire de l'Union européenne que la décision a été prise. Cette position est d'ailleurs confortée par l'article II §3 de la Convention de New-York. Si celle-ci s'intéresse à la validité des clauses d'arbitrage, elle admet tout de même que les juges nationaux peuvent « constater que ladite clause est caduque, inopérante ou non susceptible d'application ». Même si le droit national peut en restreindre la portée¹⁷⁸⁹, il n'empêche que les juges nationaux peuvent donc apprécier la validité de la clause, dans une certaine mesure, conformément au droit conventionnel positif de tous les États membres¹⁷⁹⁰. Il serait donc dangereux pour l'accès à la justice étatique de priver les litigants de l'utilisation du droit de la coopération judiciaire sur le simple fait que le contrat conclu entre les parties contient une clause d'arbitrage. Dans cette perspective, l'arrêt *West Tankers* peut s'envisager sous l'angle de la protection de l'accès à la justice étatique des litigants lorsque la clause est invalide¹⁷⁹¹, plutôt que comme un plaidoyer à la défaveur de l'arbitrage, eu égard à l'incompétence de la Cour de justice à pouvoir produire une interprétation complète et cohérente, la *lex fori* étant en dehors de sa compétence.

382. Le concours du droit matériel de l'Union européenne. Mais l'arrêt *West Tankers* n'est pas le seul à encourager cette interprétation. Un éclairage différent peut être apporté par l'arrêt *Asturcom Telecomunicaciones*¹⁷⁹², qui légitime l'interprétation précédemment retenue. Dans cette affaire, la question posée à la Cour de justice des Communautés européennes était de savoir si le juge saisi d'un recours formé contre l'exécution d'une sentence arbitrale définitive peut apprécier d'office la nullité de la clause compromissoire, en tant que clause abusive, introduite dans un contrat conclu avec un consommateur. La réponse est positive, de telle sorte que le consommateur pourrait tout à fait s'adresser au *for* compétent en vertu du Règlement Bruxelles I refondu et, dans les mêmes conditions que l'arrêt *West Tankers*, demander au juge saisi de déclarer cette dernière abusive pour qu'il puisse reconnaître sa compétence¹⁷⁹³. Contrairement à

¹⁷⁸⁹ Art. VII Conv. New-York (1958).

¹⁷⁹⁰ Comme le souligne d'ailleurs la Commission : Analyse d'impact accompagnant la Proposition de Règlement du Parlement européen et du Conseil concernant la compétence judiciaire, la reconnaissance et l'exécution des décisions en matière civile et commerciale (refonte), *préc.*, spéc. pt. 2.4.1.1.

¹⁷⁹¹ Peu importe qui la déclare invalide : le juge ou bien l'arbitre.

¹⁷⁹² CJCE 6 oct. 2009, *Asturcom Telecomunicaciones*, aff. C-40/08, EU:C:2009:615.

¹⁷⁹³ Au regard des difficultés que le consommateur, partie faible au contrat, peut rencontrer au cours des procédures d'arbitrage, le caractère abusif d'une clause compromissoire dans un contrat conclu avec un consommateur se justifie tout à fait : sur ce point, V° C. SERAGLINI, « Les parties faibles face à l'arbitrage international : à la recherche de l'équilibre », *Cah. arb.*, Pedone, 2008, vol. IV, p. 49, spéc. §§6 à 10. De même, comme cela a été souligné : « Contraindre le consommateur à aller à l'arbitrage pour espérer s'entendre dire que

l'affaire précédemment évoquée, il faut soulever qu'il existe en la matière du droit matériel sur la question, la Directive 93/13/CEE¹⁷⁹⁴. Dans ce cas de figure, il est reconnu que l'exécution de la sentence arbitrale aurait pour effet « que le caractère abusif d'une clause contractuelle s'imposerait en définitive » au consommateur¹⁷⁹⁵. Si la question avait été posée dans une situation similaire à celle de l'arrêt *West Tankers*, c'est-à-dire le juge national saisi conformément aux règles d'instance directe, peut-il reconnaître sa compétence au regard du Règlement Bruxelles I refondu, alors même qu'il existe une clause compromissoire, la réponse aurait assurément été similaire. Cette dernière aurait fait couler moins d'encre puisqu'au soutien des arguments que la Cour aurait posé, s'ajouterait l'office du juge national tiré du droit matériel de l'Union, ce sur quoi elle est compétente pour apporter une interprétation. Il faut alors relever que la décision *West Tankers* semble certes contestable, mais qu'elle ne l'est que du fait du défaut du droit de la coopération judiciaire de se saisir de la question de l'arbitrage. S'il existait du droit matériel à ce sujet, le raisonnement de la Cour aurait pu être différent et faire prévaloir la clause puisqu'il y aurait une véritable cohérence entre la justice étatique et la justice arbitrale dans l'Espace européen de justice¹⁷⁹⁶. Quoi qu'il en soit, la logique est similaire dans les deux arrêts et vise incidemment à garantir l'accès à la justice étatique, à défaut pour la Cour de justice de pouvoir se reposer sur une exclusion de l'arbitrage plus catégorique¹⁷⁹⁷.

383. Il en résulte que l'exclusion de l'arbitrage ne peut pas être absolue dans l'interprétation du Règlement Bruxelles I refondu, malgré les maigres précisions

la clause est effectivement abusive ou lui est inopposable ne constitue-t-il pas une modalité procédurale excessive au regard de l'effectivité du droit communautaire relatif à la protection du consommateur contre les clauses abusives ?” : C. SERAGLINI, J. ORTSCHIEDT, *Droit de l'arbitrage interne et international*, op. cit., spéc. §653.

¹⁷⁹⁴ Not. art. 6 §1 Directive 93/13/CEE.

¹⁷⁹⁵ CJCE, concl. AG T. VERICA, 14 mai 2009, *Asturcom Telecomunicaciones*, aff. C-40/08, EU:C:2009:305, spéc. pt. 63.

¹⁷⁹⁶ Il faut toutefois faire attention de ne pas tomber dans l'excès de protection comme la CJCE a pu le faire pour apprécier une clause d'arbitrage au regard de la Directive 93/13/CEE alors même que le consommateur a consenti une nouvelle fois, au début de l'instance arbitrale, à la compétence du tribunal arbitral (CJCE 26 oct. 2006, *Mostaza Claro*, aff. C-168/05, EU:C:2006:675 ; C. SERAGLINI, « Les parties faibles face à l'arbitrage international : à la recherche de l'équilibre », *préc.*, spéc. §§20 à 22) ; tel n'était pas le cas dans l'arrêt *Asturcom Telecomunicaciones* où le consommateur n'avait pas participé à l'instance arbitrale (CJCE 6 oct. 2009, aff. C-40/08, *préc.*).

¹⁷⁹⁷ Comme par ex. l'articulation proposée par la Commission dans sa proposition de révision du Règlement Bruxelles I : V^o Proposition de Règlement du Parlement européen et du Conseil concernant la compétence judiciaire, la reconnaissance et l'exécution des décisions en matière civile et commerciale (refonte), *préc.*, spéc. art. 1^{er} §2 (d), art. 29 §4 et 33 §3.

apportées par son considérant n°12¹⁷⁹⁸, non pas pour remettre en cause l'effet négatif du principe de compétence-compétence, mais pour préserver l'accès à la justice étatique des parties dans le cas où la clause compromissoire serait invalidée. Cette interprétation reste conforme à l'objectif d'accès à la justice et au droit fondamental d'accès à la justice, tout en mettant en lumière les difficultés relatives à l'articulation entre la justice étatique et la justice privée au sein de l'Union européenne. Il faut regretter que les propositions de la Commission pour la révision du Règlement Bruxelles I n'aient pas été adoptées¹⁷⁹⁹ : elles auraient eu le mérite de clarifier la situation et de protéger davantage le principe de compétence-compétence.

B. Les difficultés en matière d'accès effectif à la justice arbitrale

384. La Convention de New-York de 1958 fixe, dans son article V, les conditions dans lesquelles une sentence arbitrale peut être reconnue et exécutée. Tous les États membres appliquent, *a maxima*, ces conditions¹⁸⁰⁰. Deux des conditions attirent l'attention. Tout d'abord, le juge saisi doit vérifier que la partie contre laquelle la sentence est invoquée a bien été informée de la procédure arbitrale, y a participé et a pu présenter ses moyens¹⁸⁰¹. Ensuite, la reconnaissance ou l'exécution de la sentence arbitrale ne doit pas être contraire à l'ordre public de l'État membre saisi¹⁸⁰². C'est sur cette dernière condition qu'il existe des points d'achoppement entre le droit de l'Union européenne et l'arbitrage.

385. *Ordre public au fond et sentence arbitrale.* L'arbitre n'est pas une juridiction au sens du droit de l'Union européenne. Par conséquent, même s'il doit mettre en œuvre ce droit, il ne dispose pas de la faculté de poser une question préjudicielle à la Cour de justice¹⁸⁰³. Il survient alors un risque : que la sentence arbitrale reconnue mette en œuvre

¹⁷⁹⁸ Sur ce point, V° S. MENÉTREY, J.-B. RACINE, « L'arbitrage et le règlement Bruxelles I *bis* », *op. cit.*, spéc. §§27 à 32.

¹⁷⁹⁹ Proposition de Règlement du Parlement européen et du Conseil concernant la compétence judiciaire, la reconnaissance et l'exécution des décisions en matière civile et commerciale (refonte), *préc.*

¹⁸⁰⁰ Art. VII §1 Conv. New-York (1958) : cette disposition prévoit la règle du traitement plus favorable – les conditions de l'art. V sont donc les seules à pouvoir être contrôlées par le juge national qui ne peut en ajouter d'autres ; les États contractants disposent cependant de la faculté d'adopter un régime de reconnaissance plus favorable des sentences arbitrales. V° C. SERAGLINI, J. ORTSCHIEDT, *Droit de l'arbitrage interne et international*, *op. cit.*, spéc. §987.

¹⁸⁰¹ Art. V §1 (b) Conv. New-York (1958).

¹⁸⁰² Art. V §2 (b) Conv. New-York (1958).

¹⁸⁰³ CJCE 23 mars 1982, *Nordsee*, aff. 102/81, EU:C:1982:107, spéc. pt. 10 à 13. Sur les caractéristiques nécessaires pour reconnaître une *juridiction* : CJCE 27 janv. 2005, *Denuit et Cordenier*, aff. C-125/04, EU:C:2005:69, spéc. pt. 12 et 13.

d'une mauvaise façon le droit matériel de l'Union européenne dans l'Espace européen de justice sur le fondement de la Convention de New-York. Le Règlement Bruxelles I refondu ne peut être employé puisqu'il ne s'applique qu'aux décisions judiciaires, même si elle fait l'objet d'une décision judiciaire accordant l'*exequatur*¹⁸⁰⁴. Les mêmes difficultés déjà examinées au regard des accords transactionnels et de l'autorité de la chose jugée se retrouvent alors en matière d'arbitrage¹⁸⁰⁵. Cela étant, la Cour de justice a déjà eu l'occasion de revenir sur ce point en affirmant que le contrôle de l'application du droit matériel de l'Union doit s'opérer à travers la conformité de la sentence à l'ordre public international de l'État membre requis afin d'assurer l'effectivité du droit de l'Union¹⁸⁰⁶. Dans ce cas, le juge national doit, au besoin, poser les questions préjudicielles nécessaires n'ayant pas pu être posées par l'arbitre¹⁸⁰⁷. L'appréciation de l'application du droit de l'Union européenne est ici possible puisque le principe de confiance mutuelle ne s'étend pas aux tribunaux arbitraux¹⁸⁰⁸. Une fois encore, alors même qu'il n'existe pas de lien sacralisé entre arbitrage et droit de l'Union européenne, ce dernier peut tout de même s'appliquer. Outre le droit matériel de l'Union européenne, l'ordre public doit également s'entendre des questions procédurales. Dans ce cas de figure, davantage de questions se posent et démontrent les incertitudes planant autour d'une absence d'harmonisation de l'Union en la matière.

386. *Ordre public procédural et sentence arbitrale.* Comme en matière d'accès au juge, l'ordre public procédural se concentre sur l'effectivité de l'accès au tribunal arbitral. La question est de savoir si les parties ont réellement pu accéder aux arbitres et présenter leurs prétentions. Sur ce point, l'affaire *Pirelli* en France est très instructive¹⁸⁰⁹. Elle s'est présentée à l'occasion de la reconnaissance d'une sentence arbitrale. Le défendeur à l'action, la société *Licensing Projects*, qui faisait l'objet d'une procédure d'insolvabilité, n'avait pas pu présenter ses prétentions à l'arbitre puisqu'il était dans l'impossibilité de payer les avances de frais demandées par le tribunal arbitral à cette fin. L'impécuniosité

¹⁸⁰⁴ Art. 45 Règlement Bruxelles I refondu ; V° S. MENÉTREY, J.-B. RACINE, « L'arbitrage et le règlement Bruxelles I bis », *op. cit.*, spéc. §47.

¹⁸⁰⁵ Cf. *supra*, §§368 et s.

¹⁸⁰⁶ CJCE 1^{er} juin 1999, *Eco Swiss*, aff. C-126/97, EU:C:1999:269 ; rappelé récemment : CJ, concl. AG M. WATHELET, 17 mars 2016, *Genentech*, aff. C-567/14, EU:C:2016:177, spéc. pt. 59 et 60.

¹⁸⁰⁷ CJCE 1^{er} juin 1999, *Eco Swiss*, aff. C-126/97, EU:C:1999:269, spéc. pt. 34.

¹⁸⁰⁸ CJ 13 mai 2015, *Gazprom*, aff. C-536/13, EU:C:2015:316, spéc. pt. 37.

¹⁸⁰⁹ CA Paris 17 nov. 2013, *Licensing Projects c/ Pirelli*, n°09/24158 ; Cass. (1^{ère} ch. civ.) 28 mars 2013, *Pirelli c/ Licensing Projects*, n°11-27.770, ECLI:FR:CCASS:2013:C100392 ; Pour un résumé complet des faits, V° F.-X. TRAIN, « Impécuniosité et accès à la justice dans l'arbitrage international (à propos de l'arrêt de la Cour d'appel de Paris du 17 nov. 2011 dans l'affaire *LP c/ Pirelli*) », *Rev. arb.*, 2012, n°2, p. 267, spéc. §5.

des parties n'est donc pas un cas d'école et peut véritablement entraîner un déni de justice. Si, dans ces situations, l'aide judiciaire n'est pas accordée, la force obligatoire de la clause n'est pas pour autant amoindrie. La Cour de cassation a reconnu que doit être prise en compte la situation financière des parties afin de s'assurer qu'elles peuvent toutes se défendre. En l'absence d'un tel aménagement pour une partie impécunieuse, il en résulte une situation qui « est de nature à porter atteinte au droit d'accès à la justice »¹⁸¹⁰. Dans ce cas de figure, la sentence arbitrale ne pourrait produire ses effets en France, en ce qu'elle serait contraire à l'ordre public procédural. La solution s'inspire clairement de l'article 6 §1 de la Convention de sauvegarde des Droits de l'Homme et des Libertés fondamentales, même si cet instrument n'est pas directement visé¹⁸¹¹. Dès lors, il revient à l'arbitre de s'assurer que l'impécuniosité de l'une des parties à une procédure d'arbitrage ne prive pas cette dernière de son accès à la justice arbitrale.

Dans le même sens, mais cette fois-ci au stade de l'accès au tribunal arbitral, les juridictions françaises ont eu à se prononcer sur la validité d'une convention d'arbitrage manifestement inapplicable en raison de l'impécuniosité de l'une des parties¹⁸¹² : les frais d'arbitrage étant trop important, elle ne pouvait pas saisir le tribunal arbitral et se trouvait, par voie de conséquence, dans une situation de déni de justice. Ici aussi, la Cour d'appel de Paris reconnaît qu'il appartient à l'arbitre d'aménager les conditions procédurales d'accès au tribunal arbitral, afin que la partie impécunieuse puisse avoir accès à la justice arbitrale. Cependant, la situation financière d'une partie ne peut conduire à l'inapplicabilité de la clause, ou à faire échec à l'effet négatif du principe de compétence-compétence¹⁸¹³. Les solutions sont cohérentes et sont équilibrées entre respect des droits de la défense et de l'ordre public procédural, ainsi que du recours à l'arbitrage¹⁸¹⁴.

¹⁸¹⁰ Il faut noter que l'arrêt de la CA Paris a été cassé ; toutefois, la Cass. « confirme implicitement que les principes du procès équitable sont bien substantiellement applicables à l'arbitrage, même s'ils ne le sont pas matériellement » (in L. WEILLER, « Retour sur l'effectivité du droit au juge arbitral », *Procédures*, juin 2013, n°6, comm. 189).

¹⁸¹¹ Si la Cass. ou la CA n'y font pas directement référence, la doctrine se charge de faire le lien : M. DE FONTMICHEL, « L'accès à l'arbitrage de la partie impécunieuse », *LPA*, 2014, n°19, p. 9 ; X. BOUCOBZA, Y.-M. SERINET, « Les principes du procès équitable dans l'arbitrage international », *JDI*, janv. 2012, n°1, doctr. 2 ; F.-X. TRAIN, « Impécuniosité et accès à la justice dans l'arbitrage international... », *préc.* ; F. VALENCIA, « Parties faibles et accès à la justice en matière d'arbitrage », *Rev. arb.*, 2007, n°1, p. 45.

¹⁸¹² CA Paris 26 févr. 2013, *Lola Fleurs c/ Société Monceau Fleurs e.a.*, n°12/19953 ; M. DE FONTMICHEL, « L'accès à l'arbitrage de la partie impécunieuse », *préc.*

¹⁸¹³ *Id.*

¹⁸¹⁴ Comme le souligne Maximin DE FONTMICHEL : « un équilibre est trouvé », « l'accès au juge arbitral facilité » et « l'autonomie de la justice arbitrale préservée » (in « La nouvelle mission du juge d'appui », *LPA*, déc. 2014, n°4, p. 807).

Par ailleurs, l'évolution récente du rôle du juge d'appui en France mérite d'être souligné. Dans l'affaire *Garoubé*, cette juridiction a été saisie afin de permettre la constitution du tribunal arbitral. Le Tribunal de grande instance de Paris a examiné la procédure arbitrale afin de vérifier que celle-ci n'est pas de nature à priver l'une des parties de son accès à la justice. Son intervention en aval permet de garantir l'effectivité future de la sentence arbitrale, donc l'effectivité de l'accès à la justice arbitrale¹⁸¹⁵. Le juge d'appui « purge la violation de l'ordre public susceptible de servir de fondement à un recours en annulation »¹⁸¹⁶. Il devient alors le garant de l'accès à la justice arbitrale, tout en refusant de revenir sur l'effet négatif du principe de compétence-compétence. Dans ce contexte, à tout le moins en France, le juge d'appui pourrait être saisi pour s'assurer, *in concreto*, que les conditions de saisine du tribunal arbitral, dont les conditions pécuniaires, ne sont pas de nature à entraver l'accès effectif des justiciables.

387. *Le déséquilibre de l'Espace européen de justice.* Si le droit français réussit à trouver un équilibre permettant de garantir un accès effectif à la justice arbitrale, ce n'est pas le cas de tous les États membres de l'Union européenne. D'abord, en ce qui concerne les coûts relatifs à l'arbitrage, il faut remarquer que le droit de la coopération judiciaire, tant de l'Union européenne que conventionnel, ne prévoit aucune disposition spécifique pour aider les parties à ce mode de résolution des différends. Or, il faut constater que ce mode de résolution des litiges est onéreux, rendant l'effectivité difficile pour les parties impécunieuses. Par exemple, pour un litige portant sur une créance d'environ 2 500 €, il faudra déboursier pas moins de 10 000 €¹⁸¹⁷ supportés par le demandeur¹⁸¹⁸. Comme a pu le souligner Maximin DE FONTMICHEL, une aide judiciaire est « souhaitable et envisageable »¹⁸¹⁹. Il faut se joindre à cet avis. Mis à part les conseils précontentieux qui peuvent être couverts par l'aide judiciaire en droit de la coopération judiciaire de l'Union et, plus rarement, par le droit conventionnel, le reste des frais qu'impliquent l'arbitrage et

¹⁸¹⁵ Il convient de souligner que le juge d'appui a pris le soin de bien circonscrire son rôle et que son action vise uniquement l'effectivité de la justice arbitrale (il ne se substitue pas à l'arbitre) : M. DE FONTMICHEL, « La nouvelle mission du juge d'appui », *préc.*

¹⁸¹⁶ TGI Paris, ord., 16 nov. 2015, *Garoubé*, n°15/55644 ; M. DE FONTMICHEL, « La nouvelle mission du juge d'appui », *préc.*

¹⁸¹⁷ Comme le précise Franck VALENCIA (*in* « Parties faibles et accès à la justice en matière d'arbitrage », *préc.*, spéc. §3, not. ndbp n°5), des calculateurs sont mis à disposition : dans le cas présent, le calculateur de la CCI chiffre le coût de l'arbitrage (fonction du montant du préjudice en cause) à environ 12 000 US \$ (soit 10 613,24 €).

¹⁸¹⁸ Dont l'usage veut d'ailleurs que « tout ou partie des frais de l'arbitrage doivent être payé dès l'introduction de l'instance, faute de quoi celle-ci risque de ne pas suivre son cours » (F.-X. TRAIN, « Impécuniosité et accès à la justice dans l'arbitrage international... », *préc.*, spéc. §3).

¹⁸¹⁹ M. DE FONTMICHEL, *Le faible et l'arbitrage*, Economica, 2013, spéc. §§582 et 583.

la situation délicate des parties faibles sont donc soumis au droit procédural national des États membres, sans qu'il n'y ait aucune harmonisation. En France, seules les personnes morales à but non-lucratif peuvent bénéficier de l'aide juridictionnelle¹⁸²⁰. Une PME française peut uniquement se prévaloir d'une déduction des frais du procès (excluant les frais relatifs à la procédure d'arbitrage)¹⁸²¹. Néanmoins, l'intrication des droits fondamentaux permet de se prévaloir d'un aménagement à la charge de l'arbitre, voire à celui du juge d'appui pour que la sentence obtenue ne sera pas annulée pour contrariété à l'ordre public procédural. Mais tous les États membres n'ont pas développé le même droit.

Il faut cependant constater qu'une telle voie est envisageable dans tout l'Espace européen de justice puisque la solution procède en grande partie de l'influence de l'article 6 §1 de la Convention de sauvegarde des Droits de l'Homme et des Libertés fondamentales. Or, dans l'Union européenne, c'est la Charte des droits fondamentaux qui devrait pouvoir produire ces effets, particulièrement son article 47. Cependant, pour être applicable, le droit de l'Union européenne doit être mis en œuvre¹⁸²². C'est là que le bât blesse : l'arbitrage n'étant pas harmonisé en droit de la coopération judiciaire, il reste sous le giron de la Convention européenne et non de la Charte, pour l'application des droits fondamentaux avec les différences qui en résultent¹⁸²³. Il s'en suit nécessairement des différences entre les États membres, qui impactent l'accès à la justice des litigants, selon l'État membre sur le territoire duquel le tribunal siège ou devant les juridictions nationales où la sentence est invoquée.

388. L'accès à la justice ne se limite pas à l'accès au juge. Pour autant, il faut constater que les efforts de l'Union en matière de justice privée, médiation ou arbitrage, reste en

¹⁸²⁰ H. GERPHAGNON, « Aide juridique », *Rép. procédure civile*, Dalloz, juin 2015 (màj. janv. 2016), spéc. §20.

¹⁸²¹ Qui n'est pas incompatible avec l'art. 6 §1 CSDHLF : CEDH, rec., 26 août 2008, *VP Diffusion SARL c/ France*, req. n°14565/04, ECLI:CE:ECHR:2008:0826DEC001456504.

¹⁸²² Cf. *supra*, §§115 et s.

¹⁸²³ La CSDHLF est certes en vigueur dans tous les ÉM de l'UE, mais, en comparaison avec la CDFUE, elle présente des inconvénients : l'interprétation est loin d'être uniforme, not. en raison de l'effet *inter partes* des arrêts prononcés par la CEDH. Par ailleurs, le contrôle du respect des droits fondamentaux dans le cadre du CoE ne s'effectue qu'*ex post* : il n'est pas possible, en l'état actuel du droit, de poser une question préjudicielle à la CEDH, contrairement à la CJUE (à noter sur ce point l'existence du Protocole n°16 à la Convention de sauvegarde des Droits de l'Homme et des Libertés fondamentales (Strasbourg, 2 oct. 2013, STCE n°214) qui doit permettre, une fois entré en vigueur, aux plus hautes juridictions des États contractants de pouvoir adresser à la CEDH des demandes d'avis consultatifs sur des questions de principe relatives à l'interprétation ou à l'application des droits et libertés définis par la Convention ou ses protocoles).

deçà de ceux fournis pour la justice étatique. Il en résulte une articulation difficile entre les différents modes de justice. Seule la justice étatique remplit peu ou prou ses objectifs en matière d'accès à la justice. À l'inverse, l'articulation avec la médiation ou l'arbitrage est soit insuffisante, soit inexistante, entraînant des divergences entre les États membres. Ce sont *in fine* les litigants qui souffrent de ces divergences par l'absence d'une politique claire pour combattre les obstacles à l'accès à la justice privée alors que celle-ci permet également la réalisation des droits substantiels. Ce manque de coordination entre les différentes politiques de l'Union et les différences de mise en œuvre au regard des éléments relatifs à l'accès à la justice confirment les lacunes du droit de la coopération judiciaire *lato sensu* pour la résolution des différends transfrontières dans l'Espace européen de justice.

Conclusion du Chapitre 2

389. La résolution des différends dans l'Espace européen de justice présente des lacunes liées à des approches différentes de la construction du droit de la coopération judiciaire. D'abord, dans la dimension externe, l'accès au juge est privilégié par les règles d'instance directes dans l'Espace européen de justice, sans que l'exécution des décisions ainsi obtenues ne soit véritablement assurée. La stratégie directe de l'Union sur cette dimension est, quant à elle, sujette au bon vouloir des États membres plus qu'à une question de compétence. Il en résulte également des insuffisances relatives à l'accès à la justice étatique quant au bon déroulement de la procédure portant sur des litiges commerciaux transfrontières rattachés à l'Union européenne.

Par ailleurs, c'est au niveau de l'accès à la justice privée que les lacunes se font le plus ressentir. Entre harmonisation partielle pour la médiation et absence d'harmonisation pour l'arbitrage, l'analyse du droit de la coopération judiciaire révèle des lacunes en la matière : il faut alors constater que la réalisation de l'accès à la justice n'est pas aussi aboutie qu'en matière d'accès à la justice étatique.

En tout état de cause, ces divergences sont préjudiciables pour les justiciables : selon l'État membre dans lequel l'action est intentée, qu'elle relève de la justice étatique ou privée, des distinctions apparaissent. La réalisation de l'accès à la justice dans l'Espace européen de justice en ressort morcelée.

CONCLUSION DU TITRE PREMIER

390. Le droit de la coopération judiciaire *stricto sensu* anticipe et pallie les obstacles qui pourraient entraver l'accès à la justice. L'application combinée de ce droit avec le droit fondamental d'accès à la justice permet d'assurer un équilibre entre l'efficacité des dispositifs adoptés et l'accès à la justice des parties. Si le demandeur dispose d'une position privilégiée et son accès à la justice est grandement facilité, le droit fondamental d'accès à la justice rétablit l'équilibre au regard des exigences du procès équitable, lesquelles sont garanties par l'article 47 de la Charte des droits fondamentaux de l'Union européenne. Le droit de la coopération judiciaire *stricto sensu* semble alors remplir l'objectif d'accès à la justice dans sa réalisation, mais uniquement dans sa dimension interne, c'est-à-dire pour les litiges commerciaux transfrontières intra-Union européenne.

À l'inverse, lorsque le litige est rattaché à des États tiers, l'accès à la justice étatique n'est pas aussi abouti. Le droit de la coopération judiciaire se limitant à permettre la réalisation de certains aspects de l'accès à la justice. Il en va de même en matière de concrétisation de l'accès à la justice par le biais des modes de résolution extrajudiciaires. Le droit de la coopération judiciaire *lato sensu* est envisagé différemment, avec plus ou moins de réticence selon le mode de justice. Par conséquent, l'accès à la justice privée ne présente pas les mêmes garanties que l'accès à la justice étatique.

La réalisation de l'accès à la justice n'est donc pas homogène. Ce sont les différentes approches de la concrétisation de l'accès à la justice qui portent atteinte à sa cohérence et entravent la bonne réalisation de l'accès à la justice. Une cohérence d'ensemble est donc nécessaire pour que l'Espace européen de justice puisse véritablement faciliter l'accès à la justice de tous les citoyens, toutes les entreprises, tous les justiciables et litigants. Il est alors nécessaire de repenser l'approche générale de l'accès à la justice dans l'Espace européen de justice.

TITRE SECOND

REPENSER LA RÉALISATION DE L'ACCÈS À LA JUSTICE

391. Dans l'Espace européen de justice, la concrétisation de l'accès à la justice est morcelée. Les instruments visant sa réalisation ont différents objectifs, différentes bases légales et différentes sources. Cette diversité d'approche peut atteindre la cohérence de l'accès à la justice et des disparités apparaissent selon le mode de justice choisi (justice étatique ou privée) ou selon que le litige transfrontière soit intra-Union européenne ou rattaché à l'Union européenne. Pour parfaire la réalisation de l'accès à la justice, il faut alors réfléchir à une nouvelle appréhension de la construction de l'Espace européen de justice avec un haut niveau d'accès à la justice pour tous les citoyens et toutes les entreprises de l'Union européenne, quelque soit l'État membre où la procédure ou le processus sont engagés. En effet, la réalisation plurale tend à faire disparaître l'unité nécessaire et souhaitée d'accès à la justice devant bénéficier à tous. Pour engager une construction cohérente, il est alors nécessaire d'envisager une approche unitaire et globale de l'accès à la justice dans l'Espace européen de justice (**Chapitre 1**). Celle-ci doit permettre d'envisager une réalisation cohérente de l'accès à la justice pour l'Espace européen de justice et de parfaire la réalisation plurale de l'accès à la justice (**Chapitre 2**).

Chapitre 1

La nécessité d'une approche unitaire et globale de l'accès à la justice

392. La principale entorse à l'accès à la justice dans l'Espace européen de justice provient de la pluralité d'approches adoptées pour sa réalisation. Des imperfections naissent de cette façon de procéder et nuisent à sa cohérence. Pour en éviter les défauts, il est possible, voire nécessaire, d'appréhender l'élaboration des règles permettant la concrétisation de l'accès à la justice à travers une approche unitaire et globale. Dans cette perspective, c'est la recherche d'une unité qui doit prévaloir¹⁸²⁴, l'unité étant entendue comme une cohérence générale, comme un seul objet d'un ensemble¹⁸²⁵. Elle correspond bien évidemment à la concrétisation de l'accès à la justice, plus particulièrement des éléments qui le composent. Ils doivent d'ailleurs être appréhendés ensemble pour garantir non seulement l'unité, mais surtout l'effectivité de l'accès à la justice (**Section 1**). Il faut cependant souligner qu'il ne s'agit pas de prôner une approche *unique* prescrivant une et une seule manière de procéder et de réaliser l'accès à la justice. Au contraire, l'unité recherchée tend à apporter une cohérence d'ensemble aux différentes voies, aux différentes méthodes et aux différents moyens envisagés pour permettre la réalisation de l'accès à la justice dans l'Espace européen de justice. En ce sens, il faut d'ailleurs relever que la nature même de cet espace, non cantonné à une dimension interne, influence également l'appréhension de la réalisation de l'accès à la justice et sa cohérence.

¹⁸²⁴ Puisque ce qui est unitaire "tend à l'unité" : *Centre national de ressources textuelles et lexicales* (<<http://www.cnrtl.fr/>>), s.v. « Unitaire », sens II, B.

¹⁸²⁵ V° en ce sens, Association Henri CAPITANT, G. CORNU (dir), *Vocabulaire juridique*, PUF, 10^e éd., 2014, s.v. « Unité », spéc. sens I ; *Centre national de ressources textuelles et lexicales* (<<http://www.cnrtl.fr/>>), s.v. « Unité », sens A.

L'approche doit aussi être globale. Il ne s'agit pas ici de plaider pour un droit global ou mondialisé, qui ne correspond pas à la même réalité¹⁸²⁶. Il a pu être constaté que la globalisation, à l'inverse de la mondialisation, ne cherche pas à réduire les clivages locaux, mais à réduire les dysfonctionnements qu'induit la circulation de flux¹⁸²⁷. C'est dans cette direction qu'il faut aborder l'accès à la justice pour la résolution des litiges commerciaux transfrontières. En l'espèce, les flux correspondent aux différends transfrontières, lesquels sont par définition rattachés à plusieurs États. Les dysfonctionnements correspondent aux difficultés rencontrées par les parties à ce litige pour obtenir une décision et pouvoir la faire exécuter là où il existe un intérêt pour elles de le faire. L'approche globale ici prônée ne cherche pas à créer un droit universel voire un droit sans État¹⁸²⁸, mais à appréhender les flux et dysfonctionnements afin de prendre en compte à la fois les impératifs des parties, mais aussi le contexte international fait d'espaces nationaux, régionaux et mondiaux¹⁸²⁹ auxquels il faut s'adapter. En somme, l'approche globale doit permettre une articulation des droits et des ordres judiciaires permettant la résolution des différends et l'exécution des litiges dans le contexte mondial. Il ne s'agit pas nécessairement de passer par une normalisation des relations internationales, mais, au contraire, de permettre une articulation flexible qui puisse satisfaire les intérêts de tous. Dans le cadre de l'accès à la justice, l'approche globale peut être employée aussi bien dans la dimension interne qu'externe de l'Espace européen de justice. Néanmoins, elle doit être abordée de façon unitaire par l'Union européenne afin que l'accès à la justice puisse bénéficier à toutes les personnes qui s'en prévalent dans l'Espace européen de justice, dans les mêmes conditions. Dès lors, l'approche unitaire et globale envisagée et préconisée s'attache également à envisager une unité institutionnelle et géographique requise par la nature même de l'Espace européen de justice (**Section 2**).

¹⁸²⁶ J.-L. BERGEL, *Théorie générale du droit*, Dalloz, 5^e éd., 2012, spéc. §§135-3 et 135-4.

¹⁸²⁷ G. CAMMAS, R. ROUTIER, « La "globalisation" du droit des affaires ? », *Revue Droit* 21, 2001, E 004 Copyright Transactive 2000-2001, spéc. p. 2.

¹⁸²⁸ Comme le souligne Jean-Sylvestre BERGÉ critiquant d'ailleurs cette quête, « nouveau Graal d'une expertise juridique mondiale » in *L'application du droit national, international et européen*, Dalloz, 2013, spéc. §§19 et 20.

¹⁸²⁹ Comme le souligne Jean-Louis BERGEL, « il faut songer, au-delà ou en deçà des frontières, dans le monde entier » in *Théorie générale du droit*, *op. cit.*, spéc. §135-4.

Section 1. L'unité matérielle de l'accès à la justice

393. L'accès à la justice est un objectif et un droit fondamental dans l'Espace européen de justice. Il vise aussi bien la résolution judiciaire qu'extrajudiciaire des litiges commerciaux transfrontières. Le droit de la coopération judiciaire *lato sensu* et le droit de l'Union européenne ont permis son développement. Celui-ci appelle deux remarques quant à la vocation matérielle de l'accès à la justice. Tout d'abord, il peut être dégagé de cette construction des dénominateurs communs, lesquelles se retrouvent aussi bien dans l'élaboration des mécanismes visant la résolution judiciaire et extrajudiciaire des différends. Ceux-ci sont au nombre de quatre et représentent les composantes essentielles de l'accès à la justice dans un contexte transfrontière (§ 1). Cependant, une cohérence et une approche unitaire est nécessaire : s'il existe bien quatre « piliers » de l'accès à la justice, celui-ci n'est effectif que lorsque le droit de la coopération judiciaire les appréhende ensemble, de manière complémentaire et cumulative (§ 2).

§ 1. Les quatre composantes de l'accès à la justice

394. Au gré de l'analyse du droit de la coopération judiciaire *lato sensu* et du droit de l'Union européenne, il a pu être constaté que l'accès à la justice se réalise à travers différentes approches pour permettre la résolution des litiges commerciaux transfrontières. Les instruments se référant à l'accès à la justice ont différents objectifs. Plusieurs éléments se dégagent. La perspective judiciaire de l'accès à la justice a permis de mettre en lumière certains de ces points. Il s'agit notamment de règles visant l'accès au juge, mais aussi des règles assurant la coopération judiciaire entre les différentes autorités des États membres et la communication entre elles, ou encore des dispositions permettant l'exécution des décisions étrangères. Ces éléments se retrouvent également dans les autres approches relatives à l'accès à la justice. En matière de médiation par exemple, lorsqu'elle est admise dans un État membre, la Directive 2008/52/CE permet notamment d'assurer l'exécution de l'accord transactionnel ou encore, en combinaison avec le Règlement Bruxelles I refondu, leur exécution transfrontière lorsqu'ils sont homologués. Enfin, l'ensemble du travail de l'Union européenne tourné vers l'établissement d'un environnement judiciaire commun démontre l'existence d'une composante tournée vers

l'accès au droit. En somme, l'accès à la justice se réalise à travers la concrétisation de mesures visant l'accès au droit, l'accès à un mode de résolution des différends, l'obtention d'une décision et l'exécution de celle-ci. Ces composantes peuvent être regroupées en deux groupes distincts. D'une part celles qui permettant d'accéder à la justice (A) et, d'autre part, celles assurant l'effectivité de cet accès (B).

A. Les règles permettant d'accéder à la justice : vers la résolution du litige

395. Pour que l'accès à la justice puisse se réaliser, il est nécessaire que les litigants puissent accéder à un mode de résolution des différends : qu'il s'agissent de la justice étatique ou de la justice privée (2). Mais avant tout, il est nécessaire de pouvoir connaître l'existence de ces possibilités et l'étendu de ses droits afin de pouvoir juger de l'opportunité d'accéder à la justice (1).

1. L'accès au droit, un prérequis nécessaire

396. *L'environnement judiciaire commun : garantir l'accès au(x) droit(s).* L'Union européenne est bien consciente de l'intérêt de l'accès au(x) droit(s)¹⁸³⁰. C'est autour de cette question que tourne toutes ses actions visant l'établissement d'un environnement judiciaire commun, prémisses d'une véritable culture judiciaire européenne. Le Conseil le rappelle d'ailleurs dans son rapport de 2015 sur l'accès au droit : « nul n'est censé ignorer la loi », « [l]a question de l'accès au droit est donc essentielle »¹⁸³¹. Cette question est centrale dans un contexte national et primordiale dans le contexte transfrontière impliquant le droit de différents ordres juridiques : le droit national de plusieurs États, le droit de l'Union européenne et le droit conventionnel en ce qu'ils peuvent avoir une influence non seulement sur les droits opposables au cours du litige (les droits subjectifs), mais aussi sur la manière et les moyens offerts aux litigants pour pouvoir résoudre leurs litiges transfrontières (le droit objectif).

397. *L'accès au droit en théorie.* Tout en lui reconnaissant des caractéristiques propres, la doctrine distingue entre l'accès au droit et l'accès à la justice¹⁸³², en admettant

¹⁸³⁰ Cf. *supra*, §§249.

¹⁸³¹ Rapport du Conseil sur l'accès au droit, JOUE C 97/2 du 24 mars 2015, spéc. §2.

¹⁸³² Y. DESDEVICES, s.v. « Accès au droit / Accès à la justice », in L. CADIET, *Dictionnaire de la Justice*, PUF, 2004, p. 1 ; M. MEKKI, « L'accès au droit et l'accès à la justice », in R. CABRILLAC (dir.), *Libertés et droits fondamentaux*, Dalloz, 21^e éd., 2015, p. 587. Les deux auteurs distinguent entre l'accès au droit et l'accès à la

l'existence de liens forts entre les deux¹⁸³³. Mais l'opposition des deux concepts apparaît illusoire. En effet, est-il possible d'imaginer un accès au prétoire (ou tout autre mode de justice) sans permettre aux justiciables ou litigants de pouvoir s'informer sur l'étendu de leurs droits et du droit applicable (qu'il soit procédural ou matériel) ? Il y a un lien circulaire entre les deux¹⁸³⁴. L'imbrication est si forte qu'il est impossible de distinguer, dans son ensemble, l'accès au droit et l'accès à la justice.

Considéré de manière objective, l'accès au droit implique la nécessité d'être en mesure d'obtenir de l'information juridique, notamment quant au système judiciaire et ses procédures, d'obtenir de la prévisibilité, de l'intelligibilité du droit de manière générale pour en améliorer sa compréhension¹⁸³⁵. Dans ce cas, l'accès au droit est au service des autres composantes de l'accès à la justice¹⁸³⁶. Il devient le prérequis nécessaire permettant de comprendre et d'anticiper sa situation au regard de l'environnement juridique¹⁸³⁷, un véritable droit au *Droit*¹⁸³⁸. C'est d'autant plus vrai que la théorie selon laquelle les règles de droit sont par nature acquises à leur destinataire est remise en cause si le droit n'est pas accessible¹⁸³⁹. Cette hypothèse est confirmée par le constat porté par le rapport du Conseil en matière d'accès au droit dans l'Union européenne¹⁸⁴⁰. Considéré de manière subjective, l'accès au(x) droit(x) doit permettre aux justiciables et litigants de pouvoir

justice. C'est le propos de Mustapha MEKKI qui insiste sur les forts rapports existant entre l'accès à la justice et l'accès au droit (spéc. §697) et dont la démonstration tourne autour de l'accès à la justice au service de l'accès au droit et *vice versa* (spéc. §§704 et 720), mais qui les distingue. V° ég. G. DE LAVAL, « Droits de l'Homme et réflexion sur l'efficacité de la justice », in M.-A. BEERNARTS *et al.*, *Les droits de l'homme et l'efficacité de la justice*, Larcier, 2010, p. 299, spéc. pp. 312 à 316.

¹⁸³³ M. MEKKI, « L'accès au droit et l'accès à la justice », *op. cit.* ; Y. DESDEVISES, s.v. « Accès au droit / Accès à la justice », in L. CADIET, *Dictionnaire de la Justice*, *op. cit.*, spéc. p. 1.

¹⁸³⁴ M.-A. FRISON-ROCHE, « Le droit d'accès à la justice et au droit », in R. CABRILLAC, M.-A. FRISON-ROCHE, T. REVET, dir., *Libertés et droits fondamentaux*, Dalloz, 18^e éd., 2012, p. 535, spéc. §646.

¹⁸³⁵ A. LEJEUNE, « Accès au droit, accès à la justice ou accès au juge ? », in V. DONIER, B. LAPÉROU-SCHNEIDER, dir., *L'accès au juge. Recherche sur l'effectivité d'un droit*, Bruylant, 2013, p. 433, spéc. 434. Cette perspective n'est pas sans rappeler le concept de sécurité juridique qui se décrit comme "l'idéal de fiabilité d'un droit accessible et compréhensible qui permet aux sujets de droit de prévoir raisonnablement les conséquences juridiques de leurs actes ou comportements et qui respecte les prévisions légitimes déjà bâties par les sujets de droit dont il favorise la réalisation" in J.-L. BERGEL, *Théorie générale du droit*, *op. cit.*, spéc. §29-1. Dans le même sens, V° J. RIBS, « L'accès au droit », in *Libertés*, Mél. J. ROBERT, Montchrestien, 1998, p. 415, spéc. p. 415, pour qui "la connaissance des droits et des devoirs est indispensable au plein exercice de la qualité de citoyen".

¹⁸³⁶ Pour reprendre l'expression de Mustapha MEKKI qui indique que "l'accès au droit est au service de l'accès à la justice" in « L'accès au droit et l'accès à la justice », *op. cit.*, spéc. §§720 et s.

¹⁸³⁷ Y. DESDEVISES, s.v. « Accès au droit / Accès à la justice », in L. CADIET, *Dictionnaire de la Justice*, *op. cit.* spéc. p. 2. Il faut ég. citer l'ensemble des travaux visant l'accessibilité du droit et l'intelligibilité du droit : M. MEKKI, « L'accès au droit et l'accès à la justice », *op. cit.*, spéc. §§722, 723, 730 à 734.

¹⁸³⁸ M. MEKKI, « L'accès au droit et l'accès à la justice », *op. cit.*, spéc. §701.

¹⁸³⁹ Marie-Anne FRISON-ROCHE y voit la source de l'ensemble des autres droits in « Le droit d'accès à la justice et au droit », *op. cit.*, spéc. §§642 et 643.

¹⁸⁴⁰ Rapport du Conseil sur l'accès au droit, *préc.*, spéc. §2 ("L'accès au droit est (...) essentiel") et §84 ("L'Union européenne, consciente de l'importance de la question de l'accès au droit, a développé des outils et plateformes afin de faciliter et d'élargir l'accès au droit").

précisément comprendre la portée de leurs droits et d'avoir accès à une certaine prévisibilité au regard de l'issue du litige¹⁸⁴¹.

398. *L'accès au droit en pratique.* L'ensemble des instruments et outils développés par l'Union européenne vise cet objectif. Il s'agit non seulement aux justiciables et litigants de pouvoir s'informer sur leurs droits subjectifs, mais également de pouvoir accéder au droit des États membres, voire des États tiers, impliqués dans le litige international et des mécanismes offerts par ceux-ci pour résoudre le litige. L'Union va même plus loin puisqu'elle essaie de pallier la méconnaissance des professionnels relative à son droit de la coopération judiciaire et de son droit matériel pour véritablement permettre aux parties de pouvoir obtenir l'aide nécessaire pour résoudre leurs litiges transfrontières. Elle semble avoir parfaitement intégré la composante de l'accès au droit dans l'objectif général d'accès à la justice. Des efforts restent cependant à fournir en la matière. D'abord, quant à la notoriété du droit de la coopération de l'Union européenne comme a pu le soulever le Parlement européen eu égard à la Directive 2008/52/CE¹⁸⁴² ou encore la Commission dans son rapport sur le Règlement n°861/2007¹⁸⁴³ ou celui sur le Règlement n°1896/2006¹⁸⁴⁴. Il faut ainsi regretter que cette dimension n'ait pas été prise en compte par les institutions dans le dernier accord interinstitutionnel visant à mieux légiférer. En effet, si la simplicité et la clarté sont mises en avant et font l'objet de bonnes intentions, rien n'est mentionné sur l'accessibilité ou la diffusion des actes adoptés¹⁸⁴⁵.

¹⁸⁴¹ Cette prévisibilité est déterminante dans l'analyse économique de l'accès à la justice puisqu'elle est considérée comme un facteur pris en compte par un demandeur avant de porter sa demande devant une juridiction : N. CHAPPE, M. OBIDZINSKI, R. GIRAUD, « Analyse économique de l'accès à la justice », in V. DONIER, B. LAPÉROU-SCHNEIDER, dir., *L'accès au juge. Recherche sur l'effectivité d'un droit*, Bruylant, 2013, p. 379, spéc. p. 386.

¹⁸⁴² V° par ex. Résolution du Parlement européen du 11 juin 2013 sur l'amélioration de l'accès à la justice : aide judiciaire accordée dans le cadre des litiges civils et commerciaux transfrontaliers (2012/2101(INI)), P7_TA(2013)0240, JOUE C 65/12 du 19 févr. 2016, spéc. §§5 à 11.

¹⁸⁴³ Rapport de la Commission au Parlement européen, au Conseil et au Comité économique et social européen sur l'application du règlement (CE) n°861/2007 du Parlement européen et du Conseil du 11 juillet 2007 instituant une procédure européenne de règlement des petits litiges, COM(2013) 795 final du 19 nov. 2013, spéc. pt. 2 : "le recours à la procédure européenne de règlement des petits litiges est encore très limité par rapport au nombre de cas potentiels" surtout lorsqu'elle souligne que "17 % [des justiciables] avaient constaté que la juridiction saisie n'était pas bien informée de la procédure".

¹⁸⁴⁴ Rapport de la Commission au Parlement européen, au Conseil et au Comité économique et social européen sur l'application du règlement (CE) n°1896/2006 du Parlement européen et du Conseil instituant une procédure européenne d'injonction de payer, COM(2015) 495 final du 13 oct. 2015, spéc. pt. 2.2 : "[u]ne enquête Eurobaromètre réalisée en 2010 a mis en évidence une certaine méconnaissance des procédures européennes de la part des particuliers, qui les utilisent relativement peu : seules 6 % des personnes interrogées avaient notamment déjà entendu parler de la procédure européenne d'injonction de payer. Cela s'explique sans doute par le fait que cette procédure est principalement utilisée par les entreprises et les avocats et que le nombre de particuliers concernés par un litige transfrontalier est relativement modeste".

¹⁸⁴⁵ Accord interinstitutionnel entre le Parlement européen, le Conseil de l'Union européenne et la Commission européenne du 13 avr. 2016 « Mieux légiférer », JOUE L 123/1 du 12 mai 2016.

Ensuite, quant à l'accessibilité et à la lisibilité des sites institutionnels permettant l'accès au droit, notamment sur la conception et l'utilisation du portail e-Justice. Celui-ci est peu praticable eu égard au nombre grandissant d'informations qu'il est censé relayer. Plusieurs points négatifs peuvent être constatés. D'abord la navigabilité générale du site internet est difficile et la présentation commence à dater. Ensuite, il faut noter que les fiches d'information sur le droit des États membres, qui sont de bons outils, ou les informations relatives à l'application des procédures européennes unifiées dans les États membres, ne sont souvent disponibles que dans la langue officielle de l'État membre en question, limitant de fait l'accessibilité¹⁸⁴⁶, alors même que ce portail a vocation à être « le guichet électronique unique dans le domaine de la justice ». Incontestablement, des efforts restent à fournir pour améliorer l'expérience des usagers, qu'il s'agisse des opérateurs économiques recherchant des informations relatives à leur différend, ou des professionnels du droit.

2. L'accès à un mode de résolution des litiges

399. *Permettre l'accès à un mode de résolution des différends.* Il s'agit de la composante majeure de l'accès à la justice, qui est au cœur de la construction judiciaire de l'Espace européen de justice depuis l'adoption de la Convention de Bruxelles en 1968. Afin de permettre la résolution des litiges, les parties doivent pouvoir s'adresser à un tiers pour obtenir justice. L'accès à un mode de résolution des différends permet le recours à la justice étatique ou à la justice privée. Il est donc nécessaire que des règles soient adoptées afin de permettre aux personnes d'avoir recours à la justice, soit étatique, soit privée, pour résoudre leurs différends¹⁸⁴⁷.

Grâce au droit de la coopération judiciaire de l'Union européenne, les parties opposées peuvent saisir les juridictions des États membres : aussi bien dans l'Union européenne¹⁸⁴⁸ qu'en dehors de celle-ci de manière coordonnée grâce aux conventions internationales conclues à cet effet¹⁸⁴⁹. Les règles d'instance directe visent d'ailleurs à

¹⁸⁴⁶ V° par ex. les informations relatives à l'application du Règlement n°805/2004 par Malte qui n'est disponible qu'en maltais ; ou par la France, qui n'est disponible qu'en français.

¹⁸⁴⁷ Ainsi que le relève la Commission : “[l]a notion d'accès à la justice devrait couvrir (...), l'encouragement du recours à des procédures adéquates de résolution des litiges pour les particuliers et les entreprises, et non pas uniquement l'accès au système judiciaire” in Proposition de Directive au Parlement européen et au Conseil sur certain aspects de la médiation en matière civile et commerciale, COM(2004) 718 final du 22 oct. 2004, 2004/0251(COD), spéc. pt. 1.1.1.

¹⁸⁴⁸ Conv. Bruxelles (1968) ; Règlement Bruxelles I refondu.

¹⁸⁴⁹ Conv. La Haye (2005) ; Conv. Lugano (2007).

unifier les conditions de la compétence internationale des juridictions nationales afin d'éviter le déni de justice¹⁸⁵⁰. Dans l'Espace européen de justice, l'accès à la justice étatique est largement facilité par le droit de la coopération judiciaire de l'Union européenne. Par ailleurs, ce droit permet également aux parties d'obtenir des garanties quant au recours à la médiation¹⁸⁵¹. Elle ouvre même la voie à une justice dématérialisée et/ou simplifiée à travers les procédures européennes unifiées pour des demandes particulières¹⁸⁵² ou le règlement extrajudiciaire des litiges de consommation¹⁸⁵³. De ce point de vue, l'Union assure parfaitement cette composante de l'accès à la justice, qu'il s'agisse de la justice étatique ou privée.

Encore faut-il que l'accès soit effectif.

B. Les règles permettant l'effectivité de l'accès à la justice

400. La première catégorie de règles participant à l'accès à la justice permet d'accéder au droit (objectif et subjectif) et d'avoir recours à un mode de résolution du litige afin de résoudre le différend opposant les parties. Ces règles ne sont toutefois pas suffisantes pour garantir l'effectivité de l'accès à la justice. Des barrières peuvent s'élever. Celles-ci se matérialisent par l'existence d'obstacles matériels, juridiques ou judiciaires empêchant au mode de résolution choisi d'arriver à son terme et de régler le litige entre les parties. Peu importe leur nature, l'accès à la justice n'est effectif que si ces barrières sont éliminées. Par ailleurs, même après l'obtention d'une décision de justice, il faut toujours pouvoir assurer l'effectivité de décision obtenue sans quoi l'accès à la justice ne serait pas effectif et demeurerait illusoire. Afin qu'il puisse pleinement produire les effets escomptés, il est nécessaire de prévoir des règles s'assurant de l'effectivité de l'accès à la justice : pour pallier aux obstacles et obtenir une décision d'une part **(1)** et pour s'assurer de l'exécution de la décision obtenue d'autre part **(2)**.

1. Les règles garantissant l'obtention d'une décision

401. Il ne suffit pas de garantir un accès à un juge ou à une méthode alternative de résolution des litiges. Il faut que les justiciables ou les litigants puissent vraiment les

¹⁸⁵⁰ Cf. *supra*, §147.

¹⁸⁵¹ Directive 2008/52/CE.

¹⁸⁵² Règlement n°1896/2006 ; Règlement n°861/2007 ; Règlement n°655/2014.

¹⁸⁵³ Directive 2013/11/UE et Règlement n°524/2013.

mettre en œuvre, sans rencontrer d'obstacles et que l'autorité saisie soit en mesure de travailler sans souffrir de l'aspect transfrontière du différend à résoudre. L'Union européenne a adopté des règles visant les deux situations. D'une part, elle tente de diminuer les obstacles matériels ou juridiques à la saisine d'un juge ou du recours à la médiation et, d'autre part, elle organise une coopération entre les États membres, voire avec les États tiers, pour permettre à l'autorité saisie d'avoir tous les éléments en sa possession pour apporter une solution aux parties et « rendre justice ».

402. *L'impécuniosité, le principal obstacle matériel à l'accès à la justice.* Le droit de la coopération judiciaire prévoit des règles assurant l'accès à la justice (c'est-à-dire l'accès au droit et l'accès à un mode de résolution des litiges). Encore faut-il que la partie qui souhaite s'en prévaloir puisse effectivement y arriver. En effet, la justice, étatique ou privée, a un coût non négligeable. Certaines personnes ne disposent pas des ressources suffisantes pour pouvoir mettre ces règles en œuvre. Il en résulte que, dans ces situations, l'accès à la justice n'est pas effectif puisqu'il ne peut tout simplement pas être mis en œuvre faute de moyens¹⁸⁵⁴. Afin de contribuer à l'accès à la justice des personnes manquant de ressources et qui se trouvent dans l'impossibilité de pouvoir exercer leurs droits en justice, des règles minimales ont été mises en place par le biais de la Directive 2003/8/CE. Par ailleurs, cet instrument met également en place un système de transfert des demandes d'aide judiciaire d'un État membre à l'autre. Le dispositif est complété par le droit conventionnel des États membres pour permettre la transmission des demandes des parties devant être traitées à l'étranger¹⁸⁵⁵.

403. *Combattre les obstacles juridiques.* En matière d'obstacles juridiques pouvant affecter l'effectivité de l'accès au juge ou du recours à la médiation, l'Union a adopté quelques règles. En ce qui concerne le recours au juge, c'est principalement l'effet du droit fondamental d'accès à la justice qui permet de contrer des dispositions qui seraient trop restrictives et empêcheraient les parties de véritablement accéder à la juridiction, même si d'autres mesures ont été adoptées en ce sens¹⁸⁵⁶. En matière de justice participative, c'est la Directive 2008/52/CE qui permet de garantir l'effectivité du recours à la

¹⁸⁵⁴ En ce sens, V° M.-A. FRISON-ROCHE, « La procédure et l'effectivité des droits substantiels », in D. D'AMBRA, F. BENOÎT-ROHMER, C. GREWE, dir., *Procédure(s) et effectivité des droits*, Bruylant, 2003, p. 1, spéc. §§42 et s.

¹⁸⁵⁵ Cf. Annexe I, fig. 1.2.

¹⁸⁵⁶ Comme par ex. Recommandation 2013/396/UE.

médiation ou encore la Directive 2013/11/UE pour le règlement extrajudiciaire des litiges de consommation.

404. *Mise en place d'une coopération.* Pour permettre la transmission des demandes ou des actes, par les parties ou l'autorité saisie, le droit de la coopération judiciaire a également adopté un certain nombre de mécanismes de coopération. C'est notamment le cas pour la notification et la signification des actes ou des demandes visant l'obtention de preuve à l'étranger : non seulement dans l'Union européenne¹⁸⁵⁷, mais aussi dans les États tiers par l'existence du droit conventionnel des États membres¹⁸⁵⁸. Ces mécanismes permettent l'effectivité de l'accès au mode de résolution du différend transfrontière puisqu'elles assurent une coopération nécessaire pour permettre à la procédure ou au processus de résolution du litige d'arriver à son terme, d'arriver à l'obtention de la décision. Mais celle-ci doit pouvoir être exécutée pour ne pas rester lettre morte.

2. Les règles garantissant l'effectivité des décisions obtenues

405. Si le recours à un mode de résolution de différend vise au rétablissement de la justice entre les parties par l'obtention d'une décision, l'accès à la justice n'est pleinement effectif qu'à partir du moment où la décision (ou l'accord) est exécutée, soit de bonne foi par le débiteur, soit en contraignant ce dernier à raison de son inexécution. Là encore, le droit de la coopération judiciaire prévoit des mécanismes pour faciliter l'exécution de la décision obtenue : qu'elle soit judiciaire ou extrajudiciaire. L'instrument principal reste le Règlement Bruxelles I refondu entre les États membres de l'Union pour les deux types de décisions¹⁸⁵⁹. La circulation est également facilitée dans l'Union par le Règlement n°805/2004 instituant le titre exécutoire européen¹⁸⁶⁰. Quant à la dimension extérieure de l'Espace européen de justice, il revient au droit conventionnel de l'Union de s'appliquer : soit la Convention de Lugano de 2007, soit la Convention de La Haye de 2005. En dehors de ces cas, l'exécution dans un État tiers relèvera du droit international privé des États membres (par les conventions bilatérales qu'ils ont pu conclure avec d'autres pays) ou directement du droit international privé des États tiers.

¹⁸⁵⁷ Règlement n°1206/2001 ; Règlement n°1393/2007.

¹⁸⁵⁸ Conv. La Haye (1965) ; Conv. La Haye (1970).

¹⁸⁵⁹ Judiciaire ou extrajudiciaire : cf. *supra*, §§200 et s et §§375 et s.

¹⁸⁶⁰ Sans oublier les autres procédures européennes unifiées qui prévoient ég. la circulation de la décision obtenue.

406. L'effectivité de l'accès à la justice repose ainsi sur ces quatre composantes qui participent chacune, à des stades différents de la procédure ou du processus, à la résolution du différend transfrontière et à l'effectivité de la décision obtenue. Cela étant, il faut remarquer qu'il ne suffit pas de s'atteler à la réalisation de l'une pour que l'accès à la justice soit effectif : les quatre « piliers » doivent être concrétisés cumulativement.

§ 2. La nécessité d'une réalisation cumulée des quatre composantes

407. Lorsqu'ils existent des mesures visant l'accès au droit, l'accès à un mode de résolution des différends, l'obtention d'une décision et l'exécution des décisions, alors l'accès à la justice se concrétise et devient effectif. Cette conclusion peut être tirée de la différence d'effectivité qu'il est possible d'obtenir dans l'Union européenne en comparant le recours à justice étatique et la justice privée.

408. *La réalisation complète de l'accès à la justice étatique dans la dimension interne de l'Espace européen de justice.* L'Union européenne a privilégié la construction judiciaire de l'Espace européen de justice. Il n'en fait aucun doute au regard du nombre d'instruments existant en la matière. Pour la dimension interne, c'est-à-dire les litiges intra-Union européenne, la réalisation de l'accès à la justice apparaît effective. En effet, l'accès au droit est facilité par les nombreux outils et méthodes développés pour l'établissement de l'environnement judiciaire commun. Celui-ci est complété par des règles d'instance directe qui apportent une prévisibilité aux justiciables et évitent le déni de justice. Dans le même temps, des mécanismes sont mis en place pour assurer l'effectivité de l'accès au juge, comme par exemple pour l'aide judiciaire, et permettre la coopération nécessaire entre les autorités des États membres. Partant, le juge chargé de la résolution du litige est en mesure de pouvoir rendre la justice. Au besoin, les justiciables peuvent se prévaloir du droit fondamental d'accès à la justice, principalement de la Charte des droits fondamentaux de l'Union européenne ou, à titre subsidiaire de la Convention de sauvegarde des Droits de l'Homme et des Libertés fondamentales pour contrer les obstacles juridiques pouvant se dresser dans la procédure. Enfin, la décision obtenue peut être exécutée sur le territoire des autres États membres. Bien évidemment, des points pourraient être améliorés, notamment pour éviter le recours aux droits fondamentaux et améliorer l'efficacité des mécanismes instaurés par le droit de la coopération judiciaire. Mais dans l'ensemble, l'accès effectif à la justice est un objectif

réalisé. Cette concrétisation est le fruit de la matérialisation des quatre composantes de l'accès à la justice. Il s'agit bien de la preuve qu'il est nécessaire d'aborder ces points de manière unitaire pour assurer un résultat concret.

409. *La réalisation imparfaite des composantes de l'accès à la justice dans les autres domaines.* À l'inverse, il faut constater que dès lors que l'une des composantes ne peut pas se réaliser pleinement, l'effectivité de l'accès à la justice est remise en cause. C'est notamment le cas pour la dimension externe de l'Espace européen de justice. Même si des instruments existent à cette fin, toutes les composantes de l'accès à la justice ne sont pas toujours garanties et l'effectivité de celui-ci est alors incertaine.

Ainsi faut-il constater que les imperfections tirées de l'universalisation unilatérale des règles d'instance directe font défaut au stade de l'obtention de la décision ou de l'exécution de la décision, comme cela a pu être constaté pour les litiges portant sur des contrats conclus avec des consommateurs¹⁸⁶¹. Dans ces situations, les juridictions d'un État membre peuvent reconnaître leur compétence internationale, mais aucune garantie n'existe pour assurer la coopération avec l'État tiers où le professionnel est domicilié¹⁸⁶² ou encore l'exécution de la décision dans cet État.

410. Il en va de même pour le recours aux méthodes alternatives de résolution des litiges dont la réalisation n'est pas complète dans l'Espace européen de justice. Sans parler de la dimension externe pour ce mode de résolution des litiges qui est inexistante sur ce point, toutes les composantes de l'accès à la justice dans l'Espace européen de justice ne sont pas concrétisées et affectent son effectivité, notamment quant à la reconnaissance des accords transactionnels¹⁸⁶³. Des efforts restent à fournir.

411. En tout état de cause, il est indéniable qu'une approche unitaire où l'ensemble des composantes de l'accès à la justice est concrétisé permet d'assurer son effectivité à l'instar de la coopération judiciaire dans la dimension interne de l'Espace européen de justice. À l'inverse, des difficultés se présentent lorsqu'une des composantes est manquante, comme c'est le cas pour la dimension externe de l'Espace européen de justice

¹⁸⁶¹ Cf. *supra*, §§353 et s.

¹⁸⁶² À moins bien sûr qu'il soit domicilié sur le territoire d'un État tiers partie à une convention internationale à laquelle l'ÉM sur le territoire duquel siège la juridiction compétente le soit également, mais cela pose le problème de l'unité géographique de l'accès à la justice dans l'Espace européen de justice au regard de la dimension externe : cf. *infra*, §§423 et s.

¹⁸⁶³ Cf. *supra*, §§373 et s.

ou encore les méthodes alternatives de résolution des litiges. L'Union doit encore travailler sur ce point pour que l'Espace européen de justice remplisse pleinement son objectif : faciliter l'accès à la justice. Il est donc nécessaire d'appréhender l'accès à la justice en visant la réalisation toute ses composantes, c'est-à-dire en ayant une approche unitaire matérielle de l'accès à la justice.

Section 2. L'unité géographique et institutionnelle relevant de l'Espace européen de justice

412. La question de l'unité géographique et institutionnelle de l'approche unitaire et globale de l'accès à la justice renvoie aux compétences et au champ d'application spatial de l'Espace européen de justice. En effet, « [l']Union facilite l'accès à la justice »¹⁸⁶⁴ dans la construction de son Espace de liberté, de sécurité et de justice, lequel doit être offert à ses citoyens¹⁸⁶⁵. Pour ce faire, elle dispose notamment d'une compétence partagée en la matière¹⁸⁶⁶ dont les bases juridiques et les objectifs sont déterminés à l'article 81 du Traité sur le Fonctionnement de l'Union européenne. Les deux aspects, institutionnels et géographiques doivent être pris en compte. Il existe d'ailleurs une forte immixtion entre l'aspect géographique et institutionnel puisque la base légale d'un acte permet aussi de déterminer son champ d'application spatial, particulièrement au regard de la position du Danemark, du Royaume-Uni et de l'Irlande quant à l'Espace de liberté, de sécurité et de justice¹⁸⁶⁷. Or, les différentes approches actuellement adoptées par l'Union européenne afin de réaliser l'accès à la justice dépassent parfois le cadre de la compétence partagée de l'article 81 du Traité FUE, entraînant des disparités et des différences qui nuisent à la cohérence et à l'effectivité de l'accès à la justice. Par ailleurs, la dimension externe de l'Espace européen de justice fait également figure de parent pauvre du développement du droit de la coopération judiciaire alors qu'il est aussi important que la dimension interne pour garder une cohérence générale. En cela, l'aspect global de l'approche préconisée est important. Il convient de revenir sur l'aspect institutionnel et géographique de l'Espace européen de justice pour démontrer le besoin de se concentrer sur une base juridique et un champ d'application spatial cohérent afin d'améliorer d'une part la cohérence générale du droit permettant de faciliter l'accès à la justice (§ 1) et d'autre part sa cohérence géographique globale (§ 2).

¹⁸⁶⁴ Art. 67 §4 Traité FUE.

¹⁸⁶⁵ Art. 3 §2 Traité UE.

¹⁸⁶⁶ Art. 4 §2 (j) Traité FUE.

¹⁸⁶⁷ Protocole n°21 sur la position du Royaume-Uni et de l'Irlande à l'égard de l'espace de liberté, de sécurité et de justice, Versions consolidées du traité sur l'Union européenne et du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne, JOUE C 202/295 du 7 juin 2016 ; Protocole n°22 sur la position du Danemark, Versions consolidées du traité sur l'Union européenne et du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne, JOUE C 202/298 du 7 juin 2016.

§ 1. L'unité institutionnelle, garantie de la cohérence juridique des actes

413. Comme cela a été évoqué, la réalisation de l'accès à la justice ne s'effectue pas seulement sur les compétences dédiées de l'Union en la matière, c'est-à-dire sur le fondement de l'article 81 du Traité FUE. Par exemple, la Directive 2013/11/UE et le Règlement n°524/2013 relatifs à la résolution extrajudiciaire des différends portant sur des contrats conclus avec un consommateur se fondent sur l'article 114 du Traité FUE. En revanche, la Directive 2008/52/CE relative à la médiation se base sur l'article 65 du Traité instituant la Communauté européenne¹⁸⁶⁸. Afin d'apporter une cohérence d'approche, il est souhaitable que l'Union européenne adopte ses actes portant sur la résolution des différends sur une même base juridique (**A**). Parallèlement, il s'agit d'éclaircir les différentes mesures qu'il est possible d'adopter en vertu de l'article 81 §2 du Traité FUE afin de faciliter la réalisation de l'accès à la justice. Ces mesures doivent aussi être abordées de manière cohérente (**B**).

A. La cohérence du choix approprié de la base légale dans le droit primaire

414. « Le choix de la juridique appropriée revêt une importance de nature constitutionnelle »¹⁸⁶⁹. D'abord, ce choix détermine l'équilibre des pouvoirs et le rôle respectif des institutions dans l'adoption de l'acte. Ensuite, il exprime la philosophie de ce dernier¹⁸⁷⁰. Le choix de la base juridique n'est donc ni anodin, ni arbitraire¹⁸⁷¹. Ce sont des éléments objectifs qui doivent être utilisés pour la déterminer¹⁸⁷². Dans le cadre de l'Espace européen de justice, un seul article permet de réaliser l'accès à la justice en matière civile et commerciale : l'article 81 du Traité FUE. Or, l'Union a fait usage d'autres dispositions pour développer des mécanismes facilitant l'accès à la justice, notamment l'article 114 du Traité FUE relatif au rapprochement des législations. Dans un souci de cohérence et de prévisibilité¹⁸⁷³, il serait préférable que l'Union réserve la

¹⁸⁶⁸ Aujourd'hui art. 81 Traité FUE.

¹⁸⁶⁹ CJCE 6 déc. 2001, Avis 2/00, EU:C:2001:664, spéc. pt. 5.

¹⁸⁷⁰ M. BLANQUET, G. ISAAC, *Droit général de l'Union européenne*, Sirey, 10^e éd., 2012, spéc. p. 67.

¹⁸⁷¹ C. KOHLER, J.-C. ENGEL, « Le choix approprié de la base juridique pour la législation communautaire : enjeux constitutionnels et principes directeurs », *Europe*, 2007, n°1, étude 1, spéc. §1.

¹⁸⁷² M. BLANQUET, G. ISAAC, *Droit général de l'Union européenne*, *op. cit.*, spéc. pp. 67 et 68.

¹⁸⁷³ C. KOHLER, J.-C. ENGEL, « Le choix approprié de la base juridique pour la législation communautaire : enjeux constitutionnels et principes directeurs », *préc.*, spéc. §29.

réalisation de l'accès à la justice en se référant à une seule et unique base légale pour permettre sa réalisation.

415. *Le choix au regard de la procédure législative.* Le premier élément pouvant motiver le choix d'une base légale est de nature purement institutionnelle : quelle est la procédure à suivre ? quel est le rôle respectif de chacune des institutions ?¹⁸⁷⁴ Les articles 81 et 114 du Traité FUE se réfèrent tous les deux à la procédure législative ordinaire¹⁸⁷⁵. Par conséquent, il n'y a aucune différence de pouvoir dans le processus de décision entre le Parlement européen et le Conseil¹⁸⁷⁶. Le seul élément distinctif entre les deux articles se situe au niveau de l'avis du Comité économique et social européen. Alors qu'il est obligatoire en vertu de l'article 114 du Traité FUE¹⁸⁷⁷, il n'est pas mentionné à l'article 81 §2 du Traité FUE. Cela étant, il faut constater que depuis la *communautarisation* de la coopération judiciaire en matière civile et commerciale, le Comité a toujours été saisi pour l'ensemble des instruments adoptés sur le fondement de l'article 61 et 65 du Traité CE ou l'article 81 §2 du Traité FUE. Que la saisine soit obligatoire ou non, les avis rendus par le Comité sont, dans les deux cas, des avis simples. Par ailleurs, les deux bases juridiques permettent d'atteindre le même niveau d'harmonisation puisque, dans un cas comme dans l'autre, l'Union peut aussi bien adopter des règlements que des directives ou des décisions sur ces fondements. Dès lors, d'un point de vue institutionnel, il n'y a pas, en pratique, de distinction à opérer entre les deux bases juridiques. Celle-ci s'attache donc plus largement à la philosophie des textes adoptés.

416. *Le choix au regard de la philosophie de l'instrument.* Depuis l'entrée en vigueur du Traité de Lisbonne, il y a un changement net de philosophie entre les articles 81 et 114 du Traité FUE, même si les mesures adoptées permettent, dans les deux cas, le rapprochement des dispositions législatives et réglementaires des États membres. L'article 65 du Traité CE autorisait l'adoption de dispositions relatives à la coopération judiciaire en matière civile et commerciale pour autant que celle-ci était « nécessaire au

¹⁸⁷⁴ *Ibid.*, spéc. §2.

¹⁸⁷⁵ Art. 289 et s. Traité FUE.

¹⁸⁷⁶ Dans ce cas, il pourrait être envisagé un double fondement pour les instruments adoptés puisqu'il n'y a pas d'incompatibilité dans le processus législatif entre les art. 81 et 114 Traité FUE (conformément à la jurisprudence de la CJUE en la matière : C. KOHLER, J.-C. ENGEL, « Le choix approprié de la base juridique pour la législation communautaire : enjeux constitutionnels et principes directeurs », *préc.*, spéc. §9). Cependant, il existe une distinction quant au champ d'application territorial de l'instrument selon qu'il est adopté sur l'une ou l'autre des bases juridiques, empêchant, en théorie, le recours à un double fondement : cf. *infra*, §§423 et s.

¹⁸⁷⁷ Art. 114 §1 Traité FUE.

bon fonctionnement du marché intérieur ». Comme cela a déjà été évoqué, l'article 81 §2 du Traité FUE nuance cette nécessité en indiquant qu'elle peut « notamment » justifier l'adoption d'un acte¹⁸⁷⁸. Pour autant, les orientations stratégiques et la politique relative à la coopération judiciaire maintiennent un lien fort avec le développement du Marché intérieur, plus particulièrement, pour assurer la confiance des opérateurs économiques dans l'espace de libre échange de l'Union européenne¹⁸⁷⁹. À l'inverse, les mesures adoptées sur le fondement de l'article 114 du Traité FUE « ont pour objet l'établissement et le fonctionnement du marché intérieur »¹⁸⁸⁰. La distinction entre les deux bases juridiques n'est pas des plus évidentes. Cela étant, dans le cadre de l'Espace européen de justice, l'Union doit faciliter l'accès à la justice¹⁸⁸¹. Par conséquent, la distinction relève du but poursuivi et du contenu de l'acte. C'est d'ailleurs la position de la Cour de justice en la matière. Cette dernière indique que le choix de la base juridique d'un acte doit être motivé par « des éléments objectifs susceptibles de contrôle juridictionnel (...) [.] notamment, le but et le contenu de l'acte »¹⁸⁸². Or, même si le bon fonctionnement du Marché intérieur constitue un objectif dans les deux cas, il ne tient plus la même place. Dans le cadre de l'Espace européen de justice, il est un élément sous-jacent, alors que l'accès à la justice en constitue le principal objectif. Partant, lorsque l'instrument vise la résolution d'un litige permettant de faire valoir ses droits, l'instrument devrait alors être adopté sur le fondement de l'article 81 du Traité FUE et non sur l'article 114 du Traité FUE.

Dans cette perspective, des questions se posent sur la base juridique de la Directive 2013/11/UE et du Règlement n°524/2013 portant sur le règlement extrajudiciaire des litiges de consommation. Ils ont tous les deux été adoptés sur le fondement de l'article 114 du Traité FUE. Au regard du but poursuivi par les instruments, les deux s'affairent à permettre aux consommateurs de faire valoir leurs droits et mettre un terme aux litiges qu'ils peuvent rencontrer dans leurs relations contractuelles avec un professionnel par le biais d'entités REL¹⁸⁸³ et de faciliter ainsi cet accès par la création d'une plateforme en ligne dédiée¹⁸⁸⁴. Si le terme d'accès à la justice n'est jamais employé

¹⁸⁷⁸ Cf. *supra*, §78.

¹⁸⁷⁹ Cf. *supra*, §90.

¹⁸⁸⁰ Art. 114 §1 Traité FUE.

¹⁸⁸¹ Art. 67 §4 Traité FUE.

¹⁸⁸² CJCE 11 juin 1991, *Commission c/ Conseil*, aff. C-300/89, EU:C:1991:244, spéc. pt. 10.

¹⁸⁸³ Art. 1^{er} Directive 2013/11/UE.

¹⁸⁸⁴ Art. 1^{er} Règlement n°524/2013.

par les deux instruments, il faut tout de même relever que l'objectif est similaire puisqu'il s'agit d'« [a]ssurer un accès à des moyens simples, efficaces, rapides et peu onéreux de résoudre les litiges nationaux et transfrontaliers résultant de la vente de marchandises ou de la prestation de services [qui] devrait profiter aux consommateurs et donc renforcer leur confiance dans le marché »¹⁸⁸⁵. Cette formulation met d'ailleurs en retrait l'effet sur le Marché intérieur : c'est parce qu'il existe un mode de résolution des différends simplifié pour les consommateurs que le Marché intérieur s'en voit renforcé et non l'inverse. Par ailleurs, quant au contenu, la Directive comme le Règlement s'efforcent d'harmoniser les conditions dans lesquelles les plaintes des consommateurs doivent être traitées. Le contenu est entièrement tourné vers la résolution du différend de manière plus simple et plus efficace. Il est donc bien question d'accès à la justice. À ce titre, la Directive 2013/11/UE, comme le Règlement n°524/2013, auraient pu être adoptés sur le fondement de l'article 81 §2 (g) du Traité FUE. Qu'ils procèdent d'une logique du Marché intérieur ou de l'Espace de liberté, de sécurité et de justice, les consommateurs pourraient bénéficier *in fine* des mêmes avantages. Néanmoins s'il existe une équivalence au regard des articles 81 et 114 du Traité FUE quant au but et au contenu de ces instruments, il faut noter la condition restrictive de mise en œuvre du premier article par rapport au second. En effet, l'utilisation de l'article 81 du Traité FUE est soumise à une condition d'« incidence transfrontière »¹⁸⁸⁶. Or, la Directive 2013/11/UE et le Règlement n°524/2013 s'appliquent aussi bien pour aux litiges internes qu'aux litiges transfrontières¹⁸⁸⁷. C'est donc le champ d'application large des mécanismes prévus par les deux instruments qui permet de justifier l'utilisation de l'article 114 du Traité FUE en lieu et place de l'article 81, même si le second apparaît plus cohérent quant au but et au contenu des instruments relatifs au règlement extrajudiciaire des litiges de consommation.

417. La question de l'« incidence transfrontière ». Cette analyse relance alors le débat sur la définition de la condition d'« incidence transfrontière ». Lors de sa proposition du Règlement n°1896/2006 relatif à l'injonction de payer européenne, la Commission se prévalait d'une interprétation large, non sans intérêt, comme a pu le souligner

¹⁸⁸⁵ Cons. n°4 Directive 2013/11/UE.

¹⁸⁸⁶ Art. 81 §1 Traité FUE.

¹⁸⁸⁷ Art. 2 §1 Directive 2013/11/UE. Le Règlement n°524/2013 ne contient pas de disposition contraignante sur ce point, mais il précise, dans son cons. n°8 qu'il vise ég. les « transactions transfrontières en ligne » ; pas ailleurs, cet instrument s'applique conjointement avec la Directive 2013/11/UE (V° art. 2 Règlement n°524/2013).

Emmanuel GUINCHARD¹⁸⁸⁸. La Commission soutenait d'une part que si l'instrument peut s'appliquer dans des situations où il existe une incidence transfrontière, la lettre de l'article 65 du Traité CE n'empêche pas une extension aux litiges internes, d'autant que la procédure d'injonction de payer européenne n'avait pas vocation à se substituer à la procédure nationale. D'autre part, elle relevait très justement la difficulté autour de la caractérisation de la nature transfrontière des litiges, soulevant qu'une décision interne peut avoir une incidence transfrontière dès lors que son exécution est demandée dans un autre État membre¹⁸⁸⁹. Si cette interprétation avait le soutien du commissaire Franco FRATTINI, elle a suscité une levée de boucliers de la part des États membres¹⁸⁹⁰. Cette interprétation a pourtant le mérite de respecter d'une part les conditions posées par le Traité, mais aussi d'aller plus loin dans la réalisation de l'accès à la justice dans l'Espace européen de justice, tout en évitant les imperfections causées par une différence d'approche¹⁸⁹¹.

À l'inverse, est-il envisageable de se reposer sur l'article 114 du Traité FUE pour permettre une réalisation plus large de l'accès à la justice, notamment lorsque les instruments auraient aussi vocation à s'appliquer à des litiges internes ? La réponse semble négative à l'heure actuelle pour deux raisons, même si l'inverse a pu être soutenu¹⁸⁹². D'une part, le détachement de l'article 81 du Traité FUE de la condition du bon fonctionnement du Marché intérieur rend la possibilité d'une interprétation plus extensive de l'article 114 du Traité FUE difficile voire impossible, même si l'instrument peut également le soutenir. D'autre part, au regard du but et du contenu des instruments adoptés, ils correspondent davantage à la compétence législative de l'Union rattachée à l'Espace européen de justice qu'à celle relative au Marché intérieur.

418. Afin de s'assurer d'une réalisation cohérente de l'accès à la justice il serait préférable d'envisager une interprétation plus extensive de la condition d'incidence transfrontière conformément à l'argumentation de la Commission dans sa proposition de

¹⁸⁸⁸ E. GUINCHARD, « L'Europe, la procédure civile et le créancier : l'injonction de payer européenne et la procédure européenne de règlement des petits litiges », *RTD com.*, 2008, p. 465, spéc. §4.

¹⁸⁸⁹ Proposition de Règlement du Parlement européen et du Conseil instituant une procédure européenne d'injonction de payer, COM(2004) 173 final/3 du 22 mai 2004, 2004/0055(COD), spéc. pt. 2.2.2.

¹⁸⁹⁰ E. GUINCHARD, « L'Europe, la procédure civile et le créancier : l'injonction de payer européenne et la procédure européenne de règlement des petits litiges », *préc.*, spéc. §4.

¹⁸⁹¹ Not. sur l'ex. de la Directive 2013/11/UE qui fait référence à la Directive 2008/52/CE mais qui pose la question de l'application spatiale des instruments dans l'EEJ : cf. *infra*, §§424 et s.

¹⁸⁹² E. JAYME, « L'interaction des règles de conflit dans le droit dérivé de la Communauté européenne et des conventions de Bruxelles et de Rome », *Rev. crit. DIP*, 1995, p. 1.

Règlement relatif à l'injonction de payer européenne¹⁸⁹³. Il s'en suit que dès lors que l'instrument considéré s'applique à des litiges ayant une incidence transfrontière ou permettant une circulation transfrontière¹⁸⁹⁴, il pourrait également régir les litiges internes par extension et de manière subsidiaire. Cette approche aurait le mérite de réunir sous une même base juridique, c'est-à-dire l'article 81 du Traité FUE, tous les instruments relatifs à l'accès à la justice apportant de la cohérence à l'action de l'Union européenne. La Directive 2013/11/UE et le Règlement n°524/2013 auraient alors pu être adoptés directement sur le fondement de la compétence de l'Union pour la coopération judiciaire et participer à l'élaboration d'un Espace européen de justice qui facilite l'accès à la justice. L'intérêt est certes limité dans une perspective finaliste, mais il permet cependant d'apporter davantage de cohérence dans les domaines d'action de l'Union européenne.

B. La cohérence des mesures pouvant être adoptées sur la base de l'article 81 §2 du Traité FUE

419. L'article 81 §2 du Traité FUE prévoit huit types de mesures pouvant être adoptées pour développer la coopération judiciaire en matière civile et commerciale. Si certaines d'entre elles sont claires quant à leur champ d'application matériel, d'autres méritent de s'y attarder afin de déterminer avec plus de clarté leur étendu et de permettre d'apporter une cohérence et d'éviter des utilisations relevant davantage de la figure de style que de leur véritable effet utile. Chaque point doit permettre l'adoption de mesures qui soient cohérentes au regard de l'objectif qu'il prévoit sans que l'une n'absorbe l'autre. Il faut d'ailleurs remarquer que ces possibilités permettent de matérialiser les différentes composantes matérielles de l'accès à la justice.

420. Les mesures qui ne posent pas de difficulté. Les points (a), (b), (c), (d), et (g) de l'article 81 §2 du Traité FUE ne posent pas de difficultés d'interprétation particulières. Ils disposent chacun de leur champ d'application matériel propre.

¹⁸⁹³ Proposition de Règlement du Parlement européen et du Conseil instituant une procédure européenne d'injonction de payer, *préc.*, spéc. pt. 2.2.2.

¹⁸⁹⁴ Comme c'est not. le cas pour le Règlement n°805/2004 qui permet à une créance incontestée même issue d'une décision adoptée selon une procédure nationale d'être certifiée en tant que TEE pour circuler dans l'EEJ ; il en va de même pour le mécanisme de reconnaissance et d'exécution du Règlement Bruxelles I refondu qui s'appliquent aussi aux décisions judiciaires adoptées dans le cadre de procédures et de litiges strictement nationaux : V° en ce sens, H. GAUDEMET-TALLON, *Compétence et exécution des jugements en Europe. Matière civile et commerciale. Règlements 44/2001 et 1215/2012, Conventions de Bruxelles (1968) et de Lugano (1988 et 2007)*, LGDJ, 5^e éd., 2015, spéc. §354.

420.1. L'article 81 §2 (a) vise à l'élaboration de mesures permettant la reconnaissance et l'exécution des décisions judiciaires et extrajudiciaires, et leur exécution d'un État membre à l'autre. Les dispositions adoptées sur ce fondement doivent permettre la circulation et l'exécution des décisions d'un État membre à l'autre à l'instar du Règlement Bruxelles I refondu ou des procédures européennes unifiées¹⁸⁹⁵. Il faut ici souligner que la reconnaissance est admise aussi bien pour les décisions judiciaires que pour les décisions extrajudiciaires. Or, pour ces dernières, il semble qu'en l'état actuel du droit de la coopération judiciaire en vigueur, cette possibilité n'ait pas encore été véritablement utilisée¹⁸⁹⁶.

420.2. L'article 81 §2 (b) vise la signification et la notification transfrontière des actes judiciaires et extrajudiciaires. Elle ne pose pas de difficultés : le Règlement n°1393/2007 en est la preuve. Il faut remarquer que contrairement au point (a), la notification et la signification des actes ne se limitent pas à la transmission entre États membres. Rien dans l'article 81 §1 du Traité FUE ne s'oppose d'ailleurs à un système permettant d'envisager les relations avec les États tiers. En effet, il s'agit d'harmoniser le droit des États membres et non les relations qu'ils entretiennent. Dès lors, la disposition permet d'envisager l'adoption de mesures dépassant le cadre intra-Union européenne pour que l'Espace européen de justice puisse pleinement s'insérer dans un ordre judiciaire mondial. Il faut d'ailleurs remarquer que la Décision 2016/414/UE autorisant l'Autriche à signer et ratifier la Convention de La Haye de 1965 sur la signification et la notification des actes à l'étranger renvoie à l'article 81 §2 du Traité FUE dans son visa¹⁸⁹⁷. Il est regrettable que la Commission n'ait pas été plus précise, même s'il est difficilement contestable qu'un visa plus précis aurait renvoyé au point (b)¹⁸⁹⁸.

¹⁸⁹⁵ Comme par ex. le Règlement n°655/2014 relatif à l'OESC qui se fonde, entre autres, sur l'art. 81 §2 (a) Traité FUE.

¹⁸⁹⁶ Sur ce point, cf. *supra*, §§373 et s. Cependant, il faut constater la rédaction du nouvel art. 23 bis du Règlement n°861/2007 tel que modifié par l'art. 1^{er} §15 Règlement n°2015/2421, lequel sera applicable à compter du 14 juil. 2017 (art. 3) ; cf. *infra*, §§460 et s.

¹⁸⁹⁷ Décision 2016/414/UE du Conseil du 10 mars 2016 autorisant la République d'Autriche à signer et à ratifier la convention de La Haye du 15 novembre 1965 relative à la signification et à la notification à l'étranger des actes judiciaires et extrajudiciaires en matière civile et commerciale, et Malte à y adhérer, dans l'intérêt de l'Union européenne, JOUE L 75/1 du 22 mars 2016.

¹⁸⁹⁸ Il faut d'ailleurs noter que la Commission justifie la proposition d'accord et la compétence de l'UE en la matière au regard du Règlement n°1393/2007 correspondant à l'exercice de sa compétence partagée au sujet de la signification et de la notification des actes puisque : "[I]es États membres ne sont donc plus en droit de contracter envers des pays tiers des obligations qui auraient une incidence sur ces règles". V° Proposition de décision du Conseil autorisant l'Autriche et Malte à adhérer, dans l'intérêt de l'Union européenne, à la convention de La Haye du 15 novembre 1965 relative à la signification et la notification à l'étranger des actes judiciaires et extrajudiciaires en matière civile et commerciale, COM(2013) 338 final du 6 juin 2013, 2013/0177(NLE), spéc. pt. 3.1.

420.3. L'article 81 §2 (c) est relatif à la compatibilité des règles de compétence internationale dans les États membres. Le Règlement Bruxelles I refondu est l'exemple type en la matière puisqu'il prévoit dès règles d'instance directe. La disposition est d'ailleurs visée par l'instrument. La question qui se pose est cependant celle relative aux règles portant sur la vérification de la compétence ou encore celles mettant en place un régime de litispendance et de connexité. Ces mécanismes procèdent-ils de l'article 81 §2 (c), en tant qu'accessoires indispensable au bon fonctionnement des règles d'instance directe ou bien faut-il considérer qu'elles relèvent de l'article 81 §2 (f) relatif à l'élimination des obstacles au bon déroulement des procédures civiles ? *In fine*, la réponse à cette question n'a pas grand intérêt. Puisque dans tous les cas, le Règlement Bruxelles I refondu reste cantonné à la coopération judiciaire en matière civile et commerciale.

420-4. L'article 81 §2 (d) relève de la coopération en matière d'obtention de preuves. La disposition est claire. Elle permet donc de mettre en place des mécanismes améliorant la coopération pour permettre l'obtention ou l'exécution d'un acte d'instruction dans un autre État. Tout comme c'est le cas pour la notification et la signification des actes, il n'y a pas ici de limitation relatives au champ d'application spatial : il est alors possible d'envisager des règles relatives à l'obtention des preuves dans un contexte extra-Union européenne. L'Union pourrait alors exercer cette compétence pour harmoniser les conditions de réception et d'exécution des demandes dans les États membres provenant de pays tiers.

420.5. L'article 81 §2 (h) du Traité FUE est relatif à la formation des magistrats et des personnels de justice. Contrairement aux autres bases légales en la matière, l'Union ne peut adopter des actes que pour soutenir l'action des États membres. L'harmonisation se révèle alors plus limitée, mais n'est pas sans importance au regard des lacunes existantes en la matière¹⁸⁹⁹. Elle devrait cependant permettre davantage d'actions autre que le cadre des programmes Justice de l'Union qui se limitent à des financements de projets. Au regard du point (h), il est concevable que cette base légale puisse un jour permettre une pleine mobilité des professionnels du droit dans l'Espace européen de justice¹⁹⁰⁰.

420.6. Enfin, l'article 81 §2 (g) du Traité FUE autorise l'Union à adopter des instruments pour développer les méthodes alternatives de résolution des litiges à l'instar de la Directive 2008/52/CE. En s'appuyant sur une interprétation large du critère de l'incidence

¹⁸⁹⁹ Cf. *supra*, §276.

¹⁹⁰⁰ V° en ce sens, G. PAYAN, « Émergence d'une stratégie européenne en matière de formation judiciaire », *RTD eur.*, 2014, p. 39, spéc. §15.

transfrontière, c'est sur ce fondement qu'aurait pu être adoptés la Directive 2013/11/UE et le Règlement n°524/2013. L'article 81 §2 (g) du Traité FUE questionne tout de même quant à son étendue matérielle. En effet, que faut-il entendre par « méthodes alternatives de résolution des litiges » ? À l'heure actuelle, il semble que ne soient concernées que la médiation ou les méthodes semblables relevant de la justice participative. L'arbitrage en serait donc exclu. Traditionnellement ce dernier est pourtant considéré comme un mode alternatif de résolution des différends. Le Conseil européen, tout comme les États membres et le Parlement européen rechignent pourtant à l'admettre : le premier en raison de l'absence totale de référence à ce mode de justice dans ses orientations stratégiques pour le développement de l'Espace de liberté, de sécurité et de justice ; les autres, par l'opposition qu'ils ont formée au cours de la révision du Règlement Bruxelles I après que la Commission ait proposée d'intégrer des dispositions plus précises pour mieux articuler les procédures judiciaires et les procédures arbitrales. En tout état de cause, même s'il faut considérer que seule la justice participative est visée par l'article 81 §2 (g) du Traité FUE, il serait toujours possible d'envisager des mesures relatives à l'arbitrage par le biais du point (e), en tant que compétence résiduelle en matière de coopération judiciaire.

421. *L'accès effectif à la justice et l'élimination des obstacles au bon fonctionnement des procédures civiles.* Comme cela a déjà été soulevé, l'article 81 §2 (e) du Traité FUE fait l'objet d'interrogations¹⁹⁰¹. Si l'appréhension d'une compétence en matière d'harmonisation des droits fondamentaux est exclue en raison de l'obligation générale qui pèse sur le législateur de l'Union d'adopter des mesures qui soient conformes à la Charte des droits fondamentaux, le point (e) ne peut pas non plus se substituer au point (f), relatif à l'élimination des obstacles au bon fonctionnement des procédures civiles, qui priverait ce dernier d'effet utile. Cette mesure a pu être utilisée pour harmoniser le droit procédural national en matière d'aide judiciaire¹⁹⁰². Il semble que l'article 81 §2 (f) du Traité FUE s'intéresse davantage aux obstacles rencontrés par les justiciables par la mise en œuvre combinée du droit procédural des États membres et du droit de la coopération judiciaire pour permettre à ce dernier d'être effectif. Il se pose alors la question de l'effet utile du point (e). Quelle distinction faut-il faire entre l'effectivité du droit de la coopération judiciaire de l'Union et l'accès effectif à la justice ? À l'heure actuelle, seuls deux

¹⁹⁰¹ Cf. *supra*, §§136 et s.

¹⁹⁰² Directive 2003/8/CE.

règlements se fondent sur le point (e) : le Règlement Bruxelles I refondu et le Règlement n°655/2014 relatif à l'ordonnance européenne de saisie conservatoire. Dans les deux cas, le point (f) est également visé. Eu égard aux précédents instruments du droit de la coopération judiciaire, il semble que le point (e) ait davantage été utilisé comme une formule incantatoire pour démontrer la prise en compte de l'objectif d'accès à la justice fixé par l'article 67 §4 du Traité FUE. Il faut exclure cette hypothèse redondante et s'atteler à trouver le véritable effet de la disposition.

Au regard de l'ensemble des mesures qui ont déjà été adoptées pour soutenir ou faciliter l'accès à la justice, il faut remarquer que certains des instruments se fondent uniquement sur la base du volontariat des États membres, comme par exemple la standardisation formelle du droit¹⁹⁰³. L'objectif est de faciliter l'accès à la justice. Le Conseil se repose d'ailleurs sur l'article 67 du Traité FUE dans ses conclusions¹⁹⁰⁴. Dans ce cas précis, l'article 81 §2 du Traité FUE semble difficilement correspondre puisque cette action n'entre pas dans les objectifs fixés par les différentes mesures qu'il est possible d'adopter sur cette base légale de compétence. Par ailleurs, la vocation de cette standardisation dépasse celle de la simple coopération judiciaire en matière civile et commerciale. Néanmoins, elle contribue à faciliter l'accès à la justice et le rendre plus effectif. Il serait donc possible d'envisager l'adoption d'un acte législatif contraignant pour les États membres sur le fondement de l'article 81 §2 (e) du Traité FUE.

Cette base légale pourrait également servir à l'harmonisation de l'articulation entre justice étatique et justice arbitrale. Si une conception restrictive est en effet retenue pour le développement des méthodes alternatives de résolution des litiges, c'est-à-dire uniquement celles qui relèvent de la justice participative, alors le point (e) pourrait servir à l'adoption de règles permettant une meilleure articulation entre la justice étatique et la justice arbitrale. En l'état actuel du droit conventionnel des États membres, les conventions d'arbitrages ne sont pas appréciées de la même manière dans tout l'Espace européen de justice¹⁹⁰⁵. L'article 81 §2 (e) du Traité FUE pourrait alors permettre à l'Union d'envisager une harmonisation afin que les effets de ces clauses soient les mêmes et qu'elles soient appréciées de manière uniforme pour sécuriser le choix des parties de

¹⁹⁰³ Cf. *supra*, §§260 et s.

¹⁹⁰⁴ Conclusions du Conseil préconisant l'introduction d'un identifiant européen de la jurisprudence et un ensemble minimal de métadonnées uniformes pour la jurisprudence, JOUE C 127/1 du 29 avr. 2011, spéc. §1 ; Conclusions du Conseil préconisant l'introduction d'un identifiant européen de la législation (ELI), JOUE C 325/3 du 26 oct. 2012, spéc. §1.

¹⁹⁰⁵ Cf. *supra*, §§379 et s.

recourir à l'arbitrage. Dans ce cas, il ne s'agit pas de compétence internationale (point (a)), ni d'obstacle à la procédure civile (point (f)), mais de la possibilité d'envisager une appréciation harmonisée de ladite clause.

Enfin, l'article 81 §2 (e) du Traité FUE pourrait également servir de base légale dans le domaine du droit conventionnel des États membres. Afin de garantir un accès effectif à la justice, l'Union pourrait se servir de cette base légale de compétence pour harmoniser les déclarations relatives aux délais et ainsi éviter les disparités entre États membres et une application plus uniforme des conventions internationales relatives à la coopération judiciaire en matière civile et commerciale. Ce pourrait notamment être le cas pour la Convention de La Haye de 1965 relative à la signification et à la notification des actes, plus précisément quant à la déclaration visée par l'article 16 al. 3 où, pour les mêmes cas, les déclarations des États membres relatives au Règlement n°1393/2007 diffèrent entraînant des délais non harmonisés¹⁹⁰⁶.

In fine, l'article 81 §2 (e) du Traité FUE s'envisage davantage comme une compétence résiduelle de la coopération judiciaire en matière civile et commerciale plutôt qu'une base légale pour l'adoption d'un instrument précis. Dès lors que les autres fondements ne permettent pas d'atteindre un accès effectif à la justice, cette disposition doit alors permettre à l'Union européenne de légiférer pour assurer l'objectif de l'article 67 §4 du Traité FUE.

422. *Préserver l'effet utile de toutes les dispositions.* En définitive, les initiatives de la Commission pour l'adoption d'actes visant la coopération judiciaire en matière civile et commerciale devraient toujours s'employer à utiliser des bases légales en cohérence avec l'objectif de l'instrument envisagé. Dans tous les cas, l'action législative doit faciliter l'accès à la justice et l'acte adopté doit pouvoir être mis en œuvre en toute conformité avec la Charte des droits fondamentaux de l'Union européenne. Afin d'améliorer la lisibilité de son action, il appartient donc à la Commission de bien choisir la base légale de ses instruments, non seulement au regard de la procédure législative qu'elle implique, mais aussi pour préserver l'effet utile de chacune des dispositions du Traité FUE. Par ailleurs, la Commission devrait persévérer dans son interprétation large de l'« incidence transfrontière » afin de véritablement créer des instruments cohérents correspondant

¹⁹⁰⁶ Cf. Annexe IV, tabl. 4.1.

véritablement aux besoins de ses citoyens et d'adopter une approche unitaire au regard de ses compétences.

§ 2. L'unité géographique, garantie d'une application spatiale cohérente

423. L'unité géographique de l'approche unitaire et globale de l'accès à la justice est intrinsèquement liée aux compétences de l'Union en la matière, c'est-à-dire à l'unité institutionnelle. Elle permet d'envisager un Espace européen de justice au sein duquel tous les litigants peuvent se prévaloir du droit de la coopération judiciaire *lato sensu*. En effet, puisque cet espace est offert aux citoyens de l'Union¹⁹⁰⁷, il implique que peu importe l'endroit où la résolution du litige transfrontière est engagée, chacun a le droit de se prévaloir de ses droits dans les mêmes conditions, c'est-à-dire en bénéficiant des mêmes mécanismes facilitant l'effectivité de l'accès à la justice. L'harmonisation du droit de la coopération judiciaire permet d'atteindre cet objectif, encore faut-il que celui-ci soit applicable dans tous les États membres de l'Union européenne afin de véritablement faciliter l'accès à la justice. Cette unité géographique a d'ailleurs été rappelée par la Commission pour la mise en œuvre du programme de Stockholm : « les personnes (...) doivent être en mesure de faire valoir leurs droits quel que soit l'endroit où elles se trouvent dans l'Union »¹⁹⁰⁸. Il s'agit d'une finalité de l'accès à la justice qui se conçoit parfaitement. Il serait en effet inefficace s'il n'était garanti et effectif que sur le territoire de quelques États membres. Pourtant, l'unité géographique de l'accès à la justice peut être remise en cause dans deux cas : à l'intérieur même de l'Espace européen de justice par la position de certains États membres et de la procédure de coopération renforcée (**A**), mais aussi dans la dimension externe de cet espace (**B**). Cela étant des solutions sont envisageables pour appréhender l'accès à la justice de manière cohérente et globale.

¹⁹⁰⁷ Art. 3 §2 Traité UE.

¹⁹⁰⁸ Communication de la Commission au Parlement européen, au Conseil, au Comité économique et social européen et au Comité des régions, Mettre en place un espace de liberté, de sécurité et de justice au service des citoyens européens – Plan d'action mettant en œuvre le programme de Stockholm, COM(2010) 171 final du 20 avr. 2010, spéc. p. 4.

A. La géographie variable de la dimension interne de l'Espace européen de justice

424. L'Espace de liberté, de sécurité et de justice de l'Union européenne est à géographie variable¹⁹⁰⁹. Cette variation relève de la position particulière du Danemark, du Royaume-Uni et de l'Irlande, mais aussi de la possibilité pour les États membres souhaitant davantage d'intégration d'employer la méthode de la coopération renforcée. Les deux nuisent à l'unité géographique de la dimension interne de l'Espace de liberté, de sécurité et de justice, donc à l'Espace européen de justice et à l'accès effectif à la justice. En somme, en l'absence d'unité géographique, les justiciables et les litigants ne peuvent pas être assurés de bénéficier du même accès à la justice dans tous les États membres.

425. *Le difficile cas du Danemark.* Le Danemark ne participe pas à l'Espace de liberté, de sécurité et de justice¹⁹¹⁰. Dès lors, sa position dans l'Espace européen de justice relève de celle des États tiers. Pour qu'un instrument adopté sur le fondement de l'article 81 du Traité FUE puisse s'y appliquer, il est nécessaire pour ce pays de conclure un accord international avec l'Union européenne. C'est ce qui a été fait pour le Règlement Bruxelles I¹⁹¹¹ et le Règlement n°1348/2000 relatif à la signification et à la notification des actes¹⁹¹². Ces accords ont été étendus aux nouvelles versions desdits instruments¹⁹¹³. Du reste, aucun des autres instruments visant à faciliter l'accès à la justice n'est applicable au Danemark. Cette position n'est pas sans soulever de difficultés, comme cela a déjà pu être illustré, notamment en matière d'aide judiciaire¹⁹¹⁴ et d'obtention des preuves¹⁹¹⁵. Cette absence de participation constitue un frein sérieux à la cohérence générale de l'accès à la justice pour les personnes accédant à la justice depuis le Danemark, où dans un autre État membre lorsque la situation implique une personne qui

¹⁹⁰⁹ V° en ce sens, S. ADALID *et al.*, « L'Espace de liberté sécurité justice : un droit à géographie variable ? », *RTD eur.*, 2012, p. 828.

¹⁹¹⁰ Protocole n°22..., Versions consolidées du traité sur l'Union européenne et du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne, *préc.*

¹⁹¹¹ Accord entre la Communauté européenne et le Royaume de Danemark sur la compétence judiciaire, la reconnaissance et l'exécution des décisions en matière civile et commerciale, 19 oct. 2005, Bruxelles, JOCE L 299/62 du 16 nov. 2005 (vig. 1^{er} juil. 2007).

¹⁹¹² Accord entre la Communauté européenne et le Royaume de Danemark sur la signification et la notification des actes judiciaires et extrajudiciaires en matière civile et commerciale, 19 oct. 2005, Bruxelles, JOCE L 300/55 du 17 nov. 2005 (vig. 1^{er} juil. 2007).

¹⁹¹³ Accord entre la Communauté européenne et le Royaume de Danemark sur la signification et la notification des actes judiciaires et extrajudiciaires en matière civile et commerciale, JOUE L 331/21 du 10 déc. 2008 ; Accord entre la Communauté européenne et le Royaume de Danemark sur la compétence judiciaire, la reconnaissance et l'exécution des décisions en matière civile et commerciale, JOUE L 79/4 du 21 mars 2013.

¹⁹¹⁴ Cf. *supra*, §301.

¹⁹¹⁵ Cf. *supra*, §195.

y est domiciliée. Néanmoins, pour cette seconde hypothèse, des solutions sont envisageables sur le fondement de la dimension externe de l'Espace européen de justice¹⁹¹⁶.

Par ailleurs, il faut aussi constater que les différentes approches de l'accès à la justice affecte également l'effectivité et les effets des instruments adoptés sur d'autres fondements que l'article 81 du Traité FUE. Ainsi faut-il constater que la Directive 2013/11/UE et le Règlement n°524/2013 adoptés sur la base de l'article 114 du Traité FUE questionnent quant à la cohérence institutionnelle de l'action de l'Union en matière d'accès à la justice, mais permet, dans le même temps, une application uniforme dans l'ensemble des États membres, y compris le Danemark. En effet, cette base légale étant extérieure à l'Espace de liberté, de sécurité et de justice, elle s'applique au Danemark. Par conséquent, les consommateurs et professionnels danois peuvent avoir recours au règlement extrajudiciaire des litiges de consommation et bénéficient également d'un accès à la justice facilité en la matière. Néanmoins, des limites apparaissent. En effet, certains effets attachés aux accords conclus en vertu du règlement extrajudiciaire des litiges de consommation relève de la Directive 2008/52/CE puisque la Directive 2013/11/UE s'applique sans préjudice de cette dernière¹⁹¹⁷. Or, au Danemark, la Directive 2008/52/CE n'est pas applicable puisqu'elle a été adoptée sur le fondement de l'article 65 du Traité CE. Dès lors, il n'y a aucune garantie théorique, en vertu du droit de l'Union européenne, que l'accord transactionnel ainsi obtenu puisse être homologué par le juge danois afin que la force exécutoire de celui-ci puisse ensuite circuler sur le territoire d'un autre État membre en vertu du Règlement Bruxelles I refondu. Il s'agit d'un autre effet négatif causé directement par la position du Danemark.

L'absence de participation du Danemark à l'Espace de liberté, de sécurité et de justice pèse sur le champ d'application spatial des dispositions facilitant l'accès à la justice. À moins d'un changement de position de cet État membre, les solutions envisagées relèvent intégralement de la volonté de ce dernier. Tant qu'il ne sera pas pleinement partie à l'Union européenne, peu importe l'approche relative à l'accès à la justice et à la construction de l'Espace européen de justice, le Danemark fera toujours de ce dernier un espace à géographie variable.

¹⁹¹⁶ Cf. *infra*, §§429 et s.

¹⁹¹⁷ Art. 3 §2 Directive 2013/11/UE.

426. *Le cas de l'Irlande et du Royaume-Uni.* Loin de la position aussi tranchée que celle du Danemark, l'Irlande et le Royaume-Uni bénéficient d'un régime spécial au regard de l'Espace de liberté, de sécurité et de justice : l'*opt-in / opt-out*¹⁹¹⁸. Ils peuvent décider de prendre part ou de s'abstenir de participer aux initiatives législatives de la Commission en la matière. Cela étant, pour la coopération judiciaire civile et commerciale et l'ensemble des instruments ici étudiés, les deux États membres ont fait le choix de la participation. Dès lors, les instruments facilitant l'accès à la justice s'y appliquent pleinement dans le domaine des litiges commerciaux transfrontières. Ce statut particulier ne pose donc aucune difficulté sur l'unité géographique de l'accès à la justice.

427. *La coopération renforcée : une géographie variable temporaire.* Le Traité d'Amsterdam, puis le Traité de Lisbonne ont instauré un nouveau type de coopération permettant plus d'intégration aux États membres qui le souhaitent. Il s'agit de la coopération renforcée¹⁹¹⁹. L'Espace de liberté, de sécurité et de justice a été le théâtre de l'adoption du premier instrument en vertu de cette procédure avec le Règlement Rome III¹⁹²⁰. Le recours à cette procédure résulte d'une impossibilité de passer par la procédure législative ordinaire ou spéciale pour l'adoption d'un acte. Dans ce cas, si neuf États membres souhaitent tout de même adopter l'instrument fruit de la discorde, ils peuvent utiliser la procédure de coopération renforcée. Par définition, l'instrument adopté ne s'appliquera pas *ratione loci* dans toute l'Union européenne, mais seulement sur le territoire des États membres participants. Il en résulte une fragmentation inhérente à la procédure employée. Cela étant, l'idée sous-jacente de cette méthode demeure que le texte ainsi adopté soit source d'attraction pour les États membres initialement réfractaires¹⁹²¹. Considérée comme une méthode de la construction de l'Espace de liberté, de sécurité et de justice, elle n'a qu'une vocation temporaire au morcellement de cet espace. Dès lors, si d'aventure un instrument facilitant l'accès à la justice devait être adopté par le biais de cette procédure, la variation géographique qui en résulte ne serait donc que temporaire et, en ce sens, viserait *in fine* l'unité géographique de l'Espace européen de justice.

¹⁹¹⁸ Protocole n°21..., Versions consolidées du traité sur l'Union européenne et du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne, *préc.*

¹⁹¹⁹ Art. 20 Traité UE, art. 326 à 334 Traité FUE. Sur la coopération renforcée, V° C. BLUMANN, L. DUBOIS, *Droit institutionnel de l'Union européenne*, LexisNexis, 5^e éd., 2013, spéc. §§630 à 639.

¹⁹²⁰ Règlement (UE) n°1259/2010 du Conseil du 20 déc. 2010 mettant en œuvre une coopération renforcée dans le domaine de la loi applicable au divorce et à la séparation de corps, JOUE L 343/10 du 29 déc. 2010.

¹⁹²¹ V° en ce sens, S. ADALID *et al.*, « L'Espace de liberté sécurité justice : un droit à géographie variable ? », *préc.*

428. En ce qui concerne la dimension interne de l'Espace européen de justice, l'unité géographique des instruments adoptés pour améliorer l'accès à la justice ne peut donc pas être pleinement assurée avec certitude. Cette insécurité est inhérente à la position du Danemark et possible au regard de celle de l'Irlande et du Royaume-Uni ainsi qu'en vertu de la procédure de coopération renforcée. Cela étant, il faut constater qu'en l'état actuel des choses, seule la position du Danemark pose des difficultés. En effet, son refus de participer à l'Espace européen de justice, mais aussi du fait des conséquences imparfaites qui peuvent découler de l'adoption d'instruments adoptés sur d'autres fondements qui se réfèrent à des instruments propres à l'Espace de liberté, de sécurité et de justice. Pour autant, il est possible d'envisager une approche plus cohérente par le biais de la dimension externe de l'Espace européen de justice.

B. L'approche cohérente de la dimension externe de l'Espace européen de justice

429. L'Union européenne et son Espace européen de justice ne constituent pas une zone close sans relation avec les États tiers. Les litiges transfrontières peuvent associer des États tiers, lesquels doivent être pris en compte pour assurer une approche globale de l'accès à la justice aux justiciables et aux litigants. Dans cette perspective, la dimension externe de l'Espace européen de justice doit pouvoir s'articuler avec les États tiers, sans nécessairement réglementer ces relations. Cependant, afin que l'accès à la justice puisse véritablement se réaliser dans ce contexte, des efforts restent à faire. En effet, entre les instruments intra-Union européenne ayant des effets à l'étranger, le droit conventionnel de l'Union et le droit conventionnel des États membres, l'unité géographique de l'accès à la justice n'est pas toujours assurée. Il en résulte que les justiciables saisissant les juridictions d'un État membre pour la résolution d'un litige impliquant un État tiers ne disposent pas tous du même accès à la justice : l'effectivité de celui-ci dépend alors des conventions internationales ratifiées par l'État membre saisi. Or, en la matière, il y a de nombreuses disparités (comme l'illustrent les figures de l'Annexe I). Au regard de la dimension externe de l'Espace européen de justice, il n'y a donc pas, à l'heure actuelle, d'unité géographique en matière d'accès à la justice. Celle-ci varie d'un État membre à l'autre. Des solutions existent pour permettre à l'Union d'aborder la dimension externe de manière plus cohérente, de même que la dimension interne au regard de la position du Danemark, voire de la future position du Royaume-Uni.

430. *Le recours au droit conventionnel par l'Union européenne.* L'Union européenne dispose d'une compétence pour négocier et conclure des conventions internationales en matière de coopération judiciaire lorsqu'a été exercé la compétence partagée que lui attribue le Traité FUE en la matière¹⁹²². Elle en a fait usage pour négocier et conclure la Convention de Lugano de 2007 ou encore la Convention de La Haye de 2005 sur les accords d'élection de *for*. Il s'agit de la meilleure solution pour assurer le même accès à la justice pour tous les citoyens et entreprises de l'Union lorsqu'ils sont parties à un litige transfrontière international. Son adhésion à ces conventions permet la même application dans tous les États membres (à l'exception du Danemark). Elle assure alors l'unité géographique de l'accès à la justice vis-à-vis des États tiers également parties auxdites conventions. Tous les justiciables, quelque soit la juridiction saisie dans l'Union, bénéficient alors des mêmes mécanismes pour faciliter l'accès à la justice. L'unité géographique de l'approche unitaire de l'accès à la justice est alors assurée à un niveau global, intégrant l'Espace européen de justice dans l'ordre judiciaire mondial.

Cela étant, l'Union européenne, même si elle dispose de la personnalité juridique¹⁹²³, n'est pas considérée comme un État aux yeux de la communauté internationale, mais comme une organisation régionale. À ce titre, elle ne peut adhérer à des accords internationaux que lorsque ces derniers le prévoient¹⁹²⁴. Il s'agit là d'un frein au développement multilatéral de la dimension externe de l'Espace européen de justice. Dès lors, la cohérence et l'unité géographique de l'accès à la justice doivent être assurées par un autre moyen : le droit conventionnel des États membres.

431. *Le recours au droit conventionnel des États membres.* Le droit de la coopération judiciaire de l'Union européenne prévoit toujours son articulation avec le droit conventionnel des États membres régissant les mêmes questions¹⁹²⁵. Ces dispositions sont nécessaires puisque le droit de l'Union ne peut pas régir toutes les situations, notamment quant à la dimension externe de l'Espace européen de justice. Puisque l'Union ne peut pas directement participer aux conventions multilatérales facilitant l'accès à la justice, elle peut se reposer sur celles signées et ratifiées par les États membres. La solution est de bon augure, mais sa réalisation met à mal l'unité géographique de l'accès à la justice. En effet, tous les États membres ne sont pas contractants de toutes les conventions

¹⁹²² CJ 14 oct. 2014, Avis 1/13, EU:C:2014:2303 ; art. 216 §1 Traité FUE ; cf. *supra*, §363.

¹⁹²³ Art. 47 Traité UE.

¹⁹²⁴ V° par ex. art. 29 Conv. La Haye (2005).

¹⁹²⁵ Comme par ex. en matière de règles d'instance directe : cf. *supra*, §159.

internationales relatives à l'accès à la justice¹⁹²⁶. La seule exception est relative à la Convention de La Haye de 1965 sur la signification et la notification des actes : d'ici au 31 décembre 2017, tous les États membres seront contractants dudit instrument¹⁹²⁷. Cet instrument mis à part, le maillage conventionnel varié existant dans les États membres à l'égard des conventions multilatérales entraîne des disparités. Il en résulte que selon l'État membre dont les juridictions sont saisies, les justiciables bénéficieront de mécanismes plus ou moins simplifiées au regard de l'États tiers avec lequel il existe des éléments de rattachements, voire aucun. Dans ce cas, il y a une inégalité entre les citoyens et les entreprises saisissant la justice dans l'Espace européen de justice puisqu'ils ne bénéficient pas tous des mêmes conventions internationales. Mais l'Union européenne dispose des outils institutionnels lui permettant de faire face à cette situation et d'appréhender l'accès à la justice de façon unitaire dans tout l'Espace européen de justice. À l'instar de la Décision 2016/414/UE, elle peut enjoindre un État membre de signer et ratifier une convention internationale portant sur une compétence qu'elle a déjà exercée pour sa dimension interne. Cette compétence est d'ailleurs exclusive¹⁹²⁸. Cette dernière est un outil efficace pour harmoniser le droit conventionnel des États membres en matière de coopération judiciaire. En obligeant ces derniers à signer et ratifier les instruments internationaux facilitant l'accès à la justice elle s'assure que tous les citoyens et entreprises saisissant un juge dans l'Union européenne puissent bénéficier des mêmes mécanismes et bénéficient du même accès à la justice. L'accès à la justice en serait véritablement effectif en matière de litiges transfrontières rattachés à l'Union européenne peu importe les juridictions saisies, contribuant à la cohérence de l'Espace européen de justice. En outre, il faut noter que cette méthode peut également permettre à l'Union européenne de consolider la dimension interne de l'Espace européen de justice au regard de la position du Danemark et de la future position du Royaume-Uni.

432. *L'unité géographique de la dimension externe, un recours contre la fragmentation interne relative à la position du Danemark.* Cela a été évoqué, la position du Danemark affecte l'unité géographique de l'accès à la justice dans la dimension interne de l'Espace européen de justice. À ce titre, il est considéré comme un État tiers. Deux accords ont d'ailleurs été conclus entre l'Union européenne et cet État membre pour que le Règlement

¹⁹²⁶ Cf. Annexe I, fig. 1.2, 1.3 et 1.4.

¹⁹²⁷ L'Autriche doit signer et ratifier la Conv. La Haye (1965) avant le 31 déc. 2017 : art. 2 Décision 2016/414/UE.

¹⁹²⁸ Cf. *supra*, §159.

Bruxelles I refondu et le Règlement n°1393/2007 relatif à la signification et à la notification des actes y soient applicables. Cependant, beaucoup d'instruments facilitant l'accès à la justice restent inapplicables¹⁹²⁹. Deux solutions sont envisageables.

L'Union européenne peut essayer de négocier un accord avec le Danemark pour l'ensemble des instruments relatifs à la coopération judiciaire en matière civile et commerciale. Il s'agit de l'option la plus simple, mais aussi la plus délicate. Puisque le Danemark ne participe pas à l'Espace de liberté, de sécurité et de justice, pourquoi conclurait-il un accord sur l'ensemble des instruments adoptés sur le fondement de l'article 81 du Traité FUE ? Il serait alors plus facile pour le Danemark de revenir sur sa décision et de prendre part à l'Espace de liberté, de sécurité et de justice lui permettant notamment de participer à la procédure législative permettant l'adoption de ces instruments. Par ailleurs, il faut noter que les deux accords conclus entre l'Union et le Danemark sont le fruit d'une situation particulière. En effet, l'accord étendant l'application du Règlement Bruxelles I et sa révision se comprennent aisément puisque le Danemark était un État contractant de la Convention de Bruxelles de 1968 et qu'il a lui-même émis le souhait d'y participer¹⁹³⁰. Comme le soulignait la Commission, l'entrée en vigueur du Règlement Bruxelles I entraînait « une situation juridique des plus insatisfaisantes », voire une « régression », dans les relations entre les États membres sur ce point¹⁹³¹. Il en était de même pour le Règlement n°1348/2000 puis le Règlement n°1393/2007 puisque le premier « joue un rôle important dans le fonctionnement du règlement (CE) n°44/2001 »¹⁹³². Malheureusement, il semble que le Danemark ne soit pas disposé à entamer des négociations similaires pour l'ensemble des instruments du droit de l'Union relevant de la coopération judiciaire.

Or, comme cela a été souligné, le droit de la coopération judiciaire n'est pas le seul à faciliter l'accès à la justice : le droit conventionnel des États membres y contribue également. Si le Danemark est partie à la Convention de La Haye de 1965 relative à la signification et à la notification des actes, il en va différemment en matière d'aide

¹⁹²⁹ Parmi lesquels : Décision 470/2001/CE ; Règlement n°1206/2001 ; Directive 2003/8/CE ; Règlement n°805/2004 ; Conv. La Haye (2005) ; Règlement n°1896/2006 ; Règlement n°861/2007 ; Directive 2008/52/CE ; Décision 568/2009/CE ; Règlement n°655/2014 ; Règlement 2015/2421.

¹⁹³⁰ Proposition de Décision du Conseil relative à la signature de l'accord entre la Communauté européenne et le Royaume de Danemark étendant au Danemark les dispositions du règlement (CE) n°44/2001 du Conseil concernant la compétence judiciaire, la reconnaissance et l'exécution des décisions en matière civile et commerciale, COM(2005) 145 final du 15 avr. 2005, 2005/0055(CNS), spéc. pt. 1, incluant par la même une participation au Règlement n°1348/2000.

¹⁹³¹ *Id.*

¹⁹³² *Id.*

judiciaire et d'obtention des preuves. Il revient alors au droit conventionnel de chaque État membre de s'appliquer lorsqu'un litige transfrontière intra-Union européenne impliquant le Danemark doit être traité. La difficulté est alors la même que dans la dimension externe puisque tous les États membres n'ont pas ratifié les mêmes conventions¹⁹³³. Dès lors, pour les litiges intra-Union européenne impliquant le Danemark, certes l'ensemble du droit de la coopération judiciaire n'est pas applicable, mais selon l'autre État membre concerné, la coopération sera plus ou moins aisée. Il serait alors possible pour l'Union européenne de remédier à la situation en faisant usage de sa compétence exclusive pour les actions extérieures portant sur des matières où elle a déjà exercé sa compétence partagée. Eu égard à l'avis 1/13 et les dispositions du Traité FUE¹⁹³⁴, elle pourrait alors adopter une décision, toujours sur le modèle de la Décision 2016/414/UE, pour imposer aux États membres de signer et ratifier l'ensemble des conventions internationales auxquelles le Danemark est partie. La solution n'est certes pas des plus satisfaisantes, mais elle permettrait d'assainir et de faciliter l'accès à la justice lorsqu'une situation transfrontière implique le Danemark avec un autre État membre. Une certaine unité géographique de l'accès à la justice serait alors retrouvée dans l'Espace européen de justice.

En revanche, cette solution n'est pas transposable pour les procédures européennes unifiées : il revient au Danemark et à l'Union européenne de négocier et d'adopter un accord sur ce point.

433. Anticiper le Brexit. Le 23 juin 2016, l'Union européenne a été victime d'un séisme dont l'épicentre se situe en Angleterre. Les citoyens du Royaume-Uni et de l'Irlande du Nord ont décidé, à l'issu d'un *referendum*, de quitter l'Union européenne. À ce jour, la décision de retrait de cet État membre n'a pas encore été notifiée : les négociations n'ont donc pas encore commencé¹⁹³⁵. D'ici à fin 2019, le Royaume-Uni ne devrait plus être un État membre de l'Union. Bien évidemment, il est difficile d'anticiper l'issue des négociations qui seront prochainement entamées, en particulier sur les questions relatives à la coopération judiciaire en matière civile et commerciale. Dans le pire des *scenarii*, les instruments du droit de l'Union facilitant l'accès à la justice ne seront plus applicables et le Royaume-Uni deviendra un État tiers. Subsisterait toutefois,

¹⁹³³ Pire, dans le cadre des transmissions des demandes d'aide judiciaire, il n'y a aucune relation entre Malte et le Danemark : cf. *supra*, §301.

¹⁹³⁴ CJ 14 oct. 2014, Avis 1/13, *préc.* ; art. 216 §1 Traité FUE.

¹⁹³⁵ Art. 50 Traité UE.

non sans difficulté, la Convention de Bruxelles de 1968 et la Convention de Lugano de 1988 puisqu'elles ont été ratifiées directement par cet État¹⁹³⁶. Toutefois, le Royaume-Uni est déjà partie aux conventions internationales relatives à la notification et la signification des actes, comme à celles relatives à l'obtention des preuves¹⁹³⁷. Reste la question de la transmission des demandes d'aide judiciaire. Cet État n'est que partie à l'Accord européen sur la transmission des demandes d'aide judiciaire de 1977. Deux solutions sont ici aussi envisageables : soit l'Union européenne peut essayer d'adopter des décisions pour contraindre le Royaume-Uni à signer et ratifier l'ensemble des conventions internationales auxquels sont parties les autres États membres pour pérenniser la transmission des demandes d'aide judiciaire une fois le *Brexit* avéré ; soit contraindre l'ensemble des autres États membres participant à l'Espace de liberté, de sécurité et de justice à signer et ratifier l'Accord européen sur le modèle de ce qui est envisagé pour améliorer l'unité géographique de l'accès à la justice avec le Danemark. Étant donné la notification imminente de la décision de retrait du Royaume-Uni, la première option n'est pas envisageable. Reste alors la seconde. Elle permettrait de s'assurer de l'existence d'un mécanisme donnant la possibilité aux personnes domiciliées sur le territoire d'un État membre de l'Union européenne de présenter une demande d'aide judiciaire aux autorités compétentes du Royaume-Uni si elles devaient y saisir le juge après le *Brexit*.

434. La cohérence globale des mesures internes ayant un effet extraterritorial. Outre le droit conventionnel, le droit de la coopération judiciaire élaboré pour la dimension interne, avec ou sans volonté de créer un effet extraterritorial, doit également se recentrer sur la finalité de l'accès à la justice. L'exemple des règles d'instance directe visant la protection des consommateurs ou la conception de celles liées aux compétences exclusives ou de la prorogation de compétence des juridictions des États membres mériteraient une approche globalisée pour s'assurer de leurs effets concrets. Dans le cas des consommateurs, c'est principalement l'exécution de la décision qui est isolée et déconnectée du contexte global du litige dans lequel le consommateur est impliqué. Certes, ce dernier a droit à un accès effectif au juge, mais la position de l'Union en la matière n'est pas de nature à lui assurer l'exécution de la décision à l'étranger. L'approche unitaire et globale de l'accès à la justice devrait inclure d'autres façons de travailler pour garantir l'intégralité des effets recherchés des dispositions

¹⁹³⁶ M. FRANÇOISE, « BREXIT et droit international privé : quelles conséquences ? », *GDR-ELSJ*, 12 juil. 2016.

¹⁹³⁷ Cf. Annexe I, fig. 1.2, 1.3 et 1.4.

extraterritoriales. Il ne s'agit pas, dans ce cas d'assurer l'unité géographique par le biais du droit conventionnel, mais d'appréhender ses règles dans le contexte global en faisant preuve de flexibilité et de bon sens à l'image de ce qui a été entrepris pour le régime de litispendance internationale du Règlement Bruxelles I refondu. Ce type d'approche a le mérite de la simplicité, tout en garantissant le plein effet de toutes les composantes de l'accès à la justice, et donc son effectivité.

435. L'unité géographique de l'accès à la justice a pour but d'assurer le même accès à la justice pour tous les personnes, quelque soit l'État membre où elles décident de résoudre leur litige transfrontière. Cette unité géographique peut être atteinte de différente manière : soit par le droit conventionnel de l'Union européenne et des États membres, soit en abordant une approche globale sur les règles internes ayant des effets extraterritoriaux. Malheureusement, la position du Danemark est de nature à entraver cette unité. Toutefois, l'existence de solutions fondées sur le droit conventionnel des États membres peut permettre de pallier la difficulté.

436. L'unité institutionnelle et géographique de l'approche unitaire et globale de l'accès à la justice doit permettre d'atteindre un accès effectif à la justice pour les citoyens et les entreprises de l'Union pour lesquels l'Espace européen de justice est offert. Pour apporter la cohérence nécessaire au bon développement de l'accès à la justice et à son effectivité, il convient d'appréhender les compétences institutionnelles de l'Union en la matière de façon harmonieuse. Quant aux compétences de l'Union, cette approche préconise une unité au regard de la philosophie du texte à adopter pour garder une cohérence générale dans l'action de l'Union. Par ailleurs, il revient à l'Union de faire bon usage des bases légales de l'article 81 du Traité FUE qui permettent une grande diversité d'action et la concrétisation des composantes matérielles de l'accès à la justice, tout en veillant à préserver l'effet utile de chacune d'entre elles. Le droit de la coopération judiciaire ainsi adopté en ressort plus clair et plus cohérent. Quant à l'unité géographique, l'Union doit se borner à faire en sorte que chaque justiciable ou litigant puisse accéder aux mêmes instruments et ainsi au même accès à la justice quelque soit l'endroit où la procédure ou le processus est initié.

Conclusion du Chapitre 1

437. Afin de parfaire la réalisation actuelle de l'accès à la justice dans l'Espace européen de justice, une approche unitaire et globale est envisageable. Celle-ci permet d'appréhender avec davantage de cohérence l'accès à la justice à travers trois points : son unité matérielle, institutionnelle et géographique. Il faut ainsi remarquer qu'il est contre-productif de s'atteler à la réalisation d'une seule des composantes de l'accès à la justice. Au contraire, c'est l'ensemble des composantes qui doivent être concrétisées pour permettre la réalisation de l'accès à la justice. L'article 81 §2 du Traité FUE apporte tous les éléments nécessaires à cette concrétisation. Pour améliorer la cohérence générale de ce droit, il faudrait également que l'Union soit plus rigoureuse dans le choix de la base légale. Il est ainsi préférable de se cantonner à cette disposition plutôt pour la réalisation de l'accès à la justice au lieu de se disperser sur plusieurs bases juridiques différentes. Pour atteindre son objectif, il serait d'ailleurs souhaitable d'aborder la définition de la condition d'incidence transfrontière avec plus de flexibilité pour garantir l'unité institutionnelle des actes adoptés pour la réalisation de l'accès à la justice. Cela permettrait d'éviter les incertitudes lorsque plusieurs instruments fonctionnent de concert mais ont été adoptés sur des bases légales différentes. Enfin, pour appréhender de la meilleure façon l'accès à la justice dans l'Espace européen de justice, il est nécessaire que l'Union travaille à l'unité géographique et à la perspective globale de son droit de la coopération judiciaire afin que l'ensemble des litigants puisse bénéficier des mêmes outils sur le fondement du droit de l'Union européenne pour accéder effectivement à la justice, que le litige transfrontière soit intra-Union européenne ou rattaché à l'Union européenne.

L'approche unitaire et globale de l'accès à la justice semble prometteuse et doit garantir son effectivité. Celle-ci est tout à fait envisageable pour pallier les défauts précédemment identifiés.

Chapitre 2

La réalisation de l'accès à la justice par l'approche unitaire et globale

438. Afin de pallier les lacunes rencontrées dans l'accès à la justice de l'Espace européen de justice, l'approche unitaire et globale semble tout indiquée. Unitaire, elle doit permettre d'appréhender toutes les composantes matérielles de l'accès à la justice et profiter de la même manière à l'ensemble des citoyens et des entreprises de l'Union européenne. Globale, elle envisage l'accès à la justice dans le contexte international et vise à l'articulation de la dimension interne et externe de l'accès à la justice, ainsi que des différents modes de justice pour atteindre ce résultat.

Il est alors possible d'envisager des solutions afin de parfaire le droit de la coopération judiciaire tel qu'il existe actuellement dans l'Union européenne. Mis à part l'accès au droit qui remplit le mieux la mission qui lui est dédiée, il convient de se concentrer sur deux points. D'abord la dimension externe de l'accès à la justice dans sa construction judiciaire (**Section 1**). Elle est celle qui souffre le plus des différences d'approches et d'une absence d'appréhension globale du contexte international. En la matière, l'accès à la justice n'est à ce jour pas assuré de la même manière dans tous les États membres de l'Union.

Ensuite, il convient de revenir sur l'articulation entre la justice privée et la justice étatique qui présente également le plus de lacunes quant à la construction de l'Espace européen de justice (**Section 2**).

Dans un cas comme dans l'autre, des solutions peuvent être envisagées pour permettre à l'accès à la justice d'être effectif peu importe l'État membre dans lequel les parties décident de résoudre leur litige commercial international et peu importe le mode de justice choisi pour mettre un terme au conflit entre les parties.

Section 1. L'approche unitaire et globale de la dimension externe de l'Espace européen de justice

439. Afin d'améliorer l'accès à la justice quant à la dimension extérieure de l'Espace européen de justice, il faut envisager deux types de mesures. Conformément à l'approche unitaire et globale, il s'agit soit d'appréhender des relations directes avec les États tiers en ayant recours au droit conventionnel (§ 1), soit d'adapter le droit de la coopération judiciaire au contexte global des litiges commerciaux transfrontières afin de s'assurer de l'effectivité de l'accès à la justice (§ 2).

§ 1. L'adaptation directe par le droit conventionnel

440. *L'existence d'une compétence extérieure exclusive en matière d'accès à la justice.* L'Union a déjà exercé sa compétence partagée relative au droit de la coopération judiciaire en matière civile et commerciale pour aménager la dimension interne de l'Espace européen de justice et garantir l'accès à la justice¹⁹³⁸. Elle dispose alors, d'une compétence exclusive pour négocier et conclure des conventions internationales sur ces points et permettre une pleine réalisation des quatre piliers de l'accès à la justice pour la dimension externe de l'Espace européen de justice¹⁹³⁹. Elle peut ainsi négocier des accords portant sur des règles d'instance directe pour faciliter l'accès au juge, l'obtention des décisions et leur reconnaissance et exécution.

Pour ce faire, deux possibilités distinctes s'offrent à l'Union européenne. Elle peut soit négocier et conclure directement des conventions internationales avec un État tiers ou une organisation internationale comme la Conférence de La Haye de droit international privé (A), soit enjoindre aux États membres de signer et ratifier des conventions internationales (B).

¹⁹³⁸ Cf. *supra*, §349.

¹⁹³⁹ Art. 3 §2 Traité FUE ; cf. *supra*, §363.

A. L'accès à la justice par le droit conventionnel de l'Union européenne

441. L'Union a déjà utilisé cette possibilité à plusieurs reprises. Pour améliorer la cohérence de sa dimension interne avec les accords passés avec le Danemark afin qu'y soit applicables le Règlement Bruxelles I refondu et le Règlement n°1393/2007, par la négociation et la conclusion de la Convention de Lugano de 2007, ou encore par l'adhésion à la Convention de La Haye de 2005 sur les accords d'élection de *for*. Ces instruments internationaux contribuent à l'effectivité de l'accès à la justice puisqu'ils s'attachent à certains de ces points matériels : l'accès à un mode de résolution des différends et l'exécution des décisions obtenues. Malgré tout, la dimension relative à l'obtention de la décision n'est pas assurée dans ces relations puisque ces instruments ne s'y intéressent pas, ou seulement en partie. Il appartient alors à l'Union européenne de consolider d'une part ses rapports avec ces pays, mais également d'en construire de nouveaux pour améliorer davantage l'accès à la justice.

442. *Consolider les rapports directs existant avec le Danemark, l'Islande, la Norvège et la Suisse.* C'est avec le Danemark que les rapports sont les plus complets puisque l'accès à la justice se matérialise par le biais du Règlement Bruxelles I refondu, prévoyant des règles visant l'accès au juge et l'exécution de la décision, mais aussi par l'obtention de la décision, avec le Règlement n°1393/2007 facilitant la transmission des actes judiciaires et extrajudiciaires. En matière d'obtention des preuves et d'aide judiciaire, des efforts restent à fournir pour que l'accès à la justice se réalise de manière unitaire dans toutes ses composantes¹⁹⁴⁰. Il faut ici souligner la position particulière du Danemark qui doit respecter la Charte des droits fondamentaux de l'Union dans la mise en œuvre des deux Règlements. Dès lors, en cas d'obstacle à l'accès à la justice, le justiciable doit bénéficier d'un recours afin de pouvoir passer outre les barrières formées par le droit danois en matière d'obtention des preuves et de demande d'aide juridictionnelle, lorsqu'il n'existe pas de convention internationale sur ce point avec les autres États membres, et ce en vue de ne pas vider de sa substance l'accès à la justice qui est garanti par les deux Règlements¹⁹⁴¹.

¹⁹⁴⁰ Cf. *supra*, §354.

¹⁹⁴¹ Comme cela a pu être envisagé pour les demandes d'aides judiciaires dans les relations dano-maltaises puisque les deux ÉM ne sont pas parties aux mêmes conventions internationales sur ce point : cf. *supra*, §301 ; cf. Annexe I, fig. n°1.2.

Dans ses relations avec les États contractants à la Convention de Lugano de 2007, le droit de la coopération judiciaire présente également des lacunes au regard de l'obtention de la décision, puisque l'accès au juge et l'exécution de la décision sont garantis par la Convention. Que ce soit vis-à-vis du Danemark ou des pays parties à la Convention de Lugano, ces éléments peuvent s'améliorer par la voie conventionnelle : l'Union peut décider d'engager des négociations visant la signification et la notification des actes, l'obtention des preuves et l'aide judiciaire afin de s'assurer de l'unité de l'accès à la justice dans ses relations avec des États.

Sur ce point, il faut d'ailleurs noter que la Commission a recommandé au Conseil d'autoriser des négociations avec l'Islande, la Norvège et la Suisse portant sur un accord pour faciliter la signification et la notification des actes judiciaires et extrajudiciaires afin de « [renforcer] le niveau actuel de la coopération judiciaire en accélérant et en simplifiant la signification et la notification des actes entre ces États et les États membres de l'Union », contribuant « au bon fonctionnement de la convention de Lugano de 2007, qui fait de la signification et de la notification des actes un élément important de la protection des droits du défendeur en cas de défaut, ainsi que de la reconnaissance et de l'exécution des décisions de justice »¹⁹⁴². Cette recommandation de la Commission démontre bien qu'il existe un intérêt d'envisager une approche unitaire et globale de l'accès à la justice pour consolider la dimension externe de l'Espace européen de justice. Cette proposition pourrait d'ailleurs être étendue à l'obtention des preuves. À l'instar de la signification et de la notification des actes, la plupart des États membres et les autres États contractants de la Convention de Lugano sont parties au même instrument conventionnel sur ce point : la Convention de La Haye de 1970 sur l'obtention des preuves à l'étranger¹⁹⁴³. Cependant, des relations directes entre ces États permettraient de faciliter et consolider davantage l'accès à la justice.

Des efforts plus soutenus restent à fournir en matière d'aide judiciaire : il existe en la matière de nombreux instruments internationaux, mais la disparité des signatures et adhésions des États membres et des États contractants de la Convention de Lugano ne permettent pas véritablement d'assurer l'octroi de cette aide à une personne domiciliée

¹⁹⁴² Rapport de la Commission au Parlement européen, au Conseil et au Comité économique et social européen sur l'application du règlement (CE) n°1393/2007 du Parlement européen et du Conseil relatif à la signification et à la notification dans les États membres des actes judiciaires et extrajudiciaires en matière civile ou commerciale (« signification ou notification des actes »), COM(2013) 858 final du 4 déc. 2013, spéc. pt. 4.3.

¹⁹⁴³ Cf. Annexe I, fig. n°1.4.

sur le territoire d'un autre État¹⁹⁴⁴, ni une transmission des demandes d'aide judiciaire. Dans ce cas précis, l'Union européenne pourrait, dans un premier temps, s'employer à harmoniser l'adhésion de ses États membres aux mêmes instruments¹⁹⁴⁵, mais il serait certainement plus simple d'envisager des négociations directes pour la conclusion d'une convention internationale sur ces points.

L'ensemble de ces propositions permettrait à tous les citoyens et les entreprises de l'Union de pouvoir bénéficier d'un accès à la justice étatique effectif dans les relations avec le Danemark, l'Islande, la Norvège et la Suisse.

443. *Consolider les rapports avec les États contractants de la Convention de La Haye de 2005.* Pour le moment, seul le Mexique et Singapour¹⁹⁴⁶ sont également parties à la Convention de La Haye de 2005 sur les accords d'élection de *for*. Comme pour la Convention de Lugano, cet instrument facilite l'accès au juge et l'exécution des décisions, mais dans un champ d'application plus restreint puisqu'il n'est applicable que lorsqu'il existe un accord exclusif d'élection de *for*. Pour que l'accès à la justice soit véritablement effectif, il faut assurer l'obtention de la décision par d'autres conventions internationales. En la matière, il faut constater que le Mexique est partie à la Convention de La Haye sur la signification et la notification des actes ainsi qu'à celle relative à l'obtention des preuves. Singapour ne participe qu'à la seconde¹⁹⁴⁷.

En ce qui concerne la notification et la signification des actes, tous les États membres de l'Union européenne seront parties à la Convention de La Haye de 1965 au plus tard au 31 déc. 2017¹⁹⁴⁸. Une partie des éléments matériels relatifs à l'obtention des décisions nécessaires à la réalisation de l'accès à la justice est ainsi concrétisée et facilitée pour la résolution des différends dans les relations avec le Mexique. Pour l'obtention des preuves, trois États membres ne participent pas à la Convention de La Haye de 1970 : l'Autriche, la Belgique et l'Irlande¹⁹⁴⁹. Dans les relations entre ces trois pays et Singapour, lorsque la compétence du juge est fondée sur la Convention de La Haye de 2005, l'effectivité de l'accès à la justice ne peut être que partielle et plus difficile en l'absence d'un instrument pour faciliter l'obtention des preuves à l'étranger, sans parler

¹⁹⁴⁴ Sauf à se prévaloir de la CDFUE entre les ÉM de l'UE ou de la CSDHLF dans les relations avec l'Islande, la Norvège et la Suisse en ce que le refus pourrait priver de sa substance le droit d'accès au juge.

¹⁹⁴⁵ Cf. *infra*, §447.

¹⁹⁴⁶ À partir du 1^{er} oct. 2016 : cf. Annexe V, tabl. n°5.4.

¹⁹⁴⁷ Cf. Annexe V, tabl. 5.1 et 5.2.

¹⁹⁴⁸ Art. 2 Décision 2016/414/UE.

¹⁹⁴⁹ Sur ce point, cf. *infra*, §447.

de l'aide judiciaire où ni le Mexique, ni Singapour ne sont parties à la Convention de La Haye de 1980. Pour favoriser l'accès à la justice selon l'approche unitaire et globale, l'Union devrait entamer des négociations directes avec le Mexique et Singapour pour s'assurer de l'existence de mesures relatives à l'obtention d'une décision. Cela étant, cette perspective est plus difficile à mettre en œuvre que pour assurer la cohérence de l'accès à la justice avec les États contractants de la Convention de Lugano. En effet, la Convention de La Haye de 2005 est une convention multilatérale ouverte à la signature et à la ratification d'autres États tiers (même si à ce jour, seuls les États-Unis d'Amérique et l'Ukraine l'ont signée). Si elle connaît véritablement le succès espéré, cela voudrait dire que l'Union doit conclure une convention bilatérale pour assurer l'effectivité de l'accès à la justice avec tous les futurs contractants. Sans être irréalisable, la réalisation pratique de cette solution s'avère difficile. Pour éviter l'impasse et garantir l'accès effectif à la justice à ses justiciables dans la dimension externe de l'Union, cette dernière pourrait dans un premier temps harmoniser la participation des États membres auxdites conventions multilatérales¹⁹⁵⁰, puis, dans un second temps, entamer des discussions avec les pays ratifiant la Convention de La Haye de 2005 pour les convaincre de l'intérêt de signer et ratifier les conventions relatives à la signification et la notification des actes, à l'obtention des preuves et l'aide judiciaire. Cette méthode serait conforme à l'un des objectifs de l'Union européenne qui est de promouvoir ses valeurs à l'étranger¹⁹⁵¹.

444. *Encourager la conclusion d'accords internationaux facilitant l'accès à la justice.*

Mis à part ces deux conventions auxquelles l'Union européenne est partie, le droit de la coopération judiciaire de cette dernière permet, dans certains cas, aux litigants de saisir le juge d'un État membre de l'Union pour la résolution d'un litige impliquant un État tiers. Dans ce cas, l'accès au juge est garanti. Cependant, les éléments matériels de l'accès à la justice concernant l'obtention d'une décision et l'exécution de la décision sont manquants. Le premier élément peut être assuré par le droit conventionnel des États membres et leur adhésion aux Conventions de La Haye en la matière. *In fine*, c'est l'exécution de la décision qui peut être source de difficultés. Si le débiteur n'a pas de biens sur le territoire de l'Union européenne et que l'État membre qui a rendu la décision n'a pas signé de convention bilatérale avec l'État tiers où ils se situent, alors l'exécution forcée de la décision peut s'avérer difficile. Elle sera entièrement soumise au droit

¹⁹⁵⁰ Cf. *infra*, §§446 et s.

¹⁹⁵¹ Art. 21 Traité UE.

international privé de l'État tiers avec une procédure d'*exequatur* qui peut être beaucoup plus complexe que celle négociée dans le cadre d'une convention. À l'impossible, nul n'est tenu : l'Union pourrait envisager des conventions bilatérales avec les pays tiers, mais leur nombre rend la tâche difficile. Peut-être faudrait-il alors se concentrer en priorité sur les principaux partenaires commerciaux de l'Union européenne¹⁹⁵² et négocier et conclure avec eux des conventions bilatérales portant sur l'accès à la justice - dans toutes ses composantes - afin que tous les justiciables dans l'Union puissent bénéficier du même accès effectif à la justice.

445. La voie conventionnelle pour consolider l'accès à la justice dans la dimension externe de l'Espace européen de justice semble la solution la plus appropriée pour sa réalisation. Cependant, la négociation de ce type d'accord demande beaucoup de temps et d'énergie, sans garantir une issue favorable voire, en cas d'accord, une ratification de la convention négociée¹⁹⁵³.

B. L'accès à la justice par le droit conventionnel des États membres

446. La compétence externe exclusive de l'Union européenne relative à la coopération judiciaire en matière civile et commerciale peut également être employée afin d'harmoniser le droit conventionnel des États membres. Il s'agit d'ailleurs de la seule solution envisageable pour l'Union si les conventions multilatérales facilitant l'accès à la justice ne sont ouvertes qu'à des États. Cette possibilité d'harmonisation par l'Union européenne de l'arsenal juridique de source international des États membres permet d'envisager la réduction des disparités entre les justiciables selon la juridiction saisie.

447. *Consolider le droit conventionnel relatif à l'obtention des preuves.* Soit un contrat entre une entreprise belge et une entreprise domiciliée au Costa Rica. Cette dernière achète à la première des marchandises lesquelles doivent être payées à réception. Le contrat entre les deux parties contient une clause attributive de juridiction au profit des tribunaux français. En cas d'impayés, le vendeur pourra attirer l'entreprise étrangère

¹⁹⁵² Eurostats, Statistics Explained : Commerce international des biens, données de mars 2016, 22 août 2016 (disp. en ligne : <<http://ec.europa.eu/eurostat/statistics-explained/>>), spéc. graphique n°1 : soit les États-Unis d'Amérique, le Japon, la Corée du Sud, le Canada, la Russie, l'Inde, Singapour, le Mexique et le Brésil (la Suisse et la Norvège sont déjà parties à la Conv. Lugano (2007)).

¹⁹⁵³ À l'instar de la Conv. La Haye (2005) qui est loin de son projet initial et dont les négociations auront initialement commencé en 1996 et le projet considérablement réduit en 2001 devant les difficultés rencontrées : V° Rapport explicatif de T. HARTLEY et M. GOGAUCHI sur la convention du 30 juin 2005 sur les accords d'élection de for, 2013 (disp. en ligne : <<http://www.hcch.net/>>), spéc. pp. 24 et 26.

devant les juridictions françaises qui reconnaîtront leur compétence internationale sur le fondement de l'article 25 du Règlement Bruxelles I refondu. L'accès au juge est ainsi garanti sur la base du droit de l'Union. Pour ce qui est de la signification et de la notification de l'acte introductif d'instance, l'entreprise belge pourra se prévaloir de la Convention de La Haye de 1965 puisque le Costa Rica est un État contractant. Si l'entreprise centre-américaine souhaite adresser une demande d'aide judiciaire, celle-ci pourra être transférée sur le fondement de la Convention de La Haye de 1980, la France et le Costa Rica étant tous les deux des pays contractants. Enfin, si le juge a besoin d'ordonner un acte d'instruction, sa demande pourra être transmise grâce aux mécanismes instaurés par la Convention de La Haye de 1970, où la encore, les deux pays sont parties à l'instrument. Des mécanismes facilitant l'obtention d'une décision existent sur le fondement du droit conventionnel français pour faciliter l'accès à la justice. Le seul point noir est relatif à l'exécution de la décision. Dans le cas où l'entreprise étrangère est la créancière, elle pourra sans difficulté faire exécuter la décision française en Belgique. Cependant, dans le cas contraire, le droit de l'Union européenne n'est d'aucun secours puisqu'il ne s'impose pas au Costa Rica (soulignant alors la nécessité pour l'Union de s'afférer à construire des relations conventionnelles relatives à l'accès à la justice avec les États tiers). Cela étant, il faut tout de même constater que l'entreprise belge a pu bénéficier des instruments ratifiés par la France. À l'inverse, si l'entreprise était française et que les juridictions belges étaient désignées par la clause, le bon déroulement de la procédure portant sur le litige transfrontière aurait été plus difficile, notamment en cas d'exécution d'un acte d'instruction au Costa Rica. La Belgique n'est pas partie à la Convention de La Haye de 1970 sur l'obtention des preuves. Il s'en suit que même si le droit de l'Union européenne s'applique de manière uniforme dans tous les États membres, l'accès à la justice n'est pas le même selon la juridiction saisie.

L'Union peut alors intervenir pour enjoindre les États membres à compléter leur arsenal conventionnel puisqu'elle a déjà exercé sa compétence partagée en la matière (le Règlement n°1206/2001). Sur le modèle de la Décision 2016/414/UE, elle pourrait alors enjoindre les trois États membres qui ne participent pas, pour le moment à la Convention de La Haye de 1970 de signer et ratifier l'instrument. Comme elle le rappelle dans sa décision concernant l'Autriche et la Convention de La Haye de 1965, il en va de l'intérêt

de l'Union¹⁹⁵⁴. De cette façon, l'ensemble des justiciables pourrait bénéficier, dans l'Espace européen de justice, des mêmes règles et de la même coopération en matière d'obtention des preuves.

448. *Consolider le droit conventionnel relatif à l'aide judiciaire.* C'est surtout en matière d'aide judiciaire que l'action de l'Union serait bienvenue. Le maillage existant crée une dimension externe de l'Espace européen de justice extrêmement variable selon le domicile de la partie qui la demande et le pays auquel elle est adressée¹⁹⁵⁵. L'Union européenne a déjà exercé sa compétence partagée en la matière avec la Directive 2003/8/CE. Sans prétendre à une harmonisation des conditions d'octroi de l'aide¹⁹⁵⁶, c'est au moins les mécanismes de transfert des demandes et surtout le principe de l'octroi d'une aide judiciaire à des étrangers qui seraient assurés. Cela permettrait aux parties impécunieuses de pouvoir saisir le juge d'un État tiers afin d'y garantir l'exécution de la décision. Afin de ramener une unité géographique en la matière, l'Union devrait donc enjoindre aux États membres de signer et de ratifier l'Accord européen sur la transmission des demandes d'assistance judiciaire et la Convention de La Haye de 1980 sur l'accès international à la justice.

449. Pour assurer la cohérence de la dimension externe de l'Espace européen de justice par une approche unitaire et globale de l'accès à la justice, l'Union européenne peut négocier et conclure directement des conventions garantissant un accès effectif à la justice avec les pays tiers, mais aussi harmoniser le droit conventionnel des États membres en ce qu'il a trait à l'obtention des décisions. Ces efforts permettraient de garantir aux justiciables de l'Espace européen de justice de pouvoir prétendre aux mêmes mécanismes internationaux quelque soit la juridiction saisie dans l'Union. Pour autant, des difficultés subsistent quant à l'exécution dans un pays tiers d'une décision rendue par les juridictions d'un État membre dont la compétence est fondée sur le droit de la coopération judiciaire. Mis à part la possibilité de conclure directement des conventions internationales sur ce point, il reste à l'Union la possibilité d'adapter son droit au contexte global, conformément à ce qui a été préconisé. Il ne s'agit alors plus de droit conventionnel, mais d'accommoder le droit de la coopération judiciaire afin qu'il puisse

¹⁹⁵⁴ Cons. n°2 et art. 1^{er} Décision 2016/414/UE.

¹⁹⁵⁵ Cf. Annexe I, fig. n°1.2.

¹⁹⁵⁶ Seulement assurées par la Directive 2003/8/CE : les conventions internationales sur le sujet mettent en place des mécanismes de transfert des demandes d'un État contractant à l'autre ; cf. *supra*, §184.

permettre la réalisation complète de l'accès à la justice y compris vis-à-vis de sa dimension externe.

§ 2. L'adaptation indirecte par le droit de la coopération judiciaire

450. L'approche unitaire et globale de l'accès à la justice doit permettre l'adaptation des règles au contexte international qu'il doit gérer. La coopération directe avec les États tiers peut s'avérer délicate, particulièrement au regard de l'accès au juge et de l'exécution de la décision. Pour la composante liée à l'obtention des décisions, l'accès à la justice dans la dimension externe de l'Espace européen de justice peut se fonder sur le droit conventionnel des États membres avec une harmonisation par l'Union européenne pour atteindre le même niveau d'intégration dans tous les États membres. Bien consciente de cet aspect, le droit de la coopération judiciaire de l'Union n'a pas que vocation à s'appliquer dans sa dimension interne. Il vient également s'appliquer aux litiges rattachés à l'Union européenne avec plus ou moins de vigueur selon la règle pour garantir l'accès au juge et l'exécution de la décision dans l'Espace européen de justice. Pour autant, ces garanties ne prennent pas en compte l'intégralité du contexte global, comme cela a pu être souligné eu égard aux règles d'instance directe censées protéger les consommateurs¹⁹⁵⁷. Partant d'une bonne intention, ces règles privilégient un accès au juge dans l'Union à l'encontre des professionnels domiciliés sur le territoire d'un État tiers. Aucune garantie n'accompagne cette compétence internationale quant à l'obtention d'une décision ou l'exécution de celle-ci à l'étranger. L'approche unitaire et globale prône alors une adaptation de la règle interne au contexte global pour permettre à l'accès à la justice de s'exprimer pleinement¹⁹⁵⁸. Le modèle existe déjà : il s'agit de celui qui a été adopté pour la litispendance internationale¹⁹⁵⁹. Dans ce cas, il y a une prise en compte de l'activité judiciaire pouvant exister à l'étranger, accompagnée de garanties pour ne pas priver le justiciable d'accès au juge. La solution paraît transposable au contexte des consommateurs (A), mais aussi à celui des cas où un « effet réflexe » des règles semble nécessaire (B), notamment lorsqu'une clause attributive de juridiction désigne les

¹⁹⁵⁷ Cf. *supra*, §§353 et s.

¹⁹⁵⁸ Cf. *supra*, §§429 et s.

¹⁹⁵⁹ Cf. *supra*, §§167 et s.

juridictions d'un État tiers ou si le litige porte sur une matière faisant l'objet de règles de compétence exclusive et que ledit objet est localisé sur le territoire d'un État tiers.

A. La coordination du régime de compétence internationale visant la protection des consommateurs

451. Comme cela a été souligné si le régime spécial de l'article 18 §1 du Règlement Bruxelles I refondu permet au consommateur d'attirer un professionnel domicilié à l'étranger devant les juridictions d'un État membre, l'exécution de la décision obtenue n'est pas assurée¹⁹⁶⁰. La perspective derrière l'accès au juge ainsi octroyé ne prend pas en considération l'accès à la justice de manière unitaire et globale. Une autre voie est possible.

452. *L'inspiration du régime de litispendance internationale.* Dans le régime de litispendance internationale, le juge d'un État membre dispose d'une possibilité de surseoir à statuer lorsque la décision adoptée par la juridiction étrangère peut être reconnue et exécutée sur son territoire. Ce mécanisme pourrait être transposé. En effet, l'accès à la justice ne serait-il pas mieux assuré si le juge saisi sur le fondement d'une règle d'instance directe universelle doit s'assurer que la décision qu'il rendra pourra être exécutée sur le territoire de l'État tiers ? La solution apparaît ambitieuse et impose un office particulièrement contraignant. À qui devrait-il revenir : à la partie qui saisit le juge ou bien à la juridiction saisie ? Dans le cadre de la litispendance internationale, c'est au juge saisi de déterminer si la décision étrangère pourra être reconnue et exécutée¹⁹⁶¹. Cela étant, dans ce cas, le juge doit se poser la question de la reconnaissance et de l'exécution d'une décision étrangère dans son ordre judiciaire, non l'inverse. Il reviendrait alors aux parties de faire la preuve de ce point. Sauf qu'en l'occurrence, la règle vise la protection d'une partie faible : faut-il lui imposer une charge supplémentaire ? L'équation est compliquée et suppose un arbitrage politique qu'il faut laisser aux personnes compétentes. En tout état de cause, un tel système permettrait au consommateur de ne pas se retrouver avec une décision inexécutable : il lui assurerait non seulement l'accès au juge, mais aussi l'exécution de la décision obtenue.

¹⁹⁶⁰ Cf. *supra*, §355.

¹⁹⁶¹ H. GAUDEMET-TALLON, *Compétence et exécution des jugements en Europe. Matière civile et commerciale. Règlements 44/2001 et 1215/2012, Conventions de Bruxelles (1968) et de Lugano (1988 et 2007)*, LGDJ, 5^e éd., 2015, spéc. §339-1.

453. *L'adaptation d'une solution envisagée dans la proposition de refonte du Règlement*

Bruxelles I. Une autre voie est possible sur le modèle envisagé par la Commission dans sa proposition de refonte du Règlement Bruxelles I proposant l'universalisation de la règle de compétence générale. Selon l'article 4 §2 de la proposition, il est possible d'attirer le défendeur quelque soit l'État où il est domicilié devant les juridictions d'un État membre pouvant reconnaître sa compétence internationale sur une règle de compétence subsidiaire¹⁹⁶². Cette universalisation était accompagnée de deux articles pour accroître davantage les cas dans lesquelles les juridictions des États membres pouvaient reconnaître leur compétence internationale¹⁹⁶³. Il faut cependant souligner que seules ces deux dispositions, soit les articles 25 et 26 de la proposition, permettent véritablement de prendre en compte le contexte global et d'assurer réellement le plein accès à la justice. En effet, dans les autres cas, des situations similaires à celle aujourd'hui étudiées pour le consommateur se seraient multipliées. L'article 25 de la proposition permettait à la juridiction de l'État membre où le défendeur dispose de biens de reconnaître sa compétence internationale. Cette disposition a le mérite de permettre l'accès au juge, mais assure également l'exécution de la décision dans cet État. Une solution intermédiaire pourrait alors être envisagée pour la règle universalisée au profit des consommateurs. Leur accès au juge et l'exécution de la décision seraient garantis si la règle de l'article 18 §1 du Règlement Bruxelles I refondu était assortie de la condition de la présence de biens du professionnel sur le territoire d'un État membre de l'Union. Afin de garantir un accès privilégié à la partie faible, et contrairement à la proposition, il ne serait pas nécessaire d'obliger le consommateur à attirer le professionnel domicilié à l'étranger devant les juridictions de cet État membre. En effet, le juge de l'État membre où le consommateur est domicilié pourrait adopter une mesure provisoire et conservatoire pour empêcher le défendeur d'extraire son bien dudit territoire. Mieux encore, s'il s'agit d'un compte bancaire, le juge de l'État membre où le consommateur est domicilié pourrait adopter une ordonnance européenne de saisie conservatoire¹⁹⁶⁴. Une telle condition à la reconnaissance de la compétence internationale de la juridiction de l'État membre où le consommateur est domicilié alors que le défendeur est domicilié sur le territoire d'un État

¹⁹⁶² Proposition de Règlement du Parlement européen et du Conseil concernant la compétence judiciaire, la reconnaissance et l'exécution des décisions en matière civile et commerciale (refonte), COM(2010) 748 final du 14 déc. 2010, 2010/0383(COD).

¹⁹⁶³ C. KESSEDJIAN, « Commentaire de la refonte du règlement n°44/2001 », *RTD eur.*, 2011, p. 117.

¹⁹⁶⁴ Règlement n°655/2014, lequel sera applicable à partir du 18 janv. 2017 (art. 54).

tiers permettrait d'assurer l'exécution de la décision qui pourrait être adoptée qu'elle soit favorable ou non au consommateur.

Par ailleurs, l'article 26 de la proposition de refonte prévoyait également une règle de *forum necessitatis* pour assurer un accès au juge dans le cas où les conditions posées par les autres dispositions ne pouvaient se réaliser et que l'accès au juge d'un État tiers se révélait impossible ou sa procédure contraire aux exigences fondamentales du procès équitable. Si l'article 18 §1 du Règlement Bruxelles I refondu devait être adapté pour favoriser l'accès à la justice sur le modèle de l'article 25 de la proposition, cette compétence subsidiaire devrait également voir le jour pour au moins permettre au consommateur d'accéder au juge, même si, dans ce cas, le risque de ne pouvoir faire exécuter la décision n'est pas élué.

454. Cette adaptation sur le modèle de la proposition de refonte du Règlement Bruxelles I permettrait d'assurer, lorsque les conditions nécessaires sont réunies, un accès à la justice où l'accès au juge et l'exécution de la décision sont assurés. Elle s'accommode du contexte global, tout en garantissant, au mieux, l'unité des composantes de l'accès à la justice. L'ensemble des consommateurs domiciliés sur le territoire d'un État membre de l'Union y trouverait leur compte. Bien évidemment, une clause de flexibilité pourrait être accompagnée par la mesure pour permettre au juge de reconnaître sa compétence même en l'absence de biens sur le territoire d'un État membre, mais uniquement dans le cas où il existerait une convention bilatérale ou des conditions favorables à la reconnaissance et l'exécution de la décision soit par les autorités de l'État tiers où le professionnel est domicilié, soit par un État tiers sur le territoire duquel ce dernier dispose de biens pouvant être saisis aux fins d'exécution forcée de la décision.

B. La coordination des régimes de la compétence exclusive et de l'élection de *for*

455. Les règles d'instance directe sont ainsi faite dans le Règlement Bruxelles I refondu que lorsque le litige porte sur une matière visée par l'article 24 localisée à l'étranger ou qu'il existe une clause d'*electio fori* au profit des juridictions d'un État tiers, les juridictions d'un État membre peuvent tout de même reconnaître leur compétence internationale sur le fondement de la règle *actor sequitur forum rei*. Ces situations créent

alors une difficulté comparable à celle décrite pour le régime de compétence de protection des consommateurs lorsque vient le temps de faire exécuter la décision à l'étranger¹⁹⁶⁵. L'absence d'« effet réflexe » empêche en effet de prendre en compte le contexte global, le droit de la coopération judiciaire privilégiant actuellement le droit au juge, plutôt qu'une approche unitaire matérielle de l'accès à la justice.

456. « Effet réflexe » et compétence exclusive. Dans le cas où l'affaire porte sur une matière visée par l'article 24 du Règlement Bruxelles I refondu mais est située à l'étranger, c'est potentiellement l'article 4 du Règlement Bruxelles I refondu qui peut fonder la compétence internationale des juridictions de l'État membre où le défendeur est domicilié. Dans ce cas de figure, l'accès au juge est garanti, mais pas l'exécution de la décision. L'accès à la justice est alors incomplet puisque l'exécution de la décision ne peut pas être assurée par le droit de la coopération judiciaire de l'Union. Ce dispositif va à l'encontre de l'approche unitaire et globale de l'accès à la justice. Dans ce cas, ne faudrait-il pas céder la compétence internationale des États membres au profit des juridictions de l'État où l'objet du litige est localisé ? Certes, cette solution limite *a priori* l'accès à un mode de résolution du litige, mais, *in fine*, permet aux litigants de voir leurs droits substantiels se réaliser. L'accès à la justice tend davantage à imposer aux parties de demander la résolution de leur différend devant les juridictions de l'État tiers concerné. Bien évidemment, des aménagements sont alors nécessaires pour éviter le déni de justice, sur le modèle du *forum necessitatis* proposé pour le cas des consommateurs. C'est en ce sens que le Groupe européen de droit international privé a élaboré une proposition allant dans le sens de l'approche unitaire et globale de l'accès à la justice¹⁹⁶⁶. Dans la lignée du régime de la litispendance internationale, le juge saisi d'une demande concernant une matière visée par l'article 24 du Règlement Bruxelles I refondu est appelé à surseoir à statuer s'il est établi que les juridictions qu'un État non membre sont exclusivement compétentes en vertu du droit de cet État sur la base de dispositions similaires à celles de l'article 24. Il devrait ensuite se dessaisir lorsque le juge étranger a rendu une décision pouvant être reconnue et exécutée en vertu du droit international privé de l'État membre¹⁹⁶⁷. Cette solution prend en compte le contexte global et assure aux parties la

¹⁹⁶⁵ Cf. *supra*, §355.

¹⁹⁶⁶ GEDIP, Compte rendu de la 18^e réunion, Bergen, 19-21 sept. 2008 ; V° sur ce point, C. CHALAS, « L'affaire *Ferrexpo* : baptême anglais pour l'effet réflexe des articles 22, 27 et 28 du règlement Bruxelles I », *Rev. Crit. DIP*, 2013, p. 359, spéc. §§39 à 44.

¹⁹⁶⁷ GEDIP, Compte rendu de la 18^e réunion, *préc.*, spéc. pt. 5.

reconnaissance et l'exécution de la décision en toute intelligence et dans l'intérêt d'une bonne administration de la justice. Bien évidemment, il n'est pas question pour le juge d'un État membre de se dessaisir ou de refuser sa compétence internationale sans la garantie d'un accès à la justice devant le *for* de l'État tiers. Cette solution s'inscrit parfaitement dans l'approche unitaire et globale de l'accès à la justice puisqu'elle permet de prendre en compte la situation dans son contexte global et adapte au mieux les règles pour permettre un accès effectif à la justice.

457. « Effet réflexe » et prorogation de compétence. La solution énoncée en matière de compétence exclusive peut également être transposée dans les cas où en vertu d'une clause attributive d'élection de *for*, le juge désigné est celui d'un État tiers. La révision du Règlement Bruxelles I aurait été l'occasion d'adopter une approche globale en la matière, mais cela n'a pas été le cas et est d'ailleurs regretté par la doctrine¹⁹⁶⁸. En l'état actuel du droit de la coopération judiciaire et sauf si la Convention de Lugano de 2007 ou la Convention de La Haye est applicable, il revient au droit international privé interne de la juridiction d'un État membre saisie d'apprécier la validité de la clause, laissant peser un aléa sur l'issue de cette vérification. Si ce dernier retient que la clause est invalide il pourra fonder sa compétence internationale sur une autre disposition du Règlement Bruxelles I refondu et *in fine* adopter une décision dont l'exécution sera cantonnée à l'Espace européen de justice, sans que soit pris en compte la prorogation de la compétence internationale de l'État tiers. Dans ce cas, ce dernier refusera certainement de reconnaître et d'exécuter de la décision. Pour protéger au mieux l'ensemble des composantes de l'accès à la justice, l'approche unitaire et globale est donc nécessaire. Elle coordonne plus efficacement la dimension externe de l'Espace européen de justice.

458. En tout état de cause, que ce soit au regard de la compétence internationale en matière de contrats conclus avec un consommateur, de compétence exclusive ou de prorogation de compétence, il est nécessaire de mieux coordonner les règles d'instance directe du droit de la coopération judiciaire. En ce sens, l'approche unitaire et globale permet, par les aménagements proposés, de ménager la compétence internationale des juridictions d'un État membre au profit de celle d'un État tiers, non pas par altruisme,

¹⁹⁶⁸ S. FRANCO, « Les clauses d'élection de *for* dans le nouveau règlement Bruxelles I *bis* », in E. GUINCHARD (dir.), *Le nouveau règlement Bruxelles I bis. Règlement n°1215/2012 du 12 décembre 2012 concernant la compétence judiciaire, la reconnaissance et l'exécution des décisions en matière civile et commerciale*, Bruylant, 2014, p. 107, spéc. pp. 123 à 125 ; A. NUYTS, « La refonte du règlement Bruxelles I », *Rev. crit. DIP*, 2013, p. 1, spéc. §5 ; L. D'AVOUT, « La refonte du règlement Bruxelles I », *D.*, 2013, p. 1014, spéc. §22.

mais dans l'intérêt des justiciables pour assurer au mieux un accès effectif à la justice pour les parties. Bien évidemment, pour éviter le déni de justice, un *forum necessitatis* devrait être envisagé dans ces situations : elle existe d'ailleurs déjà en matière d'obligations alimentaires¹⁹⁶⁹. Les solutions envisagées ne sont donc pas simplement utopistes, mais s'inscrivent dans une démarche globale dont les travaux et propositions sont déjà engagées.

459. Complémentarité des solutions. En matière judiciaire, la dimension externe de l'Espace européen de justice gagnerait à se rapprocher d'une réalisation de l'accès à la justice telle que préconisée par l'approche unitaire et globale. Elle permettrait d'accorder à l'ensemble des justiciables de l'Union européenne les mêmes chances d'obtenir un accès effectif à la justice pour la résolution de leurs différends commerciaux transfrontières. Il faut cependant constater qu'il est nécessaire de coupler l'aménagement de la coordination externe directe avec celle du droit de la coopération judiciaire interne. Si la première peut permettre d'envisager toutes les composantes de l'accès à la justice par la négociation directe de conventions internationales par l'Union, elle est cependant difficile à mettre en œuvre. L'harmonisation du droit conventionnel des États membres, plus facile à réaliser, permet quant à lui une meilleure approche de la composante visant l'obtention de la décision. Couplée avec les mesures proposées pour adapter un droit de la coopération judiciaire à vocation universelle, elles peuvent permettre ensemble de réaliser pleinement l'accès effectif à la justice des justiciables.

Par ailleurs, l'Union européenne pourrait également s'inspirer de l'approche unitaire et globale pour mieux appréhender l'accès à la justice privée et le rendre véritablement effectif.

¹⁹⁶⁹ Art. 7 Règlement (CE) n°4/2009 du Conseil du 18 déc. 2008 relatif à la compétence, la loi applicable, la reconnaissance et l'exécution des décisions en matière d'obligations alimentaires, JOUE L 7/1 du 10 janv. 2009. Il faut d'ailleurs relever que la Commission avait proposé d'introduire une disposition similaire (complétée par une compétence subsidiaire) : Commission, Proposition de Règlement du Parlement européen et du Conseil concernant la compétence judiciaire, la reconnaissance et l'exécution des décisions en matière civile et commerciale (Refonte), *préc.*, spéc. art. 25 et 26 ; V° sur ce point, F. CADET, « Le nouveau règlement Bruxelles I ou l'itinéraire d'un enfant gâté », *JDI*, juil. 2013, n°3, 7, spéc. §§37 à 39.

Section 2. L'approche unitaire et globale de la justice privée dans l'Espace européen de justice

460. La justice privée est un moyen pour les parties de résoudre leurs litiges commerciaux transfrontières. Dans les affaires commerciales internationales, l'arbitrage est l'alternative préférée à la justice étatiques¹⁹⁷⁰. Pourtant, dans l'Union européenne, c'est davantage les autres méthodes alternatives de résolution des litiges qui sont privilégiées, et en premier lieu la médiation, entendue dans un sens large¹⁹⁷¹. Le droit de la coopération judiciaire contribue à son développement, tout en essayant d'éviter de réguler l'arbitrage, préférant laisser la main au droit international en la matière. Il en résulte des lacunes, fruits d'un manque d'articulation entre justice privée et justice étatique et un accès à la justice matériellement incomplet ou imprévisible, qui gagnerait à être envisagées plus sainement pour une meilleure cohérence. L'application de l'approche unitaire et globale de l'accès à la justice n'est pas réservée à la construction judiciaire : la justice privée est un mode de justice qui permet également de résoudre les différends commerciaux avec ses avantages et ses inconvénients. Il convient alors de s'interroger sur les possibilités d'application de cette approche en la matière : aussi bien pour les règles relatives à la médiation (§ 1) que pour celles relatives à l'arbitrage (§ 2).

§1. L'adaptation des règles relatives à la médiation

461. En matière de médiation, deux points de crispations ont été relevés. D'abord, il existe une différence d'approche quant à la régulation du processus entre la Directive 2008/52/CE et la Directive 2013/11/UE (A). Si les mesures de chacun de ces instruments se rapprochent, le degré d'harmonisation est différent et il y aurait un intérêt certain à adopter une approche unitaire pour apporter les mêmes garanties aux litigants. Ensuite, il s'agit de rechercher davantage de cohérence dans l'articulation entre la justice privée et la justice étatique, notamment lorsqu'un accord a été trouvé entre les parties afin

¹⁹⁷⁰ C. SERAGLINI, J. ORTSCHIEDT, *Droit de l'arbitrage interne et international*, Montchrestien, 2013, spéc. §3.

¹⁹⁷¹ Art. 3 (a) Directive 2008/52/CE.

de limiter les risques de contestations futures par le jeu du droit de la coopération judiciaire *stricto sensu* de l'Union européenne (B).

A. L'harmonisation des règles encadrant la médiation

462. La médiation et le règlement extrajudiciaire des litiges de consommation fonctionnent de la même manière : il s'agit de faire appel à un tiers, le médiateur¹⁹⁷², pour rapprocher la position des parties sur leur différend afin qu'elles parviennent à un accord. Cela étant, comme cela a pu être constaté, ces MARL ne sont pas régulées de la même façon¹⁹⁷³. La principale distinction se situe au niveau du degré d'harmonisation du processus et des garanties associées : alors que la médiation est soumise à une autorégulation, par le biais de codes volontaires de bonnes conduite¹⁹⁷⁴, le règlement extrajudiciaire des litiges de consommation fait l'objet de dispositions précises allant dans le sens d'une *judiciarisation* du processus par l'ensemble des garanties qu'elle apporte au processus¹⁹⁷⁵. La différence est troublante, d'autant que d'une part les deux modes ont vocation à permettre aux parties de trouver un accord et, d'autre part, la médiation dispose d'un champ d'application matériel plus large en touchant également aux domaines relatifs au droit des personnes et de la famille¹⁹⁷⁶, si tant est que les droits en questions soient laissés à la libre disposition des parties. Dès lors, l'argument consistant à apporter une protection plus étendue en matière de litige de consommation en raison de la qualité du consommateur, partie faible au litige, tombe. En prenant en compte le champ d'application plus large de la médiation, l'argument ne semble pas vraiment recevable. Partant, la différence d'approche entre les deux modes ne semble pas pleinement justifiée, d'autant plus que les deux instruments auraient pu être adoptés sur la même base légale¹⁹⁷⁷. Le niveau d'harmonisation pourrait être identique.

463. *Harmonisation du recours à la médiation.* L'une des différences majeures entre les deux instruments repose sur la possibilité de pouvoir recourir au MARL. Alors que les États membres ont l'obligation de prévoir le recours à des entités REL pour les litiges de

¹⁹⁷² À noter que l'art. 6 §1 Directive 2013/11/UE ne qualifie pas expressément le tiers de "médiateur". Cela étant, il reçoit le même rôle de la part des deux instruments (V° art. 3 (b) Directive 2008/52/CE).

¹⁹⁷³ Cf. *supra*, §§220 et s., §370.

¹⁹⁷⁴ Art. 4 Directive 2008/52/CE.

¹⁹⁷⁵ Cf. *supra*, §225.

¹⁹⁷⁶ C. NOURISSAT, « Directive n°2008/52/CE du Parlement européen et du Conseil du 21 mai 2008 sur certains aspects de la médiation en matière civile et commerciale », *Procédures*, nov. 2008, n°11, étude 9, spéc. §6.

¹⁹⁷⁷ Cf. *supra*, §370.

consommation, la Directive 2008/52/CE ne fait que concevoir des règles minimales pour le recours à la médiation lorsque celui-ci est déjà prévu par le droit procédural des États membres. Bien que la médiation ne soit pas un recours inconnu des États membres, il n'en demeure pas moins qu'il revient au droit national de ces derniers de fixer les cas dans lesquels ce recours peut être ouvert. Selon l'État membre dans lequel les parties souhaitent résoudre leur différend, ces dernières pourront ou non se prévaloir d'un processus de médiation : la possibilité de recours à ce MARL varie alors d'un État membre à l'autre, contrairement à la Directive 2013/11/UE qui impose aux États membres de permettre la résolution extrajudiciaire des litiges de consommation par ce MARL. Afin d'atteindre le même niveau d'accès à la justice dans tous les États membres, la première modification à envisager concerne donc les conditions du recours à la médiation. L'harmonisation devrait ainsi permettre à tous les citoyens et toutes les entreprises de pouvoir se prévaloir de ce mode dans toute l'Union européenne à l'instar du règlement extrajudiciaire des litiges de consommation. Il serait alors nécessaire d'obliger les États membres à prévoir un recours à la médiation dans tous les domaines qui sont couverts par le champ d'application matériel de la Directive. En effet, en l'état actuel du droit de la coopération judiciaire, la Directive 2008/52/CE ne permet pas de garantir la composante matérielle d'accès à un mode de résolution des différends de l'accès à la justice, contrairement à la Directive 2013/11/UE. Une modification en ce sens serait donc la bienvenue pour apporter le même accès aux modes de résolution des différends lorsqu'un litige se présente.

464. *Harmonisation qualitative du processus de médiation.* La Directive 2013/11/UE prévoit de nombreuses mesures relatives aux modalités du processus de résolution du litige : tant sur les qualités attendues du tiers, que sur d'autres aspects du processus¹⁹⁷⁸. La Commission justifiait son approche par la nécessité d'instaurer une confiance entre les opérateurs économiques et le règlement extrajudiciaire des litiges de consommation¹⁹⁷⁹. En comparaison, seules deux dispositions de la Directive 2008/52/CE apportent de vagues lignes directrices sur ces points¹⁹⁸⁰ et relayent à la *soft-law* le soin de mettre en

¹⁹⁷⁸ Art. 6 à 11 Directive 2013/11/UE.

¹⁹⁷⁹ Proposition de Directive du Parlement européen et du Conseil relative au règlement extrajudiciaire des litiges de consommation et portant modification du règlement (CE) n°2006/2004 et de la directive 2009/22/CE (directive relative au RELC), COM(2011) 793 final du 29 nov. 2011, 2011/0373(COD), spéc. pt. 3.1.3.

¹⁹⁸⁰ Art. 3 (b) et 4 Directive 2008/52/CE.

place des règles visant une médiation de qualité¹⁹⁸¹. Il en résulte que l'approche est loin d'être unitaire pour un mode ayant vocation à assurer la résolution des litiges, notamment transfrontières. Les professionnels (et les autres personnes pouvant accéder à la médiation) ne méritent-elles pas également d'avoir confiance dans cette MARL ? La différence d'approche semble difficilement justifiable en la matière. Cela étant, il faut souligner que les deux instruments sont des directives, laissant une marge de manœuvre aux États membres pour renforcer ces aspects qu'ils peuvent juger insuffisant. La Directive 2008/52/CE, instrument d'harmonisation minimale, laisse davantage possibilités à ces derniers. En comparaison, la Directive 2013/11/UE, instrument d'harmonisation maximale, comporte davantage de mesures visant la qualité du processus et l'information des parties, sans pour autant venir régir le processus lui-même laissant une large flexibilité aux parties et aux organes de REL. Il revient au Règlement n°524/2013 instituant une procédure de résolution en ligne des litiges de consommation d'encadrer de manière plus précise les contours du processus de résolution en lui-même. Partant, rien ne s'oppose à faire évoluer la Directive 2008/52/CE dans le sens de la Directive 2013/11/UE, au moins pour assurer une qualité de médiation identique, laquelle ne peut être que bénéfique pour l'ensemble des litigants sur le territoire de l'Union européenne. Les litigants pourraient alors être en mesure d'attendre de la médiation les mêmes caractéristiques qualitatives peu importe l'État membre où ledit processus est engagé. Cette mise à niveau favoriserait nécessairement l'accès à la justice privée en apportant les mêmes gages de qualité à tous les citoyens et les entreprises de l'Union européenne. Elle serait véritablement conforme à l'objectif affiché par l'instrument, c'est-à-dire la création d'un cadre juridique prévisible dans l'Espace européen de justice¹⁹⁸². La méthode de régulation par *soft-law* retenue par la Directive ne semble pas être le meilleur moyen d'atteindre le but affiché.

465. Que ce soit par rapport à l'opportunité de pouvoir recourir à la médiation autant que pour les garanties procédurales, il appartient donc à l'Union européenne d'aligner les dispositions relatives à la médiation sur celles du règlement extrajudiciaire des litiges de consommation afin d'offrir à tous le même accès à la justice et une cohérence d'approche

¹⁹⁸¹ C. NOURISSAT, « Directive n°2008/52/CE du Parlement européen et du Conseil du 21 mai 2008 sur certains aspects de la médiation en matière civile et commerciale », *préc.*, spéc. §7.

¹⁹⁸² Cons. n°7 Directive 2008/52/CE.

dans l'Espace européen de justice pour cette MARL qui se veut être une alternative à la justice étatique.

Par ailleurs, sans se substituer à la possibilité de recourir au juge¹⁹⁸³, les MARL ne doivent pas pour autant « être considéré[e]s comme une solution secondaire par rapport aux procédures judiciaires au motif que le respect des accords issus de la médiation dépendrait de la bonne volonté des parties »¹⁹⁸⁴. Elles devraient ainsi entretenir une relation « saine » avec la procédure civile¹⁹⁸⁵. Or, ce point est encore source de nombreuses incertitudes sur lesquelles l'approche unitaire et globale de l'accès à la justice peut apporter des solutions.

B. L'articulation de la médiation avec la justice étatique

466. Une articulation entre les MARL et la justice privée est déjà envisagée par le droit de la coopération judiciaire *lato sensu* de l'Union. La Directive 2008/52/CE et la Directive 2013/11/UE n'empêchent pas les litigants d'accéder au juge s'ils n'arrivent pas à un accord¹⁹⁸⁶ : les délais de prescription doivent à ce titre être suspendus pendant le processus pour éviter leur expiration, privant les parties de l'accès à la justice étatique¹⁹⁸⁷. Par ailleurs, l'accord transactionnel doit pouvoir être exécuté sur le territoire de l'État membre où la médiation a lieu et dans un autre État membre par le biais d'une homologation¹⁹⁸⁸. C'est ce dernier point qui est source d'incertitude dans le contexte transfrontière de l'Espace européen de justice : privé de reconnaissance par les instruments permettant la circulation des décisions¹⁹⁸⁹, l'accord transactionnel homologué ne peut pas prétendre pleinement remplir la dernière composante de l'accès à la justice, c'est-à-dire l'exécution de la décision. Cette question n'est pas isolée. En effet, lors de la 49^e session de travail de la Commission des Nations Unies pour le droit du commerce international, la question de la reconnaissance des accords transactionnels¹⁹⁹⁰ a également

¹⁹⁸³ Art. 5 §2 Directive 2008/52/CE ; art. 1^{er} Directive 2013/11/UE.

¹⁹⁸⁴ Cons. n°19 Directive 2008/52/CE.

¹⁹⁸⁵ Proposition de Directive du Parlement européen et du Conseil sur certains aspects de la médiation en matière civile et commerciale, COM(2004) 718 final du 22 oct. 2004, 2004/0251(COD), spéc. 1.1.2.

¹⁹⁸⁶ Art. 6 §2 Directive 2008/52/CE ; art. 1^{er} Directive 2013/11/UE.

¹⁹⁸⁷ Art. 8 Directive 2008/52/CE ; art. 12 Directive 2013/11/UE.

¹⁹⁸⁸ Art. 6 Directive 2008/52/CE ; Cf. *supra*, §375.

¹⁹⁸⁹ Cf. *supra*, §376.

¹⁹⁹⁰ Dans les documents de la CNUDCI, il est fait référence à des "accords de règlements".

été soulevé¹⁹⁹¹. Des avantages ont été relevés, comme par exemple la possibilité pour l'accord transactionnel d'être doté d'une valeur juridique sans que l'exécution de celui-ci ne soit envisagée¹⁹⁹². Il a été proposé de prévoir un régime juridique identique à celui de l'article III de la Convention de New-York de 1958 pour la reconnaissance et l'exécution des sentences arbitrales étrangères¹⁹⁹³. Malheureusement, le Groupe de travail n'a pas tranché la question pour le moment, relevant les divergences d'opinions en la matière¹⁹⁹⁴. Il faut tout de même souligner que des évolutions sont envisagées, légitimant celles qui vont être proposées pour la reconnaissance des accords transactionnels dans l'Espace européen de justice pour assurer leur bonne circulation afin que l'accès à la justice privé puisse être pleinement effectif.

467. La judiciarisation de la médiation : élément clef de la reconnaissance des accords transactionnels homologués. Revenant à la théorie générale du procès, l'élément distinguant étatique et justice privée s'attache notamment aux qualités du tiers, selon qu'elles garantissent ou non les exigences processuelles¹⁹⁹⁵. Contrairement au juge, le médiateur n'a pas le pouvoir d'imposer son *autorité* et ne pourrait pas réellement s'opposer à un rapport de force déséquilibré entre les parties. Dès lors, au regard du droit de la coopération judiciaire de l'Union¹⁹⁹⁶, l'accord issu d'un processus de médiation ne dispose pas, en soi, de l'autorité de la chose jugée. Cependant, comme cela a été suggéré, malgré cette absence d'autorité, le droit procédural se développe et vient judiciariser la médiation en apportant des garanties tirées des exigences processuelles. En effet, cette « procéduralisation (...) et, *a fortiori*, son contrôle par le juge sont de nature à prévenir ou à purger [ces risques] »¹⁹⁹⁷. Or, deux observations s'imposent. D'abord, le droit de la coopération judiciaire de l'Union tend justement à encadrer le processus de médiation

¹⁹⁹¹ CNUDCI, Rapport du Groupe de travail II (Arbitrage et conciliation) sur les travaux de sa soixante-troisième session, Vienne, 7-11 sept. 2015, A/CN.9/861, spéc. §§71 et s. ; CNUDCI, Rapport du Groupe de travail II (Arbitrage et conciliation) sur les travaux de sa soixante-quatrième session, New-York, 1^{er}-5 févr. 2016, A/CN.9/867, spéc. §146.

¹⁹⁹² CNUDCI, Rapport du Groupe de travail II (Arbitrage et conciliation) sur les travaux de sa soixante-troisième session, *préc.*, spéc. §71.

¹⁹⁹³ *Ibid.*, spéc. §77.

¹⁹⁹⁴ CNUDCI, Rapport du Groupe de travail II (Arbitrage et conciliation) sur les travaux de sa soixante-quatrième session, *préc.*, spéc. §146.

¹⁹⁹⁵ L. CADIET, J. NORMAND, S. AMRANI-MEKKI, *Théorie générale du procès*, PUF, 2^e éd., 2013, spéc. §50.

¹⁹⁹⁶ Il convient de rappeler que le droit procédural des ÉM de l'UE peut disposer différemment, comme c'est le cas en France : il est reconnu aux transactions prévues à l'art. 2044 Code civil des fonctions comparables au jugement, parmi lesquelles, l'autorité de la chose jugée. V° en ce sens, C. RADÉ, « Les effets de la transaction », p. 87, spéc. §§1 et 5, et H. CROZE, « Transaction et force exécutoire », p. 95, spéc. §10 in B. MALLET-BRICOUT, C. NOURISSAT, dir., *La transaction dans toutes ses dimensions*, Dalloz, 2006.

¹⁹⁹⁷ L. CADIET, J. NORMAND, S. AMRANI-MEKKI, *Théorie générale du procès*, *op. cit.*, spéc. §50.

transfrontière, à le judiciaireiser. Il faut remarquer l'apport fort de la Directive 2013/11/UE sur ce point¹⁹⁹⁸. Les garanties apportées s'attachent à rapprocher le processus de la procédure judiciaire, notamment quant à l'indépendance et l'impartialité attendue du tiers, ou encore l'extension voulue de l'aide judiciaire à la justice privée¹⁹⁹⁹. Ensuite, il est admis qu'en dehors de toute législation spéciale, les exigences processuelles telles qu'elles découlent des instruments supranationaux, s'appliquent, dans une certaine mesure, à ces processus lorsque les accords sont portés à la connaissance du juge²⁰⁰⁰. Ce dernier va alors vérifier que le principe du contradictoire a bien été respecté, comme les règles fixées par les parties, l'entité REL ou la loi quant au déroulement du processus. Ce n'est que si tous ont été respectés qu'il admettra l'homologation de l'accord transactionnel trouvé entre les parties. Or, celle-ci est nécessaire à l'exécution transfrontière de la décision²⁰⁰¹. Cette procédure judiciaire vise donc à purger les irrégularités processuelles touchant un accord transactionnel : si le processus ne les a pas respectées, l'accord n'aura pas vocation à circuler dans l'Espace européen de justice. Dans ces conditions, ne faudrait-il pas considérer que les accords transactionnels adoptés dans un État membre et ayant été homologués par le juge – c'est-à-dire ayant fait l'objet d'un contrôle similaires à celui opéré en matière de reconnaissance²⁰⁰² par la juridiction de l'État membre où l'accord a été adopté – puissent être reconnus comme le sont les décisions judiciaires²⁰⁰³ ? Cette solution permettrait à l'accord transactionnel homologué d'empêcher toute saisine du juge d'un autre État membre pour le même litige. L'avantage d'une telle mesure éviterait une nouvelle procédure judiciaire (ainsi que les coûts qu'elle entraînerait) sur le territoire d'un autre État membre et apporterait davantage de prévisibilité sur l'issue de la demande de la partie de mauvaise foi contrairement à la simple reconnaissance de la force probante de l'accord transactionnel homologué²⁰⁰⁴.

¹⁹⁹⁸ Cf. *supra*, §225.

¹⁹⁹⁹ Cf. *supra*, §372.

²⁰⁰⁰ L. CADIET, J. NORMAND, S. AMRANI-MEKKI, *Théorie générale du procès*, op. cit., spéc. §§52 à 54.

²⁰⁰¹ Cons. n°20 et 21, art. 6 Directive 2008/52/CE Médiation.

²⁰⁰² Au moins les points principaux : art. 27 Conv. Bruxelles (1968) ; art. 34 Conv. Lugano (2007) ; art. 45 §1 (a), (b), (c) et (d) Règlement Bruxelles I refondu. En ce sens, l'exigence du respect de l'ordre public trouverait une résonance particulière en ce qu'il se rapporte non seulement au fond, mais aussi à la procédure.

²⁰⁰³ Dans ce cas de figure, les actes authentiques ne pourraient pas bénéficier de l'autorité de la chose jugée puisqu'ils ne font pas l'objet d'un contrôle devant le juge, mais sont simplement reçus par un notaire : P. CALLÉ *et al.*, « Pour la reconnaissance des actes authentiques au sein de l'espace de liberté, de sécurité et de justice », *LPA*, 2012, n°68, p. 6.

²⁰⁰⁴ Cf. *supra*, §§373 et s.

468. *L'opportunité de la reconnaissance de l'accord transactionnel homologué.* Cette proposition n'est pas incongrue. Elle entre d'ailleurs dans la logique du droit de la coopération judiciaire et celle de la reconnaissance mutuelle. En effet, si le juge d'un État membre homologue l'accord transactionnel en procédant aux vérifications nécessaires pour assurer que celui-ci soit bien purgé de ses éventuelles irrégularités (aussi bien procédurales que substantielles), cette décision judiciaire ne devrait-elle pas également bénéficier du principe de la confiance mutuelle devant les autorités judiciaires des autres États membres ? Certes, le médiateur n'a pas d'autorité au sens de celle attribuée au juge. Pour autant, si le juge vérifie le contenu de l'accord et les conditions dans lesquelles il a été adopté par les parties, ne faudrait-il pas considérer ce contrôle comme une substitution à cette absence ? En l'état actuel du droit, il y a cependant au moins deux points qu'il serait nécessaire de corriger pour arriver à un tel résultat. D'abord, comme cela a été préconisé, il faudrait nécessairement aligner l'ensemble des dispositions relatives à la qualité de la médiation sur celles requises par la Directive 2013/11/UE. Une modification de la Directive 2008/52/CE s'imposerait donc, notamment pour sortir du système de l'autorégulation. Ensuite, pour que la confiance mutuelle soit pleinement admise, il conviendrait d'harmoniser la procédure d'homologation afin que celle-ci s'appréhende de la même manière dans tous les États membres de l'Union européenne. Cette procédure pourrait se fonder sur le modèle de l'*exequatur* tel qu'il est prévu par le Règlement Bruxelles I²⁰⁰⁵. Toutefois, au lieu de prendre place dans l'État membre requis, il reviendrait au juge de l'État membre où la solution transactionnelle a été adoptée d'opérer les vérifications nécessaires à l'homologation.

À ceux pouvant rétorquer que l'accord transactionnel est susceptible de recours dans l'État membre d'origine, il faut rappeler qu'en vertu même du principe de confiance mutuelle entre les États membres et le système des voies de recours fournissant des garanties aux justiciables, le Règlement repose déjà sur « l'idée fondamentale selon laquelle les justiciables sont tenus, en principe, d'utiliser toutes les voies de recours ouvertes par le droit de l'État membre d'origine »²⁰⁰⁶. Que dans de telles circonstances, le droit de la coopération judiciaire prévoit déjà de pouvoir remettre en cause la décision

²⁰⁰⁵ En ce sens, V° les considérations théoriques sur l'homologation des accords de médiation en droit français : F. COLONNA D'ISTRIA, « Homologation des accords de médiation et matière gracieuse : une théorie à reconstruire », in S. BLOHORN-BRENNEUR (dir.), *Conciliation et médiation commerciales. Domaines d'application et droit comparé*, L'Harmattan, 2013, p. 61.

²⁰⁰⁶ CJ 16 juil. 2015, *Diageo Brands*, aff. C-681/13, EU:C:2015:471, spéc. pt. 64 ; CJ 25 mai 2016, *Rūdolf Meroni*, aff. C-559/14, EU:C:2016:349, spéc. pt. 48.

judiciaire dans l'État membre d'origine et que celle-ci a un impact sur sa reconnaissance et son exécution dans un autre État membre²⁰⁰⁷. Le système pourrait être transposé aux accords transactionnels homologués afin de s'assurer qu'il ne produise pas plus d'effet dans l'État membre requis qu'il ne peut en produire dans l'État membre d'origine.

469. *Le nouvel article 23 bis du Règlement n°861/2007 : la reconnaissance des accords transactionnels homologués ?* Dans sa révision du Règlement n°861/2007, le Règlement n°2015/2421 ajoute un nouvel article 23 *bis*²⁰⁰⁸. Ce dernier prévoit qu'« [u]ne transaction judiciaire qui a été approuvée par une juridiction ou conclue devant une juridiction au cours de la procédure européenne de règlement des petits litiges et qui est exécutoire dans l'État membre dans lequel ladite procédure a été menée, est *reconnue* et exécutée dans un autre État membre dans les mêmes conditions qu'une décision rendue dans le cadre de la procédure européenne de règlement des petits litiges ». Contrairement au Règlement Bruxelles I refondu qui ne prévoit que l'exécution des accords transactionnels homologués²⁰⁰⁹, la nouvelle disposition, applicable à partir du 14 juillet 2017²⁰¹⁰, semble aller au-delà de ce qui est actuellement prévu. Elle permettrait, selon toute vraisemblance, aux accords transactionnels homologués portant sur des demandes initiales ne dépassant pas 5 000 € de pouvoir produire les mêmes effets qu'une décision judiciaire dans les autres États membres de l'Union à condition qu'elle soit homologuée : non seulement ils ont la possibilité d'être exécutés, mais aussi d'être reconnus. Dans ce cas, le juge d'un autre État membre, saisi par l'une des parties à l'accord transactionnel homologué, serait dans l'obligation de mettre fin à l'instance ainsi entamée sur simple présentation de l'accord transactionnel homologué par l'autre partie.

Cela étant, il faut relever que le considérant n°18 du Règlement n°2015/2421 ne fait état que de l'exécution des accords transactionnels homologués sur le territoire des autres États membres. Faut-il alors comprendre la référence à la reconnaissance dans le nouvel article 23 *bis* du Règlement n°861/2007 comme une figure de style n'emportant pas les effets juridiques qui seraient pourtant bénéfiques pour l'effectivité de l'accès à la justice ? La question a déjà été posée au regard d'une formulation équivalent au sujet des accords transactionnels homologués à l'article 48 §1 du Règlement n°4/2009 sur les

²⁰⁰⁷ CJ, concl. AG M. SZPUNAR, 3 mars 2015, *Diageo Brands*, aff. C-681/13, EU:C:2015:137, spéc. pt. 63, qui se réfère not. à l'art. 46 Règlement Bruxelles I lequel prévoit les effets sur les juridictions de l'ÉM requis d'un recours de la décision devant les juridictions de l'ÉM d'origine (art. 51 Règlement Bruxelles I refondu).

²⁰⁰⁸ Art. 1^{er} §15 Règlement n°2015/2421.

²⁰⁰⁹ Art. 59 Règlement Bruxelles I refondu.

²⁰¹⁰ Art. 3 Règlement n°2015/2421.

obligations alimentaires²⁰¹¹ ou encore sur l'article 46 du Règlement Bruxelles II *bis*. La doctrine est divergente²⁰¹². En se référant à l'approche unitaire et globale de l'accès à la justice, la transaction judiciaire homologuée devrait pouvoir bénéficier de la reconnaissance pour établir une articulation claire entre justice privée et justice étatique, de sorte que les deux communiquent et puissent avoir des effets l'une sur l'autre. Cela étant, il serait préférable d'adopter une solution telle que celle qui est envisagée pour s'assurer d'un contrôle uniforme lors de l'homologation de l'accord transactionnel. Ce système présenterait l'avantage de permettre un réel accès à la justice privée, incluant les effets recherchés quant à la décision obtenue.

470. En définitive, afin d'assurer véritablement un accès effectif à la justice privée, en l'occurrence à la justice participative, il conviendrait d'appréhender deux mesures. D'abord il s'agit de l'harmonisation du droit de la coopération judiciaire relatif à la médiation sur le modèle de la Directive 2013/11/UE. Cette mesure permettrait d'assurer un accès effectif à ce mode de justice et se conforterait à l'approche unitaire et globale de l'accès à la justice. Par ailleurs, les parties ayant recours à la médiation en vertu de la Directive 2008/52/CE seraient assurées d'obtenir une « bonne médiation », conforme aux exigences processuelles applicables en la matière. Ensuite, il serait nécessaire d'envisager une meilleure articulation entre la justice étatique et privée en instaurant un mécanisme d'homologation unifiée des accords transactionnels dans l'Espace européen de justice. Les parties pourraient alors prétendre non seulement à l'exécution de l'accord transactionnel dans un autre État membre, mais aussi à la reconnaissance pour éviter les incertitudes planant autour de la force probatoire de l'accord transactionnel homologué et éviter des frais de justice supplémentaires à la partie de bonne foi. Ces deux mesures garantiraient un accès tout aussi effectif à la justice privée qu'à la justice étatique, mais aussi une articulation entre les deux modes de justice.

²⁰¹¹ Règlement (CE) n°4/2009 du Conseil du 18 déc. 2009 relatif à la compétence, la loi applicable, la reconnaissance et l'exécution des décisions et la coopération en matière d'obligations alimentaires, JOUE L 7/1 du 10 janv. 2009.

²⁰¹² Sur ce point, V° J. BAUCHY, *L'espace civil européen : d'une structure substantielle à une construction processuelle*, thèse dirigée par M. ATTAL, Université Toulouse 1 Capitole, 2014, spéc. §252.

§2. L'adaptation des règles relatives à l'arbitrage

471. Par sa volonté de ne pas vouloir régir l'arbitrage, l'Union européenne crée des situations lacunaires où l'articulation entre justice étatique et privée repose sur le droit national des États membres, lequel n'est pas entièrement unifié en la matière²⁰¹³. Les difficultés apparaissent au stade de l'articulation entre justice étatique et justice arbitrale, notamment lorsque deux procédures sont pendantes. Afin de pouvoir assurer l'accès effectif à la justice arbitrale, il est nécessaire d'appréhender la législation actuelle à l'aune de l'approche unitaire et globale de l'accès à la justice pour permettre une pleine réalisation de ce dernier en matière arbitrale.

472. *Le regrettable statu quo en matière d'arbitrage.* Dans sa proposition relative à la révision du Règlement Bruxelles I, la Commission avait envisagé de mieux encadrer les rapports entre arbitrage et justice étatique²⁰¹⁴. L'aménagement consistait à inclure dans le régime de litispendance les cas dans lesquels la juridiction d'un État membre était saisie alors qu'un tribunal arbitral l'était déjà. La proposition imposait alors au juge de surseoir à statuer jusqu'à ce que les arbitres reconnaissent leur compétence sur le litige. Si cette proposition permettait de contrer certains effets du controversé arrêt *West Tankers*²⁰¹⁵, il aurait cependant conduit à une situation comparable à celle prévalant sous l'égide du Règlement Bruxelles I et de la jurisprudence *Gasser*²⁰¹⁶, comme le fait remarquer Fabien CADET²⁰¹⁷. Cela étant, la mesure aurait quand même eu le mérite d'offrir une articulation plus saine des deux modes de résolution des différends. Cette modification suggérée par la Commission rentrait tout à fait dans l'approche unitaire et globale de l'accès à la justice puisqu'elle permettait d'assurer l'accès à l'arbitrage des parties. L'exécution des sentences arbitrales est, quant à elle laissée à la Convention de New-York de 1958, comme le rappelle le Règlement Bruxelles I refondu qui la fait primer sur le droit de l'Union²⁰¹⁸. S'il faut regretter que le régime de litispendance avec l'arbitrage n'ait pas abouti, il faut tout de même noter l'évolution du préambule du Règlement sur ce point. Le considérant n°12 du Règlement Bruxelles I refondu tente d'éclairer sur

²⁰¹³ Cf. *supra*, §§379 et s.

²⁰¹⁴ Proposition de Règlement du Parlement européen et du Conseil concernant la compétence judiciaire, la reconnaissance et l'exécution des décisions en matière civile et commerciale (refonte), *préc.*, spéc. pt. 3.1.4, art. 29 §4 et 33.

²⁰¹⁵ CJCE 10 févr. 2009, *West Tankers*, aff. C-185/07, EU:C:2009:69 ; cf. *supra*, §380.

²⁰¹⁶ CJCE 9 déc. 2003, *Erich Gasser*, aff. C-116/02, EU:C:2003:657 ; cf. *supra*, §§167 et s.

²⁰¹⁷ F. CADET, « Le nouveau règlement Bruxelles I ou l'itinéraire d'un enfant gâté », *préc.*, spéc. §78.

²⁰¹⁸ Art. 73 §2 Règlement Bruxelles I refondu.

l'interprétation à retenir dans les situations confrontant justice étatique et arbitrage (notamment les situations similaires à celles rencontrées dans l'arrêt *West Tankers*). Ces indications, bien que permettant d'esquisser des solutions²⁰¹⁹, restent dépourvues de valeur juridique contraignante²⁰²⁰. Le *statu quo* en matière d'arbitrage ne permet donc pas d'améliorer de façon certaine les relations qu'entretiennent la justice étatique et la justice arbitrale dans l'Espace européen de justice. Il en résulte que l'accès à l'arbitrage n'est pas garanti puisqu'une partie peut toujours, en l'état actuel du droit et de la jurisprudence, saisir les juridictions d'un État membre dont le droit national ne connaît pas l'effet négatif du principe de compétence-compétence afin de traiter de la validité de la clause d'arbitrage en tant que question préliminaire.

473. *L'opportunité du recours au droit conventionnel.* Lorsque l'Union européenne exerce sa compétence partagée en matière de coopération judiciaire, elle dispose ensuite d'une compétence exclusive pour la dimension externe de l'Espace européen de justice. Cela étant, en matière d'arbitrage, cette compétence n'existe pas puisque le droit de la coopération judiciaire ne s'applique pas à l'arbitrage. Dans ce cas, l'Union ne dispose pas de compétence pour adopter ou faire adopter une convention portant sur l'arbitrage. Pourtant, une convention internationale permet d'envisager des rapports plus sains entre les deux modes de justice : la Convention de Genève de 1961 portant sur l'arbitrage commercial international²⁰²¹. Cet instrument international apparaît plus approprié que la Convention de New-York portant sur l'exécution des sentences arbitrales étrangères pour gérer la question de la validité de la clause d'arbitrage. En effet, la Convention de New-York de 1958 n'est pas très précise sur les circonstances dans lesquels le juge peut déclarer une convention d'arbitrage caduque, inopérante ou non-susceptible d'être appliquée et renvoyer les parties devant l'arbitre²⁰²². Contrairement à cette dernière, la Convention de Genève organise de manière plus claire les conditions dans lesquelles une convention d'arbitrage peut être examinées par le juge, en plus de prévoir des règles de litispendance entre procédure arbitrale et procédure judiciaire²⁰²³. Afin de mieux appréhender l'accès à la justice dans l'Espace européen de justice, l'Union pourrait sans

²⁰¹⁹ V° sur ce point, A. NUYS, « La refonte du règlement Bruxelles I », *préc.*, spéc §10.

²⁰²⁰ F. CADET, « Le nouveau règlement Bruxelles I ou l'itinéraire d'un enfant gâté », *préc.*, spéc. §80.

²⁰²¹ Convention européenne sur l'arbitrage commercial international, Genève, 21 avr. 1961, 484 RTNU 349 (vig. 7 janv. 1964 ; cf. Annexe I, tabl. 1.1).

²⁰²² Art. II §3 Convention pour la reconnaissance et l'exécution des sentences arbitrales étrangères, New-York, 10 juin 1958, 330 RTNU 5 (vig. 7 juin 1959 ; cf. Annexe I, tabl. 1.1).

²⁰²³ Art. V et VI Conv. Genève (1961).

doute adopter une recommandation préconisant aux États membres de signer et ratifier la Convention de Genève afin d'harmoniser avec plus de clarté les effets d'une clause d'arbitrage dans les relations entre les parties. En effet, sur les 28 États membres, seuls 17 ont signés et ratifié cet instrument²⁰²⁴. Par cette recommandation, le droit relatif à l'arbitrage commercial international serait harmonisé et les situations de l'arrêt *West Tankers* seraient ainsi éliminées.

Il faut cependant remarquer que la technique de la recommandation d'adhésion à une convention internationale en matière de droit de la coopération judiciaire n'a jamais été auréolée de succès. Pour s'en convaincre, il suffit s'apercevoir de l'inefficacité de cette méthode quant à la Convention de La Haye de 1980 sur l'accès international à la justice²⁰²⁵. Il conviendrait alors d'envisager une autre solution : l'harmonisation directe par le droit de la coopération judiciaire de l'Union européenne.

474. Pour une articulation par le droit de l'Union européenne. Afin d'assurer au mieux l'articulation de la justice étatique et de la justice privée, l'Union européenne pourrait venir légiférer en la matière. Comme cela a été évoqué, elle dispose d'une compétence en la matière, soit par une interprétation large des méthodes alternatives de résolution des litiges sur le fondement de l'article 81 §2 (g) du Traité FUE, soit à titre subsidiaire, pour améliorer l'effectivité de l'accès à la justice, en vertu de l'article 81 §2 (e) du Traité FUE²⁰²⁶. Dès lors, une approche unitaire et globale pourrait être adoptée sur ce point pour faire prévaloir l'accès effectif à la justice arbitrale. Il ne s'agirait pas de venir remettre en cause la Convention de New-York et ses apports, mais de travailler davantage sur l'articulation entre justice privée et justice arbitrale au stade de la saisine, et notamment quant à la validité de la convention d'arbitrage et en cas de procédure parallèle entre une juridiction d'un État membre et le tribunal arbitral. Une telle harmonisation présenterait l'avantage de retirer l'aléa pesant sur l'interprétation actuelle de l'exclusion de l'arbitrage du Règlement Bruxelles I refondu. L'ensemble des États membres appliquant les mêmes règles, la jurisprudence *West Tankers* ne poserait plus de

²⁰²⁴ Cf. Annexe I, tabl. 1.1.

²⁰²⁵ V° Proposition de recommandation du Conseil relative à la ratification par les États membres de la convention du 25 oct. 1980 tendant à faciliter l'accès international à la justice, COM(86) 610 final, JOCE C 320/9 du 13 déc. 1986 qui n'a jamais abouti ; Résolution du Parlement européen du 11 juin 2013 sur l'amélioration de l'accès à la justice : aide judiciaire accordée dans le cadre des litiges civils et commerciaux transfrontaliers (2012/2101(INI)), P7_TA(2013)0240, JOUE C 65/12 du 19 févr. 2016, spéc. pt. 28 : où le Parlement européen invite les ÉM à adhérer à la Conv. La Haye (1980).

²⁰²⁶ V° Proposition de recommandation du Conseil relative à la ratification par les États membres de la convention du 25 octobre 1980 tendant à faciliter l'accès international à la justice, COM(86) 610 final, JOCE C 320/9 du 13 déc. 1986 : celle-ci n'a jamais été suivie d'effets.

difficultés. En effet, si l'harmonisation relative aux conventions d'arbitrage limitait strictement pour le juge les possibilités de son appréciation et imposait l'effet négatif de compétence-compétence, il n'y aurait plus de risque de procédure parallèle entre arbitrage et justice étatique, cette dernière devant décliner sa compétence. L'harmonisation de l'Union pourrait s'inspirer sur ce point des articles V et VI de la Convention de Genève de 1961. Il en résulterait une approche cohérente et unitaire des difficultés rencontrées quant à l'articulation des deux modes de justice. Surtout, cette harmonisation de l'Union européenne entraînerait une compétence exclusive de la Cour de Justice de l'Union européenne pour l'interprétation des dispositions. Le droit de la coopération judiciaire régulant directement ce types de conditions serait alors appliqué de manière uniforme dans tous les États membres de l'Union européenne. Il s'agit d'un grand avantage sur le droit international qui, à l'heure actuel, aussi bien pour la Convention de New-York que pour celle de Genève, est interprété par les juridictions nationales, sans qu'il existe d'interprétation uniforme ou d'harmonisation de l'interprétation des dispositions de ces instruments. En définitive, l'adoption par l'Union européenne d'un instrument venant uniformiser ces points relativement à l'appréciation et aux effets des conventions d'arbitrage permettrait d'assurer un accès effectif à la justice étatique, particulièrement quant à sa composante matérielle relative à l'accès à un mode de résolution des différends (l'exécution des sentences arbitrales dans l'Union européenne se reposant déjà sur la Convention de New-York).

475. Des solutions existent pour permettre un meilleur accès à la justice arbitrale. Le *statu quo* conservé dans le Règlement Bruxelles I refondu n'est pas de nature à améliorer les lacunes identifiées en la matière. Cependant, l'Union européenne pourrait soit encourager les États membres à signer et ratifier la Convention de Genève sur l'arbitrage commercial international ou encore, et c'est certainement le moyen le plus sûr pour arriver au meilleur résultat, s'employer à harmoniser les conditions relatives à la validité et aux effets des conventions d'arbitrage par le droit de la coopération judiciaire. Il en résulterait assurément une meilleure articulation entre la justice privée et la justice étatique au sein de l'Espace européen de justice afin que l'ensemble des citoyens et des entreprises puisse bénéficier d'un régime uniforme en la matière.

476. La justice privée peut aussi être appréhendée par l'approche unitaire et globale de l'accès à la justice dans l'Espace européen de justice. Une action de l'Union européenne est cependant nécessaire, aussi bien pour la justice participative qu'arbitrale, pour permettre une réelle cohérence et synergie avec la justice étatique. Elle dispose des compétences nécessaires en la matière et peut s'inspirer d'instruments internationaux pour améliorer l'accès effectif à la justice. Encore faut-il obtenir l'assentiment du Parlement européen et du Conseil, ce qui n'est pas une mince affaire, notamment en matière d'arbitrage, au regard de la procédure de révision du Règlement Bruxelles I refondu. *A contrario*, l'harmonisation plus étendue de la procédure de médiation semble être à portée de main au regard des récents développements en la matière pour le règlement extrajudiciaire des litiges de consommation.

Conclusion du Chapitre 2

477. Les insuffisances affectant l'effectivité de l'accès à la justice ne sont pas irrémédiables. L'approche unitaire et globale permet d'entrevoir des solutions pour améliorer l'effectivité et la cohérence générale de l'Espace européen de justice.

Elle l'aborde tout d'abord dans sa dimension externe par le biais de différentes méthodes. Il s'agit dans un premier temps de se tourner vers la négociation et la conclusion de conventions internationales portant sur l'accès à la justice entre l'Union européenne et les États tiers. Si elle est la solution la plus efficace, elle est aussi la solution la plus difficile à mettre en œuvre, notamment en raison de la nature atypique de l'Union sur la scène internationale. Cela étant, l'Union dispose également, dans un second temps et sous certaines conditions, de la possibilité d'harmoniser le droit conventionnel des États membres sur ces questions. Cette technique doit notamment être privilégiée pour assurer la composante matérielle de l'obtention des décisions de l'accès à la justice et offrir à tous les citoyens, quelque soit l'État membre où le litige transfrontière est résolu, les mêmes mécanismes de coopération. Enfin, le droit de la coopération judiciaire peut également s'adapter au contexte global et conditionner son application pour assurer l'exécution des décisions prises dans l'Espace européenne de justice par un État tiers.

Pour la cohérence des modes de justice ensuite, il est possible d'envisager différentes solutions permettant de mieux articuler la médiation et l'arbitrage vis-à-vis du règlement judiciaire des différends internationaux. C'est principalement par une modification du droit de la coopération judiciaire de l'Union que ces modifications sont le plus susceptibles de se réaliser pour atteindre l'objectif d'accès à la justice dans l'Espace européen de justice.

Dans un cas comme dans l'autre, ces modifications nécessitent une volonté politique. Il appartient à la Commission d'entreprendre les initiatives nécessaires pour améliorer la cohérence de l'Espace européen de justice et parfaire la réalisation plurale de l'accès à la justice.

CONCLUSION DU TITRE SECOND

478. L'accès à la justice dans l'Espace européen de justice est perfectible et des mesures peuvent être envisagées pour parvenir à un meilleur résultat.

Pour ce faire, il faut changer d'approche : l'unité est nécessaire. Il faut donc envisager une construction de l'Espace européen de justice qui soit cohérente dans ses aspects matériels, institutionnels et géographiques. Ces derniers permettent d'envisager l'accès à la justice de manière cohérente dans toutes ses composantes. Mais l'approche se doit aussi d'être globale pour permettre la prise en compte des différents modes de justice, mais aussi du caractère transfrontière des litiges. En effet, pour assurer l'effectivité de l'accès à la justice, il est nécessaire d'envisager une cohérence non seulement interne, mais aussi internationale.

Les solutions envisagées sont d'ailleurs révélatrices : *in fine*, peu d'effort sont véritablement requis pour apporter davantage de cohérence à l'Espace européen de justice et garantir le même accès à la justice à tous les citoyens et toutes les entreprises de l'Union. Une meilleure articulation avec la dimension externe de cet Espace ou entre les modes de justice doit permettre d'améliorer et de restructurer la construction de l'accès à la justice afin qu'il puisse être effectif.

CONCLUSION DE LA SECONDE PARTIE

479. La réalisation de l'accès à la justice est perfectible. Le droit de la coopération judiciaire présente des lacunes dans différentes situations, mais à des degrés différents puisque dans certains cas, des solutions législatives ou jurisprudentielles ont déjà été apportées.

Il en va ainsi pour la résolution judiciaire des litiges commerciaux transfrontières intra-Union européenne. Les difficultés existantes tiennent surtout de l'équilibre entre l'accès à la justice des deux parties à l'action. Cela étant, l'objectif d'accès à la justice est suppléé par le droit fondamental d'accès à la justice. Dès lors, des aménagements jurisprudentiels et législatifs ont été adoptés pour rétablir l'équilibre entre le demandeur et le défendeur à l'action. Il faut d'ailleurs poser un regard satisfait sur la réalisation de l'accès à la justice dans ce cadre.

Cela étant, des insuffisances ont été identifiées et celles-ci appellent une intervention législative qui se fait attendre. Il en va ainsi de la gestion et de la cohérence de la dimension externe de l'Espace européen de justice où l'accès à la justice varie d'un État membre à l'autre. Les quelques mesures adoptées n'emportent pas la conviction et, surtout, ne permettent pas d'atteindre pleinement l'objectif d'accès à la justice. Le même constat peut être posé au regard de l'appréhension de la justice privée. Si elle se développe, il faut aussi noter que la législation de l'Union en la matière n'est pas suffisante pour permettre la réalisation de l'accès à la justice. La diversification des approches pour sa concrétisation est donc source d'imperfections.

Pour pallier ces difficultés, il est possible d'envisager une approche différente pour la réalisation de l'accès à la justice. Il s'agit d'appréhender sa concrétisation à travers une approche unitaire et globale. Dans l'élaboration du droit de la coopération judiciaire, l'Union devrait ainsi toujours faire en sorte que l'ensemble des éléments matériels constituant l'accès à la justice puissent se réaliser. De plus, l'Union doit également prendre en compte la dimension externe de l'Espace européen de justice afin de mieux coordonner son action avec les États tiers pour assurer l'effectivité de l'accès à la justice à tous les citoyens et toutes les entreprises quelque soit le lieu où l'action ou le processus sont engagés.

Suivant cette approche unitaire et globale, la réalisation de l'accès à la justice gagnerait à prévoir certaines règles qui apporteraient davantage de cohérence et

permettraient véritablement aux citoyens et aux entreprises de l'Union de bénéficier, dans l'Espace européen de justice, d'un accès effectif à la justice. Les efforts devraient alors se concentrer sur l'articulation du droit de la coopération judiciaire avec les ordres judiciaires des États tiers afin de favoriser l'exécution des décisions à l'étranger. Les efforts devraient également se concentrer sur l'harmonisation du droit conventionnel des États membres pour atteindre cet objectif. Enfin, des mesures peuvent être proposées pour mieux encadrer l'accès à la justice privée et ouvrir la voie d'une véritable coordination avec la justice étatique.

CONCLUSION

480. Au seuil de l'étude, la formule simple de l'article 67 §4 du Traité FUE a conduit à poser la question de la réalisation de l'accès à la justice pour la résolution des litiges commerciaux transfrontières dont la charge est dévolue à l'Union européenne. À son terme, une constatation s'impose : le contrat n'est que partiellement rempli et des efforts restent à fournir. Des solutions sont toutefois envisageables.

481. *La nature de l'accès à la justice.* Pour arriver à ce constat, il a d'abord été nécessaire de revenir sur la nature de l'accès à la justice dans l'Union européenne. Mentionné à plusieurs reprises dans les Traités, il a été constaté une évolution de son appréhension générale. Il s'agit d'abord d'un objectif qui a été révélé par la construction européenne, aujourd'hui au cœur de l'Espace européen de justice. Appréhendé par les organes politiques de l'Union, il permet de guider l'action législative relative à la coopération et la coordination judiciaire et extrajudiciaire en matière civile et commerciale. Par ailleurs, l'accès à la justice s'envisage également comme un droit processuel consacré par la Charte des droits fondamentaux de l'Union européenne. Dans cette perspective, le droit fondamental d'accès à la justice s'impose alors comme l'alpha et l'oméga de l'accès au juge. Cette double nature pose les bases du développement du droit de la coopération judiciaire qui doit permettre de concrétiser l'accès à la justice.

482. *La concrétisation de l'accès à la justice.* Pour permettre aux justiciables de résoudre leurs différends commerciaux transfrontières, le droit de la coopération judiciaire a mis en place des règles permettant la coopération et la coordination des ordres judiciaires des États membres de l'Union européenne. Principalement centré sur l'accès au juge, il faut néanmoins constater le développement de mesures permettant aux opérateurs économiques de s'adresser à la justice privée pour résoudre leurs différends. L'ensemble est soutenu par une série de mesures visant l'instauration d'un environnement

judiciaire commun. Globalement, il semble alors que l'accès à la justice, tel qu'il est concrétisé par le droit de la coopération judiciaire et le droit de l'Union européenne, permet la réalisation de l'objectif affiché par le Traité.

483. *Les difficultés relatives à la réalisation de l'accès à la justice.* Force est cependant de constater que la réalisation de l'accès à la justice est imparfaite. Une distinction peut être faite entre l'accès au juge et l'accès à la justice privée. Pour le premier, il apparaît que les imperfections qui peuvent se révéler dans sa mise en œuvre par les juridictions nationales peuvent être corrigées par le droit fondamental d'accès à la justice. Cependant, les tempéraments sont limités dans leurs effets. Dans sa dimension interne, l'Espace européen de justice voit l'accès au juge se réaliser pleinement. *A contrario*, malgré l'ascendance du droit processuel, des imperfections demeurent pour la résolution de litiges commerciaux transfrontières se rattachant à un État tiers. Pour l'accès à la justice privée, les lacunes sont plus importantes et le droit processuel ne permet pas de corriger les carences du droit de la coopération judiciaire. Il apparaît qu'en l'état actuel, seule la concrétisation de l'accès au juge dans la dimension interne de l'Espace européen de justice satisfait pleinement à l'objectif assigné à l'Union européenne.

484. *Parfaire la réalisation de l'accès à la justice par une approche unitaire et globale de l'accès à la justice.* Afin de pallier les difficultés rencontrées, une nouvelle approche est préconisée. Elle s'inspire de la réalisation de l'accès au juge dans la dimension interne de l'Espace européen de justice et se fonde sur les compétences actuelles de l'Union européenne. Tout d'abord, il faut constater que l'accès à la justice se caractérise par plusieurs éléments matériels qui, lorsqu'ils sont tous concrétisés, permettent de réaliser pleinement l'objectif énoncé par l'article 67 §4 du Traité FUE. La concrétisation de l'accès au juge dans la dimension externe de l'Espace européen de justice, tout comme l'accès à la justice privée, pourrait être améliorée pour atteindre l'objectif poursuivi par l'Union. Il faut par ailleurs s'atteler à adopter une approche globale. Celle-ci démontre le besoin d'une action extérieure plus forte de la part de l'Union vis-à-vis des pays tiers et des organisations internationales. L'approche globale prône également pour davantage de flexibilité dans l'appréhension des litiges commerciaux transfrontières rattachés à l'Union. *In fine*, cette perspective doit permettre à tous les opérateurs économiques de bénéficier du même accès à la justice, quelque soit l'État membre dans lequel la résolution du litige est demandée et le mode de justice choisi.

485. « L'Union facilite l'accès à la justice ». Si la formule est simple et lapidaire, son analyse en révèle toute la richesse. Objectif et droit processuel, sa réalisation permet d'assurer la résolution des litiges commerciaux transfrontières dans l'Espace européen de justice. En l'état actuel du droit, sa concrétisation est imparfaite. Toutefois, l'Union européenne dispose des clefs nécessaires pour atteindre pleinement cet objectif. Utopiste s'il en est, l'approche suggérée pourrait également permettre d'embrasser tous les litiges transfrontières en matière civile et commerciale afin que l'accès à la justice, dans l'Espace européen de justice, deviennent une réalité universelle.

ANNEXES

Dernière mise à jour au 11 sept. 2016.

ANNEXE I. INSTRUMENTS RELATIFS À LA COOPÉRATION JUDICIAIRE	450
Tableau 1.1. Liste des instruments de source internationale	450
Tableau 1.2. Liste des instruments du droit de l'Union européenne	454
Tableau 1.3. Liste des « codes pays »	459
Tableau 1.4. Déclarations relatives au défendeur non comparant	460
Tableau 1.5. Existence d'une voie de recours (à l'exception de la cassation)	461
Figure 1.1. Instruments relatifs à la compétence internationale	462
Figure 1.2. Instruments relatifs à l'aide judiciaire	463
Figure 1.3. Instruments relatifs à la signification et à la notification des actes judiciaires et extrajudiciaires	464
Figure 1.4. Instruments relatifs à l'obtention des preuves à l'étranger en matière civile et commerciale	465
ANNEXE II. RÉGIMES LINGUISTIQUES.....	466
Tableau 2.1. Régime linguistique dans le droit dérivé de l'Union européenne	466
Tableau 2.2. Langues acceptées par les autorités compétentes des États membres de l'Union européenne pour la transmission des formulaires du droit de la coopération judiciaire	471
Tableau 2.3. Régime linguistique dans le droit conventionnel.....	477
ANNEXE III. RÉGIME DES CLAUSES ATTRIBUTIVES D'ÉLECTION DE <i>FOR</i>	478
Tableau 3.1. Articulation entre la Convention de La Haye et le Règlement Bruxelles I refondu	478
ANNEXE IV. RÉGIME DE RECONNAISSANCE ET D'EXÉCUTION DES DÉCISIONS JUDICIAIRES	479
Tableau 4.1. Conditions de régularité des décisions étrangères	479
ANNEXE V. LISTE DES ÉTATS CONTRACTANTS AUX PRINCIPALES CONVENTIONS DE LA HAYE.....	482
Tableau 5.1. Convention du 15 nov. 1965 relative à la signification et à la notification à l'étranger des actes judiciaires et extrajudiciaires en matière civile et commerciale	482
Tableau 5.2. Convention du 18 mars 1970 sur l'obtention des preuves à l'étranger en matière civile et commerciale	484
Tableau 5.3. Convention du 25 octobre 1980 tendant à faciliter l'accès international à la justice	486
Tableau 5.4. Convention du 30 juin 2005 sur les accords d'élection de for.....	487

ANNEXE I. INSTRUMENTS RELATIFS À LA COOPÉRATION JUDICIAIRE

Tableau 1.1. Liste des instruments de source internationale

(Tableau 1.1 page suivante)

	Date de signature ou date d'adoption	Lieu de conclusion	Date d'entrée en vigueur	Nombre d'États membres participant	Nombre d'États contractants	Référence	Nom abrégé
Convention de sauvegarde des Droits de l'Homme et des Libertés fondamentales	4 nov. 1950	Rome (Italie)	3 sept. 1953 [3 sept. 1953 (DE, DK, IE, IS, LU, NO, UK, SE), 31 août 1954 (NL), 14 juin 1955 (BE), 26 oct. 1955 (IT), 3 sept. 1958 (AT), 6 oct. 1962 (CY), 23 janv. 1967 (MT), 3 mai 1974 (FR), 28 nov. 1974 (EL, CH), 9 nov. 1978 (PT), 4 oct. 1979 (ES), 8 sept. 1982 (LI), 10 mai 1990 (FI), 7 sept. 1992 (BG), 5 nov. 1992 (HR), 1 janv. 1993 (CZ, SK), 19 janv. 1993 (PL), 20 juin 1994 (RO), 28 juin 1994 (SI), 20 juin 1995 (LT), 16 avr. 1996 (EE), 27 juin 1997 (LV), 5 nov. 1997 (HR)]	28	47	STE n°5	CSDHLF
Convention relative à la procédure civile	1 mars 1954	La Haye (Pays-Bas)	12 avr. 1957 [12 avr. 1957 (AT, FI, IT, LU), 5 juil. 1957 (CH), 19 févr. 1958 (SE), 23 juin 1958 (BE), 20 juil. 1958 (NO), 18 nov. 1958 (DK), 11 juin 1959 (FR), 27 juin 1959 (NL), 1 janv. 1960 (DE), 19 nov. 1961 (ES), 13 mars 1963 (PL), 18 févr. 1966 (HU), 31 août 1967 (PT), 29 janv. 1972 (RO), 25 juin 1991 (SI), 1 oct. 1991 (HR), 1 janv. 1993 (CZ, SK), 12 sept. 1993 (LV), 1 mars 2001 (CY), 17 juil. 2003 (LT), 31 juil. 2009 (IS)]	DE, AT, BE, CY, HR, DK, ES, FI, FR, HU, IT, LV, LT, LU, NL, PL, PT, CZ, RO, SK, SI, SE (22)	49	Recueil des conventions de La Haye n°2	Conv. La Haye (1954)
Convention pour la reconnaissance et l'exécution des sentences arbitrales étrangères	10 juin 1958	New-York (États-Unis)	7 juin 1959 [26 juin 1959 (FR), 2 mai 1961 (AT), 14 mars 1961 (NO), 28 juin 1961 (DE), 13 sept. 1961 (RO), 3 oct. 1961 (PL), 10 oct. 1961 (BG), 19 janv. 1962 (FI), 5 mars 1962 (HU), 16 juil. 1962 (EL), 24 avr. 1964 (NL), 1 juin 1965 (CH), 31 janv. 1969 (IT), 28 janv. 1972 (SE), 22 déc. 1972 (DK), 18 août 1975 (BE), 24 sept. 1975 (UK), 12 mai 1977 (ES), 29 déc. 1980 (CY), 12 mai 1981 (IE), 9 sept. 1983 (LU), 14 avr. 1992 (LV), 6 juil. 1992 (SI), 28 mai 1993 (SK), 26 juil. 1993 (HR), 30 août 1993 (EE), 30 sept. 1993 (CZ), 18 oct. 1994 (PT), 14 mars 1995 (LT), 22 juin 2000 (MT), 24 janv. 2002 (IS), 7 juil. 2010 (LI)]	28	156	330 RTNU 3	Conv. New-York (1958)
Convention européenne sur l'arbitrage commercial international	21 avr. 1961	Genève (Suisse)	7 janv. 1964 [7 janv. 1964 (HU, RO), 13 mai 1964 (BG), 4 juin 1964 (AT), 14 déc. 1964 (PL), 25 janv. 1965 (DE), 13 mars 1967 (FR), 1 nov. 1970 (IT), 22 mars 1973 (DK), 10 août 1975 (ES), 7 janv. 1976 (BE), 24 juin 1982 (LU), 25 juin 1991 (SI), 8 oct. 1991 (HR), 1 janv. 1993 (CZ, SK), 18 juin 2003 (LT)]	DE, AT, BE, BG, HR, DK, ES, FR, HU, IT, LV, LU, PL, CZ, RO, SK, SI (17)	31	484 RTNU 349	Conv. Genève (1961)

	Date de signature ou date d'adoption	Lieu de conclusion	Date d'entrée en vigueur	Nombre d'États membres participant	Nombre d'États contractants	Référence	Nom abrégé
Convention supprimant l'exigence de la légalisation des actes publics étrangers	5 oct. 1961	La Haye (Pays-Bas)	24 janv. 1965 [24 janv. 1965 (FR, UK), 8 oct. 1965 (NL), 13 févr. 1966 (DE), 13 janv. 1968 (AT), 3 mars 1968 (MT), 4 févr. 1969 (PT), 18 janv. 1973 (HU), 11 mars 1973 (CH), 30 avr. 1973 (CY), 2 févr. 1976 (BE), 11 févr. 1978 (IT), 25 sept. 1978 (ES), 3 juin 1979 (LU), 29 juil. 1983 (NO), 18 mai 1985 (EL), 26 août 1985 (FI), 25 juin 1991 (SI), 8 oct. 1991 (HR), 30 janv. 1996 (LV), 19 juil. 1997 (LT), 9 mars 1999 (IE), 16 mars 1999 (CZ), 1 mai 1999 (SE), 16 mars 2001 (RO), 29 avr. 2001 (BG), 30 sept. 2001 (EE), 18 févr. 2002 (SK), 27 nov. 2004 (IS), 14 août 2005 (PL), 29 déc. 2006 (DK)]	28	112	Recueil des conventions de La Haye n°12	Conv. Apostille (1961)
Convention relative à la signification et à la notification à l'étranger des actes judiciaires et extrajudiciaires en matière civile et commerciale	15 nov. 1965	La Haye (Pays-Bas)	10 févr. 1969 [10 févr. 1969 (NO, UK), 1 oct. 1969 (DK, SE), 10 nov. 1969 (FI), 18 janv. 1971 (BE), 1 sept. 1972 (FR), 25 févr. 1974 (PT), 7 sept. 1975 (LU), 2 janv. 1976 (NL), 26 juin 1979 (DK), 24 janv. 1982 (IT), 1 juin 1983 (CY), 18 sept. 1983 (EL), 3 août 1987 (ES), 1 janv. 1993 (CZ, SK), 4 juin 1994 (IE), 1 janv. 1995 (CH), 1 nov. 1995 (LV), 1 sept. 1996 (PL), 1 oct. 1996 (EE), 1 août 2000 (BG), 1 juin 2001 (LT, SI), 1 avr. 2004 (RO), 1 avr. 2005 (HU), 1 nov. 2006 (HR), 1 juil. 2009 (IS), 1 oct. 2011 (MT)]	DE, BE, BG, CY, HR, DK, ES, EE, FI, FR, EL, HU, IE, IT, LV, LT, LU, MT, NL, PL, PT, CZ, RO, UK, SK, SI, SE (27)	71	Recueil des conventions de La Haye n°14	Conv. La Haye (1965)
Arrangement relatif à l'application de la Convention européenne sur l'arbitrage commercial international	20 janv. 1966	Paris (France)	25 janv. 1965 [25 janv. 1965 (DE, AT), 16 mars 1967 (FR), 22 mars 1973 (DK), 7 janv. 1976 (BE), 9 juin 1976 (IT), 24 juin 1982 (LU)]	DE, AT, BE, DK, FR, IT, LU (7)	8	STE n°42	
Convention sur l'obtention des preuves à l'étranger en matière civile et commerciale	18 mars 1970	La Haye (Pays-Bas)	7 oct. 1972 [7 oct. 1972 (DK, NO), 6 oct. 1974 (FR), 11 mai 1975 (PT), 1 juil. 1975 (SE), 6 juin 1976 (FI), 14 sept. 1976 (UK), 1 sept. 1977 (LU), 26 juin 1979 (DE), 7 juin 1981 (NL), 21 août 1982 (IT), 14 mars 1983 (CY), 21 juil. 1987 (ES), 1 janv. 1993 (CZ, SK), 1 janv. 1995 (CH), 27 mai 1995 (LV), 2 avr. 1996 (EE), 13 avr. 1996 (PL), 22 janv. 2000 (BG), 1 oct. 2000 (LT), 17 nov. 2000 (SI), 20 oct. 2003 (RO), 11 sept. 2004 (HU), 19 mars 2005 (EL), 9 janv. 2009 (IS), 30 nov. 2009 (HR), 25 avr. 2011 (MT)]	DE, BG, CY, HR, DK, ES, EE, FI, FR, EL, HU, IT, LV, LT, LU, MT, NL, PL, PT, CZ, RO, UK, SK, SI, SE (25)	59	Recueil des conventions de La Haye n°20	Conv. La Haye (1970)
Accord européen sur la transmission des demandes d'assistance judiciaire	27 janv. 1977	Strasbourg (France)	28 févr. 1977 [28 févr. 1977 (EL, LU, SE), 25 juil. 1977 (NO), 18 févr. 1978 (UK), 11 juin 1978 (BE), 11 nov. 1979 (DK), 22 janv. 1980 (FR), 27 juil. 1980 (FI), 16 mars 1982 (AT), 7 juil. 1983 (IT), 30 déc. 1985 (ES), 17 juil. 1986 (PT), 16 déc. 1988 (IE), 13 avr. 1992 (NL), 1 juil. 1996 (BG), 17 nov. 1996 (LT), 2 janv. 1995 (CH), 19 avr. 1997 (PL), 17 janv. 1999 (EE), 9 oct. 2000 (CZ), 1 juil. 2001 (LV), 16 mars 2006 (RO), 13 mars 2014 (CY)]	AT, BE, BG, CY, DK, ES, EE, FI, FR, EL, IE, IT, LV, LT, LU, NL, PL, PT, CZ, RO, UK, SE (22)	32	STE n°92	Accord européen (1977)

	Date de signature ou date d'adoption	Lieu de conclusion	Date d'entrée en vigueur	Nombre d'États membres participant	Nombre d'États contractants	Référence	Nom abrégé
Convention tendant à faciliter l'accès international à la justice	25 oct. 1980	La Haye (Pays-Bas)	1 mai 1988 [1 mai 1988 (ES, FR, SE), 1 sept. 1988 (FI), 25 juil. 1991 (SI), 8 oct. 1991 (HR), 1 juin 1992 (NL), 1 nov. 1992 (PL), 1 janv. 1995 (CH), 1 mai 1996 (EE), 1 févr. 2000 (BG), 1 mars 2000 (LV), 1 oct. 2000 (CY), 1 nov. 2000 (LT), 1 juil. 2001 (CZ), 1 mai 2003 (LU), 1 juin 2003 (SK), 1 nov. 2003 (RO), 1 mai 2011 (MT)]	BG, CY, HR, ES, EE, FI, FR, LV, LT, LU, MT, NL, PL, CZ, RO, SK, SI, SE (18)	28	Recueil des conventions de La Haye n°29	Conv. La Haye (1980)
Protocole additionnel à l'Accord européen sur la transmission des demandes d'assistance judiciaire	4 oct. 2001	Moscou (Russie)	1 sept. 2002 [1 sept. 2002 (SE), 1 nov. 2002 (DK), 1 sept. 2002 (EE), 1 avr. 2003 (LV), 1 sept. 2004 (LT), 1 nov. 2004 (FI), 1 sept. 2005 (CZ), 1 juin 2006 (CY)]	CY, DK, EE, FI, LV, LT, CZ, SE (8)		STE n°179	
Convention sur les accord d'élection de for	30 juin 2005	La Haye (Pays-Bas)	1 oct. 2015 (DE, AT, BE, BG, CY, HR, ES, EE, FI, FR, EL, HU, IE, IT, LV, LT, LU, NL, PL, PT, CZ, RO, UK, SK, SI, SE)	Tous sauf le Danemark (27)	29	Recueil des conventions de La Haye n°37	Conv. La Haye (2005)

Tableau 1.2. Liste des instruments du droit de l'Union européenne

(Tableau 1.2 page suivante)

Légende

* Uniquement pour le droit conventionnel. Le cas échéant, les dates d'entrée en vigueur par pays sont précisées, mais seulement pour les États membres de l'Union européenne et des pays de l'AELE (lorsque l'entrée en vigueur n'est pas simultanée dans tous les États contractants)

** La date d'application correspond à la date d'entrée en vigueur ou d'application pour les règlements et à la date de transposition pour les directives (en l'absence de date, c'est le délai de transposition par défaut qui s'applique)

*** Uniquement applicable pour les instruments de l'Union européenne

	Date de signature ou date d'adoption	Lieu de conclusion*	Date d'entrée en vigueur*	Nombre d'États membres participant*	Nombre d'États contractants *	Date d'application n**	Référence	Visa***	Nom abrégé
Convention concernant la compétence judiciaire et l'exécution des décisions en matière civile et commerciale	27 sept. 1968	Bruxelles (Belgique)	1 févr. 1973 (CEE)	DE, BE, FR, IT, LU, NL (6)	6		JOCE L 299/32 du 31 déc. 1972	Art. 220 Traité CEE	Conv. Bruxelles (1968)
Protocole concernant l'interprétation par la Cour de justice de la convention du 27 septembre 1988 concernant la compétence judiciaire et l'exécution des décisions en matière civile et commerciale	3 juin 1971	Luxembourg (Luxembourg)	1 sept. 1975 (CEE)	DE, BE, FR, IT, LU, NL (6)	6		JOCE L 304/97 du 30 oct. 1978		
Directive 77/249/CEE du Conseil tendant à faciliter l'exercice effectif de la libre prestation de services par les avocat	22 mars 1977					Art. 8	JOCE L 78/17 du 26 mars 1977	Art. 57 ; 66 Traité CEE	
Convention relative à l'adhésion du Royaume de Danemark, de l'Irlande et du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord à la convention concernant la compétence judiciaire et l'exécution des décisions en matière civile et commerciale, ainsi qu'au protocole concernant son interprétation par la Cour de justice	9 oct. 1978	Luxembourg (Luxembourg)	1 nov. 1986 (DE, BE, DK, FR, LU, NL), 1 janv. 1987 (UK), 1 juin 1988 (IE)	DE, BE, DK, FR, IT, IE, LU, NL, UK (9)	9		JOCE L 304/1 du 30 oct. 1978		
Convention relative à l'adhésion de la République hellénique à la convention concernant la compétence judiciaire et l'exécution des décisions en matière civile et commerciale, ainsi qu'au protocole concernant son interprétation par la Cour de justice, avec les adaptations y apportées par la convention relative à l'adhésion du Royaume de Danemark, de l'Irlande et du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord	25 oct. 1982	Luxembourg (Luxembourg)	1 avr. 1989 (DE, BE, DK, FR, EL, IT, IE, LU, NL), 1 oct. 1989 (UK)	DE, BE, DK, FR, EL, IT, IE, LU, NL, UK (10)	10		JOCE L 388/2 du 31 déc. 1982		
Convention relative à la suppression de la légalisation d'actes dans les États membres des Communautés européennes	25 mai 1987	Bruxelles (Belgique)	12 mars 1992 [12 mars 1992 (DK, FR, IT), 28 avr. 1997 (BE), 8 mars 1999 (IE), 31 oct. 2010 (LV), 21 sept 2013 (EE)]	BE, DK, EE, FR, IT, IE, LV (7)	7		JORF n°84 du 8 avr. 1992, p. 5191		
Convention concernant la compétence judiciaire et l'exécution des décisions en matière civile et commerciale	16 sept. 1988	Lugano (Suisse)	1 janv. 1992 [1 janv. 1992 (FR, NL, CH), 1 déc. 1992 (IT), 1 janv. 1993 (SE), 1 mai 1993 (NO), 1 juil. 1993 (FI), 1 déc. 1993 (IE), 1 nov. 1994 (ES) 1 mars 1995 (DE), 1 déc. 1995 (IS), 1 mars 1996 (DK), 1 sept. 1996 (AT), 1 sept. 1997 (EL), 1 oct. 1997 (BE), 1 oct. 1998 (UK), 1 févr. 2000 (PL)]	DE, AT, BE, DK, ES, FI, FR, EL, IE, IT, NL, PL, EL, SE (14)	14		1659 RTNU 13		Conv. Lugano (1988)
Convention relative à l'adhésion du Royaume d'Espagne et de la République portugaise à la convention concernant la compétence judiciaire et l'exécution des décisions en matière civile et commerciale, ainsi qu'au protocole concernant son interprétation par la Cour de justice, avec les adaptations y apportées par la convention relative à l'adhésion du Royaume de Danemark, de l'Irlande et du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord et les adaptations y apportées par la convention relative à l'adhésion de la République hellénique	26 mai 1989	Saint-Sébastien (Espagne)	1 févr. 1991 [1 févr. 1991 (ES, FR, NL), 1 déc. 1991 (UK), 1 févr. 1992 (LU), 1 mai 1992 (IT), 1 juil. 1992 (EL, PT), 1 déc. 1993 (IE), 1 déc. 1994 (DE), 1 mars 1996 (DK), 1 oct. 1997 (BE)]	DE, BE, DK, ES, FR, EL, IT, IE, LU, NL, PT, UK (12)	12		JOCE L 285/1 du 3 oct. 1989		

	Date de signature ou date d'adoption	Lieu de conclusion*	Date d'entrée en vigueur*	Nombre d'États membres participant*	Nombre d'États contractants*	Date d'application**	Référence	Visa***	Nom abrégé
Action commune 96/636/JAI adoptée par le Conseil sur la base de l'article K.3 du traité sur l'Union européenne, établissant un programme d'encouragement et d'échanges destinés aux praticiens de la justice (Grotius)	28 oct. 1996					28 oct. 1996	JOCE L 287/3 du 8 nov. 1996	Art. K.3 §2 (b) ; K.8 §2 Traité UE	Programme Grotius
Convention relative à l'adhésion de la République d'Autriche, de la République de Finlande et du royaume de Suède à la convention concernant la compétence judiciaire et l'exécution des décisions en matière civile et commerciale, ainsi qu'au protocole concernant son interprétation par la Cour de justice, avec les adaptations y apportées par la convention relative à l'adhésion du Royaume de Danemark, de l'Irlande et du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, par la convention relative à l'adhésion de la République hellénique et par la convention relative à l'adhésion du royaume d'Espagne et de la République portugaise	29 nov. 1996	Bruxelles (Belgique)	1 déc. 1998 [1 déc. 1998 (AT, DK, NL), 1 janv. 1999 (DE, SE), 1 avr. 1999 (ES, FI), 1 juin 1999 (IT), 1 oct. 1999 (EL, PT), 1 déc. 1999 (IE), 1 mai 2000 (LU), 1 août 2000 (FR), 1 janv. 2001 (UK), 1 août 2004 (BE)]	DE, AT, BE, DK, ES, FI, FR, EL, IE, IT, LU, NL, PT, UK, SE (15)	15		JOCE C 15/1 du 15 janv. 1997		
Directive 98/5/CE du Parlement européen et du Conseil visant à faciliter l'exercice permanent de la profession d'avocat dans un État membre autre que celui où la qualification a été acquise	16 févr. 1998					14 mars 2000	JOCE L 77/36 du 14 mars 1998	Art. 49 ; 57 §1, §2 Traité CE	
Décision 1496/98/CE du Parlement européen et du Conseil établissant un programme d'action pour l'amélioration de la sensibilisation des professions juridiques au droit communautaire (action Robert-Schuman)	22 juin 1998					14 juil. 1998	JOCE L 196/24 du 14 juil. 1998	Art. 100 A Traité CE	Action Robert-Schuman
Règlement (CE) n°1348/2000 du Conseil relatif à la signification et à la notification dans les États membres des actes judiciaires et extrajudiciaires en matière civile et commerciale	29 mai 2000					31 mai 2001	JOCE L 160/37 du 30 juin 2000	Art. 61 (c) ; 67 §1 Traité CE	Règlement n°1348/2000
Règlement (CE) n°44/2001 du Conseil concernant la compétence judiciaire, la reconnaissance et l'exécution des décisions en matière civile et commerciale	22 déc. 2000					1 mars 2002	JOCE L 12/1 du 16 janv. 2001	Art. 61 (c) ; 67 §1 Traité CE	Règlement Bruxelles I
Règlement (CE) n°290/2001 du Conseil portant renouvellement du programme d'encouragement et d'échanges destiné aux praticiens de la justice dans le domaine du droit civil (Grotius-civil)	12 févr. 2001					14 févr. 2001	JOCE L 43/1 du 14 févr. 2001	Art. 61 (c) ; 67 §1 Traité CE	Programme Grotius-civil
Décision 2001/470/CE du Conseil relative à la création d'un réseau judiciaire européen en matière civile et commerciale	28 mai 2001						JOCE L 174/25 du 27 juin 2001	Art. 61 (c), (d) Traité CE	
Règlement (CE) n°1206/2001 du Conseil relatif à la coopération entre les juridictions des États membres dans le domaine de l'obtention des preuves en matière civile et commerciale	28 mai 2001					1 janv. 2004	JOCE L 174/1 du 27 juin 2001	Art. 61 (c) ; 67 §1 Traité CE	Règlement n°1206/2001
Règlement (CE) n°743/2002 du Conseil établissant un cadre général communautaire d'activités en vue de faciliter la coopération judiciaire en matière civile	25 avr. 2002					1 mai 2002	JOCE L 115/1 du 1 mai 2002	Art. 61 (c) ; 67 §1 Traité CE	Règlement n°743/2002

	Date de signature ou date d'adoption	Lieu de conclusion*	Date d'entrée en vigueur*	Nombre d'États membres participant*	Nombre d'États contractants*	Date d'application n**	Référence	Visa***	Nom abrégé
Directive 2003/8/CE du Conseil visant à améliorer l'accès à la justice dans les affaires transfrontières par l'établissement de règles minimales communes relatives à l'aide judiciaire accordée dans le cadre de telles affaires	27 janv. 2003					30 nov. 2004	JOCE L 26/41 du 31 janv. 2003	Art. 61 (c) ; 67 §1 Traité CE	Directive 2003/8/CE
Règlement (CE) n°805/2004 du Parlement européen et du Conseil portant création d'un titre exécutoire européen	21 avr. 2004					21 oct. 2005	JOUE L 143/15 du 30 avr. 2004	Art. 61 (c) ; 67 §5 Traité CE	Règlement n°805/2004
Directive 2005/36/CE du Parlement européen et du Conseil relative à la reconnaissance des qualifications professionnelles	7 sept. 2005					20 oct. 2007	JOUE L 255/22 du 30 sept. 2005	Art. 40 ; 47 §1, §2 ; 55 Traité CE	
Accord entre la Communauté européenne et le Royaume de Danemark sur la compétence judiciaire, la reconnaissance et l'exécution des décisions en matière civile et commerciale	19 oct. 2005	Bruxelles (Belgique)	1 juil. 2007 (CE, DK)	28	28		JOUE L 299/62 du 16 nov. 2005		
Accord entre la Communauté européenne et le Royaume de Danemark sur la signification et la notification des actes judiciaires et extrajudiciaires en matière civile et commerciale	19 oct. 2005	Bruxelles (Belgique)	1 juil. 2007 (CE, DK)	28	28		JOUE L 300/55 du 17 nov. 2005		
Règlement (CE) n°1896/2006 du Parlement européen et du Conseil instituant une procédure européenne d'injonction de payer	12 déc. 2006					12 déc. 2008	JOUE L 399/1 du 30 déc. 2006	Art. 61 (c) Traité CE	Règlement n°1896/2006
Règlement (CE) n°861/2007 du Parlement européen et du Conseil instituant une procédure européenne de règlement des petits litiges	11 juil. 2007					1 janv. 2009	JOUE L 199/1 du 31 juil. 2007	Art. 61 (c) ; 67 Traité CE	Règlement n°861/2007
Décision 1149/2007/CE du Parlement européen et du Conseil établissant pour 2007-2013 le programme spécifique « Justice civile » dans le cadre du programme général « Droits fondamentaux et justice »	25 sept. 2007					1 janv. 2007	JOUE L 257/16 du 3 oct. 2007	Art. 61 (c) ; 67 §5 Traité CE	Décision 1149/2007/CE
Convention concernant la compétence judiciaire et l'exécution des décisions en matière civile et commerciale	30 oct. 2007	Lugano (Suisse)	1 janv. 2010 [1 janv. 2010 (CE, DK, NO), 1 janv. 2011 (CH), 1 mai 2011 (IS)]		27 + 4		2658 RTNU 197		Conv. Lugano (2007)
Règlement (CE) n°1393/2007 du Parlement européen et du Conseil relatif à la signification et à la notification dans les États membres des actes judiciaires et extrajudiciaires en matière civile ou commerciale (« signification ou notification des actes »), et abrogeant le règlement (CE) n°1348/2000 du Conseil	13 nov. 2007					13 nov. 2008	JOUE L 324/79 du 10 déc. 2007	Art. 61 (c) ; 67 §5 Traité CE	Règlement n°1393/2007
Directive 2008/52/CE du Parlement européen et du Conseil sur certains aspects de la médiation en matière civile et commerciale	21 mai 2008					21 mai 2011	JOUE L 136/3 du 24 mai 2008	Art. 61 (c) ; 67 §5 Traité CE	Directive 2008/52/CE
Décision 568/2009/CE du Parlement européen et du Conseil modifiant la décision 2001/470/CE du Conseil relative à la création d'un réseau judiciaire européen en matière civile et commerciale	18 juin 2009					1 janv. 2011	JOUE L 168/35 du 30 juin 2009	Art. 61 (c) ; 66 ; 67 §5 Traité CE	
Règlement (UE) n°1215/2012 du Parlement européen et du Conseil concernant la compétence judiciaire, la reconnaissance et l'exécution des décisions en matière civile et commerciale (refonte)	12 déc. 2012					10 janv. 2015	JOUE L 351/1 du 20 déc. 2012	Art. 67 §4 ; 81 §2 (a), (c), (e) Traité FUE	Règlement Bruxelles I refondu

	Date de signature ou date d'adoption	Lieu de conclusion*	Date d'entrée en vigueur*	Nombre d'États membres participant*	Nombre d'États contractants*	Date d'application n**	Référence	Visa***	Nom abrégé
Règlement (UE) n°524/2013 du Parlement européen et du Conseil relatif au règlement en ligne des litiges de consommation et modifiant le règlement (CE) n°2006/2004 et la directive 2009/22/CE (règlement relatif au RLLC)	21 mai 2013					9 janv. 2016	JOUE L 165/1 du 18 juin 2013	Art. 114 Traité FUE	Règlement n°524/2013
Directive 2013/11/UE du Parlement européen et du Conseil relative au règlement extrajudiciaire des litiges de consommation et modifiant le règlement (CE) n°2006/2004 et la directive 2009/22/CE (directive relative au RELC)	21 mai 2013					9 juil. 2015	JOUE L 165/63 du 18 juin 2013	Art. 114 Traité FUE	Directive 2013/11/UE
Recommandation 2013/396/UE de la Commission relative à des principes communs applicables aux mécanismes de recours collectifs en cessation et en réparation dans les États membres en cas de violation de droits conférés par le droit de l'Union	11 juin 2013					26 juil. 2015	JOUE L 201/60 du 26 juil. 2013	Art. 292 Traité FUE	Recommandation 2013/396/UE
Règlement (UE) n°1382/2013 du Parlement européen et du Conseil établissant un programme « Justice » pour la période 2014-2020	17 déc. 2013					29 déc. 2013	JOUE L 354/73 du 28 déc. 2013	Art. 81 §1, §2 ; 82 §1 ; 84 Traité FUE	Règlement n°1382/2013
Règlement (UE) n°655/2014 du Parlement européen et du Conseil portant création d'une procédure d'ordonnance européenne de saisie conservatoire des comptes bancaires, destinée à faciliter le recouvrement transfrontière de créances en matière civile et commerciale	15 mai 2014					18 janv. 2017	JOUE L 189/59 du 27 juin 2014	Art. 81 §2 (a), (e), (f) Traité FUE	Règlement n°655/2014
Règlement (UE) n°2015/1051 de la Commission définissant les modalités d'exercice des fonctions de la plate-forme de règlement en ligne des litiges, les modalités du formulaire de plainte électronique et les modalités de coopération entre les points de contact prévues au titre du règlement (UE) n°524/2013 du Parlement européen et du Conseil relatif au règlement en ligne des litiges	1 juil. 2015					Art. 10	JOUE L 171/1 du 2 juil. 2015	Traité FUE	Règlement n°2015/1051
Règlement (UE) n°2015/2421 du Parlement européen et du Conseil modifiant le règlement (CE) n°861/2007 instituant une procédure européenne de règlement des petits litiges et le règlement (CE) n°1896/2006 instituant une procédure européenne d'injonction de payer	16 déc. 2015					14 juil. 2017	JOUE L 341/1 du 24 déc. 2015	Art. 81 Traité FUE	Règlement n°2015/2421
Règlement (UE) n°2016/1191 du Parlement européen et du Conseil visant à favoriser la libre circulation des citoyens en simplifiant les conditions de présentation de certains documents publics dans l'Union européenne, et modifiant le règlement (UE) n°1024/2012	6 juil. 2016					16 févr. 2019	JOUE L 200/1 du 26 juil. 2016	Art. 21 §2 Traité FUE	Règlement n°2016/1191

Tableau 1.3. Liste des « codes pays »

Nom court	Nom long	Code pays
Allemagne	République fédérale d'Allemagne	DE
Autriche	République d'Autriche	AT
Belgique	Royaume de Belgique	BE
Bulgarie	République de Bulgarie	BG
Chypre	République de Chypre	CY
Communauté économique européenne		CEE
Communauté européenne		CE
Croatie	République de Croatie	HR
Danemark	Royaume de Danemark	DK
Espace	Royaume d'Espagne	ES
Estonie	République d'Estonie	EE
Finlande	République de Finlande	FI
France	République française	FR
Grèce	République hellénique	EL
Hongrie	Hongrie	HU
Irlande	Irlande	IE
Islande	Islande	IS
Italie	République italienne	IT
Lettonie	République de Lettonie	LV
Liechtenstein	Principauté de Liechtenstein	LI
Lithuanie	République de Lituanie	LT
Luxembourg	Grand-Duché de Luxembourg	LU
Malte	République de Malte	MT
Mexique	États-Unis mexicains	MX
Norvège	Royaume de Norvège	NO
Pays-Bas	Royaume des Pays-Bas	NL
Pologne	République de Pologne	PL
Portugal	République portugaise	PT
République tchèque	République tchèque	CZ
Roumanie	Roumanie	RO
Royaume-Uni	Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord	UK
Singapour	République de Singapour	SG
Slovaquie	République slovaque	SK
Slovénie	République de Slovénie	SI
Suède	Royaume de Suède	SE
Suisse	Confédération suisse	CH
Union européenne		UE

Tableau 1.4. Déclarations relatives au défendeur non comparant

	Art. 19 §2 Règlement n°1393/2007	Art. 15 al. 2 Conv. La Haye (1965)	Art. 19 §4 al. 3 Règlement n°1393/2007	Art. 16 al. 3 Conv. La Haye (1965)
Allemagne	✓	✓	1 an	1 an
Autriche	✓	N/A	Pas de délai	N/A
Belgique	✓	✓	1 an	1 an
Bulgarie	☐	✓	1 an	1 an
Chypre	✓	✓	1 an	1 an
Croatie	N/D	✓	N/D	1 an
Danemark	✓	✓	1 an	1 an
Espace	✓	✓	1 an	16 mois
Estonie	✓	✓	1 an	3 ans
Finlande	N/C	☐	N/C	N/C
France	✓	✓	1 an	1 an
Grèce	✓	✓	3 ans	N/C
Hongrie	✓	✓	1 an	1 an
Irlande	✓	✓	Délai raisonnable	N/C
Italie	N/C	☐	N/C	N/C
Lettonie	✓	☐	Pas de délai	N/C
Lithuanie	✓	✓	1 an	1 an
Luxembourg	✓	✓	Délai raisonnable	1 an
Malte	☐	☐	3 mois	N/C
Pays-Bas	✓	✓	1 an	1 an
Pologne	☐	☐	Pas de délai (mais au delà d'un an, la demande de relevé de forclusion n'est examinée qu'à titre exceptionnel)	N/C
Portugal	☐	✓	1 an	1 an
République tchèque	✓	✓	Pas de délai	N/C
Roumanie	✓	☐	1 an	1 an
Royaume-Uni	✓	✓	Les plus brefs délais, sauf pour l'Écosse (délai d'1 an)	Pour l'Écosse, délai d'un an
Slovaquie	✓	✓	Pas de délai	N/C
Slovénie	✓	✓	1 an	1 an
Suède	☐	☐	N/C	N/C
Islande	N/A	✓	N/A	1 an
Norvège	N/A	✓	N/A	3 ans
Suisse	N/A	☐	N/A	N/C

Légende

N/D Information non disponible

N/A Non-applicable

N/C Non-communicué

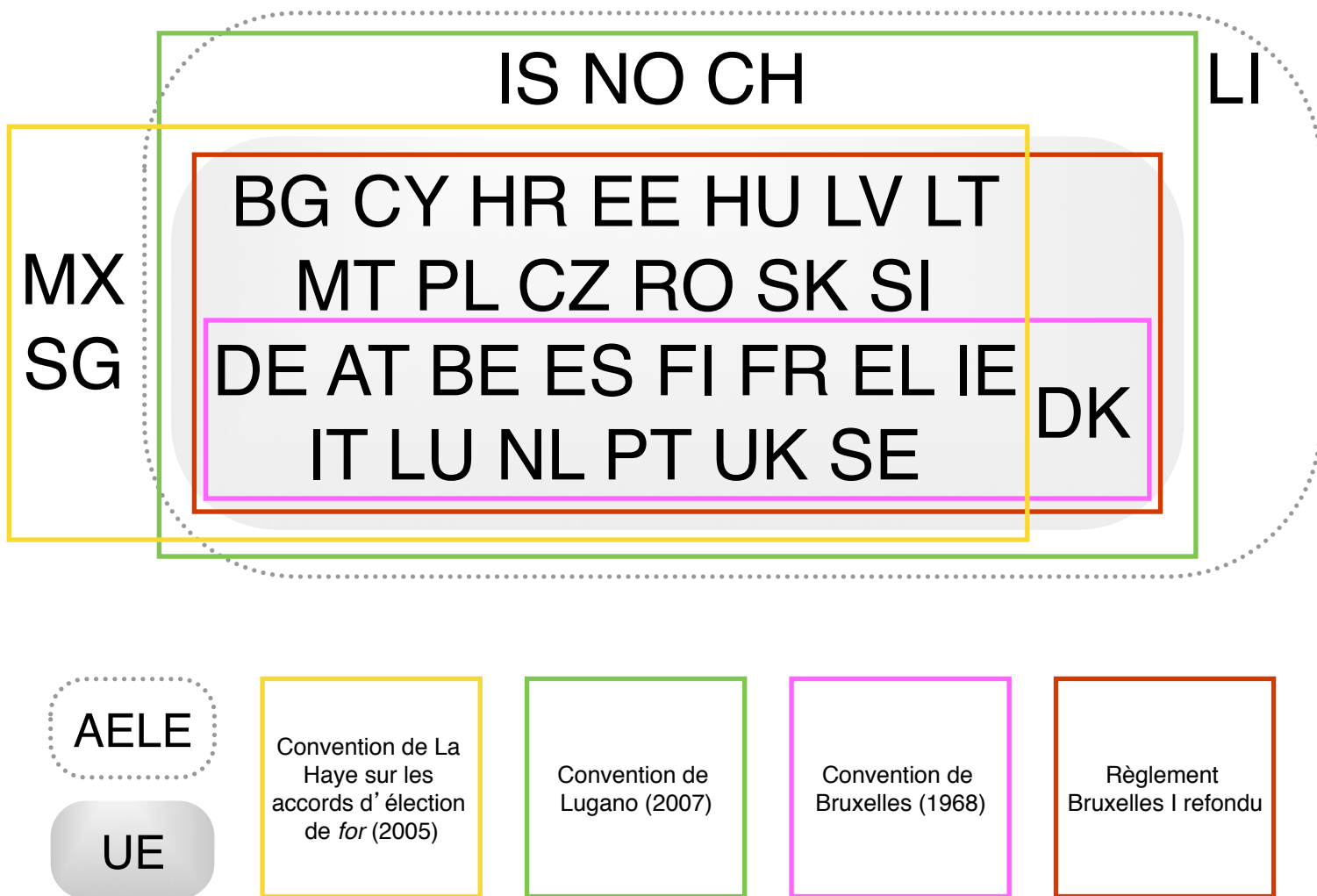
Tableau 1.5. Existence d'une voie de recours (à l'exception de la cassation)

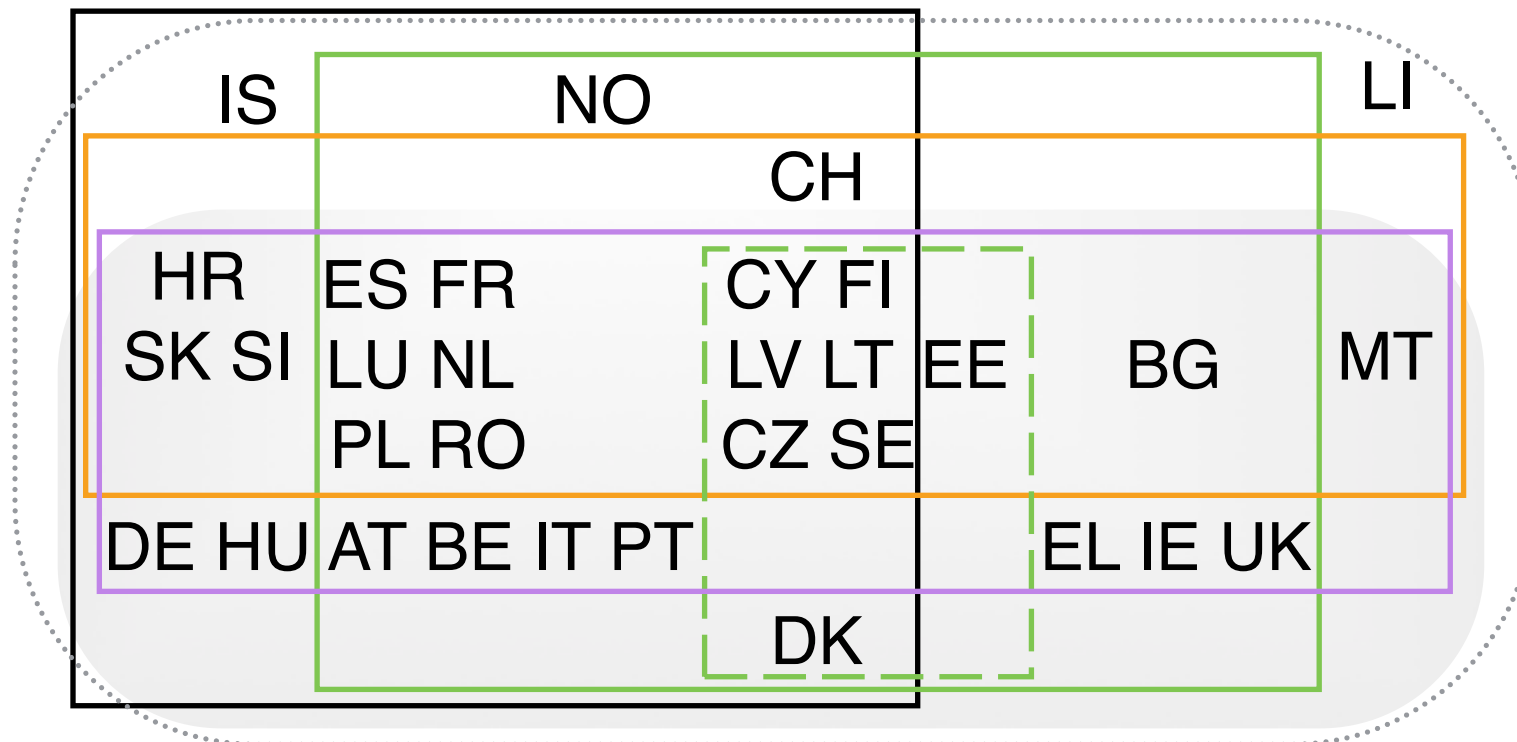
	Art. 17 §1 Règlement n°861/2007
Allemagne	<input checked="" type="checkbox"/>
Autriche	<input checked="" type="checkbox"/>
Belgique	<input checked="" type="checkbox"/>
Bulgarie	<input checked="" type="checkbox"/>
Chypre	<input checked="" type="checkbox"/>
Croatie	<input checked="" type="checkbox"/>
Danemark	N/A
Espace	<input checked="" type="checkbox"/>
Estonie	<input checked="" type="checkbox"/>
Finlande	<input checked="" type="checkbox"/>
France	<input checked="" type="checkbox"/>
Grèce	<input checked="" type="checkbox"/>
Hongrie	<input checked="" type="checkbox"/>
Irlande	<input checked="" type="checkbox"/>
Italie	<input checked="" type="checkbox"/>
Lettonie	<input checked="" type="checkbox"/>
Lithuanie	<input checked="" type="checkbox"/>
Luxembourg	<input type="checkbox"/>
Malte	<input checked="" type="checkbox"/>
Pays-Bas	<input type="checkbox"/>
Pologne	<input checked="" type="checkbox"/>
Portugal	<input checked="" type="checkbox"/>
République tchèque	<input checked="" type="checkbox"/>
Roumanie	<input checked="" type="checkbox"/>
Royaume-Uni	À l'exception de l'Irlande du Nord, un appel est possible
Slovaquie	<input checked="" type="checkbox"/>
Slovénie	<input checked="" type="checkbox"/>
Suède	<input checked="" type="checkbox"/>

Légende

N/A Non-applicable

Figure 1.1. Instruments relatifs à la compétence internationale





Hormis le Liechtenstein, tous les États représentés sont parties à la Convention supprimant l'exigence de légalisation des actes publics étrangers (1961)

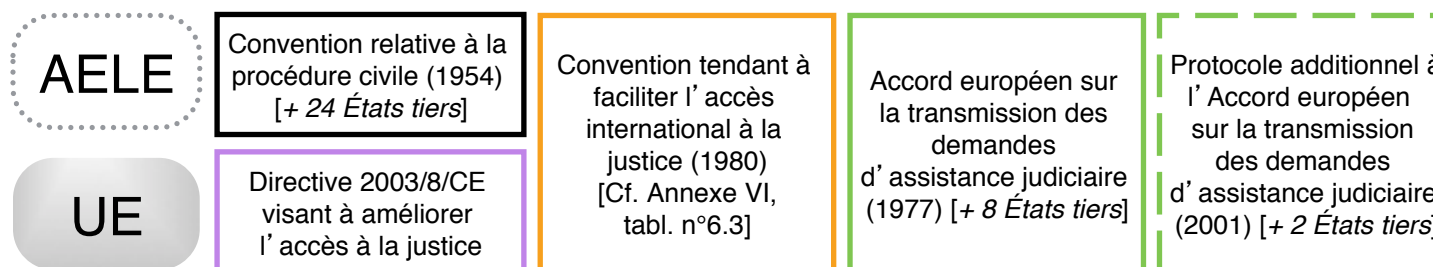
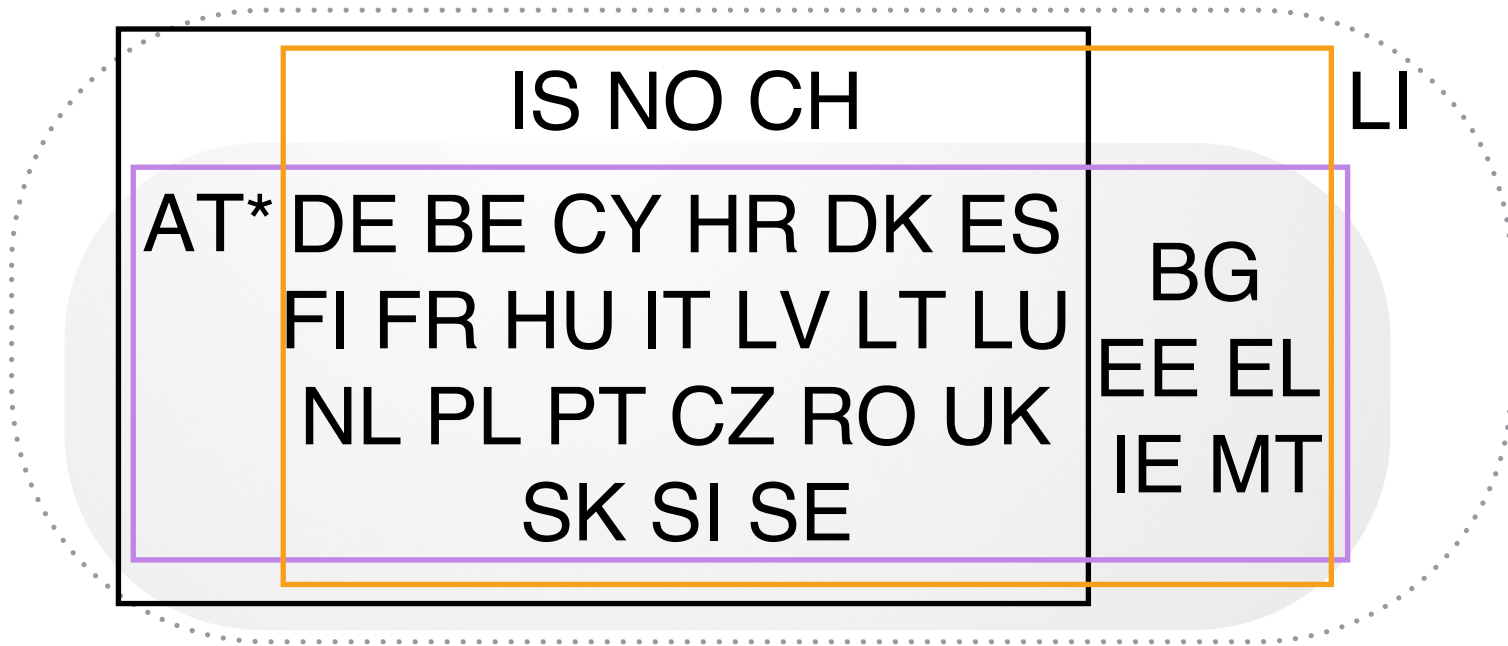


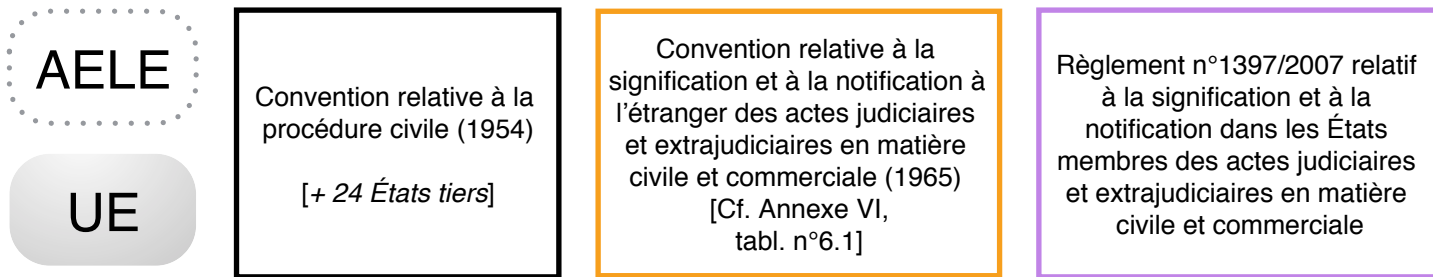
Figure 1.3. Instruments relatifs à la signification et à la notification des actes judiciaires et extrajudiciaires



Hormis le Liechtenstein, tous les États représentés sont parties à la Convention supprimant l'exigence de légalisation des actes publics étrangers (1961)

*Conformément à l'art. 2 de la Décision 2016/414/UE,

l'Autriche doit déposer un instrument de ratification pour la Conv. La Haye (1965) avant le 31 déc. 2017.



AELE

UE

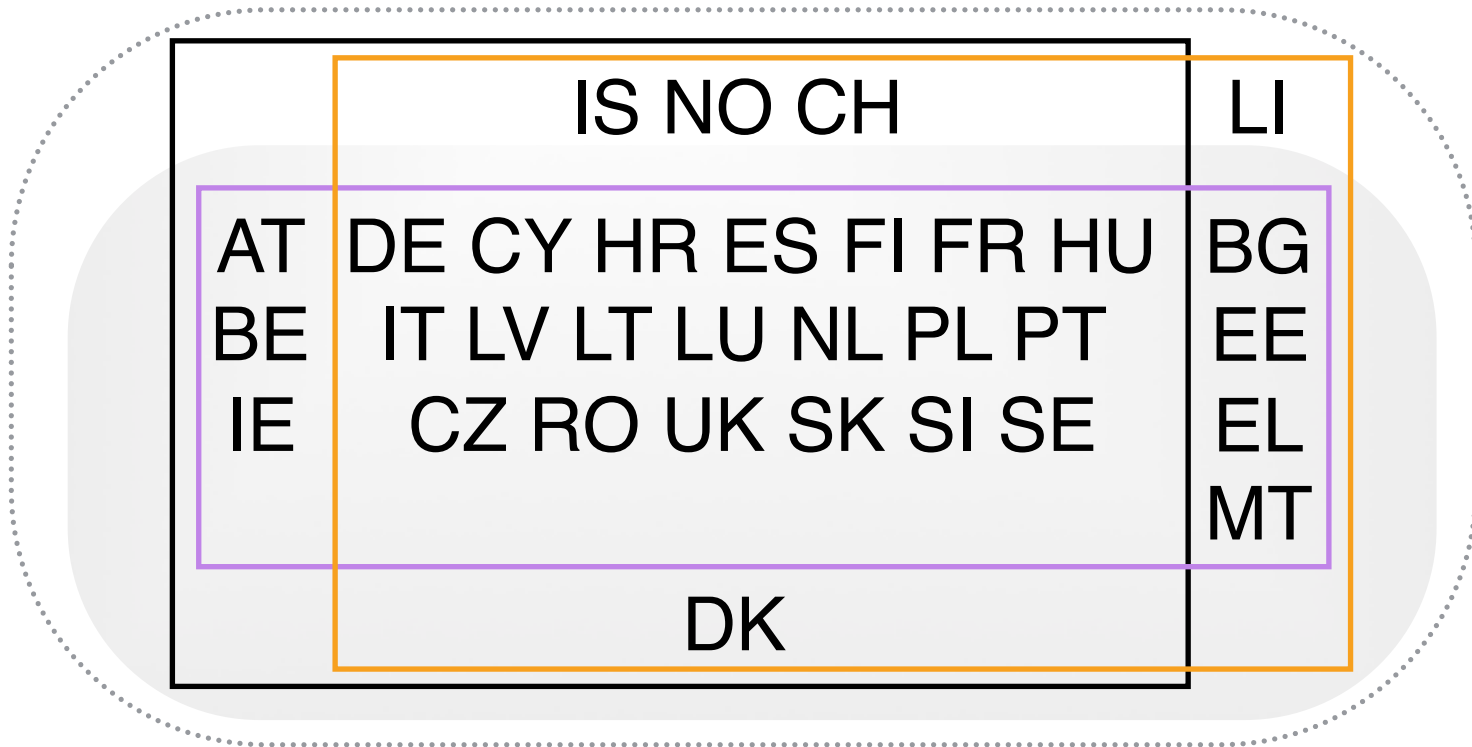
Convention relative à la
procédure civile (1954)

[+ 24 États tiers]

Convention relative à la
signification et à la notification à
l'étranger des actes judiciaires
et extrajudiciaires en matière
civile et commerciale (1965)
[Cf. Annexe VI,
tabl. n°6.1]

Règlement n°1397/2007 relatif
à la signification et à la
notification dans les États
membres des actes judiciaires
et extrajudiciaires en matière
civile et commerciale

Figure 1.4. Instruments relatifs à l'obtention des preuves à l'étranger en matière civile et commerciale



AELE

UE

Convention relative à la procédure civile (1954)
[+ 24 États tiers]

Convention sur l'obtention des preuves à l'étranger en matière civile et commerciale (1970)
[cf. Annexe VI, tabl. n°6.2]

Règlement n°1206/2001 relatif à la coopération entre les juridictions des États membres dans le domaine de l'obtention des preuves en matière civile et commerciale

ANNEXE II. RÉGIMES LINGUISTIQUES**Tableau 2.1. Régime linguistique dans le droit dérivé de l'Union européenne**

(Tableau 2.1 page suivante)

Légende

En jaune Acceptation de plusieurs langues selon la déclaration des États membres
(Cf. Annexe II, tabl. 2.2)

Instrument	Demande	Disposition(s) relative(s) au régime linguistique	Documents à traduire ou à remplir dans une langue différente	Langue(s) acceptée(s) par l'autorité destinataire	Frais de traduction supportés par	Amélioration de la compréhension		
						Autorité compétente	Défendeur ou partie destinataire de l'acte	Demandeur
Règlement n°1206/2001	Transmission des formulaire de l'État membre requérant à l'État membre requis	Art. 5	Formulaires A - E - I	Langue(s) officielle(s) de l'État membre requis ou langue(s) acceptée(s) par cet État	État membre requérant	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Directive 2003/8/CE	Introduction de la demande auprès de l'autorité expéditrice (art. 13 §1 (a))	Art. 13 §2	Formulaire annexé à la Décision 2004/ 844/CE	Langue(s) officielle(s) de l'État membre requis ou langue(s) acceptée(s) par cet État (art. 14 §3)	Demandeur et autorité expéditrice (art. 8 (b) et 13 §4)	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>
	Introduction de la demande auprès de l'autorité réceptrice (art. 13 §1 (b))	Art. 13 §2	Formulaire annexé à la Décision 2004/ 844/CE	Langue(s) officielle(s) de l'État membre requis ou langue(s) acceptée(s) par cet État (art. 14 §3)	Demandeur (art. 13 §4)	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Règlement n°805/2004	Délivrance du certificat	Art. 9 §2	Formulaire Annexes I, II ou III	Langue de la décision, de la transaction judiciaire ou de l'acte authentique	N/A	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Exécution du titre exécutoire européen	Art. 20 §2 (c)	Formulaire Annexes I, II ou III	Langue(s) officielle(s) de l'État membre requis ou langue(s) acceptée(s) par cet État	Demandeur ou autorité requis	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>
Règlement n°1896/2006	Exécution de l'injonction	Art. 20 §2 (b)	Formulaire E	Langue(s) officielle(s) de l'État membre requis ou langue(s) acceptée(s) par cet État	Demandeur ou autorité requis	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>
Règlement n°861/2007	Formulaire de demande, de réponse, demande reconventionnelle et réponse à une demande reconventionnelle	Art. 6 §1	Formulaires A, B et C	Langue(s) officielle(s) de la juridiction saisie	Demandeur	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Pièces accompagnant la demande	Art. 6 §2	Pièce accompagnant la demande, uniquement si elles sont nécessaires pour rendre une décision	Langue(s) officielle(s) de la juridiction saisie	Demandeur	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>

Instrument	Demande	Disposition(s) relative(s) au régime linguistique	Documents à traduire ou à remplir dans une langue différente	Langue(s) acceptée(s) par l'autorité destinataire	Frais de traduction supportés par	Amélioration de la compréhension		
						Autorité compétente	Défendeur ou partie destinataire de l'acte	Demandeur
	Transmission des pièces entre les parties	Art. 6 §3	Signification ou notification de la procédure, pièces attachées	Langue(s) officielle(s) de l'État membre, ou celle où l'acte doit être signifié, notifié ou transmis ; ou langue que le destinataire comprend	Demandeur	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Exécution de la décision	Art. 21 §2 (b)	Formulaire D	Langue(s) officielle(s) de l'État membre requis ou langue(s) acceptée(s) par cet État	Demandeur ou autorité requis	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>
Règlement n°2015/2421	Délivrance du certificat	Nouvel art. 20 §2 Règlement n°861/2007 RPL	Formulaire D (sauf les champs libres)	Langue(s) officielle(s) de l'État membre requis ou langue(s) acceptée(s) par cet État (nouvel art. 21 bis Règlement n°861/2007 RPL)	Autorité compétente et la partie qui en fait la demande	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>
Règlement n°1393/2007	Formulaire de demande de signification ou notification	Art. 4 §3	Formulaire Annexe I	Langue(s) officielle(s) de l'État membre requis ou langue(s) acceptée(s) par cet État	Demandeur ou autorité requis	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>
	Acte à signifier ou notifier	Art. 8 §1	Acte à signifier ou notifier	Langue que le destinataire comprend (a) ; langue(s) officielle(s) de l'État membre, ou celle où l'acte doit être signifié, notifié ou transmis	Demandeur (art. 5 §2)	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Attestation de signification ou notification	Art. 10	Formulaire Annexe I « Attestation d'accomplissement ou de non- accomplissement de la signification ou de la notification des actes »	Langue(s) officielle(s) de l'État membre requis ou langue(s) acceptée(s) par cet État	Entité requise	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Règlement Bruxelles I refondu	Délivrance du certificat (art. 53)	Art. 57 §2	Formulaire Annexe I et Annexe II	Langue(s) officielle(s) acceptée par l'État membre	État membre concerné	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>

Instrument	Demande	Disposition(s) relative(s) au régime linguistique	Documents à traduire ou à remplir dans une langue différente	Langue(s) acceptée(s) par l'autorité destinataire	Frais de traduction supportés par	Amélioration de la compréhension		
						Autorité compétente	Défendeur ou partie destinataire de l'acte	Demandeur
	Signification ou notification de la décision à exécuter (art. 43 §2)	Art. 43 §2	Décision devant être exécutée	Langue que le destinataire comprend (a) ; langue(s) officielle(s) de l'État membre où le défendeur est domicilié	Demandeur	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Exécution d'une décision ou d'une mesure provisoire ou conservatoire (art. 42 §3 et §4)	Art. 57 §1	Décision au fond ou décision ordonnant une une mesure provisoire ou conservatoire	Langue(s) officielle(s) de l'État membre requis ou langue(s) acceptée(s) par cet État	Demandeur ou autorité requis	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>
Règlement n°524/2013	Dépôt d'une plainte	Art. 9 §3	Formulaire de plainte électronique	Langues officielles des institutions de l'Union européenne au choix du demandeur	Commission	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>
	Transmission de la plainte au défendeur	Art. 9 §4	Plainte	Langues officielles des institutions de l'Union européenne au choix du défendeur	Commission	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Règlement n°655/2014	Tous les documents adressés à la juridiction ou l'autorité compétente	Art. 49 §2	Toutes les demandes prévues aux art. 8, 14, 21, 27, 33, 34, 25, 37, 38 et 39	Langue(s) officielle(s) de l'État membre requis ou langue(s) acceptée(s) par cet État	Demandeur ou l'État membre saisi	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>
	Signification ou notification de l'ordonnance	Art. 28 §5 (a) et (b)	Formulaires (art. 51)	Langue(s) officielle(s) de l'État membre où le débiteur est domicilié ; langue comprise par le débiteur (art. 49 §1)	Créancier (engageant sa responsabilité à cet effet, art. 13 §1 (d))	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Signification ou notification de l'ordonnance	Art. 28 §5 (c)	Documents fournis à la juridiction en vue de l'obtention de l'ordonnance, (uniquement s'ils sont nécessaires pour que le débiteur puisse se défendre) (art. 49 §1)	Langue(s) officielle(s) de l'État membre où le débiteur est domicilié ; langue comprise par le débiteur (art. 49 §1)	Créancier (engageant sa responsabilité à cet effet, art. 13 §1 (d))	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>

Instrument	Demande	Disposition(s) relative(s) au régime linguistique	Documents à traduire ou à remplir dans une langue différente	Langue(s) acceptée(s) par l'autorité destinataire	Frais de traduction supportés par	Amélioration de la compréhension		
						Autorité compétente	Défendeur ou partie destinataire de l'acte	Demandeur
	Délivrance de l'ordonnance	Art. 23 §4	Formulaire visé à l'art. 19	Langue(s) officielle(s) de l'État membre d'exécution	Autorité qui délivre l'ordonnance	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>

Tableau 2.2. Langues acceptées par les autorités compétentes des États membres de l'Union européenne pour la transmission des formulaires du droit de la coopération judiciaire

(Tableau 2.2 page suivante)

*Légende*²⁰²⁷

- * Uniquement sur une partie du territoire de l'État membre
- ** Langue non-officielle de l'Union européenne
- AJ Demande d'aide judiciaire (Directive 2003/8/CE)
- SNA Demande de signification et notification des actes (Règlement n°1393/2007)
- IPE Exécution des injonctions de payer européennes (Règlement n°1896/2006)
- RPL Exécution des décisions portant sur les petits litiges (Règlement n°861/2007)
- OP Transmission d'une demande d'obtention de preuve (Règlement n°1206/2001)
- TEE Exécution des titres exécutoires européennes (Règlement n°805/2004)
- CAT Exécution des certificats, actes authentiques et des transactions (Règlement Bruxelles I refondu)

²⁰²⁷ Les déclarations relatives aux langues acceptées par les États membres pour l'ordonnance européenne de saisie conservatoire (Règlement n°655/2014) n'ont pas encore eu lieu (art. 50 : la déclaration devait avoir lieu, au plus tard, le 18 juil. 2016).

	Allemand	Anglais	Bulgare	Croate	Danois	Espagnol	Estonien	Finnois
Allemagne	AJ, SNA, IPE, RPL, OP, TEE, CAT	SNA						
Autriche	AJ, SNA, IPE, RPL, OP, TEE, CAT	AJ, SNA, OP						
Belgique	AJ, SNA, IPE, RPL, OP, TEE, CAT	SNA						
Bulgarie	AJ	AJ, SNA	AJ, SNA, IPE, RPL, OP, TEE, CAT	AJ	AJ	AJ	AJ	AJ
Chypre		AJ, SNA, IPE, RPL, OP, CAT						
Croatie	AJ	AJ	AJ	AJ, IPE, RPL, TEE, CAT	AJ	AJ	AJ	AJ
Danemark		SNA			SNA, CAT			CAT
Espagne		SNA				AJ, SNA, IPE, RPL, OP, TEE, CAT		
Estonie		AJ, SNA, IPE, RPL, TEE, CAT					AJ, SNA, IPE, RPL, OP, TEE, CAT	
Finlande		AJ, SNA, IPE, RPL, OP, TEE, CAT						AJ, SNA, IPE, RPL, OP, TEE, CAT
France	SNA, IPE, RPL, TEE	SNA, IPE, RPL, TEE				SNA, IPE, RPL, TEE		
Grèce		AJ, SNA, OP, TEE						
Hongrie	SNA	AJ, SNA, OP, TEE						
Irlande		AJ, SNA, IPE, RPL, OP, TEE, CAT						
Italie		AJ, SNA						
Lettonie		SNA, OP						
Lituanie		AJ, SNA, OP						
Luxembourg	AJ, SNA, IPE, RPL, OP, TEE, CAT							
Malte		AJ, SNA, IPE, RPL, OP, CAT						
Pays-Bas	AJ, SNA	AJ, SNA, OP						
Pologne	SNA	AJ, SNA						
Portugal		AJ, SNA				SNA, OP		
République tchèque	SNA, OP, TEE	AJ, SNA, IPE, RPL, OP, TEE						
Roumanie		SNA						
Royaume-Uni		AJ, SNA, IPE, RPL, OP, TEE, CAT						
Slovaquie		SNA						
Slovénie		SNA, OP						
Suède		AJ, SNA, IPE, RPL, OP, TEE, CAT			CAT			

	Français	Grec	Hongrois	Irlandais	Italien	Letton	Lituanien	Maltais
Allemagne								
Autriche								
Belgique	AJ, SNA, IPE, RPL, OP, TEE, CAT							
Bulgarie	AJ, SNA	AJ	AJ	AJ	AJ	AJ	AJ	AJ
Chypre		AJ, SNA, IPE, RPL, OP, CAT						
Croatie	AJ	AJ	AJ	AJ	AJ	AJ	AJ	AJ
Danemark	SNA							
Espagne	SNA							
Estonie								
Finlande								
France	AJ, SNA, IPE, RPL, OP, TEE, CAT				SNA, IPE, RPL, TEE			
Grèce	SNA, OP	AJ, SNA, IPE, RPL, OP, TEE, CAT						
Hongrie	SNA		AJ, SNA, IPE, RPL, OP, TEE, CAT					
Irlande	AJ			SNA, IPE, RPL, TEE				
Italie	AJ, SNA				AJ, SNA, IPE, RPL, OP, TEE, CAT			
Lettonie						AJ, SNA, IPE, RPL, OP, TEE, CAT		
Lituanie	SNA, OP						AJ, SNA, IPE, RPL, OP, TEE, CAT	
Luxembourg	AJ, SNA, IPE, RPL, OP, TEE, CAT							
Malte								AJ, IPE, RPL, TEE, CAT
Pays-Bas	AJ							
Pologne								
Portugal								
République tchèque								
Roumanie	SNA							
Royaume- Uni	AJ*, SNA, OP, TEE*							
Slovaquie								
Slovénie			IPE*, RPL*, CAT*		IPE*, RPL*, CAT*			
Suède								

	Néerlandais	Polonais	Portugais	Roumain	Slovaque	Slovène	Suédois	Tchèque**
Allemagne								
Autriche								
Belgique	AJ, SNA, IPE, RPL, OP, TEE, CAT							
Bulgarie	AJ	AJ	AJ	AJ	AJ	AJ	AJ	AJ
Chypre								
Croatie	AJ	AJ	AJ	AJ	AJ	AJ	AJ	AJ
Danemark							CAT	
Espagne			SNA, OP					
Estonie								
Finlande							AJ, SNA, IPE, RPL, OP, TEE	
France								
Grèce								
Hongrie								
Irlande								
Italie								
Lettonie								
Lituanie								
Luxembourg								
Malte								
Pays-Bas	AJ, IPE, RPL, TEE, CAT							
Pologne		AJ, SNA, IPE, RPL, OP, TEE, CAT						
Portugal			AJ, SNA, IPE, RPL, OP, TEE, CAT					
République tchèque					SNA, IPE, RPL, CAT, OP			AJ, SNA, IPE, RPL, OP, TEE, CAT
Roumanie				AJ, SNA, IPE, RPL, OP, TEE, CAT				
Royaume- Uni								
Slovaquie					AJ, SNA, IPE, RPL, OP, TEE, CAT			SNA, CAT
Slovénie						AJ, SNA, IPE, RPL, OP, TEE, CAT		
Suède							AJ, SNA, IPE, RPL, OP, TEE, CAT	

	Norvégien**	Islandais**	Turc**	Luxembourgeois **	Langue comprise par le destinataire de l'acte	Information non- disponible
Allemagne						
Autriche						
Belgique						
Bulgarie						
Chypre			OP			TEE
Croatie						SNA, OP
Danemark	CAT	CAT				
Espagne						
Estonie						
Finlande						
France						
Grèce						
Hongrie						
Irlande						
Italie						
Lettonie						
Lituanie						
Luxembourg				AJ		
Malte						
Pays-Bas					TEE	
Pologne						
Portugal						
République tchèque						
Roumanie						
Royaume- Uni						
Slovaquie						
Slovénie						
Suède						

Tableau 2.3. Régime linguistique dans le droit conventionnel

Instrument	Faciliter la compréhension de l'autorité compétente requise				
	Type	Disposition relative au régime linguistique	Langue(s) acceptée(s)	Utilisation de formulaires	Support des frais de traduction s'il y en a
Conv. Bruxelles (1968)	Reconnaissance et exécution	Art. 48 al. 2	Selon le droit procédural national de l'État requis	<input type="checkbox"/>	Demandeur
Conv. Lugano (2007)	Reconnaissance et exécution	Art. 55 §2	Selon le droit procédural national de l'État requis	<input checked="" type="checkbox"/>	Demandeur
Conv. La Haye (2005)	Reconnaissance et exécution	Art. 13 §4	Langue officielle de l'État requis (sauf disposition contraire du droit procédural national)	<input type="checkbox"/>	Demandeur

ANNEXE III. RÉGIME DES CLAUSES ATTRIBUTIVES D'ÉLECTION DE *FOR*

Tableau 3.1. Articulation entre la Convention de La Haye et le Règlement Bruxelles I refondu

Domicile des parties	Domicile du défendeur	État membre	État contractant	État tiers
Domicile du demandeur				
État membre		Règlement Bruxelles I refondu	Conv. La Haye (2005)	Règlement Bruxelles I refondu
État contractant		Conv. La Haye (2005)	Conv. La Haye (2005)	Conv. La Haye (2005)
État tiers		Règlement Bruxelles I refondu	Conv. La Haye (2005)	Règlement Bruxelles I refondu

ANNEXE IV. RÉGIME DE RECONNAISSANCE ET D'EXÉCUTION DES DÉCISIONS JUDICIAIRES

Tableau 4.1. Conditions de régularité des décisions étrangères

	Conv. Bruxelles (1968)	Règlement Bruxelles I	Règlement Bruxelles I refondu	Conv. Lugano (2007)	Conv. La Haye (2005)
Ordre public (et loi de l'État requis)	Art. 27 §1 « si la reconnaissance est contraire à l'ordre public de l'État requis »	Art. 34 §1 « la reconnaissance est manifestement contraire à l'ordre public de l'État membre requis »	Art. 45 §1 (a) « si la reconnaissance est manifestement contraire à l'ordre public de l'État membre requis »	Art. 34 §1 « la reconnaissance est manifestement contraire à l'ordre public de l'État requis »	<p>Art. 9 (e) « la reconnaissance ou l'exécution est manifestement incompatible avec l'ordre public de l'État requis, notamment dans les cas où la procédure aboutissant au jugement en l'espèce était incompatible avec les principes fondamentaux d'équité procédurale de cet État »</p> <p>Art. 9 (b) « l'une des parties n'avait pas la capacité de conclure l'accord en vertu du droit de l'État requis »</p> <p>Art. 9 (d) « le jugement résulte d'une fraude relative à la procédure »</p>
Violation des droits du défendeur défaillant	Art. 27 §2 « si l'acte introductif d'instance ou un acte équivalent n'a pas été signifié ou notifié au défendeur défaillant, régulièrement et en temps utile, pour qu'il puisse se défendre »	Art. 34 §2 « l'acte introductif d'instance ou un acte équivalent n'a pas été signifié ou notifié au défendeur défaillant en temps utile et de telle manière qu'il puisse se défendre, à moins qu'il n'ait pas exercé de recours à l'encontre de la décision alors qu'il était en mesure de le faire »	Art. 45 §1 (b) « dans le cas où la décision a été rendue par défaut, si l'acte introductif d'instance ou un acte équivalent n'a pas été signifié ou notifié au défendeur défaillant en temps utile et de telle manière qu'il puisse se défendre, à moins qu'il n'ait pas exercé de recours à l'encontre de la décision alors qu'il était en mesure de le faire »	Art. 34 §2 « l'acte introductif d'instance ou un acte équivalent n'a pas été signifié ou notifié au défendeur défaillant en temps utile et de telle manière qu'il puisse se défendre, à moins qu'il n'ait pas exercé de recours à l'encontre de la décision alors qu'il était en mesure de le faire »	Art. 9 (c) « l'acte introductif d'instance ou un acte équivalent contenant les éléments essentiels de la demande : (i) n'a pas été notifié au défendeur en temps utile et de telle manière qu'il puisse organiser sa défense, à moins que le défendeur n'ait comparu et présenté sa défense sans contester la notification devant le tribunal d'origine, à condition que le droit de l'État d'origine permette de contester la notification ; ou (ii) a été notifié au défendeur dans l'État requis de manière incompatible avec les principes fondamentaux de l'État requis relatifs à la notification de documents »
Inconciliabilité des décisions	Art. 27 §3 « si la décision est inconciliable avec une décision rendue entre les mêmes parties dans l'État requis »	Art. 34 §3 « elle est inconciliable avec une décision rendue entre les mêmes parties dans l'État membre requis »	Art. 45 §1 (c) « si la décision est inconciliable avec une décision rendue entre les mêmes parties dans l'État membre requis »	Art. 34 §3 « elle est inconciliable avec une décision rendue entre les mêmes parties dans l'État requis »	Art. 9 (f) « le jugement est incompatible avec un jugement rendu dans l'État requis dans un litige entre les mêmes parties »

	Conv. Bruxelles (1968)	Règlement Bruxelles I	Règlement Bruxelles I refondu	Conv. Lugano (2007)	Conv. La Haye (2005)
	Art. 27 §5 « si la décision est inconciliable avec une décision rendue antérieurement dans un État non contractant entre les mêmes parties dans un litige ayant le même objet et la même cause, lorsque la décision réunit les conditions nécessaires à sa reconnaissance dans l'État requis »	Art. 34 §4 « elle est inconciliable avec une décision rendue antérieurement dans un autre État membre ou dans un État tiers entre les mêmes parties dans un litige ayant le même objet et la même cause, lorsque la décision rendue antérieurement réunit les conditions nécessaires à sa reconnaissance dans l'État membre requis »	Art. 45 §1 (d) « si la décision est inconciliable avec une décision rendue antérieurement dans un autre État membre ou dans un État tiers entre les mêmes parties dans un litige ayant le même objet et la même cause, lorsque la décision rendue antérieurement réunit les conditions nécessaires à sa reconnaissance dans l'État membre requis »	Art. 34 §4 « elle est inconciliable avec une décision rendue antérieurement dans un autre État lié par la présente convention ou dans un État tiers entre les mêmes parties dans un litige ayant le même objet et la même cause, lorsque la décision rendue antérieurement réunit les conditions nécessaires à sa reconnaissance dans l'État requis »	Art. 9 (g) « le jugement est incompatible avec un jugement rendu antérieurement dans un autre Etat entre les mêmes parties dans un litige ayant le même objet et la même cause, lorsque le jugement rendu antérieurement réunit les conditions nécessaires à sa reconnaissance dans l'Etat requis »
Compétence du juge d'origine	Art. 28 al. 1 « De même, les décisions ne sont pas reconnues si les dispositions des sections 3, 4 et 5 du titre II ont été méconnues ainsi que dans le cas prévu à l'article 59. »	Art. 35 §1 « De même, les décisions ne sont pas reconnues si les dispositions des sections 3, 4 et 6 du chapitre II ont été méconnues, ainsi que dans le cas prévu à l'article 72. »	Art. 45 §1 (e) « si la décision méconnaît : (i) les sections 3, 4 ou 5 du chapitre II lorsque le preneur d'assurance, l'assuré, un bénéficiaire du contrat d'assurance, la victime, le consommateur ou le travailleur était le défendeur, ou (ii) la section 6 du chapitre II. »	Art. 35 §1 « En outre, les décisions ne sont pas reconnues si les dispositions des sections 3, 4 et 6 du titre II ont été méconnues, ainsi que dans le cas prévu à l'article 68. Une décision peut en outre faire l'objet d'un refus de reconnaissance dans tous les cas prévus à l'article 64, paragraphe 3, ou à l'article 67, paragraphe 4 »	Art. 9 (a) « l'accord était nul en vertu du droit de l'Etat du tribunal élu, à moins que celui-ci n'ait constaté que l'accord est valable »
	Art. 28 al. 2 « Lors de l'appréciation des compétences mentionnées à l'alinéa précédent, l'autorité requise est liée par les constatations de fait sur lesquelles la juridiction de l'État d'origine a fondé sa compétence. »	Art. 35 §2 « Lors de l'appréciation des compétences mentionnées au paragraphe précédent, l'autorité requise est liée par les constatations de fait sur lesquelles la juridiction de l'État membre d'origine a fondé sa compétence. »	Art. 45 §2 « Lors de l'appréciation des motifs visés au paragraphe 1, point e), la juridiction saisie de la demande est liée par les constatations de fait sur lesquelles la juridiction d'origine a fondé sa compétence. »	Art. 35 §2 « Lors de l'appréciation des compétences mentionnées au paragraphe précédent, l'autorité requise est liée par les constatations de fait sur lesquelles la juridiction de l'État d'origine a fondé sa compétence. »	Art. 8 §2 « (...) Le tribunal requis est lié par les constatations de fait sur lesquelles le tribunal d'origine a fondé sa compétence, sauf si le jugement a été rendu par défaut. »
	Art. 28 al. 3 « Sans préjudice des dispositions du premier alinéa, il ne peut être procédé au contrôle de la compétence des juridictions de l'État d'origine ; les règles relatives à la compétence ne concernent pas l'ordre public visé à l'article 27 paragraphe 1. »	Art. 35 §3 « Sans préjudice des dispositions du paragraphe 1, il ne peut être procédé au contrôle de la compétence des juridictions de l'État membre d'origine. Le critère de l'ordre public visé à l'article 34, point 1, ne peut être appliqué aux règles de compétence. »	Art. 45 §3 « Sans préjudice du paragraphe 1, point e), il ne peut être procédé au contrôle de la compétence de la juridiction d'origine. Le critère de l'ordre public visé au paragraphe 1, point a), ne peut être appliqué aux règles de compétence. »	Art. 35 §3 « Sans préjudice des dispositions du paragraphe 1, il ne peut être procédé au contrôle de la compétence des juridictions de l'État d'origine. Le critère de l'ordre public visé à l'article 34, point 1, ne peut être appliqué aux règles de compétence. »	

	Conv. Bruxelles (1968)	Règlement Bruxelles I	Règlement Bruxelles I refondu	Conv. Lugano (2007)	Conv. La Haye (2005)
Loi appliquée par le juge d'origine	Art. 27 §4 « si le tribunal de l'État d'origine, pour rendre sa décision, a, en tranchant une question relative à l'état ou à la capacité des personnes physiques, aux régimes matrimoniaux, aux testaments et aux successions, méconnu une règle de droit international privé de l'État requis, à moins que sa décision n'aboutisse au même résultat que s'il avait fait application des règles du droit international privé de l'État requis »				
Interdiction de la révision	Art. 29 et art. 34 al. 3 « En aucun cas, la décision étrangère ne peut faire l'objet d'une révision au fond. »	Art. 36 et 45 §2 « En aucun cas, la décision étrangère ne peut faire l'objet d'une révision au fond. »	Art. 52 « En aucun cas une décision rendue dans un État membre ne peut faire l'objet d'une révision au fond dans l'État membre requis. »	Art. 36 et 45 §2 « En aucun cas, la décision étrangère ne peut faire l'objet d'une révision au fond. »	Art. 8 §2 « Sans préjudice de ce qui est nécessaire à l'application des dispositions du présent chapitre, il n'est procédé à aucune révision au fond du jugement rendu par le tribunal d'origine. (...) »

ANNEXE V. LISTE DES ÉTATS CONTRACTANTS AUX PRINCIPALES CONVENTIONS DE LA HAYE

**Tableau 5.1. Convention du 15 nov. 1965 relative à la signification et à la notification
à l'étranger des actes judiciaires et extrajudiciaires en matière civile et commerciale**

Pays	Date d'entrée en vigueur	Membre de la Conférence de La Haye	Membre de l'Union européenne
Albanie	1 juil. 2007	X	
Allemagne	26 juin 1979	X	X
Antigua et Barbuda	1 nov. 1981		
Argentine	1 déc. 2001	X	
Arménie	1 févr. 2013	X	
Australie	1 nov. 2010	X	
Bahamas	1 févr. 1998		
Barbade	1 oct. 1969		
Bélarus	1 févr. 1998	X	
Belgique	18 janv. 1971	X	X
Belize	1 mai 2010		
Bosnie-Herzégovine	1 févr. 2009	X	
Botswana	1 sept. 1969		
Bulgarie	1 août 2000	X	X
Canada	1 mai 1989	X	
Chine	1 janv. 1992	X	
Chypre	1 juin 1983	X	X
Colombie	1 nov. 2013		
Corée du Sud	1 août 2000	X	
Costa Rica	1 oct. 2016	X	
Croatie	1 nov. 2006	X	X
Danemark	1 oct. 1969	X	X
Égypte	10 févr. 1969	X	
Espagne	3 août 1987	X	X
Estonie	1 oct. 1996	X	X
États-Unis d'Amérique	10 févr. 1969	X	
Finlande	10 nov. 1969	X	X
France	1 sept. 1972	X	X
Grèce	18 sept. 1983	X	X
Hongrie	1 avr. 2005	X	X
Inde	1 août 2007	X	
Irlande	4 juin 1994	X	X
Islande	1 juil. 2009	X	
Israël	13 oct. 1972	X	
Italie	24 janv. 1982	X	X
Japon	27 juil. 1970	X	
Kazakhstan	1 juin 2016		
Koweït	1 déc. 2002		

Pays	Date d'entrée en vigueur	Membre de la Conférence de La Haye	Membre de l'Union européenne
L'ex-République yougoslave de Macédoine	1 sept. 2009	X	
Lettonie	1 nov. 1995	X	X
Lituanie	1 juin 2001	X	X
Luxembourg	7 sept. 1975	X	X
Malawi	1 déc. 1972		
Malte	1 oct. 2011	X	X
Maroc	1 nov. 2011	X	
Mexique	1 juin 2000	X	
Monaco	1 nov. 2007	X	
Monténégro	1 sept. 2012	X	
Norvège	1 oct. 1969	X	
Pakistan	1 août 1989		
Pays-Bas	2 janv. 1976	X	X
Pologne	1 sept. 1996	X	X
Portugal	25 févr. 1974	X	X
République de Moldova	1 févr. 2013	X	
République tchèque	1 janv. 1993	X	X
Roumanie	1 avr. 2004	X	X
Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord	10 févr. 1969	X	X
Russie	1 déc. 2001	X	
Saint-Marin	1 nov. 2002		
Saint-Vincent-et-les-Grenadines	27 oct. 1979		
Serbie	1 févr. 2011	X	
Seychelles	1 juil. 1981		
Slovaquie	1 janv. 1993	X	X
Slovénie	1 juin 2001	X	X
Sri Lanka	1 juin 2001	X	
Suède	1 oct. 1969	X	X
Suisse	1 janv. 1995	X	
Turquie	28 avr. 1972	X	
Ukraine	1 déc. 2001	X	
Venezuela	1 juil. 1994	X	
Viet Nam	1 oct. 2016	X	
Nombre total de ratification au 1 oct. 2016			71

Tableau 5.2. Convention du 18 mars 1970 sur l'obtention des preuves à l'étranger en matière civile et commerciale

Pays	Date d'entrée en vigueur	Membre de la Conférence de La Haye	Membre de l'Union européenne
Afrique du Sud	6 sept. 1997	X	
Albanie	14 sept. 2010	X	
Allemagne	26 juin 1979	X	X
Argentine	7 juil. 1987	X	
Arménie	26 août 2002	X	
Australie	22 déc. 1992	X	
Bélarus	6 oct. 2001	X	
Bosnie-Herzégovine	15 août 2008	X	
Brésil	8 juin 2014	X	
Bulgarie	22 janv. 2000	X	X
Chine	6 févr. 1998	X	
Chypre	14 mars 1983	X	X
Corée du Sud	12 févr. 2010	X	
Costa Rica	15 mai 2016	X	
Croatie	30 nov. 2009	X	X
Danemark	7 oct. 1972	X	X
Espagne	21 août 1987	X	X
Estonie	2 avr. 1996	X	X
Etats-Unis d'Amérique	7 oct. 1972	X	
Finlande	6 juin 1976	X	X
France	6 oct. 1974	X	X
Grèce	19 mars 2005	X	X
Hongrie	11 sept. 2004	X	X
Inde	8 avr. 2007	X	
Islande	9 janv. 2009	X	
Israël	17 sept. 1979	X	
Italie	21 août 1982	X	X
Lettonie	27 mai 1995	X	X
L'ex-République yougoslave de Macédoine	18 mai 2009	X	
Lituanie	1 oct. 2000	X	X
Luxembourg	24 sept. 1974	X	X
Malte	25 avr. 2011	X	X
Maroc	23 mai 2011	X	
Mexique	25 sept. 1989	X	
Monaco	18 mars 1986	X	
Monténégro	16 mars 2012	X	
Norvège	7 oct. 1972	X	
Pays-Bas	7 juin 1981	X	X
Pologne	13 avr. 1996	X	X
Portugal	11 mai 1975	X	X
République tchèque	1 janv. 1993	X	X
Roumanie	20 oct. 2003	X	X

Pays	Date d'entrée en vigueur	Membre de la Conférence de La Haye	Membre de l'Union européenne
Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord	14 sept. 1976	X	X
Russie	30 juin 2001	X	
Serbie	31 août 2010	X	
Singapour	26 déc. 1978	X	
Slovaquie	1 janv. 1993	X	X
Slovénie	17 nov. 2000	X	X
Sri Lanka	30 oct. 2000	X	
Suède	1 juil. 1975	X	X
Suisse	1 janv. 1995	X	
Turquie	12 oct. 2004	X	
Ukraine	1 avr. 2001	X	
Venezuela	31 déc. 1993	X	
Barbade	4 mai 1981		
Colombie	13 févr. 2012		
Koweït	7 juil. 2002		
Liechtenstein	11 janv. 2009		
Seychelles	7 mars 2004		
Nombre total de ratification au 1 oct. 2016			59

Tableau 5.3. Convention du 25 octobre 1980 tendant à faciliter l'accès international à la justice

Pays	Date d'entrée en vigueur	Membre de la Conférence de La Haye	Membre de l'Union européenne
Albanie	1 août 2008	X	
Bélarus	1 mars 1998	X	
Bosnie-Herzégovine	6 mars 1992	X	
Brésil	1 févr. 2012	X	
Bulgarie	1 févr. 2000	X	X
Chypre	1 oct. 2000	X	X
Costa Rica	1 juin 2016	X	
Croatie	8 oct. 1991	X	X
Espagne	1 mai 1988	X	X
Estonie	1 mai 1996	X	X
Finlande	1 sept. 1988	X	X
France	1 mai 1988	X	X
Lettonie	1 mars 2000	X	X
L'ex-République yougoslave de Macédoine	17 nov. 1991	X	
Lituanie	1 nov. 2000	X	X
Luxembourg	1 mai 2003	X	X
Malte	1 mai 2011	X	X
Monténégro	3 juin 2006	X	
Pays-Bas	1 juin 1992	X	X
Pologne	1 nov. 1992	X	X
République tchèque	1 juil. 2001	X	X
Roumanie	1 nov. 2003	X	X
Serbie	22 avr. 1992	X	
Slovaquie	1 juin 2003	X	X
Slovénie	25 juin 1991	X	X
Suède	1 mai 1988	X	X
Suisse	1 janv. 1995	X	
Kazakhstan	1 avr. 2015		
Nombre total de ratification au 1 oct. 2016			28

Tableau 5.4. Convention du 30 juin 2005 sur les accords d'élection de for

Pays/Organisation	Date d'entrée en vigueur	Membre de la Conférence de La Haye	Membre de l'Union européenne
Autriche	1 oct. 2015	X	X
Belgique	1 oct. 2015	X	X
Bulgarie	1 oct. 2015	X	X
Chypre	1 oct. 2015	X	X
Croatie	1 oct. 2015	X	X
Espagne	1 oct. 2015	X	X
Estonie	1 oct. 2015	X	X
Finlande	1 oct. 2015	X	X
France	1 oct. 2015	X	X
Grèce	1 oct. 2015	X	X
Hongrie	1 oct. 2015	X	X
Irlande	1 oct. 2015	X	X
Italie	1 oct. 2015	X	X
Lettonie	1 oct. 2015	X	X
Lituanie	1 oct. 2015	X	X
Luxembourg	1 oct. 2015	X	X
Malte	1 oct. 2015	X	X
Mexique	1 oct. 2015	X	
Pays-Bas	1 oct. 2015	X	X
Pologne	1 oct. 2015	X	X
Portugal	1 oct. 2015	X	X
République tchèque	1 oct. 2015	X	X
Roumanie	1 oct. 2015	X	X
Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord	1 oct. 2015	X	X
Singapour	1 oct. 2016	X	
Slovaquie	1 oct. 2015	X	X
Slovénie	1 oct. 2015	X	X
Suède	1 oct. 2015	X	X
Nombre total de ratification au 1 oct. 2016			29

BIBLIOGRAPHIE

I. OUVRAGES, MONOGRAPHIES ET THÈSES.....	490
1.1. Ouvrages généraux	490
1.2. Ouvrages spéciaux	492
1.3. Ouvrages collectifs	493
1.4. Thèses et mémoire(s).....	496
1.5. Mélanges	498
1.6. Encyclopédies et répertoires	498
1.7. Dictionnaires.....	501
1.7.1. Dictionnaires juridiques	501
1.7.2. Dictionnaires généraux	501
II. ARTICLES, CONTRIBUTIONS, INTERVENTIONS, TRAVAUX DE RECHERCHE, ET NOTES DE JURISPRUDENCE.....	502
III. INSTRUMENTS JURIDIQUES ET DOCUMENTS OFFICIELS	517
3.1. Source internationale.....	517
3.1.1. Organisation des Nations Unies.....	517
3.1.1.1. Conventions	517
3.1.1.2. Commission des Nations Unies pour le droit commercial international	517
3.1.2. Conférence de La Haye.....	517
3.1.2.1. Conventions	517
3.1.2.2. Autres documents.....	518
3.1.3. Convention bilatérale	518
3.2. Source régionale	518
3.2.1. Conseil de l'Europe.....	518
3.2.1.1. Conventions	518
3.2.1.2. Études de la CEPEJ.....	519
3.2.1.3. Autres documents.....	519
3.2.2. Union européenne	519
3.2.2.1. Droit primaire.....	519
3.2.2.2. Droit dérivé	520
3.2.2.2.1. Règlements.....	520
3.2.2.2.2. Directives	522
3.2.2.2.3. Décisions.....	523
3.2.2.3. Propositions et travaux préparatoires.....	524
3.2.2.4. Conventions et accords	527
3.2.2.4.1. Conventions adoptées par les États membres	527
3.2.2.4.2. Convention et accords adoptés par la Communauté ou l'Union européenne	527

3.2.2.5. Communications et informations	528
3.2.2.5.1. Communications et rapports	528
3.2.2.5.2. Conclusions, résolutions, accord(s) et informations	530
3.2.2.5.3. Recommandations et avis	532
3.2.2.5.4. Études	532
3.2.2.6. Communiqués de presse, discours, guides, publications et divers	533
3.3. Source nationale	534
3.3.1. France	534
3.3.1.1. Codes	534
3.3.1.2. Communications et autres supports	534
3.3.2. Autres pays	534
IV. JURISPRUDENCE	535
4.1. Régionale	535
4.1.1. Cour européenne des droits de l'Homme	535
4.2.2. Cour de justice de l'Union européenne	536
4.2.2.1. Arrêts	536
4.2.2.1.1. Cour de justice	536
4.2.2.1.2 Tribunal	542
4.2.2.2. Ordonnances	542
4.2.2.3. Avis	542
4.2.2.4. Conclusions	542
4.3. Nationale (France)	543
4.3.1. Cour de cassation	543
4.3.2. Autres juridictions	543
V. SITES INTERNET	544

I. OUVRAGES, MONOGRAPHIES ET THÈSES

1.1. Ouvrages généraux

-A-

ARISTOTE

- *Politique*, trad. BARTHÉLEMY-SAINT-HILAIRE (J.), Librairie Philosophique de Ladrangue, 13^e éd., 1874.

ATIAS (C.)

- *Philosophie du droit*, PUF, 3^e éd., 2012.

AUDIT (B.) et D'AVOUT (L.)

- *Droit international privé*, Economica, 7^e éd., 2013.

-B-

BERGÉ (J.-S.) et ROBIN-OLIVIER (S.)

- *Droit européen. Union européenne. Conseil de l'Europe*, PUF, 2^e éd., 2011.

BERGEL (J.-L.)

- *Théorie générale du droit*, Dalloz, 5^e éd., 2012.

BLANQUET (M.) et ISAAC (G.)

- *Droit général de l'Union européenne*, Sirey, 10^e éd., 2012.

BLUMANN (C.) et DUBOIS (L.)

- *Droit institutionnel de l'Union européenne*, LexisNexis, 5^e éd., 2013.

BOULOC (B.)

- *Procédure pénale*, Dalloz, 24^e éd., 2013.

BUREAU (D.) et MUIR WATT (H.)

- *Droit international privé*, PUF, 3^e éd., t. I, 2014.
- *Droit international privé*, PUF, 3^e éd., t. II, 2014.

-C-

CACHARD (O.)

- *Droit du commerce international*, LGDJ, 2^e éd., 2011.
- *Droit international privé*, Larcier, 4^e éd., 2015.

CADIET (L.) et JEULAND (E.)

- *Droit judiciaire privé*, LexisNexis, 8^e éd., 2013.

CADIET (L.), NORMAND (J.) et AMRANI-MEKKI (S.)

- *Théorie générale du procès*, PUF, 2^e éd., 2013.

CLERGERIE (J.-L.), GRUBER (A.) et RAMBAUD (P.)

- *L'Union européenne*, Dalloz, 10^e éd., 2014.

CUNIBERTI (G.)

- *Grands systèmes de droit contemporains*, LGDJ, 3^e éd., 2015.

-D-**DONY (M.)**

- *Droit de l'Union européenne*, Éditions de l'Université de Bruxelles, 5^e éd., 2014.

-F-**FAVOREU (L.), GAÏA (P.), GHEVONTIAN (R.), MÉLIN-SOUCRAMANIEN (F.), PENA (A.), PFERSMANN (O.), PINI (J.), ROUX (A.), SCOFFONI (G.) et TREMEAU (J.)**

- *Droit des libertés fondamentales*, LGDJ, 7^e éd., 2015.

FRICERO (N.) et JULIEN (P.)

- *Procédure civile*, LGDJ, 5^e éd., 2014.

-G-**GOBRY (Y.)**

- *La philosophie pratique d'Aristote*, Presses Universitaires de Lyon, 1995.

GROSCLAUDE (J.) et MARCHESSOU (P.)

- *Procédures fiscales*, Dalloz, 7^e éd., 2014.

GUINCHARD (S.), CHAINAIS (C.), DELICOSTOPOULOS (C. S.), DELICOSTOPOULOS (I. S.), DOUCHY-LOUDOT (M.), FERRAND (F.), LAGARDE (X.), MAGNIER (V.), RUIZ FABRI (H.), SINOPOLI (L.) et SOREL (J.-M.)

- *Droit processuel. Droits fondamentaux du procès*, Dalloz, 8^e éd., 2015.

GUINCHARD (S.), CHAINAIS (C.) et FERRAND (F.)

- *Procédure civile. Droit interne et droit de l'Union européenne*, Dalloz, 32^e éd., 2014.

GUINCHARD (S.), VARINARD (A.) et DEBARD (T.)

- *Institutions juridictionnelles*, Dalloz, 12^e éd., 2013.

-H-**HÉRON (J.) et LE BARS (T.)**

- *Droit judiciaire privé*, LGDJ, 6^e éd., 2015.

HEUZÉ (V.) et MAYER (P.)

- *Droit international privé*, LGDJ, 11^e éd., 2014.

-J-**JACQUET (J.-M.), DELEBECQUE (P.) et CORNELOUP (S.)**

- *Droit du commerce international*, Dalloz, 3^e éd., 2015.

JEULAND (E.)

- *Droit processuel général*, LGDJ, 3^e éd., 2014.

-K-**KESSEDJIAN (C.)**

- *Droit du commerce international*, PUF, 2013.

-L-**LEFEBVRE (R.)**

- *La justice et le droit*, Dalloz, 5^e éd., 2012.

LOQUIN (É.)

- *L'arbitrage du commerce international*, Lextenso, 2015.

LOUSSOUARN (Y.), BOUREL (P.) et DE VAREILLES-SOMMIÈRES (P.)

- *Droit international privé*, Dalloz, 10^e éd., 2013.

-M-**MOTULSKY (H.)**

- *Droit processuel. Textes recueillis et mis en corrélation avec la loi relative à la réforme de la procédure civile*, avec la contr. de CAPEL (M.-M.), Montchrestien, 1973.

-N-**NIBOYET (M.-L.) et DE GEOUFFRE DE LA PRADELLE (G.)**

- *Droit international privé*, LGDJ, 4^e éd., 2013.

-R-**RACINE (J.-B.) et SHIRIAINEN (F.)**

- *Droit du commerce international*, Dalloz, 2^e éd., 2011.

RENUCCI (J.-F.)

- *Droit européen des droits de l'homme*, LGDJ, 2012.
- *Droit européen des droits de l'homme. Droits et libertés fondamentaux garantis par la CEDH*, LGDJ, 6^e éd., 2015.

SERAGLINI (C.) et ORTSCHIEDT (J.)

- *Droit de l'arbitrage interne et international*, Montchrestien, 2013.

SOLUS (H.) et PERROT (R.)

- *Droit judiciaire privé*, t. 1, Sirey, 1961.

SUDRE (F.)

- *Droit européen et international des droits de l'homme*, PUF, 12^e éd., 2015.

DE VITORIA (F.)

- *La justice*, trad. J.-P. COUJOU, Dalloz, 2014.

1.2. Ouvrages spéciaux**-A-****ATTAL (M.) et BAUCHY (J.)**

- *Code de droit international privé français 2015-2016*, Bruylant, 3^e éd., 2015.

AUTEXIER (C.)

- *Introduction au droit public allemand*, PUF, 1997, reprint *Revue générale du droit*, 2015, n°21661.

-B-**BERGÉ (J.-S.)**

- *L'application du droit national, international et européen*, Dalloz, 2013.

-C-

CHARDON (M.), DOUCHY-LOUDOT (M.), GENSOLLEN (S.), GUINCHARD (E.), LITVINSKI (D.) et MENUT (B.)

- *Transmission, signification ou notification des actes*, LexisNexis, 2^e éd., 2014.

-F-

FRICERO (N.), POIVEY-LECLERCQ (H.) et SAUPHANOR (S.)

- *Procédure participative assistée par avocat*, Lamy, 2012.

-G-

GAVALDA (C.), PARLÉANI (G.) et LECOURT (A.)

- *Droit des affaires de l'Union européenne*, LexisNexis, 7^e éd., 2015.

GAUDEMET-TALLON (H.)

- *Compétence et exécution des jugements en Europe. Matière civile et commerciale. Règlements 44/2001 et 1215/2012, Conventions de Bruxelles (1968) et de Lugano (1988 et 2007)*, LGDJ, 5^e éd., 2015.

GAUDIN (H.), BLANQUET (M.), ANDRIANTSIMBAZOVINA (J.) et FINES (F.)

- *Les grands arrêts de la Cour de justice de l'Union européenne*, Dalloz, 2014, t. 1.

-L-

LECOURT (R.)

- *L'Europe des juges*, Bruylant, 1976.

-Q-

QUERMONNE (J.-L.)

- *Le système politique de l'Union européenne*, Montchrestien, 2002.

-R-

ROBERGE (J.-F.)

- *La justice participative. Changer le milieu juridique par une culture intégrative du règlement des différends*, Éditions Yvon Blais, 2011.

-S-

SAURON (J.-L.) et REGUER-PETIT (L.)

- *Procédures devant les juridictions de l'Union européenne et devant la CEDH*, Gualino, 3^e éd., 2014.

SIMON (D.)

- *Le système juridique communautaire*, PUF, 2001.

1.3. Ouvrages collectifs

-A-

D'AMBRA (D.), BENOÎT-ROHMER (F.) et GREWE (C.) (dir.)

- *Procédure(s) et effectivité des droits*, Bruylant, 2003.

ASSOCIATION DES HAUTES JURIDICTIONS DE CASSATION DES PAYS AYANT EN PARTAGE L'USAGE DU FRANÇAIS (AHJUCAF)

- *Internationalisation du droit, internalisation de la justice*, 3^e Congrès, 21-23 juin 2010, Cour Suprême du Canada, Ottawa (disp. en ligne : <<http://www.ahjucaf.org/>>).

-B-

BEERNAERT (M.-A.), DE LEVAL (G.), DE VALKENEER (C.), DEVOS (A.), DOCQUIR (P.-F.), ENGLEBERT (J.), HANON (C.), JANSSENS (J.-P.), KRENC (F.), KUTY (O.), LAMBERT (M.), LETELLIER (V.), MARTENS (P.), MASSART (L.) et SAROLÉA (S.)

- *Les droits de l'homme et l'efficacité de la justice*, Larcier, 2010.

BESSON (S.) et PICHONNAZ (P.) (Éd.)

- *Les principes en droit européen*, LGDJ, 2011.

BISMUTH (R.) (dir.)

- *La standardisation internationale privée. Aspects juridiques*, Larcier, 2013.

BLOHORN-BRENNEUR (S.) (dir.)

- *Conciliation et médiation commerciales. Domaines d'application et droit comparé*, L'Harmattan, 2013.

-C-

CABRILLAC (R.) (dir.)

- *Libertés et droits fondamentaux*, Dalloz, 21^e éd., 2015.

CABRILLAC (R.), FRISON-ROCHE (M.-A.) et REVET (T.) (dir.)

- *Libertés et droits fondamentaux*, Dalloz, 18^e éd., 2012.

CADIET (L.) (dir.)

- *Médiation et arbitrage. Alternative dispute resolution. Alternative à la justice ou justice alternative ? Perspectives comparatives*, LexisNexis, 2005.

CADIET (L.), JEULAND (E.) et AMRANI-MEKKI (S.) (dir.)

- *Droit processuel civil de l'Union européenne*, LexisNexis, 2011.

CAUDAL (S.) (dir.)

- *Les principes en droit*, Economica, 2008.

CHEVALIER (P.), DESDEVISES (Y.) et MILBURN (P.) (dir.)

- *Les modes alternatifs de règlement des litiges : les voies nouvelles d'une autre justice*, La documentation française, 2003.

CLÉMENT-WILZ (L.) et POILLOT-PERUZZETTO (S.) (dir.)

- *Construire la citoyenneté européenne*, P.I.E. Peter Lang, 2014.

COHEN (D.) (dir.)

- *Droit et économie du procès civil*, LGDJ, 2010.

-D-

DECAUX (E.) (dir.) et MARTIN (F.) (coord.)

- *Le Pacte international relatif aux droits civils et politiques. Commentaire article par article*, Economica, 2011.

DONIER (V.) et LAPÉROU-SCHENEIDER (B.) (dir.)

- *L'accès au juge. Recherche sur l'effectivité d'un droit*, Bruylant, 2013.

DONY (M.) (Éd.)

- *La dimension externe de l'espace de liberté, de sécurité et de justice au lendemain de Lisbonne et de Stockholm : un bilan à mi-parcours*, Éditions de l'Université de Bruxelles, 2012.

DOUCHY-LOUDOT (M.) et GUINCHARD (E.) (dir.)

- *La justice civile européenne en marche*, Dalloz, 2012.

-F-

FALLON (M.), LAGARDE (P.) et POILLOT-PERUZZETTO (S.) (dir.)

- *La matière civile et commerciale, socle d'un code européen de droit international privé*, Dalloz, 2009.

FAVREAU (B.) (dir.)

- *La Charte des droits fondamentaux de l'Union européenne après le Traité de Lisbonne*, Bruylant, 2010.

FENTIMAN (R.), NUYTS (A.), TAGARAS (H.) et WATTÉ (N.) (dir.)

- *L'espace judiciaire européen en matières civile et commerciale*, Bruylant, 1999.

FRANCIONI (F.) (dir.)

- *The Rights of Access to Justice as a Human Right*, Oxford University Press, 2007.

FRICERO (N.) (dir.), **BUTRUILE-CARDEW (C.), BENRAÏS (L.), GORCHS-GELZER (B.)** et **PAYAN (G.)**

- *Le guide des modes amiables de résolution des différends (MARD)*, Dalloz, 2^e éd., 2015.

-G-

GROUPE EUROPÉEN DE DROIT INTERNATIONAL PRIVÉ

- *Compte rendu de la 18^e réunion*, Bergen, 19-21 sept. 2008.

GUINCHARD (E.) (dir.)

- *Le nouveau règlement Bruxelles I bis. Règlement n°1215/2012 du 12 décembre 2012 concernant la compétence judiciaire, la reconnaissance et l'exécution des décisions en matière civile et commerciale*, Bruylant, 2014.

-J-

JAULT-SESEKE (F.), LELIEUR (J.) et PIGACHE (C.) (dir.)

- *L'espace judiciaire européen civil et pénal. Regards croisés*, Dalloz, 2009.

-L-

LEROYER (A.-M.) et JEULAND (E.) (dir.)

- *Quelle cohérence pour l'espace judiciaire européen ?*, Dalloz, 2004.

-M-

MALLET-BRICOUT (B.) et NOURISSAT (C.) (dir.)

- *La transaction dans toutes ses dimensions*, Dalloz, 2006.

MASTOR (W.) et MINIATO (L.) (dir.)

- *Les figures du procès au delà des frontières*, Dalloz, 2013.

MAYER (P.) (dir.)

- *Arbitrage et droit de l'Union européenne*, LexisNexis, 2012.

MICHEL (V.) (dir.)

- *Le droit, les institutions politiques et l'Union européenne face à l'impératif de cohérence*, Presses Universitaires de Strasbourg, 2009.

MOLINIER (J.) (dir.)

- *Les principes fondateurs de l'Union européenne*, PUF, 2005.

-P-

PICHERAL (C.) (dir.)

- *Le droit à un procès équitable au sens du droit de l'Union européenne*, Anthemis, 2012.

POILLOT-PERUZZETTO (S.) (dir.)

- *Vers une culture juridique européenne ?*, LGDJ, 1998.
- *Trajectoires de l'Europe, unie dans la diversité depuis 50 ans*, Dalloz, 2008.

PUTMAN (E.) (dir.)

- *L'accès à la justice*, Presses Universitaires d'Aix-Marseille, 2007.

-R-

RIDEAU (J.) (dir.)

- *Le droit au juge dans l'Union européenne*, LGDJ, 1998.

-V-

DE VAREILLES-SOMMIÈRES (P.) (Éd.)

- *Forum shopping in the European Judicial Area*, Hart Publishing, 2007.

-W-

WIEVIORKA (M.) (dir.)

- *Rendre (la) Justice*, Éditions Sciences Humaines, 2013.

1.4. Thèses et mémoire(s)

-B-

BAUCHY (J.)

- *L'espace civil européen : d'une structure substantielle à une construction processuelle*, thèse dirigée par ATTAL (M.), Université Toulouse 1 Capitole, 2014.

BOTTON (A.)

- *Contribution à l'étude de l'autorité de la chose jugée au pénal sur le civil*, LGDJ, 2010.

BOUMGHAR (M.)

- *Une approche de la notion de principe dans le système de la Convention européenne des droits de l'Homme*, Pedone, 2010.

-C-**CLAVEL (J.)**

- *Le déni de justice économique dans l'arbitrage international. L'effet négatif du principe de compétence-compétence*, thèse dirigée par KHAIRALLAH (G.), Université Paris II Panthéon-Assas, 2011.

CORBION (L.)

- *Le déni de justice en droit international privé*, Presses universitaires d'Aix-Marseille, 2004.

-F-**DE FONTMICHEL (M.)**

- *Le faible et l'arbitrage*, Economica, 2013.

-J-**JOUEM (M.)**

- *La sanction prononcée par les parties au contrat : étude sur la justice privée dans les rapports contractuels de droit privé*, Economica, 2013.

-L-**LASSERRE (M.-C.)**

- *Le droit de la procédure civile de l'Union européenne forme-t-il un ordre procédural ?*, thèse dirigée par HENRY (L. C.), Université de Nice Sophia-Antipolis, 2013.

LÓPEZ DE TEJADA (M.)

- *La disparition de l'exequatur dans l'espace judiciaire européen*, LGDJ, 2013.

-M-**MONTJEAN-DUCAUDIN (S.)**

- *La traduction du droit dans la procédure judiciaire. Contribution à l'étude de la linguistique juridique*, Dalloz, 2012.

MORVAN (P.)

- *Le principe de droit privé*, LGDJ, 1999.

-N-**NEDELICHEVA (A.)**

- *Le droit au juge dans l'Union européenne*, thèse dirigée par RIDEAU (J.), Université Nice-Sophia Antipolis, 2015.

-P-**PAILLER (L.)**

- *Le respect de la Charte des droits fondamentaux de l'Union européenne dans l'espace judiciaire européen en matière civile et commerciale*, thèse dirigée par MARCHANDIER (F.) et GARAUD (É.), Université de Limoges, 2015.

PARTSCH (P.-E.)

- *Le droit international privé européen. De Rome à Nice*, Larcier, 2003.

PÉROZ (H.)

- *La réception des jugements étrangers dans l'ordre juridique français*, LGDJ, 2005.

-R-**ROCCATI (M.)**

- *Le rôle du juge national dans l'espace judiciaire européen. Du marché intérieur à la coopération civile*, Bruylant, 2013.

-T-**TAUPIAC-NOUVEL (G.)**

- *Le principe de la reconnaissance mutuelle des décisions répressives dans l'Union européenne*, LGDJ, 2011.

-V-**VERGÈS (É.)**

- *Les principes directeurs du procès judiciaire. Étude d'une catégorie juridique*, thèse dirigée par CIAMAMONTI (S.), Université d'Aix-Marseille, 2000.

1.5. Mélanges

Justices et droit du procès. Du légalisme procédural à l'humanisme processuel, Mélanges en l'honneur de Serge GUINCHARD, Dalloz, 2010.

Mélanges en l'honneur du Professeur Joël MOLINIER, LGDJ, 2012.

Libertés, Mélanges en l'honneur de Jacques ROBERT, Montchrestien, 1998.

1.6. Encyclopédies et répertoires**-A-****ALEXANDRE (D.) et HUET (A.)**

- « Compétence européenne, reconnaissance et exécution : matières civile et commerciale », *Répertoire de droit européen*, Dalloz, janv. 2015 (màj. juin. 2016).

-B-**BERAUDO (J.-P.) et BERAUDO (M.-J.)**

- « Injonction de payer européenne et procédure européenne de règlement des petits litiges », *Juris-Classeur Europe Traité*, LexisNexis, fasc. 2820, mars 2009 (màj. déc. 2015).
- « Convention de Bruxelles, Convention de Lugano, Règlement (CE) n°44/2001, Règlement (UE) n°1215/2012. Généralités et champ d'application », *Juris-Classeur Europe Traité*, LexisNexis, fasc. 3000, mai 2016.

BOGDANOVA-PATAUD (N.)

- « Russie. Droit international privé », *Juris-Classeur droit comparé*, fasc. 60, 19 mai 2010.

-C-**CATHIARD (C.)**

- « Transfert intracommunautaire de siège social », *Répertoire de droit des sociétés*, Dalloz, juin 2014.

CHRISTIANOS (V.) et PICOD (F.)

- « Consommateurs », *Répertoire de droit européen*, Dalloz, janv. 2003 (màj. juin. 2016).

CORNETTE (F.)

- « Entraide judiciaire internationale. Notification des actes à l'étranger », *Juris-Classeur Procédure civile*, LexisNexis, fasc. 56, mai 2015.

-D-**DOUCHY-LOUDOT (M.) et JOLY-HURARD (J.)**

- « Médiation et conciliation », *Répertoire de procédure civile*, Dalloz, mars 2013 (màj. mars 2016).

-F-**FRADIN (O.) et CROZE (H.)**

- « Transaction », *Juris-Classeur Procédures Formulaire*, LexisNexis, fasc. 10, mai 2011 (màj. févr. 2016).

-G-**GAONAC'H (A.)**

- « Transaction », *Répertoire de procédure civile*, Dalloz, mai 2011 (màj. avr. 2016).

GERKRATH (J.)

- « Égalité de traitement », *Répertoire de droit européen*, Dalloz, déc. 2002 (màj. oct. 2015).

GERPHAGNON (H.)

- « Aide juridique », *Répertoire de procédure civile*, Dalloz, juin 2015 (màj. janv. 2016).

-H-**HUET (A.)**

- « Titre exécutoire européen », *Répertoire de droit européen*, Dalloz, août 2006.

-J-**JIN (B.)**

- « Chine. Droit international privé », *Juris-Classeur droit comparé*, fasc. 60, 17 déc. 2012.

-K-**KAUFF-GAZIN (F.)**

- « Union européenne (Traité de Nice) », *Répertoire de droit européen*, Dalloz, août 2015.

-M-**MARMISSE-D'ABBADIE D'ARRAST (A.)**

- « Espace de liberté, de sécurité et de justice », *Répertoire de droit européen*, Dalloz, sept. 2010 (màj. avr. 2016).

MOLINIER (J.)

- « Principes généraux », *Répertoire de droit européen*, Dalloz, mars 2011 (màj. juin 2016).

MONTAGNIER (G.) et DEBARD (T.)

- « Droit de l'Union européenne et procédure civile », *Répertoire de procédure civile*, Dalloz, mars 2014.

MOREAU DEFARGUES (P.)

- « Conseil de l'Europe », *Répertoire de droit international*, Dalloz, déc. 1999 (màj. mars 2009).

-P-**PERTEK (J.)**

- « Avocat », *Répertoire de droit européen*, Dalloz, sept. 2013 (màj. juin 2015)

PICOD (F.) et RIDEAU (J.)

- « Renvoi préjudiciel », *Répertoire de droit européen*, Dalloz, janv. 2006 (màj. oct. 2013).

POILLOT-PERUZZETTO (S.)

- « Médiation », *Répertoire de droit européen*, Dalloz, juin 2013 (màj. juin 2016).

-R-**REDON (M.)**

- « Copies et reproductions de pièces », *Répertoire de procédure civile*, Dalloz, juin 2012 (màj. juin 2016).

REVILLARD (M.)

- « Légalisation », *Répertoire de droit international*, Dalloz, janv. 2006 (màj. juin 2016).

-S-**SAUMIER (G.)**

- « Canada (Provinces de *common law*). Droit international privé », *Juris-Classeur droit comparé*, fasc. 62, 1^{er} oct. 2010.

SORASIO (D.)

- « Union européenne (Traité de Maastricht) », *Répertoire de droit européen*, Dalloz, déc. 1992 (màj. mars 2009).
- « Union européenne (Traité d'Amsterdam) », *Répertoire de droit européen*, Dalloz, déc. 1998 (màj. mars 2009).

STURLÈSE (B.)

- « Accès à la justice », *Répertoire de droit international*, Dalloz, déc. 1998 (màj. mars 2009).
- « Entraide judiciaire (matière civile) », *Répertoire de droit international*, Dalloz, déc. 1998 (màj. mars 2012).

SYNVET (H.)

- « Société », *Répertoire de droit international*, Dalloz, août 2004 (maj. févr. 2010).

1.7. Dictionnaires

1.7.1. Dictionnaires juridiques

ALLAND (D.) et RIALS (S.) (dir.)

- *Dictionnaire de la culture juridique*, PUF, 2003.

ASSOCIATION HENRI CAPITANT, CORNU (G.) (dir)

- *Vocabulaire juridique*, PUF, 10^e éd., 2014.

CADIET (L.) (dir.)

- *Dictionnaire de la Justice*, PUF, 2004.

GUINCHARD (S.) et DEBARD (T.) (dir.)

- *Lexique des termes juridiques 2016/2017*, Dalloz, 24^e éd., 2016.

1.7.2. Dictionnaires généraux

Centre national de ressources textuelles et lexicales (<http://www.cnrtl.fr/>).

LITTRÉ (P.-E.)

- *Dictionnaire de la langue française*, supp. BAUDENEAU (J.) et BÉGUÉ (C.), dir, Encyclopaedia Britannica France, 1999.

Dictionnaire de l'Académie française, 9^e éd., 1992.

Dictionnaire Larousse en ligne (<http://www.larousse.fr/>).

II. ARTICLES, CONTRIBUTIONS, INTERVENTIONS, TRAVAUX DE RECHERCHE, ET NOTES DE JURISPRUDENCE

-A-

ADALID (S.), BERKES (A.), COMBET (M.), COMPAIN (A.), CORSO (C.), DE SANCTIS (S.), DELGADO (L.), DUMONT (L.), EL BOUSTANI (Y.), GARCIA (M.), LABAYLE (S.), LE BARREAU (L.), MAZILLE (C.), DI NOTO (R.), QUEGUINER (J.-S.), ROCCATI (M.), VERDIER-BÜSCHEL (I.) et WARYLEWSKA (K.)

- « L'Espace de liberté sécurité justice : un droit à géographie variable ? », *Revue trimestrielle de droit européen*, 2012, p. 828.

ALEXANDRE (D.) et HUET (A.)

- « Litispendance et connexité dans les relations entre un État membre de l'Union européenne et un État tiers », *Recueil Dalloz*, 2013, p. 1499.

AMRANI-MEKKI (S.)

- « Efficacité et nouvelles technologies », *Procédures*, 2010, n°4, doss. 5.
- « Règlement (CE) n°1896/2006 du 12 décembre 2006 instituant une procédure européenne d'injonction de payer », in CADIET (L.), JEULAND (E.) et AMRANI-MEKKI (S.), dir., *Droit processuel civil de l'Union européenne*, LexisNexis, 2011, p. 249.

ATTAL (M.)

- « Union européenne et convention de La Haye de 2005 sur les accords d'élection de for : vers un droit communautaire de source non communautaire », *Recueil Dalloz*, 2009, p. 2375.

D'AVOUT (L.)

- « La circulation automatique des titres exécutoires imposée par le règlement 805/2004 du 21 avril 2004 », *Revue critique de droit international privé*, 2006, p. 1.
- « La refonte du règlement Bruxelles I », *Recueil Dalloz*, 2013, p. 1014.

-B-

BARANÈS (W.) et FRISON-ROCHE (M.-A.)

- « Le souci de l'effectivité du droit », *Recueil Dalloz*, 1996, p. 301.

BARBA (M.)

- « Casse-tête jurisprudentiel autour de l'exequatur (à propos des arrêts Meroni et Avotins) », *Réseau universitaire européen – Droit de l'espace liberté, sécurité & justice*, 29 mai 2016.

BARRIÈRE BROUSSE (I.)

- « Le Traité de Lisbonne et le droit international privé », *Journal de droit international (Clunet)*, janv. 2010, n°1, doctr. n°1.

BAUCHY (J.), CORNETTE (F.), COUTTS (S.), DIBOS (F.), HOURMAT (C.), LARBRE (D.), LE BORGNE (K.), LOUBEYRE (A.), MOILLE (C.), MORIN (M.-E.), PAILLER (L.), PELLEGRINI (C.), RACHO (T.) et VENENCIE (M.-B.)

- « L'Espace de liberté sécurité justice : un droit à géométrie variable ? », *Revue trimestrielle de droit européen*, 2012, p. 839.

DE BELVAL (B.)

- « Petite réflexion sur le développement des modes alternatifs de règlement des litiges par rapport au droit », *La Gazette du Palais*, 2012, n°129, p. 11.

BENHAMOU (Y.)

- « Vers une inexorable privatisation de la justice ? Contribution à une étude critique de l'une des missions régaliennes de l'État », *Recueil Dalloz*, 2003, p. 2773.

BERGÉ (J.-S.)

- « La reconnaissance mutuelle en matière civile et commerciale : questionnements de droit international privé européen », in MICHEL (V.) (dir.), *Le principe de reconnaissance mutuelle*, Actes du colloque de Strasbourg, oct. 2008, <<http://cejec.u-paris10.fr/>>.
- « Le droit du marché intérieur et le droit international privé communautaire : de l'incomplétude à la cohérence », in MICHEL (V.) (dir.), *Le droit, les institutions politiques et l'Union européenne face à l'impératif de cohérence*, Presses Universitaires de Strasbourg, 2009, p. 339.
- « Les rapports UE et Conv. EDH en matière de coopération judiciaire civile : entre rétrospective et perspective », *Revue trimestrielle de droit européen*, 2014, p. 361.
- « Avotins ou le calme qui couve la tempête », *Réseau universitaire européen – Droit de l'espace liberté, sécurité & justice*, 26 mai 2016.

BEYNEIX (I.) et LEMMET (L.-C.)

- « L'arbitrage international est-il encore véritablement un mode de règlement des différends ? », *Revue trimestrielle de droit commercial*, 2012, p. 225.

BISMUTH (R.)

- « Une cartographie de la standardisation internationale privée : tentative d'identification d'objet et de ses enjeux », in BISMUTH (R.) (dir.), *La standardisation internationale privée. Aspects juridiques*, Larcier, 2013, p. 9.

BLUMANN (C.)

- « Objectifs et principes en droit communautaire », in *Le droit de l'Union européenne en principes*, Mél. J. RAUX, Éditions Apogée, 2006, p. 39.

BOSKOVIC (O.)

- « Compétence en matière de contrat conclus par les consommateurs », *Revue critique de droit international privé*, 2014, p. 630.

BOLLÉE (S.)

- « Les questions liées à l'appréciation et aux effets de la convention d'arbitrage », in MAYER (P.) (dir.), *Arbitrage et droit de l'Union européenne*, LexisNexis, 2012, p. 15.

BOUCOBZA (X.) et SERINET (Y.-M.)

- « Les principes du procès équitable dans l'arbitrage international », *Journal du Droit international (Clunet)*, janv. 2012, n°1, doctr. 2.

-C-

CADET (F.)

- « Le nouveau Règlement Bruxelles I ou l'itinéraire d'un enfant gâté », *Journal de droit international (Clunet)*, juil. 2013, n°3, 7.

CADIET (L.)

- « Avant-propos », in CADIET (L.) (dir.), *Médiation et arbitrage. Alternative dispute resolution. Alternative à la justice ou justice alternative ? Perspectives comparatives*, LexisNexis, 2005, p. 5.

- « Directive n°2008/52/CE du 21 mai 2008 sur certains aspects de la médiation en matière civile et commerciale », in CADIET (L.), JEULAND (E.) et AMRANI-MEKKI (S.), dir., *Droit processuel civil de l'Union européenne*, LexisNexis, 2011, p. 321.

CALLÉ (P.), PASQUALIS (P.), WAUTELET (P.) et NOURISSAT (C.)

- « Pour la reconnaissance des actes authentiques au sein de l'espace de liberté, de sécurité et de justice », *Les petites affiches*, 2012, n°68, p. 6.

CAMMAS (G.) et ROUTIER (R.)

- « La "globalisation" du droit des affaires ? », *Revue Droit 21*, 2001, E 004 Copyright Transactive 2000-2001.

CASTILLO (M.)

- « La médiation, un changement de culture juridique ? », in WIEVIORKA (M.) (dir.), *Rendre (la) Justice*, Éditions Sciences Humaines, 2013, p. 207.

CHALAS (C.)

- « L'affaire *Ferrexpo* : baptême anglais pour l'effet réflexe des articles 22, 27 et 28 du règlement Bruxelles I », *Revue critique de droit international privé*, 2013, p. 359.

CHAPPE (N.), OBIDZINSKI (M.) et GIRAUD (R.)

- « Analyse économique de l'accès à la justice », in DONIER (V.) et LAPÉROU-SCHENEIDER (B.), dir., *L'accès au juge. Recherche sur l'effectivité d'un droit*, Bruylant, 2013, p. 379.

CHATILLON (S.)

- « Droit et langue », *Revue internationale de droit comparé*, 2002, n°3, p. 687.

CHAUVEAU (V.)

- « Le règlement communautaire n°1206/2001 du 28 mai 2001 relatif à la coopération entre les États membres pour l'obtention des preuves en matière civile et commerciale : à la recherche de son efficacité », in JAULT-SESEKE (F.), LELIEUR (J.) et PIGACHE (C.), dir., *L'espace judiciaire européen civil et pénal. Regards croisés*, Dalloz, 2009, p. 145.

COLONNA D'ISTRIA (F.)

- « Homologation des accords de médiation et matière gracieuse : une théorie à reconstruire », in BLOHORN-BRENNEUR (S.) (dir.), *Conciliation et médiation commerciales. Domaines d'application et droit comparé*, L'Harmattan, 2013, p. 61.

CORDIER-VASSEUR (C.) et CASSAVETTI (C.)

- « Clauses de règlement amiable : gare à l'insécurité juridique ! », *La semaine juridique, édition générale*, 2012, n°11, p. 343.

COSTA (J.-P.)

- « La Cour européenne des droits de l'homme et les principes », in CAUDAL (S.) (dir.), *Les principes en droit*, Economica, 2008, p. 367.

CROZE (H.)

- « Transaction et force exécutoire », in MALLET-BRICOUT (B.) et NOURISSAT (C.), dir., *La transaction dans toutes ses dimensions*, Dalloz, 2006, p. 95.

CUNIBERTI (G.)

- « La reconnaissance en France des jugements par défaut anglais. À propos de l'affaire *Gambazzi-Stolzenberg* », *Revue critique de droit international privé*, 2009, p. 685.

-D-

DE FONSECA (A.), GARCIA (M.) et LABAYLE (S.) (coord.)

- « Le cadre et les principes présidant au développement de la dimension externe de l'ELSJ », *Revue trimestrielle de droit européen*, 2014, p. 655.

DE PALO (G.)

- « Mediation as Alternative Dispute Resolution (the functioning of Directive 2008/52/CE on certain aspects of mediation in civil and commercial matters) », Parlement européen, Cross-Border Activities in the EU. Making Life Easier for Citizens, PE 510.003, févr. 2015, p. 280.

DEFLAQUE (L.) et SCHWALLER (É.)

- « L'apport de la profession d'avocat à la jurisprudence de l'Union européenne », in *L'avocat*, Mél. G.-A. DAL, Larcier, 2013, p. 327.

DESDEVISES (Y.)

- « Les recherches sur les MARL : aspects juridiques », in CHEVALIER (P.), DESDEVISES (Y.) et MILBURN (P.), dir., *Les modes alternatifs de règlement des litiges : les voies nouvelles d'une autre justice*, La documentation française, 2003, p. 55.

DONIER (V.), GERBAY (N.), HOURQUEBIE (F.), ICARD (P.) et LAPÉROU-SCHENEIDER (B.)

- « Propos introductifs », in DONIER (V.) et LAPÉROU-SCHENEIDER (B.), dir., *L'accès au juge. Recherche sur l'effectivité d'un droit*, Bruylant, 2013, p. 21.

DROZ (G.)

- « La Convention de San Sébastian alignant la Convention de Bruxelles sur la Convention de Lugano », *Revue critique de droit international privé*, 1990, p. 1.
- « Un professionnel établi dans un État membre qui introduit une action devant une des juridictions d'un autre État membre ne peut se voir imposer le versement d'une *cautio judicatum solvi* », *Revue critique de droit international privé*, 1994, p. 663.

DUCOULOUX-FAVARD (C.)

- « Droit d'établissement et libre choix de l'ordonnancement juridique dans l'Union européenne », *Les petites affiches*, 2003, n°39, p. 7.

DUTHEIL DE LA ROCHÈRE (J.)

- « Droit au juge, accès à la justice européenne », *Pouvoirs*, 2001, n°96, p. 123.

-E-

ÉGÉA (V.)

- « La résolution des conflits de procédures dans le règlement Bruxelles I bis », in GUINCHARD (E.) (dir.), *Le nouveau règlement Bruxelles I bis. Règlement n°1215/2012 du 12 décembre 2012 concernant la compétence judiciaire, la reconnaissance et l'exécution des décisions en matière civile et commerciale*, Bruylant, 2014, p. 147.

EKELMANS (M.)

- « La Convention de Bruxelles et le droit communautaire », in FENTIMAN (R.), NUYTS (A.), TAGARAS (H.) et WATTÉ (N.), dir., *L'espace judiciaire européen en matières civile et commerciale*, Bruylant, 1999, p. 185.

ELHOUEISS (J.-L.)

- « L'élément d'extranéité préalable en Droit international privé », *Journal de droit international (Clunet)*, janv. 2003, n°1, doctr. 100002.

-F-**FAVREAU (B.)**

- « La Charte des droits fondamentaux de l'Union européenne : pourquoi et comment ? », in FAVREAU (B.) (dir.), *La Charte des droits fondamentaux de l'Union européenne après le Traité de Lisbonne*, Bruylant, 2010, p. 3.

FLAESCH-MOUGIN (C.)

- « Typologie des principes de l'Union européenne », in *Le droit de l'Union européenne en principes*, Mél. J. RAUX, Éditions Apogée, 2006, p. 99.
- « Chronique L'action extérieure de l'Union européenne – Premières décisions relatives à la compétence exclusive de l'Union au titre de l'article 3, paragraphe 2, TFUE : la Cour confirme la pertinence des critères jurisprudentiels issus de l'arrêt *AETR* pour caractériser "l'affectation des règles communes" », *Revue trimestrielle de droit européen*, 2015, p. 220-10.

DE FONTMICHEL (M.)

- « L'accès à l'arbitrage de la partie impécunieuse », *Les petites affiches*, 2014, n°9, p. 9.
- « La nouvelle mission du juge d'appui », *Cahiers de l'arbitrage*, déc. 2015, n°4, p. 807.

FOREY (E.)

- « La dématérialisation de la justice et l'accès au juge », in DONIER (V.) et LAPÉROU-SCHENEIDER (B.), dir., *L'accès au juge. Recherche sur l'effectivité d'un droit*, Bruylant, 2013, p. 456.

FRANCIONI (F.)

- « The Rights of Access to Justice under Customary International Law », in FRANCIONI (F.) (dir.), *Access to Justice as a Human Right*, Oxford University Press, 2007, p. 1.

FRANÇOISE (M.)

- « BREXIT et droit international privé : quelles conséquences ? », *Réseau universitaire européen – Droit de l'espace liberté, sécurité & justice*, 12 juil. 2016.

FRANCQ (S.)

- « Les clauses d'élection de for dans le nouveau règlement Bruxelles I bis », in GUINCHARD (E.) (dir.), *Le nouveau règlement Bruxelles I bis. Règlement n°1215/2012 du 12 décembre 2012 concernant la compétence judiciaire, la reconnaissance et l'exécution des décisions en matière civile et commerciale*, Bruylant, 2014, p. 107.

FRANZINA (P.)

- « Les acteurs de l'espace judiciaire européen en matière civile », in DOUCHY-LOUDOT (M.) et GUINCHARD (E.), dir., *La justice civile européenne en marche*, Dalloz, 2012, p. 7.
- « L'universalisation partielle du régime européen de la compétence en matière civile et commerciale dans le règlement Bruxelles I bis : une mise en perspective », in GUINCHARD (E.) (dir.), *Le nouveau règlement Bruxelles I bis. Règlement n°1215/2012 du 12 décembre 2012 concernant la compétence judiciaire, la*

reconnaissance et l'exécution des décisions en matière civile et commerciale, Bruylant, 2014, p. 39.

FRISON-ROCHE (M.-A.)

- « Le droit d'accès à la justice et au droit », in CABRILLAC (R.), FRISON-ROCHE (M.-A.), REVET (T.), dir., *Libertés et droits fondamentaux*, Dalloz, 18^e éd., 2012, p. 535.
- « La procédure et l'effectivité des droits substantiels », in D'AMBRA (D.), BENOÎT-ROHMER (F.), GREWE (C.), dir., *Procédure(s) et effectivité des droits*, Bruylant, 2003, p. 1.

-G-

GAMBARAZA (M.) et RODD (A.)

- « Le statut juridique de la Déclaration universelle des droits de l'homme dans les États de droit anglo-saxon », *Droits fondamentaux*, 2010, n°8.

GARTH (B. G.) et CAPPELLETTI (M.)

- « Access to Justice : The Newest Wave in the Worldwide Movement to Make Rights Effective », *Buffalo Law Review*, 1978, vol. 27, p. 181.

GASCÓN-INCHAUSTI (F.)

- « La reconnaissance et l'exécution des décisions dans le règlement Bruxelles I bis », in GUINCHARD (E.) (dir.), *Le nouveau règlement Bruxelles I bis. Règlement n°1215/2012 du 12 décembre 2012 concernant la compétence judiciaire, la reconnaissance et l'exécution des décisions en matière civile et commerciale*, Bruylant, 2014, p. 205.

GAUDEMET-TALLON (H.)

- « De la compétence pour statuer sur un appel en garantie dans le cadre de la convention de Bruxelles », *Revue critique de droit international privé*, 1990, p. 564.
- « Les régimes relatifs au refus d'exercer la compétence juridictionnelle en matière civile et commerciale : *forum non conveniens*, *lis pendens* », *Revue internationale de droit comparé*, 1994, n°2, p. 423.
- « La refonte du Règlement Bruxelles I », in DOUCHY-LOUDOT (M.) et GUINCHARD (E.), dir., *La justice civile européenne en marche*, Dalloz, 2012, p. 21

GAVEN (J.-C.)

- « Entre exposition et dissimulation. Des figures du procès au récit de la justice » in MASTOR (W.) et MINIATO (L.), dir., *Les figures du procès au delà des frontières*, Dalloz, 2013, p. 1.
- « La dette de justice. Enjeux citoyens d'un héritage européen » in CLÉMENT-WILZ (L.) et POILLOT-PERUZZETTO (S.), dir., *Construire la citoyenneté européenne*, P.I.E. Peter Lang, 2014, p. 125.

GIRERD (P.)

- « Les principes d'équivalence et d'effectivité. Encadrement ou désencadrement de l'autonomie procédurale des États membres ? », *Revue trimestrielle de droit européen*, 2002, p. 75.

GOLDSMITH (J.-C.)

- « Les modes de règlement amiable des différends », *Revue de Droit des affaires internationales*, 1996, p. 221.

DE GOUTTES (R.)

- « L'émergence du concept d'espace judiciaire européen. L'échec du premier projet français » in FONTANAUD (D.) (dir.), *La coopération judiciaire en Europe*, La documentation française, 1997, p. 11.

GUEZ (P.), ROCCATI (M.), SINOPOLI (L.) et SOTOMAYOR (R.)

- « À propos du rapport d'évaluation du Règlement Bruxelles 44/2001 : les prémisses de B1 bis ? », *La Gazette du Palais*, mars 2008, n°82, p. 4.

GUILLEMAIN (A.)

- « Réflexions sur la qualification de l'homologation judiciaire », *La Gazette du Palais*, 2012, n°143, p. 10.

GUINCHARD (E.)

- « Procès équitable (article 6 CEDH) et droit international privé », in NUYTS (A.), WATTÉ (N.), Éd., *International Civil Litigation in Europe and Relations with Third States*, Bruylant, 2005, p. 199.
- « L'Europe, la procédure civile et le créancier : l'injonction de payer européenne et la procédure de règlement des petits litiges », *Revue trimestrielle de droit commercial*, 2008, p. 465.
- « De la première saisie conservatoire européenne. Présentation du règlement n°655/2014 instituant une procédure européenne de saisie conservatoire des comptes bancaires », *Revue trimestrielle de droit européen*, 2014, p. 922.

GUINCHARD (S.)

- « La prééminence du droit et la place de la justice », *Annuaire international des droits de l'homme*, 2007, vol. II, p. 103.
- « L'accès au juge. Le point de vue du juriste », in COHEN (D.) (dir.), *Droit et économie du procès civil*, LGDJ, 2010, p. 25.

GUYON (Y.)

- « Droits fondamentaux et personnes morales de droit privé », *Actualité juridique. Droit administratif*, HS juil.-août 1998, p. 136.

-H-**HESS (B.)**

- « Nouvelles techniques de la coopération judiciaire transfrontière en Europe », *Revue critique de droit international privé*, 2003, p. 215.

HEUZÉ (V.)

- « La Reine Morte : la démocratie à l'épreuve de la conception communautaire de la justice. L'abolition de la démocratie (1^{ère} partie) », *La semaine juridique, édition générale*, 2011, n°13, doct., p. 359.

HUGON (C.)

- « Le titre exécutoire européen à la lumière de la Convention européenne des droits de l'homme », in DOUCHY-LOUDOT (M.), GUINCHARD (E.), dir., *La justice civile européenne en marche*, Dalloz, 2012, p. 133.

-I-**IDOT (L.)**

- « Contempt of court et refus de reconnaissance pour atteinte à l'ordre public », *Europe*, 2009, n°6, comm. 261.

- « Développement des actions en réparation et articulation avec l'action des autorités spécialisées », *Revue trimestrielle de droit européen*, 2013, p. 849.

INSTITUT DE DROIT INTERNATIONAL JUDICIAIRE PRIVÉ ET DE DROIT DE L'EXÉCUTION (IDJPEX)

- « L'introduction de l'instance : maillon faible de l'espace judiciaire européen », *Juris-Union*, sept. 2009, n°3.

ISNARD (J.)

- « Nouvel espace européen de justice : l'assignation clé de voûte du procès », *Droit et procédures*, 2002, n°5, p. 264.

-J-

JAULT-SESEKE (F.)

- « Les différences d'approche de l'espace judiciaire européen sur les plans civil et pénal », in JAULT-SESEKE (F.), LELIEUR (J.) et PIGACHE (C.), dir., *L'espace judiciaire européen civil et pénal : regards croisés*, Dalloz, 2009, p. 3.

JASTRZEBSKA (B.)

- « Le principe de respect de l'identité nationale des États membres - signification incertaine d'une disposition ambitieuse », in BESSON (S.), PICHONNAZ (P.), Éd., *Les principes en droit européen*, LGDJ, 2011, p. 163.

JARROSSON (C.)

- « Les modes alternatifs de règlement des conflits : présentation générale », *Revue internationale de droit comparé*, 1997, n°2, p. 325.
- « Le Parlement européen a adopté le 7 septembre 2010 une résolution tendant à laisser l'arbitrage en dehors du règlement 44/2001 », *Revue de l'arbitrage*, 2010, n°3, p. 697.

JAYME (E.)

- « L'interaction des règles de conflit dans le droit dérivé de la Communauté européenne et des conventions de Bruxelles et de Rome », *Revue critique de droit international privé*, 1995, p. 1.

JEULAND (E.)

- « Les modes alternatifs de règlement des conflits et le droit », in CHEVALIER (P.), DESDEVISES (Y.), MILBRUN (P.), dir., *Les modes alternatifs de règlement des litiges : les voies nouvelles d'une autre justice*, La documentation française, 2003, p. 255.
- « Le titre exécutoire européen : un château en Espagne ? », *La Gazette du Palais*, 2005, n°148, p. 15.

-K-

KESSEDJIAN (C.)

- « Le règlement 44/2001 et l'arbitrage », *Revue de l'arbitrage*, 2009, n°4, p. 699.
- « Arbitrage et droit européen : une désunion irrémédiable ? », *Recueil Dalloz*, 2009, p. 981.
- « Commentaire de la refonte du règlement n°44/2001 », *Revue trimestrielle de droit européen*, 2011, p. 117.
- « Le Règlement "Bruxelles I révisé" : Much ado about... what ? », *Europe*, 2013, n°3, étude 3.

KOHLER (C.)

- « Interrogations sur les sources du droit international privé européen après le traité d'Amsterdam », *Revue critique de droit international privé*, 1999, p. 1.

KOHLER (C.) et ENGEL (J.-C.)

- « Le choix approprié de la base juridique pour la législation communautaire : enjeux constitutionnels et principes directeurs », *Europe*, 2007, n°1, étude 1.

KOVAR (R.)

- « L'intérêt général et le marché concurrentiel », in POILLOT-PERUZZETTO (S.) (dir.), *Trajectoires de l'Europe, unie dans la diversité depuis 50 ans*, Dalloz, 2008, p. 49.

KOWETH-DEEMIN (A.)

- « Programme Post-Stockholm : les orientations stratégiques, enfin, fixées par le Conseil européen », *Blog EU-Logos*, 2 nov. 2015.

-L-**LABAYLE (H.)**

- « La coopération européenne en matière de justice et d'affaires intérieures et la Conférence intergouvernementale », *Revue trimestrielle de droit européen*, 1997, p. 1.
- « Un espace de liberté, de sécurité et de justice », *Revue trimestrielle de droit européen*, 1997, p. 813.
- « La cohérence institutionnelle de l'espace judiciaire européen. Propos introductifs » in LEROYER (A.-M.) et JEULAND (E.), dir., *Quelle cohérence pour l'espace judiciaire européen ?*, Dalloz, 2004, p. 15.

LAGARDE (P.)

- « Liberté d'établissement et reconnaissance mutuelle des sociétés », *Revue critique de droit international privé*, 2003, p. 508.

DE LAMBERTYE-AUTRAND (M.-C.)

- « Regard européen sur l'introduction des nouvelles technologies dans le procès civil », *Procédures*, avr. 2010, n°4, doss. 6.

DE LAVAL (G.)

- « Droits de l'Homme et réflexion sur l'efficacité de la justice », in BEERNART (M.-A.) et alii, *Les droits de l'homme et l'efficacité de la justice*, Larcier, 2010, p. 299.

LEBEAU (D.)

- « Règlement (CE) n°1206/2001 du 28 mai 2001 relatif à la coopération entre les juridictions des états membres dans le domaine de l'obtention des preuves en matière civile ou commerciale », in CADIET (L.), JEULAND (E.) et AMRANI-MEKKI (S.), dir., *Droit processuel civil de l'Union européenne*, LexisNexis, 2011, p. 189.

LEBEAU (D.) et NIBOYET (M.-L.)

- « Regards croisés du processualiste et de l'internationaliste sur le Règlement CE du 28 mai 2001 rel. à l'obtention des preuves civiles à l'étranger », *La Gazette du Palais*, 2003, p. 221.

LEJEUNE (A.)

- « Accès au droit, accès à la justice ou accès au juge ? », in DONIER (V.), LAPÉROU-SCHENEIDER (B.), dir., *L'accès au juge. Recherche sur l'effectivité d'un droit*, Bruylant, 2013, p. 433.

LEROY (Y.)

- « La notion d'effectivité en droit », *Droit et société*, 2011/3, n°79, p. 715.

LÓPEZ DE TEJADA (M.) et D'AVOUT (L.)

- « Les non-dits de la procédure européenne d'injonction de payer », *Revue critique de droit international privé*, 2007, p. 717.

LUBY (M.)

- « Obstacles et enjeux de la coopération dans l'espace judiciaire européen », *Droit et Patrimoine*, 2004, n°131, p. 44.

-M-**MAULIN (E.)**

- « L'invention des principes », in CAUDAL (S.) (dir.), *Les principes en droit*, Economica, 2008, p. 23.

MECARELLI (G.)

- « La signification et la notification transfrontières des actes judiciaires et extrajudiciaires en Europe, dix ans après », in DOUCHY-LOUDOT (M.) et GUINCHARD (E.), dir., *La justice civile européenne en marche*, Dalloz, 2012, p. 95.

MEKKI (M.)

- « L'accès au droit et l'accès à la justice », in CABRILLAC (R.) (dir.), *Libertés et droits fondamentaux*, Dalloz, 21^e éd., 2015, p. 587.

MENÉTREY (S.) et RACINE (J.-B.)

- « L'arbitrage et le règlement Bruxelles I bis », in GUINCHARD (E.) (dir.), *Le nouveau règlement Bruxelles I bis. Règlement n°1215/2012 du 12 décembre 2012 concernant la compétence judiciaire, la reconnaissance et l'exécution des décisions en matière civile et commerciale*, Bruylant, 2014, p. 13.

MORVAN (P.)

- « Qu'est-ce qu'un principe ? », *Le blog de Patrick Morvan*, 2007 (disp. en ligne : <<http://patrickmorvan.over-blog.com/>>).

MUIR WATT (H.)

- « Litispendance européenne et clause attributive de juridiction », *Revue critique de droit international privé*, 2004, p. 444.

MUIR WATT (H.) et PATAUT (É.)

- « Les actes *iure imperii* et le Règlement Bruxelles 1. À propos de l'affaire Lechouritou », *Revue critique de droit international privé*, 2008, p. 61.

-N-**NIBOYET (M.-L.)**

- « Le principe de confiance mutuelle et les injonctions *anti-suit* », in DE VAREILLES-SOMMIÈRES (P.) (Éd.), *Forum shopping in the European Judicial Area*, Hart Publishing, 2007, p. 77.

NIOCHE (M.)

- « Règlement (CE) n°805/2004 du 21 avril 2004 portant création d'un titre exécutoire européen pour les créances incontestées », in CADIET (L.), JEULAND (E.), AMRANI-MEKKI (S.), dir., *Droit processuel civil de l'Union européenne*, LexisNexis, 2011, p. 161.

- « Règlement (CE) n°861/2007 du 11 juillet 2007 instituant une procédure européenne de règlement des petits litiges », in CADIET (L.), JEULAND (E.), AMRANI-MEKKI (S.), dir., *Droit processuel civil de l'Union européenne*, LexisNexis, 2011, p. 277.

NIOCHE (M.) et SINOPOLI (L.)

- « La Cour de justice et les jugements par défaut anglais : prudence et ambiguïté », *La Gazette du Palais*, 2009, n°332, p. 22.

NOURISSAT (C)

- « Directive n°2003/8/CE du Conseil du 27 janvier 2003 visant à améliorer l'accès à la justice dans les affaires transfrontières en matière civile et commerciale », *Procédures*, 2003, n°8-9, chron. 11.
- « Le règlement (CE) n°805/2004 du Parlement européen et du Conseil du 21 avril 2004 portant création d'un titre exécutoire européen pour les créances incontestées », *Europe*, 2005, n°8-9, étude 8.
- « La transaction, regard communautaire », in MALLET-BRICOUT (B.), NOURISSAT (C.), dir., *La transaction dans toutes ses dimensions*, Dalloz, 2006, p. 175.
- « Le règlement (CE) n°1896/2006 du 12 déc. 2006 instituant une procédure européenne d'injonction de payer », *Europe*, 2007, n°5, étude 5.
- « Publication du rapport d'application du règlement relatif à l'obtention des preuves en matière civile et commerciale », *Procédures*, 2008, n°4, comm. 109.
- « Directive n°2008/52/CE du Parlement européen et du Conseil du 21 mai 2008 sur certains aspects de la médiation en matière civile et commerciale », *Procédures*, 2008, n°11, étude 9.
- « Première interprétation du règlement relatif à la coopération entre les juridictions des États membres en matière d'obtention des preuves », *Procédures*, 2011, n°4, comm. 137.
- « Les questions liées à la procédure arbitrale et à l'efficacité de la sentence », in MAYER (P.) (dir.), *Arbitrage et droit de l'Union européenne*, LexisNexis, 2012, p. 29.
- « Obtention des preuves en matière civile ou commerciale », *Procédures*, 2012, n°12, comm. 352.
- « La dimension européenne de la problématique des TIC dans le processus judiciaire », in *Les technologies de l'information et de la communication au service de la justice du XXIe siècle. Actes du colloque organisé du 13 au 15 octobre 2011 à Dijon par l'Association pour l'organisation de la Conférence des Présidents des cours d'appel de l'Union européenne Juritic*, LGDJ, 2013, p. 47.
- « L'espace de justice sous héritage du marché intérieur : accès à la profession d'avocat et abus de droit », *Réseau universitaire européen – Droit de l'espace liberté, sécurité & justice*, 8 sept. 2014.
- « Obligation d'information et l'entité requise en cas de signification ou notification transfrontière », *Procédures*, 2015, n°11, comm. 329.
- « De l'"encadrement" à la "mise sous tutelle" de l'exception d'ordre public en matière de reconnaissance des décisions civiles ou commerciales... Nouvelle étape sous la plume de la CJUE », *Réseau universitaire européen – Droit de l'espace liberté, sécurité & justice*, 28 nov. 2015.
- « Jeu d'exception d'ordre public en matière d'exécution transfrontière : inversion ou perversion du contentieux après Meroni ? », *Réseau universitaire européen – Droit de l'espace liberté, sécurité & justice*, 5 juin 2016.

NUYTS (A.)

- « Le règlement communautaire sur l'obtention des preuves : un instrument exclusif ? », *Revue critique de droit international privé*, 2007, p. 53.
- « La refonte du règlement Bruxelles I », *Revue critique de droit international privé*, 2013, p. 1.

-O-**OST (F.)**

- « La justice, ses alternatives et ses symboles. Venger, pardonner ou juger ? Variations littéraires » in MASTOR (W.) et MINIATO (L.), dir., *Les figures du procès au delà des frontières*, Dalloz, 2013, p. 137.

-P-**PAULINO PEREIRA (F.)**

- « La coopération en matière judiciaire dans l'Union européenne : bilan et perspectives », *Revue critique de droit international privé*, 2010, p. 1.

PAYAN (G.)

- « Quel bilan pour le Règlement (CE) n°1206/2001 du Conseil du 28 mai 2001 sur l'obtention des preuves en matière civile et commerciale ? », in DOUCHY-LOUDOT (M.), GUINCHARD (E.), dir., *La justice civile européenne en marche*, Dalloz, 2012, p. 107.
- « Émergence d'une stratégie européenne en matière de formation judiciaire », *Revue trimestrielle de droit européen*, 2014, p. 39.

PÉRALDI LENEUF (F.)

- « Le contrôle de compatibilité des actes de l'Union européenne au regard des droits fondamentaux : *ex ante* ou *ex post* ? », in Mél. J. MOLINIER, LGDJ, 2012, p. 495.

PICHERAL (C.)

- « Rapport introductif, du maniement du droit au procès équitable par la Cour de justice de l'Union européenne », in PICHERAL (C.) (dir.), *Le droit à un procès équitable au sens du droit de l'Union européenne*, Anthemis, 2012, p. 1.

PIRIS (J.-C.)

- « Après Maastricht, les institutions communautaires sont-elles plus efficaces, plus démocratiques et plus transparentes ? », *Revue trimestrielle de droit européen*, 1994, p. 1.

PUTMAN (E.)

- « Justices parallèles », in PUTMAN (E.) (dir.), *L'accès à la justice*, Presses Universitaires d'Aix-Marseille, 2007, p. 85.

-R-**RACINE (J.-B.)**

- « Présentation de la directive 2008/52/CE sur certains aspects de la médiation en matière civile et commerciale », *Europe*, déc. 2008, n°12, étude 10.

RADÉ (C.)

- « Les effets de la transaction », in MALLET-BRICOUT (B.), NOURISSAT (C.), dir., *La transaction dans toutes ses dimensions*, Dalloz, 2006, p. 87.

RAWLS (J.)

- « On Justice as Fairness » in CLAYTON (M.) et WILLIAMS (A.), Éd., *Social justice*, Blackwell, 2004, p. 50.

RELMY (J.-P.)

- « Règlement (CE) n°1393/2007 du 13 novembre 2007 relatif à la signification et à la notification dans les États Membres des actes judiciaires et extrajudiciaires en matière civile et commerciale et abrogeant le règlement (CE) n°1348/2000 du Conseil », in CADIET (L.), JEULAND (E.), AMRANI-MEKKI (S.), dir., *Droit processuel civil de l'Union européenne*, LexisNexis, 2011, p. 217.

RIBS (J.)

- « L'accès au droit », in ROBERT (X.) (coord.), *Libertés*, Mél. J. ROBERT, Montchrestien, 1998, p. 415.

RITLENG (D.)

- « L'encadrement des procédures devant le juge national par le droit à un procès équitable », in PICHERAL (C.) (dir.), *Le droit à un procès équitable au sens du droit de l'Union européenne*, Anthemis, 2012, p. 103.

RIVIER (M.-C.)

- « Les modes alternatifs de règlement des conflits. Un objet nouveau dans le discours des juristes français ? », in CHEVALIER (P.), DESDEVISES (Y.) et MILBURN (P.), dir., *Les modes alternatifs de règlement des litiges : les voies nouvelles d'une autre justice*, La documentation française, 2003, p. 25.

ROUJOU DE BOUBÉE (G.)

- « La capacité d'ester en justice d'une personne morale », *Revue des sociétés*, 1992, p. 39.

-S-

SCHEID-TISSINIER (É.)

- « Jean Rudhardt et la *dikè* », *Kernos*, 2008, n°21, p. 173.

SCHNEIDER (B.)

- « Le *forum conveniens* et le *forum non conveniens* (en droit écossais, anglais et américain) », *Revue internationale de droit comparé*, 1975, n°3, p. 601.

SERAGLINI (C.)

- « Les parties faibles face à l'arbitrage international : à la recherche de l'équilibre », *Cahiers de l'arbitrage*, Pedone, 2008, vol. IV, p. 49.

SIMON (D.)

- « Y a-t-il des principes généraux du droit communautaire ? », *Droits*, 1991, n°14, p. 73.
- « Les principes en droit communautaire », in CAUDAL (S.) (dir.), *Les principes en droit*, Economica, 2008, p. 287.

SINKONDO (M.)

- « Le fabuleux destin de l'article 13 de la C.E.D.H. et ses suites heureuses pour les garanties individuelles », *Revue de Droit international et de Droit comparé*, 2004/4, p. 365.

SINOPOLI (L.)

- « Droit au procès équitable et exequatur : Strasbourg sonne les cloches à Rome », *La Gazette du Palais*, 2002, n°204, p. 2.
- Note sous Cass. (1^{ère} ch. civ.) 17 juin 2009, n°08-12.456 ; 1^{er} juil. 2009, n°08-15.955 ; 16 déc. 2009, n°08-20.305, *Journal de droit international (Clunet)*, juil. 2010, n°3, 12.

SLADIČ (J.)

- « L'obtention des preuves en matière civile et commerciale : vers la construction d'un droit uniforme », *Journal de droit européen*, 2014, p. 91.

-T-**TAGARAS (H.)**

- « Guidelines for the round table discussion on the relationship between the Brussels Convention and community law » in FENTIMAN (R.), NUYTS (A.), TAGARAS (H.), WATTÉ (N.), dir., *L'espace judiciaire européen en matières civile et commerciale*, Bruylant, 1999, p. 173.

TAVOILLOT (P.-H.)

- « La justice entre idéalisme et pragmatisme : les débats de la philosophie contemporaine », in WIEVIORKA (M.) (dir.), *Rendre (la) Justice*, Éditions Sciences Humaines, 2013, p. 265.

THÉRY (P.)

- « Aux frontières du règlement 44/2001 : arbitrage, injonction et confiance mutuelle », *Revue trimestrielle de droit civil*, 2009, p. 357.
- « Le litige en droit judiciaire privé. Petits exercices de procédure élémentaire » in *Justices et droit du procès. Du légalisme procédural à l'humanisme processuel*, Mél. S. GUINCHARD, Dalloz, 2010, p. 853.

TRAIN (F.-X.)

- « Impécuniosité et accès à la justice dans l'arbitrage international (à propos de l'arrêt de la Cour d'appel de Paris du 17 nov. 2011 dans l'affaire *LP c/ Pirelli*) », *Revue de l'arbitrage*, 2012, n°2, p. 267.

-U-**USUNIER (L.)**

- « La Convention de La Haye du 30 juin 2005 sur les accords d'élection de for. Beaucoup de bruit pour rien ? », *Revue critique de droit international privé*, 2010, p. 37.

-V-**VALENCIA (F.)**

- « Parties faibles et accès à la justice en matière d'arbitrage », *Revue de l'arbitrage*, 2007, n°1, p. 45.

VANDERMEEREN (R.)

- « Permanence et actualité du droit au juge », *Actualité juridique. Droit administratif*, 2005, p. 1102.

-W-**WEILLER (L.)**

- « Retour sur l'effectivité du droit au juge arbitral », *Procédures*, juin 2013, n°6, comm. 189.

WEISSE-MARCHAL (C.)

- « L'applicabilité de la Charte des droits fondamentaux dans les ordres juridiques nationaux », *Revue de l'Union européenne*, déc. 2013, n°573, p. 601.

-[ANON.]-

- [Anon.], « La politique étrangère de la France », *La documentation française*, 4^e trimestre 1977.

III. INSTRUMENTS JURIDIQUES ET DOCUMENTS OFFICIELS

(instruments classés par date)

3.1. Source internationale

3.1.1. Organisation des Nations Unies

3.1.1.1. Conventions

Convention pour la reconnaissance et l'exécution des sentences arbitrales étrangères, New-York, 10 juin 1958, 330 RTNU 5 (vig. 7 juin 1959 ; cf. Annexe I, tabl. 1.1).

Convention européenne sur l'arbitrage commercial international, Genève, 21 avr. 1961, 484 RTNU 349 (vig. 7 janv. 1964 ; cf. Annexe I, tabl. 1.1).

Pacte international relatif aux droits civils et politiques, New-York, 16 déc. 1966, 999 RTNU 187 (vig. 23 mars 1976).

3.1.1.2. Commission des Nations Unies pour le droit commercial international

Rapport du Groupe de travail II (Arbitrage et conciliation) sur les travaux de sa soixante-troisième session, Vienne, 7-11 sept. 2015, A/CN.9/861.

Rapport du Groupe de travail II (Arbitrage et conciliation) sur les travaux de sa soixante-quatrième session, New-York, 1^{er}-5 févr. 2016, A/CN.9/867.

3.1.2. Conférence de La Haye

3.1.2.1. Conventions

Convention relative à la procédure civile, 17 juil. 1905, La Haye (vig. 27 avr. 1909).

Convention relative à la procédure civile, 1^{er} mars 1954, La Haye, Recueil des conventions de La Haye, n°2 (vig. 12 avr. 1957 ; cf. Annexe I, tabl. 1.1).

Convention supprimant l'exigence de la légalisation des actes publics étrangers, 5 oct. 1961, La Haye, Recueil des conventions de La Haye, n°12 (vig. 24 janv. 1965 ; cf. Annexe I, tabl. 1.1).

Convention relative à la signification et à la notification à l'étranger des actes judiciaires et extrajudiciaires en matière civile et commerciale, 15 nov. 1965, La Haye, Recueil des conventions de La Haye, n°14 (vig. 10 févr. 1969 ; cf. Annexe I, tabl. 1.1).

Convention sur l'obtention des preuves à l'étranger en matière civile et commerciale, 18 mars 1970, La Haye, Recueil des conventions de La Haye, n°20 (vig. 7 oct. 1972 ; cf. Annexe I, tabl. 1.1).

Convention tendant à faciliter l'accès international à la justice, 25 oct. 1980, La Haye, Recueil des conventions de La Haye, n°29 (vig. 1^{er} mai 1988 ; cf. Annexe I, tabl. 1.1).

Convention sur les accords d'élection de *for*, 30 juin 2015, La Haye, Recueil des conventions de La Haye, n°37 (vig. 1^{er} oct. 2015 ; cf. Annexe I, tabl. 1.1).

3.1.2.2. Autres documents

Rapport explicatif de P. W. AMRAM sur la Convention du 18 mars 1970 sur l'obtention des preuves à l'étranger en matière civile et commerciale, 1970 (disp. en ligne : <<http://www.hcch.net/>>).

Conclusions et recommandations de la Commission spéciale sur le fonctionnement pratique des conventions de La Haye Apostille, Notification, Obtention des preuves et Accès à la justice, 2 au 12 févr. 2009 (disp. en ligne : <<http://www.hcch.net/>>).

Aperçu Convention notification de La Haye, nov. 2009 (disp. en ligne : <<http://www.hcch.net/>>).

Rapport explicatif de T. HARTLEY et M. GOGAUCHI sur la convention du 30 juin 2005 sur les accords d'élection de *for*, 2013 (disp. en ligne : <<http://www.hcch.net/>>).

3.1.3. Convention bilatérale

Convention entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement des Émirats arabes unis relative à l'entraide judiciaire, la reconnaissance et l'exécution des décisions en matière civile et commerciale, 9 sept. 1991, Paris, JORF n°70 du 24 mars 1993, p. 4547 (vig. 1^{er} mai 1993).

3.2. Source régionale

3.2.1. Conseil de l'Europe

3.2.1.1. Conventions

Statuts du Conseil de l'Europe, 5 mai 1949, Londres, STE n°1 (vig. 3 août 1949).

Convention de sauvegarde des Droits de l'Homme et des Libertés fondamentales, 4 nov. 1950, Rome, STE n°5 (vig. 3 sept. 1953 ; Annexe I, tabl. 1.1).

Convention européenne portant loi uniforme en matière d'arbitrage, Strasbourg, 20 janv. 1966, STE n°56 (non entrée en vig.).

Convention européenne relative à la suppression de la légalisation des actes établis par les agents diplomatiques ou consulaires, 7 juin 1968, Londres, STE n°63 (vig. 14 août 1970).

Accord européen sur la transmission des demandes d'assistance judiciaire, 22 mars 1977, Strasbourg, STE n°92 (vig. 28 févr. 1977 ; cf. Annexe I, tabl. 1.1).

Protocole n° 11 à la Convention de sauvegarde des Droits de l'Homme et des Libertés fondamentales, portant restructuration du mécanisme de contrôle établi par la Convention, Strasbourg, 11 mai 1994, STE n°155 (vig. 1^{er} nov. 1998).

Protocole additionnel à l'Accord européen sur la transmission des demandes d'assistance judiciaire, 4 oct. 2001, Moscou, STE n°179 (vig. 1^{er} sept. 2002 ; cf. Annexe I, tabl. 1.1).

Protocole n°14 à la Convention de sauvegarde des Droits de l'Homme et des Libertés fondamentales, amendant le système de contrôle de la Convention, Strasbourg, 13 mai 2004, STCE n°194 (vig. 1^{er} juin 2010).

Protocole n°15 portant amendement à la Convention de sauvegarde des Droits de l'Homme et des Libertés fondamentales, Strasbourg, 24 juin 2013, STCE n°213 (non encore entré en vigueur).

Protocole n°16 à la Convention de sauvegarde des Droits de l'Homme et des Libertés fondamentales, Strasbourg, 2 oct. 2013, STCE n°214 (non encore entré en vigueur).

3.2.1.2. Études de la CEPEJ

VELICOGNA (M.)

- « Utilisation des technologies de l'information et de la communication (TIC) dans les systèmes judiciaires européens », *Les études de la CEPEJ*, n° 7.

CEPEJ

- « L'accès à la justice en Europe », *Les études de la CEPEJ*, n°9.

3.2.1.3. Autres documents

Rapport explicatif de l'Accord européen sur la transmission des demandes d'assistance judiciaire, Strasbourg, 27 janv. 1977.

Cour européenne des Droits de l'Homme, La CEDH en faits & chiffres 2015, mars 2016, (disp. en ligne : <<http://www.echr.coe.int/>>, rubrique "Statistiques").

3.2.2. Union européenne

3.2.2.1. Droit primaire

Traité instituant la Communauté européenne du charbon et de l'acier, Paris, 18 avr. 1951, 261 RTNU 140 (vig. 23 juil. 1952).

Traité instituant la Communauté économique européenne, Rome, 25 mars 1957, 298 RTNU 11 (vig. 1^{er} janv. 1958).

Acte unique européen, Luxembourg, 17 févr. 1986, La Haye, 28 févr. 1986, JOCE L 169/1 du 29 juin 1987 (vig. 1^{er} juil. 1987).

Traité sur l'Union européenne, Maastricht, 7 févr. 1992, JOCE C 191/1 du 29 juil. 1992 (vig. 1^{er} nov. 1993).

Traité d'Amsterdam modifiant le traité sur l'Union européenne, les traités instituant les Communautés européennes et certains actes connexes, Amsterdam, 2 oct. 1997, JOCE C 340/1 du 10 nov. 1997 (vig. 1^{er} mai 1999).

Traité de Nice modifiant le traité sur l'Union européenne, les traités instituant les Communautés européennes et certains actes connexes, Nice, 26 févr. 2001, JOCE C 80/1 du 10 mars 2001 (vig. 1^{er} févr. 2003).

Traité établissant une Constitution pour l'Europe, JOUE C 310/1 du 16 déc. 2004 (non entré en vigueur).

Traité de Lisbonne modifiant le traité sur l'Union européenne et le traité instituant la Communauté européenne, Lisbonne, 13 déc. 2007, JOUE C 306/1 du 17 déc. 2007 (vig. 1^{er} déc. 2009).

Traité sur l'Union européenne (version consolidée), JOUE C 202/13 du 7 juin 2016 (vig. 1^{er} déc. 2009).

Traité sur le Fonctionnement de l'Union européenne (version consolidée), JOUE C 202/47 du 7 juin 2016 (vig. 1^{er} déc. 2009).

Protocole n°21 sur la position du Royaume-Uni et de l'Irlande à l'égard de l'espace de liberté, de sécurité et de justice, Versions consolidées du traité sur l'Union européenne et du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne, JOUE C 202/295 du 7 juin 2016.

Protocole n°22 sur la position du Danemark, Versions consolidées du traité sur l'Union européenne et du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne, JOUE C 202/298 du 7 juin 2016.

Déclaration n°52 du Royaume de Belgique, de la République de Bulgarie, de la République fédérale d'Allemagne, de la République hellénique, du Royaume d'Espagne, de la République italienne, de la République de Chypre, de la République de Lituanie, du Grand-Duché de Luxembourg, de la République de Hongrie, de la République de Malte, de la République d'Autriche, de la République portugaise, de la Roumanie, de la République de Slovénie et de la République slovaque relative aux symboles de l'Union européenne, Versions consolidées du traité sur l'Union européenne et du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne, JOUE C 202/355 du 7 juin 2016.

Charte des droits fondamentaux de l'Union européenne, JOUE C 202/389 du 7 juin 2016 (vig. 1^{er} déc. 2009).

3.2.2.2. Droit dérivé

3.2.2.2.1. Règlements

Règlement (CEE) n°1 du Conseil du 15 avr. 1958 portant fixation du régime linguistique de la Communauté Économique Européenne, JOCE 17/385 du 6 oct. 1958.

Règlement (CE) n°1348/2000 du Conseil du 22 déc. 2000 relatif à la signification et à la notification dans les États membres des actes judiciaires et extrajudiciaires en matière civile et commerciale, JOCE L 160/37 du 30 juin 2000.

Règlement (CE) n°44/2001 du Conseil du 22 déc. 2000 concernant la compétence judiciaire, la reconnaissance et l'exécution des décisions en matière civile et commerciale, JOCE L 12/1 du 16 janv. 2001.

Règlement (CE) n°290/2001 du Conseil du 12 févr. 2001 portant renouvellement du programme d'encouragement et d'échanges destiné aux praticiens de la justice dans le domaine du droit civil (Grotius-civil), JOCE L 43/1 du 14 févr. 2001.

Règlement (CE) n°1049/2001 du Parlement européen et du Conseil du 30 mai 2001 relatif à l'accès du public aux documents du Parlement européen, du Conseil et de la Commission, JOUE L 145/43 du 31 mai 2001.

Règlement (CE) n°1206/2001 du Conseil du 28 mai 2001 relatif à la coopération entre les juridictions des États membres dans le domaine de l'obtention des preuves en matière civile ou commerciale, JOCE L 174/1 du 27 juin 2001.

Règlement (CE) n°743/2002 du Conseil du 25 avr. 2002 établissant un cadre général communautaire d'activité en vue de faciliter la coopération judiciaire en matière civile, JOCE L 115/1 du 1er mai 2002.

Règlement (CE) n°805/2004 du Parlement européen et du Conseil du 21 avr. 2004 portant création d'un titre exécutoire européen pour les créances incontestées, JOUE L 143/15 du 30 avr. 2004.

Règlement (CE) n°1896/2006 du Parlement européen et du Conseil du 12 déc. 2006 instituant une procédure européenne d'injonction de payer, JOUE L 399/1 du 30 déc. 2006.

Règlement (CE) n°861/2007 du Parlement européen et du Conseil du 11 juil. 2007 instituant une procédure européenne de règlement des petits litiges, JOUE L 199/1 du 31 juil. 2007.

Règlement (CE) n°1393/2007 du Parlement européen et du Conseil du 13 nov. 2007 relatif à la signification et à la notification dans les États membres des actes judiciaires et extrajudiciaires en matière civile et commerciale (« signification ou notification des actes »), abrogeant le règlement (CE) n°1348/2000 du Conseil, JOUE L 324/79 du 10 déc. 2007.

Règlement (CE) n°593/2008 du Parlement européen et du Conseil du 17 juin 2008 sur la loi applicable aux obligations contractuelles (Rome I), JOUE L 177/6 du 4 juil. 2008.

Règlement (UE) n°1259/2010 du Conseil du 20 déc. 2010 mettant en œuvre une coopération renforcée dans le domaine de la loi applicable au divorce et à la séparation de corps, JOUE L 343/10 du 29 déc. 2010.

Règlement (UE) n°650/2012 du Parlement européen et du Conseil du 4 juil. 2012 relatif à la compétence, la loi applicable, la reconnaissance et l'exécution des actes authentiques en matière de successions et à la création d'un certificat successoral européen, JOUE L 201/107 du 27 juil. 2012.

Règlement (UE) n°1215/2012 du Parlement européen et du Conseil du 12 déc. 2012 concernant la compétence judiciaire, la reconnaissance et l'exécution des décisions en matière civile et commerciale (refonte), JOUE L 351/1 du 20 déc. 2012.

Règlement (UE) n°216/2013 du Conseil du 7 mars 2013 relatif à la publication électronique du Journal officiel de l'Union européenne, JOUE L 69/1 du 13 mars 2013.

Règlement (UE) n°606/2013 du Parlement européen et du Conseil du 12 juin 2013 relatif à la reconnaissance mutuelle des mesures de protection en matière civile, JOUE L 181/4 du 29 juin 2013.

Règlement (UE) n°1288/2013 du Parlement européen et du Conseil du 11 déc. 2013 établissant "Erasmus +": le programme de l'Union pour l'éducation, la formation, la jeunesse et le sport et abrogeant les décisions n°1719/2006/CE, n°1720/2006/CE et n°1298/2008/CE, JOUE L 347/50 du 20 déc. 2013

Règlement (UE) n°1382/2013 du Parlement européen et du Conseil du 17 déc. 2013 établissant un programme « Justice » pour la période 2014-2020, JOUE L 354/74 du 28 déc. 2013.

Règlement (UE) n°235/2014 du Parlement européen et du Conseil du 11 mars 2014 instituant un instrument financier pour la démocratie et les droits de l'homme dans le monde, JOUE L 77/85 du 15 mars 2014.

Règlement (UE) n°254/2014 du Parlement européen et du Conseil du 26 févr. 2014 relatif à un programme « Consommateurs » pluriannuel pour la période 2014-2020 et abrogeant la décision 1926/2006/CE, JOUE L 84/42 du 20 mars 2014.

Règlement (UE) n°542/2014 du Parlement européen et du Conseil du 15 mai 2014 portant modification du règlement (UE) n°1215/2012 en ce qui concerne les règles à appliquer relatives à la juridiction unifiée du brevet et à la Cour de justice Benelux, JOUE L 163/1 du 29 mai 2014.

Règlement (UE) n°655/2014 du Parlement européen et du Conseil du 15 mai 2014 portant création d'une procédure d'ordonnance européenne de saisie conservatoire des comptes bancaires, destinée à faciliter le recouvrement transfrontière de créances en matière civile et commerciale, JOUE L 189/59 du 27 juin 2014.

Règlement (UE) n°2015/2421 du Parlement européen et du Conseil du 16 déc. 2015 modifiant le règlement (CE) n°861/2007 instituant une procédure européenne de règlement des petits litiges et le règlement (CE) n°1896/2006 instituant une procédure européenne d'injonction de payer, JOUE L 341/1 du 24 déc. 2015.

Règlement (UE) n°2016/1191 du Parlement européen et du Conseil du 6 juil. 2016 visant à favoriser la libre circulation des citoyens en simplifiant les conditions de présentation de certains documents publics dans l'Union européenne, et modifiant le règlement (UE) n°1024/2012, JOUE L 200/1 du 26 juil. 2016.

3.2.2.2.2. Directives

Directive 77/249/CEE du Conseil du 22 mars 1977 tendant à faciliter l'exercice effectif de la libre prestation de services par les avocats, JOCE L 78/14 du 26 mars 1977.

Directive 93/13/CEE du Conseil du 5 avr. 1993 concernant les clauses abusives dans les contrats conclus avec les consommateurs, JOCE L 95/29 du 21 avr. 1993.

Directive 98/5/CE du Parlement européen et du Conseil du 16 févr. 1998 visant à faciliter l'exercice permanent de la profession d'avocat dans un État membre autre que celui où la qualification a été acquise, JOCE L 77/36 du 14 mars 1998.

Directive 98/27/CE du Parlement européen et du Conseil du 19 mai 1998 relative aux actions en cessation en matière de protection des intérêts des consommateurs, JOCE L 166/51 du 11 juin 1998.

Directive 2003/8/CE du Conseil du 27 janv. 2003 visant à améliorer l'accès à la justice dans les affaires transfrontalières par l'établissement de règles minimales communes relatives à l'aide judiciaire accordée dans le cadre de telles affaires, JOCE L 26/41 du 31 janv. 2003²⁰²⁸.

Directive 2004/38/CE du Parlement européen et du Conseil du 29 avr. 2004 relative au droit des citoyens de l'Union et des membres de leurs familles de circuler et de séjourner

²⁰²⁸ Initialement "Directive 2002/8/CE" dont le numéro a été rectifié par Rectificatif à la directive 2002/8/CE du Conseil du 27 janv. 2003 visant à améliorer l'accès à la justice dans les affaires transfrontières par l'établissement de règles minimales communes relatives à l'aide judiciaire accordée dans le cadre de telles affaires, JOCE L 32/15 du 7 févr. 2003.

librement sur le territoire des États membres, modifiant le règlement (CEE) n°1612/68 et abrogeant les directives 64/221/CEE, 68/360/CEE, 72/194/CEE, 73/148/CEE, 75/34/CEE, 75/35/CEE, 90/364/CEE, 90/365/CEE et 93/96/CEE, JOUE L 158/77 du 30 avr. 2004.

Directive 2005/36/CE du Parlement européen et du Conseil du 7 sept. 2005 relative à la reconnaissance des qualifications professionnelles, JOUE L 255/22 du 30 sept. 2005.

Directive 2008/52/CE du Parlement européen et du Conseil du 21 mai 2008 sur certains aspects de la médiation en matière civile et commerciale, JOUE L 136/3 du 24 mai 2008.

Directive 2009/22/CE du Parlement européen et du Conseil du 23 avr. 2009 relative aux actions en cessation en matière de protection des intérêts des consommateurs (version codifiée), JOUE L 110/30 du 1er mai 2009.

Directive 2011/83/UE du Parlement européen et du Conseil du 25 oct. 2011 relative aux droits des consommateurs, modifiant la directive 93/13/CEE du Conseil et la directive 1999/44/CE du Parlement européen et du Conseil et abrogeant la directive 85/577/CEE du Conseil et la directive 97/7/CE du Parlement européen et du Conseil, JOUE L 304/64 du 22 nov. 2011.

Directive 2012/29/UE du Parlement européen et du Conseil du 25 oct. 2012 établissant des normes minimales concernant les droits, le soutien et la protection des victimes de la criminalité et remplaçant la décision-cadre 2001/220/JAI du Conseil, JOUE L 315/57 du 14 nov. 2012.

Directive 2013/11/UE du Parlement européen et du Conseil du 21 mai 2013 relative au règlement extrajudiciaire des litiges de consommation et modifiant le règlement (CE) n°2006/2004 et la directive 2009/22/CE (directive relative au RELC), JOUE L 165/63 du 18 juin 2013.

Directive 2013/48/UE du Parlement européen et du Conseil du 22 oct. 2013 relative au droit d'accès à un avocat dans le cadre des procédures pénales et des procédures relatives au mandat d'arrêt européen, au droit d'informer un tiers dès la privation de liberté et au droit des personnes privées de liberté de communiquer avec des tiers et avec les autorités consulaires, JOUE L 294/1 du 6 nov. 2013.

3.2.2.2.3. Décisions

Décision 82/752/CEE du Conseil du 4 nov. 1982 portant adoption d'un programme de recherche et de développement pour la Communauté économique européenne, relatif à un système de traduction automatique de conception avancée, JOCE L 317/19 du 13 nov. 1982.

Action commune 96/636/JAI du 28 oct. 1996 adoptée par le Conseil sur la base de l'article K.3 du traité sur l'Union européenne, établissant un programme d'encouragement et d'échanges destinés aux praticiens de la justice (Grotius), JOCE L 287/3 du 8 nov. 1996.

Décision 1496/98/CE du Parlement européen et du Conseil du 22 juin 1998 établissant un programme d'action pour l'amélioration de la sensibilisation des professions juridiques au droit communautaire (action Robert-Schuman), JOCE L 196/24 du 14 juil. 1998.

Décision 2001/470/CE du Conseil du 28 mai 2001 relative à la création d'un réseau judiciaire européen en matière civile et commerciale, JOCE L 174/25 du 27 juin 2001.

Décision 2006/719/CE du Conseil du 5 oct. 2006 relative à l'adhésion de la Communauté européenne à la Conférence de La Haye de droit international privé, JOUE L 297/1 du 26 oct. 2006.

Décision 1149/2007/CE du Parlement européen et du Conseil du 25 sept. 2007 établissant le programme spécifique « Justice civile » dans le cadre du programme général « Droits fondamentaux et justice », JOUE L 257/16 du 3 oct. 2007.

Décision 568/2009/CE du Parlement européen et du Conseil du 18 juin 2009 modifiant la décision 2001/470/CE du Conseil relative à la création d'un réseau judiciaire européen en matière civile et commerciale, JOUE L 168/35 du 30 juin 2009.

Décision 2016/414/UE du Conseil du 10 mars 2016 autorisant la République d'Autriche à signer et à ratifier la convention de La Haye du 15 novembre 1965 relative à la signification et à la notification à l'étranger des actes judiciaires et extrajudiciaires en matière civile et commerciale, et Malte à y adhérer, dans l'intérêt de l'Union européenne, JOUE L 75/1 du 22 mars 2016.

3.2.2.3. Propositions et travaux préparatoires

Proposition de recommandation du Conseil relative à la ratification par les États membres de la convention du 25 octobre 1980 tendant à faciliter l'accès international à la justice, COM(86) 610 final, JOCE C 320/9 du 13 déc. 1986.

Projet de Traité portant révision du Traité instituant la Communauté économique européenne en vue de la mise en place d'une Union économique et monétaire, SEC(90) 2500 du 10 déc. 1990.

Livre vert de la Commission sur l'accès des consommateurs à la justice et le règlement des litiges de consommation dans le marché unique, COM(93) 576 final du 16 nov. 1993.

Proposition de directive du Conseil relative à la signification et à la notification dans les États membres des actes judiciaires et extrajudiciaires en matière civile et commerciale, COM(99) 219 final du 26 mai 1999, 1999/0102(CNS), JOCE C 247 E/11 du 31 août 1999.

Proposition de règlement (CE) du Conseil concernant la compétence judiciaire, la reconnaissance et l'exécution des décisions en matière civile et commerciale, COM(99) 348 final du 7 sept. 1999, 1999/0154(CNS), JOCE C 376 E/1 du 28 déc. 1999.

Livre vert de la Commission sur l'assistance judiciaire en matière civile : problèmes rencontrés par le plaideur transfrontière, COM(2000) 51 final du 9 févr. 2000.

Proposition de Règlement du Conseil établissant un cadre général d'activité communautaire destiné à faciliter la mise en œuvre d'un espace judiciaire européen en matière civile, COM(2001) 221 final du 15 mai 2001, 2001/0109(CNS), JOCE C 213 E/271 du 31 juil. 2001.

Analyse d'impact accompagnant le Rapport de la Commission au Parlement européen et au Conseil sur la mise en œuvre du programme Grotius-civil (exercice 2001), SEC(2002) 320 du 19 mars 2002.

Livre vert de la Commission sur les modes alternatifs de résolution des conflits relevant du droit civil et commercial, COM(2002) 196 final du 19 avr. 2002.

Proposition de Directive du Conseil visant à améliorer l'accès à la justice dans les affaires transfrontalières, par l'établissement de règles minimales communes relatives à l'aide

judiciaire et à d'autres aspects financiers des procédures civiles, COM(2002) 13 final du 18 janv. 2002, 2002/0020(CNS), JOCE C 103 E/338 du 30 avr. 2002.

Livre vert de la Commission sur une procédure européenne d'injonction de payer et sur les mesures visant à simplifier et à accélérer le règlement des litiges portant sur des montants de faible importance, COM(2002) 746 final du 20 déc. 2002.

Convention européenne, Espace de liberté, de sécurité et de justice – projet d'article 31, partie I – projet d'articles de la partie II, CONV 614/03 du 14 mars 2003.

Conférence des représentants des gouvernements des États membres, Observations rédactionnelles et juridiques sur le projet de traité établissant une Constitution pour l'Europe – Document de base, CG 4 2003 INIT du 6 oct. 2003.

Conférence des représentants des gouvernements des États membres, Conclave ministériel de Naples : propositions de la présidence, CG 52 2003 ADD 1 du 25 nov. 2003.

Proposition de Règlement du Parlement européen et du Conseil instituant une procédure européenne d'injonction de payer, COM(2004) 173 final/3 du 22 mai 2004, 2004/0055(COD).

Proposition de Directive du Parlement européen et du Conseil sur certains aspects de la médiation en matière civile et commerciale, COM(2004) 718 final du 22 oct. 2004, 2004/0251(COD).

Proposition de Décision du Conseil relative à la signature de l'accord entre la Communauté européenne et le Royaume de Danemark étendant au Danemark les dispositions du règlement (CE) n°44/2001 du Conseil concernant la compétence judiciaire, la reconnaissance et l'exécution des décisions en matière civile et commerciale, COM(2005) 145 final du 15 avr. 2005, 2005/0055(CNS).

Proposition de Décision du Conseil relative à l'adhésion de la Communauté européenne à la Conférence de La Haye de droit international privé, COM(2005) 639 final du 9 déc. 2005, 2005/0251(AVC).

Livre vert de la Commission sur les actions en dommages et intérêts pour infraction aux règles communautaires sur les ententes et les abus de position dominante, COM(2005) 672 final du 19 déc. 2005.

Livre blanc de la Commission sur les actions en dommages et intérêts pour infraction aux règles communautaires sur les ententes et les abus de position dominante, COM(2008) 165 final du 2 avr. 2008.

Proposition de Décision du Conseil relative à la signature par la Communauté européenne de la convention sur les accords d'élection de for, COM(2008) 538 final du 5 sept. 2008.

Synthèse de l'analyse d'impact accompagnant la Proposition de décision du Conseil relative à la signature par la Communauté européenne de la convention sur les accords d'élection de for, SEC(2008) 2390 du 5 sept. 2008.

Livre vert de la Commission sur les recours collectifs pour les consommateurs, COM(2008) 794 final du 27 nov. 2008.

Livre vert de la Commission sur la révision du Règlement (CE) n°44/2001 du Conseil concernant la compétence judiciaire, la reconnaissance et l'exécution des décisions en matière civile et commerciale, COM(2009) 175 final du 21 avr. 2009.

Livre vert de la Commission, Moins de démarches administratives pour les citoyens : promouvoir la libre circulation des documents publics et la reconnaissance des effets des actes d'état civil, COM(2010) 747 final du 14 déc. 2010.

Proposition de Règlement du Parlement européen et du Conseil concernant la compétence judiciaire, la reconnaissance et l'exécution des décisions en matière civile et commerciale (refonte), COM(2010) 748 final du 14 déc. 2010, 2010/0383(COD).

Analyse d'impact accompagnant la Proposition de Règlement du Parlement européen et du Conseil concernant la compétence judiciaire, la reconnaissance et l'exécution des décisions en matière civile et commerciale (refonte), SEC(2010) 1547 final du 14 déc. 2010.

Synthèse de l'analyse d'impact accompagnant la Proposition de Règlement du Parlement européen et du Conseil concernant la compétence judiciaire, la reconnaissance et l'exécution des décisions en matière civile et commerciale (refonte), SEC(2010) 1548 final du 14 déc. 2010.

Proposition de Règlement du Conseil relatif à la publication électronique du Journal officiel de l'Union européenne, COM(2011) 162 final du 4 avr. 2011.

Proposition de Règlement du Parlement européen et du Conseil portant création d'une ordonnance européenne de saisie conservatoire des comptes bancaires, destinée à faciliter le recouvrement transfrontière de créances en matière civile et commerciale, COM(2011) 445 final du 25 juil. 2011, 2011/0204(COD).

Analyse d'impact accompagnant la Proposition de Règlement du Parlement européen et du Conseil portant création d'une ordonnance européenne de saisie conservatoire des comptes bancaires, destinée à faciliter le recouvrement transfrontière de créances en matière civile et commerciale, SEC(2011) 937 final du 25 juil. 2011.

Analyse d'impact accompagnant la Proposition de Règlement du Parlement européen et du Conseil établissant un programme « Justice » pour la période 2014-2020 et la Proposition de Règlement du Parlement européen et du Conseil établissant un programme « Droits, égalité et citoyenneté » pour la période 2014-2020, SEC(2011) 1364 final du 15 nov. 2011.

Proposition de directive du Parlement européen et du Conseil relative au règlement extrajudiciaire des litiges de consommation et portant modification du règlement (CE) n°2006/2004 et de la directive 2009/22/CE (directive relative au RELC), COM(2011) 793 final du 29 nov. 2011, 2011/0373(COD).

Proposition de Règlement du Parlement européen et du Conseil visant à favoriser la libre circulation des citoyens et des entreprises en simplifiant l'acceptation de certains documents publics dans l'Union européenne, et modifiant le règlement (CE) n°1024/2012, COM(2013) 228 final du 24 avr. 2013, 2013/0119(COD).

Proposition de décision du Conseil autorisant l'Autriche et Malte à adhérer, dans l'intérêt de l'Union européenne, à la convention de La Haye du 15 novembre 1965 relative à la signification et la notification à l'étranger des actes judiciaires et extrajudiciaires en matière civile et commerciale, COM(2013) 338 final du 6 juin 2013, 2013/0177(NLE).

Proposition de Règlement du Parlement européen et du Conseil modifiant le règlement (CE) n°861/2007 du Parlement européen et du Conseil du 11 juil. 2007 instituant une procédure européenne de règlement des petits litiges et le règlement (CE) n°1896/2006 du Parlement européen et du Conseil du 12 déc. 2006 instituant une

procédure européenne d'injonction de payer, COM(2013) 794 final du 19 nov. 2013, 2013/0403(COD).

3.2.2.4. Conventions et accords

3.2.2.4.1. Conventions adoptées par les États membres

Convention sur la reconnaissance mutuelle des sociétés, Bruxelles, 29 févr. 1968 (non entrée en vigueur).

Convention concernant la compétence judiciaire à l'exécution des décisions en matière civile et commerciale, Bruxelles, 27 sept. 1968, JOCE L 299/32 du 31 déc. 1972 (vig. 1^{er} févr. 1973).

Protocole concernant l'interprétation par la Cour de justice de la convention du 27 sept. 1968 concernant la compétence judiciaire et l'exécution des décisions en matière civile et commerciale, 3 juin 1971, Luxembourg, JOCE L 304/97, 30 oct. 1978 (vig. 1^{er} sept. 1975).

Convention relative à l'adhésion du Royaume de Danemark, de l'Irlande et du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord à la convention concernant la compétence judiciaire et l'exécution des décisions en matière civile et commerciale, ainsi qu'au protocole concernant son interprétation par la Cour de justice, Luxembourg, 9 oct. 1978, JOCE L 304/1 du 30 oct. 1978 (vig. 1^{er} nov. 1986 ; cf. Annexe I, tabl. 1.2).

Convention relative à la suppression de la légalisation d'actes dans les États membres des Communautés européennes, 25 mai 1987, Bruxelles, JORF n°84 du 8 avr. 1992, p. 5191 (vig. 12 mars 1992 ; cf. Annexe I, tabl. 1.2).

Convention concernant la compétence judiciaire et l'exécution des décisions en matière civile et commerciale, 16 sept. 1988, Lugano, 1659 RTNU 13 (vig. 1^{er} janv. 1992 ; cf. Annexe I, tabl. 1.2).

Convention sur la loi applicable aux obligations contractuelles, 17 juin 1980, Rome, JOCE L 266/1 du 9 oct. 1980 (vig. 1^{er} avr. 1991).

Convention établie sur la base de l'article K.3 du traité sur l'Union européenne, relative à la signification et à la notification dans les États membres de l'Union européenne des actes judiciaires et extrajudiciaires en matière civile ou commerciale, 26 mai 1997, Bruxelles, JOCE C 261/2 du 27 août 1997 (non entrée en vigueur).

3.2.2.4.2. Convention et accords adoptés par la Communauté ou l'Union européenne

Accord entre la Communauté européenne et le Royaume de Danemark sur la compétence judiciaire, la reconnaissance et l'exécution des décisions en matière civile et commerciale, 19 oct. 2005, Bruxelles, JOCE L 299/62 du 16 nov. 2005 (vig. 1^{er} juil. 2007)²⁰²⁹.

²⁰²⁹ Extension au Règlement Bruxelles I refondu : Accord entre la Communauté européenne et le Royaume de Danemark sur la compétence judiciaire, la reconnaissance et l'exécution des décisions en matière civile et commerciale, JOUE L 79/4 du 21 mars 2013.

Accord entre la Communauté européenne et le Royaume de Danemark sur la signification et la notification des actes judiciaires et extrajudiciaires en matière civile et commerciale, 19 oct. 2005, Bruxelles, JOCE L 300/55 du 17 nov. 2005 (vig. 1er juil. 2007)²⁰³⁰.

Convention concernant la compétence judiciaire et l'exécution des décisions en matière civile et commerciale, 30 oct. 2007, Lugano, 2658 RTNU 197 (vig. 1er janv. 2010, 1er janv. 2011 et 1er mai 2011 ; cf. Annexe I, tabl. 1.2).

3.2.2.5. Communications et informations

3.2.2.5.1. Communications et rapports

Programme préliminaire de la Communauté économique européenne pour une politique de protection et d'information des consommateurs, JOCE C 92/2 du 25 avr. 1975.

Mémorandum de la Commission transmis au Conseil, L'accès des consommateurs à la justice, COM(84) 692 final du 4 janv. 1984.

Rapport de P. JENARD sur la convention concernant la compétence judiciaire et l'exécution des décisions en matière civile et commerciale, JOCE C 59/1 du 5 mars 1979.

Rapport du professeur Dr. P. SCHLOSSER sur la convention du 9 oct. 1978 relative à l'adhésion du royaume de Danemark, de l'Irlande et du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord à la convention concernant la compétence judiciaire et l'exécution des décisions en matière civile et commerciale, ainsi qu'au protocole concernant son interprétation par la Cour de justice, JOCE C 59/71 du 5 mars 1979.

Rapport de P. JENARD et G. MÖLLER sur la convention concernant la compétence judiciaire et l'exécution des décisions en matière civile et commerciale faite à Lugano le 16 sept. 1988, JOCE C 189/57 du 28 juil. 1990.

Rapport explicatif concernant la convention établie sur la base de l'article K.3 du traité sur l'Union européenne, relative à la signification et à la notification dans les États membres de l'Union européenne des actes judiciaires et extrajudiciaires en matière civile et commerciale, JOCE C 261/26 du 27 août 1997.

Communication de la Commission au Conseil et au Parlement européen, Vers une efficacité accrue dans l'obtention et l'exécution des décisions au sein de l'Union européenne, COM(97) 609 final du 26 nov. 1997, JOCE C 33/3 du 31 janv. 1998.

Communication de la Commission, Vers un Espace de Liberté, de Sécurité et de Justice, COM(1998) 459 final du 14 juil. 1998.

Rapport du Parlement européen du 11 nov. 1999 sur la proposition de directive du Conseil relative à la signification et à la notification dans les États membres des actes judiciaires et extrajudiciaires en matière civile et commerciale, COM(1999) 219 – C5-0044/1999 – 1999/0102(CNS), A5-0060/1999, PE 231.867.

Communication de la Commission au Conseil et au Parlement européen, Espace de Liberté, de Sécurité et de Justice : bilan du programme de Tampere et futures orientations, COM(2004) 401 final du 2 juin 2004.

²⁰³⁰ Extension au Règlement Signification ou notification des actes : Accord entre la Communauté européenne et le Royaume de Danemark sur la signification et la notification des actes judiciaires et extrajudiciaires en matière civile et commerciale, JOUE L 331/21 du 10 déc. 2008.

Rapport de la Commission au Conseil, au Parlement européen et au Conseil économique et social européen, sur l'application du règlement (CE) n°1348/2000 du Conseil relatif à la signification et à la notification dans les États membres des actes judiciaires et extrajudiciaires en matière civile et commerciale, COM(2004) 603 final du 1^{er} oct. 2004.

Communication de la Commission au Conseil et au Parlement européen, Le programme de La Haye: Dix priorités pour les cinq prochaines années – Un partenariat pour le renouveau européen dans le domaine de l'espace de liberté, de sécurité et de justice, COM(2005) 184 final du 10 mai 2005.

Conseil, e-Justice, Examen des besoins et de la possibilité d'entamer des travaux dans ce domaine, 3 oct. 2006, ST 13521/06 INIT.

Conseil, e-Justice, Examen des besoins et de la possibilité d'entamer des travaux dans ce domaine, 18 déc. 2006, ST 13521/1/06 REV 1.

Conseil, Rapport du Groupe « Informatique juridique » (e-Justice), 5 juin 2007, ST 10393/07 INIT.

NUYTS (A.), Rapport pour la Commission, Study on Residual Jurisdiction. Review of the Member' Rules concerning the "Residual Jurisdiction" of their courts in Civil and Commercial Matters pursuant to Brussels I and II Regulation, 3 sept. 2007, JLS/C4/2005/07-30-CE/0040309/00-37 (disp. en ligne : <http://ec.europa.eu/civiljustice/news/docs/study_residual_jurisdiction_en.pdf>).

Rapport de la Commission au Conseil, au Parlement européen et au Comité économique et social européen sur l'application du règlement (CE) n°1206/2001 du Conseil du 28 mai 2001 relatif à la coopération entre les juridictions des États membres dans le domaine de l'obtention des preuves en matière civile ou commerciale, COM(2007) 769 final du 5 déc. 2007.

Explications relatives à la Charte des droits fondamentaux, JOUE C 303/17 du 14 déc. 2007.

Communication de la Commission au Conseil, au Parlement européen et au Conseil économique et social européen, Vers une stratégie européenne en matière d'e-Justice, COM(2008) 329 final du 30 mai 2008.

Communication de la Commission au Parlement européen et au Conseil, Un espace de liberté, de sécurité et de justice au service des citoyens, COM(2009) 262 final du 10 juin 2009.

Rapport explicatif de F. POCAR, sur la Convention concernant la compétence judiciaire, la reconnaissance et l'exécution des décisions en matière civile et commerciale signée à Lugano le 30 oct. 2007, JOUE C 319/1 du 23 déc. 2009.

Communication de la Commission au Parlement européen, au Conseil, au Comité économique et social européen et au Comité des régions, Mettre en place un espace de liberté, de sécurité et de justice au service des citoyens européens – Plan d'action mettant en œuvre le programme de Stockholm, COM(2010) 171 final du 20 avr. 2010.

Rapport 2010 de la Commission sur la citoyenneté de l'Union – Lever les obstacles à l'exercice des droits des citoyens de l'Union, COM(2010) 603 final, 27 oct. 2010.

Rapport d'évaluation intermédiaire de la Commission sur les résultats obtenus et les aspects qualitatifs et quantitatifs de la mise en œuvre du programme de financement « Justice civile », COM(2011) 351 final du 15 juin 2011.

Communication de la Commission au Parlement européen, au Conseil, au Conseil économique et social et au Comité des Régions, *Susciter la confiance dans une justice européenne – Donner une dimension nouvelle à la formation judiciaire européenne*, COM(2011) 551 final du 13 sept. 2011.

Rapport de la Commission au Parlement européen, au Conseil et au Comité économique et social européen concernant l'application de la directive 2003/8/CE visant à améliorer l'accès à la justice dans les affaires transfrontières par l'établissement de règles minimales communes relatives à l'aide judiciaire accordée dans le cadre de telles affaires, COM(2012) 71 final du 23 févr. 2012.

Rapport de la Commission au Parlement européen, au Conseil et au Comité économique et social européen sur l'application du règlement (CE) n°861/2007 du Parlement européen et du Conseil du 11 juil. 2007 instituant une procédure européenne de règlement des petits litiges, COM(2013) 795 final du 19 nov. 2013.

Rapport de la Commission au Parlement européen, au Conseil et au Comité économique et social européen sur l'application du règlement (CE) n°1393/2007 du Parlement européen et du Conseil relatif à la signification et à la notification dans les États membres des actes judiciaires et extrajudiciaires en matière civile et commerciale (« signification ou notification des actes »), COM(2013) 858 final du 4 déc. 2013.

Communication de la Commission au Parlement européen, au Conseil, au Comité économique et social européen et au Comité des régions, *L'agenda de l'UE en matière de justice pour 2020 – Améliorer la confiance, la mobilité et la croissance au sein de l'Union*, COM(2014) 144 final du 11 mars 2014.

Rapport du Conseil sur l'accès au droit, JOUE C 97/2 du 24 mars 2015.

Rapport de la Commission au Parlement européen, au Conseil et au Comité économique et social européen sur l'application du règlement (CE) n°1896/2006 du Parlement européen et du Conseil instituant une procédure européenne d'injonction de payer, COM(2015) 495 final du 13 oct. 2015.

Rapport de la Commission au Parlement européen, au Conseil et au Comité économique et social européen sur l'application du règlement (CE) n°1896/2006 du Parlement européen et du Conseil instituant une procédure européenne d'injonction de payer, COM(2015) 485 final du 13 nov. 2015.

Rapport de la Commission au Parlement européen, au Conseil et au Comité économique et social européen sur les activités du réseau judiciaire européen en matière civile et commerciale, COM(2016) 129 final du 10 mars 2016.

Rapport de la Commission au Parlement européen, au Conseil et au Comité économique et social européen sur l'application de la directive 2008/52/CE du Parlement européen et du Conseil sur certains aspects de la médiation en matière civile et commerciale, COM(2016) 542 final du 26 août 2016.

3.2.2.5.2. Conclusions, résolutions, accord(s) et informations

Résolution du Conseil du 25 juin 1987 sur l'accès des consommateurs à la justice, JOCE C 176/2 du 4 juil. 1987.

Résolution du Parlement européen du 10 juil. 1991 sur la réunion du Conseil européen à Luxembourg les 28 et 29 juin 1991, JOCE C 240/132 du 16 sept. 1991.

Conseil justice et affaires intérieures, Plan d'action du 3 déc. 1998 du Conseil et de la Commission concernant les modalités optimales de mise en œuvre des dispositions du Traité d'Amsterdam relatives à l'établissement d'un Espace de liberté, de sécurité et de justice, JOCE C 19/1 du 23 janv. 1999.

Conseil européen de Tampere, Conclusions de la Présidence, 15 et 16 oct. 1999 (disp. en ligne : <<http://europarl.europa.eu/>>).

Accord interinstitutionnel entre le Parlement européen, le Conseil de l'Union européenne et la Commission européenne du 16 déc. 2003 « Mieux légiférer », JOUE C 321/1 du 31 déc. 2003.

Conseil européen de Bruxelles, Conclusions de la Présidence, 4 et 5 nov. 2004 (14292/1/04 REV 1 du 8 déc. 2004).

Conseil européen, Le programme de La Haye : renforcer la liberté, la sécurité et la justice dans l'Union européenne, JOUE C 53/1 du 3 mars 2005.

Résolution du Parlement européen du 18 déc. 2008 contenant des recommandations à la Commission sur l'e-Justice, JOUE C 45 E/63 du 23 févr. 2010.

Conseil, Plan d'action pluriannuel 2009-2013 relatif à l'e-Justice européenne, JOUE C 75/1 du 31 mars 2009.

Conseil européen, Le programme de Stockholm – une Europe ouverte et sûre qui sert et protège les citoyens, JOUE C 115/1 du 4 mai 2010.

Résolution du Parlement européen du 7 sept. 2010 sur la mise en œuvre et la révision du règlement (CE) n°44/2001 du Conseil concernant la compétence judiciaire, la reconnaissance et l'exécution des décisions en matière civile et commerciale (2009/2140(INI)), P7_TA(2010)0304.

Conclusions du Conseil préconisant l'introduction d'un identifiant européen de la jurisprudence et un ensemble minimal de métadonnées uniformes pour la jurisprudence, JOUE C 127/1 du 29 avr. 2011.

Conclusions du Conseil préconisant l'introduction d'un identifiant européen de la législation (ELI), JOUE C 325/3 du 26 oct. 2012.

Résolution du Parlement européen du 11 juin 2013 sur l'amélioration de l'accès à la justice : aide judiciaire accordée dans le cadre des litiges civils et commerciaux transfrontaliers (2012/2101(INI)), P7_TA(2013)0240, JOUE C 65/12 du 19 févr. 2016.

Conseil, Projet de stratégie européenne concernant la justice en ligne pour la période 2014-2018, JOUE C 376/7 du 21 déc. 2013.

Résolution du Parlement européen du 2 avr. 2014 sur l'examen à mi-parcours du programme de Stockholm (2013/2024(INI)), P7_TA-PROV(2014)0276.

Conseil de l'Union européenne, Plan d'action européen pluriannuel relatif à la justice en ligne 2014-2018, JOUE C 182/2 du 14 juin 2014.

Conseil européen de Bruxelles, Conclusions, 27 juin 2014, EUCO 79/14.

Accord interinstitutionnel entre le Parlement européen, le Conseil de l'Union européenne et la Commission européenne du 13 avr. 2016 « Mieux légiférer », JOUE L 123/1 du 12 mai 2016.

3.2.2.5.3. Recommandations et avis

Avis du Conseil économique et sociale du 26 sept. 1991 sur l'achèvement du Marché intérieur et la protection des consommateurs, JOCE C 339/16 du 31 déc. 1991.

Avis du Conseil économique et social du 1er juin 1994 sur le Livre vert sur l'accès des consommateurs à la justice et le règlement des litiges de consommation dans le marché unique, JOCE C 295/1 du 22 oct. 1994.

Avis du Comité économique et social du 23 avr. 1997 sur la Proposition de décision du Parlement européen et du Conseil établissant un programme d'action pour l'amélioration de la sensibilisation des professions juridiques au droit communautaire – Action Robert Schuman, JOCE C 206/63 du 7 juil. 1997.

Recommandation 98/257/CE de la Commission du 30 mars 1998 concernant les principes applicables aux organes responsables de la résolution extrajudiciaire des litiges de consommation, JOCE L 115/31 du 17 avr. 1998.

Avis du Comité économique et social du 28 févr. 2001 sur le « Règlement du Conseil relatif à la coopération entre les juridictions des États membres dans le domaine de l'obtention des preuves en matière civile et commerciale », JOCE C 139/10 du 11 mai 2001.

Recommandation 2001/310/CE de la Commission du 4 avr. 2001 relative aux principes applicables aux organes extrajudiciaires chargés de la résolution consensuelle des litiges de consommation, JOCE L 109/56 du 19 avr. 2001.

Recommandation 2003/361/CE de la Commission du 6 mai 2003 concernant la définition des micro, petites et moyennes entreprises, JOUE L 124/36 du 20 mai 2003.

Avis du Comité économique et social européen du 30 sept. 2009 sur la Communication au Conseil, au Parlement européen et au Conseil économique et social européen : Vers une stratégie européenne en matière d'e-Justice, JOUE C 318/69 du 23 déc. 2009.

Recommandation 2013/396/UE de la Commission du 11 juin 2013 relative à des principes communs applicables aux mécanismes de recours collectifs en cessation et en réparation dans les États membres en cas de violation des droits conférés par le droit de l'Union, JOUE L 201/60 du 26 juin 2013.

Avis du Comité économique et social européen du 10 juil. 2014 sur la communication de la Commission au Parlement européen, au Conseil, au Conseil économique et social européen et au Comité des Régions sur « L'agenda de l'UE en matière de justice pour 2020 – Améliorer la confiance, la mobilité et la croissance au sein de l'UE », JOUE C 452/104 du 16 déc. 2014

3.2.2.5.4. Études

Commission européenne, La traduction à la Commission européenne : 1958-2010, Étude sur la traduction et le multilinguisme, 2/2009 (disp. en ligne : <<http://ec.europa.eu/dgs/translation/>>, rubrique “Publications/Études”).

Commission européenne, Lawmaking in the EU multilingual environment, Étude sur la traduction et le multilinguisme, 1/2010 (disp. en ligne : <<http://bookshop.europa.eu/>>).

Parlement européen, Quantifying the Cost of Not Using Mediation. A Data Analysis, PE 453.180, avr. 2011.

Parlement européen, Vers la négociation et l'adoption du programme succédant à Stockholm pour la période 2015-2020, PE 493.015, août 2013.

Parlement européen, "Rebooting" the Mediation Directive. Assessing the Limited Impact of its Implementation and Proposing Measures to Increase the Number of Mediations in the EU, PE 493.042, janv. 2014.

Parlement européen, Cross-Border Activities in the EU. Making Life Easier for Citizens, PE 510.003, févr. 2015.

3.2.2.6. Communiqués de presse, discours, guides, publications et divers

SCHUMAN (R.), *Déclaration du 9 mai 1950* (disp. en ligne : <<http://www.europa.eu/>>, rubrique Informations générales sur l'Union européenne/Symboles de l'Union européenne/Journée de l'Europe).

Proposition de Valéry GISCARD D'ESTAING sur la mise en place d'un espace judiciaire européen, Discours prononcé à l'issue du Conseil européen de Bruxelles, 5 déc. 1977 (disponible en ligne : <http://www.cvce.eu/>).

Commission européenne, *20 ans de marché unique européen. Ensemble pour une nouvelle croissance*, Office des publications de l'Union européenne, 2012.

Commission européenne, *Les pères fondateurs de l'Union européenne*, Office des publications de l'Union européenne, 2013.

Commission européenne, *Erasmus – Faits, chiffres et tendances. Le soutien de l'Union européenne aux échanges d'étudiants et de membres du personnel de l'enseignement supérieur et à la coopération universitaire en 2012-13*, Office des publications de l'Union européenne, 2015.

Commission européenne, DG Éducation et Formation, Erasmus + Programme Annual Report 2014, 2015 REV1 (disp. en ligne : <<http://ec.europa.eu/education/>>, rubrique : "Documentation").

Commission européenne, Résolution des litiges en ligne : nouvelle plateforme pour les consommateurs et les commerçants, communiqué de presse du 15 févr. 2016 (IP/16/297).

Commission européenne, Commission makes justice decisions more accessible to citizens, businesses and law professionals, communiqué de presse du 11 mai 2016 (MEX/16/1711).

Cour de justice de l'Union européenne, La Cour de justice de l'Union européenne lance sa première application pour smartphone et tablette, communiqué de presse n°51/16 du 11 mai 2016.

Eurostats, Statistics Explained : Commerce international des biens, 22 août 2016 (disp. en ligne : <http://ec.europa.eu/eurostat/statistics-explained/>).

3.3. Source nationale

3.3.1. France

3.3.1.1. Codes

Code civil.

Code de procédure civile.

3.3.1.2. Communications et autres supports

Ministère de la Justice, La justice du 21^e siècle, 15 actions pour la justice du quotidien, sept. 2014, <<http://www.justice.gouv.fr/>>.

Premier Ministre, 40 nouvelles propositions pour simplifier la vie des Français, doss. de presse, juin 2015.

Ministère de la Justice, Ouverture de justice.fr, le portail des justiciables, communiqué de presse du 12 mai 2016.

3.3.2. Autres pays

Québec

- Code civil du Québec.

Saskatchewan

- Loi sur l'exécution des jugements étrangers, Chapitre E-9.121 des Lois de la Saskatchewan de 2005 (en vig. à partir du 19 avr. 2006) tel que modifié par les Lois de la Saskatchewan, 2012, ch.12.

IV. JURISPRUDENCE

4.1. Régionale

4.1.1. Cour européenne des droits de l'Homme

CEDH, plén., 21 févr. 1975, *Golder c/ Royaume-Uni*, req. n°4451/70,
ECLI:CE:ECHR:1975:0221JUD000445170.

CEDH, plén., 6 sept. 1978, *Klass e.a. c/ Allemagne*, req. n°5029/71,
ECLI:CE:ECHR:1978:0906JUD000502971.

CEDH 9 oct. 1979, *Airey c/ Irlande*, req. n°6289/73,
ECLI:CE:ECHR:1979:1009JUD000628973.

CEDH 28 mai 1985, *Ashingdane c/ Royaume-Uni*, req. n°8225/78,
ECLI:CE:ECHR:1985:0528JUD000822578.

CEDH 27 août 1991, *Philis c/ Grèce*, req. n°12750/87, n°13780/88 et n°14003/88,
ECLI:CE:ECHR:1991:0827JUD001275087.

CEDH 27 avr. 1988, *Boyle et Rice c/ Royaume-Uni*, req. n°9659/82 et n° 9658/82,
ECLI:CE:ECHR:1988:0427JUD000965982.

CEDH 23 mars 1995, *Loizidou c/ Turquie (exceptions préliminaires)*, req. n°15318/89,
ECLI:CE:ECHR:1995:0323JUD001531889.

CEDH 13 juil. 1995, *Tolstoy Miloslavsky c/ Royaume-Uni*, req. n°18139/91,
ECLI:CE:ECHR:1995:0713JUD001813991.

CEDH 4 déc. 1995, *Bellet c/ France*, req. n°23805/94,
ECLI:CE:ECHR:1995:1204JUD002380594.

CEDH 22 oct. 1996, *Stubbings e.a. c/ Royaume-Uni*, req. n°22083/93 et n°22095/93,
ECLI:CE:ECHR:1996:1022JUD002208393.

CEDH 19 mars 1997, *Hornsby c/ Grèce*, req. n°18357/91,
ECLI:CE:ECHR:1997:0319JUD001835791.

CEDH 16 déc. 1997, *Église catholique de la Canée c/ Grèce*, req. n°25528/94,
ECLI:CE:ECHR:1997:1216JUD002552894.

CEDH, 26 oct. 2000, *Kudla c/ Pologne*, req. n°30210/96,
ECLI:CE:ECHR:2000:1026JUD003021096.

CEDH 20 juil. 2001, *Pellegrini c/ Italie*, req. n°30882/96,
ECLI:CE:ECHR:2001:0720JUD003088296.

CEDH, gd. ch., 30 juin 2005, *Bosphorus Hava Yolları Turizm ve Ticaret Anonim Şirketi c/ Irlande*, req. n°45036/98, ECLI:CE:ECHR:2005:0630JUD004503698.

CEDH, rec., 26 août 2008, *VP Diffusion SARL c/ France*, req. n°14565/04,
ECLI:CE:ECHR:2008:0826DEC001456504.

CEDH 25 févr. 2014, *Avotiņš c/ Lettonie*, req. n°17502/07,
ECLI:CE:ECHR:2014:0225JUD001750207

CEDH, gd. ch., 23 mai 2016, *Avotiņš c/ Lettonie*, req. n°17502/07,
ECLI:CE:ECHR:2016:0523JUD001750207.

4.2.2. Cour de justice de l'Union européenne

4.2.2.1. Arrêts

4.2.2.1.1. Cour de justice

CJCE 5 févr. 1963, *NV Algemene Transport- en Expeditie Onderneming van Gend & Loos c/ Administratie der Belastingen*, aff. 26-62, EU:C:1963:1.

CJCE 15 juil. 1963, *Plaumann & Co. c/ Commission de la Communauté économique européenne*, aff. 25-62, EU:C:1963:17.

CJCE 15 juil. 1964, *Flaminio Costa c/ E.N.E.L.*, aff. 6-64, EU:C:1964:66.

CJCE 19 sept. 1968, *Société par actions Salgoil c/ Ministero del commercio con l'estero*, aff. 13-68, EU:C:1968:54.

CJCE 12 nov. 1969, *Erich Stauder c/ Stadt Ulm - Sozialamt*, aff. 29-69, EU:C:1969:57.

CJCE 17 déc. 1970, *Internationale Handelsgesellschaft mbH mbH c/ Einfuhr- und Vorratsstelle für Getreide und Futtermittel*, aff. 11-70, EU:C:1970:114.

CJCE 13 juil. 1972, *Commission des Communautés européennes c/ Italie*, aff. 48-71, EU:C:1972:65.

CJCE 14 mai 1974, *J. Nold, Kohlen- und Baustoffgroßhandlung c/ Commission des Communautés européennes*, aff. 4-73, EU:C:1974:51.

CJCE 21 juin 1974, *Jean Reyners c/ État belge*, aff. 2-74, EU:C:1974:68.

CJCE 28 oct. 1975, *Roland Rutili c/ Ministre de l'intérieur*, aff. 36-75, EU:C:1975:137.

CJCE 6 oct. 1976, *Industrie Tessili Italiana Como c/ Dunlop AG*, aff. 12-76, EU:C:1976:133.

CJCE 30 nov. 1976, *Jozef de Wolf c/ Harry Cox BV*, aff. 42-76, EU:C:1976:168.

CJCE 16 déc. 1976, *Rewe-Zentralfinanz eG et Rewe-Zentral AG c/ Landwirtschaftskammer für das Saarland*, aff. 33-76, EU:C:1976:188.

CJCE 16 déc. 1976, *Comet BV c/ Produktschap voor Siergewassen*, aff. 45-76, EU:C:1976:191.

CJCE 9 mars 1978, *Amministrazione delle finanze dello Stato c/ Société Anonyme Simmenthal*, aff. 106/77, EU:C:1978:49.

CJCE 21 juin 1978, *Bertrand c/ Paul Ott KG*, aff. 150/77, EU:C:1978:137.

CJCE 21 mai 1980, *Benard Denilauler c/ SNC Couchet Frères*, aff. 125/79, EU:C:1980:130.

CJCE 16 juin 1981, *Peter Klomps c/ Karl Michel*, aff. 166/80, EU:C:1981:137.

CJCE 4 mars 1982, *Effer SpA c/ Hans-Joachim Kantner*, aff. 38/81, EU:C:1982:79.

CJCE 23 mars 1982, *"Nordsee" Deutsche Hochseefischerei GmbH c/ Reederei Mond Hochseefischerei Nordstern AG & Co. KG et Reederei Friedrich Busse Hochseefischerei Nordstern AG & Co. KG*, aff. 102/81, EU:C:1982:107.

CJCE 15 juil. 1982, *Pendy Plastic Products BV c/ Pluspunkt Handelsgesellschaft mbH*, aff. 228/81, EU:C:1982:276.

CJCE 10 févr. 1983, *Grand-Duché de Luxembourg c/Parlement européen*, aff. C-230/81, EU:C:1983:32.

CJCE 9 nov. 1983, *Amministrazione delle finanze dello Stato c/SpA San Giorgio*, aff. 199/82, EU:C:1983:318.

CJCE 27 nov. 1984, *Fabrique de chaussures Brennero SAS c/Wendel GmbH Schuhproduktion International*, aff. 258/83, EU:C:1984:363.

CJCE 11 juin 1985, *Leon Emile Gaston Carlos Debaecker et Berthe Plouvier c/Cornelis Gerrit Bouwman*, aff. 49/84, EU:C:1985:252.

CJCE 2 juil. 1985, *Deutsche Genossenschaftsbank c/Brasserie du Pêcheur*, aff. 148/84, EU:C:1985:280.

CJCE 23 oct. 1986, *Parti écologiste « Les Verts » c/Parlement européen*, aff. 294/83, EU:C:1986:166.

CJCE 15 mai 1986, *Marguerite Johnston c/Chief Constable of the Royal Ulster Constabulary*, aff. 222/84, EU:C:1986:206.

CJCE 15 oct. 1987, *Union nationale des entraîneurs et cadres techniques professionnels du football (Unectef) c/Georges Heylens e.a.*, aff. 222/86, EU:C:1987:442.

CJCE 22 oct. 1987, *Foto-Frost c/Hauptzollamt Lübeck-Ost*, aff. 314/85, EU:C:1987:452.

CJCE 9 déc. 1987, *Gubish Maschinenfabrik KG c/Giulio Palumbo*, aff. 144/86, EU:C:1987:528.

CJCE 4 févr. 1988, *Horst Ludwig Martin Hoffmann c/Adelheid Krieg*, aff. 145/86, EU:C:1988:61.

CJCE 27 sept. 1988, *The Queen c/H. M. Treasury and Commissioners of Inland Revenue, ex parte Daily Mail and General Trust PLC*, aff. 81/87, EU:C:1988:456.

CJCE 18 oct. 1989, *Orkem c/Commission des Communautés européennes*, aff. 374/87, EU:C:1989:387.

CJCE 15 mai 1990, *Kongress Agentur Hagen c/Zeehaghe*, aff. C-365/88, EU:C:1990:203.

CJCE 3 juil. 1990, *Isabelle Lancray SA c/Peters und Sickert KG*, aff. C-305/88, EU:C:1990:275.

CJCE 18 oct. 1990, *Massam Dzodzi c/État belge*, aff. jointes C-297/88 et C-197/89, EU:C:1990:360.

CJCE 21 févr. 1991, *Zuckerfabrik Süderdithmarschen AG c/Hauptzollamt Itzehoe et Zuckerfabrik Soest GmbH c/Hauptzollamt Paderborn*, aff. jointes C-143/88 et C-92/89, EU:C:1991:65.

CJCE 11 juin 1991, *Commission des Communautés européennes c/Conseil des Communautés européennes*, aff. C-300/89, EU:C:1991:244.

CJCE 18 juin 1991, *Elliniki Radiophonia Tileorassi AE et Panellinia Omospondia Syllogon Prossopikou c/Dimitiki Etairia Pliroforissis et Sotirious Kouvelas et Nicolaos Avdellas e.a.*, aff. C-260/89, EU:C:1991:254.

CJCE 25 juil. 1991, *Marc Rich & Co. AG c/Società Italiana Impianti PA*, aff. C-190/89, EU:C:1991:319.

CJCE 4 oct. 1991, *Berend Jan van Dalfsen, Jantina Timmerman, Harm van Dalfsen, Jentje Harmke, Gerard van Dalfsen c/Bernard von Loon, Theodora Berendsen*, aff. C-183/90, EU:C:1991:379.

CJCE 17 juin 1992, *Jakob Handte & Co. GmbH c/Traitements mécano-chimiques des surfaces SA*, aff. C-26/91, EU:C:1992:268.

CJCE 3 déc. 1992, *Oleificio Borelli SpA c/Commission des Communautés européennes*, aff. C-97/91, EU:C:1992:491.

CJCE 19 janv. 1993, *Shearson Lehmann Hutton Inc. c/TVB Treuhandgesellschaft für Vermögensverwaltung und Beteiligungen mbH*, aff. C-89/91, EU:C:1993:15.

CJCE 2 juin 1994, *Solo Kleinmotoren GmbH c/Emilio Boch*, aff. C-414/92, EU:C:1994:221.

CJCE 6 déc. 1994, *The owners of the cargo lately laden on board the ship « Tatry » c/ The owners of the ship « Maciej Rataj »*, aff. C-406/92, EU:C:1994:400.

CJCE 30 juil. 1996, *Bosphorus Hava Yollari Turizm ve Ticaret AS c/Minister for Transport, Energy and Communications e.a.*, aff. C-84/95, EU:C:1996:312.

CJCE 2 oct. 1997, *Stephen Austin Saldanha et MTS Securities Corporation c/Hiross Holding AG*, aff. C-122/96, EU:C:1997:458.

CJCE 17 févr. 1998, *Lisa Jacqueline Grant c/South-Wests Ltd*, aff. C-249/96, EU:C:1998:63.

CJCE 17 nov. 1998, *Van Uden Maritime BV, agissant sous le nom Van Uden Africa Line c/Kommanditgesellschaft in Firma Deco-Line e.a.*, aff. C-391/95, EU:C:1998:543.

CJCE 17 déc. 1998, *Baustahlgewebe GmbH c/Commission des Communautés européennes*, aff. C-185/95 P, EU:C:1998:608.

CJCE 1er juin 1999, *Eco Swiss China Time Ltd c/Benetton International NV*, aff. C-126/97, EU:C:1999:269.

CJCE 28 mars 2000, *Dieter Krombach c/André Bamberski*, aff. C-7/98, EU:C:2000:164.

CJCE 11 mai 2000, *Régie nationale des usines Renault SA c/Maxicar SpA, Orazio Formento*, aff. C-38/98, EU:C:2000:225.

CJCE 13 juil. 2000, *Group Josi Reinsurance Company SA c. Universal General Insurance Company (UGIC)*, aff. C-412/98, EU:C:2000:399.

CJCE 27 nov. 2001, *Commission des Communautés européennes c/République d'Autriche*, aff. C-424/99, EU:C:2001:642.

CJCE 19 févr. 2002, *Besix SA c/Wasserreinigungsbau Alfred Kretzschmar GmbH & Co. KG (WABAG) et Planungs- und Forschungsgesellschaft Dipl. Ing. W. Kretzschmar GmbH & KG (Plafog)*, aff. C-256/00, EU:C:2002:99.

CJCE 6 juin 2002, *Italian Leather SpA c/WECO Polstermöbel GmbH & Co.*, aff. C-80/00, EU:C:2002:342.

CJCE 11 juil. 2002, *Rudolf Gabriel*, aff. C-96/00, EU:C:2002:436.

CJCE 25 juil. 2002, *Unión de Pequeños Agricultores c/ Conseil de l'Union européenne*, aff. C-50/00 P, EU:C:2002:462.

CJCE 5 nov. 2002, *Überseering BV c/ Nordic Construction Company Baumanagement GmbH (NCC)*, aff. C-208/00, EU:C:2002:632.

CJCE 22 mai 2003, *Connect Austria Gesellschaft für Telekommunikation GmbH c/ Telekom-Control-Kommission, en présence de Mobilkom Austria AG*, aff. C-462/99, EU:C:2003:297.

CJCE 9 déc. 2003, *Erich Gasser GmbH c/ MISAT Srl*, aff. C-116/02, EU:C:2003:657.

CJCE 1er avr. 2004, *Commission des Communautés européennes c/ Jégo-Quéré & Cie SA*, aff. C-263/02 P, EU:C:2004:210.

CJCE 27 avr. 2004, *Gregory Paul Turner c/ Felix Foreed Ismail Grovit, Harada Ltd et Changepoint SA*, aff. C-159/02, EU:C:2004:228.

CJCE 20 janv. 2005, *Johann Gruber c/ Bay Wa AG*, aff. C-464/01, EU:C:2005:32.

CJCE 27 janv. 2005, *Guy Denuit et Betty Cordenier c/ Transorient – Mosaïque Voyages et Culture SA*, aff. C-125/04, EU:C:2005:69.

CJCE 1er mars 2005, *Andrew Owusu c/ N. B. Jackson, agissant sous le nom commercial « Villa Holidays Bal-Inn Villas » e.a.*, aff. C-281/02, EU:C:2005:120.

CJCE 17 mars 2005, *Commission des Communautés européennes c/ AMI Semiconductor Belgium BVBA e.a.*, aff. C-294/02, EU:C:2005:172.

CJCE 28 avr. 2005, *St. Paul Dairy Industries NV c/ Unibel Exser BVBA*, aff. C-104/03, EU:C:2005:255.

CJCE 3 mai 2005, *Procédure pénale c/ Silvio Berlusconi, Sergio Adelchi et Marcello Dell'Utri e.a.*, aff. jointes C-387/02, C-391/02 et C-403/02, EU:C:2005:270.

CJCE 26 mai 2005, *Groupement d'intérêt économique (GIE) Réunion européenne e.a. c/ Zurich España et Société pyrénéenne de transit d'automobiles (Soptrans)*, aff. C-77/04, EU:C:2005:327.

CJCE 26 oct. 2006, *Elisa María Mostaza Claro c/ Centro Móvil Milenium SL*, aff. C-168/05, EU:C:2006:675.

CJCE 14 déc. 2006, *ASML Netherlands BV c/ Semiconductor Industry Services GmbH (SEMIS)*, aff. C-283/05, EU:C:2006:787.

CJCE 15 févr. 2007, *Eirini Lechouritou e.a. c/ Dimosio tis Omospondiakis tis Germanias*, aff. C-292/05, EU:C:2007:102.

CJCE 13 mars 2007, *Unibet (London) Ltd et Unibet (International) Ltd c/ Justitiekanslern*, aff. C-432/05, EU:C:2007:163.

CJCE 8 mai 2008, *Ingenieurbüro Michael Weiss und Partner GbR c/ Industrie- und Handelskammer Berlin*, aff. C-14/07, EU:C:2008:264.

CJCE 10 févr. 2009, *Allianz SpA et Generali Assicurazioni Generali SpA c/ West Tankers Inc.*, aff. C-185/07, EU:C:2009:69.

CJCE 2 avr. 2009, *Marco Gambazzi c/ DaimlerChrysler Canada Inc. et CIBC Mellon Trust Company*, aff. C-394/07, EU:C:2009:219.

CJCE 28 avr. 2009, *Meletis Apostolides c/ David Charles Orams et Linda Elizabeth Orams*, aff. C-420/07, EU:C:2009:271.

CJCE 14 mai 2009, *Renate Illsinger c/ Martin Dreschers*, aff. C-180/06, EU:C:2009:303.

CJCE 16 juil. 2009, *Mono Car Styling SA c/ Dervis Odemis e.a.*, aff. C-12/08, EU:C:2009:466.

CJCE 6 oct. 2009, *Asturcom Telecomunicaciones SL c/ Cristina Rodríguez Nogueira*, aff. C-40/08, EU:C:2009:615.

CJCE 15 oct. 2009, *Audiolux SA e.a. c/ Groupe Bruxelles Lambert SA (GBL) e.a., Bertelsmann AG e.a.*, aff. C-101/08, EU:C:2009:626.

CJ 7 avr. 2010, *Francesco Guarnieri & Cie c/ Vandavelde Eddy VOF*, aff. C-291/09, EU:C:2011:217.

CJ 4 mai 2010, *TNT Express Nederland BV c/ AXA Versicherung AG*, aff. C-533/08, EU:C:2010:243.

CJ 29 juin 2010, *Procédure pénale c/ E et F*, aff. C-550/09, EU:C:2010:382.

CJ 9 nov. 2010, *Volker und Markus Schecke GbR et Hartmut Eifert c/ Land Hessen*, aff. jointes C-92/09 et C-93/09, EU:C:2010:662.

CJ 7 déc. 2010, *Peter Pammer c/ Reederei Karl Schlüter GmbH & Co. et Hotel Alpenhof GesmbH c/ Oliver Heller*, aff. jointes C-585/08 et C-144/09, EU:C:2010:740.

CJ 22 déc. 2010, *DEB Deutsche Energiehandels- und Beratungsgesellschaft mbH c/ Bundesrepublik Deutschland*, aff. C-279/09, EU:C:2010:811.

CJ 17 févr. 2011, *Artur Weryński c/ Mediatel 4B spółka z o.o.*, aff. C-283/09, EU:C:2011:85.

CJ 13 oct. 2010, *Prism Investments BV c/ Jaap Anne van der Meer*, aff. C-139/10, EU:C:2011:653.

CJ 17 nov. 2011, *Hypoteční banka a.s. c/ Udo Mike Lindner*, aff. C-327/10, EU:C:2011:745.

CJ 21 déc. 2011, *N. S. c/ Secretary of State for the Home Department et M. E., A. S. M., M. T., K. P., E. H. c/ Refugee Applications Commissioner, Minister for Justice, Equality and Law Reform*, aff. jointes C-411/10 et C-493/10, EU:C:2011:865.

CJ 6 sept. 2012, *Trade Agency Ltd c/ Seramico Investments Ltd*, aff. C-619/10, EU:C:2012:531.

CJ 6 sept. 2012, *Maurice Robert Josse Marie Ghislain Lippens, Gilbert Georges Henri Mittler, Jean Paul François Caroline Votron c/ Hendrikus Cornelis Kortekaas, Kortekaas Entertainment Marketing BV, Kortekaas Pensioen BV, Dirk Robbard De Kat, Johannes Hendridus Visch, Euphemia Joanna Bökkerink, Laminca GLD N-A, Ageas NS, anciennement Fortis*, aff. C-170/11, EU:C:2012:540.

CJ 6 sept. 2012, *Daniela Mühlleitner c/ Ahmad Yusufi et Wadat Yusufi*, aff. C-190/11, EU:C:2012:542.

CJ 21 févr. 2013, *ProRail c/ Xpedys NV, FAG Kugelfischer GmbH, DB Schenker Rail Nederland NV, Nationale Maatschappij der Berlgische Spoorwegen NV*, aff. C-332/11, EU:C:2013:87.

CJ 26 févr. 2013, *Åklagaren c/Hans Åkerberg Fransson*, aff. C-617/10, EU:C:2013:105.

CJ 26 févr. 2013, *Stefano Melloni c/Ministerio Fiscal*, aff. C-399/11, EU:C:2013:107.

CJ 14 mars 2013, *Česká spořitelna, a.s. c/Gerald Feichter*, aff. C-419/11, EU:C:2013:165.

CJ 13 juin 2013, *Goldbet Sportwetten GmbH c/Massimo Sperindeo*, aff. C-144/12, EU:C:2013:393.

CJ 26 sept. 2013, *Texdata Software GmbH*, aff. C-418/11, EU:C:2013:588.

CJ 3 oct. 2013, *Inuit Tapiriit Kanatami e.a. c/Parlement européen et Conseil de l'Union européenne*, aff. C-583/11 P, EU:C:2013:625.

CJ 17 oct. 2013, *Lockman Emrek c/Vlado Sabranovic*, aff. C-218/12, EU:C:2013:666.

CJ 26 nov. 2013, *Groupe Gascogne SA c/Commission européenne*, aff. C-58/12 P, EU:C:2013:770.

CJ 5 déc. 2013, *Walter Vapenik c/Josef Thurner*, aff. C-508/12, EU:C:2013:790.

CJ 19 déc. 2013, *Nipponka Insurance Co. (Europe) Ltd c/Inter-Zuid Transport BV*, aff. C-452/12, EU:C:2013:858.

CJ 4 avr. 2014, *Irmengard Weber c/Mechthilde Weber*, aff. C-428/12, EU:C:2014:212.

CJ 10 avr. 2014, *Acino AG c/Commission européenne*, aff. C-269/13 P, EU:C:2014:255.

CJ 17 juil. 2014, *Angelo Alberto Torresi et Pierfrancesco Torresi c/Consiglio dell'Ordine degli Avvocati di Macerata*, aff. jointes C-58/13 et C-59/13, EU:C:2014:2088.

CJ 4 sept. 2014, *eco cosmetics GmbH & Co. KG c/Virginie Laetitia Barbara Dupuy et Raiffeisenbank St. Georgen reg. Gen. mbH c/Tetyana Bonchyk*, aff. jointes C-119/13 et C-120/13, EU:C:2014:2144.

CJ 4 sept. 2014, *Nickel & Goeldner Spedition GmbH c/«Kintra» UAB*, aff. C-157/13, EU:C:2014:2145.

CJ 11 sept. 2014, *A c/B e.a.*, aff. C-112/13, EU:C:2014:2195.

CJ 13 mai 2015, «*Gazprom*» OAO c/Lietuvos Respublika, aff. C-536/13, EU:C:2015:316.

CJ 16 juil. 2015, *Diageo Brands BV c/Simiramida-04 EOOD*, aff. C-681/13, EU:C:2015:471.

CJ 16 sept. 2015, *Alpha Bank Cyprus Ltd c/Dau Si Senh e.a.*, aff. C-519/13, EU:C:2015:603.

CJ 6 oct. 2015, *Maximillian Schrems c/Data Protection Commissioner*, aff. C-362/14, EU:C:2015:650.

CJ 22 oct. 2015, *Thomas Cook Belgium NV c/Thurner Hotel GmbH*, aff. C-245/14, EU:C:2015:715.

CJ 19 nov. 2015, *P. c/Q.*, aff. C-455/15 PPU, EU:C:2015:763.

CJ 23 déc. 2015, *Rüdiger Hobohm c/Benedikt Kampik Ltd & Co. KG e.a.*, aff. C-297/14, EU:C:2015:844.

CJ 10 mars 2016, *Flight Refund Ltd c/ Deutsche Lufthansa AG*, aff. C-94/14, EU:C:2016:148.

CJ 25 mai 2016, *Rūdolfs Meroni c/ Recoletos Limited*, aff. C-559/14, EU:C:2016:349.

CJ 16 juin 2016, *Pebros Servizi Srl c/ Aston Martin Lagonda Ltd*, aff. C-511/14, EU:C:2016:448.

CJ 7 juil. 2016, *Emmanuel Lebek c/ Janusz Domino*, aff. C-70/15, EU:C:2016:524.

CJ 14 juil. 2016, *Brite Strike Technologies Inc. c/ Brite Strike Technologies SA*, C-230/15, EU:C:2016:560.

CJ 28 juil. 2016, *Ordres des barreaux francophones et germanophone e.a. c/ Conseil des Ministres*, aff. C-543/14, EU:C:2016:605.

4.2.2.1.2 Tribunal

TPI 3 mai 2002, *Jégo-Quééré & Cie SA c/ Commission*, aff. T-177/01, EU:T:2002:112.

TPI 15 janv. 2003, *Philip Morris International, Inc. e.a. c/ Commission des Communautés européennes*, aff. jointes T-377/00, T-379/00, T-380/00, T-260/01 et T-272/01, EU:T:2003:6.

4.2.2.2. Ordonnances

CJCE, ord., 1er févr. 2001, *Area Cova SA e.a. et Xunta de Galicia c/ Conseil*, aff. jointes C-300/99 P et C-388/99 P, EU:C:2001:71.

CJ, ord., 13 juin 2012, *GREP GmbH c/ Freistaat Bayern*, aff. C-156/12, EU:C:2012:342.

CJ, ord., 28 nov. 2013, *Sociedade Agrícola e Imobiliária da Quinta de S. Paio Lda c/ Instituto da Segurança Social IP*, aff. C-258/13, EU:C:2013:810.

4.2.2.3. Avis

CJCE 28 mars 1996, *Avis 2/94*, EU:C:1996:140.

CJCE 6 déc. 2001, *Avis 2/00*, EU:C:2001:664.

CJCE 7 févr. 2006, *Avis 1/03*, EU:C:2006:81.

CJ 14 oct. 2014, *Avis 1/13*, EU:C:2014:2303.

CJ 18 déc. 2014, *Avis 2/13*, EU:C:2014:2454.

4.2.2.4. Conclusions

CJCE, Conclusions de l'avocat général A. Dutheillet de Lamothe, 2 déc. 1970, *Internationale Handelsgesellschaft mbH c/ Einfuhr- und Vorratsstelle für Getreide und Futtermittel*, aff. 11-70, EU:C:1970:100.

CJCE, Conclusions de l'avocat général P. Léger, 10 juin 1997, *Van Uden Maritime, agissant sous le nom Van Uden Africa Line c/ Kommanditgesellschaft in Firma Deco-Line e.a.*, aff. C-391/95, EU:C:1997:288.

CJCE, Conclusions de l'avocat général D. Ruiz-Jarabo Colomer, 4 déc. 2001, *Überseering BV c/ Nordic Construction Company Baumanagement GmbH (NCC)*, aff. C-208/00, EU:C:2001:655.

CJCE, Conclusions de l'avocat général J. Kokott, 4 sept. 2008, *Allianz et Generali Assicurazioni Generali c/ West Tankers*, aff. C-185/07, EU:C:2008:466.

CJCE, Conclusions de l'avocat général J. Kokott, 18 déc. 2008, *Meletis Apostolides c/ David Charles Orams et Linda Elizabeth Orams*, aff. C-420/07, EU:C:2008:749.

CJCE, Conclusions de l'avocat général T. Verica, 14 mai 2009, *Asturcom Telecomunicaciones c/ Cristina Rodríguez Nogueira*, aff. C-40/08, EU:C:2009:305.

CJ, Conclusions de l'avocat général N. Jääskinen, 24 mai 2012, *Maurice Robert Josse Marie Ghislain Lippens, Gilbert Georges Henri Mittler, Jean Paul François Caroline Votron c/ Hendrikus Cornelis Kortekaas, Kortekaas Entertainment Marketing BV, Kortekaas Pensioen BV, Dirk Robbard De Kat, Johannes Hendridus Visch, Euphemia Joanna Bökkerink, Laminca GLD N-A, Ageas NS, anciennement Fortis*, aff. C-170/11, EU:C:2012:311.

CJ, Conclusions de l'avocat général P. Cruz Villalón, 12 juin 2012, *Åklagaren c/ Hans Åkerberg Fransson*, aff. C-617/10, EU:C:2012:340.

CJ, Conclusions de l'avocat général M. Szpunar, 3 mars 2015, *Diageo Brands BV c/ Simiramida-04 EOOD*, aff. C-681/13, EU:C:2015:137.

CJ, Conclusions de l'avocat général M. Wathelet, 17 mars 2016, *Genentech Inc. c/ Hoechst GmbH, Sanofi-Aventis Deutschland GmbH*, aff. C-567/14, EU:C:2016:177.

4.3. Nationale (France)

4.3.1. Cour de cassation

Cass. (ch. crim.) 12 nov. 1990, *Société Extraco Anstalt*, n°89-81.851.

Cass. (1^{ère} ch. civ.) 25 juin 1991, *Société Extraco Anstalt*, n°90-13.849.

Cass. (ch. com.) 15 nov. 1994, *Société United Arab Shipping*, n°92-20.809.

Cass. (1^{ère} Civ.) 16 mars 1999, *Pordéa*, n°97-17.598.

Cass. (1^{ère} ch. civ.) 28 mars 2013, *Pirelli c/ Licensing Projects*, n°11-27.770, ECLI:FR:CCASS:2013:C100392.

4.3.2. Autres juridictions

CA Paris 26 févr. 2013, *Lola Fleurs c/ Société Monceau Fleurs e.a.*, n°12/19953.

CA Paris 17 nov. 2013, *Licensing Projects c/ Pirelli*, n°09/24158.

TGI Paris, ord., 16 nov. 2015, *Garoubé*, n°15/55644.

V. SITES INTERNET

Archives nationales, Base de données ARCHIM, <<http://www.culture.gouv.fr/>>.

Assemblée nationale, <<http://www.assemblee-nationale.fr/>>.

Association des Hautes Juridictions de Cassation des pays ayant en partage l'usage du français (AHJUCAF), <<http://www.ahjucaf.org/>>.

Association européenne de libre-échange (AELE), <<http://www.efta.int/>>.

Attorney-General's Department, Australie, <<http://www.accesstojustice.gov.au/>>.

Chambre européenne des huissiers de justice, <<http://www.cejh.eu/>>.

Conférence de La Haye de droit international privé, <<http://www.hcch.net/>>.

Conseil de l'Europe, <<http://www.coe.int/>>.

- Assemblée parlementaire, <<http://assembly.coe.int/>>.
- Commission européenne pour la démocratie par le droit (Commission de Venise), <<http://www.venise.coe.int/>>.
- Commission européenne pour l'efficacité de la justice (CEPEJ), <<http://www.coe.int/cepej/fr/>>.
- Cour européenne des Droits de l'Homme (CEDH), <<http://www.echr.coe.int/>>.
- Liste des conventions, <http://conventions.coe.int/>.

Conseil des barreaux européens (CCBE), <<http://www.ccbe.eu/>>.

Conseil National des Barreaux (CNB), <<http://cnb.avocat.fr/>>.

Cour de cassation, <<http://www.courdecassation.fr/>>.

Department of Justice, États-Unis, <<http://www.justice.gov/>>.

École Européenne de Droit, <<http://esl.ut-capitole.fr/>>.

EU-Logos Athènes, <<http://www.eu-logos.org/>>.

- Blog « Le portail de référence pour l'espace de liberté, sécurité et justice », <<http://europe-liberte-securite-justice.org/>>.

European Legislation Identifier – Identifiant européen de la législation, <<http://www.eli.fr/>>.

Groupe européen de droit international privé (GEDIP), <<http://www.gedip-egpil.eu/>>.

Institut de Recherche en Droit Européen, International et Comparé (IRDEIC), <<http://irdeic.ut-capitole.fr/>>.

Legifrance, <<http://www.legifrance.gouv.fr/>>.

Legislationline, <<http://www.legislationline.org/>>.

Lynxlex, <<http://www.lynxlex.com/>>.

Ministère de la Justice français, <<http://www.justice.gouv.fr/>>.

- Le portail du justiciable, <<http://www.justice.fr/>>.

Notaires d'Europe, <<http://www.notaries-of-europe.eu/>>.

Organisation des Nations Unies (ONU), <<http://www.un.org/>>.

- Commission des Nations Unies pour le droit commercial international, <<http://www.uncitral.org/>>.

Réseau universitaire européen – Droit de l'Espace de liberté, de sécurité & justice (GDR-ELSJ) (CNRS-GDR 3452), <<http://www.gdr-elsj.eu/>>.

Toute l'Europe, <<http://www.touteleurope.eu/>>.

Union européenne (UE), <<http://www.europa.eu/>>.

- Agence des droits fondamentaux de l'Union européenne (FRA), <<http://fra.europa.fr/>>.
- Atlas judiciaire européen en matière civile, <http://ec.europa.eu/justice_home/judicialatlascivil/html/index_fr.htm> ou <<http://e-justice.europa.eu/>>.
- Cour de Justice de l'Union européenne (CJUE), <<http://curia.europa.eu/>>.
- Directive générale Éducation et formation, <<http://ec.europa.eu/education/>>.
- Direction générale Justice et Consommateurs, <<http://ec.europa.eu/justice/>>.
- Direction générale Traduction, <<http://ec.europa.eu/dgs/translation/>>.
- EU Bookshop, <<http://bookshop.europa.eu/>>.
- EUR-Lex, L'accès au droit de l'Union européenne, <<http://eur-lex.europa.eu/>>.
- Eurostats, <<http://ec.europa.eu/eurostat/>>.
- EuroVoc, thésaurus multilingue de l'Union européenne, <<http://eurovoc.europa.eu/>>.
- JURE, Compétence judiciaire, reconnaissance et exécution des décisions en matière civile et commerciale, <<http://eur-lex.europa.eu/collection/n-law/jure.html>>.
- N-Lex, Accès commun aux sources du droit national, <<http://n-lex.europa.eu/>>.
- Plateforme de règlement en ligne des litiges (Plateforme RLL), <<http://ec.europa.eu/odr>>.
- Portail e-Justice, <<http://e-justice.europa.eu/>>.
- Réseau de coopération législative des ministères de la justice de l'Union européenne, <<http://www.legicoop.eu/>>.
- Réseau judiciaire européen en matière civile et commerciale (RJE), <<http://ec.europa.eu/civiljustice/>> et <<http://e-justice.europa.eu/>>.

INDEX

Les numéros renvoient aux numéros de paragraphe.

-A-

Accès à la justice : 1, 2, 3, 6, 16

- accès à un mode de résolution des différends : **14**, 225, 371, 394, **399**, 402, 407, 441, 456, 463, 474
- accès au droit : 48, 63, 86, 248-250, **255-263**, 278, 286, **396-398**
- exécution de la décision : **22**, **126**, **155**, 156, 203, **205**, 206, 210, 340, 352, 353, **355**, 356, **405**, **406**, 434, 444, 450, 453
- obtention de la décision : 83, **354**, **401-404**, 450

Acte introductif d'instance : 20, 188, 190, 318-329, 333, 337, 354

Accord transactionnel : 376

- accord transactionnel homologué : 376, 377, 425, 466, **467**, **468**
- force exécutoire : 375
- force probante : 377, 467

Aide judiciaire : 19, 31, 45, 58, 124, 181, 184, 186, 233, 297, 298, 372, 402

- BREXIT : 433
- Danemark : 301, 425, 442
- Directive 2003/8/CE : 58, 75, **182**, 183, 184, 233, 297, 299, 372
- droit conventionnel : 184, 300, 301, 442, 448
- droit processuel : 31, 298
- médiation : 372
- normes minimales de procédure : 68, 75, 136, 181
- recours collectif : 186
- personne morale : 298

Approche unitaire et globale : 392 et s.

Arbitrage : 12, 29, 221, 367, 379-387, 471-476

- clause compromissoire : 381-383, 473
- principe de compétence-compétence : 380, 383, 386, 472, 474
- sentences arbitrales : 41, 379, 384, 385, 386
- *West Tankers* : 381, 382

Art. 81 §1 Traité FUE : 29, 34

- incidence transfrontière : 146, 417, 418, 420.6, 422

Art. 81 §2 Traité FUE :

- point (a) : 420.1, 421
- point (b) : 420.2
- point (c) : 83, 420.3
- point (d) : 420.4
- point (e) : 93, 115, 129, **136**, **137**, **421**, 474
- point (f) : 421
- point (g) : 83, 219, 416, 420.6, 474
- point (h) : 219, 275, 281, 367, 420.5

Autorité de la chose jugée : 173, 376

- accord transactionnel homologué : 376
- vérification juridictionnelle : 173, 210

-B-

BREXIT : 433

Business to business (B2B) : 2, 34

Business to consumer (B2C) : 2, 34

-C-

Caution *judicatum solvi* : 205, 302-305, 331

- dimension externe : 304
- droit processuel : 305
- ordre public : 331

Charte des droits fondamentaux de l'Union européenne (CDF) : 31, 93, 100, 107, 111, 112, 117, 120, 122, 136, 137, 298, 303, 372, 421

- accès à la justice (art. 47) : 122, 134, 181, 316
- aide juridictionnelle (art. 47 al. 3) : 298, 299, 301, 304
- appréciation : 120
- champ d'application : 117, 118, 119
- procès équitable (art. 47 al. 2) : 112, 125, 127, 132, 134, 316
- recours effectif (art. 47 al. 1) : 112

Compétence internationale : 17, 22, 42, 43, 83, 145, 358, 363, 420.3, 451, 455

- *actor sequitur forum rei* : 149, 156, 190, 359, 455
- contrat conclus par les consommateurs : 156, 353-356
- compétences exclusives : 154, 359, 456
- déni de justice : 17, 147
- effet réflexe : 358-362, 455-458
- prorogation de compétence : 155, 360, 457
- universalisation : 151, 157-161

Confiance mutuelle : 28, 69, 86, 88, 213, 276, 341, 342-345, 468

Connexité : 22, 43, 162, 164, 165, 166

- régime international : 167-169

Consommateur : 2, 34, 48, 64, 65, 67, 136, 156, 210, 224, 234, 267, 353, 361, 382, 409, 451

- médiation : 224
- plateforme RLL : 225, 267, 370, 414, 416
- politique de protection : 64, 65

- universalisation : 353-356, 434, 451, 453

Contrôle de la régularité internationale des décisions : 209 *et s.*

- ordre public (cf. *ordre public*)
- inconciliabilité (cf. *inconciliabilité*)

Convention européenne de sauvegarde des droits de l'Homme et des libertés fondamentales (CSDH/LF) : 108, 109, 345

- art. 6 §1 : 108, 109, 112, 118, 125, 127, 132, 299, 300, 301-305, 308, 313, 331, 345, 386
- art. 13 : 109, 111
- présomption d'équivalence de protection des droits fondamentaux : 345

Cour de justice de l'Union européenne

- recours en annulation : 120, 341
- recours préjudiciel : 120, 345

Culture : 69, 223, 229, 245, 246

- environnement juridique commun : 246

-D-

Danemark : 301, 425

Déni de justice : 3, 18, 143, 147, 148, 166, 167, 178, 305, 352, 386, 399, 456

Droit de la coopération judiciaire : 29, 30, 31, 33, 37, 59, 130, 131, 136, 419 *et s.*

- matière civile et commerciale : 27, 34
- *lato sensu* : 219 *et s.*, 350 *et s.*
- *stricto sensu* : 142 *et s.*, 294, *et s.*

Droit de la défense : 123, 130, 132, 133, 134, 135, 205, 206, 211, 316 *et s.*, 386

Droit de l'Union européenne

- principe d'autonomie procédurale : 29, 102, 103, 265

- principe d'équivalence et d'effectivité : 103, 104, 308
- principe de subsidiarité : 32, 137, 245

Droit institutionnel de l'Union européenne

- compétence exclusive : 32, 365, 432, 440, 473
- compétence partagée : 27, 32, 34, 275, 342, 363, 412, 430, 440, 447, 448, 473
- procédure législative ordinaire : 415, 427
- procédure législative spéciale : 427

-E-

e-Justice

- portail e-Justice : 253, 255, 398
- programme e-Justice : 248, 250, 263

ECLI : 260, 261

Effet utile : 75, 203, 308, 313, 376, 419, 422

- art. 81 §2 (e) Traité FUE : 419, 421

Efficacité normative : 172, 174, 375

- autorité de chose jugée (cf. *autorité de la chose jugée*)
- efficacité substantielle (cf. *efficacité substantielle*)
- force exécutoire (cf. *force exécutoire*)

Efficacité substantielle : 172, 174, 205, 210

ELI : 260

Espace européen de justice : 27, 28, 44, 49, 65, 65, 66, 67, 68, 69, 70, 86, 131, 245, 280, 460

- dimension externe : 32, 157 et s., 167, 228, 304, 351 et s., 409, 429
- dimension interne : 148 et s., 162, 408, 416, 424
- géographie variable : 424 et s.

Exécution : 172, 420.1

- « de plano » : 207

- procédure d'*exequatur* (cf. *procédure d'exequatur*)

-F-

Formation : 77, 83, 270 et s., 275, 276

- *Action Robert Schuman* : 279
- *Erasmus* : 272 et s.
- formations thématiques : 281
- *Grotius* : 278
- programme Justice : 281

Formulaire : 230-232, 265

Force exécutoire : 172, 174, 183, 203, 205, 242, 336

- force exécutoire « unioniste » : 336

Force probatoire : 377, 467

-I-

Inconciliabilité : 162-164, 165, 179

- droit conventionnel : 215
- entre décisions : 213, 335, 340
- justice privée : 376
- procédures européennes unifiées : 214, 336, 338, 339

-J-

Justice : 7, 8, 9

- justice arbitrale : 221
- justice étatique : 10, 11, 13
- justice naturelle : 12
- justice participative : 221
- justice privée : 12

-L-

Légalisation : 236-243

- Conv. Apostille (1961) : 237

Langue : 229 et s.

- interprétation : 229, 231, 233, 259
- MT@E : 259
- régime linguistique : 231, 232, 233
- traduction : 229, 231, 233, 259

Litispendance : 22, 163-167, 420

- régime international : 168, 169, 452, 456

-M-

Matière civile et commerciale : 27, 34

- compétence partagée (cf. *droit institutionnel de l'Union européenne*)
- droit de la coopération judiciaire (cf. *droit de la coopération judiciaire*)

Médiation : 12, 221 *et s.*, 226, 367 *et s.*, 371, 461 *et s.*

- articulation avec la justice étatique : 373 *et s.*, 466 *et s.*
- aide judiciaire : 372
- Directive 2008/52/CE : 223, 370
- Directive 2013/11/UE : 224, 225, 267, 370

-N-

Normes minimales de procédure

- aide judiciaire : 68, 75, 136, 181
- procédures européennes unifiées : 133, 337

-O-

Obstacles matériels : 180, 203, 205, 206, 303, 371 *et s.*, 400

Obstacles juridiques

- conditions de recevabilité : 308 *et s.*
- reconnaissance des personnes morales : 310 *et s.*

Ordre public : 211, 215, 322, 387

- arbitrage : 385, 386
- européen : 107, 332
- procédural : 330-332, 340, 342
- matériel : 331, 335, 340, 342

Orientations stratégiques : 80 *et s.*

-P-

Procédure d'exequatur : 172, 183, 202

- contrôle de la régularité : 209 *et s.*
- procédure simplifiée : 203 *et s.*
- suppression de l'exequatur : 205 *et s.*
- voies de recours : 335 *et s.*

Procédures européennes unifiées

- injonction de payer européenne (IPE) : 58, 136, 325, 398, 417, 418
- normes minimales de procédure : 133, 337
- opposition : 336
- ordonnance européenne de saisie conservatoire (OESC) : 136, 238, 325, 421
- réexamen : 323, 324, 328
- règlement des petits litiges (RPL) : 58, 136, 185, 232, 265, 323, 324, 336, 398, 469
- titre exécutoire européen (TEE) : 214, 324, 325, 336, 337, 405

Procédure parallèle : 163

- connexité (cf. *connexité*)
- litispendance (cf. *litispendance*)

Procès équitable : 108, 112, 122, 124, 126, 200, 225

- exigences processuelles : 125, 132, 134, 316 *et s.*

Professionnels du droit

- formation (cf. *formation*)
- mobilité : 286 *et s.*

-R-

Reconnaissance : 43, 160, 172, 177, 178, 420.1

- accords transactionnels homologués : 375, 376, 467-469
- dimension externe : 364
- reconnaissance de plein droit : 175
- voies de recours : 335 *et s.*
- régularité de la décision : 176

Reconnaissance mutuelle : 87, 88, 89, 238, 345.

**Réseau judiciaire européen en matière
civile et commerciale : 283 et s.**

-S-

**Signification et notification des actes
judiciaire et extrajudiciaires**

- acte introductif d'instance (cf. *acte introductif d'instance*)
- normes minimales de procédure (cf. *normes minimales de procédure*)
- droits de la défense : 316 et s.
- sursis à statuer : 321 et s.
- relever de forclusion des délais de recours : 326 et s.

-V-

Voies de recours : 335 et s.

- concentration du contentieux : 340 et s.
- exécution (cf. *procédure d'exequatur*)
- inversion du contentieux : 336 et s.
- reconnaissance (cf. *reconnaissance*)

TABLE DES MATIÈRES

TABLE DES ABRÉVIATIONS	I
SOMMAIRE.....	VII
INTRODUCTION.....	1
PREMIÈRE PARTIE. LA RÉALISATION PROGRESSIVE DE L'ACCÈS À LA JUSTICE.....	31
TITRE PREMIER. LA NATURE DE L'ACCÈS À LA JUSTICE	33
Chapitre 1. L'accès à la justice, un objectif révélé	35
Section 1. Une évolution : vers un objectif d'accès à la justice.....	36
§ 1. Une construction fondée sur une coopération judiciaire accessoire	37
A. La sécurisation judiciaire pour conforter le Marché intérieur.....	37
B. La politisation de l'accès à la justice pour soutenir la consommation	42
§ 2. La coopération judiciaire, réceptacle principal de l'accès à la justice	45
A. Justice et Affaires Intérieures : l'échec du troisième pilier.....	46
B. Le développement de la coopération judiciaire et l'affirmation politique d'un objectif d'accès à la justice	49
1. Des compétences communautaires pour la coopération judiciaire	49
2. Le dynamisme politique relatif à l'Espace de liberté, de sécurité et de justice : un mouvement vers l'accès à la justice	52
a. Le constat des obstacles à l'accès à la justice	53
b. L'impulsion politique autour de l'accès à la justice	55
Section 2. Une consécration : un Espace de liberté, de sécurité et de justice facilitant l'accès à la justice	59
§ 1. L'évolution des compétences de coopération judiciaire	59
A. L'association de l'accès à la justice et de la coopération judiciaire.....	59
B. Les nouvelles lignes directrices en matière d'accès à la justice.....	63
§ 2. L'accès à la justice et l'Espace européen de justice	68
Conclusion du Chapitre 1.....	74
Chapitre 2. L'accès à la justice, un droit fondamental consacré.....	75
Section 1. La reconnaissance d'un droit fondamental d'accès à la justice	76
§ 1. Le développement de la protection des droits fondamentaux.....	76
§ 2. Le droit fondamental à une protection juridictionnelle effective.....	82
A. Le développement du principe de protection juridictionnelle effective.....	83
B. La signification du principe de protection juridictionnelle effective	86
1. L'accès à la justice, droit fondamental européen.....	86

2. L'accès à la justice, droit fondamental de l'Union européenne.....	89
Section 2. La portée du droit fondamental d'accès à la justice.....	93
§ 1. Le régime du droit fondamental d'accès à la justice.....	93
A. Le champ d'application du droit fondamental d'accès à la justice	93
B. Les garanties protégées par le droit fondamental d'accès à la justice.....	98
§ 2. Le lien entre le droit fondamental d'accès à la justice et l'Espace de liberté, de sécurité et de justice	104
A. Accès à la justice, droit fondamental et objectif	105
B. Accès à la justice, droit fondamental et base légale de compétence	110
Conclusion du Chapitre 2.....	115
CONCLUSION DU TITRE PREMIER.....	116
 TITRE SECOND. LA CONCRÉTISATION DE L'ACCÈS À LA JUSTICE	117
Chapitre 1. L'élaboration d'un droit de la coopération judiciaire <i>stricto sensu</i>	119
Section 1. Les règles facilitant la résolution judiciaire des litiges commerciaux transfrontières	120
§ 1. L'encadrement de l'accès au juge.....	121
A. L'aménagement de la compétence judiciaire.....	121
1. L'unification des règles d'instance directe	121
a. L'accès au juge au sein de l'Espace européen de justice	123
b. L'accès au juge et la dimension externe de l'Espace européen de justice	134
2. La coordination de la compétence internationale	139
a. La coordination des procédures parallèles	140
b. La coordination des conflits de procédure impliquant une décision....	147
B. L'effectivité de l'accès au juge	154
1. L'aide judiciaire	155
2. La procédure de règlement des petits litiges.....	160
3. Le recours collectif	162
§ 2. L'encadrement des procédures transfrontières	163
A. Faciliter la transmission des actes à l'étranger.....	164
B. Faciliter l'obtention des preuves à l'étranger	170
Section 2. Les règles facilitant la circulation des décisions judiciaires	177
§ 1. L'aménagement des procédures d'exécution des décisions étrangères	178
A. L'exécution des décisions judiciaires via la procédure d'exequatur.....	178
B. La reconnaissance automatique de la force exécutoire	182
§ 2. L'encadrement du contrôle de la décision étrangère pour favoriser son effectivité	185

A. Garantir l'effectivité de la décision.....	186
B. Garantir la compatibilité des décisions reconnues et exécutoires	189
Conclusion du Chapitre 1	193
Chapitre 2. L'élaboration d'un droit de la coopération judiciaire <i>lato sensu</i>	195
Section 1. La résolution des différends commerciaux transfrontières en dehors du cadre judiciaire.....	196
§ 1. Le développement des modes alternatifs de résolution des différends.....	196
A. L'appréhension de la médiation par le droit de la coopération judiciaire...	198
B. L'appréhension de la médiation à travers la politique de protection des consommateurs	202
§ 2. L'influence du contexte global de l'Espace européen de justice sur le droit de la coopération judiciaire.....	205
A. L'influence du contexte multilingue de l'Union sur le droit de la coopération judiciaire	206
1. La standardisation des échanges	207
2. La prise en charge des frais de traduction et d'interprétation pour les parties impécunieuses	210
3. Le bénéfice des règles d'instance directe dans le contexte multilingue ..	211
B. Le contournement des difficultés relatives à l'authenticité des actes publics	212
Section 2. La construction d'un environnement judiciaire commun	220
§ 1. La stratégie numérique : améliorer l'accessibilité du droit et de la résolution des litiges	223
A. L'amélioration de l'accessibilité du droit et de l'information	224
1. De l'accès à l'information.....	225
2. De l'accès au(x) droit(s).....	229
3. De la standardisation formelle des droits.....	234
B. La simplification de la résolution des différends	236
§ 2. La stratégie contextuelle : améliorer les connaissances et la mobilité.....	242
A. De la formation des professionnels du droit	242
1. La compétence générale de l'Union pour la formation : une participation indirecte mais efficace pour les professionnels du droit.....	243
2. La compétence partagée de l'Union en matière de formation des professionnels du droit : une participation directe à l'élaboration d'une culture juridique et judiciaire de l'Union.....	248
B. De l'organisation des ordres judiciaires en réseau	254
C. De la mobilité des professionnels du droit	257
Conclusion du Chapitre 2.....	261
CONCLUSION DU TITRE SECOND	262

CONCLUSION DE LA PREMIÈRE PARTIE.....263

SECONDE PARTIE. LA RÉALISATION PERFECTIBLE DE L'ACCÈS À LA JUSTICE.....265

TITRE PREMIER. LES LACUNES DANS LA RÉALISATION DE L'ACCÈS À LA JUSTICE267

Chapitre 1. Les imperfections du droit de la coopération judiciaire *stricto sensu*.....269

Section 1. Combattre les obstacles juridiques du droit national270

§ 1. L'effectivité du droit de la coopération judiciaire à l'épreuve des obstacles pécuniaires270

A. Les imperfections de l'aide judiciaire271

1. L'aide judiciaire pour les personnes morales.....271

2. Le recours au droit conventionnel.....273

B. Les obstacles pécuniaires à l'accès à la justice276

§ 2. L'influence du droit processuel sur les obstacles juridiques du droit procédural national.....282

A. Le droit de la coopération judiciaire à l'épreuve des conditions de recevabilité de l'action282

B. Le droit de la coopération judiciaire à l'épreuve de la reconnaissance des parties285

Section 2. Garantir les droits de la défense dans le droit de la coopération judiciaire292

§ 1. Les mécanismes visant la protection des droits de la défense292

A. La protection des droits de la défense au regard de la transmission de l'acte introductif d'instance293

1. Le refus de l'acte par le destinataire293

2. Le sursis à statuer en l'absence de comparution du défendeur.....296

3. Le relevé de la forclusion des délais des voies de recours.....302

B. La protection des droits de la défense au regard de la régularité internationale de la décision étrangère.....305

§ 2. L'exercice des voies de recours garantissant l'effectivité des droits de la défense310

A. L'inversion du contentieux311

B. La concentration du contentieux315

Conclusion du Chapitre 1.....325

Chapitre 2. Les insuffisances du droit de la coopération judiciaire *lato sensu*.....327

Section 1. L'appréhension lacunaire de la dimension externe de l'Espace européen de justice329

§ 1. Les lacunes dans la dimension externe indirecte de l'Espace européen de justice	329
A. Les carences tirées de l'universalisation des règles d'instance directe protégeant les consommateurs	330
B. Les carences tirées de l'absence d'« effet réflexe » dans le droit de la coopération judiciaire.....	336
§ 2. Les lacunes dans la dimension externe directe de l'Espace européen de justice	339
Section 2. L'appréhension lacunaire de l'accès à la justice privée.....	344
§ 1. Les lacunes relatives à la médiation.....	345
A. Des moyens insuffisants pour assurer la résolution des litiges transfrontières	345
1. Une différence d'approche source de disparités	346
2. Les obstacles matériels au recours à la médiation	348
B. Les difficultés d'articulation entre médiation et justice étatique	351
§ 2. Les lacunes relatives à l'arbitrage.....	356
A. Les difficultés d'articulation entre accès à la justice arbitrale et à la justice étatique	357
B. Les difficultés en matière d'accès effectif à la justice arbitrale	362
Conclusion du Chapitre 2.....	368
CONCLUSION DU TITRE PREMIER.....	369
 TITRE SECOND. REPENSER LA RÉALISATION DE L'ACCÈS À LA JUSTICE	371
Chapitre 1. La nécessité d'une approche unitaire et globale de l'accès à la justice.....	373
Section 1. L'unité matérielle de l'accès à la justice.....	375
§ 1. Les quatre composantes de l'accès à la justice	375
A. Les règles permettant d'accéder à la justice : vers la résolution du litige...376	
1. L'accès au droit, un prérequis nécessaire	376
2. L'accès à un mode de résolution des litiges.....	379
B. Les règles permettant l'effectivité de l'accès à la justice.....	380
1. Les règles garantissant l'obtention d'une décision	380
2. Les règles garantissant l'effectivité des décisions obtenues	382
§ 2. La nécessité d'une réalisation cumulée des quatre composantes.....	383
Section 2. L'unité géographique et institutionnelle relevant de l'Espace européen de justice	386
§ 1. L'unité institutionnelle, garantie de la cohérence juridique des actes	387
A. La cohérence du choix approprié de la base légale dans le droit primaire	387

B. La cohérence des mesures pouvant être adoptées sur la base de l'article 81 §2 du Traité FUE	392
§ 2. L'unité géographique, garantie d'une application spatiale cohérente	398
A. La géographie variable de la dimension interne de l'Espace européen de justice	399
B. L'approche cohérente de la dimension externe de l'Espace européen de justice	402
Conclusion du Chapitre 1	409
Chapitre 2. La réalisation de l'accès à la justice par l'approche unitaire et globale	411
Section 1. L'approche unitaire et globale de la dimension externe de l'Espace européen de justice	412
§ 1. L'adaptation directe par le droit conventionnel	412
A. L'accès à la justice par le droit conventionnel de l'Union européenne	413
B. L'accès à la justice par le droit conventionnel des États membres	417
§ 2. L'adaptation indirecte par le droit de la coopération judiciaire	420
A. La coordination du régime de compétence internationale visant la protection des consommateurs	421
B. La coordination des régimes de la compétence exclusive et de l'élection de <i>for</i>	423
Section 2. L'approche unitaire et globale de la justice privée dans l'Espace européen de justice	427
§1. L'adaptation des règles relatives à la médiation	427
A. L'harmonisation des règles encadrant la médiation	428
B. L'articulation de la médiation avec la justice étatique	431
§2. L'adaptation des règles relatives à l'arbitrage	437
Conclusion du Chapitre 2	442
CONCLUSION DU TITRE SECOND	443
CONCLUSION DE LA SECONDE PARTIE	444
CONCLUSION	446
ANNEXES	449
BIBLIOGRAPHIE	488
INDEX	547
TABLE DES MATIÈRES	553

La réalisation de l'accès à la justice dans l'Espace européen de justice

Une contribution à la résolution des litiges commerciaux transfrontières

L'Union européenne connaît un nombre croissant de litiges commerciaux transfrontières (conflits entre professionnels ou entre un professionnel et un consommateur). Ces différends doivent pouvoir être résolus par la partie qui le demande afin qu'elle puisse voir ses droits substantiels se réaliser. Il est donc essentiel de garantir l'accès à la justice, étatique ou privée, au sein de l'Espace européen de justice. À cette fin, l'Union européenne dispose d'une compétence partagée afin d'adopter des mesures facilitant l'accès à la justice (art. 67 §4 Traité FUE).

Considéré comme un objectif et un droit fondamental, l'accès à la justice est concrétisé à travers le droit de la coopération judiciaire de l'Union. Son analyse révèle aussi bien la richesse de la notion que les lacunes de sa réalisation.

Dans cette perspective, il convient de se demander comment l'Espace européen de justice peut véritablement atteindre l'objectif d'accès à la justice pour permettre la résolution des litiges commerciaux transfrontières.

Mots-clefs : accès à la justice ; accès au droit ; Espace de liberté de sécurité et de justice ; Espace européen de justice ; dimension interne ; dimension externe ; droit de la coopération judiciaire ; droit processuel ; droit procédural ; droit international privé ; justice publique ; justice privée ; justice participative ; médiation ; arbitrage.

Achieving access to justice in the European area of justice

A contribution to the resolution of cross-boarder commercial disputes

The European Union experiences a growing number of cross-border commercial disputes (between professionals or between a professional and a consumer). These litigations shall be resolved at the demand of the claimant, so s/he can enjoy his/her substantial rights. Hence, it is essential to guarantee access to justice, whether public or private, within this European area of justice. To this end, the EU has a shared competence to adopt rules facilitating access to justice (art. 67 §4 Treaty FEU).

Considered as an objective and a fundamental right, access to justice shall be realized through judicial cooperation law of the Union. This analysis shall reveal its richness as well as its lacuna.

Therefore, one must determine how the European area of justice shall reach this objective of access to justice to allow the settlement of cross-boarder commercial disputes.

Keywords: access to justice; access to law; Area of freedom, security and justice; European judicial area; internal dimension; external dimension; judicial cooperation law; procedural law; private international law; public justice; private justice; participative justice; mediation; arbitration.